

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES INTÉRÊTS BELGES DANS LA PROVINCE OTTOMANE D'ALEP  
SELON LA CORRESPONDANCE DES CONSULS  
PICCIOTTO ET POCHE  
(1855 – 1914)

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR  
NICOLAS JODOIN

JANVIER 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»



*À mes parents*

## REMERCIEMENTS

Je veux d'abord adresser mes sincères remerciements au Service des relations internationales, au département d'histoire, ainsi qu'à la Fondation de l'UQAM, dont l'aide financière m'a permis d'effectuer un stage de recherche en Syrie et en Turquie à l'été 2008 afin de découvrir les archives du fonds Poche-Antaki, puis de mener à bien ce projet de recherche. Je remercie également Mme. Jenny Poche-Marrache pour l'accueil à la salle d'archives privées de sa maison du khan al-Nahassin à Alep. Je tiens à lui exprimer toute ma gratitude pour l'immense privilège que j'ai eu d'explorer l'histoire de sa famille à travers ces archives.

Je tiens aussi à adresser mes remerciements les plus sincères à mon directeur de recherche, M. Stefan Winter, pour la complète confiance qu'il m'a témoignée dans ce projet, pour sa patience durant ma période de recherche et de rédaction, et pour la grande générosité qu'il m'a démontrée au cours de nombreuses activités complémentaires qui m'ont permis d'être mieux outillé pour réaliser ce projet ainsi que les autres à venir.

Je voudrais également remercier le professeur Pascal Bastien, qui m'a gentiment apporté son soutien en maintes occasions et qui m'a assurément transmis sa passion de l'histoire au cours de mes études à l'UQAM.

Je remercie du fond du cœur mes parents, ma famille et mes amis, pour l'intérêt qu'ils ont porté à mes études, ainsi que pour les constants encouragements, la compréhension et le réconfort qu'ils m'ont offerts tout au long de cette recherche. Enfin, j'adresse ma plus profonde reconnaissance à Julie, pour son soutien infaillible et pour avoir cru en moi chaque jour de ces dernières années.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	viii
LISTE DES CARTES.....	ix
RÉSUMÉ .....	x
INTRODUCTION .....	1
0.1 Historiographie.....	6
0.2 L'histoire socio-économique d'Alep.....	7
0.2.1 Alep, pôle du commerce international en Syrie ottomane .....	9
0.2.2 Transformation du rôle économique d'Alep.....	11
0.2.3 L'impérialisme européen au Proche-Orient.....	14
0.3 L'histoire des familles levantines.....	18
0.4 Problématique .....	22
0.5 Les sources.....	26
 CHAPITRE I	
LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE DE LA PROVINCE D'ALEP (1855-1914) .....	31
1.1 Introduction.....	31
1.2 L'économie agricole de la province d'Alep au milieu du XIX <sup>e</sup> siècle.....	33
1.2.1 Potentiel agricole et opportunités économiques en Syrie du Nord .....	37
1.2.2 Des ressources naturelles inexplorées et inexploitées .....	39
1.3 Économie du nord de la Syrie et problème des transports .....	43
1.3.1 Le manque d'infrastructures pour le transport des marchandises agricoles .....	47
1.4 Conditions économiques de la province d'Alep à la fin du XIX <sup>e</sup> siècle .....	50
1.4.1 Les impondérables de la production agricole : l'insécurité, les sauterelles et les conditions climatiques extrêmes.....	50
1.5 La gestion de la situation sanitaire de la province d'Alep à la veille du XX <sup>e</sup> siècle.....	53

1.5.1 La réaction des autorités ottomanes aux épidémies de choléra de la fin du XIX <sup>e</sup> siècle .....	54
1.5.2 La gestion des invasions de sauterelles.....	61
1.6 Ralentissement commercial sur la place d'Alep à la fin de la période ottomane.....	67
1.6.1 Ralentissement et renaissance de la production artisanale d'Alep .....	70
1.6.2 Modernisation de la production industrielle .....	75
1.7 Conclusion .....	76

## CHAPITRE II

### LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ET INDUSTRIELS BELGES DANS LA PROVINCE D'ALEP .....

2.1 Introduction.....	79
2.2 Variation sur le thème de l'impérialisme du XIX <sup>e</sup> siècle.....	80
2.2.1 La pénétration européenne.....	82
2.2.2 L'expansion belge au XIX <sup>e</sup> siècle.....	84
2.2.3 Présence belge méconnue au Proche-Orient : la rencontre avec la société alépine ..	91
2.3 Intérêts économiques belges en Syrie septentrionale.....	98
2.3.1 Développement du transport maritime et pénétration de nouveaux marchés au Levant : de la Syrie à la Mésopotamie.....	99
2.3.2 La route vers Alexandrette, port naturel d'Alep .....	107
2.3.3 Projets de chemin de fer vers la Mésopotamie .....	110
2.3.4 L'impact de l'ouverture du canal de Suez sur la région d'Alep .....	112
2.4 La pénétration économique belge au Levant .....	113
2.4.1 Ressortissants belges en Syrie et colonies européennes au Proche-Orient.....	115
2.4.2 Le développement des relations commerciales avec la Belgique .....	117
2.4.3 Spécialités belges sur le marché d'Alep .....	126
2.4.4 Le rayonnement de la Belgique et de son industrie : les expositions universelles .	131
2.5 Modernisation d'une province ottomane : intérêts économiques et financiers .....	138
2.5.1 Système de concessions et opportunités pour industriels, capitalistes et ressortissants belges ... ..	139
2.5.2 La vente d'armes aux troupes ottomanes.....	139

2.5.3 L'intérêt des Belges pour les chemins de fer en Syrie.....	143
2.5.4 Infrastructures urbaines à Alep : tramway, éclairage et distribution d'eau .....	153
2.5.5 L'extension de la ville d'Alep au début du XX <sup>e</sup> siècle.....	164
2.6 Conclusion .....	166

### CHAPITRE III

LES CONSULS PICCIOTTO ET POCHE : ENTRE INTÉRÊTS BELGES ET DYNAMIQUES LOCALES.....	172
--	-----

3.1 Introduction.....	172
3.2 La place des familles commerçantes levantines dans la société alépine.....	173
3.2.1 Les origines de la famille Picciotto.....	175
3.2.2 Les origines de la famille Poche .....	176
3.2.3 Les familles levantines d'Alep comme intermédiaires commerciaux et culturels des Européens .....	178
3.3 Les familles consulaires d'Alep.....	182
3.3.1 Les Picciotto et les Poche au sein du corps consulaire d'Alep .....	183
3.3.2 L'intérêt des familles levantines pour les charges consulaires d'Alep .....	189
3.3.3 Les protégés du consulat belge d'Alep .....	191
3.4 Litiges civils impliquant les consuls belges .....	210
3.4.1 Les propriétés agricoles des Poche dans l'arrière-pays d'Alep .....	212
3.4.2 Les avantages économiques et fiscaux des consuls .....	217
3.5 L'implication des Poche dans le tribunal commercial mixte d'Alep .....	219
3.6 Intermédiaires entre la province d'Alep et l'État ottoman centralisé.....	225
3.7 Conclusion .....	232

### CHAPITRE IV

L'ADMINISTRATION DE LA PROVINCE D'ALEP ET LA SITUATION POLITIQUE EN SYRIE SEPTENTRIONALE ET EN ANATOLIE ORIENTALE À LA FIN DE LA PÉRIODE OTTOMANE (1869 – 1909).....	236
--	-----

4.1 Introduction.....	236
4.2 L'administration ottomane locale du point de vue d'un consul honoraire belge .....	237
4.2.1 Critique de l'administration financière et fiscale de la province d'Alep .....	238

4.2.2 Augmentation du coût de la vie et agitation sociale à Alep.....	244
4.2.3 Critique de l'administration judiciaire.....	251
4.2.4 La sécurité civile et les mouvements de population .....	257
4.3 Sécurité publique et relations du gouvernement avec les populations tribales de l'arrière-pays d'Alep et de la Mésopotamie.....	265
4.3.1 Relations entre le Gouvernement ottoman et İbrahim Pacha, chef de la confédération Millî, et conflits intertribaux au début du XX <sup>e</sup> siècle .....	271
4.3.2 Accusations portées contre İbrahim Pacha et instauration d'une première commission d'enquête (1905).....	278
4.3.3 Révolte des notables de Diyarbakır et instauration d'une seconde commission d'enquête (1907).....	280
4.3.4 İbrahim Pacha et les Jeunes Turcs (1908) .....	285
4.4 Le contexte social et les tensions intercommunautaires en Anatolie orientale et en Syrie septentrionale dans les dernières décennies de la période ottomane.....	292
4.4.1 Le nationalisme arménien et les premiers massacres (1895-1896).....	293
4.4.2 Les massacres de novembre et décembre 1895 .....	302
4.4.3 Les réactions locales à la révolution jeune-turque et au retour du régime constitutionnel .....	309
4.5 Les Arméniens de Cilicie et d'Alep sous le régime des Jeunes Turcs .....	319
4.5.1 Massacres, exode et émigration d'Arméniens en 1908-1909 .....	320
4.6 Conclusion .....	323
CONCLUSION.....	327
APPENDICE A	
CATALOGUE DÉTAILLÉ DES REGISTRES DE CORRESPONDANCE.....	336
BIBLIOGRAPHIE.....	570

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

Pour faciliter la compréhension des annotations et le repérage des documents d'archives cités, les références sont introduites d'abord par le nom et le numéro du registre, la page (ou les pages) pertinente à laquelle le texte du mémoire se réfère, ensuite par la date et l'année à laquelle le document a été rédigé dans la chancellerie du consulat belge d'Alep, et enfin, par le numéro de référence de la correspondance en question (lettre, rapport, etc.). Par exemple :

FP 2007, p. 117 [27 janvier 1906, N<sup>o</sup>. 8/1 B2]

Les archives du consulat belge d'Alep utilisées pour cette recherche sont toutes consignées dans les registres de la série FP (Fonds Poche). Par exemple, le premier registre de la série consulaire belge est intitulé FP 2001, et il couvre la période de 1855 à 1875. Les autres registres utilisés pour cette recherche sont tous issus de cette série. Ainsi la correspondance sortante du consul honoraire belge à Alep, Hillel de Picciotto, est répartie sur deux registres :

FP 2001 (1855-1875)

FP 2002 (1862-1873)

Tandis que la correspondance du consul honoraire Frédéric Poche est répartie sur sept registres :

FP 2003 (1887-1891)

FP 2004 (1890-1893)

FP 2005 (1893-1896)

FP 2006 (1896-1903)

FP 2007 (1903-1907)

FP 2008 (1908-1909)

FP 2009 (1909-1913)

## LISTE DES CARTES

Carte	Page
2.1 La province ottomane d'Alep aux environs de 1908-1918 .....	106
2.2 Les principaux chemins de fer en Syrie au début du XX <sup>e</sup> siècle .....	146
4.1 La Cilicie et le sud-est de l'Anatolie .....	275



## RÉSUMÉ

Peu de temps après l'indépendance de la Belgique et l'accession au trône de Léopold I<sup>er</sup>, les marchands et industriels belges s'activèrent à établir des relations officielles avec l'Empire ottoman. La signature d'un traité entre ces deux États en 1838, à l'instar des traités conclus avec plusieurs autres puissances européennes, scellait l'établissement de relations diplomatiques avec la Sublime Porte, et ouvrait aux Belges un champ d'opportunités commerciales dans les régions de Constantinople et de Smyrne. La nomination d'un consul de Belgique à Alep (en Syrie) en septembre 1854 se fit dans une logique d'expansion qui allait de pair avec l'extraordinaire essor économique, commercial et industriel du jeune royaume. La présence belge à Alep était ainsi, à plusieurs égards, le reflet du règne de Léopold II (qui succéda à son père en 1865), un souverain énergique et ambitieux, qui voulait assurément faire de la Belgique une puissance européenne coloniale.

La correspondance des consuls d'Alep, carrefour économique et métropole commerciale du nord de la Syrie, est un observatoire privilégié de l'expansion belge de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et de la pénétration étrangère dans l'Empire ottoman. L'établissement des Belges à Alep coïncide par ailleurs avec une période de profondes réformes et transformations de la société ottomane, ainsi qu'une ouverture sans précédent à l'influence européenne. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'État ottoman dépendait en grande partie des capitaux, des équipements, des techniques et de l'expertise des Européens pour procéder à la modernisation des infrastructures de transport et de communications d'un empire de plus en plus centralisé, et pour réaliser des travaux d'envergure dans la plupart des grandes villes de l'empire. Cette recherche vise à mieux comprendre l'intérêt porté à l'Empire ottoman par une puissance émergente comme la Belgique, et suivre ensuite l'évolution de la pénétration économique et industrielle belge, du point de vue de la ville et de la province d'Alep, sur une période de près de soixante ans. Ce faisant, elle présente sous un angle différent l'impérialisme belge de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

La correspondance des Poche et des Picciotto souligne aussi comment les Belges ont profité d'une conjoncture particulière, dans les dernières décennies de l'Empire ottoman, pour mettre en valeur leurs techniques et leur savoir-faire. Elle éclaire par ailleurs le rôle de médiation joué par certaines familles de l'élite marchande levantine qui représentaient à Alep les intérêts de plusieurs pays européens, et qui tiraient de cette relation un levier d'influence important pour la promotion et la protection de leurs propres réseaux économiques et sociaux. Enfin, cette source offre de nouvelles perspectives sur le contexte économique et les bouleversements sociopolitiques vécus dans la région entre 1855 et 1914.

Mots-clés : Consul, Syrie, Alep, Levantin, Belgique, XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle, Empire ottoman, Impérialisme

## INTRODUCTION

L'historiographie de l'Europe contemporaine comme celle de l'Empire ottoman se sont toutes deux relativement peu intéressées à l'expansion belge au Proche-Orient, et encore moins en Syrie. Les Belges ont pourtant développé au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, dans l'Empire ottoman comme dans d'autres parties du monde, une forme de pénétration économique, financière<sup>1</sup> et industrielle axée sur certains secteurs d'activité particuliers. Dans certains domaines techniques ou industriels, la compétitivité et l'expertise belges permettaient ainsi une expansion étrangère qui devait favoriser à terme le commerce et l'industrie nationale. Cette association d'intérêts économiques et politiques – qui représente une autre version (ou du moins, une autre facette) de l'impérialisme de cette époque durant laquelle l'expansion européenne s'étendit au monde entier – a certainement été beaucoup moins étudiée que d'autres aspects (notamment le colonialisme) de cette large question<sup>2</sup>. Cette pénétration économique n'avait peut-être pas le même éclat ou la même portée politique que les conquêtes coloniales (se traduisant par l'annexion et l'exploitation de nouveaux territoires) préconisées par les puissances européennes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais les retombées réelles dont bénéficiait la métropole atteignaient néanmoins des proportions importantes, notamment grâce à l'ouverture de nouveaux marchés (d'importation et d'exportation) pour la production nationale ou pour l'exportation de capitaux sous la forme d'investissements indirects<sup>3</sup>. Au Proche-Orient, ce sont surtout l'installation d'un

---

<sup>1</sup> Sur les intérêts financiers belges dans la dette souveraine du gouvernement central ottoman, voir Jacques Thobie, « Intérêts belges et intérêts français dans l'Empire ottoman (1880-1914) », dans *La France et l'est méditerranéen depuis 1850 : économie, finance, diplomatie*, Istanbul, Les Éditions Isis, 1993, p. 67-104.

<sup>2</sup> Dans une étude économique et financière qui aborde sous un angle original plusieurs questions reliées à l'impérialisme européen de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle, l'historien Samir Saul recense les parts belges dans les entreprises et capitaux français placés en Égypte (à l'époque sous contrôle britannique). Samir Saul, *La France et l'Égypte de 1882 à 1914 : intérêts économiques et implications politiques*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1997, 787 p.

<sup>3</sup> Les investissements directs (*foreign direct investments*), contrairement aux investissements financiers « indirects », étaient quant à eux dirigés dans des actifs physiques tels que des infrastructures ou des usines, et furent d'abord réalisés par des entreprises commerciales et des firmes de transport maritime. V. Necla Geyikdağı,

condominium franco-anglais en Égypte, puis l'occupation et le protectorat britannique, qui ont jusqu'ici retenu l'attention des chercheurs et historiens. Les intérêts européens (français, anglais, belges) sous formes d'investissements de capitaux y furent d'ailleurs très importants, et la pénétration économique et financière nettement plus évidente<sup>4</sup>.

Les historiens se sont aussi relativement peu intéressés à la présence belge dans l'Empire ottoman au cours des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle comparativement à celle des trois grandes puissances de l'époque, la Grande-Bretagne, la France, et l'Allemagne. La Belgique n'a sans doute pas joué un rôle politique important dans les grandes affaires de l'Empire ottoman, mais elle a néanmoins profité comme plusieurs autres pays et puissances de second rang à partir des traités commerciaux de 1838 – au même titre d'ailleurs que les plus grandes puissances européennes – de l'ouverture de l'État ottoman au commerce et à l'industrie européenne. Puis, la banqueroute ottomane, la restructuration de sa dette, la modernisation de l'armée ottomane, des infrastructures, des transports, de l'industrie et des services publics urbains<sup>5</sup> des grandes villes de l'Empire ont toutes ouvert des champs considérables d'investissement pour les capitaux, les équipements, de même que les technologies ou l'expertise européenne<sup>6</sup>.

Cette étude cherche à montrer comment les archives du consulat belge d'Alep peuvent être mises à profit pour traiter des questions relatives aux intérêts européens en Syrie. Les registres consulaires belges ne forment en fait qu'une petite partie de l'important fonds d'archives privé des familles Poche et Antaki, sis dans le khan al-Nahhasin, au cœur de la vieille ville d'Alep. Les consuls Hillel de Picciotto et Frédéric Poche étaient les interlocuteurs des Belges dans la capitale provinciale du nord de la Syrie ottomane. Ces deux familles de l'élite marchande d'origine européenne (les Picciotto sont originaires de

---

*Foreign Investment in the Ottoman Empire: International Trade and Relations, 1854-1914*, Londres ; New York, Tauris Academic Studies, 2011, p. 53-54.

<sup>4</sup> Jean Ducruet, *Les capitaux européens au Proche-Orient*, Paris, Presses universitaires de France, 1964, 468 p.

<sup>5</sup> Jacques Thobie, « Intérêts belges et intérêts français dans l'Empire ottoman (1880-1914) », p. 67-104.

<sup>6</sup> *Id.*, *Intérêts et impérialisme français dans l'Empire ottoman (1895-1914)*, Paris, Imprimerie nationale, 1977, 817 p. ; V. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*.

Livourne, en Toscane, et les Poche, de Kreibitz, en Bohême du Nord) ont fondé à Alep des maisons de commerce prospères et ont développé dans cette province ottomane des relations importantes, dont ont sans doute pu profiter les Belges pour introduire leur commerce en Syrie. Cette recherche vise en outre à expliquer comment les Picciotto et les Poche cherchaient, en servant une puissance européenne comme la Belgique, à se placer sous une protection légale étrangère, bénéficier ainsi de plusieurs avantages commerciaux et légaux, en plus de jouir d'un statut prestigieux et de relations personnelles utiles au sein de la société ottomane locale. Une complémentarité d'intérêts prenait donc forme et permettait à une relation de réciprocité de se développer, une médiation entre les intérêts des Belges et ceux des Levantins, ces marchands européens ayant finalement fait souche dans la société ottomane. La correspondance des consuls<sup>7</sup> devient ainsi prétexte à l'analyse d'une relation tout à fait originale entre d'une part le gouvernement et les diplomates belges, puis de l'autre les commerçants levantins, les deux parties tirant chacune des avantages de la pénétration économique belge au Levant.

Le dépouillement de cette correspondance est une occasion de retracer l'expérience historique de deux familles d'origine européenne immigrées en Méditerranée orientale : l'une juive sépharade (Picciotto), et l'autre chrétienne (Poche), qui ont fait souche respectivement aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles dans la société ottomane. Cette histoire singulière a été largement négligée, tant par l'historiographie de l'Europe moderne que par les études ottomanes<sup>8</sup>. De la même façon, l'histoire de la classe moyenne dans le monde arabe commence à peine à se développer, et fournit un cadre conceptuel novateur pour analyser l'apport et l'expérience d'un groupe culturel comme celui des Levantins à la société de la fin de l'Empire ottoman<sup>9</sup>. Il y a sans doute plusieurs rapprochements à faire d'ailleurs entre les intérêts et la place occupée dans la société civile par ces deux groupes sociaux.

---

<sup>7</sup> Les Picciotto et les Poche sont désignés dans la correspondance d'Alep sous le titre de « consul », bien que cette charge fût honorifique et non-rétribuée. Ils jouissaient sans doute des mêmes privilèges légaux, fiscaux et commerciaux que les consuls des autres puissances européennes représentées dans la ville.

<sup>8</sup> Oliver Jens Schmitt, *Les Levantins : cadres de vie et identités d'un groupe ethno-confessionnel de l'empire ottoman au « long » 19<sup>e</sup> siècle*, Istanbul, Les Éditions Isis, 2007 (1<sup>ère</sup> éd. allemande, 2005), 571 p.

<sup>9</sup> Keith David Watenpaugh, *Being Modern in the Middle East: Revolution, Nationalism, Colonialism, and the Arab Middle Class*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 2006, 325 p.



Les principaux objectifs poursuivis dans cette recherche consistent d'abord à déterminer comment l'établissement d'un consulat à Alep a pu favoriser les intérêts nationaux belges en Syrie du Nord, mais aussi, de façon plus générale, au Proche-Orient. Comment les Belges ont-ils pu rivaliser avec les grandes puissances (la Grande-Bretagne, la France, et vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne) sur la place commerciale d'Alep, ou dans d'autres villes ottomanes en Méditerranée orientale, elles aussi ouvertes au commerce et aux investissements européens ? Comment les consuls honoraires dans la capitale provinciale ottomane d'Alep ont-ils pu jouer un rôle de médiateur pour des intérêts européens ?

Le dépouillement de registres de correspondance du consulat belge d'Alep sur une période de près de soixante ans suggère plusieurs pistes intéressantes pour mettre en perspective les intérêts poursuivis par le gouvernement belge en Syrie. À Alep, comme ailleurs dans le monde, l'énergie et l'ambition du souverain Léopold II de faire de la Belgique une puissance européenne à part entière semblent s'être combinées à l'intérêt des marchands et industriels nationaux de se tailler une place dans l'exportation des produits manufacturés, de la technologie et de l'expertise belge. La médiation des consuls Picciotto et Poche est également au cœur de cette histoire. Cette recherche sur les intérêts belges en Syrie s'intéresse aussi aux objectifs locaux poursuivis de l'autre côté de cette association, en analysant l'impact de la protection belge sur les consuls, respectivement membres des élites marchande juive et chrétienne d'Alep. Comment et pourquoi ces deux familles marchandes, devenues en relativement peu de temps prospères en Syrie, représentèrent-elles à Alep les intérêts de la Belgique ?

L'histoire même de l'arrivée à Alep des juifs (les *francos*, selon l'appellation donnée par les Ottomans aux juifs ayant immigré en Syrie, notamment au XVIII<sup>e</sup> siècle) et des chrétiens européens était au départ liée à des intérêts commerciaux et à une prédisposition et des aptitudes à nouer des affaires grâce à leurs contacts en Europe. La correspondance des consuls contient beaucoup de renseignements de nature commerciale et économique destinés aux diplomates et hommes d'affaires belges. Les Picciotto et les Poche disposaient à cet égard d'informations privilégiées par leur profession de négociants locaux spécialisés dans l'import-export, et ils pouvaient juger mieux que quiconque de la viabilité des intérêts

commerciaux des Belges qui désiraient percer le marché. Un aperçu du contexte économique d'Alep dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, tel que présenté par les consuls belges, forme ainsi la base du premier chapitre, et l'évolution des intérêts et des opportunités des Belges au cours de la période 1855-1914, celle du second chapitre.

Pour les historiens d'aujourd'hui, le témoignage de ces consuls qui s'étaient installés de façon permanente à Alep, est surtout utile dans une perspective d'histoire économique et politique de la région. Leur correspondance accorde une attention particulière à l'économie locale ou régionale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un sujet qui a suscité relativement peu d'études académiques, probablement en raison du rôle moins important joué par Alep à cette époque dans le commerce international et l'économie ottomane<sup>10</sup>. La correspondance consulaire témoigne pourtant à plusieurs occasions de la vitalité et de l'intérêt économique de la province d'Alep, et ce, tant pour les Européens que pour le gouvernement ottoman. Le dynamisme de la région apparaît d'ailleurs durant une période de reconquête intérieure entreprise par l'État central ottoman à partir des années 1860, à une époque où le gouvernement essaie justement de mettre en valeur le territoire et d'assurer sa souveraineté aux marges de l'Empire. Le dernier chapitre met finalement en scène la situation politique et sociale de plus en plus troublée en Anatolie orientale et en Syrie septentrionale dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, suite à la révolution menée en juillet 1908 par le Comité union et progrès (CUP), qui marque la fin du long règne du sultan Abdülhamid II (1876-1909).

---

<sup>10</sup> Bruce Masters, « The Political Economy of Aleppo in an Age of Ottoman Reform », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 53, 1-2 (2010): 290-316.

## 0.1 Historiographie

L'incorporation de la Syrie ottomane dans le réseau de l'économie mondiale<sup>11</sup> trouve son origine au cœur du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les Européens maintenaient bien sûr des liens et des intérêts commerciaux au Proche-Orient bien avant la conquête ottomane, mais de façon générale, les historiens s'entendent pour affirmer que la prédominance occidentale sur le commerce traditionnel du Levant ne s'est produite qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'avènement du bateau à vapeur et du chemin de fer<sup>12</sup>. Plusieurs chercheurs et historiens qui se sont intéressés à la pénétration de l'économie ottomane par les puissances européennes à l'époque moderne ont évoqué un processus s'apparentant à une marche forcée vers une économie de marché, à une invasion de biens manufacturés ayant détruit l'économie ottomane locale<sup>13</sup> et ayant mené, de façon plus générale, à la dépendance économique et financière de l'Empire ottoman envers l'Europe<sup>14</sup>.

Cette étude s'intéresse plus exactement au rôle et à l'activité des deux principaux consuls honoraires belges d'Alep de la fin de la période ottomane. L'espace temporel choisi pour la recherche (1855-1914) permet de soulever la problématique de l'expansion belge au Proche-Orient au cours d'une période cohérente sur les plans économique, politique et diplomatique, et ce, tant du point de vue européen qu'ottoman. La brève mise en contexte présentée en introduction, fondée sur l'histoire socio-économique d'Alep et l'histoire économique du XIX<sup>e</sup> siècle ottoman, permettra d'abord de mieux comprendre l'intérêt des Belges pour la province d'Alep et le Proche-Orient.

---

<sup>11</sup> La théorie de l'expansion d'un système économique global (*World systems theory*) basé sur une économie mondiale capitaliste centrée en Europe, fut présentée par Immanuel Wallerstein entre 1974 et 1980. La phase d'incorporation de l'Empire ottoman à l'économie mondiale se situe selon plusieurs auteurs entre 1750 et 1815. Voir Huri İslamoğlu-İnan, *The Ottoman Empire and the World-Economy*, Cambridge (Angleterre) ; Paris, Cambridge University Press ; Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1987, 481 p. ; Reşat Kasaba, *The Ottoman Empire and the World Economy: The Nineteenth Century*, Albany, State University of New York Press, 1988, 191 p.

<sup>12</sup> Bruce Masters, *The Origins of Western Economic Dominance in the Middle East: Mercantilism and the Islamic Economy in Aleppo, 1600-1750*, New York, New York University Press, 1988, p. 216.

<sup>13</sup> Sur cette question, voir notamment Halil İnalcık, « When and How British Cotton Goods Invaded the Levant Markets », dans *The Ottoman Empire and the World-Economy*, sous la dir. de Huri İslamoğlu-İnan, p. 374-383.

<sup>14</sup> Voir par exemple Seyfettin Gürsel, *L'Empire ottoman face au capitalisme : l'impasse d'une société bureaucratique*, Paris, L'Harmattan, 1987, 279 p.



Cette recherche tentera par la suite de mettre à profit, et possiblement nuancer, les développements plus récents de l'histoire des Levantins, un groupe aux contours certes difficiles à définir, mais porteur d'une expérience historique tout à fait originale dans la société ottomane. Retraçant brièvement les origines et l'établissement des Picciotto et des Poche dans la métropole de la Syrie septentrionale, cette étude permet de mieux situer les familles marchandes levantines comme intermédiaires des intérêts européens au Proche-Orient, en se basant plus particulièrement sur le cas de la présence belge en Syrie ottomane.

## 0.2 L'histoire socio-économique d'Alep

Les historiens et les orientalistes se sont beaucoup intéressés à Alep, une cité dont l'histoire remonte à plus de quatre mille ans, aux origines de la vie urbaine au Proche-Orient<sup>15</sup>. La prééminence économique d'Alep ne s'est vraiment affirmée qu'après la conquête de la Syrie par les Ottomans en 1516, alors que la ville jouait un rôle essentiel d'entrepôt et de redistribution de la soie iranienne pour le marché de la Méditerranée<sup>16</sup>. Alep connut donc au début de la période ottomane une grande prospérité et devint une grande ville commerçante<sup>17</sup> et un carrefour du Proche-Orient. La position géographique de la ville – qui jouissait en outre d'un site défensif avantageux – et son terroir relativement arrosé et riche

---

<sup>15</sup> Il semble qu'Alep ait été déjà au début du deuxième millénaire av. J.-C. un centre économique régional. Le nom de la ville apparaît dans les archives hittites et celles du royaume de Mari comme « Halab » ou « Khalappa ». Bruce Masters, « Aleppo: the Ottoman Empire's caravan city », dans *The Ottoman City between East and West: Aleppo, Izmir, and Istanbul* sous la dir. de Edhem Eldem, Daniel Goffman et Bruce Masters, New York, Cambridge University Press, 1999, p. 19.

<sup>16</sup> Bruce Masters, *Origins*, p. 5. La soie brute en provenance de la Chine et de l'Iran était transbordée à Alep pour être ensuite acheminée à des manufactures de tissage d'Istanbul, de Bursa, du Caire ainsi que de diverses villes européennes. Jane Hathaway, *The Arab Lands under Ottoman Rule, 1516-1800*, Harlow (Angleterre) ; New York, Pearson Longman, 2008, p. 159.

<sup>17</sup> Située à mi-chemin entre l'Euphrate et la Mer Méditerranée, à la frontière du désert syrien, la ville servait d'entrepôt régional et était à la fois importante pour le commerce caravanier avec l'Orient et le commerce maritime avec l'Occident. La vieille ville munie de nombreux caravansérails (*khans*) était bien outillée pour recevoir les chargements des caravanes et redistribuer les marchandises dans ses marchés et bazars. Alep était d'ailleurs la plaque tournante du commerce régional et ses habitants entretenaient des relations commerciales importantes avec les tribus des environs qui fournissaient des produits de consommation variés aux citadins. Bruce Masters, *Origins*, p. 117.



expliquent en partie la bonne fortune d'Alep durant cette période<sup>18</sup>. Elle était à l'époque ottomane, et demeure encore aujourd'hui, un centre cosmopolite habité par une population arabophone prédominante, mais aussi par une quantité significative d'Arméniens, de Kurdes et de Turcs. Peu après la conquête de la Syrie, Alep devint en 1534 une capitale provinciale ottomane (de la province d'Alep), chef-lieu d'un gouverneur délégué par l'administration centrale d'Istanbul.

Bien que plusieurs études centrées sur Alep ou la Syrie ottomane<sup>19</sup> aient été publiées depuis les années 1960, peu de recherches ont porté sur l'impact de l'impérialisme et la pénétration économique européenne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sur la région immédiate d'Alep, ou encore sur la modernisation de la ville entreprise à partir de la même période. Dans cette optique, l'ouvrage publié en 2006 par Keith Watenpaugh<sup>20</sup> s'est avéré extrêmement novateur, en offrant un cadre conceptuel utile pour à la fois pour décrire la modernité de la classe moyenne d'Alep du début du XX<sup>e</sup> siècle et la société civile locale qui était alors en pleine effervescence.

L'histoire socio-économique d'Alep à la fin de la période ottomane est relativement peu développée et l'importance économique de cette ville, ainsi que de la Syrie septentrionale, a sans doute été sous-estimée. Ainsi, certains préjugés portent à croire qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, l'époque de grandeur de la Syrie du Nord était déjà bel et bien révolue<sup>21</sup>. La

---

<sup>18</sup> La ville est située au centre d'une vaste plaine, au point de rencontre de l'axe nord-sud de l'intérieur syrien et de l'axe d'ouest en est menant de la Méditerranée à la vallée de l'Euphrate et, plus loin, jusqu'au golfe Arabo-Persique. Antoine Abdel Nour, *Introduction à l'histoire urbaine de la Syrie ottomane (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Beyrouth, Université libanaise (Distribution Librairie Orientale), 1982, p. 273.

<sup>19</sup> L'ouvrage fondateur de Jean Sauvaget, présentant un intérêt marqué pour les traces archéologiques antiques de la ville, est d'une utilité limitée pour l'histoire proprement ottomane d'Alep. Jean Sauvaget, *Alep : essai sur le développement d'une grande ville syrienne des origines au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, 2 t., Paris, Librairie Orientaliste P. Geuthner, 1941. Parmi les principaux travaux d'histoire politique et socio-économique publiés sur Alep depuis les années 1960, voir notamment Herbert Bodman, *Political factions in Aleppo, 1760-1826*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1963, 160 p. ; Moshe Ma'oz, *Ottoman Reform in Syria and Palestine, 1840-1861*, Oxford, The Clarendon Press, 1968, 266 p. ; Dick Douwes, *The Ottomans in Syria: A History of Justice and Oppression*, Londres ; New York, I.B. Tauris, 2000, 244 p. ; Bruce Masters, *Origins*.

<sup>20</sup> Keith David Watenpaugh, *Being Modern in the Middle East*.

<sup>21</sup> L'importance économique grandissante d'autres villes côtières (notamment İzmir et Beyrouth) a probablement joué un rôle dans cette perception générale et a orienté la recherche vers les nouveaux pôles

présente étude cherche néanmoins à mettre en valeur l'importance économique d'Alep comme centre de production et de commerce régional, entre le milieu du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle. Cette recherche tend donc à présenter différemment le contexte économique des provinces arabes de l'empire, de même que l'impact de la pénétration économique et financière européenne au Levant, au cours d'une période correspondant en majeure partie à « l'Ère des empires<sup>22</sup> ». En effet, plusieurs questionnements émergent sur la nature et la viabilité de l'économie du nord de la Syrie en parcourant la correspondance des consuls belges, qui étaient attentifs aux intérêts commerciaux réels et potentiels sur une échelle régionale. Par exemple, comment le rôle de centre commercial d'Alep a-t-il évolué vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? Que venaient y chercher les Européens à cette époque ? Plus concrètement, quel était l'intérêt du gouvernement belge d'y établir un consulat ? Quel genre de liens particuliers les Belges souhaitaient-ils établir avec la ville et la province ottomane d'Alep comparativement à d'autres régions de l'Empire ottoman et du reste du monde ? Voilà quelques questions auxquelles cette recherche tentera de répondre.

#### 0.2.1 Alep, pôle du commerce international en Syrie ottomane

Une des particularités d'Alep est d'avoir été durant l'histoire ottomane une des principales enclaves de marchands étrangers du Levant et de l'Empire. Ce fut d'abord les Génois puis les Vénitiens qui y établirent des maisons commerciales. Plus tard le commerce avec l'Europe fut dominé successivement par les Français, les Hollandais ou les Anglais<sup>23</sup>. Leurs établissements ont parfois été le point d'entrée de changements socioculturels importants dans la société ottomane<sup>24</sup>. En plus d'entretenir des relations commerciales avec

---

économiques de l'Empire ottoman. Voir notamment, Leila Tarazi Fawaz, *Merchants and Migrants in Nineteenth-Century Beirut*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1983, 182 p.

<sup>22</sup> Eric J. Hobsbawm, *L'Ère des empires : 1875-1914*, Paris, Hachette Littérature, 2000 (1<sup>ère</sup> éd. anglaise, 1987), 495 p. Pour un survol de l'histoire diplomatique et des relations économiques internationales de cette période voir René Girault, *Diplomatie européenne : nations et impérialismes (1871-1914)*, Paris, Payot & Rivages, 2004, 451 p.

<sup>23</sup> Ralph Davis, *Aleppo and Devonshire Square: English Traders in the Levant in the Eighteenth Century*, Londres, Macmillan, 1967, 258 p.

<sup>24</sup> L'implantation de marchands et de diplomates européens favorisa notamment l'établissement des missionnaires catholiques en Syrie. Voir Bernard Heyberger, *Hindiyya : mystique et criminelle (1720-1798)*,

ce carrefour du Proche-Orient, les Européens y établissaient, notamment par leur présence diplomatique et religieuse, des contacts politiques et culturels qui concouraient à faire d'Alep une ville cosmopolite. L'étude de la présence belge à Alep permet d'ailleurs d'observer la médiation réalisée par les consuls Picciotto et Poche entre des Européens et la communauté urbaine indigène.

Pour assurer la pérennité du commerce avec le Levant, les Européens déléguaient à l'époque ottomane des consuls qui s'installaient dans les villes commerciales portuaires importantes, dites « échelles », et qui veillaient aux intérêts des commerçants et ressortissants de l'État qu'ils représentaient. Ils étaient nommés à ce poste directement par le gouvernement ou encore par les communautés ou compagnies commerciales, regroupées selon leur origine en différentes « nations »<sup>25</sup>. La ville d'Alep, située à une centaine de kilomètres de la côte méditerranéenne, était considérée au XVI<sup>e</sup> siècle comme une de ces échelles. Le principal débouché maritime d'Alep était la rade d'Alexandrette, qui fut le premier port « colonial » établi au Levant dans la foulée de la conquête ottomane, sous l'impulsion des commerçants européens<sup>26</sup>.

Plusieurs historiens considèrent l'émergence et la croissance rapide de villes portuaires de la Méditerranée orientale (İzmir, Beyrouth, Alexandrie) au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle comme une confirmation du déplacement de l'épicentre économique régional et un signe clair de l'incorporation du Levant à l'économie mondiale. Dans cette optique, le port

---

Paris, Aubier, 2001, 456 p. ; Abraham Marcus, *The Middle East on the Eve of Modernity*, p. 24. Selim Deringil explique également de quelle façon l'implantation de missions catholiques et protestantes dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle entraînait une perte d'autorité significative pour l'État ottoman. Selim Deringil, « "They Confuse and Excite the Mind", *The Missionary Problem* », dans *The Well-Protected Domains: Ideology and the Legitimation of Power in the Ottoman Empire (1876-1909)*, New York, I.B. Tauris, 1998, p. 112-134.

<sup>25</sup> Paul Masson, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Librairie Hachette, 1911, 678 p. ; François Charles-Roux, *Les échelles de Syrie et de Palestine au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Librairie Orientaliste P. Geuthner, 1928, 224 p. ; Basile Homsy, *Les capitulations & la protection des chrétiens au Proche-Orient aux XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Harissa (Liban), s.é., 1956, 420 p. ; Niels Steensgaard, « Consuls and Nations in the Levant from 1570 to 1650 », *The Scandinavian Economic History Review*, 15 (1967): 13-55 ; Maurits H. van den Boogert, *The Capitulations and the Ottoman Legal System : Qadis, Consuls, and Beratlis in the 18<sup>th</sup> Century*, Leyde ; Boston, Brill, 2005, 323 p.

<sup>26</sup> La douane d'Alexandrette (auj. İskenderun en Turquie, près de la frontière syrienne, dans le district de Hatay) fut établie en 1593. Le port demeura le principal débouché d'Alep vers la Méditerranée jusqu'à l'annexion du district d'Alexandrette à la République de Turquie en 1939. Bruce Masters, *Origins*, p. 17. ; *Id.*, « Aleppo: the Ottoman Empire's Caravan City », p. 28-29.

d'Alexandrette, qui servait de relais aux exportations d'Alep au cours du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle a probablement joué un rôle pionnier dans l'intégration de l'économie d'Alep au marché mondial.

### 0.2.2 Transformation du rôle économique d'Alep

Alep fut par ailleurs, au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, le point terminal de l'important commerce caravanier des textiles et de la soie d'Iran<sup>27</sup> (notamment de la région de Guilan sur la mer Caspienne) et de Chine. Le négoce de la soie fut toutefois paralysé au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle par la guerre qui opposa de façon discontinue les Ottomans aux Safavides et à Nadir Schah<sup>28</sup>, qui s'était proclamé souverain de Perse après la mort du dernier schah safavide 'Abbas II en 1736. Ces guerres eurent un impact important sur la vie commerciale d'Alep, et plusieurs marchands européens quittèrent la ville avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce qui témoignait de la fin d'un cycle commercial basé sur le transit de marchandises venues d'Orient. Le commerce d'Alep redevint par la suite beaucoup plus axé sur la production locale de matières premières destinées à l'exportation, notamment le coton et la soie, produits en Syrie (notamment à Antioche), au nord de l'Iraq ou au sud-est de l'Anatolie<sup>29</sup>.

Alors que le commerce traditionnel dans les provinces arabes de l'Empire ottoman s'était jusqu'alors fait principalement par voie de terre grâce aux caravanes, le commerce d'exportation maritime se développa progressivement au XVIII<sup>e</sup> siècle en Méditerranée orientale. Les Européens concentraient de plus en plus leurs échanges commerciaux sur les

---

<sup>27</sup> Rudolph P. Matthee, *The Politics of Trade in Safavid Iran: Silk for Silver, 1600-1730*, Cambridge (Angleterre) ; New York, Cambridge University Press, 1999, 290 p.

<sup>28</sup> Caroline Finkel, *Osman's Dream: The Story of the Ottoman Empire, 1300-1923*, New York, Basic Books, 2007, p. 351-371 ; Bruce Masters, *Origins*, p. 30-33, 195.

<sup>29</sup> La production locale de soie en Syrie et en Anatolie, à l'instigation des producteurs locaux, était destinée principalement à l'exportation et compensait partiellement l'absence sur le marché de la soie iranienne (qui était cependant réputée être de qualité supérieure). Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », dans *An Economic and Social History of the Ottoman Empire, 1300-1914*, sous la dir. de Halil İnalcık et Donald Quataert, Cambridge (Angleterre), Cambridge University Press, 1994, p. 814-815.



achats de matières premières des provinces ottomanes<sup>30</sup> (notamment l'arrière-pays syrien) et sur la vente de produits manufacturés de l'industrie textile du nord-ouest de l'Europe.

La crise politique et les relations tendues avec la Perse au XVIII<sup>e</sup> siècle avaient certes amené le départ de plusieurs agents commerciaux des différentes nations représentées à Alep, mais le commerce européen dans la ville ne s'était pas totalement effondré. La reprise du commerce caravanier de longue distance avec la Perse n'eut cependant lieu qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. En Syrie du Nord, le commerce avec l'Europe impliquait dorénavant une communauté marchande locale formée de familles juives sépharades et catholiques de rite romain (les familles levantines, surtout d'origine italienne ou autrichienne), ainsi que des catholiques arabes. Certaines familles marchandes levantines d'Alep ont ainsi probablement joué un rôle important dans la commercialisation de produits agricoles régionaux – via l'achat de titres de propriétés ou de location à long terme<sup>31</sup> sur des terrains agricoles de l'arrière-pays d'Alep – et dans la distribution de produits manufacturés européens.

La région d'Alep traversa une période de perturbations majeures au début du XIX<sup>e</sup> siècle, marquée entre autres par le violent séisme<sup>32</sup> de 1822, des épidémies récurrentes de

---

<sup>30</sup> Ces bouleversements économiques coïncidèrent avec (et favorisèrent) le développement de régimes économiques originaux et centralisés, de même que l'autonomie accrue des notables provinciaux en Syrie au cours du XVIII<sup>e</sup> ainsi qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle. La ville d'Acre (au N. de Haïfa, en Galilée), par exemple, est rapidement devenue à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle le port le plus important de la côte syrienne sous l'autorité de la famille locale de Zahir al-'Umar, constituée en force politique. Thomas Philipp, *Acre: The Rise and Fall of a Palestinian City, 1730-1831*, New York, Columbia University Press, 2001, p. 27-28 ; André Raymond, « Les provinces arabes (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle) », dans *Histoire de l'Empire ottoman*, sous la dir. de Robert Mantran, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1989, p. 379.

<sup>31</sup> L'établissement de titres personnels sur des terres agricoles de l'arrière-pays d'Alep semble toutefois avoir surtout profité aux familles notables locales, qui établirent durant les dernières décennies de l'Empire ottoman leur emprise sur des terres nouvellement mises en culture. Peter Sluglett, « Aspects of Economy and Society in the Syrian Provinces: Aleppo in Transition, 1880-1925 », dans *Modernity and Culture: From the Mediterranean to the Indian Ocean*, sous la dir. de Leila Tarazi Fawaz, C. A. Bayly, et avec la contribution de Robert Ilbert, New York, Columbia University Press, 2002, p. 144-157 ; Norman N. Lewis, *Nomads and Settlers in Syria and Jordan, 1800-1980*, Cambridge (Angleterre), Cambridge University Press, p. 38-57 ; Abdul-Karim Rafeq, « Ownership of Real Property by Foreigners in Syria, 1869 to 1873 », dans *New Perspectives on Property and Land in the Middle East*, sous la dir. de Roger Owen et Martin P. Bunton, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 2000, p. 175-239.

<sup>32</sup> Le séisme fit plusieurs milliers de victimes et détruisit une bonne partie de la ville. Voir Stefan Knost, « The Impact of the 1822 Earthquake on the Administration of *waqf* in Aleppo », dans *Syria and Bilad al-Sham under Ottoman Rule: Essays in Honour of Abdul Karim Rafeq*, sous la dir. de Peter Sluglett et Stefan Weber, Leyde ; Boston, Brill, 2010, p. 293-305.

peste et de choléra, et enfin, par l'occupation de la Syrie (1831-1840) par les armées du gouverneur ottoman d'Égypte, Mehmet Ali. Malgré une dépopulation significative dans la région, Alep demeura néanmoins une ville commerçante et un centre manufacturier régional important. Elle jouait d'ailleurs un rôle économique central dans l'économie renaissante des provinces asiatiques<sup>33</sup> au retour de la souveraineté ottomane en Syrie après l'occupation égyptienne, et un rôle politique important, en tant que capitale provinciale.

Durant cette période d'instabilité, le traité commercial conclu en 1838 avec la Grande-Bretagne<sup>34</sup> instaura un marché virtuel de libre-échange, consacrant l'ouverture de l'Empire à l'exploitation occidentale, et contribuant en outre à l'intégration des économies ottomane et européenne. Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, Alep jouait donc un rôle commercial important comme centre de redistribution de marchandises européennes dans le sud-est de l'Anatolie et le nord de l'Iraq tout en demeurant le centre commercial et économique de la Syrie septentrionale. Plusieurs marchands chrétiens et juifs, tels que les Picciotto et les Poche, faisaient le relais d'abondantes marchandises européennes dans cette région de l'Empire, tout en demeurant impliqués dans un commerce régional florissant.

C'est surtout au XIX<sup>e</sup> siècle que les impacts technologiques et économiques de la révolution industrielle, notamment dans la production manufacturière, se firent sentir dans les relations commerciales entre l'Europe et le Proche-Orient<sup>35</sup>. À cette époque, les Européens développaient de nouveaux marchés et leurs colonies leur donnaient dorénavant accès à des produits variés et exotiques comme la soie, le café ou le sucre. Il devenait de plus en plus difficile pour les commerçants du Proche-Orient de s'ajuster à ces nouvelles réalités, d'autant

---

<sup>33</sup> Bruce Masters, « Aleppo: the Ottoman Empire's Caravan City », p. 65-69.

<sup>34</sup> Des traités identiques ont aussi été conclus peu après avec la France (1838) ; les villes hanséatiques, les États-Unis et la Sardaigne (1839) ; la Suède et la Norvège, la Hollande, l'Espagne, la Prusse et la Belgique (1840) ; ainsi que le Danemark et le grand-duché de Toscane (1841). Jetant les bases d'un libéralisme presque absolu, ces traités qui prévoyaient la baisse des droits de douane des produits importés dans l'Empire, ont largement contribué à placer l'économie ottomane sous l'influence des grandes puissances européennes. Paul Dumont, « La période des *Tanzimât* (1839-1878) », dans Robert Mantran, *op. cit.*, p. 493 ; Charles Philip Issawi, *The Economic History of Turkey, 1800-1914*, Chicago, University of Chicago Press, 1980, p. 74-80 ; Reşat Kasaba, *The Ottoman Empire and the World Economy*, p. 54-55 ; Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 764.

<sup>35</sup> Abraham Marcus, *The Middle East on the Eve of Modernity*, p. 24-25.

plus que le transport sur mer était surtout entre les mains des Européens. Selon Edhem Eldem, cette réorientation du commerce international a mené au XIX<sup>e</sup> siècle à une perte d'autonomie des acteurs économiques ottomans, voire à une dépendance envers les puissances étrangères. Les nouvelles relations économiques créées par l'importante pénétration européenne du XIX<sup>e</sup> siècle ont eu pour effet, selon Eldem, de reléguer en partie l'élite sociale et économique de l'Empire ottoman au rang d'intermédiaires ou de serviteurs des intérêts européens<sup>36</sup>.

### 0.2.3 L'impérialisme européen au Proche-Orient

La théorie des *World Systems* d'Immanuel Wallerstein a beaucoup influencé les chercheurs qui ont étudié de façon plus détaillée, dans les années 1980, la pénétration économique et financière européenne au cours du XIX<sup>e</sup> siècle en Méditerranée orientale<sup>37</sup>. Selon cette interprétation, plusieurs régions de l'Empire ottoman furent incorporées après 1750 à une zone économique périphérique fournissant principalement des matières premières et des produits agricoles aux Européens. Les régions de Salonique, Alep ou İzmir commencèrent alors à produire et exporter surtout des matières premières vers l'Europe alors que l'exportation de produits manufacturés diminua, donnant lieu au début du XIX<sup>e</sup> siècle à une commercialisation de l'agriculture ottomane pour l'exportation internationale<sup>38</sup>.

Cette demande en matières premières était bien sûr destinée à alimenter l'expansion des industries européennes, mais elle a aussi été intensifiée par les perturbations économiques causées par la guerre de Crimée (1854-1855) et la guerre de Sécession américaine (1861-1865). C'est au cours de la période connue dans l'histoire économique européenne comme la

---

<sup>36</sup> Eldem écrit notamment : « Western money, investments, and services combined with increasing political and diplomatic power made it difficult for local producers and traders to oppose or even retain some autonomy ». Edhem Eldem, « Istanbul: From Imperial to Peripheralized Capital », dans *The Ottoman City between East and West : Aleppo, Izmir, and Istanbul*, sous la dir. de Edhem Eldem, Daniel Goffman, et Bruce Masters, New York, Cambridge University Press, 1999, p. 200.

<sup>37</sup> Reşat Kasaba a réalisé une analyse macro-économique de l'incorporation à l'économie capitaliste mondiale, entre 1750 et 1815, de la région de Smyrne (auj. İzmir, en Turquie), une ville côtière d'Anatolie qui était devenue le port le plus actif de l'Empire ottoman en Méditerranée, à la périphérie du système capitaliste basé au nord-ouest de l'Europe. Reşat Kasaba, *The Ottoman Empire and the World Economy*, p. 35.

<sup>38</sup> Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 762.

« Grande dépression du XIX<sup>e</sup> siècle », entre 1873-1896, que s'épanouirent les politiques impérialistes de plusieurs États européens. Ces politiques d'expansion devaient aider à sortir l'économie mondiale de sa léthargie en ouvrant de nouveaux marchés aux exportations, tout en assurant de nouvelles sources de matières premières, ce qui contribuerait au développement des industries nationales. Enfin l'expansion européenne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ouvrait le chemin de nouveaux terrains fertiles pour l'investissement de capitaux accumulés en Europe au cours de la période d'industrialisation. Elle permettait aux grandes puissances de l'époque (la France et l'Angleterre) de jouer le rôle de banquier mondial<sup>39</sup>.

Si les intérêts européens s'étaient surtout exprimés au cours des premiers siècles ottomans par une pénétration commerciale au Levant, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le capitalisme européen mena plutôt à une pénétration financière et industrielle accrue. L'Empire ottoman n'a cependant pas vécu l'expérience d'une ouverture brutale à l'Occident comme la Chine et le Japon à la même époque, puisqu'il maintenait depuis plusieurs siècles des relations politiques, diplomatiques et économiques avec plusieurs États européens. Mais les privilèges octroyés au fil des siècles aux Européens par le régime des capitulations étaient devenus au XIX<sup>e</sup> siècle, pour reprendre les mots de François Georgeon, « l'instrument de leur domination sur l'Empire »<sup>40</sup>.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les investissements européens dans l'Empire se traduisaient entre autres par des prêts consentis à l'État ottoman – notamment pour le financement de la Guerre de Crimée – ou par la participation, via le système de concessions mis en place par le gouvernement central, dans la réalisation de projets d'infrastructures ou de services publics.

---

<sup>39</sup> Sur le rôle économique et financier joué à cette époque par les banques européennes dans l'Empire ottoman, voir Elena Frangakis-Syrett, « The Role of European Banks in the Ottoman Empire in the Second Half of the Nineteenth and Early Twentieth Centuries », dans *Banking, Trade, and Industry: Europe, America, and Asia from the Thirteenth to the Twentieth Century*, sous la dir. de Alice Teichova, G. Kurgan-van Hentenryk et Dieter Ziegler, Cambridge (Angleterre) ; New York, Cambridge University Press, 1997, p. 263-276.

<sup>40</sup> Les capitulations étaient à l'origine (au XVI<sup>e</sup> siècle) des privilèges concédés puis renouvelés par chaque sultan ottoman aux étrangers (marchands, diplomates, et membres de congrégations religieuses) pour faciliter l'exercice de leurs activités dans l'empire. Au fil du temps, ces privilèges s'étaient transformés, selon l'interprétation qu'en faisaient les Européens, en droits acquis et en une forme d'extraterritorialité dont profitaient les ressortissants européens, tout comme de nombreux sujets ottomans non-musulmans « protégés » par les ambassades et les consulats. François Georgeon, *Abdülhamid II, le sultan calife (1876-1909)*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003, p. 21.



Les capitaux étrangers jouaient à cette époque un rôle croissant dans les finances de l'État ottoman et le surendettement de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle – causé entre autres par les guerres, les paiements d'indemnités, et les grandes dépenses à l'intérieur de l'Empire – força la Sublime Porte à déclarer son insolvabilité<sup>41</sup> en 1876. C'est dans ce contexte de précarité politique et financière qu'eut lieu la mise sur pied d'institutions nouvelles telles que l'Administration de la dette publique (1881) et la Régie des Tabacs (1883), deux exemples manifestes d'une prise de contrôle directe des finances ottomanes par la finance supranationale<sup>42</sup>. La création de ces institutions démontre l'intégration croissante de la politique ottomane à l'économie mondiale centrée en Europe. Dans un contexte où le gouvernement central était appauvri et endetté, il ne pouvait réussir à financer les travaux publics dans les secteurs des infrastructures urbaines, portuaires et ferroviaires, qui se trouvaient ainsi de plus en plus pris en charge par l'entreprise et la finance étrangères<sup>43</sup>. Les investissements directs (distincts des prêts consentis au gouvernement ottoman) dans l'Empire ottoman, tels que la construction de chemins de fer<sup>44</sup>, survinrent assez tardivement, soit vers la fin du XIX<sup>e</sup> et au cours des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle.

Durant cette période, l'impact de l'impérialisme européen sur le Proche-Orient ottoman était perceptible à plusieurs niveaux, s'exerçant à la fois par une pénétration économique, politique, culturelle et financière. Les transformations dans les infrastructures urbaines étaient visibles dans les plus grandes villes de l'Empire, mais surtout, dans les villes

---

<sup>41</sup> V. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*, p. 47-52.

<sup>42</sup> L'Administration de la Dette publique ottomane était dirigée par un conseil formé de délégués représentant les porteurs de bons de créances ottomans. Elle assurait la garantie et le placement de certains emprunts ottomans faits en Europe et elle servait en outre de relais pour les investissements industriels sur le territoire ottoman. Jacques Thobie, *Intérêts et impérialisme français dans l'Empire ottoman (1895-1914)*, p. 101-107 ; Reşat Kasaba, *The Ottoman Empire and the World Economy*, p. 110.

<sup>43</sup> Roger Owen, *The Middle East in the World Economy, 1800-1914*, Londres ; New York, Methuen, 1981, p. 263.

<sup>44</sup> Ces investissements directs augmentèrent d'abord entre les années 1860 et 1880, en raison principalement de la construction de chemins de fer dans l'Empire par les Britanniques. Puis, la majeure partie des investissements étrangers directs dans l'Empire ottoman furent faits après 1890. Par exemple, 80% des investissements français dans l'empire furent réalisés après 1893. Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 774.

portuaires tournées vers l'Europe, alors en pleine ébullition<sup>45</sup>. La modernisation des infrastructures et des services publics urbains de l'Empire requérait plus souvent qu'autrement l'importation du savoir de l'extérieur : les qualifications, expertises, procédés et technologies étrangers étaient tous autant de moyens de favoriser un engagement accru des Européens dans l'économie ottomane, par exemple, par la mise en place d'infrastructures modernes de transport. La construction de lignes de chemin de fer dans les provinces syriennes n'a débuté que dans les années 1890, par la réalisation, avec des capitaux français, de la première ligne de Jaffa à Jérusalem. Après des premiers développements relativement timides, d'autres lignes syriennes connectèrent graduellement des villes importantes de l'intérieur avec la côte de la Méditerranée, tandis qu'Alep ne fut pour sa part que tardivement reliée à Tripoli (1906). En 1914, la Syrie comptait 1677 kilomètres de voies ferrées, et par rapport à son territoire et sa population, le réseau syrien était deux fois plus dense que le système ferroviaire anatolien. Le réel impact économique du réseau syrien semblait cependant être réduit par l'utilisation de trois largeurs de voies ferrées différentes.

L'historien Donald Quataert, qui a attribué un impact assez nuancé aux premiers chemins de fer de l'empire, estimait néanmoins qu'ils avaient somme toute contribué à accentuer le rôle de fournisseur de matières premières de l'économie ottomane<sup>46</sup>. Il a toutefois remis en question l'idée reçue selon laquelle l'importation en masse de biens manufacturés européens dans l'empire ait pu mener à l'effondrement de l'industrie locale syrienne. Malgré de nombreuses fluctuations dues au contexte politique, ou aux conditions variables des marchés au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, il semble d'ailleurs que l'industrie textile d'Alep ait réussi à maintenir un niveau de production constant dans les années 1890, avant d'enregistrer d'importantes croissances au cours des deux décennies suivantes<sup>47</sup>.

---

<sup>45</sup> Jens Hanssen, *Fin de Siècle Beirut: The Making of an Ottoman Provincial Capital*, Oxford ; New York, Clarendon Press ; Oxford University Press, 2005, p. 84-112 ; Stefan Weber, *Damascus: Ottoman Modernity and Urban Transformation (1808-1918)*, 2 vol., Århus (Danemark), Aarhus University Press, 2009.

<sup>46</sup> Selon V. Necla Geyikdağı, l'objectif principal des Européens qui investissaient dans les infrastructures (routes, chemins de fer et ports) et les services (banques et compagnies d'assurances) dans l'Empire était d'augmenter et de faciliter les échanges commerciaux avec la métropole, d'obtenir des matières premières et de vendre des produits industriels et manufacturés. V. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*, p. 75 ; Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 811-815.

<sup>47</sup> Voir par exemple Jocelyne Cornand, « L'artisanat du textile à Alep: survie ou dynamisme ? », *Bulletin d'Études Orientales*, 36 (1984), p. 79-126 ; Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 924.

### 0.3 L'histoire des familles levantines

Les historiens qui se sont intéressés aux familles commerçantes européennes (juives sépharades ou catholiques) installées à Alep à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle (et qui ont fait souche localement) ont évoqué leur identité culturelle « levantine », ni tout à fait européenne, ni tout à fait ottomane. L'émergence dans la société alépine de ces familles (en plus de celle de familles chrétiennes arabes locales) était en partie liée au déclin au XVIII<sup>e</sup> siècle du commerce de la soie iranienne, ainsi qu'au retrait consécutif d'une grande partie des communautés marchandes nationales qui s'étaient progressivement installées dans la métropole du nord de la Syrie depuis le XV<sup>e</sup> siècle. La place vacante laissée par le départ de ces agents européens a permis à plusieurs familles levantines de s'impliquer davantage dans les importations européennes à Alep, répondant ainsi à la fois à une demande en Syrie pour les produits manufacturés européens, et à une demande européenne pour la soie et le coton de la Syrie septentrionale. Plusieurs de ces familles achetaient d'ailleurs directement dans les ports de la Méditerranée plusieurs des produits qu'elles revendaient à Alep et développaient ainsi progressivement leurs propres réseaux commerciaux en Europe<sup>48</sup>. D'une certaine façon, ces familles cultivaient une appartenance culturelle à l'Europe et elles s'identifiaient aux mœurs et au style de vie de la bourgeoisie européenne qu'elles reproduisaient et adaptaient dans la métropole d'Alep, où elles avaient maintenant pris racine depuis quelques générations.

Une branche de la famille juive sépharade des Picciotto (établie dans la ville portuaire de Livourne, en Toscane) s'était installée à Alep à la fin des années 1730 dans l'optique de profiter de nouvelles opportunités économiques. Les compétences et les contacts qu'ils avaient développés dans le commerce du Levant en faisaient à l'époque des candidats

---

<sup>48</sup> Voir par exemple Minna Rozen, « The Leghorn Merchants in Tunis and Their Trade », dans *Les relations intercommunautaires juives en Méditerranée occidentale, XIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles : actes du colloque international de l'Institut d'histoire des pays d'outre-mer (GIS Méditerranée Aix-en-Provence) et du Centre de recherches sur les Juifs d'Afrique du Nord (Institut Ben Zvi, Université de Jérusalem), Abbaye de Sénanque, Mai 1982*, sous la dir. de Jean Louis Miège, et al., Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1984, p. 51-59 ; Bruce Masters, « Aleppo: The Ottoman Empire's Caravan City », p. 49-50. D'autres familles qui avaient des liens familiaux dans le port de Livourne bénéficiaient par ailleurs de la protection française dans l'Empire ottoman. Voir notamment Thomas Philipp, « French Merchants and Jews in the Ottoman Empire During the Eighteenth Century », dans *The Jews of the Ottoman Empire*, sous la dir. de Avigdor Levy, Princeton (New Jersey) ; Washington, D. C., Darwin Press ; Institute of Turkish Studies, 1994, p. 315-325.



privilégiés pour les postes de consuls honoraires (non-rémunérés) que différents États européens souhaitaient maintenir au Proche-Orient. Certaines familles sépharades conservaient ainsi la protection légale d'une des cités marchandes italiennes (ou de l'Autriche, qui gouvernait une grande partie de l'Italie) en retour des services consulaires rendus<sup>49</sup>.

Des considérations commerciales furent également à l'origine un siècle plus tard, soit au cours des premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, de l'implantation de la famille Poche en Syrie. Les frères Poche établirent leur maison de commerce sur la place d'Alep – l'entrepôt commercial du nord de la Syrie – et profitèrent de leurs contacts commerciaux tant en Europe que dans l'arrière-pays. Il semble que les familles levantines catholiques d'Alep (environ une dizaine était établie dans la ville, dont les Poche) aient eu relativement plus de succès commercial que leurs rivaux (marchands juifs ou catholiques arabes) lorsqu'ils se substituèrent aux marchands européens qui avaient été précédemment regroupés en « nations » dans plusieurs caravansérails de la ville. Les familles catholiques levantines disposaient d'ailleurs de réseaux à travers plusieurs villes de l'Empire ottoman, telles que Salonique, Rhodes, Chypre, İstanbul et İzmir<sup>50</sup>. Sous la protection des États dont ils furent consuls à partir des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, leurs affaires prospérèrent. Les alliances commerciales et matrimoniales des Poche avec des familles marchandes catholiques arabes jouaient sans doute aussi un rôle important dans l'appartenance culturelle et les stratégies commerciales des familles levantines, auxquelles le troisième chapitre tente d'apporter une contribution.

Cette recherche tente d'explorer davantage les activités de deux importantes familles marchandes levantines d'Alep à la fin de l'époque ottomane. Alors que la dynastie consulaire des Picciotto (vieille de plus de cent ans) s'achevait à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ascension des Poche, elle, se confirmait, et se poursuivait même au cours de la période du

---

<sup>49</sup> Bernard Le Calloc'h, « La dynastie consulaire des Picciotto (1784-1894) », *Revue d'Histoire Diplomatique*, 1990, 105<sup>e</sup> année, 1-2 (1990): 134-136; Yaron Harel, « The Rise and Fall of the Jewish Consuls in Aleppo », *Turcica*, 38 (2006): 234-235 ; Walter Zenner, *A Global Community: The Jews from Aleppo, Syria*, Détroit (Michigan), Wayne State University Press, 2000, p. 22-23.

<sup>50</sup> Bruce Masters, « Aleppo: The Ottoman Empire's Caravan City », p. 59-62.

mandat français (suite au traité de Sèvres de 1920). Les visées et destins de ces deux familles rivales se croisèrent à cette époque à plusieurs reprises et l'étude des archives privées de la famille Poche permet de poser certaines hypothèses, et dans certains cas d'apporter un éclairage nouveau, sur les motivations, ou certaines visées particulières, des familles marchandes levantines pour l'obtention de postes de consuls honoraires. Cette étude cherche par exemple à mettre en évidence les avantages légaux et fiscaux, de même que la position politique privilégiée, dont bénéficiaient les consuls d'Alep et leurs protégés grâce à la protection d'une puissance étrangère. Le troisième chapitre cherche à montrer comment l'occupation d'une charge de consul honoraire, dans une ville commerçante comme Alep, pouvait être une fonction complémentaire, voire un atout, à la profession de marchand et de propriétaire d'une firme commerciale.

La correspondance privée de la famille peut d'ailleurs être utile pour mieux comprendre les stratégies d'ordre légal de familles levantines qui ont somme toute laissé relativement peu de traces dans les archives locales d'Alep, comme par exemple les registres de tribunaux islamiques (*mahkama al-shar'iyya*). En effet, la protection consulaire dont plusieurs familles levantines bénéficiaient ne les obligeaient pas à passer par une cour de justice musulmane locale pour régler leurs affaires d'ordre légal, et ces familles, afin de résoudre les litiges légaux ou commerciaux dans lesquelles elles étaient impliquées, se servaient d'abord de leur influence politique locale et du prestige conféré par le titre de consul d'une puissance étrangère pour tenter d'obtenir un règlement à l'amiable. Quand ces démarches s'avéraient insuffisantes, les consuls pouvaient avoir recours à l'influence diplomatique de la puissance européenne qu'ils représentaient afin d'attirer l'attention des autorités ottomanes sur leurs requêtes, ou alors ils remettaient leurs causes entre les mains des tribunaux consulaires locaux ou des tribunaux commerciaux mixtes (*mahkama al-tijara*), mis en place dans la foulée des réformes ottomanes du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le dépouillement et l'inventaire complet (présenté en annexe sous forme de catalogue détaillé) de plusieurs registres du fonds d'archives Poche-Antaki se veut également un apport concret à la recherche sur la Syrie de la fin de l'époque ottomane. L'étude plus approfondie des activités de la famille Poche ainsi que de ses alliés locaux – qui occupaient

aussi des fonctions consulaires à Alep – peut d'ailleurs renseigner davantage les chercheurs sur la consolidation de cette communauté marchande levantine jusqu'à la Première Guerre mondiale et même au-delà.

Les Levantins ne constituaient pas un groupe juridiquement défini et ne disposaient dans l'Empire ottoman ni d'une organisation communautaire de *millet*<sup>51</sup>, ni de structures politiques et administratives. L'étude d'Oliver Jens Schmitt peut certes nous éclairer sur les origines de divers groupes levantins au sein de l'Empire ottoman, mais la constitution d'une petite communauté levantine à Alep mérite d'être mise en perspective par rapport à ce que nous connaissons sur les Levantins de Constantinople (notamment ceux des quartiers de Galata et de Péra) ou de Smyrne, qui possédaient les communautés permanentes de Levantins les plus anciennes du sud-est de l'Europe et de la Méditerranée orientale<sup>52</sup>. D'autres groupements d'une certaine importance ne se formèrent dans d'autres grands ports méditerranéens comme Salonique ou Alexandrie qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin, d'autres communautés plus petites se constituèrent ailleurs sur le territoire ottoman, dans de petites villes côtières d'Europe du sud ou d'Anatolie (Patras, Athènes, Burgas, Varna, Trébizonde) de même que dans certaines villes de l'intérieur (Andrinople/Edirne et Brousse) où l'on ne comptait toutefois que quelques dizaines à quelques centaines d'individus levantins<sup>53</sup>.

---

<sup>51</sup> Sur l'organisation des communautés non-musulmanes en *millet*, voir Benjamin Braude, « Foundation Myths of the Millet System », dans *Christians and Jews in the Ottoman Empire: The Functioning of a Plural Society*, sous la dir. de Benjamin Braude et Bernard Lewis, New York, Holmes & Meier Publishers, 1982, p. 69-88, et dans le même ouvrage, Charles Issawi, « The Transformation of the Economic Position of the Millets in the Nineteenth Century », p. 161-185.

<sup>52</sup> Schmitt situe l'apogée démographique des Levantins durant l'ère des réformes ottomanes du XIX<sup>e</sup> siècle (*Tanzimat*), une époque où « des milliers d'Européens, commerçants, conseillers, techniciens ou aventuriers, ont déferlé sur l'Empire ottoman ». Les Italiens s'étaient toutefois établis dès le haut Moyen Âge dans les faubourgs de Péra (le vieux quartier génois, aujourd'hui Beyoğlu dans la ville d'Istanbul), qui avait supplanté le quartier de Galata de la Constantinople byzantine (au nord de la Corne d'Or), au XVI<sup>e</sup> s. La population d'origine européenne de Smyrne avait quant à elle immigré dans sa majorité aux débuts des Temps modernes. Oliver Jens Schmitt, *Les Levantins*, p. 13-17.

<sup>53</sup> Quelques monographies traitent de ce sujet, voir par exemple Robert Ilbert, *Alexandrie, 1830-1930 : histoire d'une communauté citadine*, 2 t., Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1996, 886 p., de même que Meropi Anastassiadou-Dumont, *Salonique, 1830-1912 : une ville ottomane à l'âge des réformes*, New York, Brill, 1997, 465 p.

#### 0.4 Problématique

La présente recherche pose certaines questions touchant plus particulièrement à l'identité et la place des Levantins dans la société ottomane, leurs stratégies commerciales, leur adaptabilité aux exigences de leur puissance protectrice, et leur perception des relations économiques et politiques qu'eux-mêmes, le gouvernement local ou impérial, ou encore la population de la région, entretenaient avec l'Europe. Cette étude traite de la pénétration européenne au Proche-Orient à la fin de la période des *Tanzimat* (réformes ottomanes de 1839-1876), au cours du règne du sultan Abdülhamid II (1876-1909), de même que pendant et après la prise de pouvoir par les Jeunes Turcs en 1908 (une période identifiée par certains historiens comme la Seconde période constitutionnelle), et examine localement les contacts établis par les Belges avec la société alépine de la fin de la période ottomane. Dans cette optique, les principales questions auxquelles cette recherche tente de répondre sont les suivantes : quels furent les intérêts économiques, financiers ou politiques des Belges dans la province d'Alep à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ? En ce sens, pourquoi le gouvernement belge a-t-il établi un consulat honoraire à Alep ? Pourquoi tenta-t-il par la suite d'en installer un autre, par exemple, à Bassora (en Iraq) au tournant du XX<sup>e</sup> siècle ? Y a-t-il eu une progression importante, croissante et continue des intérêts belges dans la région ?

Quelques nuances peuvent être apportées à l'histoire de l'impérialisme et l'expansionnisme belges qui se confondent généralement avec les récits et l'histoire du Congo belge, un projet auquel le souverain Léopold II consacra d'ailleurs beaucoup d'efforts. Comme son père Léopold I<sup>er</sup> (qui avait essayé avec l'aide du consul Édouard Blondeel d'acheter la Crète au sultan turc en 1838-1839, et qui lorgnait vers l'Abyssinie deux ans plus tard), le duc de Brabant (futur Léopold II) avait démontré beaucoup d'intérêt pour l'acquisition d'un territoire en Égypte, à l'intérieur de la zone des lacs, dans le delta du Nil<sup>54</sup>. Cependant, après ces quelques tentatives d'achats de territoires, le gouvernement belge se tourna résolument, au Proche-Orient, vers une politique de pénétration commerciale et financière, soit une forme plus douce et indirecte de l'impérialisme européen de l'époque.

---

<sup>54</sup> Barbara Emerson, *Léopold II : le royaume et l'empire*, Paris, Éditions Duculot, 1988 (1<sup>ère</sup> éd. anglaise 1979), 324 p.



Tout en proposant une analyse de l'expansion belge jusqu'en Syrie, cette recherche insiste sur la collaboration intéressée de deux familles levantines d'Alep, qui avaient beaucoup à gagner de la pénétration européenne au Proche-Orient et d'une association avec les Belges, en faisant notamment la promotion de leurs propres intérêts légaux et commerciaux. Cette étude joue donc sur deux échelles ou deux tableaux différents : elle tente d'abord d'expliquer l'intérêt des Belges pour Alep, et présente ensuite une analyse de l'intérêt (ou des intérêts) des Picciotto et des Poche à servir la Belgique, mais surtout à obtenir le titre de consul honoraire et les avantages qu'il conférait.

Cette recherche tente par ailleurs de montrer quelle forme pouvait prendre l'impérialisme européen dans l'Empire ottoman à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans cette optique, les projets des Belges dans la province syrienne d'Alep s'apparentaient plus à une tentative de pénétration économique et financière que l'entreprise nettement plus colonialiste qui a mené à l'exploration du Congo et à la création d'un « État indépendant »<sup>55</sup>, dont Léopold II fut reconnu le souverain en 1885 par le congrès de Berlin (ce qui en faisait alors sa quasi-propriété privée). Le roi belge souscrivait à l'idéologie impérialiste à laquelle des propagandistes du début du XX<sup>e</sup> siècle donnèrent le nom d'expansionnisme. Cette doctrine économique apportait à l'époque des pistes de solution aux problèmes posés par l'industrialisation, l'exacerbation de la concurrence économique entre les États européens et la montée du protectionnisme. Dans ce contexte, les stratégies économiques alors préconisées par la Belgique furent, par exemple, la multiplication des entreprises belges à l'étranger, l'amélioration du système commercial, la mise sur pied d'une marine marchande nationale, la recherche de débouchés dans les pays lointains, mais aussi, la possession d'une colonie<sup>56</sup>.

---

<sup>55</sup> L'État libre du Congo devint alors une colonie d'exploitation basée sur les ressources du caoutchouc et de l'ivoire. Martin Ewans a dépeint avec acuité l'oppression, la brutalité et le règne de terreur entretenus par des concessionnaires belges aux dépens des populations du bassin du Congo à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La pénétration belge y rencontrait une résistance significative et les autorités faisaient face à des rébellions continuelles dues à l'exploitation brutale des populations locales par le travail forcé. Une douzaine de révoltes majeures éclatèrent durant les années où Léopold II gouverna le Congo. Martin Ewans, *European Atrocity, African Catastrophe: Leopold II, the Congo Free State and its Aftermath*, New York, RoutledgeCurzon, 2002, p. 115.

<sup>56</sup> Michel Dumoulin, « L'Entrée dans le XX<sup>e</sup> siècle, 1905-1918 », dans Vol. 2 de *Nouvelle histoire de Belgique*, sous la dir. de Michel Dumoulin, Emmanuel Gerard, et al., Bruxelles, Éditions Complexe, 2006, p. 31.



La présence belge au Proche-Orient et en Syrie révèle à quel point l'impérialisme des puissances européennes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a été un vaste et complexe phénomène qui a pris des formes distinctes dans diverses parties du monde. Dans le contexte particulier de l'Empire ottoman de l'époque des *Tanzimat* (1839-1876) et de l'ère du sultan Abdülhamid II (1876-1909), marqué par d'importants efforts de modernisation et de centralisation de l'État ottoman, l'influence politique et les intérêts économiques et financiers européens ont joué un rôle déterminant dans l'État et la société ottomane. Lourdemment endetté, le gouvernement ottoman cherchait néanmoins dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle à créer ou à améliorer les transports et communications dans l'Empire, et il accordait alors des contrats sous forme de « concessions » aux investisseurs et capitalistes étrangers pour garantir l'instauration de services. La modernisation des infrastructures urbaines (eau, éclairage, électricité, tramway), de transports et communications (chemins de fer, ports, routes) de l'Empire a ouvert d'importants champs d'investissements aux financiers et capitalistes européens et l'intégration de plus en plus grande du Proche-Orient à l'économie mondiale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a, en outre, permis l'ouverture de nouveaux marchés pour l'industrie et le savoir-faire de plusieurs pays européens dans le contexte impérialiste très compétitif de cette époque.

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, suite à la centralisation préconisée durant l'époque hamidienne, Alep était fermement intégrée au reste de l'empire et présentait de plus en plus l'aspect d'une ville moderne. Au début des années 1900, elle était enfin reliée par chemin de fer à la côte méditerranéenne (Tripoli), de même qu'à Damas, des lumières au gaz éclairaient certaines des rues de la ville, et les premières lignes de tramway avaient également fait leur apparition<sup>57</sup>.

Les prémisses de la modernisation de la ville et de la région d'Alep et de la mise en place de ces infrastructures urbaines ont nettement retenu l'attention des Poche. Leur correspondance avec le gouvernement et les diplomates belges reflète à la fois l'intérêt des Belges pour certains secteurs précis d'activités techniques et industrielles et la médiation des élites commerçantes levantines dans ce processus de pénétration du marché d'Alep. Le

---

<sup>57</sup> Bruce Masters, « Aleppo: The Ottoman Empire's Caravan City », p. 76-77.

gouvernement belge semblait alors surtout soucieux d'assurer à des industriels, des financiers ou des firmes belges des parts dans les concessions, investissements, ou éventuels contrats pour l'approvisionnement des matériaux, équipements et fournitures associés aux futurs grands travaux urbains à Alep<sup>58</sup>. Les autorités belges démontrèrent un intérêt manifeste pour divers projets, tels que la distribution d'eau potable, l'éclairage à l'électricité, ou le tramway électrique ; projets pour lesquels l'administration locale d'Alep démontra elle-même de plus en plus d'intérêt au début du XX<sup>e</sup> siècle. La présente étude cherche donc à mettre en évidence les moyens pris par les Belges pour tirer profit de ce contexte de développement, en indiquant notamment les domaines de compétence particuliers où ils tentèrent de se démarquer, ainsi que les principaux secteurs économiques qu'ils cherchèrent à investir à Alep.

La structure argumentaire de cette étude vise également à mettre en lumière le rôle de médiateur joué par les consuls Picciotto et Poche pour les intérêts économiques, industriels et financiers belges dans la région, à une époque où plusieurs réformes administratives, politiques ou juridiques d'inspiration européenne furent expérimentées ou réalisées dans les provinces ottomanes. Les sources consulaires de l'époque semblent montrer que, par leurs contacts privilégiés avec l'Europe et par leur identification à une culture et des pratiques européennes, les Picciotto et les Poche étaient des intermédiaires privilégiés et des médiateurs tout désignés pour les Belges dans la société ottomane locale d'Alep. L'intérêt soutenu des consuls belges pour le développement d'infrastructures modernes de transport dans la région d'Alep tend par ailleurs à démontrer qu'ils se percevaient eux-mêmes autrement qu'en tant que simple agent des intérêts européens, et qu'ils cherchaient bien souvent, à travers leur travail de consul honoraire, à faire valoir des préoccupations personnelles ou des intérêts purement locaux. Enfin, dans plusieurs situations présentées au cours de cette étude

---

<sup>58</sup> Ces infrastructures requéraient souvent des capitaux étrangers pour le démarrage de l'entreprise. L'expertise d'ingénieurs, concepteurs et entrepreneurs européens était généralement sollicitée pour les études techniques préliminaires (études de faisabilité, réalisation de plans et devis, évaluation des coûts et planification des travaux). Les commandes de matériaux étaient faites aux industries européennes qui rivalisaient entre elles pour l'obtention des lucratives commandes. Bien souvent les contremaîtres et ingénieurs qui supervisaient la réalisation des travaux – et parfois même la main d'œuvre spécialisée qui était engagée pour la construction – étaient d'origine européenne. Enfin, les compagnies d'exploitation du service mis sur pied étaient contrôlées par des hommes d'affaires européens. Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 798, 804-809.

(notamment au deuxième chapitre), ils apparaissent également faire auprès des autorités belges la promotion du développement et de la modernisation de la région d'Alep.

### 0.5 Les sources

Un des principaux objectifs à la base de cette étude est la mise en valeur de sources inédites, issues du fonds d'archives privé des familles Poche et Antaki d'Alep, le plus important du genre au Proche-Orient. Cette recherche se concentre principalement sur neuf registres de correspondance diplomatique sortante des consuls Picciotto et Poche<sup>59</sup>. Ces deux familles, qui se trouvaient en compétition pour l'obtention de représentations consulaires<sup>60</sup> en Syrie durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, se virent attribuer tour à tour la charge de consul de Belgique à Alep. Le dépouillement complet des neuf registres de correspondance (datés de 1855 à 1914) a été réalisé, et un inventaire détaillé donnant une courte description de chacun des documents contenus dans ces registres a également été dressé sous forme de catalogue<sup>61</sup>. Les deux premiers registres couvrent la période de 1855 à 1875 (durant laquelle le poste était occupé par Hillel de Picciotto), soit depuis la fondation du consulat belge

---

<sup>59</sup> Raphaël Picciotto (1742-1827), un juif sépharade de Livourne, fut nommé agent consulaire d'Autriche à Alep en 1784 (il devint ensuite vice-consul en 1788, puis consul général en 1804). D'autres membres de la famille Picciotto ainsi que leurs descendants, formèrent une dynastie consulaire au Proche-Orient pendant une période de plus de cent ans. À ce sujet, voir notamment les documents d'archives rassemblés dans Emilio Picciotto, *The Consular History of the Picciotto Family, 1784-1895*, s.l., s.é., 1998. Les Poche occupèrent quant à eux plus tardivement (soit à partir des années 1870-1880) des postes de consul honoraire pour différents pays européens ainsi que pour les États-Unis d'Amérique. Ils remplacèrent même, dans certains cas, des membres de la famille Picciotto, qui eux étaient progressivement démis de leurs fonctions consulaires par plusieurs puissances étrangères à partir des années 1870. Voir Mafalda Ade, « Les commerçants Poche, médiateurs de la pratique commerciale à Alep au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Hommes de l'entre-deux : parcours individuels et portraits de groupes sur la frontière de la Méditerranée, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, sous la dir. de Bernard Heyberger et Chantal Verdeil, Paris, Indes savantes, 2009, p. 232-233.

<sup>60</sup> Plusieurs familles marchandes juives et catholiques, d'origine européenne, convoitaient les charges de consul, de vice-consul ou d'agent consulaire qui pouvaient procurer une protection légale à plusieurs membres d'une même famille. Certaines nations ne maintenaient qu'un vice-consul en poste à Alep ; le consul se trouvait alors dans une autre ville de la Syrie. Un même individu pouvait occuper cumulativement le poste de consul honoraire pour différentes nations européennes. Hillel de Picciotto et Frédéric Poche occupèrent d'ailleurs tous les deux, de façon cumulative, les postes de consul belge et de vice-consul des États-Unis d'Amérique.

<sup>61</sup> Le catalogue inséré en annexe à la fin du mémoire recense pour chacun des documents de ces registres les principaux thèmes, événements et noms propres de personnes ou de lieux qu'il contient. Ce catalogue est destiné aux chercheurs qui, peu importe leur champ d'intérêt, seraient amenés à travailler dans le futur avec les archives du fonds Poche-Antaki.

jusqu'à sa fermeture temporaire<sup>62</sup>. Les sept registres suivants, couvrant la période de 1887 à 1914, renferment quant à eux la correspondance sortante du consul Frédéric Poche<sup>63</sup>. Les documents sont généralement organisés de façon chronologique, mais ils sont parfois aussi subdivisés à l'intérieur d'un même registre en sections différentes en fonction du destinataire (ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, légation de Belgique à Constantinople, consulat général de Belgique à Smyrne, autorités ottomanes locales d'Alep, etc.). Les registres contiennent des documents manuscrits (à l'exception de quelques documents dactylographiés), soit des copies des lettres envoyées par exemple en réponse aux dépêches ou aux lettres circulaires (adressées à tout le corps consulaire belge à l'étranger) en provenance de la métropole. Ces registres, comme le reste des archives du fonds Poche, sont conservés dans le khan al-Nahhasin de la famille Poche à Alep, où était situé à l'époque le consulat belge.

Les rapports consulaires contenaient généralement des informations utiles aux industriels et commerçants de la métropole tels que des renseignements de nature économique ou des statistiques commerciales. La correspondance consulaire peut aujourd'hui représenter une source précieuse pour l'étude de la vie ottomane provinciale de l'époque, puisque les lettres et rapports officiels contiennent souvent des informations sur le contexte politique local. Les consuls s'intéressaient aux décisions prises par le gouverneur de la province et donnaient à plusieurs reprises leur appréciation personnelle sur le contexte politique local et l'administration ottomane. Ils rendaient compte dans leurs rapports de l'attitude des fermiers (ou concessionnaires) des impôts provinciaux, du gouverneur et des agents du gouvernement ottoman d'Alep. Comme l'administration locale avait, jusqu'à un certain point, un pouvoir décisionnel sur certains investissements dans les infrastructures de

---

<sup>62</sup> Les sources consulaires ne mentionnent pas les raisons de la fermeture par décret royal, en octobre 1875, du consulat belge. Le consulat était probablement jugé peu utile dans un contexte de crise économique européenne (1873-1896) et à une époque où les exportations belges en Syrie étaient vraisemblablement peu importantes. Voir Emilio Picciotto, *The Consular History of the Picciotto Family*, p. 13-14 et Annexe 5.

<sup>63</sup> Par souci d'étudier une période temporelle plus cohérente, convenant mieux à l'étude des intérêts européens dans la région, le dépouillement complet des neuf premiers volumes (contenant chacun de 200 à 500 pages) de la série du consulat belge (classifiés respectivement FP 2001 à FP 2009) a donc été effectué. La correspondance du registre FP 2009 s'arrête en 1914, soit deux ans après la mort (à l'âge de 76 ans) de Frédéric Poche, décédé en 1912 des suites d'une longue maladie, après avoir occupé durant vingt-sept ans le poste de consul honoraire belge à Alep. Les Poche ont néanmoins continué jusqu'à nos jours à occuper la fonction de consul belge et le fonds Poche renferme plusieurs autres registres de correspondance du consulat belge.



la ville, elle pouvait sans doute favoriser ou gêner les activités des marchands étrangers<sup>64</sup>. Pour cette raison, l'évaluation de la performance de la bureaucratie ottomane occupe une place importante dans les rapports consulaires de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle.

Un des principaux mandats du consul belge d'Alep consistait à informer ses supérieurs (le consul général de Smyrne, le ministre plénipotentiaire de Constantinople ou encore le ministre des Affaires étrangères à Bruxelles) de l'état et de la progression du commerce belge en Syrie et dans la province d'Alep. Les statistiques (non-officielles) qu'il se procurait par ses propres contacts ou agents offraient par ailleurs un aperçu de la valeur des transactions commerciales (importations et exportations) entre Alep et la plupart des puissances européennes, et ces rapports commerciaux étaient généralement accompagnés de petits bulletins sur les cours et changes officiels des différentes devises utilisées sur le marché local. Les sources consulaires renseignent aussi sur les relations commerciales entretenues entre Alep et d'autres villes et villages de la Syrie septentrionale et du sud-est de l'Anatolie, sur les principaux biens échangés ou recherchés, les prix de ces biens, de même que les différentes taxes levées sur le commerce. Les rapports annuels, qui mettent l'accent surtout sur le commerce avec l'Europe, semblent néanmoins induire un certain biais quant à l'appréciation de la situation économique locale, notamment en fonction de la présence ou non de surplus agricoles disponibles pour l'exportation à l'étranger.

Cette étude permet également de nuancer le portrait que les historiens ont jusqu'ici donné des consuls européens des échelles du Levant. À plusieurs égards, les consuls honoraires du XIX<sup>e</sup> siècle, qui étaient issus de familles commerçantes établies de façon permanente à Alep, étaient mieux intégrés à la vie de leur province que les diplomates européens professionnels qui étaient au service de grandes puissances comme la France. Ils étaient des observateurs privilégiés des dynamiques économique et politique et ils souffraient

---

<sup>64</sup> Cette correspondance consulaire, à l'instar de celle de bien des diplomates européens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, contient aussi plusieurs jugements de valeur sur le contexte politique et économique de l'époque. Les dessins expansionnistes et impérialistes filtrent à travers la correspondance officielle et expriment dans certains cas un dénigrement particulièrement sévère du gouvernement et de l'administration ottomans. Suraiya Faroqhi, *Approaching Ottoman History: An Introduction to the Sources*, New York, Cambridge University Press, 1999, p. 141, 209.

beaucoup moins de la réclusion dans les khans de la vieille ville que les consuls du XVIII<sup>e</sup> siècle dont François Charles-Roux a fait le portrait<sup>65</sup>. La correspondance consulaire belge témoigne d'ailleurs à plusieurs égards des liens qui se créaient, par exemple, entre une famille de l'élite commerçante levantine comme les Poche et certaines familles chrétiennes arabes, ou même avec des musulmans locaux qui cherchaient à obtenir le statut de protégé du consulat belge. L'analyse de ces documents permet de mettre en évidence les motivations et les intérêts de familles alépiennes comme les Picciotto et les Poche pour l'obtention de ces charges, qui étaient notamment convoitées en raison du prestige et la protection légale que le titre de consul d'une puissance étrangère conférait. À cet égard, les préoccupations et doléances personnelles des consuls prennent parfois le pas, dans leurs lettres et rapports, sur la transmission d'information, et révèlent leur stratégie personnelle de protection d'intérêts commerciaux et légaux. Ainsi, à travers cette relation privilégiée avec la Belgique, les consuls Picciotto et Poche cherchaient à défendre leurs intérêts personnels en même temps qu'à promouvoir ceux des commerçants et industriels belges. La rentabilité du temps et des efforts investis par ces consuls honoraires, non-rémunérés, dans l'exercice de leurs fonctions officielles résidait précisément dans le gain obtenu en prestige et en influence à l'échelle locale ou régionale. Le titre de consul leur conférait probablement un avantage non-négligeable dans le règlement de litiges commerciaux ou légaux, en plus d'un statut officiel et d'une crédibilité auprès des autorités ottomanes locales. Leurs fonctions leur permettaient également de favoriser leurs propres intérêts commerciaux et d'offrir leurs services en tant que médiateurs commerciaux sur le marché d'Alep. Un autre biais à considérer dans l'étude de ces sources est le fait que ces consuls avaient peut-être tendance, par des rapports optimistes, à exagérer le potentiel économique, agricole ou financier de la région, probablement dans le but d'y attirer les investissements étrangers qui profiteraient à leurs propres entreprises commerciales.

Les archives consulaires des familles levantines offrent ainsi un point de vue différent des autres sources locales (telles que des registres de tribunaux islamiques, ou des registres de taxes et d'impôts) ou des sources européennes étrangères (rapports des consuls

---

<sup>65</sup> François Charles-Roux, *Les échelles de Syrie et de Palestine au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, P. Geuthner, 1928, 224 p.

français ou britanniques, récits de voyageurs), souvent détachées du contexte local ottoman, qui sont habituellement utilisées par les historiens. La complexité et la subtilité de la correspondance des consuls Picciotto et Poche montrent qu'ils furent des observateurs privilégiés des bouleversements économiques, politiques et sociaux du nord de la Syrie au cours des dernières décennies de l'Empire ottoman.

La première partie de cette étude offre un aperçu du contexte économique, agricole et sanitaire de la province d'Alep selon la correspondance des consuls Picciotto et Poche, à l'époque où les Belges cherchaient à établir des relations commerciales dans la région. Il est notamment possible d'aborder, grâce à ces sources, les questions de l'intégration de la Syrie ottomane à l'économie mondiale, de la fluctuation des marchés locaux, du potentiel agricole de la province, ainsi que de l'exploitation des ressources naturelles, et de mesurer l'impact des changements économiques survenus dans la région d'Alep depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette mise en contexte permettra de se prononcer sur la viabilité économique de cette province ottomane et de relever les principales opportunités commerciales qu'elle présentait. La seconde partie du mémoire, qui traite de la modernisation des infrastructures (transports, communications et services urbains) de la province et de la ville d'Alep, cherche à évaluer l'importance de ce champ d'investissements potentiel en évoquant les principales opportunités qui se présentaient à l'époque aux commerçants, industriels et entrepreneurs belges pour conclure à Alep des contrats pour des services publics ou des ententes commerciales. Le troisième chapitre aborde la question de la médiation des Picciotto et des Poche à Alep, en mettant plus particulièrement en évidence les intérêts défendus par ces consuls dans l'exercice de leurs fonctions officielles et en insistant sur la formation de réseaux locaux. Enfin, la dernière partie du mémoire présente une analyse critique de plusieurs lettres et rapports consulaires belges qui permettent d'aborder d'une perspective nouvelle plusieurs événements et thèmes marquants de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle, tels que les efforts de centralisation du gouvernement impérial ottoman, la mise sur pied des régiments Hamidiye et la montée en puissance d'Ibrahim Pacha (alors chef de la confédération tribale Millî), le nationalisme arménien et les massacres de 1894-1896, ainsi que la révolution des Jeunes Turcs et le rétablissement, en 1908, de la Constitution ottomane.

## CHAPITRE I

### LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE DE LA PROVINCE D'ALEP (1855-1914)

#### 1.1 Introduction

L'historiographie de la Syrie ottomane s'est relativement peu intéressée au contexte socio-économique de la province et de la ville d'Alep dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, évoquant surtout le déclin de l'activité commerciale et artisanale dans cette métropole commerciale, tout en mettant l'accent sur l'émergence fulgurante de Beyrouth, une conséquence logique du déplacement du centre névralgique de l'économie syrienne vers la côte méditerranéenne et vers l'Europe. Peu de recherches se sont donc intéressées spécifiquement à l'impact sur la province d'Alep de l'intégration du Levant à l'économie mondiale, et peu d'études ont analysé de façon approfondie la situation économique de la Syrie septentrionale au tournant du XX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

Les documents du fonds Poche sont utiles pour poser ce genre de questions, principalement parce qu'ils accordent beaucoup d'attention au commerce d'importation de l'industrie européenne dans le mouvement commercial de la place d'Alep au début du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui est compréhensible vu la nature, l'objet, et les auteurs de la correspondance<sup>2</sup>. Les sources consulaires du fonds Poche sont donc partiellement teintées d'un biais

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet Bruce Masters, « The Political Economy of Aleppo in an Age of Ottoman Reform » ; Peter Sluglett, « Aspects of Economy and Society » ; Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 814-821, 824, 849, 924.

<sup>2</sup> Selon Donald Quataert, l'accent mis sur le commerce international dans la correspondance des marchands et diplomates européens de l'époque ottomane (et plus tard par les chercheurs occidentaux qui ont utilisé ces sources dans leurs travaux) reflète une perspective eurocentriste qui se focalise sur l'occidentalisation de la société et de l'économie ottomane. Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 824.



eurocentriste<sup>3</sup>. Malgré ce biais, elles présentent tout de même Alep au tournant du XX<sup>e</sup> siècle comme un centre économique régional important – pour le nord de la Syrie et de la Mésopotamie et pour une partie de l’Anatolie orientale – recevant et redistribuant tout autant les marchandises européennes que les produits agricoles régionaux.

La correspondance consulaire belge d’Alep accorde une place significative aux faits sociaux et politiques, au développement économique, à l’industrie et l’artisanat local, de même qu’à la modernisation de cette province ottomane durant la période de 1855 à 1914. Issus de familles de commerçants établis dans la ville respectivement depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> (Picciotto) et le début du XIX<sup>e</sup> siècle (Poche), ces consuls honoraires ont probablement fait un portrait et une analyse plus profonde de la situation économique de la capitale ottomane d’Alep, et de cette province de la Syrie du Nord, que la plupart des consuls ou observateurs étrangers ne l’avaient fait au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>. Cette documentation permet d’étudier certaines conséquences de l’intégration de la province d’Alep à l’économie mondiale et de faire un portrait original de la position économique et commerciale d’Alep à l’échelle régionale, à une époque où Beyrouth émerge comme port principal de la côte syrienne. Cet aperçu économique permettra d’apprécier la viabilité économique de la province avant de préciser dans le chapitre suivant les perspectives des intérêts belges dans la région.

La présente étude montre d’abord que ces intérêts étaient loin d’être assurés, même après la mise en place d’un consulat à Alep. Les possibilités d’échanges commerciaux et d’investissements étaient en grande partie sujettes aux aléas de la nature, de même qu’aux vicissitudes de la vie politique et économique. Pour se concrétiser, les éventuelles occasions

---

<sup>3</sup> Répondant aux besoins d’information du gouvernement belge, les consuls Picciotto et Poche accordaient, dans leurs rapports, une place de première importance au commerce d’Alep avec l’Europe. Le gérant Albert Poche affirme même dans son rapport commercial pour l’année 1903 que « la partie la plus importante du mouvement commercial de cette ville se rapporte aux importations des produits de l’industrie européenne. » L’Angleterre était cette année-là le plus grand exportateur européen sur le marché d’Alep, malgré la concurrence de plus en plus importante de l’industrie italienne dans le marché des tissus de coton imprimés. Cependant, la valeur des échanges commerciaux de cette province avec l’Europe n’excédait probablement pas celle du commerce réalisé à l’intérieur même de l’Empire ottoman. FP 2007, p. 206-238 [18 mars 1904].

<sup>4</sup> Cf. Jean-Claude David et Thierry Grandin, « L’habitat permanent des grands commerçants dans les khans d’Alep à l’époque ottomane », dans *Les Villes dans l’Empire ottoman : activités et sociétés*, sous la dir. de Daniel Panzac, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1991, p. 85-124 ; François Charles-Roux, *Les échelles de Syrie et de Palestine au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

d'affaires pour les Belges nécessitaient avant tout la médiation de familles influentes dans la vie locale. Les commerçants et industriels belges devaient de plus faire face à Alep à la compétition des autres puissances européennes, celles de premier comme celles de second rang. Il y avait donc tout un travail d'études, de prospection et d'investigation économique à faire pour espérer s'implanter durablement sur le marché d'Alep.

## 1.2 L'économie agricole de la province d'Alep au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle

Bien qu'Alep ait été reconnue durant une partie de l'époque ottomane comme un important centre d'échanges commerciaux entre l'Europe et l'Asie, sa propre économie était largement basée sur l'agriculture et tournée vers les campagnes, s'ouvrant vers le nord et l'est à un marché régional très actif. Les archives consulaires belges d'Alep donnent à voir l'importance de l'économie agricole de la province – par exemple, la spéculation sur les récoltes du coton produit par les paysans, ou la production de laine des tribus arabes – qui était au cœur des préoccupations des frères Poche, qui avaient, au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, des intérêts économiques de plus en plus importants dans l'arrière-pays d'Alep.

Dans les comptes rendus économiques qu'ils adressaient à chaque fin d'année au gouvernement belge, les consuls décrivaient les aléas de la vie rurale, tels que l'impact des conditions climatiques sur les récoltes de céréales ou les ravages causés par les invasions de sauterelles, et renseignaient sur les cours des marchés locaux et les perspectives d'exportation, qui pouvaient varier de façon très sensible d'une année à l'autre, en fonction des précipitations et des rendements obtenus dans la région. Enfin, les consuls évoquaient aussi certains obstacles majeurs au développement de l'économie locale : l'absence d'infrastructures de transport modernes, l'insécurité sur les routes et la faible mise en valeur des terres agricoles. Ils consignaient généralement au début de leurs rapports économiques et commerciaux annuels la balance commerciale totale de la province d'Alep (différence entre les importations et les exportations) avec les différents pays européens qui y commerçaient, puis ils observaient plus en détails les statistiques disponibles pour le commerce avec chacun de ces pays, en situant la part relative prise par la Belgique.

Le rapport économique de l'année 1863 adressé par le consul Picciotto au ministre des Affaires étrangères, Charles Rogier, fait état d'un bilan commercial positif (exportations plus importantes que les importations) pour le marché d'Alep. Le coton occupait alors le premier rang de ces exportations, malgré les dommages causés à la récolte (évaluée à 4000 quintaux) par les nuées de sauterelles qui ravageaient la province depuis trois ans<sup>5</sup>. Au début des années 1870, malgré de faibles rendements sur les récoltes (apparemment dus au manque de pluie), la culture du coton était néanmoins de plus en plus répandue, dans des endroits où elle ne l'était pas auparavant, comme à Urfa, au nord d'Alep<sup>6</sup>. Le rapport commercial de l'année 1872 indique d'ailleurs que les paysans de la région s'adonnaient de plus en plus à la culture du coton, et ce, au détriment d'autres productions<sup>7</sup>. Le coton était cultivé en Syrie principalement dans les collines situées entre Alep et la côte méditerranéenne, jusqu'à ce que les prix des marchés internationaux dégringolent dans les années 1890. Puis, il fut de nouveau cultivé au début du XX<sup>e</sup> siècle et une partie de la récolte était alors exportée par Alexandrette<sup>8</sup>.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, il semble que les fluctuations de la valeur de certains produits agricoles sur les marchés européens aient eu un impact marqué sur l'économie d'Alep, ce qui est sans doute une indication qu'elle vivait alors une intégration croissante à l'économie mondiale. La spéculation sur les exportations de coton<sup>9</sup> jouait par exemple un

---

<sup>5</sup> FP 2002 [10 février 1864, N<sup>o</sup>. 1]

<sup>6</sup> La ville et le district d'Urfa (au nord-est de la province d'Alep) produisaient depuis quelques années une quantité considérable et apparemment de bonne qualité et la récolte de 1870 s'élevait à environ 3000 quintaux. Un quintal équivalait alors sur le marché d'Alep à 250 ocques (*okka*, mesure de poids équivalant approximativement à 1,2 kg), soit environ 300 kg. FP 2002 [11 janvier 1871, N<sup>o</sup>. 1].

<sup>7</sup> Le consul Picciotto mentionne par exemple dans ce rapport commercial que la récolte des sésames a été médiocre cette année-là, parce que la plupart des paysans de la province cultivaient depuis quelques années le coton plutôt que la graine de sésame. FP 2002 [26 décembre 1872, N<sup>o</sup>. 7].

<sup>8</sup> Beaucoup de paysans de la région avaient aussi cultivé le coton au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et en avaient tiré profit, tant que les prix s'étaient maintenus à des niveaux élevés, comme au cours de la guerre de Sécession américaine (1861-1865). Voir Roger Owen, *The Middle East in the World Economy, 1800-1914*, Londres ; New York, Methuen, 1981, p. 260.

<sup>9</sup> Le rapport commercial de l'année 1863, adressé au ministre des Affaires étrangères, mentionnait par exemple que les négociants d'Alep avaient pu se procurer la plupart des cotons au prix de 3000 à 3500 piastres le quintal de 250 kg et les écouler « à un placement très avantageux ». Le prix des cotons à la nouvelle récolte se situait entre 5000 et 5300 piastres et ils étaient expédiés pour la plupart en France et en Angleterre. FP 2002 [10 février 1864, N<sup>o</sup>. 1].

rôle important dans l'économie locale et dans les activités des commerçants d'Alep<sup>10</sup>, tels que les Poche et les Picciotto. Dans une certaine mesure, la volatilité des prix des matières brutes sur le marché local d'Alep reflétait alors les conditions économiques et les tendances des principaux marchés européens. Cependant, une certaine réserve est de mise face à ce genre de rapports économiques qui peuvent laisser croire que la production agricole de la province d'Alep était à cette époque majoritairement dirigée vers l'exportation, alors que dans les faits, ces exportations se composaient surtout de grains et de matières textiles.

L'arrière-pays d'Alep étant situé dans une zone de faible pluviométrie, la production agricole de la région était également largement tributaire des pluies printanières et automnales, qui pouvaient varier beaucoup d'une année à l'autre et avoir un effet marqué sur le prix des denrées et le commerce local ou extérieur. Dans un rapport adressé en octobre 1864 à la légation belge de Constantinople, le consul Picciotto expliquait que les affaires commerciales étaient paralysées à Alep par l'instabilité née de la mauvaise récolte de céréales, qui, jumelée à une crise financière en Europe, créait de l'instabilité sur les marchés locaux et poussait le prix du blé à la hausse. Selon le consul, cette situation économique difficile faisait même alors craindre une révolte parmi la population locale.

La disette survenue ensuite à cause de la mauvaise récolte des céréales & des moyens des paysans de nos environs, qui enrichis par la cherté des cotons, ne veulent plus se dessaisir de leurs céréales qu'à de très hauts prix, est venue combler le malheur de cette ville. Le choumbul / Kilo 2 ¼ de blé vaut aujourd'hui 130 piastres & ce n'est qu'avec beaucoup de difficultés & de peine qu'on parvienne à se procurer un peu de blé, de sorte que les Indigènes Rayas [*re'âyâ*, les sujets du sultan, plus particulièrement ceux assujettis aux impôts, comme les paysans et les artisans] craignent de quelque soulèvement car la faim rend la populace excessivement audacieuse & effrénée et la conduit à toutes actes [*sic*] de désespoir & de brutalité.<sup>11</sup>

Cette situation s'empira au printemps suivant avec la sécheresse qui gâcha la récolte des céréales et on importa alors, pour pourvoir aux moyens de subsistance de la ville d'Alep, des

---

<sup>10</sup> Le consul écrit en novembre 1869 que les spéculateurs ont réalisé d'importants bénéfices grâce à la hausse continue du prix du coton sur les principaux marchés d'Europe : « La culture de ce textile prospère prodigieusement dans tout l'Empire ottoman ; les cultivateurs étant encouragés par le prompt et avantageux placement que trouve ce produit. » FP 2002 [26 novembre 1869, N° 2].

<sup>11</sup> FP 2002 [12 octobre 1864, N° 6]



blés « de l'Intérieur » (sans doute l'intérieur de la Syrie) et de la mer Noire, ainsi que de la farine de Marseille<sup>12</sup>. L'économie d'Alep subissait donc d'année en année les contrecoups de conditions climatiques variées et extrêmes. Les invasions d'insectes, de même que les répercussions sur les marchés mondiaux de la dépression de 1873-96, semblent avoir affecté son économie de façon importante. Le rapport commercial du second semestre de l'année 1870 présentait par ailleurs des résultats peu satisfaisants pour les spéculateurs, en raison de la guerre qui agitait l'Europe depuis quelques mois, et de circonstances qui poussaient à la baisse les prix du coton et des laines<sup>13</sup>. Les rapports commerciaux d'une même décennie présentent ainsi des données économiques différentes selon l'impact de plusieurs de ces facteurs sur la production, la spéculation et l'exportation des produits agricoles. Le commerce d'importation et d'exportation avec l'Europe et la commercialisation de matières brutes locales, telles que le coton et la laine – dans lesquels des familles locales comme les Poche et Picciotto prenaient une part active –, jouaient sans doute un rôle central dans l'intégration de l'économie d'Alep à l'économie mondiale au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce commerce semble avoir été payant à la fin des années 1860, grâce, entre autres, aux importants bénéfices réalisés sur l'exportation de laines dites « en suint »<sup>14</sup> de la province d'Alep, dont le tiers était expédié à New York, et le restant à Marseille. Les laines de Mésopotamie étaient pour leur part embarquées sur des navires nolisés à Alexandrette et destinées à New York, Boston et Marseille<sup>15</sup>.

Les marchands des familles Picciotto et Poche, eux-mêmes impliqués dans le commerce régional et international, étaient donc en bonne position pour informer les Belges sur le contexte économique d'Alep. La correspondance consulaire des Picciotto semble avoir surtout visé, au cours des années 1860 et 1870, à informer les Belges de la production agricole et artisanale du nord de la Syrie et elle témoigne ainsi, d'une façon plutôt globale, du contexte économique de la province d'Alep. Ces rapports – portant sur la production, le

---

<sup>12</sup> FP 2002 [5 mars 1865]

<sup>13</sup> Ce rapport mentionne entre autres que les laines de qualité supérieure, arrivées de Bagdad, n'avaient pas pu trouver d'acheteurs durant cette période. FP 2002 [11 janvier 1871, N<sup>o</sup>. 1]

<sup>14</sup> Il s'agit de laine non dessuintée ; le suint étant l'ensemble des matières grasses que contient la laine.

<sup>15</sup> FP 2002 [26 novembre 1869, N<sup>o</sup>. 2]

commerce et de l'économie d'une province ottomane comme Alep – adressés aux hommes d'État et aux diplomates belges pouvaient par la suite être reproduits, en tout ou en partie, d'abord dans le *Moniteur belge*, puis de 1855 à 1914, dans le *Recueil consulaire* belge, qui donnait un aperçu aux industriels et commerçants nationaux des occasions d'affaires et des nouveaux marchés ouverts par le gouvernement belge à l'extérieur du pays. Les rapports du consul Picciotto reflètent donc surtout entre les années 1850 et 1870 des ambitions et intérêts essentiellement commerciaux, dans cette optique de pénétration économique, de recherche de débouchés et de nouvelles sources de matières premières à l'étranger, visant à alimenter les industries belges et à écouler une partie de l'importante production manufacturière nationale.

#### 1.2.1 Potentiel agricole et opportunités économiques en Syrie du Nord

L'ensemble de la correspondance consulaire belge, des années 1850 aux années 1910, accorde une attention relativement importante au potentiel agricole de la région d'Alep, sans toutefois confirmer un intérêt profond du gouvernement belge pour ce secteur. Une des tâches importantes du consul de Belgique à Alep était alors de communiquer à ses supérieurs – le ministre belge résidant à Constantinople, ou le ministre des Affaires étrangères à Bruxelles – des données sur l'apparence et les résultats des récoltes dans deux rapports annuels. Peu de temps après avoir pris la charge du consulat, Hillel de Picciotto affirmait avoir eu recours à des « personnes spéciales » (sans doute des relations commerciales) pour suppléer à ce qu'il considérait comme un « manque de données sûres ou probantes » du gouvernement ottoman sur la production agricole, qui rendait selon lui difficile, voire impossible, toute évaluation de la production ou calcul des récoltes, principalement parce que les céréales, légumes et fruits n'étaient grevés au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle d'aucun impôt direct ou indirect<sup>16</sup>.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le consul Frédéric Poche et son frère Albert, gérant du consulat, affirmaient eux aussi ne pas disposer de statistiques officielles pour la rédaction de

<sup>16</sup> Dans une lettre adressée en 1855 au ministre belge à Constantinople, le consul Picciotto écrit par exemple : « Je pense que le gouvernement local serait bien embarrassé de dresser un tableau de la récolte des produits agricoles. [...] c'est un chaos bien difficile à débrouiller et où la lumière ne se fera pas de longtemps car où il n'y a pas de registres à consulter la statistique perd ses droits. Vous savez mieux que moi, Excellence, que l'économie politique est une lettre close pour ce pays. », FP 2001, p. 11-12 [7 septembre 1855, N<sup>o</sup> 4].

leurs rapports<sup>17</sup>. Leur travail ne pouvait ainsi être complété qu'après avoir recueilli les données nécessaires auprès de certains contacts, ce qui occasionnait souvent des retards dans la transmission de leurs rapports commerciaux au gouvernement belge<sup>18</sup>. En disant recourir à des sources d'informations privilégiées pour la préparation de leurs rapports, les consuls Picciotto et Poche cherchaient probablement, par ailleurs, à valoriser ou à justifier leur propre rôle d'intermédiaires et de fournisseurs de données commerciales auprès des Belges.

Une des observations récurrentes du consul Frédéric Poche à travers ses rapports sur l'économie locale concerne la faible mise en valeur des terres cultivables du nord de la Syrie. La province d'Alep – qui était à son avis l'une des plus fertiles de l'empire – disposait selon lui d'un potentiel agricole encore peu exploité. Il imputait en partie cette situation au fait que les paysans utilisaient dans leur travail des méthodes et des outils archaïques. L'agriculture qui se pratiquait en Syrie ottomane à la fin du XIX<sup>e</sup> et au tournant du XX<sup>e</sup> siècle demeurait sans doute encore à un état relativement rudimentaire<sup>19</sup>. En 1904, le consul Poche indiquait d'ailleurs, dans son rapport au consul général à Smyrne, que l'usage de la machinerie n'était pas encore introduit sur les terres agricoles de la province d'Alep, et que les essais faits avec quelques faucheuses étaient demeurés jusqu'alors sans résultats satisfaisants<sup>20</sup>. Selon Albert Poche, bien que les terres de la province fussent très fertiles, peu de méthodes modernes étaient mises en application pour faciliter l'exploitation du sol, qui se faisait généralement par association en « compte à demi », soit un système dans lequel le propriétaire fournissait les terrains nécessaires et les semences, et le paysan son travail. Le gérant du consulat affirmait d'ailleurs que peu d'efforts étaient faits par les paysans et le

---

<sup>17</sup> FP 2006, p. 322-323 [29 décembre 1900, N<sup>o</sup>. 1] ; FP 2006, p. 390-400 [21 mars 1903] ; FP 2006, p. 496-497 [20 octobre 1903, N<sup>o</sup>. 51/9 B55] ; FP 2007, p. 206-238 [18 mars 1904].

<sup>18</sup> Ils affirment suppléer à cette carence d'information économique par l'utilisation de « renseignements minutieux sur le mouvement du marché », parvenant ainsi à s'approcher autant que possible de la réalité. FP 2007, p. 432-433 [30 décembre 1905, N<sup>o</sup>. 104/27 B121].

<sup>19</sup> Selon Donald Quataert, les niveaux de productivité étaient approximativement les mêmes au début du XX<sup>e</sup> qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Les principaux changements dérivait à son avis d'une extension plutôt que d'une intensification de l'agriculture et de façon générale, il y avait eu selon lui relativement peu d'améliorations techniques dans les pratiques agricoles. Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 843. Sur la vie paysanne syrienne, voir aussi Jacques Weulersse, *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Paris, Gallimard, 1946, 329 p.

<sup>20</sup> FP 2007, p. 226 [18 mars 1904]

gouvernement pour améliorer les rendements agricoles, dans une région où l'agriculture représentait pourtant la plus grande ressource<sup>21</sup>.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, Albert Poche estimait que moins de 10 % des terres cultivables du vilayet d'Alep étaient cultivées (soit environ 4275 km<sup>2</sup> sur 44 000 km<sup>2</sup>). Alors qu'oliviers, vergers et vignobles occupaient une superficie de 455 km<sup>2</sup>, 3820 km<sup>2</sup> de terres défrichées servaient à la culture des céréales<sup>22</sup>. Ces rapports consulaires décrivaient donc généralement cette région comme ayant un grand potentiel agricole – quoique faiblement exploité et mis en valeur – où les méthodes agricoles demeuraient plutôt rudimentaires et où l'utilisation de machines agricoles modernes demeurait pratiquement inexistante<sup>23</sup>.

### 1.2.2 Des ressources naturelles inexplorées et inexploitées

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les rapports des Poche portent par ailleurs un intérêt significatif aux possibilités d'investissements dans l'exploitation des ressources naturelles de la circonscription consulaire d'Alep. Le consul Frédéric Poche partage alors certaines informations privilégiées dont il dispose – évoquant par exemple certaines études exploratoires pour le développement de mines et de carrières – en vue d'intéresser les Belges à ces activités. Aux yeux du consul Poche, les ressources minéralogiques de la province d'Alep – qui étaient à cette époque faiblement explorées, et exploitées que de façon très superficielle – pouvaient jouer un rôle dans le développement économique de la province, « un pays dont le climat heureux, la fertilité du sol & les mines enfouies [étaient] autant

<sup>21</sup> Albert Poche affirme par exemple, dans son rapport sur le commerce et l'industrie de la province pour l'année 1900, que les instruments utilisés en agriculture, pour des travaux comme le labour ou le battage, demeurent très primitifs. « [...] malheureusement la pauvreté, et la paresse du paysan Arabe, le manque de sécurité, d'appui et de protection de la part du gouvernement, sont des raisons qui portent un grand obstacle au progrès, et nuisent à toute initiative d'un changement de système, d'introduction de machines agricoles etc. », FP 2006, p. 338-339 [30 avril 1901].

<sup>22</sup> Quant à la portion non-cultivée des terres, le gérant affirmait que « [...] le reste de ces terres productives et fertiles est inculte, faute de bras, de voies de communications, et de sécurité dans les campagnes. », FP 2006, p. 397 [21 mars 1903].

<sup>23</sup> Albert Poche estimait que les initiatives en ce sens, telles que les fermes modèles, s'étaient révélées plutôt inefficaces : « Le gouvernement a établi tout près d'Alep une ferme modèle dans l'intention d'engager les cultivateurs à suivre les nouveaux progrès, dans l'art de la cultivation [sic]. Mais cette installation comme tant d'autres n'existe que de nom. Elle ne s'est jamais occupée, ni de cultivation ni d'élevage. », FP 2006, p. 398 [21 mars 1903].



d'auxiliaires de richesses à exploiter »<sup>24</sup>. Malgré des preuves évidentes de l'existence de différents gisements de métaux, il demeurait toutefois difficile d'évaluer leur rentabilité ou la quantité de minerai qui pourrait en être exploitée et de produire une estimation des frais d'exploitation et de transport, en raison notamment de l'absence des voies de communication nécessaires<sup>25</sup>.

L'attention accordée à ces projets semble indiquer que le gouvernement belge comptait, dans ce domaine (comme dans plusieurs autres), en grande partie sur le prestige, l'influence et la médiation du consul auprès des autorités ottomanes locales pour favoriser les intérêts économiques et industriels de la Belgique. Par exemple, Frédéric Poche informa en 1907 le consul général de Belgique à Smyrne, Auguste Halewyck, des récents développements des démarches qu'il avait faites lui-même auprès du gouverneur d'Alep, Nazım Pacha, au sujet de la concession d'un permis d'exploration pour une mine de mercure dans le district administratif (*nahiye*) de Suediah<sup>26</sup>. Dans une autre lettre adressée au consul Halewyck en octobre 1908, le consul Poche disait avoir appris l'arrivée récente à Mossoul d'un ingénieur français – un professeur de l'École des arts et manufactures à Paris, « auteur d'un remarquable ouvrage sur le pétrole » – qui était envoyé par le Ministère de la Liste Civile pour examiner les réserves de pétrole de cette province, apparemment de très bonne qualité<sup>27</sup>. Ce cas particulier illustre que la tâche d'un consul consistait également à transmettre, en plus des rapports commerciaux annuels plus étoffés, ce genre de nouvelles qui pouvaient intéresser certains financiers ou industriels belges, et favoriser éventuellement leur implantation dans la région.

Deux autres lettres adressées en 1909 au consul Halewyck mettent d'ailleurs en évidence ce rôle d'intermédiaire du consul Frédéric Poche, alors qu'il tente de mettre en contact des investisseurs belges avec certains acteurs économiques et financiers locaux. Dans

---

<sup>24</sup> FP 2007, p. 30-36 [23 février 1905, N°. 15/2 B11]

<sup>25</sup> FP 2006, p. 464-465 [Rapport commercial du 21 mars 1903]

<sup>26</sup> FP 2007, p. 126-127 [18 mars 1907, N°. 12/1 B25]. Suediah (auj. Samandağ, dans la province de Hatay, au sud-est de la Turquie) est le port de la ville d'Antioche.

<sup>27</sup> FP 2008, p. 100-101 [5 octobre 1908, N°. 57/13]

la première lettre, le consul Poche évoque divers projets reliés à l'exploitation des ressources minières dans la région de Lattaquié (sur la côte méditerranéenne, en Syrie, au nord de Tripoli).

Un concessionnaire de mines de manganèse, cuivre, asphalte et graphite, sises dans la région de Lattaquié s'est adressé à moi pour lui trouver un groupe de financiers qui voudrait bien s'occuper de l'exploitation de ces mines. Dans la supposition que cette information peut intéresser nos financiers je me fais un devoir de la porter à votre connaissance. Les personnes qui veulent s'intéresser à cette entreprise peuvent s'adresser à moi pour les mettre en communication avec le concessionnaire<sup>28</sup>.

Quelques mois plus tard, en janvier 1910, Frédéric Poche indiquait dans une lettre adressée au consul général à Smyrne qu'il avait transmis à un certain M. Warnier (sans doute un investisseur intéressé à ces projets) les renseignements sur ces mines, en mentionnant toutefois que le concessionnaire, un Arménien, était disparu de Lattaquié depuis les récents massacres qui s'étaient produits en Cilicie (au sud de l'Anatolie) en 1909<sup>29</sup>. En 1911, alors que l'adjudication d'entreprises d'éclairage et de tramway électriques à Alep était en suspens, le consul suggérait que les mines, surtout celles avoisinant 'Ayntab (auj. Gaziantep, en Turquie) pouvaient peut-être offrir l'occasion d'un « emploi rémunérateur de capitaux », mais que ceci ne pouvait cependant être affirmé qu'à condition que des investisseurs éventuellement intéressés par ces affaires fassent au préalable mener « des études sérieuses » par des personnes compétentes<sup>30</sup>.

En avril 1913, le consul Poche informa à nouveau son homologue de Smyrne d'une opportunité d'investissement dans des gisements miniers de la région qui pouvait possiblement intéresser des investisseurs belges. Il s'agissait cette fois d'un gisement de chrome, d'un d'asphalte, et d'un de cuivre et d'argent, tous trois situés à une distance variant

---

<sup>28</sup> FP 2008, p. 188-189 [15 février 1909, N° 13/2]. Sur ces projets, voir également FP 2008, p. 196-197 [18 avril 1909, N° 26/7].

<sup>29</sup> Le consul Poche écrivait au sujet de ce concessionnaire arménien : « [...] pour longtemps on ne savait plus ce qu'il était devenu ; mes investigations m'ont appris qu'il a reparu et se trouve à Mersine auprès d'une maison qui exploite une mine de chrome. Je me suis donc adressé à cette maison depuis le 10 [courant], sans avoir encore reçu sa réponse, la priant d'engager son ami de me faire avoir d'amples renseignements sur les mines dont il a la concession. », FP 2009, p. 24-25 [31 janvier 1910, N° 12/3].

<sup>30</sup> FP 2009, p. 168-169 [9 septembre 1911, N° 56/7]

« d'une à cinq heures du bord de la mer ». Le consul Poche affirmait alors que son contact avait communiqué sa découverte au gouvernement ottoman, qu'il avait obtenu la préséance pour une éventuelle concession, mais qu'il était toutefois à la recherche de « capitalistes » qui consentiraient à envoyer, à leurs frais, un ingénieur pour la phase d'exploration (pour vérifier d'abord la richesse du minerai et mesurer le potentiel du gisement), pour ensuite procéder à l'obtention définitive de la concession et à l'exploitation en société.

Cet individu a obtenu déjà le permis de retirer 2000 tonnes de la mine de chrome, mais il faut pour ceci les capitaux qu'il ne peut fournir lui-même et la certitude que ce minerai est assez riche pour mériter d'être exploité. Si vous le croyez donc utile, Monsieur le Consul Général, veuillez proposer ces affaires à l'activité de nos nationaux qui pourraient, peut-être, trouver là un placement de fonds avantageux<sup>31</sup>.

Le potentiel réel de ces investissements demeure cependant difficile à mesurer à partir des archives consulaires belges disponibles à Alep, puisque la correspondance ne mentionne pas nécessairement le dénouement de chacune de ces propositions d'affaires. Cette section a néanmoins permis de mettre en évidence la fonction de médiation du consul belge d'Alep pour quelques entreprises différentes qui faisaient notamment appel à l'expertise d'ingénieurs étrangers et à la participation financière d'investisseurs ou « capitalistes » belges. Ces documents révèlent ainsi un certain intérêt du gouvernement belge pour le placement de capitaux nationaux dans l'exploitation des ressources naturelles en Syrie. La correspondance du fonds Poche témoigne d'ailleurs de champs d'action et d'intérêts économiques belges plutôt diversifiés dans la province ottomane d'Alep, allant d'ailleurs au-delà de la simple exportation de produits manufacturés, par la recherche éventuelle de certaines matières premières ou par l'exportation de capitaux belges. Ces thématiques seront abordées plus en détail dans le second chapitre.

---

<sup>31</sup> FP 2009, p. 295-296 [23 avril 1913, N°. 28/7]

### 1.3 Économie du nord de la Syrie et problème des transports

La correspondance consulaire belge met également en évidence les problèmes et défis du développement dans la région d'Alep, au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, d'une agriculture commerciale axée principalement sur l'exportation de produits agricoles tels que le coton et le blé. Une certaine réserve est toutefois requise dans l'évaluation de ce phénomène à partir de la documentation du fonds Poche. Par la nature de leurs occupations, tant comme commerçants d'import-export que comme consuls ou agents consulaires de puissances européennes ou des États-Unis, Frédéric Poche et Hillel de Picciotto pouvaient facilement être amenés à surestimer l'importance des exportations dans l'économie de la province d'Alep. Les commerçants Poche, qui étaient impliqués dans le commerce régional et international ainsi que l'exportation de produits agricoles en Europe, étaient personnellement affectés par les problèmes et les enjeux liés à l'agriculture et aux transports, et ils prétendaient que les Belges seraient confrontés aux mêmes problèmes qu'eux dans le développement de relations commerciales (d'importations ou d'exportations) soutenues et pérennes en Syrie septentrionale. Ils accordaient ainsi une place très importante dans leurs rapports consulaires aux problématiques locales et régionales du développement de nouvelles infrastructures de transport et de l'expansion d'une agriculture commerciale. Au-delà d'une logique commerciale et d'intérêts purement personnels, les frères Poche cherchaient peut-être aussi à attirer l'attention des autorités ottomanes et des capitalistes belges sur la performance agricole de la province, dont le potentiel demeurait, selon eux, peu exploité.

On voit que la partie cultivée est encore très minime et susceptible d'un grand accroissement. Mais le développement ne pourrait avoir lieu qu'en rendant l'accès aux marchés facile et économique, car tous ces produits ne peuvent-ils être exportés qu'accidentellement, et quand il y a hausse sur un marché quelconque et grande baisse sur les transports jusqu'au port d'Alexandrette<sup>32</sup>.

En fait, les Poche considéraient que, malgré l'important potentiel agricole de la province d'Alep, le développement de l'agriculture intensive tardait à s'y réaliser. Le rapport commercial de la province pour l'année 1899, rédigé par le gérant Albert Poche, relevait par exemple une exportation de blé « insignifiante » et un mouvement commercial déficitaire, où

---

<sup>32</sup> FP 2006, p. 317 [10 avril 1900]



les importations demeuraient largement supérieures aux exportations<sup>33</sup>. Si certains produits de la région étaient exportables (par exemple, les blés durs achetés par l'Italie pour la fabrication de pâtes alimentaires), les producteurs agricoles semblaient pourtant confrontés à des obstacles qui rendaient souvent l'exportation difficile, voire pratiquement impossible. Selon Frédéric Poche, même dans les années où la région d'Alep présentait de bonnes récoltes, une baisse des prix sur les marchés européens pouvait, en fin de compte, rendre l'exportation des surplus agricoles très difficile, à cause des coûts reliés au transport et à la production.

La perspective est sombre pour le pays ; car malgré l'abondance, le paysan partage en moitié les revenus de la terre avec le fermier qui livre ses champs et fournit la semence, prend à sa charge tous les frais d'exploitation très coûteux, ceux-ci se faisant à l'aide de bras par les systèmes des temps les plus reculés. Ces frais absorbent dans les années d'abondance et de baisse les deux tiers ou trois quarts de la valeur du froment<sup>34</sup>.

Ainsi, malgré la récolte très abondante de froment et d'orge anticipée dans la province d'Alep pour l'année 1895 – qui laissait donc présager une baisse des prix des grains – les Poche s'attendaient à ce que des exportations soient difficilement réalisables. Cette situation, qui semblait paradoxale, était principalement due aux prix élevés et volatiles du transport à dos de chameau, qui, jumelés aux frais de fauchage et de battage, laisseraient probablement une très faible (voire inexistante) marge de profit. Selon le consul Poche, malgré des rendements évalués en moyenne à vingt pour un, on ne pouvait espérer cette année-là une exportation significative. Il allait même jusqu'à affirmer qu'« une récolte moyenne aurait été plus avantageuse que cette grande abondance qui ne peut se consommer dans le pays, ni s'exporter, faute de moyens de transport »<sup>35</sup>. Les années de mauvais rendements agricoles semblaient également offrir pour la province de faibles perspectives d'exportation, puisque les prix des céréales demeuraient alors élevés et peu compétitifs. Par exemple, en 1892, alors que les rendements obtenus au battage des blés étaient considérés mauvais presque partout, et

---

<sup>33</sup> FP 2006, p. 304-309 [10 avril 1900]

<sup>34</sup> FP 2005 [28 mai 1894, N<sup>o</sup>. 6]

<sup>35</sup> FP 2005 [30 août 1895, N<sup>o</sup>. 14]

qu'à Hama et à Urfa les besoins locaux étaient à peine comblés, les prix demeuraient soutenus, et rendaient ainsi l'exportation par Alexandrette pratiquement impossible<sup>36</sup>.

Les Poche insistaient surtout, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sur l'offre limitée de moyens de transport et la déficience des infrastructures routières ou ferroviaires dans la région, qui nuisaient à leur avis au développement du commerce et des exportations (et donc indirectement à la progression des intérêts belges), et même, au développement de l'agriculture dans la province d'Alep. Dans une lettre adressée en septembre 1888 au ministre des Affaires étrangères à Bruxelles, Frédéric Poche évaluait par exemple que, malgré une récolte de froment et d'orge très abondante et d'une bonne qualité, seulement un tiers de l'excédent de froment serait exportable, en raison des déficiences en infrastructures et en moyens de transport<sup>37</sup>.

L'exportation des blés durs vers la France et l'Italie demeurait également très restreinte cette année-là, en raison du prix élevé de la marchandise, qui était fortement majoré par le coût du transport jusqu'au port d'Alexandrette. Le consul mentionne par ailleurs que l'exportation d'orge et de « daris » (du turc *dari*, maïs blanc) ne pouvait alors se faire qu'à partir du littoral et que les régions éloignées de la côte ne pouvaient alors participer à ce commerce, en raison de « la cause permanente de la cherté des transports »<sup>38</sup>. Il semble donc qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les exportations à partir d'Alep ou des régions agricoles du nord de la Syrie – tout comme le développement de nouvelles relations commerciales avec l'Europe – aient ainsi été entravés, ou à tout le moins ralentis, par le manque d'infrastructures de transport. Les frères Poche reviennent d'ailleurs à quelques occasions sur le projet inabouti de la route qui devait faire la jonction entre Alep et la petite ville portuaire d'Alexandrette.

---

<sup>36</sup> Frédéric Poche mentionnait par ailleurs dans cette lettre que les districts de Hama et d'Urfa subvenaient habituellement aux besoins d'Alep, ce qui ne fut visiblement pas le cas en 1892. FP 2004, p. 237-240 [28 août 1892]. Le consul écrivait dans la même lettre que les nouvelles de Mossoul étaient des plus mauvaises et que les régions de Diyarbakır et Mardin étaient alors appelées à alimenter cette partie de la Mésopotamie.

<sup>37</sup> Le consul évaluait que sur un excédent (calculé en soustrayant la consommation locale) de 1 200 000 « chumbuls » (une mesure équivalant à 2 ¼ kg) disponibles pour l'exportation, à peine 400 000 pouvaient être exportés durant une année, « faute de routes carrossables & insuffisance de chameaux, de bêtes de somme et autres moyens de transport. », FP 2003, p. 138 [24 septembre 1888, N° 7].

<sup>38</sup> FP 2003, p. 138-139 [24 septembre 1888, N° 7]

Le parachèvement de la chaussée entre Alep et Alexandrette dont les travaux ont été inaugurés depuis environ trente ans est toujours à l'état de voie en construction, aussi ce qui est fait de cette route n'est qu'un auxiliaire sans importance pour le commerce, surtout pour celui de l'exportation auquel les moyens de transports font grandement défaut et réduisent à sa plus simple expression<sup>39</sup>.

Ces facteurs contribuaient vraisemblablement à la balance commerciale négative de la province d'Alep, qui présentait au début du XX<sup>e</sup> siècle un excédent d'importations par rapport aux exportations. Les informations données dans ces rapports montrent donc dès cette époque un réel manque d'intégration entre Alep, qui était alors une capitale provinciale, et son port naturel d'Alexandrette, préfigurant à plusieurs égards le sort du district qui sera annexé en 1939 à la province turque de Hatay<sup>40</sup>. Selon Albert Poche, le renversement éventuel de cette situation aurait nécessité d'importants investissements dans le réseau de transport régional, ainsi que la mise en exploitation du territoire.

Du train où vont les choses, et tout autant que les richesses minières enfouies sous terre ne seront pas mises en exploitation, tout autant qu'un réseau de chemins vicinaux ne viendra pas correspondre avec une grande voie de communication, pour mettre l'intérieur du pays en jonction avec la mer, et tout autant que l'industrie restera stationnaire sans s'inquiéter des progrès modernes et des nouvelles créations, il n'y a pas à espérer de voir la sortie [les exportations] non pas prendre le dessus, mais tout au moins balancer l'entrée [les importations]<sup>41</sup>.

La section suivante permettra d'observer que la thématique du développement des transports occupait une place importante dans l'analyse de la situation économique faite par les consuls Picciotto et Poche. Les rapports consulaires de cette époque insistaient entre autres sur l'impact positif que le développement des infrastructures aurait sur l'économie locale, sur le développement des relations commerciales extérieures de la province d'Alep, ainsi que sur l'extension des intérêts économiques belges en Syrie.

---

<sup>39</sup> FP 2004, p. 240 [28 août 1892]

<sup>40</sup> Sur l'annexion du sancak d'Alexandrette à la Turquie, voir notamment Sarah D. Shields, *Fezzes in the River: Identity Politics and European Diplomacy in the Middle East on the Eve of World War II*, New York, Oxford University Press, 2011, 306 p.

<sup>41</sup> FP 2006, p. 478 [Rapport commercial du 21 mars 1903]

### 1.3.1 Le manque d'infrastructures pour le transport des marchandises agricoles

Un autre rapport adressé en 1911 au ministre belge à Constantinople – qui était en fait une copie d'une étude réalisée quelques mois auparavant par le baron Guillaume Poche<sup>42</sup> – prétendait que le potentiel agricole de la région d'Alep était alors freiné par un manque d'infrastructures de transport. Cette étude arguait notamment que la construction d'un chemin fer d'Alep jusqu'à Alexandrette (située à une distance de 120-140 km, elle était le port naturel d'Alep sur la côte de la Méditerranée) plutôt que jusqu'à Beyrouth (ce qui représentait à l'époque un parcours de plus de 400 km) offrirait plusieurs avantages commerciaux pour la capitale du nord de la Syrie, tout en favorisant un essor agricole qui serait aussi profitable pour le fisc ottoman. Selon Guillaume Poche, l'importance économique régionale d'Alep – une ville d'environ deux cent mille habitants – était alors largement négligée, malgré les plaines immenses, très productives, et les sols d'une grande fertilité, situés du nord vers le sud et le sud-est de la ville. Il affirmait que l'ouverture du canal de Suez (1869) avait entraîné un déclin du commerce de transit à Alep, mais que la mise en production de nouvelles terres et l'exportation des surplus de céréales étaient venues compenser en partie les pertes subies à cette époque.

Profitant d'une plus grande sécurité dans les campagnes, une bonne partie de la population d'Alep & de ses environs s'adonna aux travaux agricoles. On vit, du côté du Sud et de l'Est surgir de nombreux villages. De grandes étendues de terrains furent défrichées & ensemencées. La production des blés & des orges s'augmenta dans de grandes proportions & bien au-delà des besoins du pays. Cette exubérance des produits forma de grands dépôts qui servirent à alimenter l'exportation des céréales qui se faisait, jusqu'alors, sur une petite échelle. [...] Tout laissait croire que l'agriculture allait se développer de plus en plus & que les blés & les orges de cette province, recherchés par les marchés européens, allaient devenir des articles importants pour l'exportation, procurant à la ville d'Alep & à ses environs des ressources importantes & progressives<sup>43</sup>.

---

<sup>42</sup> Les archives du consulat belge offrent peu de détails sur Guillaume, le plus jeune des frères (les autres étant Adolphe, Frédéric, Ferdinand et Albert) de la deuxième génération des Poche d'Alep. L'étude consacrée à la famille par Françoise Cloarec mentionne que c'est le pape Léon XIII (1878-1903) qui fit accéder Guillaume au titre de baron, qu'il devint consul de Tchécoslovaquie après la Première Guerre mondiale. Guillaume Poche aimait semble-t-il beaucoup l'archéologie et il avait d'ailleurs fait « de vagues études par correspondance », puisqu'Alep ne disposait pas à cette époque de service archéologique. Françoise Cloarec, *Le temps des consuls : l'échelle d'Alep sous les Ottomans*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 146-149.

<sup>43</sup> FP 2009, p. 97-98 [Étude de Guillaume Poche]



Le portrait d'Alep présenté dans cette étude semble ainsi, à première vue, faire contraste avec la désolation décrite par les voyageurs et les consuls présents dans la région au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette étude semble surtout indiquer qu'avec l'essor agricole de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle et la plus grande commercialisation des céréales qui avait suivi, le manque de voies de communication directes et peu coûteuses apparaissait, aux yeux des Poche, encore plus flagrant. Le nombre restreint de bêtes de somme (chameaux, chevaux, mulets) disponibles dans la région d'Alep ne pouvait apparemment pas suffire à transporter les grandes quantités de céréales que les bonnes récoltes auraient permis d'exporter, via la rade d'Alexandrette. La forte demande pour les bêtes de somme et l'accaparement des caravanes occasionnaient inévitablement une hausse des prix du transport, qui se répercutait sur la marge de profit tirée de la vente des céréales, entraînant finalement une diminution de la production afin de soutenir les prix locaux<sup>44</sup>. Dans cette étude, Guillaume Poche déplorait surtout qu'aucune mesure sérieuse ne soit prise par le gouvernement local pour favoriser le développement économique dans le domaine agricole, et il imputait d'ailleurs l'état malheureux de la ville d'Alep « à l'inertie et [au] mauvais vouloir de l'ex-régime », sous lequel d'intéressants projets de nouvelles voies de communication avaient semble-t-il été écartés ou étaient sinon demeurés inaboutis<sup>45</sup>.

Outre le problème d'une trop forte demande (par rapport à l'offre) de bêtes de somme dans le transport vers Alexandrette, l'étude déplorait aussi le mauvais état de la route carrossable entre Alep et Alexandrette, dont le gouvernement local avait entrepris la construction plusieurs décennies auparavant, mais qui demeurait pourtant inachevée au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>46</sup>. Ce projet devait apparemment être réalisé grâce aux prestations et à l'imposition de la population locale (un impôt spécial était perçu à cette fin depuis quarante-

---

<sup>44</sup> Pour un aperçu des moyens de transport par voie de terre au sud-est de l'Anatolie et en Syrie septentrionale dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, voir Charles Philip Issawi, *The Economic History of Turkey, 1800-1914*, Chicago, University of Chicago Press, 1980, p. 177-181.

<sup>45</sup> Comme l'étude fut rédigée vers 1911, après la révolution jeune-turque, l'« ex-régime » en question était sans doute celui du sultan Abdülhamid II, qui régna de 1876-1909. FP 2009, p. 97, 99-100 [Étude de Guillaume Poche].

<sup>46</sup> Sur les longs travaux de construction et d'amélioration de la route d'Alexandrette à Alep, voir, entre autres, Charles Philip Issawi, *The Fertile Crescent, 1800-1914: A Documentary Economic History*, New York, Oxford University Press, 1988, p. 231-240.

cinq ans), mais autour de 1910, des ponts étaient toujours manquants et la chaussée demeurait impraticable à plusieurs endroits<sup>47</sup>. Selon Guillaume Poche, le gouvernement ottoman demeurait pourtant hostile à cette époque à un éventuel projet de chemin de fer qui aurait alors permis de relier Alep et Alexandrette, « ces deux centres commerciaux importants », au chemin de fer de Bagdad. En somme, au début du XX<sup>e</sup> siècle, les moyens de transport entre Alep et le port d'Alexandrette apparaissaient sans doute nettement insuffisants à plusieurs marchands et producteurs de la région comme les Poche, pour qui le transport était coûteux et sujet à de fréquentes et énormes oscillations quand des surplus de céréales étaient disponibles pour l'exportation.

L'établissement d'une voie ferrée entre Alep et Alexandrette aurait alors permis – selon l'opinion émise tant par Guillaume Poche que ses frères Frédéric ou Albert – de remédier à un problème local de transport et de hausser la production agricole de la région. La correspondance consulaire belge laisse croire que la liaison ferroviaire qui joignit finalement Alep à Beyrouth au début du XX<sup>e</sup> siècle était d'une utilité relativement limitée pour l'exportation des céréales de la province d'Alep, tout comme les autres lignes qui débouchaient à Tripoli (au sud-ouest d'Alep) ou à Mersin (sur la Méditerranée, à l'ouest de la Cilicie) et qui ne se révélaient à terme pas nécessairement plus économiques. Guillaume Poche considérait qu'une extension de la ligne d'Adana, passant par Alexandrette et Alep, serait sans doute plus profitable que ces autres lignes pour l'avenir économique de la province.

[...] Il est de toute nécessité que le Ministère de la Guerre permette que la ligne d'Adana vienne à Alexandrette & soit continuée jusqu'à Alep en suivant le tracé le plus court possible pour que de cette ville [elle] gagne l'Euphrate, le traverse, & continue vers Mossoul, abandonnant la ligne projetée par la Compagnie du chemin fer de Bagdad qui laisse de côté ces deux villes<sup>48</sup>.

En somme, cette étude de Guillaume Poche s'avérait être un plaidoyer en faveur de l'établissement d'une liaison ferroviaire entre Alexandrette et Alep. Cette ligne pouvait selon

---

<sup>47</sup> FP 2009, p. 100-101 [Étude de Guillaume Poche]

<sup>48</sup> FP 2009, p. 106 [Étude de Guillaume Poche]

lui favoriser le commerce d'importation et d'exportation de la province d'Alep, en plus de permettre un accroissement considérable de la production agricole de la province d'Alep et d'amener, par conséquent, une augmentation des rentes du fisc ottoman lors de la perception de la dîme.

#### 1.4 Conditions économiques de la province d'Alep à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

De façon générale, les consuls Picciotto et Poche accordaient une place importante dans leur correspondance au contexte économique de la province d'Alep. Les informations colligées dans leurs rapports sur la production agricole de l'arrière-pays d'Alep permettent de mieux comprendre les périodes de détresse suivant des fléaux comme la sécheresse ou les invasions de sauterelles, qui entraînaient d'importants dommages aux récoltes. D'autres lettres ou rapports évoquent aussi les conditions de vie des citoyens, notamment les périodes de disette et les brusques hausses du prix des denrées alimentaires. Ces archives consulaires racontent ainsi certaines périodes de crise auxquelles les populations, tant rurales qu'urbaines, de la province d'Alep, étaient confrontées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

##### 1.4.1 Les impondérables de la production agricole : l'insécurité, les sauterelles et les conditions climatiques extrêmes

La correspondance du consulat belge fait apparaître certains des principaux défis et difficultés économiques rencontrés par les Poche au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, dans une économie régionale axée largement sur l'agriculture. Les frères Poche étaient attentifs à de multiples facteurs affectant les échanges économiques locaux, et à la relation d'interdépendance existant entre le monde rural et la ville d'Alep. La correspondance consulaire évoque donc indirectement les intérêts économiques de la firme commerciale familiale dans la production agricole rurale de l'arrière-pays d'Alep au cours des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Les rapports des Poche permettent de voir le contraste frappant des conditions climatiques d'une saison à l'autre – des périodes de chaleur et de sécheresse aux épisodes de froid intense, voire de neige – et leur impact sur la vie régionale et le monde rural provincial. Les consuls belges expliquent aussi l'influence d'autres facteurs

imprévisibles (mais parfois récurrents d'une année à l'autre), tels que les incursions de tribus nomades ou les invasions de sauterelles, qui venaient parfois troubler de façon considérable la production agricole. Enfin, à d'autres moments, ils cherchaient plutôt à attirer l'attention des autorités belges sur les « exactions excessives » des fermiers de dîmes ou des agents du gouvernement qui collectaient les taxes et impôts, et qui semblaient parfois aggraver la situation déjà très précaire des paysans de la province<sup>49</sup>.

Selon la correspondance consulaire belge d'Alep, la production agricole de la Syrie septentrionale a ainsi vraisemblablement fluctué d'un extrême à l'autre au cours de la période étudiée, par la combinaison de plusieurs facteurs conduisant à des récoltes tantôt abondantes et tantôt médiocres. Par exemple, l'arrivée des sauterelles au printemps annonçait que des récoltes prometteuses seraient probablement gâchées, ou que des récoltes qui s'annonçaient déjà mauvaises risquaient en fin de compte d'être médiocres. Dans ce cas, les répercussions étaient même habituellement ressenties jusqu'au cours de l'année suivante, où les semailles étaient alors faites sur une plus petite échelle, tant par la crainte des sauterelles qu'à cause de la cherté des blés qui forçaient à un ensemencement plus réduit.

Dans leur correspondance de la fin des années 1880 et du début de la décennie 1890, les frères Poche insistent sur la situation économique précaire de la province d'Alep, marquée par « la stagnation et le marasme [régnant] sur les affaires en général », et le climat peu propice aux transactions commerciales. Dans une lettre adressée en août 1889 au ministre Borchgrave à Constantinople, Frédéric Poche annonçait d'ailleurs que le contexte économique difficile avait récemment empiré en raison des mauvais résultats de la récolte, qui étaient dus notamment à « la voracité des sauterelles » et la sécheresse. Cette situation avait apparemment mené à la banqueroute la presque totalité des fermiers de dîmes,

[...] qui en face de leurs pertes, ne trouvant du côté de la caisse aucune facilité pour faire une partie de leurs paiements en Havalés [*havale*, billet de change ou lettre de crédit], comme cela s'est toujours pratiqué ; sur lesquelles ils auraient pu bénéficier de l'escompte que celles-ci valent dans le commerce ; en compensation des sacrifices qu'ils se seraient imposés en vendant leurs grains à bas prix ; se virent complètement

---

<sup>49</sup> FP 2003, p. 100-102 [18 novembre 1887, N° 13]



interdits par la saisie de leurs grains, celle de leurs propriétés immobilières [sic] et leur mise en vente aux enchères publiques<sup>50</sup>.

Dans la même lettre, le consul expliquait ensuite que « la ruine complète de cette importante catégorie de débiteurs de la caisse du Vilayet » (le Trésor de la province d'Alep) avait alors entraîné la perte d'une part très importante des sommes que ces fermiers des impôts devaient au fisc ottoman. Les mesures prises par la direction de la caisse avaient également eu pour effet l'absence complète de nouveaux adjudicataires pour la levée des dîmes. Il semble par ailleurs, qu'en période de crise économique et financière, la vente des immeubles saisis cette année-là par les autorités ottomanes n'ait pu rapporter beaucoup au Trésor de la province d'Alep, puisque la propriété foncière avait apparemment perdu le tiers de sa valeur, et que cela plaçait l'autorité locale dans « l'impossibilité de pouvoir rien adjuger des biens saisis »<sup>51</sup>. Dans une lettre adressée quelques mois plus tard au ministre des Affaires étrangères à Bruxelles, Frédéric Poche indiquait que l'insécurité qui régnait alors dans la province avait aggravé cette situation économique déjà précaire en entraînant le « retrait du crédit », ce qui nuisait sans doute à la bonne marche des affaires et des activités agricoles dans la province.

La situation agricole de cette vaste et fertile province a subi un grand échec par la concurrence qui est faite à ses blés par ceux des Indes qui les ont avantageusement remplacés en Italie, débouché principal des blés durs d'Alep, et par la disparition de la sécurité dans les campagnes à cause de l'affaiblissement du nerf administratif qui donne prise aux déprédations des tribus nomades et pillardes qui jusqu'à l'arrivée du valy actuel avaient été tenues en respect. Cet état de choses influe sur le commerce en général dont l'inactivité ne cesse de s'accroître provoquant une méfiance quasi absolue et le retrait du crédit<sup>52</sup>.

Deux lettres de 1891 semblent indiquer que ce contexte économique difficile continua à empirer, alors que la province faisait face à une épidémie de choléra, la sécheresse, de même que de nouvelles invasions de sauterelles, des conditions contribuant toutes, selon le consul, à créer un sentiment de panique sur les marchés, rendant les transactions commerciales de plus en plus difficiles : « Ce désastre [la destruction des récoltes] joint au choléra sont deux fléaux

---

<sup>50</sup> FP 2003, p. 246 [15 ? août 1889, N° 3]

<sup>51</sup> FP 2003, p. 246-247 [15 ? août 1889, N° 3]

<sup>52</sup> FP 2003, p. 254-255 [10 octobre 1889, N° 16]

qui rendent de plus en plus précaire la situation de cette province qui se meurt d'anémie d'affaires »<sup>53</sup>. Alors que l'appréhension paralysait le cours normal des transactions, la récolte médiocre de blé (en raison des ravages causés par les sauterelles) et la hausse des prix qui en résultait empêchaient cette année-là toute exportation. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, même si la ville d'Alep était probablement épargnée par les maladies infectieuses, il semble que la situation économique difficile ne s'était toutefois pas complètement résorbée et que la population locale continuait à faire face au coût élevé des vivres, en particulier la farine. Les Poche, qui avaient jusqu'alors porté leur attention principalement sur les conséquences économiques ou commerciales de la crise, déploraient dorénavant, dans le contexte critique du début du XX<sup>e</sup> siècle, l'impassibilité du gouvernement local qui n'avait mis en place aucune mesure de secours pour soulager la misère de la population urbaine d'Alep<sup>54</sup>.

### 1.5 La gestion de la situation sanitaire de la province d'Alep à la veille du XX<sup>e</sup> siècle

L'attention particulière portée, dans la correspondance des consuls, aux opportunités d'affaires dans la région a jusqu'ici permis d'évoquer le contexte économique de la ville d'Alep et des campagnes environnantes entre le milieu du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle. Plusieurs lettres et rapports commerciaux contiennent par ailleurs des descriptions, tantôt superficielles et tantôt approfondies, de certaines perturbations importantes de la vie provinciale, telles que les trois épidémies de choléra qui ravagèrent Alep au cours des décennies 1870 et 1890, ainsi qu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les invasions de sauterelles qui endommagèrent gravement les récoltes et désolèrent les campagnes durant plusieurs années consécutives, ou encore les conditions extrêmes de froid ou de sécheresse qui menèrent à des récoltes désastreuses.

---

<sup>53</sup> Une épidémie cholérique s'était développée à l'époque à Alep, et dans les villages du sud-ouest et de l'ouest de la province. Le consul faisait entre autres état en 1891 de mauvais rendements pour les orges, les daris (maïs blanc) et les sésames, et indiquait que les cotons, vignes, figuiers et oliviers avaient été fortement endommagés par les sauterelles dans certaines localités de la province. FP 2004, p. 213 [28 juillet 1891] ; FP 2004, p. 217-219 [13 novembre 1891].

<sup>54</sup> Dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères, le gérant Albert Poche écrivait par exemple : « Il aurait été bien souhaitable de voir quelques comités de bienfaisance d'Europe venir un peu en aide à cette triste misère. » Toutefois, un comité chrétien composé de notables locaux avait apparemment été mis sur pied pour porter secours à quelque 1200 familles indigentes. Mais comme la classe chrétienne aisée d'Alep était plutôt restreinte, on ne pouvait espérer qu'une petite somme de 6000 à 7000 francs pour soutenir les gens dans le besoin pour quatre mois, jusqu'à la récolte suivante. FP 2006, p. 242-244 [13 mars 1902, N° 2].

Les agents consulaires belges étaient d'ailleurs chargés d'adresser au gouvernement du roi des rapports sur les conditions sanitaires de leur juridiction respective, sans doute parce qu'elles avaient un effet non négligeable sur l'accès aux ports et aux routes, sur le cours des affaires commerciales, ainsi que sur la sécurité des ressortissants belges à l'étranger<sup>55</sup>. Les consuls Picciotto et Poche accordaient donc un intérêt particulier et soutenu dans leur correspondance à la situation sanitaire de la province, à la progression et à l'étendue d'épidémies qui, bien souvent, occasionnaient des perturbations notables dans les activités économiques d'une métropole commerciale comme Alep, ainsi que d'autres villes de la région avec laquelle elle entretenait des relations d'affaires. Ces rapports s'accompagnaient donc de plusieurs comptes-rendus successifs, soumis à intervalles réguliers, qui assuraient le suivi de la situation sanitaire dans la ville d'Alep elle-même, ou dans d'autres localités de la province.

#### 1.5.1 La réaction des autorités ottomanes aux épidémies de choléra de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

En avril 1875, une lettre circulaire du médecin sanitaire du vilayet d'Alep vint informer le consul Picciotto que la peste bubonique avait été constatée à Divaniye (Diwaniyah, au centre de l'Irak, à proximité de l'Euphrate) et parmi les tribus du Muntafiq, dans la province de Bagdad. Peu de temps après, une autre maladie cholériforme s'était également déclarée à Hama, dans la province de Damas, et des mesures sanitaires (soit l'établissement d'un « cordon quarantenaire sur les points qui commandent les routes de la Mésopotamie ») avaient été prises pour tenter d'enrayer la contagion<sup>56</sup>. Bien qu'une note adressée par le gouverneur général d'Alep annonçât en août 1875 que l'épidémie de peste se fût éteinte à Bagdad et que le cordon sanitaire, établi depuis environ deux mois, avait été

---

<sup>55</sup> FP 2001, p. 152 [15 septembre 1873, N<sup>o</sup>. 17]. Sur les conditions sanitaires dans l'Empire ottoman et sur le système des lazarets, voir notamment, Daniel Panzac, *La peste dans l'Empire Ottoman, 1700-1850*, Louvain (Belgique), Éditions Peeters, 1985, 659 p. ; *Id.*, *Quarantaines et lazarets : l'Europe et la peste d'Orient, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Aix-en-Provence, Édisud, 1986, p. 116-120.

<sup>56</sup> FP 2001, p. 179 [25 avril 1875, N<sup>o</sup>. 30] ; FP 2001, p. 180 [3 juin 1875, N<sup>o</sup>. 31] ; FP 2001, p. 181 [29 juillet 1875, N<sup>o</sup>. 32].



levé, l'épidémie de choléra se poursuivait néanmoins à Alep, et le consul continua à adresser deux rapports par mois faisant état des cas recensés et des décès dus à la maladie<sup>57</sup>.

Une épidémie d'une intensité moindre que celle de 1875 se développa aussi en septembre 1890 : quatorze nouveaux cas de choléra, ainsi que neuf décès, constatés par l'office sanitaire d'Alep, suscitaient alors la panique générale dans la ville. Dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères, le consul belge affirmait alors que, selon toute apparence, le manque de prévoyance et de jugement du gouverneur général avaient contribué à l'expansion de l'épidémie et à l'« importation » de la contagion à Alep. Cette lettre mentionne que le gouverneur avait à cette époque fait appeler une tribu Anazah à Maskanah (près de l'Euphrate, à dix-huit heures de caravane d'Alep) pour encaisser l'impôt sur les chameaux, même si le fait était pourtant bien connu que le choléra asiatique sévissait depuis déjà quelques mois chez les tribus nomades Shammar en Mésopotamie, de même que chez les Anazah campant dans le désert de Syrie. Plusieurs des soldats et officiers chargés de cette collecte d'impôts avaient ainsi été exposés à la contagion et avaient apparemment succombé à la maladie. Malgré ce fait, aucune mesure n'avait été prise pour empêcher les communications avec la localité contaminée de Maskanah, d'où l'épidémie avait fort probablement été amenée jusqu'à Alep<sup>58</sup>. Le 19 septembre 1890, à la suite de l'apparition du choléra à Maskanah comme à Alep, Frédéric Poche informa finalement le ministre belge que les communications maritimes avec le port d'Alexandrette étaient dorénavant interrompues<sup>59</sup>.

L'épidémie se répandit ensuite dans plusieurs villes et bourgades voisines, atteignant les villes de Hama (au sud d'Alep) et Tripoli (au sud-ouest, sur la côte méditerranéenne),

---

<sup>57</sup> FP 2001, p. 182-183 [12 août 1875, N°. 34] ; FP 2001, p. 183-184 [16 août 1875, N°. 35] ; FP 2001, p. 184-185 [26 août 1875, N°. 36] ; FP 2001, p. 185-186 [9 septembre 1875, N°. 37] ; FP 2001, p. 186 [27 septembre 1875, N°. 38] ; FP 2001, p. 187 [13 octobre 1875, N°. 39] ; FP 2001, p. 187-188 [25 octobre 1875, N°. 40].

<sup>58</sup> Dans une lettre adressée au Prince de Chimay, le ministre des Affaires étrangères à Bruxelles, Frédéric Poche explique qu'un officier atteint par la maladie était rentré à Alep, qu'il s'était fait soigner à l'hôpital militaire de la ville, et qu'une épidémie s'était ensuite déclarée dans un quartier voisin de cet établissement. Le consul évoque dans cette lettre l'atmosphère d'appréhension qui régnait alors dans la ville : « La panique est générale, les négociants étrangers venus pour faire les achats de la saison se rapatrient, les affaires sont arrêtées, et la ville présente un aspect des plus mornes. », FP 2003, p. 178-179 [18 septembre 1890, N°. 27].

<sup>59</sup> Une autre lettre déplorait le manque de prévoyance des autorités en expliquant qu'un officier parti de Maskanah pour une mission à Idlib (à une distance de douze heures, vers le sud-ouest d'Alep) était mort quelques heures après son arrivée à destination. FP 2003, p. 181-182 [19 septembre 1890, N°. 28].



dans la province de Syrie<sup>60</sup>. Elle continuait par ailleurs à régner à Alep, où les conditions hygiéniques laissent apparemment beaucoup à désirer, et où les mesures recommandées et requises par le médecin sanitaire de la ville n'étaient que très imparfaitement suivies<sup>61</sup>. Les bulletins de statistiques transmis dans les rapports consulaires de cette époque rendent compte de la force de l'épidémie, du nombre de cas recensés et de décès dus à la maladie. Les rapports témoignent également des perturbations occasionnées dans le commerce et les transports régionaux suite aux mesures prises par les autorités ottomanes locales (notamment les quarantaines imposées au transport maritime) pour tenter d'endiguer l'épidémie<sup>62</sup>. Une circulaire adressée sensiblement à la même époque par l'administration provinciale d'Alep avait également appris au consul qu'une ligne maritime de rechange, composée de bateaux ottomans « Mahsoussa » (sans doute des bateaux spéciaux réservés ou affrétés spécifiquement pour cet usage) venait d'être établie pour assurer un service régulier entre Alexandrette et les lazarets de Clazomènes<sup>63</sup> et Beyrouth. Cette ligne devait probablement jouer un rôle palliatif dans un contexte commercial régional fort perturbé par la désertion de toutes les compagnies qui desservaient habituellement le port d'Alexandrette<sup>64</sup>. En novembre 1890, bien que l'épidémie fût en décroissance à Alep, elle semblait néanmoins avoir déjà envahi une bonne partie de la Syrie, grâce à des conditions favorables telles que la température élevée et la sécheresse. Elle s'était d'ailleurs propagée dans tout le vilayet d'Alep, à Antioche, à Maraş (dans le vilayet d'Adana), puis au sud, de Hama jusqu'à Homs,

---

<sup>60</sup> FP 2004, p. 118 [24 octobre 1890, N° 22]

<sup>61</sup> FP 2003, p. 183-184 [17 octobre 1890, N° 29]

<sup>62</sup> L'Office sanitaire d'Alep avait par exemple informé le consul Poche que, depuis que l'Administration sanitaire avait déclaré le vilayet d'Alep contaminé, tous les départs depuis la côte de Mersin jusqu'à Tripoli (ce dernier port exclu) seraient sujets à dix jours d'observation dans les lazarets de Clazomènes, de Beyrouth et de Tripoli d'Afrique. FP 2003, p. 184 [17 Octobre 1890, N° 29].

<sup>63</sup> Clazomènes est une ancienne ville d'Asie Mineure (près de l'actuel village d'Urla, à l'ouest d'İzmir) bâtie dans une presqu'île sur le golfe de Smyrne (sur la mer Égée), et qui faisait partie, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, de la province (*eyalet*) d'Aydın.

<sup>64</sup> À la mi-novembre 1890, la ligne n'avait cependant pas été inaugurée encore. Dans cette attente, la compagnie Bett's Asia Minor continuait à assurer un service hebdomadaire entre Alexandrie (en Égypte) et Alexandrette et à recevoir en transbordement les marchandises partant de Trieste à destination d'Alexandrette. Ces informations pouvaient intéresser les commerçants belges, dont les marchandises se trouvaient « en souffrance à Marseille depuis la suppression de la ligne des Messageries Maritimes. », FP 2003, p. 184 [17 octobre 1890, N° 29] ; FP 2003, p. 188 [12 novembre 1890, N° 30].

et devait vraisemblablement atteindre Damas<sup>65</sup>. L'épidémie sévissait apparemment toujours dans la province en juillet 1891, puisqu'une dépêche à l'intention du ministre belge à Constantinople signalait alors l'apparition du choléra à Alep et dans certaines localités des environs, et mentionnait que « la panique [était] générale » et que « les affaires déjà en souffrance [étaient] toutes arrêtées »<sup>66</sup>. Le retour de cette épidémie eut sans doute certaines conséquences appréciables sur l'économie et les échanges commerciaux de la province, puisque le consul mentionnait dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères qu'une quarantaine de dix jours avait été établie « sur les provenances du port d'Alexandrette », et que cela avait notamment amené la Compagnie des Messageries maritimes à ne plus faire escale à Alexandrette<sup>67</sup>.

Lorsque le choléra se déclara de nouveau à Bagdad en 1893, le consul espérait cette fois qu'un cordon sanitaire – afin de contrôler les déplacements à partir de Bagdad et ses environs, de même qu'aux abords de Maskanah et le long de l'Euphrate – serait mis en place pour sauver la Syrie d'une nouvelle invasion épidémique et pour éviter que ne se reproduise une contagion comme celle de 1890, qui « avait été portée à Alep par certaines tribus arabes nomades du désert »<sup>68</sup>. En juillet 1895, une lettre adressée par l'Office sanitaire d'Alep apprit toutefois au consul Poche que le choléra avait refait son apparition dans la ville d'Alep, de même que dans les bourgs et villages environnants<sup>69</sup>. Cette réapparition fut apparemment de courte durée puisqu'une autre lettre adressée au ministre des Affaires étrangères à la fin du

---

<sup>65</sup> La lettre adressée au ministre des Affaires étrangères mentionne que les tribus nomades qui campaient à l'époque près des villes de Homs et de Hama (toutes deux décimées par la contagion) avaient été en dernier lieu repoussées par le gouvernement ottoman vers Palmyre, une oasis du désert syrien. FP 2003, p. 187 [12 novembre 1890, N° 30].

<sup>66</sup> FP 2004, p. 129-130 [4 juillet 1891, N° 4].

<sup>67</sup> La lettre adressée en juillet 1891 au Prince de Chimay à Bruxelles mentionne que l'apparition de cette épidémie cholériforme était alors signalée depuis trois à quatre semaines en différents points de la plaine du Amouk ('Amq), s'étendant jusqu'à un village nommé Killi (Kelli ?), situé entre Alep et Alexandrette. Une commission médicale envoyée sur les lieux n'avait toutefois pas pu établir avec certitude le caractère de cette maladie malheureusement manifestée ailleurs aussi, comme à Alep. FP 2004, p. 209-210 [4 juillet 1891].

<sup>68</sup> FP 2004, p. 284-286 [20 septembre 1893].

<sup>69</sup> De l'avis de Frédéric Poche, le fléau portait cette fois-ci « le coup de grâce à la situation commerciale [d'Alep] ». Les bateaux du Lloyd Autrichien, des Messageries maritimes de France et de la compagnie égyptienne Hédivié avaient alors cessé leurs débarquements à Alexandrette pour éviter la mise en quarantaine. FP 2005 [27 juillet 1895, N° 11] ; FP 2005 [22 juillet 1895, N° 10] ; FP 2005 [16 août 1895, N° 13].

mois d'août mentionne que l'épidémie semblait alors déjà être entrée en période de décroissance<sup>70</sup>.

Deux lettres adressées par Albert Poche au ministre belge à Constantinople à la fin juin et la mi-juillet 1903 indiquent que le choléra était réapparu à cette époque dans la ville de Hama, puis dans le village de Djamassia (du district de Jisr al-Shughur), semant de nouveau la panique parmi la population. Les appréhensions d'une épidémie semblaient alors se confirmer de plus en plus, malgré les mesures quaranténaires prises par les autorités locales<sup>71</sup>. Au mois d'août 1903, l'infection sporadique transportée de Jisr al-Shughur, semblait être devenue épidémique à Idlib, une situation attribuée par Albert Poche à l'incurie des *kaymakams* de ces deux localités qui n'avaient pas immédiatement établi des cordons sanitaires, afin d'empêcher les communications directes et de procéder à une observation de quelques jours<sup>72</sup>. Au début du mois d'octobre, l'épidémie avait envahi toute la province d'Alep, sauf les localités d'Alexandrette et de Maraş (province d'Adana) qui demeuraient indemnes. Albert Poche écrivait alors que la panique était grande à Alep, même si les cas de décès officiellement répertoriés étaient peu nombreux. Il disait d'ailleurs se méfier des données transmises par l'Office sanitaire puisque les autorités locales avaient toujours eu selon lui « pour système, en ces circonstances, d'atténuer la gravité du mal »<sup>73</sup>. Il mentionnait d'ailleurs, dans la lettre qu'il adressait alors au ministre belge à Constantinople, certains inconvénients créés par cette situation sanitaire et nuisant au cours normal des affaires commerciales et industrielles : « Les mesures quaranténaires entravent la circulation des voyageurs et des commerçants de l'intérieur du pays, [et occasionnent] par conséquent

---

<sup>70</sup> FP 2005 [30 août 1895, N° 14]

<sup>71</sup> Les doutes d'Albert Poche sur la fiabilité du cordon sanitaire établi à Khân Shaykhûn (au sud d'Alep) semblaient découler du fait que les gardes affectés à la surveillance des caravanes et des passagers étaient, « selon les usages de ces pays, faciles à se laisser suborner. » Une commission sanitaire venait toutefois d'être mise sur pied par le gouverneur à Alep, avec la charge de « veiller à la surveillance et [au] maintien de la propreté en ville et aux mesures hygiéniques à prendre pour préserver Alep de cette maladie. », FP 2006, p. 80-81 [25 juin 1903, N° 33/2 B40] ; FP 2006, p. 82-83 [14 juillet 1903, N° 36/3 B42].

<sup>72</sup> FP 2006, p. 84-85 [4 août 1903, N° 39/4 B44] ; FP 2006, p. 86 [25 août 1903, N° 41/5 B47] ; FP 2006, p. 87-88 [8 septembre 1903, N° 46/6 B50] ; FP 2006, p. 89-91 [22 septembre 1903, N° 45/6 B51].

<sup>73</sup> FP 2006, p. 92-94 [6 octobre 1903, N° 50/7 B53]



une grande stagnation dans les transactions »<sup>74</sup>. Ces plaintes, qui reflètent certaines conséquences économiques engendrées par l'extension des épidémies, étaient somme toute fort semblables à celle transmises par Frédéric Poche au cours des années 1890.

Le bulletin sanitaire qui avait été adressé à Albert Poche à la mi-novembre 1903 lui laissait croire que l'épidémie de choléra à Alep était entrée dans son déclin. L'épidémie était apparemment aussi en décroissance dans les localités d'Antioche, 'Ayntab, Urfa, ainsi qu'à Birecik. Ces nouvelles paraissaient encourageantes pour Albert Poche, qui semblait anxieux de voir se concrétiser une reprise économique dans la région : « Il est à souhaiter de voir bientôt disparaître complètement ce mal de ce Vilayet afin que les quarantaines puissent être levées et voir les affaires commerciales reprendre leur cours normal »<sup>75</sup>. En janvier 1904, malgré le fait que la commission sanitaire ait annoncé l'extinction de l'épidémie, Albert Poche confirmait que le choléra était toujours bel et bien présent dans la ville d'Alep, et que les cas se succédaient presque quotidiennement<sup>76</sup>. Le médecin sanitaire d'Alep informât quelques jours plus tard l'administration ottomane à Constantinople de la situation, et un ordre fut ensuite donné au gouverneur de la province de soumettre tout voyageur partant d'Alep à une visite médicale suivie de désinfection, puis « à son arrivée à Alexandrette ou tout autre port du littoral, de s'adonner à une seconde visite »<sup>77</sup>.

Cette épidémie semble avoir occasionné des répercussions économiques importantes pour le marché d'Alep. Le gérant Albert Poche mentionnait par exemple dans son rapport commercial de l'année 1903, adressé à Jules Duckerts, le consul général de Belgique à Smyrne, que le choléra avait créé une panique générale à Alep, qu'il avait entraîné l'arrêt des

---

<sup>74</sup> FP 2006, p. 93 [6 octobre 1903, N°. 50/7 B53]. Le stationnement des marchandises était coûteux pour les commerçants et les bateaux à vapeur n'accostaient que de façon irrégulière, et à de grands intervalles, à la rade d'Alexandrette, pour se soustraire ainsi aux mesures quaranténaires imposées. FP 2006, p. 257 [29 septembre 1903, N°. 49/5 B51].

<sup>75</sup> FP 2006, p. 261-262 [17 novembre 1903, N°. 57/8 B61]

<sup>76</sup> Une circulaire adressée le 2 janvier 1904 au corps consulaire d'Alep par le docteur Hamdi Aziz Pacha (professeur de bactériologie de la Faculté impériale de médecine et président du Corps sanitaire du vilayet d'Alep) mentionnait que l'épidémie de choléra était « tout à fait éteinte » et qu'« aucun nouveau cas » ne s'était produit à Alep depuis trente jours. FP 2007, p. 11-12 [12 janvier 1904, N°. 7/1 B7].

<sup>77</sup> FP 2006, p. 267-268 [12 janvier 1904, N°. 6/3 B6]



transactions commerciales, que « chacun cherchait à restreindre ses affaires [et que] la méfiance [était devenue] grande dans les ventes à terme »<sup>78</sup>. La période de l'automne, habituellement la plus active de l'année au point de vue du commerce local, avait ainsi été marquée, en 1903, par un grand calme. Selon ce rapport d'Albert Poche, les nombreux obstacles au transport, tant sur terre que par mer, créés par les mesures quaranténaires, expliquaient en grande partie l'absence des « négociants de l'intérieur » qui venaient habituellement, durant cette période de l'année, faire leurs « emplettes » et leurs approvisionnements sur le marché d'Alep. Cette année-là, plusieurs compagnies de navigation à vapeur avaient même suspendu temporairement leurs voyages vers Alexandrette.

Enfin, au cours des années suivantes, la situation sanitaire de la région sembla redevenir préoccupante à quelques occasions, sans toutefois atteindre la même gravité que les bulletins sanitaires des années 1870 ou 1890. Les sources consulaires belges d'Alep font par exemple état d'une épidémie de fièvre dengue qui frappa la ville d'Alep et l'ensemble de la Syrie en 1909. Dans une lettre adressée en octobre 1909 au consul général à Smyrne, Frédéric Poche mentionne que lui-même, son fils, et tous les membres de sa famille ont été atteints par cette maladie infectieuse virale, à l'instar d'une grande partie de la population locale<sup>79</sup>. La correspondance consulaire des Poche semble par ailleurs indiquer que les caravanes représentaient toujours au début des années 1910 un véhicule redoutable pour la propagation des épidémies en Syrie. Une lettre adressée en novembre 1910 au ministre belge à Constantinople mentionnait par exemple que, suite à l'annonce de l'arrivée prochaine à Alep (via Deir-ez-Zor) d'une caravane d'environ deux mille pèlerins persans « charriant avec eux le choléra » (ils avaient apparemment contaminé Bagdad), le corps consulaire de la ville s'était réuni et qu'il avait discuté de la gravité de la situation. Il avait alors été décidé que trois des consuls, dont Frédéric Poche, se rendraient auprès du gouverneur Hüseyin Kâzım Bey pour lui exposer la « gravité du danger » de cette situation et le prier de prendre des mesures pour faire dévier cette caravane, afin qu'elle se rende directement, sans passer par Alep, mais plutôt par la voie de Palmyre, à la station de chemin de fer du Hedjaz. Il semble

---

<sup>78</sup> FP 2007, p. 208-209 [18 mars 1904]

<sup>79</sup> Le consul affirmait dans ce rapport que les trois quarts des habitants d'Alep avaient été atteints par la maladie et que la contagion s'étendait encore. Le rayon de cette épidémie s'étendait apparemment du littoral syrien jusqu'à Urfa, au nord-est d'Alep. FP 2008, p. 287 [16 octobre 1909, N°. 79/9].

qu'après plusieurs tergiversations, le gouverneur ait finalement reçu l'ordre du Ministère de l'Intérieur de diriger une partie de cette caravane qui se trouvait à Maskanah à la station de Hamdaniya (au sud-ouest d'Alep) et de ne point permettre la communication avec la ville d'Alep elle-même. Cette décision était apparemment appuyée, entre autres, sur un avis rendu par la Direction sanitaire générale ainsi que sur les décisions rendues par la municipalité et le Conseil médical local, qui étaient « catégoriquement opposés » à l'entrée des pèlerins dans la ville<sup>80</sup>. Cet exemple semble démontrer que les autorités ottomanes provinciales avaient ainsi pu, en 1910, contrer plus efficacement (notamment grâce à l'intervention de plusieurs acteurs locaux) qu'au cours des décennies précédentes la menace d'une épidémie qui planait sur la ville d'Alep.

### 1.5.2 La gestion des invasions de sauterelles

Un des principaux facteurs impondérables de la production agricole en Syrie septentrionale entre les années 1880 et 1910 était certainement l'apparition récurrente de nuées de criquets ou de sauterelles (il est possible que ces deux mots aient été utilisés pour désigner le même insecte herbivore) causant des dommages considérables aux récoltes. La gestion de ces invasions représentait à cette époque un grand défi pour le gouvernement et la population de la province d'Alep, qui devaient travailler à limiter les pertes par une prévention rapide et opportune. Les mesures prises par le gouvernement local (ou alors sa négligence) pour limiter les dégâts furent d'ailleurs, à quelques occasions, vivement critiquées par le consul belge. La correspondance consulaire des Poche témoigne d'abord de plusieurs invasions qui se produisirent dans la grande région d'Alep vers la fin des années 1880. Frédéric Poche mentionne par exemple, dans une lettre adressée en avril 1887 au ministre des Affaires étrangères, qu'après un hiver exceptionnellement rigoureux (durant lequel les caravanes avaient notamment pu traverser sans problème le Tigre, qui avait gelé) et

---

<sup>80</sup> L'incident semblait clos lorsque les pèlerins persans furent dirigés vers Hamdaniya, d'où ils devaient prendre un train spécial qui les conduirait à une station du chemin de fer du Hedjaz, et ce, sans communiquer avec Damas. FP 2009, p. 66-69 [30 novembre 1910, N°. 86/2]. Une autre lettre, adressée moins d'un mois plus tard au consul général à Smyrne, signalait de nouveau la crainte d'un groupe de pèlerins, qui revenait alors de La Mecque : « Puisse le Ciel nous préserver de la menace virtuelle d'une contamination appréhendée au retour de la Mecque des pèlerins persans qui ont l'habitude de transporter avec eux les cadavres de leurs morts pour les enterrer dans leur sanctuaire de Kazem près de Bagdad. », FP 2009, p. 73 [22 décembre 1910, N°. 74/17].

un printemps marqué dans un premier temps par la sécheresse, puis par d'abondantes pluies, l'éclosion de criquets dans les provinces d'Urfa et de Deir avait mené à la perte des semailles de plusieurs villages<sup>81</sup>.

À l'été 1890, Frédéric Poche affirmait, dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères, que malgré les instructions venues du gouvernement central, les autorités de la province d'Alep avaient fait preuve de négligence dans la prévention des dommages causés par les sauterelles. Il rapportait qu'un cinquième des récoltes de blé et d'orge avait été décimé et que, dans certains districts, les légumes avaient même été presque entièrement détruits par l'invasion venue du désert. Il mentionne également dans cette lettre qu'une « multitude innombrable de criquets » avait traversé l'Euphrate cette saison-là, qu'elle s'était abattue sur toute l'étendue de la province et y avait déposé ses œufs, et que les agriculteurs, qui redoutaient à l'avance les dommages qui risquaient d'être causés aux prochaines récoltes, se résigneraient alors fort probablement pour la saison suivante à ne semer que sur une très petite échelle<sup>82</sup>.

Un des rapports suivants du consul Poche, adressé en mai 1891 au ministre des Affaires étrangères, mentionne qu'après des pluies hivernales continues et la sécheresse du printemps, les récoltes du blé, de l'orge et des autres graminées s'avéraient finalement mauvaises pour l'est et le sud de la province d'Alep, tandis qu'elles étaient considérées comme moyennes dans les parties nord et ouest. Il signalait d'ailleurs dans ce rapport que, « par surcroît de malheur, une abondante éclosion de sauterelles [avait mis] le comble à la situation [...], qu'une grande étendue de champs [avait été] dévorée », et que « ces criquets continuaient leur marche dévastatrice »<sup>83</sup>. Frédéric Poche affirmait par ailleurs que les dommages causés aux récoltes s'étaient fait sentir par une hausse des prix du blé et de l'orge,

---

<sup>81</sup> Cette lettre mentionne toutefois que certains endroits de la Mésopotamie avaient eu « le bonheur de voir les larves de sauterelles mourir glacées par le froid » et que les provinces de Mardin et Mossoul avaient été toutes deux délivrées de « ce fléau qui les affligeaient déjà depuis quelques années ». À Urfa, les mesures prises par les autorités locales n'avaient eu apparemment qu'« une bien maigre efficacité », alors que les données officielles indiquaient qu'une quantité de 160 000 ocques (*okka*, mesure de poids équivalant approximativement à 1,2 kg) de larves de sauterelles avait été ramassée. FP 2003, p. 54-56 [13 mai 1887, N° 9].

<sup>82</sup> FP 2003, p. 170-172 [6 août 1890, N° 24]

<sup>83</sup> FP 2004, p. 205-206 [6 mai 1891]



ce qui était un facteur défavorable aux exportations. Le consul déplorait alors « l'inertie » et « la négligence » des autorités d'Alep, qui n'avaient pas fait ramasser les œufs déposés dans les champs. Selon lui, cette mesure avait pourtant démontré une certaine efficacité à sauver une bonne partie des récoltes, pour autant que l'on eût agi tôt durant la saison.

Durant tout l'hiver, et quand les populations rurales étaient désœuvrées, les susdites autorités n'ont pas voulu faire ramasser les œufs déposés par les sauterelles dans les terres en friche voisines des champs. Cette mesure avait toujours eu pour résultat de sauver une grande partie des moissons de la voracité de ce criquet bien plus nuisible à l'état d'insecte rampant que volant, car quand il a atteint cette dernière période de son existence, l'orge et une partie des blés, dans les régions du Sud et de l'Est, arrivent déjà à un degré de maturité qui en permet la fauchaison sans trop de dommages<sup>84</sup>.

Le même rapport indique par ailleurs que ce n'est que lorsque les champs furent envahis, et que toutes les mesures (préventives ou palliatives) étaient désormais « inutiles et impraticables », que les autorités ottomanes d'Alep avaient commencé à donner en grande quantité des ordres et mandats et à envoyer des préposés sur les lieux pour faire face à la situation<sup>85</sup>. Le consul craignait les conséquences négatives que les mauvaises récoltes pouvaient engendrer sur le cours général des affaires, « qui commençaient à reprendre », tout en entraînant une réduction des revenus du fisc pour l'année qui était en cours. L'attention accordée à ces événements dans la correspondance laisse croire que ces invasions récurrentes des années 1890 avaient un impact important sur les récoltes locales, et notamment sur la production de certains produits agricoles qui étaient alors commercialisés à l'extérieur de la province d'Alep. Ces informations étaient donc susceptibles d'intéresser les autorités, les commerçants, et peut-être même les industriels belges. Certains rapports portant plus particulièrement sur « les apparences » (les prévisions) ou les résultats concrets des récoltes, et d'un ton plutôt alarmant, laissent croire que les Poche cherchaient peut-être, par leur correspondance officielle, à obtenir l'appui de diplomates belges qui pouvaient possiblement faire pression sur les autorités ottomanes pour prévenir (ou remédier à) certaines situations ou

---

<sup>84</sup> FP 2004, p. 206 [6 mai 1891]

<sup>85</sup> Selon les dires de Frédéric Poche, « toute cette parade » n'avait donné aucun résultat et avait plutôt entraîné « une dépense inutile » de cinq mille livres turques. Ces mesures d'urgence avaient été financées en partie par le gouvernement de Constantinople (deux mille livres) et le reste était le produit d'une taxe levée dans la province à raison de « trois piastres par tête ». FP 2004, p. 207 [6 mai 1891].



pratiques touchant au domaine agricole et pouvant nuire aux intérêts économiques de leurs protégés.

Par exemple, un rapport adressé par Frédéric Poche au Ministère des Affaires étrangères en août 1892 indique que les récoltes d'orge de la région avaient été cette année-là presque entièrement « dévorées par les sauterelles », et que le battage des blés avait donné des rendements mauvais quasiment partout dans la région, ce qui contribuait à maintenir des prix élevés et peu favorables à l'exportation. À l'approche de l'automne, les criquets avaient de nouveau déposé leurs œufs sur « tous les terrains en friche » de la région. Ainsi, tout indiquait que la province d'Alep serait ravagée, à la récolte suivante, pour une septième année consécutive par les nuées de criquets, « ce terrible fléau » qui, de l'avis du consul, avait « tant contribué à la décadence permanente et croissante » de la ville et de la province d'Alep<sup>86</sup>. Ce rapport indiquait que pour contrer les effets de ces invasions, des agriculteurs de la région avaient commencé à cultiver des blés de Kandahar (Afghanistan), qui avaient la réputation d'être plus résistants.

Ces blés réputés hâtifs à tige coriace, quoique d'un rendement inférieur aux blés ordinaires, ont été introduits comme ils le furent, dans la province de Mossoul, pour échapper aux ravages des sauterelles qui en général ne les attaquent pas, celles-ci n'atteignant leur développement que quand déjà ces blés sont arrivés à un degré de maturité assez avancé pour les garantir de la voracité de ces criquets<sup>87</sup>.

Il semble toutefois que ces blés n'aient donné, à cette époque, aucun rendement satisfaisant, entraînant même dans certains cas la perte des semailles. Cette éprouvante période de sept années marquées par les invasions de sauterelles s'interrompt apparemment à l'été 1893, alors que les récoltes de blé, d'orge et d'autres céréales promettaient d'être abondantes, grâce notamment à d'importantes pluies printanières. Même si la crainte de nouveaux ravages par les criquets avait amené les agriculteurs à ne semer durant cette saison que sur une petite échelle, les rendements plutôt élevés (estimés à huit pour un) donnaient au moins espoir de compenser « l'exiguïté des ensemencements », et peut-être même de dégager un surplus pour

---

<sup>86</sup> FP 2004, p. 237-239 [28 août 1892]

<sup>87</sup> FP 2004, p. 238-239 [28 août 1892]

l'exportation : « [...] aussi croit-on que les prix encore hauts baisseront pour permettre au commerce d'exporter les blés durs de cette province que l'Italie surtout emploie pour la fabrication des pâtes »<sup>88</sup>. La récolte de coton s'annonçait même abondante cette année-là ; les sauterelles n'avaient causé que de faibles dégâts, puis étaient disparues de la province d'Alep sans même y avoir déposé leurs œufs.

La correspondance consulaire ne fait mention d'autres nuées de sauterelles qu'au cours de la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, et les Poche évoquent à cette époque la meilleure préparation et l'organisation plus efficace de la population et du gouvernement pour prévenir les dégâts. Plusieurs documents font d'ailleurs état des mesures préventives déployées par les autorités locales pour contrer ces invasions de sauterelles. Selon Frédéric Poche, en imposant aux habitants de la province des corvées ou le paiement d'une cotisation spéciale, le gouvernement cherchait probablement à sauver « les rentrées d'argent » du fisc (soit les dîmes)<sup>89</sup>. Une lettre adressée en juin 1905 au consul général à Smyrne, le consul Poche indique que les autorités ottomanes ne disposaient à cette époque d'aucune « méthode scientifique » pour la destruction des sauterelles<sup>90</sup>. Les principaux moyens employés pour atténuer les dégâts causés par les nuées de criquets (qui arrivaient du désert et voyageaient toujours de l'est vers l'ouest) étaient les labours, effectués de long en large, qui mettaient les œufs à découvert (qui devenaient ainsi la proie des oiseaux), ainsi que le ramassage des lardons, au moment de l'éclosion (les larves étaient alors piétinées sur des voiles en toile et écrasées).

Dans un rapport présentant des prévisions pour la récolte de 1908, le consul Poche faisait état du manque de préparation des autorités locales pour faire face à une nouvelle

---

<sup>88</sup> FP 2004, p. 274-275 [5 juillet 1893]

<sup>89</sup> Dans son rapport sur la situation commerciale et industrielle de la province pour l'année 1903, Albert Poche mentionne que le gouvernement local avait alors imposé aux habitants des villes et des campagnes « de prêter leur concours pour détruire et ramasser les œufs [de sauterelles] soit en donnant en nature à la commission établie une certaine quantité déterminée [ou] en payant la taxe établie à cet effet de six piastres par personne. », FP 2007, p. 227 [18 mars 1904].

<sup>90</sup> Le consul mentionne par ailleurs dans cette lettre que « le système chypriote, employé par les Anglais », qui avait été imaginé et mis en pratique par Saïd Pacha (qui était le président du Conseil d'État et ex-gouverneur de l'île de Chypre), avait été « mal employé » en Syrie, et qu'il avait par conséquent été abandonné. FP 2007, p. 299-300 [21 juin 1905, N<sup>o</sup>. 46/16 B61].

invasion, alors qu'il était déjà signalé que des nuées de sauterelles avaient déposé leurs œufs à Raqqa (à l'est d'Alep, sur la rive gauche de l'Euphrate), à Ma'arrat al-Nu'man (au sud) et à Urfa (au nord). Il mentionnait « qu'une allocation était urgente » pour faire face aux frais nécessaires « pour atténuer les effets nuisibles » de ces insectes dès leur éclosion<sup>91</sup>. Le rapport indique que les autorités ottomanes n'avaient alloué plus tard que « l'insignifiante somme de 150 L. T. [livres turques] » pour tout le vilayet d'Alep. De l'avis du consul, cette invasion entraînerait inévitablement des pertes considérables dans la province lors des prochaines récoltes, et ce, tant pour la population que pour l'État ottoman. Le rapport signalait d'ailleurs que les semailles sur les terres situées au nord et à l'ouest d'Alep (où la moisson se faisait généralement trois semaines plus tard qu'à Alep) étaient gravement menacées, que les récoltes des fruits à noyaux et des olives de la province étaient compromises, que les légumes et le maïs avaient déjà été dévorés, et enfin, que les vignes dépouillées de leurs feuilles étaient condamnées à mourir. Malgré le ton plutôt alarmant employé par le consul en juin 1908, à la veille des récoltes, la suite de la correspondance ne fait cependant pas état d'une invasion de sauterelles sur l'arrière-pays immédiat d'Alep. Il est donc impossible, à partir de la documentation consultée, de confirmer si d'autres mesures préventives furent prises cette année-là par les autorités locales, ou encore d'évaluer les dégâts supplémentaires occasionnés (à l'été et à l'automne) aux récoltes dans la province par d'éventuelles invasions de criquets.

Plusieurs documents présentés dans cette section indiquent donc que le consul Poche n'hésitait pas à se servir de son statut de consul et de ses contacts officiels (souvent en période de crise, lorsque la production agricole régionale était menacée) pour attirer l'attention sur une situation qu'il jugeait alarmante, et ce, probablement dans le but de faire pression pour une intervention plus rapide et soutenue des autorités ottomanes, et ainsi prévenir des dommages aux récoltes locales. La correspondance des Poche permet par ailleurs de constater qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré l'expansion à Alep d'une économie

---

<sup>91</sup> Frédéric Poche, déplorant à nouveau le manque d'initiative et de prévention des dégâts de la part les autorités locales, fit un compte-rendu pour le moins inquiétant de l'étendue et de l'intensité de l'invasion dans la région : « Effectivement les avis d'Orfa sont très alarmants et ceux de Rakka de Moarret-el-Naman et de Zor ne sont pas meilleurs. La quantité de criquets qui s'est abattue sur cette dernière ville a empêché pendant trois jours ses habitants de sortir de leurs demeures et de vaquer à leurs affaires. L'eau des puits dans les villages est toute infectée par les cadavres de ces insectes ce qui fait craindre l'apparition d'épidémies et de l'épizootie. », FP 2008, p. 40-42 [9 juin 1908, N<sup>o</sup>. 33/7].



agricole produisant à l'occasion des surplus exportables, ce secteur demeurait néanmoins sensible à plusieurs facteurs impondérables comme la température et les précipitations, les invasions de criquets, ou même encore, les épidémies de choléra, qui représentaient une menace pour la région et qui paralysaient à l'occasion l'économie. Dans ces conditions, l'absence d'infrastructures de transport modernes (évoquée en début de chapitre), adaptées aux besoins d'Alep, ne pouvait sans doute qu'ajouter à l'instabilité causée aux activités agricoles par d'autres facteurs naturels.

#### 1.6 Ralentissement commercial sur la place d'Alep à la fin de la période ottomane

L'histoire économique d'Alep du XIX<sup>e</sup> jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle demeure relativement peu connue, comparativement à celle de plusieurs villes côtières émergentes du bassin méditerranéen, centres économiques qui étaient de plus en plus tournés, au cours de cette période vers l'économie mondiale<sup>92</sup>. L'importance économique de ce carrefour de la Syrie septentrionale avait probablement diminué du point de vue du commerce de transit à l'échelle mondiale (ou même simplement à l'intérieur de l'Empire ottoman) au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Peut-on évoquer pour autant, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, l'image d'un centre commercial en décadence ? Il apparaît assez clairement, à travers les documents consulaires belges, que la ville et la région d'Alep traversaient à cette époque une phase de stagnation et de marasme économiques qui était accentuée, selon les Poche, par le manque de moyens de transport modernes. Ces sources consulaires permettent néanmoins de mettre en perspective le rôle de carrefour économique régional joué par la ville d'Alep à la fin de la période ottomane. Dans le rapport du mouvement commercial et industriel de l'année 1900 adressé au consulat général de Smyrne, le gérant Albert Poche faisait d'ailleurs état d'une situation économique plutôt favorable pour la province ottomane d'Alep, notant à la fois une diminution des importations (surtout dans les cotonnades et cotons filés d'Angleterre) et une augmentation des exportations. Il semblait toutefois imputer ces fluctuations à une diminution de l'importance économique régionale d'Alep (probablement une diminution du

<sup>92</sup> Voir par exemple Michael J. Reimer, « Ottoman-Arab Seaports in the Nineteenth Century: Social Change in Alexandria, Beirut, and Tunis », dans *Cities in the World-System* sous la dir. de Reşat Kasaba, New York, Greenwood Press, 1991, p. 135-156 ; Çağlar Keyder, Y. Eyüp Özveren et Donald Quataert, « Port-Cities in the Ottoman Empire: Some Theoretical and Historical Perspectives », *Review* XVI, 4 (Automne 1993), p. 519-558 ; Reşat Kasaba, « İzmir », *Review* XVI, 4 (Automne 1993), p. 387-410.



commerce de transit) au profit d'autres villes côtières, appelées à jouer un rôle commercial de plus en plus important à l'intérieur de l'Empire ottoman.

Cet état de choses dénote clairement que le commerce d'Alep perd de son importance pour la raison que son marché n'est plus considéré comme autrefois pour être l'entrepôt de toute la Mésopotamie. Grand nombre de commerçants de ces villes de l'Intérieur, dans la ferme conviction de trouver avantage sur les marchés du littoral, se rendent à Beyrouth, Smyrne & Constantinople faire leurs achats<sup>93</sup>.

L'intérêt des Belges pour Alep – le fait même qu'ils y établirent un consulat au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle – soulève plusieurs questions quant au rôle économique régional joué par cette capitale provinciale, d'abord dans un contexte ottoman, et dans une moindre mesure, dans l'économie internationalisée de la Méditerranée orientale. Alep a-t-elle pu ainsi conserver, dans ce contexte, un rôle de carrefour économique en Syrie du Nord ? Comment l'intégration du Levant à l'économie mondiale a-t-elle redéfini le rôle commercial de la ville ? Certains documents des Poche laissent croire que la situation commerciale était devenue précaire à Alep au cours des années 1890 et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Le commerce des étrangers sur la place d'Alep reposait principalement, et depuis longtemps, sur un système de crédit, mais au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les Poche conseillèrent à quelques reprises aux industriels et négociants belges (qui concluaient généralement leurs affaires grâce à des intermédiaires locaux) d'être prudents en matière de crédit, et de se renseigner au préalable « auprès de personnes fiables » sur la solvabilité des gens avec qui ils entraient en contact dans la ville. Dans une lettre adressée en novembre 1894 au ministre des Affaires étrangères à Bruxelles, le consul Poche allait même jusqu'à dire que,

[...] vu la situation de plus en plus précaire du commerce de cette ville, nos industriels & négociants devraient [cesser] de faire des crédits, nommer des représentants, bien s'assurer avec qui ils ont à faire en puisant des renseignements auprès de personnes désintéressées, pouvant bien les informer<sup>94</sup>.

Le resserrement du crédit évoqué dans cette lettre semble s'être poursuivi également au cours des premières années du XX<sup>e</sup> siècle, comme l'indique le rapport sur la situation industrielle,

---

<sup>93</sup> FP 2006, p. 326-327 [30 avril 1901]

<sup>94</sup> FP 2005 [7 novembre 1894]

commerciale et agricole de la ville d'Alep pour l'année 1901 (adressé en juin 1902) par Albert Poche au consul général de Belgique à Smyrne, Jules Duckerts.

Autrefois, toutes les affaires traitées avec Alep reposaient sur le crédit que les vendeurs étrangers accordaient aux commerçants de cette ville. Le crédit variait suivant la valeur des marchandises et se réglait, comme il se règle encore, de 4 à 6 mois à partir de la date de facture ou du connaissance. Depuis quelque temps cependant ce crédit a beaucoup diminué et les ventes au comptant contre remise de documents sont devenues plus fréquentes et tendent à augmenter encore par la facilité que vient d'offrir la Banque Impériale Ottomane aux négociants de cette ville en leur faisant des avances de fonds sur marchandise moyennant le 6% d'intérêt annuel. Les reventes sur place se font toujours aux longs termes usités de 6 à 8 mois. Les échéances ne sont jamais fixes et régulières, souvent des semaines et des mois s'écoulent avant de voir son argent rentrer<sup>95</sup>.

Une autre lettre adressée en 1905 par Frédéric Poche au ministre belge à Constantinople fait état de la situation commerciale difficile qui régnait alors à Alep et qui avait apparemment entraîné une diminution des profits réalisés dans les transactions commerciales qui coïncidait avec une hausse des investissements dans le secteur de la propriété immobilière. Les principales difficultés rencontrées par les commerçants d'Alep semblaient alors surtout reliées, selon le consul, au recouvrement du crédit accordé à leurs débiteurs.

Si une expansion d'importantes constructions se constate en dehors des murs de la ville, ceci n'est dû qu'à la réduction des bénéfices commerciaux, provoquée par une concurrence outrée par la chicane & la mauvaise foi des débiteurs, ceux-ci trouvant un puissant auxiliaire dans la vénalité inassouvisable des tribunaux. Les capitalistes & l'épargne se retirant du marché se sont déterminés d'immobiliser leurs capitaux en les plaçant dans des biens fonds, quoique ceux-ci ne représentent que les 2/3 ou la moitié de ce qu'ils ont coûté<sup>96</sup>.

Ces extraits de la correspondance des Poche semblent donc à première vue refléter un contexte de ralentissement commercial à Alep au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, en témoignant également de certains obstacles rencontrés par les commerçants locaux à cette époque. Il convient toutefois de noter que ces documents reflètent d'abord la vision de commerçants « étrangers » d'Alep – comme les Poche ou d'autres familles commerçantes de leur

<sup>95</sup> FP 2006, p. 363-364 [7 juin 1902]

<sup>96</sup> FP 2007, p. 30-31 [23 février 1905, N<sup>o</sup>. 15/2 B11]

entourage qui occupaient également à cette époque des fonctions consulaires – qui était probablement différente, par exemple, de celle d'autres marchands musulmans locaux, principalement parce que ces protégés étrangers cherchaient alors à défendre leurs prérogatives commerciales et légales devant les institutions judiciaires de la ville.

#### 1.6.1 Ralentissement et renaissance de la production artisanale d'Alep

La correspondance du consulat belge d'Alep reflète l'intérêt marqué des Picciotto et des Poche pour le commerce d'exportation et d'importation avec l'Europe, mais présente néanmoins beaucoup d'informations sur le contexte économique d'Alep, et notamment sur l'industrie et la production artisanale, un important secteur de l'activité économique locale. Plusieurs documents de la correspondance consulaire évoquent par exemple un ralentissement dans l'industrie textile d'Alep, mais donnent néanmoins l'image d'un secteur qui est demeuré actif au cours des dernières décennies de l'ère ottomane. Par exemple, dans son rapport commercial pour l'année 1872, le consul Hillel de Picciotto fait état d'un commerce plutôt dynamique d'étoffes de fabrication locale, destinées au marché intérieur ottoman.

Le commerce des étoffes des fabriques indigènes a été très animé cette année sur notre place. Cinq à six milles métiers [métiers à tisser] fonctionnent sans relâche et rapportent des bénéfices considérables à leurs entrepreneurs. Ces étoffes consistent en tissus de coton et de soie. La plus grande partie est expédiée dans l'Asie Mineure et en Égypte<sup>97</sup>.

Dans son rapport sur la situation industrielle, commerciale et agricole de la ville d'Alep pour l'année 1901, Albert Poche notait un accroissement dans « la sortie des manufactures indigènes », et notamment sur les tissus de fabrication locale. Il indiquait alors que plus de six mille métiers à tisser avaient été actifs cette année-là, dont près de quatre mille servant à la confection de tissus de coton et le reste, à la fabrication d'articles en soie ou en mélange de soie et de coton. Il semble toutefois que la production de ces articles ait laissé peu de profits à cette époque aux fabricants d'Alep en raison de la vive concurrence qui leur était faite par

---

<sup>97</sup> FP 2002 [26 décembre 1872, N°. 7]

les industriels de Maraş, 'Ayntab, Urfa, Birecik et Antioche'<sup>98</sup>. Dans une lettre adressée en mai 1903 au consul général à Smyrne, Albert Poche mentionnait que la filature de Damas, « n'ayant pas obtenu de résultats satisfaisants », avait cessé depuis quelque temps ses activités. Il notait toutefois que le marché de Damas continuait néanmoins à absorber à cette époque une bonne quantité des cotons de la province d'Alep, tandis que les produits des filatures d'Adana et de Tarsus, en Cilicie (Asie Mineure), commençaient pour leur part à trouver un débouché sur le marché de la Syrie septentrionale<sup>99</sup>. Le développement de l'industrie textile dans d'autres localités de la région semble avoir entraîné en l'espace de quelques années seulement une baisse significative de la production d'Alep. Ainsi, selon les estimations présentées par Albert Poche dans le rapport commercial et industriel de l'année 1903, des six mille métiers à tisser apparemment actifs dans la province d'Alep en 1901, seulement trois milles étaient toujours actifs en 1904.

Alep a toujours été une des villes de la Turquie la plus industrielle. Ses manufactures de tissus, de soie brochée or, soie, mi-soie, coton et laine, mettaient autrefois en mouvement de douze à quinze mille métiers (système tout à fait primitif cette fabrication n'ayant jamais recherché à améliorer son outillage). Depuis cependant que d'autres villes de ce Vilayet ont commencé à introduire chez elles cette industrie, petit à petit le nombre des métiers a commencé à diminuer au point qu'actuellement il est réduit à environ trois milles produisant différentes étoffes, pour habillement et pour ameublement<sup>100</sup>.

Mis à part la production textile, le gérant donne dans le même rapport des informations sur les autres principales industries d'Alep, soit : les moulins à farine actionnés par des animaux (128), par l'eau (29) ou par la vapeur (un seul, dont le moteur fonctionne au pétrole), les tanneries (huit pour les peaux de buffles en provenance d'Inde ou de Chine, et quarante pour la préparations des peaux de moutons en maroquins), en plus de douze savonneries, de 27 ateliers d'impression sur toile mousseline, et de 129 teintureriers (dont cent pour la teinture à l'indigo). Albert Poche dénombrait également dans ce rapport d'autres types d'ateliers ou d'équipements locaux, tels que 111 fours et boulangeries, vingt fours à chaux, quatre

---

<sup>98</sup> Albert Poche indique d'ailleurs dans ce rapport que dans les villes secondaires du vilayet d'Alep, « la vie étant moins chère, les ouvriers se trouvent à meilleures conditions. », FP 2006, p. 364-365 [7 juin 1902].

<sup>99</sup> FP 2006, p. 488-489 [16 mai 1903, N° 23/5 B32]

<sup>100</sup> FP 2007, p. 234 [18 mars 1904]



fabriques de pâtes alimentaires, deux « glaciers » (machines produisant de la glace), quatre calandres (une machine servant sans doute à la fabrication des étoffes), sept fabriques d'huile de sésame, quinze métiers pour le tissage des sacs et de la toile (notamment « pour les tentes des Arabes en crin »), dix amidonneries (produisant chacune environ 50 000 kg d'amidon frais) quarante corderies, soixante tréfileries (atelier ou usine où se faisait le tréfilage de métaux comme l'argent), trente laminoirs (servant probablement aussi au travail des métaux), de même qu'une fabrique de tapis d'imitation perse qui employait environ cent ouvrières<sup>101</sup>. Ce rapport semble ainsi montrer qu'il existait toujours à Alep, au début du XX<sup>e</sup> siècle, une diversité étonnante de productions artisanales et industrielles.

Dans un rapport adressé en avril 1905 au consul Duckerts, Frédéric Poche fait un survol relativement détaillé de l'industrie textile et de son importance pour la province d'Alep, soulignant « qu'un réveil a succédé à la torpeur dans laquelle gisait [cette] industrie » et mentionnant que la production de neuf à dix mille métiers à tisser « rudimentaires » – disséminés dans les villes de Diyarbakır, 'Ayntab, Maraş et Urfa – avait été écoulee « à des conditions avantageuses »<sup>102</sup>. Les étoffes produites dans la province d'Alep étaient à l'époque vendues principalement à Constantinople, dans les États et provinces balkaniques, ainsi qu'en Égypte. Le rapport indique que les étoffes pour les habillements masculins et féminins formaient alors l'industrie principale de la province, suivies de la production d'étoffes en soie et coton, d'autres toutes en soie<sup>103</sup> ou en soie brochées or pour les habillements et les meubles, des broderies et dentelles, des tapis, de la passementerie, de la production de fil d'or, de mouchoirs imprimés, de la tannerie, la corderie et enfin, de la teinturerie à l'indigo<sup>104</sup>, qui était également une spécialité d'Alep. Le consul Poche offre par

---

<sup>101</sup> FP 2007, p. 235-236 [18 mars 1904]

<sup>102</sup> FP 2007, p. 261-262 [6 avril 1905, N<sup>o</sup>. 20/3 B22]

<sup>103</sup> Dans un rapport adressé en 1906 au consul général à Smyrne, le consul Poche notait que la sériciculture (élevage des vers à soie), introduite depuis une quinzaine d'années dans la région, n'avait fait aucun progrès. Ce type de production se faisait à cette époque plutôt à Antioche et à Payas (dans le vilayet d'Adana, sur le golfe d'Alexandrette), alors que l'Arménie, Diyarbakır et Urfa fournissaient aussi un contingent aux tisseurs d'Alep. FP 2007, p. 446-447 [21 avril 1906, N<sup>o</sup>. 36/3 B29].

<sup>104</sup> Albert Poche mentionne dans le rapport commercial de l'année 1902 la réussite « irréprochable » pour l'industrie de la teinture de la province d'Alep, de la production de toiles teintées à l'indigo, mentionnant que

ailleurs dans ce rapport quelques indications sur les retombées économiques globales de cette industrie pour la région.

[...] Les cotons filé écrus & blanchis importés de l'Europe, d'Adana & de Tarsous, les soies venant d'Antioche & de la Chine, les fils d'or & les laines du pays convertis en tissus, font battre plus de 10.000 métiers qui produisent un mouvement d'affaires qu'on peut évaluer de 9/10.000.000 de francs environ & donnent les moyens d'existence à 60.000 ouvriers<sup>105</sup>.

Frédéric Poche mentionnait aussi le développement graduel dans la province de l'industrie du tapis, qui avait apparemment été amenée par « les émigrants venus des pays du théâtre des événements de l'année 1896 » (soit probablement des Arméniens qui avaient fui à cette époque les massacres en Anatolie orientale).

Les archives du consulat belge indiquent par ailleurs qu'au moment où l'industrie textile d'Alep semblait connaître une certaine vigueur, les autorités ottomanes locales avaient imposé à tous les fabricants de la province de présenter leur production artisanale ou manufacturière à une exposition qui devait se tenir en septembre 1903, pour une période de trente jours, au lycée impérial d'Alep. Albert Poche rapporte qu'à cette occasion, les articles de confection artisanale locale côtoyaient alors d'autres modèles confectionnés à la machine.

Dans cet étalage intéressant de tissus, de confections de costumes variés, d'étoffes, d'ameublements, de tapis, etc., tous produits de l'industrie indigène, se trouvait un compartiment plein de machines à coudre et à broder avec les spécimens des ouvrages que l'on pouvait faire avec tous ces instruments. Certainement c'est la marque « Singer » qui se distinguait le plus<sup>106</sup>.

Le rapport commercial de l'année 1903, qui évoque cette exposition à Alep, offre toutefois peu d'informations supplémentaires permettant d'en connaître les objectifs réels. Il n'est donc pas possible, à partir des documents du consulat belge, de confirmer si cette exposition

---

cet article n'avait pas été, jusqu'à ce jour, « remplacé par les produits européens ». FP 2006, p. 483 [Rapport commercial du 21 mars 1903].

<sup>105</sup> FP 2007, p. 270-271 [6 avril 1905, N°. 20/3 B22]

<sup>106</sup> FP 2007, p. 236-237 [Alep, le 18 mars 1904]

était une initiative du gouvernement ottoman visant à mettre en valeur l'artisanat et la production manufacturière de la région, ou s'il s'agissait plutôt d'une exposition organisée par des commerçants et industriels étrangers qui cherchaient à développer de nouveaux marchés en Syrie.

La correspondance consulaire de cette époque témoigne par ailleurs du renouveau (évoqué en début de chapitre) de la culture du coton en Syrie septentrionale au début du XX<sup>e</sup> siècle et de l'utilisation qui en était faite, par exemple, dans la production manufacturière locale. À cette époque, le cotonnier était notamment cultivé dans les plaines des régions d'Idlib (à 55 km au sud-ouest d'Alep) et de Kilis (à 55 km au nord), ainsi que dans le district de Dana (à 30 km à l'ouest)<sup>107</sup>. Une partie du coton de la région était employée dans la fabrication de matelas et de toile grossière, alors que l'excédent était vendu sur divers marchés d'Europe et de l'Empire ottoman. En juillet 1906, Frédéric Poche informa le consul général Duckerts que la récolte de 1904-1905 avait produit environ 10 000 balles de coton, qui provenait en grande majorité de la circonscription d'Idlib et, dans une moindre mesure, d'Alep et de Kilis. Cette lettre mentionne que ce coton était employé en partie dans la manufacture locale de matelas (400 balles) ou dans l'emballage de marchandises expédiées à l'intérieur du pays (600 à 700 balles), et qu'une autre partie était filée à la main ou tissée (800 à 1000 balles). Il semble donc que seulement vingt pour cent environ (2000 balles sur 10 000) aient servi aux manufactures de la province d'Alep et que sur la quantité restante, 5000 balles aient été expédiées en Europe au cours de l'année 1905 tandis que 3000 gagnaient les marchés de Damas, Salonique, Smyrne et Constantinople<sup>108</sup>.

Le rapport adressé l'année suivante au consulat général de Smyrne, portant sur la situation économique générale de la province pour l'année 1906, mentionnait que la culture du coton se développait et se propageait de plus en plus dans la province, alors que le district

---

<sup>107</sup> Frédéric Poche mentionne dans le rapport économique de l'année 1905 que la fibre des cotons d'Idlib et de Dana, qui était réputée être « plus rude que soyeuse [et] se feutrant moins que les cotons des autres pays », était utilisée pour la fabrication de matelas. Il soulignait également qu'une petite colonie allemande de missionnaires évangéliques établie à Maraş cultivait elle aussi le coton qu'elle égrenait, filait et tissait en une toile épaisse qui servait, une fois teinte, à l'habillement des paysans du pays. FP 2007, p. 441 [21 avril 1906, N<sup>o</sup>. 36/3 B29].

<sup>108</sup> FP 2007, p. 457-458 [7 juillet 1906, N<sup>o</sup>. 67/6 B63]

d'Urfa – qui s'approvisionnait habituellement sur les marchés d'Alep, de Kilis ou de Béhésni<sup>109</sup> – avait pu, grâce au développement de sa propre culture, combler ses besoins et même obtenir un surplus de 300 balles pour l'exportation. Ce rapport indique par ailleurs que les dispositions prises à cette époque par les agriculteurs de la province d'Alep laissaient même présager pour l'année 1907 un ensemencement encore plus important que celui de l'année précédente. Devenant simplement plus rémunératrice que la production des céréales, la culture du coton tendait ainsi à se développer graduellement<sup>110</sup>. Plusieurs rapports économiques du consulat belge d'Alep donnent ainsi un aperçu du renouveau de la culture du coton dans la région début du XX<sup>e</sup> siècle, une production qui dégagait apparemment des surplus exportables relativement importants. La vigueur observée dans la production cotonnière à cette époque a peut-être même favorisé la production manufacturière locale, alors que l'industrie textile semblait continuer à jouer, année après année, un rôle économique important dans la province d'Alep.

#### 1.6.2 Modernisation de la production industrielle

La correspondance des premières années du XX<sup>e</sup> siècle permet par ailleurs de constater un certain renouveau et une modernisation des techniques « industrielles » ou manufacturières d'Alep et d'autres localités de la province. Dans le rapport économique de l'année 1906, Frédéric Poche mentionnait que deux minoteries (des usines pour la transformation des grains en farine) étaient alors en activité – utilisant des machines et moteurs manufacturés en Angleterre – et qu'une troisième était en chantier<sup>111</sup>. Le même rapport indiquait que deux machines à produire de la glace (l'une fonctionnant au charbon et l'autre au pétrole) étaient également en activité à cette époque et qu'une troisième était en train de s'établir. Le consul signalait par ailleurs l'établissement dans les environs de la ville

<sup>109</sup> Le *kaza* (district) de Béhésni, situé dans le *sancak* de Malatya, faisait alors partie du vilayet de Harput en Anatolie orientale.

<sup>110</sup> FP 2007, p. 481-482 [21 mars 1907, N<sup>o</sup> 5]

<sup>111</sup> La première minoterie disposait apparemment d'une force de 45 chevaux-vapeur et entraînait deux moulins à pierres françaises, six égraineuses de coton et un métier à tissage, tandis que l'autre, d'une force de 30 chevaux-vapeur mettait en mouvement trois moulins à pierres françaises. La troisième installation « à moulin et égraineuse de coton » qui était alors en cours d'établissement devait disposer quant à elle d'un moteur ayant une force de 60 chevaux-vapeur. FP 2007, p. 476 [21 mars 1907, N<sup>o</sup> 5].



d'Alep d'une laiterie, « outillée d'après les derniers systèmes », pour la fabrication du beurre et du fromage. À cette époque, l'usage de la machine à coudre semblait également s'être généralisé, surtout depuis que la Singer Manufacturing Company avait établi des agences dans toutes les villes et villages de la circonscription consulaire d'Alep, et qu'elle offrait à ses clients de s'acquitter de la somme due par des paiements hebdomadaires. La firme allemande Naumann avait elle aussi déjà vendu à la même époque quelques centaines de machines sur le marché local. Le même rapport de l'année 1906 mentionne enfin que l'usage de la machine à tricoter à manivelle, de provenance allemande, s'était également répandu à Alep et dans d'autres villes de la province et qu'elle servait à la fabrication de « bas grossiers » et de chaussettes<sup>112</sup>.

### 1.7 Conclusion

Ce chapitre a permis d'évoquer le travail réalisé par les consuls Picciotto et Poche pour le compte du gouvernement belge dans la province ottomane d'Alep, en mettant particulièrement en valeur leur rôle d'observateurs locaux et de médiateurs. Plusieurs rapports mettent d'ailleurs en évidence – par la collecte et la transmission d'informations relativement précises sur le contexte économique et commercial local – leur connaissance approfondie de l'économie régionale et des conditions de production de l'arrière-pays d'Alep dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les consuls belges à Alep portent notamment un regard plutôt critique sur certains problèmes structurels de l'économie de la région, tels que la déficience d'infrastructures modernes de transport pour relier la ville à la côte méditerranéenne et à son port naturel d'Alexandrette. Différents rapports permettent d'évaluer l'impact de cette carence pour Alep, à une époque où le rôle commercial et économique de la capitale provinciale de la Syrie septentrionale se redéfinissait à la fois sur les plans régional et international, dans un marché de plus en plus relié à l'économie mondiale. L'absence de liaison directe de transport à la côte reflète d'ailleurs le manque d'intégration et de cohésion qui existait déjà à cette époque entre la région d'Alep et le district d'Alexandrette, qui fut d'ailleurs annexé plus tard (en 1939, à la fin de l'époque mandataire française en Syrie) à la république turque.

---

<sup>112</sup> FP 2007, p. 476-477 [21 mars 1907, N°.5].

La correspondance consulaire belge met aussi en évidence le rôle économique régional important joué par Alep au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Plusieurs documents et rapports évoquent les relations commerciales établies par des marchands de la ville avec le monde rural et laissent croire que les intérêts commerciaux et fonciers des Poche dans l'arrière-pays devenaient de plus en plus importants, reflétant ainsi une interdépendance entre la ville et la campagne, et un réseau de commercialisation à échelle régionale centré sur Alep. La correspondance des consuls Picciotto et Poche décrit également certains événements et crises qui secouèrent la vie d'Alep et de plusieurs localités des environs dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> ou au début du XX<sup>e</sup> siècle, évoquant notamment les conséquences de certains facteurs impondérables de cette époque, tels que les épidémies de choléra et les invasions de criquets (entre les années 1870 et 1910). Au cours de ces périodes de crise, les frères Poche semblaient parfois se servir des comptes rendus qu'ils adressaient aux autorités belges pour critiquer ce qu'ils jugeaient être un manque de prévoyance des autorités ottomanes (face à l'expansion du choléra en Syrie, par exemple), ou encore, pour reprocher au gouvernement d'agir trop peu trop tard pour remédier à la situation (notamment pour sauvegarder des récoltes qui étaient menacées par des nuées de criquets).

L'importance accordée dans la correspondance consulaire belge du fonds Poche à l'économie régionale d'Alep ouvre par ailleurs des perspectives particulièrement intéressantes sur la production artisanale et l'industrie locale. Les sources traitent notamment des progrès réalisés dans la production de certains produits agricoles et manufacturiers, ou donnent au contraire des indications sur le recul ou la perte de vitesse observés dans d'autres secteurs ou activités économiques. Plusieurs rapports consulaires de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle montrent d'ailleurs des signes de l'adaptation de l'artisanat et des manufactures locales face à l'introduction de plus en plus importante d'une foule de produits manufacturés étrangers. La correspondance des Poche permet donc de nuancer l'idée d'un déclin à cette époque dans la production textile et manufacturière de la région d'Alep, qui semble avoir plutôt connu, dans plusieurs localités, une certaine vigueur qui était probablement liée à l'augmentation de la production cotonnière. L'analyse de ces archives laisse croire que le renouveau de l'industrie cotonnière en Syrie septentrionale au début du

XX<sup>e</sup> siècle s'expliquait probablement en partie par le fait que cette culture devenait, pour plusieurs cultivateurs locaux, plus rémunératrice que la production de céréales.

Chacun des thèmes évoqués dans ce chapitre témoigne ainsi du contexte économique de la province d'Alep à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et permet de mieux comprendre certaines des difficultés rencontrées par les Belges dans leurs tentatives d'expansion commerciale en Syrie septentrionale. Cette correspondance consulaire rend compte aussi des obstacles et défis auxquels les Picciotto et les Poche eux-mêmes faisaient face en tentant de nouer des relations économiques significatives et pérennes entre Alep et différentes places commerciales européennes.

## CHAPITRE II

### LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ET INDUSTRIELS BELGES DANS LA PROVINCE D'ALEP

#### 2.1 Introduction

Après avoir effectué au premier chapitre un bref survol de la situation économique et commerciale de la région et de la ville d'Alep à la fin de la période ottomane, il convient maintenant de préciser la nature des intérêts belges dans la capitale provinciale de Syrie septentrionale, du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la veille de la Première guerre mondiale<sup>1</sup>. Cette partie de l'étude s'intéresse d'abord au phénomène de l'expansion belge du XIX<sup>e</sup> siècle, à partir de la naissance du jeune royaume au début des années 1830, en le replaçant ensuite dans le contexte de l'impérialisme et du colonialisme européens de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. L'étude de ces questions et cette remise en contexte permettront par la suite de comparer les objectifs et les entreprises économiques belges à Alep comparativement aux objectifs visés dans d'autres régions et centres urbains au Proche-Orient ou ailleurs dans le monde. Ces entreprises belges sont aussi analysées et mises en lien avec un contexte de modernisation urbaine et d'effervescence inédite au cours de l'histoire ottomane. À travers l'intérêt des Belges pour Alep, c'est également l'histoire d'une province et d'une capitale ottomanes « en voie de modernisation » qui est tentée dans cette partie.

Pour cette étude sur la pénétration européenne au Proche-Orient, l'analyse s'appuie autant sur des facteurs internes (financiers, politiques et économiques) de l'Empire ottoman,

---

<sup>1</sup> Bien que cette étude se concentre sur la période 1855-1914, d'autres recueils d'archives consulaires belges sont néanmoins disponibles, sur une plus longue période (après 1914) dans le fonds de la famille Poche à Alep. Des descendants de la famille ont occupé ce poste après l'éclatement de l'Empire ottoman, durant la période mandataire en Syrie, et même jusqu'à aujourd'hui. Pour une courte monographie sur la famille Poche, voir le chapitre « Le khan al-Nahhasin et la famille Poche » dans Françoise Cloarec, *Le temps des consuls : l'échelle d'Alep sous les Ottomans*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 139-160.



que sur des facteurs externes, liés à l'économie européenne, au phénomène de l'industrialisation ou à la grande dépression du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. Plus généralement, cette partie de l'étude tentera de répondre aux questions suivantes : quels sont les motifs de l'expansion belge et de la présence de représentants diplomatiques et consulaires dans plusieurs régions de l'Empire ottoman ? Puis, quelle a été l'évolution de ces objectifs entre 1855 et 1914, selon différentes conjonctures économiques et politiques ?

## 2.2 Variation sur le thème de l'impérialisme du XIX<sup>e</sup> siècle

Il est difficile de comprendre l'intérêt des Belges pour la province ottomane d'Alep, sans d'abord évoquer la conjoncture économique européenne qui a vu naître les politiques impérialistes du XIX<sup>e</sup> siècle. Chacune des phases de l'expansion de l'Europe au reste du monde au cours du XIX<sup>e</sup> siècle révèle des objectifs distincts, à différentes époques, de la part des puissances européennes qui adoptèrent alors des politiques dites « expansionnistes ». Selon René Rémond, les motifs d'ordre économique (importants dans l'idéologie mercantiliste des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles), commercial ou industriel n'ont joué avant les années 1880 et 1890 qu'un rôle secondaire dans l'expansion des nations européennes. Selon cet historien, les motifs d'ordre psychologique et politique – « [...] considérations d'amour-propre, conviction qu'il y va de l'avenir d'un pays, que la possession d'un empire est une dimension de la grandeur, que sans colonies un pays ne père plus dans la balance des forces »<sup>2</sup> – ont peut-être été les plus décisifs, dans un contexte de rivalité et de course aux possessions coloniales. Les exemples de l'occupation française à Madagascar (1883) ou du protectorat en Tunisie (où la France devança dans les années 1880 ses adversaires britanniques et italiens) démontrent bien l'intensité des rivalités qui se créèrent alors entre les puissances, de même que les raisonnements essentiellement politiques et stratégiques qui les

---

<sup>2</sup> Selon Rémond, ces motifs jouèrent un rôle important notamment pour les États récemment unifiés, pour lesquels la possession d'un empire colonial semblait être un attribut d'indépendance et un symbole de puissance. L'amour-propre national joua donc un rôle aussi important dans leur expansion que dans celle des anciennes puissances coloniales. Les projets du souverain Léopold II au Congo et sa volonté de faire de la Belgique une puissance coloniale européenne représentent d'ailleurs un exemple typique de cette expansion. René Rémond, *Le XIX<sup>e</sup> siècle (1815-1914)*, T. 2 de *Introduction à l'histoire de notre temps*, Paris, Éditions du Seuil, 1974, p. 222-227.

menèrent souvent, à cette époque, à occuper un territoire simplement pour empêcher des rivaux de s'en assurer la possession.

L'impérialisme et l'expansion coloniale européenne présentaient donc une nouvelle physionomie dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. La compétition s'accroissait entre les anciennes puissances coloniales (Portugal, Espagne, Pays-Bas, Grande-Bretagne, France) et les États unifiés émergents (Allemagne et Italie), de nouveaux compétiteurs qui portaient le nombre des puissances coloniales à près d'une dizaine vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La période de 1890 à 1914 fut ainsi marquée par une forte rivalité entre les principaux États impliqués dans l'expansion européenne. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que l'Afrique était déjà largement colonisée, plusieurs puissances européennes convoitaient par exemple une zone d'influence en Chine. Les moyens engagés par chaque pays pour se tailler une place parmi les nombreux compétiteurs devenaient de plus en plus considérables, ce qui contribuait également à accélérer le mouvement d'expansion coloniale. Le développement industriel vint aussi, à partir des années 1880, stimuler la conquête coloniale par la demande de matières premières et la recherche de débouchés pour les industries nationales. C'est au cours de cette période que l'on peut situer l'apparition de l'impérialisme « au sens économique du terme »<sup>3</sup>. La fondation du royaume de Belgique au début des années 1830, son rapide essor économique, la volonté politique de Léopold I<sup>er</sup> et de son fils et successeur Léopold II de faire de la Belgique une puissance européenne, et enfin, l'accélération de l'expansion européenne suite au développement industriel, apparaissent ainsi comme des facteurs indissociables de l'analyse de la présence belge au Proche-Orient dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>3</sup> Cette expression utilisée par René Rémond traduit bien les principaux changements qui affectent la dynamique de l'expansion européenne à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : « [...] la multiplication des compétiteurs, la rarefaction des terres disponibles, la mobilisation passionnelle des opinions publiques, la pression croissante des facteurs économiques [qui] entraînent une rivalité accrue entre les puissances européennes qui pouvaient jusque-là, en ordre dispersé, poursuivre leur expansion sans se gêner. », René Rémond, *op. cit.*, p. 227.

### 2.2.1 La pénétration européenne

L'expansion européenne dans l'Empire ottoman ne semble toutefois pas avoir suivi exactement ce schéma, mais avoir plutôt pris la forme d'une pénétration économique et financière accrue au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette pénétration se différenciail du vaste mouvement de colonisation en ce sens qu'elle ne portait généralement pas atteinte directement à l'indépendance politique par la conquête ou la domination, mais qu'elle mettait plutôt de l'avant (notamment depuis la ratification par plusieurs États européens, à partir de 1839, de traités de libre-échange avec le gouvernement ottoman) des objectifs de nature commerciale et financière. La neutralisation des rivalités et ambitions antagonistes des différentes puissances européennes sur le territoire ottoman a sans doute même contribué en partie à maintenir l'intégrité de l'Empire au cours du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Bien que l'Empire ottoman n'ait pas vécu la colonisation européenne au XIX<sup>e</sup> siècle, il a néanmoins été confronté à d'autres formes insidieuses de pénétration financière, économique et culturelle découlant de l'expansion européenne. Sa dépendance politique envers les grandes puissances européennes fut aussi révélée de façon éclatante suite aux conquêtes successives, en 1831-1832, de la Palestine et de la Syrie par le gouverneur ottoman de l'Égypte, Mehmet Ali (cette expansion fut éventuellement refoulée grâce à l'aide militaire apportée par la Grande-Bretagne), de même qu'au cours de la Guerre de Crimée (durant laquelle l'État ottoman fut appuyé militairement par une coalition franco-britannique contre la Russie), dans les années 1850.

L'assistance technique et le soutien financier occidentaux vinrent également s'ajouter, au cours de cette période critique, à l'aide militaire fournie au gouvernement ottoman par les Européens. La tutelle financière dont l'État ottoman fit l'objet à partir de 1881 représente sans doute l'aspect le plus pernicieux de l'influence européenne dans l'Empire durant cette époque, alors que l'endettement de l'État ottoman atteignait son paroxysme dans le dernier quart du siècle. Après une succession d'emprunts<sup>4</sup> consentis par les Européens à partir des années 1850 (le premier dans le contexte de la guerre de Crimée en

---

<sup>4</sup> Entre 1855 et 1875, quatorze nouveaux emprunts furent souscrits, amenant à chaque fois l'État ottoman à faire un pas de plus vers la banqueroute. Voir Paul Dumont, « La période des *Tanzîmât* (1839-1878) », dans Robert Mantran, *op. cit.*, p. 486.

1854-1855), la désorganisation des finances impériales mena à la banqueroute financière<sup>5</sup> ottomane à la fin du règne du sultan Abdülaziz en 1876. Suite à une longue crise financière, politique, militaire et diplomatique entre 1875 et 1878 (dans le sillage de la guerre russo-turque de 1877-1878), le gouvernement ottoman se résigna en 1881 à accepter l'implantation d'une caisse de contrôle de la dette ottomane, gérée par des fonctionnaires européens, en promulguant le décret de Muharram. Cette ordonnance prévoyait la réduction et la consolidation de la dette ottomane et la création d'un organisme financier, l'Administration de la Dette Publique<sup>6</sup>, dont le rôle serait de percevoir, administrer et contrôler une partie des revenus de l'État. La création de cette institution représentait une grave perte de souveraineté pour l'État ottoman et ouvrait la voie à un déversement considérable de capitaux étrangers dans l'Empire.

L'Empire ottoman n'était pas le seul État à l'époque à vivre ce genre de crise financière et à se trouver en défaut de paiement<sup>7</sup>. L'Égypte, nominalement sous contrôle ottoman, se trouvait aussi à la fin du siècle dans une situation similaire. Ayant accumulé une importante dette extérieure, le khédive céda d'abord ses actions de Suez au gouvernement britannique (1875), puis fut ensuite contraint d'accepter l'établissement d'un condominium franco-britannique (1876) pour l'administration des finances publiques. L'insurrection nationaliste d'Ahmad Urabi Pacha fut ensuite le prétexte menant à l'occupation militaire par les Britanniques (1882) et à leur contrôle plus ferme, et quasi exclusif, des institutions

---

<sup>5</sup> L'État ottoman annonça son insolvabilité, ou son incapacité à payer les intérêts sur sa dette, en octobre 1875. Trois mois plus tard il se trouvait en défaut de paiement et devait procéder à une restructuration de la dette ottomane. V. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*, p. 34-39.

<sup>6</sup> L'Administration de la Dette publique tendait à se comporter au fil des ans comme « un État dans l'État » et contrôlait près de 30 % des revenus ottomans à la fin du règne d'Abdülhamid II en 1909. Elle gérât une importante partie des ressources de l'Empire : les recettes des douanes et des régies, de même que les impôts, étaient versés à cette caisse internationale dont le produit était ensuite réparti par des fonctionnaires internationaux. Elle assurait aussi la garantie et le placement d'emprunts ottomans en Europe, et servait de relais aux investissements industriels. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'État ottoman, dessaisi du contrôle de ses propres ressources, dut ainsi faire concession de la construction des ports et des chemins de fer de l'empire à des industriels et capitalistes britanniques, français ou allemands. François Georgeon, « Le dernier sursaut (1878-1908) », dans Robert Mantran, *op. cit.*, p. 537-539 ; René Rémond, *op. cit.*, p. 231.

<sup>7</sup> Entre 1872 et 1875, plusieurs pays d'Amérique latine (Honduras, Costa Rica, Saint Domingue, Paraguay, Bolivie, Guatemala, Uruguay, Pérou), le Liberia, ou encore l'Égypte, durent aussi procéder à un réaménagement des paiements sur leur dette. Il s'agissait d'une des premières répercussions de la grande dépression des années 1873 à 1896. Voir Şevket Pamuk, *The Ottoman Empire and European Capitalism, 1820-1913: Trade, Investment and Production*, Cambridge (Angleterre), Cambridge University Press, 1987, p. 61.



égyptiennes. La mainmise des officiers et fonctionnaires britanniques s'étendait par exemple à l'administration des finances, de la police, des communications, des douanes et des ports<sup>8</sup>. Cette forme de pénétration économique et financière, tant en Égypte qu'ailleurs dans l'Empire ottoman, comportait donc pour les Européens tous les avantages de la colonisation, sans les risques et les charges d'une conquête proprement militaire. C'est dans ce contexte que les Belges manifestèrent plus clairement leurs intérêts économiques et financiers au Proche-Orient.

### 2.2.2 L'expansion belge au XIX<sup>e</sup> siècle

Le point tournant de la pénétration européenne dans l'Empire ottoman – qui se fit en plusieurs étapes et fut marquée d'avancées et de reculs – a probablement été la banqueroute ottomane de 1875. La prise de contrôle financière de l'Empire au dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle mena d'ailleurs à une rivalité « inter-impérialiste » qui mit en compétition, jusqu'à la Première Guerre mondiale, près d'une dizaine de puissances coloniales. L'Empire ottoman était à cette époque l'une des régions du monde où les conditions de rivalité entre les trois grandes puissances (Grande-Bretagne, France et Allemagne) étaient les plus intenses. Cette concurrence était particulièrement observable par la partition de l'Empire en sphères d'influence pour la construction des chemins de fer qui impliquaient des capitaux respectivement allemands et français à partir de la fin des années 1880.

C'est au cours de cette période que le jeune royaume de Belgique<sup>9</sup> prit véritablement sa place dans le concert européen des puissances coloniales. La Belgique disposait à la fin du

---

<sup>8</sup> Sur l'administration des finances et le dirigisme économique imposé pour les paiements de la dette égyptienne, voir Samir Saul, *La France et l'Égypte de 1882 à 1914*.

<sup>9</sup> L'indépendance de la Belgique avait été ratifiée en 1831 à la conférence de Londres. Le premier souverain du royaume, Léopold, prince de Saxe-Cobourg, fut également élu roi des Belges par le Congrès en 1831. La Belgique avait auparavant été réunie aux Pays-Bas (sous l'autorité de Guillaume I<sup>er</sup>, roi de Hollande) depuis le Congrès de Vienne de 1815, et ce, malgré l'antagonisme entre protestants du Nord et catholiques du Sud qui avait marqué l'histoire des Pays-Bas depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. Cette union forcée avait été mal acceptée par les Wallons (habitant les provinces francophones de la Belgique), pour qui les Hollandais étaient un peuple étranger. Les Belges s'estimaient alors défavorisés par le système fiscal hollandais et exploités par les provinces agricoles du Nord. Si les Flamands – représentant près de la moitié de la population des provinces belges – avaient plus d'affinités avec les Hollandais, la bourgeoisie flamande, plutôt francophone, ne s'identifiait pour sa part nullement à eux. Barbara Emerson, *Léopold II : le royaume et l'empire*, Paris, Duculot, 1988 (1<sup>ère</sup> éd. anglaise, 1979), p. 9.

XIX<sup>e</sup> siècle d'une grande capacité de production industrielle<sup>10</sup> et d'un potentiel commercial tout à fait prometteur. La politique coloniale de Léopold I<sup>er</sup> remonte aux toutes premières années de la Belgique, alors que le royaume traversait des difficultés économiques, en partie en raison de l'impact de la révolution industrielle, mais surtout par la perte des marchés mondiaux (et de l'importante flotte marchande hollandaise) que lui procurait auparavant l'union avec les Pays-Bas<sup>11</sup>. L'économie belge traversa de 1830 à 1850 une période relativement terne, mais il semble que l'indépendance ait néanmoins incité les Belges entreprenants à faire leur marque personnelle dans le domaine des affaires. La Belgique, de plus en plus industrialisée, faisait alors face au défi économique de développer de nouveaux marchés pour vendre ses produits et de trouver de nouvelles sources de matières premières pour alimenter son industrie nationale. Elle affichait une grande capacité de production, grâce entre autres aux charbonnages de Wallonie (notamment les usines sidérurgiques Cockerill à Seraing, près de Liège) – et elle jouissait d'un bon potentiel de transport et de distribution, compte tenu de la présence sur son territoire de plusieurs voies navigables et d'un dense réseau de chemins de fer.

Le règne du premier roi des Belges fut ainsi jalonné, dès les années 1830, de multiples tentatives d'expansion et d'acquisitions de colonies, qui répondaient certainement à des motivations économiques, mais qui visaient sans doute aussi à accroître la puissance, la richesse et la gloire du souverain belge et de sa nation<sup>12</sup>. Léopold disposait d'ailleurs à cette époque d'une fortune considérable et tenta même d'acheter la Crète au sultan ottoman<sup>13</sup>. Il

---

<sup>10</sup> Avant même la fondation du royaume, la Belgique avait vécu sous le régime hollandais de Guillaume I<sup>er</sup> une période d'industrialisation rapide, qui était surtout basée sur l'exploitation des très riches mines de charbon et sur le développement de l'industrie sidérurgique. L'industrialisation se poursuivit activement ensuite sous les règnes de Léopold I<sup>er</sup> et de Léopold II. Voir Laurent Dechesne, *Histoire économique et sociale de la Belgique depuis les origines jusqu'en 1914*, Paris ; Liège, Librairie du Recueil Sirey ; J. Wykmans, 1932, p. 427-429 ; Barbara Emerson, *Léopold II*, p. 9.

<sup>11</sup> La Hollande représentait par surcroît le cas typique d'un petit pays devenu prospère par son expansion et ses colonies. Selon Barbara Emerson, les motivations expansionnistes de Léopold I<sup>er</sup> découlaient sans doute également du fait qu'il se méfiait de la bourgeoisie marchande belge – qui comptait alors une importante faction orangiste – qui se plaignait amèrement du nouveau régime qui avait porté atteinte à son commerce florissant. Barbara Emerson, *Léopold II*, p. 29.

<sup>12</sup> Martin Ewans, *European Atrocity, African Catastrophe*, p. 15 ; Barbara Emerson, *Léopold II*, p. 30.

<sup>13</sup> Les Belges exprimèrent à plusieurs reprises, à partir de 1837, leur volonté de s'établir en Crète ou à Chypre. Ils abandonnèrent cette ambition en 1878, suite à l'occupation de Chypre par la Grande-Bretagne. Par

eut aussi des prétentions pour l'Abyssinie, se tourna ensuite vers Cuba, puis le Texas, avant de convoiter différentes îles des Antilles et certaines parties de l'Amérique centrale (comme en témoigne l'essai désastreux d'établissement en 1845 de colons belges à Saint-Thomas de Guatemala), et de s'intéresser à la fin de sa vie à une tentative coloniale à Bornéo<sup>14</sup>. Dans un dessin probablement avant tout politique, Léopold tenta aussi (sans grand succès) de faire participer en 1855 des forces militaires belges aux côtés des troupes anglaises et françaises lors de la guerre de Crimée. En 1859, le roi tenta à nouveau de faire participer des troupes belges à une expédition contre la Chine préparée par les gouvernements britannique et français. On compte pour son règne plus d'une cinquantaine d'essais infructueux en Amérique du sud, en Afrique et ailleurs. À la fin de la vie de Léopold, son fils, le duc de Brabant (futur Léopold II), manifestait à son tour un grand intérêt et une profonde motivation pour l'expansion de la Belgique et la recherche de colonies. De 1858 à 1861, avant même de devenir roi, il plaidait énergiquement pour la mise en valeur des chemins de fer belges et le développement des installations portuaires d'Anvers (sur l'estuaire de l'Escaut) et d'Ostende (sur la mer du Nord), tout en mettant de l'avant l'idée d'associer la Belgique au mouvement colonial du XIX<sup>e</sup> siècle.

Après l'avènement de Léopold II en 1865, la Belgique entra dans une phase de prospérité coïncidant avec un extraordinaire essor industriel et économique dont le chimiste et industriel Ernest Solvay (1838-1922), le financier Édouard Empain (1862-1929), les charbonnages Coppée et l'industrie sidérurgique Cockerill, toujours à la pointe de l'innovation, furent les figures de proue. Dans les années 1850 et 1860, l'industrialisation de la France et de l'Allemagne fournissaient d'importants débouchés aux deux principales exportations belges : le fer et le charbon. Mais la Belgique, qui dépendait du commerce dans une plus grande mesure que ses voisins européens, subissait directement le contrecoup de toutes les crises internationales, telle que la récession de l'économie mondiale à partir de 1873, dont les banques belges furent les premières, en 1875-1876, à ressentir les effets<sup>15</sup>.

---

ailleurs, une offre d'achat belge (en 1876) pour quelques îles égéennes fut également déclinée par le ministère ottoman des Affaires étrangères. V. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*, p. 67.

<sup>14</sup> Barbara Emerson, *Léopold II*, p. 25, 30-31.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 129-130.

Le règne de Léopold II marqua l'apogée des visées expansionnistes belges. Le roi était persuadé que la richesse, la puissance et le statut d'une nation allaient de pair avec un empire colonial. Il rencontrait néanmoins une indifférence et un désintérêt presque complets de la part du gouvernement, du parlement et de la population belges face aux perspectives d'expansion<sup>16</sup>. Le désintérêt du peuple belge pour l'expansion de la puissance ou de l'influence belge ne détourna pas Léopold de ses projets outre-mer et il se lança néanmoins dans une politique d'expansion et de colonisation à laquelle il consacra une grande partie de son temps et de ses énergies<sup>17</sup>. Léopold craignait de voir les territoires coloniaux considérés à l'époque comme les plus prometteurs – et qui semblaient devenir de plus en plus rares dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle – occupés par des nations plus entreprenantes que la Belgique. L'acquisition de colonies représentait à ses yeux une nécessaire voie d'accroissement et d'agrandissement national. La Belgique était d'ailleurs en bonne position pour devenir une petite puissance européenne puisque Léopold II bénéficiait à la fois d'une grande richesse et d'un statut monarchique. Le souverain belge avait aussi des liens de parenté non seulement avec la reine Victoria, mais également avec la plupart des monarques européens. Enfin, comme la Belgique n'était pas une grande puissance en Europe, elle ne représentait pas une menace pour ses voisins avec qui elle entretenait de bonnes relations. Des motivations personnelles ou dynastiques – l'acquisition de richesses et d'un statut prestigieux pour le roi, la Belgique et pour la dynastie des Saxe-Cobourg au sein du concert des puissances européennes – se greffaient donc nécessairement à plusieurs considérations d'ordre économique ou politique. Les entreprises coloniales de Léopold ont sans doute eu plusieurs retombées positives pour la nation et la population belges. Les ressources des colonies servaient, entre autres, à enrichir et embellir la métropole (l'État colonisateur) en fournissant des emplois, des matériaux bruts et de nouveaux marchés pour la production

---

<sup>16</sup> Le parlement belge était apparemment opposé à fournir des subsides pour des aventures coloniales considérées comme sans intérêt, et il fallut plusieurs années à Léopold pour persuader les députés de discuter de la question. Martin Ewans, *op. cit.*, p. 15, 37-38.

<sup>17</sup> Le projet colonial qui lui importait le plus était certainement l'exploration et l'exploitation du Congo, auxquelles il a fourni une grande force d'impulsion. Léopold II assurait lui-même une grande partie du financement principal de l'AIA (Association internationale africaine ou Association internationale pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale), par laquelle des expéditions étaient lancées à partir de Zanzibar vers l'intérieur du Congo. En 1908, l'État indépendant du Congo, propriété personnelle du roi, fut légué par Léopold à la Belgique. Martin Ewans, *op. cit.*, p. 45.



industrielle belge. L'expansion belge générait des opportunités d'investissement profitables, et surtout, elle entraînait le transfert direct de revenus et de richesses extraites des colonies<sup>18</sup>.

Par ailleurs, il semble que Léopold ait été intéressé depuis au moins 1859, alors qu'il était duc de Brabant, aux potentialités du marché russe pour l'industrie et l'économie belge. Ses intérêts expansionnistes ne visaient pas uniquement l'obtention de concessions territoriales ; les considérations économiques et l'obtention de privilèges commerciaux ou industriels étaient également très importantes pour lui, dans le but principal de développer les échanges extérieurs de la Belgique. La firme Cockerill avait d'ailleurs réussi à cette époque à se tailler une place de choix dans la vente d'armements en Russie<sup>19</sup>. Après les années 1870, le seul débouché offert aux Belges en Russie prit toutefois la forme d'investissements directs. Après l'obtention par la Belgique de certaines concessions pour l'extraction du minerai de fer, Cockerill construisit notamment d'importantes usines sidérurgiques et créa une filiale russe, la South Russian Dnieper Metallurgical Company, qui passa quelques années plus tard à l'extraction du charbon. Une autre vague d'investissements belges à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, comprenant notamment la compagnie de tramways dirigée par l'homme d'affaires et industriel belge Édouard Empain, porta même les Belges au premier rang, devant les autres puissances, pour la valeur des capitaux placés en Russie<sup>20</sup>.

Quelques tentatives de pénétration économique belges furent aussi faites en Perse où fut créée, dès 1886, la Société anonyme des chemins de fer et tramways en Perse. Les hommes d'affaires belges se heurtèrent toutefois dans l'exploration de ce marché à de grosses difficultés : les Anglais et les Russes y étaient déjà très bien établis et voyaient d'un mauvais

---

<sup>18</sup> Martin Ewans, *op. cit.*, p. 17-18.

<sup>19</sup> Barbara Emerson écrit que Cockerill a d'ailleurs vendu aux Russes des armes qui furent utilisées contre les Français et les Anglais durant la guerre de Crimée (1854-1855). Dix ans plus tard, Cockerill possédait même aux environs de Saint-Petersbourg un petit chantier naval qui assemblait des canonnières pour la marine russe, à partir de pièces produites en Belgique. Ce marché fut toutefois victime de la politique protectionniste adoptée par la Russie après 1877. Voir Barbara Emerson, *Léopold II*, p. 215-216. Sur les intérêts français et belges en Russie, voir également René Girault, *Emprunts russes et investissements français en Russie, 1887-1914: recherches sur l'investissement international*, Paris, Librairie Armand Colin, 1973, 618 p.

<sup>20</sup> En 1900, le capital belge investi en Russie dépassait celui de tout autre pays étranger : 220 millions de roubles contre 210 millions pour la France, 197 pour l'Allemagne et 103 pour la Grande-Bretagne. Barbara Emerson, *Léopold II*, p. 216.

œil l'entrée en scène d'un nouveau concurrent. Bien que Léopold II ait veillé personnellement à l'installation d'un diplomate à Téhéran, la Perse ne demeura pour les Belges qu'un terrain d'opération marginal<sup>21</sup>.

Les historiens se sont également intéressés à la politique extérieure de la monarchie belge en Chine. Suite à l'expédition anglo-française de 1860, cet immense marché exerçait un attrait irrésistible sur les grandes puissances, alors que les Occidentaux tentaient d'ouvrir les ports chinois au commerce étranger et d'introduire le chemin de fer dans le Céleste Empire. Des discussions entre Léopold II et Li Hong-Tchang – le chef de la politique extérieure, qui contribua à établir en Chine les premières lignes de chemin de fer – aboutirent à la concession d'un tronçon de 1200 kilomètres à la Compagnie impériale de chemins de fer chinois qui avait été récemment créée en octobre 1896. La construction du chemin de fer entre Pékin et Han-K'ou, première ligne importante de l'Empire chinois, fut pour la Belgique une réussite extraordinaire et une réalisation marquant l'apogée de la politique chinoise du souverain belge, qui continuait à cette époque à consacrer une grande partie de son temps à différents projets en Chine<sup>22</sup>.

Malgré plusieurs autres essais infructueux d'investissements personnels du souverain Léopold II, les Belges réussirent tout de même au final à s'assurer la construction d'une des voies ferrées les plus importantes de Chine. Il convient d'ailleurs de noter que la Belgique était à cette époque la seule des petites puissances occidentales à s'aventurer dans cette ruée impérialiste sur le Céleste Empire. Après la « Révolte des Boxers<sup>23</sup> » de l'été 1900, la Belgique avait également reçu une importante indemnité qui avait mené à la création de la Banque sino-belge en 1902. Bien que Léopold II ait personnellement investi 120 000 francs dans cette banque, elle ne jouât apparemment pas un rôle déterminant dans les entreprises

---

<sup>21</sup> Barbara Emerson, *Léopold II*, p. 216.

<sup>22</sup> Sur les intérêts belges en Chine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, voir Ginette Kurgan-van Hentenryk, *Léopold II et les groupes financiers belges en Chine*, Bruxelles, Palais des Académies, 1972, 969 p. ; Barbara Emerson, *Léopold II*, p. 217-231.

<sup>23</sup> En 1900, des membres de la secte chinoise *Yihequan* (traduit en français par « Poings de justice et de concorde ») avaient attaqué les missions étrangères à Pékin et assiégé les légations, avant qu'un corps expéditionnaire international ne prenne T'ien-tsin et n'entre ensuite à Pékin. Suite à ces événements, le gouvernement chinois dut payer une très forte indemnité aux puissances européennes.

chinoises du souverain belge, qui poursuivit néanmoins des investissements personnels dans d'autres entreprises telles que la Compagnie générale de chemins de fer et de tramways en Chine<sup>24</sup>, créée par le groupe Empain. En plus des chemins de fer, le roi s'intéressait également en Chine à l'exploitation minière, comme en témoignent ses intérêts personnels dans la Compagnie internationale d'Orient (dirigée par le groupe belge d'Albert Thys, qui rencontra d'ailleurs un beau succès financier en Chine) et l'attention qu'il portait au progrès des charbonnages de Kaifeng (dans la province du Henan), qui étaient exploités conjointement avec les Anglais. Les activités de Léopold II en Chine semblent ainsi avoir eu un caractère avant tout commercial et financier. La politique belge en Chine peut sans doute même servir de modèle pour étudier et nuancer les questions de l'expansion belge ailleurs dans le monde (notamment au Proche-Orient et dans l'Empire ottoman), comme le montre l'analyse de Barbara Emerson.

En réalité, toute [la] politique chinoise [de Léopold II], comme d'ailleurs ses efforts d'expansion dans la vallée du Nil et ailleurs, était dominée par un impérialisme à sa manière visant à s'étendre et à s'implanter outre-mer, même au prix de sacrifices financiers. Bien entendu, si de surcroît ces entreprises produisaient un revenu, tant mieux. Dépassé par les Grandes Puissances dans la course aux possessions territoriales dont le Céleste Empire fut le théâtre à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il réussit, déployant toutes ses ressources financières et diplomatiques, à se faire octroyer la construction d'une des plus importantes lignes de chemin de fer : Pékin-Han-k'ou. Faute de concession territoriale, cette entreprise devait, dans son esprit, servir de tremplin à l'extension de l'influence belge en Chine<sup>25</sup>.

L'impérialisme léopoldien de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle semble ainsi s'être appuyé en Chine, comme dans d'autres régions du monde, avant tout sur des objectifs de pénétration commerciale ou financière. En fait, l'expansion belge paraît avoir été motivée pour une bonne part, depuis la naissance du royaume, par des intérêts commerciaux, qui visaient notamment à satisfaire la classe marchande et la bourgeoisie nationale suite à l'accession à l'indépendance. L'intérêt personnel des souverains et l'importance du prestige dynastique et national semblent également avoir contribué pour beaucoup aux tentatives d'expansion et à la volonté des deux premiers rois des Belges de joindre le mouvement

---

<sup>24</sup> Ginette Kurgan-van Hentenryk, *op. cit.*, p. 334-337.

<sup>25</sup> Barbara Emerson, *Léopold II*, p. 231.

colonial du XIX<sup>e</sup> siècle. Bien que les tentatives d'acquisition de territoires étrangers et de colonies (et même l'établissement de colons) se soient largement soldées par des échecs, il n'en demeure pas moins que plusieurs entreprises ou groupes industriels belges ont réussi à obtenir à l'extérieur du royaume (notamment en Russie et en Chine) de beaux succès commerciaux et industriels qui eurent un effet économique positif non négligeable et qui alimentèrent sans doute le désir des autorités belges de poursuivre l'expansion nationale. Les exemples évoqués dans cette section permettent donc de mettre en lumière l'importance particulière des facteurs économiques, industriels ou financiers dans l'analyse de l'expansion et de l'impérialisme belges.

### 2.2.3 Présence belge méconnue au Proche-Orient : la rencontre avec la société alépine

Les intérêts des Belges pour le Proche-Orient et l'Empire ottoman demeurent jusqu'à ce jour relativement peu étudiés. L'importance de l'expansion coloniale française et britannique au Proche-Orient et au Maghreb aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, de même que l'importance économique et politique de ces deux puissances européennes dans l'Empire ottoman, ont probablement contribué à éclipser la présence belge dans cette région qui se trouvait de plus en plus incorporée à l'économie mondiale. Tout comme les marchandises ou équipements belges qui étaient exportés sous le pavillon d'autres puissances disposant à l'époque de flottes maritimes plus développées, les capitaux et l'expertise belges étaient souvent employés dans des entreprises et des projets français, et cela a sans doute masqué en partie l'apport proprement belge dans l'expansion européenne au Proche-Orient.

Cette section présente en premier lieu une esquisse de l'étendue de la représentation diplomatique belge dans l'Empire ottoman à partir des années 1850, à l'époque de l'établissement du consulat d'Alep. En proposant d'abord un bref survol de l'intérêt démontré par les Belges pour le Proche-Orient, ce chapitre s'intéresse ensuite plus particulièrement à l'établissement de relations commerciales entre la Belgique et le Levant et au développement de liaisons maritimes qui auraient éventuellement pu pallier la dépendance des exportateurs belges envers les flottes maritimes marchandes des autres puissances européennes. Déjà à l'indépendance du royaume belge au début des années 1830 les



commerçants nationaux manifestaient de l'intérêt pour l'Empire ottoman et réclamaient qu'y soit établie une représentation diplomatique<sup>26</sup>. Le désir d'expansion belge au Proche-Orient semble avoir été principalement lié à des motifs d'ordre économique (notamment la nécessité d'assurer à l'industrie et au commerce nationaux des débouchés capables de remplacer le marché continental et colonial qu'avait procuré, avant l'indépendance belge, l'union aux Pays-Bas) et politique (pour hâter, par exemple, la reconnaissance du royaume par les autres puissances, et être mieux renseigné sur leur politique étrangère)<sup>27</sup>.

En Égypte, l'établissement et la reconnaissance officielle d'un consul belge – tant par la Sublime Porte que par le gouverneur ottoman Mehmet Ali Pacha – eut lieu dès septembre 1838, à Alexandrie<sup>28</sup>. Il semble que le consul de l'époque, Édouard Blondeel<sup>29</sup>, ait d'ailleurs joué un rôle important dans les tentatives d'expansion belge au Proche-Orient, notamment dans les manœuvres plutôt secrètes dont il fut chargé en 1838-1839 par Léopold I<sup>er</sup> pour l'achat éventuel de la Crète (dans un but principal de colonisation) et lors d'une mission spéciale en Abyssinie, deux ans plus tard. Alors qu'il était consul de Belgique au Caire, Blondeel reçut et accompagna en février 1855 le duc de Brabant (futur Léopold II) et son épouse Marie-Henriette lors de leur voyage de noces en Égypte. Ils furent ensuite reçus par le vice-roi, et Léopold fut enchanté de remonter le Nil par bateau, lui qui entretenait une fascination pour l'Égypte et pour les opportunités qu'elle pouvait offrir. Selon Barbara Emerson, Léopold avait perçu la possibilité d'une exploitation commerciale et coloniale de l'Égypte et il était alors bien décidé à faire profiter la Belgique de la moindre opportunité. Les relations commerciales avec l'Égypte se présentaient sous des conditions favorables et le jeune homme d'affaires de vingt ans qu'était alors le duc de Brabant avait même persuadé le vice-roi de participer à la création d'une compagnie de navigation à vapeur entre Alexandrie

---

<sup>26</sup> V. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*, p. 67-68.

<sup>27</sup> Fernand Justice, « Les premières relations entre la Belgique indépendante et l'Égypte, 1837-1838 », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 7, 4 (1928) : 1453-1466.

<sup>28</sup> Fernand Justice, *loc. cit.*, p. 1464.

<sup>29</sup> Édouard Blondeel (1809-1872) résida plusieurs années en Égypte. Il fut plus tard chargé d'affaires à Constantinople (1848), puis ministre résident dans la capitale ottomane (1853), et occupa également par la suite plusieurs autres postes diplomatiques. Fernand Justice, *loc. cit.*, p. 1458.

et Anvers<sup>30</sup>. Alors qu'il siégeait au Sénat au début des années 1850, le duc de Brabant avait d'ailleurs prononcé un plaidoyer pour l'établissement d'une liaison maritime régulière de navires à vapeur entre la Belgique et le Moyen-Orient. Le jeune prince dénonçait le fait que les fabricants belges ne se rendent sur ces marchés que par deuxième ou troisième main, en ayant recours aux expéditions des autres nations, plutôt que d'entrer directement en concurrence avec elles<sup>31</sup>. À d'autres moments, ses discours avaient aussi porté sur une meilleure utilisation des chemins de fer belges ou sur le développement des installations portuaires d'Anvers et d'Ostende.

La correspondance consulaire belge du fonds Poche présente un aperçu sommaire de l'extension de la représentation diplomatique belge<sup>32</sup> dans l'Empire ottoman à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle témoigne évidemment de la fondation à cette époque du consulat d'Alep. En janvier 1855, dans une lettre qu'il adressa au ministre de Belgique à Constantinople suite à sa nomination comme consul à Alep, Hillel de Picciotto prêta serment de contribuer de tout son pouvoir « à tout ce qui [pourrait] favoriser les intérêts de la

---

<sup>30</sup> Le duc de Brabant était au courant des projets coloniaux d'Édouard Blondeel au Proche-Orient. Le prince Léopold envisageait peut-être lui-même, avant son arrivée en Égypte, l'acquisition dans cette région d'une colonie pour la Belgique et ce voyage a pu confirmer l'intérêt d'y décrocher une concession territoriale. Léopold entama d'ailleurs des négociations avec le vice-roi dans l'espoir d'obtenir sous forme de concession la zone des lacs (dans le delta du Nil), qu'une entreprise belge aurait pu assécher. Il paraissait bien décidé à trouver une colonie pour la Belgique et aucune idée ne lui paraissait trop audacieuse. Le couple princier se rendit également au cours du même voyage à Jérusalem et en Syrie, où ils furent les hôtes du sultan ottoman. Barbara Emerson, *Léopold II*, p. 24-25.

<sup>31</sup> Ces pratiques avaient selon lui un effet néfaste sur le développement du commerce extérieur, puisque les produits belges, « le plus souvent confondus au milieu des cargaisons étrangères, avant de parvenir à leur destination, [perdaient] tout cachet de nationalité. » Il fit d'ailleurs entre 1858 et 1861 plusieurs allocutions au Sénat en faveur d'une expansion économique de la Belgique, cherchant ainsi à associer la Belgique au mouvement colonial du XIX<sup>e</sup> siècle. Barbara Emerson, *Léopold II*, p. 28.

<sup>32</sup> Les archives du consulat d'Alep donnent toutefois peu d'indices sur la présence d'une représentation consulaire belge au Proche-Orient avant cette date. Dès l'indépendance de la Belgique s'était manifesté le souci de développer un réseau de consuls pour favoriser l'expansion commerciale du nouvel État et procurer aide, protection et renseignements aux négociants belges. Au début des années 1830, une cinquantaine de postes consulaires (principalement en Europe) furent créés. En 1865, le nombre de postes consulaires belges s'élevait à 361, dont une quarantaine dans l'Empire ottoman et l'Afrique du Nord. La consultation des archives du Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles permettrait sans doute d'avoir un portrait plus détaillé de la représentation consulaire dans l'Empire ottoman à partir de la fondation du royaume de Belgique jusqu'à la Première Guerre mondiale. Voir Ginette Kurgan-van Hentenryk, « Belgian Consular Reports », *Business History*, 23, 3 (1981): 268-270.

navigation et du commerce belges »<sup>33</sup>. En fait, la mission du consul honoraire d'Alep consistait principalement à adresser au gouvernement du roi les renseignements commerciaux et politiques qui étaient susceptibles de l'intéresser. On s'attendait aussi du consul qu'il cherche à faire connaître à Alep les produits manufacturés et industriels belges, afin de favoriser le développement de relations commerciales entre la Syrie et la Belgique<sup>34</sup>. Dès ses premiers rapports, le consul Picciotto fit part à ses supérieurs des principaux obstacles au développement de relations commerciales viables entre la Belgique et le nord de la Syrie. Il insista notamment sur l'utilité et la nécessité d'établir des communications directes avec les « échelles syriennes » (les principaux ports de la côte méditerranéenne du Levant) sur lesquelles les négociants (syriens et belges) pourraient compter<sup>35</sup>.

Il semble à priori difficile d'évaluer l'influence politique réelle que pouvaient avoir les ministres, chargés d'affaires et consuls belges auprès des autorités ottomanes à Constantinople, ou même dans une capitale provinciale comme Alep. On peut toutefois supposer que certains facteurs plutôt favorables au gouvernement belge – tels que les parts belges dans la dette ottomane<sup>36</sup>, la neutralité politique de la Belgique en Europe, ou sinon, simplement son statut de puissance de second rang et la faible menace politique ou militaire qu'elle représentait alors, tant pour les autres puissances européennes que pour l'État ottoman – permettaient probablement aux diplomates belges de jouir d'une influence non négligeable auprès du gouvernement ottoman central<sup>37</sup>. Les agents diplomatiques de la Belgique, tant

---

<sup>33</sup> FP 2001, p. 1-2 [12 janvier 1855, N<sup>o</sup>. 1]. Un décret royal (de Léopold I<sup>er</sup>) daté du 22 septembre 1854 nommait Hillel de Picciotto (1809-1884) consul de Belgique à Alep. Il bénéficia vraisemblablement pour cette nomination de l'influence et de la médiation du consul belge de Beyrouth, Henry J. de Turck, auprès du ministre des Affaires étrangères à Bruxelles. Emilio Picciotto, *The Consular History of the Picciotto Family, 1784-1895*, s.l., s.é., 1998.

<sup>34</sup> FP 2001, p. 4 [19 janvier 1855, N<sup>o</sup>. 1]

<sup>35</sup> FP 2001, p. 7-8 [6 février 1855]. Cette question primordiale et essentielle des infrastructures et des moyens de transport en Syrie septentrionale revient d'ailleurs constamment, comme un leitmotiv, tout au long de la correspondance, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>36</sup> Pour une estimation de la part prise par des porteurs belges dans la dette publique ottomane, voir Jacques Thobie, « Intérêts belges et intérêts français », p. 67-78.

<sup>37</sup> Pour un aperçu des relations officielles établies par les Belges dans la capitale ottomane depuis les années 1830, voir Marc van den Reeck, *Belgium in the Ottoman Capital, From the Early Steps to "la Belle Epoque": The Centenary of "Le Palais de Belgique": 1900-2000*, Istanbul, Consulat général de Belgique, 2000, 50 p.

dans la capitale ottomane que dans les provinces, avaient par ailleurs un rôle important à jouer pour développer de nouveaux marchés et établir des relations commerciales dans l'Empire ottoman. Les intérêts commerciaux et industriels des Belges se portaient par exemple sur les nombreuses entreprises de construction de chemins de fer dans l'Empire – comme la ligne Damas-Hauran, qui avait été primitivement concédée à une compagnie belge – et sur la fourniture d'équipements, de machinerie et de matériel destiné au réseau ferroviaire ottoman<sup>38</sup>. De façon générale, les Belges comptaient bien tirer leur épingle du jeu dans la rivalité commerciale qui existait entre les nations industrialisées qui cherchaient alors, pour la plupart, à conquérir leur part du grand marché que représentait l'Empire ottoman.

En développant un réseau de diplomates et de consuls<sup>39</sup> sur le territoire ottoman, le gouvernement belge espérait sans doute ouvrir de nouveaux marchés à ses industriels et à ses commerçants nationaux, favoriser les investissements d'hommes d'affaires belges dans les entreprises ferroviaires européennes dans l'Empire (notamment en Syrie) ou encore, assister et soutenir dans leurs démarches les investisseurs ou industriels qui cherchaient à obtenir du gouvernement ottoman des « concessions » (équivalant plus ou moins à l'octroi d'un contrat à la suite d'un appel d'offres) pour la réalisation d'autres travaux publics (ports, routes, distribution d'eau ou d'électricité, etc.). L'obtention de ces concessions requérait toutefois des capitaux considérables, ce qui jouait probablement en défaveur des Belges comparativement, par exemple, à la puissance bancaire de la France. Les sources consulaires

---

<sup>38</sup> Noël Verney et George Dambmann, *Les puissances étrangères dans le Levant, en Syrie et en Palestine*, Paris ; Lyon, Guillaumin et Cie ; A. Rey et Cie, 1900, p. 58.

<sup>39</sup> Plusieurs éditions du Recueil consulaire belge des années 1860 (cette publication existait depuis 1855 et renfermait une sélection de rapports d'agents diplomatiques belges à l'étranger) mentionnent les noms des titulaires des postes consulaires dans l'Empire ottoman et l'Afrique du Nord (qui apparaissaient alors sous la rubrique « Turquie, Égypte, Barbarie, etc. ». Le recueil de l'année 1864 faisait notamment état sous cette rubrique des fonctions occupées par les représentants consulaires des villes suivantes : Aydin (agent consulaire) ; Alep (consul) ; Alexandrie (consul général) ; Andrinople (consul) ; Beyrouth (consul) ; Bucarest (consul général pour la Moldavie et la Valachie) ; Le Caire (vice-consul) ; Chio (consul) ; Constantinople (consul général) ; Damas (vice-consul) ; Damiette (vice-consul) ; Dardanelles (vice-consul) ; Galați (en Roumanie ; consul) ; Ibraïla (en Valachie, consul) ; Jaffa (vice-consul) ; Larnaka (à Chypre ; consul) ; Rodosto [auj. Tekirdağ] (en Thrace, vice-consul) ; Saint-Jean-d'Acre (agent consulaire) ; Salonique (consul) ; Saïda (vice-consul) ; Serès (en Macédoine, agent consulaire) ; Smyrne (consul général de la Turquie d'Asie) ; Suez (agent consulaire) ; Trébizonde (consul) ; Tripoli (de Barbarie [auj. en Lybie], consul) ; Tripoli (de Syrie ; vice-consul) ; Tunis (consul) ; Varna (en Bulgarie ; consul). Le recueil de 1867 fait aussi état d'un agent consulaire belge à Tanta (en Égypte). Voir *Recueil consulaire belge*, Tome X (Année 1864), Royaume de Belgique, Ministère des Affaires étrangères (Bruxelles), M. Tarlier Éditeur, p. XIV et *Recueil consulaire belge*, Tome XIII (Année 1867), Royaume de Belgique, Ministère des Affaires étrangères (Bruxelles), Imprimerie de Deltombe, p. 14.



belges d'Alep peuvent être utiles pour pallier au manque de littérature disponible sur les intérêts belges en Syrie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, car elles permettent tout de même d'identifier les principaux champs d'expertise économique et industrielle belges mis en valeur au Levant. La tentative de pénétration économique belge en Syrie passait d'abord par l'établissement de représentations consulaires, et à cet égard, les archives d'Alep témoignent d'une expansion progressive de la présence belge au Proche-Orient au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dès sa nomination comme consul à Alep, Hillel de Picciotto incita d'ailleurs le gouvernement belge à nommer – à l'instar de la plupart des puissances – un agent consulaire à l'échelle d'Alexandrette, le principal port d'Alep, et proposa même un candidat pour le poste<sup>40</sup>. Les documents du fonds Poche laissent toutefois croire qu'un vice-consulat belge ne fut établi à Alexandrette qu'en 1903, suite à la nomination et à l'entrée en fonction de Joseph Catoni<sup>41</sup>. Frédéric Poche semble avoir maintenu au début du XX<sup>e</sup> siècle des rapports réguliers avec le vice-consul Catoni, qui lui faisait notamment parvenir des statistiques sur l'activité du port d'Alexandrette, qui étaient nécessaires pour compléter le rapport commercial annuel du consulat d'Alep<sup>42</sup>.

La correspondance ne permet pas de retracer l'établissement de tous les consulats belges sur le territoire ottoman (ce qui nécessiterait une recherche aux archives du ministère des Affaires étrangères à Bruxelles), mais elle donne néanmoins un aperçu de l'étendue de la représentation diplomatique et de la hiérarchie des postes occupés dans l'Empire. À cet égard, la ville de Smyrne (auj. İzmir, en Anatolie, sur la côte de la Méditerranée) – devenue au XIX<sup>e</sup> siècle le port ottoman le plus important (après Constantinople) – était le point central

---

<sup>40</sup> Le consul proposa au ministre résident à Constantinople la candidature d'Emmanuel Ionas, un sujet sarde, au poste de vice-consul d'Alexandrette. FP 2001, p. 16-17 [8 septembre 1856, N<sup>o</sup>. 6] ; FP 2001, p. 17-18 [4 novembre 1856, N<sup>o</sup>. 7].

<sup>41</sup> FP 2006, p. 490 [6 juin 1903, N<sup>o</sup>. 28/6 C13] ; FP 2006, p. 497-498 [3 novembre 1903, N<sup>o</sup>. 53/10 C16]. Le gérant du consulat belge, Albert Poche, entreprit par la suite des démarches auprès du gouvernement local d'Alep pour faire inscrire parmi les protégés privilégiés du vice-consulat d'Alexandrette Messieurs Émile Makzoumé et Michel Bonja, et ce, à titre de drogmans. FP 2007, p. 104-105 [8 novembre 1904, N<sup>o</sup>. 47 C40] ; FP 2007, p. 113-114 [16 novembre 1905, N<sup>o</sup>. 83/2 B113].

<sup>42</sup> Le rapport de l'année 1905 devait être adressé à Jules Duckerts, le consul général à Smyrne, avant la fin du mois de mars 1906. FP 2007, p. 117 [27 janvier 1906, N<sup>o</sup>. 8/1 B2].

de la présence belge dans la partie asiatique de l'Empire, et le siège d'un consulat général<sup>43</sup> « dans la Turquie d'Asie » depuis au moins 1861. Une grande partie de la correspondance sortante du consul d'Alep était ainsi adressée à Smyrne, en réponse aux dépêches reçues du consulat général<sup>44</sup>. L'autre principal consulat évoqué dans les sources est celui de Beyrouth<sup>45</sup>, qui fut probablement établi au cours des années 1850. Ainsi, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la Belgique disposait déjà en Syrie d'un réseau de consulats honoraires (Beyrouth, Jaffa, Tripoli et Saint-Jean d'Acre). Les registres de correspondance du fonds Poche témoignent par ailleurs de la présence de plusieurs autres représentants consulaires (consuls, vice-consulats, ou agents consulaires et commerciaux) de la Belgique sur le territoire ottoman au cours de la période 1855-1914. Mis à part les consulats d'Alep, Smyrne et Beyrouth déjà évoqués, la documentation consultée fait également référence aux consulats belges de Larnaka de Chypre (1868), Chio (1869), Trébizonde (1865), ainsi que celui de Jérusalem (1909)<sup>46</sup>.

Les principaux vice-consulats recensés dans les mêmes registres témoignent d'une expansion encore plus vaste dans la région : on retrouve un poste de vice-consul de Belgique aux Dardanelles (1863), à Tripoli de Syrie (1863), à Samos puis à Konya (1903), Mersin

---

<sup>43</sup> Un arrêté royal du 1<sup>er</sup> septembre 1861 nommait Monsieur J.-B. d'Égremont, précédemment consul général de Belgique dans l'Inde anglaise, aux mêmes fonctions « dans l'Asie Mineure » (en résidence dans la ville de Smyrne). FP 2001, p. 52 [26 mai 1862, N<sup>o</sup>. 4]. J.-B. d'Égremont demeura apparemment consul général à Smyrne jusqu'à la fin de l'année 1868, alors qu'il fut appelé à un autre poste et remplacé par M. Frédérici. FP 2001, p. 85 [31 janvier 1869, N<sup>o</sup>. 1].

<sup>44</sup> Plusieurs lettres ou rapports du consulat d'Alep qui étaient destinées au ministère des Affaires étrangères à Bruxelles étaient aussi envoyés d'abord à Smyrne au consul général, probablement dans le but de partager plus efficacement certaines informations commerciales et de simplifier les communications diplomatiques. FP 2001, p. 48-49 [31 janvier 1862, N<sup>o</sup>. 2].

<sup>45</sup> Selon la correspondance consulaire, un consulat belge était établi à Beyrouth depuis au moins 1855, l'année d'entrée en fonction du consul Picciotto. La présence belge en Syrie et en Palestine par l'établissement de consulats honoraires (notamment à Beyrouth, Jaffa, Tripoli et Saint-Jean d'Acre) remontait vraisemblablement au début des années 1850. FP 2001, p. 112-113 [29 septembre 1871, N<sup>o</sup>. 7].

<sup>46</sup> Certains documents traitent également de la mise sur pied ou de l'établissement potentiel de nouvelles représentations consulaires dans la région, de l'évaluation des besoins et de l'appel de candidatures pour certains nouveaux postes, en plus de l'entrée en fonction de nouveaux consuls à des postes déjà existants. Le premier consul honoraire belge à Jérusalem fut le comte Pizzamano, nommé en 1851 sur proposition de la légation à Constantinople. Décédé en 1860, il ne fut remplacé qu'en 1908, alors que le gouvernement belge nomma comme consul honoraire le docteur Claude Mancini, un chirurgien italien. À cette époque, il y avait trois représentants consulaires de Belgique en Palestine : à Jaffa, à Haïfa et à Jérusalem. FP 2001, p. 85 [31 janvier 1869, N<sup>o</sup>. 1] ; FP 2001, p. 89 [22 juin 1869, N<sup>o</sup>. 7] ; FP 2002 [22 novembre 1865] ; FP 2008, p. 239-241 [28 juin 1909 N<sup>o</sup>. 55/14].

(1904), Samsun (sur la mer Noire dans la province de Trabzon, 1904), aux résidences de Candie (île de Crète) et Bagdad (1904), à Hodeïda (au Yémen, sur la mer Rouge, 1905) et enfin à Jaffa (1904) et Haïfa (1907) sur la côte méditerranéenne en Palestine<sup>47</sup>. Enfin, la correspondance de 1909 entre le consul Frédéric Poche et Auguste Halewyck, le consul général de Belgique à Smyrne, comporte des renseignements sur certains individus susceptibles d'occuper un poste de consul belge à Bassora. Le gouvernement belge était à cette époque à la recherche d'un individu respecté et distingué, qui serait en mesure d'assumer « avec décorum et zèle » une telle charge, et de transmettre les renseignements qui lui seraient sollicités. Le consul Poche avait alors fait des démarches auprès de certains de ses agents ou connaissances dans la région afin de trouver un candidat intéressant et convenable pour le poste<sup>48</sup>. Il est par ailleurs fort probable que les Belges aient été intéressés à établir une représentation diplomatique à Bassora simplement parce d'autres puissances européennes s'y installaient aussi, telles que l'Allemagne<sup>49</sup>, qui y nomma un consul à la fin de l'année 1909.

### 2.3 Intérêts économiques belges en Syrie septentrionale

L'expansion belge de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle dérivait de causes multiples, et les motifs politiques (tels que le prestige national ou la gloire personnelle des deux premiers souverains belges) eurent sans doute un impact significatif, tout comme les intérêts économiques et financiers de nombreux marchands et financiers nationaux, sur les diverses tentatives d'implantation des Belges à l'étranger. L'hypothèse avancée pour expliquer l'intérêt des Belges pour la Syrie n'est pas très éloignée des raisons expliquant la pénétration

<sup>47</sup> FP 2001, p. 57-58 [14 mai 1863, N° 7] ; FP 2001, p. 59 [3 septembre 1863, N° 9] ; FP 2007, p. 201 [18 décembre 1903, N° 65/12 C21?] ; FP 2007, p. 205 [9 janvier 1904, N° 10/9? C5] ; FP 2007, p. 247 [14 juin 1904, N° 34/10 C31] ; FP 2007, p. 250 [2 décembre 1904, N° 54/13 C47] ; FP 2007, p. 280-283 [18 mai 1905, N° 35/8 B41] ; FP 2007, p. 202 [7 janvier 1904, N° 1/1 C1] ; FP 2007, p. 241 [16 avril 1904, N° 21/6 C/16] ; FP 2007, p. 162-178 [28 octobre 1907, N° 65 bis/15]. Il est aussi question dans un document d'un comptoir belge à Athènes, qui devait sans doute avoir une fonction principalement commerciale. FP 2002 [5 décembre 1871].

<sup>48</sup> FP 2008, p. 270-271 [13 septembre 1909, N° 69/18] ; FP 2008, p. 290-291 [16 octobre 1909, N° 80/20] ; FP 2009, p. 6-8 [28 décembre 1909, N° 117/25]. Il s'agissait vraisemblablement d'un consulat honoraire, puisque la majorité du personnel consulaire belge était constitué à cette époque (et ce, au moins jusqu'à la Première Guerre mondiale) d'une grande majorité de consuls marchands et d'autres agents non-rétribués, le plus souvent de nationalité étrangère. Voir Ginette Kurgan-van Hentenryk, « Belgian Consular Reports », p. 268.

<sup>49</sup> FP 2009, p. 13-14 [10 janvier 1910, N° 1/1]



belge, à peu près à la même période, en Chine ou en Amérique latine. Cette expansion était elle aussi essentiellement axée sur la recherche de nouveaux marchés et sur l'établissement de nouvelles relations commerciales pour appuyer l'industrialisation et l'économie nationales. Les Belges se démarquaient d'ailleurs de plus en plus au cours des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle dans certains secteurs industriels et domaines de compétence, tant sur les marchés européens qu'ailleurs dans le monde. Cette section abordera notamment l'intérêt particulier des Belges pour certains secteurs économiques et techniques reliés par exemple aux services publics urbains, notamment la construction et la fourniture de matériel pour les chemins de fer et les installations portuaires, les transports urbains et les tramways, l'électricité et l'éclairage urbain, de même que l'adduction et la distribution d'eau.

### 2.3.1 Développement du transport maritime et pénétration de nouveaux marchés au Levant : de la Syrie à la Mésopotamie

La correspondance consulaire belge du fonds Poche met en évidence un intérêt soutenu du gouvernement belge pour le développement de relations commerciales avec la province d'Alep. Les lettres et rapports des consuls Picciotto et Poche insistent sur l'importance et la nécessité d'établir avec la Syrie des liaisons maritimes plus fréquentes, voire permanentes, pour atteindre ces objectifs commerciaux et favoriser sur la place d'Alep les produits offerts par les négociants et industriels belges. Peu de temps après sa nomination comme consul dans les années 1850, Hillel de Picciotto accueillit donc favorablement l'annonce d'un projet de loi du gouvernement belge visant à établir un service régulier de bateaux à vapeur entre la Belgique et le Levant.

C'était le seul moyen d'établir un échange de relations commerciales entre ces contrées et la Belgique, pays éminemment industriel, et dont les produits ne peuvent que gagnés à être connus, surtout dans ces pays de routine, qui, jusqu'à présent, ne connaissent que les manufactures de quelques pays d'Europe. Je ne manquerai pas, Excellence, de donner toute la publicité possible au projet en question et de concourir par mes faibles moyens au succès de cette bien heureuse entreprise<sup>50</sup>.

---

<sup>50</sup> FP 2001, p. 13-14 [7 janvier 1856, N<sup>o</sup>. 5] ; FP 2001, p. 14-15 [11 mars 1856, N<sup>o</sup>. 7]. Une dépêche du ministre des Affaires étrangères confirmait en avril 1859 l'établissement à Anvers d'un service de bateaux à vapeur vers le Levant. Une partie du travail du consul Picciotto consistait sans doute alors à faire de la publicité à Alep pour mieux faire connaître les produits belges et le consul affirma au ministre à Bruxelles, le baron de



Selon toute vraisemblance, une ligne directe entre la Belgique et la Syrie ne fut toutefois pas établie à cette époque. Cependant, un peu plus tard, au début du XX<sup>e</sup> siècle, la petite ville d'Alexandrette (port naturel d'Alep) était dorénavant reliée de façon régulière à plusieurs lignes de navigation à vapeur de compagnies maritimes européennes telles que le Lloyd autrichien, les Messageries maritimes de France, la Compagnie de navigation et de commerce Russe, la Deutsche Levante Linie, ou encore, la Prince Line, qui desservaient toutes régulièrement le port d'Alexandrette<sup>51</sup>. Une ligne néerlandaise s'était également récemment ajoutée : la Compagnie royale néerlandaise de navigation à vapeur, qui venait d'établir une ligne régulière partant d'Amsterdam, et qui via La Pallice (avant-port de La Rochelle, en France) et Alexandrie, se dirigeait vers Beyrouth, Alexandrette, Mersin, la côte syrienne et l'île de Chypre<sup>52</sup>.

La Deutsche Levante Linie était sans doute à cette époque une des compagnies maritimes les mieux implantées sur la côte syrienne, grâce à l'efficace système allemand qui regroupait les marchandises transportées par différentes compagnies de chemin de fer allemandes. Ces marchandises profitaient alors de taux avantageux, rendus possibles grâce aux économies réalisées par la suppression des intermédiaires<sup>53</sup>. Les Belges, eux, ne pouvaient compter sur une telle organisation pour l'expansion de leur commerce au Levant,

---

Vrière, qu'il s'était empressé de communiquer la nouvelle « au corps de commerce » d'Alep (soit probablement à la chambre de commerce locale, et sinon, à ses collègues de la classe marchande) : « [...] cette entreprise qui est de la plus haute importance pour le commerce belge qui va entrer par ce nouvel établissement dans une nouvelle et brillante phase, contribuera beaucoup à frayer une route aux relations commerciales entre ces contrées et la Belgique et sera de nature à ouvrir un grand débouché aux produits manufacturiers de ce Royaume. » FP 2001, p. 30-31 [31 mai 1859].

<sup>51</sup> Certains facteurs, tels que la compétition entre les différentes compagnies françaises, britanniques et italiennes, les améliorations apportées à la navigation, de même que la dépression économique, avaient contribué à faire baisser, durant les années 1870, le coût du fret vers Alexandrette. Charles Philip Issawi, *The Fertile Crescent*, p. 206.

<sup>52</sup> Les bateaux de cette compagnie, quittant Amsterdam, devaient ensuite toucher au port d'Anvers, et contribuer ainsi au développement des relations commerciales entre la Belgique et la Syrie, qui étaient en progression au début du XX<sup>e</sup> siècle. FP 2007, p. 439 [21 avril 1906, N<sup>o</sup>. 36/3 B29].

<sup>53</sup> L'union douanière (*Zollverein*) des États allemands, réalisée au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, avait d'abord consisté en une unification des tarifs de douane (réalisée par la Prusse dès 1818). En 1854, le *Zollverein* s'étendait sur toute l'Allemagne, excepté Lübeck et le Mecklembourg (dont l'adhésion se fit en 1868), Brême et Hambourg (adhésion en 1888). L'union douanière et économique de l'Allemagne (notamment par l'unification des chemins de fer) réalisée grâce au *Zollverein* transforma le pays en une grande puissance industrielle et contribua grandement à son unité politique.

comme l'indique une lettre adressée en 1913 par Joseph Poche (le fils de Frédéric) au consul général à Smyrne.

Il est regrettable que la Belgique ne possède pas une organisation pareille avec une Compagnie de bateaux qui, partant chaque 15 jours d'Anvers, débarqueraient les marchandises, sans transbordement, dans les ports de Tanger, Tunis, Alexandrie, Jaffa, Haïffa, Beyrouth, Tripoli, Alexandrette, Mersine, Rhodes et Smyrne. Ces bateaux revenant alors à Anvers par Le Pirée, Tunis, Alger, Barcelone, Lisbonne et Le Havre trouveraient toujours un chargement suffisant pour le voyage de retour<sup>54</sup>.

Les nouvelles infrastructures de transport en Syrie semblaient néanmoins faire miroiter au consul Poche et à ses interlocuteurs belges la possibilité de percer de nouveaux marchés. Témoinant d'abord d'un intérêt significatif pour la place d'Alep, la correspondance consulaire belge reflète aussi une volonté de s'implanter commercialement dans une région plus large, vers la Mésopotamie, voire même jusqu'en Inde.

L'établissement du consulat à Alep coïncide également avec une période de renouveau agricole, initiée en grande partie par le gouvernement ottoman, dans la province du nord de la Syrie, ainsi qu'en Mésopotamie. Les Belges s'intéressaient dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle – à l'instar des Anglais et des officiels ottomans en poste dans la région – à différents projets pour l'établissement de nouvelles voies de communication maritimes ou ferroviaires vers l'Euphrate. À cette époque, le gouvernement ottoman démontrait d'ailleurs un grand optimisme et de l'enthousiasme pour le développement agricole, la sédentarisation de tribus, ou encore l'installation, en Mésopotamie, d'immigrants et de réfugiés venus de Russie, du Caucase ou des Balkans. Le mouvement de reconquête agricole et administrative du territoire – initié en partie par Ibrahim Pacha (commandant militaire et fils du gouverneur ottoman de l'Égypte, Mehmet Ali) durant l'occupation égyptienne de la Syrie dans les années 1830 – se manifesta entre autres par l'établissement en 1854, à l'est d'Alep, vers l'Euphrate, de la nouvelle circonscription administrative ottomane du Zor<sup>55</sup> (assimilée en 1870 au sancak de Deir ez-Zor) et la promulgation d'un Code agraire (1858) encadrant la propriété privée des

<sup>54</sup> FP 2010, p. 49-50 [8 janvier 1914, N<sup>o</sup>. 1/1]

<sup>55</sup> Stefan Winter, « The Province of Raqqa under Ottoman Rule, 1535 -1800: A Preliminary Study », *Journal of Near Eastern Studies*, 68, 4 (2009): 253-268 ; Norman N. Lewis, *Nomads and Settlers*, p. 27-30.

terres. Les marchands et notables urbains alépins, investisseurs et spéculateurs, et le sultan lui-même, par l'établissement de larges domaines impériaux (au sud, à l'est et au nord-est d'Alep), acquirent durant cette période d'importantes étendues de terres agricoles<sup>56</sup>.

D'un point de vue économique et commercial, le renforcement de la sécurité dans la région, la stimulation de la production agricole, ainsi que le renouveau du commerce entre Alep et Bagdad, rendaient sans doute la région encore plus attrayante aux Européens, pour qui elle représentait un vaste marché et une zone d'investissements potentiels. Avant l'internationalisation du canal de Suez, les Britanniques cherchaient également à sécuriser une autre route vers les Indes, et ils s'intéressaient particulièrement à l'établissement de transports terrestres et fluviaux, de la Méditerranée orientale jusqu'à la Mésopotamie<sup>57</sup>.

La correspondance du consul Picciotto évoque par ailleurs le dynamisme et l'activité de Midhat Pacha, gouverneur de Bagdad (1869-1872), à une époque où le contrôle des autorités ottomanes sur la vallée de l'Euphrate se raffermissait, et où la circulation devenait plus sécuritaire entre Alep et Bagdad, par la piste de la rive droite du fleuve<sup>58</sup>. Le consul rapportait que « des études sérieuses » visant à améliorer la navigation sur l'Euphrate avaient par ailleurs été entreprises. En mai 1870, il annonçait avec enthousiasme au ministre des Affaires étrangères à Bruxelles qu'une expédition maritime composée de trois bateaux à vapeur, accompagnée du *mutassarraf* (gouverneur d'un district administratif ottoman) de Bagdad et de deux ingénieurs, avait complété sans encombre le parcours entre Bassora et Balis Meskene (Maskanah, à l'est d'Alep, sur l'Euphrate), localité située à une distance de 18

---

<sup>56</sup> Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 867 ; Norman N. Lewis, *Nomads and Settlers*, p. 49-57.

<sup>57</sup> Les premiers essais de navigation à vapeur sur l'Euphrate avaient été effectués par le colonel Francis R. Chesney, dans les années 1830. Le colonel Chesney avait également présenté en 1837 un projet de chemin de fer reliant la Méditerranée au golfe Persique par le Tigre ou l'Euphrate. Edward Mead Earle, *Turkey, the Great Powers, and the Bagdad Railway: A Study in Imperialism*, New York, Macmillan, 1923, p. 176 ; Noël Verney et George Dambmann, *Les puissances étrangères dans le Levant*, p. 293-294.

<sup>58</sup> Jean-Claude David, « Dynamiques citadines et production de l'espace en Syrie : le cas d'Alep », *Bulletin d'Études Orientales*, LII (2000): 288-289.

heures d'Alep<sup>59</sup>. En août 1870, des ingénieurs anglais étaient arrivés à Alexandrette pour l'exploration d'un éventuel projet de chemin de fer entre cette échelle et Balis Maskanah<sup>60</sup>. Selon le consul Picciotto, cette voie de communication pourrait sans doute favoriser le commerce entre Alep et Bagdad, et même redonner son ancienne splendeur à cette province en la reliant à la Méditerranée.

Les deux hommes distingués qui sont actuellement Gouverneur des provinces d'Alep et de Bagdad [soit sans doute Midhat Pacha à Bagdad, et possiblement Kâmil Pacha à Alep] sont une garantie sérieuse pour la réalisation de cette nouvelle route des Indes. Huit bateaux sont déjà à Bagdad et une partie de la route d'Alexandrette par Alep à l'Euphrate est déjà en cours d'exécution. [...] Décidément la Turquie entre dans une voie de progrès, de tous les côtés de ce grand Empire on s'occupe activement d'améliorations et d'établissements de voies de communications. On nous informe que dans la partie d'Asie aussi on va mettre la main à l'œuvre pour la construction de routes de chemin de fer et d'améliorations de la navigation fluviale<sup>61</sup>.

Les études et essais de navigation fluviale réalisés à l'époque où Midhat Pacha était gouverneur de Bagdad semblent pourtant être plus ou moins tombés dans l'oubli par la suite, jusqu'aux alentours de 1890, alors que Frédéric Poche indiquait dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères que l'Administration des domaines impériaux avait commandé de nouvelles études « en vue de rendre l'Euphrate navigable dans toutes les saisons ». L'intention du sultan avec cette entreprise était apparemment d'établir un service régulier qui rendrait à Alep une partie du commerce de Bagdad (détourné à l'époque par le canal de Suez) et qui serait le précurseur d'une grande voie ferrée (qui était toujours à l'étude) devant joindre la Méditerranée au golfe Persique. Ce projet aurait alors permis, selon le consul Poche, l'écoulement de la récolte des grains provenant des domaines

---

<sup>59</sup> En juin 1870, le consul transmet la description de la charge d'un vapeur qui avait complété en treize jours un voyage de Bagdad à Balis. FP 2001, p. 96 [22 juin 1870, N° 6].

<sup>60</sup> FP 2001, p. 103 [22 août 1870, N° 10]. Le consul Picciotto écrivait d'ailleurs en mai 1870 que le gouvernement avait confié à un Belge, un dénommé M. Wery, l'exécution des travaux du chemin de fer entre Balis et Alep (et son prolongement jusqu'à la Méditerranée), qui deviendrait ainsi la voie la plus courte de l'Europe pour les Indes. FP 2002, [2 mai 1870, N° 4].

<sup>61</sup> Le consul Picciotto indiquait dans cette lettre adressée au ministre des Affaires étrangères qu'un service de bateaux à vapeur était à cette époque déjà établi depuis longtemps entre Bagdad à Bassora (puis se dirigeait vers le golfe Persique, et ensuite jusqu'en Inde) et que l'on s'occupait alors d'étendre ce service vers le nord jusqu'à Mossoul. Plusieurs bateaux avaient d'ailleurs déjà fait ce voyage et il restait apparemment peu à faire pour qu'un service régulier soit établi de Mossoul jusqu'à Bassora. FP 2002, [2 mai 1870, N° 4].



impériaux qui, « dans les années d'abondance [chômaient] et se [détruisaient] dans les magasins, faute de moyens de transport économiques »<sup>62</sup>.

De tels plans en vue de la modernisation des transports pouvaient également offrir, selon le consul Poche, de belles opportunités économiques aux constructeurs et industriels belges qui seraient éventuellement intéressés à présenter leurs soumissions à Constantinople (à l'Administration des domaines impériaux), tant pour la fourniture du matériel flottant que du matériel fixe et roulant nécessaires pour le tronçon de chemin de fer à l'étude<sup>63</sup>. Ces projets ne s'étaient toutefois toujours pas concrétisés au début du XX<sup>e</sup> siècle, puisque le gouvernement ottoman n'avait pas adhéré aux diverses demandes de concession avancées. En 1903, Albert Poche continuait néanmoins à plaider la pertinence de la navigation sur l'Euphrate, qu'il percevait comme une entreprise viable. Selon lui, un bateau dragueur aurait alors rendu possible, à peu de frais, la navigation durant toute l'année (sans interruption) entre Maskanah et Bagdad. Cette entreprise, jumelée à un chemin de fer reliant Maskanah à Alexandrette (via Alep), aurait alors donné lieu, à son avis, à une véritable renaissance économique de la province d'Alep<sup>64</sup>. Toutefois, à la fin de l'année 1907, les travaux de construction d'un chemin de fer d'Alexandrette à Maskanah (via Alep) ou la mise en place d'un service de bateaux à vapeur sur l'Euphrate – des concessions octroyées depuis une vingtaine d'années par le sultan à sa Liste Civile – n'avaient toujours pas été réalisés<sup>65</sup>.

La navigation à vapeur demeurait somme toute peu répandue en Mésopotamie au début du XX<sup>e</sup> siècle. Une partie du transport des marchandises se faisait à l'aide de *keleks*

<sup>62</sup> Le coût des travaux nécessaires (le déblaiement des restes d'anciennes écluses, l'endiguement des gués, l'établissement de dragues pour le curage de bancs de sable) était alors estimé à 500 000 francs, sans compter le matériel flottant. Cette somme serait éventuellement prélevée des domaines impériaux des provinces d'Alep, de Mossoul et de Bagdad. FP 2003, p. 168 [20 mars 1890, N<sup>o</sup>. 23].

<sup>63</sup> L'éventuelle construction d'un tronçon jusqu'à Alexandrette permettrait même selon Frédéric Poche d'envisager l'exploitation des mines houillères de la province, encore inexplorées. FP 2003, p. 169 [20 mars 1890, N<sup>o</sup>. 23].

<sup>64</sup> Les avantages qui naîtraient de cette voie de communication étaient de l'avis d'Albert Poche « inappréciables » et le gérant démontrait dans un rapport de l'année 1902 un grand enthousiasme face à ces projets : « La prospérité de cette province reflourirait alors, les transactions commerciales reprendraient leur ancienne importance, et l'agriculture, source de si grande richesse pour cette province, entrerait dans la voie du progrès, en doublant et triplant même son activité. », FP 2006, p. 397 [21 mars 1903].

<sup>65</sup> FP 2007, p. 186 [30 novembre 1907, N<sup>o</sup>. 72/17]

(l'équivalent de mahonnes, ou de grandes chaloupes de 6,75 m par 3,75 m) qui descendaient le Tigre (de Diyarbakır, au sud-est de l'Anatolie, jusqu'à Mossoul, au nord de l'Irak) ou l'Euphrate (depuis Maskanah ou Birecik, à l'est d'Alep, jusqu'à Fallujah, à l'ouest de Bagdad) et qui étaient démontées et vendues, à leur point d'arrivée, au dixième de leur coût<sup>66</sup>. Au consul général de Smyrne, qui l'interrogeait alors apparemment sur les possibilités commerciales offertes par le développement du commerce et de la navigation maritime dans la région, Frédéric Poche écrivit d'ailleurs que « des canots automobiles à carène plate mus par des pédales », ou même « des canots à moteur à essence » avaient peu de chances, pour le moment, de percer le marché de la Syrie ou de la Mésopotamie.

Des entretiens que j'ai eu avec les bateliers entrepreneurs qui font les voyages de Meskéné à Falloudjé, point terminus de la navigation actuelle sur l'Euphrate, il résulte qu'il n'y aurait chance de vente de ces bateaux qu'après les avoir expérimentés & reconnus donnant plus de profits que les mahonnes fabriquées dans le pays, surtout si on peut s'assurer qu'ils peuvent remonter le fleuve<sup>67</sup>.

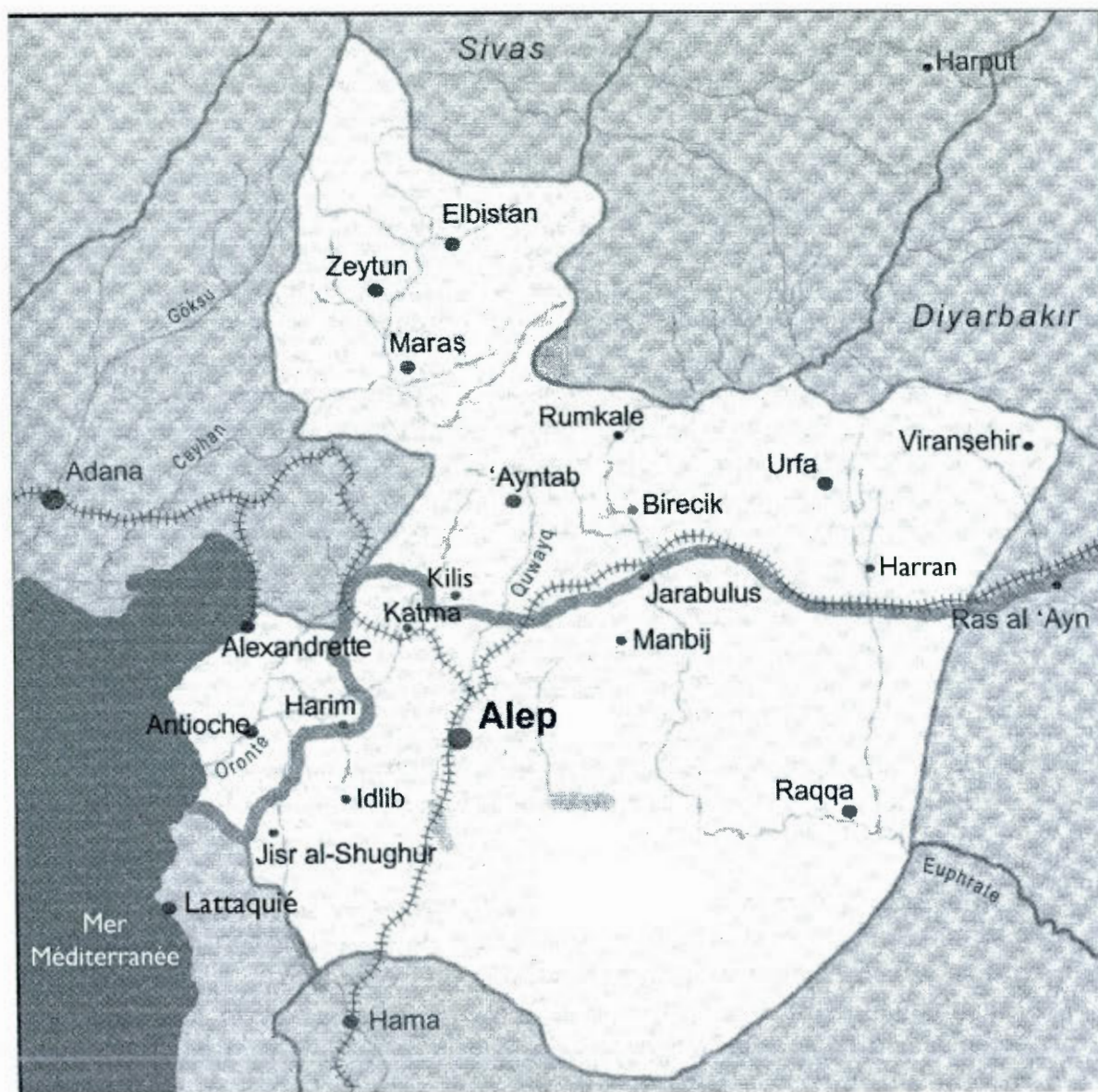
Selon le consul, le nombre de passagers sur l'Euphrate demeurait à cette époque très restreint, mais il était appelé à décupler – tout comme la quantité de marchandises transportées – le jour où l'on pourrait remonter le fleuve. Il indiquait néanmoins que, pour le moment, « l'établissement d'un service de chalands [des bateaux à fond plat servant au transport des marchandises] amarrés à des remorqueurs » lui paraissait être une entreprise avantageuse<sup>68</sup>. La navigation à vapeur sur l'Euphrate demeurait donc au début du XX<sup>e</sup> siècle encore peu importante comparativement au développement du transport maritime et des installations portuaires sur la côte méditerranéenne, où d'importants progrès avaient été réalisés depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, grâce à l'expansion de l'offre de services et de liaisons maritimes avec l'Europe.

---

<sup>66</sup> Charles Philip Issawi, *The Fertile Crescent*, p. 215.

<sup>67</sup> FP 2007, p. 181-182 [30 novembre 1907, N<sup>o</sup>. 72/17]

<sup>68</sup> FP 2007, p. 183-184 [30 novembre 1907, N<sup>o</sup>. 72/17]. Le consul écrivait en 1913 à son homologue de Smyrne qu'il n'y avait toujours pas de bateaux à vapeur sur l'Euphrate. Des mahonnes permettaient alors de descendre le courant du fleuve, mais ne le remontaient pas. L'embarquement se faisait depuis Jarabulus (au nord-est d'Alep), ou plus au sud, à Maskanah (à l'est d'Alep). Les mahonnes descendaient alors l'Euphrate jusqu'à Fallujah (à l'ouest de Bagdad), où l'on pouvait ensuite se procurer une voiture qui faisait (en une journée) le voyage jusqu'à Bagdad. FP 2009, p. 288-289 [9 avril 1913, N<sup>o</sup>. 20/5].



2.1 La province ottomane d'Alep aux environs de 1908-1918

Carte extraite (et modifiée) de Keith David Watenpaugh, *Being Modern in the Middle East: Revolution, Nationalism, Colonialism, and the Arab Middle Class*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 2006.



### 2.3.2 La route vers Alexandrette, port naturel d'Alep

Pour les consuls Picciotto et Poche, le développement économique durable d'une région agricole comme la Syrie du Nord était inextricablement lié à la réalisation de nouvelles voies de transport vers la côte méditerranéenne, et principalement vers Alexandrette, le port naturel d'Alep. Ils s'intéressaient aux nombreux aléas des travaux d'infrastructures de transport, et notamment à la construction de routes entre Alep et d'autres localités des environs. Le consul Picciotto considérait que l'amélioration de la route vers Alexandrette aurait pu donner un grand élan au commerce d'Alep, mais il était cependant forcé d'admettre que les travaux n'avançaient que très lentement et que le projet n'aurait probablement pas d'impact économique significatif à court terme<sup>69</sup>. Au début des années 1870, la construction de cette route, qui progressait très lentement, paraissait être à ses yeux beaucoup plus un fardeau pour la population locale appauvrie, qu'une bonne nouvelle pour l'économie locale.

[...] Il leur faudra des années avant que cette entreprise soit terminée d'autant plus que ces travaux doivent être exécutés par des habitants qui se trouvent dans une misère et dans un état pitoyable à cause de la cherté des vivres qui règne actuellement dans ces contrées<sup>70</sup>.

Deux autres rapports rédigés par Frédéric Poche dans les années 1880 indiquent par ailleurs qu'un incendie détruisit (en 1887) un pont en bois enjambant l'Afrin<sup>71</sup> sur la route entre Alexandrette et Alep, puis que, deux ans plus tard, les travaux de cette route carrossable paraissaient même avoir été abandonnés, au grand dam d'une population qui avait fourni des

<sup>69</sup> FP 2002 [26 novembre 1869, N° 2]. Le consul Picciotto informait le ministre des Affaires étrangères de l'avancement des travaux de la route carrossable jusqu'à Alexandrette, qui étaient apparemment « arrivés à mi-chemin ». Ces travaux étaient dirigés et surveillés par des agents du gouvernement local et exécutés, selon les dires du consul, par la population locale : « [...] des indigènes qui depuis l'âge de 15 ans jusqu'à 50 sont obligés de travailler, ou de se faire remplacer, 4 journées à la dite route. » Selon un rapport du consulat français d'Alep de février 1868 cité par Charles Issawi, l'insuffisance des ouvriers (qui étaient 200 plutôt que les 800 ou 900 prévus au départ), le détournement de fonds destinés au projet, ainsi que la mauvaise volonté du gouvernement ottoman (qui refusait l'octroi du projet à un spéculateur français qui était alors associé à des capitalistes de Marseille), semblent avoir été certains des principaux facteurs qui contribuaient alors à empêcher la construction de la route. Charles Issawi, *The Fertile Crescent*, p. 232.

<sup>70</sup> FP 2002 [11 janvier 1871, N° 1]

<sup>71</sup> L'Afrin est une petite rivière du nord-ouest de la Syrie qui coule du nord du pays vers le sud-ouest et l'ouest. FP 2003, p. 77-80 [26 août 1887, N° 11] ; FP 2003, p. 245-248 [ ? août 1889, N° 3].



prestations (par des services et des contributions en argent) durant plusieurs années. En février 1895, le consul Poche affirmait que la construction de cette route (d'une longueur totale de près de 116 km), réalisée depuis le début grâce aux prestations de la population, n'était toujours pas complétée,

[...] l'empierrement, les ponts nécessaires et l'entretien lui faisant défaut ; aussi cette voie, qui coûte à la population autant & plus que ce que n'aurait coûté une voie ferrée, n'est exploitée que par une quinzaine de chariots appartenant à des particuliers & quelques voitures détraquées, traînées par des chevaux fourbus qui pendant la belle saison mettent trois jours pour conduire les voyageurs d'un bout à l'autre de cette route, faisant payer tractativement [*sic*] de quatre-vingt à cent vingt francs la voiture à quatre places.<sup>72</sup>

La situation décrite dans ce rapport semble donc contraster largement avec la célérité de travaux de construction entrepris ailleurs en Syrie au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et notamment la mise en service de la route entre Beyrouth et Damas, une entreprise qui était menée par des intérêts français, et qui devint assez rapidement rentable<sup>73</sup>. Dans le nord de la Syrie, les communications furent sans doute rendues plus faciles et plus rapides suite à l'achèvement des travaux (vers 1904) de la chaussée entre Kilis et 'Ayntab, qui permettait alors à cette ville d'être reliée à Alep et Alexandrette, « par une route carrossable »<sup>74</sup>. La route n'était toutefois pas réputée être de très bonne qualité, et il semble qu'elle ne convenait pas à tous les types de véhicules<sup>75</sup>.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'état des autres routes de la région autour d'Alep à cette époque, Frédéric Poche mentionne, dans une lettre adressée en 1907 au consul général à Smyrne, que vers la Mésopotamie, la route entre Alep et Bagdad se résume à « un chemin plus ou moins accidenté, pierreux, rocailleux, battu par les caravanes », qui devient boueux

<sup>72</sup> FP 2005 [ ? Février 1895, N°. 24]

<sup>73</sup> Leila Tarazi Fawaz, *Merchants and Migrants*, p. 68 ; Jens Hanssen, *Fin de Siècle Beirut*, p. 39.

<sup>74</sup> FP 2007, p. 237 [18 mars 1904]

<sup>75</sup> Un auto-omnibus que des particuliers (associés à la maison Mac Andrews & Forbes d'Alep) avaient fait venir dans la région pour quelques essais sur la route entre Alexandrette et Alep n'avait pu être utilisé, vu l'état impraticable de la route entre les deux villes. Un second, devant faire les voyages entre Alep, Kilis et 'Ayntab fonctionna, non sans difficulté, entre Kilis et 'Ayntab, alors que la route entre Alep et Kilis demeurait impraticable. FP 2009, p. 22-23 [25 janvier 1910, N°. 11/2].

durant la saison pluvieuse<sup>76</sup>. Selon ce même rapport consulaire de novembre 1907, la seule innovation notable qui avait été apportée au transport vers la Mésopotamie était la réduction de la durée du trajet entre Bagdad et Alep par la création récente d'un service de voitures<sup>77</sup>, établi par les dénommés Mahmoud Effendi Chahbendar, Abd-el-Djabbar Effendi et Saïd Effendi de Bagdad, qui disposaient en outre d'un service de voitures entre Bagdad et Karbala. Par ailleurs, selon Frédéric Poche, l'établissement d'un service fluvial de « canots automobiles » (sans doute de petits bateaux à moteur) sur l'Euphrate était une proposition à prendre en considération, surtout si cette entreprise venait qu'à être complétée par un service d'automobiles qui, partant d'Alexandrette, passeraient par Alep, et amèneraient les voyageurs à Maskanah pour s'embarquer.

La correspondance consulaire de cette époque traduit donc l'intérêt du gouvernement belge pour le développement de nouveaux moyens de transport dans la région d'Alep et sur l'Euphrate. L'augmentation du trafic maritime et routier vers la Mésopotamie, l'Iraq et le golfe Persique représentait sans doute aux yeux des Belges des occasions d'affaires et l'ouverture potentielle d'un nouveau marché pour la fourniture de matériel produit par les industries belges de la machinerie et de la carrosserie. En avril 1912, Frédéric Poche répondit notamment à un questionnaire adressé par le consulat belge de Smyrne qui portait plus spécifiquement sur le commerce de la carrosserie à Alep. Cet exercice visait à donner un aperçu de la situation de cette industrie, de l'extension probable de ce marché, et le cas échéant, des moyens à prendre pour favoriser des commandes à l'industrie de la carrosserie belge. Mais puisqu'à cette époque seulement deux petits ateliers à Alep faisaient venir des voitures de Beyrouth et qu'ils en complétaient eux-mêmes la finition, il était peu probable de voir ce marché se développer avant la mise en activité du chemin de fer de Bagdad<sup>78</sup>.

---

<sup>76</sup> Aucune amélioration n'avait apparemment été portée à cette route depuis des siècles et le chemin devenait des plus mauvais dans les vallons rocheux entre Nouaïhié et Djubba (peut-être Jubba Dagħ, au nord de Bagdad, en Iraq). FP 2007, p. 184 [30 novembre 1907, N°. 72/17].

<sup>77</sup> Ce service disposait à l'inauguration de sept voitures (*yaylı*) à quatre places, deux landaus et neuf chariots pour le transport des bagages. Plusieurs relais étaient établis sur ce parcours, mais ceux situés entre Alep et Deir ez-Zor avaient apparemment été abolis (hormis celui d'Abu-Hurayrah), parce que les soldats de garde dans ces stations s'emparaient semble-t-il de l'orge et de la paille pour nourrir leurs chevaux, « laissant ceux de la compagnie affamés ». FP 2007, p. 184-186 [30 novembre 1907, N°. 72/17].

<sup>78</sup> FP 2009, p. 225-228 [10 avril 1912, N°. 28/6]

### 2.3.3 Projets de chemin de fer vers la Mésopotamie

L'idée d'un chemin de fer entre la côte méditerranéenne et l'Euphrate<sup>79</sup> était évoquée par les Européens au moins depuis les années 1870, et semblait se présenter à court terme comme une alternative de transport plus viable que la construction de routes ou que l'établissement de services de navigation en Mésopotamie<sup>80</sup>. Même au début du XX<sup>e</sup> siècle, les auteurs Noël Verney et George Dambmann, dans leur ouvrage consacré aux intérêts des puissances européennes dans la région, se faisaient les chantres d'une renaissance agricole qui aurait été rendue possible, selon eux, par la construction d'un chemin de fer dans la région.

Nous reconnaissons volontiers que l'établissement de la voie ferrée développerait considérablement la production de ces contrées, si fertiles dans l'Antiquité, et que les facilités nouvelles de transport permettraient à l'administration de recueillir des dîmes plus élevées ; le blé se cultive en effet de moins en moins en Mésopotamie à cause de la difficulté de l'exporter.<sup>81</sup>

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le projet d'une voie ferrée vers la Mésopotamie semblait susciter tant l'intérêt des Belges que des marchands d'Alep, qui se sentaient interpellés par le sort réservé à leur ville dans les rivalités entourant la concession du chemin de fer de Bagdad. Une assemblée des principaux négociants, agriculteurs et industriels d'Alep, réunis le 15 décembre 1908 à la salle du club « Union et Progrès » d'Alep, s'était notamment prononcée en faveur d'un tracé assurant à la ville une liaison avec le port d'Alexandrette<sup>82</sup>. Les

<sup>79</sup> Au début des années 1870, le projet d'un chemin de fer d'Alexandrette au Golfe Persique était étudié par une compagnie anglaise et suscitait de grands espoirs d'un renouveau économique et commercial dans la région d'Alep. FP 2002 [31 janvier 1872, N<sup>o</sup> 2].

<sup>80</sup> Dans un rapport adressé au ministre des Affaires étrangères à Bruxelles en 1871, le consul Picciotto mentionnait qu'un ingénieur anglais explorait alors le tracé d'un chemin de fer entre Alexandrette et Balis-Meskéné, sur l'Euphrate pour le compte d'une compagnie anglaise : « Il n'attend que le Firman de concession de la Sublime Porte pour mettre la main à l'œuvre. Dieu fasse que ce projet se réalise pour la prospérité de ces pays qui sont en une grande décadence. », FP 2002 [11 janvier 1871, N<sup>o</sup> 1].

<sup>81</sup> Noël Verney et George Dambmann, *Les puissances étrangères dans le Levant*, p. 302-303.

<sup>82</sup> La jonction à Alep qui avait été proposée dans le tracé du chemin de fer Constantinople-Bagdad écartait alors Alexandrette, le port naturel de la région, au profit de Mersin (port méditerranéen en Anatolie, à l'ouest de la Cilicie). Les participants à la réunion étaient d'avis que ce choix nuirait au développement du trafic de la ville et la province d'Alep. Les ports de Mersin et de Beyrouth ne pouvaient, selon eux, s'avérer des auxiliaires efficaces au développement des intérêts vitaux de la région, en raison d'abord de leur distance



participants à cette assemblée avaient alors décidé d'adresser un télégramme au ministère des Travaux publics, par lequel certains des signataires s'engageaient à construire la ligne Alep-Alexandrette (dont la concession avait récemment été demandée par un groupe anglais)<sup>83</sup>. Une compagnie allemande disposait toutefois à cette époque d'un droit de préemption (une priorité décidée par convention), avec garantie kilométrique, pour les lignes à établir dans cette zone, et pour éventuellement relier une ville de l'intérieur à un des ports inclusivement compris dans la zone entre Mersin (en Cilicie) et Tripoli (sur la côte méditerranéenne, au nord de Beyrouth)<sup>84</sup>. Les signataires du club Union et Progrès avaient quant à eux apparemment trouvé un groupe d'investisseurs sérieux et avaient fait à leur tour une soumission pour demander la concession, tout en encourageant le gouvernement ottoman à mettre en demeure la société allemande détentrice de la concession de réaliser la ligne Alexandrette-Alep, ou sinon, d'y renoncer. De l'avis du consul Poche, cette entreprise ferroviaire méritait l'attention des banquiers et financiers belges et pouvait offrir des perspectives d'autant plus intéressantes si elle venait qu'à être complétée par un service de navigation sur l'Euphrate<sup>85</sup>.

---

respective d'Alep, mais également en raison de l'insuffisance de la ligne à crémaillère du Liban pour assurer le transport des marchandises. FP 2008, p. 151-152 [18 décembre 1908, N<sup>o</sup>. 87/22].

<sup>83</sup> En janvier 1910, la demande de concession, sans « garantie kilométrique » (une garantie de rentabilité offerte aux investisseurs par le gouvernement ottoman), d'un chemin de fer entre Alexandrette, Alep et Maskanah, n'avait encore rencontré aucun résultat. Le groupe anglais qui avait demandé la concession était représenté dans la région par M. Forbes de Smyrne, qui avait récemment complété un trajet d'exploration entre Alexandrette et Bagdad en automobile, ayant traversé l'Euphrate en chaloupe. Ce voyage avait apparemment eu pour but l'inspection de chantiers de la maison Mac Andrews & Forbes d'Alep, qui avait une exploitation de bois de réglisse à Bagdad. FP 2008, p. 152-153 [18 décembre 1908, N<sup>o</sup>. 87/22] ; FP 2009, p. 22-23 [25 janvier 1910, N<sup>o</sup>. 11/2].

<sup>84</sup> Les plans de cette compagnie allemande prévoyaient qu'Alep serait reliée par un prolongement à l'artère principale du chemin de fer de Bagdad et qu'elle se trouverait raccordée au port de Mersin. FP 2008, p. 153-154 [18 décembre 1908, N<sup>o</sup>. 87/22].

<sup>85</sup> Frédéric Poche mentionne dans le même rapport de 1908 un exemple de projet de transport maritime qui lui semble viable : « Il n'est pas sans intérêt non plus d'attirer l'attention de Messieurs les entrepreneurs Belges sur un service de chaloupes à vapeur entre Meskéné & Felloudjé complété par un tramway entre cette station & Bagdad. La mise en exécution d'un tel projet me semble devoir donner de beaux résultats. », FP 2008, p. 154-155 [18 décembre 1908, N<sup>o</sup>. 87/22].



### 2.3.4 L'impact de l'ouverture du canal de Suez sur la région d'Alep

La correspondance consulaire belge d'Alep souligne dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle la nécessité de nouvelles infrastructures de transport pour le développement économique de la région. L'ouverture du canal de Suez<sup>86</sup> fut sans doute un autre facteur qui contribua à accentuer ce besoin, en amenant une réorientation d'une partie des échanges commerciaux régionaux qui avaient auparavant transité par Alep. Dans cette optique, le développement des transports de la province vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle apparaissait sans doute comme un enjeu crucial pour rendre à la métropole du nord de la Syrie une partie de son importance commerciale. Ces facteurs sont essentiels pour mettre en perspective le grand intérêt porté par les consuls Picciotto et Poche aux projets d'infrastructures de transport. Les rapports commerciaux qu'ils adressèrent à cette époque aux autorités belges offrent ainsi beaucoup d'information sur le développement éventuel de nouvelles voies de communication qui auraient pu bénéficier, selon eux, à l'économie de la province d'Alep.

Alep avait été, depuis la conquête ottomane de la Syrie de 1516, et jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, un carrefour du commerce caravanier au Proche-Orient, mais au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, son rôle économique semblait avoir plutôt évolué vers celui d'un centre régional d'échanges commerciaux et de redistribution<sup>87</sup>. D'immenses plaines productives s'étendaient au sud et au sud-est de la ville, qui était devenue le point où étaient centralisés divers produits agricoles d'une grande partie de la Syrie, du sud-est de l'Anatolie, et même de la Mésopotamie, depuis Bassora. Les grandes caravanes de chameaux convergeaient à Alep, transportant les différents produits de ces pays, tels que les laines ou les noix de galle (tirées du chêne, et utilisées pour la teinture des tissus) de Mossoul et de Diyarbakır. Mais depuis l'ouverture du canal de Suez, les frères Poche constataient que la ville d'Alep avait vu son commerce décliner, au profit de la nouvelle voie maritime, plus économique, qui détournait les produits de toute la Mésopotamie méridionale, de même qu'une quantité de pèlerins en transit vers La Mecque.

---

<sup>86</sup> La Compagnie du canal de Suez fut fondée le 15 décembre 1858. Les travaux, dirigés par Ferdinand de Lesseps, débutèrent en avril 1859 et se poursuivirent jusqu'en 1869, après une interruption de trois ans (1863-1866). La Grande-Bretagne devint le principal actionnaire du canal en 1875.

<sup>87</sup> Sur l'importance commerciale régionale et internationale d'Alep, voir Abraham Marcus, *The Middle East on the Eve of Modernity*, p. 145-154.

[...] Bassorah, Bagdad, Mossoul, Kerkouk, une partie du Kurdistan, voire même Mardine, suivirent dans l'envoi de leurs produits cette nouvelle direction vers le Golfe Persique qui, malgré la longueur du trajet présentait des avantages sensibles sous le rapport de l'économie sur les frais & sous celui de la rapidité du voyage. La grande & séculaire caravane de pèlerins persans se détourna aussi & prenant la route de Trébizonde pour se rendre à Djeddah priva cette ville d'un important & lucratif échange de produits.<sup>88</sup>

Bien que l'étude réalisée en 1910 par Guillaume Poche fasse certains constats alarmants sur la situation économique régionale, elle indique néanmoins que la mise en culture de nombreuses nouvelles terres et l'augmentation de la production agricole autour d'Alep – observable par la constitution de grands dépôts d'orge et de blé – avaient favorisé pour un temps l'exportation des céréales, qui s'était faite jusqu'alors sur une échelle plutôt restreinte. Mais alors que ce renouveau agricole avait permis, grâce aux exportations réalisées dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, de compenser pendant un certain temps les effets de la mise en service du canal de Suez, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la déficience en infrastructures de transport semblait dorénavant annuler en grande partie ces effets bénéfiques pour l'économie d'Alep<sup>89</sup>.

#### 2.4 La pénétration économique belge au Levant

La correspondance consulaire d'Alep témoigne surtout des intérêts commerciaux et industriels des Belges en Syrie, du développement potentiel des exportations et des importations et du rayonnement de la production manufacturière et industrielle belge du Levant jusqu'à la Mésopotamie, voire au-delà. La stratégie de pénétration économique et commerciale préconisée par les Belges à Alep s'apparentait beaucoup à l'approche qu'ils adoptaient à la même époque ailleurs dans l'Empire, ou même à plusieurs autres endroits dans le monde. Suite à l'établissement du consulat d'Alep dans les années 1850, l'objectif

---

<sup>88</sup> FP 2009, p. 97 [Étude de Guillaume Poche]. Dans une lettre au ministre des Affaires étrangères, Frédéric Poche écrit qu'il ne fait pas parvenir d'échantillons de laines « Awas » et « Karacache » de Mossoul puisque ces articles « ne prennent qu'accidentellement la voie d'Alep qui a été substituée par celle de Bagdad et Suez et vont aboutir à Marseille, Londres & Liverpool ». FP 2003, p. 32-33 [4 février 1887, N<sup>o</sup>. 4].

<sup>89</sup> FP 2009, p. 97-99 [Étude de Guillaume Poche]

principal du gouvernement belge était plutôt de développer de nouveaux marchés et d'intensifier les relations commerciales avec la Syrie, sans avoir nécessairement déterminé préalablement de champs d'investissements ou de commerce très précis, mais en comptant plutôt sur la compétitivité de certains produits manufacturiers ou « denrées coloniales<sup>90</sup> » exportés par la Belgique. Les autorités belges semblaient surtout intéressées à développer de nouvelles relations commerciales, à explorer les divers champs d'activités économiques locales de même qu'établir de bonnes relations avec le gouvernement d'Alep et la population locale.

L'établissement du consulat belge à Alep (1855) traduisait donc sans doute des objectifs essentiellement commerciaux. Le nouveau traité de commerce et de navigation conclu en octobre 1861 (et remplaçant celui de 1840) entre la Belgique et l'Empire ottoman était alors – de l'avis partagé par le consul Picciotto et le ministre des Affaires étrangères – « appelé à exercer une grande influence sur les rapports commerciaux et maritimes » futurs entre les deux États<sup>91</sup>. Le gouvernement belge qui démontrait un grand intérêt pour les débouchés commerciaux potentiels en Syrie, cherchait alors surtout à savoir comment étaient satisfaits les besoins locaux (de la région d'Alep) en tissus, en denrées ou en « produits coloniaux ». Le gouvernement belge croyait qu'il était possible – pour l'approvisionnement de certains produits d'importation locale – d'entrer en compétition, voire même de surclasser les producteurs ou fournisseurs européens qui étaient déjà présents sur le terrain<sup>92</sup>. Dans cette même logique d'expansion commerciale, les autorités belges cherchaient donc également à attirer l'attention des commerçants et importateurs de l'Empire ottoman vers la production manufacturière et industrielle de la Belgique, à développer pour cette petite puissance

---

<sup>90</sup> Les « denrées coloniales » ou « produits coloniaux » étaient généralement des produits qui provenaient des colonies (des produits exotiques tels que le café, le sucre, les épices, etc.). Le développement de l'industrie sucrière (et la culture de la betterave à sucre) en Belgique (dans la région de Hesbaye, à l'ouest de Liège) ne datait que du XIX<sup>e</sup> siècle. Voir Laurent Dechesne, *op. cit.*, p. 475-476 ; Jan Arthur van Houtte, *Esquisse d'une histoire économique de la Belgique*, Louvain (Belgique), Éditions Universitas, 1943, p. 139-140, 166-167.

<sup>91</sup> Le consul Picciotto, après avoir reçu du ministre Charles Rogier un exemplaire du traité, lui promettait de consacrer « tous les efforts possibles pour favoriser l'extension de ces rapports » avec la circonscription consulaire d'Alep. FP 2001, p. 50 [4 avril 1862, N<sup>o</sup> 4] ; FP 2001, p. 51 [10 avril 1862, N<sup>o</sup> 2].

<sup>92</sup> En réponse à une requête du consul général à Smyrne, Frédéric Poche lui indique par exemple la quantité totale de sucre importée annuellement dans la juridiction consulaire d'Alep, en la décomposant en différents types et qualités, afin d'exposer plus clairement les tendances de ce marché. FP 2008, p. 140-141 [23 novembre 1908, N<sup>o</sup> 80/19].



européenne industrialisée de nouveaux marchés extérieurs, ainsi qu'à rendre certaines industries nationales encore plus compétitives<sup>93</sup>.

#### 2.4.1 Ressortissants belges en Syrie et colonies européennes au Proche-Orient

La pénétration européenne au Proche-Orient dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, motivée d'abord par des intérêts économiques et financiers, a également eu des impacts sociaux et culturels significatifs, notamment par la présence de missionnaires occidentaux et par l'ouverture d'établissements d'enseignements étrangers sur le territoire ottoman. L'immigration, de même que l'établissement de colonies européennes dans l'Empire ont sans doute aussi eu, à une plus petite échelle, un impact socioculturel non-négligeable. À cet égard, le gouvernement belge, à l'instar d'autres États européens à la même époque, envisageait l'immigration de sujets nationaux vers des territoires étrangers pour former d'éventuelles colonies. Les consuls Picciotto et Poche mentionnent cependant à plusieurs reprises dans leurs rapports (notamment en 1866, 1902 et 1910) le fait qu'aucun ressortissant belge ne soit établi dans la circonscription consulaire d'Alep<sup>94</sup>. En 1859, un seul sujet d'origine belge était inscrit au consulat (le Révérend Père Égide de Gand, qui était vraisemblablement établi dans une mission sur le territoire de la province d'Alep), en plus de six personnes inscrites en tant que « protégés belges », soit des sujets ottomans qui se trouvaient sous la protection légale de la Belgique en tant qu'employés du consulat belge, à savoir : deux drogmans, deux kavas, un écrivain et un domestique<sup>95</sup>.

---

<sup>93</sup> FP 2006, p. 26-27 [16 avril 1897, N<sup>o</sup>. 33]

<sup>94</sup> FP 2001, p. 76 [31 juillet 1866, N<sup>o</sup>. 9] ; FP 2006, p. 378-379, [17 juin 1902, N<sup>o</sup>. 8] ; FP 2009, p. 44-46 [2 juillet 1910, N<sup>o</sup>. 42/5] ; FP 2009, p. 51 [8 juillet 1910, N<sup>o</sup>. 46/11]. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, Noël Verney et George Dambmann signalaient le faible nombre de ressortissants belges dans la région mais évoquaient néanmoins la présence d'un certain nombre d'ingénieurs belges « en Turquie d'Asie ». Les ressortissants belges qui venaient travailler sur le territoire ottoman (ou les commerçants qui, par affaires, y séjournaient temporairement) restaient donc sans doute pour des périodes relativement courtes, sans s'établir de façon permanente. Noël Verney et George Dambmann, *Les puissances étrangères dans le Levant*, p. 58.

<sup>95</sup> FP 2001, p. 32 [10 juin 1859]. Selon des ordres impériaux transmis au corps consulaire par le gouverneur général d'Alep en avril 1847, le nombre d'employés autorisé pour chaque consulat était limité à deux drogmans, deux gardes (*kavas*) et six domestiques (*hizmetkâr*). Bruce Masters, « The Political Economy of Aleppo », p. 304.



Malgré la faible (voire inexistante) présence de ressortissants nationaux installés de façon permanente en Syrie, le gouvernement belge continuait apparemment toujours au début du XX<sup>e</sup> siècle à s'intéresser aux possibilités d'immigration dans la région. Un rapport rédigé en 1907 par Frédéric Poche, en réponse aux questions posées par le consul général à Smyrne, fait d'ailleurs état des conditions d'immigration dans le district consulaire d'Alep. Ce rapport n'est pas tout à fait inusité si on le replace dans son contexte, puisqu'à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, quelques colonies allemandes – notamment celles des Templiers à Haïfa (1869) et Jaffa (1858, 1868, 1872)<sup>96</sup> – avaient déjà connu un certain succès, dans la région. Ce rapport donnait avant tout au consul général un aperçu des perspectives, des défis et des difficultés auxquels seraient confrontés les émigrants qui voudraient s'installer en Syrie. Cette région essentiellement agricole disposait de l'avis de Frédéric Poche d'un grand potentiel, et pouvait offrir un vaste champ d'exploitation aux immigrants. Le consul partageait en ce sens la vision optimiste d'auteurs européens tels que Verney et Dammbmann sur le grand potentiel économique de la région, qu'il décrivait lui-même comme un endroit « où tout est à faire [et où] tout est à créer ou à perfectionner dans chaque branche industrielle »<sup>97</sup>. Pour en profiter, d'éventuels colons belges devraient cependant se conformer à la Loi sur les colonisations en Turquie des familles étrangères, et s'entendre au préalable avec le Gouvernement central de Constantinople pour que l'établissement d'un groupe de colons soit permis. Mais cette éventualité était selon le consul peu probable, compte tenu des dispositions hostiles du gouvernement ottoman à l'égard de l'expansion de la population chrétienne dans l'empire. Tout compte fait, les colonies allemandes de Palestine semblent avoir été d'heureuses exceptions comparativement aux échecs d'autres établissements agricoles tentés par des Européens auxquels Frédéric Poche faisait allusion.

[...] Aussi faut-il que je porte à votre connaissance que plusieurs essais faits les uns par des sujets étrangers et d'autres par des sujets chrétiens Ottomans pour établir des fermes et les exploiter ont échoué, ne pouvant se garantir contre les empiètements, les vexations, les vols, les endommagements des récoltes, etc. exercés par leurs

---

<sup>96</sup> La population des colonies de Jaffa, Ramleh et Haïfa s'accroissait rapidement, et selon Louis Lortet, elles étaient appelées à jouer un rôle considérable dans l'avenir. Noël Verney et George Dammbmann, *Les puissances étrangères dans le Levant*, p. 32. Voir également dans le même ouvrage la préface écrite par Louis Lortet, p. xvii.

<sup>97</sup> FP 2007, p. 166 [28 octobre 1907, N<sup>o</sup>. 65 bis/15]

voisins musulmans, ni trouver justice et protection auprès des autorités civiles et judiciaires<sup>98</sup>.

Des colons étrangers auraient également été d'emblée privés de l'assistance et de la protection du gouvernement belge puisqu'ils auraient dû, à moins de stipulation contraire, prêter serment de fidélité au sultan et accepter la qualité de sujets ottomans. L'arrivée séparée et graduelle des colons restait donc, selon le consul Poche, le meilleur moyen de s'établir dans le pays et de peut-être former éventuellement des colonies<sup>99</sup>. Le consul évoquait par ailleurs certaines entraves mises au transfert de propriété à des Européens par les autorités cadastrales ottomanes<sup>100</sup>. Il mentionnait enfin que les immigrants belges plus éduqués feraient, quant à eux, face à d'autres obstacles dans la recherche d'un emploi, puisque les postes de commis, de comptables, et d'employés de commerce étaient apparemment accaparés par les élèves sortant des écoles syriennes<sup>101</sup>. Néanmoins, puisqu'Alep vivait à cette époque une importante expansion urbaine et que le manque d'architectes et d'ingénieurs se faisait sentir dans la ville, cette classe de professionnels aurait, selon lui, sans doute la chance d'y trouver plus facilement du travail.

#### 2.4.2 Le développement des relations commerciales avec la Belgique

Les archives des années 1850 et 1860 du consulat d'Alep expriment surtout le désir des Belges de développer en Syrie de nouveaux marchés pour la commercialisation de leurs produits manufacturés, de même qu'une certaine confiance que leurs produits pourraient rivaliser avec ceux d'autres fournisseurs européens. Les consuls Picciotto et Poche

<sup>98</sup> FP 2007, p. 168 [28 octobre 1907, N<sup>o</sup>. 65 bis/15]

<sup>99</sup> Le consul proposait par exemple « [...] d'acheter ou de prendre en location des terres, [de] s'y établir et [de] successivement augmenter le nombre des colons, [pour] élargir l'exploitation et former une colonie. », FP 2007, p. 169 [28 octobre 1907, N<sup>o</sup>. 65 bis/15].

<sup>100</sup> Frédéric Poche mentionne que les autorités cadastrales enjoignaient alors, au moment du transfert, aux bureaux des vilayets de faire signer à chaque acquéreur européen un acte par lequel il s'engageait à ne pas céder la propriété qu'il achetait à des émigrés européens, ni à en héberger chez lui. FP 2007, p. 170 [28 octobre 1907, N<sup>o</sup>. 65 bis/15].

<sup>101</sup> Le consul Poche mentionne à ce sujet que les élèves syriens, « suffisamment versés dans les langues française et italienne [...] ont l'avantage sur les commis européens de connaître les langues du pays et d'être moins payés » et que « cette classe d'émigrés ne trouverait dès lors que difficilement des emplois ». FP 2007, p. 171 [28 octobre 1907, N<sup>o</sup>. 65 bis/15].

considéraient toutefois que la Belgique devrait consentir à beaucoup d'efforts pour arriver à développer ces relations commerciales et être plus compétitive.

La correspondance du consul Picciotto des années 1850 témoigne ainsi avant tout de l'intérêt économique du gouvernement belge pour la Syrie et des premières démarches prises pour favoriser et développer le commerce entre la Belgique et le Levant. En janvier 1860, un exemplaire du journal *Moniteur belge*<sup>102</sup> envoyé par le Baron de Vrière, alors ministre des Affaires étrangères, évoquait notamment la constitution d'une société belge ayant pour but « le développement du commerce de la Belgique avec l'Orient », à laquelle le consul disait qu'il se ferait un devoir de prêter « tout le concours que [sa] position sociale et commerciale » lui permettait<sup>103</sup>. Le travail concret réalisé sur le terrain par le consul belge d'Alep, sa position sociale au sein de sa circonscription consulaire, et même son statut de consul (honoraire) au sein du corps diplomatique belge, semblent à cette époque avoir différé quelque peu du travail et du statut des consuls qui étaient en poste dans la métropole syrienne au cours des siècles précédents, et qui avaient surtout un rôle de représentants locaux et d'arbitre dans les conflits survenant au sein d'un groupe de commerçants « nationaux » installés dans un khan<sup>104</sup>. Le contexte et la nature des relations économiques entre le Levant et l'Europe ont par ailleurs beaucoup évolué du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, et furent notamment marquées par une importante libéralisation du marché. Le consul de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui n'était pas nécessairement un diplomate de carrière ou un homme d'État originaire de la métropole – ils étaient plutôt dans ce cas-ci des commerçants<sup>105</sup> – jouait ainsi un rôle qui s'apparentait beaucoup à celui d'un agent commercial, faisant une médiation entre le (ou les) pays qu'il représentait et les marchés locaux. Les Picciotto et les Poche semblent avoir surtout joué à

---

<sup>102</sup> Le *Moniteur belge* est depuis 1831 la source officielle en matière de législation belge (lois, décrets, arrêtés, traités, nominations et arrêts de la juridiction belge). Son nom est inspiré du *Moniteur universel*, créé en France en 1789, qui était le journal officiel du gouvernement français lors de la fondation de la Belgique.

<sup>103</sup> FP 2001, p. 35-36 [20 février 1860]

<sup>104</sup> cf. François Charles-Roux, *Les échelles de Syrie et de Palestine au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

<sup>105</sup> Les Picciotto et les Poche étaient actifs à l'échelle internationale en tant que négociants en import-export, mais aussi, en tant que commerçants bien implantés sur les marchés locaux et régionaux de la Syrie et de la Mésopotamie.



cette époque un rôle d'informateur, de médiateur et de représentant officiel de la Belgique auprès des autorités locales, dans le but de défendre les intérêts économiques et politiques belges en Syrie. Ils servaient aussi, tant directement qu'indirectement, les intérêts d'une multitude de firmes belges, d'abord par les renseignements généraux qu'ils fournissaient dans leurs rapports (qui pouvaient ensuite être reproduits et publiés à plus grande échelle dans d'autres publications telles que les recueils consulaires), et ensuite, en offrant une aide ou un accompagnement plus personnalisés, par la transmission de renseignements particuliers (à la demande d'un industriel, d'un négociant ou du propriétaire d'une petite entreprise belge) sur un secteur spécifique de l'économie syrienne. Ils partageaient donc ainsi leur connaissance des ramifications économiques et politiques locales en échange du titre et du statut de consul d'une puissance européenne et de la protection légale que leur offrait la Belgique.

Une grande part de leur mission consistait donc à informer les Belges sur le contexte économique et commercial d'Alep et sur les besoins locaux en produits manufacturés, en capitaux ou en expertise européens. Les informations et les contacts privilégiés (avec des marchands de plusieurs autres villes de la région, ou avec les autorités locales) dont le consul disposait devaient donc favoriser à terme le placement des produits belges<sup>106</sup>. Pour accomplir leur tâche et transmettre des informations et des statistiques sur la population, l'industrie et le commerce locaux, les consuls devaient par ailleurs avoir recours aux données obtenues grâce à leurs relations économiques<sup>107</sup>. Les consuls Picciotto et Poche affirmaient devoir faire appel à des données indirectes et des renseignements privés pour compenser « l'absence complète de toute publication officielle » sur l'état du commerce syrien<sup>108</sup>. Au début des années 1860, le commerce entre la Belgique et la province d'Alep se développait plutôt lentement, et les importations ou les exportations entre les deux demeuraient presque nulles<sup>109</sup>. En fait, en l'absence de liaison maritime directe avec la Belgique, les frais de

---

<sup>106</sup> FP 2001, p. 24-25 [7 août 1857, N° 1]

<sup>107</sup> FP 2001, p. 66-67 [25 mars 1865]

<sup>108</sup> FP 2001, p. 46 [30 avril 1861] ; FP 2001, p. 84-85 [22 novembre 1868].

<sup>109</sup> Les premières relations commerciales significatives établies entre la province d'Alep et la Belgique étaient probablement le fruit des importations et des exportations, réalisées dans les années 1840 et 1850, par le consul Picciotto lui-même avec la Belgique. Il appert d'ailleurs qu'il ait même offert certaines garanties commerciales (soit un certain montant minimal d'importations de produits belges) aux autorités belges afin



transport absorbaient, aux dires du consul Picciotto, presque tous les bénéfices des marchands qui s'impliquaient dans cette activité.

[...] Le Gouvernement que nous avons l'honneur de représenter serait en état de pourvoir à ce que des relations commerciales s'établissent avec ces contrées ; mais pour cela, il ne suffit pas de renseigner les négociants belges, mais il est de première nécessité d'établir une voie directe de transport entre la Syrie et la Belgique, car à défaut de celle-ci, tous nos efforts seront bien infructueux<sup>110</sup>.

Hillel de Picciotto remarquait cependant, depuis son entrée en fonction comme consul, le faible intérêt manifesté par les entreprises belges pour le développement de relations commerciales avec la Syrie. Il s'était fait un devoir de renseigner les sociétés et négociants belges sur l'état du commerce à Alep, mais affirmait avec regret au consul général à Smyrne, J.-B. d'Égremont, que ses lettres étaient restées sans réponse de leur part.

Je n'ai pas manqué, Monsieur le Consul Général de saisir toutes les occasions qui se sont présentées, pour soumettre à notre Gouvernement ainsi qu'aux commerçants belges, les grandes ressources de ces contrées et les avantages qu'il y a dans l'exportation de ses produits, mais les frais de transport [par] voie de Marseille par les vapeurs des Messageries absorbent la plupart des bénéfices qu'on en espère, et de cela je parle en connaissance de cause ayant fait moi-même des essais de ce genre, aussi ne saurais-je trop vous engager, Monsieur le Consul Général d'employer toute l'influence dont vous jouissez auprès du Gouvernement et des commerçants belges, pour leur faire voir l'utilité qu'il y aurait à établir des communications directes et précises avec les échelles de la Syrie, sur lesquelles nos négociants puissent compter. Ce n'est qu'à cette condition que les relations commerciales entre la Belgique et la Syrie peuvent s'alimenter et se développer.<sup>111</sup>

Au cours des années 1860, malgré la valeur relativement faible des échanges commerciaux entre la Belgique et Alep, des draps<sup>112</sup> belges se négociaient néanmoins de temps à autre sur

---

d'obtenir sa nomination comme consul. Voir Emilio Picciotto, *The Consular History of the Picciotto Family*, p. 13-14.

<sup>110</sup> FP 2002 [7 juillet 1862]

<sup>111</sup> FP 2002 [7 juillet 1862]

<sup>112</sup> Contrairement à d'autres pays, en Belgique, la révolution industrielle s'était d'abord manifestée dans l'industrie drapière, notamment dans la région de Verviers (de la province de Liège, dans la région wallonne de l'est du pays), depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Jan Arthur van Houtte, *Esquisse d'une histoire économique*, p. 169-170.

le marché local et certains autres articles – tels que des verres à vitre et des bougies stéariques (chandelles) – étaient importés presque exclusivement des fabriques belges en raison de leur prix modique<sup>113</sup>. Le rapport commercial de l'année 1869, qui indique notamment la part de marché belge dans l'importation (à Alep) du sucre (sous différentes formes plus ou moins raffinées), mentionne par ailleurs que la Belgique fournissait alors la totalité des verres à vitres<sup>114</sup> que l'on trouvait sur le marché local. Dans son rapport de l'année 1872, le consul Picciotto affirme de nouveau que les verres à vitres envoyés par voie indirecte (par un transport autre que belge) sont les seuls qui trouvent de l'écoulement sur le marché local, et qu'il s'agit d'une des seules exportations donnant des bénéfices<sup>115</sup>.

L'ouvrage intitulé *Situation commerciale, industrielle et maritime de la Belgique en 1871*, que le ministre des Affaires étrangères, le comte d'Aspremont Lynden, avait fait parvenir à la fin de l'année 1872 au consul Picciotto reflétait le développement progressif à cette époque du commerce de la Belgique avec l'étranger, et l'accroissement des ressources à la disposition du royaume. Aux dires du consul, l'expansion commerciale reflétée dans ce volume ne correspondait toutefois pas à la réalité observée en Syrie, et si le gouvernement belge avait l'intention de développer avec succès les échanges commerciaux et d'ouvrir un débouché à l'industrie belge au Levant, il demeurerait absolument nécessaire d'établir une ligne régulière de bateaux à vapeur entre Anvers et la côte syrienne. Malgré quelques essais d'importation ou d'exportation faits par des négociants belges, les frais de transport des marchandises par voie indirecte continuaient à absorber, au début des années 1870, presque tous les bénéfices<sup>116</sup>.

---

<sup>113</sup> FP 2002 [10 février 1864, N° 1]

<sup>114</sup> FP 2002 [26 novembre 1869, N° 2]. Le constat était pratiquement le même pour l'année 1871 : la production industrielle belge demeurait peu présente sur le marché d'Alep, mais la majorité des verres à vitres qu'on y retrouvait étaient de provenance belge. FP 2002 [31 janvier 1872, N° 2].

<sup>115</sup> FP 2002 [26 décembre 1872, N° 7]. Il s'agissait en quelque sorte d'une spécialité belge, puisque même dans les années 1880, plusieurs firmes de Belgique étaient en contact avec le marché d'Alep, dont elles assuraient la majeure partie de l'approvisionnement. FP 2003, p. 81 [2 septembre 1887].

<sup>116</sup> Ce constat relativement mitigé sur le développement des relations commerciales avec la Syrie a sans doute été un des facteurs importants ayant mené à la fermeture du consulat d'Alep en 1875. FP 2001, p. 132-134 [30 janvier 1873, N° 12].

Les archives consulaires belges laissent voir qu'au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs nations européennes, des plus grandes puissances aux plus petites, entraient en concurrence les unes avec les autres dans divers secteurs d'activités commerciales à Alep. Afin de s'implanter sur le marché local, les producteurs se devaient d'être concurrentiels et de mettre à profit leurs compétences particulières – en visant parfois un segment de marché très précis – pour offrir leurs marchandises à des prix compétitifs. Cette tentative de pénétration commerciale à Alep était sans doute une façon pour la Belgique de s'affirmer de plus en plus en tant que pays industrialisé. À la lumière des statistiques commerciales présentées dans les rapports commerciaux des années 1850 et 1860 (soit au début de l'expansion belge en Syrie), cette petite puissance européenne de second rang paraît avoir été un acteur relativement marginal comparativement à l'Angleterre, par exemple, qui se démarquait loin devant ses concurrents pour la valeur des marchandises exportées, et ce, tant à Alep que dans le reste de la Syrie. L'activité déployée durant ces années d'expansion par les diplomates belges et les retombées potentielles ainsi engendrées pour l'économie de la Belgique ne doivent pas pour autant être négligées. Dans le contexte de concurrence commerciale d'Alep, le consul informait le gouvernement belge de la plupart des activités des autres puissances, des projets les plus modestes aux entreprises les plus complexes. Par exemple, il analysait d'un même point de vue critique un projet concernant à l'époque l'ouverture d'un réseau d'écoles étrangères à Alep (tentant de cerner dans cette démarche les intérêts politiques du gouvernement italien), que la concession d'un service public de grande importance<sup>117</sup>.

Par ailleurs, le faible nombre de ressortissants belges en Syrie porte à croire que très peu de firmes ou de maisons commerciales belges aient établi des succursales en Syrie du Nord entre 1855 et 1914<sup>118</sup>. Le principal négociant belge évoqué dans les documents est M.

---

<sup>117</sup> FP 2003, p. 236-240 [11 avril 1889, N<sup>o</sup>. 1]

<sup>118</sup> Albert Poche confirmait en décembre 1897 au ministre plénipotentiaire à Constantinople qu'aucune maison belge n'était recensée dans le rayon de sa circonscription consulaire et qu'il se trouvait donc dans l'impossibilité de dresser la liste demandée des négociants industriels et des agents commerciaux belges y étant établis. FP 2006, p. 28-29 [17 décembre 1897, N<sup>o</sup>. 34].



Victor Ernst – de la maison commerciale belge V. Ernst & C<sup>o</sup>. – dont la faillite<sup>119</sup> devint imminente en juillet 1895. Il semble d'ailleurs peu probable que d'autres firmes belges se soient installées à Alep avant la Première Guerre mondiale. Dans une lettre adressée en 1912 au vice-consul de Belgique à Smyrne, Joseph Poche confirmait qu'aucune société ou maison de commerce belge n'était alors établie dans le district consulaire d'Alep<sup>120</sup>. Un rapport adressé en avril 1900 par Albert Poche au gérant du consulat de Belgique à Beyrouth illustre bien les principaux défis et difficultés auxquels faisaient face les Belges qui tentaient à l'époque de développer des relations commerciales sur le marché d'Alep.

La Belgique pourrait tenir à Alep une place beaucoup plus importante pour ce qui concerne les exportations. [...] Il faudrait cependant se mettre à la hauteur de la concurrence des autres pays qui pourvoient le Levant. Souvent, les prix originaux concordent avec ceux des autres, mais les frets élevés de Belgique à Alexandrette sont la plupart des fois cause de laisser passer une partie de ces transactions entre les mains des pays concurrents.<sup>121</sup>

La valeur des importations belges à Alep durant les deux années précédant ce rapport se chiffrait autour de 675 000 francs (pour 1898) et 550 000 francs (pour 1899). Les principaux articles vendus en Syrie par les Belges étaient alors les tissus, les « draps nouveauté et autres lainages », les cotons filés rouges, le café, le sucre et le papier. Ils fournissaient aussi au marché local des métaux tels que les pointes de Paris (des clous), le fer en poutrelles, les ferronneries et le zinc. Enfin, parmi les autres principaux articles exportés par les Belges se trouvaient les verres à vitres<sup>122</sup>, les cristalleries ainsi que les « drogueries »<sup>123</sup>. Quant aux

<sup>119</sup> Cette maison avait alors omis de déposer son bilan et avait suspendu depuis quelques mois les paiements à ses créanciers de la Belgique et d'autres pays d'Europe, mais promettait de leur faire des propositions « pour traiter un arrangement ». FP 2004, p. 48 [8 juin 1891, N<sup>o</sup>. 5] ; FP 2004, p. 57 [7 avril ? 1892, N<sup>o</sup>. 2] ; FP 2005 [26 juillet 1895, N<sup>o</sup>. 12].

<sup>120</sup> FP 2009, p. 257 [10 novembre 1912, N<sup>o</sup>. 54/11]

<sup>121</sup> FP 2006, p. 314 [10 avril 1900]

<sup>122</sup> Alors que la Belgique avait été seule depuis longtemps à pourvoir en verreries le marché d'Alep, l'Angleterre commençait aussi à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle à profiter de ce commerce, grâce notamment à l'avantage offert par ses emballages plus soignés et mieux adaptés aux modes de transport de la région. FP 2006, p. 315 [10 avril 1900].

<sup>123</sup> Aucune description n'est offerte pour cet article dans les rapports consulaires, mais il s'agissait probablement du commerce de certains produits chimiques parmi les plus courants, tels que des produits de toilette, d'hygiène, de ménage ou d'entretien.



exportations d'Alep vers la Belgique, elles avaient été selon Albert Poche de bien peu d'importance : un petit mouvement commercial se résumant à quelques exportations de noix de galle (utilisée en tannerie et en pharmacie), de graines jaunes (en turc *cehri*, apparemment utilisées pour la teinture des tissus), d'amandes et de noyaux d'abricots<sup>124</sup>. Un an plus tard, Albert Poche affirmait néanmoins que les échanges entre Alep et la Belgique prenaient d'année en année plus d'extension, et surtout les exportations (d'Alep vers la Belgique) qui affichaient une nette progression comparativement à l'année précédente. Les communications directes avec Anvers devenaient également plus fréquentes : la Deutsche Levante Linie, compagnie d'Hambourg, s'était récemment ajoutée à la Prince Line, une compagnie de navigation anglaise, et mettait elle aussi en chemin à Alexandrette, une fois par mois, un navire à destination d'Anvers<sup>125</sup>. Ce rapport, donnant la valeur des importations et exportations belges pour l'année 1901, offre un portrait différent des principaux produits et articles belges exportés vers Alep (il évoque notamment une proportion importante de draps et de tissus, et fait aussi état de l'introduction récente de la soude caustique d'origine belge dans la savonnerie locale d'Alep). Enfin, ce même rapport fait un portrait des principaux articles achetés par la Belgique sur le marché d'Alep, soit les cocons de soie, les noix de galle, les graines jaunes et graines de moutarde, l'orge, les pistaches, les peaux d'agneaux, la laine lavée, les sésames, les raisins secs et figues, etc.<sup>126</sup>

Il semble tout à fait possible de relever une progression dans l'importance, la diversité et la quantité des produits belges vendus à Alep dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle. Les rapports consulaires de cette époque sont en effet plus précis quant à la demande pour certains articles belges, évoquant l'usage local qui en est fait en Syrie, et insistant sur certaines améliorations à apporter aux articles exportés afin de les rendre encore plus concurrentiels. Plusieurs produits de l'industrie belge semblent d'ailleurs avoir été parmi les plus concurrentiels à l'époque sur le marché d'Alep (ils étaient simplement inégalés dans certains cas), ou avoir acquis une certaine notoriété durant cette même période. Il s'agissait

---

<sup>124</sup> FP 2006, p. 313-316 [10 avril 1900]

<sup>125</sup> Le gérant Albert Poche estimait toutefois qu'une baisse des frets s'avérait nécessaire afin de faciliter les échanges avec la Belgique. FP 2006, p. 335-336 [30 avril 1901].

<sup>126</sup> FP 2006, p. 336-337 [30 avril 1901]

sans doute là d'un des principaux progrès des intérêts commerciaux belges à Alep au cours de la période de près de cinquante ans qui s'était écoulée depuis l'établissement du consulat.

Albert Poche décrit également dans son rapport pour l'année 1902 un léger accroissement dans les échanges entre Alep et la Belgique<sup>127</sup>, qui avaient apparemment été facilités par les communications directes établies par plusieurs compagnies de navigation à vapeur entre la ville d'Anvers (située à environ 70 km de la mer du Nord, à laquelle elle est reliée par le fleuve Escaut) et le port d'Alexandrette, qui permettraient sans doute aux producteurs belges d'accroître leurs exportations et de prendre une part plus grande dans le commerce à Alep. Toutefois, au début du XX<sup>e</sup> siècle, Albert Poche trouvait regrettable de ne retrouver aucune maison de commerce belge dans la circonscription consulaire d'Alep et de ne dénombrer également que très peu de voyageurs de commerce belges<sup>128</sup>. Ce constat soulève donc plusieurs questions quant à l'impact économique réel de l'expansion belge en Syrie. Ainsi, comment la stratégie de pénétration commerciale du gouvernement belge a-t-elle évolué jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle ? Peut-on évoquer une réelle progression des intérêts belges dans la province, ou s'agit-il plutôt d'une spécialisation dans les exportations ? Les Belges visaient-ils uniquement à occuper certaines parts de marché bien spécifiques, et à concentrer leurs efforts simplement dans quelques secteurs commerciaux où ils pouvaient réellement aspirer à être compétitifs ?

---

<sup>127</sup> Parmi les différents articles d'importation belge sur le marché d'Alep durant l'année 1902, on retrouvait par exemple : les manufactures diverses en coton et coton-laine, les draps, le sucre, le café, les cuirs et peaux diverses, le papier et la papeterie, les métaux (cuivre, zinc, fer, fer blanc), l'acier, les ferronneries, les verres à vitre et cristaux, la quincaillerie, la droguerie, les couleurs, etc. Quant aux principaux articles d'exportation syrienne vendus en Belgique, il s'agissait notamment des laines, des noix de galle, de graine jaune, de cire jaune, de gomme adragante (utilisée en pharmacie et pour l'apprêt des tissus), ainsi que des raisins secs et des peaux d'agneaux. FP 2006, p. 481 [Rapport commercial du 21 mars 1903].

<sup>128</sup> Le gérant Albert Poche évoquait néanmoins dans son rapport la visite d'affaires de M. Jules Ghesquiere, un fabricant de tissus de la ville de Courtrai (à l'ouest du pays, dans la région flamande). FP 2006, p. 482 [Rapport commercial du 21 mars 1903].

### 2.4.3 Spécialités belges sur le marché d'Alep

Bien que les Poche aient continué à insister dans leurs rapports commerciaux du début du XX<sup>e</sup> siècle sur les moyens d'augmenter le chiffre d'affaires avec le Levant, de façon générale, il semble que les exportations belges dans l'Empire ottoman aient certainement progressé depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Selon Albert Poche, les commerçants belges se devaient néanmoins d'être encore plus présents dans la région afin de mieux comprendre les besoins particuliers de leurs clients potentiels en Syrie, de maintenir des parts de marché et un chiffre d'affaires intéressants, et enfin, pour continuer à accroître les relations commerciales entre les deux pays. Dans une lettre adressée au consul général à Smyrne, il met d'ailleurs l'accent sur l'impact positif que des agents commerciaux pourraient avoir en donnant une plus grande visibilité aux articles d'exportation belges (notamment les textiles) et en permettant d'adapter ces produits à la clientèle locale.

Les voyageurs de commerce sont assez fréquents, et tout en étudiant les besoins de ce pays ils s'attachent particulièrement à offrir des marchandises conformes au goût des consommateurs indigènes, avec modicité des prix. Cette manière de procéder devrait servir d'exemple à nos commerçants dont les voyageurs sont si rares dans cette contrée et les stimuler à grossir le chiffre de leurs affaires, persuadés que nous sommes que nos relations avec ce pays sont susceptibles d'accroissement, soit dans les tissus de coton que dans ceux de laine, comme aussi dans les drogueries et les produits de l'industrie métallurgique<sup>129</sup>.

Le rapport sur la situation du commerce et de l'industrie du district consulaire d'Alep pour l'année 1903, rédigé par Albert Poche, met en évidence des importations significatives de certains produits ou marchandises d'origine belge, notamment les étoffes de coton et les métaux. Malgré une part relativement faible dans l'importation des cotonnades, la Belgique s'était démarquée cette année-là dans l'exportation vers Alep de tissus sous forme de couil rayé (un type de toile croisée et serrée servant à la confection des matelas) et de « draps nouveautés », qui prenait de plus en plus d'importance depuis qu'une partie de la population locale avait adopté le costume européen<sup>130</sup>.

<sup>129</sup> FP 2007, p. 207 [18 mars 1904]

<sup>130</sup> Les tissus de laine (mérinos et cachemires) étaient quant à eux fournis par l'Allemagne et la Belgique. FP 2007, p. 212-214 [18 mars 1904].

Les Belges se distinguaient également des autres fournisseurs européens pour l'importation des métaux tels que le zinc en feuilles, le blanc de zinc, ou le fer en feuilles galvanisées (des articles de provenance exclusivement belge), de même que pour le fer en disques ou en barres. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'industrie belge écoulait aussi sur le marché d'Alep des « pointes de Paris<sup>131</sup> », une quantité de pelles en fer ou de limes de fabrication belge à bon marché, détournant en sa faveur ce commerce qui était détenu autrefois par l'Autriche. En 1903, la Belgique avait même fourni à elle seule la totalité des poutrelles en fer importées à Alep. Elle exportait aussi vers ce marché des verreries (de la verrerie ordinaire de table, des cristaux et des verres moulés) et des verres à vitres, et prenait part au commerce des « miroirs et glaces assortis », tout comme l'Autriche et l'Allemagne. La Belgique comptait aussi cette année-là parmi les exportateurs de café à Alep, mais cette importation était toutefois en diminution, depuis l'introduction du thé et son adoption par la population locale. La soude caustique de provenance belge<sup>132</sup> continuait également à trouver un emploi important dans les fabriques de savon locales. Enfin, parmi les produits manufacturés, le consul notait que l'usage d'ustensiles en fer émaillé de provenance belge et allemande se répandait de plus en plus<sup>133</sup>. Les statistiques transmises en 1905 par Frédéric Poche semblent confirmer la vigueur des exportations belges vers Alep, voire même indiquer une augmentation sensible du commerce avec la Belgique, notamment grâce aux exportations de l'industrie sidérurgique (le fer en barres) et de l'industrie textile (le coutil pour matelas)<sup>134</sup>.

La correspondance consulaire laisse également présumer de l'intérêt des Belges pour la vente d'armes<sup>135</sup> en Syrie et au Proche-Orient. Les industriels qui voulaient développer ce

---

<sup>131</sup> La production belge des clous de fabrication artisanale avait apparemment été largement remplacée depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par quelques fabriques mécaniques. Laurent Dechesne, *op. cit.*, p. 429.

<sup>132</sup> Sur le développement de l'industrie chimique belge, voir Laurent Dechesne, *op. cit.*, p. 439 ; J. A. van Houtte, *op. cit.*, p. 162-164.

<sup>133</sup> FP 2007, p. 216-222 [18 mars 1904]

<sup>134</sup> La Belgique occupait à Alep le premier rang pour l'importation de fer en barres. Les industriels belges écoulaient aussi sur le marché local du fer (en feuilles, en disques et en poutrelles), y vendaient des clous et pointes de Paris, du fil de fer, du fer blanc, du zinc en feuilles, des limes, des pelles, de même que des tuyaux en fer pour conduites, des poêles en fonte et des toiles métalliques. FP 2007, p. 264-267 [6 avril 1905, N<sup>o</sup>. 20/3 B22].

<sup>135</sup> La fabrication à la main en Belgique des fusils de chasse et des revolvers fut des plus prospères jusqu'en 1914. La région de Liège demeurait le centre d'armurerie le plus important de l'Europe, qui ne cessait



marché étaient cependant confrontés à plusieurs difficultés. À quelques reprises, Frédéric Poche manifesta d'ailleurs son mécontentement face à l'interdiction de l'entrée d'armes de chasse par le port d'Alexandrette. Il se plaignait notamment de cette situation dans un rapport adressé en avril 1905 à Jules Duckerts, le consul général de Belgique à Smyrne.

Cette interdiction a été provoquée depuis 16 ou 18 ans par Djémil Pacha, alors Gouverneur Général du Vilayet d'Alep, qui fit croire au Gouvernement de Constantinople que les arabes du désert recevaient des armes de ce port. Or, cette information était tout à fait gratuite ; car les arabes du désert ne se soucient que peu des armes de chasse, mais convoitent les armes de munition que les contrebandiers de Beyrouth leur fournissent sur une grande échelle par le Liban, Damas, Hama & Homs, ainsi que les soldats qui les volent des dépôts de la caserne, tandis que le port d'Alexandrette ne recevait que des armes de chasse dont l'entrée est permise<sup>136</sup>.

Les rapports commerciaux du début du XX<sup>e</sup> siècle mettent aussi en lumière une grande diversité de produits exportés par l'industrie belge, dont plusieurs articles qui semblent être devenus plus concurrentiels sur le marché local, comparativement aux décennies précédentes. Pour l'année 1906, parmi les principaux articles belges exportés à Alep (via Anvers) figuraient par exemple les poutrelles de fer (qui étaient employées dans la maçonnerie), et le fer en barres. On retrouvait également à Alep des miroirs de fabrication belge de différents types (de glace épaisse biseautée ou non biseautée) et de différentes grandeurs, des verres à vitres, ainsi que du papier à lettres et à imprimer (de provenance autrichienne et belge)<sup>137</sup>. Selon le consul, les ventes de verrerie ne progressaient toutefois pas à cause de la supériorité des produits de verrerie Modiana (Constantinople), une entreprise qui livrait à prix égaux aux

---

de prospérer dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Voir Laurent Dechesne, *op. cit.*, p. 384-385, 429 ; J. A. van Houtte, *op. cit.*, p. 158.

<sup>136</sup> Selon Frédéric Poche, l'interdiction qui frappait uniquement l'échelle d'Alexandrette privait par surcroît les industriels belges de rapports directs avec le marché d'Alep, qui devenait alors tributaire des autres ports de la Syrie, notamment de Beyrouth. FP 2007, p. 267-268 [6 avril 1905, N<sup>o</sup>. 20/3 B22]

<sup>137</sup> Les verres à vitres étaient en grande partie importés de Belgique puisque la marchandise belge était réputée supérieure à l'anglaise. D'autres articles de vente courante, également faits de verre, tels que les verreries moulées, la gobeletterie (de la verrerie pour la table tels que les gobelets, verres et carafes), les narghilés, les tubes de lampes, et les vases à fleurs arrivaient de Belgique, d'Autriche et de France. FP 2007, p. 485-493 [21 mars 1907, N<sup>o</sup>. 5]. L'année suivante (1907) les usines belges conservaient un quasi monopole sur les verres à vitre, loin devant celles d'Angleterre, les seules à leur faire une petite concurrence sur le marché d'Alep. FP 2008, p. 48 [9 juin 1908, N<sup>o</sup>. 34/8].

produits belges, et ce, en plus de la différence de coût du fret et des droits de douane dont étaient exemptes les verreries ottomanes<sup>138</sup>.

L'attention particulière portée par le consul au développement des exportations belges à cette époque semble démontrer assez clairement que les Belges cherchaient toujours au début du XX<sup>e</sup> siècle – et même plus qu'au cours des décennies précédentes – à promouvoir leurs intérêts commerciaux dans la ville et la province d'Alep. La Syrie du Nord représentait à l'époque un marché potentiel de près d'un million d'habitants, ce qui n'était pas négligeable pour l'industrie belge qui dépendait alors dans une grande mesure des exportations. Frédéric Poche veillait également à rappeler aux Belges que les réseaux commerciaux d'Alep s'étendaient vers l'est de la province (une région alors en pleine expansion) et vers la Mésopotamie, ce qui ne pouvait qu'accroître le potentiel de développement commercial au Proche-Orient.

Le commerce avec la Belgique s'est encore développé durant cette année et à son actif s'ajoute l'importation du sucre susceptible d'un grand développement quand le fret d'Anvers se nivellera avec celui de Trieste. Puisse le commerce des toiles et des filés écrus prendre aussi pied dans cette ville de 150 000 âmes & entrepôt principal d'une province qui compte 1 000 000 d'habitants & dont les rapports commerciaux se ramifient en Mésopotamie, [en] Arménie & [dans] le désert Syrien<sup>139</sup>.

La sidérurgie, la métallurgie de transformation et la machinerie belges comptaient aussi à cette époque parmi les secteurs où les Belges se démarquaient le plus dans le monde<sup>140</sup>. Les archives consulaires des Poche indiquent que la Belgique se classait première à Alep pour l'exportation de produits sidérurgiques, en raison notamment de la conformité des livraisons de ses usines et des facilités (délais ou échelonnement pour les paiements) que ses industriels

---

<sup>138</sup> FP 2008, p. 47-48 [9 juin 1908, N<sup>o</sup>. 34/8]

<sup>139</sup> FP 2007, p. 495 [21 mars 1907, N<sup>o</sup>. 5]

<sup>140</sup> Sur l'importance de cette industrie belge et ses débouchés au Proche-Orient, voir Noël Verney et George Dammann, *op. cit.*, p. XXII ; Laurent Dechesne, *op. cit.*, p. 427-430 ; J. A. van Houtte, *op. cit.*, p. 157-158 ; V. Necla Geyikdağı, *op. cit.*, p. 67-68.

accordaient aux acheteurs ou débiteurs<sup>141</sup>. Le rapport adressé par Frédéric Poche au consulat général à Smyrne en juin 1908 mentionnait toutefois une baisse des importations dans ce secteur, en raison principalement de la hausse sur le prix des métaux et des retards de livraison des usines. Un autre rapport adressé trois ans plus tard au consulat général indique que sur le million de kilogrammes d'acier doux (en barres rondes et plates) importé à Alep durant l'année écoulée, la quasi-totalité provenait exclusivement de la Belgique. La Suède en fournissait pour sa part de soixante à quatre-vingt mille kilogrammes, puisqu'aucun autre fer n'avait pu jusqu'à ce jour remplacer le sien pour certains travaux. Le consul remarquait toutefois que les producteurs belges rencontraient une plus vive concurrence dans l'exportation d'autres articles sidérurgiques. L'industrie belge qui assurait auparavant l'approvisionnement d'une bonne partie des poutrelles de fer à Alep, se trouvait ainsi devancée en 1911 par l'Allemagne, qui les vendait maintenant à de meilleures conditions<sup>142</sup>.

Malgré la diversité des produits belges<sup>143</sup> exportés en Syrie, il était dans le plus grand intérêt des Belges de diminuer les frais de transport pour leurs marchandises, ce qui leur permettrait d'emblée d'être plus compétitifs et concurrentiels, de conserver les créneaux commerciaux qu'ils avaient développé, et de se tailler éventuellement par la suite des parts de marché encore plus importantes. Le consul ciblait donc dans ses rapports les secteurs où l'industrie belge était plus performante et compétitive que ses rivaux, où elle pourrait éventuellement concurrencer d'autres fournisseurs européens, voire même occuper une place prééminente à Alep et développer des parts de marché encore plus importantes. Ces rapports consulaires expriment donc assez clairement l'intérêt des Belges pour la Syrie et la province d'Alep, dans une optique de recherche de nouveaux débouchés commerciaux pour la production industrielle nationale. En Syrie, cet objectif semble aussi avoir primé sur la

<sup>141</sup> Les usines belges occupaient en 1907 le premier rang pour l'exportation d'articles sidérurgiques à Alep, devant l'Allemagne et la Suède (réputée pour les *Swedish iron bars*). FP 2008, p. 46-47 [9 juin 1908, N°. 34/8].

<sup>142</sup> Selon le consul, le marché d'Alep demeurerait toutefois prometteur pour la vente de ces poutrelles en fer : « Nos fabricants devraient ne pas se laisser devancer surtout qu'il s'agit d'un article qui tend à devenir très important pour cette contrée car son emploi se généralise et augmente journellement. » FP 2009, p.160 [9 septembre 1911, N°. 56/7].

<sup>143</sup> Au début des années 1910, la Belgique continuait à expédier en Syrie des produits aussi variés que du zinc en feuilles, des armes à feu, des verreries et cristaux, des verres à vitres, des cuirs vernis, de même que des acides sulfuriques, chlorhydriques et nitriques. FP 2009, p. 165-166 [9 septembre 1911, N°. 56/7].



recherche, l'importation ou l'exploitation de matières premières destinées à alimenter les différents secteurs industriels belges<sup>144</sup>. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les importations en Belgique de produits ou de ressources de la province d'Alep représentaient donc sans doute un intérêt secondaire<sup>145</sup>. Néanmoins, les Belges étaient probablement intéressés à mieux connaître les matières premières de la province, et l'on peut d'ailleurs distinguer dans la correspondance consulaire un certain intérêt pour quelques articles de consommation alimentaire locale, ou encore pour certaines matières brutes qui pouvaient être utiles à l'industrie belge<sup>146</sup>. Cet intérêt général des autorités diplomatiques de la Belgique pour l'approvisionnement en matières premières est notamment perceptible dans une lettre adressée en mars 1909 au consul général belge à Smyrne. Le tableau<sup>147</sup> joint à cette lettre témoigne de l'intérêt démontré par les industriels belges pour de nouvelles sources de matières premières (parfois moins coûteuses) nécessaires à leur production<sup>148</sup>.

#### 2.4.4 Le rayonnement de la Belgique et de son industrie : les expositions universelles

Les archives consulaires d'Alep témoignent pour la période 1855-1914 de la grande effervescence économique et industrielle de la Belgique et de la grande fierté nationale

---

<sup>144</sup> Le rapport rédigé par le consul Poche en septembre 1911 laisse croire que, malgré un intérêt ponctuel porté à diverses entreprises d'exploitation de ressources naturelles (qui auraient également pu faire appel à des capitaux ou à l'expertise belges), les Belges aient cherché à développer davantage leurs exportations en Syrie du Nord qu'à importer des matières premières ou des produits finis en provenance d'Alep : « Les produits que ce Vilayet exporte intéressant fort peu la Belgique, je me bornerai à en faire une simple énumération. », FP 2009, p. 166 [9 septembre 1911, N<sup>o</sup> 56/7].

<sup>145</sup> Les statistiques commerciales contenues dans le rapport de 1902 chiffrèrent par exemple ces importations à un peu plus d'un dixième de la valeur des exportations belges vers le marché d'Alep. FP 2006, p. 481 [Rapport commercial du 21 mars 1903].

<sup>146</sup> Selon Frédéric Poche, les principaux articles qui étaient susceptibles d'intéresser les Belges étaient par exemple les cotons d'Idlib (au sud-ouest d'Alep), les laines, les noix de galle, les graines de pavot, les pistaches, les amandes, les figues sèches (pour la distillerie), le beurre, l'huile, les peaux (d'agneau) et les maroquins, l'opium, etc. FP 2007, p. 268-269 [6 avril 1905, N<sup>o</sup> 20/3 B22].

<sup>147</sup> Les principaux articles cités dans ce tableau intitulé « Tableau des articles similaires à ceux de la Turquie d'Asie que la Belgique importe annuellement pour plus de 44 millions de livres turques » étaient : le bois, l'huile, le minerai, les peaux, le coton brut, les tissus de soie, etc. Voir FP 2008, p. 193-194 [4 mars 1909, N<sup>o</sup> 18/5].

<sup>148</sup> Dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle par exemple, les mines de métaux sur le territoire de la Belgique s'épuisaient à un rythme croissant. À la fin du siècle, la Belgique tirait déjà une grande partie de ses minerais de fer de l'étranger. Laurent Dechesne, *op. cit.*, p. 424-425.



manifestée par les autorités belges, notamment par l'organisation dans le royaume de plusieurs expositions universelles, événements d'envergure internationale et grandes manifestations à caractère économique, industriel et technologique, devenus très en vogue à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>149</sup>. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, l'organisation d'un tel événement paraissait être pour les autorités belges un moyen incontournable de se présenter au reste du monde comme une puissance européenne, et d'exposer la réussite économique et industrielle du royaume. Ses diplomates et consuls conviaient alors en Belgique les industriels et manufacturiers de toutes les régions du monde, en les encourageant à profiter de cette grande opportunité de mettre en valeur leurs techniques et leur savoir-faire.

#### 2.4.4.1 Expositions universelles d'Anvers (1894), de Liège (1905) et de Bruxelles (1910)

La correspondance du consulat belge d'Alep rend toutefois compte des difficultés et obstacles rencontrés par les frères Poche, alors qu'ils cherchaient à faire participer les industriels et manufacturiers syriens aux expositions d'Anvers (1894), de Liège (1905) et de Bruxelles (1910)<sup>150</sup>. Alors que la Belgique avait vécu au XIX<sup>e</sup> siècle une rapide et importante industrialisation, qu'elle cherchait à développer de nouveaux marchés et à faire la promotion de sa production nationale, les consuls observaient que l'agriculture et l'industrie syriennes ne se modernisaient que de façon très timide, et que les Syriens avaient même une certaine réticence à participer aux expositions belges. Le consul Poche devait surtout jouer dans ce contexte un rôle de médiation et de communication qui consistait principalement à publiciser l'événement auprès des commerçants et industriels d'Alep, et à répondre à leurs questions. Il

<sup>149</sup> Depuis la première édition organisée à Londres en 1855, l'État ottoman se fit un devoir d'être représenté à presque toutes les expositions universelles. C'était là une occasion pour l'Empire ottoman de se présenter au reste du monde comme le chef de file du monde islamique, et comme un membre à part entière du concert des puissances mondiales et des « nations modernes ». En participant à ces événements, les dirigeants ottomans cherchaient aussi à contrôler l'image de l'Empire à l'étranger et à repousser toute insulte faite au prestige de la Sublime Porte. Voir à ce sujet Selim Deringil, « The Hamidian State and World's Fairs: "The Whole World is Watching!" », dans *Studies in Ottoman Social and Economic Life (Studien zu Wirtschaft und Gesellschaft im Osmanischen Reich)*, sous la dir. de Raoul Motika, Christoph Herzog et Michael Ursinus, Heidelberg (Allemagne), Heidelberg Orientverlag, 1999, p. 191. Sur la représentation de l'Empire ottoman aux expositions universelles, voir également Zeynep Çelik, *Displaying the Orient: Architecture of Islam at Nineteenth-Century World's Fairs*, Berkeley (Californie), University of California Press, 1992, 245 p.

<sup>150</sup> Une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères en septembre 1887 indique également que Frédéric Poche avait aussi été chargé d'inviter les industriels d'Alep et de les amener à participer au grand Concours international des sciences et de l'industrie qui devait s'ouvrir à Bruxelles l'année suivante. FP 2003, p. 90-91 [24 septembre 1887, N<sup>o</sup>. 11].

fit ainsi des démarches officielles en juillet 1893 auprès du gouverneur local Hadj Osman Pacha pour l'aviser de l'ouverture (prévue l'année suivante) de l'Exposition universelle d'Anvers et le prier d'en informer la Chambre de commerce locale.

[...] Tout en invitant [Votre Excellence] de vouloir bien réunir les producteurs industriels et négociants de cette ville pour les engager à prendre part à ce grand concours industriel, artistique et commercial. [...] je me tiens à sa disposition pour tous les renseignements supplémentaires qu'elle voudrait avoir lui offrant mon concours personnel en prenant part aux réunions qu'elle convoquera à ce sujet<sup>151</sup>.

Le consul assista d'ailleurs quelques mois plus tard à une séance extraordinaire de la Chambre de commerce d'Alep dans le but de « délibérer avec les principaux industriels et les commerçants de [la] ville de l'opportunité de prendre une part active à ce grand concours », et au cours de laquelle il expliqua le programme de l'Exposition et encouragea les membres de l'assemblée d'y participer<sup>152</sup>. Dans ses démarches pour recruter des participants Frédéric Poche disait toutefois rencontrer plusieurs difficultés, dont les principales étaient l'absence d'associations commerciales et industrielles, ainsi que le manque d'organes de publicité développés dans la région d'Alep. Pour pallier à cet inconvénient, il invita néanmoins le gouvernement belge et les organisateurs de l'Exposition à poursuivre leurs démarches et entrer en contact avec d'autres journaux publiés à Beyrouth.

Le défaut aussi d'un organe de publicité autre que le journal officiel « El Farat » publié par l'Autorité Locale en langue arabe et turque, qui n'a qu'un petit nombre de lecteurs, est aussi un obstacle à surmonter ; il serait dès lors convenable, Monsieur le Ministre, d'engager les organisateurs de l'exploitation [*sic*] de se mettre en rapport avec un des journaux qui se publient en langue arabe à Beyrouth (Syrie). Les plus importants de ces journaux pour Alep sont « El-Béchir », « El-Mousbah », « El-Ahwal » et « Lissan-el-Hal ». La publication d'articles successifs dans ces journaux influencerait, peut-être, sur l'esprit des producteurs de cette contrée et effacerait la

---

<sup>151</sup> L'exposition de 1894 était patronnée par le gouvernement belge et la ville d'Anvers. FP 2004, p. 76-79 [14 juillet 1893, N° 6].

<sup>152</sup> Un avis fut également affiché dans la ville d'Alep pour informer le public de cet événement, l'inviter à profiter de cette occasion et à entrer en contact avec le consulat belge pour obtenir toute information s'y rapportant. FP 2004, p. 90-91 [23 novembre 1893, N° 13].

mauvaise impression résultant des insuccès essayés par certains industriels dans la dernière exposition de Paris<sup>153</sup>.

En dépit de la rencontre organisée à la Chambre de commerce d'Alep, le consul n'avait pu convaincre les négociants et industriels locaux de former une association qui aurait été éventuellement représentée par des délégués à Anvers, dans le but d'exposer les produits de la province ou d'étudier « les avantages [offerts par] la Belgique industrielle aux importateurs et exportateurs syriens »<sup>154</sup>. Même si Frédéric Poche disait apprécier les efforts et la grande sollicitude démontrés par le gouverneur « pour l'avancement matériel et intellectuel » de la province d'Alep, il était néanmoins de plus en plus conscient d'une certaine indifférence, voire même de la méfiance, des « industriels » (soit probablement des producteurs manufacturiers et des artisans) syriens pour ce genre de manifestation. Il exprima assez franchement, dans une lettre au ministre des Affaires étrangères, le faible enthousiasme exprimé à Alep pour l'Exposition : « Je ne puis cependant pas me dissimuler le peu d'entrain que je rencontre parmi les industriels qui ne voient dans tout ceci que l'imitation et la supplantation de leur industrie »<sup>155</sup>. Cette partie de la correspondance consulaire reflète donc un certain manque d'intérêt des Alépins pour la plupart des expositions organisées en Belgique (qui semble d'ailleurs s'être confirmé par leur faible participation à ces événements), et tend à démontrer que l'importance accordée à ce genre de manifestation d'envergure internationale par le gouvernement impérial (notamment au cours du règne d'Abdülhamid II) ne trouvait pas nécessairement d'écho dans une capitale provinciale comme Alep.

Les archives du consulat belge montrent qu'Albert et Frédéric Poche furent également chargés d'un mandat similaire pour la promotion de l'Exposition universelle de

---

<sup>153</sup> Cependant, la correspondance n'offre pratiquement aucune information qui permettrait de qualifier ou de mesurer l'ampleur des « insuccès » de participants originaires de provinces syriennes, ni même d'autres provinces ottomanes, à l'Exposition de Paris. FP 2004, p. 276-278 [2 août 1893].

<sup>154</sup> FP 2004, p. 287-289 [10 octobre 1893]

<sup>155</sup> FP 2004, p. 291-293 [7 décembre 1893]



Liège<sup>156</sup>, qui devait quant à elle s'ouvrir en avril 1905. Aucune information disponible dans les documents consultés ne permet toutefois de conclure à une quelconque participation significative d'exposants de la province d'Alep. Les frères Poche furent toutefois plus loquaces sur leur travail de recrutement pour l'Exposition universelle de Bruxelles de 1910, de même que sur les résultats obtenus. Frédéric avait apparemment entrepris dès mars 1908 des démarches à cet effet, puisqu'il affirmait s'être entretenu de la question avec le gouverneur général de la province d'Alep, Nazim Pacha<sup>157</sup>. Le gouverneur ne se croyait toutefois pas en mesure d'encourager la participation de sujets ottomans à cet événement sans autorisation préalable du gouvernement ottoman central de Constantinople.

En avril 1908, Frédéric Poche écrivit au consul général à Smyrne que l'Administration provinciale d'Alep était sans instructions de la part des autorités impériales de Constantinople quant aux « instructions [et] facilitations » que le gouvernement accorderait aux exposants (sans doute les moyens financiers et logistiques qui seraient mis à la disposition des agriculteurs ou manufacturiers qui décideraient de participer à l'Exposition). Des entretiens qu'il avait eus avec certains commerçants et industriels de la province, il avait pu constater que « les résultats désastreux » obtenus par les exposants d'Alep dans différentes expositions, tant en Europe qu'aux États-Unis d'Amérique, ainsi que la désillusion entraînée par ces participations précédentes, seraient les principales pierres d'achoppement au recrutement de participants pour l'exposition de Bruxelles de 1910<sup>158</sup>.

Le consul Poche comptait toutefois entamer des pourparlers avec les autorités locales, transmettre à la Chambre de commerce d'Alep la lettre d'appel aux exposants (traduite en turc), distribuer les brochures publiées par le Comité exécutif de l'Exposition aux négociants et aux industriels de sa juridiction consulaire et les inciter à profiter de cette « occasion

---

<sup>156</sup> Le consulat belge d'Alep devait donner dans tout le district consulaire la publicité nécessaire à cette entreprise, en informant notamment les producteurs et les personnes intéressés des « conditions et des avantages » reliés à la participation à cet événement d'envergure internationale. FP 2006, p. 270-271 [9 février 1904, N<sup>o</sup>. 12/5 A6].

<sup>157</sup> Le consul jugeait alors qu'il s'avérerait opportun de faire traduire en arabe, en turc et en arménien (les trois principales langues parlées dans la province) l'appel aux exposants transmis par le gouvernement belge, et d'en faire imprimer et distribuer une centaine d'exemplaires. FP 2008, p. 12-13 [12 mars 1908, N<sup>o</sup>. 17/2].

<sup>158</sup> FP 2008, p. 34-36 [27 avril 1908, N<sup>o</sup>. 27/5]



exceptionnelle d'élargir le cercle de leurs affaires et de donner un nouvel essor à leur industrie »<sup>159</sup>. Cependant, malgré toutes ces démarches, en juillet 1908, le gouverneur d'Alep demeurait toujours sans instructions de la part du gouvernement ottoman<sup>160</sup>. Le consul affirmait néanmoins avoir poursuivi par la suite ses démarches auprès du gouvernement général d'Alep et de la Chambre de commerce et avoir fait traduire et afficher l'appel aux producteurs dans les principaux centres de la ville<sup>161</sup>. À la fin de l'année 1908, en dépit de tous les efforts consentis, le consul Poche n'avait toutefois pu convaincre les industriels de la province de participer à l'Exposition universelle de Bruxelles. Écrivant au consul général à Smyrne en janvier 1909, il affirmait même ne trouver aucune disposition favorable auprès des industriels et négociants d'Alep : « Pour comble de contrariété, je me trouve en face d'une chambre de commerce formée de membres apathiques & incapables et de gouvernants sans prestige préoccupés d'eux-mêmes & de la situation politique... »<sup>162</sup>. Le consul faisait probablement référence, dans cet extrait, aux contrecoups de la révolution menée par les Jeunes Turcs en juillet 1908 (qui avait été suivie du rétablissement de la constitution et d'élections au parlement ottoman, remportées largement par le CUP)<sup>163</sup>.

Le consul comptait néanmoins sur l'appui du gouverneur de la province d'Alep, Rechid Bey, et sur son influence auprès de la Chambre de commerce locale, afin qu'elle encourage la participation des industriels d'Alep à l'Exposition universelle de Bruxelles de

---

<sup>159</sup> FP 2008, p. 62-63 [12 juin 1908, N°. 37/7 bis, soit 38/8]

<sup>160</sup> FP 2008, p. 68-69 [14 juillet 1908, N°. 41/10]

<sup>161</sup> Dans une lettre adressée en novembre 1908 à J. Davignon, le ministre des Affaires étrangères à Bruxelles, le consul résume les démarches poursuivies depuis juillet en vue du recrutement de participants : « Depuis cette époque, je n'ai cessé d'engager les producteurs & les négociants de mon ressort consulaire à prendre part à cette Exposition grandiose, mais à mon regret, je ne puis me féliciter d'avoir pu vaincre la résistance des industriels. Ceci néanmoins, j'ai fait traduire cet avis en langue Arabe et je l'ai fait insérer, le 9 de ce mois dans le N°. 1990 du « Farat », tant en langue turque qu'en arabe. Puissent mes efforts aboutir au but en vue. », FP 2008, p. 142-143 [23 novembre 1908, N°. 81/9]. Voir également FP 2008, p. 149-150 [14 décembre 1908, N°. 85/21].

<sup>162</sup> Le consul Poche prévoyait dans ces circonstances recourir au gouvernement ottoman de Constantinople pour qu'il donne l'ordre au gouvernement d'Alep d'enjoindre la chambre de commerce de la ville de convoquer une assemblée (à laquelle il assisterait) qui devrait délibérer de l'opportunité de participer à l'Exposition de Bruxelles et d'inviter les autorités des *sancaks* d'Urfa et de Maraş à encourager leurs propres industriels à s'y associer. FP 2008, p. 178-181 [23 janvier 1909, N°. 7/1].

<sup>163</sup> Sur cette période, voir Keith David Watenpaugh, *Being Modern in the Middle East*, p. 55-67.

1910<sup>164</sup>. Les difficultés rencontrées par le consul dans sa mission de recrutement semblent avoir été liées en bonne partie à la situation commerciale et industrielle très précaire de la province d'Alep<sup>165</sup>, notamment suite aux massacres de Cilicie en 1909<sup>166</sup>, qui avaient provoqué un grand exode des chrétiens de la région vers les États-Unis et le Brésil. À la fin de l'année 1909, Frédéric Poche poursuivait néanmoins ses efforts par la rédaction, la traduction, puis la distribution aux industriels et négociants d'Alep d'un nouvel avis inséré dans le journal de langue arabe *al-Taqaddum* (Le Progrès). De l'avis du consul, les industriels de la ville, invités par une nouvelle publicité à prendre part à l'Exposition, semblaient plutôt préoccupés par la situation politique et économique troublée de l'Anatolie, qu'il décrivait comme « une crise interne provoquée par l'état politique de l'Asie Mineure où se [trouvait] engagée une partie de leurs fonds par l'activité toujours croissante des ouvriers tisserands »<sup>167</sup>. Malgré la publicité faite par le consul, ainsi que les appels lancés au public d'Alep et des autres villes de la province, le ralentissement économique et industriel semblait donc s'avérer un obstacle majeur au recrutement, et la circonscription d'Alep ne figura pas dans la section ottomane de l'Exposition<sup>168</sup>. Au demeurant, ces événements étaient probablement peu profitables en regard des opportunités d'affaires réelles pour des artisans, commerçants et agriculteurs d'une province dont l'agriculture et l'artisanat demeuraient, au début du XX<sup>e</sup> siècle, somme toute peu mécanisée ou industrialisée. Les potentiels

<sup>164</sup> L'Exposition de Bruxelles devait se tenir d'avril à novembre 1910, et une surface de 2000 m<sup>2</sup> avait apparemment été réservée pour un pavillon ottoman : FP 2008, p. 193-194 [4 mars 1909, N<sup>o</sup>. 18/5] ; FP 2008, p. 297 [15 novembre 1909, N<sup>o</sup>. 100/22].

<sup>165</sup> Le consul décrivait un contexte économique difficile, aggravé par la « décimation des récoltes par les sauterelles », et contrecarrant ses démarches de recrutement : « ...négociants & industriels préoccupés de la tourmente qui règne & qui assombrit l'horizon plein de dangers se retranchent dans l'inaction. », FP 2008, p. 230-232 [7 juin 1909, N<sup>o</sup>. 48/12].

<sup>166</sup> La contre-révolution d'avril 1909 fut marquée par les massacres de dizaines de milliers de non-musulmans en Anatolie centrale. Des émeutes sanglantes se produisirent le 14 avril 1909 à Adana (en Cilicie), au cours desquelles plusieurs milliers d'Arméniens furent massacrés. François Georgeon, *Abdülhamid II*, p. 420.

<sup>167</sup> Dans cette lettre adressée au consul général à Smyrne, le consul Poche attirait par ailleurs l'attention des autorités belges sur le fait que les fabricants et commerçants de la province d'Alep avaient probablement peu à gagner (et sans doute plus à perdre) en risquant l'investissement total nécessaire pour participer à ce genre d'événement. Cette réticence laisse aussi supposer que les exposants d'Alep étaient peu ou pas dédommagés s'ils décidaient de participer aux expositions à l'étranger : « D'autre part il faut considérer que ces fabricants sont des industriels qui ne disposent que de petits capitaux, aussi le cas éventuel de la mévente de leurs produits serait un résultat fort onéreux à leurs intérêts. », FP 2008, p. 294-295 [15 novembre 1909, N<sup>o</sup>. 100/22].

<sup>168</sup> FP 2009, p. 28-29 [2 mars 1910, N<sup>o</sup>. 20/5]

« exposants » alépins que le consul Poche cherchait à recruter considéraient donc probablement peu rentable cette participation, compte tenu des frais encourus par la participation à l'événement lui-même, du temps consacré pour le déplacement et la durée du séjour à l'étranger, et ce, sans compter les efforts déployés pour la préparation d'un kiosque ou d'un pavillon, qui pouvaient représenter tout compte fait un investissement relativement considérable.

## 2.5 Modernisation d'une province ottomane : intérêts économiques et financiers

La pénétration économique et financière européenne dans l'Empire ottoman était bien sûr liée à l'industrialisation et l'expansion politique et commerciale de l'Europe partout dans le monde. Toutefois, certains facteurs internes, ou propres au contexte ottoman, expliquent aussi en partie la pénétration européenne accrue sur le territoire ottoman. Ces facteurs ont trait aux finances ottomanes, à la modernisation des institutions de l'État (l'armée, par exemple), à l'expansion urbaine, etc. À plusieurs égards, la modernisation des infrastructures de l'empire – et surtout le développement ferroviaire – reflétait une volonté de centralisation de l'État ottoman central qui cherchait à affirmer son autorité sur les provinces de la périphérie. À la lecture de la correspondance consulaire belge d'Alep, il semble que le développement de plus en plus important des infrastructures ottomanes de transport, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ne tenait pas nécessairement compte des intérêts économiques des provinces et des capitales provinciales ottomanes, et notamment de l'importance économique et commerciale d'une ville comme Alep. Par exemple, la configuration du réseau ferroviaire progressivement mis en place en Syrie, en Anatolie orientale et en Mésopotamie semble indiquer que les intérêts politiques de l'État central ottoman (notamment la possibilité d'acheminer des troupes rapidement vers des zones périphériques de l'Empire échappant au contrôle direct du gouvernement) jouaient plutôt un rôle primordial dans les concessions de chemins de fer dans la région. Enfin, les intérêts économiques, financiers et politiques de puissances européennes rivales (notamment la France et l'Allemagne) présentes à cette époque dans la région, semblent également avoir été des facteurs déterminants dans la conception et la réalisation de travaux d'infrastructures majeurs dans le secteur des transports en Syrie.



### 2.5.1 Système de concessions et opportunités pour industriels, capitalistes et ressortissants belges

C'est durant le règne du sultan Abdülhamid II que s'accéléra le mouvement des investissements directs étrangers dans l'Empire ottoman<sup>169</sup>. Au cours des années 1890, la construction de chemins de fer s'intensifia grandement et comptait alors pour une grande partie des investissements réalisés. Les secteurs des infrastructures de transport, particulièrement celles liées au commerce (installations portuaires et ferroviaires), de même que ceux des travaux urbains et des services publics, offraient de belles perspectives aux capitalistes, industriels et financiers européens. Les entrepreneurs qui géraient ces grands chantiers, détenteurs de concessions, laissaient une place importante à l'expertise et aux capitaux européens, notamment pour la fourniture de matériel nécessaire aux travaux de construction ou à la mise en exploitation des services, ce qui favorisait par exemple les industries européennes de la sidérurgie ou de la machinerie. Pour le gouvernement belge, les contrats pour des entreprises de travaux publics sur le territoire ottoman offraient donc la perspective de commandes (de matériaux ou de machinerie) potentiellement lucratives pour les industriels et manufacturiers nationaux. Pour cette raison, les Belges avaient sans doute intérêt à retenir les services d'un médiateur dans la région, qui, agissant à titre de consul, jouerait un rôle important de prospection et de relations publiques (officielles ou non) auprès du gouvernement ottoman ou d'autres entrepreneurs et industriels (européens comme ottomans) présents dans la région.

### 2.5.2 La vente d'armes aux troupes ottomanes

Un des premiers champs d'action des réformes ottomanes du XIX<sup>e</sup> siècle (*Tanzimat*) fut le domaine militaire. Les Ottomans avaient pris conscience de la supériorité des armées occidentales dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais les défaites subies par les armées ottomanes face aux troupes du gouverneur d'Égypte Mehmet Ali au cours des années 1830 constituèrent pour les dirigeants de l'empire un immense choc et précipitèrent la réforme de l'armée dès le

---

<sup>169</sup> Sur les investissements de capitaux étrangers dans le secteur des travaux publics et des infrastructures ottomanes durant le règne d'Abdülhamid, voir François Georgeon, « Le dernier sursaut (1878-1908) », p. 537-542, 547-553, 564-569 ; V. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*.



début du règne d'Abdülmeçid<sup>170</sup>. La modernisation de l'armée devait aussi forcément passer par la réforme de l'enseignement militaire, et de nouvelles institutions et collèges furent ainsi fondés au cours du règne de Mahmud II (1808-1839). Ces nouveaux établissements, dispersés à travers l'Empire, s'ajoutèrent à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au noyau initial des grandes écoles militaires de la capitale ottomane où l'enseignement était assuré par des experts français ou prussiens. Les réformes militaires ottomanes impliquaient par ailleurs une réorganisation générale des forces terrestres et navales, une mutation de l'équipement des troupes et l'acquisition d'un armement plus performant (et comparable à celui des armées européennes), de même que de nouvelles méthodes d'entraînement et de discipline militaire. L'importance que le gouvernement ottoman accordait à cette époque au domaine militaire suscitait d'ailleurs l'intérêt des Européens, dont l'industrie et la technique pouvaient ainsi être mises à profit, entre autres, par la vente d'armes aux troupes ottomanes<sup>171</sup>.

Les industriels et armuriers belges étaient sans doute intéressés au marché potentiel important que représentait à cette époque l'Empire ottoman, et les archives du fonds Poche montrent que certaines occasions d'affaires se présentaient alors en Syrie, notamment pour la fourniture des troupes ottomanes d'Alep. À la fin des années 1860, le consul Picciotto avait d'ailleurs importé quelques échantillons d'armes, et avait tenté de passer un contrat entre le gouvernement provincial et des industriels belges. Ce n'était apparemment pas une première tentative de percer le marché syrien, puisque le consul écrivait alors qu'il avait déjà lui-même participé auparavant à la conclusion d'un contrat pour approvisionner le gouvernement d'Alep<sup>172</sup>. Cette fois-ci, les mousquetons furent toutefois interceptés à la douane

---

<sup>170</sup> Fils et successeur de Mahmud II, Abdülmeçid I<sup>er</sup> régna de 1839 à 1861. Sur les réformes militaires de cette époque, voir Paul Dumont, « La période des *Tanzîmât* (1839-1878) », dans Robert Mantran, *op. cit.*, p. 481-483.

<sup>171</sup> Pour un bref survol des armes à feu utilisées par l'armée ottomane à partir des années 1860, voir Norman N. Lewis, *Nomads and Settlers*, Annexe 3, p. 210. Une partie des fusils et carabines utilisés à cette époque par l'armée ottomane étaient d'ailleurs importés de Belgique. Les Belges ont également contribué par leur expertise à la production de munitions dans l'Empire. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*, p. 67-68.

<sup>172</sup> Le consul Picciotto n'avait apparemment rencontré à cette époque aucune difficulté auprès des autorités douanières ou civiles de la province : « Lorsque S. E. Djevdet Pacha était gouverneur en cette résidence j'avais fait un contrat avec le Gouvernement pour 500 mousquetons que j'ai importés de la Belgique d'après un modèle porté exprès, & Son Excellence en a été complètement satisfait. », FP 2002 [22 juillet 1869, N<sup>o</sup> 9]. Ahmet Cevdet Pacha (1823-1895), homme d'État, juriste et historien ottoman, fut gouverneur d'Alep durant deux

d'Alexandrette, et le consul réclama l'aide et l'influence de la légation belge de Constantinople auprès de la Sublime Porte pour sauvegarder ses intérêts, en présentant la situation comme suit au ministre Jules Greindl : « [...] tout considéré, il me semble que je ne dois pas être la victime de l'importation de ces échantillons d'armes faites dans le seul but d'être utile au Gouvernement de S. M. I. le Sultan et d'introduire dans ces contrées l'industrie belge »<sup>173</sup>. Le consul avait apparemment contrevenu à une interdiction d'importation d'armes qui, bien que prononcée deux ans auparavant par le gouvernement ottoman, semblait être encore en vigueur<sup>174</sup>.

Il semble d'ailleurs que les industriels belges aient eu de la difficulté à commercialiser leurs armes à Alep entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, principalement en raison de l'interdiction d'importation d'armes de chasse par le port d'Alexandrette (qui était en vigueur depuis les années 1880), qui était due, selon le consul Poche, à l'ancien gouverneur Djemil Pacha, lui « qui [avait fait croire] au gouvernement de Constantinople que les arabes du désert recevaient des armes de ce port »<sup>175</sup>. Dans les années 1890, Frédéric Poche s'élevait contre cette interdiction d'entrée d'armes de chasse à Alexandrette, qu'il jugeait être une mesure prohibitive aléatoire (concernant seulement la province d'Alep) qui n'empêchait aucunement les tribus nomades du désert de s'armer de carabines Martini. Certaines plaintes adressées au ministre belge à Constantinople portaient notamment sur l'abus de pouvoir manifesté par la douane ottomane, qui avait saisi une caisse d'armes à feu envoyées à titre d'échantillons. Le consul cherchait probablement à défendre les intérêts commerciaux de fabricants d'armes belges en invoquant le fait que fusils et revolvers affluaient de toute façon par voie de terre à la grandeur de l'empire, tant sur les

---

ans avant de devenir ministre ottoman de la justice, en 1868. Voir Yüksek Çelik, « Ahmed Cevdet Pasha », *Encyclopedia of the Ottoman Empire*, New York, Facts On File, 2009, p. 26-27 ; Christoph K. Neumann, « Ahmed Cevdet Pasha », *Encyclopaedia of Islam III*, Texte intégral en ligne (consulté le 12 mars 2012), Brill Online, 2012.

<sup>173</sup> FP 2002 [22 juillet 1869, N° 9]

<sup>174</sup> Le consul d'Alep avait accusé réception d'une dépêche, adressée le 30 mars 1867 par le ministre belge de Constantinople, spécifiant : « [...] le Gouvernement ottoman vient d'interdire l'importation en Turquie des revolvers qui considérés jusqu'à ce jour comme armes de luxe viennent d'être classées par la Sublime Porte dans la catégorie des armes de guerre. », FP 2001, p. 78 [12 avril 1867, N° 3].

<sup>175</sup> FP 2007, p. 267-268 [6 avril 1905, N° 20/3]

marchés d'Asie Mineure (Ayдын), d'Anatolie (Konya), de Syrie (débarquant à Beyrouth, puis étant transportées et vendues publiquement dans les bazars à Damas, Homs, Hama et Alep) que de la Mésopotamie (Bagdad)<sup>176</sup>. Dans une lettre adressée en août 1893 au ministre de Belgique à Constantinople, le consul expliquait que les armes (particulièrement les carabines Martini) débarquaient dans la région tant par le golfe Persique que par la côte méditerranéenne à Beyrouth, et qu'elles tombaient ainsi facilement entre les mains des tribus nomades du désert.

[...] Les tribus nomades du désert de la Syrie trouvent sur le littoral du Golfe Persique un entrepôt suffisant pour s'alimenter de toutes sortes d'armes à feu. Ce qu'il y a de certainement regrettable c'est que chacun des chefs de tribus les plus puissantes dispose d'un nombre assez important d'individus armés de carabines Martini. Or la mesure prohibitive qui frappe l'entrée des armes de chasse dans le port d'Alexandrette n'est qu'aléatoire, éphémère même, puisqu'elle n'empêche pas le désert de s'armer, raison dont se sert le Gouvernement Turc pour justifier la mesure exceptionnelle qui frappe isolément le Vilayet d'Alep<sup>177</sup>.

Aux yeux de Frédéric Poche, l'application de cette mesure prohibitive injuste et inefficace ne pouvait visiblement servir qu'à porter atteinte au commerce d'armes belges avec la province d'Alep. Il demanda même à Georges Neyt, le ministre belge à Constantinople, de faire, s'il le croyait à propos, « les démarches nécessaires pour en provoquer l'abolition »<sup>178</sup>. L'Empire ottoman et la Syrie représentaient sans doute un débouché non négligeable pour les fabricants et industriels d'armes belges et cette prescription, demeurée en vigueur sur une période de près de vingt ans, gênait visiblement les exportations belges<sup>179</sup>. Les échanges subséquents de

---

<sup>176</sup> FP 2004, p. 194 [31 mars 1893, N° 4]

<sup>177</sup> FP 2005 [31 août 1893, N° 8]

<sup>178</sup> Le consul Poche fit également des démarches répétées auprès des autorités alépiques et belges afin d'obtenir le retour d'une caisse contenant trois fusils de chasse (envoyés le 17 juin 1890, à titre d'échantillons, par un dénommé M. Deville de Spa, en Belgique, à l'attention de la maison commerciale Frères Poche & C<sup>o</sup>.) qui avait été confisquée par les autorités douanières d'Alexandrette. La marchandise se trouvait toujours en souffrance à la douane en 1893, sous prétexte que la Direction générale de Constantinople n'avait donné aucune instruction pour son renvoi, une condition qui était requise par la Direction de la douane d'Alexandrette. FP 2005 [31 août 1893, N° 8].

<sup>179</sup> Par exemple, Frédéric Poche mentionne dans une lettre adressée en 1887 au chargé d'Affaires belge à Constantinople que l'annulation de l'interdiction d'importation de fusils de chasse rouvrirait « un débouché assez important aux fabriques de Liège qui s'en trouvent actuellement privées. » FP 2003, p. 39-40 [18 février 1887, N° 3].



correspondance avec le ministre belge de Constantinople ou le ministère des Affaires étrangères de Belgique ne permettent pas de savoir si cette mesure fut modifiée ou révoquée par le gouvernement ottoman, mais indiquent néanmoins que Frédéric Poche servait toujours vers 1910 d'intermédiaire entre les fabricants armuriers belges et certains négociants locaux qui revendaient alors des armes au détail à Alep<sup>180</sup>. Même au début des années 1910, l'importation d'armes à feu de Belgique semblait encore créer aux Belges d'interminables démêlés avec les autorités douanières d'Alexandrette<sup>181</sup>. En somme, ces mesures prohibitives appliquées par les autorités douanières ottomanes reflètent probablement la volonté qu'avait le gouvernement ottoman, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, de mettre fin à la contrebande d'armes, ou à tout le moins de mieux contrôler leur entrée dans l'Empire. Ces mesures, qui selon le consul s'avéraient largement inefficaces, représentaient peut-être également une tentative du gouvernement ottoman de réduire la puissance militaire des tribus nomades, dans un programme plus vaste de sédentarisation tribale et de reconquête intérieure mis en œuvre par le gouvernement ottoman depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

### 2.5.3 L'intérêt des Belges pour les chemins de fer en Syrie

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, quelques puissances européennes entraient en concurrence pour obtenir du gouvernement ottoman des concessions leur donnant l'exclusivité de la construction et de l'exploitation de diverses lignes de chemin de fer pour une période définie à l'avance. Dans certains cas, le contrat de concession pouvait également comporter une « garantie kilométrique », qui assurait à une société concessionnaire exploitant une ligne un

<sup>180</sup> En transmettant une liste de noms des « principaux négociants en armes » et « arquebusiers » d'Alep, Frédéric Poche conseillait la plus grande prudence aux industriels belges sur le marché local : « Je ne saurais assez recommander à nos fabricants d'armes d'être circonspects en matière de crédit & de se renseigner sur la valeur morale & matérielle de leurs clients avant de livrer la marchandise pour éviter des chicanes & des laisser pour compte. », FP 2009, p. 60-62 [13 octobre 1910, N<sup>o</sup>. 63/10] ; FP 2009, p. 65 [13 octobre 1910, N<sup>o</sup>. 65/15].

<sup>181</sup> Par exemple, en 1911, un agent commercial local, Joseph Samman (un sujet ottoman qui représentait la firme Van Hertsen & C<sup>o</sup>. d'Anvers), se vit refuser par la douane d'Alexandrette la livraison de deux caisses de revolvers arrivées de Belgique. Le consul Poche fit alors appel à la Direction supérieure des douanes à Constantinople, via le ministre belge, pour « qu'elle donne ordre au Bureau d'Alexandrette de désister sur sa prétention injustifiable d'exiger des frais de stationnement sur une marchandise qu'elle a refusé de livrer & de rembourser intégralement les frais dus en toute justice ». FP 2009, p. 199-200 [27 décembre 1911, N<sup>o</sup>. 88/12]. D'autres documents de 1911 montrent que 240 revolvers appartenant à la firme F. Hanquet de Liège furent saisis chez la maison commerciale A. Girardi & fils d'Alep, puis vendues aux enchères publiques par le « Bureau exécutif », qui était sans doute la direction des douanes de la province d'Alep. FP 2009, p. 182 [9 novembre 1911, N<sup>o</sup>. 75/7] ; FP 2009, p. 189-190 [27 novembre 1911, N<sup>o</sup>. 82/9].



revenu fixe minimal pour chaque kilomètre de voie ferrée construit. Au cours de la période 1890-1914, la construction ferroviaire fut le secteur d'investissements directs<sup>182</sup> de capitaux étrangers le plus important dans l'Empire ottoman. Ce sont les Britanniques qui construisirent les premiers chemins de fer de l'Empire (en Anatolie, à partir des années 1850-1860), mais la compétition pour l'obtention des concessions ferroviaires dans les provinces arabes et en Syrie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle s'avéra beaucoup plus intense. La France et l'Allemagne étaient alors devenues les deux principales puissances rivales convoitant des concessions en Syrie, et les intérêts économiques ou financiers belges étaient souvent associés aux entreprises françaises et aux contrats qu'elles exécutaient. Malgré d'éclatants succès obtenus ailleurs dans le monde dans le secteur des transports<sup>183</sup>, il appert que les industriels et hommes d'affaires belges se soient plutôt retrouvés au Proche-Orient dans des rôles de sous-traitants, de sous-entrepreneurs ou de fournisseurs pour diverses entreprises ferroviaires (notamment en Syrie, ou lors de la construction du chemin de fer du Hedjaz). À part Georges Nagelmackers – un homme d'affaires belge qui était lié de près à la finance française et qui avait cédé aux Français deux concessions ferroviaires en Asie Mineure, obtenues respectivement en 1891 (ligne Mudanya-Brousse) et en 1893 (ligne Smyrne-Kasaba) – les Belges rencontrèrent relativement peu de succès à titre de concessionnaire principal, et ils durent même, dans un contexte de rude compétition, capituler dans certains cas où ils ne pouvaient simplement pas concurrencer le capital financier français.

Le vif intérêt démontré à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par les Belges pour les concessions ferroviaires en Syrie était sans doute lié en grande partie au fait qu'ils avaient développé une expertise dans ce domaine et que leur industrie était assez compétitive pour fournir les matériaux de construction et la machinerie nécessaires à ce genre de projets, et ce, à qualité égale au matériel français et souvent même à un prix moindre, grâce à un coût de fabrication

---

<sup>182</sup> Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 774 ; V. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*, p. 74.

<sup>183</sup> De la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1914, plusieurs firmes belges ont par exemple obtenu d'importants succès dans la construction de chemins de fer et de réseaux de transports urbains en Chine, en Russie ou en Argentine, et ont ainsi contribué à exporter les capitaux, la technologie et le savoir-faire belges. Alberte Martínez Lopez, « Belgian Investment in Tramways and Light Railways: An International Approach, 1892-1935 », *The Journal of Transport History*, 24, 1 (Mars 2003): 59-77.

et de transport inférieur par Anvers<sup>184</sup>. Les capitalistes et industriels belges étaient donc à cette époque surtout intéressés à obtenir des parts financières dans les contrats de construction de chemins de fer sur le territoire ottoman, ou à assurer l'approvisionnement de fer, de charbon, de matériel fixe (tel que les rails), de matériel roulant (locomotives, wagons) ou de tout autre équipement ou machinerie nécessaires à ces entreprises<sup>185</sup>.

Ces intérêts des Belges rejoignaient en quelque sorte ceux des consuls Picciotto et Poche, qui démontraient eux-mêmes un profond intérêt pour le développement des infrastructures de la province d'Alep. Ils se sentaient interpellés, en tant que marchands locaux spécialisés notamment dans l'import-export avec l'Europe, par la construction d'infrastructures ferroviaires tout autant que par l'amélioration du réseau de routes ou des installations portuaires de la région. Leurs interlocuteurs belges étaient, quant à eux, intéressés à investir dans des projets qui seraient rentables aux investisseurs nationaux et qui seraient profitables aux industriels belges par l'ouverture de nouveaux chantiers et la conquête de nouveaux marchés de consommateurs où exporter leur production. Le rôle du consul, dans un contexte où les puissances industrialisées entraient en compétition pour l'obtention de concessions de travaux publics dans les provinces asiatiques de l'Empire, était donc d'agir comme un agent local d'information et de représentation qui transmettrait aux autorités belges les plus récentes nouvelles sur l'attribution de contrats par les autorités ottomanes (notamment les concessions ferroviaires), ou sur l'avancement d'autres travaux publics d'aménagement urbain<sup>186</sup>.

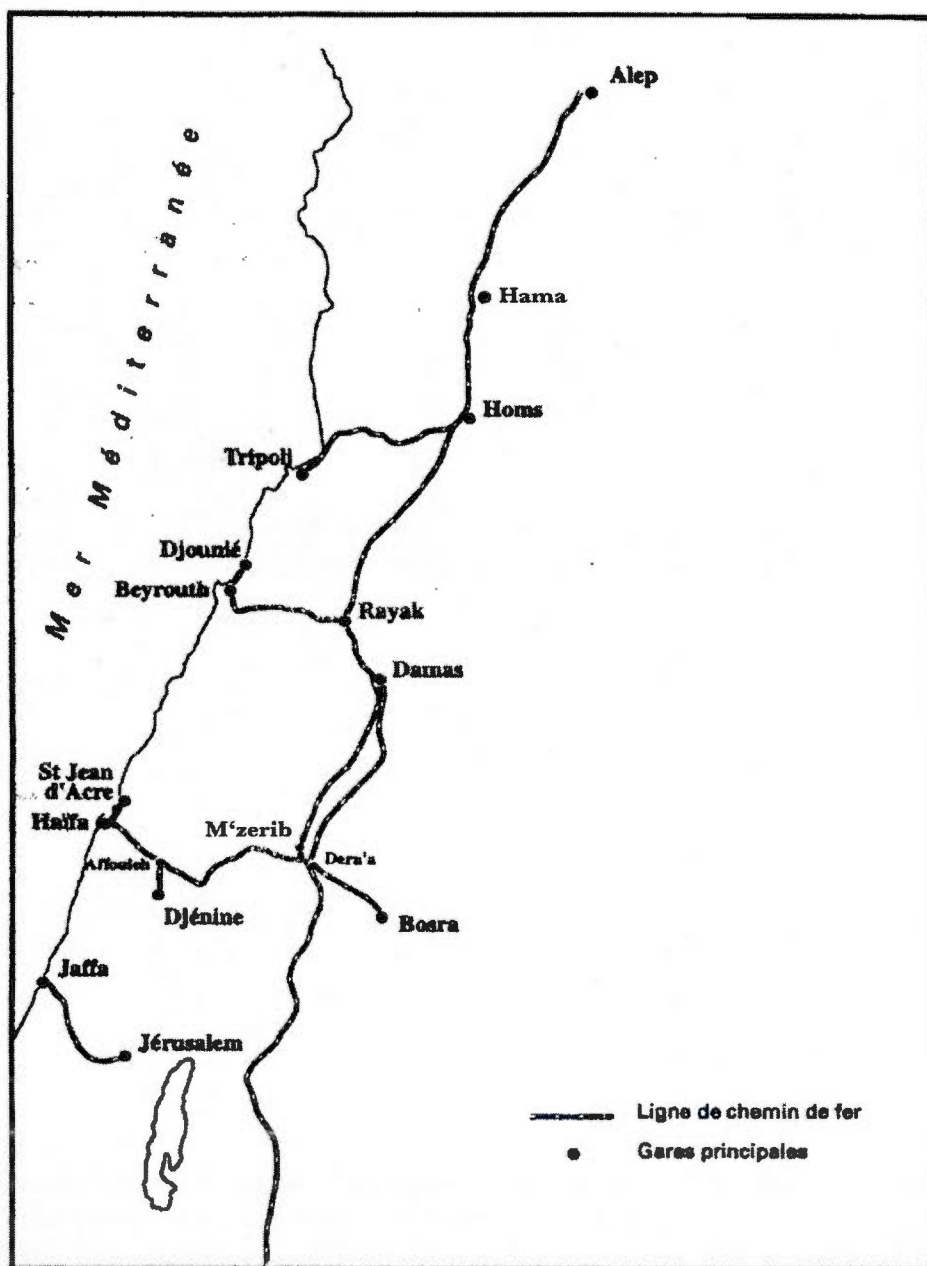
---

<sup>184</sup> Les industriels belges ont connu du succès dans la fourniture de matériel de transport, et notamment dans le secteur ferroviaire ottoman, pour la plupart des lignes construites par des sociétés françaises dans l'empire, telles que les lignes Beyrouth-Damas (1892-1895) ou Rayak-Hama (1901-1902), ainsi que les tronçons Hama-Alep (1905-1906) et Homs-Tripoli (1910-1911). L'usine Cockerill de Liège a aussi fourni le matériel pour le raccordement des Tramways Libanais à la gare centrale de Beyrouth (1896), ainsi que dix mille tonnes de rails pour la construction du chemin de fer du Hedjaz (1901). Voir à ce sujet Jacques Thobie, « Intérêts belges et intérêts français dans l'Empire ottoman (1880-1914) », p. 79-83.

<sup>185</sup> Par exemple, la ligne Damas-Hauran avait été primitivement concédée à une compagnie belge et le matériel destiné aux chemins de fer provenait en grande partie de Belgique. Noël Verney et George Dambmann, *Les puissances étrangères dans le Levant*, p. 58 ; V. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*, p. 67-68.

<sup>186</sup> Par exemple, en 1872, le consul Picciotto informait la légation belge de Constantinople de l'arrivée à Alep de plusieurs ingénieurs européens au service de la Sublime Porte. Ils devaient se rendre à Urfa en Mésopotamie pour mener des études pour un éventuel chemin de fer partant d'Alexandrette et allant jusqu'au golfe Persique. FP 2002 [26 décembre 1872, N° 7].

**Carte Thierry Lantz**



## 2.2 Les principaux chemins de fer en Syrie au début du XX<sup>e</sup> siècle

Carte extraite (et modifiée) de François Lantz, *Chemins de fer et perception de l'espace dans les provinces arabes de l'Empire ottoman : 1890 - 1914*, Paris, L'Harmattan, 2005.



Les consuls exprimaient régulièrement à leurs interlocuteurs belges leur impatience, voire leur exaspération, de voir se concrétiser certains projets d'infrastructures modernes de transport dans la province d'Alep. Ils accordaient beaucoup d'importance à cette question, sans doute parce qu'ils éprouvaient eux-mêmes en tant que commerçants certains inconvénients et certaines frustrations face à la lenteur des travaux reliés aux infrastructures de transport dans la région<sup>187</sup>. En présentant le développement du réseau ferroviaire à la fois comme une solution durable à la morosité économique de la région et comme une entreprise de construction lucrative pour les Européens, les consuls tentaient fort probablement aussi de faire des Belges leurs alliés auprès des autorités ottomanes pour favoriser la réalisation de ces projets de grande envergure. La communauté marchande d'Alep était ainsi, au cours des années 1890, dans l'expectative de l'arrivée du chemin de fer, et le consul Poche exprimait tantôt son enthousiasme, et tantôt ses craintes et ses réticences, par rapport aux divers projets mis de l'avant ou pressentis dans la région. Par exemple, dans un rapport adressé en février 1895 au ministre des Affaires étrangères, le consul livrait ses impressions personnelles sur la concession de chemin de fer donnée à l'automne 1893 à la Compagnie française des chemins de fer économiques. Suite à l'annonce de cette nouvelle, des études préparatoires avaient été réalisées, mais depuis lors, un « profond silence » régnait sur cette entreprise. Frédéric Poche jugeait pour sa part que le choix éventuel de relier Alep à un axe ferroviaire nord-sud<sup>188</sup> (et à la ligne qui partait de Damas) s'avérerait désavantageux pour les commerçants locaux.

[...] Cette ligne ne peut être que d'une utilité secondaire pour Alep & la seule voie qui me semble être la plus rationnelle est bien la ligne [sur un axe ouest-est] qui, partant d'Alexandrette ou de Souéidieh, passant par Antioche & Alep, aboutirait à Meskéné (Balis) sur l'Euphrate & aurait pour auxiliaire essentiel la concession de la navigation de ce fleuve<sup>189</sup>.

<sup>187</sup> Malgré son importance politique, économique et démographique, la ville d'Alep, ne fut reliée qu'assez tardivement (1906) au réseau ferroviaire syrien.

<sup>188</sup> L'axe nord-sud dont il est question dans ce rapport partait de Damas (au sud de la Syrie), passait par Homs (au pied de l'Anti-Liban), par Rayak (en périphérie de Beyrouth), puis par Alep, et aurait finalement rejoint Birecik sur l'Euphrate avec un prolongement facultatif jusqu'à Gelik, près de Harput. FP 2005 [ ? février 1895, N° 24].

<sup>189</sup> Cette ligne orientée sur un axe ouest-est aurait rencontré à Maskanah (sur l'Euphrate) un service de bateaux à vapeur (qui demeurerait toutefois à établir) qui transporterait voyageurs et marchandises jusqu'au golfe Persique et vice-versa. FP 2005 [ ? février 1895, N° 24].

Selon lui, une ligne de chemin de fer plutôt orientée sur un axe ouest-est – pouvant donc lier à la fois la région d'Alep à la côte méditerranéenne et à la Mésopotamie – pouvait attirer davantage l'attention des capitalistes belges. À son avis, cette ligne aurait eu l'avantage d'offrir un « avenir lucratif » aux actionnaires dès sa mise en exploitation, d'autant plus qu'elle aurait représenté, une fois exploitée, « la voie la plus courte pour les Indes ». Cette voie ferroviaire aurait aussi permis selon lui de créer une zone active d'échanges commerciaux et de soutenir les exportations d'Alep. Frédéric Poche plaidait ainsi l'importance de moyens de transport plus rapides, efficaces et abordables pour améliorer la vitalité économique et agricole de la région, qui lui apparaissait mise à mal d'année en année par les ravages des sauterelles ou l'impossibilité d'exporter due au coût trop élevé des transports. Ainsi, la période de relative prospérité de 1875 à 1886, « durant laquelle les blés d'Alep remplissaient les marchés de l'Italie & de l'Archipel », lui avait paru de courte durée. Par ailleurs, les tentatives du gouvernement ottoman d'amener les arabes nomades à se sédentariser et à devenir des cultivateurs avaient donné selon lui « des résultats plutôt négatifs », alors que les « centaines de villages formés » semblaient en voie de se dépeupler. Enfin, ajoutant à ces principales difficultés économiques, le consul Poche mentionnait que l'exportation des blés d'Alep, qui se faisait encore à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à dos de chameau, pouvait dorénavant difficilement concurrencer les blés de l'Inde et de la Russie, qui étaient expédiés quant à eux par les chemins de fer récemment complétés dans ces deux pays.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer, Monsieur le Ministre, que pour envoyer d'Alep à Alexandrette (120 kilomètres environ pour la voie directe non carrossable) une charge de chameau du meilleur blé il faut dépenser une somme représentant le 50% de la valeur du prix d'achat. Il en est de même de maints autres produits qu'on ne cultive pas pour cette raison<sup>190</sup>.

Dans sa correspondance avec le ministre des Affaires étrangères, Frédéric Poche insistait par ailleurs sur le fait que l'absence d'un chemin de fer dans la région d'Alep entraînait des pertes de revenus potentiels considérables pour l'État ottoman. Selon lui, cette situation aurait pu être évitée si le gouvernement ottoman, sollicité depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, avait voulu accorder une concession pour la construction d'un chemin de fer qui, partant

---

<sup>190</sup> FP 2005 [ ? février 1895, N<sup>o</sup>. 24]

d'Alexandrette ou de Suediah sur la côté méditerranéenne, aurait passé par Alep, et aurait abouti à Maskanah sur l'Euphrate.

Les intérêts européens – et dans une certaine mesure les intérêts politiques du gouvernement impérial ottoman – imposèrent finalement la mise en place d'un réseau qui défavorisait la région et le centre économique provincial d'Alep. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, alors que le projet d'une liaison directe entre Alexandrette et Alep n'était apparemment plus à l'ordre du jour, Albert Poche déplorait que la plus importante des villes de l'intérieur de la Syrie ait été ainsi laissée à l'écart des différents projets ferroviaires<sup>191</sup>. Finalement, la ville fut plutôt reliée à cette époque aux réseaux déjà existants sur l'axe nord-sud (vers Hama, Rayak et Damas), par des embranchements secondaires indirects qui lui donnaient néanmoins un accès à la mer Méditerranée (notamment à Beyrouth). L'idée de prolonger le tronçon Rayak-Alep (sur la ligne à voie dite « normale » ou large<sup>192</sup>) jusqu'à Alexandrette, et d'en faire le débouché du commerce syrien, avait apparemment été assez vite écartée par les administrateurs de la compagnie du DHP (Société ottomane du chemin de fer de Damas-Hama et prolongements) parce qu'elle risquait à terme de n'être pas assez rentable<sup>193</sup>. Le président du DHP estimait aussi que les ports d'Alexandrette et de Mersin continuaient à jouer un rôle important dans les exportations de la région d'Alep et qu'à plus long terme, le chemin de fer de Bagdad libérerait la ligne Alep-Rayak d'une partie de ses produits, une fois que ses rails auraient atteint Alexandrette<sup>194</sup>.

---

<sup>191</sup> FP 2006, p. 367-368 [7 juin 1902]

<sup>192</sup> La ligne à voie normale ou large (le tronçon Rayak-Alep) était d'une largeur de 1,44 mètre alors que la ligne à voie étroite (entre Beyrouth et Damas) était d'une largeur de 1,05 mètre. François Lantz, *Chemins de fer et perception de l'espace dans les provinces arabes de l'Empire ottoman : 1890 - 1914*, Paris, L' Harmattan, 2005, p. 63, 139-140.

<sup>193</sup> Les administrateurs jugeaient que le port d'Alexandrette, situé « trop au nord » de la Syrie, n'aurait pas profité d'une partie du trafic de la haute plaine de la Bekaa, qui se serait systématiquement dirigé vers Beyrouth. D'un point de vue économique, la solution ne permettait apparemment pas de rentabiliser l'ensemble de la ligne à voie large. François Lantz, *op. cit.*, p. 143.

<sup>194</sup> Selon lui, les commerçants et les populations installées entre Hama et Alep étaient d'ailleurs plus enclins à diriger leurs marchandises vers le nord, aux ports d'Alexandrette et de Mersin (en Asie Mineure, à l'extrême ouest de la plaine de Cilicie). François Lantz, *op. cit.*, p. 141.

Les projets inaboutis de liaison ferroviaire entre Alep et Alexandrette étaient aussi le résultat des rivalités entre les puissances européennes qui défendaient jalousement leurs zones d'influence respectives au Levant. Alors que l'axe d'ouest en est (se dirigeant vers la Mésopotamie) faisait partie de la sphère d'influence allemande, l'axe nord-sud était occupé par les concessions françaises. Ainsi, tout prolongement à partir de ces deux axes entraînait des contestations des deux principaux concessionnaires et retardait la concrétisation d'un nouvel embranchement, qui se rendrait d'abord jusqu'à Alep, et ensuite jusqu'à Alexandrette. Le 1<sup>er</sup> octobre 1903, la Banque ottomane avait néanmoins réussi à convaincre la Compagnie du chemin de fer de Bagdad de renoncer à ses droits sur la jonction Hama-Alep au profit de la Société du DHP. Un accord fut ensuite signé le 18 mai 1905 par lequel le DHP obtenait l'autorisation de construire la section Hama-Alep. Malgré les rumeurs d'un conflit entre le gouvernement ottoman et le concessionnaire au sujet de la garantie kilométrique, les travaux du chemin de fer d'Hama à Alep débutèrent en juillet 1905 et le tronçon fut inauguré à Alep en octobre 1906. Le tronçon de chemin de fer (à voie normale) entre Rayak et Alep avait une longueur totale de 331 kilomètres, et le parcours total jusqu'à la côte à Beyrouth (environ 400 km) s'effectuait alors en dix-huit heures<sup>195</sup>.

L'arrivée jusqu'à Alep en 1906 de la ligne du chemin de fer de Beyrouth (par le tronçon Hama-Alep) ne réglait toutefois pas la question d'un débouché maritime « bon marché » pour le nord de la Syrie. La longue distance traversée pour parvenir d'Alep à Beyrouth, les délais que ce parcours entraînait, et enfin les coûts de transbordement associés au transit à la gare de Rayak (où le tronçon rejoignait la ligne à voie étroite menant à Beyrouth) occasionnaient des frais considérables aux producteurs agricoles et ne répondaient finalement pas aux attentes des communautés marchandes d'Alep et de Hama, pour qui cette option était moins attrayante que l'accès à un port de la Syrie septentrionale. Cette ligne s'avérait par ailleurs insuffisante à ses débuts pour répondre à la demande créée par le trafic de Hama et Homs. Le consul Poche rapportait par exemple qu'en novembre 1905, les marchandises de ces deux villes s'accumulaient déjà à la gare de Rayak et séjournaient dans

---

<sup>195</sup> FP 2007, p. 251-253 [24 décembre 1904, N°. 56/14 B52] ; FP 2007, p. 401-402 [17 juillet 1905, N°. 52/17 B74] ; FP 2007, p. 460-461 [10 octobre 1906, N°. 89/8 B101] ; FP 2007, p. 85-86 [8 octobre 1906 N°. 88/6 B99] ; FP 2007, p. 42-44 [3 juin 1905, N°. 41/4 B51].



les dépôts de la compagnie ferroviaire<sup>196</sup>. Il prévoyait donc déjà que cette ligne serait sans doute peu utile au commerce d'Alep, dont les marchandises continueraient probablement à affluer par la voie d'Alexandrette, en usant « du système séculaire du dos des dromadaires »<sup>197</sup>.

La concession tant souhaitée par les frères Poche d'une ligne Alexandrette-Alep fut toutefois donnée définitivement à la Société de la grande ligne Constantinople-Bagdad en 1909, ce qui laissait finalement entrevoir un avenir économique plus radieux pour Alep et sa région immédiate<sup>198</sup>. Le chemin de fer de Bagdad devait faire de Mersin<sup>199</sup> un débouché maritime plus rapproché d'Alep que le port de Beyrouth (via le tronçon Rayak-Beyrouth), qui ne pouvait de toute façon combler les besoins de transport de marchandises d'Alep<sup>200</sup>. Malgré la nouvelle de la concession accordée en 1909, Alep n'était pas encore reliée par chemin de fer à son port naturel d'Alexandrette en 1911 et une partie du commerce de la métropole du nord de la Syrie transitait plutôt par la nouvelle ligne ferroviaire Homs-Tripoli (achevée en juin 1911), qui offrait plusieurs avantages par rapport à la voie de Beyrouth. L'ouverture des deux lignes qui menaient respectivement d'Alep à Beyrouth et à Tripoli, semble avoir entraîné une diminution cumulative plutôt significative du commerce de transit

<sup>196</sup> L'incompatibilité de la ligne à voie normale (en provenance de Hama et Alep) avec celle à voie étroite (menant de Rayak à Beyrouth) créait un engorgement et l'immobilisation des marchandises et voyageurs lors du transbordement en gare de Rayak. La ligne Rayak-Beyrouth avait par ailleurs une capacité de transport trop limitée pour subvenir à la demande, et ces facteurs réunis entraînaient au bout du compte, un retard important dans les livraisons en provenance ou à destination de Beyrouth. François Lantz, *op. cit.*, p. 63, 139-140.

<sup>197</sup> FP 2007, p. 63-65 [20 novembre 1905, N°. 84/10 B114 ?] ; FP 2007, p. 436-451 [21 avril 1906 N°. 36/3 B29].

<sup>198</sup> FP 2008, p. 260-269 [6 septembre 1909, N°. 69/18]

<sup>199</sup> La ville de Mersin avait connu un important développement économique depuis les années 1830. Un chemin de fer reliant Mersin à Adana (en Cilicie), et plus tard au chemin de fer de Bagdad, fut mis en service en 1886 (la station de train fut alors établie à l'est de la ville). Rapidement un système de rails fut développé dans la ville pour la relier à cette station, au port et aux manufactures de coton et d'huile également établies à l'est de la ville suite à des investissements français et anglais. Filiz Yenişehirlioğlu, « Mersin: The Formation of a Tanzimat City in Southern Turkey », dans *The Empire in the City: Arab Provincial Capitals in the Late Ottoman Empire*, sous la dir. de Jens Hanssen, Thomas Philipp et Stefan Weber, Würzburg (Allemagne), Ergon, 2002, p. 263.

<sup>200</sup> La distance entre Mersin et Alep par voie ferrée était alors de 377 km alors que celle de Beyrouth à Alep était de 413 km. Malgré l'augmentation récente du matériel roulant sur la section à crémaillère entre Rayak et Beyrouth, Frédéric Poche prévoyait que cette ligne de chemin de fer n'aurait pour Alep une importance relative que le jour où elle aurait fait sa jonction à Tall Habar (près de Birecik ?) avec la ligne de Bagdad (ayant Mersin pour port méditerranéen). FP 2007, p. 73-76 [28 mai 1906, N°. 50/2 B44]. Cf. François Lantz, *Chemins de fer et perception de l'espace*, p. 141.

par Alexandrette. Le consul, qui privilégiait l'option d'une liaison directe avec Alexandrette, croyait malgré tout que le port naturel d'Alep pourrait redevenir florissant une fois qu'il serait relié au chemin de fer de Bagdad.

En effet, avec les avantages d'économie et de sûreté qu'offre la belle rade d'Alexandrette, il est certain, qu'aussitôt cette voie terminée tout le commerce de cette province, qui sera alors considérablement accru, convergera de nouveau vers son port naturel qui connaîtra des jours de prospérité et de développement très grand et très rapide<sup>201</sup>.

L'entente conclue en juin 1911 entre le gouvernement ottoman et la Compagnie du chemin de fer de Bagdad (mettant fin à une partie du contentieux qui empêchait les lignes projetées par les Français entre Alexandrette, Alep et l'Euphrate de se concrétiser) redonnait d'ailleurs de l'espoir aux commerçants d'Alep<sup>202</sup>. Alexandrette serait finalement rattachée à la ligne de Bagdad au point Osmaniye (à l'est d'Adana, sur la bordure est de la plaine de Cilicie), alors qu'une autre jonction devait lier Alep à Muslimiyya (à une dizaine de kilomètres au nord d'Alep)<sup>203</sup>. La ligne du chemin de fer de Bagdad permettrait aussi en 1912 de relier Alep à Jarabulus (à environ 200 km au nord-est d'Alep sur l'Euphrate), alors qu'une autre section de cette même ligne devait relier Toprakkale (également en Cilicie) à Alexandrette en 1913. Enfin, une nouvelle section fut inaugurée en avril 1913 entre Adana et Mamuret (localité située au pied de l'Amanus, une chaîne de montagnes au nord-ouest d'Antioche), alors que d'autres travaux importants se faisaient sur trente kilomètres pour le percement de grands tunnels dans les montagnes sur la section Mamuret-Bahçe<sup>204</sup>.

---

<sup>201</sup> FP 2009, p. 155 [9 septembre 1911, N°. 56/7]

<sup>202</sup> Charles Philip Issawi, *The Fertile Crescent*, p. 254-255.

<sup>203</sup> Sans comporter tous les avantages d'une voie directe qui aurait pu relier la ville tant à Alexandrette qu'à Bagdad, cette ligne améliorerait la situation d'Alep dans les réseaux existants et permettait à Alexandrette de réacquiescer une partie du transit qu'elle avait perdu à l'avantage des autres lignes syriennes. La distance entre Alep et Alexandrette était ainsi réduite à 270 kilomètres, et cette petite ville redevenait le port le plus rapproché de la capitale provinciale du nord de la Syrie, comparativement à Mersin et Beyrouth (400 km) ou Tripoli (300 km). FP 2009, p. 110-114 [14 juin 1911, N°. 30/2].

<sup>204</sup> FP 2009, p. 286-291 [9 avril 1913, N°. 20/5]. Les localités de Toprakkale et de Bahçe font aujourd'hui partie de la province turque d'Osmaniye.

Étonnamment, la correspondance étudiée reflète assez peu les intérêts belges dans les chemins de fer syriens, malgré le fait qu'ils aient participé comme sous-contractants et fournisseurs pour la réalisation de plusieurs lignes en Syrie et au Hedjaz. Les Poche expriment plutôt dans ces documents les lacunes du réseau syrien, et la situation défavorable d'Alep dans l'extension de ce réseau, due en partie à la rivalité intense entre les intérêts français (liés à la compagnie du DHP) et les intérêts allemands associés à la Compagnie du chemin de fer de Bagdad. Dans ce contexte, l'importance économique d'Alep fut donc fort probablement négligée parce que la ville se trouvait prise à l'époque entre les deux zones d'influence dévolues aux deux principaux joueurs dans le secteur des concessions ferroviaires syriennes. Malgré les divers projets tentés, les lignes qui paraissaient essentielles pour Alep (vers son port naturel d'Alexandrette, et vers la Djézireh) ne furent finalement pas réalisées avant la Première Guerre mondiale. À l'inverse, plusieurs autres tracés de la région se trouvaient dédoublés (dans le sud de la Syrie par exemple, les lignes Damas-M'zerib ou Damas-Deraa, ou les lignes de Haïfa et de Beyrouth), ce qui soulevait les protestations des concessionnaires. Les archives consulaires belges à Alep laissent croire que la diversité de la largeur des voies syriennes créait plusieurs inconvénients tels que des retards ou des transbordements coûteux en gare de Rayak. Finalement, comme les tarifs du transport ferroviaire demeuraient élevés durant les premières années d'exploitation, au début du XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs sections des chemins de fer syriens subirent la compétition du transport par chameaux ou par chariots<sup>205</sup>.

#### 2.5.4 Infrastructures urbaines à Alep : tramway, éclairage et distribution d'eau

À la mort de Frédéric Poche en octobre 1912, son fils Joseph (qui était devenu son adjoint en 1910 et avait ensuite obtenu le titre de vice-consul) prit à titre intérimaire le poste de consul belge. Dans une lettre qu'il adressa au ministre des Affaires étrangères de Belgique une dizaine de jours après le décès de son père, il souligna le travail accompli par

---

<sup>205</sup> Certaines pertes financières devaient dans ce contexte être comblées par des ententes de garantie kilométrique, dont le gouvernement ottoman avait pris l'engagement pour s'assurer de la mise en chantier de certaines lignes. Charles Philip Issawi, *The Fertile Crescent*, p. 223.

l'ancien consul durant ses nombreuses années au service du royaume de Belgique, qu'il voyait comme « une seconde et bien aimée Patrie ».

[...] Durant ces 27 ans, il n'a cessé, par ses rapports commerciaux et politiques, par les renseignements qu'il fournissait aux industriels et aux exportateurs qui les lui demandaient, de contribuer à développer dans cette vaste province le commerce belge qui a plus que décuplé durant ces 27 ans. Il ne cessa, non plus, de chercher à assurer aux capitaux belges des placements avantageux dans les entreprises qui pouvaient présenter quelques chances de réalisation. C'est dans cet ordre d'idées qu'il n'a pas discontinué de suivre de très près, depuis de nombreuses années déjà, mais avec un zèle malheureusement non encore couronné de succès les entreprises de tramways, d'éclairage et de services d'eau projetées pour la ville d'Alep tâchant d'en assurer les concessions à des capitalistes belges<sup>206</sup>.

Dans le champ d'investissements de plus en plus important des travaux urbains, les Belges avaient développé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle une expertise particulière dans le secteur des tramways (au niveau de la conception, de l'ingénierie et de l'électrification) et des trains omnibus (chemins de fer urbains). À mesure que les opportunités en Belgique devenaient plus rares et que les réseaux domestiques de trains et tramways étaient achevés, les investissements belges dans le secteur des tramways se tournèrent de plus en plus entre 1894 et 1913 vers de nouveaux marchés internationaux comme la Russie, l'Italie et l'Espagne, et dans une moindre mesure l'Égypte, l'Algérie ou la Chine. Les banques belges favorisaient ce genre d'investissements surtout dans les grandes villes, qui représentaient des marchés potentiels considérables pour les produits manufacturés belges provenant d'entreprises qui, bien souvent, étaient entre les mains de ces mêmes banques. Ce n'était donc sans doute pas tant la rentabilité des entreprises de tramway qui attiraient les investissements belges, que les marchés qui étaient ainsi créés pour les industriels nationaux (notamment dans le secteur électromécanique, par l'électrification et l'extension des réseaux) dans la fourniture de matériaux, de machineries et de véhicules<sup>207</sup>.

---

<sup>206</sup> FP 2009, p. 247-248 [24 octobre 1912, N<sup>o</sup>. 51/11]. Voir également FP 2009, p. 252 [29 octobre 1912, N<sup>o</sup>. 52/4].

<sup>207</sup> Les Belges étaient aussi associés, dans certains cas, à des groupes allemands spécialisés dans le domaine électrique. Alberte Martinez Lopez, « Belgian Investment in Tramways and Light Railways », p. 59, 63, 68, 73.



La correspondance du consulat belge d'Alep témoigne précisément au cours de cette période de l'intérêt des Belges pour différents projets de travaux urbains et d'infrastructures qui commençaient à être envisagés pour la ville au début du XX<sup>e</sup> siècle. Dans un contexte de compétition et de rivalité commerciale et industrielle d'envergure internationale, le rôle joué par les agents diplomatiques et les consuls était crucial, et notamment pour la transmission d'informations privilégiées qu'ils pouvaient obtenir grâce aux bonnes relations qu'ils entretenaient avec les autorités ottomanes impériales ou provinciales. Dans une capitale ottomane provinciale comme Alep, l'influence politique ou le prestige personnel du consul lui donnait par exemple l'occasion de conseiller le gouverneur (mais possiblement aussi d'autres officiels ottomans ou des membres du conseil municipal) quant au choix de fournisseurs pour les projets d'infrastructures en voie de se concrétiser. Frédéric Poche pouvait ainsi vraisemblablement mettre à profit ses relations officielles personnelles pour recommander certains entrepreneurs, industriels ou compagnies belges et jouer un rôle clé dans la défense des intérêts commerciaux des Belges à Alep. Il pouvait par ailleurs transmettre à des diplomates ou hommes d'affaires belges, dans des délais relativement courts, des informations privilégiées qui s'avéreraient déterminantes pour l'obtention d'un contrat ou d'une concession de travaux publics dans la province d'Alep.

Frédéric Poche semble d'ailleurs avoir joué un rôle important de médiateur entre les investisseurs ou industriels belges et les autorités locales d'Alep. Il mentionnait, dans une lettre adressée en août 1905 au vice-consul de Smyrne, qu'il avait entrepris des pourparlers avec l'ancien gouverneur d'Alep, Kâzım Bey, et qu'ils étaient tous deux d'accord sur les besoins d'Alep pour des services de tramway, d'éclairage et de distribution d'eau potable, notamment dans les nouveaux quartiers de la ville. Après le rappel du gouverneur à Constantinople, le consul avait renouvelé ses démarches auprès du gouverneur intérimaire, Bekir Pacha, et cherchait apparemment à obtenir la rétrocession de certaines concessions de services publics à des investisseurs belges<sup>208</sup>. Il semble d'ailleurs que cette stratégie de rétrocession des concessions – dans laquelle un sujet ottoman obtenait un contrat et cédait plus tard ses droits sur la concession à des intérêts européens – ait été un des moyens utilisés

---

<sup>208</sup> FP 2007, p. 406-409 [23 août 1905, N<sup>o</sup>. 60/18 B78]

par les financiers et industriels belges pour obtenir des parts dans les projets de travaux publics en Syrie.

Le consul belge d'Alep semble donc avoir d'abord eu pour rôle d'évaluer, et peut-être même de susciter, l'intérêt des autorités ottomanes locales pour divers projets d'infrastructures. Frédéric Poche fit par exemple des démarches auprès du gouvernement de la province d'Alep suite à une demande faite par un dénommé M. Hurbain – un agent de change d'Anvers qui était chargé de l'étude d'affaires industrielles et de la formation de syndicats et de sociétés – qui s'enquérissait de l'intérêt des autorités de la ville pour la création de lignes de tramways à traction électrique dans le cadre d'une concession d'une durée de quarante à cinquante ans<sup>209</sup>. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la construction d'un tramway desservant les nouveaux quartiers de la ville semblait être pour le consul Poche le corollaire et le complément à l'ouverture imminente du nouveau tronçon de voie ferrée reliant Hama à Alep, tout en représentant une belle opportunité économique pour les Belges. En août 1905, Frédéric Poche informa le vice-consul belge à Smyrne qu'une demande de concession pour un service de tramways avait été soumise au ministère des Travaux publics à Constantinople :

Ce tramway à traction animale, convertible en traction électrique ou à vapeur, traverserait [...] le centre de la ville ancienne, la contournerait en partie, la réunirait aux nouveaux quartiers, aboutirait à la gare et occuperait une superficie plane de dix à douze kilomètres environ. D'ores et déjà cette concession a été demandée par le fils de Hamdy Bey Zadé, Rifaat Pacha, qui avait rétrocédé à un groupe financier belge la concession du tramway de Salonique<sup>210</sup>.

Un autre individu qui était apparemment aussi intéressé par cette demande de concession, Hamid Bey<sup>211</sup>, affirmait pour sa part que son associé et lui-même étaient libres de tout engagement et qu'ils traiteraient volontiers avec un groupe financier belge pour conclure une entente, ce qui laissait donc présager plus qu'une possibilité pour les Belges qui seraient intéressés à investir ce secteur à Alep. En 1905, à l'époque de ces premiers pourparlers avec

<sup>209</sup> FP 2007, p. 406-407 [23 août 1905, N°. 60/18 B78]

<sup>210</sup> FP 2007, p. 311 [9 octobre 1905, N°. 69/5 B85]

<sup>211</sup> Hamid Bey occupait à cette époque la fonction de conseiller légiste au ministère ottoman des Affaires étrangères. Il était le fils de l'ex-gouverneur d'Alep Djemil Pacha, et le petit-fils de Namik Pacha. FP 2007, p. 410 [28 août 1905, N°. 61/19 B79].

les autorités locales, le gouverneur Mohamed Nazim Bey, qui démontrait apparemment beaucoup d'intérêt pour les travaux d'utilité publique, avait aussi chargé le consul Poche de chercher un ingénieur hydrographe qui ferait les études techniques préalables à l'établissement d'un service d'adduction d'eau potable, une entreprise qui devenait semble-t-il de plus en plus nécessaire pour la ville d'Alep, et qui pouvait éventuellement être concédée à une société belge<sup>212</sup>. Enfin, la troisième entreprise qui était aussi susceptible selon le consul d'intéresser les Belges était l'éclairage de la ville, par le système qui serait jugé « le plus convenable et le plus pratique ». Les nombreux projets d'envergure qui commençaient à être évoqués à cette époque dans le secteur des travaux publics à Alep, l'intérêt que les autorités y accordaient, de même que l'attitude conciliante des gouvernants, étaient tous des facteurs importants qui faisaient espérer au consul Poche de belles occasions d'affaires pour les Belges.

Pour la réalisation de ces projets le moment me semble opportun ; car le gouverneur actuel semble plein de bonne volonté et prêt à aider tous les travaux d'utilité publique, comme il le fit, me dit-on, à Mersina [Mersin], pendant sa gestion comme gouverneur de cette échelle<sup>213</sup>.

La correspondance de Frédéric Poche montre comment, en tant que consul, il était appelé à jouer dans la ville d'Alep un rôle de médiateur pour plusieurs sociétés belges telles que la Compagnie générale de chemins de fer et tramways en Chine, la Société anonyme des transports urbains et vicinaux, ainsi que la Compagnie générale des conduites d'eau. Le consulat transmettait d'abord des renseignements à ces firmes sur les travaux éventuels à réaliser dans la ville, puis représentait les intérêts de ces sociétés auprès des autorités ottomanes locales, accueillant et guidant également à Alep les entrepreneurs et industriels intéressés à participer aux appels d'offres pour les services publics urbains<sup>214</sup>. Parmi les gens

---

<sup>212</sup> Cette lettre spécifie que le gouvernement cherchait alors pour ces études un ingénieur hydrographe « dont la spécialité serait celle de capter les sources d'eau, les conduire, les élever, s'il le faut, et les distribuer. », FP 2007, p. 312 [9 octobre 1905, N°. 69/5 B85].

<sup>213</sup> FP 2007, p. 312 [9 octobre 1905, N°. 69/5 B85]

<sup>214</sup> En transmettant au ministre des Affaires étrangères l'état des débours du consulat pour l'année 1906, le consul Poche affirmait avoir reçu quatre-vingt-quinze lettres et en avoir envoyé quatre-vingt-dix-sept ; certaines à des industriels et commerçants, et d'autres à des entrepreneurs belges intéressés aux travaux économiques envisagés dans la circonscription consulaire d'Alep. FP 2007, p. 338-340 [10 janvier 1907, N°. 2/1 A1].

entrés en contact avec le consulat belge, Édouard Denis, un administrateur délégué du Trust franco-belge<sup>215</sup>, avait manifesté un intérêt pour la création d'une ligne de tramway à Alep et signifié son intention de faire une étude des lieux dès 1903-1904. Bien qu'Albert Poche lui ait alors fourni les renseignements qu'il désirait sur la concession d'un service de tramways à Alep, ce projet n'eut pas de suite immédiate. En 1906, Édouard Denis délégua finalement à Alep un ingénieur pour parcourir le tracé du tramway et juger de la valeur de cette entreprise. Frédéric Poche lui fit visiter la ville et lui montra les artères susceptibles d'être dotées d'un tramway. L'ingénieur délégué, M. Rosenthal, était même apparemment déjà en contact avec Adil Bey, qui sollicitait alors la concession<sup>216</sup>.

Quelques lettres du consulat d'Alep laissent d'ailleurs croire que les Belges comptaient sur l'attribution en premier lieu de concessions de travaux publics à des entrepreneurs ottomans, qui auraient eux-mêmes été ensuite favorables à une rétrocession à des intérêts belges. Il était probablement plus facile pour les Belges d'obtenir de cette façon – de seconde main, en quelque sorte – une concession pour la construction d'un système de transport urbain, que de se livrer à une concurrence directe avec des promoteurs qui représentaient les intérêts français ou allemands dans la région. Les Belges avaient par ailleurs intérêt à rester en bons termes avec d'éventuels concessionnaires français de qui ils pouvaient aussi obtenir des contrats en sous-traitance pour la fourniture de matériaux ou de machinerie.

En octobre 1906, contrairement aux attentes du consul, la concession du tramway et de l'éclairage de la ville d'Alep fut octroyée par le sultan à Muhtar Bey (le fils du *seyhülislâm*) plutôt qu'à Rifaat Pacha, le fils de Hamdi Bey Zadé (qui lui était le concessionnaire du tramway de Salonique), qui avait présenté une demande l'année

---

<sup>215</sup> Il s'agit du Trust franco-belge des tramways et de l'électricité, qui contrôlait notamment une partie de la Société des tramways et de l'électricité de Beyrouth, fondée en 1906. La présence de ce groupe était aussi notable dans la Société des tramways de Smyrne. Le Trust, au capital de 3 000 000 de francs, était, selon Jacques Thobie, sans doute destiné en partie à drainer des capitaux français, tout en faisant possiblement bénéficier les participants d'avantages fiscaux, grâce à la nationalité belge de la société. Jacques Thobie, « Intérêts belges et intérêts français », p. 85.

<sup>216</sup> FP 2007, p. 410-411 [28 août 1905, N° 61/19 B79] ; FP 2007, p. 452-453 [21 avril 1906, N° 37/4 B30] ; FP 2007, p. 73-76 [28 mai 1906, N° 50/2 B44].



précédente<sup>217</sup>. En mars 1907, aucun développement n'avait toutefois suivi cette concession et le cahier des charges n'avait toujours pas été communiqué à l'administration provinciale<sup>218</sup>. En fait, la correspondance du consulat belge indique que les projets d'éclairage urbain et de tramway électrique, qui commençaient à être évoqués à Alep autour de 1905, n'étaient toujours pas réalisés en 1911. La compagnie Vereinigte Elektrizität Werke de Berlin, qui semblait être vers 1911 la principale en lice pour l'attribution de ces contrats (elle demandait la concession pour soixante ans) n'avait apparemment pas de compétiteurs<sup>219</sup>. L'adjudication de ces deux entreprises fut cependant mise en veilleuse peu après, puisque la compagnie berlinoise avait renoncé momentanément aux concessions, probablement en raison des conditions onéreuses stipulées par le gouvernement ottoman dans le cahier des charges<sup>220</sup>.

La médiation et la représentation que le consul Poche continuait de faire auprès des autorités locales au début des années 1910 laisse croire que les Belges avaient encore à cette époque de bonnes chances d'obtenir des contrats reliés aux travaux publics à Alep, en s'associant par exemple à des concessionnaires ottomans qui seraient prêts à rétrocéder une partie ou la totalité des travaux à des firmes belges. Frédéric Poche fit notamment des démarches auprès de plusieurs gouverneurs successifs de la province pour les convaincre de la nécessité de mettre à exécution ces projets. En octobre 1911 par exemple, il informait la légation belge de Constantinople qu'il avait eu deux entretiens séparés avec le gouverneur de la province et le président de la municipalité d'Alep et que d'autres soumissions avantageuses faites par des sociétés belges pour la réalisation des travaux publics pouvaient encore être acceptées. Le gouverneur Mazhar Bey recommandait d'ailleurs aux diverses entreprises belges intéressées à faire une soumission de regrouper leurs demandes de concessions en une

---

<sup>217</sup> FP 2007, p. 460-461 [10 octobre 1906, N°. 89/8 B101]. Il semble difficile à partir de ce document d'évaluer la candidature de Muhtar Bey (le fils du *şeyhülislâm*), de même que le rôle ou l'influence politique de son père auprès du sultan ou des ministres ottomans dans l'octroi de cette concession. Le *şeyhülislâm* était le dignitaire responsable dans l'Empire des questions reliées à la loi canonique, aux écoles religieuses, etc. Il venait tout juste après le grand vizir dans la hiérarchie ottomane.

<sup>218</sup> FP 2007, p. 478 [21 mars 1907, N°. 5]. Frédéric Poche affirmait d'ailleurs qu'il avait récemment parcouru la ville avec l'acquéreur de la concession du tram de Beyrouth, M. Denis de Bruxelles, qui était venu faire à Alep une visite d'exploration. FP 2007, p. 473 [4 mars 1907, N°. 11/4 B17].

<sup>219</sup> FP 2009, p. 110-114 [14 juin 1911, N°. 30/2]

<sup>220</sup> FP 2009, p. 168-169 [9 septembre 1911, N°. 56/7]

seule demande globale à laquelle il donnerait lui-même « tout son appui ». Dans la lettre adressée au chargé d'affaires belge à Constantinople, le consul mentionne notamment l'intérêt manifesté par M. Édouard Denis pour la distribution publique d'énergie électrique, l'éclairage et le service de tramways électriques, tandis que la concession pour la distribution d'eau potable était alors plutôt convoitée par M. Debende, le représentant à Constantinople de la Compagnie générale des conduites d'eau de Liège<sup>221</sup>.

Les Belges paraissaient vivement intéressés à cette époque par l'obtention d'une concession pour la distribution de l'eau dans la ville d'Alep. Les industriels et capitalistes belges avaient également développé vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de l'expérience et une expertise dans ce domaine, et ils s'intéressaient aux investissements potentiels dans plusieurs des principales villes ottomanes qui étaient en voie de modernisation<sup>222</sup>. Ils furent notamment impliqués dans la mise en place de réseaux de distribution d'eau dans les villes ottomanes de Smyrne<sup>223</sup> (en Asie Mineure) et de Salonique<sup>224</sup> (en Macédoine).

---

<sup>221</sup> Le gouverneur avait toutefois mentionné au consul que chacune des deux demandes de concession (électricité et distribution d'eau) pouvait dans ce cas avoir son propre cahier de charges, et que les deux contractants pouvaient se réserver à chacun l'exploitation de sa propre partie. FP 2009, p. 175-177 [25 octobre 1911, N<sup>o</sup>. 64/6].

<sup>222</sup> Au début du XX<sup>e</sup> siècle, Constantinople, Trabzon (sur la mer Noire) et Mudanya (Asie Mineure) disposaient de services de canalisation et de transport des eaux. En Anatolie, la ville d'Ankara était alimentée entre autres par les sources de l'Elma Dağ et les eaux de l'Enguri Su (situées à une vingtaine de kilomètres à l'extérieur de la ville) qui étaient acheminées par des tuyaux de fabrication belge et française. Noël Verney et George Dambmann, *Les puissances étrangères dans le Levant*, p. 447.

<sup>223</sup> En octobre 1893 une société belge acheta la concession (pour une durée de quarante-sept ans) précédemment obtenue par Niyazî Bey pour la construction d'un réseau d'eau potable à Smyrne. Le capital de cette société (2,5 millions de francs), dirigée financièrement par des Belges, fut recueilli à Bruxelles. À la suite de la construction d'une usine de traitement des eaux en 1895, cette concession fut prolongée à quatre-vingt-sept ans. Jacques Thobie indique que cette société était dirigée par la Banque de Brabant. Candaş Bilgel, « Vers une métropole moderne de la Méditerranée », dans *Smyrne, la ville oubliée ? Mémoires d'un grand port ottoman, 1830-1930*, sous la dir. de Marie-Carmen Smyrnelis, Paris, Autrement, 2006, p. 136-137 ; Jacques Thobie, « Intérêts belges et intérêts français », p. 83, 86 ; Noël Verney et George Dambmann, *Les puissances étrangères dans le Levant*, p. 447.

<sup>224</sup> À Salonique, les services de tramways et des eaux étaient gérés par deux sociétés dirigées financièrement par des Belges. C'est un négociant ottoman de Constantinople, Nemli Hamdi Effendi, qui avait d'abord obtenu la concession pour un service d'adduction d'eau, avant de la céder à des capitalistes belges qui avaient alors constitué une société ottomane au capital de 3 millions de francs et qui avaient évincé le groupe français qui sollicitait l'exécution du projet. Selon Verney et Dambmann, cette entreprise était profitable et donnait apparemment de bons résultats. L'eau était captée à une heure de la ville, et conduite à un grand réservoir. Noël Verney et George Dambmann, *Les puissances étrangères dans le Levant*, p. 448. Jacques Thobie indique que la fourniture de matériel pour les concessions des services d'eaux de Smyrne et de Salonique était

Les informations transmises au début du XX<sup>e</sup> siècle par la correspondance consulaire belge d'Alep donnent l'image d'un système local de distribution d'eau plutôt archaïque. Les rapports insistent sur le mauvais état des infrastructures et conduites d'eau, en mentionnant qu'un « canal malpropre » conduisait alors l'eau potable à la ville. Selon un rapport adressé en mars 1904 par Albert Poche au consul général de Smyrne, c'est même toute la gestion de l'eau qui semblait alors déficiente à Alep. Le gérant, tout en énumérant les principaux cours d'eau de la région, y évoque le « très petit profit » tiré de l'hydrographie par la population de la province : « Pas de canalisations pas d'irrigations sérieuses et bien comprises. Toutes ces eaux coulent sans qu'on en tire un avantage de leur existence »<sup>225</sup>. Quelques rapports de cette époque, mettant l'accent sur certaines lacunes importantes dans les services publics, évoquent néanmoins l'intérêt du gouverneur local pour la modernisation des infrastructures et l'attention qu'il accordait apparemment à l'expertise belge en matière de travaux de distribution d'eau. Il semble toutefois qu'aucun financement n'était encore disponible au début du XX<sup>e</sup> siècle pour des travaux de réfection, ce qui explique probablement que la correspondance consulaire ne fasse pas mention à cette époque de contrats pour ces travaux à Alep<sup>226</sup>. En août 1905, le consul Poche informa par ailleurs le vice-consul de Smyrne qu'à sa connaissance, aucune demande de concession pour l'irrigation de la plaine d'Alep n'avait encore été portée par le ministère ottoman du Commerce et des Travaux publics aux autorités de la province d'Alep<sup>227</sup>. À cette époque, le financement pour ce genre de projet n'incombait probablement pas seulement au gouvernement impérial ottoman. Il semble que la responsabilité de ces projets, et leur financement, revenaient en partie aux municipalités qui avaient été établies dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Le conseil municipal (une institution qui était issue des lois des réformes provinciales de 1864 et 1871) avait également un rôle important à jouer dans l'évaluation des travaux à réaliser, le lancement d'appels

---

assurée par la Compagnie internationale de recherche de mines et d'entreprises de sondages, dirigée par M. Jules Delecourt-Wincqz. Jacques Thobie, « Intérêts belges et intérêts français », p. 83-86.

<sup>225</sup> FP 2006, p. 394 [21 mars 1903]

<sup>226</sup> FP 2007, p. 237-238 [18 mars 1904]

<sup>227</sup> FP 2007, p. 406-409 [23 août 1905, N°. 60/18 B78]

d'offres publics, et les décisions prises quant aux concessions accordées à des compagnies locales ou étrangères<sup>228</sup>.

En décembre 1905, le consul Poche fut d'ailleurs convié aux délibérations d'une commission érigée par le Conseil administratif (*meclis-i idare*), et présidée par le gouverneur, qui devait statuer sur les moyens à employer pour arriver à réaliser le projet de distribution d'eau à Alep. Le gouverneur était d'avis qu'il y avait urgence d'établir un service d'eau potable, de mettre en place un service pour l'arrosage des rues, ainsi que de réaliser « la canalisation du plus apte cours d'eau pouvant être réuni au Kouek [la rivière Quwayq], dont les eaux [étaient] insuffisantes pour l'irrigation des jardins, des prés & potagers d'Alep<sup>229</sup> ». Frédéric Poche avait d'ailleurs appris qu'un ingénieur nommé Pierre Müller, un sujet autrichien, conducteur de travaux hydrographiques – qui était apparemment connu pour avoir mené les travaux de la Compagnie des eaux de Cadikeui (Kadıköy, un quartier de Constantinople, sur le Bosphore) – suggérerait, dans un rapport à soumettre au gouverneur, l'établissement d'un « service d'arrosage » pour Alep<sup>230</sup>. Deux autres propositions d'éventuels concessionnaires belges étaient aussi sur la table dans le secteur des eaux à Alep, soit celle de M. Debende, qui avait fait part au consul des conditions auxquelles la Compagnie de Vennes (Compagnie des conduites d'eau de Liège) pourrait se charger des travaux – « en tenant compte des ressources exiguës de la municipalité d'Alep » – ainsi

<sup>228</sup> Sur ce sujet, voir, entre autres, Peter Sluglett, « Municipalities in Late Ottoman Empire », dans *Syria and Bilad al-Sham under Ottoman Rule: Essays in Honour of Abdul Karim Rafiq*, sous la dir. de Peter Sluglett et Stefan Weber, Leyde ; Boston, Brill, 2010, p. 531-542 ; Carter V. Findley, « The Evolution of the System of Provincial Administration as Viewed from the Center », dans *Palestine in the Late Ottoman Period: Political, Social, and Economic Transformation*, sous la dir. de David Kushner, Jérusalem ; Leyde, Yad Izhak Ben-Zvi ; E. J. Brill, 1986, p. 3-29 ; Stefan Weber, *Damascus: Ottoman Modernity and Urban Transformation (1808-1918)*, Vol. 1, Århus (Danemark), Aarhus University Press, 2009, p. 83, 141-143 ; Moshe Ma'oz, *Ottoman Reform in Syria and Palestine*, p. 10, 93, 166-169, 173, 177.

<sup>229</sup> FP 2007, p. 69-70 [21 décembre 1905, N°. 96/12 B115]. Longue d'une centaine de kilomètres, la rivière Quwayq prend sa source dans les environs de 'Ayntab (auj. Gaziantep, dans le sud-est de la Turquie). La dernière tentative de réparation d'un aqueduc, construit au XIV<sup>e</sup> siècle, qui amenait l'eau de la rivière Sajur (*nahr al-Sajur*, irriguant le sud-est de l'Anatolie et tributaire de l'Euphrate, qu'elle rejoint en Syrie) remontait apparemment à 1819, à l'époque du gouverneur Khurshid Pacha. Pour un aperçu de l'approvisionnement, de la gestion, et de la distribution de l'eau à Alep depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, voir Abraham Marcus, *The Middle East on the Eve of Modernity*, p. 296-303 ; Heinze Gaube, « The Traditional Water and Sewer System in the Old City of Aleppo and its Changes in the Mandatory Period », dans *The Syrian Land: Processes of Integration and Fragmentation. Bilad al-Sham from the 18th to the 20th Century*, sous la dir. de Thomas Philipp et Birgit Schäbler, Stuttgart (Allemagne), Franz Steiner, 1998, p. 157-164.

<sup>230</sup> FP 2007, p. 70-71 [21 décembre 1905, N°. 96/12 B115]



qu'une autre, arrivée tardivement, d'un dénommé M. Jensen (qui représentait sans doute une autre compagnie belge), qui semblait venir concurrencer la proposition précédente. Le consul expliqua au ministre belge à Constantinople qu'il valait mieux, dans le cadre de cette affaire, que les différents soumissionnaires tentent de s'associer pour la demande de concession.

Pour éviter la rivalité fâcheuse qui pourrait se produire, comme Votre Excellence le craint, il me semble qu'une entente entre ce Monsieur [Jensen] et la compagnie des Vennes devrait être conclue, tout en n'excluant pas Monsieur Müller dont les services comme conducteur pourraient être utilisés.<sup>231</sup>

Bien que la correspondance échangée avant 1914 ne permette pas de confirmer une quelconque participation belge à ces entreprises, elle souligne néanmoins le fait que le consul belge ait eu, vers 1905-1906, quelques entretiens avec le gouverneur local afin d'en venir à une entente entre la Compagnie générale des conduites d'eau de Liège et la ville d'Alep<sup>232</sup>. Les travaux de distribution d'eau paraissent ainsi avoir été un des principaux champs d'intérêts des Belges dans la ville d'Alep au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Pour tenter d'obtenir une concession de travaux publics en Syrie, dans un contexte de rivalité entre puissances européennes, le gouvernement et les diplomates belges devaient se tenir informés des démarches de leurs concurrents et, dans le meilleur des cas, tenter de prendre sur eux une longueur d'avance, notamment grâce aux relations politiques privilégiées dont ils pouvaient disposer dans la capitale provinciale d'Alep. Dans une lettre adressée au vice-consul à Smyrne, Frédéric Poche évoquait d'ailleurs l'intérêt démontré par Monsieur Catoni, le gérant intérimaire du consulat britannique d'Alep, qui avait entrepris des démarches auprès de Bekir Pacha (le commandant militaire et gouverneur intérimaire d'Alep) pour favoriser l'obtention par une compagnie anglaise d'une concession pour l'adduction des eaux de la rivière Sajur

---

<sup>231</sup> Il n'est cependant pas tout à fait clair dans la lettre du consul s'il était alors question de l'irrigation pour les cultures maraîchères ou de l'arrosage des voies publiques (ce qui est plus probable). Selon Frédéric Poche, la proposition de l'ingénieur Müller ne représenterait toutefois pas un grand obstacle pour les intérêts belges à Alep : « Des entretiens que j'ai eus avec ce Monsieur, il me semble avoir compris qu'il ne vise qu'à conduire les travaux, laissant à la ville ou au Gouvernement de lui fournir le matériel. », FP 2007, p. 70-71 [21 décembre 1905, N<sup>o</sup>. 96/12 B115].

<sup>232</sup> FP 2007, p. 77-78 [25 juin 1906, N<sup>o</sup>. 61/3 B57]

jusqu'à Alep<sup>233</sup>. L'intérêt démontré par les soumissionnaires belges pour les travaux publics à Alep met également en évidence le rôle de médiation joué par le consul – basé entre autres sur un accès privilégié aux autorités locales, et notamment le gouverneur de la province – et la transmission d'informations sur d'éventuels concurrents ou associés, qui pouvaient dans ce cas être des sujets européens, mais également des sujets ottomans qui s'engageraient à rétrocéder à une firme belge une concession obtenue. Dans cette optique, la médiation du consul Poche paraissait être de plus en plus indissociable d'une éventuelle expansion belge à Alep, et s'avérait apparemment essentielle aux entrepreneurs belges désirant profiter des occasions d'affaires offertes dans les infrastructures urbaines locales.

### 2.5.5 L'extension de la ville d'Alep au début du XX<sup>e</sup> siècle

La construction de chemins de fer à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et les projets pour la modernisation des infrastructures urbaines en Syrie – évoqués à Alep au cours des premières années du XX<sup>e</sup> siècle – offraient ainsi des occasions d'affaires intéressantes pour l'industrie lourde, la métallurgie et la sidérurgie belges. L'extension considérable de la ville d'Alep, qui se poursuivait depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la construction de nouveaux quartiers résidentiels, distincts de ceux de la vieille ville par leurs larges avenues et leurs bâtiments à étages multiples, retenait également l'attention du consul Poche, dans une perspective essentiellement commerciale. L'expansion urbaine devenue de plus en plus manifeste au début du XX<sup>e</sup> siècle semblait ouvrir de nouveaux débouchés commerciaux prometteurs pour les industriels belges, notamment pour la fourniture de matériaux de construction. Dans une lettre qu'il adressa en août 1907 au consul général à Smyrne, le consul affirmait qu'en fait, la ville d'Alep prenait surtout une extension considérable et continue depuis la mise en service du chemin de fer (l'ouverture du tronçon Hama-Alep en 1906), qui causait une augmentation des salaires et des prix des matériaux. Dans ce contexte, Frédéric Poche indiquait que les

---

<sup>233</sup> En regard des relations privilégiées qu'il entretenait avec les autorités locales, le consul Poche considérait cependant que l'hostilité du gouvernement ottoman et celle grandissante (dans les semaines précédentes) de la population musulmane à l'égard des projets britanniques dans la région, empêcheraient sans doute la conclusion d'une entente avec une compagnie anglaise : « Békir Pacha m'a dit aussi en confidence avoir décliné cette proposition, car le Gouvernement de Constantinople vise à éliminer les intérêts anglais en Turquie, plutôt que de les développer surtout depuis les événements de la côte du Golfe Persique et ceux du Yémen. », FP 2007, p. 406-409 [23 août 1905, N<sup>o</sup>. 60/18 B78].

Belges pouvaient sans doute réussir à percer le marché de la construction, si une tuilerie et une fabrique de ciment venaient qu'à être établies en Syrie<sup>234</sup>. L'importation d'une petite quantité de ciment avait déjà été réalisée par le passé, mais le coût du transport rendait ce matériau très onéreux<sup>235</sup>. Frédéric Poche fit aussi quelques autres suggestions d'affaires au consul général, en lien avec l'essor marqué de la construction immobilière depuis l'arrivée encore récente du chemin de fer dans la ville d'Alep. Il mentionnait par exemple que si la région venait qu'à être visitée par les touristes, le besoin d'un hôtel se ferait sentir davantage :

La construction d'un hôtel avec tout le confort moderne servirait aussi de réclame pour l'introduction des bâtiments qui nous occupent. [...] La construction d'un chalet serait aussi bonne réclame, si toutefois elle peut présenter une économie réelle comparativement aux frais de constructions actuelles<sup>236</sup>.

De façon générale, les lettres et rapports du consul évoquent l'expansion urbaine d'Alep au début du XX<sup>e</sup> siècle, le dynamisme du secteur de la construction, et le fait que les Belges étaient de plus en plus conscients des nouvelles opportunités économiques créées par la hausse de la demande en matériaux de construction. Par exemple, des marbres noirs à paver étaient alors importés de la Belgique (alors que les blancs provenaient d'Italie), et une partie des poutrelles de fer qui étaient exportées vers Alep servait aussi vraisemblablement à la construction de bâtiments. La hausse des prix occasionnée par cette forte demande rendaient sans doute les exportations belges plus profitables, mais Frédéric Poche indiquait dans le rapport économique et commercial de l'année 1907 que ce marché demeurerait encore peu développé : « Les nouvelles constructions qui ont surgi & qui continuent, développeront ce commerce fort restreint actuellement si les prix de transports trop onéreux du chemin de fer

---

<sup>234</sup> Selon Frédéric Poche, la fabrication locale de ciment, jumelée à des moyens de transport abordables, créerait un débouché potentiellement important pour les charpentes métalliques. Les ressources nécessaires à la production de ciment existaient d'ailleurs en Syrie – la pierre à chaux y était par exemple très abondante – mais la mise en production comportait néanmoins certaines complexités : « L'argile colorée d'un brun rougeâtre se trouve à une distance de 30 à 35 kilomètres d'Alep. Le minerai est la propriété de l'État et l'extraction n'est autorisée que par voie de concession. », FP 2007, p. 157-158 [1<sup>er</sup> août 1907, N<sup>o</sup>. 54/13].

<sup>235</sup> Albert Poche doutait qu'un industriel belge puisse écouler du ciment produit en Belgique sur le marché d'Alep, en raison du prix élevé du transport. Il conseilla d'ailleurs à un industriel belge de chercher plutôt à écouler sa production « dans les pays de mer ». FP 2006, p. 386-387 [24 janvier 1903, N<sup>o</sup>. 7/1 B6].

<sup>236</sup> FP 2007, p. 158-159 [1<sup>er</sup> août 1907, N<sup>o</sup>. 54/13]

baisseront »<sup>237</sup>. Les registres de correspondance dépouillés dans le cadre de cette étude offrent toutefois peu d'indices sur l'importance réelle de ce marché pour l'industrie belge avant la Première Guerre mondiale, mais la consultation des archives du consulat belge pour l'époque du mandat français en Syrie offrirait sans doute un aperçu plus détaillé des parts de marché occupées ultérieurement par les Belges dans ce secteur.

## 2.6 Conclusion

Le témoignage original apporté par les sources consulaires d'Alep, combiné à l'étude de la littérature spécialisée, permet de nuancer l'interprétation de l'impérialisme belge du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1914, et offre un point de vue singulier sur le vigoureux essor commercial et industriel du jeune royaume de Belgique. Cette partie de l'étude a d'abord permis de relever les tentatives d'expansion durant le règne du premier souverain belge et la promotion des intérêts nationaux à l'extérieur du royaume. La pression exercée par les commerçants et capitalistes belges dès l'arrivée au trône de Léopold I<sup>er</sup> au début des années 1830<sup>238</sup> a favorisé la mise en place d'un réseau de représentations diplomatiques relativement étendu dans l'Empire ottoman. Un bref survol des démarches faites par son fils et successeur Léopold II a par la suite permis de mesurer l'importance de l'expansion belge dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et la volonté du souverain de faire de la Belgique une puissance européenne à part entière.

La correspondance consulaire belge d'Alep permet notamment de suivre l'évolution des intérêts commerciaux et économiques du jeune royaume au cours de son industrialisation dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Suite à l'établissement du consulat d'Alep au milieu des années 1850, les échanges économiques entre la Belgique et la Syrie septentrionale se faisaient sur une échelle plutôt réduite, et peut-être même surtout avec le consul belge lui-même, Hillel de Picciotto, un commerçant bien établi sur la place d'Alep. Il est fort probable que le manque de communications directes entre la Belgique, Alexandrette et Alep ait mis un

<sup>237</sup> FP 2008, p. 51-52 [9 juin 1908, N<sup>o</sup>. 34/8]

<sup>238</sup> Une mission diplomatique belge fut établie dans la capitale ottomane en 1838. Les commerçants belges envisagèrent d'abord les opportunités économiques dans les environs de Constantinople et d'Izmir. V. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*, p. 67-68.



frein à la pénétration économique des Belges, tout comme la dépression économique de 1873-1896, qui contribua à la fermeture temporaire du consulat au milieu des années 1870. Le gouvernement belge semble malgré tout être demeuré déterminé à s'implanter dans la province d'Alep, un marché local de près d'un million d'habitants, qui offrait des débouchés potentiels intéressants aux industriels et capitalistes nationaux.

Après les tentatives infructueuses d'achats de nouveaux territoires (Chypre, Crète) menées par le souverain Léopold I<sup>er</sup> et par son fils et successeur, Léopold II, la politique belge au Proche-Orient semble avoir été axée avant tout sur des objectifs économiques, en cherchant notamment à intensifier les relations commerciales avec la Syrie, dans le but de développer de nouveaux marchés pour les produits manufacturés et « coloniaux » des Belges (sucre, verres à vitre, tissus, textiles, draps, armes, etc.). Durant cette période, le consul Picciotto devait surtout jouer un rôle de médiateur commercial, qui contribuerait à faire connaître les produits belges via ses multiples relations commerciales locales dans la province d'Alep, voire même au-delà. À partir des années 1860, durant une période de renouveau agricole en Syrie, le consul démontrait un vif intérêt pour le développement éventuel d'un chemin de fer vers la Mésopotamie et de la navigation maritime sur l'Euphrate. L'attention accordée à ces projets reflétait sans doute l'intérêt des autorités belges pour la pénétration économique de cette région, jusqu'au golfe Persique, et leur opinion favorable à l'ouverture de grands chantiers qui pouvaient être profitables au commerce et à l'industrie nationale. Aux intérêts purement commerciaux des années 1830 à 1870 s'ajoutèrent ainsi progressivement, et plus particulièrement des années 1880 jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, des intérêts industriels et financiers liés aux investissements dans les travaux publics et aux retombées de ces activités pour les industriels et capitalistes belges.

La période de 1880-1890 semble avoir également donné lieu à une augmentation et une diversification des exportations belges vers la Syrie, notamment les produits de l'industrie métallurgique, qui furent de plus en plus exportées sur le marché du nord de la Syrie. Puisque pratiquement aucune succursale de maison commerciale belge ne semble avoir été établie dans la région (les sources ne font état que d'une seule, la maison commerciale Victor Ernst & C<sup>o</sup>., qui était à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au bord de la faillite), la

pénétration économique des Belges en Syrie reposait vraisemblablement sur la médiation faite par les consuls. Ainsi, le gouvernement belge comptait sans doute sur l'influence et les relations commerciales et politiques de leurs consuls honoraires en Syrie d'abord pour faire connaître les produits belges, ou alors pour mettre en contact des firmes belges avec des commerçants alépins qui pouvaient vendre leurs produits. Les Poche se proposaient d'ailleurs la plupart du temps eux-mêmes comme « courtiers » (ou revendeurs) de produits européens lorsque le domaine commercial concerné faisait partie de leur champ de compétences. Cette partie du travail de consul représentait sans doute un autre incitatif à représenter à Alep les intérêts belges, puisque l'importation de produits de la Belgique contribuait vraisemblablement à grossir le volume de leurs affaires tant avec l'Europe (par l'import-export) que d'autres villes d'Anatolie orientale, de Syrie, ou de Mésopotamie, avec lesquelles ils faisaient du commerce.

Par ailleurs, les archives consulaires d'Alep montrent également l'importance accordée par les autorités belges aux expositions universelles, alors que la Belgique cherchait de plus en plus, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à s'affirmer dans le monde en tant que puissance européenne et à prendre part au vaste mouvement colonial. Les archives du fonds Poche permettent même de nuancer la réaction ou la participation ottomane à ce genre d'événements d'envergure internationale. Comparativement aux travaux et aux conclusions de l'historien Selim Deringil, qui ont démontré la participation et le rôle actif joué par le gouvernement impérial ottoman afin de contrôler l'image véhiculée de l'Empire à l'étranger et de favoriser la participation d'exposants ottomans, les archives belges d'Alep témoignent pour leur part d'une participation fort probablement nulle des hommes d'affaires, manufacturiers et « industriels » de la province, et ce, malgré les nombreuses démarches faites auprès des autorités et la chambre de commerce locales par le consul Poche, et l'intérêt soutenu démontré par le gouvernement belge pour le recrutement de participants syriens. Il semble donc que, d'un côté, le gouvernement ottoman central ait été très intéressé à donner la meilleure image possible de l'Empire dans certains événements internationaux de grande envergure (notamment l'exposition de Chicago en 1893), mais qu'en province, du moins à Alep, les producteurs manufacturiers et agricoles aient été relativement peu intéressés par les perspectives économiques ou technologiques offertes par ce genre de manifestation. Cette

perspective différente offerte par les archives des Poche à Alep laisse croire que la participation ottomane à ces événements importait surtout en fait au gouvernement central – sans doute pour des raisons de prestige, et pour maintenir le statut politique de l'État ottoman dans le concert des États européens – mais que, de façon paradoxale, ce même gouvernement mettait probablement peu de moyens à la disposition des potentiels exposants ottomans (commerçants, manufacturiers ou agriculteurs) pour les encourager et les dédommager pour les frais encourus pour leur déplacement et leur participation.

Enfin, ce chapitre a également permis de constater qu'au cours de la période allant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, les Belges ont résolument tenté de profiter à Alep, comme dans d'autres villes ottomanes à la même époque, de leur expertise dans le domaine des chemins de fer et des services urbains. Les archives consulaires du fonds Poche offrent même une perspective inédite sur les prémisses des travaux publics urbains à Alep dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, à une époque charnière de modernisation urbaine dans plusieurs villes de l'Empire ottoman. Les Belges semblent avoir été parmi les soumissionnaires les plus sérieux et les plus intéressés, et ils étaient d'ailleurs probablement aussi parmi les plus compétitifs dans les secteurs comme la distribution d'eau et d'électricité, de même que les services de tramways en milieu urbain. Les demandes de concessions pour ces services publics, évoquées en fin de chapitre, semblent être restées en suspens au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais la correspondance consulaire a néanmoins permis de mettre en lumière le rôle de médiation joué à partir de 1905 par Frédéric Poche. Le consul agissait en effet comme intermédiaire auprès des représentants de grandes sociétés et d'entrepreneurs belges venus à Alep en prospection, ou pour faire une évaluation des travaux à réaliser, alors qu'ils espéraient la rétrocession à des intérêts belges de concessions de travaux publics obtenues en premier lieu par des sujets ottomans. Alors que le gouvernement ottoman avait déjà procédé à cette époque à certains appels d'offres, et avait même dans certains cas déjà attribué des concessions dans la province d'Alep, la réalisation des travaux n'était dans la plupart des cas pas encore entreprise, et les Belges semblaient toujours avoir des chances légitimes d'obtenir des contrats. Cela donna vraisemblablement lieu à d'autres négociations que les archives consulaires de la période antérieure à 1914 ne permettent toutefois pas d'observer.

Le domaine de la construction et de l'exploitation des chemins de fer en Syrie semblait quant à lui occupé fermement par les intérêts français et allemands. La correspondance d'Alep offre relativement peu de détails sur la participation belge aux entreprises ferroviaires majeures au Levant ou en Mésopotamie, ce qui s'explique sans doute par le fait que les Belges ont surtout joué un rôle de sous-entrepreneurs et de fournisseurs pour des sociétés françaises qui disposaient d'un capital financier plus important que les sociétés belges. L'attention accordée par les consuls aux différents projets de chemin de fer met toutefois en perspective certains des principaux défis économiques locaux de la province ottomane d'Alep qui, tels que perçus à l'époque par des commerçants comme les Picciotto et les Poche, étaient fortement liés au développement des infrastructures de transport. Les consuls déploraient que la métropole de Syrie septentrionale soit laissée pour compte à une époque où de nombreux grands chantiers s'amorçaient pour la modernisation des communications et des transports dans l'Empire. Les intérêts divergents du gouvernement impérial ottoman (préoccupé par des enjeux essentiellement politiques et militaires) et de l'élite marchande provinciale de Syrie septentrionale (attentive à des questions de nature économique), et enfin, les intérêts financiers, économiques ou politiques, de même les rivalités entre Français et Allemands (défendant leur zone d'influence respective dans la région), sont tous des facteurs qui ont sans doute contribué à ralentir la mise en place d'infrastructures adéquates et adaptées aux besoins de la ville et de la région d'Alep.

Malgré les difficultés occasionnées aux commerçants locaux d'Alep comme les Picciotto et les Poche par les déficiences dans les infrastructures routières, ferroviaires, ou portuaires (qui affectaient par ailleurs aussi les Européens intéressés à s'établir sur le marché du nord de la Syrie), il semble que tout compte fait, le marché potentiel de cette province d'un million d'habitants, de même que l'extension de la ville d'Alep au cours de la période 1855-1915, aient été des facteurs importants qui motivaient les Belges à développer des liens avec la région, principalement pour profiter de nouveaux débouchés pour les produits industriels de la Belgique. L'intérêt des commerçants et industriels belges pour le marché d'Alep découlait d'ailleurs en grande partie de cette recherche active, depuis la fondation du royaume de Belgique, de débouchés pour une production manufacturière et industrielle nationale de plus en plus diversifiée. Les Belges avaient développé leurs propres créneaux ou



domaines d'expertise qu'ils défendaient en Syrie comme dans plusieurs autres pays ailleurs dans le monde : les industries métallurgique et sidérurgique, les transports, les services urbains (distribution d'eau ou de gaz, électricité et éclairage, eaux, transports en commun). Bien que les archives du fonds Poche ne confirment pas de façon formelle l'obtention de contrats de travaux publics à des firmes ou des groupes financiers belges, ils témoignent néanmoins de l'expertise et de la grande compétitivité de l'industrie belge pour la fourniture de matériaux pour les travaux urbains, à des prix avantageux<sup>239</sup>.

---

<sup>239</sup> Jacques Thobie, « Intérêts belges et intérêts français », p. 83.

## CHAPITRE III

### LES CONSULS PICCIOTTO ET POCHE : ENTRE INTÉRÊTS BELGES ET DYNAMIQUES LOCALES

#### 3.1 Introduction

Les familles Poche et Picciotto constituent deux exemples de familles marchandes venues s'implanter à Alep d'abord pour des intérêts commerciaux, et ayant créé ensuite, après leur établissement permanent, des liens et des réseaux importants à l'intérieur de l'Empire ottoman et jusqu'en Europe grâce, entre autres, à leurs fonctions consulaires. Cette section traite plus particulièrement de l'intérêt porté par ces familles d'origine européenne pour l'obtention de la protection légale de puissances étrangères, dans le cadre de leurs activités à Alep. Les charges consulaires conféraient à plusieurs membres des familles levantines d'Alep des avantages commerciaux et légaux en vertu de différents traités et capitulations accordés par l'État ottoman aux puissances européennes. Le titre de consul était un statut enviable et surtout utile pour ces familles marchandes étrangères qui étaient en quelques sorte naturalisées alépine, qui entretenaient d'importants intérêts commerciaux à l'intérieur de l'Empire et qui établissaient des relations et des réseaux à plusieurs endroits en Europe. Les avantages associés à l'octroi du titre de consul (honoraire) étaient donc divers et certainement plus importants que le seul prestige associé à la fonction. Certains enjeux sociaux, économiques et politiques évoqués dans ce chapitre contribuent à expliquer pourquoi, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les Poche entrèrent en compétition avec d'autres familles, notamment les Picciotto, pour l'attribution des différentes charges consulaires dans la province d'Alep.

### 3.2 La place des familles commerçantes levantines dans la société alépine

Tel que brièvement abordé en introduction, peu d'études sur la Syrie ottomane ont traité des familles juives sépharades (comme les Picciotto) ou levantines chrétiennes (comme les Poche). Ces deux familles sont surtout connues des historiens et des spécialistes travaillant plus particulièrement sur Alep. Cependant, très peu de monographies ou d'articles leur ont été consacrés jusqu'à maintenant, et les connaissances sur leurs activités dans les domaines commercial, diplomatique et légal demeurent somme toute limitées. Cette lacune est en partie due au fait que ces individus ont laissé peu de traces dans les archives judiciaires habituellement utilisées en histoire sociale ottomane. Par exemple, la protection étrangère accordée aux consuls des familles Picciotto et Poche leur permettait dans plusieurs situations d'éviter de comparaître devant les tribunaux ottomans locaux<sup>1</sup>. Ils pouvaient ainsi jouir du privilège de se tourner, selon le type de cause en jeu, et selon ce qui était à leur avantage dans chaque cas, vers d'autres tribunaux (comme les tribunaux mixtes de commerce et les tribunaux consulaires) pour régler les causes litigieuses les impliquant. Ils bénéficiaient ainsi de plusieurs options légales différentes, un privilège que la grande majorité des habitants d'Alep n'avaient pas.

L'obtention d'un poste de consul honoraire était donc, à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle un moyen pour les familles commerçantes d'origine européenne installées en Syrie d'obtenir la protection légale d'une puissance étrangère et de profiter simultanément de certains avantages économiques liés aux différents traités conclus avec l'État ottoman ou au régime des capitulations. Le titre de consul honoraire d'une puissance européenne conférait un statut social prestigieux aux familles Picciotto et Poche, tout en les faisant bénéficier plus concrètement d'avantages commerciaux, légaux et fiscaux très utiles dans l'exercice de leurs activités quotidiennes de commerçants, ainsi que pour la protection de leurs biens<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Bruce Masters, « Aleppo: The Ottoman Empire's Caravan City », p. 62.

<sup>2</sup> Sur le statut social et le prestige des anciennes familles chrétiennes et des familles levantines d'Alep à la fin de la période ottomane et durant la période d'entre-deux-guerres, voir Peter Sluglett, « Aspects of Economy and Society », p. 149.

Plus concrètement, cette section cherche à identifier les intérêts ou les motifs particuliers qui poussaient ces individus à convoiter un poste de consul (honoraire) à Alep. Par exemple, comment une telle charge non-rémunérée pouvait-elle être profitable à leurs activités économiques quotidiennes ? Pourquoi et comment les familles levantines d'Alep étaient-elles prédisposées à occuper ces fonctions ? Quelle était la véritable nature des rapports officiels entre le royaume de Belgique et ses consuls honoraires dans cette province du nord de la Syrie ottomane ? Cette section tentera de répondre à ces questions en retraçant d'abord l'origine des familles Picciotto et Poche, le contexte dans lequel chacune de ces familles s'est établie à Alep, puis en évoquant brièvement, dans un deuxième temps, la place qu'elles occupaient dans la société alépine de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ainsi que les réseaux sociaux qu'elles constituaient dans les sphères publiques et privées, tant par leur appartenance à l'élite levantine locale que par leur statut officiel et leur appartenance au corps consulaire local. Afin de mieux comprendre l'intérêt de ces deux familles pour les charges consulaires, cette partie de l'étude cherche également à expliquer pourquoi elles exerçaient un certain pouvoir d'attraction sur d'autres familles ou individus de la région et comment pouvait se constituer autour d'eux un réseau de relations politiques et économiques utile pour leurs affaires. Plus globalement, cette section peut sans doute aider à mieux comprendre la place que ces familles occupaient dans l'espace public d'Alep. Par exemple, comment le statut de consul des Poche et des Picciotto venait-il qu'à créer autour d'eux un réseau de protégés ? Qui étaient ces protégés, et pourquoi cherchaient-ils également à occuper une fonction à l'office consulaire belge d'Alep ?

Enfin, l'étude de cette correspondance peut également permettre de mettre en lumière la façon dont les consuls honoraires belges d'Alep voyaient eux-mêmes leur relation avec le gouvernement de la métropole et ses diplomates en poste dans l'Empire (à Smyrne ou à Constantinople, par exemple). Ce chapitre permet ainsi de mieux définir la relation officielle réciproque établie dans ce contexte entre le gouvernement belge et ces familles levantines, et de voir quels étaient les services échangés par les deux parties à l'intérieur de cette relation.



### 3.2.1 Les origines de la famille Picciotto

La littérature disponible sur l'histoire et le parcours des Picciotto avant et après leur arrivée en Syrie semble indiquer à priori que cette famille juive sépharade est mieux connue des historiens que celle des Poche. Les racines des Picciotto se trouvent au Portugal, où la famille portait alors le nom de Peixoto<sup>3</sup>. Dans les dernières années du XV<sup>e</sup> siècle, sous le règne du roi Manuel 1<sup>er</sup> (r. 1495-1521), les Juifs du royaume se virent imposer – comme ceux d'Espagne à l'époque des rois catholiques – la conversion au christianisme. Certains gagnèrent les Pays-Bas alors que d'autres se répandirent sur le pourtour du bassin méditerranéen où ils formèrent des colonies dans plusieurs villes portuaires<sup>4</sup>.

Samuel Picciotto, un commerçant italien de la ville portuaire de Livourne<sup>5</sup> (en Toscane) qui faisait de l'import-export de produits européens et exotiques, avait envoyé en 1732 un de ses fils à Alep, pour y prospector les possibilités d'approvisionnement en denrées alimentaires « coloniales » ainsi qu'en tissus et filés de luxe, la spécialité du marché local. Une maison de commerce Picciotto fut vraisemblablement établie à Alep autour de 1738, date à laquelle Hillel ben Samuel Picciotto repartit vraisemblablement en Syrie pour une seconde mission. Des considérations politiques et la possibilité d'établir des relations commerciales lucratives présidèrent apparemment à l'établissement d'une représentation commerciale dans ce carrefour économique de la Syrie septentrionale, où la famille fit fortune dans l'importation de produits européens et dans l'exportation vers Livourne et Trieste des spécialités du Proche-Orient<sup>6</sup>. C'est vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle que les Picciotto

<sup>3</sup> Une partie des informations de cette section sont tirées d'un article pionnier consacré à cette famille : Bernard Le Calloc'h, « La dynastie consulaire des Picciotto : 1784-1894 », *Revue d'Histoire Diplomatique*, 105e année, 1-2 (1990) : 135-175.

<sup>4</sup> Les plus gros établissements de population sépharades se trouvaient dans l'Empire ottoman, qui s'avéra être un des refuges les plus recherchés et les plus sécuritaires pour les juifs ibériques. Voir à ce sujet la préface et le chapitre 1, intitulé « Jewish Settlement in the Ottoman Empire » dans Avigdor Levy, *The Sephardim in the Ottoman Empire*, Princeton (New Jersey), Darwin Press, 1992, 196 p. Sur les juifs livournais au Proche-Orient voir également Bernard Lewis, *Juifs en terre d'Islam*, Paris, Calman-Lévy, 1986 (1<sup>ère</sup> éd. anglaise 1984), p. 144-145, 201 ; Minna Rozen, « The Leghorn Merchants in Tunis and Their Trade », p. 51-59.

<sup>5</sup> Après être vraisemblablement passée par la Sicile, une branche de la famille Peixoto avait transformé son nom en Picciotto. Puis, une partie des membres de cette famille s'installa dans le port toscan de Livourne, où une petite communauté juive prospérait déjà dans le négoce. Bernard Le Calloc'h, *loc. cit.*, p. 136-138.

<sup>6</sup> Yaron Harel, « The Rise and Fall of the Jewish Consuls in Aleppo », *Turcica*, 38 (2006) : 234.

commencèrent à constituer une véritable dynastie consulaire au Proche-Orient, cumulant de multiples postes d'agents diplomatiques pour plusieurs pays au cours d'une période de plus d'un siècle. Raphaël Picciotto (1742-1827), fils de Hillel Picciotto (1711-1773), fut le premier membre de la famille à occuper à Alep un poste consulaire. Raphaël, qui était sujet toscan, fut nommé agent consulaire d'Autriche en 1784 et participa à l'ouverture d'une agence consulaire autrichienne à Alep. De nouveaux postes consulaires furent plus tard créés dans la région et occupés par des membres de sa famille<sup>7</sup>.

L'établissement du consulat belge à Alep en 1855 coïncidait avec l'apogée de la dynastie consulaire des Picciotto, alors que différents membres de la famille représentaient les intérêts de l'Autriche, la Toscane, le Danemark, la Suède-Norvège, la Prusse, la Belgique, les Pays-Bas, la Russie, l'Espagne, et même, à partir de 1847, des États-Unis d'Amérique<sup>8</sup>. À cette époque, la maison Picciotto était beaucoup plus prestigieuse et importante que sa rivale, la maison Poche. Mais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les États européens souhaitaient généralement être représentés dans les postes du Levant et de l'Empire ottoman par des membres du corps diplomatique, c'est-à-dire par des fonctionnaires dépendant directement de l'administration centrale<sup>9</sup>. Ainsi s'acheva cette époque où la famille avait réussi à accaparer la plupart des postes consulaires au point de s'en faire une véritable spécialité.

### 3.2.2 Les origines de la famille Poche

La famille Poche, qui faisait partie au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle de la communauté marchande chrétienne d'Alep, n'était pas elle non plus originaire de Syrie, mais son installation à Alep était toutefois un peu plus récente que celle des Picciotto. Les racines alépine de la famille remontent en fait à Joseph Ignaz Poche qui avait quitté sa région natale

---

<sup>7</sup> Raphaël Picciotto fut par ailleurs nommé à divers autres postes consulaires Alep entre 1784 et 1817, notamment par le Grand Duché de Toscane, le royaume d'Étrurie, le royaume des Deux-Siciles, le royaume d'Espagne, la cité-État de Raguse (auj. Dubrovnik, en Croatie), ainsi que le royaume du Danemark. Voir Emilio Picciotto, *The Consular History of the Picciotto Family*.

<sup>8</sup> Bruce Masters, « Aleppo: The Ottoman Empire's Caravan City », p. 60-62 ; Bernard Le Calloc'h, *loc. cit.*, p. 139-145.

<sup>9</sup> Bernard Le Calloc'h, *loc. cit.*, p. 163, 171.

de Kreibitz en Bohême<sup>10</sup> du Nord en 1788, et qui était passé par Salonique et Constantinople avant de s'installer à Damas, en Syrie, et d'y fonder un comptoir commercial<sup>11</sup>. Il s'était ensuite établi vers 1818 à Alep, métropole de la Syrie septentrionale, où il était venu travailler pour la succursale locale de la société Ignaz Zahn & C<sup>ie</sup> (fondée en 1780), qui importait également des verreries bohémiennes pour le marché du Levant. Joseph Poche épousa ensuite à Alep Marguerite Sola de Magy, la fille adoptive de Salesio Rizzini, l'avant-dernier consul de Venise à Alep, et ils s'installèrent au khan al-Nahhasin<sup>12</sup>. Deux des cinq fils nés de cette union, Frédéric et Adolphe, fondèrent en 1853 la Compagnie des Frères Poche (Maison Fratelli Poche & C<sup>ie</sup>)<sup>13</sup>. Les activités de cette maison commerciale sont mises en évidence par la correspondance commerciale et privée des Poche.

Pour les affaires commerciales de leur compagnie, les frères Poche se servirent d'abord des contacts établis par leur père et la compagnie Ignaz Zahn & C<sup>ie</sup>, notamment à Damas et à Bagdad. Ils profitèrent aussi dans la région des contacts des Marcopoli, une famille de commerçants génois originaires de l'île de Chio (en mer Égée), avec lesquels ils avaient établi des liens matrimoniaux<sup>14</sup>. Les alliances matrimoniales et les réseaux familiaux semblent d'ailleurs avoir joué un rôle important dans la stratégie commerciale des principales familles levantines d'Alep. Ils disposaient ainsi d'un grand nombre de correspondants et

<sup>10</sup> Cette région historique et géographique d'Europe centrale faisait partie au XIX<sup>e</sup> siècle de l'Empire autrichien, puis, de l'Empire austro-hongrois. Elle forme aujourd'hui la principale composante de la République tchèque.

<sup>11</sup> Joseph Poche était un commerçant spécialisé dans la vente de cristaux de Bohême, et d'autres articles de luxe tels que des narguilles, des bocaux, des vases, des assiettes, des flacons de parfum. Françoise Cloarec, *Le temps des consuls*, p. 144-145.

<sup>12</sup> Mafalda Ade, « Ottoman Commercial Law and its Practice in Aleppo Province (1850-1880) », dans *Merchants in the Ottoman Empire*, sous la dir. de Suraiya Faroqhi et Gilles Veinstein, Paris ; Dudley (Massachusetts), Peeters, 2008, p. 247-248 ; Françoise Cloarec, *op. cit.*, p. 144-146. Le *khan* est un bâtiment à cour intérieure, souvent à deux étages, qui est l'équivalent des caravansérails que l'on retrouvait aux différentes étapes des parcours des caravanes, au Moyen-Orient. On trouve dans la vieille ville d'Alep une vingtaine de khans ; la plupart datent du XVI<sup>e</sup> siècle tandis que trois remontent à l'ère mamelouke.

<sup>13</sup> Les deux fils, natifs d'Alep, conservaient la nationalité autrichienne. Leurs propres enfants, la troisième génération de Poche à Alep, se sont ensuite désengagés peu à peu du commerce au début du XX<sup>e</sup> siècle, consolidant plutôt leur fortune dans des propriétés urbaines. Mafalda Ade, « Les commerçants Poche », p. 231.

<sup>14</sup> Les deux filles de la seconde génération des Poche (les sœurs de Frédéric), Maria et Lauretta, épousèrent respectivement Vincenzo Marcopoli, consul des Deux-Siciles, et Nicolas Marcopoli, consul d'Espagne. Ces consuls étaient, comme les Poche, des commerçants qui habitaient à Alep. Françoise Cloarec, *Le temps des consuls*, p. 145-146 ; Mafalda Ade, « Les commerçants Poche », p. 233.

d'associés qui faisaient partie de leurs réseaux familiaux et économiques, tant en Europe qu'au Proche-Orient<sup>15</sup>. La correspondance commerciale et privée du fonds d'archives Poche-Antaki fait d'ailleurs état des contacts et des partenaires de la maison commerciale Poche en Syrie, en Mésopotamie, dans le sud de l'Anatolie, à İstanbul de même que dans quelques autres villes européennes.

À l'intérieur de l'Empire ottoman, leurs principaux intérêts et leurs relations commerciales se trouvaient surtout dans les villes de Bagdad, Urfa, Mossoul, Idlib, Diyarbakır, Maraş, Mardin, Antioche, Alexandrette et İstanbul<sup>16</sup>. Les frères Poche avaient également réussi à étendre leurs réseaux de contacts commerciaux jusqu'en Europe, grâce aux partenariats établis avec les succursales de certaines maisons alépine (comme les Homsy à Marseille et les Hava à Londres) et à la fondation à Manchester, en 1871, d'une maison commerciale (Ferdinand Poche & C<sup>o</sup>.) par un autre de leurs frères. À partir des années 1870, les frères Poche commencèrent aussi à investir des postes d'agents consulaires ou de consuls honoraires à Alep, notamment pour la Belgique, les Pays-Bas, les États-Unis, la Russie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, ce qui s'avérait être un autre moyen pour la firme familiale d'Alep de renforcer ses liens avec l'Europe<sup>17</sup>.

### 3.2.3 Les familles levantines d'Alep comme intermédiaires commerciaux et culturels des Européens

La correspondance consulaire du fonds d'archives privé des Poche met en évidence le rôle d'intermédiaire joué par les consuls Picciotto et Poche entre les étrangers qui s'intéressaient à Alep (les diplomates, capitalistes ou industriels belges, par exemple) et la société locale (plus spécifiquement les autorités locales, mais aussi d'autres marchands

<sup>15</sup> Les Marcopoli avaient notamment des branches familiales à Mossoul et à Beyrouth. Jean-Claude David et Thierry Grandin, « L'habitat permanent des grands commerçants dans les khans d'Alep à l'époque ottomane », dans T. 2 de *Les villes dans l'Empire ottoman : activités et sociétés*, sous la dir. de Daniel Panzac, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1991, p. 92-94.

<sup>16</sup> Les Poche maintenaient aussi d'autres relations, quoique beaucoup plus sporadiques, en Inde, en Amérique et en Afrique du Nord. Mafalda Ade, « Ottoman Commercial Law », p. 247-248.

<sup>17</sup> Mafalda Ade, « Les commerçants Poche », p. 233.



locaux). Ce rôle de médiation était sans doute grandement facilité par le fait que ces deux familles marchandes d'origine étrangère, établies de façon permanente à Alep, n'étaient ni tout à fait européennes (ou occidentales), ni tout à fait ottomanes. Certains chercheurs qui se sont intéressés à l'identité hybride, à l'habitat, aux activités et aux formes de sociabilité propres au groupe qui était composé à Alep de plusieurs familles levantines (environ une dizaine), l'ont évoqué par les termes d'« aristocratie des khans » ou de « société des khans ». Ces termes expriment en fait l'idée d'une communauté ou d'un milieu de vie relativement autonome au sein de la société ottomane<sup>18</sup>. Il convient toutefois de noter que ces familles ou les consuls eux-mêmes ne s'identifiaient pas comme des « Levantins ». Les liens développés et entretenus avec les milieux d'affaires et diplomatiques européens de même qu'en province ottomane faisaient de ces familles des intermédiaires commerciaux évidents. À cheval entre Occident et Orient, ces individus devenaient, selon Mafalda Ade, des transmetteurs de valeurs, d'idées et d'habitudes, entre autres dans les pratiques légales et commerciales. Certaines familles marchandes levantines comme les Poche se positionnaient donc comme « représentants d'une modernité à l'européenne du XIX<sup>e</sup> siècle » et jouaient en quelque sorte un rôle de « catalyseurs des réformes au sein de la société ottomane »<sup>19</sup>.

### 3.2.3.1 Un rôle d'intermédiaire

Les documents consulaires belges mettent surtout en évidence le rôle de médiation commerciale et politique joué par Frédéric Poche, et dans une moindre mesure par son frère et associé Albert<sup>20</sup>, qui était également consul à Alep. Les frères Poche disposaient donc d'un réseau toujours croissant de contacts régionaux et internationaux, en plus d'une solide connaissance du commerce local, qu'ils travaillaient à maintenir. Comme la firme familiale

<sup>18</sup> « L'aristocratie des khans » représentait un milieu relativement autonome au sein de la société ottomane. Voir Jean-Claude David et Thierry Grandin, « L'habitat permanent des grands commerçants », p. 90-91.

<sup>19</sup> Mafalda Ade, « Les commerçants Poche », p. 235.

<sup>20</sup> Albert Poche occupait aussi à Alep d'importantes charges officielles. Il était consul des Pays-Bas (représentant à Alep les intérêts allemands, serbes, croates, slovènes et suisses), en plus de gérer les consulats des royaumes d'Italie, de Belgique et d'Espagne et l'agence consulaire des États-Unis d'Amérique. À titre de gérant du consulat belge, il occupait donc les fonctions de consul quand Frédéric Poche devait s'absenter hors de la ville. Françoise Cloarec, *Le temps des consuls*, p. 148.

était plutôt bien établie dans la région, elle pouvait donc être très utile aux commerçants ou industriels belges qui souhaitaient percer le marché d'Alep, de la Syrie et même de la Mésopotamie. Les doubles fonctions de commerçant et de consul permettaient en retour à Frédéric Poche de collecter, confier et échanger des informations politiques, économiques, commerciales et financières privilégiées, grâce aux multiples réseaux de contacts et de correspondances qu'il entretenait. Il pouvait ensuite « marchander » cette information, tant auprès d'interlocuteurs régionaux qu'internationaux, et recommander certains « amis » de ces réseaux auprès de partenaires commerciaux ou de personnes d'influence. Les Poche se trouvaient ainsi dans une position de médiateurs d'informations et de contacts, « conscients de leurs actes de médiation qui n'étaient jamais tout à fait gratuits »<sup>21</sup>.

L'importante collection de registres de comptabilité et de correspondance commerciale, consulaire et privée des Poche permet de mieux comprendre les activités commerciales de la famille tout en donnant un point de vue original sur la culture, les mœurs et les mentalités de cette élite chrétienne d'origine occidentale domiciliée à Alep. À l'instar de la correspondance commerciale des Poche utilisée dans les récents travaux de Mafalda Ade, leur correspondance consulaire se prête bien à l'analyse du rôle de médiateurs culturels, économiques et politiques joué par les familles levantines d'Alep « par leurs liens commerciaux et personnels avec l'Europe, leurs titres de consuls honoraires et leur appartenance à une société distincte au sein de la ville ottomane »<sup>22</sup>.

### 3.2.3.2 La société des khans

Le centre de la vie commerciale d'Alep était depuis longtemps le cœur de la vieille ville, avec ses nombreux khans où logeaient et commerçaient les marchands d'une même nation. Durant la période de grande prospérité du commerce caravanier d'Alep (à la fin du XV<sup>e</sup> et au XVI<sup>e</sup> siècle), les marchands étrangers qui logeaient dans les khans n'y étaient habituellement que pour une durée limitée, le temps de vendre leurs marchandises et de régler

---

<sup>21</sup> Mafalda Ade, « Les commerçants Poche », p. 235.

<sup>22</sup> *Ibid*, p. 231-232.

sur place leurs importations de tissus ou de marchandises venues d'Orient<sup>23</sup>. À partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> et au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, cette communauté de marchands « nationaux » (qui étaient jusqu'ici regroupés dans les khans par pays d'origine) fut progressivement remplacée par une classe marchande locale, formée entre autres de sujets ottomans non-musulmans (qui avaient jusqu'ici servi à Alep d'intermédiaires aux commerçants étrangers) et de familles marchandes levantines (qui avaient, pour leur part, conservé après leur établissement à Alep leur protection européenne)<sup>24</sup>. À Alep le nombre des commerçants nationaux et des entreprises commerciales étrangères diminua fortement suite à l'émergence de ces nouveaux rivaux qui commençaient à se mettre à leur propre compte, à s'emparer progressivement du commerce avec l'Europe, et à jouer un rôle significatif dans le commerce régional et local<sup>25</sup>.

C'est au cours de cette période que les familles levantines prirent à Alep l'habitat des khans (laissé vacant par le départ des commerçants étrangers), qui devinrent ainsi des logements familiaux. Ce groupe comptait une quinzaine de familles d'origines diverses, qui vivaient pour la plupart très près les unes des autres, au cœur de la ville, et qui partageaient, pour certaines, les appartements d'un même khan. Parmi elles, on peut citer les familles Boccaci, Corneille, Dayyan, Gerardi, Giustiniani, Kabbaya, Marcopoli, Molinari, de Picciotto, Pinto, Poche, Popolani, Silvera, Sola, Vidal et Villecroze. Les familles levantines étaient donc liées entre elles par des liens matrimoniaux (entre chrétiens ou entre juifs), un mode de vie occidental (notamment pour le décor des maisons, les habitudes vestimentaires, ou l'usage de langues européennes) et des activités sociales communes, et elles formaient un groupe qui, au sein de la société locale ottomane, demeurerait plutôt refermé sur lui-même. Plusieurs familles d'origine européenne domiciliées à Alep, telles que les Poche ou les

---

<sup>23</sup> François Charles-Roux, *Les échelles de Syrie et de Palestine au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

<sup>24</sup> Sur les origines de cette classe de marchands à Alep au XVIII<sup>e</sup> siècle, son habitat et son mode de vie voir Bruce Masters, *Christians and Jews in the Ottoman Arab World: The Roots of Sectarianism*, New York, Cambridge University Press, 2001, p. 71-80 ; Jean-Claude David, « Le patrimoine, architectures et espaces, pratiques et comportements : les souks et les khans d'Alep », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée (REMM)*, 73, 1 (1994), p. 194-195, 200 ; Jean-Claude David et Thierry Grandin, « L'habitat permanent des grands commerçants », p. 86-89.

<sup>25</sup> Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 837-841.



Picciotto, partageaient donc un même espace social dans la ville et adoptaient un mode de vie bourgeois très semblable<sup>26</sup>.

### 3.3 Les familles consulaires d'Alep

Le succès commercial de ces familles commerçantes était en partie dû aux privilèges économiques ainsi que la protection légale octroyés par l'État ottoman aux ressortissants de la plupart des nations européennes, par voie de traité ou de capitulations. Leurs compétences linguistiques, leur connaissance du contexte politique et économique local, les réseaux dont ils disposaient dans la région, de même que leurs liens avec l'Europe, contribuaient en outre pour beaucoup à leur prospérité économique, et les disposaient à servir d'intermédiaires aux Européens. Plusieurs membres de ces familles européennes naturalisées alépine furent ainsi nommés consuls ou vice-consuls (à titre honoraire) pour les nations qui avaient gardé des intérêts commerciaux à Alep. La nomination d'un représentant consulaire découlait donc, dans bien des cas, d'une décision pragmatique reflétant l'évolution des intérêts commerciaux européens au Levant. Plusieurs États européens considéraient sans doute qu'il était très pratique, et peu coûteux, de se faire représenter au Levant (sur la côte comme dans l'intérieur de la Syrie) par des membres de la famille Picciotto<sup>27</sup>. La France et la Grande-Bretagne, pour leur part, continuèrent toutefois, même au XIX<sup>e</sup> siècle, à nommer des diplomates ou des marchands originaires de la métropole pour servir comme consuls à Alep<sup>28</sup>.

Les membres des familles levantines (comme les Picciotto et les Poche) ont laissé à travers leur correspondance et leurs archives un témoignage original et distinct de celui offert

---

<sup>26</sup> Il y a d'ailleurs certaines similitudes entre les modèles culturels et le style de vie adoptés par l'élite levantine d'Alep et celle d'autres villes de l'Empire ottoman. Cf. Oliver Jens Schmitt, « Sur la voie de la bourgeoisie d'affaires ? L'élite sociale levantine à Galata-Péra et à Smyrne au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Merchants in the Ottoman empire*, sous la dir. de Suraiya Faroqhi et Gilles Veinstein, Paris ; Dudley (Massachusetts), Peeters, 2008, p. 215-230 ; Mafalda Ade, « Les commerçants Poche », p. 232-233 ; Jean-Claude David, « Le patrimoine, architectures et espaces », p. 195, 204.

<sup>27</sup> Fred Arthur Neale, qui passa huit ans en Syrie au service du consulat général de Grande-Bretagne, avait d'ailleurs remarqué que la plupart des consuls à Alep étaient juifs et qu'ils appartenaient à une même famille (les Picciotto). Bernard Le Calloch, « La dynastie consulaire des Picciotto », p. 161-162. Pour les différentes charges consulaires occupées à Alep par plusieurs membres de cette famille, voir Emilio Picciotto, *The Consular History of the Picciotto Family*.

<sup>28</sup> Jean-Claude David et Thierry Grandin, « L'habitat permanent des grands commerçants », p. 90-91.



par les consuls des siècles précédents, et ce, notamment parce qu'ils avaient une identité distincte au sein de la société alépine. Selon Mafalda Ade, même si la société des khans était relativement homogène et qu'elle était surtout formée de familles d'origine européenne, ces familles ont développé avec le temps une connaissance plus profonde de la société locale que leurs prédécesseurs.

Tout comme la population locale, ils étaient confrontés à long terme aux agitations politiques, aux catastrophes naturelles et aux épidémies. De plus, le va-et-vient des gouverneurs et fonctionnaires ottomans les concernait directement dans la mesure où cela pouvait avoir des répercussions sur leurs affaires. D'une certaine manière, ces familles faisaient partie du tissu local, et avec chaque génération elles se sont de plus en plus intégrées dans la société alépine. Ainsi, elles se construisirent une identité propre, une identité qui se situait entre deux cultures<sup>29</sup>.

Le dépouillement des archives consulaires belges offre une importante quantité d'observations générales et d'analyses, souvent d'une grande acuité, sur le contexte économique et politique de la province, de la ville et de l'arrière-pays d'Alep et même, dans les documents des Poche, sur des événements qui se sont produits à l'extérieur de leur juridiction, en Anatolie ou en Mésopotamie, par exemple. Tout en reflétant le niveau d'intégration des Picciotto et des Poche à la société locale, cette correspondance et ces rapports consulaires offrent, dans plusieurs cas, une perspective nouvelle sur des événements ayant eu un retentissement au niveau régional, à l'échelle de l'Empire ottoman, ou même au-delà.

### 3.3.1 Les Picciotto et les Poche au sein du corps consulaire d'Alep

Les documents du fonds d'archives privé des Poche constituent donc une porte d'entrée permettant d'approcher à la fois la « société des khans » et le corps consulaire d'Alep, deux groupes qui pouvaient sans doute plus ou moins se confondre dans la seconde

---

<sup>29</sup> Mafalda Ade, « Les commerçants Poche », p. 233. Selon Yaron Harel, les familles juives sépharades d'origines italiennes (identifiées par les Ottomans par le terme de *francos*) arrivées à Alep au XVIII<sup>e</sup> siècle se distinguaient aussi de la communauté marchande européenne établie dans la ville au cours des siècles précédents et regroupée en « nations ». Selon lui, même les plus anciens résidents européens de ce groupe ne se considéraient pas Alépins : « ...rather they retained their European identity and identification, viewing their residence in Aleppo as temporary, for business purposes only. Most never learned Arabic, and only a minority brought their wives or families to Aleppo or married local women. », Yaron Harel, « The Rise and Fall », p. 235.

moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, un des principaux écueils de ce genre de sources est aussi de mener parfois à l'autoglorification d'individus écrivant sur eux-mêmes, leurs propres activités et leur groupe socioculturel<sup>30</sup>. La correspondance diplomatique que les consuls Picciotto et Poche entretenaient avec des officiels belges et ottomans permet surtout de mieux comprendre ce que pouvait être le travail d'un consul honoraire, dans une capitale provinciale ottomane comme Alep, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. En plus des des Picciotto<sup>31</sup> et des Poche, les principales familles alépine qui occupaient au XIX<sup>e</sup> siècle des fonctions consulaires pour différentes nations européennes à Alep étaient les Marcopoli<sup>32</sup> (originaires de Chio) ainsi que les familles juives Silvera et Kabbayé.

### 3.3.1.1 Le consul Hillel de Picciotto

Un décret royal du souverain belge Léopold I<sup>er</sup> désigna le 22 septembre 1854 Hillel de Picciotto (1809-1884) consul de Belgique à Alep<sup>33</sup>. C'était un poste qui lui importait apparemment beaucoup, puisqu'il s'était posé comme candidat depuis déjà 1842. L'appui qu'il s'était préalablement assuré de la part du consul belge à Beyrouth, Henry J. de Turck,

---

<sup>30</sup> Yaron Harel propose d'ailleurs, dans un article consacré aux Picciotto, une réévaluation de cette dynastie consulaire qui, bien qu'autrefois glorifiée par les récits de voyageurs, fut aussi vilipendée et discréditée au sein même du corps consulaire d'Alep, qui la considérait comme toute peu prestigieuse. L'analyse de Harel met surtout en évidence l'avidité et l'arrogance démontrée par les Picciotto dans leurs rapports avec les autres consuls. Yaron Harel, « The Rise and Fall », p. 239-245.

<sup>31</sup> Les sources indiquent par exemple que le chevalier Moïse de Picciotto (1814-1894) occupait en 1869 le poste de vice-consul d'Autriche (avec le titre de consul général) et que Raphaël de Picciotto (1811-1876) occupait en 1872 celui de consul de l'empire d'Allemagne à Alep. FP 2002 [19 janvier 1872] ; FP 2002 [21 octobre 1869].

<sup>32</sup> Deux documents du consulat belge indiquent par exemple qu'un dénommé A. Marcopoli fut nommé vice-consul du Portugal en 1866 et Georges Marcopoli, consul intérimaire de S. M. Catholique le roi d'Espagne en 1894. FP 2002 [30 avril 1866] ; FP 2005 [26 septembre 1894].

<sup>33</sup> Hillel de Picciotto était le fils d'Elia de Picciotto (1781-1858) qui avait occupé entre 1817 et 1858 des postes d'agent consulaire et de consul général (vice-consul avec le titre de « Consul général émérite ») de l'Empire austro-hongrois ; d'agent consulaire et de consul général du grand-duché de Toscane, et de consul général du royaume du Danemark. Faisant suite à un rapport de Henry J. de Turck, consul belge à Beyrouth, il avait été choisi parmi d'autres Picciotto (notamment trois fils du défunt Moïse de Picciotto, consul général de Suède et de Norvège, soit Daniel, Raphael et Yousef) qui avaient aussi postulé pour ce poste. Emilio Picciotto, *Consular History*, p. 13-14 et Annexe 3. Sur la nomination de Hillel de Picciotto au poste d'Alep, voir FP 2001, p. 1-2 [12 janvier 1855, N<sup>o</sup>. 1] ; FP 2001, p. 3 [19 janvier 1855, N<sup>o</sup>. 2] ; FP 2001, p. 3-6 [19 janvier 1855, N<sup>o</sup>. 1] ; FP 2001, p. 7-8 [6 février 1855].

fut probablement décisif pour cette nomination, à en croire une lettre rédigée en juillet 1854 par M. de Turck à l'intention du ministre des Affaires étrangères.

La manière d'agir de M. de Picciotto, sa bonne renommée commerciale, les bons rapports qui me sont parvenus sur sa personne de la bouche de notables indigènes, d'Européens et de Consuls, entre autres de M. de Lesseps, Consul Général de France, sa fortune bien établie, son instruction en plusieurs langues (il écrit parfaitement le français), font que j'ai l'honneur de vous le présenter, Monsieur le Ministre, avec assurance et avec un haut degré de certitude qu'il est une acquisition précieuse à notre commerce<sup>34</sup>.

Un autre extrait de cette lettre laisse penser que les relations commerciales établies par Hillel de Picciotto avec la Belgique (ou à tout le moins, les achats de marchandises belges qu'il avait alors effectués) ont également eu une influence importante sur sa nomination.

Par des agents que j'ai à ma disposition, je suis parvenu à me faire faire des propositions par M. Hillel de Picciotto et moi, de mon côté, je lui ai fait des promesses sous la condition qu'il se mette immédiatement en relations commerciales avec la Belgique. Comme premier essai de commencement, il vient de m'envoyer, et j'ai reçu aujourd'hui, une traite de dix mille francs pour une commande de sucres de la Belgique et la valeur en retournera probablement en production de nos fabriques. La commande étant assez considérable, j'ai promis que notre navire, après avoir déchargé à Beirout, continuerait pour Alexandrette afin d'y décharger les sucres destinés à M. de Picciotto à Alep<sup>35</sup>.

Dans un autre rapport adressé en décembre 1855 au ministre des Affaires étrangères, le consul de Turck soulignait l'importance des affaires commerciales que le consul Picciotto avait récemment réalisées avec le royaume belge, depuis sa nomination l'année précédente : l'importations à Alep de sucres (pour une valeur approximative de 40 000 francs), de verres à vitre, de limes à couteau, de pointes de Paris (un type de clou), et l'exportation vers la

---

<sup>34</sup> Emilio Picciotto, *Consular History*, Annexe 3. Cette candidature était en lien avec l'établissement éventuel d'un consulat belge à Alep. Hillel de Picciotto avait postulé plusieurs fois dans les années 1840 (il n'y avait encore, en 1842, aucun consulat belge dans toute la Syrie) auprès du Comte d'Aviella Goblet, le ministre des Affaires étrangères et du Baron De Behr, le ministre plénipotentiaire à Constantinople. Celui-ci avait fait valoir au ministre des Affaires étrangères que le candidat appartenait à une famille consulaire ancienne qui administrait toujours les consulats d'Autriche, de Prusse, de Hollande, du Danemark et de Toscane.

<sup>35</sup> Emilio Picciotto, *ibid.*

Belgique de laine (pour alimenter les fabriques belges), et ce, en plus d'autres commandes qui avaient apparemment été passées pour des draps et des armes belges<sup>36</sup>.

Dès cette époque, le consul Picciotto avait donc sans doute commencé à entretenir quelques affaires profitables avec le royaume de Belgique, mais vingt ans plus tard, l'établissement du consulat d'Alep paraissait sans doute, aux yeux du gouvernement belge ou de diplomates à Bruxelles, avoir été finalement peu fructueux. Le consulat fut fermé en octobre 1875 par décret du roi belge Léopold II, qui offrit alors au consul Picciotto la faveur d'une démission honorable<sup>37</sup>. Hillel de Picciotto se retrouvait ainsi, après plus de vingt ans passés au service des États-Unis d'Amérique (26 ans) et de la Belgique (21 ans), sans charge de consul, et sans protection étrangère<sup>38</sup>. Suite à cette décision des autorités belges, il exposa à Léon Verhaeghe de Naeyer, le premier secrétaire de la légation à Constantinople, la position malheureuse dans laquelle il se trouvait, après avoir servi durant toutes ces années comme consul d'Alep, et le pria d'obtenir pour lui une protection étrangère.

Lorsque j'ai accepté le poste de consul de Belgique en cette ville, j'ai dû renoncer à ma nationalité de sujet chevalier de l'Empire d'Autriche; par conséquent je suis dans ce moment pour comble de malheur sans aucune protection. [...] que vous vouliez bien avoir l'extrême obligeance d'interposer auprès de Son Excellence Monsieur le Ministre [des Affaires étrangères] à l'effet de me procurer une protection quelque ce soit, anglaise ou italienne en ma qualité d'ancien Consul de Belgique après de longs et fidèles services rendus honorablement au Gouvernement du Roi, ainsi que l'exprime l'arrêté royal en m'accordant une démission honorable [...] afin de ne pas laisser un ancien fonctionnaire du Gouvernement Belge à la merci et sous le joug de l'autorité locale ottomane<sup>39</sup>.

---

<sup>36</sup> Emilio Picciotto, *Consular History*, p. 13.

<sup>37</sup> C'est le consul Picciotto lui-même qui en avait apparemment fait la demande au ministre des Affaires étrangères, qui l'avait ensuite renvoyé à la légation belge de Constantinople, selon une lettre adressée en mai 1878. FP 2001, p. 194-195 [16 mai 1878]. Les archives d'Alep ne permettent pas de confirmer s'il s'agissait à cette époque d'une fermeture temporaire ou définitive. Le consulat semble être demeuré fermé au moins jusqu'en 1885.

<sup>38</sup> En plus d'avoir occupé le poste de consul de Belgique de 1854 à 1875, Hillel de Picciotto avait également servi les États-Unis d'Amérique à titre d'agent consulaire (et plus tard de vice-consul) entre 1847 et 1873.

<sup>39</sup> FP 2001, p. 194-195 [16 mai 1878]



Selon Yaron Harel, à partir des années 1870, de plus en plus de familles juives *francos* d'Alep (notamment les Silvera, d'anciens protégés toscans) cherchaient, tout comme Hillel de Picciotto le faisait auprès du gouvernement belge, à obtenir la protection consulaire de la France ou de la Grande Bretagne, qui leur paraissait être plus prestigieuse ou notable que celle de protégé d'une puissance de second rang. L'ex-consul belge cherchait apparemment à prendre avantage de l'occasion qui était alors offerte aux Européens dépourvus de protection de désigner la représentation consulaire de leur choix, et de se voir ainsi accorder la protection britannique. Cette situation paraît plutôt inusitée considérant le fait qu'à Alep, plusieurs collègues de l'ancien consul de Belgique (qui étaient même probablement des membres de la famille Picciotto) lui avaient apparemment offert de le prendre à titre de protégé d'une des puissances qu'ils représentaient<sup>40</sup>.

### 3.3.1.2 Le consul Frédéric Poche

La majorité des documents consulaires belges d'Alep utilisés pour la présente étude (soit sept des neuf principaux registres dépouillés et catalogués) furent rédigés par Frédéric Poche, qui occupa à partir du milieu des années 1880 le poste de consul belge, en plus de cumuler au début du XX<sup>e</sup> siècle les fonctions d'agent consulaire des États-Unis d'Amérique et de gérant du vice-consulat des Pays-Bas, du consulat impérial de Russie et du consulat impérial et royal d'Autriche-Hongrie. Avant que la maladie ne dégrade son état de santé en 1911, Frédéric Poche avait par ailleurs demandé et obtenu, en juillet 1909, l'adjonction comme vice-consul de son fils Joseph, qui l'aidait pour la préparation des rapports<sup>41</sup>.

Selon les registres consultés pour cette étude, deux des frères de Frédéric Poche furent également impliqués dans les activités du consulat belge d'Alep, soit Albert, qui servit à titre honoraire comme gérant du consulat, et Guillaume, qui fut durant plusieurs années

<sup>40</sup> Yaron Harel, « The Rise and Fall », p. 247.

<sup>41</sup> FP 2007, p. 130 [11 novembre 1907] ; FP 2008, p. 244-245 [26 juillet 1909, N<sup>o</sup>. 59/10] ; FP 2008, p. 246-251 [29 juillet 1909, N<sup>o</sup>. 61/6] ; FP 2008, p. 252 [4 août 1909, N<sup>o</sup>. 62/11] ; FP 2009, p. 180-181 [28 octobre 1911, N<sup>o</sup>. 70/10]. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, Joseph Vincent (qui est mort en 1964, à l'âge de 94 ans) était le seul des trois enfants de Zoé Marcopoli et Frédéric Poche toujours vivant, alors que les deux autres enfants nés de cette union étaient décédés du choléra en bas âge (une fille de quelques mois et un garçon mort en couches). Françoise Cloarec, *Le temps des consuls*, p. 147.

représentant honoraire de la Belgique au tribunal mixte de commerce. En 1913, Joseph Poche (qui avait pris la charge du consulat depuis la mort de son père) affirmait que son oncle Guillaume Poche était aussi, depuis plus de vingt-cinq ans, juge assesseur pour les affaires belges au tribunal mixte de commerce d'Alep<sup>42</sup>. Guillaume, le dernier, et sans doute le plus original (il était notamment un féru d'archéologie et de chimie) des frères de la deuxième génération alépine des Poche, devint également, après la Première Guerre mondiale, consul de Tchécoslovaquie, après que le pape Léon XIII (1878-1903) l'eût fait accéder au titre de baron. Mis à part les deux sœurs de Frédéric (mariées aux Marcopoli) et son frère Ferdinand (parti en Angleterre), toute la famille Poche habitait à l'époque le khan al-Nahhasin : Albert (avec sa femme Eugénie et leurs sept enfants), Guillaume, Rodolphe (le frère aîné de la famille), ainsi que Frédéric (qui était veuf) et son fils Joseph, qui occupaient trois pièces<sup>43</sup>.

Les Poche semblent avoir maintenu des relations plus cordiales que les Picciotto avec les autres membres du corps consulaire d'Alep. À quelques reprises Frédéric Poche fit même une demande spéciale à ses supérieurs pour gérer de façon temporaire le consulat d'un collègue qui devait s'absenter pour des raisons de santé ou pour un voyage. Par exemple, Frédéric Poche demanda en 1887 l'autorisation de gérer le consulat de Russie durant l'absence temporaire du titulaire M. Yakimanski<sup>44</sup>, puis, en 1907, l'autorisation de remplacer son collègue M. A. Xanthopoulou<sup>45</sup>, le consul d'Autriche-Hongrie à Alep. De la même façon, Albert Poche (qui était vice-consul des Pays-Bas depuis 1895) remplaça d'ailleurs à quelques

---

<sup>42</sup> Dans une lettre adressée en juin 1911 au ministre plénipotentiaire de Belgique à Constantinople, le baron Moncheur, Frédéric Poche indique d'ailleurs que son frère, le baron Guillaume Poche servait alors la Belgique gratuitement « en qualité de juge belge au tribunal mixte de commerce depuis presque vingt ans » et qu'un autre frère, Albert Poche, avait géré le consulat belge d'Alep pendant plus de sept ans. Frédéric Poche demandait pour ses deux frères l'obtention d'une charge honorifique, « qui aurait pour conséquence d'augmenter leurs sympathies pour la Belgique et la tendance de leur maison de commerce à donner la préférence aux produits belges ». FP 2009, p. 111, 114 [14 juin 1911, N°. 30/2] ; FP 2009, p. 286-287 [9 avril 1913, N°. 20/5]. Ces documents offrent un aperçu du rôle joué par les Poche dans l'introduction de réformes légales ottomanes dans le domaine des pratiques commerciales. Cf. Mafalda Ade, « Les commerçants Poche », p. 236-237.

<sup>43</sup> Françoise Cloarec, *Le temps des consuls*, p. 149.

<sup>44</sup> FP 2003, p. 28-29 [4 février 1887, N°. 2] ; FP 2003, p. 30-31 [4 février 1887, N°. 4] ; FP 2003, p. 41-42 [24 mars 1887, N°. 4] ; FP 2003, p. 43-44 [date illisible, N°. 5].

<sup>45</sup> FP 2007, p. 93 [27 avril 1907, N°. 33/2 B55] ; FP 2007, p. 142-143 [27 avril 1907, N°. 34/8 C5] ; FP 2007, p. 144-145 [20 mai 1907, N°. 41/9 C9]. Cette demande fut acceptée et Frédéric Poche fut même de nouveau autorisé en 1909 à occuper temporairement le poste de consul d'Autriche-Hongrie. FP 2008, p. 228-229 [4 juin 1909, N°. 47/11] ; FP 2008, p. 235 [21 juin 1909, N°. 52/9].

occasions son frère à l'office consulaire belge, alors que Frédéric devait s'absenter pour des raisons d'affaires (lors d'un long séjour à Constantinople en 1903-1904, par exemple), ou lorsqu'il quitta temporairement son poste en 1907 pour un congé<sup>46</sup>.

### 3.3.2 L'intérêt des familles levantines pour les charges consulaires d'Alep

Les registres de correspondance comportent bien sûr un certain nombre de rapports commerciaux et politiques sur Alep et ses environs, qui étaient généralement adressés aux autorités consulaires et diplomatiques belges en début d'année. Ils comprennent également d'autres documents acheminés de façon intermittente, et écrits d'une façon moins standardisée, qui traitent d'affaires personnelles des consuls Picciotto et Poche, soit généralement des litiges légaux impliquant des musulmans de la ville ou de l'arrière-pays d'Alep, des représentants de l'autorité ottomane, ou même d'autres protégés européens dans la région. Leurs missives, souvent adressées sous la forme d'une requête, visaient généralement à faire valoir leur point de vue, ainsi que leurs droits et privilèges particuliers, auprès des officiels diplomatiques belges qui avaient leurs entrées dans la sphère politique ottomane à Constantinople. En fait, plusieurs documents consulaires belges suggèrent que les consuls Picciotto et Poche ont tenté à plusieurs occasions de mettre à profit leur position de consul comme un moyen d'influence politique, tant auprès des autorités consulaires et diplomatiques belges que des autorités ottomanes, ce qui leur a par exemple permis d'obtenir des ordres officiels du gouvernement ottoman enjoignant à leurs débiteurs de s'acquitter de dettes impayées. Le rôle de médiation du consul consistait probablement aussi à s'informer – et peut-être même intervenir auprès des individus concernés ou des autorités locales – sur le recouvrement (à Alep) de dettes dues à des commerçants ou à des industriels belges.

Les charges consulaires occupées par les Poche (et notamment le statut de consul de Frédéric) étaient aussi utiles parce qu'elles leur permettaient de présenter de façon officielle certaines demandes de recouvrement de créances de la firme familiale, ou de certains de leurs

---

<sup>46</sup> La première demande de remplacement faite par Frédéric Poche date de 1895. FP 2005 [12 juillet 1895, N° 11] ; FP 2005 [31 août 1895, N° 18] ; FP 2005 [19 août 1896, N° 10] ; FP 2007, p. 25-26 [6 décembre 1904, N° 55/6 C48] ; FP 2007, p. 148 [1<sup>er</sup> juillet 1907, N° 49/11 B80] ; FP 2007, p. 153-154 [24 juillet 1907, N° 53/12].



associés locaux, qui étaient souvent des employés protégés par le consulat. Tant Hillel de Picciotto que Frédéric Poche, tous deux impliqués dans le négoce local et international, ont ainsi fait valoir leur statut privilégié de consul en portant devant les autorités locales d'Alep, ou devant les diplomates belges de Constantinople, certains problèmes rencontrés dans l'exercice de leurs activités commerciales. Par exemple, ils avaient parfois des démêlés avec les autorités douanières de l'Empire, avec l'administration locale, ou avec d'autres marchands locaux (chrétiens ou musulmans). Habituellement, leurs requêtes portaient sur des questions commerciales, fiscales ou légales, telles que la propriété privée ou le statut des individus devant l'autorité ottomane. En fait, les consuls n'hésitaient pas à utiliser les voies diplomatiques lorsqu'ils sentaient que leurs droits n'étaient pas respectés, ou que certains privilèges dont ils bénéficiaient étaient bafoués<sup>47</sup>.

### 3.3.2.1 Les requêtes du consul Hillel de Picciotto

En 1861, le consul Hillel de Picciotto écrivit au comte Errembault de Dudzeele, le ministre belge résident à Constantinople, qu'une importante somme de 150 000 piastres lui était due par divers musulmans d'Alep « ayant souscrit des billets »<sup>48</sup> et qu'il demandait l'aide de la légation pour recouvrer sa créance.

[...] Le Pacha [gouverneur général d'Alep] n'étant nullement disposé à contraindre mes débiteurs à s'acquitter envers moi, malgré que je l'en aie vivement sollicité à plusieurs reprises ; je me vois donc obligé de recourir à votre puissant appui, Monsieur le Ministre, pour vous supplier d'avoir l'extrême obligeance de me procurer un ordre viziriel [un ordre du grand vizir, *irade-i âliye*] énergique et péremptoire pour notre Pacha lui enjoignant de prendre les mesures nécessaires pour amener mes débiteurs à me satisfaire sans autre délai ni tergiversation. Plein de

<sup>47</sup> Mafalda Ade a d'ailleurs montré que les frères Poche, qui étaient en contact fréquent avec les autorités ottomanes, utilisaient par exemple leur position de consul et de commerçants réputés comme un levier d'influence pour demander des ordres gouvernementaux dans certains cas de litiges légaux et commerciaux. Lors de litiges commerciaux, les Poche étaient toutefois plus enclins à utiliser des moyens informels misant sur l'honneur des individus, pour amener leurs débiteurs à payer leurs dettes. Dans certaines situations, ils misaient donc davantage sur le statut et le prestige associés à la charge consulaire que sur les tribunaux ou les requêtes aux autorités locales, pour récupérer leur argent et pour protéger ses intérêts commerciaux. Mafalda Ade, « Les commerçants Poche », p. 234-235 ; *Id.*, « Ottoman Commercial Law », p. 251-253, 257.

<sup>48</sup> Il faisait sans doute référence à des dettes contractées par des lettres de change (ou billets de commerce), consistant en une promesse signée de la main du débiteur de s'acquitter à une échéance déterminée d'une certaine somme à son créancier.



confiance dans le bienveillant concours et la haute influence de la Légation qui ne m'ont jamais fait défaut en pareille circonstance [...] <sup>49</sup>.

La toute fin de cette requête à la légation belge laisse donc présumer l'influence politique indirecte que le consul Picciotto pouvait avoir sur le règlement de litiges locaux avec ses débiteurs et clients. Dans d'autres lettres, Hillel de Picciotto s'adresse directement au gouverneur général d'Alep, pour le supplier de forcer certains individus à s'acquitter de certaines dettes contractées à son endroit, et qui sont arrivées à échéance <sup>50</sup>. Par exemple, dans une requête adressée en août 1867, il sollicite l'appui du gouverneur d'Alep, Ahmed Cevdet Pacha, pour récupérer une somme de quinze mille piastres due par l'ancien trésorier (*muhasebeci*) Zulkefil bey <sup>51</sup>.

### 3.3.3 Les protégés du consulat belge d'Alep

Plusieurs des requêtes adressées par les frères Poche aux autorités diplomatiques belges ou au gouvernement ottoman de la province d'Alep traitent de litiges légaux concernant d'abord les droits et privilèges du consul lui-même, et sinon, des employés et des protégés du consulat. Ces documents sont utiles pour cerner les intérêts des familles commerçantes levantines – et ceux d'autres individus ou familles locales (musulmanes et non-musulmanes) qui gravitaient autour d'elles, ou qui étaient leurs associés – pour les charges consulaires d'une province ottomane. Il semble qu'à Alep, les postes de drogman (traducteur ou interprète) aient notamment été prisés par certaines familles chrétiennes locales. En fait cette fonction conférait à son titulaire la protection légale de la puissance qu'il servait, et lui permettait en outre de bénéficier de relations personnelles établies dans les milieux officiels diplomatiques et politiques européens et ottomans.

<sup>49</sup> FP 2002 [28 mai 1861]. Sur la même requête, voir également FP 2002 [4 août 1861].

<sup>50</sup> Dans une lettre de juin 1864, il supplie par exemple Thurraya (Surreya) Pacha, d'ordonner à Omar ağa Giabi Elharamen le paiement de la somme de 4550 piastres d'un billet auquel il a souscrit (et qui est échu depuis longtemps) et dont l'individu en question renvoie le paiement « par des tergiversations ». FP 2002 [22 juin 1864].

<sup>51</sup> Cette somme représentait le montant total des prêts faits gratuitement, depuis longtemps déjà, au trésorier qui en retardait le paiement « par de vaines promesses ». Le consul demandait au gouverneur de donner les ordres nécessaires pour qu'il puisse récupérer son argent et pour empêcher le débiteur de quitter la ville avant que ce ne soit fait. FP 2002 [14 août 1867].

Même si les frères Poche maîtrisaient quelques langues européennes (l'italien, le français, et dans une moindre mesure, l'allemand), et parlaient même sans doute l'arabe, il ne semble pas qu'ils aient servi à Alep aucune puissance à titre de drogman. Toutefois, les relations privilégiées de la famille avec les milieux consulaire et politique locaux avaient probablement présidé à l'obtention par Frédéric (probablement de façon similaire à Hillel de Picciotto, à qui il succédait) de la charge de consul belge. Les accointances des Poche dans les milieux consulaires du Levant, de même que sur différents marchés en Europe, leur permettaient vraisemblablement d'échanger des informations commerciales et politiques privilégiées et de se négocier des appuis politiques en vue de l'obtention de postes consulaires à Alep. Une lettre de mai 1885 laisse d'ailleurs croire que les frères Poche cherchaient à bénéficier de l'influence et de l'appui politique du consul général de Belgique à Beyrouth, H. Frederici, pour l'obtention du poste consulaire d'Alep.

Je vous réitère bien sincèrement mes remerciements pour ce que vous voulez bien me dire au sujet du poste d'Alep et vous renouvelle l'assurance de ma gratitude pour votre bienveillante patience, espérant que bientôt je serai en état de vous remettre la demande de l'un de mes frères pour l'occupation de ce poste et qu'alors il vous plaira de nous confirmer votre influent et efficace appui<sup>52</sup>.

Ce document laisse croire que les Poche étaient probablement déjà en contact avec le consul de Beyrouth au cours de la période qui avait suivi la fermeture du consulat d'Alep au milieu des années 1870. Peut-être transmettaient-ils dès cette époque des informations économiques et politiques, directement ou via certains de leurs agents, au consulat belge de Beyrouth, pour pallier en quelque sorte à la fermeture du consulat d'Alep. Les Belges pouvaient probablement ainsi continuer à être informés de la situation commerciale sur le marché d'Alep. Les Poche étaient sans doute intéressés par ce poste déjà depuis les années 1870, alors qu'il était occupé par un membre de la famille rivale des Picciotto. Les documents du consulat belge d'Alep ne font pas état des circonstances ou des raisons ayant présidé à la nomination en 1886 de Frédéric à titre de consul, mais sa prospérité, sa bonne réputation, l'occasion de nouer de nouvelles relations commerciales avec la Belgique, et enfin, les liens de la famille Poche dans le milieu consulaire local, ont sans doute tous été des facteurs qui ont contribué à cette désignation.

---

<sup>52</sup> FP 2005 [25 mai 1885]

En tant que consuls d'une puissance européenne, les Picciotto et les Poche se retrouvaient au centre d'un réseau d'influence et de contacts dont les ramifications économiques, diplomatiques et politiques s'étendaient de l'arrière-pays de la province d'Alep jusqu'à la capitale ottomane, Constantinople. Les consuls de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle – à l'instar des commerçants étrangers établis dans les échelles du Levant au XVIII<sup>e</sup> siècle – avaient eux aussi recours aux services d'agents et d'intermédiaires dans le cadre de leurs activités économiques et légales et de leurs relations officielles avec les autorités locales. Ces intermédiaires (qui étaient nommés par les légations et ambassades étrangères à Constantinople et qui devaient être reconnus par les autorités ottomanes) étaient souvent eux-mêmes, comme les consuls, des marchands locaux – notamment des Grecs, des Arméniens, des Syriens chrétiens ou des Juifs – qui cherchaient à se mettre au service des puissances étrangères pour échapper à la sujétion ottomane, et qui bénéficiaient ainsi d'une protection diplomatique sous forme de *berat* (brevet de protection)<sup>53</sup>.

Les consuls n'avaient pas le pouvoir de nommer eux-mêmes les « protégés » du consulat à leur charge, mais ils jouissaient tout de même du privilège de suggérer les noms de certains individus à leurs supérieurs, et donc possiblement influencer leur choix. Les principaux employés et protégés qui étaient au service d'un consulat étaient les interprètes ou traducteurs (*tercüman* ou *drogman*), les gardes ou messagers (*kavas*), ainsi que les domestiques (*hizmetkâr*)<sup>54</sup>. Le titulaire d'une de ces fonctions, une fois reconnu par les autorités ottomanes, se voyait conférer une protection légale étrangère comparable à celle dont bénéficiaient, en vertu des traités et capitulations, les sujets européens dans l'Empire. Ces privilèges de nature fiscale (des exemptions de taxes, d'impôts ou de droits de douanes), légale (le droit de porter une cause légale devant les autorités impériales), de même que l'exemption de service militaire, pouvaient donc avoir un effet important sur la vie et les activités économiques des protégés. Les marchands locaux recherchaient aussi la protection

<sup>53</sup> Robert Mantran, « L'État ottoman au XVIII<sup>e</sup> siècle : la pression européenne », dans *Histoire de l'Empire ottoman*, sous la dir. de Robert Mantran, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1989, p. 282-284 ; Bruce Masters, *Christians and Jews*, p. 71-80.

<sup>54</sup> Maurits H. van den Boogert, *The Capitulations and the Ottoman Legal System: Qadis, Consuls, and Beratlis in the 18<sup>th</sup> Century*, Leyde ; Boston, Brill, 2005, 323 p.

étrangère pour les avantages commerciaux qu'elle impliquait, en vertu des traités commerciaux conclus entre les autorités ottomanes et plusieurs États étrangers.

Un débat général existe sur les abus engendrés par ce système (de même que son impact négatif sur les finances et la souveraineté ottomane) qui a souvent été considéré comme le talon d'Achille de l'Empire ottoman, un signe de faiblesse ayant offert un point d'attaque pour l'impérialisme européen, alors que de plus en plus de sujets ottomans (surtout des chrétiens qui obtenaient un certificat de drogman) profitaient d'une forme d'extraterritorialité par la protection étrangère. Des recherches plus récentes ont néanmoins mis en évidence que les tentatives faites par les autorités ottomanes au XIX<sup>e</sup> siècle pour limiter les abus associés à ce système et mieux contrôler les nominations du personnel consulaire (et donc le nombre des protégés étrangers) ont généralement porté fruit<sup>55</sup>. Les archives consulaires belges d'Alep de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle indiquent pour leur part que les Picciotto et les Poche ont tout de même pu mettre à profit leur position de consul pour offrir la protection belge à certains individus avec lesquels ils avaient des relations d'affaires, soit sans doute des alliés ou des agents commerciaux, de même qu'à d'autres membres ou amis de la famille. Ils présentaient alors à leurs supérieurs – le consul général ou le ministre plénipotentiaire de Constantinople – la candidature de certains individus pour les postes de drogmans et de kavas du consulat. À titre d'exemple, au début des années 1870, le consul Picciotto s'adressa au ministre belge à Constantinople en réclamant une « lettre vizirienne » (un ordre du grand vizir) qui commanderait au gouvernement ottoman de la province d'Alep de reconnaître officiellement le dénommé Giabra Batis (un négociant établi à Alep), en remplacement de Na'um Raade, aux fonctions de drogman privilégié (conférant un statut de protégé) du consulat belge<sup>56</sup>.

---

<sup>55</sup> Bruce Masters, « The Political Economy of Aleppo », p. 301-307.

<sup>56</sup> FP 2001, p. 105-106 [17 mars 1871, N<sup>o</sup>. 1]



### 3.3.3.1 Réseau de protection étrangère et clientèle locale

Un grand nombre de requêtes (ou de pétitions) adressées par les consuls à leurs interlocuteurs belges ou ottomans permettent de mieux comprendre les avantages que les consuls et les employés privilégiés tiraient de leur protection étrangère, et comment se constituait une sorte de réseau de protégés autour du consulat belge à Alep. Plusieurs documents montrent par ailleurs que Frédéric Poche ou Hillel de Picciotto proposaient eux-mêmes à leurs supérieurs le nom des individus qu'ils cherchaient à couvrir de la protection belge et qui venaient ainsi conforter leur propre réseau de « clients » ou de « protégés ».

En septembre 1863, huit ans après sa nomination comme consul honoraire belge à Alep, Hillel de Picciotto attira l'attention de Charles Rogier, le ministre des Affaires étrangères, sur l'accroissement des tâches et des frais associés à ses fonctions officielles et présenta (probablement pour des raisons pécuniaires) une demande de promotion au titre de consul général. Il expliquait l'augmentation récente de sa charge de travail par l'importance croissante de la province et de la ville d'Alep, notamment d'un point de vue commercial, mais aussi sur le plan politique, par l'impact des réformes ottomanes dans les provinces et la refonte de la province (par la création récente du *vilayet* d'Alep) qui faisait de la ville d'Alep le chef-lieu de plusieurs districts avec lesquels il devait dorénavant, en tant que consul, maintenir une correspondance<sup>57</sup>. Pour accomplir ses tâches comme consul, il se disait forcé d'entretenir à ses frais un drogman et un kavas, qu'il payait apparemment lui-même<sup>58</sup>. Près de cinq ans plus tard, le consul Picciotto tenta de nouveau d'obtenir du gouvernement belge une promotion, demandant une « grâce spéciale, la faveur d'être promu au grade de Consul Général », et faisant alors valoir qu'il représentait depuis quatorze ans le royaume de

---

<sup>57</sup> La loi sur les vilayets de 1864 était calquée sur le modèle de la centralisation napoléonienne. Elle instituait 27 provinces (*vilayet*) divisées en plusieurs districts (*sancaks*), eux-mêmes subdivisés en *kazas*, qui étaient formés enfin de villages ou communes (*nahiye*). Paul Dumont, « La période des *Tanzîmât* (1839-1878) », dans *Histoire de l'Empire ottoman*, sous la dir. de Robert Mantran, Paris, Fayard, 1989, p. 483-486.

<sup>58</sup> Le consulat d'Alep se voyait probablement allouer à cette époque qu'un seul drogman de même qu'un seul kavas. Une liste des protégés belges du consulat d'Alep, remise par le consul Picciotto au ministre résident à Constantinople, comporte pourtant deux drogmans, deux kavas et un écrivain. Le consul cherchait peut-être alors à obtenir un dédommagement pour des frais qu'il avait probablement assumés suite à l'embauche d'un second kavas et d'un second drogman. FP 2001, p. 58-59 [3 septembre 1863, N<sup>o</sup> 8].

Belgique<sup>59</sup>. Il occupa les fonctions de consul d'Alep à titre honoraire durant plus de vingt ans (1854-1875), mais ne fut jamais, malgré ces demandes, nommé consul général de Belgique.

Par ailleurs, la correspondance du consulat montre également comment, dès la fin des années 1880, Frédéric Poche se servit lui aussi de son influence et de son pouvoir de consul pour demander la protection belge pour certains individus à qui il avait confié certaines opérations commerciales ou auprès desquels il avait réalisé d'importants investissements. En assurant ainsi la protection belge à certains de leurs agents commerciaux, les Poche cherchaient probablement à se prémunir d'une assurance légale supplémentaire en cas d'éventuels litiges commerciaux ou légaux avec certains de leurs clients de diverses localités de la grande région d'Alep. D'ailleurs, peu de temps après qu'il soit devenu consul de Belgique, Frédéric Poche reçut en juillet 1887 un ordre du grand vizir reconnaissant un dénommé R. Knaïder comme drogman du consulat de Belgique à Alep. Le consul remercia Émile de Borchgrave, le ministre plénipotentiaire belge à Constantinople, d'avoir bien voulu agréer à la nomination d'un des deux candidats qu'il lui avait proposés, tout en se permettant de lui demander une faveur pour la protection (également à titre de drogman) d'un autre individu avec qui il entretenait des relations d'affaires.

[...] Je me permets, Monsieur le Ministre, de vous renouveler la prière de vouloir bien à titre de faveur spéciale que vous daigneriez m'accorder faire reconnaître Monsieur Salomon Raffoul Chama en la qualité susdite. Ce n'est certainement pas, Monsieur le Ministre, le besoin que j'ai de cet individu qui m'engage à renouveler à V. E. [Votre Excellence] cette prière mais bien le désir de couvrir de la protection Belge les intérêts que j'ai tant entre les mains du susdit que du Sieur Knaïder, tous les deux exerçant, séparément, le commerce avec des capitaux m'appartenant et à eux confiés depuis bientôt quinze ans. Gens honnêtes et paisibles ils ne donneront, j'ai la conviction, aucun dérangement à V. E.<sup>60</sup>.

En fait, plusieurs documents semblent démontrer que Frédéric Poche avait une influence importante sur la nomination de nouveaux employés privilégiés du consulat, tels que les gardes et interprètes. En décembre 1887, le consul présenta par ailleurs ses excuses au

<sup>59</sup> Le consul demandait aussi dans cette lettre qu'une somme de mille francs lui soit accordée pour couvrir la somme des frais et émoluments du personnel consulaire qu'il avait lui-même déboursés. FP 2002 [18 août 1868].

<sup>60</sup> FP 2003, p. 69-71 [26 août 1887, N° 9]

ministre des Affaires étrangères, le prince de Chimay, pour avoir pris à son service un « cawas » (*kavas*) au consulat d'Alep, sans avoir obtenu l'autorisation préalable du gouvernement belge, qui devrait pourtant en assumer les coûts. Il justifia cette embauche au ministre (qui avait admis cette dépense faite de façon irrégulière) en expliquant qu'il avait pris cette liberté selon les usages consulaires en vigueur dans l'Empire ottoman.

[...] Dans les pays hors de chrétienté, tels que la Turquie, surtout ceux qui sont éloignés de la côte, l'emploi, au moins, d'un cawas rétribué, s'impose par le prestige inhérent à la charge même de Consul, qui, aux yeux de ces populations semi-barbares ne doit pas paraître de moindre importance que celle des autres États représentés soit par des agents rétribués, [soit par des agents] honoraires. La solde généralement accordée à ceux-ci est de 50 à 60 francs par mois plus un costume par an d'une valeur de 200 francs environ et d'une bonne main de 50 francs. Les Consulats rétribués payent dans ces proportions quatre cawas tandis que les honoraires n'en payent généralement qu'un seul<sup>61</sup>.

Les documents dépouillés pour cette étude semblent indiquer que les consuls Picciotto et Poche disposaient tous les deux, à la fin des années 1850 comme au début des années 1890, des services de deux kavas. Il demeure toutefois difficile de confirmer, à partir des lettres et rapports disponibles pour le consulat d'Alep, si un seul ou deux kavas étaient rétribués pour leurs services par le gouvernement belge<sup>62</sup>. Il semble qu'à l'époque où Frédéric Poche était consul, les drogmans au service du consulat belge d'Alep provenaient plutôt de familles chrétiennes arabes d'Alep, alors que la plupart des kavas étaient sans doute des musulmans. Il est fort probable que les kavas et les drogmans du consulat belge à cette époque (à l'instar de Salomon Raffoul Chama ou du dénommé Knaïder, tous deux drogmans) étaient des gens avec qui la famille Poche entretenait des relations commerciales depuis plusieurs années, ou sinon, qu'ils étaient, dans d'autres cas, des agents chargés de veiller sur les intérêts commerciaux de la maison de commerce, ou encore sur les propriétés privées ou les terres

<sup>61</sup> FP 2003, p. 104-106 [8 décembre 1887, N°. 14]

<sup>62</sup> Hillel de Picciotto confirmait dans une courte lettre adressée au ministre belge à Constantinople que la liste des protégés de sa circonscription consulaire ne se résumait qu'à ceux composant le personnel du consulat, soit six personnes : deux drogmans, deux kavas, un écrivain (sans doute un secrétaire) et un domestique. FP 2001, p. 32 [10 Juin 1859]. Certains documents de 1890 laissent croire que le consul Poche disposait pour sa part d'un montant forfaitaire annuel de 600 francs pour les frais de kavas, ce qui, selon les soldes normales évoquées plus haut équivalait sans doute au salaire annuel d'un seul kavas. FP 2003, p. 165-166 [3 mars 1890, N°. 22] ; FP 2003, p. 111-115 [9 janvier 1888, N°. 2] ; FP 2003, p. 161-162 [10 janvier 1890, N°. 21] ; FP 2006, p. 108-109 [23 ? septembre 1896, N°. 53].



agricoles que Frédéric Poche possédait lui-même<sup>63</sup>. Parmi les familles chrétiennes locales qui semblaient entretenir de bonnes relations avec les Poche figure notamment la famille Homsy. Frédéric Poche avait présenté en septembre 1890 au ministre belge à Constantinople, Émile de Borchgrave, une demande pour la nomination à titre de drogman du consulat d'un dénommé Nicolas Homsy, un banquier chrétien arabe domicilié à Alep. Il faisait alors valoir l'utilité de cet interprète et la nécessité de cette embauche dans le contexte particulier d'un procès qui impliquait à cette époque une firme d'origine belge au tribunal de commerce d'Alep.

J'ose en outre soumettre à V. E. la considération que la maison V. Ernst & C<sup>o</sup>. se trouvant en procès avec un sujet Ottoman, et la question devant se juger au tribunal de commerce, l'assistance du Drogman devient une nécessité : je ne saurais dès lors assez prier V. E. de vouloir bien me munir de l'Ordre Viziriel que je me permets de solliciter<sup>64</sup>.

Le consul n'ayant apparemment pas réussi à obtenir en 1890 la nomination de Nicolas Homsy à titre de drogman (mais plutôt celle de Na'um Homsy) reprit toutefois ses démarches en 1893 en s'adressant à Frédéric Hoorickx, qui était le ministre plénipotentiaire belge à Constantinople, et en tentant de nouveau de justifier cette nouvelle demande.

[...] La présence d'une maison de commerce Belge dans cette ville et les intérêts commerciaux du drogman privilégié de cet office, Monsieur Naoum Homsy, nécessitant la nomination de deux délégués pour siéger au tribunal de commerce ainsi que l'assistance d'un drogman je me vois dans le cas de devoir exposer à V. E. que la nécessité d'avoir un autre drogman qui puisse selon les besoins siéger comme juge assesseur, ou bien assister aux séances comme drogman, se fait sentir. [...] dans le cas où la nomination d'un tel drogman entrerait dans ses vues, de vouloir bien me munir d'un ordre Viziriel au Vilayet d'Alep en faveur de Monsieur Nicolas Homsy,

<sup>63</sup> FP 2003, p. 69-71 [26 août 1887, N<sup>o</sup>. 9]

<sup>64</sup> FP 2004, p. 108-109 [11 septembre 1890, N<sup>o</sup>. 17]. Il semble que le consul ait d'ailleurs présenté la candidature de plus qu'un membre de cette famille (dont plusieurs membres occupaient des charges de drogman pour plusieurs puissances européennes) puisqu'une semaine plus tard, il adressait ses remerciements au ministre Borchgrave, duquel il avait reçu une « lettre vizirienne » reconnaissant M. Namet Allah Djerdj (Na'um) Homsy en qualité de drogman du consulat. FP 2004, p. 111 [18 septembre 1890, N<sup>o</sup>. 19] ; FP 2004, p. 34 [15 septembre 1890, N<sup>o</sup>. 54] ; FP 2004, p. 35 [15 septembre 1890, N<sup>o</sup>. 55] ; FP 2004, p. 134-139 [31 juillet 1891, N<sup>o</sup>. 7].



sujet Ottoman, négociant demeurant à Alep, appartenant à la plus notable et respectable famille chrétienne du pays<sup>65</sup>.

C'est finalement en novembre 1894 que Nicolas Homsy quitta le poste de drogman du consulat britannique qu'il occupait depuis l'année précédente pour assumer celui de l'office consulaire de Belgique. Frédéric Poche cherchait alors à officialiser la nomination du drogman pour lui permettre d'être ensuite désigné comme juge délégué au tribunal de commerce d'Alep<sup>66</sup>. Le fait d'occuper une telle fonction, et de jouir de la protection belge à titre de drogman, permettait vraisemblablement à ce banquier et commerçant chrétien de bénéficier de recours légaux supplémentaires pour défendre à Alep ses intérêts financiers et commerciaux. Mais d'autres raisons ou incitatifs (tels que le prestige social) faisaient également en sorte que ces postes étaient convoités par plusieurs individus. L'obtention d'un ou de plusieurs titres de drogman était sans doute un moyen pour des familles de l'élite marchande chrétienne établies, comme les Poche, de façon permanente à Alep, d'affirmer leur appartenance à une communauté conservant d'importants liens culturels avec l'Europe<sup>67</sup>. Quelques difficultés se dressèrent néanmoins devant le consul alors qu'il cherchait à obtenir la reconnaissance (et la confirmation), par les autorités ottomanes locales, de la nomination de Nicolas Homsy<sup>68</sup>. Les réponses évasives obtenues de la part du gouverneur Hassan Pacha cachaient à son avis un certain ressentiment quant à la position privilégiée de la famille Homsy à Alep. En février 1895, il pria donc le ministre belge à Constantinople, Georges Neyt, de lui obtenir un ordre péremptoire afin de régulariser la situation du drogman.

<sup>65</sup> FP 2004, p. 187-189 [6 janvier 1893, N° 1]. Cette proposition avorta apparemment elle aussi puisqu'en juin 1893, Frédéric Poche n'avait pas encore reçu de réponse à sa requête. Finalement, Nicolas Homsy accepta plutôt les fonctions de drogman auprès du consulat britannique d'Alep, profitant d'une vacance survenue suite au décès d'un des drogman de cet office. Voir FP 2005 [23 juin 1893, N° 7].

<sup>66</sup> FP 2005 [26 novembre 1894, N° 5]

<sup>67</sup> Peter Sluglett note que le statut social des riches familles marchandes chrétiennes d'Alep – cooptées au sein de l'élite au cours de l'après-guerre et durant la période mandataire – dérivait en partie de leur service à titre de drogman auprès de différents consulats européens au cours des décennies précédentes. Il indique également qu'en 1908, différents membres de la famille Homsy étaient toujours drogman aux consulats belge, italien et américain. Peter Sluglett, « Aspects of Economy and Society », p. 156, note 21.

<sup>68</sup> Le gouverneur se plaignait de l'ancienneté de l'ordre viziriel et de la décision du tribunal administratif qui accompagnaient cette demande. Il considérait apparemment la qualité de notable chrétien de Nicolas Homsy comme étant incompatible avec la charge de drogman. FP 2005 [22 février 1895, N° 3].

S. E. [Son Excellence] le Valy se ressentant de ce que tous les membres composant la famille Homsy, la plus notable parmi les chrétiens d'Alep, occupent des charges de Drogmans auprès des Consulats d'Autriche-Hongrie, des États-Unis d'Amérique, d'Italie & d'Espagne, veut empêcher la nomination de M. Nicolas Homsy au poste de Drogman de ce Consulat ; mais n'ayant trouvé aucune raison pouvant justifier ce refus, S. E. proposa indirectement au susdit de le nommer membre du tribunal administratif & de lui faire avoir un grade (Rutbé) [de l'arabe *rutba* ; en turc ottoman *rütbe*]<sup>69</sup>.

Après plusieurs lettres du consul, un ordre viziriel (par lequel le gouvernement ottoman reconnaissait Nicolas Homsy<sup>70</sup> comme drogman du consulat belge) fut finalement enregistré par les autorités du vilayet d'Alep en avril 1895. À plusieurs reprises le consul Poche avait ainsi cherché à justifier l'embauche de drogmans par leur importance ou leur utilité dans le bon déroulement de procédures judiciaires qui impliquaient des protégés du consulat belge d'Alep, tels que les drogmans et les kavas, le consul et le gérant eux-mêmes, ou sinon des nationaux ou commerçants belges établis en Syrie (la maison Victor Ernst & C<sup>ie</sup> était alors l'unique maison commerciale d'origine belge sous sa juridiction). Comme il n'y avait sans doute à l'époque aucun autre ressortissant belge que M. Ernst et sa famille qui résidaient de façon permanente dans la circonscription consulaire d'Alep, il appert qu'une partie significative du travail concret qui était effectué par le personnel du consulat (soit la partie légale) consistait alors surtout à défendre les intérêts légaux et économiques des mêmes individus qui composaient à la fois le personnel et le petit réseau des « protégés » du consulat.

De façon générale, Frédéric Poche démontrait d'ailleurs lui-même une certaine aisance à expliquer différentes clauses des traités commerciaux en vigueur, ou des protocoles légaux à suivre dans les causes impliquant des protégés européens dans l'Empire ottoman.

---

<sup>69</sup> Dans la même lettre le consul Poche fait également valoir la bonne réputation de Nicolas Homsy qui avait servi, à titre de drogman, pendant quatorze ans le consulat du Portugal à Alep, et durant un an et demi le consulat d'Angleterre. FP 2005 [22 février 1895, N<sup>o</sup>. 3]. Sur l'enregistrement de Nicolas Homsy à titre de drogman, voir aussi : FP 2005 [4 mars 1895, N<sup>o</sup>. 4] ; FP 2005 [31 décembre 1894, N<sup>o</sup>. 21] ; FP 2005 [2 mars 1895, N<sup>o</sup>. 25].

<sup>70</sup> Nicolas et Na'um Homsy semblent êtres demeurés drogmans au consulat belge au moins jusqu'en 1907, puisque le consul Poche demanda en avril 1907 au gouverneur d'Alep que soit délivré un *tezkere* de route (l'équivalent d'une courte note, ou d'une lettre, s'apparentant à un sauf-conduit) au drogman Nicolas Homsy qui devait se rendre à Beyrouth. FP 2006, p. 445 [24 avril 1907, N<sup>o</sup>. 31/3 B64 ?]. Pour une demande de *tezkere* similaire, concernant Na'um Homsy et sa famille, voir FP 2006, p. 448 [5 juillet 1907, N<sup>o</sup>. 49/6 A10].

Lors d'un différend survenu entre le commerçant et protégé belge Victor Ernst et l'imprimerie du vilayet d'Alep (qui persistait à réclamer le retour d'un montant avancé à M. Ernst lors de la vente d'une presse à lithographier), le consul rappelait d'ailleurs à Paul de Vroot, le chargé d'affaires à Constantinople, le rôle qu'était appelé à jouer le drogman du consulat lors d'un procès impliquant des protégés belges. Il mentionna d'abord que, dans les causes opposant des protégés européens à des sujets ottomans, la présence de ce représentant consulaire était strictement nécessaire pour qu'un jugement émis par les autorités ottomanes soit considéré valide. Par ailleurs, une protestation de sa part pouvait à juste titre, selon le consul, empêcher l'exécution d'une sentence rendue de façon contraire aux normes et usages. Le consul Poche s'appuya d'ailleurs sur ce principe pour considérer une sentence qui avait été rendue contre M. Ernst, et que le gouvernement local avait voulu rendre effective lui-même par l'entremise de la cour des exécutions, « comme nulle et non avenue »<sup>71</sup>.

### 3.3.3.2 La protection légale des *kavas*

Les registres de correspondance du consulat belge à Alep contiennent d'abord plusieurs requêtes qui concernent plus particulièrement les privilèges légaux ou commerciaux des consuls eux-mêmes. Ils renferment également plusieurs autres pétitions adressées par le consul au nom d'employés ou de protégés du consulat (tels que les *kavas*), dont certains étaient vraisemblablement des associés ou des agents commerciaux des Poche (notamment dans l'arrière-pays d'Alep). Les requêtes que ces employés et ces protégés adressaient aux autorités locales par l'entremise du consul concernaient généralement leurs propres activités commerciales ou leurs intérêts économiques personnels. Il s'agit par exemple de réclamations pour des biens ou propriétés endommagés, de contestations légales suite à une interprétation juridique jugée erronée par le protégé et le consul, et sinon de plaintes portées

---

<sup>71</sup> Frédéric Poche spécifie d'ailleurs dans une lettre adressée en juin 1896 au chargé d'affaires à Constantinople le rôle que le drogman doit jouer au cours de procédures légales intentées contre un protégé belge : « [...] la présence de ce dernier a pour objet de surveiller à ce [qu'aucune] infraction ne soit portée aux immunités octroyées par les traités & que la justice suive son cours régulier & légal ; aussi le drogman doit-il pour chaque infraction protester, se retirer et dresser son rapport au consul, qui, considérant l'exposé des exceptions bien basé, doit, quand requis, refuser d'exécuter une telle sentence infirmée par le fait de la protestation du drogman. », Voici, Monsieur le Chargé d'Affaires le principe sur lequel je me suis basé pour considérer comme nulle et non avenue la sentence rendue contre M. Ernst et que le Gouvernement a voulu exécuter lui-même par l'entremise de la cour des exécutions. », FP 2006, p. 13-14 [10 juin 1896, N° 30].

contres des officiers de l'autorité locale accusés d'avoir porté atteinte aux privilèges légaux d'un protégé belge. Ces requêtes adressées à des diplomates et officiels belges, ou aux autorités ottomanes d'Alep, permettent de comprendre le rôle de médiation joué par le consul belge pour défendre les intérêts de ses protégés lorsqu'il jugeait que leurs droits avaient été bafoués. La médiation du consul assurait donc une forme de recours légal (ou d'assistance juridique) aux protégés belges qui souhaitaient amorcer eux-mêmes des démarches judiciaires ou qui devaient défendre leurs droits dans certains procès intentés contre eux. Dans plusieurs causes litigieuses, le recours au tribunal de commerce mixte ou aux tribunaux consulaires (quand une cause impliquait des protégés de deux consulats étrangers, par exemple) permettait aux protégés belges de contourner la justice ottomane locale.

La majorité des requêtes (ou pétitions, selon les sources) acheminées par le consulat belge à partir des années 1890 plaident différentes causes intentées par le kavas Hadj Hamdo Nanaa et visent à obtenir le dédommagement pour des vols dont il a été victime, ainsi que la condamnation des présumés auteurs de ces actes<sup>72</sup>. Plusieurs autres documents (lettres et requêtes) évoquent aussi, sur une période de plusieurs années, une cause entreprise par le consul (au nom du même kavas) contre un villageois du nom de Hussein-el-Ali ibn Giassem el-Salame (et ses compagnons) de 'Ayn al Bayda (localité du *kaza* de Bab, dans la province d'Alep). Le consul signifiait aux autorités ottomanes locales l'opposition du kavas à une sentence donnée, dans cette affaire, contrairement aux dispositions du protocole prévu pour l'assistance des délégués consulaires. La protestation formelle portait donc dans ce cas sur l'atteinte aux règlements et immunités concédés aux étrangers<sup>73</sup>.

---

<sup>72</sup> Il s'agit par exemple de vols d'animaux ou de grains commis par des membres de certaines tribus des environs ou par d'autres villageois et paysans. Pour un exemple de réclamation (adressée au maréchal Hadji Osman Pacha, gouverneur général du vilayet d'Alep) concernant un vol de chameaux et de chevaux, voir FP 2004, p. 74 [20 juin 1893, N° 4].

<sup>73</sup> Le gérant Albert Poche soutenait par exemple, dans une lettre adressée au gouverneur d'Alep, Raïf Pacha, que la contestation devait plutôt être de la compétence des tribunaux d'Alep et qu'elle ne pouvait être renvoyée aux tribunaux du *kaza* (district) de Bab. Sur les multiples interventions du consulat belge dans cette affaire, ou sur d'autres vols commis à l'endroit du kavas, voir FP 2006, p. 141 [18 août 1898, N° 70] ; FP 2006, p. 165 [20 avril 1901, N° 85] ; FP 2006, p. 166 [27 mai 1901, N° 86] ; FP 2006, p. 167-168 [27 mai 1901, N° 87] ; FP 2006, p. 169-170 [30 mai 1901, N° 88] ; FP 2006, p. 171 [1<sup>er</sup> août 1901, N° 89] ; FP 2006, p. 175 [18 novembre 1901, N° 92] ; FP 2006, p. 180-181 [18 janvier 1902, N° 97] ; FP 2006, p. 186 [8 février 1902, N° 101].



Un document de novembre 1893 fait aussi état de démarches entreprises par le consul belge contre le même Hussein-el-Ali, qui, avec ses compagnons, avait apparemment tenté de s'emparer d'un moulin, sis à 'Ayn al Baydam, et appartenant à Frédéric Poche. Le nom de cette localité correspondait vraisemblablement à cette époque à un des « villages » (terme par lequel les Poche évoquaient les terres agricoles qu'ils acquéraient dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle) appartenant au consul, et géré par un de ses agents qui, en fait, était probablement le kavas Hadji Hamdo Nanaa lui-même. L'influence de Frédéric Poche auprès du maréchal Hadji Osman Pacha – général en chef (*yaver-i ekrem*) et gouverneur général de la province d'Alep – semble avoir joué un rôle important dans le dénouement de cette histoire. En effet, le gouverneur ordonna que des mesures soient prises par la police pour assurer le respect de la propriété du consul belge. Frédéric Poche adressa par la suite ses remerciements à Osman Pacha pour l'aide apportée dans le recouvrement de sa propriété.

[...] Je m'empresse de réitérer à V. E. les remerciements les plus sincères [...] pour l'énergique assistance qu'elle a bien voulu m'accorder dans cette circonstance en me faisant rentrer dans la jouissance de mes droits pour l'inviolabilité desquels V. E. a bien voulu ordonner que des garanties soient prises par la police pour me mettre à l'abri de toute nouvelle [tentative ?] offensive de la part du susdit Hussein el Ali et de ses aides. Cet acte de haute justice rendu en ma faveur s'ajoutant au bienveillant appui que V. E. a bien voulu me prêter dans chaque circonstance me fournit l'agréable occasion de soumettre à mes supérieurs la haute protection que les intérêts belges rencontrent auprès d'Elle<sup>74</sup>.

Le consul Poche disposait donc sans doute d'une certaine influence auprès des autorités ottomanes d'Alep. Il semble à tout le moins avoir entretenu de bonnes relations personnelles avec quelques uns des gouverneurs qui occupèrent le poste entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle. D'autres documents montrent qu'il pouvait à l'occasion solliciter l'appui du gouverneur local lorsqu'un jugement rendu par un tribunal local en faveur d'un de ses protégés tardait à être exécuté. En 1907, Frédéric Poche tentait par exemple d'obtenir du gouverneur Mohamed Nazım Pacha l'exécution, « sans plus de retard [et] dans toutes ses parties », d'un jugement rendu en faveur du kavas Hadji Hamdo Nanaa contre un individu du nom de Saleh Effendi – un ancien collecteur de taxes et d'impôts (*tahsildar*) dans la localité

<sup>74</sup> FP 2004, p. 87-88 [20 novembre 1893, N<sup>o</sup>. 12]

de Bab – de même que contre les dénommés Hussein-el-Ali el Djassem et Djassem-el-Assaf, de Cherbé (sans doute le nom d'un village de la région)<sup>75</sup>.

En décembre 1899, une autre requête du même kavas Hamdo Nanaa visait à obtenir le recouvrement de trois cent brebis et de vingt chèvres lui appartenant (qui avaient été volées par un certain nombre de cavaliers de la tribu arabe des Shammar) et réclamait la punition des auteurs de cet acte de déprédation<sup>76</sup>. Des documents consulaires belges rapportent également d'autres agressions subies par le kavas, notamment le vol par des Circassiens de cent cinquante brebis et d'une vache, une affaire pour laquelle Albert et Frédéric Poche adressèrent entre 1902 et 1906 plusieurs requêtes subséquentes à trois gouverneurs qui se succédèrent à la tête de la province durant cette période<sup>77</sup>. Dans une autre affaire en 1907, le consul transmitt une pétition au gouverneur d'Alep, Mohamed Nazım Pacha, en lui demandant de faire enquête sur la saisie et la vente, dans la localité de Bab, de trente moutons qui appartenaient au kavas<sup>78</sup>. Une lettre adressée à la même époque au gouverneur contient par ailleurs une requête de Hamdo Nanaa accompagnée d'une sentence qui condamne les dénommés « Khourchoud, Osman et consorts de Membidj » (la localité de Manbij, au nord-est d'Alep) au paiement de 153 L. T. (livres turques), en dédommagement des cent cinquante moutons volés de vive force trois ans auparavant<sup>79</sup>. Le consul belge se faisait également le porte-parole des protégés du consulat dans certains cas où ils estimaient que certains de leurs droits avaient été enfreints (par des vices de procédure, par exemple) ainsi que dans d'autres

---

<sup>75</sup> FP 2006, p. 444 [27 mars 1907, N°. 19/2 B31]

<sup>76</sup> FP 2006, p. 155-156 [21 ? décembre 1899, N°. 80]

<sup>77</sup> Ces cent cinquante moutons et cette vache, confiés au dénommé Hamad el-Fard de la tribu Abu Khanis demeurant à Tal-el-Tatin (?) avaient été enlevés de vive force par sept Circassiens, dont les noms se trouvaient indiqués sur la requête, ce qui laisse croire qu'ils étaient connus du kavas. FP 2006, p. 192 [5 août 1902, N°. 107]. Voir également FP 2006, p. 442 [16 octobre 1906, N°. 90/8 A30] ; FP 2006, p. 418 [6 juin 1904, N°. 31/5, C27]. Beaucoup de Circassiens (ou Tcherkesses), un peuple originaire du Caucase du Nord, fuyant l'occupation militaire russe, avaient immigré dans l'Empire ottoman à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et notamment en Syrie, entre 1860 et 1914.

<sup>78</sup> FP 2006, p. 449 [14 août 1907, N°. 55/7 A11]. Sur cette requête, voir les documents FP 2006, p. 282-283 [10 septembre 1907, N°. 60/9 A13]. Par une autre requête présentée en novembre 1907, le kavas inculpait un dénommé Ahmed Choueb (de Téréb) pour le vol d'un chameau. FP 2006, p. 286 [17 novembre 1907, N°. 70/12].

<sup>79</sup> Le consul demandait au gouverneur d'ordonner la transmission de cette sentence au Bureau des exécutions, pour assurer le recouvrement de la somme par des moyens légaux. FP 2006, p. 287 [17 novembre 1907, N°. 71/13].

situations (probablement plus fréquentes) où les autorités cherchaient à astreindre ces protégés aux mêmes impôts ou obligations qui incombaient aux sujets ottomans. Le rôle du consul était alors de défendre, jusqu'au règlement d'une requête donnée, les droits et prérogatives du protégé demandeur<sup>80</sup>.

Ahmed Mektabi est sans doute l'un des protégés du consulat belge ayant présenté à cette époque le plus grand nombre de requêtes. En mai 1895, suite à un vol par effraction à la boutique (une teinturerie) de ce kavas, le consul Poche s'adressa au gouverneur Hassan Pacha afin qu'il donne les ordres nécessaires à la police pour que les voleurs soient trouvés et punis et que la marchandise volée soit rendue à son propriétaire<sup>81</sup>. L'année suivante, suite à une descente et une saisie de tabac chez ce même Ahmed Mektabi, le consul s'adressa également au gouverneur général de la province d'Alep, Raïf Pacha, pour l'informer des irrégularités commises lors de la perquisition, qui avait été effectuée à la demande de la Régie des tabacs. Le consul releva d'abord la négligence de la police, qui n'avait apparemment pas consulté les registres d'inscription des drogman pour constater que Mektabi était bel et bien un protégé belge<sup>82</sup>. De plus, la perquisition à la maison du kavas s'était faite sans la présence et le concours du *muhtar* (le chef du quartier), et une telle procédure constituait selon Frédéric Poche une « évidente infraction aux traités », et nécessitait dès lors une réparation<sup>83</sup>. Au

---

<sup>80</sup> Une pétition d'un autre kavas du consulat belge, Ahmed agha Mektabi, mentionne par exemple que le fisc lui réclamait le remboursement de l'impôt « Cerventech », duquel il était exempt à titre de kavas privilégié. Dans ce cas, le consul pria alors le gouverneur d'Alep, le maréchal Hadji Osman Pacha, de donner les ordres nécessaires pour que soit « [enrayée] des registres du fisc cette réclamation ». FP 2004, p. 84 [12 septembre 1893].

<sup>81</sup> FP 2005 [18 mai 1895, N° 27]. Une lettre de juillet 1895 indique que des suspects furent appréhendés en lien avec le vol à la teinturerie du kavas. Les drogman de l'office consulaire « se trouvant empêchés d'assister » à leur interrogatoire, un dénommé Elias Lamroud (un drogman de l'agence consulaire des États-Unis d'Amérique) y fut exceptionnellement délégué par le consulat belge. FP 2005 [2 Juillet 1895, N° 32].

<sup>82</sup> Le consul explique dans cette lettre les raisons pour lesquelles il considère illégale la perquisition effectuée chez le kavas : « [...] les mulazims [en turc *mülâzim*, titre porté par un lieutenant militaire] Teufik Effendi & Riham Agha accompagnés d'une escouade de gendarmes pénétrèrent dans sa maison pour faire une perquisition sans que ce Consulat ait été prévenu pour se faire représenter par un délégué comme les règlements l'exigent. Cette action arbitraire constituant une violation de domicile & une infraction manifeste aux traités en vigueur, je me vois dans le cas de devoir la signaler à V. E. pour qu'Elle veuille bien donner à ce Consulat la réparation qui lui est due pour cet acte offensant & illégal & infliger à ses auteurs la punition qu'ils se sont attirée. », FP 2005 [9 avril 1896, N° 45].

<sup>83</sup> FP 2005 [18 mai 1896, N° 48]. Sur cette même requête, voir FP 2006, p. 105 [18 juillet 1896, N° 51] ; FP 2006, p. 34-37 [7 avril 1899, N° 37].

total, au moins cinq perquisitions furent effectuées dans la maison et la boutique de Mektabi suite à la plainte portée par la direction de la Régie des tabacs, mais il semble qu'une seule de ces perquisitions ait été alors faite de façon régulière, soit avec l'assistance d'un drogman. Le gérant Albert Poche, qui plaida lui aussi la cause du kavas suite à cette requête, n'accordait aucune valeur aux autres perquisitions et au procédé « illégitime » employé par la Régie. Il estimait que ces perquisitions irrégulières constituaient une violation de domicile et il exigeait donc une réparation. De plus, les accusations de contrebande de tabac portées par la Régie à l'endroit du kavas étaient selon lui tout à fait sans fondement. Dans une lettre adressée en juillet 1898 au gouverneur Raïf Pacha, il insiste d'ailleurs sur le fait qu'aucun article des règlements consulaires ne défend aux kavas d'exercer un métier ou un commerce quelconque et « [qu'en] dehors des heures de leur service ils sont libres de s'occuper de leurs affaires »<sup>84</sup>.

À partir de ces informations, on peut donc supposer que le garde consulaire Ahmed Mektabi était d'abord un petit commerçant impliqué dans les activités de teinturerie à Alep, qu'il était peut-être un client ou un fournisseur, voire un associé ou un ami, de la famille Poche, et qu'il avait obtenu la faveur (en achetant probablement un brevet) de servir le consulat belge à titre de kavas, ce qui lui conférait une protection étrangère, et donc certains privilèges légaux utiles à ses affaires commerciales. Il pouvait invoquer cette protection consulaire lorsqu'il était personnellement impliqué dans des litiges l'opposant à d'autres commerçants ou clients (pour la contestation et le recouvrement de créances, par exemple), ainsi qu'en d'autres occasions, notamment dans ses relations avec les autorités ottomanes, pour faire valoir certains privilèges fiscaux ou commerciaux, ou encore l'exemption militaire dont il bénéficiait à titre de kavas privilégié. Pour des requêtes de ce genre, le consul s'adressait généralement au gouverneur d'Alep, en lui exposant d'abord le litige en question, puis en lui demandant qu'une enquête soit ouverte et qu'il réfère la cause devant un tribunal commercial mixte<sup>85</sup> (généralement composé de musulmans, de non-musulmans et de commerçants étrangers) afin que justice soit rendue. Les individus qui entraient au service

<sup>84</sup> FP 2006, p. 138-140 [16 juillet 1898, N<sup>o</sup>. 69]

<sup>85</sup> FP 2006, p. 176 [18 novembre 1901, N<sup>o</sup>. 93]. Sur la mise en place de ces tribunaux en Syrie voir Moshe Ma'oz, *Ottoman Reform in Syria and Palestine*, p. 173-175 ; Mafalda Ade, « Ottoman Commercial Law », p. 250-251.



d'un consulat étranger à Alep à titre de drogman ou de kavas le faisaient donc probablement en bonne partie pour jouir de la protection accordée par une puissance étrangère, ainsi que pour les avantages légaux et fiscaux qui en découlaient. Ces protégés savaient qu'ils pouvaient compter sur la médiation politico-légale d'agents consulaires pour faire respecter leurs droits et privilèges. L'intervention du consul pouvait sans doute accélérer le règlement des litiges, et ce, même si certaines causes peuvent paraître, lors du dépouillement de ce genre d'archives, traîner indûment en longueur.

Il semble toutefois qu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, certains employés du consulat n'étaient plus en mesure d'échapper à de nouveaux impôts auxquels étaient apparemment astreints les protégés de toutes les nations. Lorsque le gouvernement local d'Alep prétendit soumettre le kavas du consulat belge à un nouvel impôt sur le bétail (qui avait été établi par décret impérial), le consul Poche demanda au ministre belge à Constantinople des instructions quant à l'attitude à adopter, en concordance avec les autres consulats d'Alep, face à cette requête<sup>86</sup>. L'attitude préconisée par la légation royale belge de Constantinople se résumait alors – comme l'expliquait Albert Poche à Jules Duckerts, le consul général de Belgique à Smyrne – à s'aligner sur la position adoptée par les autres missions étrangères de la capitale ottomane face à cette requête des autorités impériales.

[La réponse de la légation royale] a été « que la plupart des missions ont décidé de faire savoir à la Sublime Porte qu'elles ne verraient pas d'inconvénient à ce que leurs ressortissants fussent soumis à titre provisoire au paiement de la taxe du bétail à la condition que tous les sujets étrangers y soient indistinctement astreints » et en dernier lieu elle [a ajouté] : « Aussi ne puis-je que vous inviter d'attendre avant d'engager nos ressortissants à acquitter cet impôt que tous nos collègues aient reçu l'autorisation d'y adhérer »<sup>87</sup>.

Par ailleurs, certains documents du début du XX<sup>e</sup> siècle traitent également de l'impôt « témétu » (en turc *temettü vergisi*, l'équivalent d'une taxe ou d'un impôt sur les profits) que le gouvernement tentait apparemment d'imposer à l'époque aux sujets privilégiés étrangers et

<sup>86</sup> Le gouvernement réclamait au kavas Hadji Hamdo Nanaa le paiement de l'impôt sur les bêtes de somme employées « au travail et usage de son moulin ». FP 2007, p. 7-8 [19 décembre 1903, N°. 66/1? B73].

<sup>87</sup> FP 2007, p. 242-243 [16 avril 1904, N°. 22/7 C17]. Sur cette question voir aussi FP 2007, p. 244-245 [16 avril 1904, N°. 23/8 C18].

aux protégés consulaires (en fait, surtout aux drogman qui n'étaient plus en fonction) de façon rétroactive, en vertu de taxes qui avaient été portées à leur débit « dans le registre des arriérés »<sup>88</sup>. Dans cette même lettre adressée en avril 1905 à Jules Duckerts, le consul général de Belgique à Smyrne, Frédéric Poche affirme aussi avoir pris soin de faire payer aux drogman du consulat l'impôt militaire, « pour éviter des réclamations et des contestations avec l'autorité locale »<sup>89</sup>. Ce document laisse donc croire que malgré leur situation de protégé d'un consulat européen qui leur permettait d'obtenir une dispense de service militaire, les drogman (souvent issus de familles chrétiennes locales) devaient néanmoins s'acquitter (du moins au début du XX<sup>e</sup> siècle) du paiement de la taxe dite d'exemption (ou de remplacement) normalement imposée aux sujets ottomans non-musulmans (*bedel-i askerî*). Par ailleurs, les archives du consulat semblent aussi indiquer que les kavas (qui étaient la plupart du temps des sujets ottomans musulmans) étaient pour leur part complètement exemptés de service militaire. Ces sujets ottomans pouvaient apparemment ainsi échapper à la conscription en devenant protégés d'une puissance étrangère. Ces prérogatives ou exemptions représentaient donc sans doute un attrait important pour ces individus et donnaient une grande valeur à l'obtention de brevets de kavas et de drogman privilégiés du consulat belge.

### 3.3.3.3 La dispense de service militaire des protégés consulaires belges

La protection consulaire – qui était définie par les capitulations, les traités ainsi que les règlements en vigueur – permettait aux individus qui faisaient partie du personnel du consulat de bénéficier de plusieurs privilèges, parmi lesquels figurait l'abstention (ou la « dispense autorisée ») du service militaire. Les sources belges à Alep témoignent toutefois de quelques cas où cette prérogative des protégés fut bafouée, ou du moins remise en cause, par le gouvernement local qui cherchait alors à imposer la conscription à un des kavas du consulat. Par exemple, une lettre adressée en août 1872 au gouverneur d'Alep indique que

<sup>88</sup> FP 2007, p. 278-279 [28 avril 1905, N<sup>o</sup>. 25/7 B27]. Un autre document de 1905 suggère que le gouvernement ottoman cherchait également à cette époque à imposer aux consuls étrangers qui étaient propriétaires de l'immeuble où ils résidaient le paiement d'impôts fonciers accumulés depuis vingt et un ans. FP 2007, p. 27-29 [24 janvier 1905, N<sup>o</sup>. 8/1 A3].

<sup>89</sup> FP 2007, p. 278-279 [28 avril 1905, N<sup>o</sup>. 25/7 B27]

Moustapha Moudarati (un kavas qui était au service du consulat depuis 1870) avait été pris de force pour la conscription par des agents du gouvernement local qui n'avaient apparemment porté aucun égard à une carte, munie du cachet consulaire, dont il disposait et qui indiquait son statut de protégé. Le consul Picciotto avait alors protesté de cet outrage directement au gouverneur Ali Pacha, en demandant que le kavas soit exempté de conscription et qu'ils soit mis immédiatement en liberté, selon les règlements et traités en vigueur. Puis, dans une seconde missive, le consul spécifiait que si l'autorité locale n'acquiesçait pas à cette demande, il se verrait obligé d'en informer par télégramme la légation belge de Constantinople<sup>90</sup>. C'est d'ailleurs ce qu'il fit, moins d'une semaine plus tard, en s'adressant au ministre belge à Constantinople, pour obtenir réparation du tort fait à cet individu protégé du consulat.

Conséquemment à l'exposé et fort dans mon droit, le Cavas étant un du personnel du Consulat a le droit de jouir de tous les privilèges que les traités et les règlements lui accordent. Votre Excellence appréciera une telle conduite de la part du Gouverneur Général envers un représentant d'une Puissance amie pour faire les démarches qu'Elle croira à propos auprès de la Sublime Porte aux fins de droit et de justice à l'effet de réparer d'une manière éclatante l'insulte qui a été faite à ce Consulat<sup>91</sup>.

D'autres pétitions similaires, adressées en 1895 et 1896 au gouverneur d'Alep par le consul Poche, témoignent d'une même préoccupation pour la reconnaissance à titre de protégé belge d'un autre kavas du nom d'Ahmed Saïd Mektabi et pour son exemption de service militaire. Le kavas avait d'ailleurs demandé à plusieurs reprises la mise en règle de sa situation militaire et la remise des titres ou certificats relatifs prouvant qu'il était bel et bien au service du consulat<sup>92</sup>. Aucun document consulté n'indique toutefois que la police ou des agents des autorités d'Alep aient appréhendé cet individu.

<sup>90</sup> FP 2002 [14 août 1872] ; FP 2002 [15 août 1872].

<sup>91</sup> FP 2001, p. 125-126 [15 août 1872, N° 5]. Le consul transmet dans une autre lettre une pétition signée par « quinze musulmans probes, parmi lesquels trois [cheikhs] distingués, tous habitants du quartier [du] dit Cavas Moustafa » témoignant que l'individu en question était bien au service du consulat belge à Alep. FP 2001, p. 127-128 [22 août 1872, N° 6].

<sup>92</sup> FP 2005 [13 ? juillet 1895, N° 34] (adressée au gouverneur Hassan Pacha) ; FP 2005 [4 janvier 1896] (adressée au gouverneur Moustapha Zehni Pacha) ; FP 2006, p. 103-104 [15 juillet 1896, N° 50] (adressée au gouverneur Raïf Pacha).



### 3.4 Litiges civils impliquant les consuls belges

Plusieurs documents des registres de correspondance d'Alep illustrent également de quelle façon les consuls Picciotto et Poche pouvaient mettre à profit le prestige hérité de leur fonction, leur statut de consul et la protection légale belge qui en découlait, dans le cadre de certaines affaires personnelles. Ils recoururent ainsi à plusieurs reprises aux autorités politiques et judiciaires d'Alep, aux officiels de l'administration ottomane, ou à leurs supérieurs, aux hommes politiques et diplomates belges en poste ailleurs dans l'Empire, à Constantinople ou à Bruxelles pour faire valoir leurs droits, défendant âprement leurs prérogatives légales, fiscales ou économiques. Le prestige associé au titre de consul de même que les nombreuses relations officielles que ce poste permettait d'entretenir avec plusieurs officiels ottomans (d'Alep jusqu'à Constantinople) et européens (de la légation belge jusqu'à Bruxelles), offraient aux consuls un levier d'influence non négligeable pour faire entendre les causes qui leur étaient chères. Hillel de Picciotto et Frédéric Poche se servirent tous les deux de leur titre et fonction de consul pour accéder aux voies diplomatiques et officielles, cherchant à bénéficier de l'appui ou l'influence d'une puissance étrangère (la Belgique) dans plusieurs causes ou récriminations purement personnelles. Plusieurs extraits de la correspondance laissent croire que l'appui ou l'influence de certains officiels ou diplomates belges pouvaient favoriser le règlement de requêtes présentées par les consuls aux autorités locales ou impériales.

Par exemple, en 1869, le consul Picciotto, avait été informé par son agent d'Alexandrette qu'un canal, creusé dans cette ville pour servir à l'écoulement d'un marais, passait tout près de sa propriété. Il avait alors porté plainte par écrit au gouverneur d'Alep, R. Nached Pacha, pour le préjudice que ces travaux porteraient à sa propriété et ses intérêts, « par les exhalaisons putrides qui infesteraient l'air de [la] dite maison et la rendrait inhabitable surtout dans la saison de l'été [...] ». Il pria donc le gouverneur Nached Pacha de remettre un ordre au gouverneur du district (*kaymakam*) d'Alexandrette afin que le canal en question soit éloigné de la maison d'une distance d'« au moins d'une heure, afin qu'elle soit à l'abri de l'air infect qui doit provenir du côté d'ouest des miasmes du dit canal »<sup>93</sup>. Puis, en

---

<sup>93</sup> FP 2002 [11 février 1869]



avril 1869, il renouvela cette requête, cette fois auprès du directeur des Affaires politiques<sup>94</sup> à Alep, İsmail Beğ Effendi en insistant sur le fait qu'il était consul et que cette question porterait éventuellement offense à la puissance qu'il représentait : « Je suis dans la ferme certitude que le Gouvernement de la Sublime Porte ne permettra jamais qu'une chose si nuisible à la santé soit établie auprès d'un immeuble d'un représentant d'une puissance amie »<sup>95</sup>.

Le fait que le consul se soit adressé à cette époque au directeur des Affaires politiques plutôt qu'au gouverneur (ou qu'il ait justement été référé à ce fonctionnaire par le gouverneur), soulève par ailleurs certaines questions sur l'application, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, de réformes ottomanes qui concernaient plus spécifiquement le fonctionnement de l'administration provinciale, de même que sur les rapports politiques entre le gouvernement ottoman d'Alep et le corps consulaire local ou les étrangers de la province. La création de ce nouveau département (voire même nouvelle institution) de l'administration locale, de même que l'implantation à Alep d'un fonctionnaire spécifiquement chargé des relations du gouvernement avec le corps consulaire et les étrangers, demeure toutefois à clarifier. Ce poste fut vraisemblablement créé pour répondre à l'influence et aux intérêts de plus en plus importants des Européens et de leurs consuls dans la région. La mise en application d'importantes réformes provinciales au cours des années 1860 – impliquant notamment la refonte, et parfois l'agrandissement de certaines provinces (comme celle d'Alep) – ajoutait sans doute également de plus en plus à la charge de travail des gouverneurs

<sup>94</sup> Le directeur des Affaires politiques (mentionné dans d'autres documents du fonds Poche à Alep à partir des années 1866-1867 sous le nom de *politika memuri*) est le nom de cet officiel ou fonctionnaires ottoman qui s'occupait plus particulièrement des relations et communications entre les autorités ottomanes et les sujets étrangers dans la province. L'implantation de ce fonctionnaire (apparemment dès 1858 pour Damas) qui était sous la responsabilité directe du gouvernement impérial de Constantinople reflétait probablement une tendance des autorités ottomanes à vouloir limiter dans les provinces l'interférence légale des consuls, dont le champ d'action dépassait, selon le point de vue du gouvernement central, leurs compétences. Voir à ce sujet Stanford Jay Shaw et Ezel Kural Shaw, *Reform, Revolution, and Republic: The Rise of Modern Turkey, 1808-1975*, T. 2 de *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, Cambridge (Angleterre) ; New York, Cambridge University Press, 1977, p. 88-89 ; Moshe Ma'oz, *Ottoman Reform in Syria and Palestine*, p. 220.

<sup>95</sup> FP 2002 [6 avril 1869]. Le consul fit également appel à İsmail Beğ à peine quelques mois plus tard, dans une requête concernant le paiement de la créance d'un débiteur du nom d'Abdelkader ağa Abdallah ağa Zade, de Kilis, qui reportait son paiement par maintes tergiversations. FP 2002 [3 mars 1870]. Le travail effectué par le directeur des Affaires politiques, İsmail Beğ (apparemment entré en fonction vers 1869), était sans doute similaire à celui du sous-directeur des Affaires extérieures, P. Wassa Efendi, évoqué dans les sources belges dès 1866. FP 2002 [5 avril 1866] ; FP 2002 [11 avril 1866] ; FP 2002 [15 avril 1866] ; FP 2002 [20 juin 1866].

locaux. Dans ce contexte, la création d'un nouveau poste et l'entrée en fonction d'un directeur des Affaires politiques, qui s'occupait plus particulièrement des affaires reliées aux intérêts étrangers et au corps consulaire local, venait probablement alléger en partie la tâche du gouverneur.

### 3.4.1 Les propriétés agricoles des Poche dans l'arrière-pays d'Alep

La correspondance officielle belge d'Alep permet également de comprendre comment le consul honoraire Frédéric Poche tentait de mettre à profit ses relations politiques et diplomatiques pour favoriser ou protéger ses intérêts économiques personnels. Bien qu'il résidât la majeure partie du temps au khan al-Nahhasin d'Alep avec une partie de la famille, Frédéric Poche avait néanmoins des agents travaillant pour lui (et sans doute également pour la maison commerciale familiale) dans d'autres petites villes de la région, et il avait investi des capitaux dans quelques « villages » ou terres agricoles de l'arrière-pays d'Alep. Le consul porta notamment plainte à quelques reprises au gouverneur général lorsque les incursions de certaines tribus des alentours menaçaient les récoltes et compromettaient les capitaux investis (sous forme de mises de fonds) dans certains villages de la province. Ces requêtes offrent ainsi un aperçu de l'étendue des intérêts économiques des Poche dans la production agricole de l'arrière-pays d'Alep. Le consul Poche adressait par exemple des requêtes aux autorités locales quand il s'inquiétait de la sécurité de ses troupeaux ou de ses semailles, ou encore de l'état des fermes et des terres dans ses « villages ». Plusieurs documents laissent deviner qu'il était en fait un important propriétaire foncier possédant des terres et des troupeaux de moutons, et qu'il vendait, avec l'aide de plusieurs agents locaux, le produit des récoltes réalisées par ses paysans. Son statut de consul et ses contacts privilégiés avec les autorités ottomanes provinciales, de même qu'avec des diplomates belges de Constantinople ou Bruxelles, lui permettaient de défendre vigoureusement ses droits et d'exprimer avec ténacité certaines de ses revendications, pour obtenir en fin de compte, dans plusieurs cas, la réparation du tort qui avait été causé à son bien.

Par ailleurs, les fonctions officielles occupées par le consul Poche lui offraient en quelque sorte une tribune qui lui permettait d'exprimer certaines critiques sur l'administration

de la province d'Alep. Bien que Frédéric Poche fit preuve, en plusieurs occasions, d'un grand optimisme quant au potentiel de développement économique de la région, et que, de façon générale, il manifestât sans doute un grand sens du commerce, il exprimait néanmoins par moments sa grande déception de voir les infrastructures de transport se développer si lentement dans la province d'Alep. L'exemple le plus flagrant était certainement l'abandon des travaux de la route carrossable entre Alexandrette et Alep, qui aurait rendu selon lui les exportations de surplus agricoles beaucoup plus aisées pour les producteurs agricoles, les commerçants et les exportateurs de la province comme lui-même. Ses rapports économiques adressés aux diplomates et au gouvernement belges étaient toutefois probablement biaisés en partie par son propre intérêt commercial à voir des investissements étrangers être réalisés dans la province. Néanmoins, le vif intérêt qu'il portait aux principaux enjeux politiques et économiques en Syrie, et le fait qu'il était probablement mieux renseigné que la plupart des Européens dans la région, font en sorte que les rapports du consul Poche ont l'avantage d'offrir une vision peut-être plus profonde et complète sur la province d'Alep à cette époque que d'autres sources européennes semblables. Par exemple, Frédéric Poche s'intéressait autant à la stabilité et la pérennité du commerce avec les tribus des campagnes environnantes – chez lesquelles il faisait probablement d'importants investissements d'une année à l'autre – qu'au commerce international d'importation et d'exportation, qui avaient tous les deux une influence sur les destinées de la maison commerciale Poche. En tant que commerçant, il se sentait personnellement concerné par la sécurité des routes et la bonne circulation des marchandises. C'est grâce à ces observations minutieuses que sa correspondance est aujourd'hui utile pour tenter de recréer de façon plus complète la dynamique de la société locale.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la compagnie des frères Poche s'était déjà positionnée parmi les plus importantes maisons commerciales d'origine européenne à Alep, et le commerce avec l'arrière-pays et les marchés locaux constituaient une partie vitale de ses activités. Bien que la firme ait été au départ spécialisée dans l'importation de produits européens et l'exportation de produits locaux, il semble qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, son implication dans le commerce local ait été de plus en plus importante. Les intérêts commerciaux et les investissements des Poche dans l'arrière-pays d'Alep concordaient avec une période où la

croissance du marché intérieur ottoman et l'expansion de la surface cultivée au nord et au nord-est de la ville (où certaines terres n'avaient dans certains cas jamais été cultivées ou étaient demeurées, à tout le moins, en friche durant plusieurs générations) avaient un impact économique bénéfique pour la province d'Alep<sup>96</sup>.

Certains documents des archives du consulat belge évoquent par ailleurs les démêlés du consul avec certains chefs ou membres de tribus des environs et montrent qu'en 1889, Frédéric Poche intenta même un procès à certains Mawâlî<sup>97</sup> de la région, soit le dénommé Hussein-el-Daoud ainsi que ses compagnons, qui avaient causé des dommages à ses possessions. Il adressa d'abord, par la voie du consulat belge, une requête au gouverneur général du vilayet d'Alep, Hassan Pacha, pour qu'il réfère la cause à la cour judiciaire compétente. Il déplorait qu'aucune suite n'ait été donnée aux nombreuses plaintes qu'il avait exprimées, verbalement ou par écrit, sur cette affaire, au gouvernement d'Alep. En prenant les voies officielle et politique pour présenter ce genre de requête (adressée dans ce cas directement au gouverneur), il est possible que Frédéric Poche ait d'abord voulu profiter de l'influence de son titre de consul, dans un but dissuasif, afin d'arriver à un règlement plus rapide du litige, sans nécessairement dresser un protêt officiel aux tribunaux d'Alep<sup>98</sup>.

Une autre lettre adressée en avril 1890 au gouvernement général du vilayet d'Alep, évoque les forfaits commis contre le consul belge Frédéric Poche et « [ses] villageois »,

---

<sup>96</sup> Peter Sluglett, « Aspects of Economy and Society », p.145-149 ; Norman N. Lewis, *Nomads and Settlers*, p. 38-57.

<sup>97</sup> Les Mawâlî formaient depuis longtemps une confédération tribale hétérogène comprenant des groupes de population sédentaires, semi-nomades et nomades. Parmi elles, certaines tribus avaient été employées par les autorités ottomanes en tant que force policière, notamment dans le nord de la Syrie, dans la région entre Alep et Hama, où elles séjournaient depuis plusieurs siècles. Elles avaient toutefois perdu de l'importance à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, suite aux importantes migrations de tribus 'Anaza venues du nord de l'Arabie. Norman N. Lewis, *Nomads and Settlers*, p. 7-8, 38-57 ; Moshe Ma'oz, *Ottoman Reform*, p. 131 ; Dick Douwes, *The Ottomans in Syria*, p. 28-36.

<sup>98</sup> Dans la courte lettre qu'il adressa au gouverneur Hassan Pacha, Frédéric Poche, qui était à la fois agent consulaire des États-Unis et consul belge, mentionne qu'il a délégué le drogman de l'Agence consulaire des États-Unis d'Amérique, Elias Lamroud, « aux fins d'assister aux séances du tribunal qui sera chargé de statuer sur la cause intentée [...] contre les mawalis Hussein-el-Daoud & ses compagnons ». FP 2004, p. 2 [29 juillet 1889, N<sup>o</sup> 32].



habitant le village de Hulfatiye<sup>99</sup>, situé dans le *kaza* d'A'zaz, au nord-ouest d'Alep. Ce village avait été attaqué par les paysans de Djemil Efendi, Ahmad Efendi et Kâmil Efendi Muderris Zadé, les nommés Dahoud et Mahl, de même que leurs compagnons, et Cheikh Hussein (probablement le chef du village en question) avait été estropié. Bien que les auteurs du crime eussent été condamnés par la cour des mises en accusation, la cause avait néanmoins été portée devant la cour criminelle d'appel, et la sentence rendue en première instance demeurait inappliquée depuis près d'un an. Frédéric Poche avait aussi signalé aux autorités de Kilis (sans toutefois obtenir plus de succès) les déprédations commises à l'endroit de ses « associés » par les malfaiteurs qui hantaient les villages de Bghedin, de Tlelin et de Hulfatiye, notamment le Circassien Mohamed Tshaoush (un autre homme de Djemil Efendi et d'Ahmed Efendi Muderris) ainsi que ses compagnons.

Suite à des méfaits semblables commis dans la localité de Hazan, le consul réclama des autorités provinciales d'Alep la répression immédiate de ces crimes, l'arrestation des coupables et « l'envoi sur les lieux d'une force suffisante pour protéger la vie des individus en question et des biens et semailles qu'[il possédait] dans cet endroit »<sup>100</sup>. En juillet 1890, le consul portait de nouveau sa cause devant les autorités, en écrivant cette fois-ci au directeur de l'administration financière (*defterdar*) et gérant du vilayet d'Alep, Nuri Bey. Il semble qu'il s'agissait là du dernier recours entrepris par le consul auprès des autorités provinciales d'Alep, et qu'il avait sans doute l'intention de porter ensuite sa cause à la légation belge de Constantinople<sup>101</sup>. Toutes ces requêtes semblent démontrer que le consul cherchait d'abord à

<sup>99</sup> Le consul se disait être le propriétaire d'une partie de ce village du « Turkoman Nahiassi », qui correspondait sans doute, comme le nom l'indique, à l'étendue d'un *nahiye* (l'équivalent d'une commune à l'époque ottomane). Cette commune était elle-même une subdivision d'un *kaza* (district ou canton) dépendant du district de Kilis, au nord d'Alep. Certains des villageois (le Cheikh Hussein, son frère Mohammed fils d'Otman, de même qu'Ahmed, de la tribu des Medjadmés) avaient alors été attaqués par d'autres paysans de Djemil Efendi, Ahmad Efendi et Kâmil Efendi Muderris Zade (soit les dénommés Dahoud et Mahl), probablement des notables de la ville d'Alep, également propriétaires absentéistes, qui déléguaient eux aussi des agents ou des associés pour assurer la production agricole sur leurs terres. FP 2004, p. 15-16 [26 avril 1890, N°. 45].

<sup>100</sup> En plus de fournir une liste des individus qu'il inculpait, Frédéric Poche dressa la liste des biens spoliés au cours des attaques menées sur ses propriétés. Il s'agissait de bétail, de « chumbuls » de blés semés, des blés et orges déposés dans les puits, et des tas de paille qui étaient restés à la merci des brigands. Il réclamait aussi les « hardes, effets et instruments aratoires [en plus du] retour d'un magasin servant de dépôt en maçonnerie, enlevé aussi et occupé par les susdits agresseurs ». FP 2004, p. 16-17 [26 avril 1890, N°. 45].

<sup>101</sup> Malgré l'envoi d'un gendarme (*zaptiye*), les paysans de Frédéric Poche continuèrent toutefois à être victimes d'actes de brigandage et de menaces venant des hommes de main et des paysans des « sieurs Muderris »,

s'assurer l'appui des autorités locales pour obtenir le dédommagement de biens spoliés, et qu'il comptait faire valoir auprès d'elles l'autorité, le prestige et l'influence conférés par son titre de consul d'une puissance européenne. Ayant toutefois épuisé les recours à sa disposition pour cette affaire, il paraissait résigné à demander l'intervention officielle de la légation belge de Constantinople pour qu'elle obtienne en sa faveur un ordre adressé (soit au gouverneur de la province d'Alep ou alors au kaymakam de Kilis) par le sultan ou le grand vizir, qui ordonnerait la punition des fautifs ainsi que la restitution des biens volés.

Un autre type de requête adressée par le consul aux autorités locales concernait les sauf-conduits émis pour des membres de sa famille, des associés ou des employés du consulat qui, pour veiller aux intérêts commerciaux de la maison Poche, avaient à circuler sur des chemins considérés dangereux<sup>102</sup>. Par exemple, en août 1892, Frédéric Poche, désireux de « réunir et concentrer » certains de ses troupeaux de moutons, s'adressa au gouverneur d'Alep, Arif Pacha, afin d'obtenir de sa part un ordre adressé aux autorités du district de Harim (une localité à l'ouest d'Alep, vers Antioche), qui stipulerait de prêter « au besoin, et en cas de résistance au kavas Ahmed ağa Mektebi, aide et assistance » afin d'obliger des pasteurs de la tribu des Leheb à conduire des moutons confiés à leur garde jusqu'aux terres du consul situées à Hulfatiye (un village du kaza de Kilis)<sup>103</sup>. Ces troupeaux étaient vraisemblablement entre les mains de pasteurs de certaines tribus locales qui entretenaient des relations économiques avec la famille Poche. Il était d'ailleurs commun dans cette région de la Syrie de voir certaines tribus, en échange de produits en nature, s'occuper de faire paître

---

qui les empêchaient apparemment de moissonner leurs blés et leurs orges. Le consul écrivait : « Ces faits, dénotant avec quelle arrogance les agents du Gouvernement sont traités et avec quel mépris les lois sont observées, démontrent la nécessité d'une répression prompte et d'une punition exemplaire qui, faisant défaut, m'obligera à mon regret de porter mes plaintes et mon recours en haut lieu. », FP 2004, p. 28-31 [? juillet 1890, N° 52].

<sup>102</sup> Le nom de ce genre de document n'est pas spécifié dans chacun des cas. Il n'est pas tout à fait clair s'il s'agissait toujours d'un *tezkere*, ni dans quels cas précis un sauf-conduit était obligatoire pour les non-musulmans ou les protégés européens. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, des permis spéciaux de voyage ou de déplacement (*yol emri* or *yol hükmü*) étaient apparemment nécessaires pour les sujets étrangers et leurs interprètes. Ces permis mentionnaient le point de départ du voyageur ainsi que sa destination, et commandaient à chacune des autorités ottomanes croisées sur la route de respecter les privilèges du porteur de ce document. Maurits H. van den Boogert, *The Capitulations and the Ottoman Legal System*, p. 67.

<sup>103</sup> FP 2004, p. 63 [6 août 1892, N° 4]

les troupeaux de marchands urbains bien nantis<sup>104</sup>. Les archives du consulat laissent croire que la gestion des relations des Poche avec les tribus ou les paysans était faite par des agents comme les kavas du consulat, qui se déplaçaient probablement plus souvent que les Poche dans l'arrière-pays pour la gestion de leurs propres affaires. Par exemple, une requête présentée en 1903 par le gérant Albert Poche à Mecid Effendi, le gouverneur général d'Alep, demandait la faveur d'une escorte de la part de l'autorité locale pour un kavas qui devait s'absenter pour quelques jours « à l'effet de faire rentrer des créances & des moutons qui lui [étaient] dus par des villageois »<sup>105</sup>. Cette lettre semble indiquer que le kavas Ahmed Mektabi avait lui-même des intérêts économiques dans l'arrière pays d'Alep, probablement par des avances consenties sur les récoltes et les troupeaux à des paysans ou des populations pastorales. Il est toutefois également plausible qu'il ne s'y rendait qu'en tant que délégué du consul.

### 3.4.2 Les avantages économiques et fiscaux des consuls

Plusieurs documents de la correspondance consulaire belge témoignent enfin de certains avantages économiques et fiscaux dont bénéficiaient les consuls honoraires et qu'ils défendaient énergiquement auprès des agents du gouvernement ottoman. Certaines exemptions de droits de transit et d'importation furent notamment au cœur d'un litige entre Hillel de Picciotto et les autorités de la douane d'Alexandrette au début des années 1870. Une plainte que le consul Picciotto avait alors adressée à Constantinople informait le ministre plénipotentiaire de Belgique de la conduite irrégulière du directeur (*müdir*) de la douane à son endroit, lequel avait exigé des droits pour une réception de 400 oques (du turc, *okka*<sup>106</sup>) d'huile destinées à l'usage personnel du consul. Il semble que les démarches du consul aient porté fruit, puisque le gouverneur général avait alors adressé une lettre à la Direction de la

<sup>104</sup> Dick Douwes a par exemple décrit les relations économiques existant entre les habitants de Hama – qui, à l'instar d'autres villes de l'intérieur, était l'un des principaux marchés pour les produits des tribus (viande, laine et peaux) – et les tribus locales. Les Arabes s'occupaient par exemple de troupeaux de moutons appartenant à des notables locaux, et parfois même en tant que partenaires d'affaires (par une pratique connue sous le nom de *ghunûmiyya*). Les Arabes et les habitants des villes étaient aussi fréquemment partenaires dans le transport, possédant conjointement des bêtes de somme. Dick Douwes, *The Ottomans in Syria*, p. 39.

<sup>105</sup> FP 2006, p. 406 [13 août 1903, N°. 40/5 C16]

<sup>106</sup> Une *okka* correspondait au poids de 400 dirhams, soit approximativement 1,2 kg (2,8 lb).

douane pour ordonner la livraison de la marchandise. Le *superintendant* (*nazir*) de la douane avait toutefois refusé d'obtempérer à cet ordre, et le consul avait alors dû payer une somme de 202 piastres pour récupérer ses outres d'huile<sup>107</sup>. Cette requête visait donc à dénoncer la perception injuste de droits de douanes sur cette livraison, contre les traités et règlements en vigueur, et à réclamer un remboursement. Ce n'est finalement que l'obtention d'un ordre du gouvernement impérial de Constantinople qui vint clore cette requête et qui permit au consul de récupérer les 202 piastres qu'il disait avoir payées « injustement »<sup>108</sup>. Dans cette histoire aussi, l'éventualité d'un recours à la légation belge – une mise en garde que les consuls formulaient généralement dans des cas où un litige stagnait ou se retrouvait dans une impasse – semble s'être avérée utile et avoir favorisé une conclusion plus rapide et favorable à la requête du représentant de la Belgique<sup>109</sup>.

Le consul Picciotto fut aussi impliqué en 1874 dans un procès avec la Compagnie des Messageries maritimes et il s'adressa dans le cadre de ce litige au chargé d'affaires de la Belgique à Constantinople pour qu'il lui conseille le plus rapidement possible le nom d'un avocat convenable pour défendre ses intérêts<sup>110</sup>. Bien que cette histoire puisse paraître relativement isolée de la vie politique d'Alep, elle démontre néanmoins que les relations diplomatiques établies par le consul belge pouvaient s'avérer utiles pour plusieurs affaires personnelles et que c'était là une façon pour les consuls honoraires de mettre à profit le temps et les efforts consacrés aux intérêts belges dans le cadre de leurs fonctions officielles. L'appui politique de la légation d'une puissance étrangère comme la Belgique, son intervention auprès de fonctionnaires du gouvernement impérial, ou de ministres ottomans dans la capitale, et l'obtention d'ordres impériaux favorables aux intérêts personnels des

---

<sup>107</sup> FP 2001, p. 114-115 [28 décembre 1871, N° 8]

<sup>108</sup>, FP 2001, p. 121-122 [29 février 1872, N° 9] ; FP 2001, p. 123-124 [20 juin 1872, N° 3]. Pour les missives adressées sur cette affaire au gouverneur d'Alep, Thurayya Pacha, voir FP 2002 [22 avril 1872] ; FP 2002 [16 mai 1872] ; FP 2002 [26 mai 1872].

<sup>109</sup> FP 2002 [22 mai 1872, N° 2]

<sup>110</sup> Hillel de Picciotto devait alors porter son action en dommages et intérêts devant le consul de France à Constantinople, mais il affirmait à ce moment-là s'être « retiré depuis quelque temps des affaires » et ne plus avoir de « relations » dans la capitale ottomane. FP 2001, p. 171-172 [21 octobre 1874, N° 21].



Picciotto ou des Poche, constituaient en quelque sorte le salaire des ces consuls honoraires non-rétribués.

Cette section a donc jusqu'ici permis de constater qu'une partie de la correspondance des consuls avec le ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, ou avec le consulat général à Smyrne, concerne plus directement les intérêts économiques et financiers belges dans la province d'Alep, mais que de multiples autres lettres et rapports relativement courts contiennent également les requêtes des consuls eux-mêmes, ainsi que celles des employés et des protégés du consulat, qui étaient pour leur part généralement adressées à la légation belge de Constantinople ou au gouvernement ottoman d'Alep. Ces requêtes révèlent un autre côté de la relation particulière entre le gouvernement belge et les consuls à Alep, mettant en lumière plusieurs des avantages dont les Picciotto et les Poche pouvaient bénéficier en retour de leurs services. Cette diversité dans la correspondance rend compte d'une certaine façon de la complexité du travail d'un consul honoraire, évoquant à la fois les responsabilités diverses que cette charge entraînait et les avantages ou bénéfices dévolus au titulaire de ce poste.

### 3.5 L'implication des Poche dans le tribunal commercial mixte d'Alep

Les archives du fonds Poche mettent en évidence le rôle joué par plusieurs membres de cette famille dans le fonctionnement de ce que l'on pourrait appeler les « tribunaux mixtes », du fait que les causes y étaient entendues devant un groupe de juges composé à la fois de sujets ottomans musulmans et non-musulmans, ainsi que de marchands étrangers. Ces tribunaux furent introduits dans la région dans la foulée des réformes judiciaires ottomanes associées aux Tanzimat dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Quelques membres de la famille Poche, à l'instar d'autres familles levantines, y siégeaient en tant que juges assesseurs. À travers la correspondance du consulat, le tribunal de commerce mixte d'Alep apparaît comme un observatoire des luttes de pouvoir entre sujets européens et autorités locales en province ottomane<sup>111</sup>.

---

<sup>111</sup> Sur l'instauration en Syrie des tribunaux de commerce, voir entre autres Moshe Ma'oz, *Ottoman Reform in Syria and Palestine*, p. 92, 155, 173-175. Le rôle joué par les frères Poche dans l'introduction des réformes judiciaires dans les pratiques commerciales au sein des tribunaux de commerce sera abordé un peu plus loin au cours de ce chapitre. Voir Mafalda Ade, « Les commerçants Poche » et « Ottoman Commercial Law ».

Les sources consulaires belges présentent aussi les consuls Picciotto et Poche comme des individus connaissant très bien le système légal ottoman (et toutes les transformations ou réformes dont il était l'objet depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle) et se servant des outils à leur disposition pour faire valoir leurs droits et leurs privilèges au sein de leur société. Les Poche semblent d'ailleurs s'être plus particulièrement impliqués dans l'introduction des réformes judiciaires ottomanes par la voie des tribunaux de commerce. Les Picciotto, pour leur part, furent, semble-t-il, critiqués par plusieurs membres du corps consulaire pour l'hostilité qu'ils manifestèrent dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle à l'introduction de réformes légales et fiscales dans la province ottomane d'Alep. On leur reprochait notamment leur refus de coopérer à l'instauration d'un tribunal de commerce<sup>112</sup>, ainsi que leur opposition à l'établissement d'une taxe progressive sur la propriété (*vergi*). En lien avec les Tanzimat, cette taxe avait auparavant été adoptée dans d'autres provinces de l'Empire en remplacement de la taxe personnelle (*ferde*), qui elle, s'appliquait plutôt indistinctement à tous les sujets ottomans, pauvres ou riches. Le point de vue des Picciotto sur l'instauration de cette taxe semble avoir différé largement de celui du reste des consuls en poste à Alep, sans doute parce qu'ils avaient eux-mêmes accumulé d'importantes propriétés depuis leur établissement en Syrie. Les Picciotto étaient donc apparemment perçus par plusieurs autres consuls comme des marchands locaux qui se souciaient beaucoup plus de leurs intérêts personnels que de celui des nations qu'ils représentaient ou de la société dans laquelle ils vivaient. Les archives du consulat belge montrent que ce sont bien plutôt Albert et Frédéric Poche qui amenèrent devant le tribunal de commerce<sup>113</sup> des causes impliquant particulièrement les protégés du consulat belge (ou eux-mêmes).

En fait, dès le début des années 1870, la mission du roi belge avait d'ailleurs affirmé sa préférence pour voir les procès impliquant des « nationaux » (ressortissants et protégés

---

<sup>112</sup> En 1853, Hillel de Picciotto (qui était alors vice-consul des États-Unis) et Moïse de Picciotto (consul de Toscane) communiquèrent apparemment leur opposition à cette mesure au consul britannique Werry. Ils craignaient sans doute que l'établissement à Alep d'un tribunal commercial ne vienne porter atteinte à leurs privilèges légaux et à la gestion de leurs affaires, placées sous la juridiction des tribunaux consulaires. Yaron Harel, « The Rise and Fall », p. 240-242.

<sup>113</sup> Fondé à Alep en 1853, on y jugeait les litiges selon les coutumes et les pratiques locales. Mafalda Ade, « Les commerçants Poche », p. 236-238.

belges) se dérouler devant les tribunaux de commerce<sup>114</sup>. Les frères Poche semblent pour leur part avoir été impliqués dans les activités du tribunal commercial au moins depuis les années 1880. Une note adressée en janvier 1888 au gouverneur Hassan Pacha indique qu'Albert Poche avait alors été reconduit dans ses fonctions de juge au tribunal de commerce mixte en compagnie de Boutros Efendi et de Na'um Sola, nommé pour sa part à titre de suppléant<sup>115</sup>. Les sources consulaires indiquent également que Guillaume, le frère de Frédéric et d'Albert, occupait dans les années 1890 les fonctions de juge délégué (par le consulat belge) pour siéger au tribunal de commerce d'Alep<sup>116</sup>. Entre 1902 et 1905, Guillaume Poche fut d'ailleurs reconduit à plusieurs reprises – en compagnie de Désiré Bigneaux, Henri Marcopoli et Michel Sakal – aux fonctions de juge assesseur (adjoint ou assistant) à la section mixte du tribunal de commerce d'Alep<sup>117</sup>.

Les sources consulaires belges offrent quelques exemples de causes portées devant le tribunal commercial, sans toutefois entrer dans une description détaillée des rouages et du fonctionnement de ces institutions. Les commentaires du consul Poche donnent un aperçu de la vision qu'il avait de cette institution et des défis auxquels étaient confrontés les marchands locaux ou les ressortissants européens qui y faisaient appel. Quelques causes impliquant des

---

<sup>114</sup> Une dépêche adressée par la légation belge de Constantinople avait informé le consul que « la mission du Roi [avait] décrété l'application aux procès de ses nationaux [devant] les tribunaux de commerce de l'Empire/Tijaret des articles du code de procédure commerciale ottomane relatifs aux jugements par défaut. » Le consul Picciotto avait alors répondu qu'il se conformerait à ces instructions « en prêtant à l'occasion [son] concours aux autorités ottomanes à l'effet d'assurer la mise à exécution de la mesure décrétée ». FP 2001, p. 93-94 [26 avril 1870, N° 2].

<sup>115</sup> FP 2003, p. 125 [25 janvier 1888, N° 8]. Boutros Efendi Homsy et Albert Poche furent reconduits en 1891 à titre de juges à la section mixte du tribunal de commerce d'Alep en compagnie de Georges Marcopoli. Les trois hommes, désignés entre autres pour les causes impliquant des ressortissants de l'office consulaire belge, furent également reconduits dans leurs fonctions en janvier 1895. FP 2004, p. 43-44 [5 février 1891, N° 1] ; FP 2005 [19 ? janvier 1895, N° 23].

<sup>116</sup> Les dénommés Eugène Catoni et Henri Marcopoli furent également désignés en 1896 à ce poste en compagnie de Guillaume Poche. Un autre document indique que ces trois hommes furent aussi reconduits dans leurs fonctions en 1899. FP 2005 [13 janvier 1896, N° 41] ; FP 2006, p. 146 [7 février 1899, N° 73].

<sup>117</sup> Les quatre furent confirmés de nouveau dans leurs fonctions de « juge assesseur », ce qui signifie sans doute qu'ils siégeaient aux côtés du président dans une forme de juridiction collégiale ayant une voix délibérative. FP 2006, p. 426 [13 janvier 1905, N° 4/2 A2] ; FP 2006, p. 188 [17 février 1902, N° 103] ; FP 2006, p. 402-403 [6 avril 1903] ; FP 2006, p. 414 [28 janvier 1904, N° 9/1 C4] ; FP 2006, p. 434 [13 janvier 1906, N° 4/1 B3]. Guillaume Poche fut aussi confirmé dans ces fonctions en 1907, en compagnie des mêmes, mais sans Michel Sakal cette fois. FP 2006, p. 289 [19 décembre 1907, N° 78/15] ; FP 2006, p. 443 [23 janvier 1907, N° 8/1 B10].

protégés, et portées devant le tribunal de commerce, concernent par exemple des dettes non payées ou d'autres litiges reliés à des transactions commerciales. Les requêtes des protégés du consulat étaient alors acheminées par l'intermédiaire du consul, qui se chargeait de les adresser aux autorités compétentes à Alep afin d'enclencher les procédures légales. En février 1896, Frédéric Poche transmet par exemple une requête du kavas Hadji Hamdo Nanaa au gouverneur d'Alep, Raïf Pacha, pour qu'il la transfère au tribunal de commerce d'Alep. Le kavas réclamait alors la somme de 23 ½ livres turques (soit l'équivalent de 13 ¼ piastres) de son débiteur dénommé Hadji Abd-el-Rahman ibn Ahmed, de la tribu des Ferdoun, demeurant à 'Ayn al Djahehe, une localité du district (*kaza*) de Bab, dans la province d'Alep<sup>118</sup>. De la même façon, le consul traitait aussi les requêtes présentées contre des protégés belges, comme l'indique une lettre adressée en 1906 au gouverneur Nazım Pacha et contenant une citation à comparaître au tribunal de commerce, signée de la main du kavas Hamdo Nanaa<sup>119</sup>.

Les tribunaux de commerce devaient en principe permettre aux négociants de régler entre eux des litiges qui seraient jugés par des experts commerciaux. Des commerçants comme les Poche pouvaient par exemple y obtenir des sentences enjoignant leurs débiteurs à payer leurs dettes. Toutefois, au milieu des années 1890, il semble qu'il devenait de plus en plus difficile pour certains commerçants d'y porter leurs causes. Réagissant à une circulaire adressée par le gouverneur d'Alep Hassan Pacha, le consul Poche déplorait d'ailleurs dans une lettre adressée en août 1894 à Georges Neyt, le ministre belge à Constantinople, les dispositions hostiles manifestées à l'égard des étrangers par le ministère ottoman de la Justice. La nouvelle procédure judiciaire promulguée pour les tribunaux commerciaux mixtes obligeait alors chaque consulat à choisir uniquement parmi ses propres nationaux (négociants ou drogmans) les juges désignés à siéger à la section mixte du tribunal de commerce d'Alep. Selon Frédéric Poche, l'ancien ordre de choses, qui avait été établi lors de la création des tribunaux mixtes, avait l'avantage de présenter une forme de solidarité européenne alors que « les Consuls de toutes les nations, réunis, choisissaient sans distinction de nationalité, parmi les notables négociants européens ou drogmans négociants aussi, des

<sup>118</sup> FP 2005 [3 février 1896, N° 42] ; FP 2005 [26 février 1896, N° 44].

<sup>119</sup> FP 2006, p. 439 [28 mai 1906, N° 51/5 A16]



juges communs qu'ils déléguaient auprès du tribunal de commerce »<sup>120</sup>. C'était là une tentative, selon Frédéric Poche, d'arriver ainsi à évincer graduellement les étrangers des tribunaux et une tendance qui contribuait à affaiblir, et même à faire disparaître, des privilèges acquis par les traités. C'était aussi, fort probablement, une mesure qui désavantagerait le consulat belge, qui n'avait pas, hormis le consul et ses protégés, de ressortissants belges sous sa protection. Il s'agissait possiblement aussi d'une façon pour le gouvernement ottoman de réduire l'influence de familles locales protégées par une puissance européenne. Par ailleurs, dans un rapport adressé en 1887 au ministre plénipotentiaire de Belgique, le consul avait aussi fait état de nouveaux obstacles auxquels étaient désormais astreints les étrangers qui désiraient porter une cause devant le tribunal de commerce. Parmi ces mesures, le président du tribunal exigeait dorénavant des sujets étrangers qu'ils se fassent inscrire à la chambre de commerce en payant la taxe de patente, « sous comminatoire » (avec menace) de ne pas donner cours aux affaires qui seraient portées devant ce tribunal<sup>121</sup>.

Ces lettres et rapports semblent surtout chercher à montrer comment la protection légale des intérêts commerciaux des protégés européens à Alep devenait plus précaire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. De l'avis du consul, cette situation était notamment reliée à l'empiètement croissant du gouvernement ottoman sur certaines garanties, ou certaines prérogatives, qui paraissaient pourtant acquises depuis l'établissement des tribunaux commerciaux mixtes. Dans une lettre adressée au ministre belge à Constantinople, Frédéric Poche insistait entre autres sur la division des voix, à ce tribunal, entre juges étrangers et juges ottomans, et sur la partialité manifestée dans les années 1890 par son président. Selon lui, le vote du président, à tous coups aligné sur la position des juges assesseurs ottomans, avait aussi tendance à faire

---

<sup>120</sup> Cette nouvelle règle semblait donc défavorable aux nations qui avaient peu ou pas de négociants et de ressortissants en Syrie, comme la Belgique. Par ailleurs, le consul ajoutait qu'en plus des atteintes portées aux tribunaux commerciaux, la longueur des procédures judiciaires rendait la justice locale de plus en plus inefficace pour les commerçants locaux : « [...] à côté de cette tendance règne un esprit hostile à l'élément étranger qui ne trouve plus justice auprès des tribunaux qu'en achetant à prix onéreux ses droits les plus sacrés, et ceci en subissant les longueurs interminables autorisées par une procédure qui permet d'appeler chaque moindre décision donnant ainsi prise à la chicane et faisant traîner les causes à l'indéfini. Cet état de choses rend de plus en plus difficiles les relations commerciales avec les indigènes. », FP 2005 [20 août 1894, N<sup>o</sup> 2].

<sup>121</sup> FP 2003, p. 72-76 [26 août 1887, N<sup>o</sup> 10]. Par une dépêche adressée le 20 septembre 1887, le consul apprit toutefois que les autorités ottomanes s'étaient finalement désistées de leur prétention d'obliger les négociants étrangers à se faire inscrire à la chambre de commerce. FP 2003, p. 121 [12 janvier 1888, N<sup>o</sup> 2].

systématiquement pencher la majorité du vote en faveur des plaignants ou des accusés qui étaient sujets ottomans. Les commerçants européens comme les Poche avaient donc de plus en plus l'impression d'un parti pris du président et le sentiment que les causes y étaient jouées d'avance, et ils se sentaient victimes, en tant qu'étrangers, des dispositions hostiles des juges ottomans qui y siégeaient: « [...] l'étranger est débouté quand il est demandeur et condamné quand il est défendeur ; devenant dans les deux cas victime des dispositions hostiles des juges ottomans »<sup>122</sup>.

Le consulat belge manifesta d'ailleurs son opposition à un jugement rendu par cette cour contre la firme belge Victor Ernst & C<sup>ie</sup> dans la cause, évoquée plus haut, qui l'opposait à la Direction de l'Imprimerie du vilayet d'Alep<sup>123</sup>. Le consul adressa une protestation formelle au gouverneur Hassan Pacha contre toute infraction aux dispositions des traités et règlements (mise de scellés, violation de domicile ou tout autre « acte vexatoire ») que pourrait commettre un officier de l'autorité locale relativement à cette affaire, et il avait également soumis le cas à la légation belge de Constantinople. Il invitait par ailleurs le gouverneur à prendre en considération le fait suivant :

[...] que la Direction de l'Imprimerie du Vilayet agit avec passion et n'a qu'un but vexatoire en demandant la mise des scellés sur les bureaux et magasins de Mrs. Victor Ernst & C<sup>ie</sup>, quand, en cas de gain définitif de cause, elle sait qu'elle se trouve nanti par la possession de la presse en litige et d'une somme d'environ 500 francs qu'elle doit pour d'autres fournitures retirées de cette maison<sup>124</sup>.

<sup>122</sup> FP 2005 [20 août 1894, N° 2]. Il semble en effet qu'un nombre égal de juges auxiliaires (assesseurs) ottomans et européens siégeaient dans cette cour aux côtés d'un président ottoman, disposant également d'un droit de vote. Le vote du président avait dans ce contexte un poids considérable sur l'issue d'un procès qui était décidée par majorité.

<sup>123</sup> Le drogman du consulat avait alors refusé de signer la sentence rendue contre M. Ernst par le tribunal de commerce, qui ne pouvait être exécutée selon le protocole, et qui devait donc être réformée. Le consulat belge prétendait que les clauses du protocole étaient inapplicables à cette affaire et qu'elles ne concernaient que les sentences relatives aux questions de propriété immobilière. De plus, Frédéric Poche affirmait que l'exécution de cette sentence « irrégulièrement rendue » était réservée exclusivement au consulat, une compétence qui était confirmée par les traités et usages en vigueur. FP 2005 [26 septembre 1895, N° 37].

<sup>124</sup> FP 2005 [26 septembre 1895, N° 37]. Sur cette affaire voir aussi les missives FP 2005 [16 ? janvier 1895, N° 22] ; FP 2005 [7 septembre 1895, N° 36].

Les documents évoqués dans cette sous-section mettent donc en évidence le rôle joué par le consul de Belgique Frédéric Poche et deux de ses frères dans le tribunal commercial d'Alep. Malgré la quasi-inexistence de firmes belges dans la province d'Alep (seule la maison commerciale de Victor Ernst était d'origine belge), plusieurs lettres et requêtes du consul traitent de ce sujet, et ce, principalement parce que les protégés du consulat avaient directement affaire aux tribunaux mixtes pour la protection de leurs intérêts légaux et commerciaux. Le consul sentait toutefois ses propres prérogatives attaquées par le gouvernement ottoman qui cherchait de plus en plus à intervenir au cours des années 1880 et 1890 dans le fonctionnement et les fondements mêmes de ce tribunal, ce qui reflétait sans doute une volonté du gouvernement impérial de limiter les prérogatives des étrangers dans les provinces. Frédéric Poche cherchait alors à obtenir l'appui de la légation belge à Constantinople afin de conserver ses propres privilèges, sans doute très utiles à ses activités commerciales.

### 3.6 Intermédiaires entre la province d'Alep et l'État ottoman centralisé

L'interférence croissante du gouvernement ottoman dans le système judiciaire à Alep, rapportée par les Poche dans les années 1880 et 1890, était sans doute un écho provincial d'une plus importante (ou plus globale) période de centralisation politique, administrative et fiscale qui touchait l'État ottoman au cours du règne d'Abdülhamid II (1876-1909). La nécessité de centraliser les ressources et les revenus de l'Empire fut sans doute accentuée à cette époque par l'impact de la mise en place de l'Administration de la Dette publique ottomane<sup>125</sup> (fondée en 1881), qui représentait un enjeu majeur tant pour les intérêts européens que pour les finances de l'Empire. Ayant octroyé une partie de ses revenus à cette institution étrangère, le gouvernement ottoman et le sultan Abdülhamid cherchaient probablement à trouver de nouvelles sources de revenus pour tenter d'équilibrer le budget de l'État, qui comportait des dépenses majeures affectées notamment à la modernisation des infrastructures de l'Empire ou de l'armée. Au cours du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, l'administration centrale était par ailleurs de plus en plus soucieuse d'être

<sup>125</sup> Le bon fonctionnement et la rentabilité de cette administration financière (une forme de tutelle financière imposée à l'État ottoman) devait permettre de rembourser progressivement la dette ottomane suite à la banqueroute de 1875.

informée sur la situation dans les provinces, de contrôler les revenus du Trésor ottoman, et d'avoir plus de contrôle sur ses propres sujets. À la même époque, les intérêts politiques, économiques et financiers des Européens dans l'Empire ottoman étaient plus importants que jamais. Ces intérêts se reflétaient d'ailleurs par l'ingérence européenne dans les affaires politiques et les finances ottomanes, et ensuite, par des investissements massifs dans les infrastructures. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les Européens et leurs protégés disposaient dans l'empire d'une influence politique considérable et de privilèges économiques importants, liés en quelque sorte à la position politique et financière affaiblie de l'État ottoman. La correspondance consulaire belge d'Alep reflète la perspective ou la perception particulière que des protégés européens pouvaient avoir, dans ce contexte, et du point de vue d'une province ottomane en Syrie, sur la centralisation du gouvernement impérial.

Un aspect particulièrement intéressant de la correspondance étudiée est la réception par le consul belge (via la légation belge de Constantinople) de messages et de directives provenant des autorités impériales ottomanes. Plusieurs documents offrent d'ailleurs un point de vue intéressant sur les réactions dans la province d'Alep face à certaines mesures prises par la Sublime Porte (ou décrétées par le Sultan) auxquelles les ressortissants ou protégés européens (dans certains cas des sujets ottomans qui étaient devenus protégés européens) devaient se conformer. Plusieurs documents montrent que la centralisation ottomane s'effectuait à Alep par une foule de mesures et de règlements destinés par exemple à codifier les pratiques commerciales ou à réglementer la collecte de taxes et revenus destinés au Trésor impérial. En d'autres mots, ils reflètent une des façons par laquelle le gouvernement ottoman de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle cherchait à réaffirmer son autorité sur les provinces<sup>126</sup>. Les archives du consulat belge indiquent par exemple que l'État ottoman cherchait au cours des années 1860 à taxer plusieurs produits différents<sup>127</sup> et qu'il était

<sup>126</sup> Pour une analyse de la centralisation ottomane au XIX<sup>e</sup> siècle et au cours du règne d'Abdülhamid II, voir entre autres Carter V. Findley, *Bureaucratic Reform in the Ottoman Empire: The Sublime Porte, 1789-1922*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1980, 455 p. ; Selim Deringil, *The Well-Protected Domains: Ideology and the Legitimation of Power in the Ottoman Empire, 1876-1909*, Londres ; New York, I.B. Tauris, 1998, 260 p.

<sup>127</sup> Le gouvernement promulgua par exemple au cours des années 1860 des règlements sur l'importation de sel, de même que sur l'importation, l'exportation et la vente au détail de tabac. Il instaura également une taxe sur la fabrication des spiritueux. Voir FP 2001, p. 72-73 [12 février 1866, N<sup>o</sup> 3] ; FP 2001, p. 86 [12 mars 1869,



particulièrement préoccupé par le commerce de tabac dans l'Empire, comme en font foi plusieurs mesures visant à réglementer ce commerce ou à en empêcher la contrebande<sup>128</sup>. Cette préoccupation semble avoir perduré au moins jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, et ce, probablement sous la pression de la Régie des tabacs<sup>129</sup>, qui avait été instituée en 1883 pour gérer les revenus des tabacs et les affecter au paiement de la dette ottomane.

Une lettre adressée par Frédéric Poche au gouverneur Raïf Pacha en juillet 1896 indique toutefois que c'était le gouvernement local (plutôt que la Régie) qui cherchait alors à savoir si des ressortissants ou protégés belges faisaient le commerce du tabac<sup>130</sup>. Cette année-là, le gérant Albert Poche avait d'ailleurs dû répondre à des accusations de contrebande de tabac portées contre les kavas du consulat, Ahmed Mektabi et Hadji Hamdo Nanaa, qui étaient soupçonnés de tenir des boutiques vides servant à la vente de tabac de contrebande. Suite à la menace de fermeture des boutiques en question, le gérant s'était porté à la défense de ses deux protégés en affirmant au gouverneur Raïf Pacha que les locaux en question tenaient lieu d'« épicerie » (soit sans doute de petits magasins d'alimentation générale) :

---

N<sup>o</sup>. 2] ; FP 2001, p. 87 [12 avril 1869 N<sup>o</sup>. 3] ; FP 2001, p. 87 [22 avril 1869, N<sup>o</sup>. 4] ; FP 2001, p. 89 [2 juillet 1869, N<sup>o</sup>. 8].

<sup>128</sup> Le ministre de Belgique à Constantinople avait transmis au consul un exemplaire des instructions adressées à toutes les autorités douanières de l'Empire, relativement « au plombage des tabacs transportés par mer, d'un point de [l'Empire] à un autre » pour qu'il les communique « aux sujets belges faisant le commerce du tabac dans l'Empire ». Voir FP 2001, p. 91 [2 décembre 1869, N<sup>o</sup>. 11] ; FP 2001, p. 93 [2 février 1870, N<sup>o</sup>. 1].

<sup>129</sup> La Régie des tabacs était devenue au début du XX<sup>e</sup> siècle une entreprise énorme employant près de 9000 personnes, dont une partie constituait une sorte d'armée privée chargée de la répression de la contrebande des tabacs. Le personnel que la Régie engageait spécifiquement pour combattre la contrebande devint, à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de plus en plus important ; par exemple, le nombre d'agents de surveillance passa de 3600 (en 1887) à 6700 (en 1897). Donald Quataert, *Social Disintegration and Popular Resistance in the Ottoman Empire, 1881-1908: Reactions to European Economic Penetration*, New York, New York University Press, 1983, p. 21 ; François Georgeon, « Le dernier sursaut (1878-1908) », p. 538. Sur la production et la contrebande de tabac dans l'Empire ottoman après la création de la Régie, voir également V. Necla Geyikdağı, *Foreign Investment in the Ottoman Empire*, p. 127-130.

<sup>130</sup> Le consul répondit que l'office consulaire belge n'avait à exercer aucun contrôle sur le commerce de ses administrés, qu'il ignorait « qui parmi eux s'occupait de trafic de tabac », mais que la Régie pourrait éventuellement renseigner l'administration locale sur la délivrance de permis aux ressortissants du consulat belge. FP 2006, p. 106-107 [18 juillet 1896, N<sup>o</sup>. 52].

Sur les assurances de ces deux Cawas de ne pas s'occuper de cette branche de commerce interdit, et sur la constatation faite que ces boutiques sont des débits d'épicerie et non de tabac ; elles ne sauraient dès lors se compter dans la catégorie des passibles de la décision du Conseil administratif pour une prompte et définitive fermeture. Une telle mesure n'aurait par conséquent d'autre effet que de préjudicier aux intérêts de ces deux ressortissants de ce Consulat et d'être aussi en contravention avec le libre exercice d'un commerce légitime<sup>131</sup>.

Suite aux perquisitions effectuées en 1898 chez Ahmed Mektabi (qui était pour sa part accusé d'exercer un commerce illicite de tabac avec des parents et associés), le gérant avait même dû solliciter l'appui de la légation belge. Albert Poche affirma alors qu'il avait eu l'assurance du kavas qu'il ne s'agissait que d'une quantité de tabac qu'il avait lui-même achetée pour son propre usage, et qu'il considérait que la quantité trouvée lors des deux perquisitions faites régulièrement (avec l'assistance d'un délégué de la part du consulat belge), « ne pouvait nullement constituer un fond de commerce illicite »<sup>132</sup>. Même si la contrebande de tabac était sans doute largement répandue à cette époque en Syrie (et même jusqu'à l'arrivée au pouvoir des Jeunes Turcs après la révolution de 1908), la surveillance de la Régie des tabacs semble néanmoins avoir été relativement importante<sup>133</sup>. Par exemple, le consul Frédéric Poche produisit lui-même à quelques reprises une déclaration stipulant qu'il avait reçu de la direction de la Régie Cointéressée des Tabacs de l'Empire Ottoman à Alep quatre cent

---

<sup>131</sup> FP 2006, p. 108-109 [23 ? septembre 1896, N°. 53]

<sup>132</sup> Le gérant du consulat avait alors dénoncé l'exagération et les contradictions de la Régie d'Alep (la succursale locale de la Régie des tabacs) quant à la quantité de tabac trouvée chez le kavas. De plus, la perquisition qui avait été menée le 23 avril 1898, sans la présence d'un délégué du consulat, avait à son avis enfreint le protocole légal. Le gérant refusa donc, suite à ces accusations (qu'il jugeait non fondées), de renvoyer le kavas : « [...] d'autant plus que je sais parfaitement que si l'on devait perquisitionner toutes les maisons d'Alep on trouverait certainement des quantités plus grandes. La contrebande se faisant sur une large échelle, et chacun profitant du tabac qui lui est offert à de meilleures conditions que la Régie. », FP 2006, p. 34-37 [7 avril 1899, N°. 37].

<sup>133</sup> Noël Vernay et George Dambmann évaluaient au début du XX<sup>e</sup> siècle que la Régie ne réussissait à vendre qu'environ un cinquième du tabac consommé en Syrie et que l'établissement même de cette Régie avait fait naître une contrebande générale. Noël Vernay et George Dambmann, *Les puissances étrangères dans le Levant*, p. 182-184. Sur la production et la vente de tabac dans l'empire à cette époque, et sur la Régie des tabacs, voir également Charles Philip Issawi, *The Economic History of the Middle East, 1800-1914: A Book of Readings*, Chicago, University of Chicago Press, 1966, p. 60-64 ; Donald Quataert, *Social Disintegration and Popular Resistance*, p. 13-40.

cigares « en franchise privilégiée » sur la quantité qui lui revenait pour une période d'un an<sup>134</sup>.

Par ailleurs, d'autres mesures prises par le gouvernement impérial concernaient plus directement certains secteurs de produits manufacturiers ou industriels européens et étaient donc relayées au consulat d'Alep, qui devait alors informer les ressortissants belges (les protégés) de sa circonscription. Il s'agissait par exemple, selon certaines dépêches transmises par la légation belge en 1862 et 1870, de décrets du sultan contre la vente d'armes ou de poudre à canon<sup>135</sup>, qui étaient sans doute susceptibles d'intéresser les industriels et commerçants belges. De plus, d'autres mesures concernant l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles de l'Empire, des taxes sur l'exportation de certains produits agricoles de la province d'Alep ou sur l'importation de certains produits manufacturés en Europe, étaient aussi régulièrement annoncées aux consuls par la voie de circulaires généralement adressées par le ministre belge de Constantinople, ou par la Direction des Affaires extérieures de la province d'Alep. Certains documents annoncent par exemple l'établissement d'une taxe de 20 % sur le bois de construction<sup>136</sup> taillé dans les fonds de l'État (1866), l'exemption de droits de douane sur les importations dans les provinces de l'empire, de blés et de farines<sup>137</sup> destinés à « la consommation du pays » (1866), ou encore l'interdiction d'exportation de chevaux arabes<sup>138</sup> de la province d'Alep pour une période de sept ans (1873).

---

<sup>134</sup> Pour un exemple de cette déclaration, pour la période du 1<sup>er</sup> mars 1896 à la fin février 1897, voir FP 2006, p. 102 [2 juillet 1896].

<sup>135</sup> Une dépêche transmise le 24 mars 1862 mentionne « la prohibition [dont] vient d'être frappé l'importation de la poudre des canons de toutes les espèces d'armes de guerre et de munitions suivant un décret de sa Majesté Impériale le Sultan et conformément aux stipulations du traité de commerce conclu le 10 octobre 1861 entre la Belgique et la Sublime Porte... ». FP 2001, p. 52 [25 avril 1862, N<sup>o</sup> 3]. Une autre dépêche annonce la décision du gouvernement impérial ottoman de prohiber à partir du 1<sup>er</sup> mai 1870 la fabrication, l'achat et la vente du « salpêtre » (une poudre de guerre qui était fabriquée autrefois avec du salpêtre, du soufre et du charbon de bois, et qui était généralement un monopole d'État) dans tout l'empire, sous peine de confiscation. FP 2001, p. 94 [26 avril 1870, N<sup>o</sup> 3].

<sup>136</sup> FP 2002 [7 mai 1866]

<sup>137</sup> FP 2002 [11 avril 1866]

<sup>138</sup> FP 2001, p. 148-149 [16 mai 1873, N<sup>o</sup> 10]



D'autres exemples de ces mesures sont offerts dans une série de décisions émises par la Sublime Porte et relayées par plusieurs dépêches adressées par la légation belge de Constantinople au consulat d'Alep entre janvier 1867 et mars 1868. Elles visaient notamment à informer les ressortissants de cette circonscription des amendes encourues pour l'importation clandestine de sel ou de tabac, qui serait, le cas échéant, saisi et confisqué au profit de l'État<sup>139</sup>. Le ministre belge à Constantinople adressa aussi en mai 1866 plusieurs dépêches au consulat d'Alep pour lui faire part de récentes mesures prises par le gouvernement ottoman pour réglementer certaines occupations ou activités économiques sur l'ensemble du territoire ottoman. Il s'agissait d'abord d'un règlement pour les étrangers établis dans l'Empire ottoman et exerçant la profession de « fabricants de spiritueux », d'un règlement concernant « les imprimeries en Turquie » (dans l'Empire ottoman), de précisions sur les tarifs douaniers pour les exportations de tabac, et enfin des amendes imposées par la Sublime Porte pour les infractions à un règlement sur « la vente en pleine rue par verre et par mesure, par des marchands ambulants de différentes nationalités, des liqueurs [et] de toutes sortes de boissons »<sup>140</sup>.

D'autres documents semblent aussi démontrer qu'une multitude de nouveaux règlements et de nouvelles taxes étaient entrés en vigueur depuis (au moins) les années 1860, et mettent en évidence un effort de centralisation fiscale et administrative de l'État ottoman. Par exemple, en juillet 1864, George Forgeur, le chargé d'affaires de la légation belge de Constantinople, avait adressé au consulat d'Alep un exemplaire du nouveau règlement sur le timbre dans l'Empire ottoman<sup>141</sup>. Une autre circulaire adressée en 1874 par le ministre de Belgique à Constantinople, semble toutefois indiquer que ce règlement fut plus tard amendé

---

<sup>139</sup> Sur l'importation de sel, voir FP 2001, p. 77 [21 février 1867, N° 1]. Sur l'importation de tabac, voir FP 2001, p. 77-78 [12 avril 1867, N° 2]. Pour les amendes pécuniaires pour la contrebande de sel et de tabac, voir FP 2001, p. 81 [31 janvier 1868, N° 1] ; FP 2001, p. 82 [2 avril 1868, N° 2].

<sup>140</sup> FP 2002 [12 juin 1866, N° 4] ; FP 2002 [12 juin 1866, N° 5] ; FP 2002 [12 juin 1866, N° 6] ; FP 2002 [12 juin 1866, N° 7].

<sup>141</sup> Il s'agissait sans doute d'un droit perçu au profit de l'État sur certains documents officiels. FP 2001, p. 64 [13 septembre 1864, N° 5].



ou actualisé<sup>142</sup>. Ces documents laissent penser que la centralisation politique et fiscale qu'exerçait le gouvernement impérial depuis les années 1860 s'est même amplifiée au cours des 1880, peut-être en partie à cause de l'impact et du contrôle croissant exercés par l'Administration de la Dette publique ottomane sur les finances et le Trésor ottomans. Frédéric Poche mentionne par exemple dans une lettre adressée en 1887 au chargé d'affaires belge à Constantinople, que la Direction de la Dette publique ottomane, faisait circuler depuis quelque temps des agents secrets qui arrêtaient les gens « sans distinction de nationalité et les [fouillaient] pour chercher sur eux des effets non timbrés »<sup>143</sup>. Il était déplorable selon le consul, que cette pratique abusive, bien que condamnée par une décision du Conseil d'État, puisse néanmoins trouver « un complaisant et efficace appui » auprès du gouverneur et du Conseil administratif (*meclis-i idare*). Quelques mois plus tard, le consul adressa une lettre au ministre belge à Constantinople pour le remercier de l'attention portée à sa plainte et pour avoir bien voulu « faire des démarches auprès de la Sublime Porte à l'effet de modifier certains articles de la Loi sur le timbre, pour ainsi fermer la porte aux abus auxquels se livrent si facilement les autorités Turques [ottomanes], surtout quand il s'agit de sévir contre un sujet de nationalité étrangère »<sup>144</sup>. Ainsi, la plainte adressée par le consul au chargé d'affaires belge, et qui portait sur les pratiques des officiers de la Dette publique ottomane, avait donc porté fruit, ce qui laisse croire d'abord qu'une plainte officielle portée par un consul honoraire dans une province de l'empire pouvait trouver un écho auprès des diplomates belges, et ensuite, que l'influence du ministre belge auprès de la Sublime Porte (et plus particulièrement de certains vizirs ou du grand vizir lui-même), ou voire même du sultan, était non-négligeable.

---

<sup>142</sup> La circulaire adressée en avril 1874 fait part d'un règlement émané de la Sublime Porte « établissant l'impôt du timbre sur les actes, papiers et documents destinés à être produits en justice, de même que sur les journaux, effets de commerce, etc. ». FP 2001, p. 165-166 [21 mai 1874, N° 16].

<sup>143</sup> Le consul Poche considérait cette pratique comme une grave atteinte portée à la liberté individuelle, entrant en contravention avec les principes les plus élémentaires de droit, et même avec les dispositions de la loi du timbre. La condamnation des ces pratiques fut confirmée par une décision vizirienne ordonnant que les agents qui se rendraient coupables de tels abus « soient punis d'après les rigueurs de la loi ». FP 2003, p. 57-59 [12 mai 1887, N° 8].

<sup>144</sup> FP 2003, p. 72-76 [26 août 1887, N° 10]

### 3.7 Conclusion

Après avoir retracé les origines des Picciotto et des Poche, les raisons ayant mené à leur émigration puis à leur établissement permanent en Syrie, où ils créèrent des liens importants au sein d'un groupe culturel distinct – la société des khans –, ce chapitre a permis de mettre en perspective les intérêts de ces deux familles levantines pour l'obtention de postes de consuls honoraires à Alep et leur désir de conserver un statut privilégié au sein de la société ottomane. Il a également permis de mettre en lumière la relation à double sens qui existait entre le gouvernement belge et les consuls honoraires de la province ottomane d'Alep, en faisant d'abord une description du travail effectué par le consul pour favoriser les intérêts commerciaux, économiques ou financiers des Belges en Syrie et, d'autre part, en cherchant à clarifier en quoi consistait la protection belge offerte par ce même gouvernement et ses diplomates au consul et à son réseau de « protégés » belges, et comment elle permettait à ces individus de défendre leurs propres intérêts personnels devant les autorités et les tribunaux locaux.

Pour le gouvernement belge, la présence d'un consulat à Alep avait d'abord pour objectif principal de développer les relations commerciales entre la Belgique et la Syrie, et de favoriser à moyen terme les intérêts commerciaux et industriels des Belges dans la région. La médiation faite par Hillel de Picciotto, mais aussi (et surtout) par les frères Poche, était probablement indispensable aux Belges pour pénétrer le marché d'Alep, et il semble que les consuls eux-mêmes en étaient tout à fait conscients et qu'ils cherchaient à rentabiliser le travail et le temps qu'ils investissaient au service de la Belgique. Le travail concret effectué par les consuls Picciotto et Poche dans le fonctionnement réglementaire de l'office consulaire d'Alep était en fait ponctué de plusieurs opérations de routine. Le consul devait notamment rendre des comptes à date plus ou moins fixe (au début ou à la fin de l'année) par des rapports annuels du commerce de « la place d'Alep », en plus de rédiger d'autres rapports de nature économique ou politique (de longueur variable) et de remettre plusieurs autres documents ou formulaires de format standardisé (des certificats d'acte d'État civil ou de publication de mariage, des notes de frais consulaires) qui témoignent tous également du fonctionnement du consulat, ainsi que de l'accroissement ou du recul de l'étendue de la

présence belge dans cette province ottomane<sup>145</sup>. Les rapports commerciaux et politiques devaient ainsi permettre aux Belges d'avoir un aperçu du marché que représentait Alep, la métropole commerciale de la Syrie septentrionale, et de façon plus générale, du potentiel économique de la province et de ses alentours. Les consuls Picciotto et Poche réussissaient à fournir au gouvernement belge – sans doute en partie grâce à certains de leurs agents qui étaient eux-mêmes directement impliqués dans le commerce régional – des statistiques économiques et commerciales variées sur la production agricole d'Alep, sur le mouvement commercial et maritime de l'échelle d'Alexandrette, le port d'Alep, de même que sur les marchandises européennes que l'on retrouvait dans la ville elle-même<sup>146</sup>.

La médiation des consuls se concentrait aussi, et surtout dans le cas de Frédéric Poche, sur la transmission à des individus ou des entreprises belges de certaines informations de nature économique plus spécifiques, et concernaient par exemple la solvabilité ou la fiabilité de certains individus avec lesquels ces Belges pourraient être amenés à établir des relations commerciales sur la place d'Alep. Cette médiation commerciale nécessitait sans doute elle aussi l'apport de plusieurs relations économiques des Poche, des agents qui travaillaient pour eux, ou avec qui ils échangeaient des services, et qui étaient directement impliqués dans le commerce tant à Alep que dans d'autres petites villes ou villages de la province. Les consuls jouaient ainsi un rôle d'informateur sur le contexte économique général, sur les occasions d'affaires dans la région, ainsi que sur le potentiel du marché local par rapport à l'industrie belge, tout en tenant leurs supérieurs informés sur le fonctionnement et l'approvisionnement du marché à l'échelle régionale, ou même sur les pratiques commerciales locales, notamment les coutumes en matière de crédit, en portant une attention particulière à la solvabilité de certaines maisons commerciales ou d'individus qui pouvaient peut-être eux aussi servir d'intermédiaires aux Belges sur la place d'Alep<sup>147</sup>.

---

<sup>145</sup> FP 2001, p. 156-157 [31 décembre 1873, N° 19]

<sup>146</sup> FP 2001, p. 162 [12 février 1874, N° 22]

<sup>147</sup> Plusieurs rapports adressés aux officiels belges témoignent du souci d'associer les industriels belges à des maisons de commerce alépiennes dont la réputation et la solvabilité étaient reconnues, comme celle dirigée par M. Georges Abdeni. FP 2006, p. 259-260 [17 novembre 1903, N° 16/7 B60]. En d'autres occasions, le consul Poche adressa directement à certains industriels belges (par ex. les Usines Peeters-Lacroix de Hareu-lez-Bruxelles) les renseignements économiques particuliers qui lui avaient été demandés. FP 2009, p. 54 [29 juillet 1910, N° 51/12].

Alors que l'établissement d'un consulat à Alep devait, entre autres, permettre aux Belges de faire la prospection de nouveaux marchés économiques, il semble qu'il ait aussi eu pour effet indirect de favoriser les intérêts de leurs principaux interlocuteurs en Syrie, les consuls Picciotto et Poche, issus de deux familles commerçantes prospères. Grâce aux relations politiques qu'ils avaient établi à la fois dans les réseaux politiques et diplomatiques belges et ottomans, ces consuls ont réussi à profiter de leur statut de représentant officiel pour favoriser leurs propres intérêts économiques, commerciaux et légaux, en défendant de façon continue leurs propres prérogatives, de même que celles des employés du consulat, à titre de protégés belges, face à ce qu'ils ressentaient parfois comme un empiètement croissant du gouvernement ottoman sur leurs droits. Au bout du compte, une charge de consul honoraire était sans doute très profitable pour ces familles marchandes qui disposaient ainsi d'une tribune et de relations officielles pour exprimer leurs idées, et les Picciotto et les Poche envisageaient sans doute leur charge de consul comme un atout essentiel pour la protection de leurs intérêts économiques et commerciaux et la consolidation de leurs propriétés agricoles dans l'arrière-pays d'Alep. Toutefois, d'autres recherches restent à faire pour mieux comprendre le développement des intérêts agricoles et fonciers des Poche dans la région au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Cette section a par ailleurs permis de comprendre de quelle façon, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les consuls belges de la province d'Alep ont pu jouer, parallèlement à leurs fonctions de représentant officiel de la Belgique en Syrie (et donc d'informateur et de médiateur pour la métropole), un rôle de médiateurs au sein même de leurs propres réseaux de clientèles locales, composées à la fois de relations personnelles (leurs liens familiaux et matrimoniaux), économiques (leurs protégés et leurs paysans) et politiques (leurs relations privilégiées avec quelques officiels ottomans). Ainsi, d'un côté ils faisaient la promotion des intérêts économiques, commerciaux et politiques des Belges, et de l'autre, ils utilisaient leur titre et leurs fonctions de consul pour la défense des intérêts d'un réseau de personnes qui, à l'intérieur même de la société ottomane d'Alep, étaient associées de près ou de loin au consulat. Ces consuls ont pu ainsi se constituer des réseaux d'information, d'influence et de protection légale au sein de la société alépine et chercher à faire valoir leurs droits jusque dans la capitale ottomane, via la légation belge. Les fonctions officielles dont les consuls



étaient investis offraient l'occasion à ces individus et aux maisons commerciales relativement prospères auxquelles ils étaient associés (des entreprises familiales qui étaient elles-mêmes à la base, pour une bonne part, du prestige social des Picciotto et des Poche, avant même qu'ils n'accèdent à des charges consulaires) d'établir de nouveaux liens politiques ou économiques et de nouer des relations d'affaires ailleurs dans l'Empire et jusqu'en Europe. Enfin, plusieurs documents présentés dans la dernière partie du chapitre montrent, par l'entremise de la correspondance et des requêtes rédigées par les consuls belges, les répercussions locales des réformes mises en œuvre par le gouvernement impérial de Constantinople dans la province ottomane d'Alep dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le prochain chapitre permettra, quant à lui, de mettre en valeur le point de vue régional privilégié de ces individus sur certains événements politiques et bouleversements sociaux sans précédent qui se sont déroulés au cours de la période 1855-1914, de même que sur l'administration ottomane locale, durant une époque marquée, entre autres, par la poursuite et la mise en œuvre de nombreuses réformes et par la centralisation mise de l'avant au cours du règne du sultan Abdülhamid II (1876-1909).

## CHAPITRE IV

### L'ADMINISTRATION DE LA PROVINCE D'ALEP ET LA SITUATION POLITIQUE EN SYRIE SEPTENTRIONALE ET EN ANATOLIE ORIENTALE À LA FIN DE LA PÉRIODE OTTOMANE (1869 – 1909)

#### 4.1 Introduction

Les rapports des consuls européens en poste au Levant ont souvent été utilisés dans le passé pour écrire l'histoire économique et politique de l'Empire ottoman. Ils se révélaient être, notamment avant l'ouverture des archives centrales ottomanes au public, un matériau fait sur mesure pour les chercheurs et historiens occidentaux désireux de comprendre l'influence occidentale sur la société ottomane des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles et la dépendance croissante de l'État ottoman envers l'Europe.

Bien qu'elles s'apparentent, par leur forme et leur contenu, aux sources consulaires britanniques ou françaises utilisées couramment par les chercheurs en histoire ottomane, les archives locales à la base de la présente étude offrent un point de vue différent sur plusieurs bouleversements sociopolitiques en Syrie septentrionale et en Anatolie orientale au cours des dernières décennies de l'époque ottomane. La correspondance du fonds Poche permet d'en apprendre davantage sur les réactions locales à des événements politiques majeurs qui ont touché ces régions, voire même l'ensemble de l'Empire, entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle. Les archives privées d'une famille de l'élite commerciale d'Alep de cette époque offrent une perspective singulière, celle d'individus à mi-chemin entre un mode de vie européen et un monde ottoman et alépin auquel ils étaient de plus en plus intégrés. Les témoignages laissés par les consuls belges d'Alep sur les événements politiques et l'administration locale peuvent ainsi apporter un éclairage nouveau sur l'histoire de la Syrie du Nord à la fin de la période ottomane. Les lettres et rapports dépouillés offrent par

exemple le point de vue d'une famille de l'élite commerciale et de propriétaires terriens sur l'administration fiscale de la province, sur la sécurité publique à l'époque de la montée en puissance du chef Hamidiye İbrahim Pacha Millî, sur l'agitation politique parmi certaines communautés arméniennes dans les années 1890, ou encore sur les massacres d'Arméniens des années 1894-1896. Enfin, d'autres documents livrent les impressions des frères Poche sur la révolution jeune-turque de 1908, l'arrivée au pouvoir du Comité union et progrès (CUP) à Alep, ainsi que sur les événements contre-révolutionnaires d'avril 1909 et les massacres qui les ont suivis.

#### 4.2 L'administration ottomane locale du point de vue d'un consul honoraire belge

Les rapports, pétitions et requêtes des consuls contiennent de nombreuses observations sur le contexte politique de la Syrie septentrionale, de l'Anatolie orientale, voire même au-delà, à la fin de l'époque ottomane. Les sources utilisées dans cette partie de l'étude reflètent bien sûr les opinions et les intérêts économiques personnels des consuls, de même que certaines de leurs principales préoccupations, telles que la stabilité politique, le bien public général et le développement économique potentiel de la région d'Alep. À travers des prises de position qui paraissent marquées par un profond intérêt pour l'ordre public, la correspondance des consuls Picciotto et Poche peut finalement contribuer à mettre en lumière l'impact de plusieurs transformations politiques importantes liées à la période des réformes ottomanes (*Tanzimat*, 1839-1876) et au règne d'Abdülhamid II (1876-1909), telles que la création des municipalités ottomanes ou la formation de régiments d'auxiliaires tribaux (*Hamidiye*) en Anatolie orientale.

Les archives belges d'Alep évoquent également la « reconquête intérieure » des provinces périphériques et des populations marginales entreprise par le gouvernement ottoman à partir des années 1850-1860 (suite aux importantes pertes territoriales subies par l'empire au cours du XIX<sup>e</sup> siècle), et qui touchait essentiellement l'Anatolie et les provinces arabes<sup>1</sup>. Cette philosophie politique se reflétait notamment par un contrôle plus soutenu de plusieurs aspects de la vie des provinces, par la centralisation des revenus provinciaux vers la

<sup>1</sup> François Georgeon, *Abdülhamid II*, p. 263.

capitale impériale, ainsi que par le recrutement de nouveaux soldats, en Syrie comme ailleurs dans les provinces asiatiques de l'Empire. D'un point de vue local, il semble qu'à Alep, la centralisation ottomane de cette époque ait été plus particulièrement perceptible par la conscription militaire ou la sédentarisation d'immigrants circassiens (qui avaient fui le Caucase, suite à son invasion par l'armée russe). Les archives du consulat belge reflètent ainsi l'importance de la province d'Alep dans une politique impériale marquée par un vaste projet de centralisation et un repli sur les provinces asiatiques, à une époque où l'Empire ottoman se trouvait confronté à une perte de souveraineté sur d'autres parties de son territoire.

#### 4.2.1 Critique de l'administration financière et fiscale de la province d'Alep

Une partie de la correspondance consulaire, notamment plusieurs lettres adressées à la légation belge de Constantinople, évoque le contexte politique d'Alep entre les décennies 1880 et 1910. Albert et Frédéric Poche y expriment quelques critiques sur l'administration ottomane locale, sur la gestion des affaires courantes, ou parfois même, plus spécifiquement sur la réaction des officiels ottomans à diverses crises (économiques, sociales, sanitaires, etc.) touchant la province d'Alep. Par exemple, en 1887, peu après sa nomination à titre de consul, Frédéric Poche adressa un rapport au ministre plénipotentiaire de Belgique, Émile de Borchgrave, dans lequel il faisait un portrait peu flatteur du gouverneur Osman Pacha, qui venait de prendre les rênes de l'administration de la province d'Alep, disant qu'il « ne [justifiait] point la réputation d'homme sévère, résolu et actif qui l'avait précédé, [en laissant] traîner les affaires dans le plus triste état ». Le consul belge déplorait plus particulièrement le climat de corruption générale qui régnait au cours du mandat de ce gouverneur.

Les eaux du Kouèk [Quwayq], la petite rivière d'Alep, ont presque disparu au grand détriment des jardins de cette ville, détournées par des cultivateurs qui, dit-on, l'ont achetée. La présidence de la Municipalité confiée à des mains mercenaires fait de cette administration une (veuillez me passer le mot) boutique<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> FP 2003, p. 77-79 [26 août 1887, N°. 11]



Cette lettre adressée au ministre de Belgique à Constantinople traduit sans doute le mécontentement qu'éprouvait le consul de voir grandir l'influence des familles notables locales auprès des autorités ottomanes centrales<sup>3</sup>. Tout en menant une politique de centralisation, le sultan Abdülhamid II continuait en effet à cette époque à encourager le processus, amorcé à l'époque des Tanzimat, d'intégration des élites locales dans l'administration provinciale<sup>4</sup>. Plusieurs documents des archives consulaires belges à Alep semblent d'ailleurs refléter le *modus vivendi* qui se développait de plus en plus au cours du règne d'Abdülhamid II entre les notables de Syrie et le sultan. Il semble que les liens étroits qu'entretenaient les familles notables d'Alep et de Damas avec le palais impérial de Yıldız aient ainsi favorisé la stabilité dans l'attribution des charges de l'administration provinciale. La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle semble également avoir marqué, dans les provinces syriennes, et notamment à Alep, le rétablissement d'un pouvoir central fort sur les gouverneurs provinciaux, par des rotations fréquentes, visant à contrecarrer le développement de l'autonomie provinciale. Durant le règne d'Abdülhamid II, les gouverneurs des provinces étaient même souvent nommés directement par le sultan, sans que le ministère de l'Intérieur soit consulté. Les gouverneurs qui demeuraient longtemps en poste dans leur province le devaient donc apparemment plus à la faveur impériale qu'à l'application d'une règle précise<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Sur la pénétration des institutions ottomanes locales par les familles notables de Syrie durant le règne d'Abdülhamid II, voir Ruth Roded, « Social Patterns among the Urban Elite of Syria during the Late Ottoman Period, 1876-1918 », dans *Palestine in the Late Ottoman Period: Political, Social, and Economic Transformation*, sous la dir. de David Kushner, Jérusalem ; Leyde, Yad Izhak Ben-Zvi ; E.J. Brill, 1986, p. 146-171. Sur l'élite urbaine d'Alep, voir notamment Margaret L. Meriwether, *The Kin Who Count: Family and Society in Ottoman Aleppo, 1770-1840*, Austin (Texas), University of Texas Press, 1999, 278 p.

<sup>4</sup> François Georgeon, *Abdülhamid II*, p. 175-179.

<sup>5</sup> Peter Sluglett a noté que plus de trente gouverneurs ont eu la charge de la province d'Alep durant la période 1850-1895, dont plusieurs qui ont occupé le poste durant moins d'un an. Peter Sluglett, « Municipalities in Late Ottoman Empire », dans *Syria and Bilad al-Sham under Ottoman Rule: Essays in Honour of Abdul Karim Rafeq*, sous la dir. de Peter Sluglett et Stefan Weber, Leyde ; Boston, Brill, 2010, p. 536. Il s'agit là d'un important contraste avec le contexte politique de la Syrie au XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que des membres de la famille 'Azm, principalement établie à Damas, avaient occupé le poste de gouverneur de cette province de façon quasi ininterrompue entre 1720 et 1800. Jane Hathaway, *The Arab Lands under Ottoman Rule*, p. 87-90. On peut toutefois noter quelques exceptions à cette tendance de courts mandats des gouverneurs d'Alep dans les deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la durée des charges occupées par Jamil Husayn Pacha (1879-1886), Arif Pacha (1888-1892) et Ra'if Pacha (1895-1900). Ruth Michal Roded, *Tradition and Change in Syria During the Last Decades of Ottoman Rule: the Urban Elite of Damascus, Aleppo, Homs and Hama, 1876-1918*, Thèse de Ph.D. (The Faculty of the Graduate School of International Studies), University of Denver, 1984, p. 259-260.

En novembre 1887, Frédéric Poche affirmait n'avoir rien de saillant à communiquer sur la situation de la province d'Alep, qui jouissait semble-t-il d'un calme relatif depuis l'arrivée et la prise en main du gouvernement local par Hassan Pacha, qui était pour sa part précédé d'une réputation « d'intégrité absolue ». La nomination de ce nouveau gouverneur, en remplacement d'Osman Pacha, « dont la cupidité sans bornes », disait le consul, « [n'avait] pas d'exemple dans les annales de la convoitise et de la vénalité », lui paraissait donc être de bon augure<sup>6</sup>. En 1892, Frédéric Poche semblait toutefois très préoccupé par l'état d'insécurité de la province, qui avait selon lui atteint un point culminant depuis l'arrivée (en 1888) du gouverneur Arif Pacha<sup>7</sup>. Il faisait un portrait plutôt sombre de la région d'Alep, en proie aux « assassinats journaliers », tant en ville qu'à l'extérieur, et dénonçait la corruption entourant le corps policier et le système de justice local.

[...] Le Vilayet d'Alep ne s'est jamais trouvé dans une situation aussi déplorable, de quel côté que l'on se retourne, il n'y a que désolation. L'indolence, l'incapacité et la vénalité du Valy n'ont pas de borne et sont la cause de tant de malheurs. Les routes sont infestées de voleurs et de brigands. Les tribus pillardes des arabes sont mutinées. [...] les agents de police pour rester en place fournissent, dit-on, un tant journalier au Valy de sorte qu'au lieu d'assurer la sécurité des citoyens, maintenir le bon ordre et la tranquillité, ils s'endorment sur leur devoir et de concert avec les tribunaux correctionnels et criminels deviennent la bonne mère des malfaiteurs et leurs protecteurs<sup>8</sup>.

Ce genre de rapport (dans ce cas-ci adressé à la légation belge à Constantinople), dans lequel on retrouve une esquisse de la situation politique de la région, visait sans doute, en partie, à donner un aperçu des dangers auxquels pouvaient être exposés les intérêts commerciaux ou industriels engagés par des firmes ou des ressortissants belges (voire par des « protégés »

<sup>6</sup> L'opinion tranchée du consul sur le gouverneur sortant était entre autres basée sur le fait qu'Osman Pacha était accusé d'être en possession de « 8/10 milles [8 à 10 milles] livres turques » acquises en vendant des charges et en menaçant de destitution des employés. De ce montant, il avait apparemment dû en rendre près de deux milles, qui étaient probablement des sommes qui lui avaient été données comme pots-de-vin et qui étaient restées infructueuses suite à sa destitution. Son successeur Hassan Pacha, resta vraisemblablement en poste moins d'un an. FP 2003, p. 97-99 [18 novembre 1887, N° 12].

<sup>7</sup> Arif Pacha fut titulaire du poste d'Alep entre 1888 et 1892. La route entre Alexandrette et Alep fut durant cette période le théâtre de scènes de vols à main armée et d'assassinats. Le 22 avril 1892, le vice-consul de France à Diyarbakır, M. Guillois, qui venait d'Alexandrette avec sa famille, avait été attaqué à une distance de huit heures d'Alep. Un de ses enfants avait été pris en otage lors de l'attaque, mais fut ultérieurement libéré et retourné à ses parents. FP 2004, p. 172-173 [29 avril 1892, N° 4].

<sup>8</sup> FP 2004, p. 171-172 [29 avril 1892, N° 4]



belges, tels que le consul et les autres employés du consulat) dans cette province ottomane. Par exemple, le consul mentionnait que la circulation des marchandises et du numéraire étaient menacés à tout moment de pillage, et que cela entraînait une stagnation dans les transactions commerciales. Il signalait d'ailleurs qu'en raison du manque de sécurité, les marchands « des villes de l'intérieur » (sans doute celles au nord de la Syrie, au sud-est de l'Anatolie et à l'est d'Alep, vers la Mésopotamie) et les colporteurs n'osaient plus désormais se déplacer qu'en formant de grosses caravanes, et que même celles-ci, n'étaient jamais certaines d'arriver sans encombre à leur destination<sup>9</sup>.

Plusieurs documents du consulat belge évoquent par ailleurs la situation financière et administrative difficile à laquelle était confronté le gouvernement de la province d'Alep au début du XX<sup>e</sup> siècle. La centralisation fiscale exercée par le gouvernement impérial semblait alors entraîner d'importants transferts d'argent vers le Trésor ottoman de Constantinople. En mai 1905, Frédéric Poche écrivait d'ailleurs au ministre belge que la perception des impôts était devenue « l'unique occupation et préoccupation de l'autorité locale ». Il indiquait que depuis le début de l'année, soixante mille livres turques avaient été expédiées à Constantinople, et que ces sommes provenaient essentiellement des « encaissements » faits dans la province, desquels avaient été soustraites les sommes nécessaires pour « l'entretien alimentaire de la garnison » et une partie de la rémunération des officiers civils et militaires<sup>10</sup>. Le rapport qu'il adressa à la légation belge en septembre 1905, et qui porte sur la situation politique d'Alep, exprime une sévère critique de l'administration financière de la province et de la concussion qui existait, selon lui, entre les autorités locales et les notables musulmans, concessionnaires des impôts.

---

<sup>9</sup> FP 2004, p. 171 [29 avril 1892, N<sup>o</sup>. 4]. La question de la sécurité publique dans la province d'Alep sera abordée plus en détails dans une section ultérieure consacrée à l'administration judiciaire de la province d'Alep.

<sup>10</sup> De l'avis du consul, ce lourd prélèvement ne pouvait que compliquer une situation économique déjà stagnante : « Ce drainage d'argent succédant à deux années de mauvaise récolte et de stagnation dans les affaires ; à la récente décimation des moutons par le froid, [et] à celle des bœufs par la peste bovine, font de ce vilayet, livré à l'anarchie, un triste tableau. » La situation économique empirée par les exactions du gouvernement provoqua apparemment une grande émigration vers l'Égypte, d'où les émigrants faisaient « une propagande active en faveur du gouvernement anglais ». FP 2007, p. 37-38 [24 mai 1905, N<sup>o</sup>. 37/3 B44].

La situation financière est toujours la même. La gestion intérimaire de Békir Pacha n'a porté aucune modification dans le système violent de la perception des impôts – qui vont être aggravés par celui de capitation nouvellement édicté sous la dénomination de « Iané Chahssié » (Assistance personnelle) frappant chaque individu d'une redevance annuelle de 35, 200 & 400 piastres. [...] L'affermage des dîmes s'est effectué cette fois d'une manière encore plus lamentable que d'habitude. Les grands propriétaires ruraux, musulmans, notables du pays qui forment la ligue séculaire de captation des dîmes sont les seuls qui en profitent au détriment du fisc, frustré annuellement de soixante à cent mille livres turques, grâce à la vénalité et à la couardise des gouvernants qui abandonnent aussi les malheureux paysans à l'insatiable rapacité des concessionnaires qui les dépouillent fouet à la main<sup>11</sup> !

L'année suivante, le consul belge se disait persuadé que l'état lamentable de la situation économique du pays ne pouvait être grandement amélioré par l'administration provinciale en place sans d'abord procéder à un « remaniement radical ». Il voyait cependant d'un bon œil que le gouverneur Nazım Pacha – ancien secrétaire en chef (*mektupçu*) et expert des affaires administratives de la province – ait en partie réussi à écarter la « pernicieuse captation des dîmes » par les notables musulmans de la ville d'Alep<sup>12</sup>. Au moment où Nazım Pacha avait pris les rênes du gouvernement, la province d'Alep se trouvait semble-t-il dans un profond état de désorganisation et faisait face à une situation financière déplorable, un héritage laissé, selon le consul Poche, par l'administration du gouverneur précédent, Kâzım Bey :

Cette situation se résume en : anarchie, finances délabrées présentant comme recouvrables des arriérés illusoires d'un million deux cent mille livres turques ; leurre provoquant des demandes véhémentes de remise de fonds par la capitale qui exige le rappel à la vie d'un cadastre, demande disproportionnée avec les ressources de la province adressée sous forme comminatoire, [et] enfin, manque de sécurité sur les grandes routes<sup>13</sup>.

Le consul insistait donc dans ce rapport sur le fait qu'à cette époque, les finances de la province étaient, selon lui, minées à la fois par des demandes de transfert excessives du

<sup>11</sup> FP 2007, p. 49-50 [4 septembre 1905, N°. 61/6 B79]. La mise en vigueur du nouvel impôt *iane-i şahsiye* (consistant en une « donation » ou contribution personnelle) fut cependant ajournée peu de temps après. Une commission spéciale avait déclaré qu'il était préférable d'abaisser le seuil minimal de cette taxe à dix piastres et d'en réduire le seuil maximal à cent piastres en raison de la dépression économique.

<sup>12</sup> Frédéric Poche se basait en partie sur le fait que l'adjudication de l'année en cours avait produit un excédent d'environ 40 000 livres turques par rapport à l'adjudication de l'année précédente. FP 2007, p. 82 [13 août 1906, N°. 75/5 B 75]

<sup>13</sup> FP 2007, p. 94, 96 [23 août 1907, N°. 56/2 B86]



gouvernement central, et par la quasi-impuissance du gouverneur local face à l'accaparement des revenus des dîmes par les notables musulmans (et la « ligue » formée par les fermiers des impôts) qui contrôlaient à leur guise le processus de l'affermage. Selon Frédéric Poche, la collusion qui régnait dans ce domaine privait ainsi le fisc ottoman de revenus potentiels importants.

Les notables du pays d'accord entre eux & la plupart membres du Conseil Administratif prennent leurs ébats traditionnels & se font adjuger au prix de cent ce qui vaut 4 & 5 mille. Contre ces accaparements séculaires qui se chiffrent annuellement par 50 & 80 mille livres turques soustraites au fisc & formant la base de la richesse des notables musulmans de cette province, le Valy est impuissant, ses efforts isolés ne pouvant avoir raison de la ligue des fermiers avec les agents du fisc des Moutessarifs, des Caïmacams & des Conseils Administratifs du Vilayet pour empêcher cette rafle systématique. Le zèle des administrateurs de la dîme s'exerce sur les paysans propriétaires & sur quelques européens possesseurs de fermes auxquels ils font payer des dîmes au-delà [...] de ce qui est réellement dû<sup>14</sup>.

En dénonçant les abus des percepteurs des dîmes sur les « européens possesseurs de fermes », le consul Poche faisait sans doute référence avant tout à sa propre expérience de propriétaire terrien dans l'arrière-pays d'Alep, insistant fortement sur l'enjeu important que représentait pour lui le monopole des familles de notables musulmans de la province sur l'affermage des impôts, de même que les prétendues exactions exercées par les collecteurs d'impôts. Dans ce contexte, Frédéric Poche se sentait probablement lui-même visé par les agents du fisc, et il présentait donc un portrait plutôt dramatique de la situation administrative locale, cherchant sans doute ainsi à s'assurer l'appui du gouvernement belge, et indirectement, des autorités ottomanes locales, pour protéger ses paysans et ses terres agricoles d'éventuelles « exactions » des collecteurs d'impôts. Les sources semblent néanmoins confirmer une certaine détresse économique au début du XX<sup>e</sup> siècle parmi la population urbaine d'Alep, qui se manifesta plus particulièrement lors des « émeutes de la faim » de l'automne 1907, dont il sera question dans la prochaine section.

<sup>14</sup> FP 2007, p.95, 97 [23 août 1907, N°. 56/2 B86]. Le titre de *mutassarif* était porté par le gouverneur d'un département (*sancak*, l'unité administrative au-dessous du *vilayet*) alors que celui de *kaymakam* était porté par le sous-gouverneur d'un arrondissement (*kaza*).

#### 4.2.2 Augmentation du coût de la vie et agitation sociale à Alep

Certains documents de la correspondance du consulat belge présentent un aperçu de la détresse de la population urbaine d'Alep face à la cherté des vivres (notamment le pain et le blé), qui semblait alors être principalement attribuée aux mauvaises récoltes et à l'exportation des céréales. Il semble d'ailleurs que l'inaction du gouverneur local et l'impassibilité du chef de la municipalité face aux plaintes déposées par la population d'Alep contre certains notables locaux accusés « d'accaparer les blés », aient mené au soulèvement populaire de novembre 1907 (qui fut dirigé principalement contre les notables).

Les événements du dimanche 3 novembre 1907 sont évoqués dans un rapport adressé par Frédéric Poche au comte Errembault de Dudzele, le ministre de Belgique à Constantinople. Le consul y relate un incident qui s'était produit le matin entre une troupe de passants et des porteurs sortant de deux khans (les caravansérails de la vieille ville, qui servaient à la fois de marchés et de dépôts), qui conduisaient alors des mulets chargés de sacs de blés vers la gare de chemin de fer d'Alep. Les passants s'étaient apparemment rués sur les porteurs, en déchirant les sacs de grain. Une bagarre avait suivi cet incident, puis un attroupement s'était formé, et deux khans avaient été envahis par la foule qui y avait volé les blés et l'argent des magasins. Pendant que des gendarmes étaient repoussés à coups de pierres, les marchandises d'un troisième khan avaient été la proie des « pillards »<sup>15</sup>. Suite à l'arrivée sur les lieux du gouverneur et du commandant militaire Bekir Pacha, venus sommer les émeutiers de se retirer, des coups de feu avaient semble-t-il provoqué la dispersion des émeutiers. Alors que les magasins, bazars, khans et boutiques avaient été fermés « en ville », une foule évaluée à cinq mille personnes avait apparemment pris d'assaut le dépôt de marchandises de la maison de commerce italienne Vincenzo Marcopoli, et il fallut une fois de

<sup>15</sup> FP 2007, p. 370-375 [10 novembre 1907, N°. 66/3]. Selon la version des événements présentée par Aykut Kansu, il semble qu'une émeute (peut-être la même) ait eu lieu à Alep à la fin du mois d'octobre, où une foule affamée, composée principalement d'hommes et de femmes musulmans, avait attaqué et pillé les boulangeries et les magasins de vendeurs de céréales. Boutiques, khans, cafés et restaurants avaient alors été immédiatement fermés. Puis, une foule d'environ deux cent hommes avait apparemment attaqué un train de marchandises chargé de céréales en partance vers le port de Beyrouth. Il semble qu'une autre foule, composée d'environ trois cent femmes, s'était également mise en marche vers la résidence du gouverneur Nazım Pacha, et que la police ou les gendarmes n'avaient alors pas osé intervenir pour les disperser. Ce n'est semble-t-il que plus tard que des soldats auraient été appelés pour ramener l'ordre, et qu'il y aurait alors eu plusieurs blessés. Aykut Kansu, *The Revolution of 1908 in Turkey*, New York, Brill, 1997, p. 68.

plus l'intervention du gouverneur et du commandant militaire pour disperser la foule. Selon le rapport, à la suite de ces incidents, le gouverneur rassembla le conseil local et prit, en concertation avec la municipalité, des mesures pour assurer l'approvisionnement local de même que pour fixer le prix de la farine et du pain. Puis, trois mille « *chumbuls*<sup>16</sup> » de blé furent achetés au dépôt de la Liste Civile, au prix indiqué par les autorités locales, pour fournir les meuniers. Des patrouilles de piétons et de cavalerie furent également mises sur pied et devaient circuler la nuit dans la ville<sup>17</sup>. Ce soulèvement apparemment spontané de la population d'Alep contre l'augmentation du prix du pain et du blé – et vraisemblablement dirigé contre les exportateurs de céréales (notamment contre une des maisons commerciales de la classe marchande chrétienne) – suscitaient sans doute les inquiétudes de marchands comme les Poche. En janvier 1908, Frédéric Poche informait d'ailleurs le consul général à Smyrne de la situation tendue et du climat d'insécurité qui prévalait toujours dans la ville.

Ici à Alep la populace fautrice de désordres, encline au pillage, sûre de l'impunité se met en opposition avec l'autorité locale toutes les fois que celle-ci permet l'exportation du blé et s'empare des mains des chameliers ou des charretiers des charges qu'ils transportent pour le compte des exportateurs<sup>18</sup>.

Au début du mois d'avril 1908, Frédéric Poche attira de nouveau l'attention du consul général sur une autre grande panique, apparemment de courte durée, qui s'était produite à Alep à la sortie de la prière du midi à la grande mosquée, et qui avait entraîné « une course effrénée » de la foule ainsi que la fermeture des magasins et boutiques. Suite à l'incident, le gouverneur avait circulé dans les rues et le bazar pour rassurer les craintifs et ramener le calme. Selon le consul, c'était de nouveau le motif de « la cherté du blé et de la farine » qui avait mené à cette agitation. Selon lui, ce prétexte était cependant mal choisi puisque les récoltes s'annonçaient bonnes et que les marchés des blés étaient « suffisamment approvisionnés ». Il considérait d'ailleurs que les fauteurs de troubles devaient être

---

<sup>16</sup> Le *chumbul* était une unité de mesure qui équivalait apparemment, à tout le moins dans les années 1860 sur le marché d'Alep, à environ à 2,25 *kile* (une unité de mesure équivalent à 64 *okka* de 1,2 kg, soit 76,8 kg.). Voir FP 2002 [12 octobre 1864, N° 6].

<sup>17</sup> FP 2007, p. 372-373 [10 novembre 1907, N° 66/3]

<sup>18</sup> FP 2008, p. 5 [18 janvier 1908, N° 3/1]



sévèrement punis pour éviter que ce genre d'incident ne se reproduise<sup>19</sup>. Les observations personnelles de Frédéric Poche sur ces événements laissent croire qu'il éprouvait sans doute une contrariété, voire même une certaine appréhension, en voyant se répéter dans la ville l'agitation de la fin de l'année précédente. En tant que marchand et exportateur, il craignait probablement que ses activités économiques ne soient perturbées par de nouvelles mesures (décrétées par les autorités locales) empêchant les exportations, ou qu'éventuellement, ses propres chargements d'exportations ne soient attaqués et volés. C'est sans doute en partie pour ces raisons qu'il plaidait pour une intervention prompte et pour la répression de ce genre de manifestations.

En fait, l'émeute de la fin d'octobre 1907 à Alep était survenue durant une période où une série de révoltes touchaient plusieurs régions et localités de l'Empire. Plusieurs manifestations contre le prélèvement de taxes et impôts, dirigées contre les autorités ottomanes, eurent notamment lieu entre 1906 et 1907 à Erzurum, Aydın, Konya, Ankara et Diyarbakır. Les incidents d'Alep eurent même des répercussions à Beyrouth, où la population attaqua là aussi un train de marchandises chargé de céréales et en pilla le contenu. Comme à Alep, l'ordre fut rétabli par les autorités (sans doute par des soldats de la garnison), mais l'incident fit plusieurs blessés<sup>20</sup>. Les manifestations à la fin de 1907 à Alep découlaient probablement en partie des mauvaises récoltes de blé, celle de 1906 n'ayant pas été bonne, alors que celle de 1907 était considérée comme « nettement mauvaise ». Au cours de telles périodes où l'approvisionnement était plus difficile, l'interdiction d'exportation des céréales visait donc avant tout à subvenir aux besoins locaux. Dans ce contexte, les envois à partir des villages étaient aussi moins importants et répartis dans la région, en partie expédiés directement par chemin de fer vers Hama et Alep. Il semble que dans les villages les agriculteurs aient aussi eu tendance à mettre de côté une certaine quantité de grains pour pallier aux dommages éventuels (et aux faibles récoltes) causés par des nuées de sauterelles,

---

<sup>19</sup> La lettre adressée par le consul au ministre plénipotentiaire mentionne que le gouvernement local avait été informé la veille de l'organisation d'un mouvement de pillage sous le prétexte de l'abolition récente de la défense d'exportation du blé et d'une petite hausse subie « à cause des achats » (sans doute les exportations). Une autre rumeur disait que cette grande panique était « une trame ourdie par certains notables contre le Vali. », FP 2008, p. 26-28 [4 avril 1908, N<sup>o</sup> 21/2].

<sup>20</sup> Aykut Kansu, *The Revolution of 1908 in Turkey*, p. 67-69 ; François Georgeon, *Abdülhamid II*, p. 394-395.



ainsi que pour subvenir aux ensemencements et à l'alimentation des paysans<sup>21</sup>. Enfin, la forte demande de l'Égypte, de même que les « besoins pressants des côtes de la Syrie », semblent également avoir contribué à faire monter les prix des céréales durant cette période difficile. Selon Frédéric Poche, les autorités locales étaient, elles aussi, en partie responsable du mécontentement de la population, par leur insouciance à l'égard des plaintes sur le renchérissement du coût du pain, ou sur la cherté de la viande, du beurre et des denrées de première nécessité<sup>22</sup>. Cette période de renchérissement du coût de la vie était probablement aussi due en partie à l'expansion urbaine d'Alep, ainsi qu'à une situation économique pourtant relativement favorable. En effet, le rapport adressé au consul général en juin 1908 laisse croire que cette expansion nourrissait la croissance économique locale et qu'elle coïncidait avec une période d'inflation.

La cherté des vivres eût été encore une calamité plus sensible si la situation du pays eût été moins prospère & si le mouvement d'expansion qu'a pris la ville par de nombreuses & nouvelles constructions eût été arrêté, supprimant ainsi le travail bien rétribué des ouvriers. Cette période de renchérissement dure toujours<sup>23</sup>.

Dans la lettre suivante adressée au consul général, le consul Poche blâme en grande partie les notables de la province pour le mécontentement et l'agitation populaire manifestés dans la ville d'Alep, en les accusant d'exploiter la population avec la complicité des autorités ottomanes.

L'apathie du peuple que les gouvernants tyrannisent est actuellement une garantie de sécurité contre une levée de boucliers. Il est à craindre cependant que les actes d'injustice indescritibles exercés par une autorité détestée & sans force pourront avoir une réaction le jour où un chef audacieux se mettra à la tête d'un mouvement. Ce chef ne sera certainement pas recruté parmi les notables du pays qui d'accord avec les autorités exploitent le peuple & dépouillent les paysans de leurs propriétés

---

<sup>21</sup> FP 2008, p. 115-119 [19 octobre 1908, N° 64/16]

<sup>22</sup> Selon lui, les autorités n'avaient songé à amener « aucun soulagement à la situation », ce qui avait suscité un grand mécontentement dans une certaine partie de la population et engendré « l'émeute et les paniques qui [avaient forcé] l'Autorité [à] défendre l'exportation du blé & de l'orge ». FP 2008, p. 56-57 [9 juin 1908, N° 34/8].

<sup>23</sup> FP 2008, p. 57 [9 juin 1908, N° 34/8].

foncières par des moyens affreux qui répugnent aux sentiments d'humilité & de justice<sup>24</sup>.

Frédéric Poche exprimait là de façon plutôt véhémence au ministre belge à Constantinople son opinion largement négative sur « la tyrannie des notables locaux », ou « la tyrannie des *beys* et *efendis* » qui se répercutait sur la société provinciale depuis plus de trente ans. À son avis, le monopole exercé par cette classe privilégiée sur la « captation des dîmes », permettait à plusieurs individus de s'enrichir de façon frauduleuse aux dépens du fisc ottoman. Selon le consul, les autorités civiles et exécutives judiciaires de la province d'Alep se faisaient même les complices des notables, tant par la spoliation des terres des populations rurales ou la saisie des biens des populations urbaines, que par des jugements injustes et partiels rendus par les tribunaux locaux.

[...] Se servant des moyens les plus répréhensibles & d'une répugnante malhonnêteté, les juges instructeurs, les Procureurs Généraux & les juges de tous les tribunaux du Vilayet sans exception, légalisent par des jugements iniques cachés sous un masque de légalité ourdis & tramés de connivence avec les spoliateurs inventant de fausses accusations simulant des actes d'audition de témoins à charge, témoins qui n'ont jamais déposé ni existé, formant enfin des dossiers complets à apparence légale autorisant l'emprisonnement des victimes dont on convoite les biens<sup>25</sup>.

Selon Frédéric Poche, ce genre d'abus était plutôt répandu dans la province d'Alep à cette époque, en partie grâce aux liens de patronage qui existaient entre quelques familles de notables locaux et les hautes sphères officielles ottomanes. Les Jabiris et les Qudsis sont deux exemples de familles notables urbaines d'Alep dont la montée en puissance remonte au XVIII<sup>e</sup> siècle et qui étaient devenues à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle des propriétaires fonciers et des fermiers d'impôts très importants. Plusieurs membres de ces deux familles contrôlaient de vastes terrains agricoles dans l'arrière-pays de la province d'Alep, notamment par voie de *malikâne* (terres d'État tenues en fief par un propriétaire privé) ou par l'administration de

<sup>24</sup> FP 2008, p. 59-60 [10 juin 1908, N° 35/9]. Le mécontentement populaire croissant à cette époque face à l'administration ottomane et l'influence des notables dans la société locale, exprimé notamment lors des événements de 1907-1908, permet de mieux comprendre la réaction de la population d'Alep suite au changement de régime lors de la révolution jeune-turque de 1908. Cette question sera abordée dans une section ultérieure du présent chapitre.

<sup>25</sup> FP 2008, p. 71-72 [20 août 1908 ?, N° 47/4]

*waqf* ou *vakıf* (fiducies ou fondations pieuses)<sup>26</sup>. Ces notables exerçaient, en outre, un certain contrôle sur l'approvisionnement urbain en grains et autres marchandises venant des campagnes dont ils pouvaient tirer profit grâce à une certaine spéculation commerciale. La montée en puissance de ces deux familles s'appuyait également sur l'obtention de postes prestigieux à Alep – tels que ceux de *mufti* (jurisconsulte) et de *naqib al-ashraf* (chef des notables reconnus en tant que descendants du prophète Mahomet) –, rendue possible par leurs liens étroits avec les autorités impériales<sup>27</sup>. Par ailleurs, un rapport adressé par Frédéric Poche au ministre Dudzele à Constantinople, indique que deux frères de la famille Djabri (Jabiri), sans fonctions officielles, cumulant les fonctions de juge instructeur à la section pénale d'appel et de juge au tribunal civil d'appel, s'étaient aussi enrichis aux dépens du fisc et qu'ils avaient dépouillé de nombreuses victimes. Haïs par la population, écrivait-il, ils envahissaient par le biais de leurs fils et parents toutes les administrations civiles et judiciaires de la province d'Alep<sup>28</sup>.

Dans un document de 1907, les observations politiques du consul se portent par ailleurs sur la présence importante de Syriens dans le personnel administratif et judiciaire de la province d'Alep, de même que sur les liens de plusieurs familles de notables locaux avec les autorités impériales de Constantinople. Frédéric Poche semblait d'ailleurs faire un rapprochement entre la métamorphose du personnel administratif et judiciaire d'Alep – où les Turcs étaient dorénavant « débordés » par les Syriens – et l'influence considérable dans la région de deux proches conseillers du sultan Abdülhamid II : le cheikh Abu al-Huda<sup>29</sup> Efendi,

<sup>26</sup> Ruth Roded, « The Waqf and the Social Elite of Aleppo in the Eighteenth and Nineteenth Centuries », *Turcica*, 20 (1988): 71-91.

<sup>27</sup> Jean-Pierre Thieck, « Décentralisation ottomane et affirmation urbaine à Alep », dans *Passion d'Orient*, sous la dir. de Gilles Kepel, Paris, Éditions Karthala, 1992, p. 113-176 ; Bruce Masters, « Aleppo: the Ottoman Empire's Caravan City », p. 51-52 ; Ruth Roded, *Tradition and Change in Syria*, p. 78-79.

<sup>28</sup> Seul le nom (difficilement lisible) d'un des deux frères Jabiri (Hadji Mourad Efendi) est identifié dans ce rapport. FP 2008, p. 72-73 [20 août 1908 ?, N<sup>o</sup>. 47/4].

<sup>29</sup> L'ascension hors du commun du cheikh Abu al-Huda a été étudiée plus récemment par Thomas Eich, mais plusieurs éléments de la première partie de sa vie demeurent encore aujourd'hui relativement obscurs pour les historiens. Voir notamment Butrus Abu-Manneh, « Sultan Abdulhamid II and Shaikh Abulhuda Al-Sayyadi », *Middle Eastern Studies*, 15, 2 (1979): 131-153 ; Julia Gonnella, « Al-Sayyid Abu'l-Huda al-Sayyadi in Aleppo », dans *The Empire in the City: Arab Provincial Capitals in the Late Ottoman Empire*, sous la dir. de Jens Hanssen, Thomas Philipp et Stefan Weber, Würzburg (Allemagne), Ergon, 2002, p. 297-301 ; Thomas Eich, « Abu l-Huda al-Sayyadi », *Encyclopaedia of Islam III*, Texte intégral en ligne (consulté le 21 octobre 2011), Brill Online, 2011



originaire de la région d'Alep, et İzzet Pacha, le second secrétaire du sultan qui était originaire de Damas. Le frère d'Abu al-Huda, qui résidait à Alep, semble aussi avoir exercé à cette époque une grande influence sur les fonctionnaires en charge dans la province. Né autour de 1850 dans le village de Khan Shaykhun (au sud d'Alep, dans le district de Ma'arras), Abu al-Huda était déjà *naqib al-ashraf* en 1872 à Jisr al-Shughur et occupait la même fonction en 1873 à Alep, où il avait des amis et disciples parmi d'éminentes familles telles que les Qudsis et les Mudarris. Trois ans plus tard, il s'établissait à Istanbul où il fit son entrée dans l'entourage du sultan Abdülhamid II, et où il est décédé en 1909, l'année où le sultan fut forcé d'abdiquer. Abu al-Huda joua notamment un rôle important dans la politique panislamiste prônée par le sultan en écrivant lui-même, ou en faisant publier, une propagande active en faveur du sultan et de son rôle de calife. Le rapport adressé en 1907 par le consul Poche au ministre Dudzele semble indiquer que quelques années avant la fin du règne du sultan et la mort du cheikh, plusieurs Syriens occupaient dorénavant des postes de hauts fonctionnaires à Alep, à savoir :

[...] le Colonel de la gendarmerie, le premier commissaire de la Police, avec grade supérieur à celui du Vali, le second commissaire de police, le juge (*Naib Effendi*) & Président de la cour d'Appel du Vilayet, membre principal du Conseil Administratif, le *Mufti effendi*, le Président du Tribunal de première instance, les juges instructeurs & les juges assesseurs des différents tribunaux, le *Defterdar* (remplacé depuis une quinzaine de jours par un Turc) & le Caissier (*Sandouk emini*), le premier secrétaire du Conseil administratif, etc.<sup>30</sup>.

Le consul ajoutait également que la garnison locale, bien que commandée par des officiers turcs, se composait de réservistes d'origine locale, recrutés dans la province. Dans un rapport adressé au ministre belge à Constantinople, le consul affirmait que la garnison de la province, étant composée majoritairement de Syriens, causait quelques inquiétudes aux autorités locales et que le gouvernement ne pouvait avoir qu'une confiance relative en elle.

---

; *Idem.*, « The Forgotten Salafi Abu l-Huda as-Sayyadi », *Die Welt Des Islams*, 43, 1 (2003): 61-87 ; François Geogheon, *Abdülhamid II*, p. 200.

<sup>30</sup> FP 2007, p. 97-98 [23 août 1907, N°. 56/2 B86]. Le *defterdar* était le directeur de l'administration financière de la province, alors que le *sanduk emini* était le trésorier.



[...] Aussi faut-il ne pas oublier que le bataillon de redifs est presque tout recruté dans la ville d'Alep & que dans un moment donné il se refusera de tourner les armes contre ses frères & parents ; que les bataillons de la cavalerie & de l'artillerie sont aussi en majeure partie composés de l'élément arabe & dans lesquels l'autorité n'a et ne peut avoir qu'une confiance relative<sup>31</sup>.

Il semble donc que plusieurs notables arabophones d'origine syrienne, plutôt qu'une élite militaro-administrative envoyée par le gouvernement impérial de Constantinople, ait dominé en grande partie les institutions ottomanes locales à une époque où, comme le remarquait Frédéric Poche, deux Syriens particulièrement influents (İzzet Pacha et Abu al-Huda) faisaient partie de l'entourage intime du sultan. Quelques extraits de la correspondance du consul Frédéric Poche présentés au cours du présent chapitre permettent d'ailleurs d'aborder la question de la formation au début du XX<sup>e</sup> siècle à Alep d'une clientèle politique affiliée à ces deux individus et favorable au régime d'Abdülhamid II.

#### 4.2.3 Critique de l'administration judiciaire

Les sections précédentes ont jusqu'ici permis de constater l'intérêt porté par les frères Poche à la situation administrative, au contexte sociopolitique et économique (en évoquant notamment les manifestations et émeutes qui se produisirent dans la ville), de même qu'aux relations entre les ressortissants (ou protégés) européens et les autorités ottomanes, dans la province d'Alep entre les années 1880 et le début du XX<sup>e</sup> siècle. La tâche du consul belge consistait ainsi à rendre compte à ses supérieurs du climat propice, ou non, aux affaires et au développement de relations économiques avec la province ottomane du nord de la Syrie. La correspondance de Frédéric Poche, qui était lui-même intégré dans les réseaux socioéconomiques locaux et habitué de défendre ses droits et intérêts devant les institutions politiques et judiciaires d'Alep, présente vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle une vision de plus en plus critique du gouvernement ottoman local. Le consul Poche semblait notamment de plus en plus contrarié par les « querelles d'ordre légal » (des procès ou litiges légaux) que l'administration locale soulevait apparemment de façon régulière contre les ressortissants

---

<sup>31</sup> La description des forces militaires faite par le consul indique que la garnison d'Alep se composait alors de 2600 hommes. De ce nombre, il semble que seulement 600 hommes aient été réellement casernés et qu'on ne comptait pas loin de 2000 déserteurs ou hommes en congé. FP 2007, p. 374-375 [10 novembre 1907, N<sup>o</sup>. 66/3].

européens. Dans une lettre adressée au ministre plénipotentiaire belge Émile de Borchgrave en mai 1891 (durant le mandat du gouverneur Arif Pacha), le consul Poche exprime aussi un certain découragement face à l'administration et au fonctionnement des institutions administratives et judiciaires locales, à « la vénalité [devenue] cynique des tribunaux, de la police, de la gendarmerie », qui démontrent à son avis l'impuissance des autorités locales à réformer l'administration de la province, ainsi que l'effacement du prestige du gouverneur ottoman<sup>32</sup>.

Frédéric Poche notait par ailleurs que les étrangers possesseurs d'immeubles et de terres (il s'agissait probablement dans ce cas de l'élite marchande levantine d'Alep, dont il faisait lui-même partie) se trouvaient depuis quelque temps impliqués dans plusieurs causes légales qui étaient, à son avis, soulevées de mauvaise foi contre eux (sans doute par des fermiers d'impôts issus de l'élite urbaine musulmane, soit les notables d'Alep) et appuyées « par des procédures et des jugements iniques » que les consuls étaient devenus impuissants à empêcher. En dénonçant ces problèmes d'ordre légal causés aux propriétaires européens de la région – et qui concernaient donc les consuls à la fois en tant que représentants d'une puissance étrangère et en tant que propriétaires locaux –, Frédéric Poche cherchait sans doute à alerter les officiels et diplomates belges sur les effets pervers d'une telle situation, d'abord pour les intérêts européens à Alep, mais aussi, pour les intérêts économiques personnels des protégés européens établis dans la région<sup>33</sup>. En faisant un portrait plutôt alarmiste de l'administration locale, le consul voulait probablement s'assurer l'appui politique des diplomates belges pour faire valoir ses droits et ceux de ses protégés auprès des autorités ottomanes. D'ailleurs, le consul présentait souvent ce genre de situation dans ses plaintes personnelles comme un « affront » à un représentant d'une puissance européenne, et donc au prestige même de l'État qu'il représentait, la Belgique. Les rapports officiels que le consul entretenait avec certains diplomates belges (le consul général à Smyrne, le ministre à Constantinople) lui offraient aussi une tribune et un levier d'influence pour que ses requêtes

---

<sup>32</sup> FP 2004, p. 127-128 [8 mai 1891, N° 3]

<sup>33</sup> Le consul affirme dans le même rapport que ce contexte légal défavorable « influe sur les intérêts étrangers en général, dicte des réserves et une grande prudence dans le placement des crédits, et rejaillit désavantageusement sur le développement des relations commerciales ». FP 2004, p. 127-128 [8 mai 1891, N° 3].

personnelles soient éventuellement relayées aux autorités supérieures (la légation belge dans la capitale ottomane, le ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, puis les autorités impériales ottomanes à Constantinople) qui étaient elles-mêmes en meilleure position que le consul pour exercer leur influence ou faire pression sur les hommes d'État et fonctionnaires de la Sublime Porte ou du palais.

Dans une lettre adressée en avril 1893 au ministre plénipotentiaire Frédéric Hoorickx, le consul Poche adoptait un ton nettement plus optimiste que deux ans auparavant, évoquant même la réhabilitation du prestige de l'autorité ottomane locale depuis l'arrivée et la prise en main de l'administration locale d'Alep par le maréchal Hadji Osman Pacha, qui avait « [mis] chaque employé à sa place, faisant arrêter les malfaiteurs et tenant sous sa surveillance immédiate police et gendarmerie ». Frédéric Poche espérait surtout du nouveau gouverneur qu'il apporte des changements parmi les délégués ottomans au tribunal de commerce.

Il est à espérer que S. E. voudra exercer aussi une surveillance sur quelques uns des tribunaux dont le fonctionnement, à cause du choix des membres, laisse bien à désirer et exige un remaniement radical qui se fait surtout sentir dans le tribunal de commerce duquel certains membres devraient être absolument expulsés pour que la justice puisse trouver une distribution équitable ; expulsion qui ramènerait la confiance, si ébranlée, du commerce dans cette ville. Dans l'espoir qu'il sera pourvu à ce besoin qui s'impose [...] <sup>34</sup>.

La correspondance de cette époque fait également état d'un intérêt croissant du consul pour les questions liées aux propriétés immobilières, qui devenaient sans doute graduellement, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un champ d'investissement des revenus de la firme familiale. En avril 1892, Frédéric Poche se plaignait du fait que « la jouissance paisible des propriétés immobilières, régulièrement acquises ou tenues en hypothèque » soit compromise, tant par les tribunaux islamiques locaux (*şer'î*) que réguliers (*nizamî*).

---

<sup>34</sup> FP 2004, p. 192-193 [17 avril ? 1893, N<sup>o</sup>. 3]

Les titres officiels délivrés par les bureaux compétents sont impudemment et impunément attaqués et invalidés tantôt par les tribunaux « Chéri » et tantôt par les tribunaux civils ou « Nizami ». Cet état de choses est un des motifs qui ont fait déprécier les propriétés rurales et foncières du tiers et de la moitié de leur valeur<sup>35</sup>.

À cette époque, le consul dénonçait de plus en plus ce qu'il considérait comme une « hostilité des tribunaux à l'égard des Européens » et la difficulté croissante pour les consuls d'intervenir dans des questions relatives à l'immobilier, qui concernaient sans doute plus particulièrement la location ou la vente d'immeubles dans la ville d'Alep ou de certaines propriétés foncières dans l'arrière-pays.

Les titres officiels régulièrement donnés par les Autorités compétentes sont invalidés par le tribunal civil de première instance d'Alep qui sur ce point est d'une ductilité remarquable compromettant ainsi les intérêts des possesseurs et réduisant [?] la confiance générale dans les titres de possession absolue et les hypothécaires calqués sur ceux délivrés à la branche de la banque agricole d'Alep. Tous ces faits se passent sans aucune surveillance du Valy, quoique portés à sa connaissance<sup>36</sup>.

Ces documents démontrent probablement que, par certaines mesures légales (notamment la non-intervention des consuls dans les procès relatifs aux questions immobilières), les autorités ottomanes tentaient alors de mieux contrôler ou de réduire l'influence ou l'interférence des consuls étrangers. Selon Frédéric Poche, la perte de cette prérogative, jumelée à la corruption régnant dans les institutions judiciaires d'Alep, mettait plutôt en péril le droit à la justice pour les sujets étrangers, particulièrement dans des causes touchant à la propriété foncière : « Nul n'est plus sûr de sa propriété, la mauvaise foi a atteint son apogée et trouve malheureusement des auxiliaires qui la font triompher »<sup>37</sup>. D'autres critiques faites par le consul Poche sur le fonctionnement des institutions légales d'Alep concernaient par ailleurs le fait que les signatures des « effets de commerce » (des billets de change qui consistaient généralement en un engagement écrit à rembourser une dette liée à une

---

<sup>35</sup> FP 2004, p. 170 [29 avril 1892, N° 4]. Sur les tribunaux *nizami*, voir notamment Avi Rubin, *Ottoman Nizamiye Courts: Law and Modernity*, New York, Palgrave Macmillan, 2011, 212 p.

<sup>36</sup> FP 2004, p. 180-183 [18 août 1892, N° 6]. Un autre document, celui-là daté de 1895, témoigne par ailleurs de l'impossibilité pour le consul d'intervenir, « selon les clauses du protocole », dans les questions légales relatives aux propriétés immobilières. FP 2005 [26 septembre 1895, N° 37].

<sup>37</sup> FP 2005 [13 décembre 1893, N° 9]



transaction commerciale) étaient régulièrement niées par les débiteurs qui se trouvaient ainsi à l'abri des poursuites légales, puisque la législation ottomane ne punissait apparemment pas de tels crimes. Ces pratiques avaient à son avis un effet largement négatif sur les intérêts commerciaux de la province, et il affirmait au ministre Hoorickx que le souhait général à Alep était dorénavant de voir se produire un changement de gouverneur et son remplacement par « un de la trempe de feu Djemil Pacha, qui avait su si bien administrer cette province »<sup>38</sup>.

Dans une lettre transmise en décembre 1893 au ministre belge dans la capitale ottomane, le consul Poche déplorait aussi que les causes portées devant le tribunal civil de première instance, comme aux autres tribunaux d'ailleurs, finissaient « non par être jugées, mais *adjudgées* [souligné par le consul] aux enchères avec un cynisme remarquable »<sup>39</sup>. Un des principaux vices de procédure était à son avis que les décisions rendues (*karar*) étaient toujours portées en appel pour allonger les procédures et pour « fatiguer la partie adverse » et que peu importe la qualité de la cause, la partie gagnante se trouvait toujours en perte. Pour éviter des litiges interminables, il devenait selon lui nécessaire qu'une modification soit portée à la procédure d'appel. De plus, l'exécution même des sentences prononcées par les tribunaux comportait à son avis des déficiences majeures. Elle devenait souvent délicate, voire difficile, lorsque la personne condamnée jouissait par exemple d'une certaine considération à Alep, ou sinon, lorsqu'elle ne possédait aucun titre de propriété. Dans ce contexte, même une peine de prison pour dettes impayées – qui ne pouvait, en outre, s'obtenir qu'à certaines conditions – n'était pas considérée, aux dires du consul, « infamante ».

Celle-ci aussi a été rendue si douce, pour une population qui ne la considère pas pour une peine infamante, qu'elle est souvent recherchée par les débiteurs qui au bout de trois mois s'exhonnorent [*sic*] de leur dette. La situation n'est pas meilleure à l'égard des débiteurs qui auraient des propriétés, meubles ou immeubles : car celles-ci aussitôt saisies, elles sont revendiquées par des tierces personnes qui, par des actes apocryphes et de faux témoins, de concert avec le débiteur, se font attribuer les effets

---

<sup>38</sup> FP 2004, p. 169 [29 avril 1892, N° 4]

<sup>39</sup> Frédéric Poche faisait référence entre autres au procès, intenté en revendication d'une maison, qui avait été récemment gagné par M. Daniel de Picciotto, un Juif d'Alep et sujet Autrichien, qui depuis plusieurs années « avait embrassé l'islamisme », et qui avait intenté un procès contre sa femme et ses enfants « qui ne voulaient pas suivre son apostasie » et qui occupaient le susdit immeuble. FP 2005 [13 décembre 1893, N° 9].

des propriétés saisies. Telle étant la situation il serait à souhaiter qu'une modification puisse être portée pour garantir les créanciers contre leurs débiteurs de mauvaise foi. Si je me suis permis d'aborder ce point c'est que les intérêts belges déjà assez importants sur cette place tendent à le devenir de plus en plus<sup>40</sup>.

Ce document peut également contribuer à mettre en lumière la façon dont Frédéric Poche utilisait ses relations officielles (en tant que consul) pour mettre en valeur des causes et des questions qui rejoignaient principalement ses intérêts personnels, ceux de la firme familiale, ou encore, les intérêts de certains protégés du consulat belge<sup>41</sup>. Le consul Poche exprima également au ministre belge à Constantinople son vœu de voir s'opérer un renouvellement du personnel et la nomination de nouveaux présidents au sein du tribunal civil de première instance (*bidayet mahkemesi*<sup>42</sup>) et du tribunal de commerce, les deux cours où les étrangers portaient le plus régulièrement leurs causes à Alep.

La correspondance consulaire belge met en évidence plusieurs critiques formulées par Frédéric Poche sur l'administration de la justice dans la province d'Alep à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le consul aborde notamment certaines questions d'ordre légal concernant plus spécifiquement les droits des Européens dans l'Empire ottoman, les privilèges de protégés consulaires (souvent des membres de la famille Poche elle-même), ou de contacts et alliés commerciaux (d'autres familles chrétiennes locales) qui servaient alors le consulat à titre de drogman. Même si les Poche et les gens de leur entourage étaient impliqués dans le fonctionnement du tribunal de commerce (à titre de juges délégués) et y comparaissaient lors de litiges commerciaux, d'autres documents consulaires évoqués dans ce chapitre montrent que les Poche avaient également recours aux autres tribunaux locaux (islamiques ou réguliers), et qu'ils exprimèrent également certaines critiques sur leur fonctionnement. Frédéric Poche déplorait entre autres la perte d'influence des consuls des puissances européennes sur les questions relatives aux propriétés immobilières, les difficultés

<sup>40</sup> FP 2005 [13 décembre 1893, N<sup>o</sup>. 9]

<sup>41</sup> Selon Mafalda Ade, les Poche favorisaient généralement les règlements à l'amiable, sachant très bien que le rallongement des procédures qu'impliquait le recours aux voies officielles entraînait des coûts et des délais supplémentaires considérables, et qu'ils avaient donc peu de chances de sortir complètement vainqueurs (ou dédommagés) suite à la prononciation d'une sentence contre leurs débiteurs. Mafalda Ade « Ottoman Commercial Law », p. 250-251.

<sup>42</sup> Le terme employé par le consul dans le document évoqué plus haut était plutôt celui de « Bidait-il-Hukuk ». FP 2005 [13 décembre 1893, N<sup>o</sup>. 9].

rencontrées par les protégés européens pour obtenir gain de cause dans les tribunaux locaux, et pour voir les sentences prononcées contre leurs débiteurs mises à exécution. Dans certains cas, devant ce qu'il considérait comme « l'impuissance du gouverneur à changer la situation », le consul s'en remettait aux diplomates belges, afin qu'ils fassent pression sur l'administration ottomane (la Sublime Porte) pour qu'elle apporte certains changements dans l'administration judiciaire locale.

#### 4.2.4 La sécurité civile et les mouvements de population

Plusieurs rapports consulaires, qui traitent plus particulièrement de la situation politique d'Alep, accordent un intérêt manifeste à la sécurité générale de la province, un facteur qui était déterminant pour la conduite des affaires et des échanges économiques. Ces rapports étaient donc susceptibles d'intéresser directement ou indirectement, pour des raisons politiques ou économiques, les diplomates, commerçants et industriels belges. Le niveau de sécurité dans les villes de la province et les différents marchés régionaux, tout comme le long des routes et dans le désert, avait une influence importante sur la bonne conduite des affaires au niveau local, de même que sur le mouvement des échanges économiques à l'échelle régionale. Plusieurs lettres et rapports de la correspondance consulaire belge d'Alep renvoient l'image d'une province vivant, à partir des années 1860, plusieurs transformations politiques majeures. Alors qu'elle se trouvait de plus en plus rattachée à l'État central ottoman, qui y voyait un champ d'intervention où affirmer sa souveraineté, la province d'Alep fut également marquée au cours des décennies suivantes par plusieurs mouvements migratoires et par l'établissement de populations immigrantes ou tribales qui transformèrent la population de la ville d'Alep et des régions rurales de la province<sup>43</sup>.

---

<sup>43</sup> Sur l'établissement en Syrie de réfugiés en provenance de la Crimée et du Caucase (dans la foulée de la Guerre de Crimée de 1854-1856) et sur les tentatives de sédentarisation tribale dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, voir Reşat Kasaba, *A Moveable Empire: Ottoman Nomads, Migrants, and Refugees*, Seattle, University of Washington Press, 2009, p. 108-122 ; Norman N. Lewis, *Nomads and Settlers*, p. 38-57, 96-106.

#### 4.2.4.1 Le gouvernement provincial et le contrôle du territoire de la province d'Alep

La période de 1855 à 1914 fut marquée dans les provinces arabes de l'Empire ottoman par une plus grande centralisation politique et par la réaffirmation à la fois de la souveraineté du gouvernement impérial de Constantinople et du pouvoir du sultan. Les autorités provinciales d'Alep mirent en pratique cette politique d'extension du contrôle ottoman entre autres dans la vallée de l'Euphrate, par l'établissement du district de Zor<sup>44</sup>. À la lecture de la correspondance du consul Picciotto, il semble toutefois que les forces militaires mobilisées dans la province d'Alep au début des années 1860 aient été relativement modestes.

Dans une lettre adressée en octobre 1864 au chargé d'affaires belge à Constantinople, le consul évoque d'ailleurs la situation locale, peu de temps après le départ (en septembre) vers l'Euphrate (vers l'est, où il devait installer une garnison) du gouverneur Thurayya Pacha, accompagné du commandant militaire et de la majeure partie de la garnison d'Alep. Alors que sévissait à cette époque à Alep une période de disette causée par une mauvaise récolte de céréales et la difficulté de se procurer des blés, la population locale appréhendait apparemment un soulèvement. À l'approche de l'hiver, la situation devenait de plus en plus critique dans la ville même d'Alep et l'absence du gouverneur général contribuait beaucoup, selon le consul, « ...à ce malheureux état de choses, le Gouvernement se trouvant dépourvu d'une garnison suffisante pour se faire respecter & maintenir le bon ordre pour la sûreté publique »<sup>45</sup>. Il semble toutefois que cette situation précaire n'ait pas donné lieu à une crise sociale aigüe dans la province, puisque le consul n'a pas cru bon de faire suite à ces premiers avertissements.

En fait, ce rapport démontre surtout comment, de façon générale, Hillel de Picciotto (à l'instar des Poche plus tard) accordait une place importante dans sa correspondance

<sup>44</sup> Le Zor était le nom utilisé localement pour désigner la partie médiane de la vallée de l'Euphrate, de Maskanah jusqu'à Deir ez-Zor, même si l'officier ottoman en charge du district était seulement en mesure d'opérer près de Maskanah. L'incorporation de la région du Moyen Euphrate à l'appareil bureaucratique et militaire de l'État ottoman remonte dans certains cas (notamment pour le *sancak* de Raqqa) au XVI<sup>e</sup> siècle. Voir Norman N. Lewis, *Nomads and Settlers*, p. 27-29 ; Stefan Winter, « The Province of Raqqa under Ottoman Rule, 1535-1800: A Preliminary Study », *Journal of Near Eastern Studies*, 68, 4 (2009): 253-268.

<sup>45</sup> FP 2002 [12 octobre 1864, N<sup>o</sup> 6]



consulaire à tout ce qui venait troubler la paix sociale et la sécurité publique. Les actes de brigandage commis sur les routes de la province faisaient notamment une grande impression sur les commerçants locaux. Par exemple, en octobre 1873, Hillel de Picciotto informait la légation belge à Constantinople de l'arrestation d'un chef de bande nommé Gourro, une nouvelle qui revêtait alors une grande importance pour la sûreté des routes, la tranquillité publique et le commerce de la région, et qui eût apparemment un grand effet sur l'esprit de la population des environs<sup>46</sup>. D'ailleurs, avant l'arrivée du chemin de fer, le niveau de sécurité des routes avait sans doute une importance considérable sur le commerce et l'arrivée des marchandises à Alep.

#### 4.2.4.2 La perception des impôts

À la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, le gouvernement ottoman avait déjà cédé une part significative des revenus fiscaux de l'empire, d'abord à l'institution de la Dette publique ottomane, et ensuite à certains concessionnaires des lignes de chemin de fer qui étaient alors en construction. Par exemple, la région entre Hama et Alep avait été « donnée en gage » par le gouvernement ottoman à la compagnie qui était chargée des travaux du chemin de fer, « pour parfaire au déficit éventuel de la garantie kilométrique » (consistant en fait en une garantie de revenus pour chaque kilomètre de voie ferrée construite). Il semble que, dans ce contexte, les autorités locales d'Alep continuaient néanmoins à percevoir des impôts et des taxes pour le Trésor ottoman. Un rapport de 1905, adressé par le consul Poche au ministre plénipotentiaire belge, évoque d'ailleurs des exactions exercées avec une violence sans précédent, et ce, non seulement au cours de la perception des impôts échus, mais aussi pour ceux qui étaient considérés comme « à échoir » (dont l'échéance n'était en fait pas encore arrivée).

<sup>46</sup> Le brigand et chef de bande était natif de Bereket Dağ (djebel Bereket, au nord-ouest d'Alep, vers la Méditerranée) et infestait depuis environ deux ans les routes entre Alep, Alexandrette, 'Ayntab et Kilis. FP 2001, p. 153-154 [17 octobre 1873, N<sup>o</sup>. 11]. Un autre exemple similaire date du mois d'août 1907, alors que Frédéric Poche écrivit au ministre de Belgique à Constantinople que le gouverneur d'Alep, Nazım Pacha, avait mis fin aux incursions sanguinaires d'un brigand nommé Altoun et de ses compagnons, et que la sécurité semblait alors revenue dans la province. Le gouverneur avait fait capturer un complice, Kal Hassan, et son fils, que le consul décrivait comme « deux scélérats & sanguinaires émules célèbres par leur monstrueuse férocité & la résistance qu'ils [avaient] opposées aux attaques de la gendarmerie ». Après que ces bandits aient été incarcérés dans la prison d'Alep, et que six autres brigands aient été mis sous procès, la sécurité semblait enfin rétablie dans la province. FP 2007, p. 96 [23 août 1907, N<sup>o</sup>. 56/2 B86].

Avant-hier le fisc ne se contentant plus de continuer les procédés violents usés pour la rentrée des arriérés, réclamait aux locataires le paiement de l'impôt [foncier] qui ne sera dû par les propriétaires qu'à l'entrée de l'an 1321. Le refus de ceux-ci de s'exécuter amena les agents du fisc à user de la force armée, ce qui provoqua la fermeture des magasins & la fuite des locataires<sup>47</sup>.

Dans le même rapport, Frédéric Poche affirmait que cette situation était devenue particulièrement préoccupante depuis le départ regretté du gouverneur Raïf Pacha qui, « par sa sage administration, aurait pu [selon lui] mettre une barrière à cette lamentable situation ». Les exactions de cette période avaient apparemment aussi forcé une partie de la population rurale à émigrer et à se mêler aux tribus nomades du désert. Le même rapport faisait par ailleurs état de prisons regorgeant de gens pauvres, « la masse de la population indigente [...] traitée comme étant solidaire envers le fisc pour les impôts », qui étaient souvent emprisonnés, selon le consul, pour les dettes d'une personne de leur famille. Les problèmes financiers du gouvernement avaient aussi amené durant cette période les concessionnaires des approvisionnements militaires, qui ne touchaient plus depuis un moment leurs avances, à cesser le ravitaillement de la garnison. Les impôts qui étaient perçus à l'avance par le fisc étaient apparemment destinés à combler ce besoin impérieux. Le consul rapportait par ailleurs que le *kaymakam* du district de Ma'arra, près de Hama, avait forgé de « fausses obligations libellées en termes solidaires » (soit de faux titres de créance) contre les habitants d'un village et qu'ils étaient ainsi tenus responsables de sommes arbitraires quatre fois plus fortes que la dîme réellement due : « Ces faux déposés dans le portefeuille du trésor, sont considérés comme étant une créance légitime autorisant des sévices & la saisie des bestiaux, des instruments aratoires, des marmites & chaudrons, voire même des matelas de ces malheureux ! »<sup>48</sup>.

Selon Frédéric Poche, les conséquences les plus perceptibles de ces pratiques étaient d'abord la ruine d'un bon nombre de villages, et ensuite, la réduction de l'importance des semailles, qui aurait, à son tour, des répercussions sur les revenus potentiels de la province

---

<sup>47</sup> Les « locataires » dont il est question dans ce passage étaient sans doute les commerçants qui louaient de petites boutiques situées dans les marchés d'Alep. FP 2007, p. 31-33 [23 février 1905, N° 15/2 B11].

<sup>48</sup> FP 2007, p. 33-34 [23 février 1905, N° 15/2 B11]

(déterminés au moment de l'affermage des dîmes) pour le gouvernement ottoman. Encore une fois, il semble que le consul ait donné une image plutôt négative du contexte politique régnant tant à Alep que dans les villages des environs. Ces documents soulèvent d'ailleurs plusieurs questions sur certains motifs ou visées sous-jacents de tels rapports consulaires qui portent essentiellement, voire même qui insistent, sur certains problèmes locaux de nature politique, légale ou fiscale. Le dépouillement et l'analyse de l'ensemble de la correspondance de cette époque permet à tout le moins de supposer que Frédéric Poche se soit notamment servi de son statut et de son influence en tant que consul pour alerter les autorités belges sur de potentielles malversations dans l'administration de la province d'Alep. Il visait sans doute ainsi d'abord à préserver ses intérêts économiques dans la ville et l'arrière-pays, mais aussi à sauvegarder, et faire valoir auprès des diplomates belges, ses propres prérogatives de « protégé » d'une nation européenne, tout comme celles des autres protégés du consulat. Les critiques ou les plaintes faites par Frédéric Poche sur le fonctionnement des tribunaux locaux laissent croire qu'il sentait lui-même avoir moins d'influence qu'auparavant en tant que consul et ressortissant étranger, notamment dans les causes judiciaires impliquant d'autres protégés européens. Les rapports et la correspondance officielle lui offraient néanmoins de multiples occasions de réaffirmer ces prérogatives.

#### 4.2.4.3 La conscription

La centralisation politique exercée par le gouvernement impérial ottoman, de même que la réorganisation des institutions militaires, devinrent, au cours de la période des réformes du XIX<sup>e</sup> siècle, des principes essentiels à la survie de l'Empire ottoman. Plusieurs mesures et dispositions découlant de cette période de réorganisation furent mises en place plus concrètement en Syrie dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Un aspect important des réformes militaires était notamment l'instauration de la conscription. Plusieurs documents parmi la correspondance des consuls belge évoquent la réaction de la population à la conscription menée par le gouvernement ottoman dans la province d'Alep, tout en donnant un aperçu de l'impact que ces mesures ont pu avoir sur la sécurité publique dans la région.



En août 1889, le départ d'un bataillon de la garnison d'Alep à destination de l'île de Candie (Crète) suscita la consternation parmi la population musulmane. En fait, le contingent que la province devait fournir s'élevait alors à douze bataillons et le rappel des réservistes était donc imminent. Frédéric Poche était d'avis que les mesures de conscription mises en place, de même que l'affectation des troupes à l'extérieur de la région, auraient tôt ou tard un impact sur la sécurité intérieure du vilayet. Il prévoyait, entre autres, que les incursions des Arabes nomades redoubleraient d'intensité aussitôt la province dégarnie des troupes qui y étaient cantonnées. Ce genre de situation allait aussi contribuer, selon lui, à diminuer considérablement la quantité des semailles dans les régions du sud et de l'est de la province, qui étaient alors apparemment fréquentées par des « tribus pillardes ». En fait, le consul craignait probablement une perte de contrôle direct du gouvernement sur les tribus nomades de l'arrière-pays d'Alep, où lui-même et sa famille avaient d'importants intérêts économiques, « des sommes engagées dans le désert », ce qui signifie sans doute qu'il avait fait des « avances » à des tribus ou des paysans (soit un crédit pour les semailles, l'équipement, ou la subsistance des paysans qui travaillaient pour lui) qui s'occupaient de ses champs et de ses troupeaux, et qu'il craignait de perdre une partie des récoltes qui constituaient le retour sur son investissement<sup>49</sup>. Il cherchait sans doute alors à faire pression pour le maintien d'une présence militaire aux alentours d'Alep afin de prévenir d'importants dommages à ses propriétés et limiter le tort causé tant à ses propres activités commerciales qu'à celles de ses protégés ou d'autres commerçants de la région avec qui il entretenait des relations d'affaires.

Certains documents décrivent aussi l'inquiétude, le mécontentement, voire même la frustration, de la population locale face à la conscription, qui pouvait entraîner de façon sporadique et imprévisible l'appel aux réservistes. Par exemple, en octobre 1903, alors que sévissait une épidémie de choléra sur une partie de la région, la population d'Alep attendait avec appréhension un ordre du gouvernement pour la mobilisation de plusieurs bataillons de

<sup>49</sup> Le consul mentionne dans une lettre au ministre belge à Constantinople que la Sublime Porte devrait songer à un « remède radical » pour pallier à la perte de prestige de l'autorité administrative de la province d'Alep. Il semblait alors inquiet pour le retour des sommes d'argent investies dans l'arrière-pays d'Alep par des promesses d'achat de divers produits agricoles ou pastoraux (générés par l'élevage extensif), comme l'indique ce passage : « [...] le prestige d'un gouverneur fort, vigilant et entendant bien son fait peut tenir en respect et assurer le retour des sommes importantes qui sont annuellement avancées dans le désert comme arrhes pour la livraison des laines, beurres et agneaux [...] ». FP 2003, p. 250-251 [16 août 1889, N<sup>o</sup> 4].



réservistes, dans l'éventualité de l'appel de la garnison locale vers la Macédoine<sup>50</sup>. Selon Albert Poche, la rumeur d'une mobilisation militaire imminente, et de l'appel de réservistes, ne pouvait qu'apporter des soucis supplémentaires à une population déjà bien éprouvée.

Cette demande de réservistes est toujours mal accueillie par la population de cette ville et provoque une certaine agitation dans la classe pauvre et ouvrière qui n'est pas à même de pouvoir profiter de la faculté que lui accorde la loi de se faire remplacer, la taxe établie pour cette exemption étant au-dessus de ses moyens. Son irascibilité se déchaîne en invectives et menaces envers les Chrétiens<sup>51</sup>.

Les sources évoquent également la mobilisation, en 1907-1908, de réservistes de Mésopotamie. À cette époque, les relations tendues entre l'État ottoman et la Perse avaient entraîné l'interruption des échanges commerciaux avec Mossoul<sup>52</sup>. Le gouvernement du vilayet d'Alep avait alors fait construire soixante radeaux pour l'expédition de munitions de guerre destinées au corps d'armée de Bagdad<sup>53</sup>.

#### 4.2.4.4 La sédentarisation d'immigrants circassiens

Près de deux millions d'immigrants circassiens sont arrivés dans l'Empire ottoman entre 1878 et 1914. Un nombre d'entre eux avaient commencé à fuir la Russie au cours des années 1860 pour se soustraire aux politiques de sédentarisation et de christianisation du gouvernement tsariste. Puis, l'immigration s'accéléra pendant et après la guerre russo-turque

<sup>50</sup> La « question de la Macédoine » était une composante importante de la plus large « question d'Orient » qui se posait alors pour le démembrement des territoires européens de l'Empire ottoman. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Macédoine fut le théâtre de violences multiples commises par les membres de comités révolutionnaires (*comitadjis*) qui étaient soutenus par plusieurs États balkaniques (Bulgarie, Serbie, Grèce) qui rivalisaient entre eux pour l'obtention d'une partie de ce territoire. La situation s'aggrava à partir de 1899, et en 1902-1903, la question macédonienne était devenue la préoccupation majeure des puissances européennes et du sultan. François Georgeon, *Abdülhamid II*, p. 366-373.

<sup>51</sup> FP 2006, p. 93-94 [6 octobre 1903, N<sup>o</sup>. 50/7 B53]

<sup>52</sup> Le consul Frédéric Poche écrit à ce sujet : « Les relations tendues entre la Turquie & la Perse provoquant la mobilisation des « rédifs » (réserve) de la Mésopotamie & les réquisitions des bêtes de somme, des chameaux surtout, arrêta pour un certain temps la circulation des caravanes entre cette province & la ville d'Alep interrompant surtout les affaires avec Mossoul. », FP 2007, p. 475 [21 mars 1907, N<sup>o</sup>. 5].

<sup>53</sup> Les munitions étaient arrivées de Constantinople avec le *ferik* (général de division militaire) Pertew Pacha, puis avaient été embarquées à Maskanah (à l'est d'Alep, sur l'Euphrate) à destination de Fallujah (à l'ouest de Bagdad), et devaient ensuite être expédiées à Bagdad, en vue des « complications appréhendées avec la Perse ». FP 2008, p. 3 [18 janvier 1908, N<sup>o</sup>. 3/1].

de 1877-1878. Bon nombre de ces immigrants s'établirent dans l'intérieur de la Syrie, dont plusieurs dans la région d'Alep. Le gouvernement ottoman accordait même à certains d'entre eux des incitatifs tels que des subventions, des outils et des semences. L'arrivée de ces immigrants coïncidait en quelque sorte avec les objectifs politiques de l'État central ottoman qui voulait à cette époque installer des populations aux marges des provinces syriennes – sur la « frontière » – pour mettre en valeur les terres agricoles abandonnées ou inoccupées de la province<sup>54</sup>. Quelques documents du consulat belge évoquent d'ailleurs l'établissement d'immigrants circassiens dans la province d'Alep. Par exemple, un document de 1887 relate les incursions menées sur les routes locales (surtout celle entre Alep et Alexandrette) par des Circassiens établis dans les provinces d'Adana et d'Alep<sup>55</sup>. Deux autres documents du début du XX<sup>e</sup> siècle évoquent par ailleurs le mécontentement de nouveaux émigrants circassiens – qui avaient refusé en 1906 de se rendre sur les terres qui leur avaient été assignées – et la crainte qu'ils inspiraient alors au consul pour la sécurité des campagnes.

Les émigrants circassiens envoyés ici depuis l'entrée de l'hiver vont faire disparaître des campagnes la faible lueur de sécurité qui se rencontre encore dans certaines régions de ce pays où la prépondérance d'Ibrahim Pacha [le chef kurde des Millî, qui était alors à la tête d'un régiment Hamidiye] n'est pas encore arrivée. Ces hôtes indisciplinés, mécontents des localités qui leur ont été assignées sur le bord de l'Euphrate pour y demeurer & se livrer à l'agriculture, refusent de s'y rendre, exigeant que l'autorité locale subviennne à leurs besoins<sup>56</sup>.

---

<sup>54</sup> Donald Quataert évalue le nombre d'immigrants circassiens à 1,5 million pour les années 1860 à 1878 et à 0,5 million pour la période 1881-1914. Selon lui, ces populations ont joué un rôle important dans le renouveau agricole des provinces syriennes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : « These immigrants became an important factor in the agricultural explosion that accompanied Anatolian railway building and the reclaiming of the Syrian frontier. In these and many other areas, they brought new cultivation techniques and methods that provided a powerful stimulus to the improvement of late Ottoman agriculture. », Donald Quataert, « The Age of Reforms, 1812-1914 », p. 795. Sur cette immigration, voir également Justin McCarthy, *The Ottoman Peoples and the End of Empire*, Londres ; New York, Arnold Publishers ; Oxford University Press, 2001, p. 67-68 ; Norman N. Lewis, *Nomads and Settlers*, p. 96-106.

<sup>55</sup> Le consul disait espérer que des « mesures énergiques » soient prises par l'autorité locale afin de purger le pays de ces incursions, de rétablir la sécurité et d'éviter « des déboires » au commerce local. Il évoque dans cette lettre une attaque menée à une distance d'environ « dix heures » d'Alep, sur la route d'Alexandrette, par « le fameux Circacien » Deli Aly et trois de ses compagnons, qui avaient « naguère, sous le gouvernement de Djémil Pacha », attaqué et pillé une caravane sur cette même route. FP 2003, p. 24-26 [22 janvier ? 1887, N<sup>o</sup> 1].

<sup>56</sup> FP 2007, p. 74 [28 mai 1906, N<sup>o</sup> 50/2 B44]

Dans la même lettre, Frédéric Poche expliquait au ministre belge à Constantinople que cette situation était due en partie aux « demandes pressantes d'argent » du gouvernement central ottoman (soit le transfert de recettes des taxes et impôts prélevés dans la province) qui tenaient à court de liquidités le Trésor de la province d'Alep, et que la pension assignée à ces émigrants ne pouvait donc plus leur être régulièrement servie. Le même document indique que les émigrants circassiens avaient d'ailleurs fait une démonstration armée dans les *kazas* d'Ayntab et d'Alep, mais que l'autorité militaire avait alors réussi à réprimer les désordres sans effusion de sang. Un rapport adressé en mars 1908 au ministre belge à Constantinople décrit par ailleurs la poursuite qu'une brigade de vingt soldats de la cavalerie avait menée jusqu'aux environs de Raqqa (à l'est d'Alep, sur la rive gauche de l'Euphrate) contre une caravane transportant quatre cent fusils. La cargaison était apparemment destinée aux immigrants Tcherkesses, établis par le gouvernement ottoman dans la localité de Ra's al 'Ayn (Resaena, au nord-est d'Alep, sur le fleuve Khabur), et qui formaient alors de redoutables tribus armées de fusils Martini et Mauser<sup>57</sup>.

#### 4.3 Sécurité publique et relations du gouvernement avec les populations tribales de l'arrière-pays d'Alep et de la Mésopotamie

Les populations tribales de l'Anatolie orientale et des provinces arabes jouaient au sein de l'Empire ottoman un rôle politique et social important depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, mais le gouvernement central déploya de considérables efforts au cours du dernier siècle de l'histoire ottomane pour amener ces populations sous son contrôle effectif. Cette préoccupation se manifestait surtout par les tentatives de sédentarisation de populations nomades ou semi-nomades, ou tel qu'évoqué plus haut, par l'établissement d'immigrants aux frontières des

---

<sup>57</sup> La lettre mentionne que ces armes de contrebande étaient d'ailleurs très répandues en Syrie : « Ces armes sont introduites en Syrie en si grande quantité qu'aujourd'hui chaque arabe nomade adulte possède son fusil & sa provision de cartouches. L'introduction de ces armes est faite, dit-on, de connivence avec les autorités locales et douanières des échelles de débarquement de la Méditerranée & du Golfe Persique. », FP 2008, p. 22-23 [28 mars 1908, N<sup>o</sup> 19/1].

provinces syriennes. En Anatolie orientale, le gouvernement central ottoman tentait déjà depuis le XVI<sup>e</sup> siècle de réaffirmer son pouvoir par la cooptation de populations tribales<sup>58</sup>.

Les rapports politiques et économiques adressés par Frédéric Poche à ses supérieurs donnent beaucoup d'informations (parfois de façon indirecte) sur les populations tribales de la région et sur les répercussions économiques et politiques de leurs activités dans la province d'Alep. En raison de l'importance de ces populations dans le tissu social de la Syrie et de l'Anatolie orientale, les mouvements des tribus, leur impact sur la sécurité locale, de même que la réaction des autorités à leurs déplacements sont régulièrement évoqués dans les rapports politiques du consulat belge. Bien que les consuls Picciotto et Poche aient tous les deux dénoncé à quelques reprises les exactions commises par les membres de certaines tribus de la région, ils reconnaissaient néanmoins l'importance et l'apport des populations pastorales et nomades à l'économie d'Alep. Par exemple, le consul Picciotto écrivait en juin 1869 au ministre belge à Constantinople, Jules Greindl, qu'aucun trouble dans les environs d'Alep ne méritait d'être signalé, « [sinon] que les arabes nomades, dits Anasés qui infectent ordinairement à l'époque du printemps nos environs, ont poussé outre mesure leur brigandage sur les habitants des villages »<sup>59</sup>. Le consul reconnaissait toutefois que, malgré les déprédations faites sur la région, la présence des tribus avaient un impact économique non négligeable : « Du reste, ces arabes Anasés sont coutumiers de venir chaque année dans ces contrées et font un grand commerce en notre pays qui en profite beaucoup de leur venue »<sup>60</sup>.

À la fin des années 1880, Frédéric Poche dénonçait plutôt, quant à lui, l'inertie du gouverneur de la province, Hassan Pacha, face aux razzias menées par une des tribus arabes Anazah (en turc, *Aneze*) de la région, et en appelait même au remplacement du gouverneur. Dans un rapport adressé au ministre belge à Constantinople en octobre 1888, le consul

---

<sup>58</sup> Yonca Köksal, « Coercion and Mediation: Centralization and Sedentarization of Tribes in the Ottoman Empire », *Middle Eastern Studies*, 42, 3 (2006): 469-491 ; Reşat Kasaba, *A Moveable Empire*, p. 116-122 ; Stefan Winter, « The Province of Raqqa under Ottoman Rule ».

<sup>59</sup> Le consul Picciotto rapportait dans la même lettre que le gouverneur militaire d'Alep avait donné un « châtiment exemplaire » à ces tribus Anazah, et que, battues et dispersées, elles s'étaient fait prendre un nombre considérable de moutons. FP 2001, p. 88-89 [2 juin 1869, N<sup>o</sup>. 6]. Sur les Anazah, voir E. Gräf, « 'Anaza », *Encyclopaedia of Islam II*, Texte intégral en ligne (consulté le 6 mars 2012), Brill Online, 2012.

<sup>60</sup> FP 2001, p. 88-89 [2 juin 1869, N<sup>o</sup>. 6]



expliquait que les razzias opérées par deux cent cavaliers appartenant au chef ibn Chalan (de la tribu des Anazah Ruwalah, campant dans le vilayet de Damas) s'étaient portées sur d'autres tribus et sur des villageois de la campagne autour d'Alep.

Ceux-ci appuyés sur quatorze fantassins armés de fusils système Martini attaquèrent du côté Est d'Alep la tribu des « Ghanatsa » qui fait partie de la tribu soumise des « Hadidi » et lui enlevèrent environ trois cents chameaux ; dans leur incursion ils traversèrent les villages dits « el Gamgoun » Hessaf & Mahdum enlevant aux habitants tout ce qu'ils possédaient en effets et hardes. D'un autre côté « Halaf el Edn » de la même tribu attaqua celle des « Abou Gemil » lui enlevant 80 chameaux ; dans la bagarre « Aly el-Djelmoud », un de ses chefs, fut tué<sup>61</sup>.

Les événements relatés dans ce rapport visaient sans doute à attirer l'attention des autorités belges sur les conséquences néfastes de telles attaques sur les villages des alentours d'Alep. Peu de temps après, Frédéric Poche rendit d'ailleurs visite au gouverneur général d'Alep, Hassan Pacha, pour appeler son attention sur ces faits, et sur l'impunité des auteurs de ces actes, qui compromettait à son avis la tranquillité publique. Il tenta de faire valoir à quel point les liens commerciaux d'Alep et de ses environs avec les tribus soumises étaient considérables et que des mesures sérieuses étaient nécessaires pour la sauvegarde de ces intérêts commerciaux. Ce rapport laisse donc croire, que dans de telles circonstances, le consul prenait des voies officielles pour signaler aux autorités belges ou aux autorités ottomanes locales certains méfaits et pour les alerter sur les dangers potentiels de ces incidents qui avaient des conséquences sur ses investissements personnels dans l'arrière-pays d'Alep.

[...] Plaidant la cause générale du pays, je plaidai la mienne aussi comme propriétaire de moutons disséminés parmi les tribus [de] pasteurs & comme propriétaire de terres limitrophes aux lieux où ces razzias se firent et que, dès lors, mes paysans, mes récoltes et mes mises de fonds se trouvaient compromises<sup>62</sup>.

Frédéric Poche proposa alors qu'aide et protection soient offertes aux tribus soumises Hadidi, mais Hassan Pacha, semble-t-il, rejeta plutôt la responsabilité de ces « pillards » sur le

<sup>61</sup> FP 2003, p. 228 [12 octobre 1888, N°. 13]

<sup>62</sup> FP 2003, p. 228-229 [12 octobre 1888, N°. 13]

gouverneur de la province de Damas, qu'il disait avoir averti de la situation. Le consul déplora par la suite certaines conséquences de l'inaction du gouvernement, comme le fait que la tribu des Ghanatsa ait été attaquée par la tribu el-Omour. Le rapport mentionnait également que la tribu des Ruwalah avait elle aussi attaqué les Ghanatsa, auxquels elle avait enlevé environ trois cent chameaux et six mille moutons qui appartenaient à Frédéric Poche et à divers habitants d'Alep et des villages de Sfiréh (al-Safirah) et de Gebrine (Jibrin)<sup>63</sup>. Il semble que plusieurs des razzias (survenues dans la région d'Alep en octobre 1888) qui furent rapportées par le consul aient également donné lieu à des vols de moutons et de chameaux entre tribus ennemies, et non pas seulement à des attaques sur les villages et les terres entretenus par les paysans.

Le consul rapportait enfin une dernière incursion à al-'Anz et al-Mahdum, non loin de Maskanah, sur la rive droite de l'Euphrate. Située au nord de la Syrie, à une centaine de kilomètres au sud-est d'Alep, la localité de Maskanah servait alors de station aux *esterlis*, un corps de soldats montés sur des mulets qui avait été créé pour protéger la contrée contre les incursions des Arabes. Les « pillards » s'étaient alors emparés de trois mille moutons, puis s'étaient apparemment réfugiés ensuite au djebel el-Abyad (probablement Tell Abyad, dans la région de Raqqa), à l'abri de l'action militaire du gouvernement<sup>64</sup>. Selon Frédéric Poche, cette mutinerie récente des « tribus pillardes » s'expliquait principalement par « les exactions exercées envers la tribu des Anazah » par le gouvernement qui avait fait payer à leur chef (le dénommé Turki Bey, fils de Djedan), à titre de permis de pâturage, une somme plus élevée que d'habitude. Ce rapport indique par ailleurs que la situation administrative de la province d'Alep se trouvait, à cette époque « dans une condition déplorable ». Le consul affirmait que le gouverneur Hassan Pacha, dont l'intégrité semblait pourtant incontestable, n'était ni aimé, ni respecté de ses subalternes et que c'était plutôt le directeur du « Tchiftlik Hamayouni » (*çiftlik hümayun* ; les domaines impériaux, propriété du sultan) qui se préoccupait des répercussions de ces incursions, car beaucoup de paysans des domaines impériaux avaient

---

<sup>63</sup> FP 2003, p. 229-230 [12 octobre 1888, N° 13]

<sup>64</sup> FP 2003, p. 230-231 [12 octobre 1888, N° 13]

apparemment été atteints par les razzias<sup>65</sup>. Puis, l'été suivant, en juillet 1889, le consul rapportait la réapparition de deux tribus factieuses et ennemies (appartenant semble-t-il à la tribu pillarde dite « el-Mawat ») qui avaient été forcées par l'administration du gouverneur Djemil Pacha de quitter la région, et qui revenaient à présent compromettre la sécurité dans les campagnes<sup>66</sup>. Malgré l'intervention de la force armée, la tranquillité n'avait apparemment pas pu être rétablie, et aux dires du consul, la campagne n'offrait plus aucune sécurité. Le consul Poche rapportait que huit villages du kaza de Ma'arra (au sud-ouest d'Alep) avaient été dépouillés de leurs moissons et bestiaux, et lui-même se plaignait d'avoir de nouveau été victime des déprédations des tribus sur ses terres agricoles.

[...] Un certain nombre des « Mawalis » en question, usant du droit du plus fort, fondirent sur « Hazzan », village m'appartenant, s'emparèrent de mes blés et orges après avoir enchaîné l'un de mes deux paysans. D'après les constatations officielles faites à ma demande par les autorités locales, 300 mesures de blé et 150 d'orge ont été enlevées des champs. Mes paysans prétendent qu'en outre une quantité aussi [et sinon] plus importante a été enlevée des blés amassés en gerbes<sup>67</sup>.

Deux des principaux malfaiteurs liés à cette attaque furent par la suite arrêtés par la police d'Alep, grâce entre autres, semble-t-il, à des informations fournies par Frédéric Poche. Ils réussirent toutefois à s'évader peu de temps après, et le consul dut alors recourir à la voie diplomatique – en s'adressant au ministre plénipotentiaire de Belgique, Émile de Borchgrave – pour tenter d'obtenir réparation. Le consul tenta apparemment de donner un peu plus de poids à sa requête en évoquant sa relation privilégiée avec Kâmil Pacha (qui était vraisemblablement l'ancien gouverneur d'Alep).

[...] J'ose recourir à la bienveillante intervention de V. E. la priant de vouloir bien me prêter son haut et efficace concours auprès de la S. P. O. [la Sublime Porte ottomane, ou le gouvernement ottoman] en obtenant un ordre péremptoire à ce Vilayet (possiblement de la part de S. A. Le Grand Vizir Kiamil Pacha duquel j'ai

<sup>65</sup> FP 2003, p. 231-232 [12 octobre 1888, N° 13]

<sup>66</sup> Il s'agissait des tribus el-Djamadjmé et el-Danadetsé et de leurs alliés respectifs. Ces tribus disposaient d'une cinquantaine de fusils Martini, pareils à ceux de l'armée ottomane, et s'étaient rencontrées et affrontées à Sarrahan (probablement Sarmin), sur le territoire du vilayet d'Alep, dans le kaza de Ma'arra. FP 2003, p. 241-242 [30 juillet 1889, N° 2]

<sup>67</sup> FP 2003, p. 243 [30 juillet 1889, N° 2]



l'honneur d'être connu personnellement) forçant [...] le chef en prison et sa tribu de me dédommager des pertes qu'il m'infligea et de faire veiller à la sécurité de mes troupeaux et semailles, disséminés dans plusieurs points du Vilayet, sur des terres qui m'appartiennent<sup>68</sup>.

Au début des années 1890, le consul semblait s'inquiéter de l'insécurité croissante sur les principales routes de la province d'Alep, qui était alors administrée par le gouvernement d'Arif Pacha. Dans un rapport adressé en août 1890 au chargé d'affaires de Belgique à Constantinople, il notait alors que le désert n'était plus « soumis que d'apparence », et que l'autorité du gouvernement n'y était exercée « que par des palliatifs »<sup>69</sup>. Dans une autre lettre adressée en octobre 1890, il rapportait qu'une caravane formée de trois cent chameaux effectuant le trajet entre Bagdad et Damas avait été attaquée et pillée, et que le gouverneur général d'Alep ne semblait pas alors « en état de dominer la situation »<sup>70</sup>.

Puis, au début du XX<sup>e</sup> siècle, des conflits intertribaux en Anatolie orientale et en Syrie retenaient à nouveau l'attention du consul. Vers la fin du mois d'août 1905, l'apparition soudaine d'une des tribus Anazah (dont l'importance numérique était évaluée à « deux mille tentes ») avait mis en émoi les gouvernements des villes d'Alep et de Hama ainsi que la population des environs. Le chef de cette tribu profitait apparemment de la faiblesse du gouvernement ottoman pour envoyer des émissaires dans les régions de Hama et celles du sud et de l'est d'Alep, où ils étaient chargés de prélever un tribut que les cheikhs Anazah avaient anciennement perçu et qu'ils prétendaient alors remettre en vigueur<sup>71</sup>. Frédéric Poche ne mentionne pas, dans le rapport (adressé au ministre belge à Constantinople) qui relate cet incident, si ces actions avaient un lien avec les déprédations récentes faites sur les tribus Anazah par les hommes d'Ibrahim Pacha Millî. Il semble toutefois qu'en septembre 1905, une commission d'enquête ait justement été mise sur pied

<sup>68</sup> FP 2003, p. 243-244 [30 juillet 1889, N° 2]

<sup>69</sup> FP 2004, p. 104 [8 août 1890, N° 15]

<sup>70</sup> FP 2004, p. 116-118 [24 octobre 1890, N° 22]

<sup>71</sup> Un rapport adressé à la légation belge de Constantinople par le consul Poche au début du mois de septembre 1905 semble d'ailleurs indiquer l'opération menée par cette tribu Anazah fût un succès : « Les paysans se montrent dociles, payent ce qu'on leur demande, ne pouvant pas compter sur l'appui du gouvernement pour s'y soustraire. », FP 2007, p. 52 [4 septembre 1905, N° 61/6 B79].



par le gouvernement impérial de Constantinople pour examiner les chefs d'accusations portées contre ce chef kurde (qui était alors à la tête d'une puissance confédération tribale, et qui dirigeait, en outre, quelques régiments Hamidiye) en lien avec les fréquentes razzias, les demandes de rançons, les pillages, ainsi que les péages prélevés par ses hommes contre les tribus Anazah et Shammar.

Cette section a donc permis jusqu'ici de donner un bref aperçu de l'agitation au sein des populations tribales de la région, ainsi que des déprédations commises (souvent entre tribus appartenant à des confédérations différentes) dans la région d'Alep à partir de la fin des années 1880. La plupart des observations du consul qui ont été évoquées dans cette partie semblent en fait traduire un certain affaiblissement du gouvernement ottoman d'Alep à cette époque. Plusieurs documents du consulat belge montrent comment Frédéric Poche, n'ayant pu obtenir de la part des tribunaux ottomans ou des autorités locales une réparation pour les dommages causés à ses propriétés rurales, se servit d'ailleurs de son titre et de ses fonctions officielles de consul pour communiquer des informations portant sur le contexte politique local (notamment sur l'instabilité et l'insécurité prévalant dans l'arrière-pays d'Alep) et tenter d'obtenir une indemnisation pour les dommages occasionnés à ses propriétés ainsi que le tort causé à ses paysans. La prochaine section traite plus particulièrement des conflits intertribaux en Syrie septentrionale et en Anatolie orientale au tournant du XX<sup>e</sup> siècle (qui n'ont été jusqu'ici abordés que brièvement), ainsi que de l'importance et des effets de la cooptation de chefs tribaux par les autorités ottomanes, notamment par la mise sur pied des régiments Hamidiye à partir des années 1890. Il s'agissait là d'une importante démarche entreprise par les autorités impériales, à l'initiative du sultan Abdülhamid II, dans ce vaste projet politique qu'était la « reconquête intérieure » des régions frontalières de l'empire.

#### 4.3.1 Relations entre le Gouvernement ottoman et İbrahim Pacha, chef de la confédération Millî, et conflits intertribaux au début du XX<sup>e</sup> siècle

La correspondance du consulat belge d'Alep permet de jeter un éclairage nouveau sur un personnage politique majeur de l'Anatolie orientale et du nord de la Syrie entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, soit İbrahim Pacha Millî. Alors qu'İbrahim paraissait être en

1905 au faite de son ascension politique, qu'il jouissait d'un pouvoir considérable (il se décrivait apparemment comme « le khédivé de toute la Mésopotamie ») et disposait, semble-t-il, de « dix mille cavaliers bien armés »<sup>72</sup>, sa carrière prit fin en 1908 d'une façon précipitée (alors qu'il était pourchassé par les autorités ottomanes et leurs alliés) et ambiguë suite à sa disparition dans les montagnes du Kurdistan. Cette section cherche notamment à mettre en lumière certains des événements qui menèrent au début du XX<sup>e</sup> siècle à la mise sur pied de deux commissions d'enquête (la première en 1905 et la seconde en 1907), suite aux plaintes des notables de la ville de Diyarbakır (au nord-est d'Alep, en Anatolie orientale) pour de nombreux raids et dégâts effectués dans leur région par des troupes d'Ibrahim.

Plusieurs rapports contenus dans les registres du consulat belge d'Alep témoignent des activités de ce chef tribal, qui était à l'époque commandant (*Mîr Liva Hamidiye*) de cinq régiments Hamidiye et qui avait, en outre, reçu du sultan (en 1902) le titre honorifique de pacha (le titre le plus élevé pour les officiers civils et militaires de l'Empire). Les régiments de cavalerie légère Hamidiye (*Hamidiye Hafif Süvari Alayları*) formaient depuis 1891 une milice irrégulière, composée principalement de tribus kurdes sunnites<sup>73</sup>. Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les efforts de centralisation du gouvernement ottoman se traduisaient notamment par des tentatives d'effectuer le recensement et la levée des impôts, ou encore, d'imposer la conscription chez différentes populations de l'empire. Ces mesures faisaient partie d'une

---

<sup>72</sup> Frédéric Poche écrivait en septembre 1905 qu'il avait récemment eu un entretien privé avec le gouverneur par intérim de la province d'Alep, Bekir Pacha, qui l'avait informé qu'une descente domiciliaire chez un marchand d'armes et la capture d'une caravane contenant dix-huit caisses de fusils Mauser et Martini à l'adresse d'Ibrahim Pacha, commandant Hamidiye, avait permis de découvrir que quatre cent caisses de ces mêmes fusils, ainsi que leurs munitions, avaient été livrées à partir de Tripoli de Syrie. FP 2007, p. 51 [4 septembre 1905, N<sup>o</sup>. 61/6 B79].

<sup>73</sup> Des plans pour l'établissement de ces milices circulaient déjà parmi les cercles d'élites de l'entourage du sultan au moins cinq ans avant leur mise sur pied en 1891 et l'idée originale était venue du sultan Abdülhamid II et de deux de ses proches collaborateurs en qui il avait pleine confiance, soit Şakir Pacha et le maréchal Mehmed Zeki Pacha, commandant du quatrième corps d'armée basé à Erzincan (au nord-est de l'Anatolie) dans la province d'Erzurum. Le recrutement par les autorités impériales ottomanes (il y eut éventuellement jusqu'à soixante-cinq régiments au tournant du XX<sup>e</sup> siècle) débuta à la fin de l'année 1890 parmi des tribus basées dans la région du Caucase russe et à la frontière de l'Iran, puis également dans la région près du lac de Van. Les régiments continuèrent d'exister sous le régime des Jeunes Turcs (après la déposition du sultan en 1909) et furent renommés *Aşiret Hafif Süvari Alayları*. Janet Klein, *The Margins of Empire: Kurdish Militias in the Ottoman Tribal Zone*, Stanford (Californie), Stanford University Press, 2011, p. 3-5, 24-27. Sur les régiments Hamidiye, voir également David McDowall, *A Modern History of the Kurds*, Londres ; New York, I.B. Tauris, 2004 (1<sup>ère</sup> éd. 1996), p. 59-63, 99 ; Stephen Duguid, « The Politics of Unity: Hamidian Policy in Eastern Anatolia », *Middle Eastern Studies*, 9, 2 (Mai 1973): 139-155.

stratégie plus globale de « reconquête intérieure » qui se portait notamment, à l'époque, sur une région éloignée de la capitale ottomane (et située à la bordure des empires perse et russe) recoupant l'Anatolie orientale, la Mésopotamie, le Kurdistan et l'Arménie.

Selon Janet Klein, la cooptation des tribus kurdes était dans ce contexte un projet complexe des autorités impériales qui visait d'abord à gagner la loyauté des populations kurdes afin de les garder dans le giron ottoman, à affaiblir les « ennemis internes » en contrant les activités révolutionnaires arméniennes qui gagnaient alors en importance, et de façon plus générale, à assurer la souveraineté ottomane aux confins de l'Empire. La menace russe était d'ailleurs devenue une préoccupation croissante du gouvernement ottoman, surtout au début des années 1890, alors que des collaborateurs arméniens traversaient la frontière ottomane (notamment dans la province d'Erzurum, et les régions de Başkale et de Van dans le sancak de Hakkari) et se cachaient dans des villes et villages arméniens autour du Lac de Van, ainsi que dans les plaines ou les montagnes des régions de Muş et du Sasun. Janet Klein évalue que la force militaire des auxiliaires tribaux a sans doute été au départ surévaluée et que les régiments formés se révélèrent être en réalité plus petits et moins bien équipés et armés que prévu, et donc, d'une efficacité militaire plutôt limitée. Ses recherches laissent toutefois croire que le pouvoir conféré aux chefs tribaux à la tête des régiments ait pu avoir en retour un impact considérable sur la situation politique et économique régionale par la constitution de réseaux de clients et la naissance de rivalités entre les tribus cooptées par l'État ottoman et les autres, dépourvues de protection et défavorisées par le gouvernement (qui était alors représenté dans la région par le maréchal Zeki Pacha<sup>74</sup>).

L'ascension d'Ibrahim Pacha, qui était devenu au tournant du XX<sup>e</sup> siècle l'un des plus puissants chefs tribaux du Kurdistan, avait coïncidé avec le déclin du chef de la tribu Mîran, Mustapha Pacha. À la tête des Millî et revêtu du titre de commandant Hamidiye<sup>75</sup>, Ibrahim s'était taillé ce que plusieurs observateurs locaux ou étrangers en poste dans la

<sup>74</sup> Janet Klein, *The Margins of Empire*, p. 25-26, 97-98.

<sup>75</sup> En 1905, Ibrahim Pacha s'était vu attribuer le commandement de deux régiments Hamidiye nouvellement formés (63<sup>e</sup> et 64<sup>e</sup> régiments) en plus des 41<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup> et 43<sup>e</sup> régiments qu'il commandait déjà. En plus de ces cinq régiments, il avait aussi autorité sur plusieurs autres tribus Hamidiye dans la région entre Urfa et Mardin (au nord-est d'Alep) comme les Kays, une tribu arabe qui formait deux régiments (51<sup>e</sup> et 52<sup>e</sup>). Janet Klein, *The Margins of Empire*, p. 97-100.

région considéraient être un véritable « petit empire », administré à partir de sa forteresse à Viranşehir (en Anatolie orientale, au nord-est d'Alep)<sup>76</sup>. Les principaux rivaux des Millî étaient principalement les Kîkî et les Karakeçi (d'autres tribus Hamidiye) et la tribu arabe nomade des Shammar, avec laquelle les deux premières étaient toutes deux alliées. Bien que la tribu Millî fût moins peuplée que ses principaux adversaires, sa puissance reposait sur de nombreuses petites tribus avec lesquelles elle était alliée, ainsi que sur les paysans sous sa protection. Elle rassemblait ainsi la plus importante confédération de sa région<sup>77</sup>. Le commandant İbrahim disposait par ailleurs d'un levier d'influence important auprès de Zeki Pacha et du sultan pour obtenir gain de cause dans la plupart des conflits et querelles qui étaient soulevés contre sa tribu ou d'autres membres alliés à sa confédération<sup>78</sup>.

Un rapport adressé en juin 1901 par Albert Poche au ministre plénipotentiaire belge à Constantinople fait d'ailleurs état du contexte agité et des proportions inquiétantes que prenaient à cette époque « les rixes et les querelles » entre des tribus Millî et Shammar. Le gérant du consulat rapportait que ces conflits perturbaient le commerce, en mettant en péril la sécurité sur les routes, mais que le gouvernement local ne cherchait pourtant pas à réprimer les désordres. Ce rapport indique aussi que le chef İbrahim Pacha avait attaqué, trois ou quatre mois auparavant, un campement de 200 à 250 tentes des tribus arabes Shammar et Abu-Assaf qui venaient de s'installer dans les environs de Raqqa<sup>79</sup>.

---

<sup>76</sup> Stefan Winter, « The Other *Nahdah*: The Bedirxans, the Millîs, and the Tribal Roots of Kurdish Nationalism in Syria », *Oriente Moderno* 86 (2006): 461-474.

<sup>77</sup> Sur l'impact politique et économique de la création des régiments Hamidiye, voir Martin van Bruinessen, « Kurds, States and Tribes », dans *Tribes and Power: Nationalism and Ethnicity in the Middle East*, sous la dir. de Faleh Abd al-Jabbar et Hosham Dawod, Londres, Saqi, 2001, p. 171-172.

<sup>78</sup> En 1901, un raid majeur mené par les Millîs entraîna la mort de plusieurs hommes, d'un millier de chameaux ainsi que de quinze mille moutons d'une section des Shammars. Leur chef, le cheikh Faris, porta alors plainte par télégraphe aux autorités impériales ottomanes contre les chefs İbrahim Pacha et Mustafa Pacha (Miran). Le chef Millî eut néanmoins gain de cause dans cette affaire en faisant appel à Zeki Pacha et au sultan contre son rival, qui lui, n'avait pas le titre de chef d'un régiment Hamidiye. Des troupes ottomanes furent d'ailleurs envoyées en 1901 pour protéger Viranşehir (située entre les villes d'Urfa et Mardin) où était établi le quartier général d'İbrahim Pacha. Janet Klein, *The Margins of Empire*, p. 99.

<sup>79</sup> Les Millîs d'İbrahim Pacha s'étaient alors emparés de près de dix mille moutons et deux cent chameaux. L'affrontement avait aussi coûté la vie au chef des Abu-Assaf ainsi qu'à son fils. Albert Poche écrit qu'à cette époque, la majeure partie des effectifs des Shammar se trouvait cependant dans les environs de Bagdad. FP 2006, p. 64 [4 juin 1901, N° 48].





#### 4.1 La Cilicie et le sud-est de l'Anatolie

Carte extraite (et modifiée) de David McDowall, *A Modern History of the Kurds*, 3<sup>e</sup> édition révisée (1<sup>ère</sup> éd. 1996), Londres ; New York, I.B. Tauris, 2004.

Prévenu de cette agression, le cheikh Faris Pacha (chef des Shammar) avait alors ordonné qu'une concentration suffisante d'effectifs soit faite à proximité de Mardin (en Anatolie orientale, au nord-est d'Alep) pour attaquer İbrahim Pacha<sup>80</sup>. Le rapport d'Albert Poche offre aussi un aperçu de la déroute des tribus arabes, effrayées et démoralisées par l'effet destructeur des armes à longue portée dont disposaient les Millîs et leurs alliés. Faris Pacha n'abandonna pourtant pas là ses projets de vengeance. Dix à douze mille des hommes dont il disposait attendaient près de Mardin et à Tell Harman des renforts pour reprendre l'offensive, ce qui laissait présager d'autres batailles sanglantes impliquant ces tribus kurdes et arabes<sup>81</sup>.

Un autre rapport rédigé en 1904 par Albert Poche témoigne également de l'impact sur la sécurité civile – et particulièrement sur la sûreté des routes – des conflits entre les tribus arabes et kurdes dans la région d'Urfa (au nord-est d'Alep), qui occasionnaient semblait-il une perturbation des échanges commerciaux. Les tribus campant dans le Djézireh (Mésopotamie) obstruaient alors apparemment le passage des caravanes et des voyageurs pour Mardin, Nissibin (Nusaybin), et Diyarbakır. À cette époque, les commerçants de Mardin adressaient d'ailleurs régulièrement des pétitions au chef İbrahim Pacha pour une surveillance étroite des routes importantes, afin d'assurer la circulation des voyageurs et des caravanes de marchandises<sup>82</sup>. Répondant donc à ce qu'il considérait être une insoumission des tribus Karakeçi et Berazi, İbrahim Pacha se mit en marche vers le campement de ses

---

<sup>80</sup> Sept compagnies (*cumu*) formée chacune d'environ mil cinq cent guerriers se mirent alors en marche, prêtes à se diriger vers Viranşehir, lieu de résidence du chef Millî, qui eut tôt fait d'alerter et demander secours aux autorités Alep, Mardin, et Harput. Les autorités de ces vilayets répondirent à son appel en lui fournissant près de six cent cavaliers et mille piétons. İbrahim Pacha disposait quant à lui de deux mille hommes armés de sa tribu, en plus de cent autres cavaliers de la tribu arabe alliée des Sbaâ, tandis que les Shammar avaient à leur côté les tribus kurdes Karakeçi et Chikhan (Kikan), ennemis des Millî. Hussein el Aradj, le chef des Karakeçi, alliés aux Shammar, trouva la mort au cours de cette bataille. La retraite fit environ mille victimes du côté des Shammar, dont plusieurs parmi les femmes et les enfants qui accompagnaient le convoi. Un grand nombre de femmes et de filles étaient aussi tombées entre les mains des tribus Hamidiye commandées par İbrahim Pacha. FP 2006, p. 65-66 [4 juin 1901, N° 48].

<sup>81</sup> Il avait apparemment fait appel à plusieurs tribus arabes très puissantes (Foz, Lejess, Charabiés, Bagarras) devant lui apporter leur appui, et la grande tribu Ebu Rachid des environs de Bagdad devait aussi s'unir à lui. FP 2006, p. 66-67 [4 juin 1901, N° 48].

<sup>82</sup> Les négociants de Mardin s'étaient entre autres plaints à İbrahim Pacha d'un vol de huit charges de marchandises, enlevées par des membres des tribus Karakeçi et Berazi, sur une caravane qui devait se rendre à Mardin. N'ayant pu obtenir la soumission des deux chefs de ces tribus kurdes (les frères Dréi et Halil Bey) et la restitution complète des marchandises volées par leurs hommes, İbrahim Pacha avait toutefois pu s'assurer l'appui du gouverneur de Diyarbakır et de l'autorité centrale ottomane pour rétablir l'ordre et la tranquillité dans les campagnes. FP 2007, p. 17-19 [12 juillet 1904, N° 37/4 B35].

adversaires dans les environs d'Urfa. Mais les deux chefs (Halil et Dreï), effrayés, étaient déjà partis avec leurs femmes et enfants vers Soroudj (Suruç, à l'ouest d'Urfa) en direction du campement de la tribu Chekhan, laissant leurs tentes, hardes, ustensiles et bétail à la merci de l'adversaire. Pendant ce temps, leurs alliés avaient néanmoins attaqué plusieurs villages occupés par des « alliés » du chef İbrahim<sup>83</sup>. Le même rapport d'Albert Poche mentionne toutefois qu'aucune action ne fut entreprise par les autorités d'Urfa en vue de la restitution de bétail volé dans les villages qui étaient alliés à İbrahim, ce qui devait mener de nouveau à des représailles de la part de ses hommes. Il semble qu'environ quinze mille cavaliers aient ainsi attaqué à leur tour deux tribus Berazi et Karakeçi, saccageant et incendiant un grand nombre de villages, jetant notamment la terreur parmi les habitants de Suruç, dont un grand nombre partirent se réfugier à Urfa, où la ville paraissait semble-t-il être « en état de siège », alors qu'elle était cernée par les troupes d'İbrahim Pacha<sup>84</sup>.

En mai 1905, alors que les tribus commandées par İbrahim Pacha étendaient progressivement leur sphère de pouvoir en amont de l'Euphrate et avaient atteint les portes d'Urfa<sup>85</sup>, Frédéric Poche dénonçait, dans un rapport adressé au ministre belge à Constantinople, l'impunité dont jouissaient à son avis les Kurdes Hamidiye auprès du gouvernement central ottoman. Ce rapport mentionne également qu'à cette époque, en aval de l'Euphrate, les tribus arabes, qui étaient alors « aux prises avec les circassiens (*Tschatschân*) » et qui faisaient momentanément cause commune avec des Kurdes, étaient

---

<sup>83</sup> Le gérant donne dans son rapport des détails sur les tribus Karakeçi et Berazi, alliées contre İbrahim, qui lancèrent un assaut sur des villages alliés au chef Millî : « [...] les tribus Kurdes, Ketkan [Kikan], et Damadié ainsi que l'Arabe Gess [Kays ?] et une branche de la grande tribu des Shammar avec laquelle il y a trois ans İbrahim Pacha s'était trouvé en lutte armèrent 10 à 12 milles cavaliers des leurs (il est à observer que les Ketkan et Damadiés appartiennent aussi au corps des Hamidiés), et se portèrent contre sa tribu, dévastant, pillant et incendiant une trentaine de villages et se rendant maîtres d'un butin de 600 chameaux et de quatre à cinq mille moutons. », FP 2007, p. 19-20 [12 juillet 1904, N° 37/4 B35].

<sup>84</sup> Un petit nombre de soldats à la disposition de l'autorité d'Urfa fut envoyé dans les campagnes pour rétablir l'ordre, tandis qu'İbrahim Pacha était apparemment rentré à son domicile de Viranşehir en promettant paix et tranquillité au gouvernement. Le gérant Albert Poche rapportait qu'à la suite de ces événements, la sécurité avait été momentanément rétablie, mais il prévoyait toutefois que ces épisodes de violences entraîneraient des pertes pour le fisc ottoman : « ...les redevances qui lui sont dues par ces tribus ne pouvant facilement se recueillir, grand nombre de ces campements s'étant retirés vers l'Irak. », FP 2007, p. 21-22 [12 juillet 1904, N° 37/4 B35].

<sup>85</sup> Le consul écrit que des villages chrétiens étaient pillés et ravagés et que des péages « tractatifs » (sans doute des taxes perçues de façon arbitraire) étaient également imposés aux caravanes. FP 2007, p. 39-40 [24 mai 1905, N° 37/3 B44].



refoulées vers Deir ez-Zor<sup>86</sup>. Dans un autre rapport d'août 1906, le consul affirme que la prépondérance d'Ibrahim Pacha se raffermissait alors de plus en plus en Mésopotamie, sur la région partant des bords du Tigre près de Diyarbakır, s'étendant jusqu'à la rive gauche de l'Euphrate, et s'arrêtant aux environs de Birecik (au nord-est d'Alep, entre 'Ayntab et Urfa). Dans le même rapport, le consul explique également que les autorités ottomanes s'étaient ravisées sur le soutien accordé précédemment au chef Millî et qu'elles tentaient plutôt, dorénavant, d'induire les tribus Shammar et Anazah à prendre l'offensive contre Ibrahim Pacha en leur promettant aide et assistance<sup>87</sup>.

#### 4.3.2 Accusations portées contre Ibrahim Pacha et instauration d'une première commission d'enquête (1905)

À la lecture de certains documents consulaires belges, Frédéric Poche semble désapprouver la tolérance démontrée par les autorités ottomanes face aux méfaits et aux abus commis par Ibrahim Pacha et ses troupes (ou plus particulièrement par certaines tribus qui étaient incorporées aux régiments Hamidiye), une politique qui, à son avis, risquait peut-être de mener à une volonté d'autonomie encore plus grande de la part de certaines tribus kurdes.

La tolérance sans bornes usée par le gouvernement envers les Hamidiés, créés pour servir d'antidote aux Arméniens, l'a rendu aujourd'hui impuissant de les désarmer. Cette peuplade de brigands sauvages et sanguinaires qui est, disent les arabes, employée, aujourd'hui, contre eux pour les affaiblir et les empêcher de faire cause commune avec leurs frères du Yémen, semble avoir déjà des velléités d'indépendance qui pourraient se manifester au moment où l'on s'y attendra le moins<sup>88</sup>.

<sup>86</sup> FP 2007, p. 288 [27 mai 1905, N°. 38/10 B46]. Vu le nom mentionné dans le rapport du consul (*Tschatschân*), il s'agissait peut-être de Tchétchènes qui avaient aussi commencé à émigrer en Syrie au cours des années 1860. Voir Chap. 6, « Circassians and Chechens » dans Norman N. Lewis, *Nomads and Settlers*, p. 96-123.

<sup>87</sup> Selon le rapport du consul, le gouvernement, qui avait d'abord voulu éviter que les tribus arabes ne fassent cause commune avec les insurgés au Yémen, avait soutenu le chef kurde Ibrahim Pacha, mais il avait du même coup créé un « potentat » en Mésopotamie, qui lui donnait dorénavant de graves soucis. Il semble que ces tribus arabes (Shammar et Anazah) aient toutefois refusé la proposition faite par le gouvernement ottoman : « Ces démarches sont restées stériles & ont mis [le gouvernement ottoman] dans le fâcheux cas d'essuyer un refus blessant motivé sur le peu de confiance qu'elles [les tribus] ont dans ses promesses. », FP 2007, p. 83 [13 août 1906, N°. 75/5 B75].

<sup>88</sup> FP 2007, p. 288 [27 mai 1905, N°. 38/10 B46]



Frédéric Poche cherchait dans ce rapport à attirer l'attention du consul général Jules Duckerts sur l'inaction et l'impuissance du gouvernement ottoman (tant les autorités impériales que provinciales) face aux déprédations imputées aux régiments Hamidiye dans les provinces d'Anatolie orientale, qui contribuaient au climat local d'insécurité et qui nuisaient aux activités commerciales dans la province d'Alep<sup>89</sup>. La plupart des comptes-rendus adressés par les Poche aux autorités belges visaient sans doute à attirer l'attention des diplomates et hommes politiques, tant belges qu'ottomans, de la capitale impériale sur une situation politique locale qu'ils jugeaient parfois critique, tout en insistant sur les méfaits attribués aux tribus qui faisaient partie des régiments Hamidiye. Quelques documents de la correspondance consulaire belge d'Alep évoquent par exemple l'impunité dont jouissait alors le chef Hamidiye İbrahim Pacha Millî auprès du gouvernement ottoman impérial, l'impuissance des autorités locales face aux incursions qui étaient attribuées à des membres de sa confédération (notamment à Diyarbakır), et d'autres lettres ou rapports relatent enfin la fuite et la mort du chef, en 1908, suite à la prise du pouvoir par les Jeunes Turcs.

Dans un premier temps, les documents évoquent plusieurs manifestations de mécontentement qui eurent lieu à Diyarbakır à partir du mois d'août 1905, au cours desquelles les notables locaux adressèrent à la Sublime Porte de nombreuses plaintes portant, entre autres, sur les déprédations des troupes d'İbrahim Pacha (qui s'adonnaient alors à de fréquentes razzias contre des tribus arabes ennemies des Anazah et Shammar, et qui prélevaient des rançons et des péages) et sur le pillage de nombreux villages de la région de Diyarbakır. Suite à une autre manifestation de masse en novembre 1905, une première commission d'enquête fut finalement établie par le gouvernement central ottoman pour examiner les chefs d'accusation contre le chef kurde. Elle était composée de six délégués, deux de chacune des villes d'Alep, Urfa et Diyarbakır, et avait pour président le gouverneur

---

<sup>89</sup> La route entre Alep et Alexandrette venait notamment d'être le théâtre d'une attaque sur Vely Pacha Liva, l'aide de camp du sultan qui, parti de Constantinople, se dirigeait en mission vers Bagdad, en compagnie de Wehbi Bey (*Dar-ül-Saâdet-Mudiri-Matbouât-Mouawini*) ainsi que d'un lieutenant colonel. Le gouverneur Kâzım Bey avait alors dépêché un piquet de cent soldats à la poursuite des brigands. Le lendemain, le consul d'Autriche-Hongrie, M. Xanthopoulos, fut à son tour attaqué en revenant de l'échelle d'Alexandrette. FP 2007, p. 288-289 [27 mai 1905, N° 38/10 B46].

de Diyarbakır<sup>90</sup>. Comme İbrahim Pacha refusa de se présenter devant cette commission, elle fut cependant dissoute sans résultats probants. Suite à la commission d'enquête avortée de 1905, les déprédations causées par les hommes d'İbrahim continuèrent à croître, ce qui mena à une nouvelle manifestation d'envergure à Diyarbakır en janvier 1906, réunissant cette fois un grand nombre de cheikhs, d'oulémas, de notables, de commerçants et de gens ordinaires qui adressèrent de nouveau un télégramme à la Sublime Porte pour se plaindre de la situation locale. Malgré les assurances données par les autorités locales qu'İbrahim Pacha serait puni et exilé, les pillages se poursuivirent néanmoins dans la région. Puis, la tension monta de nouveau en novembre 1907 entre İbrahim Pacha et les notables de Diyarbakır, ce qui mena à la mise sur pied d'une deuxième commission d'enquête<sup>91</sup>.

#### 4.3.3 Révolte des notables de Diyarbakır et instauration d'une seconde commission d'enquête (1907)

D'autres lettres et rapports du consulat belge d'Alep évoquent les circonstances dans lesquelles se produisirent les manifestations de Diyarbakır à la fin de l'année 1907 et au début de 1908, les revendications de la population locale, ainsi que les principaux résultats de la seconde commission d'enquête instituée par le gouvernement ottoman. Ces événements se produisaient en fait à un moment où, tel qu'évoqué précédemment, les autorités ottomanes faisaient face – notamment à Alep, mais également en Anatolie orientale, en Mésopotamie et dans d'autres localités de l'Empire – à une situation sociale critique marquée par plusieurs soulèvements populaires. À Diyarbakır<sup>92</sup>, le mécontentement de la population était apparemment dirigé principalement contre le gouvernement ottoman local, auquel on reprochait de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour contrer les incursions menées par les hommes d'İbrahim Pacha Millî, qui menait alors une puissante confédération tribale. Le

<sup>90</sup> Les deux délégués de la province d'Alep étaient le président du tribunal de commerce et Sami Effendi Muderris Zade, secrétaire du conseil administratif. Le consul écrit que ce mandat avait été offert auparavant à plusieurs notables qui l'avaient refusé. FP 2007, p. 52 [4 septembre 1905, N°. 61/6 B79].

<sup>91</sup> Cette seconde commission d'enquête devait aussi porter sur les agissements du chef et des tribus de sa confédération, qui avaient envahi toute la contrée autour Diyarbakır. Sur la mise en place de cette commission, voir notamment Şükrü Hanioglu, *Preparation for a Revolution: The Young Turks, 1902-1908*, New York, Oxford University Press, 2001, p. 106-107 ; Janet Klein, *Margins of Empire*, p. 101.

<sup>92</sup> Pour un résumé des manifestations anti-gouvernementales de Diyarbakır, voir Aykut Kansu, *The Revolution of 1908 in Turkey*, p. 69-72.

chef kurde, qui cherchait apparemment à étendre les « limites de sa domination », avait récemment envahi les environs de Diyarbakır avec une armée évaluée à cinq milles hommes, qui s'était emparée dans la campagne « de tous les troupeaux, chevaux et chameaux [rencontrés] sur sa route, pillant et mettant à sac à feu et à sang quinze villages »<sup>93</sup>.

Les plaintes formulées par les notables musulmans de Diyarbakır, qui considéraient être les principales victimes de ces incursions, offrent un aperçu des principaux méfaits et déprédations qui étaient alors imputés aux troupes d'Ibrahim Pacha. Les notables se plaignaient d'abord de n'avoir reçu durant ces événements aucun appui du gouvernement provincial et ils cherchaient à porter plainte directement au sultan contre le gouverneur local Abdallah Fehmi Efendi. Le gouverneur justifiait, quant à lui, son impuissance à agir durant les événements par les faibles effectifs militaires à sa disposition, soit moins d'une centaine de soldats, un nombre qu'il jugeait à peine suffisant pour la surveillance des dépôts d'armes et des prisons<sup>94</sup>. Frédéric Poche semblait lui aussi d'avis qu'il s'agissait là d'une des causes de ces incursions, affirmant qu'Ibrahim Pacha profitait de « l'effacement de l'autorité ottomane », qu'il était « très au courant des embarras du gouvernement » et qu'il exploitait la position à son avantage en comptant, « à défaut d'appuis en haut-lieu, sur ses trésors & sur son armée évaluée à 12 000 hommes, suffisants pour ravager ce qui reste à ravager dans le pays qu'il terrorise, se retirer dans les montagnes & tenir une armée [...] pour longtemps »<sup>95</sup>. Il semble d'ailleurs que le gouverneur ait réussi à persuader les insurgés de son impuissance à réprimer les méfaits causés par le chef des Millî et ses alliés, et même à les dissuader de réclamer son renvoi. Les notables lui avaient alors apparemment confirmé que leurs

<sup>93</sup> Frédéric Poche mentionne dans cette lettre adressée au ministre plénipotentiaire belge à Constantinople que ces récents raids portaient à environ six cents le nombre de villages détruits par les troupes d'Ibrahim Pacha au cours d'une période de douze ans. FP 2007, p. 378 [4 décembre 1907, N° 74/5]. Un autre rapport évoque par ailleurs les craintes suscitées au sein de la population chrétienne de Diyarbakır par les incursions de la seconde moitié du mois d'octobre, en mentionnant qu'elle appréhendait apparemment « le retour des massacres de 1895 » (soit les massacres d'Arméniens qui avaient été perpétrés cette année-là dans plusieurs localités d'Anatolie orientale). Les bureaux, boutiques et ateliers étaient alors demeurés fermés durant plusieurs jours. FP 2008, p. 17 [28 mars 1908, N° 19/1].

<sup>94</sup> Selon Frédéric Poche, le gouvernement ottoman ne disposait pas, lui non plus, de forces suffisantes pour remédier à la situation : « La situation actuelle est très critique de quel côté qu'on l'envisage ; dans les finances le gâchis et l'impossibilité de faire face aux frais d'une expédition, dans l'armée, l'indiscipline, la corruption et les désertions, dans le peuple, aliénation de sympathies & exaspération alimentée par les injustices, les mauvais traitements & les exactions toujours croissantes. », FP 2007, p. 383-384 [7 décembre 1907, N° 76/6].

<sup>95</sup> FP 2007, p. 383-384 [7 décembre 1907, N° 76/6].

demandes au sultan « se borneraient à implorer l'exil d'Ibrahim Pacha », et le gouverneur Abdullah Fehmi Effendi, qui approuvait cette démarche, s'était ensuite dit prêt à s'associer à leur demande et « [avait remis] son cachet au mufti pour l'apposer au bas du télégramme qui allait être rédigé »<sup>96</sup>. À la lecture de ces rapports, il semble que ces protestations « anti-gouvernementales » aient donc débuté en réaction aux déprédations, restées impunies, du chef Hamidiye. Elles exprimaient sans doute les fortes tensions qui existaient alors entre Ibrahim Pacha et les notables de la ville, de même que la colère des notables envers un gouvernement ottoman qu'ils considéraient être garant de leur protection.

Quelques rapports adressés entre décembre 1907 et mars 1908 offrent même un compte-rendu relativement détaillé des actions prises par les insurgés au cours du mouvement de protestations qui était dirigé par un groupe de notables de la ville. Les manifestations avaient notamment mené à l'occupation, par des habitants chrétiens et musulmans de la ville, des bureaux du gouvernement local (la résidence du gouverneur Abdullah Fehmi Effendi) ainsi que du bureau du télégraphe (une occupation qui perdura, dans ce cas-ci, pour une période de onze jours). Les insurgés étaient apparemment appuyés par une milice locale et réclamaient la transmission directe de leurs griefs au sultan lui-même, sans l'intermédiaire de ses deux secrétaires<sup>97</sup>. Une des principales plaintes adressées par les notables aux autorités impériales ottomanes concernait la mutation du gouverneur de Mossoul (qui était le frère d'Izzet Pacha, le second secrétaire et proche conseiller du sultan) au poste de Diyarbakır<sup>98</sup>. Il semble toutefois que, suite à l'envoi par les protestataires de plusieurs télégrammes (adressés directement au palais), le départ du gouverneur de Mossoul ait été ajourné. Le 26 octobre, la

---

<sup>96</sup> FP 2008, p. 18 [28 mars 1908, N°. 19/1]

<sup>97</sup> Ils refusèrent ainsi l'intermédiaire d'Izzet Pacha, le second secrétaire du sultan, insistant pour soumettre leurs plaintes directement au sultan. FP 2007, p. 378-381 [4 décembre 1907, N°. 74/5] ; FP 2008, p. 20 [28 mars 1908, N°. 19/1]. D'une certaine façon, ces documents démontrent, pour reprendre l'expression utilisée par Keith Watenpaugh, l'appropriation des « technologies de la sphère publique » faite par les notables de Diyarbakır pour la protection de leurs intérêts locaux. Cf. Keith David Watenpaugh, *Being Modern in the Middle East*, p. 98-110.

<sup>98</sup> FP 2007, p. 382-384 [7 décembre 1907, N°. 76/6]. Des rumeurs circulaient néanmoins à l'effet que le gouverneur de Mossoul avait décliné cette charge, et que sur son refus, Saïd Bey, commandant de la place, avait été nommé gérant intérimaire du vilayet. Le consul ajoute dans un autre rapport que l'ex-gouverneur de Diyarbakır, Abdullah Fehmi Effendi, « ayant quitté cette ville, malade, mourut quelques jours après son arrivée à Orfa ». FP 2008, p. 21 [28 mars 1908, N°. 19/1].



foule massée au bureau télégraphique de Diyarbakır, reçut de la part « du Ministère » la réponse suivante :

[...] que des commissaires étaient partis pour ouvrir une enquête, que quatre bataillons de soldats [seraient] dirigés vers Diarbékir pour rétablir l'ordre, que le Valy [avait été] destitué & remplacé par celui de Mossoul, qu'Ibrahim Pacha avait reçu l'ordre de se rendre à Alep, & qu'enfin il leur était enjoint de se retirer immédiatement du bureau télégraphique, à défaut de quoi ils seraient traités en révolutionnaires<sup>99</sup>.

Le gouvernement impérial s'était donc finalement rendu aux demandes des notables en promettant à la fois le rappel du gouverneur (dont les protestataires réclamaient la démission) et une enquête sur les méfaits commis par Ibrahim Pacha<sup>100</sup>. Une commission rogatoire établie par le gouvernement impérial ottoman fut ainsi chargée d'enquêter sur les événements de Diyarbakır et les accusations portées contre Ibrahim Pacha, qui lui, fut enjoint par décret impérial de se rendre à Alep pour séjourner durant l'enquête<sup>101</sup>. Frédéric Poche informa en décembre 1907 le ministre belge de Constantinople du départ pour Diyarbakır de cette commission, mentionnant que Talât Pacha, le commissaire impérial délégué par *irade* (ordre impérial) pour ouvrir l'enquête, était incessamment attendu à Diyarbakır avec deux délégués de la province d'Alep, et deux de la province de Syrie (à titre de commissaires adjoints)<sup>102</sup>. Selon l'opinion générale, cette commission – à laquelle avaient refusé de collaborer les notables des vilayets d'Alep et de Syrie – n'obtiendrait sans doute pas plus de succès que la première, dissoute en 1905. Au début de 1908, le consul apprit d'ailleurs qu'un second ordre

<sup>99</sup> FP 2008, p. 20 [28 mars 1908, N°. 19/1]

<sup>100</sup> Mahmud Arif Pacha, gouverneur d'Erzincan, fut apparemment désigné comme gouverneur intérimaire jusqu'à l'arrivée de Mustafa Bey, le gouverneur de Mossoul, qui devait prendre le poste. Aykut Kansu, *The Revolution of 1908 in Turkey*, p. 70.

<sup>101</sup> FP 2007, p. 380 [4 décembre 1907, N°. 74/5]

<sup>102</sup> La commission était ainsi apparemment composée du président envoyé de Constantinople, du cheikh Hussein Orfali (imam et *mudarris* de la mosquée Hadji Moussa d'Alep), d'Ahmed Djemil efendi Miassar (ancien subrogé kaymakam) à titre de commissaires désignés par le vilayet d'Alep, en compagnie de cheikh Faris efendi Elehohfé et cheikh Zaki efendi Ghéilani (tous les deux étaient de Hama et protégés du cheikh Abu al-Huda efendi, le proche conseiller du sultan Abdülhamid II). Dans le rapport qu'il adressa au ministre belge à Constantinople, le consul critiquait vivement le choix des délégués, affirmant que les gouverneurs des provinces d'Alep et de Syrie avaient dû « se résigner à confier cette charge délicate aux susdites personnes considérées comme autant de nullités » et qu'en plus, Ahmed Djemil efendi était « l'homme de Nafi Pacha Djabri Zadé, le plus mauvais génie de ce Vilayet ». FP 2007, p. 382-383 [7 décembre 1907, N°. 76/6].

impérial, enjoignant au chef kurde de se rendre à Alep pour séjourner durant la dite commission rogatoire, avait également été éludé<sup>103</sup>. Selon Frédéric Poche, le refus d'Ibrahim Pacha de se conformer à cet édit frisait la rébellion et avait pour effet de diminuer grandement le prestige du gouvernement aux yeux de la population locale<sup>104</sup>. La commission séjournait donc à Diyarbakır dans une complète inaction quand, en janvier 1908, le consul Poche confirma à son homologue de Smyrne que la seconde commission d'enquête rogatoire envoyée à Diyarbakır s'était soldée par un échec.

Les résultats concrets de cette seconde commission d'enquête se résumèrent pour l'essentiel à l'impunité des troupes d'Ibrahim pour les déprédations commises dans les environs de Diyarbakır, ainsi qu'aux accusations portées contre certains présumés organisateurs des manifestations dans cette ville<sup>105</sup>. Au début du mois d'avril 1908 les informations obtenues par le consul confirmaient que les accusations portées contre Ibrahim Pacha étaient abandonnées, et que le chef Hamidiye profitait donc une fois de plus de la tolérance et de l'impunité des autorités ottomanes<sup>106</sup>. La seconde commission d'enquête de 1907, se terminait pour Ibrahim pratiquement de la même façon que celle de 1905, alors qu'il avait de nouveau refusé de faire face aux accusations portées contre lui et les hommes de sa confédération. La considération et la bienveillance dont il semblait disposer à l'époque de ces deux commissions d'enquête auprès des autorités impériales ottomanes – et fort probablement dans l'entourage même du sultan, par son statut de chef Hamidiye – laissent présumer de l'importance de ce personnage dans le contexte politique des provinces d'Anatolie orientale et de Syrie septentrionale au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>103</sup> Le chef kurde alléguait alors que son état de santé ne lui permettait pas de quitter sa résidence et refusa de se présenter devant les autorités d'Alep. FP 2008, p.16 [28 mars 1908, N<sup>o</sup>. 19/1]

<sup>104</sup> FP 2008, p. 4-5 [18 janvier 1908, N<sup>o</sup>. 3/1]

<sup>105</sup> Sur les principaux résultats, les mises en accusation et les arrestations liées à la commission de Diyarbakır, voir Aykut Kansu, *The Revolution of 1908 in Turkey*, p. 70 ; Janet Klein, *The Margins of Empire*, p. 101 ; Şükrü Hanioglu, *Preparation for a Revolution*, p. 107.

<sup>106</sup> Le commandant militaire à Alep, Bekir Pacha avait alors eu l'ordre d'informer Ibrahim Pacha que le sultan « passait une éponge sur toutes les accusations portées à sa charge par la population de Diyarbakır et lui envoyait son salut impérial ». L'amnistie fut aussi étendue aux notables de Diyarbakır qui avaient été blâmés par le gouvernement ottoman suite à l'enquête menée par Talât Pacha sur les événements de novembre 1907. FP 2008, p. 27-28 [4 avril 1908, N<sup>o</sup>. 21/2].

En replaçant ces événements dans le contexte plus large des autres manifestations dans la région (notamment les émeutes qui se déroulèrent sensiblement à la même époque à Alep) et de l'insécurité qui régnait sur les routes, le consul s'inquiétait de plus en plus de la situation « anarchique » qui sévissait dans la région, « de la Méditerranée jusqu'au Golfe Persique »<sup>107</sup>. Les archives consulaires belges d'Alep montrent d'ailleurs comment l'insurrection de Diyarbakır s'inscrivait dans un contexte régional de mécontentement exprimé tant envers les autorités ottomanes que face à la prépondérance politique et militaire prise par le chef Hamidiye İbrahim Pacha, dont l'impact se faisait sentir sur une région relativement large, et jusque dans l'arrière-pays d'Alep. Les documents présentés dans la prochaine section témoignent des liens politiques durables que le chef kurde entretenait toujours vers la fin du règne d'Abdülhamid II avec les autorités impériales et l'entourage du sultan. À la veille du changement de régime et de la prise de pouvoir par les Jeunes Turcs en 1908, İbrahim fut d'ailleurs reçu à Alep avec tous les honneurs dus à un pacha, ce qui était un témoignage de son importance et de son prestige politique auprès d'un régime qui suscitait de plus en plus de mécontentement parmi la population de la province. Toutefois, à l'automne 1908, cette symbiose politique prit fin de façon abrupte par la chute du chef Hamidiye, tombé en disgrâce, alors que le nouveau régime comptait raffermir son autorité sur les provinces orientales de l'Empire.

#### 4.3.4 İbrahim Pacha et les Jeunes Turcs (1908)

Au printemps 1908, le gouvernement impérial ottoman envoya des troupes vers la résidence d'İbrahim Pacha – vraisemblablement pour le mettre sous arrêt et forcer son départ pour Alep, où il devait séjourner pour la durée de la commission d'enquête récemment mise sur pied – mais celles-ci furent toutefois rappelées avant même de s'être rendues auprès du chef kurde. İbrahim Pacha s'était apparemment attiré les bonnes grâces des autorités centrales de Constantinople en offrant les services d'une partie de ses régiments pour la protection des travaux de construction du chemin de fer du Hedjaz (réalisés de 1900 à 1908), lequel devait notamment relier La Mecque à Médine. Ce n'était pas la première fois qu'İbrahim utilisait ce stratagème consistant à offrir les services militaires de ses hommes

<sup>107</sup> FP 2008, p. 5 [18 janvier 1908, N° 3/1]

pour s'attirer les bonnes grâces du sultan. Il avait notamment réussi auparavant à se soustraire au devoir de servir dans les guerres des Balkans, ou lors de l'expédition contre les rebelles du Yémen. Le chef Hamidiye cherchait sans doute, en partie, à faire oublier les méfaits commis en Anatolie orientale et en Mésopotamie par des régiments placés sous son commandement, et de façon plus générale, à maintenir de bonnes relations avec le gouvernement impérial. Cette fois-ci, sa proposition de service fut apparemment acceptée avec enthousiasme par le sultan, et il reçut l'ordre de se diriger vers le Hedjaz. Alors qu'une partie de ses troupes se trouvait déjà là-bas au début de l'été 1908, le chef kurde se trouvait quant à lui en tournée en Syrie, où il devait notamment se procurer les armes nécessaires à sa mission. Il fit des arrêts dans plusieurs chefs-lieux de la région, où il participa à quelques cérémonies officielles, et séjourna notamment à Alep au début du mois de juillet<sup>108</sup>. Dans une lettre adressée au ministre belge à Constantinople, le consul Frédéric Poche relate d'ailleurs l'arrivée remarquée à Alep du chef kurde, accompagné de près de mille soldats, et les visites qu'il fit chez les différents consuls de la ville :

Ce chef de tribu fit son entrée solennelle le 10 de ce mois [Juillet] au milieu d'une haie de soldats & d'une foule compacte sortie de la ville pour assister à son arrivée. Les autorités civiles & militaires lui firent la réception qui se fait ordinairement aux Valis. Plusieurs consuls, au nombre desquels je me suis trouvé, réunis avec le Vali dans la tente d'attente saluèrent Ibrahim Pacha, qui semblait préoccupé & soucieux. Hier, accompagné de deux officiers de l'État Major, celui-ci s'est rendu chez-moi. Après une visite d'une heure de temps, il s'est rendu chez les autres consuls<sup>109</sup>.

Il est relativement surprenant de constater l'accueil favorable et empreint de solennité et de déférence réservé à Ibrahim Pacha par les autorités ottomanes d'Alep, faisant largement contraste avec le mécontentement manifesté à son égard ailleurs dans la région, notamment par les notables à Diyarbakır. Cet accueil reflétait sans doute les liens étroits du chef kurde avec les autorités impériales (et surtout le palais), en raison de l'importance politique accordée par le sultan aux régiments Hamidiye. Cet accueil tend peut-être également à faire

<sup>108</sup> Les séjours dans différentes localités syriennes, la durée des arrêts et les dates de départ du chef Hamidiye paraissent difficiles à confirmer avec exactitude. Le consul français à Urfa rapportait qu'Ibrahim Pacha était arrivé dans cette ville le 2 juillet (en provenance de Siverek), accompagné d'environ huit cent cavaliers Hamidiye armés de fusils Martini, qu'il s'était rendu ensuite à Alep le 10 juillet, puis qu'il était reparti le 16 pour Damas. Voir Janet Klein, *Margins of Empire*, p. 100-102.

<sup>109</sup> FP 2008, p. 66 [13 juillet 1908, N° 49/3]



ressortir l'existence d'une certaine communauté d'intérêts au sein du régime hamidien, qui unissait probablement, de façon plus ou moins directe, plusieurs personnages politiques influents à la fois dans les provinces syriennes et au palais – notamment İzzet Pacha et Abu al-Huda al-Sayyadî, les autorités ottomanes d'Alep, et les régiments Hamidiye d'Anatolie orientale – par leur loyauté envers le sultan. Chacun de ces acteurs jouait sans doute, chacun à sa façon, un rôle important dans la plus large politique panislamiste mise de l'avant par le sultan et ses propagandistes dans les provinces asiatiques de l'Empire.

Après l'apogée de la puissance d'Ibrahim Pacha autour de 1905, l'arrivée au pouvoir du Comité union et progrès dans la région en juillet 1908 (suite à la révolution jeune-turque) précipita toutefois la disgrâce du chef kurde (l'ordre pour son arrestation avait apparemment été donné suite au renvoi du commandant Zeki Pacha), sa capitulation, puis sa mort, qui se produisirent toutes au cours de la même année. La correspondance consulaire belge d'Alep jette également plus de lumière sur certains événements cruciaux entourant la chute, en septembre 1908, de ce personnage marquant, ainsi que sur les nouvelles contradictoires qui circulaient alors dans la ville sur la fuite d'Ibrahim Pacha, survenue au cours de sa tournée semi-officielle en Syrie<sup>110</sup>, sur son retour à Viranşehir, suivi de sa capitulation aux mains des autorités ottomanes et de leurs alliés, et enfin sur son départ précipité de Viranşehir vers le djebel Sinjar à la suite de ces affrontements<sup>111</sup>.

Un rapport consulaire adressé le 21 septembre 1908 au ministre belge de Constantinople portait spécifiquement sur les raisons qui avaient mené Ibrahim Pacha à regagner son quartier général de Viranşehir, alors qu'à peine deux cent des hommes sous son contrôle (sur un total d'un millier) étaient effectivement partis vers le Hedjaz. Les huit cent autres hommes, qui avaient été armés par le gouvernement ottoman avant le rétablissement de la Constitution en juillet 1908, avaient alors accompagné Ibrahim à Viranşehir. Ce document donne une description des effectifs lancés à la poursuite du chef kurde qui était

---

<sup>110</sup> Après une halte de six jours à Alep (du 10 au 16 juillet), Ibrahim Pacha était semble-t-il à Damas depuis quelques jours quand il partit pour Viranşehir. FP 2008, p. 89 [21 septembre 1908, N<sup>o</sup>. 53/6].

<sup>111</sup> Une des rumeurs rapportées par le consul affirmait qu'après tous ces événements, Ibrahim Pacha était toujours en vie près de la frontière persane, et que « des officiers soudoyés » lui avaient facilité la fuite avec son trésor. FP 2008, p. 138 [11 novembre 1908, N<sup>o</sup>. 70/10] ; FP 2008, p. 106-109 [12 octobre 1908, N<sup>o</sup>. 61/7].

récemment tombé en disgrâce. Ces troupes étaient notamment composées des garnisons d'Alep, de Maraş et d'Urfa, de membres de tribus ennemies d'Ibrahim Pacha (les tribus arabes Anazah et Shammar ainsi que les tribus kurdes Karakeçi et Berazi) qui avaient été autorisées à se joindre aux troupes impériales, à le combattre, et à récupérer les biens qui leur avait été raziés par lui et ses hommes (moutons, chevaux, chameaux), à la condition, toutefois, que le numéraire demeurât la propriété de l'État. L'objectif du gouvernement était apparemment de barrer tous les chemins qui auraient permis à Ibrahim de se réfugier dans les montagnes du Sinjar ou de faire jonction avec les tribus kurdes en révolte dans le nord du Kurdistan. Ibrahim réussit néanmoins à se rendre à Viranşehir et à faire le siège d'une caserne occupée par des troupes ottomanes, qui furent ensuite forcées de capituler<sup>112</sup>.

Un autre rapport adressé en janvier 1909 au ministre belge à Constantinople présente ensuite des détails sur la fuite (à partir de Viranşehir) d'Ibrahim Pacha, de même que sur sa mort<sup>113</sup>. Le consul y relate l'arrivée, le 4 septembre 1908, d'Ibrahim à Viranşehir (alors occupée par huit cent soldats du quatrième corps d'armée commandés par Kourchid Bey, qui avait été mandaté de reprendre possession des armes et munitions qui avaient été données au chef kurde à Damas, avant son départ. Cependant, lorsque le commandant ottoman se rendit le surlendemain auprès d'Ibrahim pour lui demander la remise des armes, celui-ci lui déclara qu'il ne se conformerait à cet ordre que s'il n'émanait du sultan. Il donna ensuite l'ordre à ses troupes de procéder à l'expulsion de la garnison ottomane de Viranşehir (le 6 septembre), mais les troupes coalisées réussirent néanmoins à faire une nouvelle irruption dans la ville<sup>114</sup>. Quinze jours après cette première capitulation, les troupes ottomanes, qui s'étaient repliées dans un village nommé Ayoub Peïgham (à cinq heures de distance de Viranşehir), reçurent

<sup>112</sup> Apparemment, l'affrontement durant le siège de la caserne avait coûté la vie à 120 des hommes d'Ibrahim, mais il avait néanmoins réussi à reprendre le contrôle de la ville. FP 2008, p. 93-96 [21 septembre 1908, N° 53/6]. La correspondance du consul français de Diyarbakır utilisée par Janet Klein laisse croire que les forces armées d'Ibrahim atteignaient probablement près de quatre à cinq mille hommes après son arrivée à Viranşehir. Janet Klein, *Margins of Empire*, p. 103.

<sup>113</sup> Frédéric Poche avait apparemment obtenu les informations par plusieurs sources d'Urfa, de Mardin et de Viranşehir. Dès la première page de ce rapport, il est toutefois question de la fuite du chef kurde à partir de Damas, une différence notable par rapport aux autres versions données de ces événements, qui évoquent une fuite à partir d'Alep. FP 2008, p. 167 [21 janvier 1909, N° 4/1].

<sup>114</sup> Un combat s'engagea, faisant 94 morts, dont 14 soldats. Le rapport consulaire offre un récit plutôt détaillé du siège de la ville qui suivit ce premier affrontement. FP 2008, p. 168-170 [21 janvier 1909, N° 4/1].

des renforts, venant des vilayets d'Alep et de Diyarbakır, qui étaient composés notamment du commandant Bedirkhan Bey<sup>115</sup> (d'Alep), de Şahin Bey et du général (*liva*) Hamid Bey (ces deux derniers étaient venus d'Urfa), de même qu'İzzet Effendi, commandant (*binbaşı*) de Sewerak (Siverek), accompagné de ses réservistes et de trois mille « pillards ». La suite de ce rapport raconte l'entrée dans la ville de Viranşehir des troupes coalisées de Bedirkhan Bey, de Şahin Bey, qui formaient un corps de neuf mille *redifs*, flanqué d'un nombre considérable de « pillards » arabes, kurdes<sup>116</sup> et circassiens (dont les commandants étaient venus auprès du *kaymakam* de Viranşehir, Kadri Bey), qui était allé trouver İbrahim Pacha, pour lui intimer de se rendre et de livrer ses armes.

Le 27 septembre, les troupes coalisées entrèrent dans Viranşehir et lancèrent une attaque contre les mille cavaliers d'İbrahim, commandés par son fils aîné, Abdülhamid Bey<sup>117</sup>. Le rapport transmis par le consul Poche au ministre belge à Constantinople mentionne que cet affrontement aurait toute la journée, à la fin de laquelle se serait produite la fuite d'İbrahim vers le refuge de son allié Yezidi, Hasanê Kenco, situé à une distance de sept heures de Viranşehir, et où après une pause, il aurait pris le chemin des monts Sinjar. Ce rapport évoque également le pillage des boutiques et des maisons qui suivit la fuite d'İbrahim, mentionnant qu'il avait alors laissé « à la merci des soldats & des pillards un grand nombre de chameaux, plusieurs milliers de moutons ainsi que cinq cent tentes avec toutes les richesses qu'elles contenaient en orfèvreries, bijoux, ustensiles, tapis, etc., sauvant

---

<sup>115</sup> Bedirhan Bey était issu d'une famille kurde très importante de la région. Les Bedirhan avaient notamment été les émirs de Cizre (en Anatolie orientale, sur le Tigre) depuis au moins le XVI<sup>e</sup> siècle, jusqu'à la chute, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, de l'émirat du Botan (suite à la révolte de Bedirhan, réprimée en 1847). Plusieurs de ses descendants jouèrent également, au XX<sup>e</sup> siècle, un rôle majeur dans l'émergence d'un mouvement nationaliste kurde. Sur cette famille, voir notamment Hakan Özoglu, *Kurdish Notables and the Ottoman State: Evolving Identities, Competing Loyalties, and Shifting Boundaries*, Albany (New York), State University of New York Press, 2004, p. 59-61, 70-72, 95-106 ; David McDowall, *A Modern History of the Kurds*, p. 38-65 ; Martin van Bruinessen, *Agha, Shaikh, and State: The Social and Political Structures of Kurdistan*, Londres ; Atlantic Highlands (New Jersey), Zed Books, 1992, p. 177-182.

<sup>116</sup> La région du Kurdistan présentait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle un visage morcelé et était marquée par plusieurs conflits tribaux. Il n'était pas rare de voir s'affronter des tribus kurdes appartenant à des confédérations différentes. Voir par exemple, Martin Strohmeier, *Crucial Images in the Presentation of a Kurdish National Identity: Heroes and Patriots, Traitors and Foes*, Leyde ; Boston, Brill, 2003, p. 9-26.

<sup>117</sup> Selon une autre lettre adressée le 26 septembre au consul général belge à Smyrne, le bruit courait Alep que le chef kurde négociait déjà sa soumission. FP 2008, p. 97-98 [26 septembre 1908, N<sup>o</sup> 54/12].



seulement sept chameaux chargés d'une partie de son trésor en numéraire »<sup>118</sup>. Le rapport mentionne ensuite que le pillage des villages d'Ibrahim Pacha dura huit jours, et qu'un nombre considérable de personnes étaient mortes en tentant de défendre leurs biens. Le consul Poche avait d'ailleurs transmis à la mi-octobre des informations sur le pillage qui avait suivi l'attaque des forces coalisées sur Viranşehir, ainsi que sur le départ précipité du chef kurde. Dans ce premier rapport qui suivait les événements en question, le consul évoquait l'attitude déplorable qu'avaient prise les troupes régulières (ottomanes), déchaînées sur la paisible population de Viranşehir, « outrageant quelques femmes chrétiennes et saccageant plus de quatre cent boutiques », de même que les razzias exécutées, sur cent cinquante villages du vilayet de Diyarbakır, par des tribus arabes qui avaient été autorisées par le gouvernement à s'emparer des biens d'Ibrahim Pacha, et qui avaient ainsi réduit les habitants de ces contrées à la misère la plus complète<sup>119</sup>.

Dans les jours suivants, après être arrivé à la gorge du Sinjar (à l'ouest de Mossoul) et avoir livré un combat aux Yézidis habitant cette montagne, Ibrahim, exténué et malade, s'était apparemment réfugié au Djebel Kankab, en un lieu apparemment appelé Barriel-Djagh Djagh (situé au sud du Sinjar), où il avait rendu son dernier souffle<sup>120</sup>. Par ailleurs, au cours de ces événements, la famille d'Ibrahim avait été faite prisonnière à Nissibin (Nusaybin)<sup>121</sup>. Pour Frédéric Poche, bien que le nouveau régime des Jeunes Turcs eût donc réussi à mettre

<sup>118</sup> FP 2008, p. 170-173 [21 janvier 1909, N° 4/1]

<sup>119</sup> Le rapport de Frédéric Poche indique que les troupes ottomanes comme les tribus ennemies des Millî s'étaient adonnées à des razzias sur tout le territoire du vilayet de Diyarbakır, et qu'elles s'étaient emparées des grains, beurres, moutons, chevaux, ainsi que du bétail des populations locales. FP 2008, p.107-108 [12 octobre 1908, N° 61/7]. Les archives consulaires françaises et britanniques utilisées par Janet Klein font également état de ces événements, qu'elle résume ainsi : « After their flight, the regular soldiers, rival tribes, and shock troops plundered Viranşehir, then Heleli, and finally some surrounding villages, attacking some of their inhabitants as well. », Janet Klein, *The Margins of Empire*, p. 103.

<sup>120</sup> Cette version des faits semble différer sensiblement de celle évoquée par d'autres auteurs qui mentionnent qu'Ibrahim Pacha serait décédé près d'al-Hasakah (au cours de sa fuite devant les troupes ottomanes), ou à Sufaya (à douze heures de marche d'Heleli, la capitale de son allié Hasanê Kenco). Cf. Stefan Winter, « The Other *Nahdah* », p. 470 ; Janet Klein, *op. cit.*, p. 103-104.

<sup>121</sup> Alors que ses femmes et ses filles étaient amenées à Mardin, trois de ses fils (Abdülhamid, Mâmô et İsmail) étaient conduits à Diyarbakır et mis sous arrêts. Ses trois autres fils (Halil, Abd al Rahman et Tamuro ?) étaient ensuite revenus avec leur mère à Viranşehir. Le trésor de la famille avait par ailleurs été la proie de Bedirhan Bey, tandis que les denrées emmagasinées avaient été confisquées par le gouvernement. Deux commissaires venus de Constantinople, devaient ensuite mener une enquête sur les faits et les accusations portées à la charge des officiers ayant mené la campagne. FP 2008, p. 174-177 [21 janvier 1909, N° 4/1].



Ibrahim Pacha en déroute et à sonner le glas de sa puissante confédération, le pouvoir effectif du gouvernement et la sécurité publique étaient pourtant loin d'être rétablis dans la région.

Le prestige du gouvernement, surtout dans la campagne, est tenu en échec. La route du désert via Zor pour Bagdad manque de sécurité & les villageois se montrent insubordonnés suite de l'erreur d'avoir excité les tribus arabes, kurdes & tcherkesses contre Ibrahim Pacha<sup>122</sup>.

Les archives du consulat belge d'Alep présentées dans cette section témoignent donc à la fois de l'ascension et de la chute brutale d'Ibrahim Pacha Millî, qui fut sans doute, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, l'un des hommes les plus puissants des provinces ottomanes de l'Anatolie orientale. Les sources évoquent d'ailleurs de façon éloquente l'accueil distingué qui lui fut réservé à Alep, où il fit un passage remarqué en 1908 et reçut les attentions et honneurs habituellement réservés aux gouverneurs ottomans. Les affrontements intertribaux et les tensions sociopolitiques qui se déroulaient dans plusieurs localités de l'Empire durant cette période, notamment dans les provinces d'Anatolie et en Syrie, reflétaient à bien des égards une des dernières batailles entre le régime d'Abdülhamid II et le mouvement des Jeunes Turcs. L'ascension politique d'un personnage comme Ibrahim Pacha apparaît ainsi être un événement important pour comprendre les loyautés et les défis politiques des deux dernières décennies de l'Empire ottoman. Toutefois, en octobre 1908, peu de temps après la prise du pouvoir par les Jeunes Turcs et le rétablissement du régime constitutionnel, le consul belge écrivait que l'espoir de réformes « si hautement proclamées par le Comité » (CUP) était déjà évanoui et que plusieurs anciens titulaires de charges officielles reprenaient déjà leurs postes, après les purges qui avaient suivi la révolution de juillet 1908<sup>123</sup>. Il donnait l'exemple d'Abd al-Razzaq efendi (le frère d'Abu al-Huda efendi, proche conseiller et maître d'œuvre de la politique panislamiste du sultan Abdülhamid II, qui jouissait d'une influence considérable en Syrie), qui avait été renvoyé, et qui était ensuite revenu au service de l'État, tout en conservant son titre de *Sadr-ı Anadolu* (juge militaire en chef d'Anatolie), ainsi qu'une

<sup>122</sup> FP 2008, p. 122 [20 octobre 1908, N° 66/9]

<sup>123</sup> La réorganisation administrative pratiquée par les Jeunes Turcs avait d'abord consisté à purger l'administration des éléments « prohamidiens ». Les premières purges avaient touché en premier lieu les hauts fonctionnaires de l'État (ambassadeurs, gouverneurs et directeurs provinciaux) et ensuite les ministères, mais plusieurs mois s'écoulèrent avant que tout le personnel ne soit renouvelé. François Georgeon, *Abdülhamid II*, p. 411-412.

rémunération de cinquante livres par mois<sup>124</sup>. Il semble qu'il fallût toutefois peu de temps pour que les proches d'Abu al-Huda ne tombent en disgrâce après la révolution de 1908, puisque quelques jours plus tard, le même Abd al-Razzaq était arrêté et écroué (apparemment sur l'ordre du Comité de Salonique) sous l'accusation de l'assassinat d'un jeune grec qui était à son service, une accusation qui avait été semble-t-il étouffée sous l'Ancien régime<sup>125</sup>. La mise en déroute d'Ibrahim Pacha s'inscrivait ainsi dans une série de changements politiques instaurés par les Jeunes Turcs qui visaient sans doute à marquer une nette rupture avec le régime d'Abdülhamid II.

#### 4.4 Le contexte social et les tensions intercommunautaires en Anatolie orientale et en Syrie septentrionale dans les dernières décennies de la période ottomane

D'autres documents du consulat belge d'Alep évoquent par ailleurs l'agitation sociale et politique en Cilicie et en Anatolie orientale dans les dernières décennies de l'époque ottomane. Les rapports des Poche accordaient en fait beaucoup d'intérêt au contexte politique et économique d'une région beaucoup plus large que l'arrière-pays immédiat d'Alep, et qui comprenait entre autres plusieurs autres villes avec lesquelles ils maintenaient – à l'instar de beaucoup de marchands d'Alep – des relations commerciales. Dans les années 1890, le consul adressait régulièrement aux autorités belges des nouvelles d'ordre politique et des comptes-rendus des plus récents événements touchant particulièrement les régions de l'Anatolie orientale, de la Syrie septentrionale ou de la Mésopotamie. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de vives tensions sociales régnaient, entre autres, dans la région de montagnes et de hauts plateaux du Sasun (située au sud-est de la ville de Muş, dans le vilayet de Bitlis). Depuis longtemps, un conflit opposait dans cette région les Arméniens (des cultivateurs, pour la majorité) aux Kurdes nomades qui venaient périodiquement faire paître leurs troupeaux à sur les alpages et qui collectaient alors une redevance traditionnelle pour la protection des Arméniens. Au début des années 1890, un antagonisme de plus en plus fort opposait les deux groupes, alors que des activistes et révolutionnaires arméniens arrivés du Caucase russe s'installaient dans la région, en pensant probablement y trouver un terreau fertile pour

<sup>124</sup> FP 2008, p. 122 [20 octobre 1908, N°. 66/9]

<sup>125</sup> FP 2008, p. 124-125 [23 octobre 1908, N°. 67/17]

expérimenter leurs idées sur le territoire ottoman<sup>126</sup>. Les archives consulaires belges d'Alep témoignent plus particulièrement, dans le contexte des années 1890, de certains affrontements entre les révolutionnaires arméniens et le gouvernement ottoman, puis de la culmination des violences et des massacres d'Arméniens en Cilicie et en Anatolie orientale au cours des années 1894 à 1896.

#### 4.4.1 Le nationalisme arménien et les premiers massacres (1895-1896)

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle fut marquée par l'émergence des mouvements nationaux, et ce, tant en Europe que sur le territoire ottoman. Les nationalismes s'affirmèrent dans l'Empire durant cette période surtout chez les non-musulmans (par exemple, les populations chrétiennes des Balkans et de l'Anatolie orientale), et notamment dans les provinces composées d'importantes populations arméniennes. La société arménienne des provinces orientales de l'Empire ottoman vivait depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle de profonds changements ; elle fut notamment marquée par une renaissance culturelle qui déboucha en 1860 sur l'adoption d'une constitution (le Règlement organique arménien, qui réduisait les pouvoirs traditionnels du patriarche au profit de la bourgeoisie locale), puis par la naissance d'un mouvement national au début de la décennie<sup>127</sup>. Cette effervescence se traduisait plus concrètement par des pétitions au gouvernement ottoman et par des insurrections localisées, notamment à Zeytun (en Cilicie ;auj. Süleymanlı, en Turquie) où la population locale (sans doute appuyée par des activistes arméniens) résista par exemple aux assauts des troupes ottomanes déployées en 1862 pour soumettre les « montagnards rebelles »<sup>128</sup>. Cette agitation politique se poursuivit jusqu'à la réunion du Parlement ottoman en 1876, qui offrait aux députés arméniens l'espoir d'obtenir des réformes et une plus grande sécurité pour leur communauté. La radicalisation du mouvement national arménien après la fin de la guerre russo-ottomane en 1878 fut suivie de l'apparition, au milieu des années 1880, des premiers

<sup>126</sup> François Georgeon, *Abdülhamid II*, p. 280-287.

<sup>127</sup> Les Arméniens furent également nombreux dans les institutions locales mises en place par la loi de 1864 sur l'administration provinciale. Ils étaient présents notamment dans les conseils municipaux, les tribunaux ou l'administration financière. François Georgeon, « Le dernier sursaut (1878-1908) », p. 558-564.

<sup>128</sup> Raymond H. Kévorkian et Paul B. Paboudjian, *Les Arméniens dans l'Empire Ottoman à la veille du génocide*, Paris, Éditions d'Art et d'Histoire ARHIS, 1992, p. 313.



partis révolutionnaires. La situation politique et sociale des années 1890 fut ensuite marquée par la violence : les actes de rébellion et de répression se suivirent et atteignirent au milieu de la décennie des proportions jusqu'alors inédites au cours de l'histoire ottomane.

Les documents consulaires belges (lettres, rapports et télégrammes) mettent en évidence la complexité de la situation politique de cette période, alors que la région de la Cilicie devenait de plus en plus pénétrée par des militants révolutionnaires qui prêchaient la révolte dans les montagnes et tentaient d'organiser un ou plusieurs soulèvements. Les nouvelles transmises en août 1890 par le consul Poche au chargé d'affaires belges à Constantinople traduisaient une situation de plus en plus tendue dans la région de Zeytun (en Anatolie méridionale, au nord-ouest d'Alep), alors que les habitants arméno-grégoriens de la montagne avaient déclaré aux autorités du district administratif de Maraş qu'ils ne pouvaient payer les impôts réclamés et qu'ils se défendraient s'ils étaient forcés à le faire. Frédéric Poche semblait alors craindre que la révolte ne prenne de l'ampleur, et il souhaitait apparemment une intervention rapide du gouvernement ottoman.

[...] En attendant, ces montagnards, armés de fusils Martini, qu'on chiffre au nombre de six cents dont ils sont devenus les maîtres en les achetant aux soldats qui les volaient du dépôt militaire de Marache, parcourent leur montagne en compromettant la sécurité des passants et pour peu que le Gouvernement ne prenne de promptes mesures répressives la situation pourrait se compliquer d'une rébellion ouverte, ce pays étant habitué à ces sortes de manifestations et luttes belliqueuses qui prirent un caractère si grave durant et après la dernière guerre Turco-Russe<sup>129</sup>.

Par ailleurs, le consul écrivait dans ce même rapport d'août 1890 qu'une colère populaire frôlant l'insurrection grondait également à Urfa (en Anatolie orientale) contre le *mutassarif* (gouverneur du sancak), et qu'une importante manifestation réunissant une foule d'environ deux mille personnes avait eu lieu le 14 juin<sup>130</sup>. À Zeytun, l'escalade des tensions se poursuivit apparemment au cours des mois suivants, puisqu'un rapport adressé en octobre

<sup>129</sup> FP 2004, p. 100-102 [8 août 1890, N° 15]

<sup>130</sup> Fermant toutes les boutiques et portes du bazar, la foule s'était semble-t-il transportée en masse au palais du gouvernement, « [en] vociférant et proférant de violentes injures et menaces de mort contre le Moutessarif ». La troupe ottomane était alors intervenue pour arrêter les manifestants à la porte du sérail. On dénombrait à la suite de cet événement plusieurs arrestations parmi les notables locaux. Ces individus furent ensuite envoyés à Alep et mis sous la surveillance de la police. FP 2004, p. 102 [8 août 1890, N° 15].



1890 à Émile de Borchgrave, le ministre belge à Constantinople, relatait les événements qui avaient mené à des affrontements entre la population locale – parmi laquelle des révolutionnaires arméniens étendaient leurs activités – et les troupes ottomanes. Un de ces événements récents était l'assassinat d'un gendarme, qui parcourait alors le district de la part des autorités ottomanes et qui avait été soupçonné d'espionnage. Le *mutassarif* de Maraş, qui avait ensuite voulu faire arrêter les coupables (retranchés dans un quartier de la ville de Zeytun), avait envoyé contre les présumés assassins une escouade de gendarmes à laquelle les « retranchés » avaient résisté. Selon le rapport, l'issue et le vainqueur de cette « escarmouche » demeuraient toutefois contestés par les deux parties. Quatre pièces d'artillerie de montagne, de même qu'un bataillon (*tabur*) d'infanterie et un de cavalerie, furent néanmoins dirigés par la suite sur Zeytun, dans le but de forcer les insurgés à se soumettre et à livrer les assassins du gendarme<sup>131</sup>. Dans une autre lettre adressée au ministre belge à Constantinople au début décembre 1890, le consul affirme toutefois que la situation à Zeytun demeurait alors inchangée. Il rapportait également la nouvelle des destitutions du *mutassarif* de Maraş et du *kaymakam* de Zeytun, qui laissait croire que le gouvernement central ottoman avait désapprouvé leur conduite. Entre temps, huit cent réservistes de l'armée ottomane avaient apparemment pris leur quartier d'hiver dans des maisons chrétiennes de Zeytun. Les arrestations dans la région étaient continues, et de nombreuses personnes étaient emprisonnées quotidiennement, tel que l'archevêque arménien de Zeytun, Mgr. Garabet, qui se trouvait écroué dans la prison des condamnés à mort de Maraş, suite à l'interception de « lettres compromettantes ». La lettre adressée par le consul au ministre belge mentionne d'ailleurs que les autorités ottomanes exerçaient alors une surveillance très sévère des correspondances dans la région, que les voyageurs étaient refoulés, et que les nouvelles ne parvenaient dorénavant à Alep que furtivement<sup>132</sup>.

Alors que le consul Poche s'était montré, en 1890, plutôt favorable à une intervention rapide des autorités ottomanes en Cilicie, il semblait toutefois faire, quatre ans plus tard, une

---

<sup>131</sup> Selon le consul, il était peu probable que la population du district, dans un état de dénuement le plus complet, puisse tenir tête très longtemps aux troupes déployées par le gouvernement. Il notait également dans son rapport que la sécurité des routes dans cette partie de la province était compromise par les insurgés, mais aussi par la présence de Circassiens. FP 2004, p. 116-118 [24 octobre 1890, N° 22].

<sup>132</sup> FP 2004, p. 121-122 [5 décembre 1890, N° 24]

interprétation plutôt différente du contexte politique général dans le nord de la Syrie et en Anatolie orientale, alors que les interventions des autorités locales visaient, selon toute apparence, à contrer une éventuelle menace arménienne dans la ville même d'Alep. Il semblait alors inquiet des répercussions que cette menace aurait sur la situation des chrétiens, minoritaires dans la ville et la province d'Alep, ainsi que sur les relations intercommunautaires, notamment par le réveil du « fanatisme religieux et [de] la haine [contre les chrétiens], toujours à l'état latent, prêts à éclater au moindre signal »<sup>133</sup>. En octobre 1894 (à la veille des importants massacres de la période 1894-1896), le consul faisait d'ailleurs état du déploiement des forces militaires et des « préparatifs de défense » qui avaient été faits dans la ville d'Alep par les autorités civiles et militaires, et qui avaient apparemment été motivés par des informations trouvées dans des papiers saisis chez des Arméniens qui étaient soupçonnés de sympathiser avec des révolutionnaires et de préparer un soulèvement général contre les autorités ottomanes. Dans un rapport adressé au ministre belge à Constantinople, le consul résumait notamment les interventions des autorités à Alep, durant la journée du 25 octobre :

[...] dans l'après-midi, le commissaire de police accompagné d'officiers et d'une dizaine de gendarmes armés portant leurs cartouchières garnies firent plusieurs descentes domiciliaires dans des locaux habités par des Arméniens saisissant tous les papiers, livres & imprimés appartenant à ces derniers, soupçonnés d'être détenteurs de correspondances en imprimés séditionnels relatifs à la cause Arménienne<sup>134</sup>.

Le consul avait du mal à comprendre l'attitude des autorités locales et les craintes, selon lui injustifiées, du gouvernement ottoman face à l'éventualité d'un soulèvement des Arméniens, pourtant « si peu nombreux et clairsemés, dans une province si étendue et où la population musulmane [était] de surcroît en grande majorité »<sup>135</sup>. Les descentes domiciliaires se

<sup>133</sup> FP 2005 [24 novembre 1894, N°. 4]

<sup>134</sup> Selon les faits rapportés au consul Poche, vingt-trois prisonniers arméniens avaient aussi été transportés d'Alexandrette à Alep au cours des jours précédents. FP 2005 [31 octobre 1894, N°. 3 ?].

<sup>135</sup> Il ajoutait par exemple des détails sur la situation qui avait cours dans d'autres localités du nord-ouest de la province d'Alep : « À Beylan où je me trouvais j'ai appris que l'église Arménienne avait été fermée & les trois prêtres qui la desservaient conduits & emprisonnés à Adana. À Kerek-Khan (station entre Beylan & Alep) des treize familles qui ont colonisé cette station il ne reste que quatre individus mâles ; le reste rançonné d'abord puis sous prétexte de sédition se trouvent jetés dans les prisons. Plusieurs de ceux-ci pour racheter leur liberté

poursuivaient toujours en novembre 1894, tant à 'Ayntab qu'à Alep, apparemment sans aucun résultat, sinon que plusieurs autres personnes étaient envoyées dans les prisons d'Alep<sup>136</sup>. En mars 1895, Frédéric Poche informait Georges Neyt, le ministre de Belgique à Constantinople, que la campagne menée dans la région contre les Arméniens soupçonnés d'appartenir à des groupes séditionnels se poursuivait toujours. Les multiples arrestations et perquisitions menées au cours des mois précédents dans la province d'Alep faisaient d'ailleurs dire au consul que cette campagne contre les Arméniens était d'une nature différente que les autres persécutions qui s'étaient vues par le passé.

La campagne contre les Arméniens se poursuit ici sans relâche ; dans ces derniers jours deux colporteurs de livres employés de la Bible Society Américaine furent arrêtés à Killis, menés & emprisonnés ici à Alep & relâchés à la suite de l'intervention consulaire des États-Unis. Trois autres Arméniens, dont un armurier, habitants de Killis, furent emprisonnés dans cette ville, accusés à tort ou à raison, je ne sais, de fabriquer des armes de guerre. En thèse générale la situation des chrétiens traverse une crise sérieuse pleine d'appréhensions. Les persécutions ne sont plus faites comme dans les temps passés, elles revêtent aujourd'hui des formes légales & civilisées & atteignent les individus des chefs de séditions & complots contre l'État. Durant la semaine passée la population chrétienne d'Aïntab était saisie de frayeur, le langage des musulmans était menaçant, d'autant plus que dans ces moments critiques il n'y a qu'un pas pour passer des menaces aux faits<sup>137</sup>.

Cette campagne semble s'être poursuivie sur plusieurs mois, comme le laisse croire un autre rapport adressé en juillet au ministre Neyt, dans lequel le consul évoque les conditions de détention d'Arméniens arrêtés dans la province d'Alep<sup>138</sup>. Deux autres rapports adressés à la

---

durent vendre leurs propriétés à moitié prix & distribuer le montant pour obtenir leur libération. », FP 2005 [31 octobre 1894, N° 3 ?].

<sup>136</sup> Le consul Poche rapportait par exemple que l'évêque de Furnuz (Fernouz, dans le sancak de Maraş), qui était emprisonné depuis presque deux ans à Alep, avait été dirigé vers Alexandrette et embarqué pour une destination inconnue. FP 2005 [24 novembre 1894, N° 4].

<sup>137</sup> FP 2005 [6 mars 1895, N° 5]

<sup>138</sup> Plusieurs arrestations avaient notamment eu lieu à Alep suite à la découverte d'écrits séditionnels parmi des papiers saisis par le « commissaire ». Les Arméniens appréhendés n'avaient semble-t-il subi qu'un seul interrogatoire et avaient été jetés dans des cachots sans mandat d'arrestation. Neuf survivants parmi les quatorze Arméniens arrêtés à Alep avaient d'abord été adressés aux prisons de Khozat, dans le sancak de Dersim (de la province de Harput, au nord-est d'Alep), avant d'être ensuite transférés à celle de Harput, pour finalement revenir plus tard à Alep. Les conditions de détention étaient probablement très difficiles, puisqu'une trentaine de prisonniers (sur un total de trente-deux) étaient atteints d'une même maladie (dont les symptômes principaux



légation belge en juin 1895 soulignent d'ailleurs que la situation des chrétiens (notamment arméniens) s'aggravait alors dans plusieurs localités de la province d'Alep (notamment à Kilis, 'Ayntab, Zeytun et Maraş), et contiennent également un résumé des principaux méfaits qui avaient été commis à leur détriment. À Maraş et à Zeytun par exemple, de paisibles négociants et propriétaires arméniens catholiques et protestants avaient été arrêtés (sur de prétendues accusations de sédition) et une rançon importante était exigée pour leur remise en liberté. Dans le premier rapport (adressé le 4 juin), le consul affirmait que le « spectre de massacres » planait sur également sur Urfa, où l'on rapportait la profanation du cimetière catholique, les blessures infligées à deux élèves de l'École française des Pères Capucins, des voies de faits sur une femme, ainsi que l'assassinat d'un Arménien en plein jour<sup>139</sup>. Par ailleurs, à l'ouest de la province d'Alep, près d'Antioche, le sanctuaire de la grotte de Saint-Pierre – érigé en Église et desservi par des Pères Capucins jouissant de la protection française – avait apparemment aussi été assailli par des voleurs<sup>140</sup>.

À travers cette période tourmentée, l'arrivée à Alexandrette de deux cuirassés américains (le San Francisco et le Marblehead) à la fin du mois d'avril 1895 avait apparemment fait une forte impression à Alep. Il semble que cette démonstration navale ait d'ailleurs eu un effet bénéfique sur le moral des chrétiens. Cependant, plusieurs mesures prises par les autorités ottomanes à cette époque – l'appel aux armes des réservistes, le dénombrement des bêtes de somme pouvant servir pour la mobilisation de l'armée, les visites et contrôles des dépôts d'armes par des officiers venus *ad hoc* – donnaient l'impression, aux dires du consul, de l'imminence d'une guerre. Par ailleurs, le consul Poche semblait même faire un lien entre le sort réservé aux Arméniens et les nombreuses entraves légales dont étaient victimes les protégés européens (comme lui) dans la région. Selon lui, la persécution des chrétiens et des Européens revêtait également « [une] apparence de formes légales », s'exprimant notamment par des « dénis de justice » (soit des injustices, ou le refus des juges de leur rendre la justice), par un rallongement considérable des procédures légales, par des

---

étaient des douleurs à l'estomac, la perte de la raison ou le délire continu, ainsi que la chute de leurs cheveux) des suites de laquelle ils succombèrent. FP 2005 [6 juillet 1895, N° 8].

<sup>139</sup> FP 2005 [4 juin 1895, N° 6], p. 5.

<sup>140</sup> FP 2005 [4 juin 1895, N° 6], p. 6.



entraves judiciaires, ou même simplement par la non-exécution des sentences lorsqu'elles étaient rendues, par exemple, en faveur d'un Européen contre un musulman<sup>141</sup>.

Le rapport suivant, adressé le 18 juin 1895 à Paul de Vroote, le chargé d'affaires belge à Constantinople, expliquait par ailleurs que des troupes ottomanes avaient été envoyées d'Alep, puis que d'autres étaient également venues de Lattaquié et qu'elles avaient campé sur la plage de Suediah (sur la côte méditerranéenne, dans les environs d'Antioche), surveillant attentivement la côte, suite à un récent débarquement d'armes destinées aux insurgés, des « montagnards arméniens » probablement de la région de Zeytun. Le rapport informait d'ailleurs le ministre belge que la montagne de Kozan-Dagh (située dans le sancak de Sis, au cœur de la Cilicie) et de Zeytun, qui avait récemment évité une insurrection, était parcourue de toutes parts par des émissaires qui recommandaient aux habitants « l'union et la solidarité du peuple arménien » et qui tentaient de les mener vers la sédition<sup>142</sup>. Ces documents semblent donc indiquer que la situation politique devenait relativement complexe pour les autorités ottomanes, qui devaient sans doute composer à la fois avec le soulèvement de la population de Zeytun et les activités militantes de nationalistes arméniens, tout en cherchant probablement à neutraliser un trafic d'armes destiné aux insurgés de la région.

Au début du mois d'août 1895, Frédéric Poche fit part au ministre Georges Neyt à Constantinople d'un télégramme, envoyé peu de temps auparavant du vice-consulat de France à Antioche, qui mentionnait qu'à la suite de l'arrestation de quelques Arméniens des environs et de la capture d'armes et de munitions, deux à trois milles musulmans s'étaient rassemblés, puis s'étaient rendus dans le quartier arménien, en « vociférant, maltraitant et menaçant d'exterminer les Chrétiens ». La foule s'était ensuite portée vers l'église

<sup>141</sup> Le consul Poche affirmait même que les présidents des tribunaux d'Alep et d'autres localités de la province avaient reçu l'ordre d'entraver la marche des procès intentés par des sujets européens. Il ajoutait aussi que la discrimination se faisait également sentir lors de la collecte des impôts contre les chrétiens « des villes de l'intérieur », qui étaient alors « poursuivis, harcelés, emprisonnés, surchargés de taxes exagérées », tandis que les musulmans payaient « comme ils [pouvaient] et quand ils [voulaient] ». FP 2005 [4 juin 1895, N° 6], p. 14-15 ; FP 2005 [18 juin 1895, N° 7].

<sup>142</sup> Des Arméniens venus des États-Unis et d'Angleterre s'étaient donnés rendez-vous à Chypre et s'étaient embarqués sur un petit voilier chargé d'armes. Le *müdür* (sous-gouverneur de district) de Suediah qui avait été averti par d'autres Arméniens, informa alors le *kaymakam* d'Antioche qui informa à son tour le gouverneur d'Alep, qui dépêcha finalement une centaine de soldats, après que « les montagnards » eurent réussi à emporter avec eux les armes et munitions. FP 2005 [18 juin 1895, N° 7], p. 3.

arménienne et y avait pénétré, croyant y trouver des armes et des munitions. La perquisition, menée par des notables musulmans, n'avait cependant permis de trouver aucune arme, munition, ou papiers compromettants. Les notables avaient apparemment réussi par la suite à calmer la fureur des émeutiers et empêcher ce qui paraissait être un massacre imminent<sup>143</sup>. Dans la même lettre, le consul écrivait que le Père Marcelin, le supérieur de la mission des pères capucins d'Antioche, venant de Kheder-Bèg (un village du district d'Antioche, où ces religieux avaient une maison) avait été arrêté par la foule aux portes de la ville, menacé, puis conduit au premier corps de garde, accusé d'être « un agent agitateur [incitant] les Arméniens à la révolte »<sup>144</sup>. Les événements relatés dans cette lettre reflètent donc le climat de suspicion qui s'installait, au cours de l'été 1895, dans la région autour d'Alep. Encore une fois, le récit qui avait été fait de ces événements signifiait pour Frédéric Poche que la situation des chrétiens devenait de plus en plus critique, et qu'un changement de cette nature dans l'attitude des autorités et de la population musulmane de la province laissait présager que les habitants d'Alep étaient peut-être « à la veille de tristes événements ».

Peu après, il apprit cependant que le sultan avait accordé une amnistie générale aux « compromis politiques arméniens » (c'est-à-dire des prisonniers qui étaient sans doute détenus pour des motifs d'incitation à la sédition), puis que trois à quatre cent Arméniens s'étaient réunis le 29 juillet à l'évêché pour demander le relâchement de vingt-trois détenus qui demeuraient toujours emprisonnés. Une requête avait alors été rédigée et adressée au gouverneur d'Alep<sup>145</sup>. Alors que des affrontements entre musulmans et chrétiens avaient récemment fait quelques morts dans la province d'Alep (notamment à Djibin, un village du sancak d'Urfa), les chefs des communautés grecque-orthodoxe, arméno-catholique, arméno-gégorienne, et arméno-protestante avaient pour leur part adressé le 26 juillet une lettre aux consuls des grandes puissances, implorant l'assistance de leur État respectif pour délivrer leurs communautés des « persécutions musulmanes » dont elles étaient l'objet<sup>146</sup>.

---

<sup>143</sup> FP 2005 [2 août 1895, N°. 14]

<sup>144</sup> Le père Marcelin fut finalement conduit au sérail, puis relâché, sur l'intervention du vice-consul de France. Une enquête sur cet incident devait par la suite être ouverte. FP 2005 [2 août 1895, N°. 14].

<sup>145</sup> FP 2005 [8 août 1895, N°. 15]

<sup>146</sup> FP 2005 [17 août 1895, N°. 16] ; FP 2005 [31 août 1895, N°. 17].

Par ailleurs, dans une lettre adressée le 17 août 1895, le consul belge fit part au ministre Georges Neyt à Constantinople d'une rumeur disant que les Ansariés (ou Nusayrî) du nord-ouest de la Syrie feraient peut-être cause commune avec les Arméniens, et entreraient eux aussi en rébellion contre le gouvernement ottoman.

[...] Peut-être nous sommes à la veille d'événements sérieux, d'autant plus sérieux que des bruits vagues sont colportés disant que les Ansariés qui habitent le Djebel-Moussa, l'Amanus, le Djebel Kosseir & le Mont Cassius (Djebel-el-Akrâ), toujours mécontents du gouvernement, souvent en état de rébellion, feraient dans un moment donné, cause commune avec les Arméniens de cette contrée ; ce qui autoriserait de croire que la conspiration, si conspiration il y a, pourrait s'étendre dans les montagnes des Ansariés. Dans l'hypothèse, la crainte de massacres dans les villes est à appréhender<sup>147</sup>.

Frédéric Poche écrivait par ailleurs à la fin du mois d'août 1895 que les Arméniens d'Antioche, soucieux pour leur sécurité, et voyant le paternalisme avec lequel les émeutiers musulmans étaient traités, s'étaient réfugiés dans les montagnes voisines<sup>148</sup>. Ce document laisse donc également deviner une situation politique très complexe, marquée par l'appréhension, et ce, tant au sein de la population arménienne de la région (la crainte de massacres contre leur communauté) que chez les autorités ottomanes (la crainte d'une « conspiration »). Le niveau de méfiance entre chrétiens et musulmans semble avoir été à cette époque exacerbé à la fois par les rumeurs de soulèvements, et par les activités des révolutionnaires arméniens prêchant la révolte dans la région. Les archives du consulat belge montrent que la méfiance des autorités ottomanes quant à un éventuel soulèvement arménien dans la région s'exprimait par une surveillance accrue, même jusque dans la ville d'Alep, qui paraissait pourtant loin d'être, aux yeux de Frédéric Poche, un foyer de sédition. Le gouvernement tentait probablement ainsi de contenir à la fois des révoltes locales (et prévenir leur répétition), comme à Zeytun, et le trafic d'armes destinées aux insurgés.

<sup>147</sup> Les « Ansariés » évoqués dans ce document sont les Nusayrî du djebel Ansariyya, une chaîne montagneuse de Syrie de 1200 à 1600 m d'altitude, qui longe les plaines du littoral méditerranéen et qui fait aujourd'hui partie de la province syrienne de Lattaquié. FP 2005 [17 août 1895, N° 16].

<sup>148</sup> Suite à la pétition des doyens des communautés de Djibin, le consul rapportait que des « menaces de massacre » avaient été faites aux chrétiens par les Kurdes d'Omrâli (un village voisin de Kilis). FP 2005 [31 août 1895, N° 17].



#### 4.4.2 Les massacres de novembre et décembre 1895

Les rapports du consul Poche ont jusqu'ici permis de mettre en évidence la préoccupation croissante que représentait pour les autorités ottomanes d'éventuels soulèvements arméniens au début des années 1890. Certaines de ces craintes furent finalement confirmées quelque temps plus tard, au cours des derniers mois de l'année 1895, ainsi qu'en 1896, alors que la région de Zeytun en Cilicie était en état d'insurrection à peu près permanent<sup>149</sup>. Une rébellion armée fut notamment organisée à Zeytun en octobre 1895, sous la direction du parti Hintchak. La défense de Zeytun, lors de ces combats contre l'armée ottomane à l'automne 1895, était attribuée à un chef agitateur portant le pseudonyme d'« Aghassi », qui était originaire de Géorgie, et qui avait apparemment servi auparavant dans les rangs de l'armée russe, en tant qu'officier. Devenu agent de la Société Hintchak, il avait parcouru pendant près d'un an les montagnes de l'Amanus<sup>150</sup> (sur la côte méditerranéenne, au nord-ouest de la Syrie) en prêchant la révolte parmi les Arméniens. Il avait réussi à cette époque à rassembler un groupe de miliciens dont le nombre total (possiblement quelques milliers) était néanmoins difficile à évaluer<sup>151</sup>.

D'autres télégrammes, lettres et rapports adressés par le consulat d'Alep au cours de cette période (mi-novembre et décembre 1895) acheminaient par ailleurs beaucoup d'informations sur le contexte politique de l'ensemble de la région, et visaient entre autres à lancer un cri d'alarme aux diplomates et officiels belges sur les événements tragiques qui se déroulaient alors en Anatolie orientale<sup>152</sup>. Un rapport adressé le 29 novembre au ministre

<sup>149</sup> Cette agitation culmina le 26 août 1896 avec une prise d'otages au siège de la Banque ottomane à Constantinople, organisée par une des organisations révolutionnaires arméniennes présentes dans l'Empire, le parti Dashnak (Fédération révolutionnaire arménienne), et qui donna lieu à un pogrom dans la capitale ottomane. François Georgeon, « Le dernier sursaut (1878-1908) », p. 563.

<sup>150</sup> L'Amanus est un massif montagneux situé au nord-ouest de la province d'Alep et à l'est du vilayet d'Adana (Cilicie). Il est parfois évoqué sous les noms de Djebel Akrâa, Giavur Dağ ou Güzel Dağ.

<sup>151</sup> Les informations obtenues par le consul le portaient à croire que lors d'un débarquement d'armes, de munitions et de bombes à Suediah, vingt à trente Arméniens étaient aussi débarqués pour venir rejoindre le chef « Aghassi ». Les renseignements dont disposait le consul semblaient aussi indiquer que ce débarquement s'était fait « moyennant subordination des autorités, civiles et militaires, de cette localité ». FP 2005 [29 novembre 1895, N° 21], p. 2-3.

<sup>152</sup> Un télégramme adressé en novembre 1895 traduit d'ailleurs la peur ressentie alors par le consul belge de voir s'étendre les massacres à la ville d'Alep : « Troubles sanglants, Zeitoun, Marache, Orfa, Diarbekir,



belge à Constantinople retraçait par exemple certains événements qui s'étaient déroulés récemment dans le sancak de Maraş, et qui avaient apparemment mené à des massacres. Le consul y mentionne entre autres que deux musulmans de la commune d'Alabach (dans le district de Zeytun) avaient vendu à deux Arméniens chrétiens deux champs – dont ces derniers avaient pris possession et qu'ils cultivaient – puis que ces deux mêmes vendeurs musulmans étaient revenus peu de temps après reprendre possession, de vive force, des champs en question. Les deux Arméniens, qui avaient apparemment porté leur cause au tribunal de première instance du district (*kaza*) de Bazardjik (dans le sancak de Maraş) n'avaient toutefois pu recouvrer la jouissance de leur propriété et avaient été déboutés, « faute des titres sur les propriétés »<sup>153</sup>. Exaspérés, ces Arméniens étaient retournés à leur village et s'étaient faits justice eux-mêmes « en s'emparant de leur propriété ». Le rapport consulaire indique qu'en réaction à cet événement, des musulmans de ce district (qui comprenait plusieurs villages à majorité musulmane), aidés de soldats réguliers et de *başbozüks* (des soldats irréguliers), « se rendirent en masse et fondirent sur les Chrétiens, desquels ils massacrèrent, dit-on, de soixante-dix à quatre-vingt »<sup>154</sup>.

Frédéric Poche semblait par ailleurs établir un lien entre les événements d'Alabach et la révolte qui se déroulait à Zeytun depuis le mois d'octobre. Un certain nombre de chrétiens d'Alabach s'étaient apparemment réfugiés à Zeytun suivant les attaques dans leur région, et certains d'entre eux semblent même avoir participé – aux côtés de la population de Zeytun – au siège de la caserne qui était alors tenue sur les hauteurs de ce bourg par la garnison ottomane. Suite à ces événements, le gouvernement impérial ottoman avait fait appel au Cinquième corps d'armée et désirait apparemment former un corps de vingt-cinq bataillons, comprenant des forces venues d'Albistan (du sancak de Maraş), d'Adana et de Kozan (en Cilicie). Les troupes ottomanes livrèrent par la suite dans la ville forteresse des combats

---

Mardin, hier éclatèrent Aïntab, persistent encore. Ici craintes, prière obtenir Sublime Porte ordres nous protéger. », FP 2005 [16 novembre 1895].

<sup>153</sup> La vente des propriétés avait été faite « sans aucun titre adressé », ce qui signifiait sans doute que les Arméniens en question ne disposaient d'aucun document officiel authentifiant leur propriété. La cause fut par la suite portée en appel à Maraş, où fut confirmée la sentence de Bazardjik. FP 2005 [29 novembre 1895, N° 21], p. 3-4.

<sup>154</sup> FP 2005 [29 novembre 1895, N° 21], p. 4.

acharnés, au cours desquels elles subirent de lourdes pertes, et où, après, quatre mois, un apaisement intervint finalement, suite à la médiation des grandes puissances. Le consul affirmait que les événements qui avaient alors eu lieu à Zeytun avaient en quelque sorte agi comme un catalyseur des massacres à Maraş.

Les massacres qui se continuèrent jusqu'à ce moment à Marache ne sont que les représailles des événements de Zeitoun, représailles excitées & autorisées, d'après les apparences très évidentes, par le Gouvernement. [...] Toujours est-il que les Arméniens de Zeitoun et du district d'Alabache ont agi envers les prisonniers et les familles des officiers avec humanité et d'une façon qui leur fait honneur<sup>155</sup>.

Dans son rapport adressé au ministre Georges Neyt à Constantinople, Frédéric Poche semblait par ailleurs étonné et inquiet de voir à Alep certaines retombées concrètes des récents massacres de Diyarbakır, Mardin, Urfa, Maraş, 'Ayntab et leurs environs.

[...] La ville est pleine de campagnards et d'Arabes nomades que l'appât du pillage allèche et l'Autorité locale ne fait rien pour empêcher cette invasion menaçante & d'un caractère plantureux. Des butins faits à Marache arrivent journellement ici. Avant-hier une caravane de vingt-sept chameaux chargée d'effets volés à Marache se rendait à Sfiré, village situé à 4 heures de distance d'Alep sans être inquiétée<sup>156</sup> !

La correspondance du consul belge à cette époque traduit certainement les craintes qu'il avait alors de voir les massacres s'étendre jusqu'à la ville d'Alep, mais aussi son espoir de voir se concrétiser une intervention des puissances européennes qui aurait alors pu venir en aide aux chrétiens de la région<sup>157</sup>. En décembre 1895, Frédéric Poche écrivait d'ailleurs au ministre Neyt que le fait qu'Alep ait échappé aux massacres à trois différentes reprises était dû en grande partie à l'attitude et aux dispositions personnelles des fonctionnaires de

<sup>155</sup> FP 2005 [29 novembre 1895, N° 21], p. 5.

<sup>156</sup> FP 2005 [29 novembre 1895, N° 21], p. 7.

<sup>157</sup> Frédéric Poche insiste dans son rapport de la fin novembre 1895 sur la nécessité d'une intervention européenne prompte et efficace pour arrêter les massacres des Arméniens : « ...l'extermination de tous les Chrétiens, sans aucun doute, se poursuivra froidement & de propos délibéré jusqu'à cette ville [Alep] ». Selon lui, la population chrétienne d'Alep ne pouvait résister à un soulèvement des musulmans et seul un débarquement organisé par les puissances – en presumant que le gouvernement ottoman ne s'y oppose pas – pourrait, dans cette éventualité, sauver les survivants de l'intérieur et protéger les chrétiens contre « les pillards étrangers », plutôt qu'une démonstration navale, qui n'aurait un impact que sur le littoral de la Méditerranée. FP 2005 [29 novembre 1895, N° 21], p. 7.

l'administration ottomane locale. Il rapportait qu'Edhem Pacha, le commandant militaire d'Alep, avait su dominer la situation malgré les « dispositions hostiles » d'Hassan Pacha, l'ex-gouverneur de la province<sup>158</sup>.

Au cours de l'hiver 1895-1896, Frédéric Poche adressa également à la légation belge de Constantinople deux télégrammes annonçant des émeutes à 'Ayntab (24 décembre) et à Urfa (28 et 29 décembre), puis un apaisement des affrontements à Zeytun<sup>159</sup>. Les massacres d'Urfa de ces deux journées avaient fait selon les informations obtenues par le consul huit mille victimes en l'espace de trente-six heures, et survenaient deux mois jour pour jour après un premier massacre qui avait déjà coûté la vie à une quarantaine d'individus de cette localité et qui avait conduit au pillage de près de cinq cent boutiques<sup>160</sup>. Le rapport des plus récents événements à Urfa (adressé par le consul Poche au ministre Georges Neyt à la fin du mois de janvier 1896) relatait qu'un incendie s'était déclaré au bazar de cette ville le samedi 28 décembre 1895, et que des émeutiers accompagnés de réservistes ottomans avaient perpétré des violences et des massacres dans le quartier arménien, de même qu'au bazar. L'incendie d'une église avait aussi provoqué la mort de cinq cent à six cent Arméniens qui étaient venus s'y réfugier. Le rapport de Frédéric Poche mentionne que les autorités locales étaient demeurées impassibles face à cette violence inouïe, et qu'elles avaient même soutenu le bataillon de réservistes.

L'autorité spectatrice impassible ne s'émeut & prend fait & cause avec le bataillon de Rédifs & les assassins de la ville, que pour regrouper les villageois & les tribus Kurdes du voisinage, alléchés par l'appât du pillage, que les habitants de la ville voulaient garder pour eux ; dans cette bagarre, quatre musulmans furent tués. [...] Le Gouvernement jugeant alors l'œuvre d'extermination des Arméniens de cette ville complétée, fait charrier par quatre cents juifs les cadavres qui jonchent la ville,

<sup>158</sup> Le consul affirmait toutefois qu'il en savait toutefois relativement peu encore sur le nouveau gouverneur en fonction à Alep, Zehmi Pacha. FP 2005 [13 décembre 1895, N° 22], p. 7.

<sup>159</sup> FP 2005 [30 décembre 1895] ; FP 2005 [11 février 1896].

<sup>160</sup> Le rapport adressé au ministre Neyt indique que le *mutassarrıf* Hassan Rıza Pacha, conjointement avec le *naib efendi* (juge substitut) et les membres du Conseil administratif, avait alors exhorté les chrétiens à sortir de la retraite dans laquelle ils se confinaient depuis le premier massacre. FP 2005 [29 janvier 1896, N° 24], p. 1-2.



nus, liés au cou par une corde ils sont charriés & traînés comme des charognes au lieu de crémation improvisé<sup>161</sup>.

Le même rapport relatait que la désolation s'étendait également dans les campagnes, jusqu'à Birecik (au nord-est d'Alep, sur l'Euphrate) d'où l'on rapportait d'autres massacres ainsi que des « apostasies » (probablement des conversions forcées). À Birecik, ainsi que dans les localités de Garmoudj (sancak d'Urfa) et de Sanwérak (sans doute Siverek, au nord-est d'Urfa), les violences avaient apparemment fait au total près de six mille victimes<sup>162</sup>. Au cours des mois qui suivirent le ravage et les violences de l'automne 1895, la situation semble être demeurée précaire dans plusieurs localités, puisque le gouvernement ottoman n'osait châtier les auteurs et exécuteurs des massacres<sup>163</sup>. Dans un autre rapport adressé en février 1896 au ministre Neyt à Constantinople, Frédéric Poche soulignait qu'il ne faisait alors plus de doute que la persécution et les massacres des Arméniens perpétrés par les corps de réservistes – qui avaient fait des milliers de victimes – s'étaient déroulés avec la complicité du gouvernement ottoman.

[...] L'horrible vérité qui démontre que c'est bien lui [le gouvernement] qui a été l'organisateur, le promoteur & le froid exécuter des exécrables massacres de Marache, Aïntab, Orfa, Bérédjik & de ceux des nombreuses bourgades & villages de cette province dans lesquelles des milliers de Chrétiens ont disparu, victimes de la fureur du fanatisme musulman, travaillé & excité par des agents spéciaux expédiés *ad hoc* de haut-lieu<sup>164</sup>.

<sup>161</sup> FP 2005 [29 janvier 1896, N<sup>o</sup>. 24], p. 5. Des estimations précises du nombre de victimes des massacres évoqués dans les rapports du consul paraissent plutôt rares. Sur le rôle des autorités ottomanes et des Kurdes de la région dans les massacres de l'automne, et pour une estimation du nombre de victimes d'autres massacres perpétrés à la même époque, voir notamment Jelle Verheij, « "Les frères de terre et d'eau" : sur le rôle des Kurdes dans les massacres arméniens de 1894-1896 », dans *Islam des Kurdes*, sous la dir. de Martin van Bruinessen et Joyce Blau, Paris, Institut national des langues et civilisations orientales, 1999, p. 246-260.

<sup>162</sup> FP 2005 [29 janvier 1896, N<sup>o</sup>. 24], p. 6.

<sup>163</sup> FP 2006, p. 8-11 [6 mai 1896, N<sup>o</sup>. 29]

<sup>164</sup> Le rapport se poursuivait en décrivant le sort réservé aux rescapés des massacres – apostats, dépossédés de leurs biens et leurs demeures – qui étaient dorénavant réduits à une vie d'itinérance : « Couverts de haillons, mourant de froid, dormant dans les rues & les mosquées, leurs filles enlevées et mariées à des musulmans ; ils vivent d'aumônes et reçoivent du gouvernement, par jour, un pain qui ne pèse que trois cent grammes ! », FP 2005 [28 février 1896, N<sup>o</sup>. 26], p. 2-3.



Selon le consul Poche, un autre fait qui indiquait la responsabilité du gouvernement ottoman était qu'en certains endroits, les massacres avaient pu être évités par des mesures de prévention ciblées et efficaces.

[...] L'action du gouvernement dans ces massacres est si évidente que partout où il a voulu épargner les Chrétiens, non arméniens, il le fit. Ainsi à Orfa les Pères Capucins, les Sœurs Franciscaines, l'École Américaine de filles & la dame qui la dirige ont été protégés par un ou deux zaptiés [policiers ou gendarmes] postés devant ces établissements. La mission de ceux-ci se bornait à dire aux assassins que ces établissements étaient exceptés. Il fut de même du quartier habité par des Catholiques Syriens. À Aintab, les institutions Américaines & le couvent des Pères Franciscains furent protégés aussi par l'Autorité Locale. À Marache seulement, le Séminaire Américain a été pillé & brûlé par les soldats & les émeutiers<sup>165</sup>.

En plus d'un grave manque de prévention, la complicité des autorités se traduisait aussi, selon le consul, par le fait que depuis que les massacres avaient été suspendus, aucune mesure civile ou militaire n'avait été prise par le gouvernement ottoman pour sévir contre les coupables, ni aucune punition exemplaire imposée, qui auraient pu favoriser la sécurité des chrétiens vivant encore dans la province. Certains consuls déploraient d'ailleurs le manque de jugement de la part du gouvernement, qui avait confié la « force publique » à des réservistes recrutés dans les villes mêmes où les massacres avaient eu lieu. Le rapport adressé au ministre Neyt en février 1896 indique que le gouvernement avait répondu à ces observations en rapatriant à Alep les réservistes, mais que les autorités n'avaient encore toutefois pris aucune mesure répressive contre les responsables des massacres, « auteurs de tant d'horreurs ».

Le gouvernement fit venir à Alep le bataillon de redifs d'Orfa, qui arriva ici avec son butin d'or & d'argent et de numéraire. Ce bataillon est accompagné par un millier des assassins d'Orfa, tous parents ou affiliés des susdits réservistes qui jetèrent le germe des massacres & excitèrent la populace d'Alep à suivre leur exemple pour s'enrichir & obéir aux ordres du Chef de l'Islam<sup>166</sup>.

<sup>165</sup> Le rapport du consul soulignait que le gouvernement n'avait pris aucune mesure militaire pour empêcher les désordres, affirmant qu'au contraire, « ...il ne fit qu'armer les réservistes & faire d'eux ses principaux sicaires qu'il lança partout contre les paisibles & malheureux Arméniens. Un édit autorisant les soldats de se livrer aux massacres, au rapt des femmes & au pillage a été lu secrètement à la caserne d'Alep comme aussi partout où l'horrible tuerie d'homme a été exécutée. », FP 2005 [28 février 1896, N°. 26], p. 4-5.

<sup>166</sup> FP 2005 [28 février 1896, N°. 26], p. 6-7.

Comme l'avait pressenti Frédéric Poche à l'automne 1895, les démonstrations navales n'avaient apparemment eu aucun impact dissuasif qui aurait pu empêcher la perpétration des massacres. Le consul conservait néanmoins l'espoir de voir une entente se concrétiser entre les puissances européennes pour la mise sur pied d'une commission d'enquête internationale sérieuse qui pourrait faire la lumière sur les événements de 1895-1896, et qui aurait le pouvoir d'infliger des punitions exemplaires aux coupables des massacres ainsi que de dédommager les victimes<sup>167</sup>. Quelques mois plus tard, en juillet 1896, un autre rapport adressé au chargé d'affaires de Belgique à Constantinople vint toutefois confirmer l'envoi à 'Ayntab, par le gouverneur d'Alep, Raïf Pacha, d'un délégué chargé de châtier les exécuteurs des massacres. Le général de division (*ferik*) dépêché sur place, Moustafa Lûtfî Pacha (qui était connu entre autres pour être le neveu « du héros de Plevna, Osman Pacha »), avait alors donné l'ordre aux chefs « du parti des massacres » de rendre les biens volés aux chrétiens. Cet ordre avait d'ailleurs été suivi par des perquisitions dans plusieurs maisons de musulmans, par la capture de nombreux effets volés, et par l'arrestation de trente à quarante individus<sup>168</sup>. Le rapport indique toutefois que les musulmans locaux, qui s'étaient ensuite rassemblés avec « les chefs des partis subversifs », avaient alors résisté aux injonctions données par le général Lûtfî Pacha, en procédant à la mise à feu de biens volés aux chrétiens, et en proférant de nouvelles menaces de massacres, auxquelles l'émissaire avait finalement dû se rendre.

Il est dit, mais pas confirmé, que ce Général de Division ne pouvant compter sur la fidélité de la garnison composée de réservistes qui ont trempé dans les massacres et se sont enrichis par le pillage a dû faire bonne mine à mauvais jeux ; ceux-ci lui ayant déclaré qu'ils ne feraient jamais feu contre des frères musulmans mais tourneraient leurs armes contre les Chrétiens<sup>169</sup>.

Frédéric Poche continuait ainsi, à l'été 1896, à exprimer ses appréhensions sur le contexte sociopolitique local, marqué à son avis par « des musulmans fanatisés & poussés aux massacres », et par une réserve insubordonnée qui alimentait l'anarchie dans la région. Une

---

<sup>167</sup> FP 2005 [28 février 1896, N°. 26], p. 8-9.

<sup>168</sup> FP 2006, p. 17 [2 juillet 1896, N°. 31]

<sup>169</sup> FP 2006, p. 19-20 [2 juillet 1896, N°. 31]

répression immédiate était selon lui nécessaire pour éviter que de nouveaux massacres ne s'abattent cette fois-ci sur tous les chrétiens de la région.

La correspondance du consul Poche exprime ainsi surtout – par des appels énergiques et répétés pour une intervention étrangère – les propres craintes qu'il avait lui-même de voir, dans le contexte politique troublé des années 1890, les massacres s'étendre jusqu'à Alep. Ces documents offrent donc non seulement un aperçu sur l'appréhension suscitée chez des chrétiens d'Alep (tels que les Poche) par les massacres des Arméniens des années 1895-1896, mais indiquent par plusieurs exemples le manque de prévention, voire la complicité, des autorités ottomanes locales dans plusieurs de ces massacres. Les rapports du consul traduisent sans doute également les sentiments de peur et d'angoisse éprouvés par les chrétiens de la région au cours des mois suivant le déchaînement des violences, et notamment face à l'impunité des responsables des massacres perpétrés en Anatolie orientale en 1895-1896. La correspondance du consulat belge renvoyait ainsi l'image d'une région où certains des agresseurs (les réservistes, les chefs des « partis des massacres ») ou responsables des violences, demeuraient toujours armés et au service du gouvernement local, et où un grand nombre de victimes (des Arméniens dépossédés de leurs biens et réduits à l'itinérance) continuaient à vivre une situation de détresse, dans une région où les tensions intercommunautaires semblaient laisser craindre à nouveau la montée des violences.

#### 4.4.3 Les réactions locales à la révolution jeune-turque et au retour du régime constitutionnel

La prise du pouvoir par les Jeunes Turcs du Comité union et progrès (CUP) à l'été 1908 a été abordée brièvement dans la section consacrée plus haut à la chute du chef Hamidiye İbrahim Pacha. Pour tenter de mesurer l'impact social ou politique de cette révolution sur la province ottomane d'Alep, il convient d'abord d'évoquer brièvement dans quel contexte ce mouvement est né, et quels étaient ses principaux objectifs. En fait, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs branches d'opposition s'étaient développées face au régime du sultan Abdülhamid II, et elles comportaient notamment des oulémas, des bureaucrates et des nationalistes. Le large mouvement dissident qui existait alors était surtout formé de comités secrets, basés notamment en Europe, ainsi qu'en Égypte (alors sous occupation



britannique). La principale de ces organisations était l'Union des Ottomans, fondée en 1889 par un groupement d'étudiants de l'Académie impériale de médecine. Ahmed Rıza, qui était à la tête du mouvement jeune-turc en exil, dirigea cette organisation de façon intermittente entre 1895 et 1908, et lui donna le nom, utilisé à partir de 1905, de Comité ottoman du progrès et de l'union<sup>170</sup>. En 1907, le groupe d'Ahmed Rıza, ainsi qu'une autre association secrète établie depuis 1906 dans la ville de Salonique (en Macédoine), soit la Société ottomane de la liberté, décidèrent de fusionner en une seule organisation qui prit le nom de Comité union et progrès (CUP). Cette fusion permit au comité d'étendre la base de ses appuis en infiltrant les troupes ottomanes stationnées en Macédoine (qui était alors en proie à une guerre civile, dont les principaux enjeux étaient la partition ou l'autonomie de la région), puis en gagnant à la cause jeune-turque de jeunes officiers issus des écoles militaires ottomanes. Les armées gagnées à cette cause, dorénavant sous le commandement d'officiers loyaux au CUP, devaient ensuite forcer le sultan à rétablir la Constitution promulguée en décembre 1876, qui était suspendue depuis le renvoi du Parlement en février 1878. Le mouvement de contestation au régime d'Abdülhamid II avait ainsi vécu, sur une période relativement courte, un véritable renouveau. Il était passé, entre la fin du XIX<sup>e</sup> et les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, d'une organisation intellectuelle plutôt axée sur la propagande et la dissémination de journaux clandestins, à une véritable insurrection militaire.

Le mouvement des Jeunes Turcs n'était pas une révolte populaire à grande échelle organisée à travers l'Empire, ni un mouvement de réforme libéral, comme il a pu sembler l'être aux yeux de plusieurs contemporains. Le mouvement avait plutôt des visées empreintes de conservatisme, telles que rétablir la Constitution, empêcher une intervention étrangère et l'imposition de réformes par les grandes puissances en Macédoine, et prévenir l'effondrement ou le démembrement de l'Empire ottoman. À partir de juillet 1908, les événements se succédèrent à une rapidité vertigineuse, et après plusieurs manifestations à travers la partie européenne de l'Empire, toutes les divisions militaires en poste dans la région déclarèrent leur sympathie avec les rebelles. Les Jeunes Turcs avaient réussi non seulement à infiltrer l'armée de Macédoine, mais également à rallier à leur cause les

---

<sup>170</sup> Şükrü Hanioglu, *A Brief History of the Late Ottoman Empire*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 2008, p. 145-148 ; François Georgeon, *Abdülhamid II*, p. 395.



Albanais, à éliminer certains hommes de confiance envoyés par le sultan dans la région, et enfin, à convaincre les troupes anatoliennes mobilisées dans la région de faire défection. Alors que le comité de Monastir (en Macédoine) avait adressé le 16 juillet un ultimatum au sultan pour qu'il rétablisse la Constitution, les Jeunes Turcs s'emparèrent une semaine plus tard du bureau local du télégraphe et des bâtiments publics et proclamèrent la Constitution devant la caserne de la ville, en présence du gouverneur et des autorités militaires et civiles de la province. Après que le sultan eût perdu tous ses moyens d'action, et que les Jeunes Turcs menaçaient de marcher sur la capitale ottomane et de forcer son abdication, Abdülhamid rétablit la Constitution. Des télégrammes furent alors envoyés partout dans l'Empire pour annoncer la nouvelle du rétablissement de la Constitution et de la tenue prochaine d'élections (prévues pour septembre 1908)<sup>171</sup>. Un des premiers impacts de la révolution jeune-turque, ou plus précisément de l'annonce du rétablissement de la Constitution, fut le déclenchement de manifestations de joie et de fraternisation où participèrent des gens de toutes les classes sociales et de diverses communautés. Pourtant, à l'extérieur de la Macédoine, et même dans la capitale ottomane, le Comité union et progrès (qui avait agi dans la clandestinité et qui tenait à demeurer une société secrète), ainsi que ses dirigeants, demeuraient inconnus à la population. Le CUP, qui se voyait lui-même (et voulait être vu) comme un Comité de salut public ottoman, garant de la sécurité future de l'Empire, était sans doute réticent à cette époque à confronter les institutions politiques ottomanes traditionnelles, probablement en raison de la protection qu'elles lui offraient, et du sentiment de continuité et de durabilité qu'elles inspiraient. De plus, en exerçant le pouvoir à travers le sultan et le gouvernement ottoman, le CUP cherchait probablement aussi à éviter de révéler au grand jour l'inexpérience de ses dirigeants. Initialement, le comité central exerçait donc son pouvoir en coulisses, envoyant des députations auprès du sultan, du grand vizir ou des ambassades étrangères. Il pouvait ainsi tirer les ficelles de la politique impériale, et au besoin, dicter ses décisions au gouvernement ottoman<sup>172</sup>. Suite à la Révolution, le comité n'a donc pas pris le contrôle des institutions traditionnelles du pouvoir ottoman (le Palais ou la

<sup>171</sup> François Georgeon, *Abdülhamid II*, p. 400-401.

<sup>172</sup> Il pouvait par exemple ordonner au grand vizir de remplacer un gouverneur qu'il jugeait peu fiable, ou de pratiquer une purge au sein d'effectifs militaires dont la loyauté était mise en doute. Suite à la révolution, des purges furent d'ailleurs effectuées parmi les hauts fonctionnaires (elles touchèrent plus tard tous les ministères), et les principaux ambassadeurs furent également rappelés. Şükrü Hanioglu, *A Brief History*, p. 157-161 ; François Georgeon, *Abdülhamid II*, p. 404-412.

Sublime Porte), conservant plutôt son siège à Salonique (jusqu'en 1912), d'où il fonctionnait comme un groupe de pression chargé de veiller à l'application de la révolution.

Bien que son implantation ait été plutôt limitée dans la capitale, il semble toutefois que le CUP ait cherché, dans la foulée de la révolution, à installer son pouvoir dans les provinces arabes (qui étaient apparemment plutôt réticentes au nouveau régime), en y étendant son réseau et en y préparant les élections de l'automne 1908. Malgré ce nouveau pouvoir occulte, quasi-invisible, exercé par le comité central de Salonique, les échelons inférieurs de l'organisation des Jeunes Turcs s'ouvraient de plus en plus aux notables et aux marchands, qui affluaient comme nouveaux membres à l'ouverture de branches locales du CUP<sup>173</sup>. À cette époque, le pouvoir concret du CUP dépendait surtout du contrôle de l'armée et de la perception populaire qu'il était la seule force capable de défendre l'intégrité de l'Empire ottoman.

Les archives consulaires belges d'Alep présentent une perspective de l'intérieur d'une capitale provinciale ottomane sur certaines répercussions à court terme de la révolution jeune-turque en Syrie, sur la réaction locale à l'arrivée au pouvoir d'un nouveau parti, sur le changement de « régime » politique, ainsi que sur le nouveau style de gouvernement alors mis en place. Alors que les nouvelles de la formation « d'un comité libéral à Salonique et à Monastir », de la chute du grand vizir Mehmed Ferid Pacha, de son remplacement successif par Saïd Pacha (puis par Kâmil Pacha en août), du rétablissement de la Constitution de 1876, de la relaxation des prisonniers arméniens détenus à Alep, et enfin, de l'amnistie des condamnés politiques, étaient successivement parvenues dans la capitale provinciale d'Alep, le consul Poche décrivait l'ambiance qui régnait dans la ville, marquée à la fois par des manifestations de joie et par une certaine appréhension. Enfin, les rapports transmis à cette époque par le consul permettent par ailleurs de remettre en contexte la violence exercée contre les Arméniens en Cilicie lors de la contre-révolution avortée de 1909, de même que l'émigration d'une partie de la population arménienne de la région.

---

<sup>173</sup> Alors que le CUP disposait de 83 branches à la veille de la Révolution (dont plusieurs étaient en fait des cellules mineures), on en comptait 360 à la fin de 1909, et le nombre de membres était passé au cours de la même période de 2250 à 850 000. Şükrü Hanioglu, *A Brief History*, p. 160.

Les rapports laissent d'abord voir certaines des répercussions immédiates de la prise du pouvoir par les Jeunes Turcs à l'été 1908 et de la réunion du comité local de la ville, qui était demeuré jusqu'alors inconnu. À une époque où le prestige et l'autorité du gouvernement ottoman étaient relativement faibles à Alep, l'arrivée au pouvoir des Jeunes Turcs fut semble-t-il plutôt bien accueillie par l'administration locale. Selon un rapport adressé en août 1908 par Frédéric Poche au ministre plénipotentiaire belge dans la capitale ottomane, il semble que le rétablissement de la Constitution suscitât toutefois l'appréhension des notables les plus en vue de la province (notamment les Jabiri), dont la domination s'étendait alors à toutes les administrations civiles et militaires de la province.

Votre Excellence peut se faire une idée avec quelle ébriété la fraction sage de cette population opprimée a accueilli la nouvelle de l'entrée du gouvernement dans une voie qui garantit à chaque individu la possession de ses biens & la délivre des mains mercenaires auxquelles il est livré, & avec quel désappointement & quelles appréhensions elle a été reçue par les spoliateurs qui assistent actuellement au trépas de leurs tyrannies<sup>174</sup>.

Les « spoliateurs » auxquels le consul fait référence dans ce rapport étaient sans doute les familles de notables musulmans sunnites qui avaient pris une large prépondérance au cours du règne d'Abdülhamid II, tant dans la ville d'Alep (au sein des institutions administratives et judiciaires ottomanes) que dans l'arrière-pays, en tant que propriétaires absenteïstes de grandes étendues de terres agricoles. Les nouvelles de l'implantation à Alep du CUP – qui souhaitait notamment rompre avec l'Ancien Régime, considéré corrompu, d'Abdülhamid II – et du rétablissement de la Constitution, ainsi que de la tenue d'élections à l'automne 1908, paraissaient être des facteurs pouvant grandement fragiliser le pouvoir détenu par les grandes familles notables d'Alep, telles que les Jabiri et les Mudarris, qui avaient entretenu des liens étroits avec les autorités ottomanes au cours des décennies précédentes<sup>175</sup>.

---

<sup>174</sup> FP 2008, p. 73 [20 août 1908, N°. 47/4]

<sup>175</sup> Keith Watenpugh évoque, notamment grâce à la correspondance du consul britannique en poste à l'époque, la réaction enthousiaste de la population locale d'Alep au rétablissement de la Constitution. Il semble que le support initial pour la révolution (et la publicité donnée à la nouvelle) provînt en grande partie des classes moyennes bureaucratique, militaire et civile. Il relate également l'arrivée du nouveau gouverneur nommé en 1910 par le CUP, Hüseyin Kâzım, qui adopta une attitude autoritaire face aux notables locaux et tenta vigoureusement de réaliser des réformes agraires pour contrer le pouvoir quasi-féodal qu'ils détenaient sur les paysans de la province. Keith David Watenpugh, *Being Modern in the Middle East*, p. 38-41, 68-81, 95-110.

Frédéric Poche soulignait également dans ce rapport qu'un comité jeune-turc du « parti libéral » s'était formé de façon plus officielle à Alep, qu'il était composé de vingt-et-un membres (dix-huit musulmans, deux Arméniens grégoriens et un Grec catholique), et qu'il avait organisé une grande célébration au début du mois d'août 1908.

Par un manifeste orné au frontispice des mots : Liberté, Justice, Égalité ; ce Comité répandit la nouvelle du retour du régime parlementaire, conviant la population à une bruyante fête qui eut lieu le 2 courant dans un vaste jardin et à laquelle toute la population a pris part sans qu'aucun incident fâcheux soit venu troubler ces manifestations joyeuses<sup>176</sup>.

Le même rapport indique par ailleurs qu'une autre fête avait été récemment organisée suite à la mise en liberté de vingt-sept prisonniers arméniens.

À cette occasion une fête a été donnée à l'évêché Arméno Grégorien à laquelle ont assisté le Valy, le Commandant Militaire & tous les membres du Comité jeunes turcs. De nombreux discours et des manifestations chaleureuses de fraternité s'échangèrent entre jeunes turcs et arméniens<sup>177</sup>.

Dans ce rapport adressé le 20 août au ministre Dudzeele à Constantinople, le consul rendait également compte de l'opinion relativement mitigée de certains habitants musulmans locaux face au rétablissement de la Constitution. Selon eux, l'administration judiciaire et militaire locale avait en effet besoin de changements beaucoup plus radicaux.

Les honnêtes vieux Turcs habitants de cette ville ne croient pas viable le régime constitutionnel dans un pays où le peuple n'est pas préparé à la vie parlementaire & qui ne comprend pas le vrai sens du mot liberté qu'il confond avec libertinage, licence & désobéissance aux lois & aux autorités. Nous avons des lois disent-ils, mais celles-ci sont livrées à des mains mercenaires & cupides. Nos tribunaux sont devenus des cavernes de brigands. Le pouvoir exécutif & l'administratif, non moins corrompus que le législatif, réclament une réorganisation radicale, un choix d'hommes experts probes & honnêtes touchant régulièrement leurs honoraires. La corruption ayant envahi l'armée, la confiance en elle n'est que relative ; aussi son épuration est nécessaire. Les principes de probité ayant disparu chez les gouvernants élevés à l'école de la corruption & du vice on ne saurait sans danger leur confier, sans

---

<sup>176</sup> FP 2008, p. 75 [20 août 1908, N°. 47/4]

<sup>177</sup> FP 2008, p. 76 [20 août 1908, N°. 47/4]



un contrôle étranger, la réorganisation radicale de toutes les administrations de l'empire ainsi qu'il a été fait en Égypte<sup>178</sup>.

Le consul Frédéric Poche laissait également paraître à cette époque sa faible confiance personnelle dans le régime des Jeunes Turcs, auxquels on devait aussi, selon lui, adjoindre une forme de contrôle européen. Selon lui, le but réel des Jeunes Turcs était « d'arriver au pouvoir non pour réorganiser le rouage détraqué de l'empire mais [plutôt] pour le tourner à leur profit individuel »<sup>179</sup>.

Ce rapport offre par ailleurs un aperçu de l'administration ottomane dans la foulée du rétablissement de la Constitution, et fait état de purges plutôt ciblées, touchant quelques individus qui étaient apparemment devenus indésirables dans l'administration locale à Alep. Le consul y explique que le comité des Jeunes Turcs d'Alep formé « sous les auspices » (soit avec l'appui, et probablement même sous la direction) du comité de Salonique, s'était alors érigé en « directoire exécutif » (qui était sans doute un conseil formé de quelques membres qui dirigeait dorénavant l'administration ottomane locale), et qu'il avait notamment donné l'ordre d'arrêter Yahya Bey, le colonel de la gendarmerie, et l'avait démis de ses fonctions<sup>180</sup>. Par ailleurs, Abdulrazak efendi (le frère du célèbre cheikh Abu al-Huda efendi) qui était alors revêtu de la dignité de « Soudour Rouméli » (titre de *kazasker* ou juge militaire en chef de Roumélie) et des titres d'honneur « Samahatlou Siadatlou » (*semahatlû seyadetlû*, des qualificatifs de générosité et de noblesse), fut lui aussi arrêté, conduit en compagnie de Yahya Bey à la gare du chemin de fer, puis tous les deux furent expulsés d'Alep<sup>181</sup>. Une lettre adressée le lendemain (21 août 1908) par Frédéric Poche informait par ailleurs le consul général belge à Smyrne de la révocation d'une douzaine de fonctionnaires civils – dont Hadji Mourad efendi Jabiri, président de la cour des accusations et juge au tribunal d'appel – une

<sup>178</sup> FP 2008, p. 76-77 [20 août 1908, N°. 47/4]

<sup>179</sup> FP 2008, p. 78 [20 août 1908, N°. 47/4]

<sup>180</sup> Natif de Damas et proche d'İzzet Pacha (second secrétaire du sultan), Yahya Bey était accusé de s'être enrichi en dépouillant d'innocentes victimes, tant en ville (par des avanies) qu'à la campagne, où il avait apparemment forcé les paysans, en usant de moyens « d'une inqualifiable criminalité », à lui céder leurs terres. FP 2008, p. 78 [20 août 1908, N°. 47/4].

<sup>181</sup> Une réunion du comité dans un lycée avait aussi donné lieu aux démonstrations animées d'une grande foule « attaquant le Valy et les Djabris [Jabiri] devenus si puissants au cours des dernières années ». FP 2008, p. 79 [20 août 1908, N°. 47/4].

nouvelle qui avait été « accueillie avec joie par la population » d'Alep. Finalement, le consul mentionnait aussi dans cette lettre que les officiers qui formaient le « Comité libéral d'Alep » (sans doute chargés de veiller à l'application de la révolution) venaient d'être rappelés à Damas, par le « Seraskerat » (Ministère de la Guerre) et que ce comité était par conséquent dissout<sup>182</sup>.

Selon un autre rapport de Frédéric Poche, adressé en novembre au ministre belge à Constantinople, c'était apparemment ces officiers de l'état-major qui s'étaient d'abord mis à la tête du mouvement jeune-turc et qui avaient formé le comité local d'Alep (apparemment dépendant de celui de Salonique). Il semble qu'après leur rappel, en août 1908, par le commandant en chef (*serasker*) du Cinquième corps d'armée (dont le siège était à Damas), ce comité local ait conservé un rôle plutôt effacé, dans les coulisses de l'administration provinciale.

Privé de ses hommes d'action, ce Comité se transforma en un Comité de surveillance des faits & gestes des fonctionnaires. Tombé lui-même dans l'inaction, il perdit son prestige. À l'arrivée des délégués envoyés par le Comité Union & Progrès de Salonique, ce comité d'Alep fut substitué par un autre secret, composé de sept membres inconnus au public, [et] secondé par un sous-comité chargé d'entendre les plaintes du public et de les lui référer<sup>183</sup>.

Dans son rapport du 20 août, Frédéric Poche mentionne d'ailleurs qu'un climat d'insécurité planait alors sur Alep, où l'autorité du gouvernement était dorénavant disparue et où les ordres du gouverneur étaient ignorés par les autorités subalternes du vilayet. Selon le rapport adressé par le consul, le CUP ne semblait pas disposer à cette époque de l'autorité (soit la force politique et militaire) nécessaire pour assurer l'ordre sur l'ensemble de la province d'Alep : « Tout marche à la dérive, l'anarchie règne comme elle n'a jamais régné, ce qui fait craindre que cet état pourrait amener des troubles graves, que la force publique n'est pas en état d'étouffer faute de prestige & de force matérielle »<sup>184</sup>. Dans le même rapport, le consul Poche indique notamment que l'annonce du rétablissement de la Constitution avait

<sup>182</sup> FP 2008, p. 84-85 [21 août 1908, N°. 48/11]

<sup>183</sup> FP 2008, p. 127-128 [11 novembre 1908, N°. 70/10]

<sup>184</sup> FP 2008, p. 80 [20 août 1908, N°. 47/4]

occasionné « des troubles » dans certaines villes d'Anatolie orientale ou de Syrie (Maraş, Hama, Homs, Idlib, Bab) et même « mort d'hommes » à Homs. Les musulmans de Maraş, mécontents, s'étaient, quant à eux, ouvertement déclarés hostiles au principe d'égalité des sujets ottomans chrétiens et musulmans, et se disaient partisans de l'Ancien Régime.

À la fin du mois de septembre 1908, alors que le gouverneur de la province d'Alep, Nâzım Pacha, était parti vers son nouveau poste à Konya (en Asie Mineure), on attendait dans la ville d'Alep l'annonce de l'arrivée de son remplaçant, Reşid Bey, qui était l'ex-gouverneur d'Ankara. Des préparatifs extraordinaires étaient aussi déployés dans la ville pour recevoir des délégués du Comité union et progrès de Salonique<sup>185</sup>. Les rapports subséquents de l'automne 1908 mettent surtout en évidence le fait que le comité constitué à Alep n'avait pas, durant cette période, le contrôle des affaires publiques. Il était néanmoins reparu sur la scène publique à l'annonce des nouvelles de la proclamation d'indépendance de la Bulgarie et de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, en convoquant au début du mois d'octobre un rassemblement de la population sur la place de la citadelle d'Alep, qui avait donné lieu à des discours patriotiques<sup>186</sup>. Le consul belge signalait par ailleurs, dans un rapport du mois de novembre, la perte d'autorité et le ressentiment public contre les officiers de la gendarmerie<sup>187</sup>. L'arrivée du nouveau gouverneur Reşid Bey (le 7 octobre) avait coïncidé avec l'arrivée récente à Alep d'un bataillon de soldats effectifs venu de Beyrouth, avec le licenciement « du corps indiscipliné des réservistes », de même que la promulgation de la loi martiale. Ce rapport mettait lui aussi l'accent sur la réaction de la population musulmane de la région au rétablissement de la Constitution ottomane de même que sur l'intolérance et les préjugés démontrés sur la question de l'égalité légale des chrétiens et des musulmans par certains comités locaux « réactionnaires » qui s'étaient récemment formés dans la province.

<sup>185</sup> FP 2008, p. 97-98 [26 septembre 1908, N°. 54/12]

<sup>186</sup> Ce sont les émissaires envoyés par le comité de Salonique qui avaient organisé le comité d'Alep, qui était, tel que mentionné plus haut, composé de sept membre inconnus (même aux adhérents). Il comprenait apparemment plusieurs notables qui étaient liés de près à « l'Ancien régime » et dont la conversion ne pouvait, selon le consul, « être sincère, ni prise au sérieux ». FP 2008, p. 110-113 [15 octobre 1908, N°. 62/8].

<sup>187</sup> Le colonel Yahya Bey, qui avait été démis de ses fonctions et expulsé, s'était réfugié dans un des villages qu'il contrôlait, mais il reparaisait apparemment de temps à autre auprès de sa famille à Alep sans être inquiété. FP 2008, p. 128 [11 novembre 1908, N°. 70/10].



On ne peut cependant pas s'illusionner sur l'effet fâcheux qu'a produit la note vibrante du mot *égalité* [souligné par le consul] sur les musulmans dont l'orthodoxie ne peut admettre un principe si contraire à ses dogmes, aussi voit-on aujourd'hui ce mot exploité par les comités réactionnaires, érigés par les notables auxquels le régime constitutionnel a enlevé leur tyrannique prépondérance<sup>188</sup>.

Le même rapport indique par ailleurs que les paysans insurgés dans les campagnes avaient chassé leurs « oppresseurs », décrits comme les « spoliateurs des terres » qui avaient dépouillé les paysans « avec la complicité des autorités cadastrales & exécutives [...] par la violence, les faux, la terrorisation [*sic*], voire même la torture »<sup>189</sup>. Au nord de la province d'Alep, le mécontentement populaire s'était aussi manifesté à 'Ayntab, où une foule réunie sur la place du *konak* (l'hôtel du gouvernement) avait fait irruption dans la salle du conseil administratif local pour s'en prendre verbalement et physiquement au *kaymakam* (gouverneur du district) Nidjm Eddin Bey. Le peuple réclamait alors la démission d'un membre du conseil (un ami du *kaymakam*) qui était accusé de concussion. Les musulmans de cette localité réclamaient par ailleurs l'application totale de la charia (*seriat*, loi canonique islamique) et accusaient les Arméniens d'être à l'origine, par des comités établis à l'étranger, du retour de la Constitution, qu'ils jugeaient comme « une œuvre antimusulmane [justifiant] le renouvellement des massacres ».

Ces déclarations, suivies du bruit que les musulmans égorgeraient les chrétiens le premier jour du Baïram, provoquèrent une grande panique dans cette ville. Ces bruits de massacres ont été répétés à Alep, ainsi qu'à Orfa, Mardin, Diarbékir, Mossoul & Bagdad & firent appréhender des troubles & provoquèrent des craintes dans toutes ces villes<sup>190</sup>.

En réponse à ces craintes, le gouverneur général avait fait renforcer la garnison à 'Ayntab par deux cent soldats des troupes qui étaient récemment arrivées à Alep, et il avait également fait circuler des patrouilles dans la ville le jour de la fête religieuse musulmane du Bayram. À

<sup>188</sup> Le consul rapportait par exemple qu'une ligue secrète avait été formée par des électeurs musulmans, qui juraient « de ne donner aucune voix à des députés chrétiens ». FP 2008, p. 134-135 [11 novembre 1908, N°. 70/10].

<sup>189</sup> FP 2008, p. 132, 135 [11 novembre 1908, N°. 70/10]

<sup>190</sup> FP 2008, p. 132-133 [11 novembre 1908, N°. 70/10]. Ce rapport indique par ailleurs qu'Abd-el-Razzak efendi (le frère d'Abu al-Huda) avait été arrêté et renvoyé à Constantinople. Il était alors accusé d'être le promoteur de mouvements séditionnaires et réactionnaires, en plus d'avoir commis deux meurtres.



partir d'informations parvenues de seconde main, le consul faisait donc dans ce rapport de novembre 1908 un survol du climat social qui régnait alors dans plusieurs villes de la grande région autour d'Alep, indiquant notamment qu'à Urfa (en Anatolie orientale), l'attitude « digne de tout éloge » adoptée par le *mutassarrıf* avait contribué à ramener la sécurité. À la même époque, on rapportait toutefois qu'à Mardin (au nord-est d'Alep), des soldats fraternisaient avec des Kurdes Hamidiye et pillaient des villages environnant la ville, puis qu'à Harput (également en Anatolie orientale, au nord-ouest de Diyarbakır), des Kurdes et des Turcs rejetant la Constitution, « [complotaient] contre les chrétiens ». À Siirt (à l'est de Diyarbakır), les musulmans étaient apparemment tellement « irrités » contre les chrétiens, que ceux-ci n'osaient plus sortir de chez-eux et demeuraient confinés dans leurs maisons. Les nouvelles qui arrivaient de Bagdad disaient également que les chrétiens n'osaient pas sortir de chez-eux et que le consulat anglais avait dû, pour sa part, « renforcer sa garnison de sipahis » (des soldats de garde). L'ensemble de ces nouvelles, ou de ces rumeurs, amenaient ainsi Frédéric Poche à penser que l'entreprise des Jeunes Turcs était donc pour le moment vouée à l'échec, en partie à cause des dispositions hostiles de la population musulmane d'Alep et des provinces voisines, mais également parce les Jeunes Turcs eux-mêmes ne disposaient pas, selon lui, « d'un personnel suffisant pour mener à bonne fin leur entreprise »<sup>191</sup>. Cela signifiait sans doute que le pouvoir concret des fonctionnaires et des militaires gagnés localement à la cause du CUP était probablement encore relativement limité en novembre 1908. Il semblait par ailleurs plausible, aux yeux du consul, que le ressentiment provoqué au sein de la population musulmane par le rétablissement de la Constitution ne mène à de nouvelles violences dans la région.

#### 4.5 Les Arméniens de Cilicie et d'Alep sous le régime des Jeunes Turcs

La dernière section a permis d'aborder la réaction d'une partie de la population musulmane des provinces d'Anatolie orientale et d'Alep à l'arrivée au pouvoir du CUP et au rétablissement de la Constitution ottomane. Cette époque, connue dans l'histoire ottomane comme la Seconde période constitutionnelle, fut entre autres marquée par les affrontements

---

<sup>191</sup> FP 2008, p. 133, 136-137 [11 novembre 1908, N° 70/10]

contrerévolutionnaires<sup>192</sup> d'avril 1909 et l'éclatement de violences ethniques urbaines dirigées contre les populations arméniennes des régions d'Antioche et de la Cilicie, notamment lors des massacres d'Adana, qui firent des milliers de victimes<sup>193</sup>. De façon plus globale, la période 1870-1910 donna également lieu à d'importants déplacements de populations à l'intérieur même de l'Empire ottoman, ainsi qu'à un mouvement accru (entre autres par les massacres de Cilicie en 1909) d'émigration et d'exil vers de nouveaux foyers, en Europe ou en Amérique, pour un grand nombre d'Arméniens et de chrétiens qui vivaient dans l'Empire<sup>194</sup>. En mettant à profit certains documents du consulat belge d'Alep, cette section tentera d'apporter un éclairage nouveau sur cette période troublée.

#### 4.5.1 Massacres, exode et émigration d'Arméniens en 1908-1909

Entre janvier et mars 1908, deux rapports du consul Poche faisaient état de menaces portées par les musulmans d'Urfa contre la population chrétienne de la ville. La sécurité y avait été rétablie à la suite d'ordres impériaux venus de Constantinople, puis un gouverneur intérimaire, Merî Pacha Mallah Zade, avait été désigné par le gouvernement d'Alep. Il semble qu'à cette époque, de plus en plus d'Arméniens d'Urfa et d'autres villes de la région

<sup>192</sup> Les événements entourant la contrerévolution de 1909 prirent, dans la capitale ottomane, la forme d'une insurrection – débutant par la mutinerie du 1<sup>er</sup> Corps d'armée dans la nuit du 12 au 13 avril 1909 – qui rassemblait une cohorte d'adversaires et de gens déçus du nouveau régime des Jeunes Turcs derrière le Parti libéral (le principal parti d'opposition au CUP). En réponse à cette mutinerie, l'« Armée d'action » (*Hareket Ordusu*) envoyée de Salonique et dirigée par Mahmud Şevket Pacha (alors commandant du 3<sup>e</sup> Corps d'armée) entra à Constantinople le 23 avril, reprit le contrôle de la ville, proclama la loi martiale et, le 27 avril, déposa le sultan Abdülhamid II. Voir François Georgeon et Paul Dumont, « La mort d'un empire (1908-1923) », dans *Histoire de l'Empire ottoman*, sous la dir. de Robert Mantran, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1989, p. 583-584.

<sup>193</sup> Les circonstances entourant les massacres en Cilicie et dans les environs d'Antioche demeurent aujourd'hui encore imparfaitement connues. L'annonce de l'insurrection dans la capitale, et la rumeur qui se répandit parmi les musulmans d'un éventuel soulèvement arménien, semblent avoir contribué à aviver la colère qui s'exprimait déjà localement depuis le rétablissement de la Constitution. Sur cette question, voir Raymond H. Kévorkian et Paul B. Paboudjian, *Les Arméniens dans l'Empire Ottoman*, p. 28-29, 301-303, 348 ; Stephan H. Astourian, « The Silence of the Land: Agrarian Relations, Ethnicity, and Power », dans *A Question of Genocide : Armenians and Turks at the End of the Ottoman Empire*, sous la dir. de Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek et Norman M. Naimark, New York, Oxford University Press, 2011, p. 65 ; Stanford Jay Shaw et Ezel Kural Shaw, *Reform, Revolution, and Republic: The Rise of Modern Turkey, 1808-1975*, T. 2 de *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 1977, p. 281 ; Caroline Finkel, *Osman's Dream: The Story of the Ottoman Empire, 1300-1923*, New York, Basic Books, 2007, p. 518.

<sup>194</sup> Raymond H. Kévorkian et Paul B. Paboudjian, *op. cit.*, p. 47-48, 53-56 ; Stephan H. Astourian, *loc. cit.*, p. 65.

se réfugiaient à Alep, parce qu'ils craignaient de voir les massacres de 1895 se répéter<sup>195</sup>. Puis, quelques mois plus tard, à la fin d'avril 1909, le consul Poche adressa – à l'instar des autres consuls des grandes puissances à leurs ambassades respectives – un télégramme à la légation belge de Constantinople pour l'informer de l'état critique de la Cilicie et du sancak de djebel Bereket, ainsi que de la situation particulièrement préoccupante de la localité de Kessab (dans le sancak d'Antioche).

La situation est désespérée à Deurt-yol [au nord-ouest d'Alep, à l'extrémité nord de l'Amanus] où environ dix mille réfugiés chrétiens sont cernés. Un secours pressé devient absolument indispensable et nous prions Votre Excellence d'envoyer des ordres en conséquence au commandement du bateau devant Alexandrette. Des bandes sont signalées autour de Kassab, au sud-ouest d'Antioche où les massacres auraient commencé<sup>196</sup>.

Le consul ajoutait également, à la fin du télégramme adressé à la légation belge, que les nouvelles les plus récentes rapportaient que Kessab était livrée aux flammes, que des troubles graves sévissaient à Beylan (au nord d'Antioche), et qu'une « grande panique » régnait à Maraş, 'Ayntab et Alep. Quelques documents des archives du consulat belge offrent par ailleurs un aperçu du contexte socio-économique de la région quelques semaines après les massacres de Cilicie, et laissent croire qu'une période de crise économique succéda à ces événements, ou du moins, qu'elle coïncida en partie avec eux. Une lettre adressée en mai 1909 au consul général belge – dans laquelle Frédéric Poche mentionne en outre que cette période de crise paralyse ses démarches de recrutement de participants syriens pour l'Exposition universelle de Bruxelles (1910) – semble indiquer que cette situation économique difficile était à l'époque un important facteur d'émigration de la région : « L'exode des chrétiens est grand, aussi le commerce et l'industrie souffrent d'un marasme qui menace d'amener une crise financière »<sup>197</sup>. Dans une autre lettre adressée en juin 1909, le consul Poche affirmait que les ouvriers d'Alep prenaient également part à cet exode de plus en plus important des chrétiens locaux.

<sup>195</sup> FP 2008, p. 4 [18 janvier 1908, N° 3/1] ; FP 2008 p. 23-24 [28 mars 1908, N° 19/1].

<sup>196</sup> FP 2008, p. 203 [25 avril 1909, N° 31/5]

<sup>197</sup> FP 2008, p. 226-227 [12 mai 1909, N° 41/11]



Les horribles & effrayantes cruautés commises en Cilicie, dans ce Vilayet, & les maux qui les suivirent ayant ébranlé la confiance dans l'avenir firent naître une telle terreur dans les âmes des chrétiens de cette ville, qu'un grand exode vers les États-Unis d'Amérique & le Brésil s'en est suivi & continue sur un pied plantureux parmi la population ouvrière qui vit au jour le jour<sup>198</sup>.

On surveillait avec attention à cette époque l'attitude que prendrait la cour martiale d'Adana par rapport aux massacres du mois d'avril. Au début du mois de juin 1909, aucune condamnation n'avait encore été prononcée en lien avec les massacres et méfaits perpétrés à Antioche, Kessab, Kirik-Khan et d'autres localités<sup>199</sup>. Il semble par ailleurs que la partialité démontrée au mois d'août par les cours martiales d'Antioche et de Maraş ait contribué à accélérer l'exode des chrétiens de la région et que la menace d'autres massacres se soit alors manifestée à nouveau, cette fois dans le bourg de Beylan<sup>200</sup>.

Enfin, une lettre de Frédéric Poche, adressée en novembre 1912 au consul général de Smyrne, fait état d'une émigration soutenue parmi la population de la province d'Alep, qui s'était apparemment poursuivie durant les trois années suivant les massacres de Cilicie. Le consul Poche affirmait que cette émigration récente se constituait en grande partie de chrétiens (4500 en trois ans) et de juifs (4000 en quatre ans). Les émigrants se dirigeaient alors surtout vers l'Amérique du Nord et du Sud (New York, Boston, Chicago, Rio de Janeiro, Buenos Aires) et dans quelques cas vers Khartoum, au Soudan. Il s'agissait de « jeunes gens », souvent des hommes de 18 à 40 ans, généralement seuls, « des ouvriers tisserands, maçons, tailleurs d'habit, barbiers, etc. », qui se trouvaient à l'étranger un emploi en usine ou en magasin. Ceux qui réussissaient à s'y implanter cherchaient ensuite à faire émigrer d'autres membres de leur famille (femme, frères et sœurs). Dans la plupart de ces

<sup>198</sup> FP 2008, p. 230 [7 juin 1909, N°. 48/12]

<sup>199</sup> FP 2008, p. 231 [7 juin 1909, N°. 48/12]

<sup>200</sup> FP 2008, p. 253-255 [4 août 1909, N°. 63/16]. Selon Raymond Kévorkian et Paul Paboudjian, il semble que le gouvernement et la presse ottomane aient, en fait, continuer à présenter les massacres de Cilicie comme une révolte arménienne, et que les tribunaux formés dans la région pour condamner les émeutiers et autres assassins étaient « précisément constitués des principaux organisateurs des massacres et n'[avaient] rien trouvé de mieux à faire que de condamner à mort et de faire pendre six Arméniens... ». Raymond H. Kévorkian et Paul B. Paboudjian, *Les Arméniens dans l'Empire ottoman*, p. 23-30 (voir particulièrement p. 30).



cas, les principales raisons qui avaient motivé le départ étaient la misère, le désir d'obtenir de meilleurs salaires, ou de se soustraire au service militaire ottoman<sup>201</sup>.

#### 4.6 Conclusion

En mettant à profit la correspondance consulaire belge d'Alep, ce chapitre a permis de faire un large survol du contexte politique du nord de la Syrie à la fin de l'époque ottomane. À travers leurs lettres et leurs rapports, les consuls Picciotto et Poche rendent notamment compte de l'administration politique et financière de la province d'Alep au cours de la majeure partie du règne d'Abdülhamid II (1876-1909), durant lequel se développa un vaste programme de centralisation politique. Dans ce contexte, les archives du fonds Poche-Antaki soulèvent des questions sur la place prépondérante prise par « les Syriens » – ou plus précisément, les familles locales de notables musulmans sunnites – dans l'administration de la province d'Alep, tant par leur rôle dans la perception des dîmes que par leurs sièges au sein des conseils provinciaux. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les consuls belges adressèrent également à leurs supérieurs plusieurs critiques sur l'administration judiciaire ottomane, notamment sur diverses questions qui concernaient directement les droits des Européens dans l'Empire ottoman, et plus particulièrement les privilèges des protégés consulaires. Par exemple, les Poche déploraient la perte d'influence des consuls étrangers dans les litiges et les procès relatifs aux propriétés immobilières. En d'autres occasions, ils se plaignaient de l'allongement des procédures judiciaires dans les litiges impliquant des sujets étrangers, de même que de la difficulté d'obtenir l'exécution des sentences rendues contre plusieurs de leurs débiteurs. De manière générale, ils cherchaient donc à obtenir l'appui des autorités diplomatiques belges pour qu'elles fassent pression sur le gouvernement ottoman afin qu'il reconnaisse et réaffirme les droits et privilèges du consul et des protégés du consulat. Dans certaines de leurs requêtes, les Poche allaient même jusqu'à réclamer des changements dans le fonctionnement ou le personnel de l'administration locale.

Plusieurs autres documents de la correspondance consulaire belge d'Alep montrent que Frédéric Poche se servait de son statut de consul et de la tribune que son poste lui offrait

---

<sup>201</sup> FP 2009, p. 258-259 [21 novembre 1912, N<sup>o</sup>. 55/12]

pour attirer l'attention des autorités ottomanes sur les conflits tribaux qui avaient lieu dans la région à partir de la fin des années 1880. Il cherchait alors sans doute à obtenir l'envoi de renforts pour rétablir l'ordre – ou demandait sinon qu'une aide militaire soit apportée à certaines tribus qui étaient attaquées – tout en réclamant dans certains cas la réparation ou le dédommagement du tort causé à sa propriété. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les Poche témoignaient par ailleurs de la montée en puissance d'İbrahim Pacha Millî et des déprédations exercées dans la région par les troupes du chef Hamidiye ou par ses ennemis. Entre 1905 et 1907, alors que le pouvoir d'İbrahim semblait être à son apogée, la colère grondait de plus en plus parmi les notables de Diyarbakır face à l'apparente impuissance du gouvernement à mettre un terme aux déprédations exercées dans la région dans la foulée de conflits intertribaux. Les manifestations de mécontentement à Diyarbakır – qui menèrent d'ailleurs à la mise sur pied de deux commissions d'enquête, en 1905 et 1907 – survenaient à une époque de soulèvement populaire dans plusieurs autres localités de l'Empire, notamment à Alep, et témoignent probablement aussi, de façon locale, d'un mécontentement généralisé sur une plus grande partie du territoire à la fin du règne d'Abdülhamid II. Enfin, certains rapports consulaires belges offrent une nouvelle perspective sur la disgrâce d'İbrahim Pacha dans la foulée de la révolution jeune-turque de 1908, évoquant d'abord la formation d'une coalition regroupant des troupes ottomanes ainsi que des forces tribales levées dans la région (comprenant notamment les troupes de Bedirhan Bey) pour désarmer le chef Hamidiye et ses troupes, puis les combats qui s'en suivirent, et finalement la mort du chef kurde, en déroute, dans la région du Djebel Sinjar.

La correspondance consulaire des Poche accorde par ailleurs une attention significative à l'agitation nationaliste arménienne, tout en exprimant la complexité de la situation politique de l'époque. Le soulèvement de la population de Zeytun, l'accroissement des activités des militants arméniens dans la région, de même que le trafic d'armes probablement destinées aux insurgés, laissaient alors craindre le pire au gouvernement ottoman. Si Frédéric Poche s'était montré en 1890 plutôt favorable à une intervention rapide des autorités ottomanes en Cilicie et qu'il semblât alors craindre que la révolte de Zeytun ne prenne de l'ampleur, il eut pourtant du mal à comprendre en 1894-1895 l'attitude adoptée par les autorités d'Alep et les craintes, selon lui injustifiées, du gouvernement ottoman face à

l'éventualité d'un soulèvement arménien dans la province. Il se méfiait même grandement des répercussions qu'une telle menace, évoquée par les autorités, aurait sur la situation des chrétiens, minoritaires dans la ville et la province d'Alep, ainsi que sur les relations intercommunautaires dans la région. Le climat de suspicion qui régnait à cette époque à Alep mena d'ailleurs à un déploiement de forces et à une campagne de perquisitions dans la ville d'Alep, où les soupçons se portaient par exemple sur des missionnaires accusés d'encourager des activités à caractère séditionnel. Dans ce contexte, la crainte d'une conspiration contre le gouvernement ottoman était apparemment répandue, alors que le consul Poche faisait état, par exemple, de rumeurs voulant que les Nusayrî (les Alaouites du djebel Ansariyya) se soulèvent en même temps que les Arméniens de la région.

Enfin, la correspondance des Poche offre une perspective nouvelle sur la révolution jeune-turque et le rétablissement en 1908 de la Constitution ottomane (promulguée en 1876 et suspendue depuis février 1878). Plusieurs lettres et rapport du consul belge permettent de questionner et de nuancer l'impact politique de la révolution (notamment les purges dans l'administration ottomane locale) dans cette province ottomane du nord de la Syrie, tout en mettant en évidence certaines réactions, à court terme, au sein la population locale face à l'arrivée au pouvoir des Jeunes Turcs. Les manifestations de joie suivant le rétablissement de la Constitution (organisées par le comité jeune-turc d'Alep) semblent alors avoir assez rapidement cédé la place au mécontentement parmi la population musulmane de plusieurs villes des environs (Maraş, Hama, Homs, Idlib, Bab) opposée à l'égalité juridique entre musulmans et chrétiens. Au mois d'août 1908, le consul rapportait même qu'à Maraş, la population s'était déclarée partisane de l'Ancien régime, et que plusieurs comités locaux « réactionnaires » s'étaient aussi récemment formés dans la province d'Alep. Enfin, plusieurs documents laissent croire qu'au cours des mois suivant la révolution – après les manifestations, les célébrations et la révocation de quelques fonctionnaires concussionnaires – le pouvoir concret des militaires et fonctionnaires de la province demeurerait relativement limité. Le comité qui s'était formé dans la ville d'Alep avait apparemment pris d'abord l'attitude « d'un État dans l'État », puis, une fois que les officiers de l'état-major qui en étaient à la tête eurent été rappelés à Damas, il s'était transformé, selon le consul Poche, en un « comité de surveillance » de l'administration locale et était ensuite tombé dans l'inaction.

Le nouveau comité ensuite mis sur pied dans la ville par des délégués du Comité central de Salonique ne disposa apparemment pas ensuite, au cours de l'automne 1908, des moyens nécessaires pour rétablir l'ordre et la sécurité sur l'ensemble de la province et il ne semble pas, selon la correspondance de Frédéric Poche, qu'il ait apporté des changements considérables à l'administration provinciale d'Alep.

La correspondance du consul Poche évoque finalement, d'une perspective provinciale, les événements contrerévolutionnaires d'avril 1909. En rapportant des informations sur les massacres perpétrés dans la région d'Antioche et du sancak de djebel Bereket, Frédéric Poche implora à cette époque, comme en 1894-1895, le secours des puissances étrangères. Alors qu'il déplorait l'impunité des auteurs et responsables de ces violences, la crainte de nouveaux massacres et le contexte de marasme économique étaient apparemment des facteurs contribuant à un exode de plus en plus important parmi la population non musulmane (chrétienne et juive) de la région.



## CONCLUSION

Un des buts de cette recherche était de donner un aperçu des intérêts économiques belges dans la province d'Alep du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Ce travail devait aussi permettre de mettre en valeur le rôle joué dans le développement des intérêts belges par les consuls Picciotto et Poche, des marchands d'origine européenne qui étaient bien implantés à Alep grâce à leurs maisons commerciales familiales. Le dépouillement et l'analyse de la correspondance des consuls durant la période 1855-1914 visait aussi à rendre compte du développement des activités belges en Syrie ottomane et à souligner les principaux secteurs investis par les capitaux, le commerce et l'industrie belges. La recherche devait enfin mettre à contribution la correspondance des consuls et les informations qu'elle contient sur le développement économique local ou sur les bouleversements politiques survenus au cours du règne du sultan Abdülhamid II (1876-1909).

La première partie du mémoire a d'abord permis d'évoquer l'incorporation, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, de la Syrie ottomane à une économie mondiale basée principalement en Europe. C'est d'ailleurs au cours de cette période que la Belgique, comme plusieurs autres États européens, s'intéressa aux potentialités du commerce avec l'Empire ottoman. Le gouvernement belge cherchait surtout, dans ce contexte, à accentuer la pénétration économique belge au Levant. Cette introduction a aussi permis de retracer le parcours original de deux familles «levantines», l'une juive sépharade et l'autre chrétienne, respectivement établies à Alep dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> (pour les Picciotto) et au début du XIX<sup>e</sup> siècle (pour les Poche), ainsi que le contexte particulier dans lequel elles prirent la place laissée vacante par les Européens qui avaient délaissé le centre de commerce caravanier d'Alep, durant la période troublée du XVIII<sup>e</sup> siècle. Lorsque les Belges souhaitèrent établir une représentation consulaire à Alep au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ces négociants représentaient des intermédiaires tout désignés pour remplir le rôle de représentants officiels et de médiateurs culturels et commerciaux que le gouvernement

souhaitait leur confier. Ces interlocuteurs, hommes politiques et diplomates, trouvaient même en eux des individus qui leur ressemblaient, puisque les familles levantines d'Alep maintenaient à vrai dire des valeurs et un mode de vie inspirés de ceux de la bourgeoisie européenne. Leur grande connaissance des pratiques commerciales locales et leur compréhension des enjeux économiques locaux ont d'ailleurs été mis en valeur dans le premier chapitre pour décrire la situation économique et le potentiel du marché local. Les avantages et l'influence qu'ils ont tirés de cette relation de médiation ont ensuite été évoqués au troisième chapitre.

Par la suite, la seconde partie du mémoire a permis de replacer dans son contexte l'expansion outre-mer du commerce belge amorcée dès l'indépendance du royaume au début des années 1830, et qui visait, entre autres, à pallier la perte de marchés qui lui avaient précédemment été ouverts grâce à l'union aux Pays-Bas. Les commerçants belges manifestèrent relativement tôt un intérêt pour l'Empire ottoman, et des représentations diplomatiques furent ainsi établies à Constantinople et en Égypte dès la fin des années 1830, accompagnées par un traité de commerce et de navigation comparable à ceux dont bénéficiaient alors les autres puissances européennes. L'industrialisation de la Belgique, son essor économique remarquable, de même que la compétitivité de ses industries sur les marchés internationaux, ont grandement favorisé le développement économique du pays à l'extérieur de ses frontières. Dans ce contexte, les archives consulaires du fonds Poche donnent un aperçu de la progression et de l'évolution des intérêts belges à Alep depuis les années 1850. La première partie de la correspondance, soit les deux registres de l'époque du consul Picciotto (1854-1875), correspondent globalement à une période de recherche de nouveaux marchés et de promotion des intérêts commerciaux belges à Alep. Le règne du souverain belge Léopold II (1865-1909), ses grandes ambitions coloniales pour le royaume et sa volonté de faire de la Belgique une puissance européenne à part entière, sont associés à une accélération de l'expansion belge qui est aussi observable à Alep. Les intérêts économiques plus spécifiquement industriels des Belges en Syrie ne semblent toutefois avoir pris véritablement le pas sur les relations d'importations et d'exportations de produits coloniaux qu'au cours de la période 1880-1914, qui correspond globalement à la période durant laquelle Frédéric Poche fut consul belge à Alep. Les intérêts des Belges à cette

époque étaient plus particulièrement associés aux travaux publics, aux infrastructures urbaines, et à leurs propres champs de spécialisation industriels (tramways, distribution d'eau en milieu urbain, industrie lourde sidérurgique et métallurgique), et ce, à Alep comme ailleurs dans le monde. La compétitivité de leur industrie nationale permettait alors aux Belges de se positionner sinon comme entrepreneurs (avec un capital financier toutefois beaucoup moins puissant que celui de la France) et concessionnaires, du moins comme fournisseurs de matériaux et d'expertise, ou en tant que sous-contractants.

Alors que la première partie de la correspondance (l'époque du consul Picciotto) a permis de souligner les principaux créneaux d'exportation (tissus, sucre, verres à vitres, armes, etc.) ou les spécialités commerciales de la Belgique, la seconde partie (l'époque du consul Poche) a pour sa part permis de mettre en évidence certains champs de compétence industrielle que les Belges développaient à Alep et en Syrie, comme dans plusieurs autres pays, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En interrogeant les intérêts des Belges pour la Syrie et pour Alep (et même plus généralement pour le Proche-Orient ou la Méditerranée orientale), la présente recherche a aussi permis d'aborder d'un point de vue différent l'impérialisme belge entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la Première Guerre mondiale, une époque plus souvent associée, dans le cas de la Belgique, au colonialisme et au Congo. L'expansion économique et commerciale mise de l'avant par les Belges au Levant peut ainsi être mise en relation avec plusieurs autres de leurs projets un peu partout dans le monde à la même époque. Après la phase d'exploration et les tentatives d'expansion presque tous azimuts débutée sous Léopold I<sup>er</sup>, les Belges semblent avoir rationalisé leurs efforts pour se concentrer surtout sur la pénétration économique à l'étranger, et sur l'ouverture de nouveaux marchés pour les capitaux, les produits manufacturés ou industriels, ainsi que l'expertise belge. L'expansion économique belge dans l'Empire ottoman était avant tout axée – comme en Russie ou en Amérique latine – sur l'expansion commerciale et sur un intérêt marqué pour les travaux d'infrastructures publiques et les transports urbains.

Dans le cadre de cette recherche, le dépouillement complet des registres de correspondance consulaire belge d'Alep jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, a par ailleurs permis de mettre en valeur une petite partie du fonds d'archives privé de la

famille Poche, jusqu'à ce jour largement inexploité. Un des principaux intérêts de cette source est qu'elle permet d'ouvrir de nouvelles perspectives sur la société ottomane de cette époque, par le fait qu'elle se démarque à la fois des archives plus spécifiquement européennes, ou encore, plus proprement ottomanes. Dans le contexte particulier de la Méditerranée orientale de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle – de plus en plus intégrée au système économique mondial basé en Europe – l'expression d'« homme de l'entre-deux<sup>1</sup> » donne dans cette recherche une signification particulière à l'expérience historique vécue par deux familles européennes naturalisées alépine. Cette étude peut sans doute contribuer à mettre en lumière le fait que les Picciotto et les Poche aient agi à la fois comme intermédiaires des intérêts européens dans la société ottomane, et comme médiateurs des intérêts locaux qu'ils défendaient, via leurs réseaux diplomatiques « européens », auprès des autorités ottomanes.

La démarche entreprise au cours de cette recherche consistait par ailleurs à tenter de mieux comprendre l'intérêt de ces familles pour les postes consulaires en Syrie. Le troisième chapitre a ainsi traité des principaux incitatifs qui amenaient ces individus à vouloir être consul et médiateur d'une puissance étrangère à Alep. L'étude complète de la correspondance consulaire sortante a notamment permis d'énoncer plusieurs raisons pour lesquelles ces familles pouvaient souhaiter occuper ce genre de poste, et ce, même d'une façon honoraire (et donc non-rétribuée). L'étude de ces archives permet en fait de mieux comprendre la relation de réciprocité qui existait entre les autorités belges et les consuls Picciotto et Poche, ainsi que les objectifs poursuivis par chacun des protagonistes dans cette association. Ainsi, les autorités belges avaient certes des objectifs de plus en plus précis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle quant aux opportunités économiques potentielles et réelles à Alep, mais elles ne semblent pas avoir exercé une intense pression ni des moyens énormes pour que se concrétisent toutes ces opportunités. Au niveau économique, une connaissance solide des marchés internationaux ou régionaux et de l'activité commerciale de la métropole d'Alep permettait à ces deux familles de jouer pour la Belgique un rôle utile de médiation économique, politique et légale sur les marchés locaux de la Syrie septentrionale. Le

---

<sup>1</sup> Bernard Heyberger et Chantal Verdeil, dir., *Hommes de l'entre-deux : parcours individuels et portraits de groupes sur la frontière de la Méditerranée, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Indes savantes, 2009, 350 p.



gouvernement belge voulait probablement offrir avant tout aux commerçants et aux industriels nationaux le meilleur environnement économique possible (et les meilleures chances d'être compétitif sur le marché local) et permettre au jeune royaume de Belgique de faire sa place en Syrie, comme ailleurs dans le monde, parmi les autres puissances. Les Belges recherchaient, en outre, un candidat fiable, honorable et prospère pour jouer le rôle de consul à Alep, et ils souhaitaient sans doute en faire plus que tout un ambassadeur du commerce et de l'industrie nationale. Ils envisageaient d'abord et avant tout d'ouvrir dans cette contrée étrangère de nouveaux marchés économiques et d'établir des relations commerciales durables. Il semble qu'en ce sens, les consuls Picciotto et Poche aient tenté du mieux qu'ils le pouvaient, en tenant compte du niveau relativement peu développé des infrastructures locales de transport, de développer ces intérêts économiques et de mieux faire connaître le savoir-faire ainsi que la production industrielle ou manufacturière belges. Les Poche semblent néanmoins avoir eu de la difficulté à susciter l'intérêt des producteurs et manufacturiers de la région d'Alep pour les expositions d'envergure internationale tenues en Belgique à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. La correspondance étudiée laisse même subsister certains doutes quant à l'importance réelle accordée par les autorités ottomanes à ce genre d'événements, ou du moins, quant à l'aide qu'elles fournissaient aux ressortissants ottomans qui auraient voulu y participer.

Ce chapitre a également permis d'étudier la contrepartie de la relation des consuls avec les autorités belges (soit la façon dont ils la percevaient eux-mêmes), ou les répercussions du point de vue local (d'Alep) de cette relation avec le gouvernement du royaume de Belgique. D'abord, le prestige social personnel conféré par le titre de consul comptait sans doute comme un facteur appréciable dans la société ottomane, et ces fonctions officielles offraient aux Picciotto et aux Poche une importante tribune (ou une position privilégiée) par laquelle ils pouvaient exprimer leur point de vue sur de nombreux enjeux et questions, faire valoir leur version des faits lors de démêlés avec les autorités locales, avec des sujets ottomans, ou encore, d'autres protégés étrangers, et finalement tenter de régler certains litiges légaux et commerciaux à leur avantage. On peut sans doute évoquer également des motifs économiques et commerciaux pour décrire l'intérêt porté par les consuls aux charges consulaires à Alep. À travers leurs fonctions consulaires, les Picciotto et

les Poche cherchaient vraisemblablement aussi, en partie, à attirer vers leurs maisons commerciales respectives (qui faisaient, entre autres, de l'import-export) un chiffre d'affaires plus important, et à développer de nouvelles relations commerciales, politiques et diplomatiques avec l'Europe. On peut sans doute même percevoir dans plusieurs de leurs rapports qu'ils tentaient de favoriser, à travers l'intervention économique, commerciale et financière étrangère au Levant, un développement commercial régional à leur propre avantage, ou qui reflétait du moins leurs propres préoccupations économiques, et qui était donc fortement tourné vers l'étranger, vers la Méditerranée et l'Europe. Le développement économique local était pour eux inextricablement lié à la mise en place ou à la modernisation des infrastructures et des services de transport (routiers, ferroviaires ou maritimes). Cela s'explique sans doute par le fait qu'à une époque où le gouvernement ottoman central avait des ressources plutôt limitées, ces familles voyaient les Belges (ou les puissances européennes en général) comme de potentiels alliés avec qui ils avaient intérêt à coopérer pour attirer des investissements étrangers afin de stimuler les affaires commerciales et d'augmenter la capacité d'importation et d'exportation dans la région. Par ailleurs, les fonctions officielles de médiateur diplomatique, politique et commercial exercées par les consuls contribuaient sans doute aussi, du moins dans le cas de Frédéric Poche, à renforcer leur propre rôle d'intermédiaire commercial pour plusieurs firmes belges dans la région.

Les consuls belges d'Alep créaient donc non seulement des liens politiques et diplomatiques avec le gouvernement belge, mais probablement aussi des liens commerciaux avec certains industriels, entrepreneurs ou capitalistes belges, voire même des relations qui pouvaient être utiles dans d'autres situations ou affaires personnelles. Les consuls Picciotto et Poche étaient des marchands ambitieux, disposant d'un sens aigu du commerce, et avaient un intérêt indéniable à se poser comme médiateurs des puissances européennes qui développaient et maintenaient, du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à la veille de la Première Guerre mondiale, des intérêts de plus en plus importants au Proche-Orient. Cette relation, évoquée au cours du troisième chapitre, était donc, pour les Poche et les Picciotto, tout à fait complémentaire à leurs activités commerciales professionnelles et leur permettait d'ailleurs de développer des liens de plus en plus importants en Europe, tout en renforçant, dans le cas des Poche, leurs activités régionales dans l'Empire ottoman. Ils avaient donc eux aussi un

intérêt considérable à tirer de cette relation en tant que « consul honoraire ». Ils pouvaient notamment tenter dans leur correspondance d'influencer les diplomates et le gouvernement belge, en les amenant à influer à leur tour sur des diplomates et hommes politiques ottomans, pour des questions qui concernaient, par exemple, des enjeux de développement local (développement d'infrastructures de transport, travaux urbains), mais aussi pour des requêtes d'ordre personnel. Les consuls belges à Alep disposaient ainsi d'un levier d'influence non négligeable pour faire entendre leur propre voix et leur opinion sur le développement économique ou le contexte sociopolitique de la province.

Les consuls Picciotto et Poche tiraient par ailleurs de nombreux avantages légaux et fiscaux à titre de consul honoraires, à commencer par la protection étrangère et le recours aux tribunaux commerciaux et consulaires pour régler certains litiges légaux liés à leurs activités quotidiennes de commerçants. Les avantages commerciaux et légaux qu'ils pouvaient par ailleurs procurer aux membres de leur propre réseau local étaient aussi non négligeables : réduction de frais de douane, exemptions de taxes ou d'impôts, dispense de service militaire, etc. Cette recherche montre d'ailleurs que les consuls Picciotto et Poche défendirent leurs propres droits comme ceux de leurs protégés avec vigueur, et qu'ils se réclamèrent en maintes occasions du levier d'influence que les voies politiques leur offraient, entre autres, par la diplomatie belge auprès de la Sublime Porte, mais aussi simplement par leur statut social de représentants d'une puissance européenne.

Enfin, le quatrième et dernier chapitre a permis d'observer que les Poche et les Picciotto, qui paraissaient être à priori des consuls préoccupés avant tout d'intérêts commerciaux, exprimèrent néanmoins – surtout dans le cas de Frédéric Poche – un grand intérêt pour la situation économique et politique locale, et qu'ils formulèrent plusieurs critiques ou opinions personnelles sur l'administration ottomane de la province d'Alep. La correspondance du consul Poche reflète en quelque sorte l'adaptation et l'intégration de cette famille à la société alépine. Avec un regard plutôt critique, Frédéric Poche synthétisait dans ses rapports plusieurs des principaux défis auxquels faisait face la région d'Alep à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, et il tentait sans doute, d'une certaine façon, d'être un catalyseur de changement et de modernisation dans sa société. La richesse du regard qu'il

portait sur plusieurs faits économiques et politiques, et la pertinence de ses observations, font en quelque sorte de cette étude sa propre esquisse de la situation économique et politique de la Syrie à la fin de l'époque ottomane. La correspondance met notamment en évidence l'effort de reconquête intérieure entrepris par l'État ottoman à partir des années 1860 et renforcé, au cours du règne d'Abdülhamid II, par l'intermédiaire des régiments Hamidiye dans les provinces d'Anatolie orientale, et par l'établissement d'immigrants et la mise en culture de terres agricoles sur la frontière syrienne.

Certains documents des archives du consulat d'Alep apportent aussi des informations sur les massacres arméniens des années 1894-1896, et permettent de replacer ces événements tragiques dans le contexte d'agitation révolutionnaire de l'époque, en évoquant à la fois les craintes qu'avaient les autorités ottomanes de voir un soulèvement se propager sur une bonne partie de la région (voire même jusqu'à Alep) et l'appréhension du consul de voir les massacres s'étendre sur tous les chrétiens de la région. Finalement, ce chapitre a aussi tenté d'évaluer l'impact à Alep, et dans la région, de la révolution jeune-turque de juillet 1908. La correspondance consulaire belge montre surtout que le pouvoir concret des fonctionnaires et des militaires locaux qui étaient acquis à la cause du CUP demeurait relativement limité dans les mois suivant la révolution, et que le ressentiment provoqué au sein de la population musulmane de la région par le rétablissement de la Constitution pouvait potentiellement mener à de nouvelles violences dirigées contre les chrétiens de la région.

Sans grande surprise, ces registres de correspondance témoignent dans leur ensemble d'une influence politique ou économique belge somme toute limitée dans le nord de la Syrie. Par contre, l'extension du réseau consulaire du royaume reflétée dans les archives d'Alep suggère une expansion progressive des intérêts économiques de la Belgique au Proche-Orient durant la période étudiée. De la fondation du consulat (au milieu des années 1850) jusqu'à sa fermeture au milieu des années 1870 (une époque marquée par le début d'une crise économique européenne), le gouvernement et les diplomates belges paraissent avoir soutenu fermement le développement de relations commerciales durables avec la Syrie du Nord. Puis, à partir des années 1880, la correspondance reflète de plus en plus le développement industriel soutenu et l'expansion économique considérable du jeune royaume de Belgique.



Les Belges semblent à cette époque avoir ciblé, à Alep comme ailleurs dans le monde, quelques champs d'action économique et industrielle – soit les domaines où les Belges étaient parmi les plus compétitifs, et dans lesquels ils avaient développé des compétences reconnues à l'étranger – sur lesquels ils pouvaient baser leur expansion.

Plusieurs projets de développement évoqués dans les archives du consulat belge ne paraissent toutefois pas avoir pu aboutir avant l'éclatement de la Première Guerre mondiale, laissant donc en suspens des plans et intentions qui demeuraient encore plus ou moins bien définis, notamment pour la réalisation d'une liaison ferroviaire entre Alep et Alexandrette, pour l'instauration de services de tramways et d'éclairage dans la ville d'Alep, ou encore pour des infrastructures de distribution d'eau. La guerre semble ainsi avoir mis en veilleuse, pour quelques années, plusieurs projets qui perdirent probablement par la suite une partie de leur attrait pour les capitalistes et industriels européens. Il serait donc particulièrement intéressant dans une étude consacrée à la période de l'entre-deux guerres et au mandat français de voir, par exemple, la part prise par les Belges dans la modernisation des infrastructures urbaines en Syrie, et notamment dans la ville d'Alep. C'est au cours de cette période que le visage urbain d'Alep semble s'être transformé plus complètement et il serait tout à fait pertinent d'étudier la période des années 1920 et 1930 pour mieux comprendre, entre autres, la mise en place de services de transport urbain comme les tramways ou les autobus. La présente étude a donc, en quelque sorte, permis de découvrir, pour plusieurs secteurs importants comme la distribution d'eau, l'électricité, ou les transports, les prémices de l'expansion urbaine d'Alep, au cours d'une période charnière de l'histoire de l'Empire ottoman.

## APPENDICE A

### CATALOGUE DÉTAILLÉ DES REGISTRES DE CORRESPONDANCE

Registres de correspondance sortante des consuls belges Hillel de Picciotto et Frédéric Poche

A.1 Résumé des documents du registre FP 2001 (1855-1875).....	337
A.2 Résumé des documents du registre FP 2002 (1862-1873).....	362
A.3 Résumé des documents du registre FP 2003 (1887-1891).....	382
A.4 Résumé des documents du registre FP 2004 (1889-1893).....	403
A.5 Résumé des documents du registre FP 2005 (1893-1896).....	425
A.6 Résumé des documents du registre FP 2006 (1896-1903) .....	452
A.7 Résumé des documents du registre FP 2007 (1903-1907).....	487
A.8 Résumé des documents du registre FP 2008 (1908-1909).....	529
A.9 Résumé des documents du registre FP 2009 (1909-1913) .....	550

## A.1 RÉSUMÉ DES DOCUMENTS DU REGISTRE FP 2001 (1855-1875)

Correspondance sortante de Hillel de Picciotto, consul de Belgique à Alep.

Page Date	Destinataire	Sujet
1-2 12 janv. 1855	S. E. M. Blondeel van Ludebrock, Ministre Résident de S.M. le Roi des Belges près la Porte Ottomane à Constantinople.	Identifiée N°. 1. Nommé consul à Alep sur recommandation consul Beyrouth. Mission d'adresser au gouvernement du roi renseignements commerciaux et politiques susceptibles d'intérêt. Demande que brevet « exequatur » soit adressé au Pacha d'Alep. Acte de Serment.
3 19 janv. 1855	S. E. M. Blondeel van Ludebrock, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 2. Dépêche adressée 12 janvier par poste Gouvernement contenant acte serment. Remise dépêche cachet volant adresse S. E. M. le Ministre Affaires étrangères de S. M. à Bruxelles.
3-6 19 janv. 1855	S. E. Monsieur H. de Brouckere, Ministre des Affaires étrangères de S.M. le Roi des Belges à Bruxelles.	N°. 1. Réception dépêche N°. 2493 du 2 octobre 1855 annonçant arrêté royal nomination consul 22 septembre 1854. Remerciements pour appui candidature. Grande spéculation par entremise M. Henry J. de Turck, consul belge Beyrouth. Prière indiquer négociant distingué Anvers à qui s'adresser pour futures relations disposé à nouer avec Belgique. Réception documents d'instructions consulaires; attente écusson, pavillon, timbre et cachet, brevet nomination et <i>berat</i> Sublime Porte.
7-8 6 fév. 1855	Monsieur Henry J. de Turck, Consul de S. M. le Roi des Belges à Beyrouth.	Réception lettre adressée 16 janvier et pièces envoyées au nom Ministre Résident Constantinople : brevet signé par auguste souverain, <i>berat</i> ou exequatur S. Porte Ottomane, firman d'installation émané même gouvernement, traductions <i>berat</i> et Firman. Remerciements appui nomination.
8-9 2 avril 1855	Blondeel van Ludebrouk, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 3. Réception dépêches N°. 1. & 2 adressées 12 et 19 janvier, contenant acte serment et pli adresse Ministre Affaires étrangères communicant ordre ne faire aucune avance d'argent au nommé Laurent Bavay de Telvorde, ancien officier armée belge voyageant à l'étranger.
9-10 31 juil. 1855	S. E. M. le Vicomte Vilain XIII, Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi des Belges à Bruxelles.	N°. 2. Réception circulaire 31 mai B N°. 530 demandant inventaire matériel et objets composant archives du consulat. Remise sous pli extrait inventaire, double déposé chancellerie.

11-12 7 sept. 1855	S. E. M. Blondeel van Ludebrouk, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Réception circulaire 8 août. Remise annuelle de deux rapports sur les apparences et les résultats des récoltes du pays. Remise sous pli tableaux N <sup>o</sup> . 1 et 2 d'après renseignements procurés par personnes spéciales. Manque données pour calcul des récoltes et évaluation production agricole du pays.
12 21 oct. 1855	S. E. M. le Vicomte Vilain XIII, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3. Réception dépêche N <sup>o</sup> . 3008 adressée 5 octobre concernant irrégularités commises fréquemment dans le visa des passeports.
12-13 4 déc. 1855	M. le Vicomte Vilain XIII, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4. Réception dépêche 1 <sup>er</sup> octobre N <sup>o</sup> . 4233, instructions relatives « aux secours à donner aux belges malades aux matelots naufragés et aux marins sans emploi. »
13-14 7 janv. 1856	M. le Vicomte Vilain XIII, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 5. Réception dépêche 30 novembre 1855 N <sup>o</sup> . 2284 accompagné exemplaire de « l'exposé des motifs d'un projet de loi destiné à assurer l'établissement d'un service régulier de bateaux à vapeur entre la Belgique et le Levant. »
14 15 janv. 1856	M. le Vicomte Vilain XIII, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 6. Réception 26 décembre 1855 recueil consulaire, conformera aux instructions « [...] pour seconder les vues du gouvernement et tâcher par là de concourir à atteindre le but que se propose le gouvernement qui est de donner plus de développement au commerce et à l'industrie belge. »
14-15 11 mars 1856	M. le Vicomte Vilain XIII, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 7. Réception dépêche N <sup>o</sup> . 5 adressée 16 janvier informant « que les chambres ont adopté et que le Roi a sanctionné le projet de loi relatif à l'établissement d'un service de navigation à vapeur entre la Belgique et le Levant. »
15-16 29 avril 1856	S. E. M. Blondeel van Ludebrouk, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Réception dépêche N <sup>o</sup> . 1, adressée 31 mars, remise sous pli déclaration n'avoir fait cette année aucune avance pour compte du Gouvernement du roi.
16 29 avril 1856	Blondeel van Ludebrouk, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 5. Heureux auspices apparences récolte céréales dans Pachalik d'Alep et ses dépendances, promettent beaucoup selon avis personnes compétentes. Transmettra résultats décisifs au moment de la récolte.
16-17 8 sept. 1856	Blondeel van Ludebrouk, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 6. Réponse circulaire ind. P N. 2 adressée 12 août, remise sous pli copie arrêté de nomination demandé. Aucun vice-consul ou agent consulaire placés sous juridiction de ce consulat. Échelle d'Alexandrette, port d'Alep, dépourvue d'agent représentant gouvernement belge.
17-18 4 nov. 1856	Blondeel van Ludebrouk, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 7. Réponse dépêche P N. 5. adressée 14 octobre; remise sous pli inventaire complet articles et objets toute nature composant chancellerie consulat. Conformer scrupuleusement instructions données pour transmission lettres Ministre Affaires étrangères. Dûment reçu règlement de police, veillera à son exécution dans toute l'étendue de la juridiction consulaire. Proposition candidat poste vice-consul Alexandrette, Monsieur Emmanuel Ionas (Jonas?) sujet sarde honorable sous tous les rapports.



19 19 janv. 1857	M. le Vicomte Vilain XIII, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 1. Naufrage goélette belge plage Suedieh près Antioche, nuit 13-14 janvier, capitaine De Potter sauvé avec équipage, abandon goélette crevée, impossible remettre à flot. Agent dépêché sur lieux pour aide et assistance équipage, sauvé débris navires mis en sûreté.
20-21 31 mars 1857	M. le Vicomte Vilain XIII, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Réception dépêche BN. 834, N <sup>o</sup> . d'ordre 6. accompagnant circulaire concernant les procédures d'avaries et l'administration des naufrages à laquelle tenu scrupuleusement affaire goélette belge de la ville d'Ostende échouée sur la plage de Suediah. Transmission sous pli copie dix pièces y afférentes.
21-22 10 mai 1857	M. le Vicomte Vilain XIII, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3. Remise sous pli de six pièces formant comptes circonstanciés produit vente aux enchères publiques débris de la goélette belge de la ville d'Ostende. Somme totale de vente, 22 622 piastres, déductions faites 10 955.
22-23 9 juin 1857	M. le Vicomte Vilain XIII, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4. Réception dépêche ind. B N. 834. N <sup>o</sup> . d'ordre 7 adressée 16 mai, transmission sous pli lettre de change de 2191 francs à 31 jours de vue sur Monsieur Fleury Hérard, banquier à Paris équivalant somme 10 955 piastres, montant reliquat goélette de la ville d'Ostende remis dépêche 10 mai dernier. Endossement de la lettre de change de 2191 francs sus mentionnée.
23 15 juin 1857	M. le Vicomte Vilain XIII, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 5. Remise sous pli déclaration demandée par dépêche C N. 1766. N <sup>o</sup> . d'ordre 8 adressée 20 mai. Déclaration n'avoir rien à réclamer du chef d'avances faites antérieurement au premier Janvier 1857.
23-24 28 juil. 1857	M. le Vicomte Vilain XIII, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 6. Réponse dépêche C N. 1766. N <sup>o</sup> . d'ordre 9 adressée 3 juin. Remise sous pli duplicata déclaration adressée Votre Excellence depuis 15 juin par canal Légation à Constantinople.
24-25 7 août 1857	Monsieur J. Jooris, chargé d'Affaires de la Légation de S. M. le Roi des Belges près la Porte ottomane à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 1. Réception dépêche N <sup>o</sup> . 2 adressée 1 <sup>er</sup> juillet parvenue 2 Août. Depuis la paix, ville toujours joui de la plus parfaite tranquillité et l'ordre public n'a pas été troublé un instant. Faux bruits répandus sur prétendus désordres probablement ouvrage des malveillants ennemis du gouvernement. Départ ministre Blondeel Van Ludebrouk, victime mesure violente. Conformera instructions données et rôle d'agent commercial.
25-26 17 fév. 1858	Monsieur J. Jooris, chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Retard accusé réception dépêche 30 décembre 1857. Reçu de Monsieur E. Jonas quatre pièces transmises sous pli, mouvement commerce Alexandrette. Sollicite haute influence en faveur du recommandé M. Jonas poste représentant belge échelle Alexandrette.
26-27 10 mars 1858	S.E. M. le Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 1. Réception deux dépêches adressées 7 & 8 novembre, N. 550 Indicateur B et N. 9548 ind. C, accompagnées exemplaire des règlements consulaires de Belgique, d'un code civil et de trois registres aux actes de l'État civil.
27-28 17 mars 1858	Monsieur J. Jooris, chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Réception deux dépêches adressées 8 février (parvenue 7 Mars) et 3 mars. Remise sous pli : déclaration n'avoir fait aucune avance pour le compte du Gouvernement pendant l'année 1857. Rapport commercial 1857. Retards dans correspondance; poste des Messageries Impériales chaque quinzaine pour la capitale. Documents diplomatiques parvenus par M. de Turck, consul de



		Belgique à Beyrouth.
28 30 avril 1858	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli Tableau des apparences de la récolte de l'année courante du Pachalik d'Alep.
29 22 sept. 1858	Monsieur J. Jooris, chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 3. Réponse dépêche adressée 28 août, renseignements demandés sur M. Léopold Aubert de Bruxelles voyageant en Orient depuis quelques années. Aucun Belge de ce nom ne s'est présenté au consulat, à Alep, ou environ juridiction consulaire.
29-30 13 janv. 1859	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réponse dépêche Indicateur C N. 1766. N°. d'ordre 12 adressée 24 décembre 1858. Remise sous pli déclaration demandée : aucune réclamation avances faites antérieurement 1 <sup>er</sup> Janvier 1858.
30-31 31 mai 1859	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche B N. 2284. N°. d'ordre 13. adressée 27 avril informant établissement à Anvers « avec le concours du gouvernement du Roi une compagnie en vue de la création et de l'exploitation d'un service de bateaux à vapeur vers le Levant. »
31-32 10 juin 1859	S. E. M. Henry Solvyns, Ministre Résident à Constantinople.	Réponse dépêche adressée 27 avril, félicitations pour nomination. Efforts tendront à conserver même caractère aux rapports entretenus avec Légation. Désir être utile au but gouvernement belge et mériter haute bienveillance de V.E.
32 10 Juin 1859	M. Henry Solvyns, Ministre Résident à Constantinople.	Réponse dépêche adressée 2 mai ; un seul Belge habitant circonscription consulaire, le Révérend Père Égide de Gand. Protégés belges, six personnes composant personnel du consulat : deux drogmans, deux kavas un écrivain et un domestique.
32-34 18 janv. 1860	M. Jules Greindl, chargé d'affaires <i>ad interim</i> de la Légation belge à Constantinople.	Réception dépêche adressée par Légation 12 décembre concernant impôt établi sur les propriétés immeubles qu'habitants du territoire ottoman sont obligés d'acquitter bien qu'ils soient sujets ou protégés des puissances étrangères. Collègues grandes puissances n'ont reçu jusqu'à présent des instructions à ce sujet de leurs Légations respectives.
34 20 janv. 1860	M. Jules Greindl, chargé d'affaires <i>ad interim</i> à Constantinople.	Réception deux dépêches adressées 21 & 24 décembre ; première sur dispositions prises par S. Porte, en accord avec Légation du Roi, concernant objets importés à l'usage des consuls dans douanes de l'Empire. Pris note seconde dépêche des modifications apportées au corps consulaire dans l'Empire ottoman.
34-35 20 janv. 1860	M. Jules Greindl, chargé d'affaires <i>ad interim</i> à Constantinople.	Réception dépêche 21 décembre, annonçant départ M. Solvyns pour Athènes et pendant absence Légation sera gérée par Monsieur chargé d'affaires. Rappel à Légation note adressée 11 novembre sur affaire personnelle très délicate et intéressant plus haut degré consul et sa famille.
35-36 20 fév. 1860	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche B N. 2188. N. d'ordre 14. adressée 25 janvier accompagnée exemplaire <i>Moniteur</i> faisant connaître la constitution d'une société belge ayant pour but le développement du commerce de la Belgique avec l'Orient. Consul fera devoir prêter tout le concours permis par sa position sociale et commerciale.



36 18 avril 1860	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli de souche du passeport délivré à M. Deloniere (?) Louis capitaine au long cours sur un brevet de capacité pour le grade de capitaine au long cours donné à Bruxelles le 3 juillet 1854 par M. Brouckere Ministre des Affaires étrangères.
37 26 avril 1860	M. Jules Greindl, chargé d'affaires <i>ad interim</i> à Constantinople.	Réception deux dépêches adressées 1 <sup>er</sup> et 5 mars, première accompagne traduction d'un memorandum relatif à la prohibition de la sortie des céréales du Gouvernement d'Ouzka (?) reçu de la Porte ottomane par la légation du Roi. Seconde dépêche arrêté royal 23 septembre nomination Sieur J. Duchêne nommé Consul de Belgique à Beyrouth en remplacement du Sieur J. De Turck démissionnaire.
37 26 avril 1860	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche C N. 1766. N°. d'ordre 15. adressée 29 mars, remise sous pli note frais consulaires au 31 décembre 1859, somme de 1426 piastres ou 285 francs.
38 14 juin 1860	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche C N. 1766. N°. d'ordre 16. adressée 22 mai concernant demande explications supposé retard remise note déboursés année 1859. A fait parvenir note par voie Légation à Constantinople portant date 26 avril. N'a reçu de la part Excellence aucune autre dépêche à ce sujet que celle du 29 mars.
38-39 5 juil. 1860	S. E. M. le Comte E. de Dudzele, Ministre résident à Constantinople.	Réponse dépêche 7 juin annonce nomination poste de ministre résident capitale Empire ottoman. Plus humbles et sincères félicitations. Déférence et devoir du service imposent conserver toujours même caractère aux rapports entretenus avec Légation.
39-40 10 juil. 1860	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche C N. 8857. N°. d'ordre 18. adressée 7 juin concernant frais de poste constituant pour le Département des Affaires Étrangères une charge énorme. Ne se servira dorénavant dans correspondance officielle que d'un papier qui ne soit pas trop épais et obtempérera en tous points aux ordres donnés.
40-41 26 juil. 1860	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Note datée 20 juillet pour réception M. Ed. Keun Consul Général Belgique à Constantinople somme de 1426 piastres montant frais consulaires année 1859. Réception dépêche C N. 9522. N. d'ordre 19. adressée 25 juin recommandant manière spéciale circonscrire dépenses pour les visites officielles dans les limites de la plus sévère économie et d'appuyer autant que possible la justification de chacune d'elles de pièces en règle. Cadeaux au personnel de la maison du Pacha composée d'une trentaine de personnes.
41 26 juil. 1860	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche C N. 9522. N. d'ordre 20, adressée 25 juin indiquant paiement note frais consulaires, 1426 piastres parviendront par intermédiaire M. Édouard Keun, Consul Général de Belgique à Constantinople. Prochaines notes de frais parviendront durant période 1 <sup>er</sup> au 15 janvier chaque année.
42 11 déc. 1860	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche B N. 530. N. d'ordre 22, adressée 13 novembre, donnant nouvelles instructions sur acheminement correspondance des Consuls avec le Département des Affaires Étrangères et la Légation du Roi à Constantinople où adressera dorénavant correspondance.
42-43 4 janv. 1861	Baron de Vrière, à Bruxelles.	Remise sous pli selon règlements consulaires note frais consulaires au 31 décembre 1860 s'élevant somme 1405 piastres ou 281 francs.



44 18 janv. 1861	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli souche passeport délivré Monsieur François Stevens, sur un certificat qui lui a été donné par le Consulat d'Angleterre à Bagdad et qui est déposé en cette chancellerie. Annexe p. 43, Souche du passeport, délivré 17 janvier 1861.
44 5 mars 1861	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche C N. 9522. N. d'ordre 23. adressée 31 janvier, paiement note frais consulaires, 1405 piastres parviendront par intermédiaire de Monsieur Édouard Keun, Consul Général de Belgique à Constantinople.
45-46 29 mars 1861	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli souche de passeport délivré à Van Marck Alfred Ingénieur mécanicien né et domicilié à Liège, sur un passeport délivré le 30 avril 1857 par Monsieur Ministre Affaires Étrangères. Signalement en annexe.
46 30 avril 1861	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Adresse sous pli Tableau statistique du commerce, de l'industrie et de la population de la ville d'Alep pour l'année 1860 (incertitude par rapport aux données). Recours renseignements privés; absence complète dans pays de toute publication officielle.
47 3 janv. 1862	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli note de frais consulaires au 31 décembre 1861 s'élevant somme de 1475 piastres ou 295 francs.
47 31 janv. 1862	J. Greindl, chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 1. Réception dépêche N. 1. adressée 1 <sup>er</sup> janvier, invitant à donner numéro d'ordre aux lettres qui seront adressées dorénavant à la Légation. Demande indulgence pour ne pas avoir adopté ce système jusqu'à présent.
48 31 janv. 1862	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 1. Réception dépêche B N. 550. N. d'ordre 24, adressée 7 janvier notifiant instructions sur Tarif des taxes Consulaires au sujet de la perception du droit proportionnel de 2 % sur dépôt de sommes d'argent, valeurs, marchandises ou effets mobiliers. Conformera religieusement aux instructions données et à la distinction à laquelle invité expressément à tenir compte.
48-49 31 janv. 1862	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2. Réception dépêche B N. 2625. N. d'ordre 25, adressée 8 janvier apprenant arrêté royal 1 <sup>er</sup> Septembre dernier, M. d'Égremont précédemment Consul Général de Belgique dans l'Inde anglaise a été appelé aux mêmes fonctions dans la Turquie d'Asie et lieu de sa résidence provisoirement fixé à Smyrne. Aura soin de faire parvenir communications par intermédiaire précité Consul.
49-50 26 fév. 1862	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 3. Réception dépêche C N. 9522. N. d'ordre 26, adressée 3 février; paiement note frais consulaires, 1475 piastres parviendront par intermédiaire de M. Édouard Keun, Consul Général de Belgique à Constantinople. A remis en temps dû par les vapeurs des Messageries Impériales duplicata susdite note.
50 4 avril 1862	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 4. Réception dépêche C E (?) N. 7531. N. d'ordre 27, adressée 6 mars, accompagnée exemplaire texte du traité de commerce et de navigation conclu 10 octobre 1861 entre la Belgique et la Turquie. Arrangement appelé à exercer grande influence sur rapports commerciaux et maritimes des deux États.
51 10 avril 1862	J. Greindl, chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 2. Réception dépêche N. 3 adressée 28 février accompagnant brochure relative traité de commerce conclu entre la Belgique et la Turquie, contenant : 1. Traité conclu 10 octobre 1861 et destiné à remplacer celui du 30 avril 1840 2. Convention additionnelle



		relative à la saisie en douane, conclue le même jour et qui a la même valeur que si elle était insérée dans le traité 3. Préambule pour régler l'application des tarifs arrêtés en vertu du nouveau traité 4. Tarif d'exportation 5. Tarif d'importation. Toutes dispositions applicables à partir 13 (?) mars 1862.
52 25 avril 1862	J. Greindl, chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 3. Réception dépêche 24 mars mentionnant « la prohibition que vient d'être frappé l'importation de la poudre des canons de toutes les espèces d'arme de guerre et de munitions suivant un décret de sa Majesté Impériale le Sultan et conformément aux stipulations du traité de commerce conclu le 10 octobre 1861 entre la Belgique et la Sublime Porte... » Pris bonne note règlements.
52 26 mai 1862	J. Greindl, chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Réception dépêche N. 5 du 24 avril concernant arrêté royal 1 <sup>er</sup> Septembre 1861, nomination Monsieur J.B. d'Égremont Consul Général de Belgique dans l'Asie Mineure avec résidence à Smyrne.
53 26 mai 1862	Monsieur J.B. d'Égremont Consul Général de Belgique dans l'Asie Mineure, résident à Smyrne.	Réception lettre adressée 29 avril ; vives félicitations occasion prise direction du service du Consulat Général de Sa Majesté dans la Turquie d'Asie. Pris note de la Circulaire du Département des Affaires Étrangères concernant application de l'article 38 du tarif des taxes consulaires.
53-54 9 juin 1862	S.E. M. Errebault de Dudzele, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 5. Réception dépêche N. 6. adressée 19 mai annonçant heureux retour à la Capitale de l'Empire ottoman et reprise direction des Affaires de la Légation du Roi. S'estimera heureux de pouvoir être de quelque utilité dans ces contrées.
55 26 nov. 1862	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 5. Remise sous pli rapport mouvement commercial de notre place pendant année écoulée, rédigé avec difficulté pour raisons exposées dans précédentes dépêches au Département des Affaires Étrangères. Désire vivement que dit rapport soit nature à rencontrer approbation V. E.
56 8 janv. 1863	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Remise sous pli note frais consulaires au 31 décembre 1862, s'élevant somme 1750 piastres ou 350 francs. Description et liste des frais.
56-57 8 mars 1863	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3. Réception dépêche C N. 9522. N. d'ordre 28. adressée 31 janvier. Remise sous pli, d'après demande, note détaillée des 250 piastres d'affranchissements, ports de lettres et menus frais. Cadeaux donnés au personnel des Pachas presque supprimés. Prière accorder 1500 piastres passées en compte pour émolument annuel du <i>kavas</i> du consulat à l'instar collègue de Beyrouth.
57 14 mai 1863	Errebault de Dudzele, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 6. Réception dépêche N. 7 adressée 30 avril relative décision prise par Sublime Porte concernant quantité de tabac que consuls généraux, consuls, et vice-consuls auront droit d'introduire exempté de tout droit douanier, à laquelle la Légation du Roi a adhéree. Conformera à l'avenir à cette décision.
57-58 14 mai 1863	Errebault de Dudzele, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 7. Réception dépêche N. 8. adressée 30 avril, concernant arrêté Royal nomination Monsieur Emm. Vitali (?) poste de vice-consul de Belgique aux Dardanelles.
58	Charles Rogier, Ministre des	N <sup>o</sup> . 4. Réception dépêche C N. 9522. N. d'ordre 30, adressée 18 avril relative paiement note frais consulaires, 250 piastres



28 mai 1863	Affaires étrangères à Bruxelles.	parviendront par intermédiaire de Monsieur Édouard Keun, Consul Général, chancelier de la Légation à Constantinople. Reçu quittance 1500 piastres.
58-59 3 sept. 1863	Errembault de Dudzele, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 8. Satisfait Circulaire N. 9. adressée 5 août ; remise sous pli liste protégés Belges résidence consulaire composée : deux drogmans, deux cavas et un écrivain. Article 14 loi Consulaire 1 <sup>er</sup> janvier 1868 ; conformé instructions ministre Affaires étrangères et adressé directement au département rapports qui n'avaient nul intérêt pour la Légation du Roi.
59 3 sept. 1863	Errembault de Dudzele, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 9. Réception dépêche N. 10. adressée 5 août informant nomination Monsieur Antonio Zanni (?) au poste de vice-consul de Belgique à Tripoli de Syrie.
59-60 3 sept. 1863	Errembault de Dudzele, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 10. Réception dépêche N. 11. adressée 5 août, Sublime Porte de commun accord avec la Légation du Roi vient d'arrêter un règlement relatif à la protection accordée par les Consuls à leurs employés indigènes. Conformera ponctuellement copie texte de ce règlement.
60-61 11 sept. 1863	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 5. Réception dépêche B N. 2595. N. d'ordre 31. adressée 18 août. Publication 21 juillet dernier (jour 32 <sup>e</sup> anniversaire inauguration du Roi), Moniteur publié actes consacrant affranchissement Escaut et réformes maritimes complémentaires; informations sur l'abolition du droit de tonnage, de pilotage; droits de port perçus par la ville d'Anvers simplifiés et réduits.
61-62 6 janv. 1864	Errembault de Dudzele, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 1. Réception dépêche N. 12. adressée 1 <sup>er</sup> décembre; Congé accordé par Gouvernement du Roi au Ministre; Monsieur Georges Forgues (?) premier secrétaire, chargé pendant absence de gestion des Affaires de la Légation. Souhaite bon et heureux voyage, renouvellement sentiments profond respect.
62 7 janv. 1864	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 1. Remise sous pli, selon règlements note frais consulaires au 31 décembre 1863 s'élevant petite somme 205 piastres ou 41 francs.
62-63 18 fév. 1864	Georges Forgeur, chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Réception Dépêche N. 13. adressée 15 janvier, texte des quatre règlements que la S. Porte a arrêté de commun accord avec les Légations des Puissances Étrangères : 1. Un règlement pour l'exportation du tabac 2. Un règlement pour les droits imposés aux marchands de tabac 3. Un règlement relatif au contrôle à exercer sur les débiteurs de tabac sujets étrangers 4. Un règlement pour le transport d'une échelle à l'autre de marchandises destinées à l'exportation. Ne manquera pas suivre instructions, porter teneur communications à la connaissance des intéressés belges, invitant à s'y conformer.
63 18 fév. 1864	Georges Forgeur, chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 3. Réception dépêche N. 14 adressée 18 janv. accompagnée : 1. Un règlement relatif formalités à remplir lors arrivée à l'intérieur échelle marchandises destinées à être exportées. 2. Règlement préservant les mesures nécessaires pour prévenir la fraude. Fera devoir communiquer sujets belges de résidence consulaire dispositions deux documents arrêtés de commun accord entre la Sublime Porte et les Légations des Puissances étrangères.



63-64 2 mars 1864	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Réception dépêche C N. 9522. N. d'ordre 32. adressée 28 janvier informant montant de la note de frais, 205 piastres, parviendront par intermédiaire Monsieur Édouard Keun Consul Général, Chancelier Légation Constantinople.
64 11 mai 1864	Georges Forgeur, chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Réception circulaire N. 15 adressée 11 avril accompagnant texte instructions données par S. Porte aux gouverneurs des provinces; fera devoir conformer, ayant toujours en vue maintenir rapports les plus amicaux avec les autorités qui tiennent leur pouvoir de S.M.I. le Sultan.
64 13 sept. 1864	Georges Forgeur, chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 5. Réception dépêche N. 16 adressée 30 juillet, accompagnant exemplaire nouveau règlement sur le timbre dans l'Empire ottoman. Fera un devoir porter à la connaissance corps de commerce la disposition de ce traité de commerce avec la S. Porte, celle qui assure à ce pays, en Belgique, le traitement de la nation la plus favorisée.
65 20 janv. 1865	S.E. M. le Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 1. Réception dépêche adressée 16 déc. annonçant nomination poste Ministre Résident ; félicitations, efforts tendront à conserver même caractère aux rapports entretenus avec Légation.
65 16 janv. 1865	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli déclaration de n'avoir fait aucune avance durant année 1864, conformément aux règlements consulaires.
66 20 fév. 1865	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Réception dépêche N. 1. adressée 29 janvier, texte d'une nouvelle loi sur prêts à intérêts arrêtée par la Sublime Porte et approuvée par les Légations Étrangères. Fera un devoir de porter à la connaissance des intéressés belges.
66 20 mars 1865	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 3. Réception dépêche N. 2. adressée 10 février communicant copie texte S. Porte concernant importation en franchise des tabacs/cigares à l'usage des Consuls résidant dans l'Empire ottoman.
66-67 25 mars 1865	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli rapport annuel de commerce de cette place pendant année écoulée. Rédigé du mieux possible, à partir données indirectes.
67 21 juin 1865	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Réception dépêche N. 3. adressée 29 mai informant que gouvernement de S. M. I. le Sultan vient de prévenir à l'administration des douanes d'empêcher rigoureusement l'introduction des monnaies de billon d'Égypte dans toutes les autres parties de l'Empire.
67 22 juin 1865	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche C N. 9584. N. d'ordre 35. adressée 22 mai, accompagnant un registre d'état civil (en double) et un registre de publications de mariage (sans date) lesquels parvenus par voie consulat de Beyrouth. Conformera instructions dite dépêche en suivant pour le reste règles ordinaires en matière d'État civil.
68 19 oct. 1865	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche B N. 7799. N. d'ordre 36. adressée 21 août faisant connaître loi qui rend d'application générale les tarifs conventionnels et apporte de nouvelles améliorations à notre régime de douanes. Formalités devenues inutiles. Portera mesure

		connaissance des intéressés et aux expéditeurs des marchandises destinées à être importées en Belgique. Exemple parvenu de l'édition de tarif de douanes révisé conformément à la nouvelle loi. Aucun changement dans tarif des douanes de ce pays selon traité de commerce 10 octobre 1861, entre Gouvernement belge et la Turquie.
69 1 <sup>er</sup> déc. 1865	Monsieur le Comte de Nordans, Chargé d'Affaires à Constantinople.	Réception dépêche adressée 4 novembre accompagnant exemplaire article additionnel aux règlements relatifs aux Consuls en Turquie émanant de la Sublime Porte.
69 12 janv. 1866	Comte de Nordans, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 1. Réception dépêche N. 4, adressée 22 décembre, transmission copie d'une note reçue de la Sublime Porte. Fera un devoir, d'après instructions, d'y donner suite.
70 22 janv. 1866	Comte de Nordans, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Réception dépêche 25 décembre, profonde douleur, nouvelle de la mort de sa Majesté le Roi Léopold 1 <sup>er</sup> , le 10 décembre 1865. Son bien aimé Souverain, Père de la patrie.
71-72 24 janv. 1866	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Réception dépêche A N. 4346. N. d'ordre 37, adressée 22 décembre. Léopold 1 <sup>er</sup> , décédé au château de Lacken, sympathies et haute confiance qu'inspire à la nation belge nouveau Souverain Sa Majesté Léopold II. Corps consulaire maintenu dans ses fonctions. Obligé des deux pièces transmises ; éloquent discours prononcé par « notre magnanime Souverain Sa Majesté Léopold II qui a déjà conquis tous les cœurs et a été l'objet des plus chaudes acclamations et du plus grand enthousiasme. »
72 24 janv. 1866	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3. Remise sous plis, conformément aux règlements consulaires, déclaration n'avoir fait aucune avance durant année 1865.
72-73 12 fév. 1866	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 3. Réception dépêche N. 1. adressée 10 janvier ; transmission exemplaire nouveaux règlements relatifs au mode de perception du droit de « Mouhsatié » (?) et à l'importation du tabac en général dont pris bonne note.
73 12 juin 1866	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Réception dépêche N. 2 adressée 11 mai, accompagnant exemplaire règlement pour étrangers établis Empire ottoman exerçant la profession de fabricants de spiritueux. Ne manquera pas d'inviter (inciter ?) les citoyens belges placés sous juridiction d'acquiescer toujours sans difficulté le droit qu'il prescrit.
73 12 juin 1866	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 5. Réponse dépêche N. 5. adressée 10 mai appelant attention des imprimeurs belges placés sous juridiction du consul de se conformer au règlement transmis concernant les imprimeries en Turquie.
74 12 juin 1866	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 6. Réception dépêche N <sup>o</sup> . 3. adressée 11 mai, informant que droit de tabac exporté jusqu'au mois de juin 1268 doit être acquitté suivant l'ancien tarif douanier qui était fixé à 76 paras par oke ( <i>okka</i> ). Invitera les intéressés belges à suivre scrupuleusement les instructions données.



74 12 juin 1866	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 7. Réception dépêche N. 4. adressée 11 mai, concernant vente en pleine rue par verre et par mesure des liqueurs de toute sorte de boissons par marchands ambulants différentes nationalités étant en flagrante contradiction avec esprit et teneur règlement en vigueur; Sublime Porte pris décision soumettre débiteurs catégorie précitée à une amende de 1 à 5 medjediés de 5 pièces (?).
75 12 juil. 1866	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli souche passeport délivré à M. Stevens François Nicolas constructeur navires né à Anvers, sur passeport délivré 14 février 1861 et déposé chancellerie. Signalement individu âgé 40 ans. Passeport délivré 4 juillet 1866.
76 12 juil. 1866	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 8. Réception dépêche N. 6 adressée 24 mai accompagnée note reçue Sublime Porte à l'égard des étrangers exerçant les métiers dans l'Empire ottoman qui doivent payer régulièrement les mêmes droits acquittés par les sujets ottomans.
76 31 juil. 1866	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 9. Réponse dépêche N. 7 adressée 12 juillet informant aucun sujet ni ressortissant belge dans la juridiction du consulat d'Alep.
77 15 janv. 1867	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli, conformément règlements consulaires, déclaration n'avoir fait aucune avance pendant l'année 1866.
77 21 fév. 1867	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 1. Réception dépêche N. 1 adressée 23 janvier, informant décision Sublime Porte concernant sel clandestinement importé, sera saisi et confisqué au profit de l'État. Ne manquera pas de faire observer cette ordonnance.
77-78 12 avril 1867	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Réception dépêche N. 2 adressée 30 mars, informant décision Sublime Porte que tabac étranger clandestinement importé sera saisi et confisqué au profit de l'État partout où il se trouvera.
78 12 avril 1867	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 3. Réception dépêche N. 3. adressée 30 mars informant « que le Gouvernement ottoman vient d'interdire l'importation en Turquie des revolvers qui considérés jusqu'à ce jour comme armes de luxe viennent d'être classées par la Sublime Porte dans la catégorie des armes de guerre. »
78-79 9 mai 1867	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Réception dépêche N. 4 adressée 14 avril rappelant circulaire Sublime Porte en date 24 avril 1862 prescrivant agents consulaires recevoir par canal de douane de la localité tous objets importés en leur nom. S'est conformé et se conformera au règlement; probablement irrégularités commises par d'autres incitant Sublime Porte renouveler prières à Légation du Roi.
79-80 2 déc. 1867	J. Greindl, Ministre Résident de S.M. le Roi des Belges près la Porte ottomane à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 5. Réception dépêche N. 8. adressée 16 novembre, félicitations pour nomination poste Ministre Résident auprès S. M. le Sultan. Efforts pour conserver même caractère aux rapports entretenus avec Légation.
80 10 déc. 1867	Charles Rogier, Ministre Aff. Étr. à Bruxelles.	Réception dépêche B N. 2214. N. d'ordre 1. adressée 8 novembre pour transmettre exemplaire du nouveau code pénal belge.

80 22 déc. 1867	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche N. 9. adressée 23 novembre, transmission traduction des instructions relatives au cérémonial à suivre pour les forts et forteresses de l'Empire les jours de fêtes des souverains.
81 25 janv. 1868	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli, conformément règlements consulaires, déclaration n'avoir fait aucune avance pendant année 1867.
81 2 déc. 1867	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	Nº. 1. Réception dépêche N. 1 adressée 4 janvier informant note reçue de la Sublime Porte relative à l'introduction clandestine sel et tabac dans l'Empire et contrebande qui continue à se pratiquer. Contrebandiers passibles d'une amende pécuniaire. Porter connaissance des sujets belges de l'arrondissement consulaire.
82 2 avril 1868	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	Nº. 2. Réception dépêche N. 2 adressée 6 mars communicant décision prise par la Sublime Porte relativement à l'amende de 16% (sur le montant de l'amende au propriétaire) encourue par les intermédiaires à la contrebande de tabac. Sera de même pour contrebande du sel.
82-83 18 août 1868	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	Nº. 3. Réception circulaire N. 4 adressée 15 juillet, transmission quatre exemplaires Loi sur la admettant les étrangers à la propriété immobilière en Turquie ainsi que protocole signé avec plénipotentiaire de la Sublime Porte, auquel subordonné exercice nouveau droit concédé aux Belges.
84 21 oct. 1868	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	Nº. 3. Réception dépêche N. 6 adressée 19 septembre, nouvelles instructions concernant exercice droit de propriété par étrangers en Turquie pour tout sujet Belge qui désire acquérir une propriété dans l'Empire ottoman. Portera instructions à la connaissance des administrés.
84-85 22 nov. 1868	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli rapport mouvement commercial place d'Alep pendant année courante. Recours renseignements privés en l'absence dans ce pays de toute publication officielle. Donner développement relations commerciales entre Syrie et Belgique et voir un jour produits de l'industrie belge rivaliser avec ceux des nations les plus industrielles d'Europe.
85 31 janv. 1869	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	Nº. 1. Réception dépêche N. 10 adressée 27 décembre 1868. Arrêté royal, nomination de M. Santi Matti (?) au poste de consul de Belgique à Larnaka de Chypre et la nomination également M. Frederici qualité de consul belge à Smyrne en remplacement de M. D'Égremont, désigné pour un autre poste.
86 1 <sup>er</sup> mars 1869	S. E. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de S.M. le Roi des Belges à Bruxelles.	Nº. 1. Réception dépêche N. d'ordre 3. adressée 22 janvier, expression profonde douleur pour fin prématurée du Prince Royal de S. A. Monseigneur le Duc de Brabant Comte de Hainaut. S'associe de tout cœur à l'affliction de Famille Royale et témoignage sympathie.
86 12 mars 1869	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	Nº. 2. Réception dépêche N. 1 adressée 11 février. Transmission exemplaire règlement relatif aux bâtiments chargés de sel étranger qui relâchent dans les ports de l'Empire ottoman. Fera devoir de communiquer aux Belges de son arrondissement.



87 12 avril 1869	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 3. Réception dépêche N. 2 adressée 16 mars. Transmission exemplaire loi sur nationalité ottomane et exemplaire du supplément au règlement relatif au mode de perception de la taxe de 10% établi sur la fabrication des spiritueux. Ne manquera pas de porter à la connaissance des Belges de résidence consulaire.
87 22 avril 1869	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 4. Réception dépêche N. 3 adressée 24 mars, disposition additionnelle au règlement relatif aux débitants de tabac que la S. Porte vient de promulguer. Donnera connaissance aux Belges intéressés de résidence consulaire.
88 12 mai 1869	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 5. Réception dépêche N. 4 adressée 15 avril, transmission circulaire adressée Gouverneurs Généraux des Vilayets relativement à la nouvelle loi de nationalité ottomane.
88-89 2 juin 1869	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 6. Réception dépêche N. 5 adressée 4 mai, parvenue 24 mai voie indirecte Beyrout. Pas connaissance troubles environs d'Alep méritant d'être signalés. Arabes nomades Anasés poussé outre mesure brigandage sur les habitants des villages. Gouverneur Militaire donné châiment exemplaire.
89 22 juin 1869	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 7. Réception dépêche N. 6 adressée 10 juin, pris bonne nomination M. Mitarachi qualité de Consul de Belgique à Chio en remplacement de M. Schilizzi démissionnaire.
89 2 juil. 1869	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 8. Réception dépêche N. 7 adressée 17 juin, transmission exemplaire article additionnel au règlement pour l'exportation des tabacs en Turquie. Portera connaissance des intéressés belges de sa résidence.
90 30 sept. 1869	Vicomte de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 9. Réception dépêche N. 9 adressée 24 août, plus sincères félicitations accréditation V. E. en qualité envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges près de S. M. I le Sultan.
90-91 22 oct. 1869	Vicomte R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 10. Réception dépêche N. 11 adressée 25 septembre, transmission exemplaire traduction du règlement déterminant attributions des commissions permanentes qui seront instituées aux dits lieux des vilayets de l'Empire pour statuer sur toutes sortes de contestations en matière de changements de nationalité.
91 2 déc. 1869	Vicomte R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 11. Réception dépêche N. 12 adressée 20 novembre, transmission exemplaire des instructions envoyées à toutes les autorités douanières dans l'Empire, relativement plombage de tabacs transportés par mer, d'un point de la Turquie à un autre. Donner connaissance sujets belges faisant commerce tabac dans l'Empire.
91-92 29 Déc. 1869	Vicomte R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 12. Réception dépêche N. 13 adressée 6 décembre, décision gouvernement ottoman, délai 6 mois accordé négociants pour réexporter bijoux invendus en Turquie et se faire rembourser la différence entre droit d'importation et de transit sera désormais étendu à 3 ans.
92 14 janv. 1870	S. E. Monsieur Van de Stichelen, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 3. Remise sous pli note de frais consulaires pendant deux dernières années jusqu'au 31 décembre 1869 s'élevant somme 977 piastres ou 218 francs (4 ½ piastres le franc). Port de lettres devenu très onéreux depuis que Gouvernement ottoman s'est emparé de toutes les postes de l'Empire. Envoi sous pli dernière



		note mois décembre remise par directeur Poste ottomane Alep. Document annexe : Note des frais consulaires pour 1868 et 1869. Ports de lettres et affranchissements, cadeaux. 977 piastres/217 francs.
93 2 fév. 1870	Vicomte R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 1. Réception dépêche N. 1 adressée 1 <sup>er</sup> janvier, nouvelle décision prise par administration des contributions indirectes relativement à l'envoi de tabac d'un point de l'Empire à un autre. Disposition sanctionnée par la S. Porte sera mise en vigueur 61 jours après sa promulgation. Fera devoir porter connaissance Belges intéressés.
93-94 26 avril 1870	M. Ch. Barbanson, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Réponse dépêche N. 2 adressée 12 février ; mission du Roi décrété l'application aux procès de ses nationaux aux devant tribunaux de commerce de l'Empire/Tijaret des articles du code de procédure commerciale ottomane relatifs aux jugements par défaut. Se conformera à ces instructions et prêtera à l'occasion concours aux autorités ottomanes pour assurer mise exécution mesure décrétée.
93-94 26 avril 1870	Ch. Barbanson, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 3. Réception dépêche N. 3. adressée 8 avril ; décision Gouvernement Impérial de prohiber à partir du 1 <sup>er</sup> mai prochain la fabrication, l'achat et la vente du salpêtre (poudre de guerre ?) dans tout l'Empire, sous peine de confiscation. Portera connaissance sujets belges de résidence consulaire, les priant de s'y conformer.
94-95 9 mai 1870	M. Van de Stichelen, Min. des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4. Réponse dépêche G. N.9522. N. d'ordre 5. adressée 1 <sup>er</sup> avril ; suivant règlements consulaires, Consul Picciotto a constitué son fondé de pouvoir à Bruxelles, Monsieur Ej.(?) Hamelinck Nolet de Gand, en qualité de son représentant à qui remis procuration d'après formule transmise pour encaisser sommes à liquider à son profit.
95 16 juin 1870	Ch. Barbanson, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Transmission sous pli copie note adressée S. E. Gouverneur Général concernant question escalier maison d'Alexandrette. Renouvellement instances auprès Légation du Roi vouloir faire démarches nécessaires auprès Sublime Porte, pour mise exécution la teneur des <i>mazbatas</i> émanés des medjlis de Beylan et d'Alep; intérêts du consul en souffrance.
96 22 juin 1870	M. Van de Stichelen, Min. des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 6. Annonce que « l'entreprise de navigation sur l'Euphrate est un fait accompli. » Description de la charge d'un vapeur ayant parcouru voyage de Bagdad à Ballis en 13 jours. Gouverneur Général de Bagdad Midhat Pacha espère faire arriver le vapeur de Bagdad à Balis/Meskene en quarante heures.
97-99 22 juil. 1870	Vicomte R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 6. Réception dépêche N. 1 adressée 28 juin ; remerciements pour recommandation officieuse à protection droits à l'esprit d'impartialité au Ministère impérial des Affaires étrangères relativement affaire maison Alexandrette, traitée par consul depuis bientôt 20 mois, par entremise Légation du roi. Malentendu, n'a jamais fait appel à la Légation des États-Unis, dont Gouvernement pas encore signé protocole des Immeubles, pour faire démarches à la Porte Ottomane au sujet dite affaire d'Alexandrette. Consul dû changer cartes des <i>Tappos</i> en son nom, pour agir directement avec gouvernement local. Gouvernement renvoie promesses évasives.



99-101 22 juil. 1870	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 7. Même lettre que FP 2001, p. 97-99 [22 juillet 1870, N <sup>o</sup> . 6]
101-102 22 juil. 1870	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 8. Réception dépêche N. 2 adressée 29 juin, accompagnant copie circulaire Sublime Porte concernant les titres de propriété des étrangers dans l'Empire ottoman. Fera devoir porter connaissance sujets belges établis juridiction consulaire.
102 12 août 1870	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 9. Réception dépêche N. 3. adressée 25 juillet informant nouvelle décision prise par Sublime Porte relativement cérémonial à observer lors arrivée en poste consuls puissances étrangères par les autorités ottomanes. Décision notifiée gouverneurs généraux des vilayets de l'Empire. Mettra terme aux inconvénients résultant de la diversité de cérémonial existant jusqu'à ce jour en cette matière.
103 22 août 1870	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 10. Ingénieurs anglais et étrangers arrivés Alexandrette pour projet de chemin de fer de dite échelle jusqu'à Balis/Meskene. Aucune instruction reçue par gouvernement local à ce sujet. Procurera renseignements sur cette grande entreprise dès que possible.
103-104 3 nov. 1870	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 10. Rapport N. 6. adressé 22 juillet relatif importante affaire maison Alexandrette resté sans réponse. Renouvellement fortes instances pour appeler attention de Légation du Roi pour sauvegarder intérêts en souffrance face adversaire Garelli.
104-105 11 janv. 1871	M. Van de Stichelen, Min. des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 1. Remise sous pli rapport annuel commerce place d'Alep pendant année écoulée, rédigé à partir données procurées indirectement.
105 26 janv. 1871	M. Van de Stichelen, Min. des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Remise sous pli notes de frais consulaires au 31 décembre 1870, s'élevant somme de 756 piastres ou 168 francs.
105-106 17 mars 1871	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 1. Drogman Naoum Raade donné démission, remplacé par Sieur Giabra Batis négociant établi Alep. Annoncé Direction des Affaires extérieures de cette nomination temporaire. Supplie vouloir bien procurer lettre vizirienne au gouvernement vilayet Alep afin pour reconnaissance officielle du précité.
106 29 mars 1871	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Réception dépêche N. 1 adressée 1 <sup>er</sup> mars, transmission note de S. Porte concernant retrait par gouvernement ottoman de certaines monnaies de mauvais aloi. Ne manquera pas porter contenu note à la connaissance des citoyens belges pouvant se trouver dans l'arrondissement consulaire d'Alep.
107-108 26 avril 1871	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Réponse Circulaire C N. 9548. N <sup>o</sup> . d'ordre 7, adressée 18 mars, pris bonne note instructions contenues. Quatre registres d'actes de l'État civil dans archives consulat d'Alep et deux registres actes de publication de mariage daté 1 <sup>er</sup> décembre 1857. Registres précités régulièrement tenus fin année écoulée. Transmission sous pli deux certificats négatifs; Déclaration n'avoir reçu aucun acte État civil, ou acte publication mariage pour année 1870, fait le 17 avril 1871.

108-109 26 avril 1871	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3. Réponse dépêche G. N. 9522. N <sup>o</sup> . d'ordre 9, adressée 9 avril. Remerciements pour liquidation frais de Consulat à francs 171.36, versé entre mains de Monsieur Ej. Haemelinck Nolet à Gand, fondé de pouvoir et représentant.
109 11 juin 1871	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 3. Réception dépêche N. 2 adressée 27 avril, remerciements pour sollicitation lettre vizirienne pour reconnaissance Sieur Giabra Batis en qualité de drogman du consulat de Belgique à Alep.
110 15 juin 1871	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Réception Circulaire adressée 15 mai voie indirecte Beyrouth, transmission copie note Sublime Porte concernant dispositions du règlement relatif aux Consulats étrangers.
110-111 26 juil. 1871	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 5. Réception dépêche adressée 5 juillet, explications nécessaires relative pièce délivrée nommé Abbou (Aboud ?) Samuel, sujet ottoman. Somme 50 000 piastres versée entre les mains susdit agent pour affaires commerciales en Égypte; irrégularité commise
112 15 sept. 1871	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 6. Transmission sous pli copie lettre vice-consul du Portugal ainsi que copie réponse relative petite somme réclamée au kavas consulat belge d'Alep. Divergence opinion avec plusieurs collègues sur point de droit de l'affaire, en rapport tribunal compétent devant juger kavas pour somme contestation réclamée par M. Marcopoli. Demande instructions ligne de conduite.
112-113 29 sept. 1871	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 7. Transmission sous pli copie passeport délivré par Consulat de Belgique à Beyrouth le 16 février 1855 à M. le Docteur Guité (?), présenté chancellerie et a demandé protection consulat. Production d'un nouveau passeport ? Demande instructions.
113-114 12 déc. 1871	S. E. M. le Baron d'Anethan, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4. Réception dépêche C N. 9548. N. d'ordre 11 adressée 20 novembre. Erreur glissée lettre 26 avril passé N. 2, relativement six registres État civil, renverra bien enveloppés par présent vapeur des Messageries françaises. Trois nouveaux registres de réserve pas encore parvenus consul. Ci-joint, tenue ouvertures et clôtures trois registres État civil datés 1 <sup>er</sup> décembre 1857 et annexes soumises. Remise sous pli douze certificats négatifs de publication de mariage depuis année 1858 jusqu'à 1869.
114-115 28 déc. 1871	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 8. Conduite irrégulière moudir ( <i>müdir</i> ) douane envers consul, exigeant droits de douane pour réception de 400 oques ( <i>okka</i> ) d'huile pour son usage. Ordre donné par gouverneur général pour livraison de l'huile, mais refus du Nazir ( <i>nazir</i> ) de la douane. A dû payer douane somme 202 piastres contre reçu, transmis sous pli en plus lettre gouverneur au Nazir. Supplie faire procurer ordre au Nazir pour restitution somme précitée prise injustement contre traités et règlements en vigueur.
115-116 31 déc. 1871	S. E. M. le Comte d'Aspremont Lynden, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 5. Réception dépêche B N. 2478 N. d'ordre 10 et exemplaire quinzième volume du recueil consulaire belge qui sera conservé dans les archives de ce Consulat.
116-117 31 déc. 1871	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 6. Réception trois nouveaux registres de réserve dont dépêche C N. 9548. N. d'ordre 11, datée 20 novembre 1871 annonçait l'envoi. Conservera avec soin sans formules d'ouverture et de clôture.



117 31 déc. 1871	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 7, 2 annexes. Transmission sous pli deux certificats : Déclaration n'avoir reçu aucun acte État civil, ou acte publication mariage, durant année 1871. Expédition certificat négatif. Fait le 31 décembre 1871.
118 19 janv. 1872	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 1. Remise sous pli note frais consulaires au 31 décembre 1871 s'élevant somme 963 piastres ou 214 francs.
118-119 31 janv. 1872	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 2, 1 annexe. Transmission sous pli, rapport mouvement commercial place d'Alep pendant année 1871.
119 20 fév. 1872	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 3. Réponse dépêche C N. 9548. N. d'ordre 1, adressée 25 janvier, par laquelle V. E. accusé réception trois registres réserve transmis 12 décembre Ministère Affaires étrangères. Formalités d'ouverture et de clôture registres d'État civil et de publication de mariage, irrégularité commise involontairement pour années 1858 à 1869.
120-121 20 fév. 1872	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 4, 2 annexes. Transmission sous pli deux tableaux mouvement maritime et commercial exportation et importation d'Alexandrette, échelle d'Alep. Vice-consuls puissances européennes; proposition nomination candidat par gouvernement du Roi à la dite échelle pour faciliter ouverture relations commerciales avec Belgique.
121-122 29 fév. 1872	R. de Grimberghe, Ministre Résident à Constantinople.	N°. 9. Réception voie indirecte Beyrouth Dépêche N. A. adressée 1 <sup>er</sup> Février relative difficulté survenue entre Consul et douanier d'Alep sujet droits d'entrée de 400 oques ( <i>okka</i> ) d'huile reçues. Quelque 200 piastres prises indûment par nazir douane d'Alep.
122 19 mars 1872	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 5, 10 annexes. Réception dépêche G. N. 9522. N. d'ordre 2, adressée 15 février dernier. Transmission sous pli quittances Directeur de la Poste Ottomane pour 10 premiers mois année 1871.
122-123 22 mai 1872	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N°. 2, 1 annexe. Réception dépêche N°. 1 adressée 30 mars, concernant 202 piastres prises injustement par Nazer douane sur petite partie d'huile reçue pour usage consul. Remercie démarche Légation du Roi pour restitution somme, soumet lettre ci-annexée du secrétaire interprète gouverneur général, qui n'a reçu aucune lettre vizirienne de Sublime Porte sujet cette affaire, tel que promis à la Légation.
123-124 20 juil. 1872	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N°. 3. Réception lettre vizirienne transmise par dépêche N. 2, adressée 25 avril. Consul réintégré des 202 piastres prises injustement par la douane d'Alep. Sincères remerciements.
124 4 juil. 1872	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 6. Transmission sous pli duplicata Dépêche N. 5, adressée 19 mars. Monsieur Ej. Haemelinck Nolet de Gand constitue toujours fondé de pouvoir à Bruxelles, qualité de représentant pour encaisser sommes à liquider à son profit montant frais consulaires au 31 décembre 1870.
124-125 8 juil. 1872	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 7. Réception dépêche G. N. 9522. N. d'ordre 6. adressée 17 juin informant que frais consulaires liquidés à francs 218, 28. Remerciements versement pour compte entre mains Monsieur Ej. Haemelinck Nolet à Gand.

125 18 juil. 1872	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N°. 4. Réception circulaire adressée 18 juin communicant instructions concernant individus âgés de 19 à 36 ans accomplis, soumis aux obligations de la milice. Veillera que prescription soit strictement exécutée à Chancellerie Consulat.
125-126 15 août 1872	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N°. 5. Transmission sous pli copie télégraphe adressé relatif à outrage éprouvé de la part du gouvernement local sujet <i>kavas</i> Moustapha Moudarati (au service consulat depuis 26 octobre 1870). Gouverneur Général a fait saisir ignominieusement dit <i>kavas</i> pour conscription sans égard carte munie cachet consulaire dont était porteur. Transmission sous pli copies deux notes adressées gouverneur général pour outrage. Droit du personnel du consulat de jouir des privilèges accordés par traités et règlements.
127-128 22 août 1872	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N°. 6, 3 annexes. Suite dépêche N°. 5, transmission sous pli copie télégraphe adressé légation pour procédé indigne tenu par gouverneur d'Alep affaire <i>kavas</i> Moudarati. Témoignage quinze musulmans probes, dont trois chiehs (cheikhs ?) distingués, tous habitants quartier <i>kavas</i> Moustafa constatant service consulat, soutenu par preuves évidentes et convaincantes. Selon règlements, doit être exempt conscription ainsi qu'il l'a été jusqu'à présent.
128-129 26 déc. 1872	M. Verhaeghe, Chargé d'Affaires par intérim de la Légation belge à Constantinople.	N°. 7. Réception dépêche N. 5. adressée 23 novembre, parvenue 23 décembre par voie Beyrouth. Impossibilité de faire rapport sur affaire entretenue, ne connaissant pas le nommé Altonn (?) ben Emaneski, aucune relation avec lui ; quelques démêlés fils consul avec susnommé Altonn, sujet d'un vol dont l'a soupçonné et auquel consul a été tout a fait étranger.
129 31 déc. 1872	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 8, 1 annexe. Remise sous pli rapport annuel commerce place d'Alep année 1872 rédigé à partir données procurées indirectement, désire soit nature à développer relations commerciales de la Belgique avec ces contrées.
130 22 mars 1873		Procès intenté par Sieur Altoun Ben Esra Meski, rabbin natif à Oran en Algérie, aux Sieurs Hillel et David de Picciotto, selon sa plainte déposée le premier juin dite année 1872.
131 31 déc. 1872		Transmission certificat, Déclaration n'avoir reçu aucun acte État civil et expédition certificat négatif. Fait le 31 décembre 1872.
131 15 janv. 1873	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 10, 5 annexes. Transmission sous pli cinq tableaux, procurés indirectement, mouvement maritime et commercial Alexandrette, échelle d'Alep, pendant année 1872. 1. Mouvement maritime du Port d'Alexandrette. 2. Tableau du mouvement des marchandises importées d'Alexandrette pour l'Angleterre. 3. Tableau du mouvement des marchandises exportées d'Alexandrette pour la côte / Turquie d'Europe (?). 4. Tableau du mouvement des marchandises exportées d'Alexandrette pour Marseille, le Havre, Anvers et (?) Hatié. 5. Tableau du mouvement des marchandises importées à Alexandrette pendant année 1872.
132 15 janv. 1873	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 11, 2 annexes. Remise sous pli note frais consulaires année 1872 s'élevant somme 918 piastres ou 204 francs.



132-134 30 janv. 1873	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 12. Réception dépêche Direction B. N. 679. N°. d'ordre 7 adressée 18 décembre 1872 et envoi d'un volume intitulé « Situation commerciale, industrielle et maritime de la Belgique en 1871 ». Lacune de l'ouvrage : importance de connaître prix articles importation et exportation pour négociants, pour spéculation et concurrence industries rivales. Nécessité établir ligne régulière de bateaux à vapeur entre Anvers et la Syrie.
134 20 mars 1873	M. Verhaeghe, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 8. Réception dépêche adressée 17 février. Décision du gouvernement du roi relative à la plainte du nommé Altoun Ben Ezra Meski. Félicite d'avoir ainsi occasion faire connaissance personnelle et d'en finir un moment plutôt avec affaire en question.
135 21 mars 1873		Pour copie conforme à l'original. Écrit par le Président délégué Verhaeghe. Procès verbal de la prestation du serment du greffier du tribunal consulaire, Greffier Elie Pincherle, délégué du Tribunal consulaire d'Alep pour la durée de l'instruction à charge de M. de Picciotto, lequel en conformité de l'article 8 de la loi du 31 décembre 1851 a prêté serment entre nos mains. Jure remplir fidèlement fonctions greffier, conformément lois belges.
136-137 23 mars 1873		Comparu Sieur Guillaume Vigoureux, négociant français immatriculé en la chancellerie de France. Procuration donnée par acte passé en chancellerie de France le 5 novembre 1872 par sieur Altonn Ben Esra Meski, rabbin natif d'Oran, en Algérie, à l'effet de le représenter en justice dans le procès à lui intenté aux Sieurs Hillel et David de Picciotto, selon sa plainte déposée 1 <sup>er</sup> juin de la dite année 1872, en la chancellerie de France.
137-138 26 mars 1873		Procès verbal de la prestation de serment des Sieurs Lazare Segré et Abdalla Tabet nommés juges assesseurs au tribunal consulaire belge d'Alep. Signé par : Le président délégué Verhaeghe ; les juges assesseurs Lazare Segré, A. H. Tabet ; le greffier Elie Pincherle, pour copie conforme à l'original.
138-143 26 mars 1873		Tribunal consulaire belge d'Alep, siégeant en chambre du conseil, jugeant en matière correctionnelle, composé de Messieurs Léon Verhaeghe, président délégué, Lazare Segré et Abdalla Tabet juges assesseurs, ont rendu ordonnance suivante, suite plainte de M. G. Vigoureux, fondé de pouvoir de Sieur ben Ezra Meski, rabbin sujet français contre M. Illel de Picciotto, Consul Belgique à Alep et David de Picciotto, son fils, pour chef vol d'un passeport. Après délibération en chambre, déclare n'y a pas lieu à poursuivre, renvoie les parties de la plainte, dit qu'il n'y a pas lieu à statuer sur dommages et intérêts. Fait à Alep, au siège du tribunal, dans une salle de la maison de M <sup>me</sup> Cléophas, le 26 mars 1873.
143 28 mars 1873	Compagnie rentiers réunis. Rue Luxembourg 42, Bruxelles.	Télégramme : « Appert acte authentique Consulat France Mossoul déposé, certifie existence Edèze Goormachtigh. »
143-144 31 mars 1873		Gratis. Devant Consul de France à Mossoul, comparu Sieur Edèze Goormachlich (en religion Père Bernard, missionnaire apostolique des Frères Prêcheurs) établi à Manyacoub (?) (Kurdistan), sujet belge né à Dottignies en Flandre Occidentale 8 avril 1843, lequel requis acte de comparution pour constater son existence. Acte

		signé par témoins instrumentaires requis R. R. P. P. Duplan (Eugène) et Defrance (Albert).
144 31 mars 1873	M. Verhaeghe, Alexandrette.	Télégramme : « Signification à Vigoureux 27 mars, il se présente aujourd'hui cinq heures soir pour faire opposition, mon avis terme passé, dois-je accepter ; prie réponse télégraphique. »
144-145 4 avril 1873		Sieur Guillaume Vigoureux, fondé de pouvoir du Sieur Altoun ben Ezra Meski, s'est présenté jour 31 mars quatre heures et demie de relevée en cette chancellerie pour dresser acte d'opposition à l'ordonnance de non lieu rendue le 26 mars par Monsieur Léon Verhaeghe, premier secrétaire de la Légation de S. M. le Roi des Belges à Constantinople. Président délégué Tribunal Consulaire d'Alep, Consul de Belgique, cru être dans son droit, d'après article 109. Code pénal Belge, de refuser dite opposition.
145-146 10 avril 1873	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 13. Réception Dépêche Direction G. N. 9522 N. d'ordre 10, adressée 9 mars, informant frais Consulat liquidés francs 208.08. Remerciements avoir fait verser pour son compte somme entre mains M. Haemelinck Nolet, fondé de pouvoir.
146-147 10 avril 1873	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N°. 9. Sieur Guillaume Vigoureux, fondé pouvoir Sieur Altoun ben Ezra Meski, s'est présenté lundi 31 mars dernier quatre heures et demie de relevée en cette chancellerie pour dresser acte d'opposition à l'ordonnance de non lieu rendue le 26 mars par Monsieur Léon Verhaeghe, président délégué tribunal consulaire cette résidence; sur avis pris par télégramme précité Monsieur Verhaeghe, dont remet copie sous pli. S'est cru en droit de refuser dite opposition s'appuyant article 109 loi 31 décembre 1851 ; délai trois jours accordé par loi étant entièrement expiré.
147-148 14 avril 1873	M. L. Verhaeghe, premier Secrétaire de la Légation de Belgique à Constantinople, act. à Gand.	Réception lettre adressée d'Alexandrette le 1 <sup>er</sup> courant, remercie infiniment pour instructions données sur opposition à l'ordonnance faite par M. Vigoureux. S'est cru en droit rejeter pièce transmise par Consulat de France. Remet ci-joint copie réponse qu'a faite. Remise ci-inclus pli reçu par dernier vapeur Beyrouth à votre adresse.
148-149 16 mai 1873	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N°. 10. Réception dépêche N. 2 adressée 12 avril communicant décision prise Sublime Porte; exportation chevaux arabes Vilayet d'Alep ne pourra plus avoir lieu d'ici à sept ans. Pris note cette mesure pour porter cas échéant, connaissance intéressés Belges.
150-151 21 juil. 1873	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 15. Réception dépêche B N. 2493. N. d'ordre 13 adressée 27 juin dernier communicant décision prise par M. Procureur Général près la Cour d'Appel de Bruxelles sujet affaire instruite à sa charge devant tribunal consulaire d'Alep. Copie lettre transmise sous pli pour prouver qu'a agi conformément instructions données par Monsieur Verhaegue, Délégué du Gouvernement.
151 15 sept. 1873	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 16. Réception dépêche B N. 2214. N°. d'ordre 15 adressée 16 août, transmettant exemplaire loi sur les Consuls et la juridiction Consulaire; remerciement de cet envoi, très utile d'avoir en double.



152 15 sept. 1873	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 17. Réception dépêche B N. 11. N. d'ordre 14 adressée 16 août dernier, regret d'apprendre que choléra asiatique a fait apparition sur différents points Europe. Pris bonne note passage Circulaire Ministérielle 14 novembre 1855 communiquée concernant renseignements sanitaires qu'agents belges à l'étranger sont chargés d'adresser au Gouvernement du Roi. Conformera scrupuleusement, ainsi qu'autres instructions dite Dépêche.
153-154 17 oct. 1873	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N°. 11. Arrestation chef de brigand, nommé Gourro, natif de Barakat Dag, infestait depuis environ deux ans les routes entre Alep, Alexandrette, Aintab et Killiz. Arrêté dans un moulin près de Killez; conduit à Alep par Caimacam dite ville, écroué dans les prisons du Sérail. Interrogatoire Gouvernement pour découvrir complices; trois complices arrêtés écroués prisons vilayet. Gouverneur fera probablement exécuter le malfaiteur, d'après un Mazbata du grand Medjlis. Arrestation a fait vive impression sur l'esprit du peuple des environs.
154-155 12 déc. 1873	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N°. 11. Rappel affaire de l'ancien procès avec Garelli, escalier maison Alexandrette. Medjlis de Beylan donné gain de cause pour dit procès et escalier rétabli. Réparations nécessaires pour maison excessivement abîmée qui a été fermée pendant six ans et demi, plus loyer payé même si maison inutilisée. A fait citer par entremise Autorité locale adversaire à se présenter Medjlis de Beylan pour examen et jugement des réclamations, suivant lois du pays. Dispute sujet Medjlis des Affaires locales et législature consulaire. Demande avis pour conduite interminable affaire.
156 26 déc. 1873	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 18. Réception Dépêche C. N. 16448 N. 16. d'ordre adressée 10 octobre, transmission exemplaire règlement adopté pour le bureau des légalisations et des visas de passeports au Ministère des Affaires étrangères. Fera devoir d'obtempérer ordres V. E. conformant strictement article 24 Arrêté Royal 23 février 1857 suivant règlements consulaires édition 1857, p. 56. Édition 1868, p. 47, mentionnée dépêche n'existe pas dans archives Consulat.
156-157 31 déc. 1873	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 19, 2 annexes. Remise sous pli, conformément règlements consulaires, deux certificats : Déclaration n'avoir reçu aucun acte État civil, ou acte publication mariage, durant année 1873. Expédition certificats négatifs. Fait le 31 décembre 1873.
158 5 janv. 1874	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 20, 1 annexe. Remise sous pli rapport annuel mouvement commercial place d'Alep pendant année 1873, fait du mieux possible, à partir données procurées indirectement. Désire que travail soit de nature à être quelque utilité aux vues bienveillantes que se propose gouvernement belge.
158-159 15 janv. 1874	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 21, 2 annexes. Remise sous pli, conformément règlements consulaires, notes frais consulaires pendant année 1873, s'élevant somme 1035 piastres ou 230 francs, à raison 4 ½ piastres le franc.
159-160 30 janv. 1874	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N°. 12, 1 annexe. Réception dépêche adressée 27 décembre 1873. Remerciements renseignements donnés concernant procès avec M. Garelli. Peine devoir soumettre que gouverneur général renvoie d'un jour à l'autre refusant obliger précité adversaire comparaître devant Medjlis de Beylan, alléguant attente instructions demandées depuis mois Ramadan Ministère Affaires étrangères

		Constantinople. Trouve état précaire et intérêts éminemment souffrance ; copie ci-jointe requête adressée gouverneur général, malheureusement aucun résultat satisfaisant. Supplie humblement vouloir bien faire démarches auprès Sublime Porte et Ambassade France effet enjoindre Pacha faire rendre justice.
161-162 6 fév. 1874	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 14, 1 annexe. Suite rapport adressé 30 janvier. Transmission sous pli note adressée gouverneur général, concernant procès avec M. Garelli, restée sans réponse. N'a obtenu aucun résultat satisfaisant, ne peut s'expliquer manière irrégulière d'agir part du Pacha, puis qualifier déni de service. Supplie humblement daigner mettre terme déni justice exercé par Pacha.
162 12 fév. 1874	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 22, 2 annexes. Transmission sous pli deux cahiers dont s'est procuré copies, mouvement maritime & commercial de l'importation & de l'exportation de l'échelle d'Alexandrette, port d'Alep, pendant année 1873.
163 18 avril 1874	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 23. Réception dépêche Direction B N. 2478 N <sup>o</sup> . d'ordre 19, adressée 6 mars, accompagner Tome XIX du Recueil Consulaire Belge. Viens recevoir livre et sera conservé parmi Archives Consulat.
163-164 23 avril 1874	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 15. Réception dépêche adressée 6 avril ; transmission copie circulaire Sublime Porte rappelant consuls étrangers prescriptions loi sur propriété. Avant même réception circulaire avait déjà fait payer au Trésor, par ses administrés tous les arriérés des impôts qu'ils devaient encore au Gouvernement sur leurs immeubles.
164 21 mai 1874	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 24. Réception dépêche Direction G. N. 9522 N <sup>o</sup> . d'ordre 15, adressée 15 février, parvenue 17 mai. Infiniment obligé de la bonté d'avoir fait verser montant des frais de consulat liquidés à francs 234,60 entre mains de M. Hamelinck Nolet, fondé de pouvoir à Gand.
165-166 21 mai 1874	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 16. Réception circulaire adressée 10 avril ; communication règlement émané Sublime Porte établissant impôt timbre sur actes, papiers et documents destinés à être produits en justice, journaux effets de commerce, etc. Réserves chefs de mission accrédités Constantinople sur application Règlement. Prescira nationaux conformer nouveau Règlement, faisant devoir veiller ne soit porté aucune atteinte droits et intérêts garantis par traités existants.
166-167 2 juillet 1874	R. de Grimberghe, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 17. Réception dépêche N <sup>o</sup> . 11 adressée 16 juin, relative somme 69 053 piastres Sieur Fardjialla Nudjiem (?) drogman consulat belge au trésor du chef d'un acte de garantie qu'a signé au profit Sieur Fathalla Bougaz (?) adjudicataire taxe sur chameaux pour exercice 1874. Consul n'a eu avec vilayet d'Alep, ni directement, ni indirectement aucune relation sujet garantie donnée Sieur Fardjialla Nudziem, avant plusieurs années qu'il fut nommé drogman. Ne peut s'expliquer comment Gouvernement d'Alep ait pu adresser Sublime Porte un rapport sur cette affaire à son insu.
167-168 21 juil. 1874	L. Verhaeghe, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 18. Réception dépêche adressée 9 juillet, entretenant différend qui n'a jamais eu lieu entre consul et Légation États-Unis Constantinople. S. E. M. Baker jamais manifesté ni directement, ni indirectement, aucun désir sur affaire en question, était impossible d'y déférer. Frais des archives s'élevant à somme de



		26 livres, appartiennent par conséquent en propre. Remettra restant archives contre remboursement contre-valeur.
169-170 7 août 1874	L. Verhaeghe, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N°. 19. Réception dépêche adressée 21 juillet, ppris proposition faite sujet procès dommages-intérêts avec M. Garelli, qui serait soumis non à un tribunal français, mais à une commission arbitrale qui aura son siège à Constantinople, composée nombre égal délégués Légation Belgique et Ambassade France, devant laquelle aurait à porter sa demande et faire les preuves nécessaires. Accepte volontiers proposition et remise sous pli requête à cet effet. Infiniment reconnaissant part active prise dans affaire en plaidant ardemment cause et sauvegardant intérêts.
170 17 sept. 1874	L. Verhaeghe, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N°. 20. Réception Dépêche adressée 11 août, arrivée 15 septembre. Obtempérant instructions données, s'est empressé écrire agent consulaire des États-Unis, tient à sa disposition remise de toutes les archives du vice-consulat d'Amérique, contre le paiement de 26 Livres de leur coût.
171-172 21 oct. 1874	L. Verhaeghe, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N°. 21. Réception Dépêche adressée 8 octobre. Peiné apprendre tournure différente marche procès avec compagnie Messageries maritimes ; convenu que doit porter action en dommages-intérêts devant M. Consul de France à Constantinople. Retiré depuis quelque temps des affaires, n'a plus de relations dans capitale. Supplie indiquer nom avocat convenable par télégraphe.
172 29 oct. 1874	L. Verhaeghe, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N°. 22. Réponse dépêche adressée 8 octobre, remise sous pli liste détaillée objets constituant archives vice-consulat des États-Unis à Alep demandés par agent consulaire de cette puissance à Alep. Permet soumettre qu'objets coûtent 26 livres et sont sa propriété absolue.
173-174 31 déc. 1874	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 25, 2 annexes. Remise sous pli, conformément règlements consulaires, deux certificats : Déclaration n'avoir reçu aucun acte État civil, ou acte publication mariage, durant année 1873. Expédition certificats négatifs. Faits le 31 décembre 1873.
174-175 14 janv. 1875	L. Verhaeghe, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N°. 1. Réception Dépêche adressée 14 décembre 1874, informant circulaire adressée par Sublime Porte à diverses Légations effet inviter consuls Alep de ne pas intervenir dans opérations de la commission cadastrale instituée ville Alep. Conformera ponctuellement en ce qui touche à la propriété foncière des étrangers, aux dispositions de la loi ottomane de 1867.
175-176 14 janv. 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 26, 1 annexe. Transmission sous pli rapport mouvement commercial place d'Alep pendant année 1874. Désire vivement que travail soit utile au développement du commerce de la Belgique avec ces contrées qui offrent beaucoup de ressources. Présentement aucune épidémie ou maladie contagieuse ville et vilayet Alep, santé publique ne laisse rien à désirer dans arrondissement consulat.
176-177 18 janv. 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 27, 2 annexes. Remise sous pli note frais consulaires au 31 décembre année 1874, s'élevant somme 1017 piastres ou 226 francs raison de 4 ½ piastres le franc. Supplie Excellence donner autorisation pouvoir passer dans note de frais de Consulat prix abonnement annuel Journal de Constantinople.

177 25 mars 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 28. Réception Dépêche Direction G. N. 9522. N. d'ordre 22 adressée 2 mars informant frais consulat liquidés somme francs 230.52 versée entre mains Monsieur Haemelinck Nolet, fondé de pouvoir à Gand; remerciements.
178 11 avril 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 29, 1 annexe. Transmission sous pli cahier mouvement commercial d'Alep par Alexandrette durant année 1874. Copie trois tableaux suivants obtenus par un collègue : a) Mouvement maritime de l'échelle d'Alexandrette b) Importation c) Exportation
179 25 avril 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 30, 1 annexe. Transmission sous pli copie circulaire du médecin sanitaire vilayet d'Alep informant que peste bubonique a été constatée à Divanieh et parmi les tribus du Mentifik dans la province de Bagdad. Autre maladie cholériforme déclarée à Hama province de Damas, mesures quaranténaires prises.
180 3 juin 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 31, 2 annexes. Suite rapport adressé 25 avril, transmission sous pli copie circulaire office sanitaire d'Alep; cordon quarantenaire établi sur les points qui commandent les routes de Mésopotamie. Remis ci-inclus copie télégramme parvenu au gouvernement local du moutassarraf de Hama où épidémie choléra sévit. Quelque cas choléra sporadique Alep selon rapports médecins européens.
181 29 juil. 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 32, 1 annexe. Ajout avec regret rapport 3 juin, depuis quelques jours, fléau choléra déclaré ville Alep; transmission sous pli copie rapport détaillé office sanitaire Alep, cas et décès depuis apparition choléra jusqu'au 27 juillet.
182 2 août 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 33. Réception Dépêche Direction B. N. 2478. N. d'ordre 25 adressée 18 juin accompagnant exemplaire Tome XX recueil consulaire belge. Reçu volume, sera conservé avec autres archives Consulat.
182-183 12 août 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 34, 1 annexe. Transmission sous pli copie note adressée par gouverneur général vilayet Alep annonçant cessation peste à Bagdad; par conséquent cordon quarantenaire, établi depuis environ deux mois, levé. L'épidémie de choléra continue à régner Alep, mais pas avec force.
183-184 16 août 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 35, 1 annexe. Suite rapport N. 34 adressé 12 août, transmission sous pli copie bulletin médecin de la quarantaine transmis par Gouverneur Général Vilayet d'Alep par note datée 31 juillet V.1., attaques (428) et décès (303) du choléra durant 24 jours (17 juillet – 12 août).
184-185 26 août 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 36. Transmission sous pli copie bulletin médecin quarantaine transmis par Gouverneur Général Vilayet d'Alep, attaques (335) et décès (238) du choléra asiatique dans cette ville pendant 7 jours (10 – 17 août).
185-186 9 sept. 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 37, 3 annexes. Transmission sous pli copie bulletins suivants reçus du gouvernement vilayet d'Alep, attaques et décès entre 17 août et 7 sept. : 1. Bulletin 17 au 24 août des attaques (353) et décès (242). 2. Bulletin 24 au 31 août des attaques (200) et décès (130). 3. Bulletin 31 août au 7 sept. des attaques (159) et décès (107).



186 27 sept. 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 38, 1 annexe. Transmission sous pli copie deux bulletins reçus du gouvernement du vilayet d'Alep, attaques (159) et décès (105) du choléra dans cette ville pendant 13 jours (8 – 21 sept.).
187 13 oct. 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 39, 1 annexe. Transmission sous pli copie bulletin envoyé par Gouvernement du Vilayet d'Alep, détail attaques (306) et décès (195) cholériques dans cette ville pendant 14 jours (21 sept – 6 oct.).
187-188 25 oct. 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	N°. 40, 1 annexe. Gouvernement du vilayet d'Alep communiqué détail marche choléra dans cette place pendant époque treize jours, sous pli copie bulletin attaques (371) et décès (231) depuis 6 jusqu'au 19 oct.
188-189 6 déc. 1875	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	Réception Dépêche Direction C. N.9548. N. d'ordre 26, adressée 4 novembre. Conformément instructions transmission sous pli deux certificats : Déclaration n'avoir reçu aucun acte État civil, ou acte publication mariage, pendant 10 mois et 8 jours année courante (1 <sup>er</sup> janvier – 8 novembre 1875), a eu soin à cette dernière date de clore registres courants. Deux registres, faits doubles, acte État civil, et un registre simple d'actes publication mariage datés 1 <sup>er</sup> décembre 1857. Expédition certificats négatifs, faits 8 nov. 1875.
190-191 7 janv. 1876	Comte d'Aspremont Lynden, à Bruxelles.	2 annexes. Remise sous pli note de frais consulaires pendant année 1875 s'élevant somme 1773 piastres ou 394 francs à raison de 4 ½ piastres le franc. Supplie avoir obligeance faire verser susdite somme entre mains Monsieur Haemelinck Nolet de Gand, fondé de pouvoir.
191-192 16 mai 1878	S. E. M. J. Gubert Dolez, Ministre Résident de S.M. le Roi des Belges près la Porte Ottomane à Constantinople.	Réception dépêche N. 166. B 27 adressée 23 avril relative retard envoi archives du Consulat. Retard attribué grave et sérieuse maladie qui a obligé à quitter la ville par ordre du médecin. Envoi négligé durant absence, seul motif de retard involontaire résulté. Transfert archives consulaires, registres d'actes civils, etc. Expédié par caravane à Alexandrette, puis par vapeur à la Légation de Belgique à Constantinople par l'entremise de MM. Levi Franck à Alexandrette. Liste des documents envoyés (en 25 points) dont 76 lettres et pièces officielles contenues dans un dossier. Deux registres de correspondance.
191-192 16 mai 1878	L. Verhaeghe de Naeyer, premier secrétaire de la Légation belge à Constantinople.	Réception 14 Mai de lettre du 23 avril, relevé avec regret indisposition Légation sujet retard mis dans l'envoi des archives du Consulat. Aucun différend avec la Légation au sujet des archives, propriété Gouvernement ; uniquement raisons de santé. Malheureuse position dans laquelle se trouve actuellement, demande démission honorable.
		Fin du registre.

## A.2 RÉSUMÉ DES DOCUMENTS DU REGISTRE FP 2002 (1862-1873)

Correspondance sortante de Hillel de Picciotto, consul de Belgique à Alep.

Page Date	Destinataire	Sujet
4 janv. 1861 2 pages	S. E. M. le Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi des Belges à Bruxelles.	Remise sous pli note frais consulaires au 31 décembre 1860 s'élevant somme 1405 piastres ou 281 francs. Suit note de frais et description (22 avril) cadeaux donnés personnel gouverneur civil, Mohamed Réchid Pacha, occasion visite deux fêtes musulmanes, puis pour cadeaux donnés aux gens Pacha militaire même occasion ; (18 juillet) cadeaux donnés au nouveau gouverneur civil Ismail Pacha à l'occasion visite faite à son arrivée ici. Ports de lettres et affranchissements. Divers menus frais.
18 janv. 1861 3 pages	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2. Remise sous pli souche passeport délivré à M. François Stevens, charpentier né à Anvers. Note à l'intention des officiers civils et militaires, des Princes, des États étrangers de laisser passer librement Monsieur François Stevens, avec ses hardes et bagages allant à Marseille sans que ne lui soit opposé aucune entrave. Souche du passeport et signalement individu. Donné à Alep 17 janvier 1861 sur certificat délivré 17 décembre 1860 par le consulat d'Angleterre à Bagdad et déposé en cette chancellerie.
22 fév. 1861		Déclaration avoir reçu de Monsieur Ed. Keun, consul général de Belgique à Constantinople somme 1405 piastres ou 281 francs, montant frais consulaires année 1860.
5 mars 1861	Errembault de Dudzeele, Ministre Résident à Constantinople.	Réception dépêche N°. 1 adressée 23 janvier parvenue 24 février ; a plu au Roi d'élever M. Eid, agent consulaire au Caire, au grade de Vice Consul dans la même résidence.
5 mars 1861	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche C N. 9522. N. d'ordre 23, adressée 31 janvier, informant que 1405 piastres, montant note frais consulat parviendront par l'intermédiaire M. Edouard Keun, consul Général de Belgique à Constantinople. Transmettra dorénavant note de frais double expédition selon instructions consulaires.
19 mars 1861 2 pages	M. Edouard Keun, consul général de Belgique à Constantinople.	Réception lettre adressée 26 février informant que département Affaires étrangères a chargé de compter somme 1405 piastres pour avances année 1860. A pris liberté charger M. B. Guize de la capitale encaisser susdite somme. Prière vouloir compter contre reçu remis précité correspondant. Messagerie utilisée par Beyrouth voie indirecte, voie Alexandrette serait plus directe.



2 mars 1861	Edouard Keun, consul général de Belgique à Constantinople.	M. de Guize étant parti pour Bagdad, prière d'avoir la bonté de compter la dite somme (lettre 19 mars) à M. Jean Gadban de Constantinople contre reçu qui lui a été remis.
29 mars 1861		Visa au passeport de M. Stevens pour Bagdad. Vu au Consulat de Belgique, bon pour se rendre à Bagdad.
29 mars 1861 3 pages	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3. Remise sous pli souche du passeport délivré à M. Van Marcke Alfred, Ingénieur mécanicien né et domicilié à Liège sur passeport délivré 30 avril 1857 par M. le Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles et déposé en cette chancellerie. Note à l'intention des officiers civils et militaires, des Princes, des États étrangers de laisser passer librement Monsieur Van Marcke Alfred avec ses hardes et bagages allant à Marseille sans que ne lui soit opposé aucune entrave. Souche du passeport et signalement individu âgé de 25 ans. Valable pour un an.
30 avril 1861 2 pages	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Adresse sous pli Tableau statistique du commerce, de l'industrie et de la population de la ville d'Alep pendant année 1860. Recours aux renseignements privés pour rédaction travail vu absence complète dans ce pays de toute publication officielle. Ne peut répondre de l'exactitude des données fournies indirectement et non sans difficulté pour lesquelles demande indulgence.
28 mai 1861 2 pages	Comte Errembault de Dudzeele, Ministre Résident à Constantinople.	Informe que lui étant dû « par divers musulmans de cette ville la somme importante de 150 mille piastres sur des billets souscrits par eux mêmes et le Pacha n'étant nullement disposé à contraindre mes débiteurs à s'acquitter envers moi malgré que je l'en aie vivement sollicité à plusieurs reprises... ». Supplie de procurer ordre viziriel énergique et péremptoire au Pacha d'Alep enjoignant prendre mesures nécessaires pour amener débiteurs à satisfaire sans autre délai ni tergiversation. Confiance bienveillant concours et haute influence de la Légation. Noms et note des débiteurs.
4 août 1861 2 pages	Comte Errembault de Dudzeele, Ministre Résident à Constantinople.	Réception dépêche adressée 2 juillet transmettant lettre vizirienne à l'adresse gouverneur au sujet encaissement créances. Remerciements pour complaisance dans obtention dit ordre. Regret annoncer obtenu aucun résultat, Pacha pas daigné répondre lettre adressée (dont copie transmise sous pli). Doit recourir de nouveau Ministre pour procurer nouvel ordre viziriel énergique et péremptoire enjoignant gouverneur de contraindre à s'acquitter sans autre délai sommes dues suivant billets souscrits et ne donnant prise à aucune contestation.
15 nov. 1861	Comte Errembault de Dudzeele, Ministre Résident à Constantinople.	Transmission à S. E. d'une requête présentée à lui par Drogmans Consulat touchant les pertes dont ils ont été victimes lors de la révolution d'Alep en l'année 1850. Prière bien vouloir prendre considération susdite pétition et en faire le cas croira à propos.
3 janv. 1862 2 pages <i>copiée</i>	Baron de Vrière, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli note frais consulaires au 31 décembre 1861 s'élevant somme 1475 piastres ou 295 francs. Liste et description frais consulaires : cadeaux donnés personnel nouveau gouverneur civil Muhammad Ismet Pacha à occasion visite faite à son arrivée, et visites lors deux fêtes musulmanes. Cadeaux donnés aux gens Pacha militaire Hafez Pacha, même occasion, à Haled Pacha, nouveau gouverneur militaire. Ports lettres et affranchissements.

19 janv. 1862	M. J. Greindl, Chargé d'Affaires <i>ad Interim</i> à Constantinople.	Réception lettre adressée 10 décembre 1861 informant nomination M. A. Palma poste de consul de Belgique à Larnaka (Chypre) en remplacement de M. Santi décédé.
31 janv. 1862	J. Greindl, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 1. Réception Dépêche N. 1 adressée 1 <sup>er</sup> janvier invitant donner dorénavant numéro d'ordre aux lettres adressées Légation ; demande indulgence pour n'avoir pas adopté jusqu'à présent ce système.
31 janv. 1862	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 1. Même lettre dans FP 2001, p. 48.
31 janv. 1862	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Même lettre dans FP 2001, p. 48-49.
26 fév. 1862	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3. Même lettre dans FP 2001, p. 49-50.
4 avril 1862	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4. Même lettre dans FP 2001, p. 49-50.
10 avril 1862	J. Greindl, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Même lettre dans FP 2001, p. 51.
25 avril 1862	Ed. Keun, Consul Général de Belgique à Constantinople.	Réception lettre informant que département Affaires étrangères chargé remettre fr. 295, montant débours année 1861. Consul a écrit à M. Jean Gadban de Constantinople de retenir la susdite somme, prie d'avoir la bonté de la lui compter, contre reçu qui lui a été remis. Pli recommandé pour S. E. Emin Pacha lui a été expédié par la poste du gouvernement.
25 avril 1862	J. Greindl, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 3. Même lettre dans FP 2001, p. 52.
26 mai 1862	J. Greindl, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Même lettre dans FP 2001, p. 52.
26 mai 1862	Monsieur J. B. d'Égremont, Consul Général de Belgique dans l'Asie Mineure, résident à Smyrne.	Même lettre dans FP 2001, p. 53.
9 juin 1862	Comte Errembault de Dudzeele, Ministre Résident à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 5. Même lettre dans FP 2001, p. 53-54.



7 juil. 1862	J. B. d'Égremont Consul Général de Belgique à Smyrne.	Réponse lettre adressée 4 juin, retour M. le Comte de Dudzeele à Constantinople. Tableau de données de l'année 1860 à défaut de pouvoir faire parvenir rapport annuel. Développement relations commerciales entre Asie Mineure et Belgique, peu de différence entre importations et exportations (pour la Syrie) ; l'une et l'autre presque nulles. Peu d'intérêt manifesté par sociétés belges. Nécessité d'établir des communications directes avec les échelles de Syrie pour permettre un développement économique viable entre la Belgique et ces contrées.
22 nov. 1862		N° 4. Note à l'intention des officiers civils et militaires, des Princes, des États étrangers de laisser passer librement M. Jacques Joseph Vanhifte, religieux franciscain né et demeurant à Gand avec ses hardes et bagages allant à Beyrouth et Jérusalem sans que ne lui soit opposé aucune entrave. Souche du passeport et signalement individu âgé de 46 ans. Donné à Alep 22 novembre 1862 sur passeport délivré 17 août 1857 par M. le Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles et déposé chancellerie consulat d'Alep. Valable pour un an.
26 nov. 1862	Charles Rogier, à Bruxelles.	N° 5. Même lettre dans FP 2001, p. 55.
5 janv. 1863	Charles Rogier, à Bruxelles.	N° 1. Même lettre dans FP 2001, p. 55.
8 janv. 1863	Charles Rogier, à Bruxelles.	N° 2. Duplicata. Même lettre dans FP 2001, p. 56.
8 mars 1863	Charles Rogier, à Bruxelles.	N° 3. Copiée. Même lettre dans FP 2001, p. 56-57.
14 mai 1863	Comte Errembault de Dudzeele, à Constantinople.	N° 6. Même lettre dans FP 2001, p. 57.
14 mai 1863	Comte Errembault de Dudzeele, à Constantinople.	N° 7. Même lettre dans FP 2001, p. 57-58.
28 mai 1863	M. Ed. Keun Consul Général, Chancelier de la Légation de Belgique à Constantinople.	Réception lettre adressée 29 avril dernier informant qu'a été chargé par Département Affaires étrangères à Bruxelles de faire tenir somme 250 piastres en remboursement dépenses faites courant année passée. Prie Consul Général de vouloir bien compter petite somme à Monsieur Jean Gadban de Constantinople, contre reçu qu'il lui remet. <i>Déclaration du Consul</i> : a reçu de M. Edouard Keun, consul général et chancelier légation Belgique à Constantinople somme 250 piastres, frais consulaires année 1862.
28 mai 1863	Charles Rogier, à Bruxelles.	N° 4. Même lettre dans FP 2001, p. 58.
3 sept. 1863	Comte Errembault de Dudzeele, à Constantinople.	N° 8. Même lettre dans FP 2001, p. 58-59.
3 sept. 1863	Comte Errembault de Dudzeele, à Constantinople.	N° 9. Même lettre dans FP 2001, p. 59.

3 Sspt. 1863	Comte Errembault de Dudzeele, à Constantinople.	N° 10. Même lettre dans FP 2001, p. 59-60.
5 sept. 1863		Liste des protégés de S. M. le Roi des Belges à Alep, 5 noms et fonctions : Naum Raad, drogman ; Fargialla Najm (?), drogman ; Mohamad Cabakebdji, cawas ; Umar Chamoun, cawas ; Moise Chiabtai, écrivain.
11 sept. 1863	J. B. d'Égremont Consul Général de Belgique à Smyrne.	Réponse lettre adressée 17 août. Légation du Roi à Constantinople ayant adressé directement dépêches contenant quatre articles communiqués susdite lettre, s'est fait un devoir satisfaire immédiatement à leur contenu.
28 mai 1863	Charles Rogier, à Bruxelles.	N° 5. Même lettre dans FP 2001, p. 60-61.
6 janv. 1864	Comte Errembault de Dudzeele, à Constantinople.	N° 1. Même lettre dans FP 2001, p. 61-62.
7 janv. 1864	Charles Rogier, à Bruxelles.	N° 5. Copié. Même lettre dans FP 2001, p. 62.
10 fév. 1864	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 1. Renseignements sur mouvement commercial place d'Alep pendant année 1863. Commerce en général florissant et brillant, par les succès obtenus, et surtout pendant la saison automne pour période des provisions d'hiver. Marché ralenti de sa première animation depuis crise commencé à se produire sur grands marchés d'Europe et par suite hausse escompte. Manufactures Angleterre toujours au premier rang dans commerce d'importation, alimentent presque exclusivement bazars. Négociants ayant spéculé sur cet article réalisèrent de gros bénéfices avec un rapide et facile écoulement. Maintenant à cause saison hiver, marché beaucoup moins animé et un dépôt 4000 balles manufacturées se trouve sur place, en outre de celles qui s'attendent de Liverpool. Commerce exportation plus animé que celui importation : cotons au premier rang, quoique récolte en partie ravagée par sauterelles désolant pays depuis trois années (donné environ 4000 quintaux). Culture coton par paysans. Laines laissées pertes à ceux qui ont spéculé et fait des avances aux tribus arabes. Alep et environs jusqu'à Euphrate 8000 balles laines surgées environ achetées prix 2200 à 2500 piastres le quintal et expédiées majeure partie Marseille. Mésopotamie donnée environ 15 000 balles laines lavées. Mauvaise récolte noix galles.
18 fév. 1864	Georges Forgeur, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N° 1. Même lettre dans FP 2001, p. 62-63.
18 fév. 1864	Georges Forgeur, à Constantinople.	N° 3. Même lettre dans FP 2001, p. 63.
2 mars 1864	Charles Rogier, à Bruxelles.	N° 2. Même lettre dans FP 2001, p. 63-64.
14 avril 1864	M. Edouard Keun Consul Général de Belgique à Constantinople.	Réception lettre avertissant que département des affaires étrangères a chargé faire tenir petite somme 205 piastres, montant frais consulaires. Prie vouloir bien compter à Monsieur H. Gareh (?) de Constantinople contre reçu que lui a remis. Annexe –



		Déclaration avoir reçu dite somme (205 piastres) de M. Edouard Keun.
11 mai 1864	Georges Forgeur, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Même lettre dans FP 2001, p. 64.
14 juin 1864		« À la demande du Révérend Frère Marco Missionnaire carme, se trouvant de passage en cette ville, je déclare que les Révérends Pères Carmes établis en Syrie ont entrepris la bâtisse d'une église et hospice à la rade d'Alexandrette (port d'Alep) pour donner asile aux Étrangers qui arrivent là-bas, leur hospitalité pour toutes les nations indistinctement étant bien connue dans ces contrées. Ils se recommandent donc à la bienfaisance de tous les cœurs généreux pour les mettre à même de pouvoir compléter la bâtisse de cet établissement qui sera un bienfait général. »
22 juin 1864	S. E. Surreya Pacha, Gouverneur Général de la Province d'Alep.	Supplie Excellence de vouloir bien contraindre Omar aga Giabi Elharamen payer somme due de 4550 piastres suivant billet souscrit par lui, échu depuis longtemps, dont il renvoie paiement par tergiversations. Note supplémentaire en turc ottoman.
13 sept. 1864	Georges Forgeur, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 5. Même lettre dans FP 2001, p. 64.
19 sept. 1864	J. B. d'Égremont Consul Général de Belgique à Smyrne.	Réception lettre adressée 1 <sup>er</sup> septembre entretenant disposition du traité de commerce avec S. Porte dont déjà reçu communication part Légation Constantinople. Bien aise d'apprendre que M. consul général projette visite Alep courant prochain mois Octobre. Prie accepter hospitalité sa maison, offerte de tout cœur pour avoir avantage faire connaissance personnelle et jouir aimable compagnie.
12 oct. 1864	Georges Forgeur, Chargé d'Affaires à Constantinople.	Situation critique ville d'Alep: « En premier lieu la crise financière qui règne en Europe & par suite de la baisse des cotons toutes les affaires commerciales de cette place sont paralysées & se trouvent dans un calme plat. » Absence du gouverneur général (Thurayya Pacha) parti avec majeure partie des troupes soumettre le Zor, dans le désert à 3 jours. Urgence d'aviser aux moyens afin d'y mettre fin un moment plus tôt, la situation devenant de plus en plus critique à l'approche saison de l'hiver.
20 janv. 1865	Vicomte de Grimberghe, à Constantinople.	Même lettre dans FP 2001, p. 65.
16 janv. 1865	Charles Rogier, à Bruxelles.	Même lettre dans FP 2001, p. 65.
20 fév. 1865	Vicomte de Grimberghe, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Même lettre dans FP 2001, p. 66.
20 mars 1865	Vicomte de Grimberghe, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 3. Même lettre dans FP 2001, p. 66.

5 mars 1865  3 pages	Charles Rogier, Ministre des Affaires Étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli rapport annuel mouvement commercial place d'Alep pendant l'année 1864, rédigé mieux possible grâce données procurées indirectement. Commerce bien malheureux pendant année écoulée, résultats funestes suite baisse imprévue sur les cotons en Europe & crise financière qui en fut la conséquence durant le premier semestre. Marche des affaires commerciales a été peu animée et presque sans profits. Marché encombré d'une affluence de manufactures second semestre; débâcle tissus coton, négociants obligés sacrifier marchandises à bas prix. <i>Importations et exportations déplorables</i> : manufactures en coton; articles coloniaux anglais; calme plat avec un petit stock et peu d'acheteurs qui sont découragés de la panique qui règne dans le commerce. Fluctuations sur marché coton, branche principale du commerce d'Alep et de la province. Cours et aperçus récoltes de coton pour années 1863 et 1864. Coton envoyé majeure partie à Marseille et restant à Liverpool. Pertes énormes spéculateurs sur dernière campagne. Exportation coton États-Unis et crainte d'une prochaine solution des affaires de l'Amérique. Pertes année dernière dans les laines; médiocrité de la tonte suite mortalité parmi les moutons du district d'Alep. Production de laine pour la région d'Alep jusqu'à Euphrate. Laines arrivées de Bagdad, de Mésopotamie, de Mossoul. Presque totalité expédiée en France. Récoltes noix de Galles mauvaise et céréales gâtée par sécheresse fin printemps. Importations de blés de l'Intérieur & Mer Noire et farine Marseille afin pourvoir moyens de subsistance ville d'Alep.
21 juin 1865	Vicomte de Grimberghe, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Même lettre dans FP 2001, p. 67.
22 juin 1865	Charles Rogier, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Même lettre dans FP 2001, p. 67. (2 pages)
19 oct. 1865	Charles Rogier, à Bruxelles.	Même lettre dans FP 2001, p. 68.
22 nov. 1865	M. le Comte de Nordans, chargé d'Affaires de la Légation belge à Constantinople.	Réception dépêche adressée 14 août apprenant nomination M. Reboul au poste de Consul de Belgique à Trébizonde, en remplacement de M. Arnaud décédé.
1 <sup>er</sup> déc. 1865	Comte de Nordans, chargé d'Affaires à Constantinople.	Même lettre dans FP 2001, p. 69.
12 janv. 1866	Comte de Nordans, chargé d'Affaires à Constantinople.	Même lettre dans FP 2001, p. 69.
14 janv. 1866	J. B. d'Égremont Consul Général de Belgique à Smyrne.	A appris par lettre adressée 24 décembre 1865 décès bien aimé souverain le Roi Léopold premier. « La renommée immortelle et glorieuse que ce Vénérable monarque laisse inscrite dans les belles pages de l'histoire et les sympathies et la juste confiance que l'Auguste Héritier du trône inspire à la Nation Belge nous feront supporter avec résignation la perte immense que la Belgique entière vient d'éprouver. »



22 janv. 1866	Comte de Nordans, chargé d'Affaires à Constantinople.	N° 2. Même lettre dans FP 2001, p. 70.
24 janv. 1866	Charles Rogier, à Bruxelles.	N° 2. Même lettre dans FP 2001, p. 71-72. (2 pages)
12 fév. 1866	Vicomte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 3. Même lettre dans FP 2001, p. 72-73. (2 pages)
5 avril 1866	Monsieur P. Wassa Effendi, Sous- Directeur des Affaires extérieures du Vilayet d'Alep.	Réponse circulaire adressée 26 mars ; remise sous pli liste des employés de ce consulat et des missions américaines établies dans la juridiction de ce vice-consulat des États-Unis. <i>En annexe</i> : « Liste des Employés du Consulat de Belgique et du Vice Consulat des États-Unis d'Amérique. » ; Drogmans (4) : Fargialla Nudjim, Yusef Nudjim, Naum Raad et Yusef Menaché Sission (?). Kawas (4) : Muhammad Kabakebdji, Hadji Muhamad Sawa, Mustafa Chamoun, Hamdo Chamoun. Protégés des Révérends Missionnaires américains résidant dans la juridiction vice-consulat : Garabet Kevurkian, Procureur et Michael Antacki, Drogman.
11 avril 1866	P. Wassa Effendi, Sous- Directeur des Affaires extérieures du Vilayet d'Alep.	Réception circulaire adressée 11 avril, communiquant que par décision du Gouvernement de S. M. le Sultan, les blés et les farines importés pour la consommation du pays seront exempts de droits de douane, période de trois mois. Pris note et portera connaissance de ses administrés.
15 avril 1866	P. Wassa Effendi, Sous- Directeur des Affaires extérieures du Vilayet d'Alep.	Accusé réception circulaire adressée 11 avril relativement Teskérés devant être délivrés par autorité locale aux nationaux des Puissances Étrangères exerçant commerce catégorie des <i>Esnafs</i> (artisans, métiers). « Je vous dirai, Monsieur, que je n'ai personne de mes connationaux qui exerce ce petit commerce dit <i>Esnaf</i> . »
30 avril 1866	M. A. Marcopoli, vice-consul du Portugal à Alep.	Réception lettre adressée 28 avril, informant nomination vice-consul Portugal à Alep. Plus sincères félicitations et agréer assurance considération très distinguée.
7 mai 1866	S. E. E. Pertew Pacha, Caimakam d'Alep et Directeur des Affaires Extérieures à Alep.	Réception circulaire N° 88 adressée 5 mai (?), informant que taxe de 20 % sera dorénavant perçue sur le bois de construction taillé dans les fonds de l'État. Celui qui serait taillé dans les fonds de propriété privée ne contribuerait que seulement la dîme ordinaire 10 %. Bois à brûler et charbon qu'exporterait hors de la province soumis mêmes taxes et conditions que bois construction.
15 mai 1866	E. Pertew Pacha, Caimakam d'Alep et Directeur des Aff. Ext. à Alep.	Réception lettre adressée 12 mai par Direction Affaires Extérieures concernant somme 8000 piastres que Hadji Abdalla de Harpout réclame de M <sup>r</sup> Naum Raad, drogman consulat belge. Précité drogman tout disposé à se présenter au Tribunal de commerce pour l'affaire dont il s'agit le jour qu'il y aura séance du Tribunal mixte conformément aux règlements en vigueur.
18 mai 1866	E. Pertew Pacha, Caimakam d'Alep et Directeur des Aff. Ext. à Alep.	Réception circulaire adressée hier concernant impôt foncier qu'étrangers et employés privilégiés des consulats doivent payer au Trésor impérial. A signifié aux administrés et aux protégés privilégiés qu'ils devaient s'acquitter régulièrement des impôts dus au gouvernement sur leurs propriétés foncières en conformité au Règlement relatif aux consulats.

12 juin 1866	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 4. Même lettre dans FP 2001, p. 73. (2 pages)
12 juin 1866	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 5. Même lettre dans FP 2001, p. 73.
12 juin 1866	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 6. Même lettre dans FP 2001, p. 74.
12 juin 1866	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 7. Même lettre dans FP 2001, p. 74. (2 pages)
15 avril 1866	P. Wassa Effendi, Sous- Directeur Aff. Ext. du Vilayet d'Alep.	Annonce que Sieur Naum Raad a donné sa démission de l'emploi du Drogman de ce Consulat.
12 juil. 1866	Charles Rogier, à Bruxelles.	Même lettre dans FP 2001, p. 75. (3 pages)
12 juil. 1866	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 8. Même lettre dans FP 2001, p. 76.
31 juil. 1866	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 9. Même lettre dans FP 2001, p. 76.
30 Oct. 1866	P. Wassa Effendi, Sous-Directeur des Aff. Ext. du Vilayet d'Alep.	Porte connaissance que Hamdo Chaamoun, un des kavas du consulat étant mort, vient de le remplacer par Mahmoud Djalab même qualité service consulat belge.
15 janv. 1867	Charles Rogier, à Bruxelles.	Même lettre dans FP 2001, p. 77. (3 pages)
21 fév. 1867	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 1. Même lettre dans FP 2001, p. 77.
12 avril 1867	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 2. Même lettre dans FP 2001, p. 77-78.
12 avril 1867	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 3. Même lettre dans FP 2001, p. 78.
9 mai 1867	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 4. Même lettre dans FP 2001, p. 78-79.
14 août 1867	S. E. A. Djévdet Pacha Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	Porte connaissance V. E. qu'est dû par Zulkefil beg ancien Mouhassebdji la somme de quinze mille piastres montant des emprunts faits à lui gratuitement depuis longtemps et qu'il renvoie le paiement par de vaines promesses. Réclame haute influence V.E. suppliant vouloir bien prendre les mesures nécessaires pour faire rentrer argent en signifiant précité débiteur ne pas quitter la



		ville avant satisfaire.
2 déc. 1867	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	N° 5. Même lettre dans FP 2001, p. 79-80.
10 déc. 1867	Charles Rogier, à Bruxelles.	Même lettre dans FP 2001, p. 80.
22 déc. 1867	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	Même lettre dans FP 2001, p. 80.
25 janv. 1868	Charles Rogier, à Bruxelles.	Même lettre dans FP 2001, p. 80.
31 janv. 1868	J. Greindl, à Constantinople.	N° 1. Même lettre dans FP 2001, p. 81.
2 avril 1868	J. Greindl, à Constantinople.	N° 2. Même lettre dans FP 2001, p. 82. (2 pages)
18 août 1868	J. Greindl, à Constantinople.	N° 3. Même lettre dans FP 2001, p. 82-83.
18 août 1868 2 pages	Charles Rogier, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Position topographique ville Alep devient jour en jour plus importante en considération transactions commerciales et grandes ressources surtout suite création vilayet d'Alep, devenu chef-lieu plusieurs districts avec lesquels obligé maintenir correspondance, pour affaires devant référer gouverneur général vilayet, prenant beaucoup de temps. Pour devoir que service impose, consul forcé d'entretenir un drogman et un kavas, payés par lui. A représenté depuis quatorze années royaume de Belgique à titre de consul. Requête auprès du gouvernement pour pouvoir continuer à subvenir émoluments du personnel du consulat. Surchargé d'une nombreuse famille. Frais montant modique somme d'un millier de francs. Demande bienveillante sollicitude gouvernement grâce spéciale de promotion au grade de consul général.
1 <sup>er</sup> sept. 1868 2 pages	M. Albert Amsler, Consul de Belgique à Beyrouth.	Dûment reçu honorée 10 août accompagnant un pli de la part Ministre Résident à Constantinople. Présente sera présentée par fils Raphaël qui se rend chez-vous pour cause de santé, prends liberté de le recommander à votre bonne amitié, vous priant de vouloir bien lui prêter toutes les assistances qu'il sera dans le cas de vous réclamer. Anticipe plus vifs remerciements.
21 oct. 1868	J. Greindl, à Constantinople.	N° 4. Même lettre dans FP 2001, p. 84.
31 janv. 1869	J. Greindl, à Constantinople.	N° 1. Même lettre dans FP 2001, p. 85.
11 fév. 1869	S.E. R. Nached Pacha, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	Agent Alexandrette informé d'un canal creusé pour écoulement marais, près de la propriété du consul Picciotto, ce qui porterait préjudice à ses intérêts à cause des exhalaisons putrides qui infesteraient l'air de la dite maison et la rendrait inhabitable. Supplie de remettre ordre au Caimacam d'Alexandrette pour que canal soit éloigné de la maison d'au moins une heure.
1 <sup>er</sup> mars 1869	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 1. Même lettre dans FP 2001, p. 86.

12 mars 1869	J. Greindl, à Constantinople.	N° 2. Même lettre dans FP 2001, p. 86.
6 avril 1869	M. Ismail beg Effendi, Directeur des affaires politiques à Alep.	Regret note 11 février adressée S. E. Gouverneur Général n'ait obtenu aucun résultat favorable. Renouvelle demande pour transmission d'un ordre au Caimacam d'Alexandrette au sujet du canal.
12 avril 1869	J. Greindl, à Constantinople.	N° 3. Même lettre dans FP 2001, p. 87.
22 avril 1869	J. Greindl, à Constantinople.	N° 4. Même lettre dans FP 2001, p. 87. (2 pages)
12 mai 1869	J. Greindl, à Constantinople.	N° 5. Même lettre dans FP 2001, p. 88. (2 pages)
2 juin 1869	J. Greindl, à Constantinople.	N° 6. Même lettre dans FP 2001, p. 88-89.
22 juin 1869	J. Greindl, à Constantinople.	N° 7. Même lettre dans FP 2001, p. 89.
2 juil. 1869	J. Greindl, à Constantinople.	N° 8. Même lettre dans FP 2001, p. 89.
1 <sup>er</sup> sept. 1868  2 pages	H. Ismail Beg Effendi, Conseiller & Directeur des Affaires Extérieures du Vilayet d'Alep.	D'après indication, a remis 11 juin note S. E. Gouverneur Général, donner ordre Nazer douanes d'Alexandrette pour envoi caisse de mousquetons carabines retenue à la douane. Quatre mousquetons portés comme échantillons dans espoir conclure contrat. Importation faite par Consul uniquement en vue de rendre un service au Gouvernement de la Sublime Porte, pour conclure contrat. Prière donner ordre pour envoi immédiat dite caisse d'armes directement adresse Gouvernement Impérial.
22 juil. 1869  2 pages	J. Greindl, Ministre Résident à Constantinople.	N° 9. Nécessité recourir Légation, n'a pu arriver à aucun arrangement avec Gouverneur. Contrat conclu (à l'époque de Djévdet Pacha) pour importation 500 mousquetons de Belgique. Autre contrat récent avec le gouvernement local. Supplie aux moyens d'aviser pour démarche auprès Sublime Porte, pour sauvegarder intérêts consul manière que V. E. trouvera juste et convenable. Document annexe en turc ottoman.
30 sept. 1869	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 8. Même lettre dans FP 2001, p. 90.
21 oct. 1869	M. le Chevalier M. de Picciotto, Consul Général d'Autriche à Alep.	Réponse lettre adressée 17 octobre. Prière faire réclamations par le canal chancellerie consulat où par celui de son chef dont il relève. Ne reconnaît pas d'autre juge compétent. "Règlement Consulaire" ; "Guide Diplomatique". Trouverez sous pli pièce remise irrégulièrement. Agréez assurance considération.
22 oct. 1869	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N° 11. Même lettre dans FP 2001, p. 90-91.
8 nov. 1869		« Le soussigné Consul de Belgique à Alep prie le Directeur de la Douane d'Alep de vouloir faire passer en franchise de droits les effets ci-dessous destinés à son usage personnel. » 2 caisses sijak rotte (ratl ?) 40 ; 1 sac de tabac à fumer 25 rotte (ratl ?).



26 nov. 1869	S. E. M. Van de Stichelen, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Rapport mouvement commercial place d'Alep et ses environs pendant l'année courante. Commerce a été en général florissant autant pour importation qu'exportation. Cotons en première ligne, joué premier rôle cause hausse continue sur principaux marchés d'Europe. Bénéfices sur spéculations. Gros bénéfices sur laines ensuint Pachalik d'Alep expédiées New-York (1/3) et Marseille (2/3). Laines de Mésopotamie embarquées navires nolisés Alexandrette et destinées à New York, Boston, Marseille. Quintaux de laine fine arrivés de Bagdad à expédier Marseille. Récoltes et prix pour noix de galls (Mésopotamie), sésames (pas de bénéfice), céréales (quantité considérable de blé). Engouement des négociants pour manufactures d'Angleterre (cotons filés, tissus de coton blanc et imprimés; cuivre en plaques, fer en barres), la principale et presque seule ressource commerce place d'Alep. <i>Produits manufacturés exportés par principales nations européennes</i> . Avancement travaux route carrossable jusqu'à Alexandrette qu'on assure arrivés à mi-chemin.
2 déc. 1869	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 12. Même lettre dans FP 2001, p. 91. (2 pages)
29 déc. 1869	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 13. Même lettre dans FP 2001, p. 91-92.
12 janv. 1874	R. Grimberghe à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 14. Consul objet depuis quelque temps acte arbitraire part M. Garelli, Consul de France à Alexandrette, s'est permis de son autorité privée, de démolir escalier maison Consul Picciotto, bâti depuis une dizaine d'années. Autorité locale entrepris examen affaire : a été constaté en vertu <i>mazbatas</i> remis sous pli qu'emplacement lui appartient sans conteste. Sieur Garelli tenu rétablir escalier démoli tel qu'auparavant et abattre muraille qu'il a fait bâtir sur son emplacement, coupant de ce côté le passage qui conduit aux deux maisons consul Picciotto, sises à Alexandrette. Compte sur bienveillante intervention auprès Sublime Porte pour qu'ordonne par lettre vizirienne au gouverneur général vilayetmise à exécution sentences émanées des tribunaux ottomans compétents car autorité locale renvoie jour en jour sans donner suite.
14 janv. 1870	M. Van de Stichelen à Bruxelles	N <sup>o</sup> . 3. <i>Copiée</i> . Même lettre dans FP 2001, p. 92.
2 fév. 1870	Comte de Grimberghe, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Même lettre dans FP 2001, p. 93.
2 fév. 1870	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Suite dépêche 12 janvier; violation propriété (sur un des deux immeubles qu'il possède dans la dite échelle) d'Alexandrette par M. Garelli, vice-consul de France à Alexandrette. Remise sous pli copie avant-dernier <i>mazbata</i> , délivré par Grand Conseil vilayet d'Alep, pièce qui condamne adversaire à rétablir escalier et démolir muraille qu'il a fait bâtir par prépotence. Demande ordre viziriel péremptoire, par haute influence légation auprès Sublime Porte, pour application <i>mazbatas</i> prononcés par assemblées du



		vilayet. Demande indication marche à suivre pour obtenir indemnité due.
3 mars 1870	M. Ismail Beg, Directeur des Affaires Ext. du Vilayet d'Alep.	Demande paiement, sans autre délai, dettes débiteur Abdelcader aga Abdalla aga Zada de Killez, devant somme de 2/M piastres, objecte paiement avec tergiversations, « et dans le cas que mon dit débiteur ait quelque prétention sur ma dite créance vous voudrez bien le mander ici suivant les règles Montmarrides (?) auxquelles je souscris d'avance en vertu de ma présente note, aux fins de droit et de justice. »
13 avril 1870	S. E. Derwish Pacha, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	Réception circulaire adressée hier annonçant que Kiamil Pacha, Moutessarrif d'Alep a été chargé de la Direction des Affaires Extérieures Vilayet d'Alep. Tâchera de conserver toujours les bonnes relations qui existent entre le gouvernement général du vilayet d'Alep et consulat belge.
27 avril 1870	S. E. Kiamil Pacha, Gouverneur d'Alep et Directeur des Affaires Ext. du Vilayet d'Alep.	Congédiement par consul d'un <i>kavas</i> (Ahmed Nanaa) et remplacement par Moustafa Kabakebdji, même qualité, service consulat belge.
2 mai 1870	M. Van de Stichelen à Bruxelles	Nº. 4. Expédition décisive réalisée sur Euphrate, sans encombre, depuis Bassora jusqu'à Balis Mesquenée. Projet de chemin de fer entre Balis et Alep, prolongement éventuel vers Méditerranée. Gouvernement confié à un Belge, M. Wery, exécution des travaux de cette grande voie de communication qui sera « la voie la plus courte de l'Europe pour les Indes ». Partie route d'Alexandrette par Alep à l'Euphrate déjà en cours d'exécution. Études sérieuses pour amélioration de la navigation sur Euphrate ; deux hommes distingués actuellement gouverneurs provinces d'Alep et de Bagdad sont une garantie sérieuse pour la réalisation de cette nouvelle route des Indes. Service de bateaux à vapeur déjà en service de Bagdad à Bassora, Golfe Persique, et les Indes ira prochainement jusqu'à Mossoul.
26 avril 1870	M. Ch. Barbanson, Chargé d'Affaires à Constantinople.	Nº. 3. Même lettre dans FP 2001, p. 93-94.
26 avril 1870	M. Ch. Barbanson, Chargé d'Affaires à Constantinople.	Nº. 4. Même lettre dans FP 2001, p. 94.
3 mai 1870		Prière à tous les magistrats civils ou militaires, de laisser passer librement le Sieur Joseph Monachi Sittion (?) drogman consulat belge d'Alep avec ses deux fils se rendant à Beyrouth et la terre sainte sans permettre que lui soit opposé aucune entrave ou empêchement et de lui faire donner toute aide et secours.
5 mai 1870	Dervisch Pacha, Gouverneur gén. Général du Vilayet d'Alep.	Acte arbitraire subi de la part M. Garelli, vice-consul de France à Alexandrette sur escalier de la maison sise à la dite échelle bâti depuis une dizaine d'années. A été constaté en vertu des <i>mazbatas</i> émanés des <i>medjlis</i> de Beylan et de Tamiiz Elhukouk [ <i>temyiz mahkemesi</i> , cour d'appel] du vilayet qu'emplacement occupé par escalier appartient consul Picciotto. Sieur Garelli tenu rétablir escalier démoli tel qu'existait auparavant et abattre muraille bâtie sur emplacement. Supplie s'interposer auprès Sublime Porte pour

		la mise à exécution le plus tôt possible des sentences émanées des tribunaux ottomans car dite maison détériore excessivement étant sans locataire depuis trente mois à cause de la démolition de son escalier.
9 mai 1870	M. Van de Stichelen à Bruxelles.	N° 5. Même lettre dans FP 2001, p. 94-95. (2 pages)
12 mai 1870	Dervisch Pacha, Gouverneur du Vilayet d'Alep.	Remise sous pli et prière transmettre à Sublime Porte aux fins de droit et justice copie d'une pièce très significative relative à un immeuble sis à Alexandrette, omise dans note du 5 mai.
16 juin 1870	M. Ch. Barbanson, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N° 5. Même lettre dans FP 2001, p. 95.
22 juin 1870	M. Van de Stichelen à Bruxelles.	N° 6. Même lettre dans FP 2001, p. 96.
6 juillet 1870	Dervisch Pacha, Gouverneur gén. du Vilayet d'Alep.	Note adressée 5 mai passé pour supplier trouver expédient mise exécution sentences émanées medjlis du Vilayet relatives rétablissement escalier maison Alexandrette. Démarches faites auprès V.E. abouti aucun résultat satisfaisant, trouve encore une fois nécessité adresser seconde requête. Situation de jour en jour plus intolérable et préjudiciable à maison qui coûte forte somme, et déperit énormément et va en ruine. Prie solliciter Sublime Porte effet donner sans ajournement solution à l'affaire conformément sentences <i>medjlis</i> de Beylan et de <i>Tamiz Elhoukuk</i> [ <i>temyiz mahkemesi</i> , cour d'appel] de ce vilayet. Espère que présente note n'aura pas même sort que précédente restée sans réponse.
22 juil. 1870	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N° 6. Même lettre dans FP 2001, p. 97-99. (3 pages)
4 août 1870	Kiamil Pacha, Gouverneur et Dir. des Affaires Ext. du Vilayet d'Alep.	Prière prendre note qu'a dû congédier Moustafa Chamoun, Kavas à son service, remplacé par Mahmoud Sakal en la même qualité de Kavas de ce Consulat.
9 août 1870	Kiamil Pacha, Gouverneur et Dir. des Affaires Ext. du Vilayet d'Alep.	Porte connaissance qu'est dû d'après un billet en règle environ 8000 piastres par un certain Moustaf Ellalib (?) qui objecte le paiement de la créance par tergiversations et réponses évasives. Prie Gouverneur vouloir ordonner contrainte par corps dit débiteur qui est accompagné par kavas du consulat pour que cette somme soit payée.
12 août 1870	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N° 8. Même lettre dans FP 2001, p. 102. (2 pages)
22 août 1870	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N° 9. Même lettre dans FP 2001, p. 103. (2 pages)
31 août 1870	Kiamil Pacha, Gouverneur et Dir. des Affaires Ext. du Vilayet d'Alep.	Consul a chargé personne spéciale Constantinople poursuivre affaire escalier maison Alexandrette avec Garelli. Prière ordonner soit délivré copie légalisée des <i>mazbatas</i> N. 399/410 date 16 et 18 Radjab remise il y a quelque temps par <i>Medjlis Tamiz Elhoukuk</i>



		(cour d'appel) du vilayet. Supplie Monsieur Gouverneur Général donner lettre de recommandation pour Sublime Porte afin puisse remettre par vapeur demain au dit procureur pouvoir agir.
19 sept 1870	M. le Directeur des Affaires Ext. du Vilayet d'Alep / Aziz Effendi Muftalech El Ahkam (?)	Informe qu'un correspondant de Belgique a envoyé caisse contenant 4 fusils pour son usage et celui de son (ses) fils, prie de vouloir donner ordre au Douanier d'Alexandrette de délivrer ses agents MM. Levi Lombroso de la dite échelle afin qu'ils puissent faire renvoi par la première caravane.
3 nov. 1870	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	Nº. 10. Même lettre dans FP 2001, p. 103-104. (2 pages)
11 janv. 1871	M. Van de Stichelen à Bruxelles.	Copiée. Nº. 1. Même lettre dans FP 2001, p. 104-105.
13 janv. 1871		« Gratis ». Visa sur le passeport de François Pépin, sujet Belge. « Bon pour se rendre à Constantinople voie de terre. »
25 janv. 1871 2 pages	Dervisch Pacha, Gouverneur Vilayet d'Alep.	Aucun résultat deux requêtes 5 mai et 6 juillet affaire Garelli (escalier maison Alexandrette). Recours bienveillante sollicitude V. E. pour réitérer plus fortes instances de vouloir s'interposer auprès S. Porte, pour homologuer, comme il est juste, exécution des <i>mazbatas</i> prononcés par les <i>medjlis</i> vilayet d'Alep pour seconder intentions bienveillantes de S. M. I. le Sultan qui ne permettra jamais que de pareilles injustices criantes et prépotences soient faites à des paisibles habitants dans son Empire.
26 janv. 1871	M. Van de Stichelen à Bruxelles.	Copiée. Nº. 1. Même lettre dans FP 2001, p. 105.
8 mars 1871	Kiamil Pacha, Gouverneur et Dir. des Affaires Ext. du Vilayet d'Alep.	Informe qu'a pris à son service en qualité de Drogman du Consulat de S. M. le Roi des Belges, Monsieur Giabra Batis négociant établi ville Alep, au lieu Naoum Raad démissionnaire. Prière prendre note temporairement cette nomination. Écrira Légation pour obtention ordre viziriel reconnaissance officielle.
17 mars 1871	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	Nº. 1. Même lettre dans FP 2001, p. 105-106. (2 pages)
29 mars 1871	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	Nº. 2. Même lettre dans FP 2001, p. 106.
19 avril 1871	Kiamil Pacha, Gouverneur et Dir. des Affaires Ext. du Vilayet d'Alep.	Réception note adressée 8 avril, peiné apprendre décision prise après deux ans attente par suprême cour justice sur irrégularités de procédure commises part des <i>medjlis</i> de Beylan et celui d'Alep dans les <i>mazbatas</i> délivrés relatifs à la démolition escalier maison sise à Alexandrette par le Sieur Garelli de la dite échelle. Prie Gouverneur de vouloir transmettre ordre au Caimacam de Beylan afin qu'il désigne et force à lui et adversaire à se présenter <i>Medjlis Daavi</i> afin que puisse être à temps là-bas fils Léon en qualité fondé de pouvoir pour obtention sentence d'après les instructions supérieures de la définition de cette affaire.



24 avril 1871		« Note à l'intention des officiers civils et militaires, des Princes, des États étrangers de laisser passer librement Monsieur Léon de Picciotto, chancelier de ce Consulat domicilié en cette ville avec sa dame et ses trois enfants en bas âge, ses hardes et bagages allant à Beyrouth pour voyage d'agrément sans que ne lui soit opposé aucune entrave ou empêchement et de lui faire donner aide et secours ainsi que ferions nous-mêmes en étant requis. » Signalement individu âgé 26 ans. Donné à Alep, 24 avril 1871.
26 avril 1871	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2. Même lettre dans FP 2001, p. 107-108. (2 pages)
14 mai 1871	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2. Même lettre dans FP 2001, p. 108-109. (2 pages)
17 mai 1871	Dervisch Pacha, Gouverneur Vilayet d'Alep.	Transmission sous pli lettre vizirienne pour reconnaissance Sieur Giabra Batis qualité Drogman Consulat de S. M. le Roi des Belges Alep. Prie vouloir bien faire remettre copie authentique du dit ordre et prendre bonne note cette volonté supérieure.
1 <sup>er</sup> (?) juin 1871	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N°. 3. Même lettre dans FP 2001, p. 109. Note <i>Consulat de Belgique</i> : prière aux magistrats civils et militaires laisser passer librement Sieur Aboud (?) D. Samuel, protégé Belge se rendant temporairement à Alexandrie d'Égypte pour affaire, sans permettre qu'il lui soit opposé aucune entrave ou empêchement et de lui faire donner toute aide et assistance.
15 juin 1871	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N°. 4. Même lettre dans FP 2001, p. 109. Réception dépêche N. 2, adressée 27 avril dernier, remerciements pour sollicitation lettre vizirienne pour reconnaissance Sieur Giabra Batis, qualité drogman consulat de Belgique à Alep.
9 juil. 1871	S. E. Pertew Pacha, Gouverneur et Dir. des Affaires Extérieures à Alep.	Note officielle adressée 17 mai Gouvernement Vilayet, pour reconnaissance Drogman Giabra Batis, restée jusqu'à aujourd'hui sans réponse. Renouvelle prière de donner réponse catégorique au sujet de l'affaire, ainsi que la bonne règle l'exige.
26 juil. 1871	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N°. 5. Même lettre dans FP 2001, p. 110-111. (2 pages)
15 sept. 1871	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N°. 6. Même lettre dans FP 2001, p. 112. (2 pages)
29 sept. 1871	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N°. 7. Même lettre dans FP 2001, p. 112-113.
14 nov. 1871		Note rédigée par consul Picciotto, soussigné certifie que M. Loeb (?) Blum, Instituteur breveté d'Imling par Sarrebourg (Lorraine allemande) est actuellement Directeur d'une école israélite primaire ville d'Alep et sur la demande qu'il en a faite, délivre présent certificat donné à Alep le 14 novembre 1871.
5 déc. 1871 2 pages	M. François Gallian, Comptoir Belge à Athènes.	Réception lettre adressée 2 août, entremise Légation Constantinople, transmission billet 100 Livres sterling sur M. J. K. Skene, consul d'Angleterre à Alep. Ce Monsieur ayant éludé pendant quelques jours le paiement de son billet par de fausses

		promesses qui n'ont abouti à rien, obligé suivant instructions de faire le protêt de non paiement respectif. Renvoi ci-inclus billet original accompagné extrait du protêt précité dont coût cinq dollars plus un dollar port de lettres et affranchissement de ce pli chargé, ce qui fait en tout six dollars à faire rembourser.
5 déc. 1871	David Lombroso, Alexandrette.	Transmission ci-inclus pli adresse de Francois Gallian Comptoir Belge à Athènes, prière vouloir bien acheminer à sa destination sans faute par prochain vapeur des Messageries françaises chargé et marquer coût d'affranchissement pour remboursement, remettant en même temps le reçu que messageries auront délivré pour le dit pli chargé devant conserver chez-moi pour décharge.
12 déc. 1871	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N° 4. Même lettre dans FP 2001, p. 113-114. (2 pages)
22 déc. 1871 2 pages	Sureya Pacha, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	Regret de voir que <i>mazbata</i> prononcé le 26 Tamouz dernier du <i>medjlis Daavi</i> de Beylan en faveur consul n'a pas été mis à exécution par Sieur Garelli concernant rétablissement escalier maison Alexandrette. Adresse note officielle suppliant prendre mesures nécessaires et énergiques effet de sommer M. Garelli à mettre à exécution précité <i>mazbata</i> sans autre délai, cette affaire étant d'une haute importance. Vient d'apprendre qu'inspecteur des vapeurs des messageries actuellement à Alexandrette. 2 notes en turc ottoman suivent cette lettre.
15 sept. 1871	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N° 8. Même lettre dans FP 2001, p. 114-115. (2 pages)
31 déc. 1871	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 5. Même lettre dans FP 2001, p. 115-116. (2 pages)
31 déc. 1871	M. le Comte d'Aspremont Lynden, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 6. Même lettre dans FP 2001, p. 116-117. (2 pages)
31 déc. 1871	Comte aAspremont Lynden, Bruxelles.	N° 7. Même lettre dans FP 2001, p. 117. (2 annexes)
19 janv. 1872	M. R. de Picciotto, Consul de l'Empire d'Allemagne à Alep.	Réception lettre adressée 17 janvier, informant qu'Empereur Allemand et Roi de Prusse daigné vous nommer poste Consul de l'Empire d'Allemagne en cette résidence. Agréer expression vives et sincères félicitations. (2 pages)
19 janv. 1872	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 1. Remise sous pli note frais consulaires au 31 décembre 1871 s'élevant somme 963 piastres ou 214 francs à raison de quatre piastres et demi le franc. Description note de frais : ports de lettres et affranchissements. Cadeaux visites au gouverneur.
31 janv. 1872	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 2. Même lettre d'introduction dans FP 2001, p. 118-119. (5 pages, 1 annexe). <i>Rapport du mouvement commercial de la place d'Alep pendant l'année 1871.</i> Transactions commerciales d'Alep en général florissantes cette année, brillants résultats exportation. Laine. Récolte de coton médiocre. Marchandises européennes sur le marché d'Alep. Impact de l'ouverture du canal de Suez. Projet de chemin de fer dont pourrait bénéficier la région.



20 fév. 1872	M. Lynden Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 3. Même lettre dans FP 2001, p. 119. (2 pages)
20 fév. 1872	Comte Aspremont Lynden, Bruxelles.	N° 4. Même lettre dans FP 2001, p. 120-121.
29 fév. 1872	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N° 9. Même lettre dans FP 2001, p. 121-122.
3 mars 1872	Sureya Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Terme de quatre mois accordé par <i>Dustour</i> pour l'appel sur le <i>Mazbata</i> du <i>Medjlis Daavi</i> de Beylan, concernant affaire d'Alexandrette avec Garelli, expiré. Trouve obligé supplier V. E. prendre mesures croira nécessaires afin mettre exécution contenu dit <i>Mazbata</i> , sans autre délai pour éviter plus forts dommages.
15 mars 1872		« Vu la requête ci-dessus de Mahmoud Kawas du Consulat de Belgique en cette résidence soit transmise au Gouvernement Général du Vilayet d'Alep aux fins de droit et de justice. »
19 mars 1872	Comte Aspremont Lynden, Bruxelles.	N° 5, 10 annexes. Réception dépêche G. N. 9522. N. d'ordre 2, adressée 15 février dernier. Transmission sous pli quittances Directeur de la Poste Ottomane pour 10 premiers mois année 1871.
27 mars 1872	Sureya Pacha, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	Vient d'apprendre source certaine qu'adversaire Garelli doit quitter échelle Alexandrette premier avril. Monsieur étant sous procès, supplie V. E. bien vouloir immédiatement télégraphier Caïmacam de Beylan d'empêcher son départ jusqu'à définition du procès pendant avec Consul Picciotto, en cas qu'il refuse d'obtempérer à la sommation de l'autorité locale. Prie arrêter son départ par intermédiaire consul Alep, selon Dastur, pour ne pas occasionner plus forts dommages aux intérêts en souffrance depuis si longtemps. Ne peut admettre M. Marcopoli qualité procureur du Sieur Garelli.
15 avril 1872		Vu la requête ci-dessus de Mahmoud Djialab, Cawas consulat belge soit transmise au Gouvernement Général du Vilayet d'Alep aux fins de droit et de justice.
22 avril 1872	Sureya Pacha, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	Légation de S. M. le Roi des Belges à Constantinople informe qu'une lettre vizirienne a été adressée à Votre Excellence concernant restitution 202 piastres prises injustement, malgré ordre contraire que vous avez délivré, par le <i>Nazir</i> de la Douane d'Alep sur partie d'huile reçue pour propre usage. Conformité susdit ordre, doute point que Gouverneur Général voudra prendre mesures nécessaires pour faire rentrer dans susdite petite somme.
16 mai 1872	Sureya Pacha, Gouverneur Gén. Vilayet d'Alep.	Note adressée 22 avril dernier restée sans réponse. Nécessité renouveler instances à vouloir bien donner par écrit une réponse catégorique au sujet de l'affaire, devant informer Légation. (2 p.)
22 mai 1872	M. le Comte R. de Grimberghe à Constantinople.	N° 2, 1 annexe. Même lettre dans FP 2001, p. 122-123.



26 mai 1872	Sureya Pacha, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	Conformément à teneur lettre vizirienne remise V. E. sous pli, vient supplier vouloir prendre mesures croira nécessaires pour faire restituer 202 piastres en question prises contre règlements sur partie d'huile reçue pour usage personnel par <i>Nazir</i> douane à Alep d'après reçu que drogman chargé remettre après paiement somme susmentionnée.
20 juin 1872	R. de Grimberghe à Constantinople.	N°. 3. Même lettre dans FP 2001, p. 123-124.
24 juin 1872		Note officielle adressée gouverneur général d'Alep le 18 juin n'a obtenu aucun résultat satisfaisant. Exige encore une fois que Gouvernement Général d'Alep conformément à la loi et le Nizam prescrit dans le <i>Dastour</i> que le <i>Medjlis Tamiiz</i> [temyiz] prononce enfin sentence sur le Mazbata du <i>Medjlis</i> de Beylan concernant appel du procès avec Garelli, à défaut de quoi, fera plainte Constantinople d'une telle manière de procéder envers un représentant public.
4 juil. 1872	Comte Aspremont Lynden, Bruxelles.	N°. 6. Même lettre dans FP 2001, p. 124.
8 juil. 1872	Comte Aspremont Lynden, Bruxelles.	N°. 7. Même lettre dans FP 2001, p. 124-125. (2 pages)
18 juil. 1872	R. de Grimberghe à Constantinople.	N°. 4. Même lettre dans FP 2001, p. 125.
11 août 1872		Soussigné consul belge déclare pleinement satisfaire de M. Loeb Blum, Instituteur pendant l'année qu'il a dirigé Alep une école primaire dont lui avait confié la direction. A tenu une conduite irréprochable durant cette époque. Quitte ce pays n'ayant pas pu s'accommoder à ses mœurs et ses usages. A délivré présent certificat sur demande qu'il a faite.
14 août 1872	Ali Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	A pris à service depuis 26 octobre 1870 nommé Moustafa Moudarati qualité de cavas privilégié consulat, comme a informé en temps en français la Direction des Affaires Extérieures Vilayet d'Alep; registres en font foi. Surpris d'apprendre que Gouvernement a pris dit cavas pour conscription, sans égard à carte avec cachet de ce consulat dont il était muni, en qualité de cavas privilégié. Demande que cavas soit exempté conscription et mis immédiatement liberté suivant règlement et traités en vigueur.
15 août 1872 2 pages	Ali Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Référant note d'hier, transmission sous pli copie note datée 26 octobre 1870 par laquelle informe Direction des Affaires Ext. qu'a pris au service consulat Moustafa Moudarati en qualité de Cavas privilégié, resté depuis continuellement en service. Exige toujours mise en liberté immédiate dit cavas et punition des gens qui ont agi envers lui avec ignominie. Si n'est pas tenu compte de cette demande, se verra obligé d'informer par télégraphe Légation de S. M. le Roi des Belges à Constantinople du grand outrage subi.
14 août 1872	M. le Ministre de Belgique, Constantinople.	<i>Télégramme.</i> « Moustafa Moudarati inscrit 26 octobre 1870 Cavas au service du Consulat : informé même jour Gouvernement local. Aujourd'hui a été traîné pour conscription. Toutes démarches faites restèrent infructueuses. Sollicite puissant appui la Légation du Roi faire démarches pour réprimer télégraphiquement la conduite irrégulière du Gouverneur d'Alep et remise immédiate du Cavas. Consul Belgique. »

15 août 1872	M. le Comte de Grimberghe à Constantinople.	N° 5. Même lettre dans FP 2001, p. 125-126. (2 pages)
18 août 1872	M. le Ministre de Belgique, Constantinople.	Télégramme : « Moustafa Cavas appelé conscription de 1870 est resté toujours de notoriété publique au service de ce Consulat. Aujourd'hui exilé fers aux mains. Implore grâce Légation pour faire ordonner télégraphiquement au gouverneur le rappel ici du susdit cavas jusque raison connue. Consul Belgique. »
22 août 1872	Comte Grimberghe à Constantinople.	N° 6, 3 annexes. Même lettre dans FP 2001, p.127-128. (2 pages)
26 déc. 1872	M. Verhaeghe, chargé d'Affaires par intérim à Constantinople.	N° 7. Même lettre dans FP 2001, p. 128-129. (2 pages) Rapport du mouvement commercial de la place d'Alep pour l'année 1872.
31 déc. 1872	Comte Aspremont Lynden, Bruxelles.	N° 8, 1 annexe. Même lettre dans FP 2001, p. 129. (5 pages)
31 déc. 1872	Comte Aspremont Lynden, Bruxelles.	N° 9, 2 annexes. Même lettre dans FP 2001, p. 131.
15 janv. 1873	Comte Aspremont Lynden, Bruxelles.	N° 10, 5 annexes. Même lettre dans FP 2001, p. 131.
15 janv. 1873	Comte Aspremont Lynden, Bruxelles.	N° 11, 2 annexes. Même lettre dans FP 2001, p. 132.
30 janv. 1873	Comte Aspremont Lynden, Bruxelles.	N° 12. Même lettre dans FP 2001, p. 132-134. (2 pages)
13 fév. 1873		Délivrance d'un certificat par consul Picciotto : « Je soussigné déclare que Monsieur J. Grimberg de profession horloger habile établi en cette ville depuis plusieurs années, est un honnête homme et a tenu une conduite irréprochable durant toute cette époque. »
10 mars 1873	Ali Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Dans quartier dit Akabé (?), près porte jardin du consul rejaillissent eaux sales des égouts, rendent rues impraticables et empêchent les gens d'y passer pour ne pas être éclaboussés. Supplie V. E. vouloir bien donner ordres nécessaires conseil de la municipalité remédier un moment plus tôt à ce grand inconvénient en obligeant propriétaires immeubles faire couvrir chacun ses égouts et faire paver devant maisons, ainsi qu'exigent les règlements à l'effet de rendre les rues praticables et ne pas causer entrave aux passants.
20 mars 1873	M. Verhaeghe, chargé d'Affaires à Constantinople.	N° 8. Même lettre dans FP 2001, p. 134. (2 pages)
21 mars 1873		Même lettre dans FP 2001, p. 135.
23 mars 1873		Même lettre dans FP 2001, p. 136-137.
26 mars 1873		Même lettre dans FP 2001, p. 137-138.
		Fin du registre.



## A.3 RÉSUMÉ DES DOCUMENTS DU REGISTRE FP 2003 (1887-1891)

Correspondance sortante de Frédéric Poche, consul de Belgique à Alep.

Page Date	Destinataire	Sujet
11-12 3 janv. 1887	Son Excellence M. Chakir Pacha Gouverneur Gén. <i>ad interim</i> du Vilayet d'Alep.	Viens prier vouloir notifier Caimacamlik Alexandrette nomination comme Consul de Belgique, invitant porter notification connaissance douane Alexandrette « ...pour que cet office en prenant note ait à se conformer au règlement relatif aux immunités douanières. » Note (datée le 7 janvier 1887) : Soussigné Frédéric Poche Consul de Belgique à Alep autorise par présentes Nouvelle Banque de l'Union à Bruxelles à toucher en son nom toutes les sommes que le Gouvernement belge pourrait mandater et en donner bonne et valable quittance.
13-16 7 janv. 1887	Son Altesse le Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous couvert État des débours faits pendant année 1886, somme 1520.85 piastres (fr. 250.90), majorés de frais de Banque à raison de 2%, total fr. 286.50 que V. A. respectueusement priée de bien faire verser à M. le Directeur de la nouvelle Banque de l'Union à Bruxelles. Remise procuration requise à cet effet. <i>Duplicata</i> . État des débours année 1886 (avril à décembre) par le soussigné Consul de Belgique à Alep. Nature des dépenses et paiements effectués (en monnaie étrangère). Bonne main au <i>konak</i> lors de l'enregistrement du Berat & Firman. Appointement kavas mois de novembre à (?) à raison 2 livres turques par mois.
17-19 7 janv. 1887	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	2 annexes. Remise sous couvert certificat négatif de l'état civil et certificat négatif de publication de mariage, tous deux portant date 31 Décembre 1886. Déclaration n'avoir reçu pendant année 1886 aucune publication ou reçu aucun acte de l'état civil. Expédie deux présents certificats négatifs. (Alep, 31 décembre 1886)
20 8 janv. 1887	S. E. Chakir Pacha Gouverneur Gén. <i>ad interim</i> du Vilayet d'Alep.	Honneur faire part que Moustafa Agha, fils de Seid Omar Kalirdgi (?), habitant le quartier dit Han el Sebil (?), Sawas Schikmazi (?) N° 20/10, entre dès aujourd'hui au service consulat titre de Cawas privilégié. Prière prendre note et considération distinguée.
21-22 13 janv. 1887	Prince de Chimay, Ministre des Affaires Étrangères à Bruxelles.	N° 3. Prompte réponse dépêche adressée 28 déc. N° 9 Direction G. N° 9521. Copie lettre adressée 7 janvier par entremise de la Nouvelle Banque de l'Union à Bruxelles renfermant état en double des débours faits pendant année 1886 ainsi que procuration faite en faveur de cette Banque chargée représenter consul auprès votre département dans ses intérêts financiers. Conformément instructions, remise double compte soumis 6 août dernier.



23 24 janv. 1887		Soussigné Consul de Belgique (Frédéric Poche) déclare avoir reçu du Nazaret de la Régie des Tabacs à Alep, en franchise de droit et en acompte de son privilège de l'année 86-87 une boîte 400 cigares, revêtus banderole réglementaire, destinés usage personnel.
24-26 N <sup>o</sup> . 1 22 janv. (?) 1887		(Lisibilité réduite, p. 24 illisible). Incident impliquant brigands et gendarmerie. Anglais, arrêté à 10 heures distance d'Alep, sur chemin d'Alexandrette, par le fameux circassien Deli Aly et trois de ses compagnons qui naguère sous le gouvernement de Djémil Pacha, avaient attaqué et pillé une caravane sur cette même route. Gendarmerie précédant 45 soldats de cavalerie qui allaient à la rencontre du nouveau Valy en soldat intrépide (à) l'escarmouche. Gîte des brigands n'a pas été découvert jusqu'à ce moment.
27 1 <sup>er</sup> fév. 1887	S. E. Le Maréchal Osman Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 3. Honneur faire part que Hadgi Hamdo Nanaa, Cawas de l'Agence Consulaire des É. U. d'Amérique passe au même titre au service de ce Consulat de Belgique. Priant V. E. vouloir bien l'inscrire dans le rôle des cawas office consulaire belge.
28-29 4 fév. 1887	M. de Borchgrave, Envoyé Extra. et Ministre Plénipot. de Belgique à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Remise sous pli lettre permis d'adresser S. A. Le Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères pour demander autorisation gérer Consulat de Russie durant absence temporaire titulaire M. Yakimanski. Ose espérer que V. E. ne trouvera aucun inconvénient à ce qu'accepte cette charge temporaire et voudra bien appuyer demande auprès Département Affaires étrangères.
30-31 4 fév. 1887	Prince de Chimay, Ministre des Affaires Étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4. Honneur faire part que Conseiller d'État M. Yakimanski Consul de Russie Alep, devant (vers la fin du mois de mars en les premiers jours d'avril) partir en congé, a témoigné désir de charger de la gérance de ce Consulat durant absence temporaire. Ayant géré déjà à deux différentes reprises ce poste, ose espérer que V. A. daignera accorder autorisation gérer encore troisième fois.
32-33 4 fév. 1887	Prince de Chimay, Ministre des Affaires Étrangères à Bruxelles.	Remise sous pli double copie note coût & frais ballot échantillons s'élevant somme de f. 11.35 dont M <sup>rs</sup> Belfante & Catoni d'Alexandrette sont chargés de faire expédition consul Belgique à Marseille. Prie vouloir bien faire parvenir votre département. Échantillons de laine « Awas » et « Karacache » de Mossoul sont omis pour raison que « provenance de cette province ne prennent qu'accidentellement la voie d'Alep qui a été substituée par celle de Bagdad et Suez et vont aboutir à Marseille, Londres & Liverpool. »
34 4 fév. 1887		Compte du coût de frais à un ballot échantillon expédié Ministère des Affaires Étrangères de Belgique pour être remis au Musée Commercial de Bruxelles. Un ballot contenant : 2 toisons laine surge « Karacachi », 2 laine lavée « Awas » ; 1 sac pistaches sèches d'Alep, 1 sac raisins secs blancs d'Aintab, 1 sac raisins noirs <i>id.</i> , et 1 sac raisins blancs de Fouä. Frais : Toile & emballages; transfert jusqu'à Alexandrette; Douane et frais transit jusqu'à Alexandrette. Au cours de 218/40, fr. 11.30.
35-36 14 fév. 1887	Gustave Devries, Consul Général de Belgique à Marseille.	N <sup>o</sup> . 1. A fait adresser par Messieurs Belfante & Catoni d'Alexandrette ballot contant échantillons de laine, pistaches & raisins et prie vouloir faire parvenir à S. A. le Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères de Belgique.

37-40 18 fév. 1887	Son Excellence M. Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 3. Réception deux dépêches 15 janvier N° 19 & 72, rapport 30 janvier dernier lu par M. de Borchgrave. Gouvernants semblent peu inquiets incident exposé. Gîte des deux brigands qui se sont sauvés n'a pu être découvert. Officier commandant 45 soldats n'a pas été blâmé. Enquête Sahib Bey sur faits et gestes de Djémil Pacha. Rappel office 3 décembre, attitude autorités fiscales d'Alexandrette question <i>Teskerés</i> de dîmes ; onéreux pour les intérêts commerciaux, contravention aux dispositions légales relatives à la perception de la dîme et aux traités. Arabes se sont armés fusils Martini malgré entrée armes de chasse prohibée dans vilayet. Action tendant à annuler prohibition rouvrirait débouché assez important aux fabriques de Liège.
41-42 18 fév. 1887	M. Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 4. Référence lettre adressée 4 février dernier concernant remplacement M. Yakimanski, Consulat Impérial de Russie, pas de réponse à ce sujet. Prie nouvellement et respectueusement V. E. de vouloir bien, « ... si Elle n'a pas d'objection, me munir télégraphiquement de cette autorisation pour que je puisse répondre au désir exprimé par mon collègue. »
43-44 date illisible	M. Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 5. Réception lettre informant que Ministre des Affaires étrangères a bien voulu permettre gestion temporaire consulat russe à Alep pendant absence titulaire. Vifs remerciements peine et empressement à faire cette communication.
45-46 date illisible	M. Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 6. (Première page illisible) Rien de saillant à communiquer sinon état (?) dans lequel se trouvent nos campagnes. Si la pluie ne vient pas à temps, (...) prix des blés ont atteint (?)
47-48 13 mai 1887	M. Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 7. Honneur de faire part que, sauf approbation de V. E., vient de prendre au service du consulat, à titre de drogmans privilégiés, les négociants et sujets ottomans Pascalleh (?) Chukrallah Effendy Knaïder & Salomon Raffoul Effendy Chamâ. Nominations rencontrant votre adhésion, prière demander à S. P. Ottomane les lettres vizirielles réglementaires invitant le Vilayet d'Alep de reconnaître les susdits dans le caractère officiel qu'ils vont revêtir.
49-50 13 mai 1887	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 6. Réception lettre adressée 8 avril annonçant arrivée dernier bulletin d'échantillons destiné au Musée Commercial (expédié à V. A. 4 Février). Dans cas où Musée désirerait renouveler échantillon laines Surges d'Alep & Orfa, dites Perses ; « Votre Altesse n'a qu'à me passer ses ordres, la campagne de ces genres venant de s'ouvrir. »
51-52 13 mai 1887	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 7. Réception dépêche Direction C N°. 25,481 adressée 2 mars, dont contenu comme celui circulaire (Extrait du Moniteur Belge du 27 fév. 1887) adressée à Mrs. les Gouverneurs datée 26 fév. 1887, ont retenu attention. Susdite dépêche comme d'autres réfèrent parfois à des insertions bliées (?) dans le <i>Moniteur Belge</i> que consulat ne reçoit pas. Dispositions auxquelles fait allusion restent ignorées office consulaire. Permet faire respectueusement remarque à V. A., si juge nécessaire, veuille bien donner dispositions pour que cette publication parvienne consulat Alep.
53 13 mai 1887	Prince de Chimay, à Bruxelles.	N°. 8. Réception « Avis » Direction B N° 2318/1 daté 7 avril, relatif droits entrée sur vinaigre et acide acétique ; ne manquera pas porter connaissance de qui cela peut intéresser.



54-56 13 mai 1887	Prince de Chimay, Ministre des Affaires Étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 9. Sécheresse et froid intense régné durant hiver province Alep et Mésopotamie (Vilayet Diarbekir), congélation phénoménale du Tigre formant une croûte de glace permettant aux caravanes de traverser sans danger. Fin mars-début avril, doublement du prix des blés. Mal partiel occasionné par sécheresse et froid, larves sauterelles mortes par le froid; provinces Mésopotamie et Alep, provinces Mardin et Mossoul délivrées fléau dernières années. Éclosion de criquets provinces Orfa et Deir ; semailles plusieurs villages dévorées. Maturité blés avancée province d'Alep ; crainte criquets pour récoltes automnales. Espérance bonne récoltes, prix du blé retombés aux cours normaux d'avant hausse.
57-59 12 mai 1887	M. Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 8. Direction de la Dette Publique ottomane depuis quelque temps fait circuler des agents secrets qui arrêtent les gens sans distinction de nationalité et les fouillent pour chercher sur eux des effets non timbrés. Cette grave atteinte portée à la liberté individuelle, quoique condamnée par une décision de Conseil d'État, trouve néanmoins auprès Valy et Conseil Administratif ( <i>Medjlissi Idaré</i> ) un complaisant et efficace appui qui entraîne ce Conseil dans une voie abusive et porte atteinte à la liberté individuelle. Ordonnance vizirienne publiées journaux Constantinople, considère, enfin, comme articles de Loi les demandes d'Ismet Bey Nazir. Abus se commettent sans aucun égard aux stipulations des traités, immunités consulaires et l'ordre de procédure à l'égard des sujets étrangers. Prie vouloir bien, si juge à propos, faire démarches auprès S. P. Ottomane pour que soit donné ordre au Valy d'Alep, le rendant lui et son conseil attentifs et respectueux envers les dispositions des traités et les lois en vigueur.
60-61 23 mai 1887	Monsieur J. Gilbert, Consul de France à Alep.	N <sup>o</sup> . 1. Réception circulaire adressée 19 mai, faisant part nomination poste Consul de France à Alep. Heureux de voir se renouveler anciennes et cordiales relations, conviction gage sérieux pour maintien de bons rapports appelés à entretenir.
62 26 mai 1887	Nouvelle Société Anonyme d'Auderghem, à Auderghem près de Bruxelles.	Réponse missive 12 mai, remise bulletin confidentiel contenant réponse au renseignement demandé. Prière faire usage personnel et discret : « Dans la supposition qu'il vous serait agréable de faire connaître votre adresse et vos produits je me suis permis de remettre à la maison Frères Poche, de laquelle je fais partie, votre prix courant. Vous pourriez le voulant vous y adresser. »
63 24 juin 1887	La Maison B. Van Hyfte, Gand.	Réponse lettre adressée 20 mai ; « ...la ville d'Alep ne saurait vous offrir qu'à de rares et longues intervalles l'occasion de placer un piano. Dans tous les cas vous pourriez adresser vos prospectus & prix courant à la maison Frères Poche & C. d'Alep dont je fais partie et qui essaiera de vous procurer les placements possibles en faisant connaître votre honorable maison. »
64 14 juil. 1887	Monsieur C. Von Lessep, Verviers.	Remise sous couvert bulletin renseignements demandé par honorée 17 juin ; prière faire usage discret et purement personnel.



66 1 <sup>er</sup> août 1887	Messieurs F. & L. de Wael & C., Anvers, R. de la province 163.	Réception lettre adressée 30 juin communiquée « maison Frères Poche de cette ville dont je fais partie et qui s'occuperait du placement des produits de votre fabrication et qui pourrait vous donner des références qui vous édifieront sur son compte. Dans le cas où vous vous décidiez d'accorder aux susdits votre représentation, ou relation, veuillez leur écrire et leur envoyer vos prix courants & conditions appuyés d'échantillons, sans lesquels les affaires ne seraient pas possibles. Ces échantillons doivent être gratuits et serviront de références. »
67-68 26 août 1887	Prince de Chimay, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 10. Sous couvert, rapport sur commerce, industrie et agriculture province d'Alep. Prière signaler lacunes, seront comblées mieux possible.
69-71 26 août 1887	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 9. Réception dépêche N <sup>o</sup> 292 adressée 19 juillet, par laquelle remis lettre vizirienne reconnaissant M. Ra. Knaïder qualité drogman Consulat de Belgique à Alep. Remercie respectueusement avoir agréé à un des deux candidats proposés. Justesse observation faite par V. E. absence sujets Belges, « néanmoins je me permets, Monsieur le Ministre, de vous renouveler la prière de vouloir bien à titre de faveur spéciale que vous daigneriez m'accorder faire reconnaître Monsieur Salomon Raffoul Chama en la qualité susdite. » Gens honnêtes et paisibles qui ne donneront aucun dérangement à V. E. Remise sous cachet volant rapport commerce de cette province. Prie, après lecture, vouloir faire parvenir à S. A. M. Ministre Affaires étrangères Bruxelles.
72-76 26 août 1887	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 10. Dépêche N <sup>o</sup> 254 adressée 1 <sup>er</sup> juillet parvenue avec retard 40 jours, reçu même temps honorée 19 juillet N <sup>o</sup> 292. Remerciements pour attention portée exposé sujet officiers Dette Publique Ottomane et faire des démarches auprès Sublime Porte « à l'effet de modifier certains articles de la Loi sur le timbre pour ainsi fermer la porte aux abus auxquels se livrent si facilement les autorités Turques, surtout quand il s'agit de sévir contre un sujet de nationalité étrangère. » Président <i>ad interim</i> tribunal de commerce Alep refusé donner cours affaire concernant sujet Austro Hongrois, régulièrement portée par le canal de sa Chancellerie. Dommages auxquels loi draconienne exposerait les étrangers si mise en vigueur. Transmission requête par Consulat du plaignant à l'Autorité locale et légalisation par Valy qui, par bureau appelé « Edjnébié », réfère requête au tribunal compétent. Mauvais vouloir Président tribunal de commerce et Procureur Impérial pour donner interprétation contraire principes justice et équité. Nouvel obstacle aux sujets étrangers créé par Président tribunal, exigeant inscription Chambre de commerce en payant taxe de <u>patente</u> , sous comminatoire ne pas donner cours affaires seraient portées devant tribunal de commerce.
77-80 26 août 1887	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 11. S. E. Osman Pacha a pris les rênes administratives ne justifiant point la réputation d'homme sévère, résolu et actif qui l'avait précédé, laisse traîner les affaires dans le plus triste état. Sûreté sur les chemins gravement compromise. Tribus arabes se mutinent, se battent entre elles et compromettent les routes qui

		conduisent à Bagdad et à la Mésopotamie. Corruption et vénalité se manifestent sans pudeur ni retenue : « La confiance publique est ébranlée surtout depuis l'attentat qui avait pour objet de faire sauter la ville avec la poudrière de l'État sise dans la citadelle. » Avenir route carrossable reliant Alep à Alexandrette nouvellement compromis par l'incendie qui vient de consommer le pont en bois sur « Afrin ». Les eaux du Kouèk la petite rivière d'Alep ont presque disparu au grand détriment des jardins de cette ville, détournées par des cultivateurs qui dit-on l'ont achetée. 1200 maisons petite ville de Zeïtoun, près Marache, proie des flammes; 200 maisons épargnées du fléau. Feu pris dans dépôt de paille n'a pu être maîtrisé. Population soupçonnant la garnison « a repoussé, armes en main, les secours que celle-ci voulait lui prêter pour protéger du vol les effets sauvés et accumulés sur une plaine. »
81 2 sept. 1887	Direction des Verreries (de et à) Binche, Belgique.	Réponse lettre adressée 17 août, remis ci-joint bulletin répondant demande de renseignements, duquel faire usage discret et strictement réservé.
82 21 sept. 1887	Messieurs Mesmaekers Frères, Turnhout (Belgique)	Réponse honorée missive 13 septembre, remis sous couvert bulletin répondant demande de renseignements, duquel faire usage discret. Maison Frères Poche & C. établie depuis de longues années cette maison pourrait donner références fort respectables pour introduire articles place d'Alep.
83 21 sept. 1887	Monsieur C. Von Lennep, Verviers.	Réponse honorée missive 29 août, remise sous couvert bulletin répondant renseignements désirés; recommande plus grande discrétion priant faire qu'un usage réservé. Maison Frères Poche Inc. toujours eu comme spécialité les affaires en draps et nouveautés. « Vos affaires seraient bien appuyées si vous voudrez les leur confier, surtout qu'à votre première demande les meilleures références pourraient vous être données. »
84 21 sept. 1887	Messieurs Brépols & Dierckx & Zoon, Turnhout, Belgique.	Réponse missive 8 septembre, remis sous couvert présente bulletin répondant demande renseignements, duquel faire usage discret. Pour introduire articles place d'Alep, s'adresser à la firme Frère Poche.
85 23 sept. 1887	M. le Directeur, la Nouvelle Banque de l'Union à Bruxelles.	Sans réponse dévouée 15 janvier, prie vouloir dire si bien encaissé (?) de l'État petite somme de f. 286.53 en vertu procuration remise.
86 29 sept. 1887	M. Léon Mondron, Lodelinsart près Charleroi.	Réponse dépêches 22 & 19 septembre, remise sous couvert renseignements désirés dont veuillez faire usage discret sans aucune garantie de ma part. Pour relation sérieuse, vous pourriez vous adresser à la maison Frères Poche, « qui pourrait vous donner de bonnes références. Je fais partie de cette maison. »
87-89 N°1 26 août 1887	Le Comte Adrien d'Oultremont, Commissaire Gén. du Gouvernement au Grand Concours International des Sciences et de l'Industrie à	Réception dépêches adressées 16 juin et 25 août. Attendait recueil des « desideratas », arrivé que 20 septembre, pour communiquer aux industriels juridiction consulaire cette grande et utile entreprise. Industriels locaux travaillent à l'aide outillage le plus primitif que l'on puisse s'imaginer ne sauraient formuler un desiderata. Industries locales des tapis, cotonnades, fil d'or. Manque de volonté du gouvernement pour stimuler techniques et économie. N'a pu amener (certains fabricants) à prendre part



	Bruxelles.	concours. Regret voir, par force des choses, faible participation.
90-91 24 sept. 1887	Prince de Chimay, Ministre des Affaires Étrangères à Bruxelles.	N°. 11. Réception dépêche adressée 11 juin B N. 3155 N°. d'ordre 2, relative grand concours international des sciences et de l'industrie s'ouvrira à Bruxelles l'année prochaine. Malgré efforts pour amener les industriels ville Alep à concourir à cette œuvre, le résultat n'a été que négatif, comme expliqué à M. le Comte Adrien d'Oultremont, Commissaire Général du Gouvernement.
92-93 24 sept. 1887	Prince de Chimay, Ministre des Affaires Étrangères à Bruxelles.	N°. 12. Réception dépêche adressée 14 juillet Direction B N° 422/579 N° d'ordre 4 ; vient adresser par colis postal au Musée commercial de Bruxelles un ballot racine d'orcanète, article arrivant Arménie, aussi depuis peu de temps exploité juridiction consulaire d'Alep et vaut actuellement rendu franco bord Marseille coût fret et assurance compris fr. 39.25 les cent kilos.
94-95 2 nov. 1887	S. E. Hassan Pacha, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	N°. 4. Réponse dépêche circulaire adressée 9 Sefar 305 N° 233 par laquelle a fait part qu'a pris rênes gouvernement général vilayet d'Alep. Prière vouloir bien agréer vives & sincères félicitations; efforts tendront maintenir relations les plus cordiales.
96 15 nov. 1887	M. Henri Doat, Directeur de la C <sup>ie</sup> Générale des Conduites d'Eau aux Vennes, Liège.	N°. 4. Ville d'Alep n'offrant aucune source pour écoulement produits. A appris construction éventuelle canal d'eau à Alexandrette et s'est empressé remettre à Mrs Belfante & Catoni (Alexandrette) exemplaire de notice dont soumis 4 exemplaires. Fait de même avec exemplaire à M. Alf. (?) de Lattaquié.
97-99 18 nov. 1887	M. de Borchgrave, Envoyé Extra. et Ministre Plénipot. de Belgique à Constantinople.	N°. 12, Confidentielle. Réception dépêche adressée 14 sept. Sub. N°. 367, reconnaissance avoir daigné soumettre à S. A. Prince de Chimay rapport commercial. Remise sous cachet volant rapport succinct sur état récolte froment dans province, prie vouloir remettre S. A. Rien saillant communiquer sur situation vilayet jouit calme relatif depuis que S. E. Hassan Pacha pris rênes gouvernement « ...en lieu et place d'Osman Pacha dont la cupidité sans bornes n'a pas d'exemple dans les annales de la convoitise et de la vénalité. » Accusé être possession 8/10 milles livres turques en vendant des charges, menaçant destitution employés; dû rendre environ 2000 livres, sommes données et restées infructueuses suite destitution. Réputation intégrité absolue du nouveau gouverneur.
100-102 18 nov. 1887	Prince de Chimay, Ministre des Affaires Étrangères à Bruxelles.	N°. 13. Suite rapport 13 Mai, N°. 9. I. f 54. (Voir FP 2003, p. 54-56). Prévisions bonne récolte complètement dissipées; terre insuffisamment saturées par pluies hivernales n'a pu nourrir les épis atteints par précoces chaleurs restèrent vides. Rendement mauvais, pas même rapporté semailles. Sauterelles arrivées que lorsque tiges à maturité; peu dégât froment et orge; cotons, sésames, vignobles et légumes porte est Alep tous dévorés. Prix blé cher, tendance hausse. Exactions gouvernement et qui réagissent et pèsent lourdement sur situation économique province. Semailles faites sur petite échelle, tous rayons du pays, tant par crainte sauterelles que cherté prix blés; avenir par conséquent sombre couleur.
103		N°. 5. Document en rédigé en turc ottoman.



104-106 8 déc. 1887	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 14. Réceptions dépêches adressées 8 & 13 octobre N°. d'ordre 7 & 8 Direction G. N° 9522 première apprenant versé à M. Directeur Nouvelle Banque de l'Union à Bruxelles somme fr. 173.24 supprimant somme P. 105, coût d'un registre d'entrée et sortie des dépêches. Seconde dépêche annonçant que 500 piastres payées pour salaire cawas seront remboursées en même temps que frais même nature rapportant année courante. Débours relatifs envoi échantillons 4 Février liquidés fr. 11.56 (?). Regrette omission demande préalable pour cawas et explications.
107		N°. 6. Document rédigé en turc ottoman.
108		N°. 6. Document rédigé en turc ottoman.
109-110 9 janv. 1888	Prince de Chimay, à Bruxelles.	N°. 1. Remise sous couvert deux certificats négatifs (état civil et publication mariage) portant date 31 décembre 1887.
111-115 9 janv. 1888	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2. Remerciements versement fondé de pouvoir somme de F. 11.56, réception dépêche 12 nov. 1887 Direction G. N° 9522 N° d'ordre 9. Remise sous couvert présente double copie état débours faits pendant année 1887 s'élevant somme F. 650.22 ; prie vouloir faire verser M. Directeur Nouvelle Banque de l'Union à Bruxelles. État débours accompagné 12 reçus du cawas. Permet de rappeler, suivant dispositions dépêches 8 & 13 octobre dernier, somme P <sup>res</sup> 500 (f. 91.75) restée suspens, sera remboursée même temps que susdite somme. Date et nature des dépenses 1887 (Appointement du cawas, bonne main aux deux cawas du consulat pour le jour de l'an, bonne main au Konak) et paiements effectués (en monnaie étrangère, piastres /en francs) ; numéros pièces justificatives (12).
116 14 janv. 1888	M. Victor Ernst, Alep.	Remise sous couvert feuille matriculaire en blanc, prière combler les lacunes et la renvoyer aussi vite que faire. « Excusez moi la peine et croyez moi votre bien dévoué. »
117		N°. 7. Document rédigé en turc ottoman.
118-119 12 janv. 1888	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 3. Conformément instructions contenues circulaire 23 mai 1887, remise relevé spécial tenu en conformité circulaire susdite qui répond entièrement aux inscriptions faites au registre matricule dont les données ont été fournies par les immatriculations mêmes.
122-124 12 janv. 1888	M. de Borchgrave, Ministre Plénipot. à Constantinople.	N°. 3. Réponse dépêche adressée 20 sept. 1887, prie vouloir bien tracer ligne conduite à suivre cas où Autorités Ottomanes prétendraient vouloir munir sujets belges nouvellement arrivés Alep d'un permis de séjour. Difficultés soulevées par susdites Autorités signalées office 20 août N° 10 finalement éliminées et questions suspens repris cours. M. Nuyens n'a point de passeport belge mais bien un passeport français délivré sans doute en base du protectorat donné par la France aux missions catholiques de Syrie et Palestine. Prière dire quelle attitude doit tenir à l'égard de ce religieux relativement aux questions personnelles, indépendantes des intérêts de la communauté, qui pourraient éventuellement surgir.
125 12 janv. 1888	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 8. Réponse circulaire adressée date 26 Rabi evel 505 sub N° 290, fait part que Messieurs Boutros Effendy et Albert Poche siégeront comme par le passé à titre de juges au tribunal de commerce mixte et M. Naoum Sola à titre de suppléant.

126		N° 9. Document rédigé en turc ottoman.
127 2 mars 1888	Mrs A. Clébert (?), Bruxelles.	Réponse missive 20 janvier ; personne sur laquelle demandez renseignements est un quincaillier détaillant pouvant, me dit-on, mériter petit crédit de f. 1000 à 1500 maximum. « Veuillez faire usage discret sans ma garantie ni responsabilité de ma part. »
128		Ministère des Affaires étrangères. Page couverture indiquant nouvelle section du registre.
129-132 8 avril 1888	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 4. Réponse dépêche 27 février Direction C. N° 9548. N° d'ordre 1 ; prie excuser omission respectueux office N° 1 R.1 f. 109, attestation négative aux actes état civil incluant que certificat en double constatant qu'aucune publication de mariage n'a été faite en 1887 dans ce consulat. Fait devoir joindre cet office en doubles copies les certificats négatifs relatifs à l'état civil et aux actes de publication de mariage libellés sur le modèle B de la page 13 du recueil des Règlements Consulaires, troisième édition, tome second. Ouverture registre datée 2 janvier. Certificats négatifs acte état civil et publication mariage, faits en la chancellerie du consulat 1 <sup>er</sup> janvier 1888.
133-134 8 avril 1888	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 5. Réception dépêche adressée 26 mars, Direction G. N° 9522 N° d'ordre 2 ; versement Nouvelle Banque Union Bruxelles somme f. 743.71 en liquidation débours année 1887 plus les P <sup>tes</sup> 500 restées en suspens de l'année 1886. Remercie avoir bien voulu admettre débours.
135-136 16 août 1888	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 6. Réponse dépêche adressée 21 juillet B N 213/2 N d'ordre 5, reçu lettre M. Dufour, s'est aussitôt mis en rapport avec M. Villecroze et gouvernement local, but faire renvoyer pétitionnaire paquet diamants intercepté par Douane d'Alexandrette, réclamant taxe de 16% à titre de contrebande. S. E. Gouverneur Général pas encore répondu lettre adressée, mais appris par voie officieuse que paquet réclamé par M. Dufour renvoyé Direction des Postes Constantinople depuis 24 juillet. Empressé faire part M. Borchgrave, Ministre Constantinople. Ci-joint copie avec annexes lettres adressées ainsi que copie réponse lettre M. Dufour.
137-139 24 sept. 1888	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 7. Suite hiver très pluvieux et température douce, récolte de froment et d'orge très abondante et bonne qualité (province d'Alep) ; daris et maïs promettent beaux rendements. Denrées sauvées ; sauterelles presque pas touché champs cultivés. Exposé détresse an dernier à cause défaut récoltes en général. Peu ensemencement cause cherté blés ; prédiction quantité de froment attendue ; consommation et besoins du pays, excédents possibles (1 200 000 Chumbuls) pour exportations. Cause permanente de la cherté des transports. Exportations restreintes ; aucune convenance ni pour France, ni pour Italie. Orges et daris très abondants cette année, exportation ne peut se faire que du littoral. Menace sauterelles subsistant pour l'année prochaine, criquets nouvellement déposé œufs dans campagnes.



140-141 30 nov. 1888	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 8. Réponse dépêche adressée 31 octobre Direction B N° 2865 N° d'ordre 6, réception renseignements récolte Vilayet. Flatté que renseignements agréés par V. E., jugés pouvant intéresser commerce Belge pour avoir ordonné publication dans bulletin du Musée Commercial.
142-143 30 nov. 1888	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 9. Réception dépêche adressée 22 octobre Direction B N° 1001/10 N° d'ordre 7 accompagnant Exempleaire Répertoire du Commerce et de l'Industrie de la Belgique dûment parvenu. Fera devoir faire usage requis, flatté si pouvait rendre quelques services aux industriels dont les noms sont évoqués dans ce Répertoire.
142-143 7 janv. 1889	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 10. Joint présent office, remet respectueusement V. A. doubles copies : 1. Certificat négatif publication mariage 2. Certificat négatif État Civil ; les deux déclarant registres clos date 31 décembre 1888 et ouverts 1 <sup>er</sup> janvier 1889.
145-149 7 janv. 1889	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 11. Remise sous couvert en double copie, état des débours de l'exercice clôturé 31 décembre 1888 s'élevant somme francs. 641.60. Ose prier V. A. vouloir bien faire verser susdite somme Comptoir d'Escompte de Bruxelles chargé en vertu procuration toucher sommes que V. A. daignera faire verser pour son compte. Nature des dépenses et paiements effectués. Certificats négatifs État civil et Publication mariage. Fait 1 <sup>er</sup> janvier 1889. « Le soussigné déclare avoir reçu de M <sup>f</sup> . Frédéric Poche, Consul de Belgique à Alep, à titre de salaire du mois de décembre, la somme de deux livres turques faisant piastres 250. Alep, le 31 décembre 1888. Le cawas Hadji Hamdo Nanaa. » (N. 12, p. 146)
150-151 11 janv. 1889	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 12. Conformant contenu Circulaire Ministérielle 1 <sup>er</sup> août 1881 Direction C N°. 18688, remise copie inscription faite au registre matricule tenu consulat durant année 1888. Immatriculé Religieux Franciscain de Terre Sainte, porteur passeport délivré par Consulat de France à Alep (1 <sup>er</sup> août 1885) sur dépôt autre passeport délivré par même Consulat (2 juillet 1881). New York (Amérique), États-Unis du Nord / Alep (arrivé 5 septembre 1888) / Montigny Sur Sambre (Hainaut). Célibataire, Germiot Ignace Joseph, Germiot Marie Cathérine. 9 octobre 1837. Saint-Germain, Province de Namur. Religieux. Germiot Charles François Joseph (en religion Isidore).
152 11 janv. 1889	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 13. Passeport périmé, valable pour un an daté 12 novembre 1887 N°. 3874, déposé consulat, délivré par V. A. à M. Ernst Victor, employé né à Andrimont domicilié Verviers. Prière donner ordre pour substitution passeport ou fournir autre sur le même, conformément instructions ministérielles relatives délivrance passeports.
153 ? avril 1889	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 14. Réception dépêche 5 février Direction C. N° 9579 N° d'ordre 1 dont contenu eu meilleure attention. Remise sous couvert rapport commercial dont espère pourra être de quelque utilité aux commerçant du Royaume.
154 25 juin 1889	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 15. Réception dépêche adressée 1 <sup>er</sup> juin Direction G N° 9522 N° d'ordre 2 ; V. A. a fait verser au Comptoir d'Escompte à Bruxelles somme de f. 641.94 (?) liquidation débours année 1888. Remerciements plus sincères.



155 ? nov. 1889	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 17. Réception dépêche adressée 12 octobre ; relevé avec bonheur accueil bienveillant V. A. fait rapport commercial année 1888, aura honneur être publié tome 68 Recueil Consulaire. Remercie cette attention.
156-157 ? nov. 1889	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 18. Réception lettre adressée 2 octobre C N°. 2142 (?) N°. d'ordre 3, deux annexes relatives modifications portées article 9 du Code et article 4 Loi 6 août 1887 (?) sur la naturalisation, l'autre aux Déclarations d'option de Nationalité. Exécutions dans les légations et consulats loi du 16 juillet 1889 retenu attention.
158-159 10 janv. 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 19. Soumet double expédition État débours consulat année 1889 s'élevant somme francs 630.10. V. A. bien voulu faire verser Comptoir d'Escompte Bruxelles, mandataire : 2 avril 1889 (Fr. 150), 24 juin 1889 (Fr. 150), 26 sept. 1889 (Fr. 150), 18 déc. 1889 (Fr. 150). Somme de Fr. 600., prie V. A. vouloir bien agréer vifs remerciements joints respectueux hommages.
160, 163-164 10 janv. 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 20. Soumission en doubles copies Certificat négatif publication mariage et Certificat négatif État Civil. Registres clos 31 décembre 1889, rouverts 1 <sup>er</sup> janvier 1890. (p. 163-164). « Le soussigné déclare avoir reçu de M <sup>r</sup> . Frédéric Poche, Consul de Belgique à Alep, à titre de salaire du mois de Décembre, la somme de deux livres turques faisant piastres 250. Alep, le 31 décembre 1889. Le cawas Hadji Hamdo Nanaa. » (Note p. 164)
161-162 10 janv. 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 21. Réception lettre adressée 5 nov. 1889 Direction B. N° 2865 N° d'ordre 5 de laquelle relevé que lettre 10 Octobre relative rendement dernière récolte a obtenu bienveillante attention V. A. et faveur d'être publiée dans Recueil Consulaire. Réitère remerciements pour bienveillante attention. État débours faits pendant année 1889 par soussigné Frédéric Poche, Consul de Belgique à Alep. Date/Nature des dépenses/Paiements effectués : Appointement du cawas ; Bonne main aux deux cawas du consulat ; Affranchissement de lettres ; Bonne main au conak pour le jour de l'an. Somme totale fr. 630.10 (3366.75 P).
165-166 3 mars 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 22. Réception lettre adressée 6 février Direction G. N° 9522, informant que compte annexé office liquidé par f. 21.25 déduction faite de f. 600, frais de Kawas, réglés par des paiements versés trimestriellement au fondé de pouvoir durant année 1889. Pris note hautes dispositions que désormais, « ...au moyen d'un forfait annuel cette gracieuse indemnité de f. 600 sera payée par quart vers le milieu du dernier mois de chaque trimestre et que désormais cette dépense ne devra plus figurer dans mes états de débours. »
167-169 20 mars 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 23. Administration des domaines de S. M. I. le Sultan vient de faire faire études en vue rendre Euphrate navigable dans toutes les saisons. Autrefois réalisée temporairement sous gouvernement de Midhat Pacha, Vali (Gouverneur Général) de Bagdad. Description des travaux nécessaires (déblaiement restes anciennes écluses, endiguement des gués, établissement de dragues pour curage des bancs mouvants de sable charriés par courant) estimés à 500 000 francs (sans compter matériel flottant), somme qui serait prélevée des domaines impériaux dans vilayets d'Alep, Mossoul et Bagdad. Opportunités dans ce projet pour les industries belges.



170-172 6 août 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 24. Agréable pouvoir donner cette année renseignements favorables relativement récolte Vilayet. Manque absolu pluies automnales, mais pluies abondantes et continues entrée de l'hiver, température douce exceptionnelle aidant germination. Pluie printemps assura récolte des plus belles. Malgré instructions de Constantinople, négligence gouvernement vilayet pour sauterelles : 1/5 récolte blé et orges décimé. Récolte bonne avec rendement de six pour un de semé. Légumes presque entièrement détruits dans certains districts par invasion sauterelles venues du désert. Craintes grandes pour année prochaine, multitude innombrable criquets traversant Euphrate abattue sur toute étendue cette province et déposé œufs, devenant terreur agriculteurs qui sèmeront certainement sur très petite échelle. Crainte influé prix, blés durs 16 francs environ pour 100 kilos marchandise vendue franco bord Alexandrette. Cueillette des cotons supposée très bonne ne sera que moyenne, développement plantes laisse à désirer. Sésames promettent, mais pays produit très peu.
173-174 ? sept. 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 25. Réception deux dépêches adressées 28 et 31 juillet Direction A N° 3473 (?) N° d'ordre 3 & 4, ainsi qu'annexes relatives Loi 21 juillet accordant amnistie réfractaires (?) salaires et déserteurs. S'est conformé afficher porte Chancellerie Consulat Loi en question.
175-177 6 sept. 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 26. Supposition récit soumis peut intéresser science, permis adresser spécimen matière que Kurdes Mésopotamie appelé « le pain du Ciel ». Signalement pouvant être de quelque utilité aux recherches de la science. Premiers jours mois Mai dernier, violente tempête déchaînée sur vilayet Diarbekir, ravageant champs dans certains points, déracinant arbres. Matière apportée ou mise à découvert a été, « une bénédiction pour les pauvres habitants de la province qui souffraient de la faim car cette matière pétrie avec un tiers de farine a été trouvée mangeable et elle forme aujourd'hui la nourriture des habitants. »
178-180 18 sept. 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 27. 14 nouveaux cas de choléra (12-13 Sept.) constatés par office sanitaire d'Alep; nouveaux cas hier, 9 décès ; panique générale, négociants étrangers rapatriés, affaires sont arrêtées, aspect morne de la ville. Contagion importée par imprévoyance et incurie du Gouverneur Général, fit appeler tribu Anezis à Meskiné pour encaisser l'impôt sur les chameaux ; soldats et officiers collecteurs atteints par contagion. Manque de précautions.
181-182 19 sept. 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°.28. Conséquences de l'apparition du choléra à Meskéné, communications maritimes avec port Alexandrette interrompues. Bateaux compagnie égyptienne Hédivié ainsi que Messageries maritimes ont suspendu leur service. Reste à Alep pour communications avec Europe que courrier terre Cas de choléra et décès recensés par office sanitaire, Meskéné foyer contagion.
183-186 17 oct. 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 29. Suite rapport 18 Sep. Sub. N°. 27. R.I. f.178 ; épidémie cholérique continue régner Alep. Remise chiffres des attaques et des décès officiellement communiqués par l'Autorité locale aux Consulats. Épidémie ne peut être comparée comme intensité à celle de 1875. Épidémie répandue plusieurs villes et bourgades voisines, a atteint ville Hama Vilayet Syrie. L'Office sanitaire

		Alep informé qu'Administration Sanitaire déclarant Vilayet d'Alep contaminé ; « tous les départs depuis la côte de Mersina jusqu'à Tripoly, ce dernier port exclu, seront sujets à dix jours d'observation dans les lazarets de Clazomène Beyrouth et Tripoly d'Afrique. » Tableau nombre cas et décès hebdomadaires personnes atteintes choléra, semaines finissant : 18 sept., 25 sept., 2 oct., 9 oct. et 16 oct.
187-189 12 nov. 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 30. Suite rapport 17 octobre N°. 29 ; remise bulletin cas/décès cholériques quatre semaines écoulées. Épidémie décroissance Alep, mais propagation tout Vilayet ; « ...sévissant fortement à Marache & Antioche ; marchant vers Damas; de Hama elle a déjà atteint Homs. Les tribus nomades qui campaient tout près de ces deux dernières villes décimées par la contagion furent en dernier lieu repoussées par le Gouvernement vers Palmyre. » Ténacité épidémie semble vouloir envahir toute Syrie, conditions favorables (température chaude et sécheresse). Circulaire Gouverneur Général établi ligne maritime rechange pour venir en aide commerce fort gêné par suppression lignes maritimes. Tableau nombre cas/décès hebdomadaires personnes atteintes choléra. (Informations officielles)
190-192 4 déc. 1890	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 31. Gouverneur Général Vilayet annoncé par circulaire depuis 20 novembre cessation Choléra et n'a plus communiqué bulletin, épidémie néanmoins pas encore dit dernier mot. Selon bulletins soumis, décès ne s'élèvent qu'à 689, chiffre loin d'être le réel. D'après autres donnés, mortalité bien dépassé 3000. Communautés chrétiennes, qui ne comptent que 20 000, enregistré environ 600 décès (?). Épidémie malgré pluies abondantes tombées et abaissement température continue ravages vilayet : Aintab, Marache, Biredjik & Antioche, villes qui ont le plus souffert. Marchant d'abord vers Sud (Hama et Homs), ensuite vers Nord Ouest d'Alep (Adana et Mersine). Tableau nombre cas/décès hebdomadaires personnes atteintes choléra, semaine finissant le 20 novembre 1890 : 14 cas, 12 décès.
193-194 12 janv. 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Id. C, Affaires de Chancellerie, N°. d'ordre 1, 1 annexe en double expédition. Remise sous couvert État débours Consulat année 1890 s'élevant somme fr. 38.50 ; remerciements sincères versements faits mandataires durant exercice relatifs frais Cawas. Nature des dépenses, paiements effectués. Affranchissements de lettres, bonne main au Conak pour le jour de l'an.
195-197 12 janv. 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Id. C, Affaires de Chancellerie, N° d'ordre 2, 2 annexes en double expédition. Remise sous couvert, annexes double copie, Certificats négatifs Publication de Mariage et de l'État civil clos 31 décembre 1890. (Faits le 1 <sup>er</sup> janvier 1891.)
198-199 13 fév. 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. d'ordre 3. Lu avec profonde douleur lettre adressée 23 janvier Direction A N° 4760 N° d'ordre 1 annonçant nouvelle décès Mgr Prince Baudouin. Mort prématurée jeté plus grande désolation des Augustes Parents du Prince défunt, grand malheur frappé dynastie. Regrets les plus sincères et profonds.
200		Pages précédentes vides.
201		Légation de Constantinople. (Page couverture nouvelle section)



202-203 8 avril 1888	Baron Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Réception dépêche adressée 31 janvier sub. N <sup>o</sup> . 35, honneur retirer feuille contenant texte changements introduits dans certains articles Loi sur le timbre. Remerciements les plus respectueux.
204-205 10 avril 1888	Baron Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 5. Réception dépêche adressée 11 février relative ligne conduite suivre dans cas où Autorités Ottomanes prétendraient forcer sujets belges se munir permis séjour. Question n'ayant plus été agitée, vœux espérer restera assoupie jusqu'à ce qu'un accord intervienne entre Missions Étrangères et la Porte (sans) que Sujets Belges soient inquiétés.
206-207 12 avril 1888	Baron Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 6. Suivra ponctuellement instructions transmises V. E. par dépêche 28 février N <sup>o</sup> 99 relativement Monsieur Nuyens (?).
208-213 12 avril 1888	Baron Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 7. Rapport confidentiel ayant pour objet exposé succinct situation Vilayet : « Malgré l'intégrité absolue de notre Gouverneur Général, Hassan Pacha, la fibre gouvernementale depuis son arrivée n'a cessé de s'affaiblir... » Pétition officieuse réclamant Sultan retour gouverneur Djemil Pacha. Administration justice laisse à désirer, faible confiance inspecteur Ibrahim Edhem Bey parvienne redresser abus. Vénalité corps législatif. Tribunal de commerce. Situation critique créanciers courants du Trésor, envoi argent Constantinople par Defterdar Amlaz (?) Effendy et amères récriminations de la part des créanciers de la caisse. Multitude de sauterelles et critique des autorités pour gestion œufs de criquets menaçant récoltes; imposition administrés certaine quantité d'œufs à remettre dans dépôts assignés, quantité amassée sandjaks d'Orfa et d'Alep. Sommes réunies par Valy pour garantir dîme menacée. Apogée crise industrie et commerce, classe ouvrière réduite par manque de travail à la misère la plus complète.
214-215 12 mai 1888	M. de Borchgrave, Env. Extraordinaire et Min. Plénipot. à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 8. Prince et Princesse Seherbatoff et Comte Stroganoff, débarqués Beyrouth, escortés huit soldats marine russe, se rendre à Damas et de là au désert pour faire achats chevaux. Arrêtés à Deir-el-Zor par Moutessarif, prétexte futile Teskére de route et distribution d'armes aux tribus nomades du désert. Localité n'étant reliée à aucune partie de l'empire par des lignes télégraphiques, « les prisonniers durent recourir aux courriers pour faire connaître leur situation au Consulat de Russie de cette résidence et demander son intervention. » Cas soumis Légation Constantinople, arriva tardivement, interruption lignes télégraphiques. Incident très commenté et différemment interprété. Zèle exagéré Moutessarif et destitution.
216-220 12 mai 1888	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 9. Suite rapport confidentiel 12 avril ; appris 27 avril disparition deux membres communauté israélite (Mrs Heskell & Ezra Matalon, premier garçon de route (?) de la maison N. J. Homsy & fils, et le second, négociant) porteurs 2000 livres turques; 1200 pour compte maison Homsy & 800 compte particulier; attirés par certain Ali ibn Beg el-Krab, « riche négociant en moutons et laine, cawas au consulat d'Autriche Hongrie, débiteur principal de cette somme, qui sous prétexte de leur en payer une partie et d'en renouveler le reste, les invita de se

		rendre chez lui. » Règlement de comptes, deux jeunes gens saisis au cou, étranglés, cadavres cachés dans une caverne. Grande énergie déployée par Valy et Officier gendarmerie Bekour agha Sayaf découvert cadavres, fit arrêter principaux auteurs du crime; procès activement instruit, desquels quinze accusés six déclarés méritant peine capitale.
221-222 10 août 1888	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 10. Réponse dépêche 26 juillet Sub N°. 406 ; paquet diamants appartenant M. Dufour réexpédié Bureau Central des Postes de Constantinople, auquel devra s'adresser pour réclamer restitution. Prétention douane Alexandrette arroger droit considérer contrebande tout paquet valeur adressé par poste sur lequel ne serait pas inscrit contenu. Croit en droit prélever titre d'amende taxe supplémentaire 8% <i>ad valorem</i> , ce qui constitue droit 16%.
223-224 24 août 1888	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 11. Suite office 10 août 1888 N°. 10. R.I. f.221, remise copie et traduction lettre S. E. Hassan Pacha, Valy Alep, relative réclamation M. Auguste Dufour de Bruxelles. Traduction lettre Hassan Pacha (22 août 1888), Gouverneur Général Vilayet d'Alep au Consulat de Belgique à Alep. Réponse lettre sujet paquet diamants expédié par la poste par M. Aug. Dufour de Bruxelles, Joailler de S. M. le Roi des Belges adressé à M. Benjamin Villecroze qui a décliné invitation faite d'assister à son ouverture et d'en prendre livraison. Suivant information donnée par bureau postal vilayet Alep, résulte que paquet a été réexpédié à Administration des Postes & Télégraphes de Constantinople pour être renvoyé au lieu de sa provenance.
225-227 13 sept. 1888	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 12. Réponse dépêche adressée 25 juillet (?) Sub. N°. 405, tribunal de commerce à Alep, et deux autres tribunaux vilayet (Orfa et Marache, où tribunal a été supprimé) : « Cette mesure avait été fort mal accueillie par le commerce de cette ville, qui se trouve concentré sauf quelques rares exceptions, entre les mains des chrétiens de cette localité qui jusqu'aujourd'hui se plaignent de cette mesure. » Suppression récente <i>Tudjaret</i> d'Orfa provoqué grandes plaintes et pétitions collectives à S. M. I. Sultan et différents Ministères, sans aucun résultat. Présidence Tribunal Commerce Orfa, depuis son institution, successivement confiée notables négociants de la ville même : « Cette présidence ayant passé naguère à un certain R <sup>za</sup> .(?) Effendy Awouad (?), Chrétien originaire d'Alep, cette cour vit son influence s'agrandir quand tout à coup sa dissolution a été décrétée. Cette mesure [...] affecta grandement le commerce d'Orfa à l'exception d'une petite faction de parents et d'officieux de l'avant dernier président Kamil Zade Mohamed Baker Effendy qui vit avec regret la présidence passer entre les mains d'étrangers et surtout d'un chrétien. » Intelligence, savoir-faire et tolérance Naib actuel d'Orfa. Abolition Tribunal Commerce généralement considérée comme portant dommage réel au commerce, sans que fisc ait rien à gagner, « ...car les traitements des membres permanents des « Tidjarets » touchent leurs appointements en proportion des recettes quand celles-ci ne sont pas suffisantes pour couvrir les frais. Par contre quand il y a excédent, celui-ci va au profit du trésor public. »



228-233 12 oct. 1888	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 13, Confidentielle. Razzias opérées par 200 cavaliers appartenant au chef « Ibn-Chalan » de la tribu des Anezis « Roala » qui campent dans Vilayet de Damas. Consul Poche allé voir peu de temps après Valy, Hassan Pacha, appelant son attention sur ce fait dont l'impunité compromettrait la tranquillité publique, plaidé cause comme « ...propriétaire de moutons disséminés parmi les tribus pasteurs & comme propriétaire de terres limitrophes aux lieu où ces razzias se firent et que, dès lors, mes paysans, mes récoltes et mes mises de fonds se trouvaient compromises. » Pillards appartenant Vilayet de Damas, S. E. pas trop inquiet, a informé Valy de cette province. S. E. donné aucune importance aux observations, ni aux plaintes du chef de la tribu des Hadidi, Cheh Saleh-el-Tchalch. Vol de moutons et de chameaux entre les tribus. Le 3 octobre, troisième razzia, ignore auteurs « ...enlevait aux arabes « Abou-Salah » campés à l'Est d'Alep près de Gangoum deux cents moutons et beaucoup d'effets... ». Puis, quatrième razzia à « El-Anz » & « El-Mahzoum », non loin de Meskéné, sur la rive droite de l'Euphrate, station des « Esterlis ». Pillards auraient déjà atteint « Djebel-el-Abyad », abri action militaire Gouvernement. Mutinerie tribus pillards principalement due exactions exercées dernièrement envers la tribu des « Anézis », « obéissants au chef « Turkey Bey », fils de Djedan. »
234-235 30 nov. 1888	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 14. Réception dépêche adressée 5 novembre N°. 617 informant S. Porte venait d'interdire accès des forteresses et des établissements militaires. Conformément instructions, pris note cette disposition, cas échéant, sera portée connaissance ressortissants consulat.
236-240 11 avril 1889	Baron Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 1. Question préoccupant sphère financière vilayet, « ...détournement d'une somme d'environ vingt mille livres turques payée successivement par le trésor d'Alep depuis l'année fiscale 1299 en vertu de bons à souche reconnus récemment comme portant de faux cachets issus de la caisse du <i>Muchirat</i> du corps d'armée d'Arabistan siégeant à Damas. » Première enquête ouverte Conseil Administratif Vilayet. Exposé des faits soumis à Constantinople détermina « l'envoi en mission spéciale de Yanko Effendy Vitinos, Procureur Général du Conseil d'État qui poursuit une enquête minutieuse sur l'affaire. Ouverture d'écoles par les Européens et gouvernement italien. Battre en brèche influence française ? Sympathies des Chrétiens de la région traditionnellement orientées vers la France, et l'industrie italienne qui n'a pas atteint le niveau des autres États européens. Réaction Autorité Locale. Ouverture école ajournée. Envoi d'un rapport commercial.
241-244 30 juil. 1889	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 14. Rapport 12 octobre 1888 N°. 13. R.I. f.228 porté connaissance actes déprédations exercés par tribus nomades désert, par lequel informait vacuité S. E. Hassan Pacha et du Colonel Gendarmerie, menace continuelle maintien sécurité et bon ordre cette province. Critique du gouvernement d'Hassan Pacha en comparaison de celui de Djemil Pacha. Tribus factieuses. Malgré intervention force armée, tranquillité n'est pas rétablie et



		la campagne n'offre aucune sécurité : « On dit même que huit villages dans le <i>cazas</i> de Maarra ont été dépouillés de leurs moissons et bestiaux. [...] un certain nombre des « Mawalis » en question, usant du droit du plus fort, fondirent sur « Hazzan », village m'appartenant, s'emparèrent de mes blés et orges après avoir enchaîné l'un de mes deux paysans. » Deux principaux fauteurs de cet acte, comptant sur faiblesse Gouvernement Valy se rendirent à Alep. Consul recourt à la voie diplomatique pour tenter d'obtenir réparation et possiblement obtenir ordre péremptoire part du Grand Vizir Kiamil Pacha.
245-248 ? août 1889	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 3. Bruit nouvelle guerre veille d'éclater répandu rapidité éclair : « Le départ hâtif d'un bataillon d'infanterie en destination de l'île de Candie et l'appel sans les armes d'un autre de la réserve avec ordre de le tenir près ont mis en émoi la population musulmane de cette ville. » Consternation population déjà si éprouvée par stagnation et marasme régnant sur affaires. Mauvais résultats récolte actuelle, voracité sauterelles et sécheresse. Banqueroute presque totalité des fermiers des dîmes, « qui en face de leurs pertes, ne trouvant du côté de la caisse aucune facilité pour faire une partie de leurs paiements en Havalés, comme cela s'est toujours pratiqué... » Ruine complète cette importante catégorie de débiteurs caisse du Vilayet et perte d'une partie très importante des sommes dues par ceux-ci au fisc. Résultat d'éloignement complet adjudicataires pour dîmes actuelles, même phénomène vente immeubles saisis. Refus retirer dîme en nature, inflige aux agriculteurs une perte importante sur les haies.
249-251 16 août 1889	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Suite au rapport 1 <sup>er</sup> (?) août, un autre bataillon quitté Alep destination île de Candie. Consternation population musulmane : « ...le contingent que ce vilayet devra fournir s'élèvera à douze bataillons et que le rappel des Rédifs est imminent. » Aucune molestation contre chrétiens, mais crimes et délits sont toujours à leur comble, trois assassinats dernière semaine aux portes de la ville, plusieurs vols sur paisibles promeneurs. Sécurité publique compromise Alep et alentours, sur chemins et routes, situations réclame remède radical de Sublime Porte. Situation contribuera diminuer considérablement quantité semailles régions sud et est Vilayet hantées par tribus pillardes.
252-253 12 sept. 1889	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 5. Réception dernier courrier voie Beyrouth adressé 14 août N <sup>o</sup> . 471; reconnaissance appui prompt et efficace donné plainte relative préjudice relié déprédations commises par certains arabes nomades. S. P. passé instructions à S. E. Valy enjoignant faire droit réclamation : « Je veux espérer que le Valy déploiera plus d'énergie que par le passé pour me faire rembourser des dommages essuyés et se déterminera de prêter au Caïmacamat d'Idlep la force armée suffisante pour faire déguerpir de mes terres cette bande de pillards qui a résisté par les armes aux sommations de la gendarmerie du susdit caïmacamat qui a rapporté le fait au Vilayet, déclarant ne pas disposer de force suffisante pour faire respecter ses ordres. Cet aveu suffit pour démontrer à V. E. à quoi est réduit le prestige de l'Autorité ! »

254-255 10 oct. 1889	Prince de Chimay, Ministre des Affaires Étrangères à Bruxelles.	N°. 16. Récolte froment évaluée tiers récolte ordinaire dû défaut pluies et voracité sauterelles ; pas provoqué hausse de prix des blés, abondance récolte année dernière et défaut exportations paré situation. Orbes beaucoup moins abondants que blés subi hausse. Situation agricole difficile et inactivité accentuée du commerce : « La situation agricole de cette vaste et fertile province a subi un grand échec par la concurrence qui est faite à ses blés par ceux des Indes qui les ont avantageusement remplacés en Italie ; débouché principal des blés durs d'Alep et par la disparition de la sécurité dans les campagnes à cause de l'affaiblissement du nerf administratif qui donne prise aux déprédations des tribus nomades et pillardes qui jusqu'à l'arrivée du valy actuel avaient été tenues en respect. Cet état de choses influe sur le commerce en général dont l'inactivité ne cesse de s'accroître provoquant une méfiance quasi absolue et le retrait du crédit. »
260-261 1 <sup>er</sup> nov. 1889	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 7. Réception dépêche adressée 26 septembre Sub N°. 566 relative modifications portées service militaire cawas, drogman musulmans et employés privilégiés non musulmans attachés Consuls S. M. le Roi; à laquelle conformera
262 1 <sup>er</sup> nov. 1889	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 8. Réception Circulaire datée 10 Ct. Sub N 606 ; ne se trouve dans circonscription aucun sujet belge exerçant profession médecin accoucheur, sage-femme ou pharmacien. Conformera instructions à venir.
263 21 mars 1890	Baron Guillaume, Chargé d'Affaires par intérim à Constantinople.	N°. 9. M. Yakimanski, partant congé, exprimé désir charger consul Poche de gérance Consulat Russie, durant absence temporaire. Prière vouloir bien accorder autorisation à rendre susdit collègue service demandé.
264 21 mars 1890	Baron Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 10. Réception dépêche adressée 24 février Sub N°. 91 de laquelle relevé que : « la Sublime Porte a décidé de n'appeler sous les drapeaux que les drogman et les Cawas qui entreraient à l'avenir au service des consuls, dispensant ainsi de cette obligation les musulmans actuellement en fonction : toutefois, maintenant les employés chrétiens sous l'obligation d'acquitter la taxe d'exonération qui leur incombe. »
265-266 21 mars 1890	Baron Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 11. Remise sous couvert rapport, sous cachet volant, prière faire parvenir Son Altesse Le Prince de Chimay, Ministre des Affaires Étrangères.
267-270 21 mars 1890	Baron Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 12. Nouvelle télégraphique (4 mars) rappel Hassan Pacha (remplacement par Massouki Bey), quitté Alep 8 mars, dirigé Constantinople laissant pays état insécurité sans précédent depuis longues années. Nouvelle remplacement par Arif Pacha, valy Trébizonde, âgé 60-75 ans, ne peut pas lui donner énergie nécessaire pour réparer maux que administration Hassan Pacha a produits. Tard journée 12 mars, Cawas consulat France assailli abords consulat Russie par malfaiteur s; Madame Yakimansky accompagnée son cawas, celui Consulat France et un domestique, accostée par neuf malfaiteurs armés poignards, combat arme blanche. Autorité Locale n'a su mettre main sur auteurs méfait.



271-272 13 juin 1890	M. Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 13. Réception lettre 19 juillet 1889 (?) N°. 292 (?), remettant lettre vizirienne émanant Ministère Affaires Étrangères datée 24 juin 303/18 Chawal 1304 N° 80 dans laquelle Monsieur Kossablad Chukri (?) Kneider était désigné pour remplir fonctions drogman office consulaire belge. Découvert susdit impliqué certaines affaires faisant redouter solution fatale, cru devoir ajourner remise (?) de cette lettre : « d'autant plus que la nécessité absolue d'avoir un drogman ne s'est présentée que depuis l'établissement de la firme belge Victor Ernst & C°. » Remise V. E. lettre vizirienne en question, prie vouloir bien faire désigner en place et lieu du Sieur Kneider, Monsieur N. Allah (?) Djerdji Homsy, honorable jeune homme jouissant d'une grande aisance et de l'estime publique.
273 ? juin 1890	M. Guillaume, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 14. Réception lettre adressée 22 avril dernier, Sub. N°. 198 (?) apprenant qu'après avoir pris ordres de S. A. M. le Prince de Chimay, V. E. bien voulu autoriser se charger de la gérance temporaire du consulat de Russie. Vifs remerciements pour gracieuse condescendance.
276-277 17 mai 1888	S. E. Hassan Pacha, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	N°. 10. Remise requête cawas cet office Consulaire Hadji Hamdo Nanaâ contre Hadji Abdalla el Sayed ; prière référer qui de droit pour que justice soit rendue au plaignant. Porte connaissance V. E. délègue M. Elias Lamroud, Drogman de l'Agence Consulaire des États-Unis à l'effet assister interrogatoires et séances du procès s'ouvrant avec cette requête.
278 28 juin 1888	M. H. S. Jago, Consul de S.M. Britannique à Alep.	N°. 1. Réception lettre adressée 26 juin, faisant part nomination poste Consul de S.M. Britannique résidence Alep; rien ne sera négligé pour relations appelé entretenir.
279 16 juil. 1888	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 11. Remise sous couvert pétition Cawas Consulat Hadji Hamdo Nanaâ, le plaignant d'une procédure illégale gendarmerie sujet jouissance location d'une boutique. Prière donner cette pièce cours requis.
280-281 ? août 1888	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 12. M. Auguste Dufour de Bruxelles, Jouailler Orfèvre de S. S. M. M. le Roi et la Reine des Belges informe qu'avait dernièrement expédié par la poste à titre d'échantillon à M. de Villecroze d'Alep un paquet recommandé de diamants que susdit M. Villecroze refusé recevoir. Question soumise délibérations Conseil Administratif Vilayet ; vient en conséquence du refus M. Villecroze prendre livraison envoi en question. Prière donner ordres nécessaires pour que paquet soit renvoyé par office postal plus bref délai possible à son susdit propriétaire de Bruxelles, M. Aug. Dufour, de (la rue) Marché aux Herbes.
282-284 7 sept. 1888	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 13. Réponse lettre adressée 11/23 août N°. 213 remettant copie plainte contre Cawas privilégié Consulat Hadji Hamdo Nanaa, son frère et son neveu (ces derniers sujets Ottomans). Requête susdit Cawas (officiers Gendarmerie profitant absence Consul ont fermé boutique du Cawas) et contravention aux dispositions des traités et lois en vigueur, « en vertu desquels les protégés privilégiés jouissent des mêmes immunités octroyées aux étrangers vivant sous l'égide des traités. » Prière remettre choses dans état avant exécution acte arbitraire en question ; « de faire tout d'abord rouvrir la boutique que la gendarmerie, dépassant les



		limites de ses attributions, s'est permise de fermer, de référer la plainte dont il est question au forum compétent et d'ouvrir une enquête pour découvrir et punir les auteurs de cette violation des traités et contravention aux lois. »
285-286 ? sept. 1888	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 14. Suite office N°. 13. R.I. f. 282. du 7 septembre 1888 ; irrégularités glissées dans communication plainte déposée contre cawas cet office Consulaire et abus commis par gendarmerie. Aucune réponse à cette heure de part de V.E. et dommages infligés au Cawas s'accroissent tous les jours.
286		N°. 15. Document rédigé en turc ottoman.
287		N°. 16. Document rédigé en turc ottoman.
288		N°. 17. Document rédigé en turc ottoman.
289-290 18 déc. 1888	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 18. Réponse dépêche 5 octobre 304 N°. 272, étonnement sur communication faite par Directeur douane d'Alexandrette par laquelle se plaît de porter arbitrairement à piastres 3175 valeur d'une robe de dame cotée par Consul piastres 1200. Exagération estimation et aucune valeur déclaration susdit qui aurait dû établir prix contradictoirement avec agents du Consul, M <sup>re</sup> . Belfante & Catoni. Prière vouloir bien inviter susdit Directeur de remettre à V. E. liste portant valeur tous les effets portés charge de franchises durant exercice années 1886, 1887 & 1888.
291-292 2 janv. 1889		Prière au Nazer Régie des Tabacs Vilayet d'Alep faire passer en franchise de droits caisse cigares pour usage personnel. Soussigné Consul de Belgique Alep déclare avoir reçu du Nazaret de la Régie cointéressée des Tabacs de l'Empire Ottoman à Alep, une caisse contenant deux mille (2000) cigares en franchise privilégiée sur la quantité qui lui revient du 1 mars 1888 à fin février 1889.
293 22 janv. 1889	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 19. Réponse dépêche adressée 29 décembre 304 sub. N°. 416 ; irrégularité exagération estimation faite par Directeur douane Alexandrette; supposition usage dans passé même arbitraire. Insiste sur détail effets portés débit franchises années 1886, 1887 & 1888. Prière vouloir inviter nouvellement susdit Directeur douane remettre plus bref délai note en question, pour transmettre ensuite.
294 1 <sup>er</sup> fév. 1889	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 20. A délégué Monsieur Elias Lamroud, drogman Agence Consulaire des E. U. d'Amérique, aux fins d'assister aux séances du tribunal correctionnel Vilayet d'Alep, en lieu et place de drogman dans la cause intentée par Monsieur Victor Ernst, sujet Belge, au Sieur Elias Raffoul Hindié, sujet Ottoman. Prière vouloir communiquer Cour judiciaire en question.
295 12 fév. 1889	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 21. Remise sous couvert duplicata pétition de Monsieur Victor Ernst, sujet Belge, par laquelle du chef d'injures, il porte plainte contre le Sieur Elias Raffoul Hindié, sujet Ottoman, et demande justice. Prière vouloir décréter au tribunal compétant.
		Saut à la page 298.
298		Document rédigé en turc ottoman.
299		Document rédigé en turc ottoman.
300 22 juin 1889	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 22. Réponse lettre adressée 22 Sciawal 300 ?/8 juin 305 sub N°. 126, retour sous couvert citation dûment signée par M <sup>r</sup> . Victor Ernst.

301		Document rédigé en turc ottoman.
302		Document rédigé en turc ottoman.
303		Document rédigé en turc ottoman.
304		Document rédigé en turc ottoman.
305		Document rédigé en turc ottoman.
306		Document rédigé en turc ottoman.
		Pages précédentes vides.
		Annuaire de correspondance du registre.
		Fin du registre.

## A.4 RÉSUMÉ DES DOCUMENTS DU REGISTRE FP 2004 (1889-1893)

Correspondance sortante de Frédéric Poche, consul de Belgique à Alep.

Page Date	Destinataire	Sujet
1		Document écrit en turc ottoman.
2 29 juil. 1889	S. E. Hassan Pacha, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	N°. 32. A délégué M. Elias Lamroud, drogman de l'Agence Consulaire des É. U. d'Amérique aux fins d'assister aux séances du tribunal qui sera chargé de statuer sur la cause intentée par consul Poche contre <i>mawalis</i> « Hussein-el-Daoud & ses compagnons. » Prière communiquer Cour judiciaire.
3		N°. 33. Document écrit en turc ottoman.
4		N°. 34. Document écrit en turc ottoman.
5		N°. 35-36. Deux documents écrits en turc ottoman.
6		N°. 37. Document écrit en turc ottoman.
7		N°. 38. Document écrit en turc ottoman.
8 13 janv. 1890	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Réponse circulaire adressée date 14 Rabi II 307/20 9bre 305 Sub. N° 352, fait part que Messieurs Butros Eff. Homsy et Albert Poche siégeront titre juges tribunal de commerce mixte.
9		Document écrit en turc ottoman.
10		N°. 40. Document écrit en turc ottoman.
11		N°. 41. Document écrit en turc ottoman.
12		N°. 42. Document écrit en français. Pratiquement illisible : « tribunal correctionnel ... »
13		N°. 43. Document écrit en turc ottoman.
14		N°. 44. Document écrit en turc ottoman.
15-18 26 avril 1890	Gouvernement Général du Vilayet d'Alep	N°. 45. Forfaits commis détrimement consul Poche et ses villageois « Cheh Hussein et son frère Mohammed fils d'Ottman et Ahmed de la tribu des Medjadmés, habitants du village dit « <i>Hulfatié</i> » situé dans le Caza d'Azaz, Turkoman Nahiassi ( <i>nahiye</i> ) dépendant Caimacamats de Killis. » Auteurs des crimes condamnés par Cour mises accusation et cause portée devant Cour criminelle d'Appel depuis bientôt un an chôme sans que peine encourue ait été appliquée. Aucune suite à la plainte. Méfaits commis dans les villages de Bghédin, Glelin (Tlelin ?) et Hulfatié. Recours nouvellement Autorité Vilayet et réclamation répression immédiate ces faits criminels, arrestation coupables et « l'envoi sur les lieux d'une force suffisante pour « protéger la vie des individus en question et des biens et semailles que je possède dans cet endroit. » Urgence action prompte et énergique part Vilayet. Résumé pertes et dommages (bétail, chumbuls de blés semés, blés



		et orges déposés dans puits, tas de paille) restés à la merci des brigands. Hulfatié : liste de signataires (de Beghédin, Glelin (Tlelin ?) et Hulfatié).
19		N°. 46. Document écrit en turc ottoman.
20		N°. 47. Document écrit en turc ottoman.
21-22		N°. 48. Document écrit en turc ottoman.
23 2 juin 1889	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 49. Remise sous couvert citation incluse dépêche 10 Chawal 307/17 mai 306 N° 1003 dûment signé par M. Victor Ernst.
24-25		N°. 50. Document écrit en turc ottoman.
26		N°. 51. Document écrit en turc ottoman.
26-27 3 juil. 1890	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Soussigné Consul de Belgique, en cette résidence, déclare avoir reçu du Nazaret de la Régie Cointéressée des Tabacs de l'Empire Ottoman à Alep, une caisse contenant trois mille cinq cents cigares en franchise privilégiée sur la quantité qui lui revient du 1 <sup>er</sup> mars 1890 à fin février 1891.
28-31 ? juil. 1890	S. E. Nouri Bey, Defterdar & Gérant du Vilayet d'Alep.	N°. 52. Réponse lettre adressée 16 juin 306/11 Zilcadde 307 Sub. N°. 164, partialité déployée par gouvernants de Killis retenant en prison opprimés et laissant en liberté délinquants accusés d'actes de brigandage commis au détriment Frédéric Poche et ses paysans « sous les yeux du zaptié » à qui la garde propriétés a été confiée. Déprédations signalées au Valy, Arif Pacha par lettres 26 avril et 17 juin ; impassibilité Autorités Locale. Porté plainte depuis 15 avril contre Ahmed Effendi Muderris. Indifférence cause des derniers actes brigandage et spoliation et vol contre femme paysan Cheh Hussein, commis par paysans des Sieurs Muderris; Renouveau protestation et requête pour compensation dommages, frais et intérêts. Impunité octroyée aux délinquants Soliman et Dahoud, menaces hommes Sieurs Muderris; témoins Mohammed-el-Issé, Aly et Hassan; tous les trois moissonneurs demeurant à Cadef (?), Caza de Bab & Djeboul. »
32-33 2 août 1890	S. E. Arif Pacha Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	N°. 53. Réponse lettre adressée 10 juillet 306 N° 195, remise citation faite Messieurs V. Ernst & C <sup>ie</sup> par tribunal de commerce Alep datée 5 juillet 306 à la réclamation de Saïd Abdelcader Accad (?) contre susdits Messieurs V. Ernst & C <sup>ie</sup> . Prière transmettre citation au tribunal et faire part qu'a délégué Sieur Elias Effendi Hamroud drogman Agence Consulaire des États-Unis, à l'effet d'assister, à défaut de drogman belge, aux séances qui seront tenues pour cette affaire à la section mixte du tribunal de commerce susdit.
34 15 sept. 1890	Namet Allah Djerdji Homsy, Drogman du Consulat de Belgique à Alep.	N°. 54. Félicitations pour nomination qualité Drogman Consulat de Belgique à Alep, sur sa proposition agréée par S. A. Ministre de S. M. le Roi des Belges résidant à Constantinople.
35 15 sept. 1890	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 55. Sous pli lettre Vizirielle reconnaissant Monsieur Namet Allah Djerdji Homsy, qualité Drogman Consulat de Belgique à Alep. Prière décréter enregistrement cet Ordre Supérieur.

36 25 sept. 1890	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 56. Remerciements pour obligeante communication informant cas et décès choléra, journées dimanche au lundi et lundi au mardi.
37		N°. 57. Document écrit en turc ottoman.
38 7 oct. 1890	M. Le Chevalier M. Corrado, Médecin Sanitaire à Alep.	N°. 58. Réception deux circulaires adressées et remerciements sincères pour concours philanthropique et désintéressé mis à disposition des administrés relevant consulat belge d'Alep.
39 2 nov. 1890	M. Le Chevalier M. Corrado, Médecin Sanitaire à Alep.	N°. 59. Réception lettre adressée 1 <sup>er</sup> novembre faisant part réduction épidémie cholérique, à un point faisant considérer fléau comme ayant cessé d'exister. Vifs remerciements pour abnégation, zèle infatigable et intelligent déployé durant période morbide pour combattre et amoindrir effets du fléau.
40-41 18 nov. 1890	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 60. Transmission sous couvert présente lettre pétition de Mrs. Frères Poche & C°. d'Alep, faisant part envoi par maison de commerce belge caisse contenant 3 fusils de chasse, arrêtée par douane Alexandrette prétextant défense entrée armes: « Les pétitionnaires faisant remarquer que de telles armes (étant) publiquement vendues sur le marché d'Alep la prétention de la douane leur semble dès lors, mal fondée. » Prière donner ordres nécessaires Direction Douane Alexandrette pour livraison dite caisse.
42		N°. 61. Document écrit en turc ottoman.
43-44 5 fév. 1891	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 1. Mrs Butros Effendi Homsy, Albert Poche & Georges Marcopoli siégeront titre juges au tribunal de commerce Alep, section mixte. Prière faire prendre note susdit tribunal que susdits juges doivent être considérés comme permanents jusqu'à disposition ultérieure de la part du consulat de Belgique.
45 5 fév. 1891	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 2. Réponse circulaire relative faculté qu'ont les Sujets Belges de porter des armes pour leur défense personnelle. S'empresse faire part que ne saurait soumettre administrés de cet office à se conformer contenu que lorsque Légation de S. M. le Roi aura passé instructions à ce sujet. Permet toutefois de relever que application conditions auxquelles circulaire veut soumettre sujets Belges ne semble pas praticable, pour étrangers qui, en débarquant ne peuvent être munies d'un port d'armes (ni) avoir la possibilité de trouver un sujet Ottoman qui veuille se porter garant (...)
46 5 fév ? 1891	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 3. Rappel remise troisième requête d'Ahmad Maktabi, Cawas du Consulat belge [...] « qu'on ne cesse de l'appeler sous les drapeaux. Veuillez bien, Excellence, donner à qui de droit les ordres nécessaires pour que la position du susdit soit réglée comme de droit. »
47 23 mai 1891	S. E. Arif Pacha Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	N°. 4. Remise sous couvert requête Mustafa aga Catergi cawas consulat contre Sieurs Kodolian & Barker (?). Prière transmettre Tribunal de commerce « pour qu'en soit donné suite aux fins requises (et) que de droit. »
48 8 juin 1891	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 5. « Monsieur Victor Ernst; négociant Belge, se rendant aujourd'hui à neuf heures à la turque à Killis & Aïntab, je viens prier V. E. de vouloir bien donner les ordres nécessaires pour qu'il soit accompagné par un Gendarme. »



49 8 juin 1891	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 6. Remise sous couvert présente pétition Moustafa Agha Katerdji, Cawas office consulaire, prière décréter transmission au Tribunal de commerce d'Alep.
49 11 juin 1891	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 7. Remise sous couvert présente supplique d'Ahmed Mactabi, Cawas Consulat, prière transmettre à l'office respectif « pour que soit donné suite aux fins requis et que de droit. »
50-52 24 juil. 1891	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 8. Remise requête que drogman consulat M. Naoum Effendy Homsy vient d'adresser. Pétitionnaire se plaint que dispositions de la loi ont été enfreintes par un acte arbitraire ordonné et exécuté sous les yeux de V. E., « acte qui ne serait basé sur aucune procédure judiciaire ni un jugement préalablement rendu par un tribunal compétent et communiqué à la partie intéressée; suivant les dispositions des lois et ordonnances en vigueur et qui eût, dit-il, une fâcheuse conséquence. » Prière donner renseignements sur raisons ayant motivé infraction dispositions troisième et treizième paragraphe du protocole relatif à la loi du 7 Sepher 1284.
53 1 <sup>er</sup> sept. 1891	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 9. Transmission pétition Cawas Consulat Moustafa Agha Katirdji, dont veuillez en faire usage requis et que de droit. (Le document N°. 10 se trouve à la page 216.)
54 3 nov. 1891	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 11. Remise sous couvert signalement Monsieur Victor Ernst, négociant, sujet Belge, auquel veuillez délivrer un passeport (Moercel ( <i>mürsele</i> ?) teskeressi) en vertu duquel il puisse s'embarquer sans entraves à Alexandrette.
55 16 nov. 1891	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 12. Réponse lettre adressée 4 Rabi el Ahker 309/24 octobre 307 sub. N°.236, honneur retourner sous couvert présente la citation du tribunal de commerce dûment signée par Monsieur Nametallah Homsy que veuillez référer à qui de droit.
56 ? 1892	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 1. Document illisible.
57 7 avr. ? 1892	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 2. Remise pétition Messieurs Victor Ernst & C°, négociants Belges établis ville d'Alep. Prière d'en faire usage requis.
58 17 juin 1892	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 3. Prière vouloir bien munir d'une feuille de route M. Naoum Homsy, drogman privilégié de ce Consulat, qui se rend à Beyrouth en compagnie de sa famille. « Veuillez, Excellence, m'obliger en donnant ordre à la Gendarmerie de faire escorter le susdit Mr. Homsy par un ou deux gendarmes jusqu'à Alexandrette. »
59 1 <sup>er</sup> juin 1892		« Le soussigné, Consul de Belgique à Alep, prie Monsieur le Nazer de la Régie des Tabacs de ce Vilayet de vouloir bien lui faire passer en franchise de droits trois mille cinq cents cigares destinés à son usage personnel. »
60 9 juin 1892		« Le soussigné, Consul de Belgique à Alep, déclare avoir reçu du Nazaret de la Régie Cointeressée des Tabacs de l'Empire Ottoman à Alep, 3500 cigares en franchise privilégiée sur la quantité qui lui revient du 1 <sup>er</sup> mars 1892 à fin février 1893. »



61 12 juil. 1892	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 4. Remise sous couvert les feuilles de route (Murcel Teskeressi) périmés de Mrs Emmanuel de Posson & Philippe de Posson, sujets Belges que veuillez leur remplacer par d'autres pour qu'ils puissent s'embarquer sans entraves à Alexandrette.
62		N°. 5. Document écrit en turc ottoman.
63 6 août 1892	Arif Pacha Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	« Désireux de réunir et concentrer les moutons que je possède, dispersés en plusieurs mains, je viens prier V. E. de vouloir bien me munir d'un ordre au Caïmacamat de Harem (Harim?) de vouloir bien prêter au besoin et en cas de résistance à mon cawas Ahmed aga Mektébi aide et assistance pour obliger Aleni-(?)-el-Nasser de la tribu des Leheb de conduire lui-même et ses pasteurs les moutons que j'ai confiés à sa garde jusqu'aux terres que je possède à Hulfatié, village situé dans la cazas de Killis. »
64		N°. 6. Document écrit en turc ottoman.
65		Document écrit en turc ottoman.
66		Document écrit en turc ottoman.
67		Document écrit en turc ottoman.
68		N°. 8. Document écrit en turc ottoman.
69		N°. 9. Document écrit en turc ottoman.
70 7 janv. 1893	S. E. Osman Pacha, Yaver Ekrem & Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep	N°. 1. Réception lettre adressée 24 décembre 308 N°. 384 faisant part que V. E. pris rênes Gouvernement Vilayet Ose espérer que bons rapports entretenus antérieurement seront repris et continués actuellement.
70 7 fév. 1893	Maréchal Hadji Osman Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 2. Réponse lettre adressée 13 Regeb 310/19 janv. 308 N°. 413, honneur de référer au continu lettre du 2 mars 1892 par laquelle informait vilayet que les juges délégués désignés dans cette lettre devaient être considérés comme permanents jusqu'à nouvel avis de la part consul belge ; s'empresse de confirmer.
72		N°. 3. Document écrit en turc ottoman.
73 12 mai 1893	M. Chiapella, Nazir de la Régie des Tabacs à Alep.	Informe « ...qu'ayant chargé M. Ant. Mecchie (?) de me procurer 25 ocques de tabacs je vous serais obligé de vouloir bien informer le Mudiret d'Antioche d'en prendre livraison et de vous les adresser pour m'être délivrés à valoir sur ma franchise de l'année courante. »
74 20 juin 1893	Maréchal Hadji Osman Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 4. Remise sous couvert pétition de Hadj Hamdo Nanaa, Cawas Consulat, victime d'un vol de chameaux et de chevaux, « il supplie V. E. de vouloir bien la transmettre à l'Office respectif pour qu'il soit donné suite aux fins requis et que de droit. »
75 12 juil. 1893	Maréchal Hadji Osman Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 5. Remise sous couvert requête Hadj Hamdo Nanaa, Cawas Consulat et prie V. E. vouloir bien transmettre Département Compétent aux fins requis et que de droit.
76-79 14 juil. 1893	Maréchal Hadji Osman Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 6. Ouverture année prochaine Anvers Exposition Universelle patronné par le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et ville d'Anvers; prière vouloir bien informer Chambre de Commerce d'Alep de cette décision, « tout en l'invitant de vouloir bien réunir les producteurs industriels et négociants de cette ville pour les engager à prendre part à ce grand concours industriel, artistique et commercial ... » Remis pour être communiqués susdite Chambre de Commerce : Un exemplaire du Programme Général avec plans

		et annexes; Un exemplaire de la Circulaire du Comité Exécutif aux producteurs. (Document attaché : M. Guillaume Poche.)
80		N° 7. Document écrit en turc ottoman.
81-82 5 sept. 1893		« Le soussigné, Consul de Belgique à Alep, déclare avoir reçu du Nazaret de la Régie co-intéressée des Tabacs de l'Empire Ottoman à Alep, 1050 cigares en franchise privilégiée sur la quantité qui lui revient du 1 <sup>er</sup> mars 1893 à fin février 1894. »
83		Document écrit en turc ottoman.
84 12 sept. 1893	Maréchal Hadji Osman Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N° 9. Remise sous couvert pétition Cawas Consulat Ahmed agha Mektabi par laquelle expose que « le fisc lui réclame le remboursement de l'impôt « Cerventech » duquel il est exempt comme cawas privilégié. » Prière donner ordre à qui il appartient d'enrayer des registres du fisc cette réclamation ...
85		N° 10. Document écrit en turc ottoman.
86		N° 11. Document écrit en turc ottoman.
87-88 20 nov. 1893	Maréchal Hadji Osman Pacha, Yaver Ekrem et Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N° 12. Réponse lettre adressée 3/15 novembre 309 N° 316 relative agression exercée par Hussein el Ali qui a tenté de s'emparer du moulin appartenant consul Poche et sis à Ain el Beida près de Bab. Réitération remerciements les plus sincères « pour l'énergique assistance que [V. E.] a bien voulu m'accorder », faisant rentrer consul Poche dans jouissance de ses droits ayant ordonné « que des garanties soient prises par la police pour [le] mettre à l'abri de toute nouvelle tentative [sic] offensive de la part du susdit Hussein el Ali et de ses aides. »
89 20 nov. 1893	M. Chiapella, Nazir de la Régie co-intéressée des tabacs de l'Empire Ottoman à Alep.	A chargé M. le Procureur de Bjommar (?) de procurer vingt ocques de tabacs; serait obligé vouloir bien informer Nazaret de Beyrouth d'en prendre livraison et adresser Régie d'Alep pour être délivrées à valoir sur franchise année courante.
90-91 23 nov. 1893	Maréchal Hadji Osman Pacha, Yaver Ekrem et Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N° 13. Réponse dépêche adressée date 6/18 C. 309. 7 Gemaz-el-ewel 311 Sub. N° 317 relative Exposition Universelle s'ouvrira Anvers mai 1894 sous haut patronage S. M. Roi des Belges. Remerciements pour instructions données Chambre de Commerce d'Alep invitant réunir membres séance extraordinaire à laquelle a eu l'honneur d'assister, « pour délibérer avec les principaux industriels et les commerçants de cette ville de l'opportunité de prendre une part active à ce grand concours. » Avis affiché Alep pour informer le public et l'engager à profiter de l'occasion offerte, l'invitant à se mettre en relation avec consulat belge pour tous renseignements. Part active prise par Gouverneur dans développement relations commerciales avec Belgique.
92 7 déc. 1893	Maréchal Hadji Osman Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N° 14. Remise sous pli pétition cawas Consulat Hadji Hamdo Nanaa, laquelle prie vouloir donner cours légal. Acte plaint par susdit cawas constituerait violation domicile exercée par délégués Régie et par officiers ayant pénétré dans boutique sans assistance officier délégué par Consulat.
93-94 12 déc. 1893	Maréchal Hadji Osman Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N° 15. Document pratiquement illisible.



95 26 fév. 1894	M. Ezra Gabbey, Consul de Perse à Alep.	Réponse lettre 18/25 C <sup>l</sup> . faisant part nomination poste Consul S. M. le Chah de Perse à Alep, sincères félicitations. Certain que bonnes et cordiales relations personnelles seront gage de bonne entente dans l'échange de relations officielles.
96-97 1 <sup>er</sup> mai 1894		Soussigné Consul Belgique Alep prie Nazir Régie Tabacs Vilayet Alep faire passer en franchise de droits 2200 cigares destinés usage personnel. Réception du Nazaret de la Régie des Tabacs de l'Empire Ottoman à Alep 2200 cigares en franchise privilégiée sur la quantité qui lui revient du 1 <sup>er</sup> mars 1894 à fin février 1895.
98-99 16 juin 1894	M. J. Bertrand, Consul d'Autriche Hongrie à Alep.	Réception lettre adressée 15 juin, pris possession Office Consulaire impérial d'Autriche-Hongrie, érigé en Consulat effectif, appelé occuper. Rien ne sera négligé pour maintenir toujours vivantes bonnes et anciennes relations personnelles.
100-105 8 août 1890	M. Guillaume, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 15, Confidentielle. Critique du gouverneur actuel Arif Pacha, ne fait qu'approfondir abîme creusé par son prédécesseur Hassan Pacha. Relâchement fibre du gouvernement ; accroissement insécurité routes principales infestées de brigands ; insubordination gouvernés et gouvernants des Cazas, Caimacamats, et Moutessarifat, vénalité administration judiciaire : « la prépondérance réacquise par les notables du Vilayet qui en s'érigeant en petits potentats, créent dans le gouvernement des gouvernements... » Nouvelles colportées, apparences séditeuses manifestées part des Montagnards Zeitoniens, Arméno Grégoriens, « qui ont déclaré aux autorités de Marache qu'ils étaient dans l'impossibilité de pouvoir payer les impôts. » Montagnards, armés de fusils Martini, « qu'on chiffre au nombre de six cents [...] les achetant aux soldats qui les volaient du dépôt Militaire de Marache; parcourent leur montagne en compromettant la sécurité des passants. » Situation à Orfa, manifestation 14 juin et menace insurrection ; colère populaire : « Une foule d'environ deux mille personnes fermant toutes les boutiques et portes du bazar s'est transportée en masse au palais du gouvernement vociférant et proférant de violentes injures et menaces de mort contre le Moutessarrif. » Troupe arrêté manifestants porte du sérail ; plusieurs arrestations parmi notables ; individus envoyés Alep, sous surveillance police. Disparition complète toute ombre d'Autorité Alep ; six assassinats perpétrés durant semaine. Bagarres jeunes gens dans les rues, intervention patrouille gendarmes. Intervention Général Division avec garnison, plusieurs arrestations. Mauvais état affaires Régie ; incurie et faiblesse du Gouvernement depuis Hassan Pacha (contrairement aux recettes gouvernement Djémil Pacha), tabac contrebande vendu publiquement. Souffle de fanatisme religieux sphères gouvernementales, nombre apostasies considérablement accru depuis quelque temps.
106-107 ? sept. 1890	M. de Borchgrave, Env. Extraord. et Ministre Plénipot. de Belgique à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 16. A remis à la poste adresse Prince de Chimay, Ministre Affaires Étrangères à Bruxelles. Remise dépêche ci-jointe portant même adresse, spécimen matière tombée dans une partie du Vilayet de Diarbékir dans conditions relatées dans lettre en question. Prie vouloir faire parvenir envoi au Ministre.



108-109 11 sept. 1890	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 17. Remise ci-joint copie office 13 juin. Réitère instances respectueuses pour ordre viziriel nomination Sieur Homsy poste Drogman Consulat : « ... la maison V. Ernst & Co. se trouvant en procès avec un sujet Ottoman et la question devant se juger au tribunal de commerce; l'assistance du Drogman devient une nécessité... »
110 18 sept. 1890	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 18. Remise sous couvert dépêche adressée S. A. Le Prince de Chimay, Ministre des Affaires Étrangères dans laquelle expose situation sanitaire province d'Alep. Prière prendre connaissance et faire parvenir S. A.
111 18 sept. 1890	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 19. Réception dépêche adressée date 27 août Sub N <sup>o</sup> . 473 contenant lettre Vizirienne reconnaissant M. Namet Allah Djerdji Homsy qualité drogman Consulat. Remercie V. E. avoir voulu accéder prière permis de faire à ce sujet.
112-114 18 sept. 1890	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 20. Frédéric Poche, propriétaire d'un immeuble vakıf : « ...étant propriétaire d'un immeuble Wakouf ; dont la jouissance avait été anciennement concédée en vertu titre d'un titre dit "Racabié" ou "Moursad"/Hypothèque conditionnée. Ce titre en vertu duquel depuis un temps immémorial les sujets étrangers devenaient les concessionnaires de la jouissance d'immeubles, dégradés ou en pleine ruine, appartenants à un "Wakouf" quelconque, qu'ils restauraient ou reconstruisaient, et en disposaient à leur guise en payant une redevance annuelle au Wakouf et les impôts fonciers. » Question immobilière : « Le "Moutewalli" du "Wakouf" auquel appartient l'immeuble duquel je dispose dans le but de s'en emparer et se soustraire au remboursement des frais d'entretien et de constructions accumulés depuis presque quarante ans, m'attaqua par devant du "Mehkémé" (Tribunal Chéri). Le juge "Cadi", sans égard aux dispositions de la loi du 7 Sepher 1284, ni au protocole y relatif, ni à ma qualité de Consul, et sans user d'aucune forme courtoise m'adressa, coup sur coup, deux citations par l'entremise d'un "Yasakdgi" (huissier). » Question ressort tribunaux civils, responsabilité Vilayet de communiquer consul les citations qui émaneraient d'un tribunal compétent; « ...à ces objections le Cadi me menaça déclarant que se traitant d'une question immobilière il ne devait aucun égard à ma qualité de Consul ni d'étranger. » Demande conseil pour la conduite à adopter pour la suite des choses.
115 17 oct. 1890	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 21. Réception lettre 25 septembre Sub N <sup>o</sup> . 540, contenu bienveillant excite remerciements plus sincères. Inclus sous couvert lettre Monsieur Prince Chimay, prière prendre connaissance et lui adresser.
116-118 24 oct. 1890	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 22. Craintes exprimées rapport 8 Août, état précaire montagne Zeitoun et du désert se sont malheureusement réalisées : « Les Zeitouniens tracassés à payer les impôts ont déployé l'étendard de la révolte. » Un bataillon d'infanterie, un de cavalerie, dirigés sur Zeitoun, suite assassinat gendarme soupçonné d'espionnage. Sécurité des routes dans cette partie du Vilayet gravement compromise, par ces montagnards et par « les circassiens qui hantent ces lieux. » Désert : situation n'est pas meilleure ;

		caravane Bagdad-Damas (300 chameaux) a été attaquée & pillée. Propagation du choléra dans presque tout le vilayet, mais semble entré dans une période décroissance Alep. « Le Vilayet de Syrie vient d'être contaminé par l'apparition de l'épidémie à Hama et même à Tripoli. »
119-120 13 nov. 1890	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 23. Réception dépêche datée 21 octobre N°. 597. Résultat démarches faites sujet plainte objet lettre 18 sept. : incontestable que plainte du ressort tribunaux locaux, toutefois, « ...s'agissant d'une cause entre musulman et chrétien le procès devrait commencer au tribunal de première instance et non d'emblée au tribunal "Chéri". » Jusqu'ici a été d'usage d'adresser consul citation par l'entremise du Valy qui par lettre notifie, invitant vouloir comparaître ou faire représenter; plainte manquement déférence. Prière vouloir obtenir ordre viziriel, enjoignant Valy inviter présidents tribunaux adresser aux consuls citations entremise Vilayet, même pour causes relatives biens immeubles.
121-122 5 déc. 1890	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 24. Suite rapport 24 octobre, situation Zeitoun inchangée; destitution Moutessarif et Caïmacam Marache, S. P. semble avoir désapprouvé conduite deux fonctionnaires. Huit cents « Rédifs » pris leur quartier d'hiver dans les maisons chrétiennes bourg Marache. Arrestations continuelles dans toute cette région : « Ces mêmes nouvelles disent que journellement quinze à vingt-sept personnes sont internées dans les prisons de Marache et que l'Archevêque Arménien de Zeitoun, Mgr. Garabet, se trouve écroué dans la prison des condamnés à mort de cette ville. » Surveillance des correspondances et refoulement des voyageurs. Nouvelle du changement de valy Alep accueillie avec bonheur par la population et confirmation attendue avec anxiété.
123-124 2 janv. 1891	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 1. Informe que M. Deville de Spa, Belgique, avait envoyé à titre d'échantillons le 17 juin 1890 à Mrs. Frères Poche & C°. d'Alep caisse contenant trois fusils de chasse, interceptée par douane sous prétexte qu'entrée des armes était défendue. A soumis pétition au Valy Arif Pacha, « ...le priant de me munir d'un ordre à la douane d'Alexandrette pour que cette caisse soit livrée aux destinataires, aucune loi n'empêchant l'entrée des fusils de chasse qui se rendent publiquement dans les bazars d'Alep. » Démarches suivies restées stériles, recours V. E., prière vouloir faire donner ordres à douane d'Alexandrette enjoignant remettre cette caisse susdite firme.
125-126 13 fév. 1891	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 2. Circulaire Gouverneur Général province Alep 4 janvier 306 V 405, tout en reconnaissant implicitement sujets belges droit porter armes pour défense personnelle invite cet office à les soumettre : 1° à l'obligation de se munir d'un port d'armes 2° à celle de fournir un garant ottoman. Deux conditions qui ne peuvent être mises en pratique. Remise ci-jointe copie réponse adressée au Valy « ...pour enlever tout prétexte ou velléité aux Autorités Locales de se prévaloir de cette circulaire pour vexer les Administrés de cet office... »
127-128 8 mai	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 3. Remise copie office 2 janvier réitérant respectueusement prière vouloir bien munir ordre sollicité devant autoriser les requérants à récupérer caisse fusils supposée arbitrairement arrêtée



1891		à la douane d'Alexandrette. Remise sous couvert volant, rapport destiné ministre Affaires étrangères relatif situation récoltes. Situation administrative province Alep, vénalité cynique des tribunaux, de la police, de la gendarmerie et affaiblissement croissant du nerf gouvernemental, effacement complet prestige Valy Arif Pacha. Position difficile pour étrangers possesseurs d'immeubles et terres.
129-130 4 juil. 1891	M. de Borchgrave, à Constantinople.	Nº. 4. Remise sous cachet volant dépêche intention Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères, signalant apparition choléra, tant à Alep que dans certains environs : « La panique est générale et les affaires déjà en souffrance sont toutes arrêtées. »
131-132 30 juil. 1891	M. de Borchgrave, à Constantinople.	Nº. 5. Réception dépêche 16 juin Nº 233 au sujet interdiction en vigueur depuis le 2 avril 1887, Sublime Porte avait fait connaître Légation belge qu'importation d'armes de chasse dans Vilayet d'Alep était défendue ; ignorait défense, faute réception circulaire, qui semble n'avoir pas été sérieusement observée : « D'ailleurs, elle ne pourrait l'être : les fusils pouvant venir par terre des autres Vilayets. C'est ainsi que ce commerce n'a pas cessé d'exister. » Remerciements pour démarches faites à cet égard; remise copie lettre reçue du Valy informant des pourparlers en cours entre Direction des Contributions Indirectes et Ministère Affaires étrangères au sujet de ces trois fusils, « la Douane d'Alexandrette se réserve de se conformer aux ordres supérieurs aussitôt qu'elle recevra à ce sujet les instructions définitives. »
133 30 juil. 1891	M. de Borchgrave, à Constantinople.	Nº. 6. Réception lettre adressée et texte instructions adressées par Sublime Porte aux Autorités Provinciales concernant nouveau cérémonial à observer à l'égard des Agents étrangers auquel ne manquera pas conformer.
134-139 31 juil. 1891	M. de Borchgrave, à Constantinople.	Nº. 7. Remise sous couvert pétition drogman consulat belge M. Naoum Homsy par laquelle informe « qu'ayant donné principe à une construction qui devait unir les deux maisons contiguës qu'il possède socialement avec son père, Drogman du Consulat de l'Espagne, son oncle, Drogman du Consulat d'Autriche-Hongrie et son cousin Drogman du Consulat d'Italie. » Deux maisons étant habitées pas susdits propriétaires (Faubourg « Azizié »). Valy Arif Pacha fit suspendre travaux de construction. A écrit au Valy demandant explications pour infraction dispositions du Protocole (inhérent à la loi du 7 Sepher 1284). Prière prêter bienveillant concours pour maintien principe enfreint. Collègues ont soumis cause à leurs légations respectives. <i>Annexes</i> : P. 10 pour tout le pli de cette date qui contenait aussi la lettre de S. A. de Chimay a : Pétition de Mons <sup>r</sup> . N. Homsy, datée 21 juillet 1891 b : Copie de ma lettre au Valy, datée 24 juillet 1891 c : Copie de la réponse du susdit, datée 14/26 307 d : Déclaration du D <sup>r</sup> . Zachrzewski (?)
140-144 24 oct ? 1891	S. E. M. Carton de Familleureux Chargé d'Affaires <i>ad Interim</i> de Belgique à Constantinople.	Nº. 8. Réception dépêche relative affaire drogman consulat Naoum Homsy et Valy Arif Pacha, remerciements pour bienveillant appui donné à plainte susdit cawas. Action essentiellement arbitraire du gouverneur et atteinte prestige européen, notamment consulats d'Autriche-Hongrie, d'Italie et d'Espagne représentés famille Homsy, question présente un intérêt



		vital qui réfléchit aussi sur les intérêts commerciaux. Rectification faits exposés par Valy ; construction entreprise 8 ou 10 jours avant Bayram, travaux suspendus sans concours Autorités judiciaires ou municipales alors en vacances (entre 1 <sup>er</sup> et 3 <sup>e</sup> jour Bayram), n'ont jamais communiqué moindre notification Sieurs Homsy.
145-147 6 nov. ? 1891	M. Carton de Familleureux, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 9. Demande de congé de six mois, cas d'urgence absolue (raisons de santé obligeant de quitter cette ville pour se rendre en Europe dans le but de se soumettre à une cure), profitant latitude donnée par art. 22 Titre V règlements Consulaires pour solliciter congé. Consul F. Poche propose à la gérance intérimaire du consulat son frère, Albert Poche, ci-joint exemplaire signature.
148 ? nov. 1891	M. Carton de Familleureux à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 10. Réception dépêche adressée 10 octobre, contenu laquelle se conformera. Vifs remerciements pour la peine.
149-152 4 déc. 1891	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 11, Confidentielle. Querelle dans un café entre cawas consulat de France et officier gendarmerie et agent police ; arrêté, couvert de meurtrissures et traîné comme un criminel en prison. Démarches consul France auprès Valy pour relaxation et comparution devant tribunal ; n'a pu obtenir moindre concession ; transfert cawas des prisons civiles à celles de la caserne. Atteinte aux dispositions des traités et effet regrettable pour prestige européen, « unique rempart dans les pays éloignés du littoral. » Souffle antieuropéen et antichrétien ; blasphèmes courants contre croix et foi chrétienne ; accusations blasphème foi musulmane. Femme classe moyenne, originaire d'Alep et habitant Alexandrette, et négociant Alépin domicilié Malatia gisent en prison. Accusations apparemment fausses ; effets fanatisme outré manifesté depuis quelque temps.
153-154. 5 déc. 1891	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 12. Remerciements réitérés pour adhésion prière, accordant par télégramme congé que consul s'était permis de solliciter. Départ retardé par chute de la mère du consul, âgée de 88 ans, mettant ses jours en danger imminent. Ne peut s'éloigner d'Alep pour moment.
155-156 5 déc. 1891	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 13. Remise sous cachet volant dépêche adresse S. A. Monsieur Prince de Chimay, prière transmettre après lecture ; « La maison citée dans ma susdite dépêche étant plus connue à Constantinople qu'ici, j'ose prier humblement V. E. de vouloir bien joindre, si Elle le croit nécessaire, aux renseignements que je donne ceux que je ne puis connaître. »
157-161 21 déc. 1891	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 14, Confidentielle. Suite rapport confidentiel 4 décembre 1891, N <sup>o</sup> 11 ; suite ordres successifs donnés au Valy par la S. P. O., remis hier consulat de France le cawas arrêté. Destitution Cadri Effendi, chef commissaire police, souhaite général honnêtes habitants Alep. Combat fronde entre gamins musulmans et chrétiens, auquel gendarmerie et soldats se sont mêlés ; plus de 200 chrétiens inhumainement traités, conduits prison. Clameurs et vociférations contre la foi chrétienne. Justice expéditive, notable famille chrétienne ; ordre de Constantinople enjoignant Valy démettre, arrêter, mettre au secret et faire juger Sieur Gabriel Dallal, employé bureau académique Vilayet ; accusation

		publication quinze ans auparavant poème langue arabe contre hôtel et trône; condamné deux ans prison par cour criminelle première instance. Patriarche Gréco catholique résident actuellement Alexandrie (Égypte) implore grâce de S. M. Sultan. Insécurité et exactions déplorables affligeant province d'Alep.
162-163 4 mars 1892	Frédéric Hoorickx Envoyé Extra. et Ministre Plénipot. à Constantinople	N°. 1. Réception dépêche datée 6 (?) mois passé faisant part S. M. notre Auguste Souverain a bien voulu vous nommer son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. I. le Sultan. Félicitations et honneur entrer relations officielles avec V. E. Sollicite bienveillance et indulgence.
164-165 4 mars 1892	M. de Borchgrave, à Constantinople.	N°. 2 ? Réception lettre adressée 5 mois passé informant que S. M. Auguste Roi mettant fin à la Mission en Turquie, appelé à remplir fonctions Env. Extraord. & Min. Plénipot. près la Cour de Vienne. Remerciements consul Poche pour honneur bienveillante indulgence, prière faire honneur vouloir bien conserver.
166-167 4 mars 1892	Frédéric Hoorickx à Constantinople	N°. 3. M. Yakimanski, Consul de Russie à Alep devant, en vertu d'un congé, quitter son poste pour quelques semaines, a témoigné désir de charger consul Poche de la gérance consulat Russie, durant son absence. Prière vouloir bien dire si pourrait prêter susdit Collègue service qu'il lui a rendu autrefois, en base autorisation donnée par M. Guillaume, alors chargé d'affaires <i>ad interim</i> par dépêche 22 avril 1890, Sub. N°. 198.
168-173 29 avril 1892	Frédéric Hoorickx à Constantinople	N°. 4, Confidentielle. État insécurité point culminant Vilayet Alep depuis arrivée Valy actuel S. E. Arif Pacha ; dernières quatre semaines route Alexandrette-Alep théâtre affreuses scènes vols main armée et assassinats. M. Guilois, vice-consul de France à Diarbékir, venant d'Alexandrette avec sa famille, attaqué distance huit heures Alep, enfant pris otage, puis repris par parents. Situation déplorable et désolation du Vilayet d'Alep; assassinats journaliers, tant en ville qu'extérieur. Corruption des agents de police. Sommaire des dangers auxquels intérêts individuels et commerciaux engagés province d'Alep sont exposés. Incapacité et vénalité du Valy et corruption tribunaux civils. Jouissance paisible des propriétés immobilières, régulièrement acquises ou tenues en hypothèque, compromise. Titres officiels délivrés par les bureaux compétents impudemment et impunément attaqués et invalidés, tantôt par les tribunaux « Chéri » et tantôt par tribunaux civils ou « Nizami » ; « ...un des motifs qui ont fait déprécier les propriétés rurales et foncières du tiers et de la moitié de leur valeur. » Signatures des effets de commerce régulièrement niées par débiteurs; Législation ottomane ne punissant pas de tels crimes. État d'anarchie règne dans tout le vilayet d'Alep. Intérêts commerciaux en souffrent manière très grave : « Le souhait général est de voir ce Valy changé et remplacé par un de la trempe de feu Djemil Pacha qui avait su si bien administrer cette province. » (p.169) Remise d'un rapport confidentiel à l'attention Ministre Affaires Étrangères à Bruxelles ; salutations et fin. (p.168)



174-179 25 juil. 1892	Frédéric Hoorickx à Constantinople	<p>N<sup>o</sup>. 5, Confidentielle. Suite aux rapports confidentiels 8 &amp; 24 oct. 1890 (adressés M. de Borchgrave, exposé situation administrative Vilayet) ; puis 4 &amp; 21 déc. 1891 (traitements barbares infligés cawas Consulat de France par agents police bravant impudemment traités et capitulations) ; rapport 29 avril 1892 N<sup>o</sup>. 4 (incident Guillois, vice-consul France Diarbekir attaqué et détroussé route Alep-Alexandrette ; brigands apparemment poursuivis pas atteints) ; gouvernement Français n'a obtenu aucune satisfaction ostensible du chef de ces offenses.</p> <p>Télégramme d'Aintab (Vilayet d'Alep) vendredi 8 juillet annonçant au Consul de France de cette ville l'attaque contre vice-consul Aintab, M. Sumaripa, gravement insulté, violemment battu, blessé par des officiers Ottomans et certains notables du pays. Jeune fille qui le surchargea d'invectives. Dizaine de personnes se ruèrent sur cawas, qui défendait son maître ; vice- consul jeté par terre et menacé de mort. Ordre reçu ambassade par M. Gilbert (Consul de France, Alep) ouvrir enquête conjointement avec secrétaire Vilayet (Mektubgi effendi) ; commandant militaire expédié <i>ad hoc</i> par Vilayet d'Adana. Fonctionnaires civils et militaires ont interrompu leurs relations avec tout ce qui appartient à l'élément européen : « Des processions religieuses avec mises en scène à grand effet circulent en ville : bannière et tambours en tête, accompagné de hurleurs, de convulsionnaires et de jongleurs percés de dards, excitant par ces parades le fanatisme; en un mot toutes les manifestations qui ont précédé les massacres d'Alep en 1850, la guerre de Crimée, les massacres de Damas et la dernière guerre Turco Russe réapparaissent actuellement. On dirait même qu'un souffle hostile à l'élément étranger traverse l'air et semble viser d'une manière particulière la France et les Français tant ici que dans d'autres parties de la Syrie. »</p>
180-183 18 août 1892	Frédéric Hoorickx à Constantinople	<p>N<sup>o</sup>. 6. Suite rapport 25 juillet incident fâcheux survenu Aintab avec vice-consul France eu meilleure conclusion qui pouvait s'attendre grâce énergie déployée par ambassade de France à Constantinople. Réparation obtenue a été complète : Caïmacam s'est rendu officiellement auprès de M. Gilbert lui exprimant les regrets de son gouvernement : « Cette satisfaction a relevé le moral abattu des sujets étrangers et des chrétiens demeurant à Aintab. » Nouvelle indemnité de 50 m. francs accordée à M. Guillois, vice-consul Diarbekir et annonce départ de Constantinople pour Alep du cawas du Consulat de France d'Alep, reprendra ses fonctions : « Puisse ceci influencer aussi sur les dispositions des tribunaux si hostiles à ce même élément surtout en matière de propriétés foncières dans laquelle l'intervention consulaire est éliminée. Les titres officiels régulièrement donnés par les Autorités compétentes sont invalidés par le tribunal civil de première instance d'Alep. »</p>
184-185 12 sept. 1892	M. Carton de Familleureux à Constantinople.	<p>N<sup>o</sup>. 7. Réception lettres adressées dates 28 juillet &amp; 15 août sub. N<sup>o</sup>. 238 &amp; 260. Remise sous couvert deux lettres adresse S. E. Ministre Affaires étrangères, prière appuyer de votre haute et bienveillante recommandation objet office 24 août N<sup>o</sup>.4.</p>



186 18 déc. 1892	Frédéric Hoorickx à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 8. Vœux de bonheur occasion du nouvel an ; « Puissent mes vœux trouver grâce auprès du Seigneur en comblant tous les désirs de Votre Excellence ! »
187-189 6 janv. 1893	Frédéric Hoorickx à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 1. Soumission candidature M. Nicolas Homsy titre de drogman consulat belge d'Alep : « ... la présence d'une maison de commerce Belge dans cette ville et les intérêts commerciaux du drogman privilégié de cet office, Monsieur Naoum Homsy, nécessitant la nomination de deux délégués pour siéger au tribunal de commerce ainsi que l'assistance d'un drogman je me vois dans le cas de devoir exposer à V. E. que la nécessité d'avoir un autre drogman qui puisse selon les besoins siéger comme juge assesseur ou bien assister aux séances comme drogman se fait sentir. [...] dans le cas où la nomination d'un tel drogman entrerait dans ses vues, de vouloir bien me munir d'un ordre Viziriel au Vilayet d'Alep en faveur de Monsieur Nicolas Homsy, sujet Ottoman, négociant demeurant à Alep, appartenant à la plus notable et respectable famille chrétienne du pays. »
187-189 6 janv. 1893	Frédéric Hoorickx à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 2. Référence lettres 2 janvier, 8 mai & 4 juillet 1891, N <sup>o</sup> . 1, 3 & 4 ; caisse contenant trois fusils de chasse appartenant à Mr. F. Deville de Spa encore en souffrance douane d'Alexandrette sous prétexte que Direction Générale de Constantinople n'a donné aucune instruction pour renvoi, requise par Direction Alexandrette. Prière renouveler démarches pour obtention ordre en vertu duquel envoi caisse autre port puisse s'effectuer.
192-193 17 av. ? 1893	Frédéric Hoorickx à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 3. Réhabilitation prestige Autorité depuis arrivée et prise en main rênes Gouvernement local par Maréchal Osman Pacha, « ... grâce à l'énergie qu'il déploie en mettant chaque employé à sa place, faisant arrêter les malfaiteurs et tenant sous sa surveillance immédiate police et gendarmerie. » Espère surveillance sévère sur quelques tribunaux pour ramener confiance ébranlée du commerce ville d'Alep. Remaniement radical qui se fait surtout sentir dans le tribunal de commerce « duquel certains membres devraient être absolument expulsés pour que la justice puisse trouver une distribution équitable; expulsion qui ramènerait la confiance, si ébranlée, du commerce dans cette ville. »
194-196 31 mars 1893	Frédéric Hoorickx à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 4. Référant office 25 janvier Sub. N <sup>o</sup> . 2 relatif caisse 3 fusils chasse envoyés par M. F. Deville de Spa à Mrs. Frères Poche & C <sup>ie</sup> . à titre d'échantillons. Douane Alexandrette a déclaré récemment à Mrs. Belfante et Catoni, correspondants maison Poche qu'a eu ordre délivrer caisse conditions suivantes : 1. Retour caisse doit être fait lieu même provenance. 2. Douane exige dépôt pour valeur caisse, qui ne sera retourné qu'après production certificat attestant fusils reçus lieu origine, visé par Consulat Turquie. 3. Certificat devra être légalisé au Consulat de Turquie du lieu d'origine. Douane exige conditions qui dépassent bornes de ses droits, consistant empêcher introduction armes de chasse port Alexandrette. Ordre M. F. Deville à maison Poche frères adresser à M. A. Birche d'Alexandrie (Égypte) fusils en question. Prière vouloir bien prêter influent concours auprès autorités supérieures de Constantinople, pour que satisfaction soit

		donnée propriétaire marchandise qui se détériore. Prohibition d'entrée des armes, même de chasse, dans vilayet d'Alep n'est qu'illusoire : les fusils débarquent à Beyrouth et arrivent voie de terre en quantité considérable et se vendent publiquement dans les bazars.
197-199 17 avril 1893	Frédéric Hoorickx à Constantinople.	N°. 5. Réception lettre adressée 17 mars Sub. N°. 63 relative question citations faites directement par tribunaux locaux aux sujets étrangers en matière de propriétés immobilières et sans entremise Consulat duquel relève le sujet étranger. Système souvent cause d'abus, surtout dans sentence rendues par défaut. Souhait général de voir les dispositions étendues à toutes les causes relatives aux propriétés immobilières.
200-201 13 fév. 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 4. Identifiée « B, Affaires commerciales ». Circulaire Gouverneur Général d'Alep informant Consulat que suite disparition choléra, suppression cinq jours quarantaine imposés aux provenances d'Alexandrette. Bateaux Égyptiens compagnie Hedivié pourront arriver à Alep sans retard, comme par le passé.
202-204 16 mars 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Lisibilité réduite. Remise sous couvert État des débours en remplacement du précédent dans lequel a ajouté bonne main deux Cawas Office consulaire. Tableau nature dépenses; Frais de Kawas.
205-208 6 mai 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 6, Id. B, Affaires commerciales. Continuité des pluies hivernales et sécheresses printemps, récoltes mauvaises parties sud et est vilayet d'Alep, moyennes pour parties nord et ouest. Abondante éclosion sauterelles, grande étendue champs dévorée, hausse prix du blé. Orge pour la fabrication de la bière exportée sur échelle assez importante ; prix ne conviennent malheureusement plus exportation. Inertie et négligence autorités pour destruction sauterelles (pas fait ramasser les œufs déposés par les sauterelles dans les terres en friches voisines des champs, criquet plus nuisible état insecte rampant que volant) ; dépense inutile 5000 livres turques dépensées trop tard pour combattre l'invasion (argent venu de Constantinople et d'une taxe levée localement). Récoltes compromises ; influence sur situation générale des affaires, réduction revenus du fisc.
209-210 4 juillet 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 7, Id. B, Affaires commerciales. Signalement depuis trois à quatre semaines d'apparition épidémie cholériforme signalée différents points plaine Amouk s'étendant jusqu'au village nommé Killi (?) situé entre Alep et Alexandrette. Commission médicale envoyée sur les lieux n'a pu mettre d'accord sur caractère maladie malheureusement manifestée dans d'autres points et venant éclater Alep aussi : « D'Antioche on signale un seul cas, comme aussi de Mardin en Mésopotamie. À la suite du fâcheux retour de cette épidémie une quarantaine de dix jours a été établie sur les provenances du port d'Alexandrette ce qui a déterminé la compagnie des Messageries Maritimes à ne plus faire escale à Alexandrette. »
211 4 juillet 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 8, Id. B, Affaires commerciales. Remerciements lettre adressée par Département V. A. 11 mai Direction G. N°.9522 N°. d'ordre 3 et versement fondé de pouvoirs somme de Frs. 46,37.



212-214 28 juil. 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 9, Id. B, Affaires commerciales. Suite rapport 4 juillet (Id. B, Affaires commerciales, N° d'ordre 7) épidémie cholérique développée à Alep, et villages sud-ouest et ouest : « ...état déplorable de malpropreté dans lequel se trouve la ville à laquelle font complètement défaut les mesures désinfectantes & hygiéniques qui se prennent en pareille circonstance. » Situation commerciale continue être mauvaise, atteinte par panique qui règne et arrête toutes les transactions. Récolte médiocre de blé ravagée par sauterelles; défaut exportations. Mauvais rendement orges, daris, sésame; coton, vignes, figuiers et oliviers endommagés par sauterelles dans certaines localités. Situation précaire, province qui se meurt d'anémie d'affaires.
215 13 nov. 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 10, Id. B, Affaires commerciales. Réception dépêche adressée 18 août Direction C. <sup>2</sup> N° 16.688 N° d'ordre 4, conformant contenu, s'est empressé afficher dans chancellerie du consulat avis qui y était annexé : « Je ne manquerai pas aussi de m'inspirer de l'esprit dans lequel cette dépêche est rédigée qui autorise la remise des droits fixés pour la délivrance ou le visa des certificats d'immatriculation aux personnes peu aisées. »
216 27 oct. 1891		N° 10 (Suite page 53 du registre). Remise sous couvert présente pétition Mr. Namatalla Homsy, drogman office consulaire belge, prière faire usage requis et que de droit.
217-219 13 nov. 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 11, Id. B, Affaires commerciales. Suite rapport 28 juillet N° d'ordre 9 sur situation récolte céréales vilayet d'Alep ; rendements avérés beaucoup plus inférieurs qu'estimation. Exportation des blés, orges et daris d'Alep et de ses environs les plus éloignés des ports d'embarquement, Alexandrette et Souédieh, complètement paralysée par hausse des prix. Interruption communications maritimes avec port Alexandrette, considéré contaminé, valu ville Alep activité affaires importation. Menace sécheresse et sauterelles pour récoltes prochaines, œufs déposés sur vaste territoire vilayet d'Alep et vilayet Diarbékir. Perte de valeur des immeubles villes et campagnes, insécurité dans tout le pays.
220-223 5 déc. 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 12, Id. B, Affaires commerciales. Réponse dépêche adressée 13 novembre Direction B/L N° 4/103 N° d'ordre 5, aucune maison ne fait Alep commerce opium. Plutôt ville Malatia, Moutessarrifat Malatia, dans Vilayet Namouret-el-Aziz, centre production cette matière narcotique, dont deux tiers achetés sur place par maison Séropi & Serkis Gulbenkian de Constantinople par entremise agent Hadji Pacha de Malatia faisant expédition tantôt par voie Alexandrette, tantôt voie Samsoum. Production Adi-Yamen de Béhesné, petites villes comprises susdit Moutessarrifat, et de Nizib, gros bourg Vilayet Alep, aussi acheté pour deux tiers par maison Gulbenkian, restant expédié Constantinople par voie Alexandrette. Quantités récoltées et prix; frais emballage, commission d'achat et transport.
224-226 31 déc. 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 13, Id. C, Affaires de Chancellerie, 2 annexes en double expédition. Remise double copie certificats de Publication de mariage et de l'État civil, clos au 31 décembre 1891. Vœux respectueux pour renouvellement de l'année. Joint 2 certificats



		négatifs (date 20 février 1886, 1 ¾ feuillets disponibles).
227-228 31 déc. 1891	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 14, Id. C, Affaires de Chancellerie, 1 annexe en double expédition. Remise sous couvert État débours Consulat année 1891, s'élevant somme Fr. 72.40. Remerciements pour versements faits mandataires durant exercice relatifs frais du Cawas. Tableau nature dépenses : Bonne main aux deux cawas consulat pour jour de l'an ; Bonne main Conak pour jour de l'an ; Affranchissement de lettres.
229 8 mars 1892	Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 1, Id. C, Affaires de Chancellerie. Réception lettre adressée 29 janvier Direction G. N°.9522 N°. d'ordre 1 informant compte annexé lettre 31 déc. 1891 liquidé à Frs. 72.42 et somme versée fondé de pouvoirs.
230 25 avril 1892	Ministre des Affaires étrangères <i>ad interim</i> à Bruxelles.	N°. 2. Réception lettre adressée date 29 mars D <sup>on</sup> . B/F. N°. d'ordre 4 faisant part douloureuse nouvelle décès S. A. le Prince de Chimay, Ministre des Affaires étrangères.
231-232 13 juil. 1892	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 3. Récoltes froment sur les haies considérée pour bonne; dégâts partiels faits par sauterelles, criquets ravagé légumes endommageant cotons et sésames. Baisse sur les blés, récolte bonne Mésopotamie et toute Syrie, souhait voir exportation reprendre; orge abondante et espoir bonne récolte maïs blanc (dari) : « La baisse sur les blés devra arriver forcément, la récolte ayant été bonne en Mésopotamie et dans toute la Syrie, aussi le souhait général est celui de voir l'exportation reprendre son essor et amener un peu d'aisance dans un pays qui se meurt d'inanition. » Sauterelles récemment déposés œufs vaste étendue territoire Vilayet, ensemencements seront faits sur échelle réduite.
233-236 24 août ? 1892	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 3. Réponse lettre adressée 25 juillet ; aucun cas choléra ou autre maladie épidémique constaté durant cette année, pays encore privé de toute institution scientifique ou organisation quelconque à laquelle puisse recourir, seule ressource à portée brochure publiée par le Dr. Michel Corrado, Médecin Sanitaire Vilayet d'Alep, décembre 1890 dont soumis trois copies. Peuvent attirer attention Autorités Sanitaires du Royaume et peut-être utile au cas où Choléra venait à envahir la Belgique. En récompense services rendus par le Dr. Frédéric Forenz, sujet Allemand, & le Dr. Michel Corrado, sujet Italien, auteur brochure, durant deux dernières épidémies cholériques qui ont sévi à Alep, Gouvernement Français conféré chacun d'eux médaille d'honneur, conduite abnégation et sacrifice. Mention particulière Dr. Forenz, mis à disposition du consulat belge pour assister sans rétribution tous les cholériques indigents désignés par consulat, fit de même pour tous les pauvres qui eurent recours à lui. Sollicitations pour obtention du Gouvernement de S. M. le Roi une récompense honorifique aux deux susdits médecins, ou au moins au Dr. Forenz Frédéric.
237-240 28 août 1892	S. E. M. le Ministre <i>ad interim</i> des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 5, Id. B, Affaires commerciales. Suite rapport 13 juillet N°. d'ordre 3 ; désappointement général au battage des blés ; rendements presque partout mauvais. Prix resteront soutenus, exportation ne trouvera aucun aliment. Mauvaises nouvelles Mossoul ; régions Diarbékir et Mardin appelées à alimenter partie Mésopotamie. Récoltes Hama et Orfa à peine suffisantes besoins

		locaux ; blés Kandahar (Afghanistan), réputés hâtifs tige coriace, donné aucun rendement voire même semailles perdues. Rendements agricoles assez faibles maintenant prix à la hausse et rendant pratiquement impossible l'exportation. Récolte Daris (maïs blanc) promet abondance ; orges presque tous dévorés par sauterelles, pays serait par conséquent ravagé par fléau pour septième année. Exportations et commerce entravé par parachèvement inachevé de la route entre Alep et Alexandrette.
241 8 déc. 1892	Ministre Affaires étrangères Bruxelles.	Télégramme : « Monsieur Victor Ernst prie intercéder auprès Votre Excellence vouloir bien m'autoriser faire les publications son mariage attendant arrivée pièces à produire. Poche. »
242 9 déc. 1892	S. E. M. le Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 6, Id. C, Affaires de Chancellerie. Réception lettre adressée 2 novembre Direction B N <sup>o</sup> . 605 Sub. N <sup>o</sup> . d'ordre 8 faisant part S. M. le Roi daigné conférer V. E. direction ministère Affaires étrangères. Respectueuses félicitations, implore avec instance indulgente bienveillance de V. E.
243-245 9 déc. 1892	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 8, Id. B, Affaires commerciales. Réception lettre adressée 24 novembre Direction B/S (?) N <sup>o</sup> . 433/650 N <sup>o</sup> . d'ordre 9, maisons principales s'occupant exportation bois de réglisse, exclusivement ne touchant à aucun autre article sont : Stamford Manufacturing C <sup>y</sup> . de Stamford, dont siège à New York. E. U. d'A. et possède une agence à Alexandrette dont le représentant est Mr. Daniel Walker. Mess <sup>rs</sup> . Mac Andrews & Forbes de Smyrne, également représentée Alexandrette par Mr. N. Fotinachi (?). Mess <sup>rs</sup> . Dwek Frères d'Antioche ; « Quant aux maisons dont le siège est à Alep, qui s'occupent en général de tous les articles d'exportation, y compris les sésames, cotons et réglisses, je puis citer à V. E. les suivantes : Mrs Frères Poche & C, Mrs V. Marcopoli & C, Mrs Zollinger & C, Mrs Lütticke & C, M. R. Gazalé.
246-248 9 déc. 1892	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 7. Réception lettre adressée 7 novembre Direction C <sup>2</sup> . N <sup>os</sup> . 23000 N <sup>os</sup> . d'ordre 7. rappelant dépêche 11 mars 1886 D <sup>on</sup> . C N <sup>o</sup> . 9548 C, confirmant autorisation octroyée consuls de célébrer les mariages entre Belges et étrangers. A donné connaissance à M. Victor Ernst tout en remettant deux timbres qui y étaient annexés. Pièces à produire avant publications et célébration mariage réclamées par V. E. à M. M. les Bourgmestres et Échevin de Verviers pour revêtir légalisations nécessaires. Prié intercéder auprès V. E. voie télégraphique vouloir bien autoriser faire publications mariage en attendant arrivée pièces en question ; télégramme hier.
249-250 18 déc. 1892	Comte Mérode Westerloo, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 9. Honneur d'offrir respectueusement, occasion nouvel an, humble expression vœux bonheur : « Puissent mes vœux trouver grâce auprès du Seigneur en comblant tous les désirs de Votre Excellence ! »
251 30 déc. 1892	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 10, Id. C, Affaires de Chancellerie (2 Annexes). Remise sous couvert : 1. Extrait des actes de première et seconde publication du Mariage de M. Victor Guillaume Joseph Ernst et de Mademoiselle Marie, Charlotte, Joséphine, Philippine, Hédwige Villecroze. 2. Extrait du contrat de Mariage des susdits dressé chancellerie consulat 27 décembre. 3. Extrait acte de mariage célébré



		également chancellerie consulat 28 décembre. Registres et pièces produites par époux susnommés seront adressés V. E. plus tôt possible.
252-253 4 janv. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 1, Id. C, Affaires de Chancellerie (2 Annexes). Suite télégramme de V. E. 10 décembre et lettre adressée 13 décembre 1892 Direction C <sup>2</sup> . N <sup>o</sup> .23100 N <sup>o</sup> . d'ordre 10 renfermant quatre pièces nécessaires célébration mariage projeté entre M. Victor Ernst et Mademoiselle Hedwige Villecroze. Susdite lettre parvenue veille mariage (célébré le 28 déc.). En remboursement litige porté connaissance par V. E., empressé informer Comptoir d'Escompte de Bruxelles de tenir à disposition Département de V. E. la somme de 8 francs.
254	Consul belge Frédéric Poche à Alep.	2 télégrammes : 1. (Bruxelles, Le 27/12. 1892) : « Pièces Ersnt régulièrement légalisées expédiées treize courant arriveront vers deux Janvier si aucune empêchement légal concernant future. Pouvez apprécier s'il y a lieu de célébrer mariage immédiatement conformément à article seize loi 31 décembre 1851. Merode » 2. (Bruxelles, 10/12. 1892) : « Pouvez publier mariage Ernst lettre suit. Merod. »
255-257 13 janv. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2, Id. C, Affaires de Chancellerie. Remise sous couvert État débours faits année 1892, s'élevant somme Frs. 70.10 et description dans tableau annexe. Minutes des actes de l'État civil ne donnant lieu à aucune perception, prière dire si même de celles des conventions matrimoniales. Prière indiquer si doit réclamer susdit M. Ernst droits établis par Art. 20 rubrique Actes de l'État civil à titre droits relatifs aux affiches de publication de mariage et de l'Acte de mariage faits au Département V.E.
258-259 13 janv. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3, Id. C, Affaires de Chancellerie. Suite lettre 30 décembre 1892 Sub : N <sup>o</sup> .10, remise sous couvert originaux suivantes pièces produites par M. Victor Ernst et Mlle. Hedwige Villecroze occasion mariage : a) Acte de naissance M. Victor Ernst b) Certificat par lequel considéré avoir satisfait aux obligations de la milice c) Acte consentement des père et mère du susdit d) Acte de publication de mariage délivré par l'Échevin d'Andrimont e) Acte de naissance de Mlle Hedwige Villecroze f) Acte consentement des père et mère de la même g) Certificat publications mariages faites Chancellerie Consulat de France à Alep. Sous même couvert : 1. Un registre aux actes de l'État civil 2. Un registre aux actes de publications de Mariage 3. Un registre répertoire des actes et contrats du Ministère des Notaires, tous les trois dûment clôturés. 4. Copie certifiée article mentionné dans répertoire date 3 nov. 1891.
260-261 16 janv. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4, Id. C, Affaires de Chancellerie. Réception dépêche adressée 19 décembre 1892 Direction C <sup>2</sup> . N <sup>o</sup> . 9548 N <sup>o</sup> . d'ordre 11 annonçant envoi nouveaux registres courants identiques destinés inscription double original actes État civil et registre simple réservé actes publications mariages. Registres reçus parfait état. A adressé sous pli recommandé double du Répertoire des actes et contrats du Ministère des Notaires ainsi qu'autres registres réclamés par V. E. auxquels pièces jointes devant accompagner. A ouvert les registres parvenus desquels fera usage requis.



262-263 25 janv. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 5, Id. C, Affaires de Chancellerie. Télégramme 27 décembre 1892 dû crainte de M. Victor Ernst du retard de l'arrivée pièces qu'il devait produire et que mariage ne pût être célébré avant fin année dernière. Lette 4 janvier Sub. N° 1, réception presque simultanée pièces et télégrammes en question. Coût dépêche élevé Frs. 21.82 mis disposition V. E. Comptoir Escompte Bruxelles.
264-265 23 mars 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 6, Id. C, Affaires de Chancellerie. Réception lettre adressée 25 février Direction C3. N° 9740 Sub. N° d'ordre 3 annonçant envoi sous bande nouveau cahier en double du Répertoire des actes et contrats du Ministère des Notaires qu'a également reçu et dont fera usage requis conformément instructions contenues circulaire 20 Avril 1887. Remerciements pour explications données sujet perception taxes consulaires.
266-267 25 mars 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 7, Id. C, Affaires de Chancellerie. Réponse lettre adressée 23 février Direction G. N° 9522 N° d'ordre 2. Remerciements versement fondé pouvoirs somme de Frs. 70.09 remboursement comte de frais sans déduire somme de Frs. 5; les taxes perçues dans les Consulats allant au profit des Consuls.
268-269 18 avril 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 8. Réception lettre adressée 15 mars Direction B. N° 2493 N° d'ordre 4 informant que Mrs A. Momm (?) & C <sup>ie</sup> . de Forest-lez-Bruxelles « ...avaient signalé V. E. en termes élogieux la façon avec laquelle je leur ai prêté mon concours dans le règlement de certaines affaires qu'ils avaient sur la place d'Alep. » N'a fait que s'acquitter devoirs inhérents au mandat confié par gouvernement du Roi.
270-271 27 avril 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 9, Id. B, Affaires commerciales. Remise sous couvert, conformément dépêche adressée 5 avril Direction B/E N° 2865 N° d'ordre 5, réponse lettre M. A. van Genechten de Turnhout. Créance du susdit contestée par tuteur du mineur héritier de feu M. Benjamin Villecroze et réduite à un chiffre insignifiant. Succès nouvelles démarches à faire pour recouvrement somme frs. 142.80 réclamée dépendra explications donnera susdit M. Van Genechten.
272-273 5 juil. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 10, Id. B, Affaires commerciales (1 Annexe). Réception lettre adressée 5 juin Direction B. N° 2865 N° d'ordre 6 renfermant lettre M. A. van Genechten de Turnhout dont ci-joint réponse accompagnée deux annexes. Opposition faite par M. Isidore Villecroze à réclamation de M. van Genechten n'est pas sans base, « ...à moins qu'entre ce dernier et feu Mr. B. Villecroze il n'y ait eu postérieurement à la date du 23 mars 1887 un arrangement par lequel ce dernier se serait appliqué, ferme à cette marchandise. »
274-275 5 juil. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N° 11, Id. B, Affaires commerciales. Récolte blés, orges & autres céréales, grâce pluies très abondantes presque continuelles jusqu'à seconde quinzaine mois Mai, fort belle. Crainte ravages exercés consécutivement depuis sept ans déterminé agriculteurs ne semer que sur petite échelle. Abondance rendements estimés huit pour un, on l'espère, compensera exigüité ensemencements. Baisse prix permettrait au commerce exportation blés durs province Alep vers Italie, surtout pour fabrication des pâtes. Peu de dégâts des sauterelles, disparues sans avoir déposé œufs dans cette province : « Cette disparition assure la cueillette des cotons qui promet d'être

		abondante. »
276-278 2 août 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 12, Id. B, Affaires commerciales (1 Annexe). Réception lettre adressée 12 juin Direction B N°. 2930 N°. d'ordre 7 et annexes relatives, s'est adressé S. E. Gouverneur Général, priant vouloir bien informer Chambre commerce Alep ouverture au prochain Exposition Universelle Anvers sous haut-patronage S. M. le Roi, et prêter concours engageant producteurs Vilayet prendre part grand concours industriel. Attente ordres officiels à transmettre S. E. Hadji Osman Pacha. Consul pris contact avec principaux producteurs ville Alep, expliqué programme Exposition, engageant profiter occasion offerte. Manque d'organe de publicité autre que le journal officiel « El Farat » publié par Autorité Locale en langue arabe et turque, qui n'a qu'un petit nombre de lecteurs. Autres journaux publiés langue arabe à Beyrouth : « El-Béehir », « El-Mousbah », « El-Ahwal » et « Lissan-el-Hal » : « La publication d'articles successifs dans ces journaux influencerait, peut-être, sur l'esprit des producteurs de cette contrée et effacerait la mauvaise impression résultant des insuccès essayés par certains industriels dans la dernière exposition de Paris. »
279-280 3 août 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 13, Id. B, Affaires commerciales (1 Annexe). Assistance accordée par Consul pour recouvrement créances négociants ou industriels Belges, cas présent avec Mrs. F & L. de Wael & C. d'Anvers, se trouvant compromis avec maison A. Pourrière & C. d'Alep pour somme environ Frs. 1400. Malgré diligences, n'a pu sauver marchandise susdits. Nécessité attirer attention industriels belges sur nécessité puiser à des sources sérieuses renseignements sur leurs clients avant accorder crédits souvent mal placés, et pour recouvrement desquels efforts ne pourraient aboutir qu'à résultats négatifs.
281-283 15 sept. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 14, Id. C, Affaires de Chancellerie. Réception dépêche adressée 5 août Direction B/L N°.660 N°. d'ordre 8. Vifs remerciements avoir adhéré prière M. Léon Errera, Membre correspondant de l'Académie Royale de Belgique adressé exemplaire travail intitulé <i>Sur le pain de Ciel</i> provenant de Diarbékir fait sur substance alimentaire de laquelle avait eu honneur adresser échantillon. Prière remettre lettre ci-jointe M. Léon Errera.
284-286 20 sept. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 15, Id. D, Matière Sanitaire. Réception lettre adressée 19 Août Direction E N°.11 N°. d'ordre 9, attention portée Circulaires 25 juillet & 5 septembre 1892 ; province Alep et environs immédiats jouissent plus parfait état sanitaire, excepté irruption choléra Bagdad; importance prendre considération établissement cordons sanitaires. Souhait voir le Gouvernement Ottoman former un cordon sévère non trop loin de Bagdad et de ses environs contaminés. Second cordon longeant cours de l'Euphrate depuis Meskéné serait également efficacité méritant prise considération. L'arrivée de la caravane des pèlerins de la Mecque s'est effectuée ces jours-ci dans de bonnes conditions hygiéniques.
287-289 10 oct.	Comte Mérode Westerloo, Ministre des	N°. 16, Id. B, Affaires commerciales. Suite office N°. d'ordre 12 ; président Chambre Commerce conformant instructions Gouverneur Général réuni & communiqué principaux négociants



1893	Affaires étrangères à Bruxelles.	et industriels Alep programmes relatifs ouverture Exposition Universelle Anvers, mai 1894. Consul a assisté à cette réunion, mais malgré persuasions, n'a pu décider industriels ou négociants de former association pour envoi délégués à Anvers pour exposer produits du pays et étudier avantages de la Belgique industrielle pour importateurs et exportateurs. Intérêt de l'importation de denrées coloniales par Alep, qu'elle pourrait tirer d'Anvers; intérêt pour exportations maints articles provenant de Syrie.
290 21 oct. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 17, Id. B, Affaires commerciales. Réception lettre adressée 14 septembre Direction B/C. N°.1280 N°. d'ordre 10, remise réponse lettre M. Van Genechten, industriel Turnhout, parvenue par V. E. ; « ...pour le moment il faut attendre que le nouveau tuteur prenne en main cette succession pour négocier avec lui s'il y aura lieu. »
291-293 7 déc. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 18, Id. B, Affaires commerciales. Suivant promesse qui avait été faite, S. E. Maréchal Hadji Osman Pacha, Gouverneur Général Vilayet Alep bien voulu faire réunir Chambre Commerce en séance extraordinaire, séance à laquelle consul a été invité et a assisté réunion à laquelle assistaient aussi les principaux industriels et négociants ville d'Alep auxquels le programme général de l'Exposition Universelle d'Anvers pour l'année 1894 a été communiqué, lu et expliqué. Idée former comité se chargerait réunir produits artisanaux et industriels de province pour exposer. Rédaction d'un avis par Chambre Commerce, qui, à défaut d'organes de publicité a été affiché dans toute la ville annonçant prochaine ouverture Exposition en question, invitant public prendre part et s'adresser consulat Belgique pour renseignements.
294-297 12 déc. 1893	Comte Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 19. Concession donnée par S. M. I. le Sultan à M. Joseph Moutran, sujet ottoman, agissant pour compte Compagnie des chemins de fer économiques en Syrie, pour construction voie ferrée partant de Damas qui passerait par Homs, Hama, Alep & Biredjik, avec prolongation facultative jusqu'à Telek (?), près de Harpout. Voie ferrée pour objet attirer commerce Nord de la Syrie et centre Asie Mineure vers port Beyrouth et assurer ainsi succès entreprise. Déception négociants et propriétaires Alep, trop grands frais imposés par grande distance séparant Alep, Biradjik, Aintab, Marache et leurs environs de Beyrouth. Préférence sera donnée envois par chameaux Alexandrette. Disparition rêve caressé depuis quarante ans établissement voie ferrée partant Alexandrette ou Suédieh, passant par Alep, aboutissant Meskéné (Balis) sur Euphrate, fleuve pouvant devenir peu de frais navigable, trait union entre Golfe Persique et Méditerranée; seule voie qui aurait pu développer richesse du sol cette vaste contrée éminemment agricole. Commerce Nord Syrie devra rester tributaire transport par chameaux. Construction nouvelle ligne semble décidée et peut intéresser entrepreneurs Belges pour fourniture matériel.
		Annuaire des destinataires de la correspondance du registre. Fin du dossier.



**A.5 RÉSUMÉ DES DOCUMENTS DU REGISTRE FP 2005 (1893-1896)**  
Correspondance sortante de Frédéric Poche, consul de Belgique à Alep et Albert Poche,  
gérant du consulat belge d'Alep.

Page Date	Destinataire	Sujet
25 mai 1885	M. H. Fréderici, Consul Général de Belgique à Beyrouth.	Document attaché. Réponse lettre adressée 13 mai ; hiver doux et pluvieux suivi printemps également pluvieux présageaient bonne récolte. Nouvelles récemment recueillies de la campagne ne répondent cependant pas attentes, rendement et quantité semailles. Pas meilleures conditions provinces Urfa, Maraş et district 'Ayntab : multitude de sauterelles vient de s'y abattre envahissant plaines d'Abou Hemal (?) et d'Ana sur l'Euphrate. Nouvelles mauvaise récolte Diyarbakır ; rayon de cette ville aux environs de Mossoul même situation. Pas meilleure condition Adana, récolte peut-être nulle, voire même cotons complètement compromis. Ensemencement province Alep supérieur celui année dernière, prévoit déficit comblé par excédent semailles ; orges général bien réussi même si n'est point article exportation. Remerciements pour informations données au sujet du poste d'Alep, renouvelle assurance gratitude pour bienveillante patience, « espérant que bientôt je serai en état de vous remettre la demande de l'un de mes frères pour l'occupation de ce poste et qu'alors il vous plaira de nous confirmer (?) votre influent et efficace appui. »
12 juin 1893	M. Georges Neyt, Envoyé Extra. & Ministre Plénipot. de Belgique à Constantinople.	N°. 6. Réception dépêche adressée 15 mai sub. N°. 105 apprenant que S. M. le Roi bien voulu vous nommer son Envoyé Extraordinaire & Ministre Plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Ottomans. Ose espérer s'attirer indulgente bienveillance de V. E. par diligence dans acquittement des devoirs de sa charge.
23 juin 1893	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 7. Réponse dépêche adressée 24 mai sub. N°. 121, regret porter connaissance que M. Nicolas Homsy, déduisant du silence gardé (sujet prière faite par lettre 6 janvier) fin non-recevoir, a accepté fonctions de drogman auprès du consulat britannique, profitant vacance survenue suite décès un des drogmans. Devra chercher autre honorable personne apte au poste service consulat.
31 août 1893	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 8. Réception dépêche adressée 3 juil. Sub. N°. 157, empressé communiquer contenu à Mrs. Frères Poche qui à leur tour fait part situation M. F. Deville de Spa pour suivre dispositions sujet caisse échantillons fusils. Fusils, voire même revolvers, arrivent voie de terre sur marchés vilayets de Syrie, Cognat, Aïdin, Bagdad ; entrée armes de chasse ne rencontre aucun obstacle, armes se vendent publiquement bazars. Tribus nomades désert de la Syrie trouvent sur littoral du Golfe Persique entrepôt suffisant pour s'alimenter

		de toutes sortes d'armes à feu. Chacun des chefs de tribus les plus puissantes disposent d'un nombre assez important d'individus armés de carabines Martini. Mesure prohibitive aléatoire et éphémère frappant entrée armes de chasse port d'Alexandrette porter atteinte commerce armes belges avec vilayet d'Alep.
13 déc. 1893	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 9 (5 pages). Remise sous couvert deux lettres adresse S. E. Comte de Merode Westerloo, Ministre Affaires étrangères Belgique, première relative concours prêté par Hadji Osman Pacha, Gouverneur Général Vilayet Alep, pour décider commerçants et industriels d'Alep à participer prochaine Exposition d'Anvers ; seconde concernant chemin de fer en voie d'exécution, qui préoccupe esprits, entre Damas, Alep, Biradjik avec prolongation facultative jusqu'à Telek, près Harpout. Énergie Gouverneur Général depuis arrivée niveau administratif, ramené sécurité grandes routes et répression actes violence arbitraire certains chefs tribus et aghas vilayet. Vices niveau judiciaire, plus aucune garantie justice; propriété foncière des étrangers surtout, victimes tendances hostiles tribunaux réguliers et « Chéri », impact non-intervention consulaire dans procès relatifs aux immeubles. Vices procédure, décisions toujours portées en appel pour fatiguer partie adverse ; partie gagnante en perte, prison pour dette pas considérée peine infamante. Vœu voir changer personnel et présidents du tribunal Civil (Bidait-il-Hukuk) et de celui de Commerce, deux cours intéressant le plus les étrangers. Procès gagné par M. Daniel de Picciotto, israélite, sujet Autrichien ayant embrassé islamisme, contre sa femme et enfants.
16 déc. 1893	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 10. Expression profond dévouement et vœux sincères de bonheur occasion nouvel an.
Date illisible	S. E. M. le Baron de Vrière, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N°. 1. Réception dépêche 4 mois passé sub. N°. 16, remerciements, puis réception dépêche 10 mois passé sub. N°. 21 remettant six annexes desquelles 3 exemplaires Loi sur le timbre dont application aux sujets étrangers fixée au 20 mars prochain et trois exemplaires émanant Administration dette publique Ottomane. S'est empressé de communiquer ressortissants consulat susdits documents.
13 juil. 1894	Baron de Vrière, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	Télégramme à la Légation belge : « Profondément ému prie Dieu que votre Excellence, votre famille, personnel Légation et Consulat Général soient sauvés du désastre. Poche. »
15 juil. 1894	Bureau Télégraphique d'Alep	Réponse à Votre N° 953 (950 ?) : « Veuillez faire remettre à l'adresse du Chargé d'Affaires de la Légation de Belgique où du Consulat Général la dépêche adressée au Baron de Vrière pour que l'un ou l'autre en prennent connaissance. Merci d'avance ! Votre dévoué serviteur, F. Poche. »
16 juil. 1894	Bureau Télégraphique de Péra.	« Remettez N° 1418 du 13/7 adressé Baron Vrière a la Légation Belgique. Poche. »
? juil. 1894	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 10. Humbles et sincères félicitations pour avoir été préservé par Seigneur de ce terrible désastre : « Puisse-t-il vous garder, avec tous les vôtres, de tout nouveau désastre. »



31 oct. 1894  N°. ?  4 pages	Georges Neyt, à Constantinople.	Événement 25 octobre, déploiement force fait par Autorités Locales civiles et militaires d'Alep auquel donné raisons diverses. Commissaire de police accompagné d'officiers et d'une dizaine de gendarmes armés portant cartouchières garnies firent plusieurs descentes domiciliaires dans des locaux habités par des Arméniens saisissant tous les papiers, livres & imprimés séditieux relatifs à la cause Arménienne. Dispositions militaires prises pour prévenir des événements insurrectionnels difficilement explicables, Alep ne pouvant être considéré un tel foyer. Appréhensions excitation fanatisme musulman contre chrétiens. Situation Arméniens navrante, faits rapportés derniers jours Alexandrette situation 23 prisonniers transportés depuis quelques jours à Alep. À Kirik han (station entre Beylan et Alep) ne reste que quatre individus mâles sur treize familles ayant colonisé cette station. A appris qu'église arménienne Beylan avait été fermée et les trois prêtres qui la desservaient conduits et emprisonnés à Adana.
24 nov. 1894	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 4 (3 pages). Retour lettre 31 octobre et craintes excitation fanatisme ; mesures prises par Gouvernement en vue rébellion chrétienne ; esprits dans état surexcitation. Préparatifs de défense et déploiement de forces faits suite ordres venus Constantinople, crainte éventuel soulèvement général Arméniens pour renverser Autorité Sultan. Poursuite descentes domiciliaires tant Aïntab qu'Alep, sans aucun résultat ; plusieurs personnes écrouées prisons Alep dispersées de part et d'autre. Évêque de Feurnouz, Moutessarriffat (sandjak) Maraş se trouvait depuis presque deux ans dans prison d'Alep dirigé vers Alexandrette et embarqué pour destination inconnue.
26 nov. 1894	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 5 (2 pages). Réfère offices 6 jan. N° 1 et 23 juin 1893 N° 7 relatifs nomination M. Nicolas Homsy comme drogman consulat, susdit quitté service consulat anglais, témoigné désir assumer charge drogman office Belgique : « La fin d'année approchant, époque à laquelle les délégués siègent comme juges au tribunal de Commerce sont désignés et désireux de placer comme tel le susdit M <sup>r</sup> . Homsy qui est un des notables banquiers d'Alep, je viens prier V. E. de vouloir bien me dire s'il n'y a pas d'inconvénient à ce que je remette à l'Autorité Locale l'ordre Viziriel daté du 10 Chawal 1310/15 avril 1309 N°. 24 que V. E. avait bien voulu me faire parvenir pour faire admettre la personne en question au service de ce Consulat. »
24 déc. ? 1894	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 6 (2 pages). Expression profond dévouement et forme vœux sincères pour bonheur de V. E. occasion nouvel an : « Puisse le Seigneur Tout Puissant vous prodiguer ses abondantes bénédictions. »
9 janv. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 1 (2 pages). Réception dépêches adressées le 20 nov., 5 & 12 décembre 1894 N°. 380, 397 & 413; remis Valy ordre Viziriel relatif nomination M. Nicolas Homsy, poste drogman consulat; ancienneté ordre rendu nul & non avenu, prière munir autre lettre Vizirielle pour que situation M. Nicolas Homsy soit régularisée.
6 fév. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 2. Document pratiquement illisible.



22 fév. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 3. Référence office 9 janvier 1895, malgré démarches diligentes faites auprès S. E. Hassan Pacha, engageant reconnaître M. Nicolas Homsy comme drogman consulat belge, n'a pu aboutir aucun résultat n'obtenant que réponses évasives. Ressentiment du valy : « S. E. le Valy se ressentant de ce que tous les membres composant la famille Homsy, la plus notable parmi les chrétiens d'Alep, occupent des charges de Drogmans auprès des Consuls d'Autriche-Hongrie, des É. U. d'Amérique, d'Italie & d'Espagne veut empêcher la nomination de M <sup>r</sup> . Nicolas Homsy au poste de Drogman de ce Consulat ; mais n'ayant trouvé aucune raison pouvant justifier ce refus, S. E. proposa indirectement au susdit de le nommer membre du tribunal administratif & de lui faire avoir un grade (kuthé). » Valy, fâché fit valoir ancienneté ordre viziriel et décision (Karar) tribunal administratif s'est fait donner, disant : « l'aisance dans laquelle se trouve M <sup>r</sup> . Homsy & sa qualité de notable parmi les chrétiens du pays ne sont pas compatibles avec la charge de Drogman ! » M. Homsy été attaché consulat Portugal pendant 14 ans titre drogman et 1 ½ an consulat Angleterre; bonne réputation. Prière obtenir ordre péremptoire régularisant situation ce drogman.
4 mars 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 4. Réception (26 fév.) dépêche adressée 8 février Sub. N°.46 remettant ordre Viziriel portant date 4 Chaban 1312 (19 Kianoun el Sani 1310 ?) N. 208 accréditant M. Nicolas Homsy auprès des Autorités d'Alep en qualité de drogman privilégié de ce Consulat. Empressé remettre ordre au Valy S. E. Hassan Pacha avec prière d'en prendre acte et d'en ordonner l'enregistrement. Espère coupera court mauvais vouloir manifesté par S. E. lors réception premier ordre. Remerciements pour obtention de l'ordre.
6 mars 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 5. Suite rapport 6 février, remise ci-joint copie lettre signée par Karoutin Dénghigien (?) datée 27 février rapportant mort 8 des 14 Arméniens arrêtés Alep, expédiés Harpout. Situation malheureuse survivants écroués prison Kozat. Nature campagne contre les Arméniens, deux colporteurs de livres employés <i>Bible Society</i> Américaine arrêtés à Killis, menés et emprisonnés à Alep, relâchés suite intervention consulaire États-Unis. Trois autres Arméniens, dont un armurier, habitants de Killis, furent emprisonnés dans cette ville, accusés à tort ou à raison, de fabriquer armes de guerre. Population chrétienne Aïntab saisie de frayeur ; à Marache, mêmes symptômes manifestés. Situation des chrétiens traverse une crise sérieuse pleine d'appréhensions.
4 juin 1895	M. Paul de Vroote, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N°. 6 (17 pages). Réception dépêches adressées 22 février et 13 mars Sub. N°. 60 & 95, remerciements soumission rapports Département Affaires étrangères Bruxelles, mis sous les yeux S. M. le Roi par M. Comte Merode Westerloo. Situation des chrétiens (Killis, Aintab, Zeitoun, Marache), notamment arméniens, devenue de plus en plus grave depuis dernier rapport (surtout Mars/Avril). Effervescence fanatisme ; plaintes portées Autorité Locale sans effet, dénomination Ghiaour (infidèle) des chrétiens par Gouvernants et gouvernés ; excitation haine contre chrétiens par Ulemas et Imams. Mois Ramazan traversé sans accident. Fanatisme et force inertie Valy Alep Hassan Pacha.

		<p>Marache et Zeitoun, paisibles négociants et propriétaires arméniens catholiques et protestants arrêtés et rançon importance prétendue accusation sédition ; spectre massacres Sassun à Orfa, profanation cimetière catholique, blessures infligées élèves École Française des Pères Capucins et assassinat arménien en plein jour. Gouvernement ottoman considère région Zeitoun comme foyer sédition ; crainte éclat détresse et anéantissement noyau arméniens. Sanctuaire grotte Saint-Pierre Antioche, érigé en Église, desservie par Pères Capucins jouissant protection Française, assaillie par voleurs ; aucune satisfaction obtenue par Consulat France. Apparition Alexandrette deux cuirassés Américains, le San Francisco (20 avril, amiral Kirkland jeté ancre rade Alexandrette), et Marblehead (22 avril, amenant Consul Beyrouth, autorité sur Vilayets Alep et Adana). Chrétiens menacés de mort surtout par réservistes, appelés sous les armes pour s'exercer ; autorités activement occupées dénombrement bêtes de somme pouvant servir mobilisation armée, dépôts d'armes visités et contrôlés par officiers venus <i>ad hoc</i>, comme si était veille guerre. Foule musulmane fondu sur chrétiens (injures, terreur, violence) à Diarbékir, passage Tahsin Pacha, Valy Killis (?) rendu célèbre par ses cruautés. Intervention vice-consul France et ambassade Constantinople; quitté Diarbékir sans aucun appareil. Scènes déplorables arrivée chef Kurde « Chekh Joulou », (appartenant corps troupes Hamidié), chef tribu même nom, ayant pris large part massacres Arménie, se rendant pèlerinage Mecque accompagné soixante fidèles sicaires, reçu comme héros. Seule planche de salut des populations chrétiennes et des européens disséminés dans ce pays, entente entre cabinets et démonstration navale permanente jusqu'à règlement définitif des choses. Persécutions contre chrétiens et européens revêtant apparence formes légales; dénis de justice, procédures d'une longueur énervante, entraves judiciaires. Présidents tribunaux reçu ordre entraver marche procès intentés par sujets européens; préférences manifestées dans la collecte des impôts. Visite prévue honorable Ministre E. U. Monsieur Terrell à Alep remise, dû rentrer Constantinople. Escouade cent hommes partie pour Antioche, possiblement rixe entre chrétiens et Fellah (Druzes) avec musulmans. Question arménienne pris proportions dans vilayet d'Alep depuis que rênes Gouvernement confiées Valy actuel.</p>
18 juin 1895	M. Paul de Vroote, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	<p>Nº. 7 (6 pages). Suite rapport 4 avril, explication incident Suédieh par Autorités Locales. Commissaires envoyés par Valy d'Alep (dont Moustafa Nedim Effendi, Président tribunal première instance Alep). Environ trois cents ouvriers Arméniens quitté foyers, rendus Chypre pour trouver travail, rentrant chez eux, voulant éviter douane débarqués sur plage et gagné leurs villages, faisant croire débarquement étrangers ; « En attendant les troupes envoyées d'ici et celles venues de Lattaquié sont campées sur cette plage et surveillent attentivement la côte. » Arméniens venant Etats-Unis et Angleterre donnés rendez-vous Chypre, embarqués et sur petit voilier chargé d'armes. Mudir de Suédieh averti par Arméniens trahissant compatriotes, informa Caïmacam Antioche</p>



		qui informa Valy d'Alep qui dépêcha centaine de soldats; montagnards emportant avec eux armes et munitions. Montagne Kozan-Dagh et de Zeitoun, levée de bouclier conjurée par conseils personnes sages et modérées. Kozan-Dagh apparemment parcouru toutes parts par émissaires recommandant habitants union et solidarité peuple arménien, suggestions séditeuses et insensées, ne pas aliéner sympathie États intéressés à son sort. Gouvernement tant contribué susciter fanatisme et détruire prestige européen forcé travailler sens contraire. Conflits avec loi Chéri, loi Sacrée, quand une des deux parties est musulmane, ne sont pas rares : titres propriété absolue, contrats de bail, hypothèques, sont annulés, par un Silan (?) Chéri, basés sur faux témoins déclarant. Nouvelle récents événements Djeddah tient en émoi chrétiens et musulmans. Présence escadre anglaise à Beyrouth imprime teneur salubre et est une garantie pour le maintien de la tranquillité.
6 juil. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	Nº. 9. Réponse dépêche adressée 18 (?) juin Sub. Nº. 178; Conformément ordres contenus, fait devoir adresser Valy, S. E. Hassan Pacha, lettre et signalement de Mairoux (?) Romain, Emile, priant vouloir bien donner ordre tous bureaux police Vilayet d'arrêter susdit fugitif et prêter, cas échéant, main forte pour faire embarquer pour Anvers.
6 juil. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	Nº. 10. Réception dépêche adressée 22 juin Sub. Nº.188, vifs remerciements pour contenu bienveillant et reconnaissance, avoir adressé Ministère Affaires étrangères Bruxelles rapport 4 juin.
12 juil. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	Nº. 11. Recours obligeance V. E., vouloir bien accorder congé six mois à partir du jour où fera remise gérance à son frère M. Albert Poche, récemment nommé vice-consul de Hollande à Alep et qui attend son firman pour se faire reconnaître par l'Autorité locale. Remise modèle signature en double pour servir au besoin; « Depuis mon entrée en service (1886) je n'ai jamais quitté mon poste, aussi je veux espérer que la faveur que je demande me sera accordée avec bienveillance. »
26 juil. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	Nº. 12. Recours V. E. tracer ligne conduite, cas éventuel où serait requis devoir déclarer faillite maison commerciale belge, V. Ernst & C. qui, depuis quelques mois, a suspendu paiements sans déposer son bilan, promettant à créanciers Belgique et autres pays d'Europe de faire propositions pour traiter arrangement. Poursuites judiciaires amorcées par fondés de pouvoir à Alep. Mise faillite maison de commerce à appréhender ; procurations dressées en Belgique devant notaire. Absence d'instructions dans règlement consulaire précisant attributions consuls en matière de faillite, déterminant étendue leurs pouvoirs, chaque cas de faillite, banqueroute simple ou banqueroute frauduleuse, dont est mention livre III Code de commerce. Prière donner instructions nécessaires et communiquer compétences tribunal consulaire devra constituer conformément dispositions des Règlements consulaires et quel serait rôle consul.
27 juil. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	Nº. 13. Réception dépêche adressée 3 juillet. Remise sous cachet volant deux lettres adresse S. E. M. de Burlet, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles, relatives apparition choléra à Alep



		dont veuillez prendre connaissance contenu.
2 août 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 14 (4 pages). Télégramme 1 <sup>er</sup> août vice-consulat France à Antioche apprend : « ...qu'à la suite de l'arrestation de quelques Arméniens des environs d'Antioche et la capture d'armes et de munitions, deux à trois milles musulmans s'émeutant se rendirent au quartier arménien, vociférant, maltraitant et menaçant d'exterminer les Chrétiens. La foule se portant vers l'église arménienne y pénétra croyant trouver des armes et des munitions. » Foule portée vers l'église arménienne y pénétra; perquisition menée par notables musulmans; aucune arme, munition, ou papiers compromettants trouvés : « les susdits notables purent calmer la fureur des émeutiers empêchant un massacre imminent. » Père Marcelin, supérieur de la mission des pères capucins d'Antioche, venant de Hodrbey (Kheder-Bèg ?) village situé près de Suedieh, où ils ont une maison fut arrêté par la foule aux portes de la ville, menacé, conduit au premier corps de garde ; accusé d'être agent agitateur excitant Arméniens à la révolte ; conduit sérail, relâché sur intervention vice-consul de France. Ouverture enquête : « La situation des chrétiens de cette province semble redevenir critique, un changement dans l'attitude des autorités et de la population musulmane se manifeste; aussi pourrions-nous être à la veille de tristes événements que l'attitude déterminée des cabinets pourrait seulement conjurer. Puisse-t-ils nous venir en aide ! »
8 août 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 15. Réception dépêche adressée 20 juillet Sub. N <sup>o</sup> . 219, rapport 6 juillet soumis Département Affaires étrangères. Nouvelle circulé 25 juillet, télégramme S. P. Ottomane annonçant Valy que S. M. I. le Sultan avait donné amnistie générale aux compromis politiques Arméniens, éventuelle mise liberté 23 prisonniers (excepté assassins condamnés et scélérats). Télégramme reçu par Prélat pasteur des Arméno Grégoriens d'Alep, en provenance du Patriarcat de Constantinople (Mathéos) ; Évêque arménien rendu auprès Valy demander mise en liberté 23 détenus restés en prison ; Valy pas obtempérer sans autorisation spéciale Constantinople, détenus coupables sortant sphère condamnés politiques graciés. 29 juillet, 300 à 400 Arméniens réunis évêché arménien relativement 23 détenus restés prison ; individus seulement charge griefs politiques. Tumulte, évêque demanda assistance commissaire en chef (police) qui exprima termes violents et outrageants. Appelé à l'ordre par certains arméniens présents, surtout par nommé Simpat Suras Dercazarian (?), Zeitounien, un des six individus élargis. Requête rédigée et adressée Valy demandant expliquer raisons pour lesquelles amnistie pas étendue 23 détenus, condamnés même sentence. Aucune réponse donnée par Valy, détenus toujours en prison. Événements pourraient compromettre sécurité publique.
T	Georges Neyt, à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 16 (3 pages). Chefs des communautés Grecque-Orthodoxe, Arméno-Catholique, Arméno-Grégorienne & Arméno-Protestante, viennent d'adresser aux consuls des grandes puissances lettre datée 26 Juillet V. P. 1895 ; implorent assistance États pour les délivrer des persécutions musulmanes dont sont objet. Procession

		<p>infâmante dans bourgade Killis, jusqu'aux approches résidence gouverneur, injuriant chrétiens et vociférant. Situation de nouveau compromise, conspiration pourrait s'étendre dans les montagnes des Ansariés ; crainte de massacres dans les villes est à appréhender : « ...peut-être nous sommes à la veille d'événements sérieux, d'autant plus sérieux que des bruits vagues sont colportés disant que les Ansariés qui habitent le Djebel-Moussa, l'Amanus, le Djebel Khosseïr &amp; le Mont Cassius (Djebel-el-Akrâ), toujours mécontents du gouvernement, souvent en état de rébellion ; feraient dans un moment donné, cause commune avec les Arméniens de cette contrée; ce qui autoriserait de croire que la conspiration, si conspiration il y a, pourrait s'étendre dans les montagnes des Ansariés. Dans l'hypothèse la crainte de massacres dans les villes est à appréhender. » Ignore réaction des Consuls; consul de Russie communiquée lettre au Valy demandant explications sur contenu. Rapporté « qu'à Zeïtoun les demeures du Naïb Effendi et d'un officier de la milice/yüz bachi/auraient été dévalisées quand ils étaient en promenade. Ces fonctionnaires pour se venger de cet acte audacieux ordonnèrent des décharges de mousqueterie sur un des quartiers de cette localité ou habitent les repris de justice et les malfamés. Exaspérés de ce fait, les habitants ripostèrent dit-on triomphalement, faisant du Naïb &amp; du Yuz-Bachi des prisonniers de guerre. On dit même que de l'échange de cette fusillade des morts et des blessés tombèrent des deux côtés. L'autorité locale ayant informé Constantinople eut l'ordre dit-on d'étouffer la question. »</p>
31 août 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	<p>N°. 17 (4 pages). Réception dépêche adressée 20 juillet Sub. N°. 219 ; oubli dans dernier rapport (17 août, N°.16), événements passés à Killis, bourgade Nord Alep. Rien de saillant à Alep ; 23 Arméniens supposés amnistiés toujours en prison. Sécurité sur grandes routes compromise; assassinats et vols : « L'attitude des Autorités, le langage des musulmans dénotent une réaction en faveur du fanatisme. » Calme apparemment rétabli Antioche; Arméniens soucieux réfugiés dans montagnes voisines. Émeutiers demeurés impunis par Autorité paternaliste. Chrétiens Killis régulièrement insultés. Copie plainte en langue turque adressée à par les doyens des communautés Arméno-Catholique, Arméno-Grégorienne, et Arméno-Protestante de "Djibin", village sis Moutessarrifat Urfa, Vilayet Alep, « où depuis quelque temps à la suite d'une bagarre entre Musulmans &amp; Chrétiens, il y eut des morts de part &amp; d'autre. » Échéancier donné Kurdes « d'Omrâli », village voisin, question nullement réglée, posé conditions pour sang musulman versé, menace extermination après échéancier. Valy et Patriarcat Arméno-Grégorien de Constantinople avaient été informés par télégramme de l'ultimatum; suppose Valy aura pris mesures pour empêcher réalisation menace. Suit courte lettre en turc ottoman.</p>
31 août 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	<p>N°. 18. Remerciements contenu deux dépêches adressées date 8 &amp; 9 août N°. 232 &amp; 233. Départ consul subordonné reprise services lignes faisaient escale d'Alexandrette ; choléra entré période décadence, espère quarantaines seront abolies. Espère ne pas</p>



		devoir appliquer indications données sujet procédure à suivre matière faillite et que la maison V. Ernst & C., se disant entrée en liquidation, « entrera en composition avec ses créanciers avant que ceux-ci ne demandent la déclaration de sa faillite. » Remise sous couvert pli adresse S. E. M. de Burlet, Ministre Affaires étrangères Bruxelles.
28 sept. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 19. Procès intenté par Direction Imprimerie Vilayet Alep à la maison V. Ernst & C <sup>ie</sup> . qui se dit être entrée en liquidation, pour non-conformité de fourniture d'une presse à lithographier. Cause portée par devant Tribunal de commerce mixte : partialité outrée par juges ottomans envers intérêts partie demanderesse, lutte vive entre ceux-ci et juges délégués du consulat, Mrs Albert Poche et Henri Marcopoli. Président Tribunal rangé côté juges ottomans, enlevant cause, rendant sentence exécutoire nonobstant appel, condamnant défendeurs remboursement somme frs. 2000 plus intérêts, frais et dépens. Drogman M. Nametala Homsy retiré, refusant signer sentence. Infériorité et non-conformité presse fournie comparativement modèle et conditions stipulées. Hassan Pacha adressa note renfermant ordonnance d'exécution émanant Présidence Tribunal de Première Instance par laquelle : « ...s'appuyant dit-elle sur le Protocole relatif à la Loi concédant aux étrangers le droit de Propriété Immobilière, s'arrogue le droit d'exécuter une sentence émanant du Tribunal de Commerce dont l'exécution est réservée aux Consuls. » Instruction arbitraire et sans précédent. Note adressée par consul à S. E. Gouverneur Général pour s'opposer à cette prétention arbitraire et sans précédent. Velléités gouvernants et magistrats qui visent depuis quelque temps à empiéter sur les droits et immunités concédés aux étrangers par les traités et règlements. Annexes A à E.
4 oct. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 20. Suite rapport du 28 sept. N. 19, remise V. E. double du rapport adressé par Monsieur V. Ernst, daté 26 Sept; détail toutes phases de l'affaire à laquelle se rapporte (passé avant, durant et après procès). Prière faire démarches auprès Hautes Autorités compétentes pour contraindre Président Tribunal Commerce et juges ottomans rentrer voies justice et équité : « Et quel bien à rendre aux intérêts Belges qui progressent dans ce pays et à ceux du commerce en général si V. E. voulait bien faire des démarches pour faire substituer Président et assesseurs ottomans par d'autres si non absolument intègres toujours moins invétérés dans la corruption que ceux-ci devenus maîtres dans cet art. » Prière de prêter haut appui et efficace concours pour qu'intérêts M. V. Ernst soient sauvegardés dans les voies de la justice.
16 nov. 1895	Légation Belgique, Constantinople.	Télégramme : « Troubles sanglants, Zeitoun, Marache, Orfa, Diarbekir, Mardin, hier éclatèrent Aïntab, persistent encore. Ici craintes, prière obtenir Sublime Porte ordres nous protéger. »
29 nov. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 21 (8 pages). Remise sous couvert copie traduction lettre idiome arménien datée 21 octobre v.s. 1895 (signée par curé Zeitoun) reçue par consuls Russie, France, Amérique et Angleterre. Intérêt rétrospectif, relatant faits jusqu'aujourd'hui ignorés, interruption voies communication mis impossibilité faire exposé malheurs fondu sur Vilayets Alep et Diarbékir. Armes,



		<p>munitions et bombes débarquées à Souédieh, ainsi que 20 ou 30 Arméniens : « ...on dit même que ce débarquement se fit moyennant subordination des autorités, civiles et militaires, de cette localité. » Chef agitateur portant pseudonyme « Aghassi », dit être originaire Géorgie, aurait servi rangs armée Russe, comme officier, attribué défense de Zeitoun : « Cet individu, un des agents de la Société Hindjiak (Hentchak), depuis bientôt un an ne fait que parcourir les montagnes de l'Amanus prêchant la révolte parmi les Arméniens. » Relativement peu d'adeptes (malgré antipathie Arméniens envers gouvernement turc) estimations contradictoires, qu'il a organisés en milice (drapeau rouge, croix au centre).</p> <p>Rapport sur incident à Zeitoun : deux musulmans vendus à deux Arméniens (chrétiens) du district d'Alabasch, caïmacam de Zeitoun, deux champs desquels pris possession et cultivaient ; vendeurs revenus sur marché s'emparèrent plus tard vive force champs en question. Réaction musulmans, aidés soldats réguliers et Bachi Bozouks : « se rendirent en masse et fondirent sur les Chrétiens, desquels ils massacrèrent, dit-on, de soixante-dix à quatre-vingt. » Chrétiens réfugiés à Zeitoun, firent siège caserne : « Les massacres qui se continuèrent jusqu'à ce moment à Marache ne sont que les représailles des événements de Zeitoun, représailles excitées &amp; autorisées, d'après les apparences très évidentes, par le Gouvernement. [...] Toujours est-il que les Arméniens de Zeitoun et du district d'Alabache ont agi envers les prisonniers et les familles des officiers avec humanité et d'une façon qui leur fait honneur. » Gouvernement appelé réservistes cinquième corps d'armée, voulant former corps vingt-cinq bataillons, y compris forces dirigées par Albistan, Adana et Kozan. Communications conduisant à Zeitoun par Gueuksoun, Andrine (Anderoun ?) et Albestan coupées par troupes impériales, localité cernée de toutes parts. Actes indescriptibles de sauvagerie commis à Diarbékirk, Mardin, Orfa, Marache, Aintab &amp; leurs environs « dont les récits partiels qui arrivent, font frémir. »</p> <p>Situation à Alep toujours précaire, Autorité ne fait rien pour empêcher invasion menaçante et d'un caractère plantureux : « ...la ville est pleine de campagnards et d'Arabes nomades que l'appât du pillage allèche [...] Des butins fait à Marache arrivent journellement ici. Avant hier une caravane de vingt sept chameaux chargée d'effets volés à Marache se rendait à Sfiré, village situé à 4 heures de distance d'Alep sans être inquiétée ! »</p> <p>Crainte de voir massacres s'étendre jusqu'à la ville d'Alep, espoir que les Puissances viendront à l'aide; nécessité d'une intervention européenne prompte et efficace pour arrêter massacres des Arméniens et extermination des chrétiens. Débarquement nécessaire pour sauver les survivants de l'intérieur, plutôt que seule démonstration navale garantissant littoral. Population chrétienne d'Alep ne saurait résister à un soulèvement des musulmans. Débarquement protégerait chrétiens contre pillards étrangers si gouvernement ne s'y oppose pas.</p>
--	--	--

13 déc. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	<p>N°. 22. Extraits lettre en partie illisible. (Relatant massacre à Urfa ?) « Le quartier principal des chrétiens, où l'on croyait que ceux-ci se défendraient, n'a pas été touché et fut occupé par des troupes. Au même moment où l'émeute éclatait &amp; la foule des sicaires se portait sur les Chrétiens, le Gouvernement dépêchait deux patrouilles : l'une se dirigeait vers le Collège Américain &amp; l'autre vers le Couvent des Religieux Franciscains. La protection accordée aux Étrangers, au moment même où éclatait l'émeute prouve que les Autorités ne sont pas étrangères à ces massacres; car là où elle voulait empêcher les massacres elle le fit ! Or, sa prétention qu'elle ne pouvait maîtriser l'excitation des musulmans est fausse et le met en face de ce dilemme : ou le Gouvernement est impuissant de gouverner &amp; maintenir l'ordre, ou bien il est l'auteur des horreurs sans précédent dans l'histoire. Les massacres terminés la Municipalité &amp; les Autorités Locales firent charrier &amp; jeter les cadavres dans le fossé de la citadelle. Ces fosses remplies, elles furent submergées de chaux, mais comme le nombre des victimes était considérable, pour les faire disparaître en cas d'enquête, sous prétexte de mesure hygiénique, la municipalité fit entasser les cadavres qu'elle fit imbiber de pétrole &amp; les brula ! Cette opération dura de cinq à six jours. Entre maisons &amp; boutiques dévalisées, on compte de mille à douze cents. Samedi, 23 du même mois une nouvelle émeute &amp; cette fois-ci elle visait spécialement le restant des notables : Acoutin, Garabes &amp; Nigoghos Kazaretian, ainsi que Sahokro... »</p> <p>Situation d'Alep toujours très précaire ; appréhensions sont grandes, d'autant plus grandes qu'au moment où l'on s'attend le moins &amp; que la confiance semble renaître, les massacres éclatent ou se répètent. Beaucoup dépend de l'attitude et des dispositions personnelles des Gouvernants. Ainsi, si Alep a échappé à trois différentes reprises, c'est grâce à Edhem Pacha, Commandant de cette place, qui sut dominer la situation malgré les dispositions hostiles de Hassan Pacha, l'ex Gouverneur de ce Vilayet. Ne puis encore rien dire notre gouverneur actuel, Zehmi Pacha, Puisse-t-il être animé de sentiments humains.</p>
20 déc. 1895	Georges Neyt, à Constantinople.	<p>N°. 23. Réception dépêche adressée 11 novembre Sub. N°.364 dont contenu porté connaissance Mrs V. Ernst &amp; C<sup>ie</sup>. auxquels avait donné conseil avancer opposition en appel pour redresser jugement rendu contre eux. Firme insolvable depuis quelque temps n'a pu fournir cautionnement requis pour porter affaire en appel. Contenté non exécution jugement qui sera une cause pour recommencer procès. À supposer qu'Imprimerie Vilayet arrêtera poursuites qui n'aboutiront qu'à mise état faillite susdite maison; actif apparent &amp; supposé ne pouvant couvrir frais procédure. Société Anonyme de Loth (attaqué maison du chef de détournement) &amp; Maison Linck de Verviers réclamant son avoir ont arrêté poursuites judiciaires, compris n'iraient rencontre que pure perte. Humble souhaits &amp; vœux occasion nouvel an allons inaugurer : « Puisse-t-il être le réparateur des grands maux qui ont supprimé tant d'existances innocentes &amp; inoffensives &amp; réduit les survivants à la plus noire mendicité. » (Rapport N°. 24, voir série</p>



		des lettres du Ministère Affaires étrangères à Bruxelles.)
30 déc. 1895	Légation Belgique, Constantinople.	Télégramme : « 24 courant petite émeute trois morts Aïntab – Hier avant-hier émeute sanglante Orfa. Prière intervenir ramener sécurité. Poche. »
11 fév. 1896	Légation Belgique, Constantinople.	Télégramme : « Valy m'annonça affaire Zeitoun terminée. Consuls l'annoncent aussi. Poche. »
28 fév. 1896	Georges Neyt, à Constantinople.	N°. 26 (11 pages). Document lisibilité réduite. Réponse dépêches adressées 11 & 28 décembre 1895, N°. 401 & 415, reconnaissant pour transmission rapport 13 décembre au ministre Affaires étrangères. Doutes disparus sur responsabilité Gouvernement dans massacres : « ...l'horrible vérité qui démontre que c'est bien lui qui a été l'organisateur, le promoteur & le froid exécuter des exécrables massacres de Marache, Aïntab, Orfa, Béréddjik & de ceux des nombreuses bourgades & villages de cette province dans lesquelles des milliers de Chrétiens ont disparus victimes de la fureur du fanatisme musulman, travaillé & excité par des Agents spéciaux expédiés <i>ad hoc</i> en haut-lieu... » Seuls échappés ont apostasié, auxquels leurs biens n'ont pas été rendus, ni maisons épargnées. Réduits à l'itinérance, filles enlevées et mariées à des musulmans. Remise sous couvert traduction d'un rapport (Sub. Lit. A) dans lequel malheurs d'Orfa relatés avec précision et modération; sans ajouter récit aucune monstruosité commise par soldats et population musulmane sous yeux Moutessarrif Pacha, exécuter de ces horreurs. Responsabilité du Gouvernement : «...l'action du gouvernement dans ces massacres est si évidente que partout où il a voulu épargner les Chrétiens, non arméniens, il le fit. Ainsi à Orfa les Pères Capucins, les Sœurs Franciscaines, l'École Américaine de filles & la dame qui la dirige ont été protégés par un ou deux zaptiés postés devant ces établissements. Il fut de même du quartier habité par des Catholiques Syriens. À Aïntab les institutions Américaines & le couvent des Pères Franciscains furent protégés aussi par l'Autorité Locale. À Marache seulement, le Séminaire Américain a été pillé & brûlé par les soldats & les émeutiers. » Gouvernement pris aucune mesure militaire pour empêcher désordres : « ...au contraire, il ne fit qu'armer les réservistes & faire d'eux ses principaux cibles qu'il lança partout contre les paisibles & malheureux Arméniens. Un édit autorisant les soldats de se livrer aux massacres, au rapt des femmes & au pillage a été lu secrètement à la caserne d'Alep comme aussi partout où l'horrible tuerie d'homme a été exécutée. » Massacres suspendus; aucune mesure civile ou militaire prise par Autorité pour sévir contre coupables, punir exemplairement et assurer sécurité restant chrétiens Province. Erreur d'avoir confié force publique aux réservistes recrutés dans villes mêmes : « Le gouvernement fit venir à Alep le bataillon de redifs d'Orfa, qui arriva ici avec son butin d'or & d'argent et de numéraire. Ce bataillon est accompagné par un millier des assassins d'Orfa tous parents ou affiliés des susdits réservistes qui [jetèrent] le germe des massacres & excitèrent la populace d'Alep à suivre leur exemple pour s'enrichir & obéir aux ordres du Chef de l'Islam. » Aucune mesure répressive prise par Autorités contre



		<p>auteurs de tant d'horreurs. Politique de persécution du Gouvernement contre les Arméniens les plus paisibles &amp; les plus innocents qui ont échappé aux massacres mais perdu leur fortune Procès intentés contre Arméniens; faux témoignages; impunité octroyée aux Chefs musulmans. Démonstrations navales ont été une mesure désastreuse; massacres faits sous yeux ces forces formidables. Insinuations du Gouvernement aux populations ignorantes et barbares que d'aucune façon n'ont à redouter Europe. Malheureux européens retenus par des intérêts vitaux dans cette province entièrement ruinée, sans avenir, exposés à se voir égorgés. Remise sous couvert « Sub. Lit. B » fac similé lettre adressée Consul Poche jour de l'an par évêque Arméno-Grégorien, « Sub. Lit. C » copie relation langue italienne du Curé latin Aïntab, Révérend Père Sabatino, Supérieur Couvent Pères Franciscains d'Aïntab. (Document représentant massacres Aïntab sous leur vrai jour). Espoir entente puissances européennes pour commission internationale sérieuse pour enquêter et dédommager les victimes et infliger punitions exemplaires aux coupables. Prière transmettre rapport Ministre Affaires étrangères Burlet si jugé nécessaire. Hassan Riza Pacha, Moutessarraf d'Orfa (rappelé Constantinople) &amp; Nazif Pacha, Commandant garnison Orfa (qui ont dirigé &amp; commandé tuerie d'Orfa); promu au Commandement de la place de Yanina (?).</p>
? déc. 1893	S. E. M. le Comte de Merode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	<p>N°. 20, Id. C, Affaires de Chancellerie. Prière vouloir dire si consuls belges, agissant comme notaires, ont qualité pour dresser protêts, faute d'acceptation et faute de paiement quand accepteur est belge; silence Règlement Consulaire à ce sujet; Tarif des Taxes ne fait pas mention, prière donner instructions pour taxe appliquer. Remise sous cachet deux lettres : Mrs. A. Momm (?) pour litige avec maison V. Ernst &amp; C<sup>ie</sup>, et Mrs. F. L. de Wail (?) d'Anvers. Renseignements demandés par Mrs. de Wail (?) sur une personne. Appelle attention « sur le peu où la nullité des garanties qu'offre la possession des maisons d'habitation des débiteurs envers leurs créanciers qui devraient se tenir en garde contre se leurre qui est mis souvent en jeux pour obtenir des crédits de nos industriels et négociants. »</p>
16 déc. 1893	Comte de Merode Westerloo, à Bruxelles.	<p>N°. 21. Occasion nouvel an, exprime profond dévouement et vœux sincères pour bonheur V. E : « Puisse le Seigneur Tout-Puissant vous prodiguer ses abondantes bénédictions ! »</p>
30 déc. 1893	Comte de Merode Westerloo, à Bruxelles.	<p>N°. 22, Id. C, Affaires de Chancellerie. Remise sous couvert état débours année 1893 s'élevant somme de Frs. 62.35/00 soumis approbation V. E. Tableau annexe daté 31 décembre 1893 : nature des dépenses/paiements effectués. Bonne main deux cawas du consulat pour jour de l'an. Bonne main Conak pour jour de l'an. Affranchissement de lettres. Commission de banque 2%.</p>
5 janv. 1894	Comte de Merode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	<p>N°. 1, Id. C, Affaires de Chancellerie. Remise sous couvert présente lettre deux certificats négatifs : a) certificat négatif, aucun acte dressé actes État civil. b) déclaration registre actes publication de mariages. (Registres datés 10 décembre 1892; Déclaration 1<sup>er</sup> Janvier 1894)</p>

? fév. 1894	Comte de Merode Westerloo à Bruxelles.	Id. C, Affaires de Chancellerie. Remise sous couvert : a) Copie acte de naissance de Marie Elisabeth Ernst b) Duplicata constatant sexe de l'enfant.
23 fév. 1894	Comte de Merode Westerloo à Bruxelles.	N°. 3, Id. C, Affaires de Chancellerie. Réception lettre adressée 26 janvier Direction G N 9522 N. d'ordre 2. Sincères remerciements avoir transmis fondé pouvoirs somme frs. 82.38 en couverture compte débours.
3 mars 1894	Comte de Merode Westerloo à Bruxelles.	N°. 4 ?, Id. C, Affaires de Chancellerie (3 pages). Réception dépêche adressée 19 janvier Direction C3 N 9740 N. d'ordre 1 (?) disant consuls belges n'ont pas compétence pour dresser protêts faute d'acceptation et faute de paiement. Pris bonne note instructions. Réponse de M. Frédéricici, consul général, à la demande ; consuls belges autorisés percevoir taxe prévue article 39 du tarif belge (décrets actes ou procès verbal non spécialement tarifé) pour dresser acte de protêt de non acceptation ou de non paiement d'une lettre de change. Chancelleries des consulats de tous les États européens, représentés dans ce pays, hors de chrétienté, ont toujours dressé protêts faute d'acceptation ou faute de paiement contre leurs ressortissants : « Cette sorte d'actes était inconnue, comme vous le savez Monsieur le Ministre, à la législation ottomane des temps anciens, et n'a été introduite que depuis la création des tribunaux de commerce. »
23 mai 1894	Comte de Merode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 5, Id. B, Affaires Commerciales. Réception lettre adressée 27 avril Direction C/L N° 755 N. d'ordre 3, informations sur M. Ayoub à Alep. Gérants cette maison jeunes débutants qui ne disposent apparemment que petit capital. Disent être appuyés sur M. Pierre Homsy, riche et honnête négociant, beau-frère M. Ayoub.
28 mai 1894	Comte de Merode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 6, Id. B, Affaires Commerciales (3 pages). Craintes sur récolte causées par sécheresse et froid entièrement dissipées ; fréquence pluies avril et attentes récolte abondante ; presque assurance disparition sauterelles et doublement semailles par agriculteurs ; prix à la baisse ; approvisionnement jour le jour minoterie, seule ressource du pays. Exportation impossible blés durs d'Alep (bons pour fabrication des pâtes) pour Italie ; baisse prix en Europe. Frais d'exploitation très coûteux, absorbent dans les années d'abondance et de baisse les deux tiers ou trois quarts de la valeur du froment. Perspective prix France écarte idée exportation, orges et daris (maïs blancs) reflète situation commerciale pays. Arménie souffre de la disette, secourue par envois à partir Mésopotamie, région Aintab & Orfa compris.
20 juil. 1894	Comte de Merode Westerloo, à Bruxelles.	N°. 7, Id. C, Affaires de Chancellerie ». Réception lettre adressée 31 mois dernier (?) Direction C N. 14.142. N. d'ordre 4 relative acquisition de la qualité de Belges.
20 août 1894	Comte de Merode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2. Réception circulaire 27 Mohar 1312/18 juillet 1310, N. 164 de S. E. Hassan Pacha, gouverneur vilayet Alep ; d'après instructions Ministère Justice pour désignation par chaque consulat juges section mixte tribunal de commerce Alep. Ancien ordre de choses présentait forme solidarité européenne. Tentative, selon consul, d'arriver ainsi graduellement à évincer des tribunaux l'élément étranger, tendance affaiblir et faire disparaître privilèges



		acquis par traités. Transactions commerciales avec indigènes de plus en plus difficiles. Commerce étranger frustré des garanties qu'institution tribunaux mixtes devait assurer. Division des voix ; président associé aux assesseurs ottomans (voix du président déterminant majorité), étrangers victimes dispositions hostiles des juges ottomans. Demande instructions au sujet de la circulaire.
20 août 1894	Comte de Merode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 8, Id. B, Affaires Commerciales. Réfère rapport 28 mai Sub. N. d'ordre 6 ; belles espérances récoltes données par aspect champs déçues par réalité : « ...donnant des résultats bien au dessous de ce que les rapports officiels annonçaient à l'Autorité Locale avant l'adjudication des dimes. » Récoltes incomplètes différentes parties vilayet; froment (médiocre), orges (mauvaise). Cotonnier et plante de ricin prospèrent bien. Mois d'octobre décidera leur sort.
6 sept. 1894	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 18. Réponse lettre adressée date 3 Rabi-el-Evel 312, 22 août 310 N°.198 ; remise citation contenue dans susdite signée par M. Victor Ernst, que veuillez référer Tribunal de commerce d'où elle émane.
7 nov. 1894	Comte de Merode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 10, Id. B, Affaires Commerciales. Réception lettre adressée 29 septembre Direction B° N. 14.142. N. 303 parvenue entremise Mrs Depoorter Frères, pour les aider à rentrer dans les fonds à recevoir de la firme Puckatah Hassis (?), pour marchandises vendues par entremise de Mrs. V. Ernst. Lettre adressée susdits sous cachet volant, exposé situation cette créance actuellement de par Mrs. V. Ernst & c. qui « dès sa création avaient escompté & liquidé les acceptations libellées en leur nom & à leur ordre. » Remise sous cachet volant lettre à Mrs. Beetens, Christophe de Verviers par laquelle exposé situation créances à Alep pour coût marchandises (vendues) par entremise de leurs représentants Mrs. Luttické (?) qu'espère pouvoir faire rentrer.
7 nov. 1894	Comte de Merode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 9, Id. C, Affaires de Chancellerie. Référant office 3 mars N. d'ordre 4, relatif protêts à dresser par Consuls Belges, faute d'acceptation ou de paiements : « une maison de commerce Italienne de cette ville s'est adressée à ce Consulat lui demandant de lever le protêt d'un effet de commerce dû par la firme Belge V. Ernst & C. » Suite instructions dépêche 19 janvier 1894, consul décliné compétence de ce chef : consulats des différents États qui ne lèvent des protêts que lorsqu'il s'agit de leurs ressortissants : « [...] la faculté de dresser les protêts relatifs aux lettres de change & effets de commerce est accordée en Turquie sans exception aux Consuls de tous les états européens. »
30 déc. 1894	Comte de Merode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 10, Id. C, Affaires de Chancellerie. Réception lettre adressée 26 nov. Direction C2 N°. 9548 N. d'ordre 5. A reçu sous bande registre d'état civil en double daté du 12 novembre 1894 ainsi qu'une note ; ne manquera pas conformer prescriptions, renvoi double servi durant année 1894.
30 déc. 1894 ?	Comte de Merode Westerloo, à Bruxelles.	N°. 11, Id. C, Affaires de Chancellerie. Remerciements dépêche Direction C2 N°. 9740 N°. d'ordre 6, instructions relativement faculté Consuls dresser protêts faute d'acceptation & de paiement. Ne manquera pas, cas échéant, conformer susdites instructions.



18 janv. 1895	Comte de Merode Westerloo, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2, Id. C, Affaires de Chancellerie. Remise sous couvert État débours année 1894 s'élevant somme de Frs. 68.35/00 soumis approbation V. E. Tableau annexe daté 31 décembre 1894, Nature des dépenses/Paiements effectués : Bonne main aux deux cawas du consulat pour jour de l'an ; Bonne main Conak pour jour de l'an ; Affranchissement de lettres ; Commission de banque 2%.
18 janv. 1895	Comte de Merode Westerloo, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 1, Id. C, Affaires de Chancellerie. Remise sous couvert : a) registre actes État Civil où inscrit acte naissance Marie Elisabeth Ernst b) certificat négatif, déclaration aucun acte publication de mariages année 1894. (Registres datés 10 décembre 1892 ; Déclaration 1 <sup>er</sup> janvier 1895) Lettre adressée sous couvert recommandé. Port du pli de cette date <sup>S</sup> P 11.
? fév. 1895	Comte de Merode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3, Id. B, Affaires Commerciales (25 pages). Lisibilité réduite. <i>Routes et Communications</i> : chaussée reliant Alexandrette à Alep, travail par prestation depuis bientôt trente ans, n'est pas encore achevée. Rapport 19 décembre 1893 Sub. N. 19, portait connaissance V. E. concession chemin de fer partant de Damas, passant par Homs, Rayak-Alep, Birecik sur l'Euphrate, avec prolongement facultatif jusqu'à Gélik (?) près de Harput ; avait été donné à la Compagnie Française des chemins de fer économiques de Syrie mais profond silence règne sur cette entreprise. Ci-joint copie carte indiquant tracé sommaire de cette ligne. Ligne ne peut être que d'une utilité secondaire pour Alep, seule voie semblant être la plus rationnelle serait ligne « partant d'Alexandrette ou de Souédieh, passant par Antioche & Alep, qui aboutirait à Meskéné (Balis) sur l'Euphrate & aurait pour auxiliaire <u>essentiel</u> la concession de la navigation de ce fleuve. » <i>Situation économique</i> : nouveaux quartiers autour ville Alep, état apparent prospérité provient défaut emploi sûr des capitaux dans le pays même, à cause de la réduction des bénéfices commerciaux population chrétienne adonnée à la construction d'immeubles. L'érection nouveaux quartiers eu pour résultat immobilisation des fonds employés & la dépréciation de la propriété dont la valeur est réduite à moitié ou aux deux tiers du prix coûtant. Cessation de l'exportation des céréales, la baisse considérable des denrées & des produits bruts et presque disparition culture du tabac depuis la fondation de la Régie, (de) la déviation du commerce de la Mésopotamie qui s'est tourné (vers) Bagdad. Diminution générale dans l'exportation qui se traduit par une perte annuelle de dix à douze milliers de francs. Disproportion entre importations (194 M. Frs.) et exportations (104 M. Frs.) durant dernière époque quinquennale (1889-1893). Les rapports avec la Belgique tendent à se développer depuis établissement service de steamers (?) entre Anvers & Alexandrette. Régie des Tabacs ; contrebande des tabacs. <i>Établissements financier</i> : Banque impériale ottomane a établi depuis bientôt deux ans un agent. <i>Mines</i> : aucune étude faite quant aux mines de cuivre, de fer & de houille de la province. Concession exploitation sources de pétrole qui existent à Ajas (?) Issen (?) dans le Golfe d'Alexandrette a été accordée à la Société Allemande ; sondages complètement nuls jusqu'ici. <i>Industrie textile</i> : traverse crise interne dont effets se répercutent sur autres

		industries de la région. Fabrication du savon usines d'Alep, Idlep, Antioche, Killis, Aïntab et Orfa. Soie : culture du mûrier et l'éducation des vers à soie s'est répandue.
24 juin 1895	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 8, Id. C, Affaires de Chancellerie. Réception lettre adressée 25 mai Direction C3 N°. 30875 relative dépôts volontaires dans les consulats.
? juil. 1895	M. Jules de Burlet Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 9. Réception lettre adressée 31 mai N°. d'ordre 5 Direction B e : N°.608 apprenant Roi daigné confier Direction Ministère des Affaires étrangères. Humbles félicitations, assure profond dévouement et zèle.
22 juil. 1895 N°. 10	M. Jules de Burlet Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Maladie cholériforme, caractère de laquelle médecins n'étaient pas d'accord, manifestée depuis 1 <sup>er</sup> juillet. Autorité Locale et Office Sanitaire pas officiellement prononcés ou prévenu consulats existence maladie épidémique, faisant quotidiennement victimes : « Malgré certains symptômes qui autorisent les controverses médicales; tant pour moi que pour les habitants de cette ville qui émigrent en grand nombre, c'est bien le Choléra qui règne. »
27 juil. 1895 N°. 11	M. Jules de Burlet Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Suite missive 22 juil., N°. 10, Office Sanitaire d'Alep, lettre 24 juillet, apprend que choléra a fait apparition ville d'Alep ; 21 décès constatés intervalle de 14 jours ; épidémie semble se présenter sous forme légère. Contagion étendue bourgs et villages environnants : « Ce fléau, Monsieur le Ministre, porte, avec la désolation, le coup de grâce à la situation commerciale de cette ville. Les bateaux du Lloyd Autrichien ceux des Messageries Maritimes de France & les bateaux de la Compagnie égyptienne « Hédivié » ont cessé de toucher le port d'Alexandrette pour éviter leur mise en quarantaine. » Communications postales avec Europe se feront voie de Constantinople & voie de Damas-Beyrouth. Provenances d'Alep & d'Alexandrette soumise cinq jours quarantaine.
14 août 1895 N°. 12	M. Jules de Burlet Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Remise sous couvert copie deux actes naissances jumeaux Georges-Marie-Joseph Ernst & de Victor-Marie-Antoine Ernst et déclarations constatation sexe deux susdits enfants. Aussi extrait protêt faute de paiement dressé sur requête maison Zollinger contre la maison Belge Victor Ernst.
16 août 1895 N°. 13	M. Jules de Burlet Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Suite office 27 juillet, Sub N° 11, remise bulletin sanitaire cas et décès cholériques officiellement constatés. Épidémie envahi plusieurs localités Vilayet, marchant côtés Nord & Sud ; Orfa & Diarbekir atteints contagion ; caractère maladie moins virulent qu'ordinaire. Bulletin hebdomadaire en annexe.
30 août 1895 N°. 14	M. Jules de Burlet Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Récolte froment et orge se présente cette année très abondante, « ... faisant par un effet inverse le malheur du paysan qui par le bon marché extrême et la mévente peut à peine retirer les frais de fauchage, battage, transport, etc. » Prix haut relativement au prix d'achat, « en raison des frais de transport à dos de chameaux qui, malgré la stagnation des affaires, reste toujours cher et oscillant ne permettant pas au négociant d'opérer sur une base certaine. » Rendements calculés en moyenne vingt pour un : « néanmoins une récolte moyenne aurait été plus avantageuse que cette grande abondance qui ne peut se consommer dans le pays ni s'exporter faute de moyens de transport. » Remise sous couvert bulletin cas



		et décès cholériques ; épidémie semble entrée période décroissance. Chiffres de l'Office Sanitaire du Vilayet d'Alep, Bulletin daté 29 août. N. B. La ville d'Alep compte d'après le chiffre officiel 105 653 habitants.
30 août 1895	M. Jules de Burlet à Bruxelles.	N°. 15. Réponse lettre adressée 13 août Direction C <sup>2</sup> N°. 9742 N°. d'ordre 6 (?), omission, puis remise sous couvert acte naissance de Victor-Marie-Antoine Ernst dûment revêtu visa en légalisation.
30 août 1895	M. Jules de Burlet à Bruxelles.	N°. 16, Id. C, Affaires de Chancellerie. Remise sous couvert Certificat constatation décès et Acte décès de George-Marie-Joseph Ernst.
16 janv. 1896	M. Jules de Burlet Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 1. Réception lettre adressée 9 nov. 1895 Direction C <sup>3</sup> N°. 9740 ainsi que cahier en double destiné inscription actes et contrats pourrait être appelé à dresser qualité de notaire durant année 1896. Remise sous couvert double répertoire employé durant année actuelle close 31 décembre 1895.
17 janv. 1896	M. Jules de Burlet Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2. Réception lettre adressée 9 nov. 1895 Direction C <sup>3</sup> N°. 9742 N°. d'ordre 7, de laquelle relevé bévue faute dans rédaction actes naissance des jumeaux Ernst. Le déclarant M. Victor Ernst âgé 31 ans (fils de feu Victor Guillaume Joseph Ernst d'Andrimont), demeurant à Alep, né à Andrimont, province de Liège, est bien le père des jumeaux auxquels a été donné noms de Georges-Marie-Joseph & de Victor-Marie-Antoine Ernst. Un des deux jumeaux, Georges-Marie-Joseph Ernst, décédé 5 octobre 1895. A informé susdit M. Victor Ernst, père de ces deux enfants, de l'irrégulière rédaction actes en question, qu'il fera, dit-il, rectifier par un jugement qui sera rendu par le Tribunal belge compétent.
17 janv. 1896	M. Jules de Burlet Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 3. Réception lettre adressée 9 décembre dernier Direction C <sup>2</sup> N°. 9548 N°. d'ordre 9, remettant registre actes état civil en double original daté 5 décembre 1895. Remise sous couvert registre actes état civil dûment clôturé 31 décembre 1895.
29 janv. 1896	Georges Neyt à Constantinople.	N°. 24 (9 pages). [Événements d'Urfa; massacre sur deux jours ; samedi 28 et dimanche 29 décembre 1895 ; selon informations obtenues consul, 8000 victimes dans l'espace de 36 heures.] Appris durant semaine, par missives passant la barrière interceptant les lettres & télégrammes, l'énormité des massacres ayant ensanglanté Urfa; malheureux Arméniens survivants blessés, veuves et orphelins jetés dans désolation la plus affreuse. Grand coup accompli 28 décembre 1895, 2 mois jour pour jour après le premier massacre ayant coûté la vie quarantaine individus, pillage 500 boutiques. Chrétiens confinés demeures depuis premier massacre. Moutessarrif Hassan Riza Pacha conjointement aux Naïb Effendi et membres du Conseil Administratif exhortent Chrétiens à sortir de leur retraite; assurances données au nom du Sultan, contre tout attentat. Fraternité donnée par Conseil Administratif acceptée. Depuis paisible population chrétienne désarmée : « Confiants, ces malheureux se rendent au bazar, s'installent dans leurs boutiques et reprennent le cours interrompu de leurs occupations. » Incendie Samedi 28 décembre 1895 ; barbares (multitude des barbares armée de couteaux, de haches, de fers tranchants & de marteaux), accompagnés de réservistes Rédifs, violences dans le quartier arménien et bazar. Aspect



		<p>horrible de cette boucherie d'hommes. Reprise dévastation le lendemain. Mort 500 à 600 Arméniens réfugiés dans une église fut cernée, incendiée et servit de bûcher. Autorités impassibles ne prirent fait et cause avec le bataillon de Rédifs et les assassins que pour repousser les tribus kurdes attirées par l'appât du pillage. Environ 8000 victimes massacrées sur période de 36 heures. Abomination et désolation étendues aux campagnes, jusqu'à Bérédjik où mêmes scènes se passèrent, massacres et apostasies. Filles enlevées, données mariage premier venu musulman, garçons gardés dans des familles musulmanes ; dans les campagnes, villages entiers ont apostasié. Mot d'ordre identique lors des événements ; griefs contre les Arméniens, accusés d'être les provocateurs des troubles ; attitude indulgente envers les assassins. Établissements religieux Américains et Français protégés et sauvés à Orfa lors du premier et second massacre, gendarmes à l'entrée : « ...les Chrétiens Catholiques et Syriens Jacobites furent aussi épargnés aux massacres par ce même moyen usé à Aintab aussi avec succès à chaque émeute. » Population Killis tenté soulèvement contre chrétiens ; arrêtée par officier et gendarmes, ordre maintenu avec force dérisoire. Appel à une réaction des puissances dans sagesse et entente commune pour affronter défi lancé par Turquie. Esprits actuellement tournés vers Zeïtoun; consuls d'Italie (pour la triplice), Angleterre, Russie, Gérant Consulat France partis 16 janvier.</p>
20 janv. 1896	M. Jules de Burlet Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4. Remise sous couvert État des débours durant année 1895, s'élevant somme F <sup>rs</sup> . 108. Remerciement plus sincères versements faits mandataires durant exercice relatifs frais du Cavas. Tableau annexe, fait 31 décembre 1895.
25 janv. 1896		N <sup>o</sup> . 5. « La copie de cette lettre <u>confidentielle</u> se trouve déposée dans l'archive personnel de F.P. » Frédéric Poche
2 mai 1896	S. E. Monsieur P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 6. Relevant longue maladie, réception dépêche adressée 4 mars Direction B N <sup>o</sup> . 608 faisant part que Sa Majesté daigné confier V. E. Direction Ministère des Affaires Étrangères. Respectueuses félicitations ; efforts tendront de plus en plus à faire avancer les intérêts économiques du Royaume dans juridiction consulaire d'Alep et attirer haute bienveillance V. E.
18 août 1896	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 7. N'a pu répondre plus tôt dépêche adressée 25 février Direction G N <sup>o</sup> . 9522/45 N <sup>o</sup> . d'ordre 2, souffrant encore conséquences opération chirurgicale subie. Remise copie télégrammes adressés Légation Constantinople durant moments de terreur. Note indiquant date, destination, prix de chaque télégramme, formant total F <sup>rs</sup> . 13.20, qui déduits somme F <sup>rs</sup> . 50.10 indiquée États débours année 1895, somme frais postaux se réduit à F <sup>rs</sup> . 36.90. Conformera instructions dépêche indiquant débours en piastres courantes du pays, dont total sera converti en francs. Note explicative annexe, relative état des débours faits pendant l'année 1895 par le soussigné Frédéric Poche, Consul de Belgique à Alep (Syrie) : 16 nov. (Sollicitant protection contre massacres appréhendés ici) et 30 déc. 1895 (Notifiant troubles Orfa implorant intervention pour ramener sécurité).

18 août 1896	P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 8. Réponse lettre adressée 13 juillet (?) par M <sup>rs</sup> . Verhoost Frères de Courtrai, prière leur faire parvenir.
18 août 1896	P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 9. Réponse lettre adressée 31 juillet, Direction C N <sup>o</sup> . 33815 (?) N <sup>o</sup> . d'ordre 3. remettant copie requête Mrs Osmin Catteaux & sœurs de Courtrai; s'est empressé faire venir auprès lui M. Nasri Charaoui qui a produit lettre des susdits datée 24 juin, lui accusant réception d'une remise de F <sup>rs</sup> . 400; promis qu'aurait fait autre remise F <sup>rs</sup> . 500 aujourd'hui, « ... & que jusqu'à fin Septembre de cette année, il remettrait à ses créanciers le Net produit de leurs dépôts chez lui & il les couvrirait de tout leur avoir. » Liquidation faillite de B. Villecroze pas encore terminée ; M. Charaoui dit avoir touché somme environ 1000 F <sup>rs</sup> . qu'il a envoyée aux intéressés susdits. Créance reconnue Mrs Osmin Catteaux; dividende versé M. Charaoui.
19 août 1896	Comte de Merode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 10 (2 pages). Événements qui ont souillé province empêché quitter poste & profiter congé accordé an dernier par M. Neyt, Ministre Constantinople; état santé exigeant changement air, prié par télégramme 4 août Ministre Constantinople accorder faveur user susdit congé ; accordé, espère pouvoir profiter cette quinzaine. Réclame indulgence pour M. Albert Poche, vice-consul Hollande à Alep, agréé par S. E. M. Neyt et autorisé par ses supérieurs, chargé gérance consulat.
19 août 1896	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 11. Remise sous couvert réponse lettre Monsieur G. Dumoulin de Bruxelles, 215 Rue de Cologne, remise par dépêche 3 août Direction C3 No. 33.895 (?) N <sup>o</sup> . d'ordre 4. Rien à obtenir ici Alep de Madame Ernst, quoique nantie procuration mari, auquel n'est connu possession aucun bien. Démarches créanciers auraient plus de chance si étaient faites en Belgique, domicile débiteur.
30 oct. 1896	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 12. Réception dépêche adressée 8 octobre dernier Direction C <sup>3</sup> N <sup>o</sup> . 33895 N <sup>o</sup> . d'ordre 6, accompagnant lettre avec deux annexes de M. G. Dumoulin fabricant de conserve à Bruxelles 215 Rue de Cologne. Remise ci-joint réponse M. Dumoulin par laquelle donne renseignements demandés par lui sur sa créance auprès de M. Victor Ernst Jr : « À mon regret je ne vois aucune possibilité pour le moment de pouvoir arriver ici au recouvrement de cette créance, Madame Ernst ne disposant à son dire d'aucune somme, d'aucun bien, pour faire face aux engagements de son mari qui se trouve toujours en Belgique. »
27 nov. 1896	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 13. Réception lettre adressée 25 septembre Direction C2 N <sup>o</sup> . 9541 N <sup>o</sup> . d'ordre 7 accompagnant texte loi 30 avril 1896 relative au mariage. Texte, instructions et formules d'actes et procès verbaux seront déposés archives consulat.
7 janv. 1897	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 1. Remise sous couvert État débours durant année 1896, s'élevant somme F <sup>rs</sup> . 78.04 accompagné note explicative, double copie; Remerciement versements faits frais de Cavas relatifs 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> trimestre cet exercice. 2 Tableaux annexe, faits 31 décembre 1896 : 2 télégrammes (6.78 F <sup>rs</sup> ): 11 février (annonçant affaire Zeitoun terminée), 21 mars (annonçant troubles sanglants Killis & désordres Antioche. Nature dépenses et paiements effectués (Bonne main, Affranchissement lettres, Commission Banque,



		Frais télégraphiques).
29 mars 1897	P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Remerciements avis donné dans lettre 3 février Direction C N <sup>o</sup> . 9522.48 N <sup>o</sup> . d'ordre 1 versement de f <sup>s</sup> . 78.04, versement montant compte frais année 1896. Vifs remerciements.
29 mars 1897	P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3. Conformément contenu lettre reçue 17 février Direction C N <sup>o</sup> . 2930 N <sup>o</sup> . d'ordre 25, s'est empressé faire remettre à plusieurs industriels d'Alep annexes reçues sous bande les invitant chaleureusement à participer concours section Ottomane; espoir voir quelqu'un prendre part à cet appel.
8 avril 1897	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4. Réception lettre adressée 23 mars Direction B/L N <sup>o</sup> . 755 N <sup>o</sup> . d'ordre 3. Renseignements a pu avoir sur M. M. Abdini & Moussalli, firme établie depuis sept à huit mois, commence à peine à travailler à titre de commissionnaire : « On croit que le capital versé par le père de Mons <sup>r</sup> . Abdini à son fils qui dirige cette maison, ne dépasse pas le chiffre de huit à neuf mille francs. Monsieur Moussalli sans capital, ne contribue que par son travail. On les considère pour honnêtes mais peu experts et de capacité moyenne. Débutant, on ignore encore leur manière de travailler, toutefois on croit qu'un crédit de 1000 à 1500 francs peut leur être accordé. » Usage renseignements fait sous toute réserve.
6 mai 1897	P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 5. Lisibilité réduite. Remise sous couvert souche passeport délivré date 24 Avril Madame Dilvez (?), sujet belge habitant à Bruxelles.
29 juil. 1897	P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 6. Pris connaissance contenu dépêche adressée 26 juin Direction C <sup>2</sup> N <sup>o</sup> . 9548, signalement erreurs trouvées registres années 1886 à 1895 ; attention sera observée pour éviter irrégularités et conformer explications fournies.
26 sept. 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 37. Réception lettre adressée 12 sept. 311 N <sup>o</sup> . 214, étonné voir n'accuse pas réception office 7 septembre N <sup>o</sup> . 36, relatif même affaire; plutôt remise notification Gérance Présidence Cour Civile Première Instance d'Alep. Susdit office N <sup>o</sup> . 36 informait V. E. du refus du Drogman de signer sentence rendue par Tribunal de Commerce dans cause intentée par Direction Imprimerie Vilayet à Mrs. Victor Ernst & C <sup>ie</sup> apostillé par juges délégués consulat; ne pouvait être exécutée, devait être réformée. Clauses du Protocole inapplicables affaire en question, ne concernant que sentences relatives questions propriété immobilière. Exécution sentences exclusivement réservée aux consuls, principes confirmés par traités et usages en vigueur (art. 1, Traité Commerce 1840 conférant sujets S. M. Roi des Belges mêmes droits et mêmes immunités accordés aux nations les plus favorisées ; art. 8, Traité 1839 relatif présence de Drogmans sentences rendues cas procès entre sujets Sublime Porte et ceux S. M. Roi des Belges). Protestation contre infraction dispositions traités ou règlements, mise de scellé ou tout autre acte vexatoire, violation de domicile, etc., que pourrait commettre Officier Autorité Locale. Cas soumis Légation Constantinople. Prière vouloir bien donner ordres péremptoires pour qu'aucune infraction ne soit portée dispositions traités et règlements. Direction Imprimerie Vilayet agit avec passion et but vexatoire demandant mise scellés sur bureaux et magasins de Mrs. Victor Ernst & C <sup>ie</sup> . ; en cas de gain définitif, se



		trouve nantie possession presse en litige et somme environ 500 francs qu'elle doit pour autres fournitures retirées cette maison.
12 nov. 1895	M. A. Barthelemy, Gérant du Consulat de France à Alep.	Réception lettre adressée 7 novembre, remise requête M. Isidore Villecroze, négociant français, dûment communiquée dame belge Hedwige Ernst née Villecroze, demeurant Alep, han Villecroze.
26 sept. 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 38. Remise sous couvert présent office, reçu dûment signé Sieur Namettallah Homsy, Drogman consulat belge, relatif protêt Sieurs Resuallah (Resulullah ?).
4 janv. 1896	S. E. Moustapha Zéhni Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Référant office 10 juillet 1895 N°. 34, remise sous couvert pétition Cawas office consulaire belge Ahmed Saïd Méktébi par laquelle, « ...il prie avec insistance que sa situation militaire en raison de son service, comme Cawas privilégié de ce Consulat soit régularisée par la remise en ses mains des titres y relatifs. »
11 janv. 1895	S. E. Moustapha Zéhni Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 40. Remise sous couvert pétition drogman consulat belge Sieur Namettallah Homsy, prière transmettre tribunal de commerce d'Alep, pour être communiquée Sieurs Serkis Egavian (?) Frères d'Alep « ...aux fins requis & que de justice. »
13 janv. 1895	S. E. Moustapha Zéhni Pacha, Gouverneur Gén. du vilayet d'Alep.	N°. 41. Juges délégués par consulat pour siéger Tribunal de Commerce d'Alep, M. Guillaume Poche, M. Eugène Catoni & M. Henri Marcopoli. Prière transmettre présente communication Tribunal de Commerce.
3 fév. 1896	S.E. Raouf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 42. Remise sous couvert pétition Cawas consulat belge Hadji Hamdo Nanaa, par laquelle réclame somme de L. T. 23 ½ & P <sup>res</sup> . 13 ¼ de son débiteur Hadji Abd-el-Rahman ibn Ahmed de la tribu des Ferdoun demeurant à Aïn-el-Djahehe, kaza de Bab. Prière référer requête Tribunal de Commerce de cette ville.
25 fév. 1896		« Le Consulat de Belgique à Alep, prie l'Autorité Locale de vouloir bien délivrer un Teskéré de route à Monsieur Victor Ernst, Négociant & Sujet Belge, qui part d'Alep pour se rendre à Constantinople. Le Consul de Belgique, Frédéric Poche. » Notes en turc ottoman au bas de page.
26 fév. 1896	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 43. Référence note 25 février. Procédure toute nouvelle et illégale a été adoptée en cette circonstance ; pièce référée Procureur Général (plutôt que décrétée par Bureau délivrant Teskérés), demandant si existe ou non procès s'opposant départ, qui a référé Subrogé Procureur Général, décrété transmission Tribunal Criminel Première Instance. Prie V. E. vouloir bien prendre acte, donner ordres précis pour faire parvenir Consulat Teskéré en question pour qu'il puisse être expédié à son destinataire à Alexandrette par la poste d'aujourd'hui : « s'il y avait quelque raison suffisante pouvant empêcher le départ du susdit sujet Belge, ce Consulat n'aurait pas demandé le Teskéré en question, Monsieur Victor Ernst en laissant sa procuration légale à M <sup>me</sup> . Ernst. »
26 fév. 1896	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 44. Remise sous couvert pétition Cawas ce Consulat Ahmed Saïd Mektabi, prière référer Tribunal de Commerce de cette ville.
9 avril 1896	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 45. A appris lundi 6 avril par Cawas Consulat Ahmed Mektabi que, « les mulazims Teufik Effendi & Rihan Agha accompagnés d'une escouade de gendarmes pénétrèrent dans sa maison pour faire une perquisition sans que ce Consulat ait été

		prévenu pour se faire représenter par un délégué comme les règlements l'exigent. Cette action arbitraire constituant une violation de domicile & une infraction manifeste aux traités en vigueur, je me vois dans le cas de devoir la signaler à V. E. pour qu'Elle veuille bien donner à ce Consulat la réparation qui lui est due pour cet acte offensant & illégal & infliger à ses auteurs la punition qu'ils se sont attirée. »
18 avril 1896	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 46. Remise sous couvert, dûment signée par Cawas cet Office Ahmed ibn Saïd Mektabi, citation Tribunal de Commerce remise par V. E. par dépêche 16 Chawal 313/18 mars 312 N°. 14
5 mai 1896	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 47. Remise sous couvert original pétition cawas office consulaire Hadj Hamdo Nanaa datée 21 Zilcade 313/22 avril 312, par laquelle, « ...il prie que le titre constituant sa dette devers le Trésor Impérial provenant des dîmes qui lui ont été concédée lui soit rendu contre le paiement intégral de ce qu'il reste devoir. » Prière donner ordres nécessaires pour régularisation définitive cette pendance, cawas voulant se libérer de sa dette et retirer titre qu'il a signé.
18 mai 1896	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 48. Réponse dépêche adressée 9 Zilcade 313/10 avril 312 sub N°. 113, relative violation domicile Cawas Ahmed Mektabi et saisie tabac : « ...je relève que cet incident fâcheux est la conséquence de la demande faite par la Régie de perquisitionner la maison du susdit; perquisition qui eut pour résultat la saisie d'une certaine quantité de tabac. » Négligence police ou gendarmerie dans exécution réglementaire action judiciaire. Arbitraire poussé jusqu'à pénétration maison Cawas sans présence & concours du « Moukhtar » du quartier; « une telle procédure constitue une évidente infraction aux traités & dès lors une réparation est due. »
28 mai 1896	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 49. Demande M. Nicolas Homsy, drogman du consulat belge, partant pour Beyrouth compagnie Madame Zoé Homsy, sa femme et son domestique, prière donner ordre qu'il soit muni teskéré route réglementaire.
26 juil. 1894	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 16. Réception lettre adressée 22 Moh. 312/13 juillet (?) Sub. N. 153 par laquelle fait part S. M. I. le Sultan gracieusement daigné confier nouvellement V. E. rênes Gouvernement Vilayet. Efforts tendront maintenir intacts bons rapport régnant entre Gouvernement de S. M. I. le Sultan et ceux qu'a honneur de représenter. Seconde fois honneur renouer avec V. E. anciennes et si agréables relations. Signé consul de Belgique et vice-consul des É. U. d'Amérique, Frédéric Poche.
16 août 1894	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 17. Remise sous couvert reçu dûment signé par M. Victor Ernst & C <sup>ie</sup> . protêt avancé par Mektubdji Vilayet remis par V. E. lettre 13 Sefer 312/2 août 310 N°.177 pour être communiqué susdite firme.
6 sept. 1894	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 18. Réponse lettre adressée 3 Rabi-el-Evel 312, 22 août 310 N°. 198, remise V. E. citation susdite honorée contenait, « dûment signée par Mrs. Victor Ernst, que veuillez référer au tribunal de commerce d'où elle émane. »



26 sept. 1894	M. Georges Marcopoli, Consul Intérim. de S. M. Catholique à Alep.	Réception lettre adressée 24 septembre faisant part nomination Consul Intérimaire de S. M. Catholique à Alep. Souhaitant apprendre prochainement nomination définitive, sera heureux voir cimenter relations ne cesseront d'être des plus cordiales.
14 nov. 1894	Henry L. Barnham, Consul de S. M. Britannique à Alep.	Réponse lettre adressée hier, faisant part nomination poste Consul S. M. I. la Reine d'Angleterre, adresse meilleures félicitations.
? nov. 1894	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 19. Lisibilité réduite. Remise sous pli duplicata pétition adressé par Cawas Consulat Hadj Hamdo Nanaa.
20 nov. 1894	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 20. Remise reçu dûment signé par Mrs. Victor Ernst & C. portant N°. 107/34. daté 7 nov. 1310, relatif extrait sentence émanée par tribunal commerce d'Alep, datée 10 Gemaz evel 1312/27. oct. 1310 N. 112 remis par V.E. par dépêche 13 Gemaz evel 312/30 oct. 310 pour être communiqué aux susdits.
31 déc. 1894	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 21. Sous couvert lettre vizirienne notifiant Gouverneur Général Vilayet que M. Nicolas Homsy, Banquier résidant ville d'Alep nommé Drogman Consulat Belgique à Alep. Prière ordonner enregistrement susdit ordre supérieur et qu'avis soit donné consul Poche.
31 déc. 1894	M. Nah. (?) Bedri Bey, Directeur en chef, Télégraphes & Postes du Vilayet d'Alep	Réponse lettre adressée 7/19 courant N°. 247 par laquelle appris rapports malveillants insinués charge Bureau télégraphique & postal cette ville. Occasion qui procure satisfaction dire que « jusqu'ici je n'ai eu qu'à me louer de la manière avec laquelle le service postal & télégraphique est menée dans les Bureaux d'Alep & de la régularité qui y règne. » (Frédéric Poche, Consul de Belgique et Vice Consul des États-Unis d'Amérique.)
? janv. 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 22. Remise pétition Mrs Victor Ernst & C <sup>ie</sup> , négociants belges, protestant contre mise de scellés irrégulière, faite, disent-ils, par Tribunal de Commerce Alep, dont détails exposés susdite pétition. Prière donner cours requis susdite pièce.
? janv. 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 23. Réponse lettre adressée 13 Gemaz el evel 312/28 N°. 310 N°. 314 ; fait part que jusqu'à nouvelle décision, anciens membre Messieurs Boutros Effendi Homsy, Albert Poche, Georges et Henri Marcopoli siégeront comme par le passé, connaîtront des affaires regardant les ressortissants de l'office consulaire belge d'Alep.
19 janv. 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 24. Réponse lettre adressée 14 Redjeb 312 / 29 décembre 311 N°. 347 ; remise réplique M. Nametallah Homsy, drogman office consul., ainsi qu'effet dix Livres anglaises, moins dix-neuf piastres & un tiers réclamé par Tribunal de Commerce d'Alep, sur le dos duquel réclamé qu'a valoir sur cet effet sept cent piastres ont été payées par Mr. Joseph, Aut. Moussalli. Prière ordonner qu'une décharge soit remise par Présidence Tribunal de Commerce au susdit M. Homsy « pour lui servir à ce que de droit & de justice. »
2 mars 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 25 (2 pages). Remis V. E. par lettre 31 décembre 1894 N°. 21 lettre vizirienne. Gouverneur verbalement objecté ancienneté lettre notifiant nomination Drogman Homsy : « sur ma proposition la Légation du Royaume de Belgique à Constantinople avait bien voulu agréer la nomination de M. Nicolas Homsy, banquier



		résidant à Alep, comme Drogman privilégié de ce Consulat. » Nouvel ordre ci-joint obtenu via Légation daté 4 Chaban 1312/ 19 janv. 310/ N. 208 émanant S. E. Mohammed Saïd Pacha, Ministre des Affaires Étrangères S. M. I. le Sultan par lequel nomination susdit M. Homsy portée connaissance V. E. Prière donner ordre nécessaire, soit pris acte entrée fonction M. Homsy et ordre en question enregistré. Suivent deux documents en turc ottoman.
1 <sup>er</sup> avril 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 26. Remise sous couvert requête Hadji Hamdo Nanaa, Cawas Consulat, avec prière vouloir bien munir ordre aux Autorités de Hama pour faire droit demande susdit cawas.
3 avril 1895		Lisibilité réduite du document. Courte note écrite par Frédéric Poche.
8 mai 1895	M. Nicolas Homsy, Drogman du Consulat de Belgique à Alep.	N°. 1. Satisfaction faire part que sur proposition consul Poche, S. E. Chargé d'Affaires & Ministre Plénipotentiaire de S. M. Roi des Belges près Sublime Porte Ottomane, bien voulu agréer nomination poste drogman consulat de Belgique à Alep et a muni ordre Viziriel y relatif. Susdit ordre (4 Chaban 1312 & 19 Kanoun-el-Sani 310 N°. 208 dûment enregistré au Vilayet.
18 mai 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 27. Remise pétition cawas consulat Ahmad Mektabi, victime vol par effraction. V. E. priée vouloir bien donner ordres à police pour que vol et voleurs soient trouvés; ces derniers punis et la marchandise enlevée rendue à son propriétaire.
		N°. 28. Document écrit en turc ottoman.
25 mai 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 29 (2 p.). Réponse lettre adressée 16 Zilcade 312 / 29 avril 311 N°. 45 ; donné lecture lettre Messieurs Albert Poche et Henri Marcopoli, juges délégués Tribunal Commerce, prié Président Tribunal Commerce, pour qu'affaires ne subissent pas de retard, de considérer que : « ne pouvant abandonner leurs bureaux les jours de poste pour l'Europe, ils le priaient de choisir des jours libres de courriers pour l'assignation des Affaires Belges.
26 mai 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 30. Document manquant.
15 juin 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 31. Réponse lettre adressée 2 Zilhidjé 312 / 17 mai 311 Sub. N°. 72, ayant communiqué juges délégués consulat belge observation M. Président Tribunal Commerce, se défendent plainte absence portée à leur charge ; séance tombant jour courrier ou cause imprévue. Prédécesseurs considérant juges délégués choisis parmi négociants avaient assigné jours sans départ courrier pour Europe. Désir que changements itinéraires bateaux postaux soient pris considération, pour que deux jours hebdomadaires assignés pour affaires mixtes soient substitués par d'autres quand tombent un des jours de grand courrier pour Europe.
2 juil. 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 32. Prière prendre note que drogmans office consulaire belge se trouvant empêchés, M. Elias Lamroud chargé assister, de la part du consulat, à l'interrogatoire des soupçonnés voleurs teinturerie du cawas du consulat Ahmed Mektabi.
6 juil. 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 33. Mairiaux Romain Emile, s'était fait délivrer le 24 mai 1895 par le Consulat Général de Belgique à Budapest un passeport qu'il fit viser au Consulat de Turquie. Individu condamné à 7 ans prison. D'après rapports police Hongroise, dès 25 mai dernier,

		Mairiaux aurait passé en Serbie après avoir manifesté intention de se manifester à Belgrade et de là à Constantinople pour chercher à trouver une occupation. Ordre Gouvernement de S. M. Roi et en conformité instructions de S. E. Ministre résident Constantinople, prie V. E. : « de vouloir bien donner des ordres à tous les bureaux de police d'arrêter le fugitif s'il venait à paraître dans ce Vilayet et me prêter main forte pour l'embarquer à destination d'Anvers. » Remise sous pli signalement individu : Tribunal de Charleroi, Parquet. Signalement nommé Mairiaux Romain, âgé 31 ans, né à Thuin, le 21 octobre 1863, y domicilié, condamné par ce tribunal, le 24 mai 1895, à 7 ans prison pour faux détournement réel.
? juil. 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 34. Remise pétition cawas consulat, Ahmed Méktébi demandant mise en règle situation militaire, conséquence emploi cawas office consulaire. Note bas de page : Wartan Nordrkian Aïntabli.
13 août 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 35. Remise reçu sentence émanée par Tribunal Commerce Alep sous le N° 65, datée 13 Mohar. 313 & 4 juillet 311, concernant cause intentée par Autorité Locale à la maison belge V. Ernst pour fourniture presse lithographique. Honorée dépêche 7 Sepher 313 & 17 juillet 311 N° 164 trouve ainsi réponse.
7 sept. 1895	Hassan Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 36 (3 pages). Réponse dépêches N°. 179 & 194 & 22 Aghostos 311, remise copie déclaration D <sup>r</sup> . Corrado Médecin sanitaire Vilayet Alep. M. Ernst empêché s'occuper moindre affaire pour cause ophtalmie purulente. Susdit avance opposition sentence rendue cause presse lithographique commandée par Imprimerie Vilayet. Juges délégués consulat apostillé sentence considérant irrégulièrement rendue, pas été signée par drogman consulat, sentence devant être refondue.
25 mai 1895	M. le Comte de Mérode Westerloo, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 7, Id. B, Affaires Commerciales. Document attaché Réception lettre adressée 13 avril, accompagnant six exemplaires brochure publiée par certaines maisons d'exportation d'Anvers, laquelle consul distribuera.
22 mars 1895	Comte de Mérode Westerloo, à Bruxelles.	N°. 4, Id. C, Affaires de Chancellerie. Réception lettre écrite 7 février dernier Direction G N°. 9522 N°. d'ordre 1, informant somme versée fondé pouvoir frs. 68.33, pour solde compte annexé lettre 18 Janvier 1895 N°.2.
6 mars 1895	Comte de Mérode Westerloo, à Bruxelles.	N°. 3, Id. C, Affaires de Chancellerie (2 pages). Réception bulletin M. Chef Cabinet Département Affaires Étrangères adressé date 13 février, informant lettre N°. ordre 9 manque série dépêches Consulat; remise sous couvert copie susdite dépêche datée 7 novembre 1894 et accusé réception adressé 6 décembre 1894, Sub. N°. d'ordre 6 Direction C <sup>2</sup> . N 9740.
5 avril 1895	Comte de Mérode Westerloo, à Bruxelles.	N°. 5, Id. A, Affaires politiques (2 p.). Réception lettre adressée 8 mars Direction A. N°. 3445 N°. d'ordre 2. Remerciements présentation rapport 6 février yeux de S. M. le Roi. Ne manquera pas informer Légation Constantinople, événements pouvant intéresser, comme Gouvernement S. M. le Roi.

24 juin 1895 2 pages	Comte de Mérode Westerloo, à Bruxelles.	Réception lettre adressée 26 mai Direction B/e informant S. M. le Roi bien voulu accepter démission fonctions Ministre Affaires étrangères. Profonde reconnaissance et respectueux remerciements indulgence bienveillante avec laquelle traité dans accomplissement devoirs charge; « tous mes efforts tendront à ne jamais faillir dans l'accomplissement de mes devoirs officiels. » Fin du dossier.



## A.6 RÉSUMÉ DES DOCUMENTS DU REGISTRE FP 2006 (1896-1903)

Correspondance sortante de Frédéric Poche, consul de Belgique à Alep et Albert Poche, gérant du consulat belge d'Alep.

Page Date	Destinataire	Sujet
27 janv. 1897	M. Albert Poche, Gérant Consuls de Belgique et Amérique à Alep	Écrite par le Consul J. R. d'Autriche-Hongrie. Arrivé hier à Alep, a pris aujourd'hui direction Consulat d'Autriche-Hongrie en cette ville. Félicitant nouvelles relations que nouvelles fonctions permettront entretenir avec vous. Document attaché (Alep le 27 janvier 1897) : Consulat d'Autriche-Hongrie, de Rohm. Avise sa prise de la Direction des Affaires du Consulat.
1-2 9 mars 1896	Georges Neyt, Envoyé Extra. & Ministre Plénipot. à Constantinople.	N°. 27. Réception lettre confidentielle adressée 14 janvier 1896 N°. 19. Recherches restées infructueuses localiser M. Georges Merzbach à Alep ou autre ville juridiction consulaire; continuera diligences. Nouvelle horribles massacres province Alep retenti monde entier : « Mr. Merzbach qui je le suppose, suivant les conseils de la prudence aura pris une toute autre route que celle de ces malheureuses contrées où la sécurité personnelle est devenue problématique pour tout chrétien indigène ou étranger. »
3-6 12 mars 1896	Georges Neyt, Envoyé Extra. & Ministre Plénipot. à Constantinople.	N°. 28. Suite office confidentiel 27 février Sub N°.25, remise V. E. copie lettre adressée par Valy Raïf Pacha 21 Ramazan 313/22 février 311 Sub N°. 398 en réponse lettre 26 février N°. 43 dont copie soumise V. E.. Jugement rendu en faveur Imprimerie du Vilayet mis en avant comme cause déterminante refus remettre M. V. Ernst un « Teskéré » de route; demande règlement immédiat somme portée jugement rendu, transmise M <sup>me</sup> . Ernst, fondé pouvoir. M. Ernst dit abri nouvelles poursuites, agissait pour compte Constructeurs Mrs. H. Jullien de Bruxelles, même si agi contrat propre nom, ou firme commerciale, et reconnu seul responsable engagements pris.
7 21 mars 1896	Légation Belgique, Constantinople.	Télégramme : « Troubles sanglants Killis, désordres Antioche, détails manquent. Poche. »
8-11 6 mai 1896	M. Paul de Vroot, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N°. 29. Réception dépêche adressée 23 mars sub. N°. 85 & 13 février N°. 45 ; longue et douloureuse maladie empêché envoi rapport événements Killis. Situation toujours précaire localités ravagées massacres : « ...le Gouvernement n'ose châtier les exécuteurs des massacres. Les Chrétiens réduits à l'état de serfs subissent toutes espèces d'humiliantes vexations. Leur cohabitation avec les assassins des leurs est un autre problème

		<p>indéchiffrable. Les massacres en masse ont cessé, cependant, il n'est pas moins vrai que dans ce malheureux pays, ils continuent en détail dans les campagnes. » Esprit population musulmane Alep semble pacifique. Manifeste (pamphlet) venu de Constantinople considérant Arméniens comme auteurs des troubles, obéissant aux insinuations des étrangers ennemis, ont provoqué les troubles qui arrivèrent ; remise d'une copie. Passage Bahri Pacha Alep, appelé nouvelles fonctions ; embarqué à bord d'un Steamer Ottoman, départ soulève le calme : « Bahri Pacha, qui s'est rendu célèbre pour la part qu'il avait pris aux massacres en Arménie et qui se trouvait ici depuis plusieurs mois, vient de quitter cette ville pour la Mecque. [...] À son arrivée à Alep ce fonctionnaire prit son logement dans un des quartiers les plus fanatiques de la ville, sympathisant avec ses habitants, il faisait parade de son orthodoxie et de sa haine contre les Chrétiens. »</p>
12-15 10 juin 1896	M. Paul de Vroot, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	<p>N°. 30. Réponse dépêche adressée 1<sup>er</sup> avril sub. N°. 107 concernant différend survenu entre M. V. Ernst et Imprimerie Vilayet persiste réclamation retour montant avancé à ce dernier. Conditions obligatoires pour validité jugement ; sentences parfois considérées par plusieurs consulats comme nulles et non avenues et renvoyées sans être exécutées. Fonction du drogman au cours d'un procès. Presse à lithographier : « ...la situation du sieur Ernst ne présente aucun actif apparent; ce qui provoquerait forcément sa mise en faillite &amp; l'absorption par les frais de procédure du misérable produit d'une appareil dont l'usage est interdit par l'Autorité locale, &amp; dès lors ne peut être vendue qu'à elle seule &amp; à vil prix. »</p>
16-22 2 juil. 1896	M. Paul de Vroot, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	<p>N°. 31. Fauteurs des massacres d'Aïntab, (Battal Zadé Zahir Bey, Rassim Pachanin ogli Ali Bey, Téké Chéhi Cheh Effendi Arifi Bey) mandés par le Valy d'Alep, Raïf Pacha. Désordres causés par langage provocant des musulmans et attitude Caïmacam. Valy a délégué le Ferik (général division) Moustafa Loutfi Pacha, rendit Aïntab, tint aux chefs un langage plein de menaces : « ...leur disant qu'il était revêtu de plains pouvoirs de la part de S. M. le Sultan qui a les mêmes sollicitudes paternelles pour ses sujets Musulmans &amp; Chrétiens et que lui, le neveu du héros de Plevna Osman Pacha avait été choisi pour châtier les fauteurs des troubles. » Injonction rendre biens volés aux Chrétiens; perquisitions plusieurs maisons musulmans ; capture nombreux effets volés et trente à quarante arrestations (28 juin). Musulmans rassemblés résistèrent injonctions Loutfi Pacha, mise à feu biens volés aux Chrétiens, menaces de massacres; Loutfi Pacha cédé aux menaces. Population chrétienne terrorisée et effarée quitta bazars et marchés. Réserve enrégimentée changée en assassins fait acte d'insubordination. Nécessité répression pour tempérer situation Prestige européen presque disparu depuis dernière grande démonstration navale. Situation aggravée à Adiyemen depuis départ de la garnison, appréhende massacre chrétiens localité. Secours ne peuvent remplacer travail de 500 000 affamés et déguenillés de la région.</p>



23 4 août 1896	Son Excellence Ministre Belgique, Constantinople.	Télégramme : « Ma santé exigeant départ prie humblement Votre Excellence accorder faveur user congé accordé dernièrement qu'événements empêchèrent user. Albert Poche, Vice Consul Hollande, gérera comme porté à connaissance Votre Excellence. Remerciements respectueux sincères. Poche. »
24-25 19 août 1896	Georges Neyt, Envoyé Extra. & Ministre Plénipot. à Constantinople.	N°. 32. N'a pu répondre contenu dépêche M. Paul de Vroot 23 mars N°. 85 et 20 mai N°. 170 (?). Longue maladie due à une plaie, désireux restaurer santé par repos et changement climat. Remerciements et sentiments reconnaissance pour faveur accordée user congé accordé dernièrement.
26-27 16 avril 1897	Georges Neyt, Envoyé Extra. & Ministre Plénipot. à Constantinople.	N°. 33. Réception dépêche adressée 26 mars Dir. B N°. 229 ; pas manqué faire pratiques indiquées auprès commerçants importateurs. Élément Grec dans cette contrée bien restreint; « néanmoins tous mes efforts tendrons à attirer l'attention du commerce vers les ressources industrielles de la Belgique. »
28-29 17 déc. 1897	Georges Neyt, Envoyé Extra. & Ministre Plénipot. à Constantinople.	N°. 34. Réception dépêche adressée 1 <sup>er</sup> décembre Dir. B N°. 714 ; aucune maison belge dans rayon circonscription consulaire ; impossibilité dresser liste demandée des négociants industriels & agents commerciaux.
30-31 15 avril 1898	S. E. Monsieur G. de Man, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N°. 35. Réception dépêche adressée 17 mars D. B. A. 20 N°. 73 ; consulat s'est toujours tenu pareilles circonstances règlements relatifs immunité douanière; pas eu occasion user cette immunité depuis début gérance : « D'ailleurs la douane d'Alexandrette est si sévère, qu'elle ne livre jamais un colis en franchise sans porter l'adresse du Consulat. »
32-33 18 nov. 1898	Georges Neyt, Envoyé Extra. & Ministre Plénipot. à Constantinople.	N°. 36. Remise sous couvert copie circulaire reçue de S. E. Raïf Pacha, Gouverneur Vilayet Alep par laquelle demande empreinte sceau du Consulat, pour servir en cas de besoin pour légalisation actes officiels exhibés devant Autorité Locale. Nouvelles dispositions émanant Ministère Affaires étrangères Constantinople. Demande instructions avant adhérer exigence.
34-37 7 avril 1899	M. le Comte V. de Vandenstein (?), Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N°. 37. Réponse dépêche adressée 17 mars D. B. C.3 N°. 83 et annexe y-jointe ; remise renseignements désirés sujet plainte portée contre cawas consulat Ahmad Mektebi. Réponse note Vali Alep adressée 27/9 juillet 314 20 Safar 316 N°. 120. Exagération et contradictions Régie Alep; contestation quantité tabac trouvée chez cawas (100 kilos) ; perquisition 23 avril 1898 effectuée sans présence délégué consulat. Perquisitions chez le Cawas et chez ses associés. Note remise par S. P. indique que « les agents de l'Autorité locale ont saisi à plusieurs reprises tant chez le cawas en question, que dans les maisons de ses parents et associés une grande quantité de tabac et deux hachoirs. » Accusations commerce illicite. Quantité moindre achetée pour lui, pour son propre usage : « ...si l'on devait perquisitionner toutes les maisons d'Alep on trouverait certainement des quantités plus grandes. La contrebande se faisant sur une large échelle, et chacun profitant du tabac qui lui est offert à de meilleures conditions que la Régie. » Délégué immédiatement personne consulat pour assister à la perquisition, sans faire cas 24 heures délais que règlements ordonnent ; attente instructions.



38-39 9 juin 1899	Comte Errembault de Dudzele, Env. Extraordinaire & Ministre Plénipot. à Constantinople.	N°. 38. Réponse dépêche adressée 22 mai Sub N°. 130 faisant part nomination Envoyé Extraordinaire & Ministre Plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Ottomans, honneur entrer en relation avec V. E., sollicite respectueusement indulgence bienveillante.
40-41 28 juil. 1899	Comte Errembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 39. Réponse dépêche adressée 26 juin Dir. A. (?) 2. N°. 173 relative questions de principe surgiraient avec autorités locales affectant droits des étrangers, conformera nouvelles instructions. S. E. Raïf Pacha Gouverneur Alep adressé note aux consulats, conformément instructions reçues, suite décision conseil administratif Alep ; « ...tout sujet étranger possesseur d'immeubles, ainsi que les employés privilégiés des consulats devaient être astreints aux prestations pour la construction et amélioration des routes. » De commun accord avec collègues autres Puissances, demande assujettir sujets étrangers à des taxes aléatoires a été rejetée.
42-44 21 avril 1900	Comte Errembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 40. Incident fâcheux survenu jours derniers à S. E. Raïf Pacha, Gouverneur Vilayet Alep. Circulaire 7 avril informait tournée annuelle inspection certaines localités Vilayet. Bakir Pacha, commandant militaire place Alep intérimaire durant absence provisoire pour visites Alexandrette, Antioche et autre Cazas, deux jours avant fêtes Baïram. Rumeurs malveillantes égard gouverneur prétendant que son but était de se rendre en Europe. Ordres supérieurs intimant s'arrêter où il se trouvait (à Kirik-khan, dernière station route Alexandrette) puis permission accordée quelques jours plus tard de continuer tournée, mais vali s'est hâté de rentrer Alep 14 courant. Souhait aucun changement ultérieur et maintien vali dans ses fonctions, bonne administration et intégrité S. E. Raïf Pacha qualités notoires tous habitants Alep.
45-46 10 juil. 1900	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 41. Recommandée. Réponse dépêche 10 mai 1900 N°. 115, bruit couru que S. E. Raïf Pacha destitué fonctions de Gouverneur Général Vilayet et remplaçant Anis Pacha était déjà en route pour Alep ; fonctionnaire connu pour avoir favorisé en 1895-1896 les massacres de Diarbékir ; tristes réminiscences et consternation pour Chrétiens. Corps consulaire d'Alep contacté par télégraphe ambassades respectives priant intervenir pour conjurer cette décision. Communication effectuée par entremise ambassade d'Italie, concours Monsieur le Marquis de Goyzueta, Consul Général d'Italie. Rapport N°. 44 Consul de France dans Livre jaune de 1895-1896, sur massacres Diarbékir et attitude gardée par ce gouverneur dans circonstances. Avis officiel changement Raïf Pacha toujours manquant ; on affirme décision prise définitive.
47-49 17 juil. 1900	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 42. Suite rapport 10 juillet N°. 41, samedi 14 juillet Anis Pacha arrivé Alep; annoncé par circulaire réception visites officielles d'usage samedi 21 juillet. Collègues autres Puissances projet abstention visite usuelle de félicitations. Demande instructions nécessaires et ligne conduite à tenir. Conformera à ce que fera majorité collègues. Déjà à l'arrivée, Vali mis évidence sentiments religieux outrés, intimant tous employés, tant chrétiens que musulmans, malgré usage toujours tenu Alep tenir tribunaux

		et bureaux gouvernement fermés dimanche, de se rendre à leur travail.
50-51 24 juil. 1900	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 43. S. E. Anis Pacha, nouveau Valy d'Alep, samedi dernier jour assigné réception visites des consuls. Corps consulaire décidé d'envoyer drogmans en masse en matinée ; abstention à la visite. Profité offre aimable consul Italie pour transmettre information de cette abstention par l'entremise de l'Ambassade Royale d'Italie : « ...ceci a été fait pour se conformer aux instructions reçues des ambassades par la majorité des consuls leurs disant de s'abstenir jusqu'à nouvel avis d'avoir des rapports avec lui. »
52-53 31 juil. 1900	Comte Errembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 44. Appris source (?) lundi soir 23 juillet, ordres donnés garnison Alep tenir prête au premier appel; munitions distribuées tous soldats; officiers supérieurs logent Alep, reçut ordre caserner et troupe restée sur qui-vive ; aucune explication convaincante et certaine donnée. Prétexte désordres appréhendés pour assassinat d'un chrétien par musulman. Depuis grand nombre patrouilles circulant tant à pied qu'à cheval la nuit dans ville et alentours.
54-58 4 sept. 1900	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 45. Réception dépêche adressée 6 août 1900 N°. 231 et 21 août N°. 249 et remerciements instructions. Suite informations incident relatif nomination nouveau Gouverneur Alep. 31 août Enis Pacha Gouverneur Général a fait parvenir circulaire consuls pour réception officielle pour solennité de la fête anniversaire de S. M. le Sultan ; plusieurs collègues reçu ordre respectives ambassades abstenir visiter Enis Pacha ; faire visite félicitations au Commandant Militaire et au Moawin (Adjoint du Vali) et abonder marques extérieures réjouissance pour 25 <sup>e</sup> anniversaire de S. M. Sultan. Pourparlers avec S. E. Ali Pacha (commandant extraord.) pour visite à la Caserne et acquitter cérémonial réglementaire, fit savoir recevrait palais Gouvernemental ; gérance provisoire affaires vilayet confiée ; Enis Pacha destitué fonctions ; félicitations des consuls. Ali Pacha continué depuis gérance affaires vilayet; Gérant Albert Poche, a fait, à l'égal des autres collègues, illumination et pavoiser porte d'entrée Consulat.
59-60 9 oct. 1900	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 46. Enis Pacha rendu Palais Gouvernemental, repris fonctions Gouverneur Général Vilayet, Ali Pacha, commandant Extraordinaire reçu avis décoration Osmanié de 1 <sup>ère</sup> Classe, récompense services rendus durant gestion 31 jours ; vive surprise population Alep au retour Enis Pacha réintégré fonctions.
61-62 11 déc. 1900	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 47. Célébration par Autorités Locales 9 octobre fête anniversaire S. M. Sultan. Enis Pacha Gouverneur Général absent solennité, prétexte tournée inspection Vilayet, direction Gouvernement laissée Moawin (Adjoint) Sevri (?) Bey. Corps consulaire fait aucun cas circulaire Gérant; limité compliments caserne Commandant Extraordinaire Ali Pacha où meilleur accueil fait tous consuls.
63-67 4 juin. 1901	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 48. Proportions inquiétantes prises par rixes et querelles derniers temps entre tribu kurde Mellié (appartenant corps soldats irréguliers Hamidiés, Chef Ibrahim Pacha) et tribu Arabes nomades dite Chamar (Chef Faris Pacha). Prépondérance prise par tribu Melliés (Résident à Veranchaer au nord d'Orfa) sur autres tribus. Suivant usage ancien des nomades, Ibrahim Pacha



		<p>laisse sa tribu se livrer au pillage, irruptions et pillage campements tribus voisines ; appropriation moutons, chameaux, chevaux ; déprédations de plus en plus fréquentes et situation critique. Communications directes entre Alep et Mardin interceptées, commerce souffrance, sans souci ou répression désordres par Gouvernement. Molestations tribus kurdes voisines, puis attaque (il a trois ou quatre mois) sur campement tribus Arabes Chamar et Abou-Assaf venaient de s'installer environs de Racca : « Prévenu de cette agression, Faris Pacha Cheikh des Chamars ordonna, qu'une concentration de forces suffisantes, soit faite dans les environs de Mardin pour attaquer Ibrahim Pacha. » Sept compagnies (chacune environ 1500 guerriers) dites « Djoumoû » prêtes à marcher sur résidence Ibrahim Pacha; alerte et demande secours aux autorités Alep, Mardin, et Harpout, répondirent à son appel fournissant 600 cavaliers et 1000 piétons (?), plus 2000 hommes armés tribu Ibrahim Pacha en plus cent autres cavaliers tribu alliée arabe des Sbaâ avec Ibrahim ; Chamars eurent à leur côté les tribus kurdes Karaguidji et Chikhan, ennemis des Melliés. Déroute des Arabes effrayés et démoralisés effet destructeur armes longue portée chameaux effrayés rebroussèrent chemin, écrasant sous leurs pas hommes, femmes et enfants ; environ mille victimes Chamars, beaucoup femmes et enfants ; grand nombre femmes et filles tombées entre mains Hamidiés. Parmi morts, Hussein el Aradj, chef des Karaguidji ; Farès Pacha, projets vengeance nouveau chef Chamars : « Les dix à douze mille hommes dont il dispose attendent près de Mardin et à Tal-Arman (?), des renforts pour reprendre l'offensive. » Farès Pacha a apparemment fait appel à plusieurs tribus Arabes très puissantes (Foz, Lejess, Charabiés, Bagarras) qui viendraient à son aide ; grande tribu ebu Rachid habitant environs de Bagdad s'unirait à lui ; situation appelée à se compliquer ; agents Autorité commencent à se pénétrer de la gravité de la situation ; nécessité arrêter et expulser contrée principaux chefs Kurdes Melliés et Arabes pour éviter effusion de sang.</p>
68-69 7 sept. 1901	Comte Errembault de Dudzeele, à Constantinople.	<p>Nº. 49. Réception dépêche adressée 16 juin, Nº. 212. Enis Pacha, Gouverneur Vilayet Alep, fête commémoration anniversaire S. M. Sultan, circulaire et heure visite corps consulaire. Consul conformé ligne conduite tenue par consuls autres Puissances : rendu caserne complimenter Commandant Extraordinaire Ali Pacha et Commandant Place Békir Pacha. Situation anormale qui se prolonge devient pénible, gênante et nuisible aux intérêts étrangers. Gouverneur pas à la hauteur poste occupé.</p>
70-72 13 mai 1902	Comte Errembault de Dudzeele, à Constantinople.	<p>Nº. 1. Surexcitation jusqu'à excès classe pauvre et ouvrière Alep, grande cherté et peu travail. Foule jetée sur boulangeries et boutiques de comestibles. Foule affamée courant dans rues et bazars cherchant refuge. Marchands boutiquiers fermé négoces. Aucun agent police ou gouvernement apparu pour dissiper foule. Ali Pacha, Commandant Extraordinaire paru plus tard, posta cinquantaine soldats autour bureaux Banque Impériale Ottomane. Aucun zaptié envoyé pour protection consulats. Foule femmes rendu palais Gouvernement criant famine, huant Vali ; confiance</p>



		foule Ali Pacha, accueilli cris de joie, confiance qu'il ordonnera marchés blés baisse prix. Plusieurs démonstrations faites par classe pauvre cours huit derniers mois; aucune mesure prise pour modifier triste situation.
73-74 20 mai 1902	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 2. Suite lettre 13 mai N°. 1. Seconde émeute 16 mai, prétexte cherté, rareté et piètre qualité pain. Patrouille circulant ville, mais panique vers midi; magasins, bureaux et boutiques fermés. Promenade après-midi dans bazars Vali Enis Pacha accompagné Commandant Extraordinaire Ali Pacha. Arrestations et dix-huit personnes déportées hier, pickpockets connus par police ; deux chrétiens et seize musulmans. Souhait toute population, tant chrétienne que musulmane de changement Vali.
75-76 7 oct. 1902	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 3. Réception dépêche adressée 25 septembre N°. 121 (?), adhésion ambassades et légations amendement introduit code procédure civile, interjection appels contre décisions interlocutoires des tribunaux avant jugement définitif. Pris note et informera nationaux intéressés.
77-78 14 Oct. 1902	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 4. Medjid Effendi, nouveau vali, a fait entrée 7 octobre et pris possession immédiatement Direction Affaires Vilayet. Drogmans consulats souhaité bienvenue, puis réception visites officielles, représentants consulaires déplacés Konak pour saluer. Première impression semble favorable, souhait homme partisan justice.
79 13 janv. 1903	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 2/1, A1. Réception dépêche adressée 15 déc. 1902 N°. 688, remerciements communication relative admission tribunaux de commerce mixte juges assesseurs nationalité autre que partie étrangère en cause. Pris bonne note nouvelles dispositions.
80-81 25 juin 1903	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 33/2 B40. Apparition choléra ville Hama, panique parmi habitants Alep. Appréhension épidémie Alep malgré mesures quaranténaires prises par Autorités locales. Cordon sanitaire établi à Khan-Schékhoun doutes sur fiabilité (14/23 juin : 45 cas suivis 30 décès) ; gardes faciles à suborner. Commission sanitaire vient être établie à Alep par Vali, surveillance et maintien propreté en ville, mesures hygiéniques pour préserver Alep de cette maladie.
82-83 14 juil. 1903	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 36/3 B42. Suite lettre 25 juin N°.33/2 B 40. Choléra pénétré Vilayet Alep ; télégramme Caïmakam de Djesser-el-Schoghr au Gouvernement Général ; 3 cas suivis 2 morts village voisin Djamassia. Épidémie semble suivre cours Oronte; croissance Hama, selon bulletin Office Sanitaire (du 6/13 juillet ; 125 cas suivis 90 décès).
84-85 4 août 1903	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 39/4 B44. Choléra rapproche de plus en plus ville Alep; infection sporadique transportée de Djesser-el-Schoghr (26/31 juillet ; 69 cas suivis 62 décès) à Idlep (29/31 juillet ; 2 cas suivis 2 décès), devenue épidémique, attribuée incurie Caïmakams deux localités n'ont pas établi cordons sanitaires. Mal semble entré décroissance Hama; Alep indemne quoique craintes grandes.
86 25 août 1903	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 41/5 B47. Épidémie cholérique étendue dans Vilayet, environne de tous côtés Alep. État sanitaire ville Alep satisfaisant, mal éclaté Bérédjik sur Euphrate, Djesser-Hadid sur Oronte, proximité Antioche (3 cas suivis 2 décès).

87-88 8 sept. 1903	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 46/6. B50. Réception dépêche adressée 29 août N°.4 & 6. Apparition choléra Alep malgré mesures prises pour empêcher fléau; mission médicale envoyée constaté cas 5 septembre, plusieurs autres succédés différents quartiers Alep.
89-91 22 sept. 1903	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 45/6 B51. Suite lettre 8 septembre N° 46/6 : épidémie choléra suit son cours (7/20 septembre : 53 cas suivis 44 décès) selon bulletin Gouvernement local. Certitude cas beaucoup plus nombreux. Population musulmane fataliste, tente éviter mesures quaranténaires et hygiène exigées, visite médicale, désinfections, cas non déclarés. Agitation classe ouvrière et pauvre; rumeurs propagation maladie.
92-94 6 oct. 1903	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 50/7 B53. Épidémie cholérique envahi tout Vilayet Alep, villes Alexandrette et Marache indemnes. Panique grande Alep même si cas peu nombreux ; bulletin Office Sanitaire 81 décès Alep (21 sept. / 4 oct.), mais atténuation certaine de la gravité par Autorité locale. Situation anormale amenant avec elle des inconvénients qui nuisent à la marche des affaires tant commerciales qu'industrielles : « Les mesures quaranténaires entravent la circulation des voyageurs et des commerçants de l'intérieur du pays, par conséquent une grande stagnation dans les transactions. » Stationnements onéreux; les bateaux à vapeur touchent irrégulièrement la rade à Alexandrette, intervalles éloignés. Rumeur possible mobilisation par gouvernement plusieurs bataillons de réservistes; remplacer garnison cas appel vers Macédoine : « Cette demande de réservistes est toujours mal accueillie par la population de cette ville et provoque une certaine agitation dans la classe pauvre et ouvrière qui n'est pas à même de pouvoir profiter de la faculté que lui accorde la loi de se faire remplacer. » (taxe d'exemption) Injures et menaces envers les Chrétiens.
95-96 20 oct. 1903	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 52/8 B56. Arrivée hier 77 prisonniers chrétiens Macédoniens et Bulgares destinés aux prisons Alep et Diarbekir, escortés par vingtaine soldats; captifs condamnés par cour martiale Salonique, plupart âge avancé et malades. Trois prêtres et deux effendis. Choléra continue sévir (5/18 octobre : 132 cas suivis 109 décès), liste officielle atténuant gravité épidémie.
97-98 9 nov. 1903	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 55/8 B58. Suite informations marche épidémie cholérique; maladie semble entrée Alep phase décroissance, croissance dans autres localités, surtout Antioche (ville ne comptant pas plus 20 000 habitants signale pour 24/31 octobre : 64 cas suivis 50 décès) ; Alep (comptant au moins 100 000 habitants ; 50 décès).
99-100 24 nov. 1903	Comte Errembault de Dudzele, à Constantinople.	N°. 58/10 B62. Depuis informations 20 octobre N°. 52/8, deux autres caravanes (42 et 204 personnes) prisonniers Macédoniens Chrétiens arrivées Alep, éparpillés différentes localités : « D'après les renseignements que j'ai pu recueillir, il résulte que ces pauvres exilés ne sont pas des insurgés, mais bien des villageois inculpés d'avoir donné asile à des révolutionnaires. »
		Vilayet d'Alep Repris au folio 401 à 449 " " " 281 à 291



101 2 juil. 1896		Consulat de Belgique à Alep. Soussigné Consul de Belgique Alep prie Nazir Régie des Tabacs Vilayet Alep faire passer en franchise de droits quatre cents cigares destinés usage personnel.
101 2 juil. 1896		Consulat de Belgique à Alep. Déclaration soussigné Consul de Belgique Alep avoir reçu Nazaret Régie Cointéressée des Tabacs de l'Empire Ottoman à Alep 400 cigares franchise privilégiée sur quantité lui revenant 1 <sup>er</sup> mars 1896 à fin février 1897.
103-104 15 juil. 1896	S. E. Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 50. Réfère office 4 janv. 1896 Sub. N <sup>o</sup> . 39 resté sans réponse, remise sous couvert pétition Cawas Office Consulaire Ahmed ibn Hadj Saïd Mektabi, sollicite régularisation situation militaire, en raison service Cawas privilégié, par remise titres y relatifs.
105 18 juil. 1896	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 51. Rappel office 16 mai N <sup>o</sup> . 48 relatif violation domicile Cawas Consulat Ahmed Mektabi, resté sans réponse, prière vouloir satisfaire contenu.
106-107 18 juil. 1896	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 52. Réponse deux lettres N <sup>o</sup> . 74 & 121 datées 16 mai & 3 juillet 312, Office Consulaire n'ayant à exercer aucun contrôle sur commerce ses administrés, ignorent si parmi eux ceux s'occupant trafic tabac; Régie pourrait renseigner sur délivrance permis aux ressortissants du Consulat.
108-109 ? sept. 1896	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 53. Réception lettre adressée date 7 septembre 312 N <sup>o</sup> . 189 concernant fermeture des boutiques des Yasakdjis (garde) de ce Consulat Hadji Hamdo Nanaa & Ahmad Maktabi, « comme étant des boutiques vides ne (servant ?) que pour la vente de tabac de contrebande. Sur les assurances de ces deux Cawas de ne pas s'occuper de cette branche de commerce interdit, et sur la constatation faite que ces boutiques sont des débits d'épicerie et non de tabac ; elles ne sauraient dès lors se compter dans la catégorie des passibles de la décision du Conseil administratif pour une prompte et définitive fermeture. Une telle mesure n'aurait par conséquent d'autre effet que de préjudicier aux intérêts de ces deux ressortissants de ce Consulat et d'être aussi en contravention avec le libre exercice d'un commerce légitime. »
110 2 janv. 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 54. Remise sous couvert pétition Cawas Consulat, Ahmad ibn Hadj Saïd Mektabi. Prière transmettre Tribunal de Commerce de cette ville et remerciements.
111 27 fév. 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 55. Réponse dépêche adressée 3 février 312 N <sup>o</sup> . 384, remise récépissé dûment signé de la sentence rendue par le tribunal de commerce de cette ville en faveur du Cawas Ahmad Mektabi.
112-113 10 mars 1897	M. H. Pognon, Consul de France à Alep.	Remise sous couvert présente requête M. Ezra Picciotto fondé de pouvoir de M. Victor Ernst négociant Belge domicilié à Alep, actuellement en Belgique, et son épouse Mme Hedwige Ernst née Villecroze demeurant Alep; prière communiquer à M. Rescalla (?) N. Gazalé drogman consulat France aux fins requis et que de droit.
114-115 20 avril 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 56. Appris depuis peu de temps par Madame Ernst, sujette Belge, que dans vol commis il y a quelques années chez M. Gazalé, drogman consulat France, voleurs emparés plusieurs objets bijouterie et orfèvrerie déposé chez susdit Gazalé. Autorité judiciaire été saisie affaire, difficultés mises en avant par vice-consulat Grèce avaient arrêté instruction, tentatives rendues vaines



		pour retrouver objets volés ; personnes suspectes nationalité hellène. Prière faire perquisitions nécessaires pour retrouver objets Mme Ernst avant que sujets hellènes ne quittent Turquie pour cause guerre, emportant objets avec eux.
116 26 avril 1897		Consulat de Belgique à Alep : « Le Consulat de Belgique à Alep, prie l'Autorité Locale de vouloir bien délivrer un Teskére de route à M <sup>me</sup> . Hedwige Ernst accompagnée de ses deux enfants, qui partent d'Alep, pour se rendre à Bruxelles. Le Gérant du Consulat de Belgique, Albert Poche. »
117 27 avril 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 56. Remise sous couvert pétition Cawas Consulat Hadj Hamdo Nanaa, prière donner cours.
118 29 mai 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 57. Réponse note du 12 mai 313 23 Zilhedjé 314 Sub N <sup>o</sup> . 112, aucun changement porté personnes juges délégués part ce Consulat pour siéger Tribunal de Commerce Alep : « Restent donc confirmés dans leurs fonctions Monsieur Guillaume Poche, Mons <sup>r</sup> . Eugène Catoni & Mons <sup>r</sup> . Henri Marcopoli. » Prière transmettre cette communication au Tribunal de Commerce.
119 29 juil. 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 58. Réception note adressée date ?/26 Sub N <sup>o</sup> . 208, empressé soumettre citation de témoignage du Tribunal pénal de Première Instance au Yasakgi Hadj Hamdo Nanaa, ci-joint remise dûment signée.
120-121 17 août 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 59. M. Naoum Homsy drogman Consulat belge partant cette nuit avec sa famille pour Souedieh désirerait être escorté. Prière vouloir bien ordonner gendarme soit accordé pour accompagner susdite destination. Heure départ huit heures de la nuit à la turque; remerciements de la faveur.
122 21 sept. 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 60. Réponse note adressée date 3/15 septembre 313 Sub N <sup>o</sup> . 286., remise citation Tribunal première instance dûment signé par Cawas Hadj Hamdo Nanaa pour comparaître jour indiqué qualité témoin, assisté par un Drogman.
123-124 22 sept. 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 61. Réception dépêche adressée 16 août 1312 Sub. N <sup>o</sup> . 262, impossibilité donner renseignements sur M. Victor Ernst, parti depuis bientôt deux ans d'Alep, ignorance lieu domicile. Lettre du Consulat datée 7 septembre 1895 Sub. N <sup>o</sup> . 36 relevait irrégularités sentence que l'on veut rendre exécutoire.
125-126 4 oct. 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 62. Remise sous couvert pétition Cawas Consulat Hadj Hamdo Nanaa, victime acte arbitraire commis par villageois Aïn el-Beyda et de Arbid, Caza de Bab, prière vouloir donner cours à réclamation et accorder bienveillant et efficace appui pour que justice soit rendue et fauteurs punis suivant règlements.
127 30 nov. 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N <sup>o</sup> . 63. Remise sous couvert pétition Cawas Consulat Hadji Hamdo Nanaa, prière donner cours.
128 3 déc. 1897	Consulat Impérial de Russie à Alep.	« Le soussigné à l'honneur d'accuser réception à Monsieur le Gérant du Consulat Impérial de Russie de sa circulaire en date d'hier. Le Gérant du Consulat de Belgique, Alb. Poche. »

129 30 déc. 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 64. Remise sous couvert citation Tribunal pénal première Instance qui formait objet estimée note 15 décembre 313 sub N°. 380 dûment signé par Cawas Hadj Hamdo Nanaa pour comparaître jour indiqué qualité témoin assisté par Drogman.
130 30 déc. 1897	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 65. Remise sous couvert pétition Cawas Consulat Hadj Hamdo Nanaa concernant revolver qui lui a été enlevé par les Autorités de Beylan, prière ordonner qu'arme soit rendue.
131-132 25 janv. 1898	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 66. Cawas Hadji Hamdo Nanaa rentré derniers jours d'une absence pour affaires, lui a communiqué sentence du juge instructeur du tribunal pénal de première instance, formant objet note datée 27 déc. 1313/15 Chaban 315 sub. N°. 3981 ; ci-joint récépissé signé, remise sous couvert opposition susdit cawas, prière donner cours.
133-135 14 mars 1898	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 67. Appris du drogman que tribunal pénal première instance vient de confirmer la sentence donnée par Juge Instructeur dans cause du Cawas Hadji Hamdo Nanaa contre villageois Hussein-el-Ali ibn Giassem el-Salame de Ain-el-Beyda et ses compagnons, comme devant être porté par devant tribunal de Bab. Opposition transmise par office 25 janvier No. 66, susdit Cawas démontré clairement que sentence donnée contrairement dispositions protocole pour assistance délégués consulaires, contestation devient compétence tribunaux Alep, ne saurait être renvoyée Caza de Bab. Atteinte règlements et immunités octroyés aux étrangers, protestation formelle contre atteinte droits concédés. Prière remettre cause dans sa voie régulière.
136 4 mai 1898	M. E. Zollinger, Gérant du Consulat Imp. d'Allemagne.	Réception circulaire adressée date hier informant que Gérance Consulat Impérial d'Allemagne confié suite démission Monsieur votre frère. Félicitations nouvelles fonctions, espère même relations cordiales et agréables qu'entretenues avec prédécesseur seront maintenues et continuées.
137 4 juin 1898	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 68. Prière vouloir bien faire savoir à quel point se trouve cause pendante entre Cawas Hadji Hamdo Nanaa et Hussein el-Ali ibn Giassem el Salamé de Ain el Begda, (Caza de Bab) qui formait objet office 14 mars dernier N°. 67 resté sans réponse. Regret retard pouvant nuire intérêt du plaignant.
138-140 16 juil. 1898	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 69. Réception note adressée 27 juin 314 & 20 Safar 316 N°. 120 notifiant plainte portée par Nazaret Régie des Tabacs contre Cawas Consulat, Ahmad Maktabi ; cinq perquisitions faites dans maison et boutique <i>Yasakgi</i> , production considérable tabacs et accusation contrebande. Assertion exagérée conséquence confusion ; une seule perquisition faite régulièrement avec assistance Drogman ; aucune valeur accordée autres perquisitions ; procédé irrégulier utilisé par Régie et violation domicile exigeant réparation.
141 18 août 1898	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 70. Offices 14 mars et 4 juin N°. 67 et 68 restés sans réponse, réitère prière pour décision prompte et équitable question pendante depuis plus dix mois entre Cawas Hadj Hamdo Nanaa et villageois Hussein el Ali ibn Giassem el Salamé de Ain-el-Beyda (Caza de Bab). Retard nuisible aux intérêts du plaignant; droit à ses justes réclamations.



142 27 août 1898	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 71. Remise sous couvert citation signée par Cawas Hadj Hamdo Nanaa formant objet note adressée date 6 Rabi II 316/ 11 août 314 N°.150.
143 12 sept. 1898	Monsieur A. Xanthopulo, Consul d'Autriche- Hongrie, Gérant du Consulat R. à Alep.	Appris avec plus vif regret par circulaire adressée aujourd'hui attentat qui coûta la vie à Sa Majesté l'Impératrice & Reine d'Autriche-Hongrie. Exprime en cette pénible occasion douleur ressentie. Écrite par Albert Poche, vice-consul des Pays-Bas et Gérant des Consuls de Belgique et des États-Unis d'Amérique.
144 ? nov. 1898	M. J. Grigorovitch (?), Conseiller d'État act. Consul Général Impérial de Russie à Alep.	Réception circulaire adressée 28 octobre faisant part arrivée et entrée possession direction des affaires Consulat Impérial de Russie. Félicitation les plus sincères et souhaits pour relations entretenues des plus agréables.
145 25 janv. 1899	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 72. Réfère circulaire adressée 2 Radjab 316 et 4 novembre 314 N°. 218, transmission présente empreinte sceau Consulat pour fins indiquées.
146 7 fév. 1899	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 73. Réception circulaire adressée 23 Chaban 316, 24 Décembre 314 N°. 255; fais part V. E. aucun changement ne sera porté personnes juges délégués siégeant Tribunal Commerce Alep de la part Consulat. Restent confirmés dans fonctions : M. Guillaume Poche, M. Henri Marcopoli et M. Eugène Catoni. Prière transmettre communication au Tribunal Commerce.
147 15 mai 1899	S. E. Bakir Pacha, Commandant Militaire & Gérant le Gouvernement Général du Vilayet d'Alep.	N°. 74. Remise ci-joint dûment signée par Cawas Hadj Hamdo Nanaa, deux citations tribunal pénal formant objet note adressée date 29 Zilhédjé 316 & 27 avril 315 N°. 39; communiquera deux autres concernant Cawas Ahmed Mektabi sitôt revenu de son voyage.
148 27 mai 1899	S. E. Bakir Pacha, Commandant Militaire & Gérant du Vilayet d'Alep.	Retour voyage Cavas Ahmed Mektabi; remise deux citations Tribunal pénal signées formant objet note adressée date 29 Zilhédjé 316 & 27 avril 315 N°. 39.
149 15 juin 1899	M. Zollinger, Consul de S.M. Impériale d'Allemagne.	Réception circulaire informant nomination par S. M. l'Empereur d'Allemagne comme titulaire Consulat Impérial à Alep. Plus sincères félicitations et souhaits pour bons rapports.
150-151 11 juil. 1899	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 76. Appris par lettre 26 Sefer (?) 1317 que sujets étrangers possesseurs d'immeubles, ainsi qu'employés privilégiés Consuls devaient être astreints aux prestations pour construction et amélioration des routes. Avec collègues autres Puissances, s'est prononcé contre toute taxe arbitraire à laquelle autorité locale prétend assujettir sujets étrangers, propriétaires ou non propriétaires d'immeubles ainsi qu'employés privilégiés consuls.
152 9 oct. 1899	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 77. Remise sous couvert deux citations tribunal pénal signées par cawas Ahmad Mektebi formant objet note adressée 30 Gemez el-evvel 317 & 23 septembre 318 N°.171.



153 26 oct. 1899	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 78. Réception note adressée par V. E. date 11 Gemez Akhir 317 & 4 octobre 315 (?), remise ci-joint dûment scellée citation tribunal pénal pour être signée par Cavas Consulat Hadji Hamdo Nanaa, lequel absent Alep ; attendu retour pour remplir formalité.
154 29 nov. 1899	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 79. Remise sous couvert pétition cawas Consulat Hadj Hamdo Nanaa ; demande restitution trois chameaux, actuellement surveillance police, ainsi que recouvrement somme de P <sup>res</sup> . 6900, due par Omar ibn Fudj Idhni (?) ainsi que punition selon rigueur loi pénale. Prière donner cours régulier à cette requête, appuyant réclamation.
155-156 ? déc. 1899	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 80. Remise sous couvert pétition Cawas Hadj Hamdo Nanaa pour recouvrement 300 brebis et 20 chèvres lui appartenant, enlevées vive force au pâtre qui les conduisait, Bozan ibn Kalo par certain nombre cavaliers tribu de Chammar. Prière donner ordre nécessaire pour retrouver troupeau, restituer avec dommages et frais au pétitionnaire et punir agresseurs, acte déprédation.
157 21 déc. 1899		« Le Consulat de Belgique Alep prie l'Autorité Locale de vouloir bien délivrer un teskéré de route au Cawas Hadj Hamdo Nanaa qui se rend d'Alep à Beyrouth. Le Gérant Alb. Poche. »
158 20 janv. 1900	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 81. Réponse note adressée 12 Ramadan 317 & 1 <sup>er</sup> janvier 315 N°.256, retour citation tribunal pénal dûment signée par <i>Yasakdji</i> Hadj Hamdo Nanaa.
159 23 janv. 1900	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 82. Réponse circulaire adressée 8 Ramadan 317 & 22 décembre 315 N°. 260, juges délégués devront siéger tribunal mixte commerce part Consulat Belgique : M. Guillaume Poche, M. Henri Marcopoli, M. Eugène Catoni; prière vouloir bien transmettre communication tribunal commerce Alep.
160 5 avril 1900	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 83. Remise ci-joint pétition cawas Hadj Hamdo Nanaa, par laquelle demande restitution mulet lui appartenant, vendu à son insu par un frère; prière vouloir donner cours cette supplique.
161 26 avril 1900	Monsieur Henry D. Barnham, Consul de Sa Majesté Britannique à Alep.	Transmission requête cawas Consulat Hadj Hamdo Nanaa, pour laquelle prie vouloir donner cours.
162 8 mai 1900	Henry D. Barnham, Consul de S. M. Britannique à Alep.	Réception dépêche adressée hier N°. 22, conformément contenu, empressé faire parvenir citation y incluse au protégé Consulat Hamdo Nanaa.
163 1 <sup>er</sup> août 1900	M. le Marquis Perd. De Goyzueta, Consul Général d'Italie à Alep.	Réception circulaire adressée aujourd'hui N°. 317, faisant part abominable crime dont victime S. M. le Roi Humbert I, Auguste Souverain. Expression indignation pour pareil forfait et plus vives condoléances.
164 9 mars 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 84. Réponse notes reçues 26 décembre 316 N°. 206 & 1 <sup>er</sup> février 316 N°.219, relative nomination juges délégués tribunal commerce mixte ; informe Gouvernement Général Vilayet aucun changement sièges an dernier, M. Guillaume Poche, M. Henri Marcopoli, M. Eugène Catoni. Prière vouloir bien transmettre communication tribunal commerce Alep.

165 20 avril 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 85. Transmission ci-jointe requête cawas Consulat Hadj Hamdo Nanaa, concernant cause intentée contre villageois Hussein el-Ali ebu Giassym el Salamé, de Aïn el-Beyda (Caza de Bab), n'a pas été définie malgré demandes réitérées Consulat (18 août 1898 N°. 70). Prie Autorité Locale vouloir bien initier affaire d'après règlements en vigueur.
166 27 mai 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 86. Transmission requête cawas Consulat Hadj Hamdo Nanaa, demande restitution jument enlevée vive force et punition d'après lois en vigueur auteurs acte violence.
167-168 27 mai 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 87. Nécessité revenir cause intentée par Cawas Hadj Hamdo Nanaa contre villageois Hussein el-Ali et compagnons de Aïn el-Beyda ; cause pas suivie selon règlements, ne devant être vue qu'à Alep ; Bab située distance moindre neuf heures Alep. Prière reprise et continuation cause à Alep d'après règlements en vigueur.
169-170 30 mai 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 88. Reprise observations cause Cawas Hadji Hamdo Nanaa contre villageois Hussein el-Ali ebu Giassem-el-Salamé et compagnons de Ain-el-Baida ; décision donnée par tribunal Ednamié entaché nullité, faite sans assistance Drogman Consulat considérée nulle et non avenue ; décision contraire aux termes protocole, cause devant être vue à Alep. Espère reprise prompte de la cause, écartant tout ce qui a été fait contrairement règlements et traités en vigueur.
171 1 <sup>er</sup> août 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 89. Remise sous couvert citation tribunal pénal première instance formant objet note 9 Rabi Akhar 319 & 12 juillet 317 N°. 104 dûment signée Cawas Hadji Hamdo Nanaa ; drogman sera envoyé jour assigné susdit tribunal pour assister débats de la cause.
172 21 août 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 90. Remise sous couvert citation tribunal pénal première instance formant objet note 23 Rabi Akhar 319 & 26 juillet 317 N°. 123 dûment signée Cawas Hadji Hamdo Nanaa ; drogman sera envoyé jour assigné susdit tribunal pour assister débats de la cause.
173 3 oct. 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 91. Transmission requête cawas Consulat Mustafa Catergi, expose danger couru par menaces contre vie faites par neveu Ghaleb, fils de Hassan Agha Catergi. Prière réprimer faits aussi graves et prendre garanties pour sauvegarde Cawas.
174 9 nov. 1901		Prière Directeur Douane Vilayet Alep faire passer franchise droits effets désignés destinés usage personnel. Écrite par Gérant du Consulat de Belgique à Alep, Albert Poche.
175 18 nov. 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 92. Prie Gouvernement Général Vilayet faire savoir développements affaire cawas Hadji Hamdo Nanaa contre villageois Hussein el-Ali ebn Djassem el Salamé formant objet notes 27 & 30 mai N°. 87-88 restées sans réponse. Retards nuisibles intérêts du plaignant.
176 18 nov. 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 93. Remise ci-joint Gouvernement Général Vilayet requête cawas Hadji Hamdo Nanaa ; demande soit transmise par Canal Autorité locale au Tribunal Commerce, afin voir débiteurs Mehmed, Ismail, & Taleb (?) Carabelli condamnés paiement deux traites 25 livres chacun qu'il possède sur eux par voie



		d'endossement ; prière vouloir donner cours régulier.
177 14 déc. 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 94. Réponse note reçue Gouvernement Général 22 novembre 317 N°. 253, retour sous couvert citation tribunal pénal de première instance dûment signée par cavas Hadj Hamdo Nanaa, délégué se rendra jour assigné assister séance part Consulat.
178 18 déc. 1901	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 95. Remise sous couvert Gouvernement Général citation Tribunal Commerce dûment signée par cavas Hadj Hamdo Nanaa, objet note 4 décembre 317 N°. 256.
179 ? janv. 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 96. Remise sous couvert requête M. Nametallah G. Homsy, Drogman Consulat par laquelle réclame payement traite Ltq. 109 due par Rastom Zada Hadj Rastom Agha & Rastom Zada Taher Agha (?) sujets Ottomans. Prière transmettre Tribunal de Commerce pour suivre cours régulier.
180-181 18 janv. 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 97. Privé réponse, ne peut comprendre motif silence absolu Autorités envers affaire pendante entre Cavas Hadj Hamdo Nanaa et villageois Hussein el-Ali ebn Djassem el Salamé de Ain-el-Beyda Caza de Bab, depuis plus de quatre ans. Dommage provoqué au plaignant.
182-183 18 janv. 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 98. Remise sous couvert citation tribunal pénal première instance, objet note 26 décembre 317 N°. 270 dûment signée par Cavas Consulat Hadj Hamdo Nanaa. Troisième comparution, affaire (enlèvement vive force jument) toujours renvoyée autre jour, manière de procéder nuisible aux intérêts des demandeurs, prière donner fin à cette affaire pendante depuis plus huit mois.
184 ? janv. 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 99. Remise sous pli Gouvernement Général citation du Tribunal pénal première instance, objet note 5 janvier 319 N°. 281 dûment signée par Cavas Consulat Hadj Hamdo Nanaa.
185 29 janv. 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 100. Transmission ci-jointe requête cawas Consulat Hadj Hamdo Nanaa, relative affaire toujours pendante enlèvement vive force jument lui appartenant (c.f. note 18 janvier N°. 98) traînant depuis plus huit mois et demi, assigné d'un jour à l'autre; prière donner solution à cette cause dans plus bref délai, punissant coupables conformément lois vigueur.
186 8 fév. 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 101. Affaire cawas Hadji Hamdo Nanaa contre villageois Hussein el-Ali ebn Djassem el Salamé formant objet notes N°. 85, 87, 88, 92 & 97 ; demande solution finale soit donnée à cette affaire, traînant depuis plus quatre ans, dossier cause irrégulièrement transmis à Bab.
187 8 janv. 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 102. Transmission Gouvernement Général Vilayet citation tribunal pénal première instance, formant objet note 16 janvier 317 N°. 291 (relative enlèvement jument vive force), dûment signée par plaignant Hadj Hamdo Nanaa.
188 17 fév. 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 103. Réponse note adressée par Gouvernement Général 17 décembre 317 N°. 265. Juges délégués devront siéger tribunal de commerce mixte part consulat : Mrs Guillaume Poche, Henri Marcopoli, Mikhaïl Sakal, Désiré Bigneaux.
189 18 fév. 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 104. Réponse note adressée par Gouvernement Général 27 janvier 317 N°. 302, remise citation N°. 183 dûment signée drogman consulat Monsieur Nametallah Homsy relative cause contre Restom Zadé Hadj Restom.



190 15 mars 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 105. Transmission Gouvernement Général Vilayet récépissé, dûment signé par cawas Hadji Hamdo Nanaa, copie décision prononcée par juge instructeur de Bab relativement cause contre villageois Hussein el-Ali ebn Djassem el Salamé de Ain-el-Beyda, communication lui a été faite conformément contenu note Gouvernement Général 26 février 317 N°. 341.
191 2 juil. 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 106. Transmission Gouvernement Général Vilayet ci-jointe requête cawas Mustafa Agha Catergi par laquelle demande garantie sauvegarde suite menaces de vie faites par débiteur Ezzo ebu Assaf el Helal el Batouchi du village Kéébe, Caza Killis.
192 5 août 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 107. Transmission Gouvernement Général Vilayet Alep requête cawas Hadji Hamdo Nanaa, objet restitution cent cinquante moutons et vache confiée Hamad el-Fard, tribu Abu Khanis demeurant Tal-el-Tatin (?) enlevés vive force par sept circassiens ; prière donner cours et appui nécessaire pour rendre justice.
193 22 sept. 1902	M. A. Xanthopulo, Consul Impérial d'Autriche Hongrie à Alep.	Pénétré vive douleur perte cruelle éprouvée par nation belge, personne S. M. Marie Henriette d'Autriche, bien aimée et vénérée reine.
194 22 sept. 1902	Raïf Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 108. Perte cruelle éprouvée par nation belge personne Sa Majesté Marie Henriette d'Autriche, bien aimée et vénérée reine.
195 4 oct. 1902	Gouvernement gén. Vilayet d'Alep.	N°. 109. Remise ci-joint Gouvernement Général Vilayet d'Alep, citation tribunal première instance, objet note 16 septembre 318 N°. 183 dûment signée par cawas Mehmed Mektabi.
196-197 22 oct. 1902	S. E. Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 110. Informe que Monsieur J. Duckerts, consul général de Belgique à Smyrne, trouvant tournée, compte se rendre Alep. Prière prévenir Autorité locale Alexandrette prochaine venue, pour que soit escorté au besoin jusqu'à Alep.
198 12 nov. 1902	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 111. Prière ordonner que zaptié fasse escorte Monsieur J. Duckerts, consul général Belgique, partant demain matin très bonne heure pour Alexandrette; remerciements faveur.
199 14 janv. 1903	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Id. C2 N°. 3/6 ?. Prière ordonner teskéré route soit délivré M. Nametalla G. Homsy, Drogman Consulat se rendant au Caire; munir Madame G. Homsy (mère) second teskéré.
200 31 janv. 1903	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Id. C3 N°. 10/2 ?. Prière ordonner que zaptié fasse escorte Monsieur Nametallah G. Homsy, Drogman Consulat se rendant Alexandrette; départ demain matin quatre heures à la turque. (Suite de la correspondance avec gouvernement Alep, page 401.)
201-202 9 déc. 1897	S. E. Monsieur P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 7. Réception dépêche adressée 10 novembre, Direction C2 N°. 9548A, numéro d'ordre 6, ainsi que trois annexes : Loi 20 octobre 1897 ; Arrêté royal 25 octobre 1897 ; Arrêté royal 26 octobre 1897. Pièces seront déposées Consulat.
203-206 14 janv. 1898	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 1. Remise sous couvert double copie État débours Consulat année 1897 accompagné note explicative, s'élevant somme F <sup>rs</sup> . 61.55. Vifs remerciements pour versements faits durant exercice relatifs frais Cavas. Tableau et Note explicative annexes relatifs

		État des débours, datés 31 décembre 1897.
207 4 fév. 1898	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Remise sous couvert certificats négatifs doubles exemplaires relatifs registres état civil et publication mariage pour année 1897.
208 4 mars 1898	P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3. Réception dépêche adressée 1 <sup>er</sup> février Direction C N <sup>o</sup> 9522.51 N <sup>o</sup> d'ordre 1, avisant versement fondé de pouvoirs somme f <sup>rs</sup> . 61.56, montant compte frais année 1897.
209-210 28 sept. 1898	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4. Réception circulaire adressée date 20 août Direction B/L N <sup>o</sup> . 30/323, remise liste maisons susceptibles faire quelques affaires dans articles photographiques désignés : « Cependant je me permets de faire observer à V. E. que la consommation des plaques et papiers photographiques est très limitée en cette ville. » Liste des maisons établies à Alep (Syrie) susceptibles de traiter des affaires en plaques et papiers photographiques : Messieurs Frères Poche; Monsieur Joseph Marcopoli.
211-212 7 déc. 1898	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 5. Conformément dépêche adressée 23 novembre Direction B/L N <sup>o</sup> . 41/378 N <sup>o</sup> d'ordre 4, remise ci-joint note plusieurs adresses maisons établies Alep pouvant mettre en rapport avec la fabrique pour vente articles ustensiles en tôle de fer. « Liste des maisons établies à Alep pouvant traiter la vente d'ustensiles en tôle de fer : Monsieur Joseph Marcopoli, Messieurs Fratelli Marcopoli, Messieurs Frères Poche & C <sup>ie</sup> ., Monsieur Conrad Schnep (?), Messieurs Zollinger & C <sup>ie</sup> . »
213-215 25 janv. 1899	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 1. Remise sous couvert état débours Consulat durant année 1898, s'élevant somme F <sup>rs</sup> . 64.40, joints note explicative, double copie. Vifs remerciements pour versements faits durant exercice relatifs frais Cavas.
216 15 mars 1899	P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Réception dépêche adressée 11 février Direction C <sub>2</sub> N <sup>o</sup> . 9522-54 N <sup>o</sup> d'ordre 1, avisant versement fondé pouvoirs somme de F <sup>rs</sup> . 64.37, montant note frais exercice 1898.
217-219 15 mars 1899	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3. Réception dépêche adressée 21 février Direction B/h N <sup>o</sup> . 1/20 N <sup>o</sup> . d'ordre 2, conformément contenu, remise bulletin renseignements demandés sur firme P. A. Kabbaz & C <sup>o</sup> ., prière garder réserves. Gomme adragante feuilles qualité 1 <sup>a</sup> (employée apprêt soieries) ne vient plus sur place d'Alep, produite environs Mossoul & Suleimaniyé ; s'exporte par Bagdad et Golfe Persique. Production et prix revient selon qualités feuilles ou grumeaux, franco bord Alexandrette; principaux exportateurs cet article (gomme adragante « Syrian Hog ») suivantes firmes : Messieurs Frères Poche & C <sup>o</sup> ., Vincenzo Marcopoli & C <sup>o</sup> ., Lutticke & C <sup>o</sup> ., Zollinger & C <sup>o</sup> .
220 8 sept. 1899	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4. Réponse dépêche adressée 22 août Direction B/d N <sup>o</sup> . 755 N <sup>o</sup> d'ordre 4. Remise ci-joint bulletin renseignements sur firme Stanislas Assouad (?).
221-223 16 janv.	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères	N <sup>o</sup> . 1. Remise sous couvert état débours consulat durant année 1899, s'élevant somme F <sup>rs</sup> . 65, accompagné note explicative, tout en double copie. Vifs remerciements pour versements faits durant



1900	à Bruxelles.	exercice relatifs frais Cavas. Tableau annexe, « État des débours faits pendant l'année 1899 par le Consulat de Belgique à Alep (Syrie) » et Note explicative annexe relative État débours. Document datés 31 décembre 1899.
224-225 24 mars 1900	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2. Réception dépêche adressée 15 février Direction G. N°. 9522 N°. d'ordre 1. Remerciements liquidation compte fin d'année fr. 64.97 : « Je regrette d'avoir fait figurer dans ce compte la somme de 15 piastres pour affranchissement des lettres répondant à des demandes d'informations émanant de négociants belges. À l'avenir je me tiendrai bien strictement aux instructions que V. E. a bien voulu me prescrire. » (Albert Poche)
226 21 avril 1900	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 3. Réception circulaire adressée 8 mars Direction C. N°. 10704 N°. d'ordre 2, ainsi qu'annexe exemplaire nouvelle formule passeport, puis note accompagnant modèle aurait dû être annexée; destruction formule précédente.
227 22 nov. 1900	P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 4. Réception dépêche adressée 20 octobre Dir. S/L. N°. 755 N°. d'ordre 3. Conformément contenu, remise bulletin renseignements sur maison citée susdite dépêche.
228-232 17 janv. 1901	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 1. Remise sous couvert compte frais Consulat fin année 1900, doubles copies, s'élevant somme F <sup>rs</sup> . 154.56, extra frais causé par illumination & pavoisement porte entrée Consulat à l'occasion fête Jubilaire de S. M. le Sultan. Attitude tenue par corps consulaire (aucune visite) égard nouveau gouverneur général nommé contrairement promesse donnée par gouvernement Turc de ne plus employer ce fonctionnaire, compromis dans massacres de Diarbekir, où il était Vali. Ligne de conduite tracée par majorité ambassades : « ...s'abstenir de faire la visite officielle de félicitations au Vali, mais d'abonder en marques extérieures de réjouissances, en ce jour de fête. À l'égal de mes autres collègues, j'ai du illuminer et pavoiser la porte d'entrée du consulat. » Enis Pacha maintenu jusqu'à ce jour fonctions Gouverneur Général Vilayet Alep. Tableau annexe « État des débours faits pendant l'année 1900 par le Consulat de Belgique à Alep » et Note explicative annexe relative État débours pendant année 1900.
233 2 mars 1901	P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 2. Réception dépêche adressée 5 janvier Direction A N°. 3478 (?) N°. d'ordre 1 ainsi que cinq annexes y contenues; affiché dans local Chancellerie texte de la loi d'amnistie, en faveur réfractaires retardataires et déserteurs.
234 5 mars 1901	P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 3. Réception dépêche adressée 5 février Direction C N°. 26059 N°. d'ordre 2, ainsi que tome II du Recueil des règlements Consulaires; remerciements pour envoi.
235 5 mars 1901	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 4. Remerciements avis donné par note 13 février Direction C N°. 9522/60 N°. d'ordre 3, liquidation compte fin d'année 1900 en f <sup>rs</sup> . 154.56. Remerciements pour versements faits relatifs frais Cavas durant exercice écoulé.
236 25 juin 1901	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 5. Réception dépêche adressée 8 juin Direction B/L N°. 755 N°. d'ordre 6, transmission réponse lettre M. Léonard Christophe à Verviers, effet recueillir renseignements sur maison Michel Abdini & Fils à Alep.



237 5 déc. 1901	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 6. Heureux événement annoncé circulaire 4 novembre Direction A N <sup>o</sup> 5038 No. d'ordre 8, part prise joie pays heureuse délivrance S. A. R. Madame Princesse Albert de Belgique et naissance d'un Prince, excellente santé Princesse et celle nouveau-né.
238-241 23 janv. 1902	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 1. Remise sous couvert État débours Consulat année 1901, double copie, accompagné note explicative frais poste, s'élevant somme F <sup>rs</sup> . 62.65. Vifs remerciements pour versements faits durant exercice relatifs frais Cavas. Tableau annexe « État des débours faits pendant l'année 1901 par le Consulat de Belgique à Alep (Syrie) » et Note explicative annexe relative État débours.
242-244 13 mars 1902	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 2. Réception circulaire adressée 12 février Direction E. N <sup>o</sup> .11 N <sup>o</sup> . d'ordre 1 auquel contenu conformera cas apparition maladie épidémique arrondissement ; état sanitaire actuel très satisfaisant ; ville vivement tourmentée par cherté excessive, tous les vivres en général, particulier farine ; impassibilité Gouvernement local devant triste situation pays. Comité chrétien composé notables locaux pour secours aux pauvres jusqu'à nouvelle récolte ; classe aisée parmi chrétiens de cette ville plutôt restreinte (quête produira petite somme 6000 à 7000 francs pour soutenir 4 mois, jusqu'à prochaine récolte, 1200 familles indigentes) : « Il aurait été bien souhaitable de voir quelques comités de bienfaisance d'Europe venir un peu en aide à cette triste misère. »
245 15 mars 1902	P. de Faverau, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 3. Remerciements dépêche adressée 20 février Direction C2 N <sup>o</sup> . 2159 N <sup>o</sup> d'ordre 2, liquidation compte f <sup>rs</sup> . 62.65; remerciements pour avis et nouvelles instructions à l'égard note explicative frais poste.
246 24 avril 1902	P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 4. Réception dépêche adressée 5 avril Direction B/h. N <sup>o</sup> .755 N <sup>o</sup> d'ordre 3; remise sous couvert bulletin renseignements sur maison Corneille, ville d'Alep.
247 21 oct. 1902	P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 5. Réception circulaire adressée 20 septembre Direction A N <sup>o</sup> d'ordre 4, appris avec vive douleur décès de Sa Majesté Notre Reine bien aimée, prend part deuil national.
248 11 nov. 1902	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 6. Réception dépêche adressée 25 octobre Direction B/h. N <sup>o</sup> . 755 N <sup>o</sup> d'ordre 5, transmettant lettre M. Léonard Christophe, de Verviers, objet demanda renseignements sur maison Armand Coussa Eug. Nacouzah (?) à Alep. Transmission réponse à M. Léonard Christophe accompagnée bulletin renseignement désiré.
249 22 nov. 1902	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 7. Réception circulaire adressée 22 octobre Direction C <sup>4</sup> N <sup>o</sup> .15481 portant types signatures fonctionnaires Direction chancellerie spécialement délégués pour légaliser documents ; feuille placée parmi papiers Consulat.
250-251 10 janv. 1903	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N <sup>o</sup> . 1. Remise sous couvert État débours Consulat année 1902 s'élevant somme F <sup>rs</sup> .67.44. Vifs remerciements pour versements ordonnés relatifs frais cavas. Tableau annexe, daté 31 décembre 1902 : « État des débours faits pendant l'année 1902 par le Consulat de Belgique à Alep (Syrie). »

252 3 mars 1903	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	Id. C6 N°. 14/2. Remerciements dépêche adressée 4 février Direction C <sub>2</sub> N°. 2159/5 N° d'ordre 1, liquidation compte f <sup>rs</sup> . 67.44, remerciements autorisation acquisition mât de pavillon.
253 23 mai 1903	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	Id. C10 N°. 25/3. Réception dépêche adressée 21 avril Direction C <sup>4</sup> N°. 15481 N° d'ordre 2, objet transmission type signature M. Joseph Pios (?), chef Bureau Direction Chancellerie.
254 28 mai 1903	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	Id. C12 N°. 26/4. Réception dépêche adressée 12 mai Direction C2 N°. 2159/5 N° d'ordre 3, réception jours derniers deux pavillons expédiés : « À leur arrivée je me suis empressé de m'occuper de l'installation du mât que Votre Excellence a bien voulu m'autoriser d'en faire l'acquisition. »
255 29 sept. 1903	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 41/5 A27. Réception circulaire adressée 10 août Direction A N°. 3478/4 ainsi trois annexes bande séparée, pris bonne note instructions contenues.
256-258 29 sept. 1903	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 49/5 B51. Depuis 5 septembre apparition choléra ville Alep; panique grande malgré cas peu nombreux, bulletin Office Sanitaire (21/27 Septembre : 50 décès) gravité habituellement atténuée par Autorité. Légation Royale de Constantinople régulièrement informée. Épidémie règne actuellement villes Antioche, Aintab, Marache, Beredjik, et Orfa. Influence sur transactions commerciales; mesures quaranténaires imposées ; stagnation économique Ordre gouvernement mobilisation réservistes remplacement éventuel garnison si appelée vers Macédoine ; agitation classe pauvre et ouvrière incapable payer taxe exemption. Voir FP 2006, p. 92-94 [6 octobre 1903, N°. 50/7 B53) pour compte-rendu semblable.]
259-260 17 nov. 1903	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 56/7 B60. Réponse dépêche adressée 3 sept. N°. 755 H/L N°. d'ordre 5, situation M. M. G. G. Abdéni & commissaires semble améliorée, maison disposant selon informations capital 25 à 30 mille francs. Honorabilité M. Georges Abdéni dirigeant affaires, aucun reproche plan solvabilité. Renseignements transmis sous réserve d'usage.
261-262 17 nov. 1903	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 57/8 B61. Déclin épidémie cholérique sévissant Alep, aucun cas constaté dernière semaine. Période décroissance Antioche, Aintab, Beredjik, et Orfa. Souhait disparition complète et levée mesures quaranténaires, reprise cours normal affaires commerciales.
263-266 12 janv. 1904	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 4/1 C2. Remise sous couvert double copie état débours consulat année 1903 s'élevant somme F <sup>rs</sup> . 195. Remerciements versements ordonnés pour frais cavas. Tableau annexe daté 31 décembre 1903 : « État des débours faits pendant l'année 1903 par le Consulat de Belgique à Alep (Syrie) ».
265 12 janv. 1904	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 5/2 B5. Réception circulaire adressée 10 décembre 1903 Direction B N°. 30 N° d'ordre 6, <i>Loi sur les lettres de mer</i> , ainsi que brochure qui l'accompagne, pris note contenu.



267-268 12 janv. 1904	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 6/3 B6. Choléra présent ville Alep, malgré assurances disparition par commission sanitaire, cas presque quotidiens et plus fréquents derniers jours. Médecin sanitaire informé administration Constantinople. Ordre venu Vali soumettre tout voyageur partant d'Alep visite médicale suivie désinfection, suivie seconde visite arrivée Alexandrette ou autre port du littoral.
269 9 fév. 1904	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 11/4 B12. Réception dépêche adressée 18 janvier Direction B/h. N° 755, remise ci-joint bulletin renseignement demandé sur M. Stanislas Assouad, sûr usage discret sera fait.
270-271 9 fév. 1904	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 12/5 A6. Réception circulaire adressée 10 novembre 1903 Direction E. N°. 2930 N° d'ordre 7, ainsi que paquet imprimés relatifs conditions et avantages de l'Exposition universelle et internationale s'ouvrira avril 1905 à Liège sous haut patronage du Roi. Donnera publicité nécessaire cette entreprise dans district consulaire aux producteurs et intéressés.
272-273 1 <sup>er</sup> mars 1904	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 16/5 B18. Réception circulaire adressée 30 janvier 1903 Direction Ce 3 N°. 26250 N° d'ordre 2, prie note contenu et informe réception depuis quelque temps d'une lettre de la firme S. Chadée & C°. dans le sens indiqué susdite circulaire.
274-276 1 <sup>er</sup> mars 1904	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 17/7 C10. Conformément ordres donnés par dépêche adressée 1 <sup>er</sup> février Direction Ce N° 2159/12, N° d'ordre 3, remise sous couvert détail dépenses faites installation mât pavillon, avec trois pièces justificatives langue arabe, montant P <sup>tes</sup> . 623 équivalent fr. 112.25, économie apportée dans installation, revenue moins chère qu'autres collègues et devis fait.
277 19 avril 1904	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	Id. 24/8 C20. Réception dépêche adressée 28 mars 1903 Direction C N°. 2159/12 N° d'ordre 4, compte fin année 1903 liquidé fr. 195, remerciements bien sincères.
278 14 juin 1904	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 32/9 C29. Réception circulaire adressée 25 avril Direction C2 N°. 16688 N° d'ordre 5, relative au registre matricule, fera devoir conformer prescriptions.
279 14 juin 1904	Baron P. de Faverau, à Bruxelles.	N°. 33/10 C30. Retiré contenu dépêche 9 mai Direction C <sup>d</sup> N°. 15481 N° d'ordre 6 signatures Mrs le Comte Pierre van der Straten-Ponthez Directeur Général, et Charles Seeger Directeur au Ministère Affaires Étrangères, délégués pour viser les passeports.
280		Page absente ou illisible. Suite au f°. 449.
281 19 avril 1904	S. E. Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	N°. 59/8 A12. Suite du (au) f° 449. Transmission sous couvert requête Hadj Hamdo Nanaa, cawas Consulat, prière vouloir bien donner cours juste demande en faisant punir coupables.
282-283 10 sept. 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 60/9 A13. Communiqué contenu dépêche adressée 18 Aghostos 323 N°. 205 au cawas Consulat Hadji Hamdo Nanaa, remise réplique susdit cawas datée 27 Aghostos 323, prière pénétrer exactitude des faits, rendre justice au réclamant pour rentrer en possession son bien.



284 2 oct. 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 61/11 A14. Transmission sous couvert pétition Hadj Hamdo agha Nanaa, cawas Consulat, prière vouloir bien donner cours demande.
285 3 oct. 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 62/11 A15, Suite. Réceptions lettre adressées 12 Tamouz 323 sub. N°. 151 & 15 septembre 323 sub. N°. 232, pour cause absence Hadj Hamdo agha Nanaa, Cawas Consulat, remise reçu ci-joint dûment signé, ajourné jusqu'aujourd'hui.
286 17 nov. 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 70/12. Remise ci-joint pétition du Cawas Consulat, Hadji Hamdo Nanâa. Inculpe Ahmed Choueb de Téréb pour vol un chameau. Prière donner ordres pour recouvrement chameau et punition du voleur.
287 17 nov. 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 71/13. Remise sous couvert pétition cawas consulat, Hadji Hamdo Nanâa accompagnée sentence condamnant Khourchoud, Osman et consorts de Membidj au paiement de L. T. 153, montant 150 moutons enlevés par eux de vive force il y a trois ans. Prière décréter transmission cette sentence Bureau des exécutions pour pourvoir au recouvrement de la somme par moyens légaux.
288 4 déc. 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 73/14. Remise sous couvert lettre Vizirielle émanant Ministère Affaires étrangères daté 6 Djemaz-el-Evel 1325 & 4 Huzeiran 1323 N° 58 par laquelle Vilayet informé que vice-consulat de Belgique à Alexandrette a pris à son service à titre de Drogman privilégié, M. Edmond Bali, sujet Ottoman. Prière remettre ordre Caïmacam d'Alexandrette pour que susdit M. Bali soit officiellement reconnu nouvelle fonction drogman privilégié.
289 19 déc. 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 78/15. Réception circulaire adressée 29 Tichrin-el-Sani 323 N°. 299. Prière prendre note avis Mrs Guillaume Poche, Henri Marcopoli & Désiré Bigneaud confirmés dans fonctions juges assesseurs siéger section mixte Tribunal Commerce Alep.
290 21 déc. 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 79/16. Prière ordonner que teskéré de route soit délivré Nicolas Homsy, Drogman Consulat, se rendant au Caire, voie Beyrouth.
291 21 déc. 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 81/17. Deux dépêches adressées 10 Kanoun-el-evel 323 N°. 307 & 308, retiré deux citations datées 25 & 27 Tishrin-el-sani N°. 806 & 807 émanant Tribunal Correctionnel, assignant Hadgi Hamdo Nanaa, cawas consulat pour le 15 Kanoun-el-sani 323, retour V. E. deux assignations dûment signées par susdit cawas.
Pages vides.		
301-302 13 mai 1898 ?	M. H. Frederici, Consul Général de Belgique à Beyrouth.	Réception dépêche adressée 3 mai N°. 6, contenu rapportant circulaire ministérielle 27 février dernier, et deux nouvelles dispositions prises égard rapports annuels des consuls et vice-consuls sur le Commerce et l'Industrie qui devront désormais être adressés au Consulat Général. Espère retour F. Poche (séjour Constantinople) à temps pour confection rapport.
301-302 13 mai 1898 ?	H. Frederici, Consul Général de Belgique à Beyrouth.	Ci-joint lettre retournée, venue par erreur adresse ce Consulat, devait aller Samsoun.

304-320 10 avril 1900	M. le Gérant du Consulat de Belgique à Beyrouth.	Diminution sensible mouvement commercial, indice situation toujours précaire du pays. Manque de pluies mars et avril pour récoltes céréales, rendements pas donné lieu à importante exportation. Importations proportionnelles aux moyens dont dispose le pays, supérieures aux exportations, dépréciation commerce, sommaire importations et exportations et comparaison 1898. Cotonnades et manufactures diverses, principal produit d'importation. Liste produits importés ou exportés, comparaison 1898/1899, mouvement commercial réparti par pays provenance et destination; cotonnades et manufactures diverses, principal produit d'importation (tissus tout genre importés Angleterre, Allemagne, Autriche, Italie, France et Belgique ; Italie commençant prendre bonne part importations). Fréquents chômages fabrication tissus indigènes. <i>Pétrole</i> : « C'est la Russie seule qui approvisionne ce pays. L'Amérique ne participe plus à ce commerce. 60 000 caisses furent importées durant cette année. » Diminution exportations blés, orges et dariis (maïs blanc). Exportation de blé insignifiante. <i>Commerce Belge</i> : frets élevés de Belgique à Alexandrette et transactions réalisées par pays concurrents. Liste des principaux articles reçus de la Belgique (notamment verres à vitres) et exportations d'Alep vers ce pays. <i>Industrie</i> : Tissus indigènes; marche des affaires moins active que précédent exercice. Demande limitée sur ces tissus a déprécié commerce; situation compliquée par grèves. Bon nombre d'ouvriers sans travail, émigration vers Damas et littoral pour trouver subsistance. Savonnerie, teinturerie. <i>Agriculture</i> : Vilayet d'Alep compte une population de 1 M (1 000 000) d'habitants (78 000 km <sup>2</sup> , dont 44 000 km <sup>2</sup> cultivables). 4275 km <sup>2</sup> sous culture, 455 occupés par culture oliviers, vergers et vignobles et restant affecté à la culture des céréales. Changes et cours des monnaies durant l'année écoulée. Mouvement maritime du port d'Alexandrette desservant commerce Alep : 366 vapeurs et 223 voiliers.
321 10 avril 1900	M. le Gérant du Consulat de Belgique à Beyrouth.	En l'absence du titulaire du poste se trouvant Constantinople, remise ci-joint rapport commercial année 1899 formait objet dépêche 5 février N°. 16. Sincères félicitations pour poste gérance confié, laissé vacant par décès regretté M. H. Frederici.
322-323 29 déc. 1900	M. Jules Reuleaux, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 1. Absence Consul (Constantinople), pris connaissance dépêche adressée 6 décembre N° 61/1, tâchera faire parvenir époque voulue rapport commercial année 1900 : « Comme vous devez le savoir Monsieur le Consul Général, les statistiques dans ce pays font complètement défaut et par conséquent ce travail ne peut être fait qu'après avoir recueilli les données nécessaires ce qui occasionne souvent des retards. » Adressé premiers mois 1900 Consulat Général Beyrouth rapport année 1899, espère parvenu V. E. Souhaits bonne et heureuse nouvelle année.
324-342 30 avril 1901	M. Jules Reuleaux, Consul Général de Belgique à Smyrne.	Rapport du mouvement commercial et industriel d'Alep durant année 1900 : mouvement général des affaires assez favorable. Diminution importations (Alep) touchant surtout Angleterre (cotonnades et cotons filés) et augmentation exportations du pays, nature des marchandises : « Cet état de choses dénote clairement que le commerce d'Alep perd de son importance pour la raison



		<p>que son marché n'est plus considéré comme autrefois pour être l'entrepôt de toute la Mésopotamie. Grand nombre de commerçants de ces villes de l'Intérieur dans la ferme conviction de trouver avantage sur les marchés du littoral se rendent à Beyrouth, Smyrne &amp; Constantinople faire leurs achats. » Produits d'importation Angleterre, Allemagne, Autriche, États-Unis, (début récent commerce importation), France et autres pays. Mouvement important avec villes de l'intérieur et du littoral de l'empire. Nouvelle introduction du thé, usage dans toutes les classes de la population, consommation tend à s'accroître, fourni par Constantinople. Produits d'exportation ; répartition pays destination ; parts importantes Turquie &amp; France.</p> <p><i>Commerce avec la Belgique</i> : « échanges entre Alep et la Belgique prennent d'année en année d'extension, surtout dans les exportations. » Communications directes avec Anvers deviennent plus fréquentes. Deutsche Levante Linie Compagnie Hambourgeoise s'est ajoutée à la Prince Line Compagnie de navigation anglaise en mettant aussi un steamer une fois par mois à Alexandrette à destination d'Anvers, mais nécessité baisse frets pour faciliter échanges avec Belgique. Valeurs importations et exportations; principaux produits et articles belges exportés vers Alep (draps façonnés &amp; nouveautés, tissus laine et demi-laine, cotonnades imprimées, cotons filés, sucre, café, peaux et cuirs, fers, ferronneries, verres à vitre, cristalleries, soude caustique introduite savonnerie Alep, etc.) et achetés par Belgique (cocons de soie, noix de galles, graines jaunes et graines moutarde, orges, pistaches, peaux d'agneaux, laine lavée, sésames, raisins secs et figues, etc.). <i>Industrie</i> : rien nouveau à signaler, faute initiative habitants ville Alep pour nouvelles créations; fabrication des tissus coton, coton &amp; soie, soie demeure stationnaire. Savonnerie, tannerie. <i>Agriculture</i> : plus grande ressource de ce pays. Pauvreté et paresse paysan Arabe. Manque sécurité, appui et protection du gouvernement. Terrains de cette contrée très fertiles, mais conditions industrielles invariables, sans que moyens modernes ne viennent en aide pour faciliter exploitation du sol, aucun progrès à constater. Instruments utilisés, tant pour labour que battage, très primitifs, exploitation par association en compte à demi. Sécheresses fréquentes et nuisibles dernières années, année 1900 satisfaisante point de vue agricole (céréales, cotons, oliviers, pistachiers). Changes ; moyenne des cours ; mouvement maritime port d'Alexandrette (352 bateaux vapeur / 348 voiliers).</p>
343 11 mai 1901	M. Jules Reuleaux, Consul Général de Belgique à Smyrne.	Remise sous pli rapport commercial année 1900, retard obtention données nécessaires pour travail n'a pas permis faire parvenir plus tôt ; prière excuser contretemps regrette vivement.
344-345 29 oct. 1901	M. Jules Reuleaux, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 3. Réception dépêche adressée 14 octobre N° 127/2, s'est empressé s'informer si plante dénommée <i>Apocynum Venetium</i> vulgairement appelée « <i>Dagbane</i> » était connue; personne n'a su dire le mot. A dû s'adresser Marache pour avoir si possible renseignements, sitôt sera en possession réponse, fera devoir communiquer.



346-347 30 janv. 1902	M. Jules Reuleaux, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N <sup>o</sup> . 4. Suite lettre 29 octobre 1902, recherches faites sans résultat Marache pour découvrir la plante <i>Apocynum Venetium</i> . Correspondant croyant altération nom vulgaire « Dagbani » expédié échantillon écorce arbre « Dardaghan », demande envoi échantillon plante recherchée pour faciliter recherches; à vos ordres pour continuation recherches.
348 30 janv. 1902	M. Jules Reuleaux, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N <sup>o</sup> . 5. Sincères remerciements relatifs dépêche 15 décembre N <sup>o</sup> .153/3, égard rapport commercial année 1900.
349-373 7 juin 1902	M. J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	Rapport annuel sur la situation industrielle commerciale et agricole de la ville d'Alep : Année 1901 remarquable pour sécheresse ayant désolé pays, rivière Koueik, Alep, devenue mince ruisseau insuffisant pour jardins, potagers et vergers sur les rives, sources d'eau (citernes et réservoirs) taries, difficulté abreuver troupeaux et tristes rendements récoltes. Paysans vivant état avoisinant misère. Cultures d'été en grande partie abandonnées. Cherté toutes denrées, double voire triple prix, gêne classe moyenne et misère pauvres. Ville restée état sanitaire satisfaisant. Augmentation sensible chiffre total transactions (hausse importations/exportations) ; excédent surtout valeur importations (dû mauvaises récoltes), tendance depuis 1897. <i>Importations</i> : articles importés 1900-1901, valeur comparative ; cotonnades et cotons filés Angleterre, importations conserves alimentaires et farine pour subvenir besoins pays. Commerce avec Belgique en baisse pour 1901, tant importations qu'exportations. <i>Exportations</i> : hausse exportation moutons, beurre, huile, manufactures indigènes, savon, pistaches. <i>Usages commerciaux place d'Alep</i> : prix loco fabrique ou franco port expédition; prix coûtant marchandise rendue Alep. Crédit beaucoup diminué derniers temps (achats étrangers). Ventes au comptant contre remise de documents devenues plus fréquentes : « ...facilité que vient d'offrir la Banque Impériale Ottomane aux négociants de cette ville en leur faisant des avances de fonds sur marchandise moyennant le 6% d'intérêt annuel. » Reventes locales faites sur long terme alors qu'exportations payées comptant. <i>Industrie</i> : sortie manufactures indigènes (exportations) de coton, soie, soie & coton ; 6000 métiers en activité année 1901 ; peu profits ; rude concurrence faite par industriels Marache, Aintab, Orfa, Beredjik & Antioche. <i>Savonnerie</i> : fabriques savon Alep durent rester fermées (manque huile) bénéfices spéculation. <i>Agriculture</i> : Impôt dîmes (portées environ 12 ½ %, prélevé par Gouvernement Vilayet à faveur du fisc) ; valeur produits deux dernières années fiscales; très grande extension terrain Domaines Impériaux Vilayet Alep ; 1300 villages implantés exploités pour compte liste civile S. M. I. Sultan. <i>Voies de communication</i> : La faible importance accordée à Alep et Alexandrette dans le tracé de nouvelles lignes de chemin de fer ; concession dernièrement donnée compagnie allemande chemin de fer Constantinople-Golfe Persique restée lettre morte : Alexandrette exclue du tracé; Alep reliée seulement par embranchement facultatif.

		<p><i>Rivière</i> : Tarissement rivière Koueïk Alep, source village entre Aintab &amp; Killis. Incurie et insouciance population ville Alep, peu vigilance autorités locales. Obstacle culture maraîchère, exhalations fétides de vase. Deux des principales sources détournées par riche propriétaire d'Aintab. Population Alep au moins 150 000 habitants. Question union canal du Sadjour mais incurie laisse courir triste état actuel.</p> <p><i>Saline, Pêcherie</i> : Étang poissonneux (Golé) entre Alep et Alexandrette ; affermé par administration dette publique. Perçoit aussi dîme sur soies cultivées Vilayet Alep, droits sur spiritueux et droit de timbre. <i>Régie des tabacs</i> : culture limitée du tabac pour combattre et empêcher contrebande. <i>Droit sur l'élevage des moutons</i> : Recettes taxe annuelle perçue par Gouvernement sur moutons qui paissent dans les campagnes, 4 ¼ piastres/mouton. Change et cours des monnaies. Diminution mouvement port Alexandrette (340 vapeurs &amp; 278 voiliers).</p>
374-375 9 juin 1902	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	N°. 6. Réception dépêche 23 mai N° 104/3 ; trouvé occupé dresser rapport commercial annuel circonscription consulaire. Prière excuser retard involontaire pour raison de santé, remise sous couvert.
376-377 9 juin 1902	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	N°. 7. Réception dépêche 21 mai N° 80/2 annonçant bonne arrivée Smyrne et prise en main direction affaires Consulat Général de Belgique en cette ville. Absence frère M. Frédéric Poche, titulaire poste, encore en congé. Espère relations plus vive cordialité.
378-379 17 juin 1902	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	N°. 8. Réception dépêche 5 juin N° 130/4, demande liste Belges résidant dans ressort consulaire : « En prompt réponse à cette demande je me fais un devoir Mons <sup>r</sup> . le Consul Général de vous informer que depuis plusieurs années aucun Belge n'habite dans ce Vilayet. » Informe envoi 9 juin rapport commercial année 1901, accompagné deux lettres N°. 6 & 7.
380-381 5 juil. 1902	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	N°. 9. Réception télégramme adressé 26 juin : « Reçois lettre Numéro 8 mais pas reçu 6/7 veuillez faire nécessaire. Duckerts. » Porté plainte direction bureau postal Alep, commencé préparer copie, puis reçu second télégramme : « Reçu lettre manquante. Duckerts. »
382-383 13 sept. 1902	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	N°. 10. Réception dépêche adressée 30 août N°. B <sup>14</sup> 7/397, conformément contenu donne adresse maisons qui fabriquent l'albumine et le jaune d'œuf : « Toutefois je crois de mon devoir de vous faire observer, qu'en cas que nos industriels veuillent se mettre directement en rapport d'affaires avec ces fabricants d'œufs, d'être sur leur garde et d'éviter toute avance d'argent. » Adresse des fabricants d'Albumine : Mrs F & N. Maroun; M. Faris Jeabre (?) ; M. Abraham Rothstein.
384-385 25 sept. 1902	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	N°. 11. Vive douleur lecture télégramme adressé 20 septembre : « Reine Belgique décédée, arborez pavillon deuil. Duckerts. » A informé par circulaire Autorité locale ainsi que collègues autres puissances cette bien triste et déplorable nouvelle : « Tous s'empressèrent de hisser leurs pavillons en berne, et jusqu'à cette heure ci nombre d'entre eux vint me faire sa visite de condoléance. »



386-387 24 janv. 1903	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	Id. B6 N°. 7/1. Réception dépêche adressée 23 décembre B <sup>13</sup> N° 12/875, empressé transmettre Mons <sup>r</sup> . Louis Volkaerts à Anvers renseignements qu'il désirait avoir : « Je doute cependant que son article ciment puisse l'amener à faire des affaires avec cette contrée, à cause de la cherté des transports d'Alexandrette à Alep, qui élèverait de beaucoup le prix de revient. Il devrait chercher à introduire sa fabrication dans les pays de mer. »
388-389 24 janv. 1903	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	Id. B7 N°. 8/2. Réception dépêche adressée 19 décembre B <sup>23</sup> N° 11/854, mettra au plus vite au travail du rapport commercial désiré, tâchera autant que possible faire parvenir époque voulue.
390-400 21 mars 1903	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	Remise rapport commercial exercice 1902. Situation géographique d'Alep. <i>Renseignements généraux</i> : Description populations province Alep; environ 900 000 habitants (78 000 km <sup>2</sup> ); 775 000 Musulmans, 110 000 Chrétiens, 15 000 Israélites appartenant races distinctes : Arabe, turque, turcomane, Kurde et Circassienne (immigrants venus Russie) en plus tribus arabes & semi-nomades. Province divisée trois arrondissements (Sandjaks Alep, Marach, Orfa). Arrondissements subdivisés vingt-quatre districts (Cazas). Langues parlées : Arabe (Alep) ; turc, kurde et arménien (Marache et Orfa). <i>Climat</i> : températures moyennes ; aspect du sol ; principales rivières (Euphrate, Oronte, Djihoun ; Ancien Pyrame, district Zeytoun), Kara-Sou (« Rivière noire », coule de branche Djebel Baracat du Taurus, jette lac d'Antioche), Afrin (arrose plaine Alexandrette/ Alep, tombe lac Antioche). Très petit profit tiré de l'hydrographie par population. Bateau dragueur, permettrait navigation Meskéné-Bagdad sans interruption toute l'année à peu de frais. Diverses tentatives demandes concession avancées, auxquelles gouvernement pas adhéré. Voie navigation Euphrate procurerait grands avantages, de même chemin de fer reliant Alep et Meskéné à Alexandrette. <i>Règne végétal</i> : 78 000 km <sup>2</sup> superficie ; 44 000 km <sup>2</sup> cultivables. <i>Méthodes et procédés de culture</i> : primitif et rudimentaire ; usage machines agricoles modernes complètement ignoré : « Le gouvernement a établi tout près d'Alep une ferme modèle dans l'intention d'engager les cultivateurs à suivre les nouveaux progrès, dans l'art de la cultivation. Mais cette installation comme tant d'autres n'existe que de nom. Elle ne s'est jamais occupé ni de cultivation ni d'élevage. » Produits agricoles région, manque complet statistiques. Base montant prélevé affermage dîmes par gouvernement. Exportation année 14 000 tonnes céréales, moyens difficiles transport chameaux et mulets. Sériciculture, horticulture, arboriculture ; culture olivier vaste échelle, tend accroître (arrondissement Alep ; vers ouest), prospère régions voisines mer. (Voir p. 450 pour la suite du rapport.)
401 14 fév. 1903	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Reprise de la page 200. Transmission sous couvert requête Hadj Hamdo Nanaa, Cavas Consulat, victime agression portée contre lui avec menace de vie; prière vouloir donner cours juste demande en faisant punir coupables selon rigueurs de la loi.



402-403 6 avril 1903	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Réponse note adressée 23 décembre 318 N° 246, aucun changement nomination juges assesseurs doivent au besoin siéger tribunal mixte Alep pour Consulat. Restent confirmés mêmes fonctions Sieurs Guillaume Poche, Henri Marcopoli, Désiré Bigneaux, Mikhaïl Sakal.
404		Page manquante.
405 16 juil. 1903	Monsieur S. Akhter Consul de S.M. Impériale le Schah de Perse à Alep.	N° 37 A13. Réception lettre date hier informant prise direction affaires Consulat de Sa Majesté Impériale le Schah de Perse à Alep. Sincères félicitations, espère rapports empreints plus vive cordialité.
406 13 août 1903	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Id. C16, N°. 40/5. Remise requête Ahmad Maktabi cawas consulat, demande faveur escorte part Autorité locale pour absence quelques jours effet rentrer créances & moutons dus par des villageois.
407 5 sept. 1903	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 42 C16. Prière ordonner zaptié fasse escorte Monsieur Nicolas Homsy, drogman consulat se rendant Alexandrette, départ ce soir une heure à la turque.
408 5 sept. 1903	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 43 C17. Prière ordonner teskéré de route délivré Monsieur Nicolas Homsy, drogman consulat partant congé pour Beyrouth, accompagné domestique Sarkis fils de Kivork.
409-410 22 sept. 1903	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 44/7 A22. Remise ci-joint exequatur vice-consul de Belgique Alexandrette, M. Joseph Catoni. Prière ordonner enregistrement document Vilayet et ordre d'usage Autorités d'Alexandrette.
411-412 21 nov. 1903	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 58/8 C19. Réception note adressée 27 Chaban 321 & 4 novembre 319. Missions Étrangères Constantinople pas adhéré nouvel impôt frappant bêtes de somme, impossible soumettre Cavas Hadj Hamdo Nanaa payement contribution exigée.
413 24 déc. 1903	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 68/9 C22. Prière ordonner délivrance teskéré route cawas consulat Hadj Hamdo Nanaa, se rendant Beyrouth, voie de Hama.
414 28 janv. 1904	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 9/1 C4. Réponse contenu note adressée 27 décembre 319 N° 281, aucun changement ne sera porté personnes juges assesseurs siégeront tribunal mixte Alep part Consulat. Confirmés dans fonctions Sieurs Guillaume Poche, Henri Marcopoli, Désiré Bigneaux & Michel Sakal.
415 17 fév. 1904	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 13/2 C7. Remise ci-joint requête Cavas Hadj Hamdo Nanaa, réclame restitution deux chameaux qui lui ont été substitué par son employé conducteur de ses chameaux. Prière donner cours juste réclamation.
416 4 mai 1904	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 27/3 C22. Remise ci-joint lettre vizirienne concernant nomination M. Emile Makzoumé qualité Drogman vice-consulat Belgique à Alexandrette; prière ordonner enregistrement susdit M. Makzoumé parmi protégés privilégiés vice-consulat Belgique Alexandrette, faire munir ordre Autorités locales Alexandrette; reconnaissance dite qualité de drogman.
417 5 mai 1904	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 28/4 C23. Remise sous couvert citation tribunal pénal première instance objet note 19 avril 320 N°. 44 signée par Hadj Hamdo Nanaa Cavas Consulat, empêché comparaître (raison

		santé) séance assignée pour aujourd'hui.
418 6 juin 1904	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 31/5 C27. Transmission ci-joint requête cawas consulat Hadji Hamdo Nana'a relative vol par des circassiens 150 brebis et une vache. Restitution pas effectuée jusqu'à ce jour, prière donner cours requête pour que justice soit faite à sa demande.
419-420 14 juil. 1904	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 37/6 C33. Réfère office 4 mai N°. 27/3 C22, concernant enregistrement resté sans réponse drogman vice-consulat Alexandrette, Emile Makzoumé, sujet ottoman. Renouvellement prière obtention ordre nécessaire Caïmakam Alexandrette pour reconnaître qualité drogman.
421 10 nov. 1904	Medjid Effendi, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 48/7 C41. Informe V. E. arrivée Alep demain après-midi M. Frédéric Poche Consul de Belgique et agent consulaire d'Amérique à Alep.
422 14 nov. 1904	S.E. Osman Kiazim Bey, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep	N°. 49/8 C42. Porte connaissance V. E. retour de voyage, repris direction Consulat Royal, espoir rapports empreints de l'entente la plus parfaite. Écrite par Frédéric Poche.
423-425 12 janv. 1905	Osman Kiazim Bey, Gouverneur Gén. vilayet d'Alep	N°. 3/1 A1. Réception circulaire N°. 256 adressée 19 Chawal 322 & 13 décembre 320 remettant : copies de lettres adressées (A) par Ministre des Finances au Vilayet d'Alep (29 août 308 N°.95) et (B) Ministère de l'Intérieur (30 juillet 318 N°.105) soumises par Mudiriet des Impôts Fonciers, concluant qu'immeubles appartenant personnellement aux Consuls et non à l'État qu'ils représentent doivent être grévés de l'impôt foncier. Ordre signé par Grand Vizir Hassan Awni Pacha (15 Gemaz I 1291 & 17 juin 1290 N°.101) en réponse demande Vilayet instructions sujet application impôt foncier : « ...les maisons appartenant personnellement aux Consuls ou à leurs femmes, servant d'hôtel consulaire & de chancellerie sont exemptes de l'impôt foncier, tout le temps que le titulaire possesseur est en fonction. » Mazbata rendu par commission cadastrale pour abandon taxes appliquées par percepteurs fiscaux aux immeubles cette catégorie, privilège accordé pendant plus de trente ans.
426 13 janv. 1905	Osman Kiazim Bey, Gouverneur Gén. vilayet d'Alep	N°. 4/2 A2. Réponse dépêche circulaire 19 Chawal 322/13 décembre 320. Messieurs Guillaume Poche, Henri Marcopoli, Désiré Bigneaux & Michel Saccal confirmés dans fonctions juges assesseurs section mixte Tribunal commerce Alep.
427 14 janv. 1905	Osman Kiazim Bey, Gouverneur Gén. vilayet d'Alep	N°. 5/3 C1. Prière prendre note congé donné à Ahmad Agha Méktébi, cawas Consulat.
428 14 janv. 1905	Osman Kiazim Bey, Gouverneur Gén. vilayet d'Alep	N°. 6/4 C2. Pris au service Consulat Royal, à titre cawas privilégié, Mohamed Faher agha fils de Mahmoud agha Caladji (?), demeurant quartier Farafra à Alep. Prière donner ordre susdit soit inscrit rôle cawas consulat.
429-430 24 juil. 1905	Bakir Pacha, Gouverneur Gén. Intérimaire du Vilayet d'Alep.	N°. ? B12. Remise sous couvert lettre émanant Sublime Porte (Ministère Affaires Étrangères) datée 10 Rabi-el-aher 25 juin (?) sub. N°. 78 signée par S. E. Ahmed Teufik Pacha Ministre Affaires étrangères, relative nomination M. Michel Bonja, qualité drogman vice-consulat de Belgique Alexandrette. Prière donner ordre requis Caïmacamat Alexandrette pour que susdit M. Bonja



		soit reconnu dans exercice fonctions.
431 22 sept. 1905	Mohamed Nazim Bey, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep	N°. 63/3 A20. Transmission citations dépêches 2 & 20 août 321 N°s 180 & 221, à remplacer par nouvelles assignations, cause absence cawas consulat Hadgi Hamdo Nanaâ, portée connaissance Tribunal Correctionnel Vilayet. Contenu dépêche 3 septembre 321 N°. 242 entièrement satisfait.
432 2 nov. 1905	Mohamed Nazim Bey, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	N°. 77/3 A23. Remise sous couvert deux citations Tribunal correctionnel, concernant cawas consulat Hadgi Hamdo Nanaâ, demandeur, remises par V. E. lettre 13 octobre 321 N° 285.
433 7 déc. 1905	Nazim Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 88/4 C38. Remise ci-jointe requête Hadj Hamdo Nanaa, cawas consulat, pour laquelle prie donner cours.
434 13 janv. 1906	Nazim Pacha, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 4/1 B3. Réponse circulaire adressée 28 décembre 321 N° 342. Confirmation fonctions juges assesseurs section mixte Tribunal commerce Alep pour Messieurs Guillaume Poche, Henri Marcopoli, Désiré Bigneaux et Michel Sakal.
435 7 fév. 1906	Mohamed Nazim Bey, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	N°. 15/2 A6. Réponse honorées dépêches 16 janvier 321 N° 369 & 370, remise sous couvert deux citations concernant cawas consulat, Hadgi Hamdo Nanaa, demandeur.
436-437 26 fév. 1906	Mohamed Nazim Bey, Gouverneur Général du Vilayet d'Alep.	N°. 24/3 A9. Réponse dépêche adressée 9 février 321 N°.404; remise note 7 février N° 15/2 A6 laissée en souffrance par cawas. Annexe deux citations dûment signées par cawas Hagi Hamdo Nanaa, demandeur.
438 15 mai 1906	Férik Békir Pacha, Commandant Extraordinaire & Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep, <i>ad Interim.</i>	N°. 44/4 A13. Retour à V. E. deux citations honorées dépêches 29 avril 322 N° 85 & 86, l'une émanant tribunal commerce, autre tribunal correctionnel, adresse cawas consulat Hadgi Hamdo Nanaâ, temporairement absent, pour renouvellement au retour susdit cawas.
439 28 mai 1906	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. vilayet Alep.	N°. 51/5 A16. Réponse lettre adressée 13 mai sub N°. 108 ; remise sous couvert citation signée adressée Hadji Hamdo Nanaa par Tribunal de commerce, relative cause lui est intentée par Moustapha Sawaka.
440 29 mai 1906	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. vilayet Alep.	N°. 52/6 B17. Remise sous couvert pétition cawas Hadgi Hamdo Nanaa à laquelle veuillez donner cours légal.
441 31 mai 1906	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. vilayet Alep.	N°. 54/7 A20. Remise ci-jointe citation dûment signée par Hadgi Hamdo Nanaa, cawas consulat, remise par honorée dépêche 16 Maïs 322. N° 109.
442 16 oct. 1906	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. vilayet Alep.	N°. 90/8 A30. Remise sous couvert pétition cawas consulat Hadgi Hamdo Nanaâ relative enlèvement 150 moutons et un bœuf, affaire dont vilayet avait été saisi août 1902. Prière donner cours à requête et tenir la main à ce que susdit cawas puisse récupérer son bien et ventes (rentes) dont a été privé.



443 23 janv. 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. vilayet Alep.	N°. 8/1 B10. Satisfaisant contenu dépêche adressée 9/22 décembre sub N°. 354. Confirmation fonctions juges assesseurs section mixte Tribunal commerce Alep, Messieurs Guillaume Poche, Henri Marcopoli & Désiré Bigneaux.
444 27 mars 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. vilayet Alep.	N°. 19/2 B31. Remise requête cawas Consulat Hadgi Hamdo Nânâa, prière tenir main exécution jugement rendu contre nommés Saleh Effendi ancien tahsildar à Bab, Hussein-el-Ali el Djassem & Djassem-el-Assaf de Cherbé soit effectué sans plus de retard dans toutes ses parties. Comptant sur énergie déployée par V. E. dans répression des abus.
445 24 avril 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. vilayet Alep.	N°. 31/3 B64 ? Prière ordonner délivrance teskéré route Monsieur Nicolas Homsy, drogman consulat se rendant à Beyrouth.
446-447 2 mai 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. vilayet Alep.	N°. 36/4 B56. Monsieur Franz Cumont, Directeur du Musée Bruxelles entreprend voyage scientifique, désire être muni d'un Bouyroultou (sauf-conduit) aux Autorités constituées Vilayet, invitant lui prêter au besoin assistance, aide & protection en toute circonstance. Prière donner ordre gendarmerie faire accompagner par gendarme à cheval permanent pour voyage étude heureux.
448 5 juil. 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. vilayet Alep.	N°. 49/6 A10. Prière munir Teskéré de route drogman consulat M. Naoum Homsy rendant à Beyrouth & au Liban via Hama avec famille composée Mme Barbara Homsy sa femme, Mademoiselle Marie sa fille & Mrs Victor & Michel ses enfants, dans lequel nom Marroum sa servante soit mentionné aussi.
449 14 août 1907	Mohamed Nazim Pacha, Gouverneur Gén. vilayet Alep.	N°. 55/7 A11. Remise sous couvert pétition cawas consulat Hadgi Hamdo Nanâa sujet saisie et vente abusive, dit-il, faite à Bab de 32 moutons lui appartenant : « Le susdit cawas prie instamment Votre Excellence, par mon entremise, de lui accorder la faveur de vouloir bien donner ordre que l'examen de cette question soit fait ici au Vilayet sous la haute surveillance de Votre Excellence pour que la vérité des faits puisse s'établir. » (Voir la suite au f°. 281)
450-485 21 mars 1903	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	Continuation du rapport commercial du 21 mars 1903 (p. 390) <i>Viticulture</i> : raisins pour fabrication « Raki » (eau de vie) et production « Pekmez » (mou de raisin) à Aintab ; vins rouges et blancs de qualité, produits depuis peu entre Alexandrette et Marache par Trappe Chekhle, pied chaîne Amanus, dirigée religieux français; difficultés transports rendent ces vins assez coûteux. <i>Coton</i> : « Depuis quelques années l'exportation de cet article a perdu beaucoup de son importance à cause du soutien des prix, provoqué par les besoins locaux et par la demande active de la filature de Damas. » <i>Produits forestiers</i> : coupe du bois montagnes, noix de galls, gomme adragante, goudron, scammonée en résine, huile de laurier aromatique pour production savon, etc. Bois construction et chauffage; source de charbon végétal. <i>Règne animal</i> : élevage moutons par tribus arabes nomades, vers est et sud-est Vilayet Alep; industrie fort arriérée ; animaux livrés soins du hasard; industrie pastorale aussi victime sécheresse. Industrie pratiquée en compte social avec le pâtre. Recette annuelle taxe moutons; race bovine, vache de Damas

		<p>laitières dans jardins Alep ; buffles pour laiterie (beurre) plaine Amouk ; chameaux (Arabes, transport), industrie pastorale ; chèvre (laiterie et chair), cheval (exportation et contrebande). <i>Sériciculture</i> : élevage vers à soie ; magnanerie, districts Antioche, Souédiéh et Payas. Extension récente mûriers parages Alexandrette ; vers à soie Système Pasteur, importé de France ; exportation cocons vers France et Italie ; Administration dette publique perçoit dîme cette production. <i>Apiculture</i> : Ruches d'abeilles ; valeur production miel. <i>Volaille</i> : élevage poules accru ; fabrication albumine/jaune œuf, source revenu villageois ; production dirigée marché ville Marseille. <i>Pêcheries</i> : second étang « Moudik » (autre que « Golé » entre Alep/Alexandrette) dans district Djesser Schoghr affermé par dette publique ; pêche anguille lac d'Antioche, au pied chaîne Amanus ; exportation vers îles Archipel. <i>Beurre, Fromage</i> : production considérable laitage mais affectée par sécheresse ; industrie fromage (lait brebis et chèvre) primitive et arriérée, nécessiterait plus de soin pour retirer bon rapport. Produits animaux importants pour l'exportation : laine, boyaux de mouton salés.</p> <p><i>Mines et carrières</i> : Ressources minéralogiques Vilayet Alep jamais été explorées, ni sérieusement ni superficiellement. Preuves évidentes existence différents gisements de métaux. Voies de communication font défaut, difficulté évaluer rentabilité.</p> <p><i>Mine de cuivre</i> : distance un km portes ville Alep ; mine restée sans profit pour personne ; arrondissement Alep, Abou Fiyad ; terrains houillers inutilisés ; verrerie district Herem utilise sable siliceux région ; exploration compagnie allemande pour suintement pétrole, découvert près Alexandrette et Arsous, sans résultat ; existence connue environs Antioche différents minerais, gisements arrondissement Marache (chaîne Taurus) dont habitants montagnes Zeytoun tirent petit parti gisement fer. Grandes difficultés obtention permis exploitation. Sources minérales coulent dans l'indifférence, sans usage ni application.</p> <p>Sources thermales ; source sulfureuse (38° chaleur) plaine Amouk connue nom « Hamamat » (mi-chemin Alexandrette) ; eau ferrugineuse et légèrement sulfureuse (40-42° chaleur). Djesser Schoghr (rives Oronte) « bain de Cheïkh Issé » ; source eau gazeuse Albistan (arrondissement Marach) ; eaux thermales Zeytoun ; source sulfureuse district Biragik (arrondissement Orfa), source sulfureuse rives Euphrate. <i>Carrières</i> : quantité pierres variées presque inépuisable Vilayet Alep ; cherté transports exploitation soumise aucune formalité, aucune redevance ; classe pauvre trouve ressource cette industrie ; une seule affermée, carrière argile, utilisée bains terre. Remarquables carrières marbre jaune, blanc, environs Alep ; rose près Aintab ; pierre noire dure Killis. Transport et équipement déficients.</p> <p><i>Commerce</i> : Diminution sensible transactions commerciales faites sur marché Alep ; malgré meilleures récoltes que 1901 ; confiance ébranlée, ventes à terme devenues difficiles ; commandes laissées pour compte désagréables pour commissionnaires et fabricants ; lenteur et retards paiements ; escompte des effets de commerce ;</p>
--	--	--



		<p>cours change et monnaies. <i>Exportations</i> : diminution depuis quelques années ; beurre exporté vers Égypte et ports Turquie ; pistache, huile olive ; Récolte coton favorable ; mauvaise récolte laine quantité et qualité, mais bénéfices spéculateurs ; Noix Galles et graines jaunes. <i>Céréales</i> : spéculations pas heureuses ; principaux acheteurs Angleterre, Égypte, Turquie. <i>Peaux d'agneaux, mouton, chèvres</i> : mortalité brebis/naissances ; acheteurs États-Unis, Autriche, Belgique, Égypte, France et Turquie ; Exportation racines réglisse États-Unis, au ralenti. <i>Hausse exportations</i> : Manufacture indigène, cocons (vers à soie), opium (culture pavot reprise certains districts). <i>Importations</i> : plus importantes qu'exportations. Résumé critique des développements nécessaires (transports, exploitation minière, etc.) dans la province pour atteindre une balance commerciale. Baisse importations depuis 1901 ; cotons manufacturés (75%) fournis par Angleterre [Calicots blancs, Madapolam, cotons filés blancs anglais ; cotons filés rouges (Allemagne/Autriche) ; Drap (apporté Allemagne, Autriche, Italie, Belgique) ; Sucre, (provenance Autriche) ; Cuirs et peaux (peaux buffles Indes et Chine) ; Café, Riz (Indes et Égypte) ; Pétrole (provenance Batoum, commerce russe) ; Indigo (Indes).</p> <p><i>Commerce avec la Belgique</i> : Léger accroissement échanges Alep/Belgique exercice 1902. Différents articles importation et exportation, deux tableaux statistiques annexés. Communications directes établies par plusieurs compagnies de navigation à vapeur entre Anvers et le port Alexandrette.</p> <p><i>Industrie</i> : Industrie manufacturière assez active, malgré petits chômages dus grèves partielles d'ouvriers, mais aucune innovation techniques, même métiers primitifs. Savonnerie (cherté prix huile), teinturerie (réussite toiles teintées indigo) ; installation moulin vapeur (mu par moteur pétrole) ; deux installations glaciers Alep. <i>Voies de communication</i> : ligne chemin fer Beyrouth-Hama livrée circulation depuis juillet dernier, espérait continuation ligne jusqu'à Alep, mais espoir évanoui ; gouvernement empêché ingénieurs de faire études de ce tracé. Mouvement du port Alexandrette (318 vapeurs/280 voiliers). <i>Salines</i> : Lac salé « Sabkha », près Djeboul ; mesure prises par Administration dette publique pour rendre exploitation encore plus profitable ; empêcher approvisionnement sel tribus nomades sur un autre lac plus à l'est dans le désert ; stationnement détachement de troupes autour du lac.</p>
486-487 21 mars 1903	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	Id. B17 N°. 15/3. Remise sous couvert rapport commercial année 1902, conformément honorée dépêche 8 janvier 11/854, deux tableaux statistiques joints rapport, montrant quantité/qualité articles importés/exportés, pays provenance/destination.
487 <sup>bis</sup> 25 avril 1903	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	N°. 20/4 B28. Réception dépêche 8 avril N°. 367/3 B5, remise ci-joint bulletin renseignement sur maison Schniep & C <sup>ie</sup> . Alep. Prière faire usage discret sans garantie ni préjudice. Réception lettre 8 avril sub. N°. 365/2 B23, heureux intérêt pour rapport commercial année 1902.



488-489 16 mai 1903	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	N°. 23/5 B32. Réception dépêche adressée 15 avril N°. 417/4 B23, nouvelles informations, filature de Damas, n'ayant pas obtenu résultats satisfaisants avait cessé depuis quelque temps son travail : « Néanmoins, Damas continue à absorber une bonne quantité des cotons de ce Vilayet. [...] Quant à celles d'Adana & de Tarsous celles-ci n'utilisent pas nos cotons. Les produits de ces fabriques commencent à trouver un débouché sur notre marché. »
490 6 juin 1903	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	N°. 28/6 C13. Réception dépêche adressée 16 mai N°. 490/6 C7 informant arrêté Royal 30 avril 1903, M. Joseph Catoni nommé vice-consul Belgique Alexandrette, pris note communication. P.S. « Une chute suivie d'une forte attaque d'influenza ont été cause de retard pour M <sup>r</sup> . F. Poche de rentrer à Alep. Les données nouvelles portaient que son retour se serait effectué après la cure de bains qui lui a été prescrite par son médecin. Je suppose que ceci aura lieu dans un temps assez rapproché. »
491		Page illisible.
492 24 juin 1903	M. Lytkine, Gérant du Consulat Imp. de Russie et Chargé des intérêts des sujets Serbes à Alep.	N°. 31 A10. Nouvelle mort tragique Sa Majesté Alexandre I Roi de Serbie, communiquée par honorée circulaire N°. 78. Exprime plus vives condoléances, pavillon hissé en berne.
493-494 25 juin 1903	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	N°. 32/7 B39. Satisfaisant contenu dépêche 10 juin N°. 607/7 B46, remise ci-joint liste diverses maisons s'occupant de représentation et se chargeant de la vente des produits européens moyennant une commission : « Des agents spéciaux et sérieux ne s'occupant que de la représentation seulement n'existent pas pour ainsi dire sur cette place. » Liste des maisons qui s'occupent à Alep de représentation et de vente à la commission : Mrs Lutticke & C <sup>o</sup> ., Mrs Frères Poche & C <sup>o</sup> ., Mrs Zollinger & C <sup>o</sup> ., Mrs Marcopoli Frères, M. Joseph Marcopoli, Mrs Schnep & C <sup>o</sup> ., Mrs Girardi & Fils, Mrs Ayoub & Balit (?) & C <sup>o</sup> ., Mrs Corneille & C <sup>o</sup> ., Mrs G.G. Abdini & C <sup>o</sup> ., Mrs Eugène Catoni & C <sup>o</sup> ., Mrs Eugène Nacouz & C <sup>o</sup> ., M. Oscar Flecholg (?), M. Armand Coussa.
495 25 juin 1903	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	N°. 34/8 C14. Sur votre demande, S. E. Ministre Affaires étrangères autorisé faire acquisition d'un mât et ordonné envoi deux pavillons pour usage ce Consulat, reçu depuis peu de jours : « Dimanche dernier à l'égal de mes autres collègues j'ai fait arborer le drapeau de la Belgique, à ma grande satisfaction. » Remerciements avoir contribué cette installation.
496-497 20 oct. 1903	M. Eug. Robyns de Schneidauer, vice-consul gérant le Consulat Gén. de Belgique à Smyrne.	N°. 51/9 B55. Réception dépêche adressée 7 octobre N°. 870/8 B23 ; se conformera dans rapport année 1903 instructions communiquées ; manque complet statistiques officielles, sera bien difficile pouvoir donner chiffres exacts.
497-498 3 nov. 1903	M. Eug. Robyns de Schneidauer, vice-consul gérant le Consulat Gén. de Belgique à Smyrne.	N°. 53/10 C16. Réception dépêche adressée 13 octobre N°. 915/10 C7 informant reconnaissance par Autorités Locales M. Joseph Catoni qualité vice-consul de Belgique à Alexandrette ; enregistrement son exequatur par entremise consul au Vilayet.

499-500 3 nov. 1903	M. Eug. Robyns de Schneidauer, vice-consul gérant le Consulat Gén. de Belgique à Smyrne.	N°. 54/11 A27. Réception dépêche adressée 11 octobre N°. 899/9 A4 informant S. A. R. la Princesse Albert de Belgique donné jour un prince. Prend large part joie nationale pour heureux événement.
		Annuaire des destinataires de la correspondance du registre.
		Fin du dossier.
		Image 1 : The "Shirley President" Brace, Calendar 1911.
		Image 2 : Crédit Lyonnais, Agence D'Alexandrie, Bourse d'Alexandrie du 19 mai 1911.
23 juil. 1903	Très Révérend Père Carmelo, Gardien Couvent de Terre Sainte à Alep.	Écrite par le vice-consul des Pays-Bas et Gérant du Consulat de Belgique et de l'Agence Consulaire des États-Unis, Albert Poche. Appris avec vif regret par lettre hier triste nouvelle mort Sa Sainteté Léon XIII : « En prenant une large part à ce grand deuil du monde catholique je m'empresse de vous exprimer mes plus vives condoléances, tout en portant à votre connaissance que ce matin j'ai fait hisser en berne les pavillons des Puissances que j'ai l'honneur de représenter. »

**A.7 RÉSUMÉ DES DOCUMENTS DU REGISTRE FP 2007 (1903-1907)**  
Correspondance sortante de Frédéric Poche, consul de Belgique à Alep et Albert Poche,  
gérant du consulat belge d'Alep.

Page Date	Destinataire	Sujet
12 janv. 1907	J. Duckerts, Consul Général à Smyrne.	Document attaché au début du registre. N°. 4/2 B6. Réception lettre adressée 30 décembre sub N°. 1005/11 B18, dont contenu péniblement ému, impossibilité pouvoir expliquer comment le propos malveillant et inexact y contenu a pu être témérairement rapporté à S. E. Monsieur le Baron de Favereau. Insinuation gratuite sans fondement; Moukhtar Bey, inconnu, jamais été correspondance directe ou indirecte : « ...jamais ni lui ni <u>d'autres personnes</u> ne m'ont demandé des renseignements sur le compte de la "Société de l'Union des Tramways" pour en donner, et les donner erronés. » Prière communiquer déclaration S. E. M. le Ministre : « Tout récemment j'ai informé Mons <sup>r</sup> . le Baron de Favereau que les Sociétés ou individus avec lesquels j'ai été en rapport au sujet des entreprises économiques en projet à Alep sont M <sup>r</sup> . Ed. Denis Administrateur Délégué du Trust Franco Belge, La Compagnie de Chemins de fer & Tramways en Chine, La Société Anonyme des Transports Urbains & Vicinaux & La Compagnie Générale des Conduites d'eau. À ces Sociétés j'ai donné les renseignements qui les intéressaient ; ce que j'aurais certainement fait aussi à l'égard de l'Union des Tramways si cette Société s'était adressée à moi. » Remise copie lettre adressée 24 décembre à la Société des Transports Urbains & Vicinaux à Ixelles-Bruxelles.
1-2 24 nov. 1903	Comte Erembault de Dudzeele, Env. Extraordinaire & Ministre Plénipot. à Constantinople.	N°. 59/11 B63. Déclin épidémie choléra Alep selon bulletins hebdomadaires Office Sanitaire (2/8 nov. : 16 cas signalés ; 9 au 23 nov. : 2 cas constatés), période décroissance localités avoisinantes.
3-4 8 déc. 1903	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 64/12 B69. Suite aux informations sur épidémie choléra, recrudescence accentué maladie. Bulletin 23 novembre/3 décembre : 44 cas suivis 34 décès, réalité nombre bien plus grand : «... dans un seul jour dix attaques ont eu lieu parmi les ouvriers de la fabrique de tabac de la Régie co-intéressée, sans compter bon nombre d'autres survenus dans différents quartiers de la ville. On veut attribuer cette reprise du mal à l'eau. Au début de la maladie on avait détourné du Canal qui alimente la ville la portion d'eau qu'il recevait de la rivière. » Plainte portée par musulmans, eau insuffisante ; grande nécessité mosquées mois Ramadan. Autorité



		locale permis de nouveau union au canal, et depuis mal accru. Contrordre donné, cas moins fréquents depuis trois jours.
5-6 8 déc. 1903	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 65/13 B70. Incident certaine gravité produit jours derniers Alexandrette, détails manquent, télégraphe transmis : « Le Consul des États-Unis d'Amérique de cette ville conduisant à bord dans sa barque, pavillon déployé un citoyen naturalisé Américain qui était venu à la rencontre de sa femme et de son fils pour qui la Légation avait obtenu la permission d'émigrer. Cet individu avait été (emprisonné ?) à son insu à Alep et ensuite relâché à la suite des démarches faites par le Consulat d'Amérique. Les agents de la police s'interposèrent afin d'empêcher le consul de continuer jusqu'à bord du navire qui était en rade et forcèrent la barque du consul de revenir en arrière. » Rixe entre cavas consulat États-Unis et agents police. Consul malmené embarqué jour même pour Beyrouth où stationnent actuellement frégates Américaines ; on dit personnel consulat bien maltraité par police et plusieurs reçu coups.
7-8 19 déc. 1903	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 66/1? B73. Gouvernement Général Vilayet réclame cavas Consulat Hadji Hamdo Nana'a payement droit établi nouvellement par Iradé Impérial, « sur toutes le bêtes de somme employées au travail et usage de son moulin. » Prière donner instructions nécessaires égard cette réclamation, « ignorant si les missions Étrangères ont adhéré à soumettre leurs sujets et protégés à ce nouvel impôt. »
9-10 19 déc. 1903	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 67/1? B74. Circulaire 14 décembre adressée corps consulaire par médecin sanitaire Alep. Selon bulletins officiels de commission sanitaire sur marche choléra, santé dans la ville même et tous districts vilayet (sauf 2 décès Alep 6 décembre). Renseignements pas des plus exacts ; maladie quoique en très grande diminution ne peut être considérée complètement disparue.
11-12 12 janv. 1904	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 7/1 B7. Circulaire 2 janvier Docteur Hamdi Aziz Pacha, professeur bactériologie faculté Impériale de Médecine, président du Corps sanitaire vilayet fit savoir corps consulaire épidémie tout à fait éteinte ; aucun nouveau cas produit Alep depuis 30 jours. Informations pas des plus exactes ; maladie continue régner Alep. Cas succèdent presque journellement, plus fréquents derniers jours. Médecin sanitaire informé administration Constantinople cas constaté par lui 5 décembre. « Ordre est venu au Vali de soumettre tout voyageur partant d'Alep à une visite médicale et à la désinfection et à son arrivée à Alexandrette ou tout autre port du littoral de subir une seconde visite. » (Voir FP 2006, p. 267-268 pour contenu semblable.)

13-14 1 <sup>er</sup> mars 1904	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 15/2 B17. Réception dépêche 13 février N <sup>o</sup> . 66/1, quinze Medjidiés payés employés bureau Edjnébié pour enregistrement Exequatur M. Catoni, vice-consul Belgique Alexandrette « ...ne se rapportent pas à une taxe dûe ou réclamée par les Autorités locales. Il est d'usage ici Monsieur le Ministre, lorsque un nouveau titulaire présente son firman au Gouvernement Général du Vilayet pour être enregistré de donner une étrenne aux divers employés de ce bureau. Ce n'est donc qu'un acte de libéralité personnelle usité plus ou moins largement par tous les collègues et auquel ils s'y soumettent volontiers. Monsieur Catoni d'ailleurs n'est pas étranger à ces usages. »
15-16 19 avril 1904	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 25/3 B26? Réception dépêche 18 février N <sup>o</sup> . 71/2 instruisant sujet acquittement impôt sur bétail réclamé au cavas consulat, remerciements instructions auxquelles se conformera, « Jusqu'à ce jour aucun de mes autres collègues, du moins que je sache, n'a encore soumis ses ressortissants à l'acquittement de ce nouvel impôt. »
17-22 12 juil. 1904	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 37/4 B35. Porte connaissance V. E. que : « depuis quelques semaines, nouveaux troubles survenus parmi les tribus, Kurdes, et Arabes qui campent dans le Djésireh (Mesopotamie) obstruant aux caravanes et voyageurs le passage pour Mardin, Nissibin, & Diarbekir. » Négociants Mardin porté plainte à Ibrahim Pacha (chef Hamidi tribu kurde Mellié) pour manque sécurité routes, il demanda deux frères (Dréï & Khalil Bey) chefs tribus kurdes, Karaghedjié et Barazié restitution marchandises enlevées par gens tribus. Demande Ibrahim Pacha pour surveillance routes. Présentation documents par Ibrahim au Vali Diarbékir, certification par Autorité, transmission capitale ; autorisation rétablir ordre et tranquillité dans campagnes. Insoumission des tribus Karaghedjié et Barazié ; marche d'Ibrahim vers adversaires campement environs Orfa ; effrayés, départ vers Soroudj, campement tribu Chekhan. Ketkan et Damadiés (appartenant aussi au corps des Hamidiés) et leurs alliés (tribu arabe Gess et une branche de la grande tribu des Chammar) « se portèrent contre sa tribu, dévastant, pillant et incendiant une trentaine de village et se rendant maîtres d'un butin de 600 chameaux et de 4 à cinq mille moutons. » Inaction autorités Orfa, représailles par Ibrahim Pacha, quinzaine de mille cavaliers attaquèrent deux tribus Barazié & Karaghedjié, saccage et incendie plusieurs villages. Terreur parmi habitant Soroudj, grand nombre réfugiés Orfa ; ville comme état siège, cernée par troupes Ibrahim. Petit nombre soldats disposition Autorité Orfa envoyé campagnes pour conciliation et rétablissement ordre. Ibrahim Pacha apparemment rentré domicile Veranchahe. Sécurité routes et fisc en souffrance : « ...les redevances qui lui sont dues par ces tribus ne pouvant facilement se recueillir grand nombre de ces campement s'étant retirés vers l'Irak. »
23-24 1 <sup>er</sup> sept. 1904	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 41/5 ? C35. Changement Vali jours derniers Alep ; ignore raisons rappel Constantinople Medjid Effendi ; vraisemblable refus permettre paiement par Muttassarif Orfa arriérés solde garnison Orfa suite demande pressante soldats & officiers,



		emparés appareils bureau télégraphe, transmis plainte directement Constantinople. Direction Affaires Vilayet confiée S. E. Kazem bey, Muttassarif Jérusalem. Bonne impression.
25-26 6 déc. 1904	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 55/6 C48. Arrivée à Beyrouth concordé avec recrudescence du choléra disparu d'Alep, fermant portes de cette ville. Sœur ainée atteinte grave, longue et pénible maladie la conduisit au seuil de sa tombe. Ces deux obstacles suivis tentative massacre avortée et autres circonstances non moins fâcheuses retardant départ de Beyrouth. Repris direction affaires consulat confié depuis départ frère Albert, vice-consul Pays-Bas. Tâchera par attitude et dévouement aux intérêts Belges de conserver et mériter bienveillance dont V. E. daigné honorer durant long séjour à Constantinople.
27-29 24 janv. 1905	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 8/1 ? A3. Incident surgi entre Autorité locale et plusieurs consuls Alep concernant impôts fonciers, propriétés immobilières (maison habitation Consul). Gouvernement voulant abroger immunité des Consuls (temps activité service). Maisons exonérées d'impôt foncier depuis 31 ans, en vertu ordre Grand Viziriel (Hassan Awni Pacha) daté 17 juin / 15 Jamaz II 1290 N°. 101, mis en pratique par commission cadastrale érigée par Conseil Administratif Vilayet : « Aujourd'hui le Gouvernement pressé par un grand besoin d'argent veut revenir sur le passé, abroger cette immunité obligeant les Consuls propriétaires de l'immeuble qu'ils occupent au paiement des impôts accumulés depuis vingt & un ans; c'est-à-dire depuis l'an 1300 de l'hégire, époque à laquelle le Gouvernement avait par Iradé Impérial fait grâce de tous les arriérés. » Deux ordres justificatifs, n'avaient jamais été communiqués aux Consuls : Ministère des Finances (29 août 308 N°. 95) & Ministère Intérieur (30 juillet 318 N°. 105). Liste annexes. Prière prendre défense droits concédés Consuls.
30-36 23 fév. 1905	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 15/2 B11. Petit exposé situation Vilayet après longue absence consul : expansion d'importantes constructions en dehors murs Alep dû réduction bénéfices commerciaux (provoquée par une concurrence outrée par la chicane & la mauvaise foi des débiteurs, ceux-ci trouvant un puissant auxiliaire dans la vénalité des tribunaux.). Immobilisation capitaux dans biens fonds (les capitalistes & l'épargne se retirant du marché se sont déterminés d'immobiliser leurs capitaux en les plaçant dans des biens fonds, quoique ceux-ci ne représentent que les 2/3 ou la moitié de ce qu'ils ont coûté). Gouvernement auteur état décadence ; incurie gouvernants et exactions violentes dont peuple victime par perception impôts. Espoir amendement disparu avec départ Raïf Pacha et sage administration ; apogée anarchie. Réception Manifeste du Comité d'espérance de la Ligue de la Patrie Arabe ayant pour devise « Les Pays Arabes aux Arabes », répandu et adressé aussi autres consuls. Servilité population musulmane. Potentiel richesses naturelles région. Dernières nouvelles couru sujet railway Hama-Alep-Béréjik, ligne serait achevée en un an; Nouvelle publiée par "Farat" ; organe gouvernement local, pas officiellement annoncée au Valy. Embarras financier à prévoir, gouvernement aliéné grande partie revenus fiscaux empire : région



		<p>entre Hama &amp; Alep donnée en gage compagnie pour parfaire déficit éventuel garantie kilométrique. Exactions sur population rurale, partie dû émigrer &amp; mêler tribus nomade désert ; masse population indigente traitée comme étant solidaire envers fisc pour impôts. Concessionnaires approvisionnements militaires ont cessé ravitailler garnison. Caïmacam district Mâarra, près Hama, forgé fausses obligations habitants village, libellées en termes solidaires; sommes arbitraires quatre fois plus fortes que dîme due. Ruine bon nombre de villages, réduction importance semailles, répercussions à venir époque affermage dîmes. Études en cours (Chemin fer allant nord) pour surmonter obstacles naturels parcours d'Érégli à Adana. Société concessionnaire veut contraindre compagnie Adana-Mersine modération dans prétentions pour cession ligne ; menace renoncer plage inhospitalière Mersine donnant préférence à Youmurtalik, port offrant navires abri sécuritaire. Railway Alexandrette-Alep Bassorah par vallée Euphrate semble délaissé (mais n'a pas abdiqué son droit d'être la future voie des Indes). Mission composée M. Quant, administrateur Deutsche Bank, M. le Comte Cesare Porro minéralogiste &amp; ingénieur, et quatre autres spécialistes, quitté Alexandrette après séjour dizaine de jours; vers Meskéné (Balis) sur Euphrate, puis reconnaissances Deir-el-Zor et Hit, exploration région Bagdad, jusqu'à Bassorah. Commission apparemment envoyée par administration Société concessionnaire chemin de fer Constantinople Bagdad-Golfe Persique, exclusivité réservée construction railways intérieur pays, « ayant pour têtes de ligne les points qu'elle choisirait dans la zone partant de Mersina &amp; finissant à Tripoli de Syrie inclusivement. » Véritable objectif de mission inconnu pour moment.</p>
37-41 24 mai 1905	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	<p>N°. 37/3 B44. Depuis exposé 23 février, aucun amendement porté système perception impôts, devenu unique occupation et préoccupation de l'autorité locale ; soixante mille livres turques expédiées Constantinople depuis janvier, provenant encaissements faits dans vilayet : « Ce drainage d'argent succédant à deux années de mauvaise récolte et de stagnation dans les affaires ; à la récente décimation des moutons par le froid, à celle des bœufs, par la peste bovine, font de ce Vilayet, livré à l'anarchie, un triste tableau. » Situation économique empirée par exactions du Gouvernement, provoqué grande émigration vers Égypte, d'où émigrants font propagande active en faveur gouvernement anglais; « ...cette propagande porta un revirement dans l'opinion de la population musulmane, autrefois si hostile à l'idée d'une domination chrétienne. » Événements déroulant sur rives Golfe Persique, échecs subis par troupes impériales au Yémen ; défection des bataillons arabes affamés. Musulmans se reconnaissent incapables de proclamer leur indépendance, faute d'un chef. Kurdes Hamidiés, commandés par Ibrahim Pacha, étendant progressivement leur sphère en amont de l'Euphrate, atteignirent les portes d'Orfa ; villages chrétiens pillés et ravagés, péages tractatifs imposés aux caravanes : « En aval de ce fleuve, les tribus arabes aux prises avec les circaciens (<i>Tschatschân</i>), qui,</p>

		présentement, font cause commune avec les Kurdes refoulés vers Der-el-Zor. » Tolérance sans borne usée par gouvernement envers Hamidiés. Velléités d'indépendance des Kurdes ? Insécurité route Alep-Alexandrette, attaque sur Vely Pacha, Liva (aide de camp de S. M. I. Sultan) partant Constantinople allant Bagdad, en mission, en compagnie Wehbi Bey, Dar-ül-Saâdet-Mudiri-Mahbouât-Mouawini ainsi que lieutenant colonel; Gouverneur Kazim Bey dépêché piquet cent soldats poursuite brigands; Consul Autriche Hongrie Mons <sup>r</sup> . Xanthopoulo aussi attaqué revenant échelle Alexandrette lendemain.
42-44 3 juin 1905	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 41/4 B51. Télégramme reçu par Kazim Bey, Gouverneur Général d'Alep, lui enjoignant de se rendre sur le champ à Constantinople, laissant famille Alep. Second télégramme donnait gérance Vilayet Békir Pacha, Férik et Commandant Général Extraordinaire. Commentaires nombreux sur départ inopiné. Rumeurs stipulant que Sultan désire connaître influence sur population des événements du Yémen et rives Golfe Persique. Population arabe, musulmane, des villes et de la campagne exaspérée; crainte voir défection et désertion réservistes : « Or, si le Valy est bien informé il ne saurait dire autre chose, si ce n'est que la population arabe, musulmane, des villes et de la campagne quoique exaspérée et souhaitant un libérateur elle est incapable d'une levée de bouclier ; il est à craindre cependant, de voir les réservistes refuser de marcher et si contraints la désertion et la défection sera leur mot d'ordre. » Tribus ne sont pas à l'approche des villes ou sous la férule du Gouvernement : « celles-ci jouissant de leur indépendance ne s'inquiètent que de leurs guerres intestines et ne sauraient prendre fait et cause pour le gouvernement turc. » Récentes nouvelles font croire que travaux chemin de fer Hama-Alep commenceront en octobre prochain.
45-47 19 juin 1905	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 44/5 B59. Tard mercredi 14 juin, boutiquiers, vendeurs d'armes au « Bezistan », mandés au Konak, arrêtés, mis sous surveillance police. Onze heures nuit agents police accompagnés gendarmerie rendirent susdit bazar, forcèrent ouvrir boutiques ; moment mal choisi pour saisie (armes et cartouches ?). Diffusion nouvelles relatives événements Yémen : « Le moment pour opérer cette saisie et prohiber un commerce, toléré depuis sa défense, a été très mal choisi ; car par cette manière d'agir le gouvernement a donné motif à la population de s'enquérir de la cause qui a provoqué ces sévices et par conséquent à la diffusion des nouvelles relatives aux événements du Yémen parmi ceux qui les ignoraient; sans avoir obtenu un résultat pratique; le pays étant plein de fusils martini introduits par les contrebandiers ou volés par les soldats et par eux vendus. » Pays plein de fusils Martini introduits par contrebandiers, population exaspérée par multiplicité taxes et impôts.
48-55 4 sept. 1905	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 61/6 B79. Conformément contenu lettre M <sup>r</sup> . Duckerts 29 juin N <sup>o</sup> . 609/16 A7, rapport sur faits remarquables situation tourmentée de l'État, et anarchie province Alep. Indifférence remarquable population à nouvelle attentat contre Sultan. Mufti et Imams fait aucune prière dans mosquées. Même situation financière durant



		<p>Gestion intérimaire Békir Pacha, système violent perception impôts, impôt capitation nouvellement édicté « Iané Chahssié » (assistance personnelle). Affermage dîmes profitant grands propriétaires ruraux musulmans, notables du pays formant « ligue séculaire de captation des dîmes » ; dilapidation Trésor Public grâce vénalité et couardise des gouvernants. Descente domiciliaire chez marchand d'armes et capture caravane dix-huit caisses fusils Mauser et Martini adresse Ibrahim Pacha, chef des Hamidiés; découverte livraisons faites à partir Tripoli de Syrie : « Ibrahim Pacha [...] dispose déjà de dix mille cavaliers bien armés, et se dit être le khédivé de toute la Mésopotamie ! »</p> <p>Commission d'enquête nommée par Gouvernement Constantinople (président Valy Diarbékir ; délégués Alep, président tribunal commerce Alep ; second délégué Secrétaire du Conseil Administratif) pour examiner chefs d'accusations portées contre ce Pacha (fréquentes razzias contre tribus Anézis et Chammar, rançons, pillages et péages prélevés). Apparition soudaine semaine dernière une des tribus Anézis (2000 tentes) environs Hama et Alep ; Cheïks Anézis prétendant remettre vigueur prélèvement perçu anciennement.</p> <p>Désertions deux tiers soldats des vingt quatre bataillons destinés armée du Yémen, dévasté pays par lesquels sont passés. Armée composée de pauvres faméliques, rédifs de Bab ne peuvent se mettre en route faute de chaussures, gouvernement déconsidéré aux yeux des administrés. Esprits agités depuis dizaine de jours suite rixe entre chrétien et musulman ; chrétien conduit au corps de garde du quartier, subi sévices ; fanatisme encouragé par écrits séditieux dans quartier chrétien. Vigilance Békir Pacha soir fête avènement au trône Sultan. Kiazim Bey, ex-valy d'Alep, dernièrement appelé Constantinople, permute avec Kazim Bey, valy Diarbekir autrefois <i>subaji</i> Alep, aussi intelligent que vénal, a franchi rapidement échelons. Devenu Moutessarif à Mersina, fut auteur incident ayant amené démonstration navale autrichienne. Rappel Kiazim Bey parti d'Alep nanti chèque cinq mille livres turques sur Banque Ottomane et huit chevaux race arabe; rappel lié peccadilles commises durant gestion Jérusalem, non expiées en temps dû.</p>
56-57 4 sept. 1905	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 61/4 B80. Remise sous couvert copie lettre adressée Consulat Général Smyrne 23 août N°. 60/18 B78 dont contenu complète présent rapport. Travaux chemin de fer Hama-Alep pas commencé encore; piqueurs fini de placer jalons et arrêt distance 4 km d'Alep ; endroit gare non déterminé ; lutte exploitée par Conseil Administratif et Génie militaire, décideront en faveur du plus offrant.
58-59 22 oct. 1905	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 70/8 B90. Réponse lettre adressée 30 septembre sub N°. 448/3. Démarches pressantes faites auprès M. Naoum Hougaz (?) pour l'induire paiement sa dette : « ...des informations que j'ai eues sur le compte de ce débiteur de la Société des Verreries de la Meuse de Jambes-lez-Namur, il résulte que le susdit débiteur se trouve dans une situation tellement précaire que certains de ses créanciers d'Alep, par commisération, ont fait abandon de leur



		avoir. D'autres, absents, traitent par l'entremise de leurs correspondants sur la base des 10 ou 12 % qui serait le produit des quelques rossignols qui restent au fond de la boutique du susdit. »
60-62 30 oct. 1905	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 74/9 B94. Réponse lettre adressée 1 <sup>er</sup> octobre sub. N°. 451/5. Honorée dépêche croisé rapport 9 octobre sub N°. 69/5 B65, adressée S. E. Monsieur le Baron de Favereau, sous cachet volant, par entremise consulat général de Smyrne. Remise rapport faisant suite, prière transmettre Monsieur Ministre Affaires étrangères. Ne manquera pas entretenir M. Denis (s'est adressé consulat, reçu plan Alep) des projets en question: « S. E. le Valy est anxieux d'apprendre les conditions auxquelles un ingénieur hydrographe se rendrait ici pour étudier la question du service d'eau dont il est question. Monsieur M. Débende Agent de la Compagnie Générale des Conduites d'eau de Liège à Constantinople m'avait écrit dans le temps à ce sujet. Cette compagnie s'occupant d'études & entreprises de distribution d'eau, je lui adresse la lettre ci-jointe... » Prière faire parvenir susdit M. Débende, Rue Tépé Bachi, M. Péra, si juge opportun.
63-65 20 nov. 1905	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 84/10 B114 ? Situation railway Beyrouth-Hama-Alep vu état ligne jonction étroite Riyak-Beyrouth ne pourra donner au commerce et agriculture Alep développement espéré ; incapacité transporter dans délais raisonnables marchandises villes Hama et Homs, « qui s'accumulent et séjournent dans les dépôts de la compagnie, infligeant, par ces retards aux expéditeurs des mécomptes qui provoquent des réclamations en dommages et intérêts à sa charge à la compagnie qui s'engage d'opérer des (?) considérables quand, me dit-on, les conditions défectueuses (?) de la ligne à crémaillère du Liban et l'insuffisance de son matériel roulant s'y oppose. » Compagnie recourt aux chameliers pour remplir engagements ! Ligne insuffisante pour trafic de Hama et Homs, ne saurait être utile au commerce d'Alep, devra continuer recevoir marchandises par Alexandrette usant système séculaire dos dromadaires. Poursuite active travaux terrassement entre Hama et Alep ; attente approbation Ministère Travaux Publics pour emplacement gare. Supplique habitants ville intérieure, mais études des ingénieurs opposent considérations techniques; possibilité petite gare accessoire.
66 18 déc. 1905	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 917/11 B114. Réponse dépêche datée 16 nov. sub N°. 515/7 ? Remise lettre adressée à la Société des Verreries de la Meuse, recouvrement possible de cette petite créance se trouve réglé en principe.
67-71 21 déc. 1905	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 96/12 B115. Réception lettre adressée 16 novembre N°. 51/6 ?; question concession tramway traction animale sollicitée par Rifaat Pacha, fils Hamdy bey Zadé, se heurte à un compétiteur, Nafeh Pacha Djabri Zadé, notable d'Alep, offre municipalité 7000 livres turques (contre 5000 Rifaat) dédommagement pour les routes ouvertes par elle & pour l'ouverture d'une importante artère à lui être livrée, plus redevance annuelle, plus promesse ne pas recourir fonds étrangers. Propositions seront soumises Ministère Travaux Publics pour sanctionnement de l'un des deux projets : « Connaissant de quel esprit sont animés les notables musulmans

		<p>de cette ville, je puis dire, sans être téméraire, que le projet de Nafeh Pacha frise le chantage. » Commission érigée par Conseil Administratif, présidée par Valy (à laquelle consul Poche convié) urgence établir service eau potable, arrosage des rues et canalisation plus apte cours d'eau pouvant être réuni au Kouek (eaux insuffisantes pour irrigation jardins, prés &amp; potagers Alep). M. Pierre Müller, sujet autrichien, ingénieur, conducteur de travaux hydrographiques (conduit travaux Compagnie des eaux de Cadikeui, Constantinople) propose établissement service d'arrosage, soumettra rapport au Valy : « Des entretiens que j'ai eus avec ce Monsieur, il me semble avoir compris qu'il ne vise qu'à conduire les travaux, laissant à la ville ou au Gouvernement de lui fournir le matériel. » M. Debende a fait part conditions auxquelles Compagnie de Vennes se chargerait des travaux en rapport avec ressources exiguës Municipalité Alep : « Je répondrai à la lettre du susdit Monsieur aussitôt après avoir entretenu le Gouverneur &amp; la Commission à laquelle je viens de faire allusion. » M. Jensen devancé, aurait dû s'occuper études relatives projet ; nécessité éviter rivalité fâcheuse : « il me semble qu'une entente entre ce Monsieur et la compagnie des Vennes devrait être conclue, tout en n'excluant pas Monsieur Müller dont les services comme conducteur pourraient être utilisés. »</p>
72 10 janv. 1906	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 2/1 B1. Situation entreprises canalisation en projet, remise sous couvert lettre adressée à M. Debende, auquel vous plaira faire parvenir après avoir pris connaissance.
73-76 28 mai 1906	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	<p>N°. 50/2 B44. Remise sous couvert lettre M. le Baron Favereau, Ministre des Affaires étrangères. Question règlement de la créance des Verreries de la Meuse de Jambes lez-Namur dont entretenait dépêche 30 sept. 1905 N°. 448/3. Renseignements sur les entreprises économiques en cours à Alep : « je me permets de vous remettre sous cachet volant la lettre que j'adresse à Mons<sup>r</sup>. Debende, qui était intentionné de se rendre ici pour de visu se rendre compte de ce qui est possible d'être fait. Monsieur Rosenthal, ingénieur envoyé ici par Monsieur Denis a pu parcourir le tracé du tramway &amp; se rendre compte de la valeur de cette entreprise dont la concession est sollicitée par Adil Bey, avec lequel Monsieur Rosenthal est en rapport. »</p> <p>Exactions ; magistrature plus que jamais rongée par la carie de la corruption, particulièrement tribunaux. Émigrants circassiens vont faire disparaître leur de sécurité des campagnes existant encore certains régions du pays où prépondérance Ibrahim Pacha pas arrivée. Mécontentement des émigrants circassiens, localités assignées sur bord Euphrate pour y de demeurer et se livrer à l'agriculture, refusent s'y rendre, exigeant que qu'autorité locale subviennent à leurs besoins. Pension assignée immigrants irrégulièrement servie. Travaux chemin de fer Hama-Alep bon train, locomotive déjà arrivée à 58 (?) kilomètres Alep, y serait premiers jours juillet, ligne sera livrée exploitation début 1907. Projet tunnel travers Mont Liban abandonné, augmentation matériel roulant section crémaillère Rayak-Beyrouth. Chemin fer</p>



		Alep aura importance quand aura fait sa jonction (...) Bérédjik avec la ligne de Bagdad qui aura Mersine pour port.
77-78 25 juin 1906	M. le Comte d'Arschot, Chargé d'Affaires de Belgique à Constantinople.	N°. 61/3 B57. Réponse dépêche adressée 5 juin. Remerciements pour remise directement à M. Naniot lettre et chèque accompagnant : « Pour vous tenir au courant de mes entretiens avec le Valy à l'effet d'amener une entente entre la Compagnie Générale des Conduites d'Eau de Liège et la ville d'Alep je me permets de vous remettre sous cachet volant la lettre que j'adresse à M <sup>r</sup> . Debende que je vous prie, instamment de vouloir bien la lui faire parvenir après lecture. »
79 14 juil. 1906	M. le Comte d'Arschot, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 68/4 B64. Réception honorée dépêche 14 juin N° 314, vifs remerciements pour peine donnée transmission remerciements M. Naniot pour service rendu dont maigre résultat n'a pu être meilleur.
80-84 13 août 1906	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 75/5 B75. Apparition jeudi 2 août locomotive railway Beyrouth-Alep & prolongements, attendu depuis demi-siècle, salué par toute population Alep enthousiasme. Inauguration à venir 16 Chaban, jour fête naissance S. M. I. Sultan. Influence contestée sur relèvement commerce et agriculture. Déduction favorable population égard élément étranger pour rapidité exécution projet (note discordante pour travaux gare; empiètement sur terrains destinés érection nouvelle ville) et défavorable gouvernement local pour lenteur construction route carrossable entre Alep et Alexandrette : « Effectivement, quarante trois ans se sont déjà écoulés & des millions payés & se payent encore par les contribuables, sans que cette route soit complétée ni les tronçons entretenus. » État lamentable situation économique du pays, ne saurait s'améliorer sous cette administration. Valy actuel Nazim Pacha (ancien Mektoubgi Vilayet Alep, expert affaires administratives de la province) parvenu en partie à écarter pernicieuse captation dîmes par notables musulmans ville Alep; adjudication produit excédent environ 40 000 livres turques sur adjudication an dernier. Réapparition bande brigand Kurde (certain Altouno) sur route Alexandrette, sécurité compromise par incursions & actes brigandage. Colonel gendarmerie parti poursuite, n'a pu découvrir retraite. Avait cru être émissaire Ibrahim Pacha, appartient plutôt tribu insoumise des Barazi, insoumise à Ibrahim Pacha. Sur Ibrahim Pacha : « La prépondérance de ce dernier se raffermir de plus en plus dans la région qui, partant des bords du Tigre près de Diarbékir s'étend jusqu'à la rive gauche de l'Euphrate s'arrêtant aux environs de Bérédjik, faisant de Véran Chéhir sa résidence principale et le siège de son autorité. » Gouvernement ravisant erreur commise soutien militaire contre tribus arabes, éviter fassent cause commune avec révolte Yémen. Créé un potentat qui lui donne graves soucis ; induit tribus Chammar et Anézis prendre offensive contre Ibrahim. Faiblesse gouvernement, sécurité achetée par caravanes au susdit chef Kurde & aux chefs arabes en traversant le pays occupé.



85-86 8 oct. 1906	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 88/6 B99. Jeudi 4 octobre, fête de S. M. I. Sultan a eu lieu inauguration railway Beyrouth-Hama-Alep et Prolongement. Fête revêtue caractère local, présidée par Valy, présents fonctionnaires civils et militaires, notables musulmans et non musulmans, consul de France, Messieurs Cherru et Piésson, représentant compagnie. Offrandes moutons, prières et discours ulémas et chefs communautés chrétiennes : « La cérémonie religieuse terminée une petite promenade en chemin de fer a été faite. Les autorités de Damas, Beyrouth et du Liban étaient représentées par des commissaires envoyés <i>ad hoc</i> . Voici réalisé, Monsieur le Ministre, le plus grand événement auquel la ville pouvait s'attendre actuellement. » Exploitation ligne dès lendemain avec concours considérable voyageurs ; commerce redoutant insuffisance ligne Liban. Parcours Alep-Beyrouth, 400km, effectué en 18 heures.
87-89 10 déc. 1906	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 95/7 B115. (1 <sup>ère</sup> page manquante, lisibilité réduite.) Coût global de deux sections chemin de fer (331 km, dont Hama-Alep de 143 km), matériel roulant non compris, de 60 000 francs, bénéfice 70 000 francs par km, bénéfice dû bon marché main d'œuvre ouvriers indigènes ; ouvriers italiens venus grand nombre, repartis, ne pouvant soutenir concurrence. Insuffisance matériel roulant section crémaillère Liban, défaut abris marchandises stations intermédiaires (voire Beyrouth; exigüité du port et tarif élevé prix transport) : « cette ligne n'offre au commerce aucun avantage sur Alexandrette, quant au transport des marchandises. Les voyageurs, par contre, se voient affranchis du voyage pénible de l'ancienne route. » Moyens insuffisants compagnie sur ligne Rayak-Beyrouth pour desservir commerce Alep. Projet prolongement ligne voie large Rayak vers Beyrouth, moyennant tunnel Mont-Liban (trajet 14 heures plutôt que 18) et agrandissement port de Beyrouth (dépense 40 millions francs) ; début travaux printemps prochain, termineraient dans trois ans. Document attaché p. 87 : Frères Poche & C <sup>ie</sup> – Alep (Syrie)
90 31 déc. 1906	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	Télégramme : « Puisse l'année nouvelle ne compter pour Son Excellence et sa noble famille que des jours heureux et bénis. Poche. »
91-92 27 fév. 1907	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 9/1 B15. Réception dépêche adressée 20 décembre dernier sub N <sup>o</sup> . 702, concession du tramway briguée par Rifaat Pacha & Hamid Bey, fils de Djémil Pacha & celle de l'éclairage de la ville ont été octroyées à Moukhtar Bey fils du Cheikh-ul Islam. Consul mis disposition M Denis, accompagné M. Rosenthal ingénieur, accompagnant dans toutes ses courses. Remise sous couvert missive adresse M. Débande, exposant situation service distribution des eaux en projet & désappointement comme négociateur éconduit.
93 27 avril 1907	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	N <sup>o</sup> . 33/2 B55. M. A. Xanthopoulos Consul Autriche-Hongrie Alep devant s'absenter son poste, congé trois mois cause santé, prie gérer Consulat durant son absence : « Aucune raison de service, aucun conflit d'intérêts n'existant et ne paraissant devoir surgir dans cette intervalle, j'ose vous prier, Monsieur le Ministre, de

		vouloir bien m'autoriser d'adhérer à la demande de mon susdit collègue. »
94-100a 23 août 1907	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	<p>N°. 56/2 B86. Exposé abrégé situation actuelle Vilayet Alep administré par S. E. Nazim Pacha, état désorganisation succession administrative laissée par prédécesseur Kiazim Bey (anarchie, finances délabrées ; arriérés illusoires plus de 1 200 000 livres turques) et demandes véhémentes de remise de fonds par la capitale, puis manque sécurité grandes routes). Gouverneur mis fin aux incursions sanguinaires brigand Altouno, fait capturer Kal Hassan et son fils, deux scélérats sanguinaires, célèbres pour monstrueuse férocité &amp; résistance opposée face attaques gendarmerie, bandits écroués prison Alep, six autres brigands sous procès, sécurité revenue dans province. Concussion dévergondée et manifeste tribunaux et corruption dégradant administrations gouvernementales, contre lesquelles intégrité et énergie du Valy échouent. Heure psychologique affermage des dîmes en pleine activité. Valy impuissant contre accaparement notables musulmans et ligue des fermiers, pertes de revenus potentiels fisc : Métamorphose personnel administratif et judiciaire Vilayet : turcs débordés grâce Cheikh Abou-el-Houda Effendi, influence frère sur fonctionnaires en charge et Izzet Pacha, originaire Damas, second secrétaire S. M. Sultan. Arabes dans sphères gouvernementales : plusieurs hauts fonctionnaires, tous Syriens à Alep : « Ainsi à Alep on compte parmi les hauts fonctionnaires les suivants, tous Syriens, à savoir le Colonel de la gendarmerie, le premier commissaire de la Police, avec grade supérieur à celui du Valy, le second commissaire de police, le juge (Naïb Effendi) &amp; Président de la cour d'Appel du Vilayet, membre principal du Conseil Administratif, le Mufti effendi, le Président du Tribunal de première instance, les juges instructeurs &amp; les juges assesseurs des différents tribunaux, le Defterdar (remplacé depuis une quinzaine de jours par un turc) &amp; le Caissier (Sandouk emini) le premier secrétaire du Conseil administratif etc etc. La garnison quoique commandée par des officiers turcs se compose des redûs de cette province en un mot c'est l'élément arabe qui domine dans toutes les sphères gouvernementales. Cette métamorphose, hors mises toutes considérations politiques, forme un bloc dominant soutenu par les susdits deux personnages si puissants auprès du Sultan. »</p> <p>Digression : rixe survenue quartier israélite entre plusieurs juifs étrangers, intervention agent police et plusieurs gendarmes. Arrestation récalcitrant Choua Ancona, sujet italien habillé à l'arabe. Consul Italie, M. Gazzurelli envoya cawas au corps de gardé et drogman auprès Valy. Vice-consul M. Sola délégué auprès Valy qui examina victime. Irritation S. E. Nazim Pacha, refus exigences Consulat Italie ; M. Gazzurelli porta question à son ambassade. Valy interrogé par Ministère Affaires Étrangères. Bons rapports accentués époque construction chemin de fer, centaines ouvriers italiens. Fâcheux incident et regrets corps consulaire et notables colonie européenne, « qui n'ont eu qu'à se louer de l'administration de Nazim Pacha qui a toujours aplani dans les voies de la justice &amp; de la raison les difficultés qui</p>



		surgissent quelques fois entre quelque membre du corps consulaire & l'Autorité. » Suite au f. 370 pour la Légation.
101 5 déc. 1903	M. A. Krouglov, Consul Général Impérial de Russie à Alep.	N°. 63 A32. Réception lettre adressée hier N° 151, informant prise direction affaire consulat impérial Alep, pris note communication et félicitations.
102-103 1 <sup>er</sup> juin 1904	Monsieur J. Catoni, vice-consul de Belgique à Alexandrette.	N°. 31 C27. Réception lettre 2 mai, empressé remettre au Vilayet lettre vizirielle renfermée, demandant ordre nécessaire faire reconnaître aux Autorités Alexandrette qualité drogman vice-consulat Belgique M. Émile Makzoumé : « Cette admission nécessitant quelques formalités, Le Gouvernement Général du Vilayet s'est adressé pour ces renseignements au Caïmakam d'Alexandrette. » Attente délivrance ordre reconnaissant dans ses fonctions.
104-105 8 nov. 1904	M. Joseph Catoni, vice-consul de Belgique à Alexandrette.	N°. 47 C40. Gouvernement Général Vilayet, note hier Sub. N°. 222, M. Emile Makzoumé inscrit parmi protégés privilégiés en qualité drogman vice-consulat Belgique à Alexandrette. Ordres donnés directement Caïmacam Alexandrette date 25 octobre 320 N° 326. Prière prendre note et reconnaître frais d'un Medjidié d'argent donné comme pourboire l'employé de l'Edjnibié.
106 14 nov. 1904	M. Joseph Catoni, vice-consul de Belgique à Alexandrette.	N°. 50/1 C43. De retour de voyage, vient de reprendre direction consulat. Présente lettre circulaire adressée aux suivants : Consul Général de Russie (M. Krouglov) ; Angleterre (M. Barnham II) ; Autriche-Hongrie (M. A. Xanthopulo) ; Perse M. J. Akhter (?) ; Italie Gérant (M. A. Sola) ; Portugal (M. A. Marcopoli) ; Espagne (M. Georges Marcopoli) ; Allemagne (M. Zollinger).
107 15 nov. 1904	M. Adolphe Sola, vice-consul, gérant le consulat d'Italie à Alep.	N°. 51/2 C44. Réception circulaire 12 novembre, félicitations plus sincères heureux retour; pris note reprise fonctions consulaires.
108 8 fév. 1904	M. le D <sup>r</sup> . E. Büge, Consul Impérial d'Allemagne à Alep.	N°. 12/1 A6. Réponse lettre adressée 6 février N°. 56, appelé par Gouvernement avez pris direction consulat impérial d'Allemagne à Alep. Félicitations plus sincères, espère bonnes relations dans rapports.
109 12 août 1905	M. Joseph Catoni, vice-consul de Belgique à Alexandrette.	N°. 58/1 A14. Réponse honorée missive 20 juillet, remise sous couvert « Passola » (Persola ?) de l'« Evrak Odassi » Vilayet Alep, « indiquant qu'en date du 21 juillet 321 sub N°. 179 le vilayet s'est référé au caïmacamat d'Alexandrette au sujet de la nomination de Monsieur Michel Bonja comme drogman du Vice Consulat de Belgique à Alexandrette. L'ordre de reconnaître le susdit dans ses fonctions ne sera donné qu'après réception du Mazbata qui émanera du Conseil Administratif de votre ville, si la teneur de ce document sera favorable ! »
110 12 août 1905	M. Joseph Catoni, vice-consul de Belgique à Alexandrette.	« Billet privé ». Est d'usage qu'à l'enregistrement lettre vizirielle au drogman de donner à certains employés des pourboires qui vont aux frais personnels du drogman honoraire et non à la charge de l'État, « ce dont j'ai cru devoir porter à votre connaissance pour votre gouverne et l'information de Mons <sup>r</sup> . Bonja auquel je crois pouvoir faire déjà mes félicitations. Bien à vous. F. Poche. »



111 27 oct. 1905	M. A. Krouglov, Consul Général de Russie à Alep.	N°. 72/1 B92. Appris par lettre 23 octobre heureux retour et reprise exercice fonctions, félicitations les plus sincères.
112 9 nov. 1905	M. A. Krouglov, Consul Général de Russie à Alep.	N°. 81/2 B111. Confirme lettre 12 août 1905 N°. 58/1, restée sans accusé réception. Copie lettre datée 25 octobre 321 N°. 295 que Vilayet vient d'adresser, notifiant que Caïmacamat d'Alexandrette a été informé reconnaître M. Michel Bondja dans fonctions de drogman vice-consulat.
113-114 16 nov. 1905	M. Joseph Catoni, vice-consul de Belgique à Alexandrette.	N°. 83/2 B113. Réponse honorée missive 15 novembre N°. 11 (?), remise copie lettre 12 août et copie billet privé même date : « Le service postal et le télégraphique ne font qu'empirer et bientôt l'arrivée des dépêches à leur destinataires ne sera plus qu'un pur hasard. » Silence s'explique aujourd'hui, « je n'ai pas manqué de faire de continuelles démarches auprès du Vilayet pour porter (?) la reconnaissance de M <sup>r</sup> . M <sup>l</sup> . Bondja dans sa qualité de drogman de votre Vice Consulat. »
115 2 déc. 1905	Henry L. Barnham, consul de S.M. Britannique à Alep.	N°. 87/1 C37. Pris note contenu lettre adressée 1 <sup>er</sup> décembre informant reprise direction affaires Consulat de S. M. Britannique, félicitations plus sincères pour heureux retour.
116 30 déc. 1905	M. E. Robyns de Schneidauer, vice- consul, gérant le Consulat Belgique à Alexandrie.	N°. 99/1 B116. Conformément dépêche adressée 13 décembre, remis à la poste lettre adresse de M. Edouard Cassart de Gembloux (Province de Namur) contenant renseignements lui avez procuré. Souhaits plus sincères occasion renouvellement année.
117 16 nov. 1905	M. Joseph Catoni, vice-consul de Belgique à Alexandrette.	N°. 8/1 B2. Prière envoyer exemplaire tableaux du mouvement du port d'Alexandrette durant année 1905 : « Pour vous rendre la besogne moins fatigante je vous envoie sous bande deux feuilles imprimées qu'il vous plaira de remplir. [...] M <sup>r</sup> . Duckerts désirant avoir avant fin Mars mon rapport je ne saurais jamais assez vous prier de me faire avoir le plus promptement possible les tableaux que je sollicite. »
118 17 fév. 1906	M. Jaureguibery, vice-consul de Belgique à Mersina.	N°. 19/1 B11. Réception missive 10 février datée 1 <sup>er</sup> février. Remise sous couvert trois bulletins renseignements désirés; prière faire usage strictement discret informations, sans ma garantie ni mon préjudice.
119 20 fév. 1906	M. H. Arnould, Consul de France à Alep.	N°. 21/1 B13. Remerciements pour lettre annonçant remise pouvoirs de M. Loubet à M. Fallières, élu Président de la République.
120 12 mai 1906	M. Longworth, Consul de S.M. Britannique à Alep.	N°. 43/1 B37. Réponse circulaire adressés annonçant prise direction consulat S. M. Britannique, sincères félicitations, espère bonnes et cordiales relations ne cesseront de régner.
121 5 juin 1906	M. Alph. Guillois, Consul de France à Alep.	N°. 57/2 B49. Réception communication apprenant M. Arnould, consul de France, partant congé, vous a confié direction consulat, sera charmé entretenir bonnes et cordiales relations.
122 6 juil. 1906	M. Léon K. Adjiamian, Consul de Perse à Alep.	N°. 65/1 B62. Réception communication faite hier faisant part nomination poste consul Perse à Alep, sincères félicitations et assurances poursuite bonnes relations toujours existé entre consulats.

123 2 août 1906	M. Adolphe Sola, vice-consul, gérant le consulat d'Italie à Alep.	N°. 71/1 B70. Réception lettre 31 juillet, vives & sincères félicitations pour heureux retour congé. Pris bonne note reprise direction affaires consulat r. d'Italie Alep.
124 29 sept. 1906	M. A. Gazzurelli, Consul d'Italie à Alep.	Réception lettre adressée hier N°. 493 informant nomination et prise direction consulat, sincères félicitations et espérance relations aussi cordiales qu'avec prédécesseurs.
125 11 janv. 1907	Monsieur L. K. Adjémian, Consul de Perse à Alep.	N°. 3/1. Expression sympathique condoléances, s'associant regrets exprimés honorée dépêche notifiant décès S. M. I. Mouzaffar-Eddin Chah.
126-127 18 mars 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 12/1 B25. Réception lettre adressée 9 mars sub. N°. 7/1, a eu long entretien avec S. E. Nazim Pacha sujet concession permis de recherche d'une mine de mercure située dans le Nahié de Suédié donné à M <sup>rs</sup> . Durry & Consorts; rapport Kaimakam militaire Suleyman Bey adressé Sublime Porte disant imprudence livrer exploitation étrangère point stratégique qui pourrait servir la cause arménienne. Valy demandé autorités compétentes Antioche rapport circonstancié sur la matière. Bonnes dispositions Valy pour éventer intrigues suscitées : « Il se dit l'ami de M <sup>r</sup> . Artus qui a voulu largement contribuer à la fondation de l'école des Arts & Métiers que S. E. patronne & tient à lui prouver sa gratitude. » Ne sera tenu aucun compte insinuations portées contre M. Hatchik Kapamadjian (si devenait empêchement, nom serait éliminé du permis & affaire marcherait tout de même). Prière communiquer résumé entretien avec Valy à M. Durry.
128 30 avril 1907	M. Roqueferrier, Consul de France à Alep.	N°. 35/1. Réception lettre adressée 26 Avril apprenant prise Direction Consulat de France à Alep; sincères félicitations, charmé agréables relations permettra entretenir.
129 12 juil. 1907	M. Heathcote- Smith, Gérant Consulat Angleterre à Alep.	N°. 50/1. Réception lettre M. J. B. Longworth, partant congé, apprenant votre gérance Consulat S. M. Britannique Alep, pris bonne note communication.
130 11 nov. 1907		« Le Consul de S. M. le Roi des Belges, Agent Consulaire Américain & Gérant du Vice Consulat des Pays Bas a l'honneur de présenter à Monsieur le Consul d'Italie ses sincères félicitations à l'occasion de la fête de la naissance de S. M. le Roi d'Italie, regrettant, pour cause de santé, de ne pouvoir le faire en personne. »
131 16 déc. 1907	M. Joseph Catoni, vice-consul de Belgique à Alexandrette.	N°. 77/2. Réponse lettre 29 novembre dernier, en date 24 Teshrine-el-sani (Novembre) N° 267, « le vilayet s'est adressé au Caïmacamat d'Alexandrette pour avoir le placet nécessaire en vertu duquel Monsieur Edmon Bali sera reconnu dans ses fonctions de drogman de Votre Vice Consulat. »
132 24 déc. 1907	M. le D <sup>r</sup> . Von Tischendorf, Consul Général Allemagne à Alep.	N°. 80/1. Réception deux honorées dépêches 23 décembre N°. 637 & 642 S. M. Empereur Allemagne daigné nommer poste consul Alep, sincères félicitations, rien ne sera négligé pour rendre relations entretenues agréables.
141		Pages précédentes vides.



142-143 27 avril 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 34/8 C5. Lettre remise sous couvert adresse S. E. Ministre à Constantinople, prie vouloir autoriser adhérer demande collègue M. A. Xanthopoulo, en acceptant charge gérer consulat Autriche-Hongrie durant son absence : « J'aime à croire que de votre part rien n'empêche que je rende ce service à mon susdit collègue. »
144-145 20 mai 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 41/9 C9. Réception lettre adressée 6 mai sub. N°. 370/7 C <sup>7</sup> N°. 2, par laquelle autorisé charger gérance du consulat durant absence titulaire M. A. Xanthopoulo. Vifs et respectueux remerciements pour bienveillant accueil fait à prière.
146-147 1 <sup>er</sup> juil. 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 48/10 B79. Réception dépêche adressée 14 juin, contenu laquelle conformera. Prière passer instructions « au sujet du 3% additionnel à ajouter au droit de 8% payable à l'entrée des marchandises importées de l'étranger. Les Ambassades d'Autriche-Hongrie et d'Italie à Constantinople viennent de télégraphier à leurs consulats respectifs, de cette ville, de prévenir leurs ressortissants que dans le cas où la douane exigerait le paiement de 3% additionnel de ne le payer qu'à titre de dépôt et sous (?) protêt. »
148 1 <sup>er</sup> juil. 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 49/11 B80. M. Albert Poche, vice-consul Pays-Bas devant quitter poste vertu congé temporaire, prie remplacer durant absence. Prière autoriser accorder cette faveur.
149-150 15 juil. 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 51/10 B85. Réponse lettre adressée 3 juillet sub. N°. 508/10 : sulfure ammoniacque article importé très petite quantité par pharmacies en faisant usage ; de même alcali-volatile dont consommation 150 K <sup>g</sup> . valant f <sup>s</sup> . 40 (?) les 100 Kilos. Chlorhydrate ammoniacque ou sel ammoniacque servant pour étamage & soudage, s'importe 120 barils par an environ 90 (?) kg chacun, prix vente Alep. 1 <sup>ère</sup> , 2 <sup>e</sup> & 3 <sup>e</sup> qualité, nouvelle qualité portant inscription Salamac depuis 3/4 mois sur marché : « Cette qualité est un sel ammoniacque qui a subi une certaine manipulation qui le rend propre à l'étamage & au soudage rien qu'en le pulvérisant, tandis que le chlorhydrate d'ammoniacque ne peut être employé qu'après avoir été bouilli dans l'eau. Cette nouvelle qualité "Salamac" n'a pas été encore suffisamment expérimentée pour savoir si elle sera agréée. »
151-152 24 juil. 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 52/11. Réception lettre adressée 9 juillet sub. N°. 530/12 relative application 3% additionnel droit douane de 8% : « Presque en même temps l'Ambassade I. R. Austro-Hongroise ainsi que d'autres missions télégraphiaient à leurs Consulats que le nouveau droit de douane de 11% entré en vigueur depuis le 12 de ce mois, ce à quoi le commerce s'est conformé. »
153-154 24 juil. 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 53/12. Réception lettre adressée 9 juillet sub. N°. 539/11 par laquelle autorise gérance vice-consulat Pays-Bas pendant absence titulaire : « Aussitôt cessé ce service intérimaire, je ne manquerai pas de vous en informer ainsi que vous le désirez. »
155-159 1 <sup>er</sup> août 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 54/13. Réponse lettre adressée 1 <sup>er</sup> juillet sub. N°. 480/9. Ville Alep solidement bâtie en pierre calcaire, ne craint pas incendies mais redoute violents tremblements de terre. Maçons, tailleurs de pierre, crépisseurs et menuisiers habiles; mais architectes font défaut. Extension considérable ville malgré coût élevé



		<p>construction ; hausse coût salaires et matériel depuis établissement chemin de fer. Constructions devenues de plus en plus coûteuses. Aucune fabrique de ciment dans pays ; briques fabriquées solidité éphémère : « aussi faudrait-il pour arriver au but en vue, créer une tuilerie et une fabrique de ciment. »</p> <p>Argile colorée brun rougeâtre distance 30 à 35 km Nord Alep : « Le minerai est la propriété de l'État et l'extraction n'est autorisée que par voie de concession. » Ciment importé en petite quantité mais transports coûteux rendent trop cher. Possibilité production dans pays, pierre à chaux très abondante. Débouché pour charpentes métalliques : « Aidés par ces deux coefficients, les charpentes métalliques trouveraient, il est à supposer, un débouché qui pourrait devenir important. » Besoin d'un hôtel depuis construction chemin de fer, fera sentir davantage si pays visité par touristes : « La construction d'un hôtel avec tout le confort moderne servirait aussi de réclame pour l'introduction des bâtiments qui nous occupent. »</p>
160-161 14 oct. 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	<p>N<sup>o</sup>. 63/14. Retard (causé par mal d'yeux) mis répondre dépêche 15 juillet N<sup>o</sup>. 550/13 relative entrée vigueur nouveau droit douane 11% &amp; au remboursement du 3% supplémentaire ; pris bonne note et notifié, en son temps, aux intéressés : « Aucun incident du chef de ces remboursements ne s'est manifesté. » Seconde dépêche 16 Août N<sup>o</sup>. 626/14; renseignements sujet charpentes trouvés satisfaisants. Réponse honorée 27 septembre N<sup>o</sup> 729/16 (questionnaire relatif aux conditions dans lesquelles on pourrait émigrer dans le district de ce Consulat) sera adressée incessamment.</p>
162-178 28 oct. 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	<p>N<sup>o</sup>. 65<sup>bis</sup>/15. Vilayet Alep (plus de un million habitants) formé Sandjaks (Alep, Orfa, Marache), borné Nord par Vilayets Sivas, Mamouret el-Aziz et Diarbékir ; au sud par Sandjak de Zor, et Vilayets Syrie et Beyrouth ; est par Sandjak de Zor ; Ouest par Vilayet Adana et Méditerranée. Ville Alep (150 000 à 160 000 habitants; 22 000 chrétiens et 10 000 israélites). Langues parlées (Arabe, Turc langue officielle) ; langues française et italienne parlées par partie nouvelle génération chrétienne ; fraction nouvelle génération israélite (français). Anglais introduit villes Aintab et Marache, missions évangéliques américaines (dont écoles fréquentées par arméniens) ; Killis, Aintab et Moutessarifat Marache : langue turque dominante ; langue arménienne (population arméno-grégorienne) et kurde. Cultes professés : musulman (sunnites, chyites petit nombre occupant quelques villages dans le каза d'Idlep au sud-ouest d'Alep), chrétien, israélite, Nossairi, druze et Yezidi. Compagnies navigation pour voyageurs allant en Syrie (Marseille, Gênes, Naples, Trieste, Brindisi, Hambourg). Possibilités d'émigration.</p> <p><i>Industrie</i> : Verrerie complètement abandonnée quoique très ancienne dans le pays (avait ses mines à Arnamaz (?), région sablonneuse à 60 kilomètres d'Alep. Fabrication ciment inconnue dans pays, industrie qui donnerait de beaux résultats.</p> <p><i>Colonisation</i> : « Cette contrée essentiellement agricole offrirait un vaste champ d'exploitation aux émigrants. » Pour en profiter,</p>

		<p>colons doivent se conformer à la « Loi sur les colonisations en Turquie des familles étrangères » et s'entendre préalable avec Gouvernement central Constantinople pour qu'entrée en masse des colons soit permise. Dispositions hostiles gouvernement turc à l'égard de l'expansion de l'élément chrétien dans cet empire ; échec établissement fermes : « aussi faut-il que je porte à votre connaissance que plusieurs essais faits les uns faits par des sujets étrangers et d'autres par des sujets chrétiens Ottomans pour établir des fermes et les exploiter ont échoué, ne pouvant se garantir contre les empiètements, les vexations, les vols, les endommagements des récoltes, etc. etc. exercés par leurs voisins musulmans, ni trouver justice et protection auprès des autorités civiles et judiciaires ». Colons seraient privés de la protection du Gouvernement belge. Arrivées séparées serait meilleur moyen établir colons dans pays et former colonies ; exemple colonie allemande Haïfa et Jaffa. Entraves mises par autorités cadastrales pour transfert propriété rurale à sujet européen. Places de commis, comptables, employés de commerce accaparées par élèves sortant écoles Syrie : « Suffisamment versés dans les langues française et italienne ils ont l'avantage sur les commis européens de connaître les langues du pays et d'être moins payés. Cette classe d'émigrés ne trouverait dès lors que difficilement des emplois. »</p> <p>Médecins sortant deux universités françaises et américaines ; un seul chirurgien ville d'Alep. Ville manque architectes et ingénieurs. Rémunérations moyennes divers emplois ; agriculture faite par métayage ; ouvriers agricoles peu nombreux.</p> <p>Chemin de fer Alep-Beyrouth occasionné rareté et cherté denrées ; tableau prix diverses denrées. Malgré quantité considérable vignobles, faible production vin (Trappe de Chékli, frontière Vilayet Adana), usage fort limité, consommation considérable raki population Vilayet Alep, augmentation consommation bière. Grande hausse des loyers, surtout quartiers surgis nouvellement, hors de la ville. Ainsi quartiers Djemilié, Azizié, Téal (?) : « Dans l'intérieur de la ville les loyers sont beaucoup plus modérés et partent depuis 200 francs pour arriver à 800 francs. »</p> <p>Variété des vêtements disponibles.</p>
179-180 10 nov. 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 67/16. Remise sous couvert rapport adressé S. E. M. le Comte Erembault de Dudzeele, honorable Ministre Constantinople, relatif désordres eurent lieu Alep 3 & 4 novembre. Mal d'yeux cause retard réponse missive 23 septembre N° 709/15 : « Dieu merci je vais mieux et j'espère dans peu de jours être à même de remplir ce devoir sans pouvoir cependant me réjouir autant que l'"Ikdam" sur la construction d'une chaussée entre Alep et Bagdad qui n'existe que dans son imagination. »
181-187 30 nov. 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 72/17. Réponse lettre adressée 23 septembre N°. 709/15; canots automobiles carène plate, mus par pédales seraient utilisables sur Euphrate & Oronte. Nécessité comparer coût mahonnes ; prix passager et fret marchandises ; parcours vingt jours ; points de relâche entre Alep et Meskéné ; vers Falloudjé Nombre passagers actuellement très petit. Probabilité de vente à Hama, Homs et Antioche, trois villes par lesquelles passe l'Oronte



		<p>pour aller se jeter dans la mer à Souédiéh. Aussi Diarbékir, Mossoul et Bagdad, villes importantes arrosées par le Tigre.</p> <p>Assertions purements fantastiques de l'Ikdam sujet création voies communication entre Alep &amp; Bagdad (chemin battu par caravanes plus ou moins accidenté, pierreux, rocailleux ou boueux dans saison pluvieuse, auquel depuis des siècles la main de l'homme n'a porté la moindre modification) chemin devient des plus mauvais depuis Nouaïhié jusqu'à Djubba. Seule innovation à signaler, création service de voitures entre Bagdad et Alep, établi par Mahmoud Effendi Chahbendar, Abd-el-Djabbar Effendi &amp; Saïd Effendi de Bagdad, qui ont en outre un service de voitures entre Bagdad &amp; Karbala. Progrès acquis sur durée trajet malgré débuts difficiles, relais suffisants établis sur parcours, ceux entre Alep &amp; Deïr-el-Zor abolis, sauf celui Abou-Heureira. Remise ci-joint itinéraire suivi par voitures et indications heures séparant stations. Observations faites par Ikdam avantages d'un service fluvial canots automobiles sur Euphrate, prendre considération, si venait être complétée par service d'automobiles partant Alexandrette, passant Alep, amenait voyageurs Meskéné pour s'embarquer. Concession chemin de fer Alexandrette octroyée depuis vingt ans non utilisée : « La concession d'un chemin de fer partant d'Alexandrette passant par Alep et aboutissant à Meskéné &amp; celle d'établir un service de bateaux à vapeur sur l'Euphrate avait été octroyée depuis environ vingt ans par S. M. le Sultan à sa Liste Civile qui jusqu'à cette heure ne l'a point utilisée. »</p> <p>Tableau annexe : « Itinéraire suivi par les voituriers partant d'Alep pour Bagdad et vice-versa ».</p>
188 7 déc. 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 75/18, <i>Recommandé</i> . Réception lettres adressées 6 & 28 novembre sub. N°. 833/17 & 875/18. Événements juridiction consulaire semblent n'avoir pas dit dernier mot. Copie ci-jointe rapport adressé S. E. M. le Comte Erembault de Dudzele, Ministre Constantinople, daté 4 décembre N°. 74/5.
189 16 déc. 1907	M. A. Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 78/19, <i>Recommandé</i> . Remise sous couvert copie rapport adressé S. E. M. le Comte Erembault de Dudzele, Ministre Constantinople, daté 7 décembre N°. 76/6 relatif événements Diarbékir : « Aujourd'hui le bruit court que de nouveaux ordres ont été donnés à Ibrahim Pacha de se rendre à Alep. Ceux-ci seront-ils plus efficaces que les précédents ? » Vœux sincères pour bonheur occasion fêtes de Noël & jour de l'an.
200		Pages précédentes vides.
201 18 déc. 1903	M. E. Robyns de Schneidauer, vice- consul, gérant le Consulat Gén. de Belgique à Smyrne.	N°. 65/12 C21?. Réception estimées dépêches 10 novembre sub. N°. 979/11 & 994/12 C7, nomination François Mainette (?) qualité Vice-Consul de Belgique à Samos ainsi que celle M. Washington Sermys (?) à Koniah. Remerciements et pris bonne note communication. (Pour correspondance du consulat général de Belgique à Smyrne, voir aux pages 401 et 142.)
202 7 janv. 1904	E. Robyns de Schneidauer, vice- consul à Smyrne.	N°. 1/1 C1. Réception lettre adressée 2 décembre N°. 1043/13 C7 informant nomination Monsieur A. Catzefflis, vice-consul de Belgique à Tripoli de Syrie. Pris bonne note communication, souhaits bonne et heureuse nouvelle année.



203-204 9 janv. 1904	E. Robyns de Schneidauer, vice- consul à Smyrne.	N <sup>o</sup> . 2/7 B3. Réception lettre adressée 11 décembre N <sup>o</sup> . 1086/14 B23; trois exemplaires d'un tiré à part du recueil consulaire, contenant rapport année 1902, dûment parvenus. Remerciements pour communication faite de la part de S. E. Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères. Préparera rapport 1903 pour fin février prochain.
205 9 janv. 1904	E. Robyns de Schneidauer, vice- consul à Smyrne.	N <sup>o</sup> . 10/9? C5. Réception lettre adressée 4 janvier N <sup>o</sup> . 3/1 C7 informant M. Jauriguibery nommé vice-consul Belgique à Mersina et qu'a été accordé à M. W. Serruys démission honorable de ses fonctions de vice-consul à Koniah. Pris bonne note dispositions.
206-238 18 mars 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	<p>Rapport sur la situation du commerce et de l'industrie du district consulaire Alep durant année 1903 : « [...] la partie la plus importante du mouvement commercial de cette ville se rapporte aux importations des produits de l'industrie Européenne. »</p> <p>Importations Angleterre les plus importantes, malgré concurrence Italie marché tissus coton imprimés. Voyageurs de commerce et possibilité de grossir chiffre d'affaires avec le pays ; produits belges à favoriser pour exportations. Apparition choléra Hama (juin), puis Vilayet Alep (juillet), sévissant fortement Djesser-el-Schoghr, puis infection Alep, Antioche, Aintab, Biredjik et Orfa. Panique générale et arrêt transactions commerciales. Obstacles créés par mesures quaranténaires ; période automne calme, habituellement la plus active de l'année, absence négociants de l'intérieur qui viennent régulièrement à cette époque de l'année faire leurs emplettes et leurs approvisionnements sur le marché d'Alep. Plusieurs compagnies navigation vapeur suspendu leur voyage vers Alexandrette. Escompte, effets de commerce, taux d'intérêt ; cours monnaies stable.</p> <p>Absence de statistiques officielles Principaux articles importation, classement pays exportateurs. Cotonnades, tissus, draps nouveautés d'importation Belgique (à 80%, en plus du couteil rayé pour matelas) et Allemagne. Tissus laine : mérinos et cachemires fournis par Allemagne et Belgique. Peaux de buffles sèches et salées importées Indes &amp; Chine. Sacs de jute provenance des Indes, fournis par Égypte. Métaux provenance Europe et Belgique (zinc en feuilles ; fer en feuilles galvanisées, en disques ; pelles en fer ; limes (bon marché offert par la Belgique détourné en sa faveur ce commerce) ; poutrelles en fer, pointes de Paris ; étain provenance belge, suédoise et anglaise). Verreries (verrerie ordinaire de table; cristaux et verres moulés) et verres à vitres; miroirs &amp; glaces assortis (Belgique, Autriche, Allemagne). Café; diminution depuis introduction de l'usage du thé chez indigènes. Soude caustique (emploi important fabriques savon) de Belgique et Angleterre ; blanc de zinc (Belgique) ; ustensiles en fer émaillé (Belgique et Allemagne). Machines à coudre, compagnie Singer ; achat par agences un peu partout dans Vilayet. Avantages accordés pour les paiements et réparations gratuites par mécanicien. Pétrole provenance Russie. Riz provenance Égypte et Inde. Liste des maisons qui s'occupent du commerce d'importation, pour leur compte ou à la commission : Frères Poche &amp; C<sup>ie</sup>, V. Marcopoli &amp; C<sup>ie</sup>, Joseph Marcopoli, Zollinger &amp; C<sup>ie</sup>.</p>

		<p>Lutticke &amp; C<sup>ie</sup>, Fratelli Marcopoli, R.N. Gazalé, Ayoub &amp; Balit, Schuep &amp; C<sup>ie</sup>, Moïse Illel de Picciotto, Hillel Picciotto &amp;, Salomon Picciotto &amp;, A. Girardi et fils, Corneille &amp;, Armand Coussa, Molinari &amp; Behna, Flechsig, Jos &amp; Lewek, F. E. Dwek, Selim &amp; Ant., E. Caldani.</p> <p><i>Agriculture</i> : état rudimentaire système culture, usage machines et engins pas encore introduit dans cette contrée. Essais faits avec quelques faucheuses sans résultats satisfaisants. Exploitation agricole 1903 considérée bonne, supérieure année précédente. Situation améliorée troupeaux de moutons. Quantité considérable sauterelles arrondissement Orfa. Gouvernement local imposé habitants villes et campagnes prêter concours, détruire et ramasser œufs sauterelles. <i>Exportations</i> : diminution exportations, liste principaux articles. Hausse prix des laines (principaux acheteurs : France, États-Unis, Turquie, Angleterre); récolte abondante coton, forte demande (France, Angleterre, Autriche, Turquie). Graine jaune, noix galles, beurre. Huile : adjudication dîme des oliviers, diminution revenus 7%; demande toujours active pour besoins fabriques savon ; exportation limitée, vers Égypte et pays de l'Empire. Céréales : déduction par affermage dîmes production considérable (dépourvu statistiques officielles, difficile connaître importance production entière des grains). Revenus du fisc par adjudication. Exportation active orge, daris, avoines.</p> <p>Production raisins et figues district Aintab. Exportation peaux agneaux (Allemagne, Autriche); peaux chèvres (Angleterre); maroquins tanneries Alep (Égypte, Algérie, pays Empire); exportation bétail mouton. Produits manufacturés indigènes (surtout Égypte &amp; pays de l'Empire).</p> <p><i>Industrie</i> : Ses manufactures de tissus, de soie brochée or, soie, mi-soie, coton et laine ; trois milles métiers produisant différentes étoffes, pour habillement et pour ameublement.</p> <p><i>Autres industries</i> : moulins à farine ville Alep actionnés par animaux (128), eau (29) ou vapeur (1 moteur actionné pétrole); tanneries (8 pour peaux buffles provenance Indes ou Chine ; 40 tanneries peaux moutons, maroquins), 12 savonneries, 27 ateliers impression toile ; 129 teintureries ; 111 fours et boulangeries ; fabrique tapis imitation Perse employant environ cent ouvrières, etc. <i>Divers</i> : Exposition 30 jours (Septembre) ordonnée par Gouvernement local, tous fabricants, affectation Lycée Impérial; apparition choléra diminué affluence, affermage entrée (600 livres turques) non couvert, produits industrie indigène. Compartiment machines à coudre, instruments marque « Singer » distingués.</p> <p><i>Voies de communication</i> : achèvement chaussée entre Killis et Aintab, reliée Alep et Alexandrette par voie carrossable, rend communications plus faciles et plus rapides.</p> <p><i>Conduites d'eau</i> : mauvais état et malpropreté canal conduisant eau potable ville, suite épidémie choléra, velléités travaux d'eau, qu'entreprendrait ville ou gouvernement, pose tuyaux.</p>
--	--	--



239 18 mars 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 19/4 B22. Réception lettre adressée 5 mars, vives félicitations pour heureux retour à Smyrne et reprise direction Consulat Général.
240 18 mars 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 20/5 B23. Remise sous couvert rapport commercial année 1903. Prière excuser petit retard dû raisons santé, interrompirent travail quelques jours.
241 16 avril 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 21/6 C/16. Réception dépêche adressée 14 mars N°. 219 C7, avisant nomination M. W. Faber, comme vice-consul de Belgique à Jaffa, pris bonne note communication.
242-243 16 avril 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 22/7 C17. Réception honorée dépêche 23 mars N°. 264/5 C26, remerciements communication égard nouvel impôt décrété par Gouvernement Impérial sur le bétail. A été requis par Autorités locales de soumettre cava consulat paiement cet impôt. S'est adressé Légation Royale Constantinople demandant ligne de conduite à adopter.
244-245 16 avril 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 23/8 C/18. Réception dépêche adressée 30 mars N° 309/7 C 6, fera devoir recueillir informations nombre approximatif bétail existant Vilayet Alep et Sandjak Zor (indépendant Vilayet Alep). Statistiques font défaut dans pays, mais nouvel impôt décrété sur bêtes à cornes et de somme. Gouvernement Local cherche à savoir nombre existant dans Vilayet. Lui a été promis avoir d'ici deux à trois semaines. S'est empressé faire écrire Der-el-Zor pour avoir renseignements.
246 17 mai 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 29/9 B29. Remise sous plis recommandé rapport commercial année 1903 daté 18 mars : « Vu les irrégularités qui surviennent dans le service postal de ce pays, il me serait bien agréable de savoir si ce travail vous est parvenu en son temps. »
247 14 juin 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 34/10 C31. Réception honorée dépêche 2 mai N°. 411/8 C7, avisant nomination Mons <sup>r</sup> M. Giraud comme vice-consul de Belgique à Samsoun, pris bonne note communication.
248 14 juin 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 35/11 B33. Remerciements avis donné honorée lettre 26 mai N°. 522/9 B33 égard rapport commercial année 1903; « Votre accusé de réception du 28 mars N°. 298/6. ne m'est jamais parvenu, irrégularité fréquente avec les postes ottomanes. »
249 2 déc. 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 53/12 C46. Retour de Constantinople retardé : « Parti de Constantinople pour me rendre, voie de Beyrouth, à Alep des maladies et un concours de circonstances imprévues s'imposèrent retardant mon retour. » Repris affaires consulat, ne cessera vouer attention toute spéciale pour l'avancement des intérêts belges.
250 2 déc. 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 54/13 C47. Réception lettre adressée 9 novembre N°. 899/11 C7, relative nomination et reconnaissance par autorités locales de divers consuls & vices-consuls aux résidences de : Candy (île de Crète), Bagdad & Koniah. Pris bonne note cette notification.
251-253 24 déc. 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 56/14 B52. Réception missive 5 décembre sub N°. 976/12 B23, relatif rapports année finissant. Hausse subie sur sucre, aucune influence sur consommation, ni si hausse supérieure venait à se produire, a remplacé jus de raisins dans fabrication « Halva », produit alimentaire important. Prix sucre concassé de Trieste, sucre russe cristaux minuscules vendu moins cher que concassé



		autrichien, employé fabrication sucreries. Renseignements contradictoires pour continuation ligne ferrée devant unir Alep à Hama ; matériaux arrivés Hama depuis trois mois ; rumeurs conflit entre Gouvernement ottoman et concessionnaires sujet garantie kilométrique; rumeur dédommagement renoncement ligne Hama-Alep-Bérédjik.
254 24 déc. 1904	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 57/15 C50. Remerciements pour félicitations adressées honorée missive 11 décembre N°. 1004/13. C7. Prière agréer souhaits bonheur pour nouvelle année.
255-256 4 janv. 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 1/1 B4. Suite lettre 24 décembre 1904 N°. 56/14 B52, possibles raisons (de source autorisée) pour arrêt travaux chemin de fer Hama/Alep, désir Gouvernement Ottoman réduire garantie kilométrique. Indemnité réclamée par compagnie pour construction ligne Hedjaz Damas jusqu'à Mézarib (construite parallèlement ligne construite et exploitée par compagnie Damas-Beyrouth), gouvernement s'était engagé d'après cahier des charges ne donner aucune concession sur cette voie, demande par compagnie garantie kilométrique pour ligne Beyrouth-Damas. Selon correspondance publiée par « Journal des Débats » (Constantinople) conflits seraient aplanis, travaux veille d'être repris.
257-260 9 fév. 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 13/2 B10. Réception tardive honorée missive 14 janvier N°. 41/8 B18, désorganisation service postal Ottoman. Dernières nouvelles couru sujet railway Hama-Alep-Bérédjik, ligne serait achevée en un an. Nouvelle publiée par « Farat » ; organe gouvernement local, pas officiellement annoncée au Valy. Embarras financier à prévoir, gouvernement aliéné grande partie revenus fiscaux empire. Région entre Hama & Alep donnée en gage compagnie pour parfaire déficit éventuel garantie kilométrique. Exactions sur population rurale, partie dû émigrer & mêler tribus nomade désert. Masse population indigente traitée comme étant solidaire envers fisc pour impôts. Caïmacam district Mâarra, près Hama, forgé fausses obligations habitants village, libellées en termes solidaires ; sommes arbitraires quatre fois plus fortes que dîme due. Ruine bon nombre de villages, réduction importance semailles, répercussions à venir époque affermage dîmes. Études en cours (chemin fer allant nord) pour surmonter obstacles naturels parcours d'Érégli à Adana. Société concessionnaire veut contraindre compagnie Adana-Mersine modération dans prétentions pour cession ligne. Menace renoncer plage inhospitalière Mersine donnant préférence à Youmurtalik, port offrant navires abri sécuritaire. Railway Alexandrette-Alep Bassorah par vallée Euphrate semble délaissé (mais n'a pas abdiqué son droit d'être la future voie des Indes); mission composée administrateur Deutsche Bank (Monsieur Kuant), Mons <sup>r</sup> le Comte Cesare Porro minéralogiste & ingénieur, et quatre autres spécialistes, quitté Alexandrette après séjour dizaine de jours, vers Meskéné (Balis) sur Euphrate, puis reconnaissances Deir-el-Zor et Hit, exploration région Bagdad, jusqu'à Bassorah. Commission apparemment envoyée par administration Société concessionnaire

		chemin de fer Constantinople Bagdad-Golfe Persique. Exclusivité réservée construction railways intérieur pays, « ayant pour têtes de ligne les points qu'elle choisirait dans la zone partant de Mersina & finissant à Tripoli de Syrie inclusivement. » Véritable objectif de mission inconnu pour moment.
261-272 6 avril 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 20/3 B22. Résumé marche affaires commerciales juin 1904 à juin 1905. Mouvement d'affaires très actif ; assez bonne récolte céréales, hausse cotons, bénéfices. Réveil industrie textile Vilayet (9/10 000 métiers rudimentaires villes Aïntab, Marache, Orfa, Diarbékir placés produits conditions avantageuses) : « Les émigrants, venus des pays du théâtre des événements de l'année 1896, amenèrent avec eux l'industrie des tapis qui se développe graduellement. » Difficulté exportations agricoles, absence routes aboutissantes Alexandrette; railway Hama-Beyrouth enlevé port Alexandrette partie produits désert, voyageurs et émigrants. <i>Importation</i> : Achats commerçants en Angleterre pour alimenter consommation Vilayets Alep, Diarbékir & Mossoul, achat aussi produit manufactures Tarsous & Adana. Produits coton, diminution importation cotons filés rouge & couleurs, progrès teinture alizarine & couleurs aniline, tissus cotons teints & imprimés (Indiennes anglaises et italiennes), flanelles coton importées Italie. Liste différents produits importation, quantités vendues, prix du marché (Acier, lits en fer, plomb pour tuyaux, plomb en saumons). Aucune vente armes de chasse ; interdiction entrée port Alexandrette. <i>Exportations</i> : Principaux produits province Alep, chiffre total exportations Vilayets Alep & Diarbékir (28 à 30. 000. 000 de francs). Laines (achetées Hama, par États-Unis d'Amérique, embarquées grâce railway Beyrouth); bois réglisse (racine extraite dans Vilayet, procure indigents et chameliers du travail et à divers extracteurs les moyens de réaliser de gros bénéfices) ; coton, noix galles, graine jaune, beurre, gomme adragante. <i>Industrie</i> : principale industrie Vilayet Alep, étoffes coton pour habillement hommes & femmes ; étoffes en soie & coton, soie brochées, broderies, dentelles, tapis, passementerie, fils d'or, mouchoirs imprimés, tannerie, corderie, teinturerie indigo (spécialité Alep). Étoffes écoulées Constantinople, États & provinces balkaniques, Égypte. Industrie du coton : « les cotons filé écru & blanchis importés de l'Europe, d'Adana & de Tarsous, les soies venant d'Antioche & de la Chine, les fils d'or & les laines du pays convertis en tissus, font battre plus de 10.000 métiers qui produisent un mouvement d'affaires qu'on peut évaluer de 9/10.000.000 de francs environ & donnent les moyens d'existence à 60.000 ouvriers. » Changes et cours monétaires.
273-274 17 avril 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 21/4 B23. Remerciements lettre adressée 3 mars N°. 187/2 B18, lue avec vif intérêt. Nouvelle officieuse : entente conclue entre gouvernement ottoman et Compagnie du Chemin de fer de Beyrouth-Alep. Rapport ajoute qu'ingénieurs arriveront incessamment Alep, donner principe aux travaux. Accueillir nouvelle avec réserve, Valy Alep n'a reçu aucune communication officielle. Récoltes blé et orges s'annoncent bonnes dans cette



		région, puissent-elles échapper ravages sauterelles venant d'éclore.
275-276 28 avril 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 23/5 B26. Suite office 17 avril N°. 21/4 B23, nouvelle confirmée, entente gouvernement turc et Compagnie du Chemin de fer de Beyrouth-Alep. Garantie kilométrique réduite pour ligne Hama-Alep (francs 13 676), maintenue pour tronçon Riak-Hama (francs 15 000). Première brigade ingénieurs arrivée récemment Beyrouth (prochainement Alep) accompagnée officiers du génie Ottoman pour arrêter tracé qui passera par domaines Impériaux entre Hama et Alep.
277 28 avril 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 24/6 C9. Réponse dépêche 14 avril N°. 354/5 B23, vifs remerciements « pour avoir bien voulu m'adresser deux exemplaires du Recueil des rapports Consulaires de votre juridiction que j'ai lu avec un vif intérêt, puisant de votre rapport de précieux renseignements. »
278-279 28 avril 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 25/7 B27. Pris note contenu dépêche 14 avril N°. 332/3 C19, « pour éviter des réclamations et des contestations avec l'autorité locale j'ai eu le soin de faire payer régulièrement, contre reçu, aux deux drogman de ce Consulat l'impôt militaire. » Suivra instructions transmises pour service militaire auquel cavas sont assujettis. Question impôt sujets privilégiés étrangers et protégés ( <i>témétu</i> ; taxe sur profits ?) redevables taxes exagérées à leur débit dans registre arriérés. Gouvernement refuse transfert de propriété ou actes judiciaires, manière vise principalement drogman dont fonctions cessé.
280-283 18 mai 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 35/8 B41. Réception lettre adressée 27 avril N°. 401/6 B18, question railway Beyrouth-Alep semble nouvelle phase inaction. Prétendu ordre S. M. le Sultan à la S. P. ne donner aucune suite « Iradé » autorisant continuation travaux ligne Beyrouth-Alep, après nouvelle journaux français succès M. Constans, Ambassadeur de France, dans ses négociations : « S. E. le Valy Kazim Bey, auquel aucune communication officielle n'avait été faite, s'adressa au Caïmacam de Hama qui lui apprit avoir reçu un ordre de la capitale lui enjoignant d'empêcher les travaux qu'on disait prêts à commencer. » Nouvelle que gouvernement turc assumerait lui-même la tâche de construire ligne ferrée d'Alep à Euphrate, d'Alep à Alexandrette. Fera devoir continuer transmettre nouvelles au sujet de ce railway dont le pays souhaite tant l'effectuation. Pris bonne note Nomination M. Isaak Fayar (?) poste vice-consul à Hodeidah par missive 1 <sup>er</sup> mai N°. 407/7 C7.
284-285 18 mai 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 36/9 B42. Abondance et persévérance pluies hivernales, meilleures espérances pour récolte froment et orge, excepté côté nord vilayet, sol glacé. Apparition sauterelles, dégâts côté sud et sud-est. Exportation inactive, prix des blés. Très grande mortalité parmi troupeaux moutons ; bœufs décimés par peste bovine.
286-289 27 mai 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 38/10 B46. Depuis exposé 23 février, aucun amendement porté système perception impôts, devenu unique occupation et préoccupation de l'autorité locale ; soixante mille livres turques expédiées Constantinople depuis janvier, provenant encaissements faits dans vilayet : « Ce drainage d'argent succédant à deux années de mauvaise récolte et de stagnation dans les affaires ; à la récente



		<p>décimation des moutons par le froid, à celle des bœufs, par la peste bovine, font de ce Vilayet, livré à l'anarchie, un triste tableau. » Situation économique empirée par exactions du Gouvernement, provoqué grande émigration vers Égypte, d'où émigrants font propagande active en faveur gouvernement anglais. Événements déroulant sur rives Golfe Persique, échecs subis par troupes impériales au Yémen, défection des bataillons arabes affamés. Musulmans se reconnaissent incapables de proclamer leur indépendance, faute d'un chef.</p> <p>Kurdes Hamidiés, commandés par Ibrahim Pacha, étendant progressivement leur sphère en amont de l'Euphrate, atteignent les portes d'Orfa ; villages chrétiens pillés et ravagés, péages tractatifs imposés aux caravanes : « En aval de ce fleuve, les tribus arabes aux prises avec les circaciens (<i>Tschatschân</i>), qui, présentement, font cause commune avec les Kurdes refoulés vers Der-el-Zor. » Tolérance sans borne usée par gouvernement envers Hamidiés, « créés pour servir d'antidote aux arméniens l'a rendu aujourd'hui impuissant de les désarmer. Cette peuplade de brigands sauvages et sanguinaires qui est, disent les arabes, employée, aujourd'hui, contre eux pour les affaiblir et les empêcher de faire cause commune avec leurs frères du Yémen, semble avoir déjà des velléités d'indépendance qui pourraient se manifester au moment où l'on s'y attendra le moins. »</p> <p>Insécurité route Alep-Alexandrette, attaque sur Vely Pacha, Liva (aide de camp de S. M. I. Sultan) partant Constantinople allant Bagdad, en mission, en compagnie Wehbi Bey, Dar-ül-Saâdet-Mudiri-Mahbouât-Mouawini ainsi que lieutenant colonel. Gouverneur Kazim Bey dépêché piquet cent soldats poursuite brigands. Consul Autriche Hongrie M. Xanthopoulos aussi attaqué revenant échelle Alexandrette lendemain.</p>
290-291 3 juin 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 39/11 B429. Question du railway Hama-Alep semble sorti phase rapportée office 18 mai sub N°. 35/8 B41 : « Un des ingénieurs, attaché à cette entreprise, vient de télégraphier à un de ses amis d'Alep : "tout fini. Les travaux commenceront en Octobre." Pourquoi en octobre et pas à présent; le matériel étant à Hama et les ingénieurs à Beyrouth ? C'est ce que chacun se demande ! »
292-294 3 juin 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 40/12 B50. Télégramme reçu par Kazim Bey, Gouverneur Général d'Alep, enjoignant rendre sur le champ à Constantinople, laissant famille Alep. Second télégramme donnait gérance Vilayet Békir Pacha, Férik et Commandant Général Extraordinaire. Commentaires nombreux sur départ inopiné. Sultan désire opinion population événements Yémen et rives Golfe Persique. Population arabe, musulmane, des villes et de la campagne exaspérée. Crainte voir défection et désertion réservistes. Tribus ne sont pas à l'approche des villes ou sous la férule du Gouvernement : « celles-ci jouissant de leur indépendance ne s'inquiètent que de leurs guerres intestines et ne sauraient prendre fait et cause pour le gouvernement turc. »

295 9 juin 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 42/14 B54. Réponse lettre adressée 25 mai sub N°. 497/8 B5. Remise sous couvert bulletin renseignements désirés, prière usage rigoureusement discret.
296-297 19 juin 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 43/14 B58. Tard mercredi 14 juin, boutiquiers, vendeurs d'armes au « Bezistan », mandés au Konak, arrêtés, mis sous surveillance police. Onze heures nuit agents police accompagnés gendarmerie rendirent susdit bazar, forcèrent ouvrir boutiques. Moment mal choisi pour saisie (armes et cartouches ?), diffusion nouvelles relatives événements Yémen. Pays plein de fusils Martini introduits par contrebandiers, population exaspérée par multiplicité taxes et impôts.
298 21 juin 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 45/15 B60. Réception deux estimées dépêches 30 & 31 mai sub N°. 513/10 B18 & 517/11 B18. Entente pour prolongation de la ligne ferrée de Hama Alep est définitive, Valy informé officiellement, travaux commenceront après rentrée moissons (correspond mois octobre).
299-300 21 juin 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 46/16 B61. Réponse honorée missive 30 mai N°. 512/9 B25. Aucune méthode scientifique employée pour destructions sauterelles. Système chypriote employé par Anglais imaginé et mis en pratique par Saïd Pacha, Président du Conseil d'État, ex-gouverneur de l'île de Chypre, mal employé ici, fut abandonné. Moyens employés pour amoindrir dégâts causés par sauterelles (provenance désert, voyageant toujours Est vers Ouest) : labours, œufs mis à découvert deviennent proie oiseaux, lardons ramassés époque éclosion et piétinés sur des voiles en toiles et écrasées.
301-302 13 déc. 1905	M. Baron P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	Prière agréer humbles souhaits bonne et heureuse année, occasion renouvellement année, sentiment vive reconnaissance pour bienveillance accordée.
303-304 14 janv. 1905	M. Baron P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 7/1 C3. Remise sous couvert état débours consulat royal année 1904 s'élevant somme Frs 71.85, vifs remerciements pour versements faits durant exercice relatifs frais cawas. Tableau annexe, État des débours faits pendant l'année 1904 par le Consulat de Belgique à Alep (Syrie), fait 31 décembre 1904.
305 2 mars 1905	M. Baron P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 16/2 C8. Réponse lettre adressé 7 février sub. N°. 1 Direction G. N°. 2159/17. Remerciements somme versée frs 71.85 au fondé pouvoirs en couverture état débours année 1904 & combler lacune relative cours change réglé au pair, soit Piastre 111 le louis d'or égal à 222/40 le franc.
306-307 15 mai 1905	M. Baron P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 34/3 C11. Réponse lettre adressée 15 mars Direction G? N°. 5510 N°. d'ordre 2 et annexes relatives Congrès international d'expansion économique mondiale, a remis au Gouverneur Général Vilayet, Kazim Bey, « un exemplaire des documents relatifs à ce Congrès et distribué le reste aux personnes que j'ai cru être le plus susceptibles à s'y intéresser. Jusqu'à ce moment je n'ai eu à recueillir aucune adhésion. »
308-309 30 sept. 1905	M. Baron P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 66/4 C24. Appris par Mons <sup>r</sup> . E. Robyns de Schneidauer, Gérant Consulat Général Smyrne, satisfaction faible concours prêté à M <sup>r</sup> . J. Duckerts, Consul Général Smyrne, pour rédaction remarquable rapport économique Turquie d'Asie année 1904.



		Respectueux et humbles remerciements.
310-312 9 oct. 1905	M. Baron P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 69/5 B85. Construction imminente prolongement ligne ferrée devant unir ville Alep réseau Damas-Hama-Beyrouth, événement important pour ville et province, ouvre aux Travaux Publics nouveau champ d'activité pouvant intéresser citoyens belges. Gouverneur Alep S. E. Mohamed Nazim Bey reconnu service tramway s'impose comme corolaire obligé susdit railway ; traverserait centre ville ancienne par deux artères à ouvrir, à charge compagnie concessionnaire. Concession demandée par fils de Hamdy Bey Zade, Rifaat Pacha qui avait rétrocédé à un groupe financier Belge la concession du tramway de Salonique. Hamid Bey, fils de feu Djémil Pacha (ancien Valy Alep) intéressé par demande concession. Seconde entreprise service d'eau potable dont ville ressent besoin, Valy chargé Consul Poche s'adresser en Belgique pour procurer ingénieur hydrographe. Troisième entreprise, éclairage ville Alep par système jugé convenable et pratique. Moment opportun; gouverneur actuel semble plein bonne volonté, prêt aider travaux publics, comme le fit échelle Mersina, durant gestion gouverneur.
313-315 30 oct. 1905	M. Baron P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 73/6 B93. (Copie de la présente lettre a été remise Consulat Général de Smyrne, le 7 novembre 1905.) Suite rapport 9 octobre N°. 69/5 B85. Compte-rendu sommaire questions économiques ordre du jour Alep. Entretien avec Monsieur Alf. O. Jensen, Ingénieur attaché chemin de fer Damas-Beyrouth (mandé par Valy), appris qu'idée établir tramway traction électrique ou éclairage ville Alep par lumière électrique ne saurait être prise en considération, environs Alep ne possédant aucune chute d'eau. Projet tramway avec ouverture deux artères et prolongement onéreux jusqu'à gare (hors ville) peu alléchant pour capitalistes à cause sommes importantes qu'absorberaient expropriations, entraves que soulèveraient propriétaires et administrateurs des fondations religieuses (Wakf), exploitation ne pourra être qu'onéreuse. Bonne impression M. Jensen pour service eau potable, projet facilement réalisable avec résultats satisfaisants pour bailleurs de fonds. Évaluation capacité sources d'eau sur 24 heures amplement suffisant besoin population. Projet utopique amener eau Euphrate à Alep pour irriguer terres, ville située trop haute, aucune perspective rémunératrice.
316-317 30 oct. 1905	P. de Favereau, à Bruxelles.	N°. 89/7 C39. Monsieur Sadik (?) Akhter, Consul de Perse Alep, rendu hier Consulat, priant être interprète auprès V. E. réitération sentiments vive reconnaissance avoir bien voulu proposer et lui obtenir de Sa Majesté notre Roi la haute faveur d'être créé Chevalier de l'Ordre Royal de Léopold.
318-320 11 déc. 1905	P. de Favereau, à Bruxelles.	N°. 90/8 C40. Respectueux souhaits occasion nouvel an pour bonheur V. E. et prospérité du Royaume dont honneur de servir. Prière agréer humbles et sincères vœux.
321-323 8 janv. 1906	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 1/1 C1. Remise sous couvert double copie État Débours Consulat Royal année 1905 s'élevant somme Frs 84.65, remerciements pour versements faits durant exercice relatifs frais cawas. Tableau annexe, État des débours faits pendant l'année



		1905 par Consulat Alep. Fait 8 janvier 1906.
324-325 20 avril 1906	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 32/2 C21. Réponse lettre adressée 19 février, Direction G. N°. 2159/20 N°. d'ordre 1, remerciements sincères versement fondé pouvoir somme frs 84.65, objet lettre 8 janvier. Prière donner ordre pour que pavillon, tombant vétusté, soit remplacé par deux autres, dont une flamme.
326-327 25 avril 1906	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 38/3 A12. Réception dépêche adressée 7 avril, Direction B. N°. 3680/2; satisfaction relever M <sup>rs</sup> . F. Etienne et Détienne (?) Frères, amabilité signaler V. E. aide et assistance prêtée par Consul. Soucis acquitter devoirs charge, « toutes les fois que je serai requis de me prêter pour la défense des intérêts de nos nationaux. »
328-329 18 mai 1906	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 45/4 A14 ? Remerciements sincères pour honneur adressant Lettre Brevet datée 26 avril, Sa Majesté le Roi daigné décerner Médaille Commémorative de son glorieux règne, sentiment vive gratitude pour marque bienveillance souveraine. Vifs & sincères remerciements pour obligeante sollicitude.
330-331 28 mai 1906	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 48/5 A15. Remise sous couvert lettre adresse M <sup>r</sup> . Eug. G. Naniot, Verrerie de la Meuse à Jambes-les-Namur contenant broche de f <sup>rs</sup> .28.15 sur le Crédit Lyonnais de Lyon : « Cette usine avait une créance percluse (?) de f <sup>rs</sup> .187.61 de laquelle après beaucoup de démarches j'ai pu sauver le 15 pour cent. De ce maigre résultat Mr. Naniot, faute de mieux, s'était déclaré satisfait.
332 2 juil. 1906	P. de Favereau, à Bruxelles.	N°. 63/6 A25. Réception lettre adressée 11 juin, Direction B. N°. 2318, N°. d'ordre 4, contenant tableau des droits d'entrée en vigueur en Belgique.
332 14 juil. 1906	P. de Favereau, à Bruxelles.	N°. 69/7 A26. Réponse lettre adressée 18 mai, Direction G. N°. 2159/22, N°. d'ordre 3, remerciements avoir accédé prière envoi pavillon & d'une flamme.
335-336 18 août 1906	P. de Favereau, à Bruxelles.	N°. 78/8 A28. Réception circulaire adressée 4 juillet, Direction G ? N°. 530/5 de laquelle retiré texte Arrêté Royal 30 mars 1906, « qui a modifié les dispositions réglant le costume officiel des Consuls et Agents commerciaux Belges à l'étranger... ».
337 11 déc. 1906	P. de Favereau, à Bruxelles.	N°. 97/9 A30. Hommages respectueux et souhaits de bonheur occasion nouvel an. Puisse Seigneur combler durant longue vie d'abondantes grâces et faveurs.
338-340 11 déc. 1906	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2/1 A1. État des débours faits pendant année 1906, frais somme francs 74.05, dont frs. 16.85 affranchissement des lettres officielles ; 95 lettres reçues durant exercice, dont 49 venant de différentes sources industrielles, commerciales, et relatives aux travaux économiques en projet dans circonscription consulaire Alep, lettres écrites, y compris rapports officiels, les unes à des industriels et commerçants, et les autres aux entrepreneurs de travaux économiques belges : « Ces projets ont intéressé Mons <sup>r</sup> E. Denis, Administrateur Délégué du trust Franco-Belge, La Compagnie Générale de Chemins de Fer & Tramway en Chine, La Société Anonyme des Transports Urbains et Vicinaux et la Compagnie Générale des Conduites d'eau. Avec toutes ces compagnies un échange de correspondance se poursuit avec ce

		Consulat qui leur prête ses bons offices. » Tableau annexe, État des débours faits pendant l'année 1906 par le Consulat de Belgique à Alep (Syrie), fait 9 janvier 1907.
341-342 12 janv. 1907	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 5/2 A2. Appris par lettre 30 décembre 1906 de M <sup>r</sup> . J. Duckerts, « qu'il a été porté à Votre connaissance que j'aurai dit à Moukhtar Bey concessionnaire des tramways d'Alep que l'"Union des Tramways" est une <u>Société peu importante</u> . » Propos imputation calomnieuse, adressé aujourd'hui lettre M <sup>r</sup> . Duckerts. Malveillante imputation gratuite et sans fondement, prière aider faire disparaître mauvaise impression.
343 12 mars 1907	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 14/3 A3. Réception avis Département V. E. adressé 31 janvier, Direction G. N°. 2159/26 N°. d'ordre 1, par lequel informe que compte annexé lettre 10 janvier N°. 2/1 liquidé à frs. 74,05, remerciements.
344 12 mars 1907	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 15/4 A4. Réception dépêche Département V. E. envoyée 15 février, Direction C4 N°. 15481 N°. d'ordre 2, remettant type signature Chef Bureau M. Maurice Costermans, déposé dans les archives de ce Consulat.
345-346 24 avril 1907	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 32/5 A5. Réception circulaire 12 mars, Direction C N°. 3402/6341 N°. d'ordre 3, contenu de laquelle conformera, « usant la plus grande circonspection envers les personnes qui éventuellement viendraient solliciter leur rapatriement et des secours provisoires, prétextant être victimes du naufrage d'un navire belge. »
347 13 juin 1907	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception dépêche adressée 4 mai, apprenant pénible nouvelle S. M. le Roi accepté démission Ministre Affaires étrangères. Reconnaissance témoignage flatteur contenu dans dépêche, pour bienveillance et indulgence.
348-349 13 juin 1907	J. Davignon, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 42/6 A8. Réception dépêche adressée 4 mai Direction E. N°. 608, apprenant S. M. le Roi confié Direction Ministère des Affaires Étrangères. Respectueuses & sincères félicitations, prie vouloir bien croire activité déployée dans accomplissement devoir pour développement intérêts commerciaux & économiques ne relâchera pas, « heureux de voir que ces premiers suivent une échelle ascendante. Je n'ai pas manqué de prêter mes bons offices toutes les fois qu'ils ont été réclamés, aux numismates & archéologues du pays que j'ai l'honneur de représenter & c'est ainsi que le Musée de Bruxelles a pu acquérir de préférence à d'autres musées la fameuse pierre de Zabad. »
350 17 juin 1907	P. de Favereau, Ministre Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 45/7 A9. Avis transmission d'une nouvelle édition du tarif des douanes de la Belgique, datée 19 avril 1907, Direction B N°. 2318 (?), reçu fascicule 8 remplaçant les précédemment publiés.
		Pages précédentes vides.
370-375 10 nov. 1907	Comte Erembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 66/3. Depuis quelques jours, plaintes population ville Alep, cherté vivres (blé particulier) attribué mauvaises récoltes et exportation, attitude impassible chef municipalité. Dimanche 3 novembre, incident population et portefaix avec mulets chargés sacs de blés. Bagarre et agglomération envahissant deux khans, vol argent magasins, gendarmes repoussés coups de pierres, marchandises d'un troisième khan proie des pillards.



		<p>Faible confiance des autorités dans garnison comptant 500 à 600 hommes recrutés dans Vilayet. Valy &amp; Commandant militaire Békir Pacha parus sur lieux, sommant émeutiers se retirer. Feu et débandade émeutiers ; un mort et trois blessés ; magasins, bazars, khans et boutiques fermés en ville. Assaut foule évaluée 5000 personnes sur dépôt marchandises maison italienne V. Marcopoli, Valy &amp; Commandant militaire accourus sur lieux. Valy rentré Konak rassemblé Conseil, fixé de concert avec municipalité, prix farine et pain ; 3000 chumbuls blé achetés prix indiqué dépôt Liste Civile pour fournir meuniers. Patrouilles piétons et cavalerie formées pour circuler la nuit. Lundi 4 novembre, tentative échouée trouble par bande pillards quartier « Bankoussa », centre populeux avec grands dépôts blé. Arrestations, trentaine promoteurs déportés, mouvement tendancieux visant certains exportateurs &amp; notables détenteurs des blés. Description forces militaires garnison (2600 hommes : 600 casernés &amp; 2000 déserteurs ou hommes congé), bataillon redifs presque tout recruté ville Alep &amp; bataillons cavalerie &amp; artillerie composés élément arabe ; confiance relative.</p>
376-377 12 nov. 1907	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	<p>N°. 68/4. Réception et remerciements lettre adressée 28 septembre sub. N°. 516, transmettra informations situation politique et financière de la Mésopotamie. Remise aujourd'hui compte-rendu désordres survenus Alep 3 &amp; 4 septembre : « Dans ce moment le calme règne. Puissent les efforts du Valy maintenir cet état jusqu'à la nouvelle récolte. »</p>
378-381 4 déc. 1907	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	<p>N°. 74/5. Nouvelles alarmantes (mais contradictoires) répandues sur Diarbékir : assaut armée 5000 hommes Ibrahim Pacha Mir Liva Hamidiés &amp; chef tribu Kurdes Mullis environs Diarbékir. Pillage quinze villages ; porte à six cents nombre qu'il a détruits durant période 12 ans. Intérêts habitants chrétiens &amp; musulmans Diarbékir gravement compromis, exaspérés apathie gouvernement, haine suite massacres 1895, envahirent &amp; assiégèrent résidence Valy Abdoullah Fehmi Effendi ainsi que bureau télégraphique, demandant transmission grief télégraphe à S. M. Sultan, Valy refusé accéder demande. Dépêché eux-mêmes télégraphe auquel Izzet Pacha, second secrétaire, répondit. Exposé déprédations Ibrahim Pacha &amp; incurie Gouvernement. Menace demande intervention puissances étrangères. Incursions demeurent impunies, aliénation sympathie peuple exaspéré et agité pour gouvernement. S. M. Sultan donné ordre Ibrahim Pacha séjourner Alep. Talat Pacha, commissaire impérial délégué par Iradé pour ouvrir enquête avec quatre commissaires à Diarbékir. Habitants Orfa aussi adressé plaintes S. M. Sultan. Possible connexion événements Diarbékir avec désordres survenus presque même temps Damas, Beyrouth, Hama et Alep. Sentiment commun mécontentement généralisé du gouvernement qui solidarise les peuples.</p>
382-384 7 déc. 1907	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	<p>N°. 76/6. Suite rapport 4 décembre N°. 74/5. Commission chargée enquête accusations portées charge Ibrahim Pacha partie pour Diarbékir (composée président envoyé Constantinople, de Cheikh Hussein Orfali, Imam &amp; Muderris mosquée Hadji Moussa</p>



		d'Orfa, d'Ahmed Djemil Effendi Miassar (homme de Nafi Pacha Djabri Zadé) ancien subrogé Caimacam (commissaires désignés par Vilayet d'Alep), Cheikh Farès (?) effendi Elehohfé & Cheikh Zaki effendi Ghéilani (de Hama, protégés de Cheikh Abou el-Huda Effendi) : « Les Valis des Vilayets d'Alep & de Syrie, à la suite du refus catégorique de tous les notables d'Alep & de Damas d'accepter le mandat de faire partie de cette commission, ont dû se résigner à confier cette charge délicate aux susdites personnes considérées comme autant de nullités, de plus Djémil Eff., est l'homme de Nafi Pacha Djabri Zadé le plus mauvais génie de ce Vilayet. » Situation actuelle très critique (finances, armée, exaspération population face injustices & exactions). Faibles attentes opinion générale face deuxième commission sur Ibrahim Pacha (évaluée plus 12 000 hommes), première commission dissoute suite refus comparaître. Opposition population Diarbékir à nomination Valy Mossoul (frère Izzet Pacha, second secrétaire de S. M. I. Sultan) au poste Valy Diarbékir, aurait télégraphié Sultan ne permettra pas entrée ville.
385 7 déc. 1907	Comte Erembault de Dudzele à Constantinople.	Télégramme : « Que Dieu protège Votre Excellence et sa noble famille, leur accorde ses plus abondantes bénédictions. Poche. »
		Pages précédentes vides.
401-402 17 juil. 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 52/17 B74. Réception lettre adressée 16 juin sub. N°. 573/13 B18 (et missives N°. 574/14 B5 & 575/15 A7 du 16 juin). Travaux chemin de fer Hama-Alep inaugurés 14 Juillet, nouvelle donnée par M. Arnould, Consul de France. Ligne possiblement achevée en huit mois, emplacement gare pas encore désigné. Nouvelle accueillie avec joie par alepins : « L'emplacement de la gare n'a pas été encore désigné par le Ministère de la Guerre qui est en correspondance, à ce sujet, avec le corps du génie de cette place. »
403-405 1 <sup>er</sup> août 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 56/18 B76. Suite lettre 17 juillet N°. 52/17 B74, ingénieur en chef et brigade quinze ingénieurs et piqueurs arrivée Alep, répandue plusieurs points pour arrêter tracé de la voie Beyrouth-Hama-Alep et prolongement. Ligne directe Hama-Alep, traverserait Domaines Impériaux, réduisant parcours à 143 km, excluant tracé centres importants Maareet-el-Naaman et Idlep. Départs journaliers prévus trains Alep-Rayak, vitesse 60 km/h, voyage 5 ½ ou 6 heures. Gare militaire sera érigée ouest de la ville, et non loin gare commerciale. Essor des travaux octobre 1905, livraison juin 1906, impatience fébrile population rurale. Arrivée prochaine M. Thomas H. Norton, consul américain de Kharpout, à son nouveau poste de Smyrne.
406-409 23 août 1905	E. Robyns de Schneidauer, vice- consul, gérant le consulat général de Belgique à Smyrne.	N°. 60/18 B78. Réponse lettre adressée 7 août sub N°. 698/17 B19; aucune nouvelle sujet demande concession pour irrigation plaine Alep n'a transpiré dans la ville. Aucune demande portée autorités Vilayet par Ministère commerce et Travaux Publics. Réception lettre M. Hurbain, Agent de Change à Anvers, chargé voir si intérêt autorités ville pour création Alep lignes tramways traction électrique; manifesté intérêt pour concession durée 40/50

		<p>ans. Pourparlers et concours promis Kiazim Bey ancien Gouverneur Alep. Besoins ville Alep pour tramways, service d'éclairage, et service de distribution d'eau potable dont les nouveaux quartiers ont un besoin extrême. « Ce service serait très favorablement accueilli par la population de cette ville. »</p> <p>Sources de l'eau d'Alep : « L'ancienne ville d'Alep possède un canal qu'une tradition populaire fait remonter à Sainte-Hélène, mère de Constantin le grand. Une loi en signe la distribution. »</p> <p>Prise d'eau rivière Kuëk (Quwayq); arrose grande partie des jardins sur son parcours ; eau devient potable après repos et clarification dans citernes. Rétrocession éventuelle de la concession à un groupe belge : « Kiazim Bey m'avait promis son concours, avait désigné un homme à lui qui aurait figuré comme concessionnaire et qui se serait obligé de rétrocéder la concession au groupe Belge que Monsieur Hurbain aurait formé; sur ces entrefaites, Kiazim Bey reçoit, soudain, l'ordre de quitter Alep, sur le champ, pour se rendre à Constantinople. » Entrepris nouveaux pourparlers avec Bekir Pacha, Commandant Extraordinaire et Gouverneur Général <i>ad interim</i>, promis préparer terrain conseil Administratif et Municipal. Intérêt et démarches M. Catoni, Gérant intérimaire Consulat Britannique Alep, pour obtention concession par compagnie anglaise. Gouvernement Constantinople vise éliminer intérêts Anglais en Turquie depuis événements côte Golfe Persique et ceux Yémen, hostilité aux entreprises anglaises. Prétendu projet anglais d'obtenir concession irriguer et cultiver coton plaines désert Syrie longeant Euphrate ; établissement chemin fer vallée Euphrate.</p>
410-411 28 août 1905	E. Robyns de Schneidauer, vice-consul, gérant le consulat général de Belgique à Smyrne.	N°. 61/19 B79. Suite lettre 23 août N°. 60/18 B78, vient d'apprendre demande concession service tramways intérieur ville Alep soumise ministère Travaux publics à Constantinople. Promoteur ou concessionnaire serait Hamid Bey, Conseiller légiste au Ministère des Affaires Étrangères, fils de Djémil Pacha et petit fils de Namik Pacha. Intentions M. Édouard Denis (Bruxelles) pour études des lieux, durant absence consul Frédéric Poche (1903-1904). Renseignements donnés par Albert Poche pas eu de suite.
412-418 9 sept. 1905	E. Robyns de Schneidauer, vice-consul, gérant le consulat général de Belgique à Smyrne.	N°. 62/19 B80. Même situation financière durant gestion intérimaire Békir Pacha, système violent perception impôts. Impôt capitation nouvellement édicté « Iane Chahssié » (assistance personnelle). Affermage des dîmes profitant grands propriétaires ruraux musulmans, notables du pays formant « Ligue séculaire de captation des dîmes », dilapidation Trésor Public grâce vénalité et couardise des gouvernants. Descente domiciliaire chez marchand d'armes et capture caravane dix-huit caisses fusils Mauser et Martini adresse Ibrahim Pacha, chef des Hamidiés, découverte livraisons faites à partir Tripoli de Syrie : « Ibrahim Pacha [...] dispose déjà de dix mille cavaliers bien armés, et se dit être le khédivé de toute la Mésopotamie ! » Commission d'enquête nommée par Gouvernement Constantinople (président Valy Diarbékir ; délégués Alep, président tribunal commerce Alep ; second délégué Secrétaire du



		<p>Conseil Administratif) pour examiner chefs d'accusations portées contre ce Pacha (fréquentes razzias contre tribus Anézis et Chammar, rançons, pillages et péages prélevés). Apparition soudaine semaine dernière une des tribus Anézis (2000 tentes) environs Hama et Alep. Cheïks Anézis prétendant remettre vigueur prélèvement perçu anciennement : « Les paysans se montrent dociles, payent ce qu'on leur demande ne pouvant pas compter sur l'appui du gouvernement pour s'y soustraire. » Désertions deux tiers soldats des vingt quatre bataillons destinés armée du Yémen, dévasté pays par lesquels sont passés. Armée composée de pauvres faméliques. Rédifs de Bab ne peuvent se mettre en route faute de chaussures. Gouvernement déconsidéré aux yeux des administrés.</p> <p>Esprits agités depuis dizaine de jours suite rixe entre chrétien et musulman. Chrétien conduit au corps de garde du quartier, subi sévices. Fanatisme encouragé par écrits séditeux dans quartier chrétien. Vigilance Békir Pacha soir fête avènement au trône Sultan. Kiazim Bey, ex-valy d'Alep, dernièrement appelé Constantinople, permute avec Kazim Bey, valy Diarbekir autrefois <i>subaji</i> Alep, aussi intelligent que vénal, a franchi rapidement échelons ; Moutessarif Mersina ; auteur incident amené démonstration navale autrichienne. Rappel Kiazim Bey parti d'Alep nanti chèque cinq mille livres turques sur Banque ottomane et huit chevaux race arabe ; rappel lié peccadilles commises durant gestion Jérusalem.</p> <p>Pose première pièce railway Hama-Alep a eu lieu avec la solennité d'usage en Turquie. Début travaux prévu pour octobre : « les jalons sont placés jusqu'à Alep et les concessions aux entrepreneurs des terrassements adjudés depuis le 13 de ce mois. »</p>
419-420 30 sept. 1905	E. Robyns de Schneidauer, vice-consul, gérant le consulat général de Belgique à Smyrne.	N°. 65/20 C28. Réception lettre adressé 13 septembre N°. 815/19 B23, ainsi que deux exemplaires du cité à part du rapport consulaire sur la Turquie d'Asie pour 1904. Remerciements sincères, flatté et reconnaissant pour transmission aimable message S. E. Monsieur le Baron de Favereau, Ministre Affaires Étrangères, sujet rapport commercial. Prière remettre lettre remerciements.
421-422 9 oct. 1905	E. Robyns de Schneidauer, vice-consul, gérant le consulat général de Belgique à Smyrne.	N°. 67/21 B83. Réception lettre adressée 8 septembre sub N°. 802/18 B18, remise sous couvert, cachet volant, lettre adressée S. E. M. le Baron de Favereau, dont contenu porté votre connaissance; « comme suite à mes rapports précédents et pour vous tenir ainsi informé de tout ce qui a trait au railway Beyrouth-Hama-Alep et au développement des travaux publics que ce chemin de fer amènera dans cette province, éventuellement. » Prière expédier aussi S. E. M. le Comte Errembault de Dudzele, Ministre Constantinople qui s'intéresse aux choses de ce pays.
423-424 7 nov. 1905	E. Robyns de Schneidauer, vice-consul, gérant le consulat général de Belgique à Smyrne.	N°. 79/28 B96. Réceptions successives missives 7 & 24 octobre N°. 692/28 C7 & N°. 935/22 B18. Pris note contenu et remerciements transmission lettre Comte Dudzele. Remise sous couvert seconde lettre adressée S.E. Baron Favereau tiendra courant questions économiques occupant actuellement Gouverneur Général Vilayet.



425-426 20 nov. 1905	E. Robyns de Schneidauer, vice- consul, gérant le consulat général de Belgique à Smyrne.	N°. 85/29 B115. S. E. M. le Comte Erembault de Dudzeele, Honorable Ministre à Constantinople, témoigné désir être tenu courant questions économiques cette province. Adressé aujourd'hui lettre ayant trait chemin de fer Beyrouth-Hama-Alep. Remise sous couvert copie de cette lettre.
427 13 déc. 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 93/24 A24. Appris avec vif regret, par missive 18 novembre N°. 1009/24 A4, affligeante nouvelle décès Son Altesse Royale, Monseigneur le Comte de Flandre, frère de notre Auguste Souverain et héritier présomptif du trône de Belgique. Prière déposer au pied du trône de S. M. notre Auguste Roi humbles et profondément respectueuses condoléances.
428-429 30 déc. 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 102/25 B119. Contenu lettre adressée 16 Nov. sub N°. 1002 B18 enorgueillit et excite remerciements. Remise sous couvert copie lettre adressée 21 déc. S. E. Comte Dudzeele, sympathique Ministre Constantinople. Lettre adressée M. Édouard Denis (Bruxelles) 7 novembre, sujet concession demandée par Rifaat Pacha pour tramway Alep, restée sans réponse. A entretenu M. A. Hurbain, Agent de Change Anvers, s'occupant d'étude d'affaires industrielles, de formation de Syndicats et de Sociétés, manifesté intérêt pour lignes tramways traction électrique; gardé silence absolu depuis. Demande concession Nafeh Pacha rencontré aucune sympathie ; chances penchent côté Rifaat Pacha. Aucune solution donnée pour emplacement gare; difficultés techniques et caractère sectaire de question.
430-431 30 déc. 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 103/26 B120. Réponse honorée dépêche 3 décembre N°. 1082/25 B15, explications incertaines motifs encombrement marchandises Homs & Rayak. Accidents fréquents sur tronçon Liban, matériel laissant à désirer, ligne à crémaillère très mal assise (poids et fréquence convois). Compagnie indécise pour autre ligne percée à travers Liban ou construction railway d'Alep à Alexandrette (projet depuis plus d'un demi siècle !). Chaque projet évalué environ 25 millions de francs : « La voie d'Alexandrette, à prix égal, devrait être préférée. »
432-433 30 déc. 1905	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 104/27 B121. Lettre adressée 6 décembre sub N°. 1106/26 B23 concernant rapport annuel : « Aussitôt le mouvement du port d'Alexandrette en mon pouvoir je contrôlerai mes notes et renseignements avec ce document plus ou moins exact, il faut le dire, mais qui prend tout de même place parmi les sources de renseignements et d'appréciation auxquelles il faut recourir dans un pays où la statistique est inconnue. »
434 10 fév. 1906	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 17/1 B9. Adresse aujourd'hui Mrs Coëne et Claeys de Gand renseignements sur maison indiquée dans dépêche adressée 24 janvier sub N°. 53/1 B5 : « Dans mon prochain rapport je me ferai un devoir de vous entretenir de notre marché au coton et de son importance. »
435 20 avril 1906	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	Télégramme : « Consul Général Belgique Smyrne. Rapport partira demain. Poche. »

436-451 21 avril 1906	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	<p>N°. 36/3 B29. Exposé éphémérides marquantes année 1905, suite résultats économiques satisfaisants 1904. Affaires (importations / exportations) à l'abri oscillations brusques matières brutes de cette contrée. Inauguration (1905) mémorable travaux chemin de fer Beyrouth-Hama-Alep &amp; prolongement, malgré déception éprouvée ligne Riak-Beyrouth auxiliaire insuffisant pour transport produits territoire Hama, ligne crémaillère voie étroite, locomotives ne pouvant déplacer que 80 et 120 tonnes, pour desservir commerce Alep, Hama, Homs &amp; Damas :</p> <p>Plaidoyer pour ligne Alep-Alexandrette (coûterait 25 000 000 francs, moyenne 60 000 tonnes), plus rationnelle que ligne Hama-Beyrouth pour développer ressources agricoles &amp; commerciales d'Alep. Lutte engagée pour emplacement gare tranchée en faveur compagnie. Travaux inaugurés, se poursuivent avec ardeur. Question établissement tramway traction animale Alep toujours état embryonnaire. Projets services d'eau (et jonction branche Sadjour, affluent Euphrate, au Koueïk, rivière Alep) et éclairage ville Alep chôment. Fréquentation d'Alexandrette, port d'Alep, par services maritimes : Compagnies Lloyd Autrichien, Messageries Maritimes de France, Compagnie de Navigation &amp; de Commerce Russe, Deutsche Levant Linie et la Prince Line qui desservent régulièrement le port d'Alexandrette. La ligne Néerlandaise : Compagnie Royale Néerlandaise de Navigation à vapeur, vient d'établir une ligne régulière qui partira d'Amsterdam-La Pallice-Alexandrie en droiture pour Beyrouth, Alexandrette, Mersine, la côte de Syrie &amp; l'île de Chypre. Quittant Amsterdam, toucheront Anvers. La présence de voyageurs pour la vente concourrait au développement des relations avec la Belgique.</p> <p><i>Agriculture</i> : Manque de pluies (Novembre, Décembre, Janvier), froid intense, longue durée, légumes abîmés par gelée. Pluies février et mars, récolte coton extraordinairement abondante. Développement culture du coton dans districts d'Idlep, Dana, plaines de Killis. Petite colonie allemande de missionnaires évangéliques établie Marache, culture coton par indigènes avec moyens rudimentaires, employé matelasserie, fabrication toile grossière, excédent cotons vendus divers marchés Europe et Turquie. Marseille, port principal. Égrenage main, petit treuil ; égraineuses à main fabrication anglaise (système Platt), manque ateliers réparation empêche généralisation égraineuses.</p> <p>Distribution gratuite graines provenance américaine &amp; égyptienne par Consul Anglais 1861 (pendant et après guerre Sécession).</p> <p><i>Céréales</i> : Récolte blés &amp; orges pas atteint attentes; ravages sauterelles, récolte actuellement sur pied promet d'être bonne. Maïs pas semé sur grande échelle, faute cours d'eau, production sert alimentation locale, pas exporté. Dari : maïs blanc, cultivé bords Euphrate, après descente crue des eaux, base alimentation population rurale et nomade. Exportation impossible, cherté transports. Tabac qui était cultivé sur grande échelle ne l'est plus depuis établissement Régie des Tabacs (culture reprise Aintab); produit expédié Égypte. (p.444) Exportation fruits et amandes</p>
-----------------------------	---	---



		<p>séchés. Olivier très répandu; installations primitives &amp; arriérées pour extraction huile d'olive; quantité comestible faible comparativement quantité transformée en savon.</p> <p><i>Règne animal</i> : Exportation laine; peaux agneaux et moutons, laine et maroquins exportés France et Allemagne. Exportation beurre fabriqué dans désert par tribus nomades; mortalité décime troupeaux depuis quelques années; exportation fromage Égypte. Exportations moutons et bœufs, Constantinople &amp; Égypte.</p> <p><i>Soie</i> : « La sériciculture introduite depuis une quinzaine d'années n'a fait aucun progrès. C'est à Antioche &amp; ses environs, ainsi qu'à Payas où l'élevage des vers à soie se fait en grand ». (Arménie, Diarbékir et Orfa fournissent contingent aux tisseurs d'Alep.) <i>Importation</i> : Affaires rémunératrices, progrès 12 à 15% chiffre global; mouvement maritime port Alexandrette (échelle d'Alep); marché cotonnades très actif (Angleterre). Marchandises importées des É. U.; pétrole reparu sur marché suite troubles et incendie Bakou; Sucre cristallisé (Russie). <i>Fers</i> : importations de Belgique continuent à être en progrès ; aciers doux belges remplacent fer anglais et suédois. Envois verres à vitres souffrent concurrence de la France (qui arrivent avec moins de casse). Cours monétaire et change.</p>
452-453 21 avril 1906	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 37/4 B30. Demande bienveillante indulgence pour rapport annuel tardif, attaque rhumatisme aux deux mains rendu invalide plusieurs semaines, retard arrivée tableaux statistiques Alexandrette. A montré à M. Rosenthal artères susceptibles d'être dotées d'un tramway.
454-456 21 mai 1906	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 46/5 B42. Appris par lettre 3 mai sub N° 339/2 B 23, rapport malgré retard arrivé temps utile. Avancement travaux terrassement entre Hama et Alep, pose des rails débutée à Hama. Construction gare Alep va bon train. Nouveaux arrangements par compagnie pour prolongement jusqu'à Orfa ligne devant arrêter Tall-Habache, près Bérédjik. Mesures prises transporter marchandises arrivant Rayak. Avantages substituer caravanes aller-retour Alexandrette. Appréciation roulement voie Beyrouth-Rayak, crémaillère, ne saurait supporter roulement plus actif, mise en mouvement 18 trains/jour serait impossible.
457-458 7 juillet 1906	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 67/6 B63. Réception lettres adressées 2 & 14 juin, N° 438/3 B 18 & 483/4 B 18. Remerciements pour renseignements dignes de foi donnés par Comte d'Arschot concernant prolongement jusqu'à Orfa ligne Hama-Alep. Seconde partie honorée dépêche 2 juin, indication 1200 balles coton portée par Monsieur J. Catoni, vice-consul Alexandrette, contradiction renseignements autres vice-consulats cette échelle ainsi qu'autres renseignements qu'a pu recueillir sur cette échelle. Campagne 1904/1905 produit environ 10,000 balles dont 8,000 provenant circonscription Idlep et 2,000 districts de (?), Alep & Killis. Emploi du coton : matelasserie locale (400 balles), envelopper marchandises expédiées à l'intérieur pour garantir de l'humidité (6 à 700 balles), filage à la main et tissage (800 à 1000 balles). Année 1905; 5000 balles expédiées Europe; 3000 gagné marchés Damas, Salonique, Smyrne et Constantinople.



459 13 août 1906	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 77/7 B77. Remise sous couvert fac-similé rapport adressé aujourd'hui S. E. M. le Comte Errembault de Dudzeele, exposé situation politique actuelle juridiction consulaire. Récolte blé et orge médiocre, provoqué hausse sur les cours. Hausse soutenue par exportation sur la mer des blés de la région de Hama.
460-461 10 oct. 1906	M. Maur. Cuvelier, Gérant du Consulat Général de Belgique à Smyrne.	N°. 89/8 B101. Réception deux dépêches adressées 27 août & 18 septembre sub N°. 643/5 B18 & 714/6, remise sous couvert copie rapport adressé Légation Constantinople relatif inauguration railway Beyrouth-Hama-Alep et prolongement : « Jusqu'à ce moment, le prolongement n'est qu'une expression sans effets, les travaux s'étant arrêtés à la gare d'Alep. Le service du transport des marchandises est entré en activité : la compagnie promet leur prompte arrivée à Beyrouth. » Octroi concession tramway et éclairage ville d'Alep : « La concession d'un tramway électrique et l'éclairage à l'électricité de la ville d'Alep vient d'être octroyée à titre gracieux par S. M. I. le Sultan au fils du Chéikh-ul-Islam Mouhtar Bey contrairement aux attentes de Rifaat Pacha fils de Hamdy Bey Zadé concessionnaire du tramway de Salonique. De cette circonstance j'ai informé M <sup>r</sup> . Ed. Denis Administrateur du Trust Franco-Belge qui s'intéresse à cette affaire. »
462-463 10 déc. 1906	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 96/9 B116. Réception dépêche 23 novembre sub. N° 876/12 B23, « Pour ce qui est de l'exploitation du chemin de fer et du projet du prolongement de la ligne à voie large jusqu'à Beyrouth vous trouverez les renseignements sur ces matières consignés dans le rapport que j'adresse aujourd'hui à notre Ministre S. E. Monsieur le Comte Er. De Dudzeele [...] Le Ministère a bien voulu me faire parvenir le tome 133 de notre recueil consulaire et je constate avec plaisir que cette publication contribue à développer les rapports commerciaux de la Belgique avec cette ville. »
463 31 déc. 1906	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	Télégramme : Consul Général Belgique, Smyrne. « Que les jours de l'année nouvelle soient une chaîne ininterrompue de joie et de consolations. Poche. »
464 9 janv. 1907	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 1/1 C1. Réception dépêche adressée 8 décembre sub N°. 910/9, informant loi sur le timbre récemment modifiée a été acceptée par le Gouvernement de Bruxelles et est dès à présent applicable aux Belges.
465-467 12 janv. 1907	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 4/2 B6. Réception lettre adressée 30 décembre sub N°. 1006/14 B18, impossibilité pouvoir expliquer comment propos malveillant & inexact témérairement rapporté à S. E. M. le Baron de Favereau. Moukhtar Bey inconnu, n'a jamais été à Alep (que je sache) ou en correspondance avec lui, ni directement, ni indirectement et jamais ni lui ni d'autres personnes demandé renseignements sur le compte de la Société de l'Union des Tramways pour donner erronés. Insinuation gratuite et sans fondement. Sociétés ou individus avec lesquels a été en rapport au sujet d'entreprises économiques en projet à Alep : M. Édouard Denis, administrateur délégué du Trust Franco-Belge, La Compagnie Générale de Chemins de Fer & Tramway en Chine, La Société Anonyme des Transports Urbains et Vicinaux et La

		<p>Compagnie Générale des Conduites d'eau : « À ces Société j'ai donné les renseignements qui les intéressaient; ce que j'aurais certainement fait aussi à l'égard de l'Union des Tramways si cette Société s'était adressée à moi. » Espoir que ces explications dissiperont imputation malveillante attribuée. Remise comme preuve lettre écrite 24 décembre 1906 à La Société Anonyme des Transports Urbains et Vicinaux à Ixelles-Bruxelles.</p> <p>Pour comptes-rendus similaires, voir FP 2007, p.341-342 [12 janvier 1907, N°. 5/2 A2] ; FP 2007, p.338-340 [10 janvier 1907, N°. 2/1 A1].</p>
468-472 16 janv. 1907	J. Duckerts, Consul Général de Belgique à Smyrne.	<p>N°. 6/3 B7. Remerciements pour explications dépêche 19 décembre 1906 N°. 976/10 B18 sujet garanties kilométriques. Trafic journalier du railway DHAP résume, marchandise importée (3 wagons, soit 30 tonnes : 20 tonnes de Beyrouth, 5 de Damas ; 5 Hama &amp; Homs) et exportée (5 wagons soit 50 tonnes : 30 tonnes pour Beyrouth, 10 pour Damas, 10 pour Hama &amp; Homs) de Alep. Moyenne des passagers (50 par jour, presque tous 3<sup>e</sup> classe). Recette journalière évaluée 9000 piastres (3000 passagers, 6000 marchandises); « Il est à remarquer que les <math>\frac{3}{4}</math> des 30 tonnes de marchandises expédiées à Beyrouth sont des blés destinés à la consommation locale de cette ville. [...] De cette remarque on peut aisément déduire que le transit entre Alep et Alexandrette n'a été que très légèrement affecté, et ne saura l'être davantage, tout le temps que le tarif des transports et celui des frais de port de quai &amp; de place seront maintenus aux taux actuels. »</p> <p>Nombre locomotives et wagons augmenté sur ligne Rayak-Beyrouth, transports plus réguliers qu'au début exploitation; études pour percement tunnel mont Liban pour accommoder commerce Alep : « La compagnie, dit-on, est à ses essais pour voir si, avec cet accroissement de matériel, elle pourra satisfaire aux besoins du commerce d'Alep dans la saison active du travail ou bien si elle devra se décider au percement d'un tunnel à travers du mont Liban. » Détournement par compagnie du commerce de la voie d'Alexandrette, prime 40 % sur droits quai et manutention Beyrouth aux chargeurs d'au moins 1000kg, frais place supérieurs Beyrouth. Alexandrette échelle mieux outillée pour transit, négligence compagnie soins apportés marchandises (pluie, manutention, vol) : « ... vols qu'on dit être bien plus fréquents que ceux que commettent parfois moucres et chameliers sur la route d'Alexandrette. » Tarif unifié marchandises partant d'Alep destination Hama, Homs, Damas, Beyrouth.</p>
473 4 mars 1907	M. Maur. Cuvelier, Gérant du Consulat Général de Belgique à Smyrne.	<p>N°. 11/4 B17. Réception deux dépêches 28 &amp; 29 janvier sub N°. 82/1 B18 &amp; 107/3 B18 ainsi celle M. Duckerts 27 janvier N°. 83/2 C1 à laquelle répondu à sa nouvelle résidence Sofia. Remerciements transmission déclaration démontrant inanité propos attribués. M. Denis de Bruxelles, concessionnaire, ou acquéreur de concession du tram de Beyrouth, venu à Alep en explorateur. Parcouru la ville avec lui : « Jusqu'à ce moment, le concessionnaire du tram d'Alep ne donne aucun signe de vie, on dit même que le Grand Vizir lui a suscité des difficultés. »</p>



		Document attaché, difficilement lisible : « Recevons lettre deux (...) Tripoli 59. expédiés ordres 14, 20, 22, 2 : autrement expédier les Beyrouth le compte 60. Poche. » Feuille de calcul.
474-496 21 mars 1907	M. Cuvelier, Gérant du Consulat Général de Belgique à Smyrne.	<p>N°. 5. Rigueur hiver 1906 fit périr 300 000 oliviers, autant figuiers, vignes, amandiers, &amp; grenadiers, devenus proie de cognée (date fera époque annales d'Alep). Récolte céréales moyenne, gelée persistante durcissant sol, grande mortalité troupeaux vivant désert (hausse prix viande &amp; beurre).</p> <p>Interruption circulation caravanes et affaires avec Mossoul, en raison relations tendues avec Perse provoquant la mobilisation des « rédifs » (réserve) de la Mésopotamie &amp; les réquisitions des bêtes de somme, des chameaux surtout, arrêta pour un certain temps la circulation des caravanes entre cette province &amp; la ville d'Alep interrompant surtout les affaires avec Mossoul. »</p> <p>Transactions commerciales bonnes malgré circonstances, travail donné ouvriers par construction chemin de fer et développement continuel nouvelle ville surgie à Ouest et Nord Alep et industrie tissus ville et Vilayet Alep. Deux minoteries fonctionnent déjà, moulins à pierres françaises de 45 et 30 chevaux vapeur, machines &amp; moteurs manufacturés Angleterre. 3<sup>e</sup> installation moulin &amp; égraineuse (force 60 chevaux) en train s'établir, deux machines produire glace. Laiterie établie environs, fabrication beurre &amp; fromage.</p> <p>Usage machine à coudre généralisé : agences compagnie Singer toutes villes &amp; villages circonscription consulaire Alep, vendant petits paiements hebdomadaires. Fabrique allemande Naumann aussi placé machines. Machine tricoter manivelle répandue, provenance allemande, fabrication bas grossiers &amp; chaussettes.</p> <p><i>Entreprises</i> : Chemin de fer Hama-Alep et prolongement (Suite rapport 16 Janvier sub N°. 6/3 B7); économie sur fret par voie Beyrouth, moindre qu'Alexandrette, compensant excédent frais de transit. Silence sur concession tramway et éclairage électricité ville Alep : « Le silence le plus parfait règne encore au sujet de la concession du tramway &amp; de l'éclairage de la ville à l'électricité octroyée par S. M. I. le Sultan à Moukhtar Bey, à des conditions encore ignorées, le cahier des charges n'ayant pas encore été communiqué à ce Vilayet. »</p> <p><i>Produit du sol</i> : Production blé (3 ½ M de chumbuls) &amp; orge (2M), produits les plus importants du Vilayet. Exportation insignifiante, faute de convenance, « quand, les besoins du pays couverts, un million de chumbuls de blé environ &amp; 500 mille chumbuls d'orge auraient pu être exportés. »</p> <p>Huile peu abondante, mais suffisante pour 500 cuites de savon. Consommation du pays sans altération importante dans prix de l'huile : « Ce savon qui autrefois était fabriqué avec la pierre et cendre de soude préparée dans les environs de Palmyre par l'incinération de la plante est aujourd'hui à trois quarts remplacée par la soude caustique fournie par la Belgique &amp; l'Angleterre. »</p> <p><i>Bois de réglisse</i> : Extraction grande échelle par trust américain parties Nord, Est &amp; Ouest Vilayet, exportation États-Unis. Graine de moutarde, pistaches, galles (provenance Diarbekir &amp; Mardin),</p>



		<p>graines jaunes (baies de nerprun) pour teinturerie (remplacé par agents chimiques), gomme adragante.</p> <p><i>Coton</i> : Culture qui se développe et propage dans Vilayet. Culture et exportation 300 balles par district Orfa. Dispositions prises par agriculteurs laissent présager ensemencement supérieur année dernière ; culture plus rémunératrice que céréales, tend à se développer graduellement.</p> <p><i>Produits du règne animal</i> : Exportation moutons &amp; bœufs pour Égypte, beurre exporté grande échelle [« Les hauts prix ont attiré ce produit des points les plus éloignés du désert Syrien &amp; de la Mésopotamie. »]. Jaunes d'œufs, albumine &amp; œufs exportés échelle ascendante. Élevage poules en grand progrès, peaux agneaux exportées vers Allemagne &amp; Autriche. <i>Laines</i> : États-Unis, plus important acheteur place Alep. Exportation boyaux de mouton salés, d'abattoirs d'Alep.</p> <p><i>Importations. Sucre</i> : sucre concassé Autriche-Hongrie; sucre menus cristaux (provenance Belge &amp; Italienne) remplacé sucre même qualité provenance russe &amp; égyptienne.</p> <p><i>Acier en barres</i> : provenance Autrichienne (fabrication outils &amp; instruments tranchants); augmentation année peut-être due en partie travaux chemin de fer. <i>Cuivre en rond</i> : commerce partagé industriels allemands &amp; usines anglaises; grande Consommation surtout Mésopotamie, ustensiles fer émaillé pas remplacé ceux en cuivre. <i>Zinc en feuilles</i> : Fonderies Vieille Montagne fournissent marché; consommation diminuée depuis introduction fer galvanisé. <i>Fer blanc &amp; étain</i> : provenance anglaise (avec sel ammoniac). <i>Plomb &amp; grenaille</i>; provenance Espagne ; entrée prohibée Alexandrette ; grenaille débarquée Lattaquié &amp; dirigée sur Alep. <i>Cole</i> (Charbon ?) : provenance belge et anglaise ; <i>Cole en ronds bombés pour la cuisson du pain dans la campagne</i> : importé exclusivement autrefois de l'Angleterre, tandis que Belgique fournit aujourd'hui moitié quantité consommée ; <i>Cole galvanisée</i> suit une échelle progressive et remplace partout où possible le zinc en feuille, tôle ondulée pour toiture pas encore adoptée. Poutrelles et fer en barres, exporté à partir Anvers. Pelles vendues unité; moins résistance que pelle fabriquée dans pays avec fer suédois, bordée acier autrichien, plus lourde et résistante. <i>Allumettes</i> : fabricants autrichiens imité allumettes bois manufacturé Suède, restés maîtres marché; allumettes cire provenance italienne.</p> <p>Miroirs de glace épaisse biseautées et non biseautées, différentes grandeurs, provenance Belgique. Papier à lettres et imprimerie, provenance Autriche et Belgique. <i>Verre à vitres</i> : provenance Belgique ; marchandise belge réputée supérieure à anglaise. Verreries moulées, gobeletteries, narghilés, tubes de lampes, vases à fleurs, articles de vente courante qui arrivent de Belgique, Autriche et France. Fourneaux à pétrole portatifs, avec mèche et autre fabrication suédoise sans mèche, récente introduction, semble prendre pied. Poêles en fonte d'Angleterre, poêles pétrole, (appareils chauffage plus en plus adoptés).</p> <p><i>Tissus de coton manufacturés</i> (Angleterre pourvoit circonscription</p>
--	--	--

		consulaire). Filatures de Tarsus et d'Adana : « Les Indes et l'Italie s'attribuent aussi une part, mais accidentellement et quand les fabriques du Lancashire ne peuvent livrer les commandes qu'à des époques reculées. » Concurrence Italie pour flanellettes, conditions production défiant toute concurrence. <i>Conclusion</i> : « Le commerce avec la Belgique s'est encore développé durant cette année et qu'à son actif s'ajoute l'importation du sucre susceptible d'un grand développement quand le fret d'Anvers se nivellera avec celui de Trieste. Puisse le commerce des toiles et des filés écrus prendre aussi pied dans cette ville de 150 000 âmes & entrepôt principal d'une province qui compte 1 000 000 d'habitants & dont les rapports commerciaux se ramifient en Mésopotamie, Arménie & le désert Syrien. »
497-498 4 avril 1907	M. Cuvelier, Gérant du Consulat Général de Belgique à Smyrne.	N°. 21/6 B35. ( <i>Ad lit.</i> N°. 21/6 B35 du 4 avril 1907, voir p. 142) Remerciements missive 7 mars N°. 199/4 B18, suite déclarations transmises ministre Affaires étrangères, S. E. prié faire savoir lieu considérer comme inexistante plainte formulée par Société « Union des Tramways ». Très attentif et prudent dans sa charge, n'agissant jamais par parti pris.
499		Document difficile à lire. Voir p. 142 (?)
		Annuaire.
		Pages précédentes vides.
		Fin du dossier



A.8 RÉSUMÉ DES DOCUMENTS DU REGISTRE FP 2008 (1908–1909)  
Correspondance sortante de Frédéric Poche, consul de Belgique à Alep.

Page Date	Destinataire	Sujet
1-2 13 janv. 1908	S. E. M. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2/1. Remise sous couvert double copie État Débours Consulat Royal année 1907 s'élevant somme Francs 79.15, remerciements pour versements faits durant exercice relatifs frais cawas. Tableau annexe, État débours faits pendant année 1907 par consulat de Belgique à Alep (Syrie), fait 13 janvier 1908.
3-4 18 janv. 1908	M. Auguste Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 3/1, Recommandé. Réception et remerciements deux dépêches adressées 11 & 28 décembre N°. 908/19 & 942/20. Gouvernement Vilayet a fait construire 60 radeaux pour expédition munitions de guerre destinées corps armée Bagdad (arrivées de Constantinople avec Férik Pertew Pacha). Munitions embarquées Meskéné, destination Falloudjé, pour direction Bagdad, vue complications appréhendées avec Perse. Confiance dans forces gouvernement ébranlée. Échec commission rogatoire envoyée Diarbékir, refus Ibrahim Pacha se rendre à Alep, effet désastreux prestige gouvernement, refus qui frise la rébellion et plonge de plus en plus le pays dans l'anarchie. Panique population chrétienne Orfa, menaces de population musulmane de répétition Vêpres d'Orfa de 1895. Moutessaref intérimaire Merfi Pacha, désigné par Valy Alep, ramené confiance relative. Progrès de l'état anarchique qui s'étend de la Méditerranée au Golf Persique, M. Dav. Frazer (correspondant journaux anglais) attaqué allant Bagdad, voie Diarbekir & Mossoul, actuellement hôpital allemand d'Orfa, autorités imputent crime aux hommes d'Ibrahim Pacha. Populace Alep encline au pillage : « ...en opposition avec l'autorité locale toutes les fois que celle-ci permet l'exportation du blé et s'empare des mains des chameliers ou des charetiers des charges qu'ils transportent pour compte des exportateurs. [...] Puisse cet état de choses faire place à un meilleur pour permettre aux populations chrétiennes d'échapper à la fureur de ses ennemis implacables. » Remerciements intérêt porté état des yeux consul Poche, presque rétablis.
7-8 25 janv. 1908	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 5/2. Réception dépêche adressée 27 décembre, Direction E N°. 1352 N°. d'ordre 4, remettant copie lettre M. le Baron Descamps, Ministre des Sciences et des Arts, exprime satisfaction pour appui prêté M. Franz Cumont, conservateur délégué aux Musées royaux des arts décoratifs, occasion voyage d'études effectué en Syrie début année 1907. Reconnaissance à M. Cumont



		et redevable M. le Ministre des Sciences et des Arts.
9 25 janv. 1908	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 12/3. Deux registres État civil, identiques (et registre unique actes publication de mariage) composés chacun quatre feuillets (dans lesquels aucun acte n'a été adressé) épuisés suite inscription successive ouverture et clôture annuelle. Prière faire parvenir autres registres pour besoins futurs.
10-11 12 mars 1908	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 16/4, 1 annexe. Réception circulaire adressée 16 décembre 1907 Direction E N°. 2930, relative exposition universelle et internationale tiendra à Bruxelles en 1910 sous le haut patronage Sa Majesté le Roi. Entretenu avec S. E. Nazim Pacha, Gouverneur Général Vilayet, laissé communication annexée présente lettre, serait utile faire traduire « Appel aux Exposants » en arabe, turc & arménien, trois langues parlées Vilayet. Imprimé centaine exemplaires, coûterait centaine francs.
12-13 12 mars 1908	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 17/2. Remise sous cachet volant lettre relative exposition universelle Bruxelles 1910, prière adresser après lecture à S. E. M. Davignon, Ministre des Affaires étrangères. Valy Alep ne croit pas pouvoir encourager participation sujets ottomans sans autorisation préalable gouvernement.
		Les deux folios N°. 14 & 15 annulés ont été enlevés.
16-24 28 mars 1908	Comte Errembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 19/1, Recommandé. Référé rapport 7 décembre 1907 N°. 76/6. Second ordre impérial (enjoignant à Ibrahim Pacha de se rendre à Alep pour séjourner durant commission rogatoire) éludé, enquête sur accusations portées par habitants Diyarbakır. Tolérance et politique apaisement abaissé prestige gouvernement. Commission séjourne Diyarbakır complète inaction, précisions sur événements déroulés Diyarbakır, appréhensions retour massacres 1895. En Octobre 1907, incursions Hamidiés (chef Ibrahim Pacha) environs Diyarbakır ennemi notables musulmans Diyarbakır (plusieurs jours bureaux, boutiques, ateliers fermés). Vexations notable musulmans Diyarbakır : dévastation cinq villages, aucun appui gouvernement, plaintes notables contre Valy (Abdallah Fehmi Effendi) portées directement Sultan. Fonctionnaire (Valy) évoqua manque de soldats (à peine cent). Demande implorant exil Ibrahim Pacha, foule bureau télégraphique (Chrétiens réfugiés dans habitations, maisons avoisinantes Consulat France & couvents religieux capucins). Réponse Ministère Intérieur : commission formée quatre hauts fonctionnaires (deux militaires) déléguée Diyarbakır. État anarchie malgré présence commandant Saïd Bey, situation anormale onze jours, crainte chrétiens intimidés. Commissaires envoyés pour enquête, quatre bataillons soldats dirigés Diyarbakır pour rétablir ordre, Valy destitué, remplacé Valy Mossoul (frère Izzet Pacha, second secrétaire Sultan) ; ordre donné Ibrahim Pacha aller Alep (quitté Viranşehir pour montagnes avant arrivée commission). Commandant Saïd Bey nommé gérant intérimaire Vilayet. Abdullah Fehmi Effendi, ex-valy Diyarbakır mort quelques jours après arrivée Urfa. Action paralysée commission rogatoire, gouvernement accusé faiblesse & impuissance, crainte affermissement prépondérance Ibrahim Pacha. Médecin envoyé Ibrahim Pacha, sur ordre Constantinople, par gouvernement Alep,

		légère indisposition aux reins, nouvel ordre se rendre Alep. Autorité locale informée caravane partie échelle Lattaquié transportant 400 fusils de munitions destinés à Ibrahim Pacha ; brigade cavalerie rejoint près Racca (chaloupe traversant Euphrate) ; mort trois contrebandiers, capture 160 fusils. Fusils (Martini et Mauser) destinés Tcherkesses établis à Ras-el-Aïn (Réserra), lieu établissement immigrants par Gouvernement, tribu redoutable, aujourd'hui armée. Introduction armes, connivence Autorités locales & douanières échelles débarquement Méditerranée & Golfe Persique. Munitions guerre envoyées de Constantinople (destinées corps armée Bagdad) embarquées Meskéné, arrivées Félludjé (point terminus navigation actuelle Euphrate). Sécurité compromise chrétiens Urfa rétablie depuis ordres Constantinople & arrivée Gérant intérimaire Meri Pacha Mallah Zadé, désigné par Vilayet Alep. Immigration Arméniens Urfa & autres villes vers Alep, renaissance spectre massacres de 1895. Abolition défense exportation céréales ville (Urfa ?), hausse prix farine, aucun trouble, apparences bonnes pour prochaine récolte.
25 2 avril 1908	Comte Errembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 20/3, Recommandé. Réception lettre adressée 7 mars N°. 142/2, contenu laquelle conformera, ajoutant informations rapport commercial de l'année 1907 en retard. Copie jointe rapport adressé 28 mars N°. 19/9 dernier à M. le Comte de Dudzeele, Ministre Constantinople.
26-28 4 avril 1908	Comte Errembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 21/2, Recommandé. Population Alep proie hier grande panique hier courte durée, sortir prière midi grande mosquée, course effrénée foule, fermeture magasins & boutiques. Vali circula rues & bazar, rassura pusillanimes. Fauteurs troubles, prétexte abolition défense exportation blé, petite hausse subie à cause achats, organisèrent mouvement pillage : « L'Autorité locale informée, renforça certains corps de garde et fit circuler des patrouilles dans le marché du vendredi d'où le signal du désordre devait être donné. D'aucuns disent que c'est une trame ourdie par certains notables contre le Vali. » Prétexte cherté blé et farine mal choisi ; apparences récoltes bonnes, marchés aux blés suffisamment alimentés. Nouvelle circulée, Commandant militaire Békir Pacha reçu ordre informer Ibrahim Pacha que S. M. Sultan passe éponge sur accusations portées par population Diarbékir, envoie salut impérial, aide de camp Ibrahim Pacha, arrêté Alep, remis liberté.
29 6 avril 1908	M. Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 22/4. Remise sous couvert copie rapport adressé S. E. M. le Comte Dudzeele, Ministre Constantinople, 4 avril 1908 N°. 21/2 relatif panique survenue vendredi 3 avril. État anarchique dû peu de confiance Autorités dans leurs forces, non-paiement salaires employés civils, corruption tribunaux & toutes branches administration.
30-33 13 avril 1908	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 26/5. Réception lettre adressée 13 mars Direction C2 N°. 9548 N°. d'ordre 2, annonçant envoi registre état civil en double & registre simple actes publication mariage, datés 15 décembre 1907, dûment reçus, desquels fera usage requis conformes instructions susdite lettre ; registre ouverts 1 <sup>er</sup> janvier 1908.



		Remise sous couvert, double copie, deux certificats négatifs actes état civil & actes publication mariage, rédigés d'après modèle, recueil règlements consulaires année 1900. Remise sous couvert séparé, pli contenant double du registre original aux actes état civil, daté Bruxelles 5 décembre 1895 épuisé par ouverture & clôtures, ainsi que registre simple acte publications mariages (date 10 décembre 1892). Deux registres régulièrement clôturés 31 décembre 1907. Certificats négatifs déclaration acte état civil & publication mariage, datés 31 décembre 1907.
34-36 27 avril 1908	M. Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 27/5. Réponse lettre adressée 30 mars N°. 190/3, réfère lettre 12 mars N°. 17/2. Vilayet sans instruction part Gouvernement. Valy Nazim Pacha nonobstant transmis lettre & « Appel aux Exposants » (en cours traduction au turc) à Chambre de commerce. Entamera plus tôt possible pour parler avec autorités ainsi que négociants & industriels juridiction consulaire; pierre d'achoppement pour adhésions sera résultats désastreux obtenus par exposants d'Alep dans différentes expositions (Europe & États-Unis d'Amérique).
37-38 27 avril 1908	M. Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 28/6, Recommandé. Désir exprimé lettre 4 avril N°. 240/4, noté présente lettre firmes important couleurs d'aniline à Alep : « Ces maisons vendent à leur tour aux détaillants & teinturiers de cette ville & à ceux d'Orfa, d'Aintab, de Marache, d'Antioche & d'Idleb. Il est à noter que ces derniers ne sauraient acheter directement ; n'achetant qu'en petites quantités au fur & à mesure de leurs besoins. En entrant en relation avec les firmes dont il est question, la fabrique ferait bien de se renseigner sur la solvabilité des personnes dont les noms suivent. » Michel Yaghmour/ Basile Giamal/ Hadji Mohamad Masassati (?)/ Soued Frères/ Béchir Bouedekgi/ Abiad & Azrak
39-42 9 juin 1908	M. Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 33/7. Tableau indiquant les apparences de la récolte au milieu du printemps de l'année 1908. Bonnes conditions atmosphériques hiver et printemps, pluies abondantes, précoces & continues jusqu'à mi-mai; circonstance rare et très favorable : « La campagne promettait une récolte très abondante de froment et d'orge, les deux articles qui forment la base des produits agricoles de cette province. » Orages mois Mai & grêle villages Moutessarifat Orfa & Caimacamat Aintab détruit champs, tué grand nombre moutons. Orages Caza Moarret-el-Noman (sud), destruction semences treize villages. Signalement printemps nuées sauterelles Rakka (Euphrate, Mésopotamie). Autorités endormies sur alarmant appel allocation urgente; insignifiante somme 150 L. T. allouée pour tout Vilayet; fléau va coûter bien cher à population et État. Semences côtés nord et ouest Alep menacées par fléau sauterelles, légumes et maïs dévorés, vignes condamnées. Incurie Autorité et fatalisme populations.
43-58 9 juin 1908	M. Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 34/8. Rapport économique et commercial année 1907. Très mauvaises récoltes céréales, mauvaise récolte coton. Rendement & qualité. Diminution production huile, baisse considérable matières brutes produites dans pays, cherté excessive denrées première nécessité (cause émeute ayant mobile vol & l'empêchement sortie blé & paniques successives conséquence impunité auteurs



	<p>première émeute). Troubles Mésopotamie, insécurité des routes, arrêt affaires avec région, débouché principal d'Alep. Contre-coups crises égyptienne (arrêt tisseranderie) &amp; américaine (chute considérable prix laines) ; faillites et retrait du crédit, stagnation affaires. <i>Importation</i> : total marchandises importées ports Alexandrette &amp; Beyrouth. Surplus marchandises dans dépôts paralysant importations 1908. Situation politique Mésopotamie ; crédit retiré négociants. Baisse importation articles sidérurgiques Verrerie ne progresse pas, conditions infériorité face produits verrerie Modiana (Constantinople) livrant prix égaux produits belges, plus différence fret vu provenance, verreries indigènes aussi exemptes droit de douane (droits 11% éludés à 12,4% par exagération prix estimation). Progression consommation annuelle sucre (4000 tonnes), Alep &amp; environs immédiats, jusqu'à Mardin et Diarbékir (provenance France, Autriche-Hongrie, Russie).</p> <p><i>Marché des armes</i> : entrée armes et munitions (voire fusils chasse) interdite port Alexandrette, néanmoins arrivages autres ports Syrie, marché achalandé par arabes désert. Lampe Lux (fabrication suédoise &amp; similaire allemande) introduites &amp; adaptées par particuliers &amp; Municipalité, a fait placer quelques unes pour éclairage quelques places. Poêles à bois, en fonte (Angleterre) vulgarisés depuis quelques années. Ustensiles fer émaillé (Autriche), allumettes suédoises évincées par autrichiennes; toiles cirées (Angleterre) en vogue pour remplacer nattes du pays. Bière, boisson populaire. Importation des cuirs tannés et des peaux, consommation en progrès constant. Marbres noirs à paver (importés Belgique) &amp; blancs Italie, nouvelles constructions développeront commerce restreint actuellement, si prix transport trop onéreux du chemin de fer baissent.</p> <p><i>Exportation</i> : <i>Laines</i> : hésitations industriels pays consommateurs (États-Unis). Mortalité manifestée race ovine depuis 1899 (maintenue durant 5 ans) a anéanti trois quarts moutons. Mortalité cessé, multiplication graduelle moutons, prospérité et retour des prix aux anciens cours, relèvement du marasme sur marché d'Alep. <i>Cotons</i> : prix cotons Idlep à Marseille (influence ordinairement marché Alep). <i>Peaux d'agneaux et de moutons</i> : campagne désastreuse, dépression maroquins &amp; laines. <i>Cocons</i> : produit presque tout vendu France (puis Italie). Achats faits ordinairement par des avances aux éleveurs, moyen adopté par certaines maisons de Lyon &amp; d'Alep. <i>Galles et graines jaunes</i> : atteints par baisse; petites affaires, résultat négatif. <i>Albumine et jaunes d'œufs</i> : envois importants Anvers, chiffre jamais atteint.</p> <p><i>Blés</i> : récolte 1906 pas été bonne, celle 1907 très mauvaise ; besoins pressants côtes Syrie, et demande Égypte firent monter les prix. Insouciance Autorité égard plaintes renchérissement coût du pain ; cherté viande, beurre &amp; denrées première nécessité : « il en résulte un grand mécontentement dans une certaine partie de la population ce qui engendra l'émeute et les paniques qui forcèrent l'Autorité de défendre l'exportation du blé &amp; de l'orge. » (p.57) Période de renchérissement atténuée par situation économique favorable due expansion ville Alep et emplois rémunérateurs</p>
--	--

		Récolte atteinte, certaines régions, par grêle et apparition nuées sauterelles dévorant semailles grand nombre villages, menace destruction champs côté Nord Alep.
59-60 10 juin 1908	M. Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 35/9. Remise sous couvert tableau indiquant apparences récolte 1908 & rapport commercial année 1907, vifs remerciements aimables expressions honorée missive 18 avril, N°. 277/5. <i>Situation administrative province Alep</i> : « L'apathie du peuple que les gouvernants tyrannise est actuellement une garantie de sécurité contre une levée de boucliers. [...] les notables du pays qui d'accord avec les autorités exploitent le peuple & dépouillent les paysans de leurs propriétés foncières par des moyens affreux qui répugnent aux sentiments d'humilité & de justice. »
61 12 juin 1908	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 37/7. Réception avis Département Affaires étrangères, 18 avril Direction C, N° 2159/29, N° d'ordre 3, apprenant somme de francs 79,08, objet lettre 13 janvier 1908 N° 2/1 a été versée fondé de pouvoirs.
62-63 13 juin 1908	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 37/7 bis, soit 38/8. Réception circulaire adressée 1 <sup>er</sup> mai sub N° 2930 Direction B Numéro d'ordre 4, apprenant envoi dix exemplaires brochure publiée par Comité exécutif Exposition universelle et internationale de Bruxelles. Remis exemplaire S. E. Valy Nazim Pacha, « le priant d'inviter la Chambre de Commerce d'en prendre connaissance et de l'inviter à stimuler les négociants et les industriels de profiter de l'occasion qui leur est offerte. » Valy reçu aucun avis Gouvernement permettant s'occuper officiellement. Consul distribué brochures aux négociants et industriels Alep, incitant profiter occasion exceptionnelle offerte pour élargir cercle de leurs affaires, donner nouvel essor à leur industrie; désillusionnés par échecs précédentes expositions européennes et américaines.
64-67 13 juil. 1908	Comte Errebault de Dudzele à Constantinople.	N°. 49/3, Recommandé. Réception dépêche adressée 3 mai sub N°. 218/1 de laquelle relève que lettre 4 avril arrivée avant celle 28 mars. Plaintes sujet irrégularités poste (violation ou suppression dépêches, revues & journaux, violation secret des télégrammes, disparition objets de valeur). Train quotidien Alep, lettres remise poste chaque jour, adressés via Beyrouth à destination par lignes maritimes desservent port. Tolérance & impunité malversations, irrégularité transmission dépêches. Arrivée Alep Ibrahim Pacha, chef tribu Kurdes Mullis, ordre protection chemin de fer Mecque-Médine. Entrée solennelle au milieu d'une haie de soldats & d'une foule compacte sortie de la ville pour assister à son arrivée : « Les autorités civiles & militaires lui firent la réception qui se fait ordinairement aux Valis. » Salutations Consuls, réunis avec Vali, à Ibrahim Pacha, qui semblait préoccupé & soucieux. Visite d'une heure d'Ibrahim Pacha chez Consul Poche et autres consuls accompagné deux officiers État Major.
68-69 14 juil. 1908	M. Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 41/10, Recommandé. Réception lettre 16 juin, remise sous couvert copie lettre adressée Ministre S. E. M. Comte Errebault de Dudzele. Rien nouveau communiquer sujet exposition universelle, Vilayet sans instruction cet égard, croit devoir s'abstenir toute initiative. Même désintéressement Smyrne ?



70-83 20 août 1908	M. Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	<p>N°. 47/4, Recommandé. Nouvelles chute Grand Vizir Férid Pacha, remplacement successif par Saïd &amp; Kiamil Pacha. Formation comité libéral Salonique &amp; Monastir, rétablissement Constitution 1876, relaxation prisonniers arméniens détenus Alep, amnistie condamnés politiques. Tyrannie Beys &amp; Effendis devenus derniers trente ans plaie du pays, captation dîmes, spoliation terres populations rurales &amp; biens populations urbaines, jugements iniques, tribunaux Vilayet. Faibles autorité et prestige Gouvernement, peuple exploité par tyranneaux notables pays : frères Djabri (sans fonctions officielles) &amp; Hadji Mourad Effendi Djabri, Juge Instructeur section pénale d'Appel et juge au Tribunal Civil d'Appel, enrichis dépens fisc, haïs par population; envahissent par fils &amp; parents toutes administrations civiles &amp; judiciaires Vilayet Alep. Points noirs horizon : actes insubordination avec disparition autorité, intolérance religieuse Ulémas &amp; fanatiques égard égalité musulman &amp; non musulmans. Arrivée télégramme Comité Jeunes Turcs Salonique lu par Ali Chéfik Bey Binbachi, (membre État major) le publia, déclara appartenir au parti libéral. Comité formé, remise liste nominative 21 membres (18 musulmans, 2 Arméno Grégoriens &amp; 1 grec catholique). Comité répandit nouvelle retour régime parlementaire, convia population fête 2 août. Visite consul anglais auprès Valy &amp; Commandant Militaire, exprimé sympathie pour adoption régime constitutionnel par Gouvernement Impérial Ottoman ; de même consul Allemagne. Prisonniers arméniens (27) relaxés, fête donnée évêché Arméno Grégorien, présence Valy, Commandant Militaire &amp; membres Comité jeunes turcs. Corruption pouvoirs exécutif, administratif &amp; législatif réclamant réorganisation radicale. Nécessité selon Consul adjoindre contrôle européen aux Jeunes Turcs. Comité Alep (formé sous auspices Comité Salonique) érigé en Directoire exécutif, a contraint Yahya Bey (Colonel Gendarmerie natif Damas, créature Izzet Pacha, le second secrétaire S. M. Sultan, enrichi dépouillant innocentes victimes Alep, forcé paysans campagnes par moyens criminels à céder terres) résigner fonctions &amp; Abdulrazak Effendi (frère célèbre Cheikh Abou ul-Huda Effendi), « Soudour Rouméli » Samahatlou Siadatlou aussi arrêté, conduits gare chemin fer &amp; expulsés. Comité réuni lycée, démonstrations orageuses, grande foule attaquant Valy &amp; Djabris. Nouvelles troubles Marache, Hama, Homs, Idlep, Bab : « À Marache, les musulmans ne veulent pas de l'égalité avec les chrétiens et se déclarent partisans du vieux régime. » Situation dangereuse, autorité disparue, ordres Valy méconnus par autorités subalternes Vilayet. Liste de membres du comité.</p>
84-85 21 août 1908	M. Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	<p>N°. 48/11. Remise sous couvert copie rapport adressé hier S. E. M. Comte Errembault de Dudzele, Ministre Constantinople, relatif situation Vilayet depuis retour constitution 1876. Confiance relative garnison composition autochtone. Douzaine fonctionnaires civils révoqués hier, dont Hadji Mourad Effendi Djabri, président cour accusations &amp; juge tribunal d'Appel, révocation accueillie avec joie par population. Sécurité campagne</p>



		compromise ; caravane allant Mossoul pillée entre Alep et Meskéné. Officiers Comité libéral Alep rappelés Damas par Seraskerat ; comité dissout.
86-87 24 août 1908	Comte Errembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 49/5, Recommandé. Remise sous couvert pétition Sœur Euphrosine Directrice de l'école arméno-catholique d'Alep, adressée S. M. notre Roi lui demandant des secours. Prière faire usage opportun, et si possible assurer le succès par haut et bienveillant appui.
88-96 21 sept. 1908	Comte Errembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 53/6. Suite rapport 13 juillet N°. 49/3. Ibrahim Pacha (Chef Tribu Kurdes Mullis) protégé Tahsin & Izzat Pacha (ex-premier & second secrétaires S.M. Sultan) après halte six jours, réception habits promis, parti pour Damas où 1000 hommes sont réunis : « Expédiés par le railway par brigades de 200 cavaliers & réunis à Damas ces mille hommes furent armés de fusils Mauser. Une quantité considérable de cartouches a été remise à leur susdit chef. » Constitution promulguée, départ pour Médine (par chemin de fer Hidjaz) suspendu, dissolution bataillon, retour Ibrahim Pacha Alep avec trésor (évalué 28 000 L. T.), projet regagner quartiers avec 800 hommes armés & équipés, difficulté désarmer. Reçu & fêté Homs & Hama par autorités avec honneurs dus à son rang, attendu Alep., Ibrahim parti avec troupe vers Euphrate, soldats expédiés mais bataillon cavalerie Hamidié et chef gagné rive gauche Euphrate, s'acheminant vers Véran Chéhir, résidence chef. Disgrâce Ibrahim Pacha, dépossédé titre Pacha. Chefs tribus arabes (Annézis & Chammars) & Kurdes (Karaguetch & Barazis) autorisés joindre troupes impériales, le combattre et récupérer biens raziés par lui (moutons, chevaux, chameaux; numéraire restant propriété État), mobilisation forces Vilayet Diyarbakir (et tribus alentours). Commandant place Alep donné ordre garnisons Marache & Urfa joindre effectifs. Tribus autrefois soumises par Ibrahim Pacha, tournées contre lui. Ibrahim Pacha assiégé & occupé caserne abords Veran Chéhir (occupée par garnison 600 hommes retranchés ; capitulé & retiré), 120 morts Ibrahim Pacha, devenu maître caserne & ville.
97-98 26 sept. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 54/12. Réception deux dépêches adressées 31 juillet & 4 septembre N°. 536/7 & 625/8. Première arrivée moment « où le régime constitutionnel succédait à l'absolutisme & engendrait la disparition de toute autorité & intronisait l'anarchie... » Donnera dans prochaine lettre résultats démarches faveur prochaine Exposition 1910. Nazim Pacha, ex-gouverneur Alep, parti pour Konieh (nouvelle résidence). Arrivée successeur Rechid Bey (ex-Valy Angora) pas encore annoncée. Attente délégués Comité Salonique « Union & Progrès » ; préparatifs extraordinaires pour réception. Remise sous couvert copie rapport remis à M. Comte Dudzele relatif Ibrahim Pacha, bruit court chef tribu négocie sa soumission.
99 3 oct. 1908	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 56/7 bis. Réception circulaire adressée 29 août, Direction C2, N° 9548, N°. d'ordre 5, s'est conformé prescriptions contenues, rappelant dispositions et instructions indiquées, contenues pages Recueil des Règlements Consulaires, tome 11, 4 <sup>e</sup> édition.

100-101 5 oct. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 57/13. Réception d'une lettre apprenant arrivée Mossoul en Août, ingénieur français, M. Tassar (?), professeur école des arts & manufactures, auteur remarquable ouvrage sur pétrole, envoyé par Ministère Liste Civile pour examiner mines de pétrole du Vilayet, qu'on dit être de très bonne qualité. Domaines Liste Civile cédés à l'État, travaux poursuivis pour compte de l'État ou domaines mis en adjudication ? Circonstance pouvant intéresser financiers et industriels belges. Prière communiquer Ministre Affaires étrangères.
102 7 oct. 1908	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 58/9. Réception dépêche adressée 31 août 1908 aux Agents diplomatiques et consulaires de Belgique à l'étranger, annexée tome premier Règlements Consulaires Belges, cinquième édition, 1908. Porté attention contenu et remerciements envoi.
103 9 oct. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 59/14. Réponse lettre adressée 29 septembre sub N° 651/9, remise bulletin de renseignements sur maison en question. Prière faire usage strictement discret transmettant firme destinée, « sans mon préjudice ni ma garantie. »
104-105		Copie d'une Déclaration faite par les citoyens d'Alep, assemblés en réunion publique 10 octobre 1908, place de la Citadelle : 1) Protestation contre violation flagrante Traité de Berlin par accaparement chemin de fer d'Orient, proclamation indépendance Bulgarie, annexion Vilayet Roumélie Orientale à Bulgarie et annexion Bosnie et Herzégovine par Autriche-Hongrie 2) Remerciements et reconnaissance opinion publique européenne, grandes Puissances et États arrimés sentiments de justice travaillant à ce que ces illégalités ne soient pas consacrées. 3) « Nous déclarons que notre lutte ne prendra fin qu'avec le triomphe de la justice et en même temps nous appelons aux Puissances Européennes, ainsi qu'à l'opinion publique de ne pas tolérer la violation des traités et des engagements solennels. »
106-109 12 oct. 1908	Comte Errembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 61/7. Suite rapport 21 septembre sub N° 53/6, nouvelles contradictoires sur rébellion Ibrahim Pacha ; capitulation de la garnison de Viran Chéhir. Fuite d'Ibrahim pour se réfugier dans le château fort de Hassan Kandjo chef de la tribu Yézidis. Ibrahim possiblement égorgé par membres tribu Chammars barrant Chemin Sindjar. Attitude déplorable troupes régulières déchaînées sur paisible population Viran Chéhir, outrageant quelques femmes chrétiennes, saccageant plus quatre cent boutiques. Razzias 150 villages Vilayet Diarbékir par tribus arabes, autorisées par gouvernement s'emparer biens Ibrahim Pacha, réduisant habitants misère plus complète. Biens d'Ibrahim Pacha enlevés par troupes et tribus ennemies.
110-113 15 oct. 1908	Comte Errembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 62/8. État anarchique ancien régime porté à son comble par proclamation Constitution, destruction simulacre autorité existante, pas encore remplacée. Comité Union Progrès constitué pas eu contrôle affaires publiques. Réparé à l'arrivée nouvelles proclamation indépendance Bulgarie & annexion Bosnie & Herzégovine par Autriche-Hongrie. Convoqué rassemblement population place citadelle; discours patriotiques prononcés. Valy Rechid Bey arrivé 7 octobre et certains notables pris part réunion; protestation (œuvre du Comité et quelques adhérents)



		Hamid Bey (fils Djémil Pacha, Valy d'Alep) et Riza Bey, avocat, délégués par Comité d'Alep, a été remise aux consuls Angleterre, Allemagne, France, Russie, Italie. Émissaires envoyés par Comité Salonique pour organiser Comité Alep, composé sept membre inconnus (même aux adhérents): « ...au nombre desquels se trouve bon nombre de notables appartenants à l'ancien régime dont la conversion ne saurait être sincère ni prise au sérieux. »
114 15 oct. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 63/15. Remise sous couvert copie deux rapports adressés M. le Comte Errembault de Dudzele, Ministre Constantinople, datés 12 & 15 octobre sub N° 61/7 & N° 62/8, rapport deux événements déroulés province Alep; « Puisse notre nouveau gouverneur général Réchid Bey, ex gouverneur d'Angora, faire disparaître l'état anarchique qui règne et purger les administrateurs et tribunaux des membres gangreneux qui les hantent. »
115-119 19 oct. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 64/16. Remise sous couvert tableau indiquant résultats récolte 1908; faute de statistique ou donnée sérieuse, indications ne portent que résultat appréciations vulgaires, prix orges/blés. Interdiction sortie céréales; envois des villages moins importants et partagés; parties expédiées directement sur ligne railway (vers Hama et Alep). Crainte sauterelles et petite récolte, agriculteurs gardent quantité nécessaire dans villages pour subvenir ensemencements et nourriture paysans.
120-123 20 oct. 1908	Comte Errembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 66/9. Jeudi 15 octobre, avis affichés dans la ville sortant imprimerie du journal « Sidai Chahba » (Écho d'Alep) tout récemment fondé, direction Hikmet Bey (fils Nazim Pacha, ex-gouverneur Vilayet Alep) informant population violation de traités par Autriche. Appel boycott marchandises autrichiennes (avis émanant, dit-on, Comité Union & Progrès), eu aucun effet pour moment. Bateau Lloyd Autrichien « Enterpe » arrivé rade Alexandrette 17 octobre, empêché faire opérations embarquement & débarquement par populace excitée par Municipalité sur ordre Caïmacam; dommages infligés négociants d'Alep, tant Ottomans qu'autres nationalités. État anarchique province: « Le prestige du gouvernement, surtout dans la campagne est tenu en échec. La route du désert via Zor pour Bagdad manque de sécurité & les villageois se montrent insubordonnés suite de l'erreur d'avoir excité les tribus arabes, Kurdes & tcherkesses contre Ibrahim Pacha. » En ville, Abd-al-Razzac effendi (frère Abou-el-Huda effendi) renvoyé puis revenu, conservant titre « Sadr Anadoli » & traitement 50 livres/mois; plusieurs anciens titulaires reprennent leur fauteuil; espoirs de réformes évanouis: « La concussion bannie, disait-on, des administrations, est rentrée dans ses pénates, retrouvant presque tous les fauteuils réoccupés; les uns par leurs anciens titulaires les autres par d'autres qui ne valent pas plus cher; aussi la population opprimée voit-elle toutes ses espérances s'évanouir & sa confiance dans les réformes, si hautement proclamées par le Comité disparaître. »
124-125 23 oct. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 67/17. Réception lettre adressée 8 octobre N°. 668/10, relative aux « Ilmis-Habers » (Certificats de Vie) délivrés par consulats étrangers pour la mutation à titre successif des immeubles, au contenu de laquelle conformera, cas échéant. Remise sous couvert



		copie rapport adressé Monsieur Ministre Constantinople daté 20 octobre sub N°. 66/9, faisant exposé situation; ajoute aujourd'hui : « Abd-al-Razzac Effendi, dont il est question, dans le moment où l'on s'attendait le moins a été arrêté et écroué sur l'ordre, dit-on, du Comité de Salonique, sous l'accusation de l'assassinat d'un jeune grec qui était à son service. Cette accusation sous l'ancien régime avait été étouffée. »
126-138 11 nov. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 70/10, Recommandé. Réponse dépêche 19 octobre N°.528, remerciements aimables expressions, complète 3 précédents rapports (12, 15 & 20 octobre, N°. 61/7, 62/8 & 66/9) relatifs événements province Alep. État anarchique régnait administration Nazim Pacha accentué avec promulgation Constitution, dissolution dans rouage administratif, CUP constitué avait pris attitude d'État dans l'État. Officiers État Major, tête mouvement, rappelés par Serasker 5 <sup>e</sup> corps d'armée, siège Damas. Délégués envoyés par CUP de Salonique, comité n'a plus donné signe de vie, chose publique restée détraquée. Perte d'autorité gendarmerie, ressentiment public révolté contre officiers gendarmerie, colonel Yahya Bey (syrien de Damas, créature d'Izzet Pacha) arrêté par ordre Comité, démis fonctions et expulsé, réapparition auprès famille. (p.128) Nouveau Valy, Réchid Bey, Gouverneur d'Angora; fit venir bataillon soldats effectifs de Beyrouth, licenciement corps indiscipliné réservistes, promulgation loi martiale ; mais accusations portées par « Ikdam », atteinte prestige gouverneur. (p.129) Perte confiance dans tribunaux, Procureur Général & subrogé et fanatiques, juges & greffiers corrompus, intolérance envers égalité chrétiens. Médecin municipalité, chrétien, réintégré sur plainte Archevêque Syrien Catholique (p.130) Intolérance & préjugés question égalité légale chrétiens ; promulgation Constitution prématurée ? Nécessité gouvernement fort, équitable & exempt préjugé. Aurait dû commencer par introduire sérieuses réformes aptes fraternisation peuples, et déraciner préjugés. Activité comités amené souffle anti-chrétien et réactionnaire. Ligue secrète formée par électeurs musulmans, jurèrent ne donner aucune voix et aucun député chrétien. (p.135) Paysans insurgés ont fait déguerpir spoliateurs de leurs terres, enlevées avec complicité autorités cadastrales & exécutives par violence, faux, terrorisation, voire torture. (p.132-5) Caïmacam Aintab, Nidjm Eddin Bey, terrassé et couvert injures et mauvais traitement par peuple réuni place Konak, irruption salle Conseil. Musulman Aintab réclament application lois du Chériat ; accusations envers Arméniens et comités à l'étranger pour retour constitution, œuvre anti-musulmane justifiant retour massacres. Appréhensions troubles dans plusieurs villes, Valy renforcé garnison Aintab, 200 soldats troupes nouvellement arrivées, nombreuses patrouilles circulé quartiers séditions jours Beïram. Abd-el-Razzak effendi, accusé comme promoteur mouvements séditions et réactionnaires, arrêté & dirigé vers Constantinople. Attitude Moutessarif Orfa ramené sécurité. (p.133) Soldats fraternisant avec Kurdes Hamidiés, pillent villages environnants

		Mardin. (p.136) Grande panique Kharpout, Kurdes et Turcs répudiant Constitution complotent contre chrétiens. À Séert, musulmans irrités contre chrétiens consignés dans leurs maisons, n'osant sortir, comme chrétiens Bagdad. (p.136-137) Aucun progrès sérieux encore manifesté, Jeunes Turcs ne disposent pas personnel suffisant pour mener entreprise à bonne fin, grand problème égalité entre chrétiens & musulmans (p.137) Prochaine relation donnera nouvelles sur état ville Viran Chéhir après saccage par troupes ottomanes, mort d'Ibrahim, apparemment vivant, sur frontière persane. (p.138)
139 ? nov. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 72/18, Recommandé. Réception lettres adressées 28, 30, 30 octobre & 2 novembre sub. N°s 731/11, 756/12, 757/13 & 770/14. Remise sous couvert copie exposé situation politique circonscription consulaire depuis promulgation de la Constitution : « Puissent les Jeunes-Turcs surmonter les innombrables difficultés qu'ils ont à vaincre. »
140-141 23 nov. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 80/19. Réception dépêches adressées 5 & 9 novembre sub. N°. 782/15 & 790/16. Quantité sucre (4 variétés) importée annuellement (ressort consulaire) évaluée approximativement 4.253.000 kilos ; féculs, sirops & mélasses pas importés ; miel produit quantité suffisante consommé dans pays ; importation petite quantité amidon.
142-143 23 nov. 1908	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 81/9. Suite lettre adressée 12 juin dernier sub. N°. 37/7, continué démarches auprès Gouvernement Général Vilayet & Chambre Commerce : « je suis parvenu à faire rédiger en langue turque un avis extrait de l'Appel aux Producteurs qui a été affiché depuis le mois de Juillet dans les principaux centres de la ville. Depuis cette époque, je n'ai cessé d'engager les producteurs & les négociants de mon ressort consulaire à prendre part à cette Exposition grandiose, mais à mon regret, je ne puis me féliciter d'avoir pu vaincre la résistance des industriels. Ceci néanmoins, j'ai fait traduire cet avis en langue Arabe et je l'ai fait insérer, le 9 de ce mois dans le N°. 1990 du « Farat » tant en langue turque qu'en arabe. Puissent mes efforts aboutir au but en vue. » Remise sous couvert exemplaire de l'avis & numéro du « Farat », journal officiel publié ville d'Alep.
144 23 nov. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 82/20. Remise sous couvert copie lettre adressée S. E. M. Davignon, ministre des Affaires étrangères, sub. N°. 81/9, relative Exposition Universelle Bruxelles 1910. Exemplaire avis sous couvert, recevrez sous bande par courrier numéro du Farat mentionné.
145-148 12 déc. 1908	Comte Errembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 84/12. Manifestation organisée 11 décembre, en faveur Angleterre, instigation CUP Alep & officiers militaires garnison Alep, membres comité et adhérents musulmans et arméniens (évêque en tête), Arméniens portant « kalpaks » (chapeau de fourrure, but créer coiffure nationale arménienne et démonstration boycottage). Soldats réunis école militaire, foule un millier personnes, rendus Consulat Angleterre, discours prononcés (turc, arabe, anglais, français & arménien) pour remercier Angleterre pour sympathie et assistance morale apportée aux Jeunes Turcs et au régime constitutionnel rétabli par eux : « Le consul remercia les



		manifestants, leur assurant que les sympathies & l'appui de son gouvernement sont acquis à la grande cause de la régénération de la Turquie ! » Réactions parti rétrograde et libéraux face manifestation. Jours s'écoulaient Alep dans le calme sans introduction aucune réforme ni répression concussion. (p. 147)
149-150 14 déc. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 85/21. Réception dépêches adressées 18, 21 & 24 novembre N°. 845/17, 872/18 & 876/19. Démarches continuelles auprès Autorités locales, négociants & industriels et ne cesseront de l'être malgré indifférence rencontrée. Réclamera appui Réchid Bey, nouveau Valy. Remise sous couvert copie lettres adressées Ministre Constantinople 12 décembre N°. 83/11 & 84/12.
151-155 18 déc. 1908	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 87/22. Mardi 15 décembre, assemblée principaux négociants, agriculteurs & industriels Alep salle Club « Union et Progrès » : « Cette assemblée avait pour objet d'appeler l'attention du Ministère des Travaux publics sur la situation qui est faite à cette ville ainsi qu'à toute la région qui s'étend jusqu'à Mossoul par le tracé du chemin de fer « Constantinople-Bagdad ». Ce tracé s'écarterait d'Alexandrette, le port naturel de toute cette région, et passant <u>non par Alep</u> mais par Tal-Habache, porte une atteinte très grave au développement du trafic de cette ville et province, par l'incontestable raison que les ports de Mersine et de Beyrouth tant à cause de leur distance que par l'insuffisance de la ligne à crémaillère du Liban ne peuvent être affectés à devenir des auxiliaires pour le développement des intérêts vitaux de cette région. » Demande concession construction ligne Alep-Alexandrette par groupe anglais représenté par M. Forbes de Smyrne; étapes trajet Alexandrette à Bagdad. Droit préemption (avec garantie kilométrique) compagnie allemande pour relier ville intérieur Syrie à un des ports inclusivement compris zone entre Mersine & Tripoli Syrie ; écarté Alexandrette du tracé au profit de Mersine. Groupe sérieux déjà avancé soumission demandant concession ligne Alep-Alexandrette ; pressent gouvernement mettre en demeure Société Allemande faire ligne ou y renoncer. Entreprise méritant attention banquiers & financiers Belges ; tout comme attirer attention entrepreneurs Belges pour service chaloupes à vapeur entre Meskéné & Felloudjé complété par tramway entre cette station & Bagdad. Remise sous couvert copie rapport N°. 88/13 adressé Honorable Légation Constantinople.
156-158 18 déc. 1908	Comte Errembault de Dudzeele à Constantinople.	N°. 88/23. Annonce avant-hier par crieurs publics ouverture chambre députés pour jeudi 17 décembre. Population invitée pour occasion manifester sa joie en pavoisant, illuminant & se réjouissant durant toute cette journée et la nuit qui la suit. Dans la soirée, vers neuf heures de la nuit, une circulaire du Valy annonçait aux consuls cet événement disant qu'il sera salué par cent & un coups de canons.
159 18 déc. 1908	Comte Errembault de Dudzeele à Constantinople.	Remise sous couvert copie lettre adressée aujourd'hui Consulat Général Smyrne sub N° 87/22 : « Je demande à Dieu pour Votre Excellence et sa noble famille beaucoup d'années, beaucoup de bonheur. Poche » (Télégramme ?)



160-166 18 janv. 1909	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 1/1. Remise sous couvert état débours Consulat année 1908 s'élevant somme francs 88,75. Vifs remerciements pour versements faits durant exercice relatifs frais cawas. Tableau annexe, État débours faits pendant année 1908 par le Consulat de Belgique à Alep (Syrie), fait 18 janvier 1909. Certificats négatifs acte de l'état civil et publication de mariage (registres datés 15 décembre 1907). Copie annexe du registre matricule.
167-177 21 janv. 1909	Comte Errembault de Dudzele à Constantinople.	N°. 4/1. Nouvelles contradictoires sur événements déroulés Vilayet Alep & Diarbékir depuis fuite de Damas d'Ibrahim Pacha, son arrivée à Viran Chéhir ; mort annoncée & démentie. (p.167) Arrivée (4 septembre 1908) Ibrahim Pacha à Viran Chéhir, alors occupée par 800 soldats du 4 <sup>e</sup> corps d'armée commandé par Kourchid Bey, refus Ibrahim remettre armes, expulsion garnison Viran Chéhir (6 Sep.), puis nouvelle irruption ville troupes et combat engagé ; 94 morts, dont 14 soldats (p.169). Khourchid Bey demandé reddition Ibrahim Pacha & remise armes ; autres combats, siège caserne, durant quatre jours ; capitulation bataillon, retranché village « Ayoub Peïgham » (5 heures distance Viran Chéhir ; renforts réunis après 15 jours. Forces parties Vilayets Alep & Diarbekir réunies ; commandant Bedirhan Bey arrivé d'Alep ; Chahin Bey (Orfa) & Liva Hamid Bey ; Izzet Effendi de Souerak (Siverek ?) avec rédifs et trois mille pillards ; « Les soldats venant de Diarbékir & de Mardin accompagnés eux aussi d'une horde de pillards, se sont arrêtés dans le village dit Dirki (?) distant 9 heures de Mardin. » Forces réunies formé corps 9000 rédifs et nombre considérable pillards arabes, Kurdes & circassiens ; commandants venus auprès Caïmacam Viran Chéhir, Cadri Bey ; allèrent trouver Ibrahim Pacha, intimant se rendre & livrer armes. Défaite de mille cavaliers Ibrahim commandés par fils aîné, Abd-ul-Hamid Bey. (p.170-172) Fuite Ibrahim et refuge habitation (redoute) Hussein Kandjo, chef tribu Yézidis (distance 7 heures Viran Chéhir), pris chemin monts Sindjar ; abandonné partie trésor. Entrée ville troupes Bedirhan Bey & Chahin Bey pillage boutiques & maisons ; pillage biens Ibrahim ou innocents sujets Gouvernement Ottoman ? Panique dura 24 jours. (p.174) Siège et menaces bombardement redoute ; propriétaire se rendit, conduit Diarbékir. Pillage villages d'Ibrahim Pacha, tuerie et pillage durant 8 jours, nombre de morts considérable. Ibrahim arrivé bord Khabour, rencontré tribus ennemies, bataille 2 jours (battu, perdit partie troupeaux, cheveaux & chameaux). 3 <sup>e</sup> jour gorge Sindjar, rencontre bataillon soldats venus Mossoul, attendant avec tribu Yézidis habitant montagne ; combat engagé, Ibrahim exténué, réfugié Djabal Kankab, lieu appelé « Barriel-Djagh Djagh », sud Sindjar ; expira mort naturelle. Famille Ibrahim constituée prisonnière à Nissibin. Femmes et filles Ibrahim amenées Mardin. Trois fils (Abd-ul-Hamid, Mâmô & Ismail) conduits Diarbékir, arrêtés ; trois autres fils revenus avec mère Viran Chéhir. Trésor volé (proie Bedirhan Bey), denrées confisquées par gouvernement. (p.176-177) Deux commissaires venus Constantinople, enquête sur faits et accusations portées charge officiers mené campagne.

178-181 23 janv. 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 7/1. Réception estimées dépêches 8, 8, 14 décembre 1908 N°. 924/20, 951/21, 956/22 & 4 janvier 1909 N°. 2/1. Lettres 23 novembre & 14 décembre 1908 N°. 82/20 & 85/21 restées sans réponse. Instructions circulaires 8 décembre N°. 924/20 (numérotage correspondance) & 14 décembre 1908 N°. 956/22 (Exposition) diligemment observées. Aucune disposition favorable auprès industriels & négociants Alep : « Pour comble de contrariété, je me trouve en face d'une chambre de commerce formée de membres apathiques & incapables et de gouvernants sans prestige préoccupés d'eux-mêmes & de la situation politique... » Nécessité recourir Constantinople pour faire convoquer assemblée et délibérer opportunité & inviter Moutessarrifats Orfa & Marache d'encourager leurs industriels de s'y associer. Fera devoir répondre dépêche 4 janvier N°. 2/1 une fois renseignements nécessaires réunis. Remise ci-joint copie compte-rendu relatif rébellion Ibrahim Pacha adressé Légation Constantinople 21 janvier N°. 4/1.
		Saut à la page 188.
188-189 15 fév. 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 13/2. Recommandations égard communications à faire sujet Exposition 1910 seront ponctuellement suivies. « Un concessionnaire de mines de manganèse, cuivre, asphalte et graphite, sises dans la région de Lattaquié s'est adressé à moi pour lui trouver un groupe de financiers qui voudrait bien s'occuper de l'exploitation de ces mines. Dans la supposition que cette information peut intéresser nos financiers je me fais un devoir de la porter à votre connaissance. Les personnes qui veulent s'intéresser à cette entreprise peuvent s'adresser à moi pour les mettre en communication avec le concessionnaire. »
190 22 fév. 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 14/3. Réponse lettre adressée 9 février sub N° 62/3, « je m'empresse de vous indiquer la firme Frères Poche & C <sup>ie</sup> , maison fondée en 1852, comme étant très apte à seconder dans leurs efforts des Représentants Généraux à Smyrne de la Société belge d'Importation et d'Exportation : « Cette maison à laquelle j'appartiens est celle qui sous ma direction, a introduit et fait connaître sur cette place les produits belges et qui a donné au Musée Commercial de Bruxelles, lors de sa fondation, les renseignements commerciaux, et fourni les échantillons. Par ses relations étendues, dans cette région, cette maison fera tout ce qui est possible d'être fait pour seconder les efforts des susdits Représentants dans leur tâche. »
191-192 1 <sup>er</sup> mars 1908 ?	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 15/4. Réception circulaire Rechid Pacha (Gouverneur Général Vilayet), datée 28 Kanoun Sani 324 concernant conditions pour fondation d'un journal ou établissement imprimerie ; annexées modèle contenu circulaire émanant Ministère Intérieur ; loi draconienne visant même capitulations.
193-194 4 mars 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 18/5. Remise sous couvert copie lettre et tableau relatif Exposition Bruxelles 1910, remis en main propre de S. E. Réchid Bey, Gouverneur Général Vilayet. S. E. promis qu'insistera auprès de la Chambre de commerce pour stimuler participation. Attention attirée sur rubrique « Huile de Maïs », dont Belgique importe annuellement pour 2,680,000 francs. Graminée qui sert



		aussi à la fabrication de l'alcool, famille des farineux : « Un renseignement sur ce sujet me serait utile pour répondre aux demandes qui pourraient m'être faites. » Annexe : « Tableau des articles similaires à ceux de la Turquie d'Asie que la Belgique importe annuellement pour plus de 44 millions de livres turques » (bois, huile, minerais, peaux, coton brut, tissus de soie, etc.). « Articles qui font partie des marchandises qui s'exportent d'Alep qui ne figurent pas dans le tableau ci-haut » : (abricots secs, galls, gomme adragante, laines, lentilles, maïs blanc, pistache, poil de chameau, pois chiche, ricin, savon, sésames, etc.).
195 5 avril 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 25/6. Réception lettre adressée 26 mars sub N°. 152/5, contenu laquelle conformera, « en célébrant, non plus le jour de naissance, mais bien la fête patronymique de Sa Majesté le Roi, le 15 novembre suivant les mages en Belgique, rappelés par Son Excellence notre Ministre des Affaires Étrangères. »
196-197 18 avril 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 26/7. Réponse lettre adressée 9 mars sub N°. 107/5, remerciements pour communication Ministère Affaires étrangères propositions faites par concessionnaire de mines sises région Lattaquié. Bulletin commercial 27 mars N°. 44, sous la rubrique « Proposition d'affaires sans responsabilité » portant connaissance des financiers belges : « Il va sans dire qu'aussitôt interrogé sur ce sujet, je m'empresserai de puiser chez le concessionnaire tous les renseignements nécessaires que je m'empresserai de communiquer à ceux, qui, éventuellement, voudraient s'adresser à moi.
198-200 30 avril 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 27/8. Réception dépêches adressées 8, 9 & 15 mars dernier sub N°. 104/4, 115/6 & 125/7, remise sous couvert copie textuelle langue turque circulaire et annexe. Réaction corps consulaire Alep à circulaire. Visite drogman Vilayet Nazim Bey sujet circulaire demande concession par sujet étranger établissement imprimerie ou fondation journal et homologation acte par consul. Communication faite par erreur durant absence drogman. Nazim Bey indiqué qu'ordre viziriel porte date 28 Zilcadé 326 & 9 Kanoun Evel 324 (22 décembre 1908) : « Le but ostensible de cette disposition Ministérielle me paraît être celui d'empêcher la propagation de la presse et peut être assimilé aux ordres susdits donnés d'antan pour créer des obstacles aux européens acquéreurs de terres. »
201 12 avril 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 28/9. Réception circulaire adressée 3 avril sub N°. 196/9, concernant déclarations à faire, par les destinataires de marchandises, au verso des ordres de livraison qu'ils présenteront en douane & aux déclarations à remettre pour les colis venant à l'adresse des consulats, couvents et établissements religieux. Ne manquera pas porter contenu connaissance ressortissants.
202 21 avril 1909		N°. 29/3. Télégramme, Légation Belgique Constantinople : « Malgré panique, Alep environs tranquilles jusqu'ici. Vally prend mesures maintenir ordre. Antioche environs graves désordres manquons détails. Poche. »
203 25 avril 1909		N°. 31/5. Télégramme, Légation Belgique Constantinople : « Consuls grandes puissances télégraphièrent leurs ambassades comme suit : La situation est désespérée à Deurt-yol où environ dix mille réfugiés chrétiens sont cernés. Un secours pressé devient



		absolument indispensable et nous prions Votre Excellence d'envoyer des ordres en conséquence au commandement du bateau devant Alexandrette. Des bandes sont signalées autour de Kassab, au Sud-ouest d'Antioche où les massacres auraient commencé. » Suivant nouvelles plus fraîches, Kassab livrée aux flammes ; Troubles graves à Beylan, grande panique Marache, Aintab & Alep.
204-205 30 avril 1909	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 34/3. Réception dépêche adressée 2 avril sub N°. 2 Direction B N°. 3604, accueil bienveillant lettre 1 <sup>er</sup> mars M. le Comte Errembault de Dudzeele; V. E. décidé passer crédit alloué de 600 à 750 francs à partir 1 <sup>er</sup> juillet prochain. Sincères remerciements.
		Saut à la page 226.
226-227 12 mai 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 41/11. Remise sous cachet volant, lettre & copie viens d'adresser Monsieur P. De Vuyst, Inspecteur Principal au Ministère Intérieur & Agriculture, au sujet des Trois Congrès : Sciences Administratives, Éducation Familiale & Associations Agricoles etc., prière faire parvenir à son adresse après lecture. Malheureuse situation actuelle paralysé démarches sujet part faire prendre Exposition 1910 par industriels Alep, tous préoccupés d'une situation qui ne s'éclaircit pas encore : « L'exode des chrétiens est grande, aussi le commerce et l'industrie souffrent d'un marasme qui menace d'amener une crise financière. Dans l'attente de voir exemplairement punis les fauteurs de troubles... »
228-229 4 juin 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 47/11. Présente requête ; Monsieur Xanthopulo, Consul d'Autriche-Hongrie à Alep, devant se rendre à Bagdad, sa nouvelle destination, demande si Consul Poche veut accepter gérance intérimaire de ce Consulat Impérial & Royal.
230-232 7 juin 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 48/12. Exode des chrétiens d'Alep : « Les horribles & effrayantes cruautés commises en Cilicie, dans ce Vilayet, & les maux qui les suivirent ayant ébranlé la confiance dans l'avenir firent naître une telle terreur dans les âmes des chrétiens de cette ville, qu'une grande exode vers les États-Unis d'Amérique & le Brésil s'en est suivie & continue sur un pied plantureux parmi la population ouvrière qui vit au jour le jour. » Industrie et commerce en souffrance, situation compliquée par décimation des récoltes par sauterelles ; démarches contrecarrées pour Exposition Universelle 1910 (Bruxelles) : « ... négociants & industriels préoccupés de la tourmente qui règne & qui assombrit l'horizon plein de dangers se retranchent dans l'inaction. » Yeux actuellement tournés sur attitude & agissements que tiendra cour martiale Adana. « Quant aux événements douloureux d'Antioche, de Kessab, de Kirik-Khan et des autres localités, rien ne s'est fait jusqu'à ce moment. » Fonctionnement tribunaux atteint apogée corruption & inaction : « L'Autorité judiciaire laissée entre les mains mercenaires des notables du pays, est une cause continuelle de justes récriminations. Aussi on peut dire : que depuis la proclamation de la constitution aucune amélioration n'a paru dans les rouages de la chose publique. »

233-234 9 juin 1909	M. Paul May, Chargé d'Affaires de la Légation de Belgique auprès la Sublime Porte à Constantinople.	N°. 49/8. Réception dépêche adressée 21 mai sub N°. 275, remerciements pour communication télégrammes et rapports à S. E. Ministre Affaires Étrangères. Félicitations occasion remise services Légation S. M. notre Auguste Roi par S. E. Comte Errembault de Dudzele appelé poste Envoyé Extraordinaire & Ministre Plénipotentiaire auprès S. M. Empereur Autriche Roi de Hongrie. Horizon pas suffisamment éclairci, atmosphère saturée haine réactionnaire. Activité déployée par Autorité Locale, moins perplexe pour empêcher désordres, apaise néanmoins esprits impressionnés par récits navrants réfugiés relatant cruautés commises dans localités où fureur sauvage montré de quoi est capable.
235 21 juin 1909	M. Paul May, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 52/9. Réception télégramme adressé de Yénikeuy 19 juin, remerciements pour autorisation gérer Consulat d'Autriche-Hongrie : « En vous assurant que cette gérance ne portera aucun retard dans l'expédition des affaires de ce Consulat... »
236 28 juin 1909	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 53/4. Réception circulaire adressée 3 juin Direction C1 N°. d'ordre 3 relative aux secours & rapatriement des Belges indigents. Conformera prescriptions contenues.
237-238 28 juin 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 54/13. Réception lettre adressée 27 mai Direction N°. 310/11, « ...ayant pour objet de faire connaître aux familles qui résident dans cette juridiction consulaire, qui auraient l'intention d'envoyer leurs fils aux écoles préparatoires pour les faire admettre ultérieurement aux écoles supérieures de Commerce & aux Universités. » Au besoin, priera envoyer prospectus des établissements d'instruction des différentes villes de Belgique, pour communiquer à ceux qui témoigneraient désir consulter.
239-241 28 juin 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 55/14. Réception lettre adressée 28 mai sub N°. 332/12, M. Mancini consul de Belgique à Jérusalem vient d'être reconnu en sa qualité officielle par autorités locales. M. le Comte Errembault de Dudzele, transféré de Constantinople à Vienne remis services Légation à M. Paul May, conseiller qui remplit les fonctions de Chargé d'Affaires <i>ad int.</i> près la Sublime Porte Ottomane. M. May autorisé Consul Poche gérer Consulat Autriche-Hongrie. Sensible expressions bienveillance M. le Comte Errembault de Dudzele, vifs remerciements pour témoignage flatteur.
		Saut à la page 244.
244-245 26 juil. 1909	M. Paul May, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 59/10. Réception dépêche adressée 30 juin dernier N°. 391. S. E. M. Comte de Dudzele accueilli avec bienveillance et soumis Gouvernement S. M. le Roi, « la prière que je lui adressais pour que mon fils me soit adjoint comme vice consul. Remerciements pour aimable communication. S. E. M. Davignon, Ministre Affaires étrangères demandé avis Chambre de Commerce d'Anvers au sujet proposition ; avis favorable. Dépêche datée 15 Juillet remettant copie de l'Arrêt adjoignant fils Joseph comme vice-consul : « J'aime à croire que les services fidèles et zélés que mon fils rendra au Royaume lui assureront la continuité de cette charge. »



246 28 juil. 1909	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 60/5. Réception dépêche adressée 29 juin Direction A N°. 3478 N°. d'ordre 4, accompagnée texte arrêté Royal 19 mai N°. 16601, ainsi que « l'avis que les commandants de district sont chargés d'envoyer aux militaires autorisés à séjourner à l'étranger. »
246-248 29 juil. 1909	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 61/6. Réception dépêche adressée 15 juillet Direction E N°. 2493 N°. d'ordre 5, apprenant que sur votre proposition, S. M. le Roi daigné adjoindre fils Joseph en qualité de vice-consul. S'est empressé remettre lettre adressée par V. E. contenant copie arrêté conférant cette qualité. Honorable Légation de S. M. le Roi à Constantinople chargée remettre brevet et exequatur. Sincères remerciements pour haute bienveillance.
249-251 29 juil. 1909	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Réception lettre adressée 15 juillet Direction E N°. 2493 informant nomination vice-consul adjoint au consul honoraire de Belgique à Alep. Remerciements sincères. Annexe : Acte de serment de Joseph Poche. Documents attachés : H. Walravens & C <sup>ie</sup> . 9 Rue Joseph Claes, Bruxelles.
252 4 août 1909	M. Paul May, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 62/11. Réception dépêche adressée 22 juillet sub N°. 427, de laquelle retiré et remis Brevet du 30 juin nommant fils Joseph vice-consul Alep. Sublime Porte ne donne pas deux exequatur dans même ville, « cependant, celle-ci ne doit-elle pas informer l'Autorité locale de ma circonscription que ce nouvel agent m'est adjoint ? »
253-255 4 août 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 63/16. Réception honorées dépêches 6 juillet sub N°. 428/16 & 429/17, première ayant trait autorisation donnée gérer consulat Autriche-Hongrie. Renouvelle vifs & sincères remerciements. Consul d'Alep, transféré Bagdad, retard départ cause chaleurs tropicales régnant exceptionnellement cette année; entreprendra voyage mois prochain. Échouement efforts recrutement participants Exposition Universelle de Bruxelles. Efforts entravés par affreux massacres, conséquence répercutant sur malheureux pays, exode accentué derniers jours suite attitude partielle des cours martiales d'Antioche et de Marache : « Hier des dépêches de Beylan adressées aux évêchés Arméno-catholique & Arméno-Grégorien par leurs agents informent qu'une agglomération de massacreurs s'approche de ce bourg et prient que l'Autorité avise pour empêcher le retour des massacres. » Situation loin de s'améliorer : « La Divine Providence seule veille sur cette ville, l'Autorité est quasi méconnue. »
256-257 4 août 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 64/17. Réception deux dépêches 20 & 24 juillet N°. 460/18 & 466/19, remerciements plus sincères pour expressions flatteuses et bienveillance. Fils Joseph pas moins reconnaissant, remise sa lettre ci-jointe, « vous assurant que par son assiduité, son zèle & son dévouement il parviendra à s'attirer votre précieuse bienveillance. »
258-259 5 août 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	Vifs remerciements (Joseph Poche) pour félicitations transmises par canal père Frédéric Poche : « Très heureux de me trouver à vos services, je vous prie de croire que mes services seront toujours les plus dévoués et mon désir celui d'être utile. »



260-269 6 sept. 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 69/18. Remise « Tableau indiquant les résultats de la récolte de l'année 1909 » (4 sept. 1909, principaux produits agricoles région Alep), indications arbitraires & approximatives. Bonne récolte blé Hama vient aider besoins Alep. Ensemencement hâtif pour parer aux invasions. Concession tant souhaitée et sollicitée voie ferrée Alexandrette-Alep donnée définitivement à la Société de la grande ligne Constantinople-Bagdad, inaugurera nouvelle ère prospérité, nécessité toutefois changement radical situation administrative actuelle. Journaux locaux ont annoncé rappel de Réchid Bey, Valy d'Alep & ex Moutessarif Jérusalem, créature inefficace de Yildiz, inefficacité gouverneur soulevé plaintes négociants musulmans, suivie témoignage satisfaction par rétrogrades (Beys, Effendis, et corps Ulémas).
270-271 13 sept. 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	Réception lettre confidentielle 3 septembre sub N°. 545/20, « M <sup>r</sup> . Y. A. Dervichyan au sujet duquel le Gouvernement du Roi désire être renseigné est inconnu par les négociants qui ont des rapports avec la ville de Bassorah. » Nom étranger aux personnes récemment arrivées de cette ville, s'adressera à Bassorah même et communiquera d'ici trente ou quarante jours : « Une personne marquante à Bassorah est Mr. Gabriel Asfar (Assar ?), sujet ottoman, riche propriétaire et respectable négociant originaire de Bagdad. Les meilleurs renseignements sur le compte de cette personne sont généralement donnés; toutefois je ne saurais la proposer comme candidat qu'en sondant au préalable ses intentions à ce sujet; ce que je ne ferai qu'avec votre autorisation. »
		Saut à la page 283.
283-284 9 oct. 1909	M. Paul May, Chargé d'Affaires à Constantinople.	N°. 76/13. Réception lettre 18 août sub N°. 486, contenu laquelle s'est conformé, informant Autorité Locale de l'adjonction son fils au Consulat d'Alep en qualité de vice-consul. Nouveau Gouverneur Général, S. E. Fakhri Pacha, pris direction affaires Vilayet Alep depuis 7 Octobre : « Espérons que ce nouveau Valy saura redresser les abus qui règnent et s'approprier du pouvoir & rendre à l'autorité son prestige. » Remise sous couvert compte rendu confidentiel situation actuelle Vilayet.
285-286 11 oct. 1909	M. le Baron Moncheur, Envoyé Extraordinaire & Ministre Plénipot. de Belgique à Constantinople.	N°. 77/14. Réception lettre 25 septembre sub N°. 560, informant prise possession poste, nommé par Sa Majesté le Roi, notre Auguste Souverain. Ose espérer indulgente bienveillance par diligence et dévouement à remplir devoirs.
287-289 16 oct. 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 79/9. Réception lettre 15 septembre sub N°. 595/21, n'a pu répondre plus tôt, fils et membres famille atteints fièvre dengue; épidémie ville Alep et ensemble Syrie : « Jusqu'à ce moment les trois quarts des habitants ont été atteints & la contagion continue encore. Le rayon de cette épidémie s'est étendu du littoral syrien jusqu'à Orfa. » Échantillons bourghoul (boulgour ?), froment dur bouilli, principale nourriture substantielle habitant Syrie & Mésopotamie, exportée États-Unis pour usage émigrés syriens, moulins fabriqués États-Unis d'Amérique, introduits par missionnaires américains. Remise sous couvert copie compte

		rendu confidentiel (7 octobre N°. 75/12) adressé Légation Constantinople, situation Vilayet depuis arrivée nouveau Valy Fakhri Pacha.
290-291 16 oct. 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 80/20. Réception lettre 21 septembre sub N°. 613/22, pris note inconvénients offerts par nomination sujet ottoman à un poste consulaire : « Aussi vais-je par première occasion m'adresser à un Belge, digne religieux Dominicain, mon ami, qui avait géré la Délégation Apostolique à Bagdad de me désigner, s'il le peut, une personne (non Ottomane) apte à remplir avec decorum & zèle les fonctions de Consul Belge à Bassorah. »
292 16 oct. 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 81/21. Réception lettre 24 septembre sub N°. 641/24 informant S. E. Monsieur le Baron Moncheur Envoyé Extraordinaire & Ministre Plénipotentiaire pris Direction Légation du Roi. Remerciements pour communication.
293 16 oct. 1909	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 83/7. Réception circulaire adressée 6 octobre Direction C2 N°. 14142 N°. 6 annexant texte loi du 8 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité belge. S'est empressé clôturer registres selon modèle B & rouvrir d'après indications modèle A.
294-297 15 nov. 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 100/22. Réception lettre 21 octobre sub N°. 616/23 relative Exposition Universelle Bruxelles en 1910. Nouveaux efforts vains pour tâcher d'induire industriels de cette ville à y prendre part; « les industriels continuent à traverser une crise interne provoquée par l'état politique de l'Asie Mineure où se trouve engagée une partie de leurs fonds & par (?) toujours croissante des ouvriers tisserands. D'autre part il faut considérer que ces fabricants sont des industriels qui ne disposent que de petits capitaux, aussi le cas éventuel de la mévente de leurs produits serait un résultat fort onéreux à leurs intérêts. » Remise ci-joint copie traduction nouvel avis rédigé et inséré journal arabe « Al-Takaddom » 12 novembre N°. 49, nouvel avis distribué gratuitement industriels & négociants : « Il a été porté à notre connaissance que de grands préparatifs se déploient à Bruxelles capitale du Royaume de Belgique pour l'organisation d'une Exposition Universelle... » Ouverture avril à novembre 1910, surface allouée pour pavillon ottoman.
298-299 19 nov. 1909	Aug. Halewick, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 101/23, Confidentielle. Suite lettre 13 septembre N°. 69/18, remise sous couvert copie bulletin renseignements confidentiels & sans responsabilité émanant Banque Impériale Ottomane, duquel faire usage discret recommandé, s'empressera transmettre ultérieures informations en attente. « Des informations orales, des sources autorisées, j'ai pu apprendre que le nombre des européens qui résident à Bassorah est très restreint et ne compte aucune personne marquante. »
		Annuaire.
		Document attaché : Accusé de réception de deux exemplaires du recueil des rapports consulaires du Consulat Général de Smyrne.
		Fin du dossier.

### A.9 RÉSUMÉ DES DOCUMENTS DU REGISTRE FP 2009 (1909–1913)

Correspondance sortante de Frédéric Poche, consul de Belgique à Alep, et Joseph Poche, vice-consul, puis consul intérimaire belge à Alep.

Page Date	Destinataire	Sujet
		Document attaché. Télégramme, Administration des télégraphes de l'Empire ottoman : Smyrne, 21/6 P3 (?), Consul Belgique, Alep « Rupture relations Turquie, confiez intérêts belges États-Unis. Preon (?). » Rolladen Fabrik, Alfred Zimmermann, Freiburg/B, An das Niederländische Konsulat, Aleppo, Syrien. » 31.34 Reverse: N. 77 1914, Consulat Général de Belgique, Smyrne, 10 novembre, R 10/11. Annonce rupture relations avec la Turquie.
1-2 29 nov. 1908	M. le Baron Moncheur, Envoyé Extraordinaire & Ministre Plénipot. de Belgique à Constantinople.	N°. 102/15. Réception deux dépêches adressées 25 octobre & 17 novembre N°. 672 & 720. Remerciements communication rapport à S. E. Ministre Affaires étrangères, prière soumettre S. E. respectueux remerciements pour accueil flatteur fait au rapport.
3 21 déc. 1909	Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 116/8. Télégramme : « Profondément touchés par douloureuse irréparable perte qui frappe Famille Royale et Nation Belge prions Votre Excellence agréer nos vives respectueuses condoléances. Poche. »
4-5 23 déc. 1909	Auguste Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 116/24. Réception télégramme faisant part mort notre Auguste Roi S. M. Léopold II. Profondément touché par irréparable catastrophe qui frappe famille Royale & Nation Belge, empressé prier télégraphiquement Ministre Affaires étrangères agréer & faire agréer famille Royale vives & respectueuses condoléances. S'est adressé Valy & Consuls par lettres faisant part triste & désolant événement : « Valy & Consuls se sont associés à ce deuil en mettant en berne leurs pavillons pendant trois jours. Le Valy empêché m'a exprimé ses condoléances par le drogman du Vilayet ; tandis que la plupart de mes collègues sont venus m'exprimer leurs condoléances, seuls les empêchés se sont fait excuser & représenter par leurs Vices Consuls ou premiers drogmans. »



6-8 28 déc. 1909	Auguste Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 117/25, Confidentielle. Réception lettres adressées 30 octobre sub N°. 736/25, 737/26, 738/27, vifs remerciements pour aimables expressions deux premières. Troisième relative recherche candidat poste gouvernement sollicité établir à Bassorah (agent consulaire belge), nom candidat rapporté lettre 19 novembre N°. 101/23, en outre d'être agent Compagnie de Navigation Russe fait un petit commerce du bois. Contacté ami Patriarche Chaldéen, diocèse auquel appartient Bassorah, ne connaît aucune personne dont position sociale permette occuper avec décorum tel poste. Mauvais climat Bassorah ; plage peu habitée par Européens. Détails petite colonie européenne : « ...m'a appris qu'à Bassorah la petite colonie européenne se compose d'une poignée de petits employés attachés aux bateaux qui font le service entre Bagdad & le susdit port & comme agents des bateaux qui touchent cette plage. » Informations reçues Révérend Père Goormachtigh apprennent présence Bassorah Monsieur Émile Conietti, jeune homme honorable et intelligent, négociant, d'origine italienne, « parlant & écrivant passablement bien le français, auquel pourrait confier poste Agent Consulaire Belge. »
9-11 30 déc. 1909	Auguste Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 119/26. Réception lettres adressées 19, 27 & 29 novembre sub N°. 775/28, 814/29 & 821/30. Remerciements bons souhaits seconde lettre endroit efforts, restés stériles, concourant réussite prochaine Exposition Universelle. Répondu dernière par lettre 28 décembre N°. 117/25. Quant contenu première, articles y cités courant sur cette place sont : les fils de fer, les pointes de Paris, les clous, les tôles, les pelles, les barres plates, rondes & carrées en acier doux & les poutrelles ; « Les rails & leurs accessoires, le matériel agricole & celui des mines n'ont actuellement aucun écoulement. » Maison Frères Poche & C <sup>o</sup> , agents sérieux, familière avec ces articles. Conditions de paiements : « Les conditions de paiements se font au comptant contre remise des documents en francs au cours du chèque sur Paris. Ce système s'impose à cause de l'humeur chicanière de la clientèle de ces articles ; aussi les acheteurs sont-ils très sévères sur l'exactitude des mesures, des poids & les époques de livraison convenues. »
12 31 déc. 1909	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	Télégramme : « Pour l'année nouvelle porter à Votre Excellence toutes sortes de bénédictions. Poche. »
13-14 10 janv. 1910	Auguste Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 1/1. Suite lettre adressée 28 décembre 1909 N°. 117/25, croisé honorée missive 29 novembre 1909, « ...de Bagdad on m'apprend que la Société de Commerce par Action Austro-Orientale est représentée à Bassorah par Mons <sup>r</sup> . Jules Coch sujet hongrois, (auquel on peut objecter son âge de 22 ans) et que le Gouvernement Allemand vient de nommer pour son Consul Mons <sup>r</sup> . K. Wönkhaus agent de la Compagnie des bateaux de la ligne de Hambourg. »
15-17 17 janv. 1910	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 6/1. Remise sous couvert, double copie, deux certificats négatifs état civil et publication de mariage pour année 1909 (registres datés 15 décembre 1907), fait le 1 <sup>er</sup> janvier. Copie annexe inscriptions faites au registre matricule durant année 1908.

18-21 17 janv. 1910	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 7/2. Remise sous couvert État débours consulat année 1909 s'élevant somme francs 127,10. Tableau annexe, État des débours faits pendant l'année 1909 par le consulat de Belgique à Alep (Syrie), fait 17 janvier 1910. Copie annexe du registre matricule.
22-23 25 janv. 1910	Auguste Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 11/2. Réponse lettre adressée 20 décembre N°. 913/32, étude projets d'auto-route est purement fantaisiste et repose sur un voyage aller & retour d'Alexandrette à Bagdad par un des chefs de la Maison Mac-Andrews & Forbes d'Alep qui a une exploitation de bois de réglisse à Bagdad. But voyage inspection chantiers de cette maison environs Bagdad : « Ces Messieurs, on le dit, ont demandé la concession d'un railway entre Alexandrette-Alep & Meskéné sans garantie Kilométrique. Leur demande semble n'avoir eu aucun succès. Les particuliers ont fait venir deux auto-omnibus ; le premier, destiné pour les voyages entre Alexandrette & Alep, n'a pu être utilisé la route entre ces deux dernières villes étant impraticable. Le second qui devait faire les voyages entre Alep-Killis & Aïntab fonctionne, non sans difficulté, entre Killis & Aïntab; la route entre Alep & Killis étant inaccessible. »
24-25 31 janv. 1910	Auguste Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 12/3. Réponse lettre adressée 7 janvier N°. 12/38, reçu lettre de Smyrne 5 décembre de M. Warnier. Répondu 30 décembre adressant Grand Hôtel Abbat Alexandrie, ainsi que prescrivait, où a dû laissé dispositions pour réception correspondance quittant hôtel. S'empressera communiquer M. Warnier renseignements sur mines dont arménien concessionnaire, disparu de Lattaquié à la suite derniers massacres : « Le concessionnaire des mines, un arménien, qui m'avait prié de lui procurer un groupe de financiers pour l'exploitation de certaines mines avait disparu de Lattaquié à la suite des derniers massacres & pour longtemps on ne savait plus ce qu'il était devenu ; mes investigations m'ont appris qu'il a reparu et se trouve à Mersine auprès d'une maison qui exploite une mine de chrome. Je me suis donc adressé à cette maison depuis le 10 C <sup>t</sup> , sans avoir encore reçu sa réponse, la priant d'engager son ami de me faire avoir d'amples renseignements sur les mines dont il a la concession. »
		Saut à la page 28.
28-29 2 mars 1910	Auguste Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 20/5. Suivant exemple, a lancé appel public Alep & autres villes Vilayet ; remise copie ci-joint, faute des circonstances si circonscription Consulat ne figure dans Section Ottomane : « Jusqu'à ce moment le monde commercial & industriel ne se réveille pas de sa torpeur; aussi vois-je, avec regret, toutes mes peines toute la propagande faite et le zèle déployé, s'évanouir. »
30-31 11 mars 1910	Auguste Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 21/6, Confidentielle. Réponse lettre adressée sous timbre confidentiel 24 février N°. 156/6 ; eu peu de rapports, toujours agréables, avec personne en question qui se trouve Alep depuis octobre 1908 : « Les renseignements que j'ai eu sur lui m'ont appris que c'est un jeune homme assidu à son travail, de bonnes mœurs menant une vie régulière et plutôt retirée; de sorte que jusqu'ici rien de désavantageux n'a été dit sur son compte. » Remplaçant un commis sorti maison commerce ; commis rentrée après absence quelques mois; suivi désaccord entre deux confrères.



32-33 14 avril 1910	Auguste Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 26/12. Réception lettre adressée 18 mars N°. 218/9 (et réception missives 28 février & 9 mars N°. 166/7 & 194/8), possède exemplaire ouvrage auteur distingué dont fait mention, personnellement connu et jouissant bienveillance : « Au moyen des imprimés que vous avez bien voulu m'adresser je pourrai mieux faire connaître cette œuvre. Ici il n'y a ni librairie ni docteurs en lois : nous avons seulement quelques avocats indigènes desquels un petit nombre parle un peu le français. » Fera connaître ouvrages aux collègues, comme à Monseigneur Giannini Délégué Apostolique & Vicaire d'Alep, résident à Beyrouth, qui se trouvait à Alep durant quinzaine de Pâques.
34-35 14 avril 1910	Auguste Halewyck, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 27/13. Suite dévouée confidentielle 11 mars N°. 21/6 & réponse honorée 22 mars N°. 240, individu en question quitté Alep, laissant bon souvenir auprès personnes ayant connu : « Ce Monsieur s'est rendu à Adana employé auprès de M <sup>r</sup> . Winkler Directeur des travaux du chemin de fer de Bagdad. Cet emploi lui ouvre une perspective d'avenir qu'il n'avait pas ici dans son premier emploi. »
36 30 juin 1910	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 39/3. Réponse lettre 16 juin N°. 755 Direction B/L N°. d'ordre 7, remise sous couvert bulletin renseignements demandés & qui ont été donnés sous réserves d'usage.
		Saut à la page 43.
43 30 juin 1910	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 41/4. Réception circulaire 7 juin Direction C3 N°. 9740 N°. d'ordre 5, relative imperfections actes Ministère des Notaires dressés dans les chancelleries Consulaires. Ne manquera pas, cas échéant, conformer directions insérées Recueil Règlements Consulaires indiqué.
44-46 2 juillet 1910	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 42/5. Réception circulaire 7 juin Direction E N°. 530 N°. d'ordre 6, relative besoin manifesté emploi langue flamande dans consulats ; nécessité point manifestée dans ce consulat. Industriels et négociants belges se sont adressé consulat en français ; langue française répandue dans bourgeoisie chrétienne & israélite. Matériellement impossible pour moment de pouvoir parer ici difficulté de « comprendre une personne qui se présenterait ne sachant d'autre langue que la flamande ; aussi [...] les personnes sans moyens pécuniaires & ne sachant s'exprimer qu'en flamand ne devraient pas s'aventurer dans ces parages à la recherche de ressources. »
47-48 5 juillet 1910	M. le Dr. Maurice Watteuw, vice-consul, gérant le Consulat Général de Belgique à Smyrne.	N°. 44/9. Réception lettre 8 juin sub N°. 452/13 relative instructions données par Légation S. M. le Roi à Constantinople concernant certaines formalités judiciaires à suivre dorénavant. Remise sous couvert copie dernier rapport adressé S. E. M. Baron Moncheur, Ministre Constantinople : « Le calme continue à régner dans cette province qui souffre de l'état anarchique amené par le régime constitutionnel... » Valy Férik Fakhri Pacha mis à la retraite malgré âge de 42 ans, ancienne inimitié régnant entre lui et Ministre de la Guerre S. E. Mahmoud Chewket Pacha.



49-50 5 juillet 1910	Maurice Watteuw, vice-consul de Belgique à Smyrne.	N°. 45/10. Réception lettre Monsieur Halewyck, Consul Général, datée 26 mai N°. 393/12, partant congé et vous confiant gérance Consulat Général. Fils Joseph Poche, Consul adjoint, obligé pour raison santé se rendre promptement Europe pour consulter spécialiste auriste, devra s'absenter pour terme qu'exigera cure, espérant pas plus de trois mois. Prière dire dates des fêtes officielles de S. M. le Roi Albert à célébrer dans les consulats.
51 8 juillet 1910	Maurice Watteuw, vice-consul de Belgique à Smyrne.	N°. 46/11. Réception lettre 24 juin N°. 504/14, relative concours à prêter Autorités Ottomanes question recensement population. Conformera instructions. Circonscription consulaire ne compte aucun ressortissant belge.
52 28 juil. 1910	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 49/6. Réception dépêche 2 avril Direction C N°. 26059 N°. d'ordre 3, concernant envoi tome II cinquième édition Recueil Règlements Consulaires Belges. Prière vouloir bien autoriser faire relier en vue bonne conservation Recueil.
53 28 juil. 1910	J. Davignon, à Bruxelles.	N°. 50/7. Réception dépêche 10 mai Direction B N°. 1352 N°. d'ordre 4, instructions sujet exposition organisée l'« Œuvre Belge » & attention portée expositions minime importance.
54 29 juil. 1910	Maurice Watteuw, vice-consul de Belgique à Smyrne.	N°. 51/12. Réponse honorée missive 15 juillet, N°. 573/15, remis à la poste lettre adresse des Usines Peeters-Lacroix de Hareu-lez-Bruxelles, renfermant bulletin portant renseignements demandés par cette Société.
55-56 21 sept. 1910	Maurice Watteuw, vice-consul de Belgique à Smyrne.	N°. 56/13. Réception lettre 18 juillet N°. 577/16, demandant renseignements sur commerce papier dans juridiction. Empressera de coordonner et soumettre, sans pouvoir entretenir ni des « linweskat » ni de la « vikauphanie », articles inconnus, prière renseigner. Renseignements seront aussi exacts que faire se peut : « ...les négociants et marchands auxquels on doit recourir pour avoir des informations ne donnent que des indications intéressées dont le contrôle est souvent difficile et ne conduisant jamais à des chiffres exacts. »
57 22 sept. 1910	Maurice Watteuw, vice-consul de Belgique à Smyrne.	N°. 57/14. Réception lettre 5 août sub N°. 637/18, suite honorée 19 juillet N°. 591/17, remerciements plus sincères, apprenant Fête patronale Sa Majesté le Roi Albert se célébrera 26 novembre chaque année.
58 13 oct. 1910	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 61/8. Réception circulaire 31 mai Direction B N°. 3087, quatre annexes contenues auront leur place tome premier des Règlements consulaires, suivant indications que porte chacune d'elles.
59 13 oct. 1910	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 62/9. Retiré deux exemplaires texte tarif des taxes que les Consuls sont autorisés de percevoir de la circulaire 25 juillet Direction C N°. 34567 N°. d'ordre 9, fera usage prescrit.
60-62 13 oct. 1910	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 63/10. Noms des principaux négociants en armes & arquebusiers (achetant sur place pour revendre au détail) établis dans circonscription consulaire : « Je ne saurais assez recommander nos fabricants d'armes d'être circonspects en matière de crédit & de se renseigner sur la valeur morale & matérielle de leurs clients avant de livrer la marchandise pour éviter des chicanes & des laisser pour compte. »

63-64 13 oct. 1910	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 64/11. Remerciements dépêche 26 août Direction C/A N°. 2159 N°. d'ordre 10 pour autorisation relier Recueil des règlements consulaires, aux frais du département Affaires étrangères. Pavillons adressés pour usage consulat 18 mai 1906 devenus inusables, serait reconnaissant remplacer par : un grand pavillon, un moyen & une flamme.
65 13 oct. 1910	Maurice Watteeuw, vice-consul de Belgique à Smyrne.	N°. 65/15. Conformément contenu dépêche 16 septembre sub N°. 736/19, remise sous couvert lettre adressée S. E. Ministre des Affaires étrangères accompagnée liste négociants armes et arquebusiers Alep.
66-71 30 nov. 1910	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 86/2. Avis prochaine arrivée Alep caravane d'environ deux mille pèlerins persans, charriant avec eux choléra, contaminèrent Bagdad, se dirigeaient vers Alep via Der-el-Zor. Délégation membres consulaire auprès Valy Alep S. E. Hussein Kiazim Bey, pour exposer gravité danger et prier prendre mesures dévier caravane, aille directement voie Palmyre à station chemin de fer Hedjaz. Mesures prises soumises et approuvées par Ministère Intérieur, puis contrordre. Valy reçu ordre diriger caravane se trouvant Meskéné à station Hamdanié & ne point permettre communication avec ville Alep. Copie déclaration membres consulaires Alep, réunis au Consulat de Russie en présence du Vali et décidant à l'unanimité opposition admission pèlerins persans dans ville d'Alep. Prière communiquer texte aux Ambassades intéressées. Copie de la lettre adressée à l'Ambassade de Russie, Péra (Alep, 21 novembre 1910).
72 22 déc. 1910	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 73/16. Après 17 jours de voyage, réception lettre adressée 23 novembre sub N°. 885/20, relevé avec plus grand plaisir élévation grade Consul Général & nomination poste de Smyrne. Vives et sincères félicitations. Vœux sincères de bonheur occasion année nouvelle à inaugurer.
73 22 déc. 1910	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 74/17. Réception lettre adressée 29 novembre sub N°. 922/21, pris bonne note contenu : « Puisse le Ciel nous préserver de la menace virtuelle d'une contamination appréhendée au retour de la Mecque des pèlerins persans qui ont l'habitude de transporter avec eux les cadavres de leurs morts pour les enterrer dans leur sanctuaire de Kazem près de Bagdad. »
74-78 21 janv. 1911	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 1/1. Remise sous couvert, double copie, deux certificats négatifs année 1910 état civil et publication de mariage (registres datés 15 décembre 1907), fait le 1 <sup>er</sup> janvier. Copie annexe inscriptions faites au registre matricule durant année 1910.
79-80 21 janv. 1911	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2/2. Remise sous couvert état débours Consulat année 1910 s'élevant somme francs 71,75. Tableau annexe, État des débours faits pendant l'année 1910 par le Consulat de Belgique à Alep (Syrie), fait 17 janvier 1910. Copie annexe du registre matricule.
81-85 8 fév. 1911	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 6/1. Situation critique Vilayet Alep, particulièrement ville d'Alep, froid exceptionnel depuis bientôt trente jours, qui, à mémoire d'homme, ne s'est jamais produit en cette contrée. Hausse drastique prix charbon et denrées. Manque complet voies communication à cause neiges amoncelées, tableau alarmant qu'offre la ville. Pris dépourvu, n'ayant jamais supposé hiver aussi rigoureux. Plusieurs caravanes surprises par intempérie



		soudaine, arrivées destination avec mortalité générique d'hommes et de bêtes. On se plaint du froid, de la faim et les secours manquent : « Plusieurs comités se sont formés en faveur des pauvres malheureux dont le nombre ne fait que s'accroître. L'un d'eux est placé sous la présidence de Son Excellence le Valy. Les notables du pays – y compris la colonie européenne – ont largement contribué par leurs aumônes. De leur côté, les Consuls représentant les Grandes Puissances, ont demandé des secours à leurs Gouvernements. La France et l'Italie ont déjà adhéré à cette demande. »
86-87 10 fév. 1911	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 7/1. Remise sous couvert copie rapport adressé S. E. M. le Baron Moncheur, sur situation navrante à laquelle ville réduite par intempérie qui y règne ; froid atteint 22 degrés sous zéro ; ville sans combustible et sans communications : bazars, magasins, boutiques fermés, transactions arrêtées. Situation aggravée menace pillage. Train débloqué arrivé ce matin, quatre wagons charbon sociétés philanthropiques distribué nécessaires. Ville non aménagée pour pareil hiver.
88-89 27 mars 1911	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 11/2. Honorée missive 13 mars, nouvelle S. M. le Roi daigné conférer médaille Civique première classe. Vis remerciements pour aimables félicitations & sympathique témoignage bienveillance. Ému & reconnaissant pour nouvelle haute faveur royale due M. Davignon, Ministre Affaires étrangères, prière lui faire parvenir lettre remise sous pli.
90-91 27 mars 1911	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 12/3. Appris de Monsieur E. Robyns de Schneidauer, Consul Général à Smyrne que sur proposition V. E. S. M. le Roi daigné conférer Médaille Civique Première Classe. Vif sentiment gratitude & vifs remerciements pour témoignage haute bienveillance ; ne cessera déployer activité pour avancement intérêts Belgique servie depuis quart de siècle.
92 1 <sup>er</sup> avril 1911	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 14/4. Suite lettre adressée 27 mars N°. 12/3, empressé accuser réception honorée dépêche 14 mars Direction E N°. 220/2 N°. d'ordre 2, de laquelle retiré brevet conférant Médaille Civique de 1 <sup>ère</sup> Classe que S. M. le Roi daigné conférer sur proposition V. E., ainsi que insignes et décoration. Renouvellement expression vive reconnaissance & dévouement plus sincère.
93 1 <sup>er</sup> avril 1911	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 19/5. Réception lettre adressée 4 novembre 1910 Direction CG N°. 2159/38 N°. d'ordre 11 ainsi que celle 27 mars 1911 sub N°. d'ordre 3. Situation navrante dans laquelle province a été réduite, neige tombée pendant 45 (?) jours consécutifs, cause interruption voies communication entre Alep-Alexandrette & Beyrouth. Paquet 2 pavillons & flamme parvenu avec retard conséquent
94 13 avril 1911	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 22/6. Réception dépêche adressée 8 mars Direction G N°. 2159/42 N°. d'ordre 1, informant somme frs. 71,70, objet compte annexé lettre 21/1/1911 N°. 2/2, transmise fondé pouvoirs. Vifs remerciements.



95-109	<p><i>Étude sur les conditions économiques de la ville d'Alep</i> (réalisée en 1911 par le Baron Guillaume Poche). État malheureux ville Alep, manque moyens communications, avantages à retirer pour ville &amp; État par construction chemin fer voie plus courte Alep/Alexandrette. Ville de 200 000 âmes, commerce important (55 000 tonnes exportations/ 33 000 tonnes importations ; 4 M L. T.), commerce intérieur doublement important. Plaines immenses, grande fertilité sud &amp; sud-est, importance économique régionale d'Alep. Déclin commerce Alep depuis ouverture Canal de Suez, déviation trajet caravane pèlerins persans vers Djeddah. Inertie &amp; mauvais vouloir ex-régime, projets écartés ou inaboutis nouvelles voies communication. Nouvelles ressources venues arrêter chute, production blés et orges plus élevée que besoins pays : « Profitant d'une plus grande sécurité dans les campagnes, une bonne partie de la population d'Alep &amp; de ses environs s'adonna aux travaux agricoles. On vit, du côté du Sud et de l'Est surgir de nombreux villages. De grandes étendues de terrains furent défrichés &amp; ensemencés. » (p.97-98) Dépôts constitués, exportation céréales (blés &amp; orges province Alep recherchés par marchés européens), manque voies communication faciles et peu coûteuses. Superbe rade Alexandrette offrant avantages port naturel. (p.99) Nombre restreint bêtes de somme (chameaux, chevaux, mulets) ne pouvant suffire transporter quantités céréales. Hausse prix transports (accaparement caravanes), diminution production et soutien prix locaux, aucune mesure sérieuse prise par gouvernement. (p.100) Mauvais état route carrossable que gouvernement local a voulu construire entre Alep &amp; Alexandrette, devait se faire par prestation et imposition (impôt spécial perçu depuis 45 ans) ; manque ponts, chaussée impraticable. Gouvernement hostile projet chemin de fer Bagdad passant par Alep &amp; Alexandrette. (p.101) Production annuelle approximative blés &amp; orges. Coût transport, moyens transport Alep-Alexandrette insuffisants, coûteux &amp; sujets fréquentes &amp; énormes oscillations chaque fois pléthore marchandise exporter. (p.102-103) Chemin de fer Beyrouth-Alep (400 km) n'a pu modifier cet état de choses, sera de même pour lignes joindront Alep à Tripoli &amp; à Mersina. Situation changerait avec réalisation ligne Alep-Alexandrette (120-140 km). Nouvelle route hausserait production. Capacité plaines environnantes Alep, économie possible (65 à 70 %) frais de transport &amp; frais port, comparé transport Beyrouth. (p.104) Augmentation possible rentes fisc par augmentation production &amp; dîmes. Nécessité que Ministère Guerre permette extension ligne Adana à Alexandrette &amp; Alep, gagner Euphrate et continuer Mossoul, abandonnant ligne projetée par compagnie chemin fer Bagdad, laissant de côté ces deux villes. (p.105-106) Avantages proximité mer &amp; port Alexandrette plutôt que Beyrouth, Tripoli ou Mersina, nécessitant moins frais, isolement priverait ville des touristes et voyageurs. (p.107) Décadence Alexandrette depuis établissement chemin de fer reliant Alep à Beyrouth, enlevé partie considérable de son transit : « La ligne qui devait relier Mersina à Alep lui aurait enlevé une autre partie de son trafic &amp; l'aurait réduite à ne plus</p>
--------	--

		être qu'une pauvre bourgade sans importance. » (p.108) Résumé perte annuelle si Alexandrette & Alep écartées chemin fer Bagdad.
110-114 14 juin 1911	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 30/2. Longue et douloureuse maladie consul pour laquelle dû recourir intervention chirurgicale, empêchant satisfaire demande aimable et bienveillante lettre adressée 20 janvier. Remise (étude réalisée, il y a quelques mois déjà) par frère Baron Guillaume Poche, qualité de juge belge au tribunal mixte de commerce depuis presque 20 ans. Autre frère Albert Poche a été gérant du Consulat pendant plus de 7 ans. Alep menacée quelques mois auparavant « ...de se voir écartée du parcours direct de la grande ligne ferrée de Bagdad et rattaché à la mer par le port de Mersine sis à 400 kilomètres de distance, à l'exclusion de celui d'Alexandrette, son port naturel, qui se trouve à 120 ou 140 kilomètres. » Entente dernièrement survenue entre Gouvernement Ottoman et Compagnie Chemin de Fer de Bagdad, tronçon voie ferrée rattachant Alep à Alexandrette, port rattaché à ligne Bagdad (au point Osmanié) distance 270 km. Permet reprise étude projet Mac Andrews & Forbes de Smyrne, échoué à l'époque pour service automobile entre Alexandrette, Alep & Bagdad par vallée Euphrate, chaussée depuis améliorée par Entreprise française d'Etudes, de Construction, et de Parachèvement des routes d'État dans l'Empire Ottoman 9° division, Alep (concession réparer ponts et chaussées dégradés et construire nouvelles routes, 9000 km). Deux autres entreprises déjà en adjudication et seront concédées : éclairage électrique & tramway électrique d'Alep. Compagnie Vereinigte Elektrizitäts Werke de Berlin n'a pas de compétiteurs, demande concession pour 60 ans. Services gratuits au Consulat et commerce belge rendus par Albert (gérant du Consulat pendant presque 7 ans) et Guillaume Poche (juge belge au tribunal mixte de commerce depuis presque 20 ans). Demande obtention d'une charge honorifique pour ses deux frères : « ...aurait pour conséquence d'augmenter leurs sympathies pour la Belgique et la tendance de leur maison de Commerce à donner la préférence aux produits belges. »
115-117 20 juin 1911	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 32/4. Souffrant maladie très douloureuse ayant mis jours en danger, n'a pu préparer rapport sur situation économique province. Inclut copie rapport adressé récemment Baron Moncheur, Ministre Constantinople. Concession usine centrale électricité et tramway électrique devant être adjugée 15 juillet vieux style. A fait télégraphier 10 juin reçu lettre 16 mai Vereinigte Elektrizitäts Werke Berlin demande concession éclairage tramways électriques pour 60 ans.
118-119 22 juin 1911	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 33/5. Consulat France Alep communiqué par lettre 21 juin que maison française Jean Ch. Péristiany d'Alep aurait plainte envers Manufacture Verres, glaces & Verres spéciaux du Nord de Charleroi à Charleroi, n'aurait pas livré cuirs conformes à la demande. Susdite maison belge (section cuirs) prétendant contraire. Consulat France prie faire procéder expertise légale 3 balles de cuir, représentation nécessaire maison belge.



120-121 14 juil. 1911	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 39/7. Réception dépêche adressée 19 juin sub. N°. 3680 Direction E N°. d'ordre 4 renfermant lettre M. Léonard Christophe, situation critique deux créances. Remise copie note adressée S. E. Hussein Kiazim Bey, Gouverneur Général Vilayet Alep invitant empêcher évasion débiteurs Diarbékir et disparition marchandise déposée chez M. Fathallah Khoderchah, préférable éviter faillite : « De plus la liquidation de la faillite risquerait de s'éterniser dans les tribunaux Ottomans auxquels il ne faut s'adresser, c'est fâcheux de le dire, qu'après épuisement de toutes les voies conciliatoires. » Présence Alep seulement avocats indigènes s'exprimant tant bien que mal en français, Messieurs Bassil Effendi Génadri & Fouad Effendi Chadarévian, recours pour moment inutile. Préférable pour moment M. Christophe donner procuration à représentants, libellant acte adresse M. Armand Coussa, personne indiquée pour mener affaire.
123 18 juil. 1911	J. Davignon, à Bruxelles.	N°. 42/8. Remise lettre avec annexe adressée Manufacture de Verres à vitres, Glaces & Verres spéciaux du Nord de Charleroy à Charleroy, avec instance faire parvenir destinataires.
124-125 19 juil. 1911	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 45/9. Réception dépêche adressée 29 juin sub. N°. 755 Direction BL N°. d'ordre 5 sujet renseignements désirés par Société des Glaces de Courcelles, ci-joint inclus bulletin renseignements obtenus sur firme Diquas (?) & C°.
126 22 juil. 1911	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 46/10. Réception dépêche adressée 3 juillet sub. N°. 3478 Direction A N°. d'ordre 6, transmettant texte de loi de milice coordonnée par arrêté royal 14 janvier 1910. Portera connaissance Belges se trouvant éventuellement circonscription consulaire.
127-128 27 juil. 1911	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 47/3. Réception dépêche 29 juin sub N°. 429, expression vive de reconnaissance & remerciements sincères pour bienveillant regret témoigné sujet maladie, quoique disparue, oblige garder lit jusqu'à cicatrisation. Remerciements & gratitude bienveillant examen obligeamment fait pour propositions concernant frères.
		Saut à la page 136.
136-137 29 août 1911	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 50/5. Réception dépêche 10 août sub N°. 535. Courte note annexée fin lettre, 7 septembre 1911, N°. 55/6. Télégramme : Consulat Général Belgique Smyrne : « Expédierai rapport par courrier samedi. Poche. »
138-169 9 sept. 1911	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 56/7. Conformément lettres 24 mars & 27 juin, renseignements sur province Alep. Territoire géographique, cours d'eau (Euphrate, Oronte, Djihane, Kara Sou, Afrin), climat salubre sauf plaine Amouk, mi-chemin Alep & Alexandrette (arrosé par Afrin et Kara-Sou), Marache (culture riz) et Alexandrette (marécages non desséchés) ; température (été/hiver). Superficie terres cultivées, produits agricoles, agriculture faite par moyens & procédés rudimentaires, partie ouest d'Alep mieux cultivée. Ressources minières pas étudiées, importance inconnue (cuivre, terrains houillers (Abou Fayiad), source pétrole littoral entre Alexandrette et Arsous), lac salé utilisé par Administration Dette Publique Ottomane, sources d'eaux minérales sulfureuses, eaux thermales près Marache & Zeitoun. Division administrative et répartition population (Sandjaks Alep, Ourfa & Marache), langues et religions. Commerce importation, exportation et avec intérieur.



		<p>Importance économique et place prépondérante d'Alep dans la province. Impact des nouveaux chemins de fer et prévisions augmentation exportations, attente ligne entre Alexandrette et Alep qui utilise actuellement voie Tripoli Syrie achevée juin 1911, offrant avantages sur voie Beyrouth, diminution commerce transit par Alexandrette, appelée redevenir florissante avec voie ferrée.</p> <p><i>Produits d'importation dans province d'Alep</i> : filés de coton, tissus coton (quasiment entièrement Angleterre), draps et tissus en laine (produits fournis par Belgique), sucre (Autriche, Allemagne, Belgique) ; café, poivre &amp; piment, consommation bière, acier doux en barres rondes &amp; plates (Belgique), poutrelles en fer, plomb, fer blanc, zinc en feuilles, étain, armes à feu, linoléum et toiles cirées, papier. Conditions fret et connaissements Anvers.</p> <p><i>Produits d'exportation de province d'Alep</i> : laine, poils de chameaux, beurre, coton, noix galles, graines jaunes, gomme adragante, bois réglisse, tabac, cire abeille, produits animaux et agricoles, savon d'huile d'olive, soieries, brocards et cotonnades, Entreprises éclairage et tramway électriques n'ont pu être concédées, deux affaires encore ordre du jour. Mines avoisinant 'Ayntab pour emploi rémunérateur de capitaux, études sérieuses nécessaires.</p>
170		Carte du Vilayet d'Alep.
171 9 sept. 1911	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	Courte lettre concernant état de santé Consul Poche : « L'entaille qui m'a été faite, me tenant alité depuis bientôt quatre mois, n'est pas encore cicatrisée & semble avoir formé une fistule qui obligera le chirurgien, à son retour de sa villégiature, de recourir au bistouri. Cette nouvelle torture, je veux l'espérer, mettra fin à mes souffrances. »
173 5 oct. 1911	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 60/8. Conformément désir exprimé honorée missive 24 septembre N°. 683/8, viens de donner à la « Manufacture de Chapeaux et Casquettes Lucien Mayer » renseignements qu'elle désire avoir sur la maison G. H. Abdeni & C <sup>ie</sup> .
174 5 oct. 1911	E. Robyns de Schneidauer, à Smyrne.	N°. 61/9. Lettre adressée 2 septembre N°. 633/7 croisée avec rapport réclamé adressé 9 courant sub. N°. 56/7.
175-177 25 oct. 1911	S. E. Monsieur M.E. de Puelle de la Nieppe, Chargé d'Affaires de la Légation belge à Constantinople.	N°. 64/6. Réponse lettre adressée 21 septembre sub N°. 662. Inspiré par considérations contenues dans mémoire représentant de M. Édouard Denis. Entretiens avec S. E. Mazhar Bey, Gouverneur Général du Vilayet, et Président Municipalité, séparément. Incident relatif adjudication concession Distribution Publique d'Énergie Électrique & de Tramways Électriques dans la ville d'Alep, aucune communication du Ministère Travaux Publics. Intérêt M. Denis pour entreprise distribution Alep énergie électrique, et M. Debende, représentant de la C <sup>ie</sup> Générale des Conduites d'Eau de Liège pour distribution eau potable. Initiative consul pour ces questions, nécessité mettre projets à exécution. Conseil Valy grouper services en une seule concession service distribution eaux avec trams & éclairage électriques : « Le développement qu'a pris, prend et prendra cette ville avec le concours du chemin de fer de Bagdad ne peut qu'engager de plus

		en plus les entrepreneurs à la réalisation de ces projets qui semblaient intéressants déjà quand cette voie ferrée ne devait pas passer par cette ville. »
178-179 27 oct. 1911	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 68/11. Conformément instruction dépêche 22 septembre Direction E N°. 3680/8, remis à M. Armand Coussa procuration de M. Léonard Christophe engageant d'agir dans le mieux des intérêts de son mandataire & disposer de mon concours toutes les fois qu'il en aura besoin. Incluse sous couvert réponse lettre M. Christophe 18 août annexée votre susdite honorée.
180-181 28 oct. 1911	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 70/10. Réception lettre 25 septembre sub N°. 691/9, appréciation rapport désiré, fait par fils Joseph Poche, vice-consul, puisque consul empêché par maladie, rendu inapte travail. Serons tous deux ravis apprendre accueil réservé au rapport par M. Ministre Davignon.
182 9 nov. 1911	Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 75/7. Télégramme : « Malgré démarches faites par ce Consulat sur demande Girardi, en revendication armes Hanquet ; Bureau exécutif (?) les vendit aux enchères publiques. Consul Belgique, Frédéric Poche. »
		Saut à la page 189.
189-190 27 nov. 1911	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 82/9. Attente réponse Valy note adressée sujet 240 revolvers appartenant firme F. Hanquet de Liège avant soumettre compte rendu intervention pour sauvegarde intérêts cette firme. Messieurs A. Girardi & fils adressé lettre 23 novembre, craignant subir graves dommages, pris engagement envers M. Hanquet lui régler intégralement montant 240 revolvers saisis chez-eux; consul prévenu Autorité locale.
191 12 déc. 1911	J. Davignon, à Bruxelles.	N°. 83/12. Réception dépêche Direction B/L 755 N°. d'ordre 10 du 13 novembre, inclus renseignements a pu avoir, aujourd'hui, sujet treize firmes en question.
192-193 22 déc. 1911	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 85/10. [Lisibilité réduite du document] : « ...montant qui lui est dû par le Valy d'Alep du chef de certaines [...] Banque Impériale Ottomane [...] Des démarches que j'ai faites j'ai appris que le débiteur du susdit n'est pas le Valy d'Alep Mazhar Bey, mais son fils, Mohamed Bey, qui fait ses études en Belgique et qui était en vacances à Constantinople où il s'est attardé laissant passer l'époque de la rentrée des classes. [...] Ce jeune homme qu'on me dit être solvable, est actuellement à Gand [...] suivant les instructions de Votre Excellence, je porte à la connaissance de M <sup>r</sup> . Emy [?], en lui envoyant sous pli recommandé les lettres relatives à la créance. »
		Saut à la page 199.
199-200 27 déc. 1911	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 88/12. Remise sous couvert pétition M. Joseph Samman, sujet ottoman, représentant firme Van Hertsen & C <sup>o</sup> . d'Anvers, exposé refus douane Alexandrette livraison à ses agents d'Alexandrette deux caisses arrivées d'Anvers contenant revolvers, difficultés et prétentions injustifiables soulevées pour remboursement frais dont est redevable. Valy déclaré impuissant pour question, référé Direction supérieure douanes Constantinople. Recours haute intervention V. E. pour amener susdite Direction reconnaître tort.



201-203 16 janv. 1912	J. Davignon, à Bruxelles.	N°. 1/1. Remise sous couvert double copie deux certificats négatifs année 1911, faits 1 <sup>er</sup> janvier 1912, actes état civil & actes publication mariage (registres datés 15 décembre 1907).
204-205 16 janv. 1912	J. Davignon, à Bruxelles.	N°. 2/2. Remise sous couvert double copie état débours Consulat année 1911, s'élevant somme francs 129. Tableau État débours et nature dépenses.
		Saut à la page 208.
208-209 16 janv. 1912	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 4/4. Réponse dépêche adressée 15 novembre sub N°. 3680 Direction E. N°. d'ordre 11, annexant lettre Monsieur L. Christophe de Verviers, remise réponse adressée susdit de laquelle V. E. relèvera maintien cru devoir garder envers M. Coussa, suite explications données, et ce dans les intérêts de M. Christophe : « Toutefois si ce Monsieur persiste à vouloir retirer sa procuration des mains de son ancien agent je m'empresserai de lui en demander le retour. Les avocats qui exercent à Alep sont tous des indigènes dont quelqu'uns savent un peu de français. M <sup>r</sup> . Bassil Effendi Djanadré (?) qui a quelques notions de cette langue est considéré être une personne honorable. »
210-212 18 janv. 1912	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 7/1. Réponse dépêche adressée 30 décembre 1911 sub N°. 1055, information prise sur occupation militaire maison & bureaux M. Girardi et saisie part des marchandises s'y trouvant, adressé Consulat Allemagne duquel relève protection Italiens; intervention Consul restée sans effet, question soumise ambassade Allemagne de Constantinople. M. Girardi adressé Ministère Affaires Étrangères Rome réclamant Gouvernement turc indemnité 20 000 L. T. (montant immeuble enlevé et marchandises consignées en dépôt).
213-215 22 janv. 1912	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 8/5. Réception circulaire adressée 30 novembre 1911 Direction C/G N°. 3589 N°. d'ordre 12, conformant contenu; consulat possède : un écusson en bon état, très apparent à tous les passants ; trois pavillons, dont une flamme (expédition avisée par honorée dépêche 4 Novembre 1910, Direction C/G N°. 2159/38) ; timbre humide et cachet cire. Demande autre écusson et portraits Majesté Roi & Reine, pour exposer chancellerie. Frais entretien mât pris charge improvisé par consul. Prière autoriser reliure deux derniers volumes Règlements Consulaires 5 <sup>e</sup> édition, arrivés défaits.
216 30 janv. 1912	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 9/1. Réponse lettre adressée 18 janvier N° 60, seul sujet belge qui se soit présenté à ce Consulat est M. Edgard van der Elst, employé au chemin de fer de Bagdad, natif de Bruxelles, porteur d'un passeport délivré par Légation Constantinople 17 Juin 1909. Ne réside pas à Alep mais suit les travaux de la ligne du susdit railway.
217-218 13 fév. 1912	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 11/2. Réfère honorée dépêche 22 décembre 1911 N°. 1055/8, consommation approximative annuelle (et prix) pelles & bèches 20 mille kilos (30 mille kilos depuis ouverture travaux chemin fer Bagdad) : « Les acheteurs sont des détaillants qui s'adressent aux maisons qui font la commission en tous genres de marchandises sans avoir une spécialité. Je puis citer ma maison Frères Poche & C <sup>ie</sup> . qui reçoit & vend régulièrement ces articles. »



219 16 mars 1912	M. Émile Casteur, vice-consul, gérant le consulat général de Belgique à Smyrne.	N°. 13/3. Réponse lettre adressée 24 février sub. N°. 119/2, prière vouloir bien donner au Miroitier Belge adresse maison commerce (Frères Poche & C <sup>ie</sup> ) qui se chargera de sa représentation & peut lui donner sur tous points pleine satisfaction.
220-221 26 mars 1912	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 17/6. Suite lettre 16 janvier N°. 4/4. De la créance de M. Léonard Christophe chez Nassib & Abd-el-Rahim Djernekly, montant somme frs. 1151,60, a été recouvré 45% & directement remis susdite firme par son agent A. Coussa auquel pas manqué prêté concours pour solution affaire.
222 28 mars 1912	M. Émile Casteur, vice- consul de Belgique à Smyrne.	N°. 18/4. N'a pu accuser réception lettre consul général, adressée 15 février N°. 166/, étant alité. Interruption travail due longue, grave & douloureuse maladie suivie intervention chirurgicale.
223 28 mars 1912	M. Émile Casteur, vice- consul de Belgique à Smyrne.	N°. 19/5. Réception lettre adressée 26 février N°. 247/3 faisant part gestion gérance consulat durant absence Monsieur Robyns de Schneidauer, actuellement en mission en Syrie.
224 2 avril 1912	J. Davignon, à Bruxelles.	N°. 24/7. Réception lettre adressée 12 mars sub N°. 755 Direction B/L N°. d'ordre 2, remise sous couvert bulletin renseignements demandés donnés sous réserve d'usage.
225-228 10 avril 1912	M. Émile Casteur, vice- consul de Belgique à Smyrne.	N°. 28/6. Remise sous couvert réponses au questionnaire concernant commerce de carrosserie Alep : 1. Situation actuelle & extension probable de l'industrie de la carrosserie. Deux petits ateliers font venir voitures de Beyrouth, les complètent : « On ne croit pas que cette industrie soit susceptible d'un développement avant la mise en activité du chemin de fer de Bagdad. » 2. Genres de véhicules employés : automobiles & hippomobiles. Voitures « Victoria » : 220 de celles-ci font le service de la ville qui compte environ 200 000 habitants. Automobiles n'ont pu pénétrer encore, faute de routes. Charrettes traction animale pour transport marchandises Alep, Alexandrette & autres points, autres pour voyageurs dites « Yaylié » dans intérieur du pays, fabriquées tant ici que dans toute l'Asie Mineure. 3. Importance approximative de leur importation, principaux pays de provenance, raisons de la préférence accordée à certaines marques. Importation annuelle de 10 à 12 voitures. Préférence pour véhicules provenant de Beyrouth (bon marché & solidité), « ...celles-ci devant servir dans une ville où les rues & routes sont des plus tortueuses & des plus mal entretenues. » 4. Conditions que les voitures doivent remplir en raison de l'état des routes, usages locaux, etc. 5. Moyen pour favoriser l'industrie de la carrosserie belge. 6. Prix des véhicules. 7. Banques par l'entremise desquelles le recouvrement des créances pourrait être opéré. 8. Maisons s'occupant de la vente des voitures & automobiles, & pouvant éventuellement représenter les firmes belges.

229 12 avril 1912	J. Davignon, à Bruxelles.	N°. 26/7. Remise sous couvert bulletin renseignements sur personne dont nom rapporté dans honorée dépêche 19 mars, Dir. E N°. 3680 N°. d'ordre 3.
230 11 mai 1912	M. Émile Casteur, vice- consul de Belgique à Smyrne.	N°. 30/7. Réception lettre 17 avril N° 467/7, demandant accélérer envoi renseignements demandés sur commerce de la carrosserie, empressé envoyer sous pli 10 avril N° 25/6. Lenteur service postal absorbe souvent temps précieux au détriment des correspondances officielles et commerciales : « Comme vous ne devez pas l'ignorer, Alep ne possède aucun bureau postal européen, de sorte que les lettres viennent ici de Smyrne voie de terre et mettent ordinairement 12 jours pour arriver. Je suppose qu'il en est de même de celles qui partent d'ici pour cette dernière ville. »
231-232 11 mai 1912	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 31/2. Remise sous couvert lettre Mr. J. Samman, représentant Mrs. Van Hertsen & C <sup>ie</sup> . d'Anvers expliquant retard réponse dépêche adressée 27 février sub. N°. 170. Retards et difficultés créés par Administration Douanes Alexandrette dans redressement vexations égard étrangers, « ...tout en n'étant plus le port exclusif d'Alep, depuis l'ouverture des lignes ferrées vers Beyrouth & Tripoli, Alexandrette demeure le port des villes d'Antioche, Aïntab, Marache, & Orfa, de sorte que les entrées de sa douane sont encore assez importantes pour pouvoir toujours payer la bien petite somme de L. T. 8. »
233-234 25 mai 1912	M. Émile Casteur, vice- consul de Belgique à Smyrne.	N°. 28/6. Honorée missive 29 avril N°. 501/7 appris arrivée informations sur carrosserie, 12 jours pour lettres de Smyrne à Alep, désorganisation service postal juridiction consulaire d'Alep.
236 30 août 1912	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 38/9. Réception dépêche adressée 12 août Direction C/G N° 2159/53 N°. d'ordre 8 et annonce expédition sous pli séparé portraits Majestés Roi & Reine, remerciements pour envoi & autorisation encadrement aux frais Département sur prochain état débours.
236 bis 13 oct. 1912	Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 39/10. Télégramme : « Ai la profonde douleur d'informer Votre Excellence du décès de mon Père Frédéric Poche Consul Belgique depuis 27 ans survenu ce matin. L'inhumation aura lieu mardi. Prie votre excellence de vouloir bien me confirmer en sa place. Le Vice Consul Joseph Poche. »
236 bis2 13 oct. 1912	Légation de Belgique à Constantinople.	N°. 40/3. Télégramme : « Ai la profonde douleur d'informer Votre Excellence du décès de mon Père Frédéric Poche Consul Belgique depuis 27 ans survenu ce matin. L'inhumation aura lieu mardi. Prie votre excellence de vouloir bien me confirmer en sa place. Le Vice Consul Joseph Poche. »
236 bis3 13 oct. 1912	Consulat Général de Belgique à Smyrne.	N°. 41/9. Télégramme : « Ai la profonde douleur d'informer Votre Excellence du décès de mon Père Frédéric Poche Consul Belgique depuis 27 ans survenu ce matin. L'inhumation aura lieu mardi. Prie votre excellence de vouloir bien me confirmer en sa place. Le Vice Consul Joseph Poche. »
237 13 oct. 1912	Honorable Corps Consulaire d'Alep.	N°. 42. Perte cruelle éprouvée par Consulat Royal en la personne son très regretté titulaire, Monsieur Frédéric Poche. Prie vouloir assister au Convoi et au Service Funèbre, si possible en uniforme; convoi partira maison mortuaire mardi 15 octobre, 9 heures du matin. Le pavillon sera mis en berne au Mât de ce Consulat



		pendant durée service Funèbre et du Convoi.
238 13 oct. 1912	Son Excellence Hussein Pacha, Commandant Militaire à Alep.	N°. 44. Décès de Frédéric Poche à 76 ans. Prière assister service funèbre et convoi, si possible en uniforme.
239 13 oct. 1912	S. E. Wékif Bey, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	N°. 43/6. Décès de Frédéric Poche à 76 ans. Prière assister service funèbre et convoi, si possible en uniforme.
240 16 oct. 1912	Consul de Perse.	N°. 45. Remerciements les meilleurs et plus sincères, reconnaissance part sympathique prise au deuil cruel qui a atteint Consulat Royal.
241 16 oct. 1912	Consul des États- Unis d'Amérique.	N°. 46. Remerciements les meilleurs et plus sincères, reconnaissance part sympathique prise au deuil cruel qui a atteint Consulat Royal.
242 16 oct. 1912	G. Osmin Laporte, Consul de France à Alep.	N°. 47. Remerciements les meilleurs et plus sincères, reconnaissance part sympathique prise au deuil cruel qui a atteint Consulat Royal.
243 16 oct. 1912	Monsieur Wladimir Zilmermann, Consul Impérial de Russie à Alep.	N°. 48. Remerciements les meilleurs et plus sincères, reconnaissance part sympathique prise au deuil cruel qui a atteint Consulat Royal.
244 16 oct. 1912	Monsieur Dandini de Sylva (?), Consul Impérial & Royal d'Autriche- Hongrie à Alep.	N°. 49. Remerciements les meilleurs et plus sincères, reconnaissance part sympathique prise au deuil cruel qui a atteint Consulat Royal.
245 16 oct. 1912	S. E. Wékif Bey, Gouverneur Gén. du Vilayet d'Alep.	Remerciements les meilleurs et plus sincères, reconnaissance part sympathique prise au deuil cruel qui a atteint Consulat Royal.
246-250 24 oct. 1912	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 51/11. Confirme télégramme 13 octobre, réponse duquel reçu télégramme 20 octobre et expression profondes condoléances, regret et estime pour défunt, F. Poche, exemple piété chrétienne éclairée et charité infatigable pour ville entière d'Alep. Exigences multiples des charges diverses qu'il avait ; durant 27 ans consul Belgique, qu'il voyait comme seconde Patrie. Suivait de près, « avec un zèle malheureusement non encore couronné de succès les entreprises de tramways, d'éclairage et de services d'eau projetées pour la ville d'Alep, tâchant d'en assurer les concessions à des capitalistes belges. » Partage la lettre envoyée par Monsieur G. Osmin Laporte, Consul de France, invité messe Requiem et Convoi funèbre 15 octobre, Gouverneur Général Alep, Véfik Bey délégué Directeur Affaires Politiques, corps Consulaire, chefs spirituels et notables de la ville. Éloge au défunt par Révérend Père Docteur Paul Cheneau d'Orléans, franciscain, officier d'Académie et prédicateur éminent. Révérend Père Cavaliere Giacomo Poli, Directeur Collège Terre Sainte, offert fanfare et élèves collège pour accompagnement convoi. Évêques, chefs et clergés des diverses communautés catholiques : grecque,



		arménienne, maronite, syrienne et chaldéenne; Révérends Pères Jésuites et Franciscains desservant Paroisse latine d'Alep.
251-254 29 oct. 1912	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 52/4. Confirme réponse télégramme 13 octobre : « Vivement affecté par triste nouvelle du décès de votre Père vous offre mes sincères condoléances. Veuillez assurer Gérance provisoire du Poste. » Frédéric Poche décédé suite longue et douloureuse maladie âge 76 ans ; exigences multiples des charges qu'il avait, Consul Belgique Alep durant 27 ans. Personnes présentes cérémonie mortuaire. Exportations de produits locaux vers l'Europe réalisées par Frédéric Poche.
255 16 oct. 1912	M. Joseph Poche, vice-consul royal de Belgique à Alep.	Lettre écrite par G. Osmin Laporte, Consul de France. Part prise au deuil cruel venant frapper votre famille et Consulat Royal, répond sentiments profonds regrets éprouvés par ville entière d'Alep. Nouvelle expression vive condoléance du Consulat de France, dont est l'interprète.
256 30 oct. 1912	M. Émile Casteur, vice-consul de Belgique à Smyrne.	N°. 53/10. Réception 23 octobre réponse au télégramme du 13 octobre et plus sincères condoléances et prière prendre direction intérimaire consulat.
257 10 nov. 1912	M. Émile Casteur, vice-consul de Belgique à Smyrne.	N°. 54/11. Réponse honorée lettre 15 octobre, réponse questionnaire dépêche 22 août posé pour satisfaire au désir exprimé par la Fédération pour la défense des intérêts belges à l'étranger. Aucun office de renseignements pour commerce extérieur dans province Alep. Intéressés puisent généralement renseignements sur commerce et commerçants chez consulats respectifs, ou banques et maisons de commerce : « Il est cependant utile de faire noter ici que certaines maisons de commerce peu scrupuleuses ont pour principe, à ce qu'on a pu découvrir, de donner toujours de mauvais renseignements sur leurs concurrents dans le but d'attirer à elles-mêmes les affaires. Il est donc à conseiller de puiser ses informations auprès des Consulats et des banques. » Aucune Société ou maison de commerce belge établies dans district consulaire.
258-259 21 nov. 1912	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	Réponse honorée lettre 2 novembre N° 1145/11, questionnaire sujet émigrants Syriens qui partent du district consulaire vers Amérique du Nord, du Sud (New York, Boston, Chicago, Rio de Janeiro, Buenos Aires) et rares cas vers Khartoum en Afrique. Jeunes gens et hommes de 18 à 40 ans, généralement seuls. Ouvriers tisserands, maçons, tailleurs d'habit, barbiers, etc. ; emploi en usine ou magasin. Description agriculteurs syriens (labours avec chevaux, mulets, bœufs ; élèvent moutons et chèvres) et émigrants (ignorants mais débrouillards). Chrétiens (4500) et Israélites (4000) qui émigrent depuis 3 ans. Motifs pour émigration : misère, salaires, service militaire.
260 30 nov. 1912	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 56/13. Réponse estimée lettre 21 novembre N° 1223/12, envoi ci-joint copie lettre 10 novembre répondant questionnaire renseignements demandés par Fédération pour la défense des intérêts belges à l'étranger. Lettre 21 novembre portait informations relatives émigration des Syriens de ce district consulaire.

261 21 déc. 1912	J. Davignon, à Bruxelles.	N°. 59/12. Réception lettre 7 décembre, Direction B 4 N° 765, N° d'ordre 10, remise sous pli renseignements recueillis sur firme E. Abdini & C <sup>ie</sup> d'Alep.
262		Document illisible.
263-266 13 janv. 1913	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 1/1. Conformément dépêche 14 décembre 1912 direction C2, N°. 14142, N°. d'ordre 11, remise double copie Certificat négatif actes de déclarations de nationalité année 1912 (registre daté 15 mai 1886), aucun acte publication mariage ou état civil (registres datés 15 décembre 1907). Formalités d'ouverture et de clôture régulièrement accomplies 1 <sup>er</sup> janvier 1913.
267-268 13 janv. 1913	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 2/2. Remise sous couvert état débours Consulat année 1912 s'élevant somme francs 166.75. Tableau annexe, État des débours faits pendant l'année 1912 par le Consulat de Belgique à Alep (Syrie), fait 13 janvier 1913.
		Saut à la page 271.
271 26 fév. 1913	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	Lettre 8 février Direction B/L N°. 755 N°. d'ordre 5 parvenue avec grand retard, ci-joint renseignements obtenus sur firme Basile Giamal d'Alep.
272-274 8 mars 1913	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 7/2. Réponse lettre 10 février N°. 106/2, parvenue 21 février. S'est adressé Gérant du Gouverneur Général Vilayet et Président Municipalité pour renseignements exacts sur questions tramways électriques d'Alep. Vilayet aucune connaissance point où se trouve affaire, nécessité s'adresser Constantinople : « Mon faible avis est que la ville d'Alep se prête parfaitement à l'établissement d'un tramway qui conduirait de divers points de l'ancienne ville aux nouveaux faubourgs et aux gares des chemins de fer. Un tramway électrique avec de jolies voitures bien entretenues, non pas comme à Beyrouth, travaillerait beaucoup et rapporterait bien car la population d'Alep est d'environ 190,000 habitants. » Nécessité percer route droite et large qui irait d'un faubourg à la Grande Mosquée, centre dans le voisinage immédiat des bazars et du grand commerce.
275-279 22 mars 1913	J. Davignon, à Bruxelles.	N°. 10/5. Conformément ordres contenus lettre 30 janvier Direction E N°. 2493, envoi sous couvert copie inventaire archives Consulat.
280-281 24 mars 1913	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 15/6. Conformément ordres contenus lettre 6 février Direction G. N°. 2159/61 N°. d'ordre 4, remise ci-joint procuration datée 25 mars accordant Comptoir d'Escompte de Bruxelles le pouvoir de toucher pour Joseph Poche les sommes que V. E. voudra lui faire verser. Coût réparations mât pavillon, frais reliure tomes Règlements Consulaires non-inclus.
282 24 mars 1913	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 16/7. En égard charge de Consul de Belgique occupée par regretté père durant 27 ans de façon la plus honorable, demande V. E. prendre à charge de l'allocation des dépenses imprévues de Son Département les frais de dernière maladie et d'inhumation.
283 24 mars 1913	G. Osmin Laporte, Consul de France à Alep.	N°. 14/1. Pris connaissance lettre circulaire ce matin, prie agréer expression sentiments bien attristés perte douloureuse Famille Royale et la Nation hellènes viennent d'éprouver pour mort tragique de Sa Majesté le Roi, Georges 1 <sup>er</sup> . Consulat belge associé



		à ce deuil, déjà arboré pavillon en berne.
284 5 avril 1913	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 17/8. Réception lettre 14 mars direction C1 16448 N°. d'ordre 6, conformément ordres contenus, envoi type signature et celui signature oncle, le Baron Guillaume Poche, désigné pour remplacer en cas absence ou empêchement.
285 8 avril 1913	J. Davignon, Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.	N°. 19/9. Réponse lettre 26 mars direction B1 N°. 755 N°. d'ordre 7, remise sous pli copie renseignements procurés sur maison Moïse Ilel de Picciotto d'Alep.
286-291 9 avril 1913	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 20/5. Réponse lettre 24 février N°. 146/3, impossibilité obtenir renseignements exacts sur certains points, indications évasives de Direction Bagdad-bahn d'Alep concernant plan de section inaugurée, fourni par Baron Guillaume Poche, juge assesseur pour les affaires belges au Tribunal mixte de Commerce d'Alep depuis 25 ans et plus. Ligne livrée à l'exploitation en novembre 1902 n'a en réalité que 215 km, parcours Mussulmié-Alep devant être refait chaque fois (pour Radjou ou Djerablos). Carte territoire traversé par section actuellement exploitée. Différence entre revenus de cette ligne et garantie donnée par Gouvernement. État d'avancement du Chemin de Fer de Bagdad. Section venant d'Adana et s'arrêtant à Mamouret (pied Amanus) inaugurée, section Mamouret-Baghtché travaux importants sur 30 km (grands tunnels). Ligne Radjou-Baghtché, travaux ralentis, grand nombre ouvriers et contremaîtres congédiés. Compagnie Philippe Holzmann s'occupant construction locaux et gares destinés exploitation cette ligne, chercherait faire cesser ses affaires. Aucune embarcation à vapeur sur Euphrate, que grandes mahonnes ne remontent pas courant du fleuve, demander à Birédjik (embarquement Djérables ou Meskéné). Coût transport jusqu'à Felloudja, puis Felloudja jusqu'à Bagdad. Carte chemins de fer. Distance sur carte. Distance entre une gare et la suivante.
292 16 avril 1913	Baron Moncheur, Ministre de Belgique à Constantinople.	N°. 22/2. Lettre circulaire 14 mars direction C1 16448 Ministre des Affaires étrangères, formalité acquittée aussi auprès V. E., remise ci-joint signature de l'oncle, Baron Guillaume Poche, désigné pour remplacer cas absence ou empêchement.
293-294 18 avril 1913	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 23/6. Lettre circulaire 14 mars direction C1 16448 Ministre des Affaires étrangères, formalité acquittée aussi auprès V. E., remise ci-joint signature de l'oncle, Baron Guillaume Poche, désigné pour remplacer cas absence ou empêchement. Annexe : deux types de signature, double copie, à la Légation, au Consulat Général.
295-296 23 avril 1913	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 28/7. Réception 20 avril lettre 7 avril N°. 269/5, remerciements transmission deux lettres 22 mars à S. E. Ministre des Affaires étrangères. Renseignements lettre 9 avril état avancement chemin de fer de Bagdad, regret n'avoir pu donner plus tôt. Découverte mine de chrome, mine d'asphalte et mine cuivre et argent (toutes trois situées distance 1 à 5 heures bord mer). Découverte communiquée au Gouvernement Ottoman et préséance obtenue par individu pour concessions, recherche capitalistes pour envoi d'ingénieur pour exploration de mines en vue d'obtention définitive de concession et exploitation en société.



		Proposer ces affaires à l'activité de nos nationaux, placement de fonds peut-être avantageux.
297-298 23 avril 1913	E. Robyns de Schneidauer, Consul Général de Belgique à Smyrne.	N°. 30/8. Selon désir exprimé lettre 27 avril N°. 334/6, transmettra tout ultérieur renseignement au sujet avancement travaux Bagdadbahn. Prie instamment accepter hospitalité durant voyage mois courant en Syrie et à Alep : « J'espère aussi que vous voudrez bien avoir l'obligeance de m'annoncer à l'avance le jour de votre arrivée pour que je puisse aller vous recevoir à la gare. »
		Pages suivantes vides.
		Annuaire.
		Document attaché : Bulletin commercial.
		Fin du dossier.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Sources

#### 1.1 Sources manuscrites non-publiées

Fonds d'archives privé des familles Poche et Antaki d'Alep. Consulat de Belgique à Alep.

FP 2001 (1855-1875)

FP 2002 (1862-1873)

FP 2003 (1887-1891)

FP 2004 (1889-1893)

FP 2005 (1893-1896)

FP 2006 (1896-1903)

FP 2007 (1903-1907)

FP 2008 (1908-1909)

FP 2009 (1909-1913)

### 2. Études

ABDEL NOUR, Antoine, *Introduction à l'histoire urbaine de la Syrie ottomane (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Beyrouth, Université libanaise (Distribution Librairie Orientale), coll. « Publications de l'Université libanaise, Section des études historiques », 1982, 422 p.

ABU-MANNEH, Butrus, « Sultan Abdulhamid II and Shaikh Abulhuda Al-Sayyadi », *Middle Eastern Studies*, 15, 2 (1979): 131-153.

- ADE, Mafalda, « Ottoman Commercial Law and its Practice in Aleppo Province (1850-1880) », dans *Merchants in the Ottoman Empire*, sous la dir. de Suraiya Faroqhi et Gilles Veinstein, Paris ; Dudley (Massachusetts), Peeters, 2008, p. 243-258.
- . « Les commerçants Poche, médiateurs de la pratique commerciale à Alep au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Hommes de l'entre-deux : parcours individuels et portraits de groupes sur la frontière de la Méditerranée, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, sous la dir. de Bernard Heyberger, et Chantal Verdeil, Paris, Indes savantes, 2009, p. 231-247.
- ANASTASSIADOU-DUMONT, Meropi, *Salonique, 1830-1912 : une ville ottomane à l'âge des Réformes*, New York, Brill, coll. « Ottoman Empire and its Heritage », 1997, 465 p.
- ASTOURIAN, Stephan H., « The Silence of the Land: Agrarian Relations, Ethnicity, and Power », dans *A Question of Genocide: Armenians and Turks at the End of the Ottoman Empire*, sous la dir. de Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek et Norman M. Naimark, New York, Oxford University Press, 2011, p. 55-81.
- BİLSEL, Candaş, « Vers une métropole moderne de la Méditerranée », dans *Smyrne, la ville oubliée ? Mémoires d'un grand port ottoman, 1830-1930*, sous la dir. de Marie-Carmen Smyrnelis, Paris, Autrement, 2006, p. 123-137.
- BODMAN, Herbert Luther, *Political Factions in Aleppo, 1760-1826*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, coll. « James Sprunt Studies in History and Political Science », 1963, 160 p.
- BOOGERT, Maurits H. van den, *The Capitulations and the Ottoman Legal System: Qadis, Consuls, and Beratlis in the 18<sup>th</sup> Century*, Leyde ; Boston, Brill, 2005, 323 p.
- BRAUDE, Benjamin, « Foundation Myths of the Millet System », dans *Christians and Jews in the Ottoman Empire: The Functioning of a Plural Society*, sous la dir. de Benjamin Braude et Bernard Lewis, New York, Holmes & Meier Publishers, 1982, p. 69-88.
- BRUINESSEN, Martin van, *Agha, Shaikh, and State: The Social and Political Structures of Kurdistan*, Londres ; Atlantic Highlands (New Jersey), Zed Books, 1992, 373 p.
- . « Kurds, States and Tribes », dans *Tribes and Power: Nationalism and Ethnicity in the Middle East*, sous la dir. de Faleh Abd al-Jabbar et Hosham Dawod, Londres, Saqi, 2001, p. 165-183.



- ÇELİK, Zeynep, *Displaying the Orient: Architecture of Islam at Nineteenth-Century World's Fairs*, Berkeley (Californie), University of California Press, coll. « Comparative Studies on Muslim Societies », 1992, 245 p.
- ÇELİK, Yüksek, « Ahmed Cevdet Pasha », *Encyclopedia of the Ottoman Empire*, New York, Facts On File, 2009, p. 26-27.
- CHARLES-ROUX, François, *Les échelles de Syrie et de Palestine au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, P. Geuthner, coll. « Bibliothèque archéologique et historique », 1928, 224 p.
- CLOAREC, Françoise, *Le temps des consuls : l'échelle d'Alep sous les Ottomans*, Paris, L'Harmattan, 2003, 171 p.
- CORNAND, Jocelyne, « L'artisanat du textile à Alep: survie ou dynamisme ? », *Bulletin des Études Orientales*, 36 (1984): 79-126.
- DAVID, Jean-Claude, « Le patrimoine, architectures et espaces, pratiques et comportements : les souks et les khans d'Alep », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée (REMMM)*, 73, 1 (1994): 189-205.
- . « Dynamiques citadines et production de l'espace en Syrie : le cas d'Alep », *Bulletin d'Études Orientales*, LII (2000): 280-297.
- DAVID, Jean-Claude et Thierry GRANDIN, « L'habitat permanent des grands commerçants dans les khans d'Alep à l'époque ottomane », dans *Les Villes dans l'Empire ottomans : activités et sociétés*, 2 t., sous la dir. de Daniel Panzac, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1991, p. 85-124.
- DAVIS, Ralph, *Aleppo and Devonshire Square: English Traders in the Levant in the Eighteenth Century*, Londres, Macmillan, 1967, 258 p.
- DECHESNE, Laurent, *Histoire économique et sociale de la Belgique depuis les origines jusqu'en 1914*, Paris ; Liège, Librairie du Recueil Sirey ; J. Wykmans, 1932, 519 p.
- DERİNGİL, Selim, *The Well-Protected Domains: Ideology and the Legitimation of Power in the Ottoman Empire, 1876-1909*, Londres ; New York, I. B. Tauris, 1998, 260 p.

- . « The Hamidian State and World's Fairs: "The Whole World is Watching!" », dans *Studies in Ottoman Social and Economic Life (Studien zu Wirtschaft und Gesellschaft im Osmanischen Reich)*, sous la dir. de Raoul Motika, Christoph Herzog et Michael Ursinus, Heidelberg (Allemagne), Heidelberg Orientverlag, 1999, p. 191-207.
- DOUWES, Dick, *The Ottomans in Syria: A History of Justice and Oppression*, Londres ; New York, I. B. Tauris, 2000, 244 p.
- DUCRUET, Jean, *Les capitaux européens au Proche-Orient*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Études économiques internationales », 1964, 468 p.
- DUGUID, Stephen, « The Politics of Unity: Hamidian Policy in Eastern Anatolia », *Middle Eastern Studies*, 9, 2 (Mai 1973): 139-155.
- DUMONT, Paul, « La période des *Tanzîmât* (1839-1878) », dans *Histoire de l'Empire ottoman*, sous la dir. de Robert Mantran, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1989, p. 459-522.
- DUMOULIN, Michel, « L'Entrée dans le XX<sup>e</sup> siècle, 1905-1918 », dans Vol. 2 de *Nouvelle histoire de Belgique*, sous la dir. de Michel Dumoulin, Emmanuel Gerard, et al., Bruxelles, Éditions Complexe, 2006, p. 7-167.
- EARLE, Edward Mead, *Turkey, the Great Powers, and the Bagdad Railway: A Study in Imperialism*, New York, Macmillan, 1923, 364 p.
- EICH, Thomas, « The Forgotten Salafi Abu l-Huda as-Sayyadi », *Die Welt Des Islams*, 43, 1 (2003): 61-87
- . « Abu l-Huda al-Sayyadi », *Encyclopaedia of Islam III*, Texte intégral en ligne (consulté le 21 octobre 2011), Brill Online, 2011.
- EMERSON, Barbara, *Léopold II : le royaume et l'empire*, Trad. de l'anglais par Hervé Douchamps et Gérard Colson, Paris, Éditions Duculot, coll. « Bibliothèque d'histoire », 1988, 324 p.
- EWANS, Martin, *European Atrocity, African Catastrophe: Leopold II, the Congo Free State and its Aftermath*, Londres ; New York, RoutledgeCurzon, 2002, 284 p.
- FAROQHÎ, Suraiya, *Approaching Ottoman History: An Introduction to the Sources*, New York, Cambridge University Press, 1999, 262 p.

FAWAZ, Leila Tarazi, *Merchants and Migrants in Nineteenth-Century Beirut*, Cambridge (Massachusetts) Harvard University Press, coll. « Harvard Middle Eastern studies », 1983, 182 p.

FINDLEY, Carter V., *Bureaucratic Reform in the Ottoman Empire: The Sublime Porte, 1789-1922*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, coll. « Princeton Studies on the Near East », 1980, 455 p.

———. « The Evolution of the System of Provincial Administration as Viewed from the Center », dans *Palestine in the Late Ottoman Period: Political, Social, and Economic Transformation*, sous la dir. de David Kushner, Jérusalem ; Leyde, Yad Izhak Ben-Zvi ; E. J. Brill, 1986, p. 3-29.

FINKEL, Caroline, *Osman's Dream: The Story of the Ottoman Empire, 1300-1923*, New York, Basic Books, 2007, 660 p.

FRANGAKIS-SYRETT, Elena, « The Role of European Banks in the Ottoman Empire in the Second Half of the Nineteenth and Early Twentieth Centuries », dans *Banking, Trade, and Industry: Europe, America, and Asia from the Thirteenth to the Twentieth Century*, sous la dir. de Alice Teichova, Ginette Kurgan-van Hentenryk et Dieter Ziegler, Cambridge (Angleterre) ; New York, Cambridge University Press, 1997, p. 263-276.

GAUBE, Heinze, « The Traditional Water and Sewer System in the Old City of Aleppo and its Changes in the Mandatory Period », dans *The Syrian Land: Processes of Integration and Fragmentation. Bilad al-Sham from the 18th to the 20th Century*, sous la dir. de Thomas Philipp et Birgit Schäbler, Stuttgart (Allemagne), Franz Steiner, 1998, p. 157-164.

GEORGEON, François et Paul DUMONT, « La mort d'un empire (1908-1923) », dans *Histoire de l'Empire ottoman*, sous la dir. de Robert Mantran, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1989, p. 577-647.

GEORGEON, François, « Le dernier sursaut (1878-1908) », dans *Histoire de l'Empire ottoman*, sous la dir. de Robert Mantran, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1989, p. 523-576.

———. *Abdülhamid II, le sultan calife (1876-1909)*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003, 528 p.



- GEYİKDAĞI, V. Necla, *Foreign Investment in the Ottoman Empire: International Trade and Relations 1854-1914*, Londres ; New York, Tauris Academic Studies, coll. « Library of Ottoman Studies », 2011, 218 p.
- GIRAULT, René, *Emprunts russes et investissements français en Russie, 1887-1914: recherches sur l'investissement international*, Paris, Librairie Armand Colin, coll. « Publications de la Sorbonne », 1973, 618 p.
- . *Diplomatie européenne : nations et impérialismes (1871-1914)*, Paris, Payot & Rivages, 2004, 451 p.
- GONNELLA, Julia, « Al-Sayyid Abu'l-Huda al-Sayyadi in Aleppo », dans *The Empire in the City: Arab Provincial Capitals in the Late Ottoman Empire*, sous la dir. de Jens Hanssen, Thomas Philipp et Stefan Weber, Würzburg (Allemagne), Ergon, 2002, p. 297-310.
- GRÄF, E., « 'Anaza », *Encyclopaedia of Islam II*, Texte intégral en ligne (consulté le 6 mars 2012), Brill Online, 2012.
- GÜRSEL, Seyfettin, *L'Empire ottoman face au capitalisme : l'impasse d'une société bureaucratique*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire et perspectives méditerranéennes », 1987, 279 p.
- HANIOĞLU, Şükrü, *Preparation for a Revolution: The Young Turks, 1902-1908*, New York, Oxford University Press, coll. « Studies in Middle Eastern History », 2001, 538 p.
- . *A Brief History of the Late Ottoman Empire*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 2008, 241 p.
- HANSEN, Jens, *Fin de Siècle Beirut: The Making of an Ottoman Provincial Capital*, Oxford ; New York, Clarendon Press ; Oxford University Press, coll. « Oxford Historical Monographs », 2005, 307 p.
- HAREL, Yaron, « The Rise and Fall of the Jewish Consuls in Aleppo », *Turcica*, 38 (2006): 233-250.
- HATHAWAY, Jane, *The Arab Lands under Ottoman Rule, 1516-1800*, Harlow (Angleterre) ; New York, Pearson Longman, 2008, 319 p.

HEYBERGER, Bernard, *Hindiyya : mystique et criminelle (1720-1798)*, Paris, Aubier, coll. « Collection historique », 2001, 456 p.

HEYBERGER, Bernard et Chantal VERDEIL, dir., *Hommes de l'entre-deux: parcours individuels et portraits de groupes sur la frontière de la Méditerranée, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Indes savantes, coll. « Rivages des Xantons », 2009, 349 p.

HOBBSAWM, Eric J., *L'Ère des empires : 1875-1914*, Trad. de l'anglais par Jacqueline Carnaud et Jacqueline Lahana, Paris, Hachette littérature, 2000, 495 p.

HOMSY, Basile, *Les capitulations & la protection des chrétiens au Proche-Orient aux XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Harissa (Liban), s.é., 1956, 420 p.

HOUTTE, Jan Arthur van, *Esquisse d'une histoire économique de la Belgique*, Louvain (Belgique), Éditions Universitas, 1943, 260 p.

ILBERT, Robert, *Alexandrie, 1830-1930 : histoire d'une communauté citadine*, 2 t., Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1996, 886 p.

İNALCIK, Halil, « When and How British Cotton Goods Invaded the Levant Markets », dans *The Ottoman Empire and the World-Economy*, sous la dir. de Huri İslamoğlu-İnan, Cambridge (Angleterre) ; Paris, Cambridge University Press ; Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1987, p. 374-383.

İSLAMOĞLU-İNAN, Huri, *The Ottoman Empire and the World-Economy*, Cambridge (Angleterre) ; Paris, Cambridge University Press ; Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, coll. « Studies in Modern Capitalism », 1987, 481 p.

ISSAWI, Charles Philip, *The Economic History of the Middle East, 1800-1914: A Book of Readings*, Chicago, University of Chicago Press, 1966, 543 p.

———. *The Economic History of Turkey, 1800-1914*, Chicago, University of Chicago Press, coll. « Publications of the Center for Middle Eastern Studies », 1980, 390 p.

———. « The Transformation of the Economic Position of the *Millet*s in the Nineteenth Century », dans *Christians and Jews in the Ottoman Empire: The Functioning of a Plural Society*, sous la dir. de Benjamin Braude et Bernard Lewis, New York, Holmes & Meier Publishers, 1982, p. 161-185.

———. *The Fertile Crescent, 1800-1914: A Documentary Economic History*, New York, Oxford University Press, 1988, 502 p.

JUSTICE, Fernand, « Les premières relations entre la Belgique indépendante et l'Égypte, 1837-1838 », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 7, 4 (1928): 1453-1466.

KANSU, Aykut, *The Revolution of 1908 in Turkey*, Leyde ; New York, E. J. Brill, coll. « Social, Economic, and Political Studies of the Middle East and Asia », 1997, 341 p.

KASABA, Reşat, *The Ottoman Empire and the World Economy: The Nineteenth Century*, Albany, State University of New York Press, coll. « SUNY Series in Middle Eastern Studies », 1988, 191 p.

———. « İzmir », *Review XVI*, 4 (Automne 1993), p. 387-410.

———. *A Moveable Empire: Ottoman Nomads, Migrants, and Refugees*, Seattle, University of Washington Press, coll. « Studies in Modernity and National Identity », 2009, 194 p.

KÉVORKIAN, Raymond H. et Paul B. PABOUDJIAN, *Les Arméniens dans l'Empire Ottoman à la veille du génocide*, Paris, Éditions d'Art et d'Histoire ARHIS, 1992, 603 p.

KEYDER, Çağlar, Y. Eyüp ÖZVEREN et Donald QUATAERT, « Port-Cities in the Ottoman Empire: Some Theoretical and Historical Perspectives », *Review XVI*, 4 (Automne 1993): 519-558.

KLEIN, Janet, *The Margins of Empire: Kurdish Militias in the Ottoman Tribal Zone*, Stanford (Californie), Stanford University Press, 2011, 275 p.

KNOST, Stefan, « The Impact of the 1822 Earthquake on the Administration of *waqf* in Aleppo », dans *Syria and Bilad al-Sham under Ottoman Rule: Essays in Honour of Abdul Karim Rafeq*, sous la dir. de Peter Sluglett et Stefan Weber, Leyde ; Boston, Brill, 2010, p. 293-305.

KÖKSAL, Yonca, « Coercion and Mediation: Centralization and Sedentarization of Tribes in the Ottoman Empire », *Middle Eastern Studies*, 42, 3 (2006): 469-491.

KURGAN-VAN HENTENRYK, Ginette, *Léopold II et les groupes financiers belges en Chine*, Bruxelles, Palais des Académies, coll. « Mémoires de la classe des lettres », 1972, 969 p.



———. « Belgian Consular Reports », *Business History*, 23, 3 (1981): 268-270.

LANTZ, François, *Chemins de fer et perception de l'espace dans les provinces arabes de l'Empire ottoman : 1890-1914*, Paris, L' Harmattan, coll. « Comprendre le Moyen-Orient », 2005, 272 p.

Le CALLOC'H, Bernard, « La dynastie consulaire des Picciotto (1784-1894) », *Revue d'Histoire Diplomatique*, 1990, 105<sup>e</sup> année, 1-2 (1990): 135-175.

LEVY, Avigdor, *The Sephardim in the Ottoman Empire*, Princeton (New Jersey), Darwin Press, 1992, 196 p.

LEWIS, Bernard, *Juifs en terre d'Islam*, Trad. de l'anglais par Jacqueline Carnaud, Paris, Calman-Lévy, coll. « Diaspora », 1986, 258 p.

LEWIS, Norman N., *Nomads and Settlers in Syria and Jordan, 1800-1980*, Cambridge (Angleterre), Cambridge University Press, coll. « Cambridge Middle East Library », 1987, 249 p.

MANTRAN, Robert, « L'État ottoman au XVIII<sup>e</sup> siècle : la pression européenne », dans *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1989, p. 265-286.

MA'OZ, Moshe, *Ottoman Reform in Syria and Palestine, 1840-1861: The Impact of the Tanzimat on Politics and Society*, Oxford, Clarendon Press, 1968, 266 p.

MARCUS, Abraham, *The Middle East on the Eve of Modernity: Aleppo in the Eighteenth Century*, New York, Columbia University Press, coll. « A Study of the Middle East Institute », 1989, 418 p.

MARTINEZ LOPEZ, Alberte, « Belgian Investment in Tramways and Light Railways: An International Approach, 1892-1935 », *The Journal of Transport History*, 24, 1 (Mars 2003): 59-77.

MASSON, Paul, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Librairie Hachette, 1911, 678 p.

MASTERS, Bruce, *The Origins of Western Economic Dominance in the Middle East: Mercantilism and the Islamic Economy in Aleppo, 1600-1750*, New York, New York University Press, coll. « New York University Studies in Near Eastern Civilization », 1988, 240 p.

———. « Aleppo: The Ottoman Empire's Caravan City », dans *The Ottoman City between East and West: Aleppo, Izmir, and Istanbul*, sous la dir. de Edhem Eldem, Daniel Goffman et Bruce Masters, New York, Cambridge University Press, 1999, p. 17-78.

———. *Christians and Jews in the Ottoman Arab World: The Roots of Sectarianism*, New York, Cambridge University Press, coll. « Cambridge Studies in Islamic Civilization », 2001, 222 p.

———. « The Political Economy of Aleppo in an Age of Ottoman Reform », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 53, 1-2 (2010): 290-316.

MATTHEE, Rudolph P., *The Politics of Trade in Safavid Iran: Silk for Silver, 1600-1730*, Cambridge (Angleterre) ; New York, Cambridge University Press, coll. « Cambridge Studies in Islamic Civilization », 1999, 290 p.

MCCARTHY, Justin, *The Ottoman Peoples and the End of Empire*, Londres ; New York, Arnold Publishers ; Oxford University Press, coll. « Historical Endings », 2001, 234 p.

McDOWALL, David, *A Modern History of the Kurds*, Londres ; New York, I. B. Tauris, 2004 (1<sup>ère</sup> éd. 1996), 515 p.

MERIWETHER, Margaret Lee, *The Kin Who Count: Family and Society in Ottoman Aleppo, 1770-1840*, Austin (Texas), University of Texas Press, 1999, 278 p.

NEUMANN, Christoph K., « Ahmed Cevdet Pasha », *Encyclopaedia of Islam III*, Texte intégral en ligne (consulté le 12 mars 2012), Brill Online, 2012.

OWEN, Roger, *The Middle East in the World Economy, 1800-1914*, Londres ; New York, Methuen, 1981, 378 p.

ÖZOĞLU, Hakan, *Kurdish Notables and the Ottoman State: Evolving Identities, Competing Loyalties, and Shifting Boundaries*, Albany (New York), State University of New York Press, coll. « SUNY series in Middle Eastern studies », 2004, 186 p.

PAMUK, Şevket, *The Ottoman Empire and European Capitalism, 1820-1913: Trade, Investment, and Production*, Cambridge (Angleterre) ; New York, Cambridge University Press, coll. « Cambridge Middle East library », 1987, 278 p.

PANZAC, Daniel, *La peste dans l'Empire Ottoman, 1700-1850*, Louvain (Belgique), Éditions Peeters, coll. « Turcica », 1985, 659 p.

———. *Quarantaines et lazarets : l'Europe et la peste d'Orient, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Aix-en-Provence, Édisud, 1986, 219 p.

PHILIPP, Thomas, « French Merchants and Jews in the Ottoman Empire During the Eighteenth Century », dans *The Jews of the Ottoman Empire*, sous la dir. de Avigdor Levy, Princeton (New Jersey) ; Washington, D. C., Darwin Press ; Institute of Turkish Studies, 1994, p. 315-325.

———. *Acre: The Rise and Fall of a Palestinian City, 1730-1831*, New York, Columbia University Press, coll. « History and Society of the Modern Middle East », 2001, 299 p.

PICCIOTTO, Emilio, *The Consular History of the Picciotto Family, 1784-1895*, s.l., s.é., 1998.

QUATAERT, Donald, *Social Disintegration and Popular Resistance in the Ottoman Empire, 1881-1908: Reactions to European Economic Penetration*, New York, New York University Press, coll. « New York University Studies in Near Eastern Civilization », 1983, 205 p.

———. « The Age of Reforms, 1812-1914 », dans *An Economic and Social History of the Ottoman Empire, 1300-1914*, sous la dir. de Halil İnalcık et Donald Quataert, Cambridge (Angleterre), Cambridge University Press, 1994, p. 759-943.

RAFEQ, Abdul-Karim, « Ownership of Real Property by Foreigners in Syria, 1869 to 1873 », dans *New Perspectives on Property and Land in the Middle East*, sous la dir. de Roger Owen et Martin P. Bunton, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 2000, p. 175-239.

RAYMOND, André, « Les provinces arabes (XVI<sup>e</sup> siècle-XVIII<sup>e</sup> siècle) », dans *Histoire de l'Empire ottoman*, sous la dir. de Robert Mantran, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1989, p. 341-420.



- REECK, Marc van den, *Belgium in the Ottoman Capital, From the Early Steps to "la Belle Époque": The Centenary of "Le Palais de Belgique": 1900-2000*, Istanbul, Consulat général de Belgique, 2000, 50 p.
- REIMER, Michael J., « Ottoman-Arab Seaports in the Nineteenth Century: Social Change in Alexandria, Beirut, and Tunis », dans *Cities in the World-System* sous la dir. de Reşat Kasaba, New York, Greenwood Press, 1991, p. 135-156.
- RÉMOND, René, *Le XIX<sup>e</sup> siècle (1815-1914)*, T. 2 de *Introduction à l'histoire de notre temps*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire », 1974, 248 p.
- RODED, Ruth, *Tradition and Change in Syria during the Last Decades of Ottoman Rule: the Urban Elite of Damascus, Aleppo, Homs and Hama, 1876-1918*, Thèse de Ph.D. (The Faculty of the Graduate School of International Studies), University of Denver, 1984, 413 p.
- . « Social Patterns among the Urban Elite of Syria during the Late Ottoman Period, 1876-1918 », dans *Palestine in the Late Ottoman Period: Political, Social, and Economic Transformation*, sous la dir. de David Kushner, Jérusalem ; Leyde, Yad Izhak Ben-Zvi ; E. J. Brill, 1986, p. 146-171.
- . « The Waqf and the Social Elite of Aleppo in the Eighteenth and Nineteenth Centuries », *Turcica*, 20 (1988): 71-91.
- ROZEN, Minna, « The Leghorn Merchants in Tunis and Their Trade », dans *Les relations intercommunautaires juives en Méditerranée occidentale, XIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles : actes du colloque international de l'Institut d'histoire des pays d'outre-mer (GIS Méditerranée Aix-en-Provence) et du Centre de recherches sur les Juifs d'Afrique du Nord (Institut Ben Zvi, Université de Jérusalem), Abbaye de Sénanque, Mai 1982*, sous la dir. de Jean Louis Miège, et al., Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1984, p. 51-59.
- RUBIN, Avi, *Ottoman Nizamiye Courts: Law and Modernity*, New York, Palgrave Macmillan, 2011, 212 p.
- SAUL, Samir, *La France et l'Égypte de 1882 à 1914 : intérêts économiques et implications politiques*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, coll. « Histoire économique et financière de la France, Études générales », 1997, 787 p.
- SAUVAGET, Jean, *Alep : essai sur le développement d'une grande ville syrienne, des origines au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, 2 t., Paris, Librairie Orientaliste P. Geuthner, 1941.

SCHMITT, Oliver Jens, *Les Levantins : cadres de vie et identités d'un groupe ethno-confessionnel de l'empire ottoman au "long" 19<sup>e</sup> siècle*, Trad. de l'allemand par Jean-François de Andria, Istanbul, Les Éditions Isis, coll. « Les cahiers du Bosphore », 2007, 571 p.

———. « Sur la voie de la bourgeoisie d'affaires ? L'élite sociale levantine à Galata-Péra et à Smyrne au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Merchants in the Ottoman Empire*, sous la dir. de Suraiya Faroqi et Gilles Veinstein, Paris ; Dudley (Massachusetts), Peeters, 2008, p. 215-230.

SHAW, Stanford Jay et Ezel Kural SHAW, *Reform, Revolution, and Republic: The Rise of Modern Turkey, 1808-1975*. T. 2 de *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 1977, 518 p.

SHIELDS, Sarah D., *Fezzes in the River: Identity Politics and European Diplomacy in the Middle East on the Eve of World War II*, New York, Oxford University Press, 2011, 306 p.

SLUGLETT, Peter, « Aspects of Economy and Society in the Syrian Provinces: Aleppo in Transition, 1880-1925 », dans *Modernity and Culture: From the Mediterranean to the Indian Ocean*, sous la dir. de Leila Tarazi Fawaz, C. A. Bayly, et avec la contribution de Robert Ilbert, New York, Columbia University Press, 2002, p. 144-157.

———. « Municipalities in Late Ottoman Empire », dans *Syria and Bilad al-Sham under Ottoman Rule: Essays in Honour of Abdul Karim Rafeq*, sous la dir. de Peter Sluglett et Stefan Weber, Leyde ; Boston, Brill, 2010, p. 531-542.

STEENSGAARD, Niels, « Consuls and Nations in the Levant from 1570 to 1650 », *The Scandinavian Economic History Review*, 15 (1967): 13-55

STROHMEIER, Martin, *Crucial Images in the Presentation of a Kurdish National Identity: Heroes and Patriots, Traitors and Foes*, Leyde ; Boston, Brill, coll. « Social, Economic, and Political Studies of the Middle East and Asia », 2003, 265 p.

THIECK, Jean-Pierre, « Décentralisation ottomane et affirmation urbaine à Alep », dans *Passion d'Orient*, sous la dir. de Gilles Kepel, Paris, Éditions Karthala, 1992, p. 113-176.

THOBIE, Jacques, *Intérêts et impérialisme français dans l'Empire ottoman (1895-1914)*, Paris, Imprimerie nationale, coll. « Publications de la Sorbonne », 1977, 817 p.

- . « Intérêts belges et intérêts français dans l'Empire ottoman (1880-1914) », dans *La France et l'est méditerranéen depuis 1850 : économie, finance, diplomatie*, sous la dir. de Jacques Thobie, Istanbul, Les Éditions Isis, 1993, p. 67-104.
- VERHEIJ, Jelle, « "Les frères de terre et d'eau" : sur le rôle des Kurdes dans les massacres arméniens de 1894-1896 », dans *Islam des Kurdes*, sous la dir. de Martin van Bruinessen et Joyce Blau, Paris, Institut national des langues et civilisations orientales, 1999, p. 225-276.
- VERNEY, Noël et George DAMBMANN, *Les puissances étrangères dans le Levant, en Syrie et en Palestine*, Paris ; Lyon, Guillaumin et Cie ; A. Rey et Cie, 1900, 794 p.
- WATENPAUGH, Keith David, *Being Modern in the Middle East: Revolution, Nationalism, Colonialism, and the Arab Middle Class*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 2006, 325 p.
- WEBER, Stefan, *Damascus: Ottoman Modernity and Urban Transformation (1808-1918)*, 2 vol., Århus (Danemark), Aarhus University Press, 2009.
- WEULERSSE, Jacques, *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Paris, Gallimard, coll. « Le paysan et la terre », 1946, 329 p.
- WINTER, Stefan, « The Other Nahdah: The Bedirxans, the Millîs, and the Tribal Roots of Kurdish Nationalism in Syria », *Oriente Moderno*, 86 (2006): 461-474.
- . « The Province of Raqqa under Ottoman Rule, 1535–1800: A Preliminary Study », *Journal of Near Eastern Studies*, 68, 4 (2009): 253-268.
- YENİŞEHİRLİOĞLU, Filiz, « Mersin: The Formation of a Tanzimat City in Southern Turkey », dans *The Empire in the City: Arab Provincial Capitals in the Late Ottoman Empire*, sous la dir. de Jens Hanssen, Thomas Philipp et Stefan Weber, Würzburg (Allemagne), Ergon, 2002, p. 253-274.
- ZENNER, Walter P., *A Global Community: The Jews From Aleppo, Syria*, Détroit (Michigan), Wayne State University Press, coll. « Raphael Patai Series in Jewish Folklore and Anthropology », 2000, 233 p.